Philippe BOURRINET

UN SIÈCLE DE GAUCHE COMMUNISTE «ITALIENNE» (1915-2015)

(Suivi d'un)

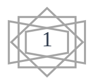
Dictionnaire biographique d'un courant internationaliste*



Comité d'entente contre la «bolchevisation» du Komintern, avril 1925, qui regroupe les têtes de l'Opposition italienne : Fortichiari, Repossi, Damen, Bordiga et Perrone. (Francesca) Grossi (1901-1996), dite «Cecca», devint l'épouse d'Onorato Damen.

Paris, avril 2016, Éditions *moto proprio*. – Prix : **30 €** (hors envoi)

* Correspondance et/ou commandes : left-dis@hotmail.fr



À Circé

Pour une planète pacifiée, sauvegardée et unifiée, ***ré-enchantée****, pour une libre communauté humaine, où la monstruosité du profit ne sera plus que le mauvais souvenir d'un trop long cauchemar séculaire.*

In memoriam

Lucien Laugier (1914-1989)

Mauro Guatelli (1949-1998)

Arturo Peregalli (1948-2001)

Mauro Stefanini junior (1948-2005)

Sandro Saggioro (1949-2015)

Karl Nesic (1945-2016)

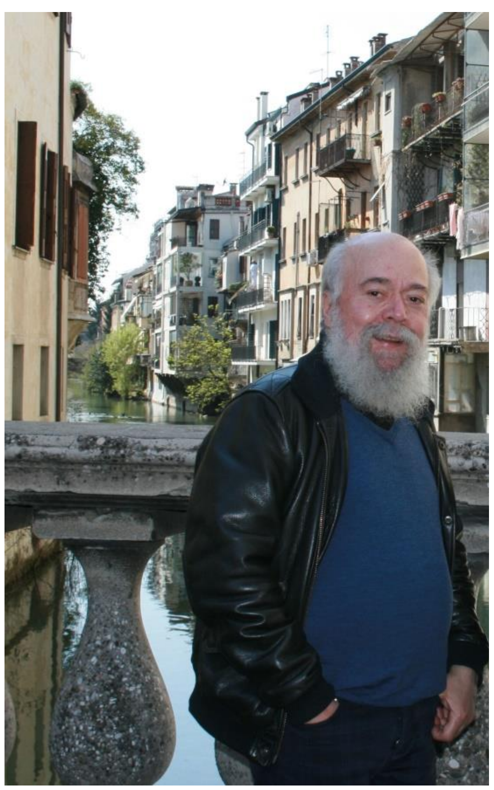
Jean-Pierre Carasso (1942-2016)

EN HOMMAGE À SANDRO, QUI NOUS A QUITTÉS
(17 NOVEMBRE 2015)

«Nous sommes encore convaincus de la pleine validité de l'enseignement de Marx, de Lénine et Bordiga, et pensons que l'affrontement violent entre les forces de la révolution et celles de la contre-révolution devra encore se produire».

«Une cause historique n'est pas perdue par son simple renvoi à une prochaine audience». (Bordiga)

[Sandro Saggioro, *In attesa della grande crisi. Storia del Partito Comunista Internazionale – «il programma comunista» (dal 1952 al 1982)*, Edizioni Colibrì, Paderno Dugnano (Milan), 2014, p. 350]



Photo, Padoue, avril 2010

REMERCIEMENTS

L'auteur de ce travail est plus que redevable à Sandro Saggioro, trop tôt disparu, dont le travail incontournable sur la *sinistra comunista italiana* depuis plus de vingt ans a permis de la faire sortir de l'ombre et de mieux définir les étapes de son «corpus» politique, au terme d'un long et sinueux parcours. Son travail patient, minutieux et souvent critique constitue, avec celui de Lucien Laugier, une base solide pour une réflexion politique sur la *sinistra comunista* aujourd'hui.

Toute ma reconnaissance va à Dino Erba qui a bien voulu me communiquer le tapuscrit électronique de son travail paru en octobre 2015 : *Sovversivi incontri & scontri sotto la falce e il martello. Dizionario biografico dei comunisti «italiani» 1912-2012,* ainsi que ses suggestions et corrections.

Nos remerciements s'adressent tout autant à : François Langlet et François Bochet, qui ont bien voulu donner en partage le précieux matériel contenu dans *Tempus fugit* (2005) et la revue *(Dis)continuité*; à Benjamin Lalbat (Université d'Aix-Marseille), qui nous a communiqué son master 2, soutenu en septembre 2014 : *Les bordiguistes sans Bordiga. Contribution à une histoire des héritiers de la Gauche communiste italienne en France. Des racines de Mai 68 à l'explosion du PCI (1967-1982).*

À Bernard (Smolny), Celso Beltrami, Claude Bitot, Dino Erba, Paolo Casciola, Carsten Juhl, Walter Manfredo, Giuseppe Mannucci, Marcel Roelandts, Giorgio Paolucci, Henri Simon, Sylvain et Yves (Collectif Archives Autonomies) vont toute ma reconnaissance pour leurs suggestions, apports ou rectifications.

Sans l'amabilité de Dino Erba, d'Anne Morelli (Bruxelles) et de Claudine Pelletier, bien des photos n'auraient brillé que par leur absence.

Que soit enfin remerciée la Fondation Amadeo Bordiga de Formia (Latina) [www.fondazionebordiga.org/chiSiamo.htm] qui a bien voulu nous faire parvenir, dans la phase finale de ce travail, le volume 6 des *Scritti 1911-1926* du fondateur du Parti communiste d'Italie. Ce sixième volume d'une série qui en comporterait neuf est consacré aux années cruciales 1921-1922, où Bordiga prend position sur les rapports fascisme/social-démocratie ainsi que sur «front unique prolétarien» préconisé par le Komintern.

AVANT-PROPOS

Ce dictionnaire de la *sinistra comunista internazionale* est plus qu'un simple corpus. Il se propose d'illustrer l'histoire d'un courant qui, par-delà sa petitesse numérique, mais fort d'une longue tradition théorique a maintenant un siècle d'existence.

Ce corpus se plie à plusieurs exigences.

La première est de ne pas céder à la tentation de donner une place disproportionnée aux «chefs» – dans le sens «léniniste» du terme, où l'organisation est considérée sous un angle politico-militaire –, mais de donner leur vraie place aux «militants de base» de ce courant qui fut sociologiquement prolétarien jusque dans les années 60. Il donne la plus large place aux ouvriers, aux «sans-grade», à tous ceux qui ont fait du but révolutionnaire la substance même de leur action et de leur réflexion.

La deuxième est d'éviter les chausse-trapes d'une histoire qui se dissout dans celle d'individualités. Il s'agit d'abord, à travers chacune de ces notices, de montrer les choix assumés de chaque militant de lutter quotidiennement contre l'exploitation capitaliste et sa superstructure étatique, ainsi que politiquement contre toutes les formes de guerre (mondiale, coloniale, nationale), où le combat ne connaît point de «patrie», sinon une seule : la «patrie-monde».

La troisième est de ne pas construire un modèle de trajets militants en les parangonnant sur le marbre d'un programmisme 'invariant'. Ce serait 'détourner' ces itinéraires, où chacun d'eux exprime les hésitations, et parfois les contradictions, de positions politiques qui évoluèrent au gré des flux et reflux de l'histoire.

La quatrième est d'éviter de faire une histoire critique de ce courant à travers ses seuls militants. C'est pourquoi ce corpus est illisible sans l'introduction historique à ce courant, ainsi que sans sa postface qui souligne l'enjeu essentiel de l'affrontement entre «gramscisme», pur produit de la politique zinoviéviste en Italie, et «bordiguisme», fidèle aux idéaux internationalistes de *Il Soviet*, constitué en janvier 1919.

Nous avons fait le choix à ne pas écarter, au nom d'une prétendue «pureté» programmatique, les militants qui n'auraient fait que 'côtoyer' la «*sinistra comunista*» pour finalement gagner d'autres rivages politiques (trotskysme, anarchisme, social-démocratie et parti communiste, mouvements de contestation activiste de l'après-68).

Certains 'intellectuels' français ou italiens, qui se revendiquent ou se sont revendiqués de la *sinistra comunista*, mais qui ont acquis une visibilité douteuse plus par leur provocation 'négationniste' que par leur 'internationalisme', surtout fantasmatique, sont traités de façon plus exhaustive que la masse compacte des authentiques militants communistes-ouvriers. C'est une profonde injustice dont nous sommes parfaitement conscients.

Le lecteur comprendra vite que notre but n'est nullement de nous livrer à une pieuse apologétique ou, dans le sens opposé, à une critique grinçante de la *sinistra comunista*.

Nous n'avons souhaité répondre qu'à des questions extrêmement simples : en quoi, comment, et sous quelles conditions ce courant de la gauche italienne, en apparence si morcelé, a pu conserver, au prix de bien des scissions, son orientation internationaliste.

[REMARQUE : tous les noms suivis d'un astérisque (*) ont leur place dans le corpus d'un dictionnaire qui n'a pas l'ambition de l'exhaustivité, mais celle de la clarté politique.]

«Les vicissitudes des groupes révolutionnaires n'intéressent guère que ceux qui rêvent de révolution; autant dire : peu de monde, même si la génération qui vient semble vouloir faire de ce rêve autre chose qu'un rêve» [Lucien LAUGIER] [*].

«D'un bout à l'autre de l'éventail marxiste, des falsificateurs de la doctrine à ses 'restaurateurs', la référence à toute orthodoxie est, en elle-même, garantie d'adhésion à un aspect déterminé du conservatisme» [Lucien LAUGIER][**].

Introduction

1915-2015 : «*contre la guerre, pour le socialisme antimilitariste et international*»

Il y a un siècle débutait l'intervention de l'Italie dans la guerre mondiale, qui mettait ainsi fin à sa «neutralité». La folie nationaliste des foules (celles des classes bourgeoises, grande et petite, surtout étudiantes au début) se déchaîna, soigneusement mise en scène par des aventuriers comme le poète Gabriele D'Annunzio, depuis son discours «garibaldien» du 5 mai 1915 au Quarto dei Mille, près de Gênes. À ceux qui s'opposaient à la guerre (des parlementaires aux ouvriers socialistes), D'Annunzio, monté en triomphe au Capitole romain, promettait, quelque temps après, la mort, une mort froidement organisée : «*Établissez votre liste de proscriptions, sans nulle pitié! Vous en avez le droit, vous en avez même le devoir civique*»[1]. Ces paroles étaient prononcées au moment même, où dans l'Empire ottoman, les listes de proscriptions dressées par les nationalistes jeunes-turcs s'établissaient «sans nulle pitié» contre «d'ennemi intérieur», toute la population arménienne, mais aussi les Grecs et les Assyro-Chaldéens.

Quant à Mussolini, directeur de l'*Avanti !*, qui avait naguère déclaré : «*Ceux qui vous poussent à la guerre vous trahissent !*»[2], il avait déjà signé sa propre trahison en octobre 1914 par un retentissant article interventionniste. Pour créer *Il Popolo d'Italia*, il avait encaissé, entre autres, l'argent de Filippo Naldi, le directeur du *Resto del Carlino* et l'argent de l'Entente transmis par Marcel Cachin[3].

Le discours de Mussolini n'était pas moins explicite que celui de D'Annunzio. L'entrée en guerre de l'Italie, au côté de l'Entente, se ferait, si nécessaire, par le plomb et la mitraille, en premier les «neutralistes» hésitants à la tête du système parlementaire, écrivait-il le 11 mai : «*Quant à moi, je suis toujours plus fermement convaincu que pour le salut de l'Italie, il faudrait fusiller, je dis bien fusiller, et dans le dos, une douzaine de députés et jeter en prison au moins une paire d'anciens ministres. C'est ma conviction toujours plus profonde, que le Parlement italien est un bubon de pestiféré. Il faut l'extirper*»[4].

[*] «Les deux crises du PCI», 1973, in François Langlet (éd.), *Lucien Laugier. Textes I*, vol. I, tome 1, Orsay, 2001, p. 3-228.

[**] «En guise de réponse à 'Programme Communiste'», *Invariance*, numéro spécial, Brignoles, nov. 1975, p. 81.

[1] «La legge di Roma», in *Per la più grande Italia. Orazioni e messaggi di Gabriele D'Annunzio*, Fratelli Treves, Milan, 1920, p. 96.

[2] Manifeste neutraliste rédigé par Mussolini, Prampolini et Filippo Turati, in *L'Avanti* du 22 sept. 1914. Le Manifeste dénonçait les nationalistes, réformistes, francs-maçons et républicains, affirmait : «*Le Parti socialiste, seul contre tous ces gens, est indemne de la contagion qui se propage*»… [Leo Valiani, *Il Partito socialista italiano nel periodo della neutralità 1914-1915*, Feltrinelli Economica, 1977].

[3] Parmi les généreux donateurs d'*Il Popolo d'Italia*, on note : des notables français comme le radical Joseph Caillaux, les socialistes Jules Guesde et Marcel Cachin, des Britanniques comme Sir Samuel Hoare, des magnats russes, suisses et allemands, ainsi que des sommités du capital italien : la famille Agnelli, les frères Pio et Mario Perrone propriétaires de l'Ansaldo de Gênes, l'industrie pétrolière et sucrière, les grands agrariens d'Émilie-Romagne, la Banca Italiana di Sconto (BIS).

[4] «Abbasso il parlamento», *Il Popolo d'Italia*, 11 mai 1915 [Mussolini, *Scritti e discorsi*, Hoepli, Milan, 1954].



Le prolétariat d'industrie devait réagir quelques jours plus tard à cette annonce d'une entrée en guerre, mais de façon dispersée. Les 16-19 mai avaient éclaté à Turin des émeutes ouvrières, quasi-spontanées, qui firent un mort et de nombreux blessés.

Du 16 au 19 mai, se réunissait au même moment à Bologne la direction du Parti socialiste. Après avoir tergiversé sur la préservation de la «neutralité» de l'Italie, celle-ci, par la bouche du secrétaire du Parti Costantino Lazzari, proclamait : «***ni adhérer, ni saboter***», en d'autres termes : 'nous ferons notre devoir de soldats' en gardant 'dans les plis de notre âme' notre refus d'adhérer à cette 'guerre patriotique'. Seuls s'opposèrent à cette capitulation Giacinto Menotti Serrati (1876-1926), directeur de *l'Avanti!*, le député Fabrizio Maffi, et surtout le jeune délégué de la Campanie, Amadeo Bordiga. Celui-ci attaquait en particulier la lâcheté patriotique des dirigeants syndicaux socialistes qui refusaient de proclamer la grève générale contre la guerre, très impopulaire chez les ouvriers :

> « *Non… vous ne craignez pas que la grève échoue, vous craignez qu'elle ne réussisse. Vous savez que les ouvriers sont enragés contre la guerre, mais vous n'osez donner le mot d'ordre de grève pour empêcher la mobilisation. Non que vous craignez les conséquences de la répression; ce n'est pas de lâcheté que nous vous accusons, mais de la crainte de vous salir en trahissant la patrie. Vos préjugés bourgeois sont tels que vous pensez que même dans le cas d'une guerre exquise – non de défense du territoire, mais d'agression et de véritable conquête, la situation actuelle – le devoir du socialiste est de ne pas entraver les opérations militaires*»[5].

L'entrée en guerre le 23 mai fut autant la conséquence de cette agitation nationaliste que les séides de Mussolini et D'Annunzio sanctifièrent sous le nom de «mai radieux» (*maggio radioso*) que de la lâche hypocrisie d'une direction socialiste incapable d'être à son poste, celui de l'internationalisme.

À ce 'jésuitisme', le même jour, Bordiga opposait à la politique du «fait accompli» celle de l'action :

> «*En dehors ou à l'intérieur du préjugé national et des scrupules patriotiques. Vers un pseudo-socialisme nationaliste ou vers une nouvelle Internationale. Il ne peut y avoir… qu'une seule position, aujourd'hui que la guerre est un 'fait accompli' : contre la guerre, pour le socialisme antimilitariste et international* »[6].

Dès le moment de cette entrée en guerre, Karl Liebknecht – dans un tract qui fut diffusé en Allemagne – définissait avec clarté les contours de l'action internationaliste à l'ère de l'impérialisme :

> «À bas les fauteurs de guerre en deçà et au-delà des frontières nationales !
>
> «**Mettre un terme au génocide !**
>
> «Prolétaires de tous les pays ! Suivez l'exemple héroïque de vos frères italiens ! Unissez-vous dans la lutte de classe internationale contre les manœuvres souterraines de la diplomatie secrète, contre l'impérialisme, contre la guerre, pour **une paix d'esprit socialiste** !
>
> «**L'ennemi principal est dans votre propre pays**»[7].

Certes Liebknecht surestimait la vigueur de la riposte à la guerre des 'frères de classe italiens', confondant l'intransigeance de la gauche du PSI avec le centre du parti, dont le principe était l'inaction : « ni adhérer ni saboter ».

Rappeler l'internationalisme de la gauche communiste italienne, par le biais d'un Dictionnaire de ses militants, c'est rappeler qu'un siècle après l'action internationaliste, qu'elle fut propagée par

---

[5] Article non signé (Bordiga étant «sous les drapeaux») : «Dopo il convegno di Bologna», *Il Socialista* n° 35, 22 mai 1915.

[6] «Il fatto compiuto», *Avanti !*, 23 mai 1915 [(Bordiga), in *Storia della sinistra comunista 1912-1919*, Ed. «Il programma comunista», Milan, 1973, p. 277]

[7] Claudie Weill (éd.), Marcel Ollivier (trad.), *Karl Liebknecht. Militarisme, guerre, révolution*, Bibliothèque socialiste n° 17, François Maspéro, Paris, 1970. Les passages en gras l'étaient déjà dans le texte allemand.



Bordiga ou Liebknecht, n'est pas une simple archive du mouvement ouvrier international. Des guerres permanentes du Proche- et Moyen-Orient à la guerre actuelle entre la Russie et l'Ukraine, l'internationalisme est plus que jamais à l'ordre du jour dans chacun des camps belligérants, sans exception aucune.

L'internationalisme de la gauche communiste italienne est autant présent chez Bruno Fortichiari à Milan que chez Amadeo Bordiga à Naples. Il ne peut être assimilé à celui d'Antonio Gramsci, très incertain entre 1914 et 1917.

Non par esprit polémique mais souci de la vérité historique, il est bon de rappeler que Gramsci publia dans un journal socialiste, le 31 octobre 1914, un article dont le titre copiait celui de Mussolini : «*Neutralité active et agissante*», où la rhétorique était encore plus nationale et patriotique que celle de Mussolini : «… *Le Parti socialiste dans lequel nous déployons notre action est* **aussi italien***, c'est-à-dire qu'il est une section de l'Internationale socialiste qui s'est fixé pour but de gagner à l'Internationale la* **nation italienne**». Son but était non de détruire l'État bourgeois, mais de l'absorber : «Le Parti est un *État en puissance*, qui mûrit petit à petit, en opposition à l'État bourgeois, qui tend… à se doter des organes nécessaires ***pour le dépasser et l'absorber*** ». Et il ajoutait : «***(le parti) est autonome, il ne dépend nullement de l'Internationale***» sinon pour le 'but ultime'». Appuyant de façon embarrassée Mussolini, Gramsci reconnaissait que la «neutralité active et efficace» de la «Nation italienne» pourrait «***redonner à la vie de la nation son authentique et franc caractère de lutte de classe***»[8].

Bref du pur Jaurès, dans la tradition de l'*Armée nouvelle* (1911) : «***Internationale et patrie sont désormais liées***. C'est dans l'internationale que l'indépendance des nations a sa plus haute garantie; c'est dans les nations indépendantes que l'internationale a ses organes les plus puissants et les plus nobles. On pourrait presque dire : ***un peu d'internationalisme éloigne de la patrie; beaucoup d'internationalisme y ramène. Un peu de patriotisme éloigne de l'Internationale; beaucoup de patriotisme y ramène***»[9].

Que la *sinistra comunista italiana* n'ait vécu que dans l'Internationale et rien que dans l'Internationale, voulant redonner vie non à la «nation italienne» mais au combat du prolétariat international pour son émancipation, c'est ce que nous voudrions simplement rappeler.





[8] Souligné par nous, in Gramsci, *Il Grido del Popolo* [hebdomadaire des intellectuels socialistes fondé en 1892]. Traduction in Robert Paris (éd.), *Antonio Gramsci, Écrits politiques, I. 1914-1920*, Gallimard, 1977, p. 63-67.
[9] Fondation Jean Jaurès, *Ainsi nous parle Jaurès*, Fayard, coll. «Pluriel», 2014.



I. LA GAUCHE COMMUNISTE ITALIENNE DE 1912 À 1926

La Gauche communiste italienne *(Sinistra comunista italiana)*, communément appelée «bordiguiste», reste toujours soit méconnue soit caricaturée, même dans le pays où elle a surgi, ainsi que dans ceux où elle s'est développée, dans l'immigration, en France et en Belgique.

LE COURANT INTERNATIONALISTE DANS LE PARTI SOCIALISTE ITALIEN (1912-1919)

C'est en 1912, au moment de 'l'affaire libyenne' (toujours actuelle aujourd'hui !), que le jeune Amadeo Bordiga* fait ses premiers pas d'internationaliste en dénonçant la sauvage guerre coloniale. Il augure que la propagande socialiste amènera les soldats italiens à «ne pas tirer contre les Arabes», mais «contre l'immense désert qui les entoure»[10]. Sa position est déjà celle du 'défaitisme révolutionnaire' :

> « … *si la guerre signifie victoire et triomphe de la Nation, le prolétariat en souffrira, non directement, mais en voyant s'éloigner indéfiniment la possibilité de s'insurger.*
>
> «*C'est pourquoi, pour nous, ennemis de la guerre en théorie, nous la haïssons en pratique, sans crainte de compromettre le gouvernement national en brisant l'union unanime de la Nation*»[11].

Bordiga se montre même un pionnier de l'internationalisme classique, en rejetant toute distinction entre «guerre défensive» et «guerre offensive» :

> «*Dans la guerre moderne, il n'existe plus de distinction possible entre 'offensive' et 'défensive'; tout dépend des arguties des diplomates. Une guerre européenne ne sera jamais l'agression d'une nation contre une autre, mais plutôt la conséquence des goinfreries territoriales et financières de chacune des parties*»[12].

Il faut le souligner : la section napolitaine conduite par Bordiga ne se retrouva pas seule pour lutter contre la «trahison» de l'aventurier sorélien[13] Mussolini, adepte du mythe du surhomme. D'autres, comme Bruno Fortichiari*, Luigi Repossi* et Abigaille Zanetta (1875-1945), à la tête de la section milanaise, menèrent une lutte implacable contre Mussolini. C'est Fortichiari qui le 24 novembre 1914, présenta l'ordre du jour expulsant le dangereux tribun du parti. Bordiga devait souligner, un demi-siècle plus tard, la réaction unanime de la base du parti. Beaucoup veulent «révolvériser» Mussolini : «…*des militants et des militantes se proposent d'aller descendre* (le traître)» longtemps considéré «comme un chef si brillant»[14].

L'opposition à la guerre menée en 1914-15 (cf. *supra*) par Bordiga et la fédération de Campanie ne restait pas isolée : de la Romagne (où avait dominé Mussolini) à Turin, Milan et Florence, l'hostilité à la guerre croissait inexorablement. En septembre 1915, la diffusion clandestine du *Manifeste de Zimmerwald* (interdite de publication par le gouvernement) est largement assurée par la section milanaise, sur l'initiative de Fortichiari, appuyé par Serrati[15]. Cela valut à Fortichiari

---

[10] *La Propaganda*, Naples, 18-19 mai 1912.

[11] «Contro la guerra mentre la guerra dura», *L'Avanguardia* n° 254, 25 août 1912 [Bordiga, *Scritti 1911-1926. I. Dalla guerra di Libia al Congresso socialista di Ancona, 1911-1914*, Graphos, Gênes, 1996, p. 87].

[12] [Bordiga] *Il soldo al soldato*, Federazione Italiana Giovanile Socialista (FIGS), Società Tipografica Italiana, Rome, août 1913.

[13] Une minorité de syndicalistes révolutionnaires soréliens de l'USI (Union syndicale italienne), menés par Alceste De Ambris, Michele Bianchi, Filippo Corridoni, etc., soréliens, s'étaient ralliés à l'interventionnisme et créèrent en septembre 1914 un *fascio* révolutionnaire [Leo Valiani, op. cit., p. 60-61].

[14] [Bordiga] *Storia della sinistra comunista 1912-1919*, ed. Il programma comunista, Milan, 1964 [1973], p. 95.

[15] Mirella Mingardo, *Mussolini, Turati e Fortichiari. La formazione della sinistra socialista a Milano 1912-1918*, Graphos, Gênes, juin 1992, p. 116-117. Le parti socialiste italien fut représenté à Zimmerwald par la droite et le centre : Oddino

plusieurs condamnations à la prison puis à la relégation.

Bordiga ne s'exprima guère sur Zimmerwald, sinon en octobre 1916 pour suggérer que les «démocraties», aussi bien française qu'allemande, étaient bien mieux préparées pour gagner la guerre, et qu'en second lieu les socialistes italiens présents à Zimmerwald n'avaient agi que sur le seul terrain démocratique. La vraie question «n'était pas celle de la responsabilité de la guerre qui est au fond une question oiseuse» mais celle de l'adéquation entre militarisme et démocratie : « … *nous reconfirmons le désaccord ouvert entre un socialisme bien compris et la foire aux vanités démocratiques, un désaccord trop oublié des socialistes*»[16].

Pendant l'année de Kienthal (24-30 avril 1916), Bordiga ne parle guère des tentatives de regroupement international contre la guerre, sinon indirectement en défendant l'acte terroriste d'un zimmerwaldien, Friedrich Adler, le fils du dirigeant social-démocrate autrichien, qui venait d'abattre le 21 octobre le ministre-président Karl Stürgkh, acte qui lui semble 'l'acte d'un martyr de la révolution', et non «l'acte d'un fou» :

> «*Fritz Adler, notre camarade, de ceux que nous connaissons et aimons, qui a adhéré à Zimmerwald, qui a reproduit à la main le Manifeste de la minorité socialiste autrichienne lu par beaucoup d'entre nous non sans larmes d'émotion et d'enthousiasme… Ce n'est pas un fou, pardieu ! … Son acte fut le corollaire de sa – de notre – campagne internationaliste. Le fait est une propagande plus efficace que les mots… Friedrich Adler est des nôtres. Il appartient au prolétariat international, dont il est devenu le symbole*».

Et Bordiga, dans un langage quasi prophétique annonçait – ce qui fut démenti par la grâce impériale accordée par l'empereur Charles à Friedrich Adler – qu'il *«mourrait accompagné de la sûre vision de cette grande Vengeresse que trop de martyrs attendent : la Révolution*»[17].

Mais l'heure n'était plus à l'action individuelle, à la vaine recherche du martyre en abattant les vains symboles d'un pouvoir honni. Lénine commenta ainsi l'acte d'Adler : «*Adler aurait été d'une plus grande aide pour le mouvement révolutionnaire si, sans crainte d'une scission, il s'était systématiquement consacré à une propagande et agitation illégale.* […] *Nous révolutionnaires nous ne pouvons céder au désespoir. Une scission ne nous fait pas peur. Au contraire, nous reconnaissons la nécessité de la scission, nous expliquons aux masses pourquoi une scission est inévitable et nécessaire, nous en appelons à un travail contre l'ancien parti et pour l'action de masse révolutionnaire*»[18]. C'est une idée que Bordiga devait faire sienne deux ans plus tard avec la constitution de la Fraction communiste abstentionniste (voir *infra*).

L'heure de l'action de masse révolutionnaire sonna très vite avec l'écroulement du tsarisme. L'année 1917 accéléra le clivage entre la gauche et la droite du PSI tandis que se levait l'étoile de la Révolution russe. L'heure de la scission dans les rangs socialistes italiens approchait.

Les 23-27 juillet 1917, s'était constituée secrètement lors d'une réunion de la direction du parti à Florence la Fraction révolutionnaire intransigeante. Elle entendait passer à l'action, comme en témoigne cette circulaire rédigée par Bordiga :

> « *a) Le concept et le sentiment bourgeois de patrie… sont dépassés et incompatibles avec les principes généraux du socialisme en ce qu'ils conduisent nécessairement à la tyrannie et contiennent les germes de l'impérialisme, de la haine et des conflits.*
>
> « *c) Toute l'action socialiste devra se déployer EXCLUSIVEMENT sur le terrain de la lutte de classe,*

Morgari, Giuseppe Modigliani, Costantino Lazzari, Giacinto Serrati et Angelica Balabanova.

[16] Bordiga, «La dottrina socialista e la guerra», *L'Avanguardia*, n° 462, 22 octobre 1916, in *Scritti 1911-1926*, vol. II, Graphos, Gênes, 1998, p. 286.

[17] Bordiga, «Adler», *L'Avanguardia*, 5 novembre 1916, in *Scritti*..., op. cit., p. 290-291.

[18] Lettre de Lénine à Franz Koritschoner, 25 octobre 1916, in Lénine, *Collected Works*, Progress Publishers, Moscou, 1976, vol. 35, p. 237-239. Koritschoner (1892-1941), participant à la Conférence de Kienthal en avril 1916, joua un rôle majeur pendant la grève de janvier 1918 en Autriche. Il devint le chef du Parti communiste autrichien en 1923. Envoyé à Moscou en 1929, il fut arrêté en 1937, livré à la Gestapo en octobre 1940, dans le cadre du pacte germano-soviétique, et exécuté à Auschwitz le 9 juin 1941.

avec une tactique strictement et sincèrement révolutionnaire…

« *d*) *Le Parti doit rappeler que la 'violence est l'accoucheuse de toutes les vieilles sociétés grosses d'une société nouvelle…'.*

« *À partir de ces positions, le XVe congrès du Parti socialiste devra conclure :*

« *… il proclame le droit du prolétariat de tous les pays d'instaurer sa propre dictature, non pas dans l'intérêt d'une seule classe, mais dans le but d'apporter bien-être et progrès à toute la collectivité*»[19].

Le 13 août 1917, quand parvinrent à Turin les délégués du soviet de Petrograd, les mencheviks E. Smirnov et Yosip Goldenberg, envoyés par Kerenski pour obtenir l'adhésion du prolétariat italien dans la guerre contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, une grosse surprise les attendait : une foule de 50.000 ouvriers les accueillit aux cris clairement 'défaitistes révolutionnaires' de «*Vive Lénine! Vive les bolcheviks!*». Serrati devait clore cette manifestation par un appel à la «*révolution italienne*».

Parti d'une émeute de la faim, le mouvement turinois se transformait les 23 et 24 août 1917 en affrontement avec la police et l'armée, avec des mots d'ordre antimilitaristes. Les ouvriers affamés dressèrent des barricades et s'armèrent avec les fusils que leur laissèrent les soldats. Ils durent affronter les véhicules blindés envoyés par l'état-major pour mater l'insurrection. En pleine révolution russe, l'assassinat de cinquante ouvriers eut un impact énorme sur la radicalisation révolutionnaire.

Puis, il y eut soudainement la débandade générale de Caporetto. Le défaitisme des soldats italiens le 24 octobre 1917 était l'œuvre du haut commandement du général Luigi Cadorna qui exerçait une répression impitoyable contre les soldats italiens en donnant pleins pouvoirs à ses officiers. Cadorna leur avait ordonné de passer «directement par les armes les récalcitrants et les lâches»; il avait même réintroduit la pratique romaine de la décimation.

La défaite de Caporetto montrait indirectement qu'une situation révolutionnaire était en train de mûrir. Néanmoins, ce défaitisme ne pouvait être comparé à celui des soldats russes qui votaient massivement «avec leurs pieds» pour la paix immédiate. Comme devait le noter Bordiga : « … *les prolétaires en uniforme avaient appliqué le défaitisme, même si ce fut de façon insuffisante, c'est-à-dire en désertant les fronts et en jetant les armes au lieu de les conserver pour des actions de classe, comme le faisaient au même moment les soldats russes. S'ils n'avaient pas tiré sur leurs officiers, c'est uniquement parce que ceux-ci avaient déserté* avec eux… »[20].

Lors d'une réunion illégale du Parti à Florence les 18-19 novembre, la gauche – représentée en grande partie par la gauche napolitaine (Bordiga) et milanaise (Fortichiari*) qui soulignait la nécessité de «*s'allier à Lénine sur le terrain international, contre l'impérialisme, sans subordonner son activité à des considérations nationales*». Bordiga aurait même ajouté : «*Il faut agir. Le prolétariat des usines est fatigué. Mais il est armé. Nous devons agir*»[21].

Il fallait aussi agir vite, car la droite du Parti socialiste, après Caporetto, profitait de l'émotion générale pour rallier les militants à l'Union sacrée. Deux députés socialistes, Claudio Treves (1869-1933) et Filippo Turati en appelèrent à la «résistance» de la «patrie en danger» après la rupture du front militaire. La base socialiste se mobilisa alors toute entière pour empêcher la trahison des députés socialistes qui étaient prêts à faire tuer jusqu'au dernier soldat italien, pour défendre le «sol sacré». Bordiga, dans sa *Storia della Sinistra comunista*, raconte comment cette trahison fut évitée de peu : «… *beaucoup de militants du Parti couraient à Rome faire barrage à la trahison*

[19] Ibid., p. 296-298. La citation sur la violence «accoucheuse de l'ancienne société» est de Marx (*Capital* I), reprise par Engels dans son *Anti-Dühring*.
[20] Ibid.
[21] Cité par Corrado Basile et Alessandro Leni, *Amadeo Bordiga politico. Dalle lotte proletarie del primo dopoguerra alla fine degli anni Sessanta*, Ed. Colibrì, Paderno Dugnano (Milan), août 2014.

des députés socialistes. Nous pûmes la conjurer en les retenant presque physiquement sur la route du Quirinal, alors que, dit-on, Turati s'était déjà habillé afin d'y aller (en frac ou pas, peu nous importait)»[22]. Quelques mois plus tard, Turati prononçait le 23 février 1918 à l'Assemblée son fameux discours d'union sacrée : «*Pour les socialistes la patrie est sur la Grappa !*», colline où s'était consolidée la ligne de front de l'armée italienne.

L'heure était donc à l'action, à la préparation inévitable de la scission avec l'aile droite qui s'était mise au service de l'idéologie patriotique. La gauche internationaliste mit toute son énergie dans la préparation et la formation d'un noyau intransigeant d'internationalistes, qui se constituerait en Fraction avec son propre organe de presse.

DE *IL SOVIET* À LA DIRECTION DU PARTI COMMUNISTE (1919-1924)

Le 22 décembre 1918, paraît le premier numéro du journal *Il Soviet*, organe des sections socialistes de la Campanie, dont l'âme est Amadeo Bordiga (secondé par Ludovico Tarsia*). Ce journal défend la révolution russe, la dictature du prolétariat et la direction du processus révolutionnaire par le parti communiste.

> «*Le parti politique … n'est pas pour nous, de par sa nature, un organe de conquêtes électorales réservées aux intellectuels qui dirigent le mouvement; il est l'organe politique d'une classe sociale qui, par sa seule union en une collectivité qui dépasse les individus, les groupes, les catégories, les races, les patries, pourra livrer et gagner les batailles finales*»[23].

Dès le départ, *Il Soviet* fait une démarcation entre la droite du PSI (Turati et Treves), acquise à la démocratie wilsonienne (les fameux 14 points pour un nouvel ordre capitaliste pacifique), et la gauche se réclamant de Lénine : «Filippo Turati entrevoit le dilemme : *Wilson ou Lénine*. Pour nous, l'alternative est : *capitalisme ou socialisme... Nous, nous restons avec Lénine, pour le socialisme*»[24].

La revue fut vraiment le véritable acte de naissance de la Fraction communiste abstentionniste. Celle-ci fut vraiment le produit d'une «ivresse révolutionnaire»[25] qui dura deux années, le *bienno rosso*, où se posa réellement la question du pouvoir. Selon le Napolitain Arturo Labriola (1873-1959), ancien syndicaliste-révolutionnaire, chef franc-maçon socialiste, ministre du travail de Giolitti en 1920, «*à au moins deux reprises, dans la période 1919-1920, les socialistes auraient pu s'emparer du pouvoir sans rencontrer de résistance appréciable*»[26].

De décembre 1918 à janvier 1921, la Fraction communiste abstentionniste se plaça de plain-pied sur le terrain de la gauche communiste internationale, publiant sans réserve des textes d'Anton Pannekoek, Herman Gorter et Sylvia Pankhurst. Ce corpus de la gauche communiste germano-hollandaise devint tabou après la scission de Bordiga-Maffi en 1952, censée «restaurer le marxisme» sous sa forme la plus «purement léniniste».

Comme fraction révolutionnaire, le courant communiste abstentionniste se constitua donc bien avant la fraction de l'«Ordino Nuovo», formée par Gramsci, Terracini, Tasca et Togliatti le 1er mai 1919 autour de son organe éponyme. Celui-ci portait en sous-titre : «revue de culture socialiste», un titre peu en rapport avec les objectifs communistes défendus par *Il Soviet*. La fraction de l'«Ordine nuovo», malgré le fort écho de la politique syndicale de Gramsci dans les usines, les ouvriers du rang se sentaient plus proches politiquement de l'abstentionnisme. Comme le rapporta Bruno Fortichiari, en 1977, «*la majorité de la section de Turin se trouvait dans une situation très*

---

[22] [Bordiga], op. cit., p. 113.
[23] Cité par Giorgio Bocca, «Bordiga: il fondatore dimenticato», *Storia Illustrata* n° 189, août 1973.
[24] [Bordiga] «Wilson ?», *Il Soviet*, 1er janvier 1919, p. 1.
[25] Selon le témoignage du leader anarchiste Luigi Fabbri (1877-1935), «*c'était une véritable ivresse. On se retrouvait sur toutes les places d'Italie à 100.00; on s'arrachait la presse socialiste et révolutionnaire; les souscriptions pour les journaux subversifs atteignaient des chiffres jugés auparavant mirifiques*» [*La controrivoluzione preventiva. Riflessioni sul fascismo*, Cappelli, Bologne, 1922].
[26] Arturo Labriola, *Le due politiche: fascismo e riforme*, Morano, Naples, 1924, p. 164.

bizarre : sur le terrain syndical, elle approuvait Gramsci mais, sur le terrain politique, elle était d'accord avec Bordiga»[27].

Dans une situation de fièvre prolétarienne marquée par les grèves économiques, la Fraction communiste abstentionniste se constitua formellement après le congrès de Bologne (5-8 octobre 1919) en présentant sa propre motion appelant à l'adhésion au Komintern et à la préparation de la prise du pouvoir : «(le XVIe congrès) *déclare incompatible la présence dans le parti de tous ceux qui proclament la possibilité de l'émancipation du prolétariat sous le régime démocratique et rejettent la méthode de la lutte armée contre la bourgeoisie dans le but d'instaurer la dictature du prolétariat*»[28].

Mais à Bologne, la Fraction de Bordiga ne réussit pas à obtenir l'adhésion du courant ordinoviste autour de Gramsci, Togliatti et Tasca, plus préoccupé par le surgissement des conseils d'usine à Turin que par les 'questions d'organisation'[29]. Gramsci, sans intervenir, soutint de son vote le «centre» de Serrati, alors que le développement d'une situation révolutionnaire en Italie impliquait la formation d'un parti communiste. Pire, Gramsci proclamait que le Parti socialiste, «*par son action intransigeante dans le domaine politique*», était en train de s'amender sous la poussée des masses : «*Le Parti socialiste, par son programme révolutionnaire, retire à l'appareil d'État bourgeois sa base démocratique, faite du consensus des gouvernés… Voici que le Parti est en train de* s'identifier *à la conscience historique des masses populaires et d'en* gouverner *le mouvement spontané, irrésistible*»[30].

Dans une lettre envoyée de Naples à Moscou en novembre (saisie par le cabinet noir de la police), elle se proposait comme «but d'éliminer les réformistes du parti afin de lui assurer une attitude plus révolutionnaire», assurant enfin qu'un véritable parti, qui devait adhérer à l'Internationale communiste, ne pouvait se créer que sur des bases antiparlementaristes. Non seulement «*tout contact devait être rompu avec le système démocratique»,* mais un véritable parti communiste ne serait possible que *«si l'on renonce à l'action électorale et parlementaire*»[31].

C'est l'appui implicite du Komintern, lors de son IIe Congrès mondial (juillet 1920), à la tendance de Bordiga qui allait soudainement sortir la Fraction communiste abstentionniste de son statut minoritaire dans le parti. Cela se fit non sans mal, car Lénine pensait jusque-là que le seul groupe représentant la Gauche était le groupe de l'Ordine nuovo : «*En ce qui concerne le Parti socialiste italien, le IIe Congrès de la IIIe Internationale considère comme juste, quant au fond, la critique de ce parti et les propositions pratiques qui sont développées à titre de propositions à soumettre au Conseil national du PSI, au nom de la section de Turin, dans la revue* L'Ordine Nuovo *du 8 mai 1920, et qui correspondent entièrement aux principes fondamentaux de la IIIe Internationale* »[32].

Mais, le 30 juin 1920, Lénine soulignait «*la justesse de ce qu'exigent le camarade Bordiga et ses amis du journal* Il Soviet*, à savoir que le Parti socialiste italien, s'il veut être effectivement* pour *la IIIe Internationale, stigmatise et chasse de ses rangs MM. Turati et Cie, et devienne un parti communiste aussi bien par son nom que par son œuvre*»[33].

---

[27] Interview de Bruno Fortichiari, 17 et 18 février 1977, enregistrée et publiée par Luigi Cortesi (éd.), *Comunismo e revisionismo in Italia. Testimonianza di un militante rivoluzionario: Bruno Fortichiari*, Tennerello, Turin, 1978.

[28] «Frazione Comunista-Astensionista», *Il Soviet* n° 42, 20 oct. 1919, p. 1-2. Ont signé pour le Comité central de la Fraction communiste : Bordiga, Tarsia, Rodolfo Fobert, Tommaso Borraccetti et Antonio Pisacane.

[29] Pour l'historien du Parti communiste italien, Paolo Spriano, il s'agissait d'un «*véritable mythe idéologique*» [*L'Ordine Nuovo e i Consigli di fabbrica. Con una scelta di testi dall'Ordine Nuovo (1919-1920)*, Einaudi, Turin, 1973].

[30] «Il Partito e la Rivoluzione», *Ordine Nuovo*, 27 décembre 1919. Souligné par nous.

[31] Amadeo Bordiga, «Al comitato di Mosca della III Internazionale», 10 nov. 1919. Une deuxième lettre fut envoyée à Moscou le 11 janvier 1920. Toutes deux ne parvinrent jamais, car elles finirent directement dans les archives de la police italienne. Cf. : Site «Avanti Barbari !» : «Due lettere della Frazione Comunista Astensionista all'I.C. (nov. 1919, gennaio 1920)» http://www.avantibarbari.it/news.php?sez_id=1&news_id=270

[32] Lénine, *Œuvres*, tome 31, Moscou, 1961, p. 261.

[33] Lénine, *La maladie infantile du communisme («Le communisme de gauche»)*, éditions Science marxiste, «bibliothèque jeunes», Montreuil, 2007, p. 128.

Tout en étant opposé à l'antiparlementarisme de principe de Bordiga, «une erreur foncière»[34], Lénine trouva en ce dernier le partisan le plus résolu et le plus ardent de la fondation de l'Internationale sur des bases plus étroites, donc plus sélectives. Bordiga, le représentant d'*Il Soviet*, fit adopter par le congrès la 21e condition d'adhésion qui expulsait les partis qui n'accepteraient pas toutes les conditions et thèses du Komintern. Une initiative qui éliminait certes les «droites» ou les «centristes», mais pouvait se retourner comme un boomerang contre TOUTES les gauches radicales, en premier lieu la Gauche communiste allemande (KAPD).

Les événements révolutionnaires de 1919-1920 avaient laissé de côté la question de la formation d'une organisation de politique communiste. En effet, un très important débat s'était élevé entre la Fraction abstentionniste de Bordiga et «l'Ordine Nuovo» de Gramsci sur le sens, le processus même de la révolution prolétarienne. Pour Gramsci, la question principale était la formation d'un «système représentatif, le système des conseils», en fait les conseils d'usine qui surgissaient pendant les occupations. De ces conseils naîtrait un nouveau système productiviste, mi-syndicaliste mi-politique, organisé en «États ouvriers», intégrés dans l'Internationale communiste : «*L'État ouvrier, puisqu'il prend naissance en fonction d'une configuration productive, crée déjà les conditions de son propre développement, de sa disparition en tant qu'État, de son incorporation organique dans un système mondial : l'Internationale communiste*»[35].

Bordiga, de son côté – s'appuyant sur des textes de Lénine, Zinoviev, Radek et Boukharine – minimisait le rôle révolutionnaire des conseils ouvriers, dont il prédisait la naissance après la prise du pouvoir par le Parti communiste : «*Les soviets de demain doivent trouver leur source dans les sections locales du Parti communiste… Tant qu'il existe un pouvoir bourgeois, l'organe de la révolution est le Parti de classe, et après le renversement du pouvoir bourgeois c'est le réseau des conseils ouvriers*»[36].

Dans une longue suite d'articles, parue en janvier-février 1920, Bordiga faisait une sévère critique des conceptions usinistes et productivistes de l'ordinovisme, en particulier celles du «contrôle ouvrier». Elles ne pouvaient que retarder l'heure de la constitution du Parti de classe, le Parti communiste : «*La fonction du* contrôle *[ouvrier sur la production] dans l'usine n'a une valeur d'expropriation révolutionnaire qu'après que le pouvoir central soit passé dans les mains du prolétariat… À notre avis, est beaucoup plus urgente la question non de créer les Soviets mais de disposer en Italie d'un vrai parti communiste*»[37].

Après la défaite du mouvement d'occupation d'usine, et surtout les premiers signes de l'offensive fasciste, qui entrainait chez une majorité d'ouvriers un rejet unanime du réformisme, la scission dans le PSI et la formation d'un Parti communiste rattaché au Komintern était inévitable.

Ce sont les deux tendances les plus radicales, «Il Soviet» et «Ordine Nuovo », qui surmontant leurs divergences, furent portées à la tête du Parti communiste fondé à Livourne en janvier 1921. Cette fondation était aussi l'œuvre de l'Exécutif du Komintern, dont le secrétaire était le bolchevik Zinoviev. Ce dernier avait envoyé un message où il en appelait à rompre avec les «réformistes» : «*Ceux qui veulent faire entrer les réformistes dans l'Internationale communiste veulent en réalité la mort de la révolution prolétarienne. Ils ne seront jamais des nôtres. Le Parti communiste italien doit être créé à tout prix*»[38].

Mais son représentant au Congrès de Livourne, le Bulgare Christo Kabaktchiev (1878-1940) – avec le soutien du Hongrois Mátyás Rákosi, présent dans la salle – alla plus loin, exactement dans le sens de Bordiga[39]. Il demandait l'élimination du courant «centriste» ou «indépendant» :

[34] Ibid.
[35] «Le conseil d'usine», *L'Ordine Nuovo* n° 4, 5 juin 1920, in Gramsci, *Écrits politiques 1914-1920*, op. cit., p. 350.
[36] «Formiamo i Soviet?», *Il Soviet*, 21 sept. 1919.
[37] Alfonso Leonetti (éd.), *Bordiga-Gramsci: Dibattito sui consigli di fabbrica*, Savelli, Rome, 1973, p. 47-70.
[38] Luigi Cortesi, *Il socialismo italiano tra riforme e rivoluzione. Dibattiti congressuali del Psi 1892/1921*, Laterza, Bari, 1969, p. 851-852.
[39] Selon Umberto Terracini le discours de Kabaktchiev avait été rédigé avec l'aide des dirigeants de la Fraction communiste [«Intervista di U. Terracini sul congresso di Livorno», *Ordine Nuovo*, 25 janvier 1921].

«*Aujourd'hui, les ennemis les plus dangereux de la révolution prolétarienne sont les centristes* [...]. *Dans le mouvement ouvrier international, le centre est toujours le principal appui à la domination de la bourgeoisie et de la contre-révolution internationale*»[40]. Ce discours était un cinglant désaveu du congrès de fusion entre les Indépendants (USPD), authentiques «centristes», et le KPD de Paul Levi, qui venait de se tenir en octobre 1920 à Halle. Paul Levi, présent au Congrès de Livourne, exprima publiquement son soutien au courant «centriste» de Serrati.

La motion d'Imola présentée par la Gauche communiste obtenait le tiers des votes des adhérents socialistes (58.783 sur 172.487). La minorité quitta alors le congrès et décida de siéger quelques centaines de mètres plus loin comme Parti communiste d'Italie *(Partito comunista d'Italia)*, section de l'Internationale communiste. Le groupe maximaliste de Serrati, fort de 15.000 voix, préfère rester dans la «vieille maison». Bordiga, avait conclu, juste avant de sortir du congrès socialiste : «*Nous emporterons avec nous l'honneur de votre passé*». Le nouveau parti emporta surtout avec lui toute la jeunesse de l'ancien parti.

Le nouveau parti s'était créé avec au moins deux ans de retard : la contre-révolution fasciste, soutenue par tout l'appareil d'État, est partout présente dans les villes et campagnes, répandant une vague de terreur sanglante et destructrice. Les effectifs du jeune parti vont vite fondre : 24.800 en 1922 (la moitié des effectifs du congrès de Livourne), 9.600 en 1923, 17.400 en 1923 et 24.800 en 1925 (ce dernier chiffre dû à une campagne de recrutement, hors des centres industriels, dans le cadre de l'appel à créer un 'parti de masse').

Admis dans l'Internationale, le parti abandonnait toute velléité abstentionniste. Lors des élections de 1921, Bordiga déclara clairement que «*pour des raisons bien claires de discipline tactique internationale, le PC doit participer et participera aux élections… en tant que marxiste, je suis d'abord centraliste et ensuite seulement abstentionniste*… »[41]. Bordiga ira même plus loin en 1924, lorsqu'il proclama que «*tout bon communiste n'a qu'un devoir : c'est de combattre… la tendance à l'abstention de nombreux prolétaires, conclusion erronée de leur hostilité au fascisme*»[42]. Et cela en dépit de la promulgation de la loi Acerbo de novembre 1923 qui offrait les deux tiers des sièges de la Chambre au parti 'majoritaire', autrement dit le parti fasciste, pour peu qu'il ait obtenu au moins un quart des suffrages…

C'est cette gauche 'bordiguiste', devenue majoritaire par la scission, qui tint le gouvernail du parti jusqu'en 1924-1925. Mais le nouveau parti avait été fondé avec retard, dans une période hautement défavorable, celle de la marche du fascisme vers le pouvoir. À cette époque, le courant de Gramsci, organisé en 1919-1920 autour de la revue *Ordine Nuovo*, ne jouait encore qu'un rôle secondaire. Trop marqué par son intellectualisme idéaliste (la philosophie de Benedetto Croce, Giovanni Gentile et Henri Bergson), Gramsci ne joua guère de rôle politique en dehors de Turin qui avait été secouée par les grandes grèves de 1920 et qu'il avait proclamée «capitale de l'Italie». De la fondation du PC d'Italie jusqu'à l'arrestation et l'emprisonnement de Bordiga de février à octobre 1923, les ordinovistes Gramsci comme Terracini et Togliatti (à l'exception d'Angelo Tasca) étaient considérés comme des ralliés du 'bordiguisme'.

LA LUTTE DU PC D'ITALIE CONTRE LE FASCISME (1920-1924)

Dans l'historiographie officielle de la lutte antifasciste au début des années 20, la Gauche bordiguiste est immanquablement accusée autant d'avoir sous-évalué le péril fasciste que d'avoir sombré dans le sectarisme en dirigeant son action politique contre la seule social-démocratie, le Parti socialiste, adversaire antifasciste résolu des squadristes.

C'est oublier un peu trop vite la volontaire passivité des dirigeants de ce parti qui conseillèrent – un type de discours repris par la suite par les partis stalinisés – de ne pas 'répondre aux

[40] Idem, p. 856.
[41] Bordiga, *Il Comunista*, 14 avril 1921, in *La question parlementaire dans l'Internationale communiste*, Ed. «Programme communiste», numéro spécial, Marseille, 25 février 1967, p. 52-53.
[42] «Nostalgie astensioniste», *Lo Stato Operaio*, 28 février 1924, ibid., p. 58.

provocations'. Le chef parlementaire Filippo Turati donna en avril 1921 aux ouvriers de Bari, subissant les attaques des hordes fascistes, ce conseil évangélique : «*Ne réagissez pas aux provocations, ne leur fournissez pas de prétexte et ne répondez pas aux injures. Soyez bons, patients, pleins de sainteté. Depuis mille ans, vous l'avez été, continuez à l'être. Tolérance, compassion et pardon !*»[43]. Ou bien cet appel à la lâcheté lancé par le député Giacomo Matteoti, qui sera assassiné en 1924, à propos de l'incendie de la Maison du peuple de Gavello (Vénétie) : «*… Il n'y a eu de notre part aucune provocation. L'ordre de la Bourse du travail est de ne se livrer à aucune provocation. L'ordre est : Restez dans vos maisons, ne répondez pas aux provocations. Même le silence, même la lâcheté sont parfois héroïques*»[44]. En mai 1921, le quotidien *Avanti !*, dans un appel à «*ne pas résister*», illustrait sans vergogne cette consigne d'un extrait de l'*Histoire du Christ* de Giovanni Papini[45], exaltant l'art difficile de '*tendre l'autre joue*'[46].

Cette politique de poltronnerie «*héroïque*» culmina le 3 août 1921 quand les dirigeants du Parti socialiste et de la CGL signèrent le prétendu «Pacte de pacification» avec les fascistes, ce qui eut pour effet de renforcer ces derniers, rendant les socialistes complices de l'action menée contre les communistes et les anarchistes qui combattaient les armes à la main le squadrisme. Surtout ce 'non-agir', comme le relève Bordiga, précipita une petite-bourgeoisie frustrée et enragée dans les bras de Mussolini : «*Quand la classe moyenne constata que le Parti socialiste n'était pas capable de prendre l'avantage, elle perdit peu à peu confiance dans les chances du prolétariat et se tourna vers la classe opposée. C'est à ce moment que l'offensive capitaliste et bourgeoise commença. Elle exploita essentiellement le nouvel état d'esprit dans lequel la classe moyenne se trouvait*»[47].

Comment d'ailleurs les socialistes auraient-ils pu appeler à la résistance armée contre le fascisme, alors qu'ils avaient manifesté en juin 1922 leur intention de participer au gouvernement. Turati et un groupe de députés socialistes, soutenus par la CGL, en pleine grève des métallurgistes, se déclarèrent prêts à soutenir tout gouvernement chargé de «*rétablir l'ordre et la liberté*». Le 30 juillet, Turati était convoqué par le roi qui souhaitait un gouvernement, conduit par l'ancien président du Conseil Vittorio Emanuele Orlando (1860-1952), qui comprendrait socialistes… et fascistes pour «*préserver la paix*». Le lendemain, débutait la «grève légalitaire», conduite par un cartel politico-syndical (l'Alliance du travail) qui devait appuyer une tentative de formation d'un gouvernement antifasciste d'«ordre et de liberté». Le demi-échec de cette grève fut le Caporetto du mouvement socialiste et syndical.

Dans la réalité, dès sa formation le PC d'Italie, conduit par la fraction bordiguiste, fut le seul à en appeler à une lutte armée contre les bandes fascistes, dénonçant vigoureusement «*le défaitisme des social-démocrates*» :

> «*Le mot d'ordre du Parti communiste est d'accepter la lutte sur le même terrain où la bourgeoisie est descendue, aspirée irrésistiblement par la crise mortelle en devenir qui la déchire; de répondre à la préparation par la préparation, à l'organisation par l'organisation, à l'encadrement par l'encadrement, à la discipline par la discipline, à la force par la force, aux armes par les armes.*
>
> *« Il ne pourra y avoir meilleur entraînement à l'offensive qui sera inévitablement lancée un jour par les forces*

[43] Cité par Bruno Paleni, *Italie 1919-1920. Les deux années rouges. Fascisme ou révolution ?*, lbc, Pantin, 2011, p. 114.
[44] Discours de Matteoti à la chambre des députés, 12 mars 1921, in *Giacomo Matteotti contro il fascismo,* «L'Avanti !», Milan, 1954, p. 34.
[45] En français, Giovanni Papini, *Histoire du Christ* [1922], De Fallois/L'Âge d'Homme, 2010. On peut lire ce morceau de bravoure que ne désavoueraient pas les adversaires français du 'mariage pour tous', qui ont battu le pavé en 2013 : «*L'antique famille se désagrège, le mariage est détruit par l'adultère et la bigamie; avoir des enfants paraît à beaucoup une malédiction qu'il faut éviter par toutes les fraudes et par les avortements volontaires : la fornication supplante les amours légitimes; la sodomie a ses panégyristes et ses lupanars; les courtisanes publiques et secrètes gouvernent un peuple immense de crevés et de syphilitiques*».
[46] «Non resistere», *Avanti!*, 22 mai 1922. Mentionné par Basile et Leni, op. cit., p. 407.
[47] Rapport d'Amadeo Bordiga sur le fascisme au IVe Congrès de l'Internationale Communiste (12e séance, 16 novembre 1922). En anglais, cf. John Riddell (éd.), *Toward the United Front. Proceedings of the Fourth Congress of the Communist International 1922*, Leiden, Brill, 2012.

prolétariennes, et qui sera l'épilogue des luttes actuelles»[48].

Pour lutter militairement contre les escouades fascistes, l'Exécutif du parti avait créé un «*Ufficio primo*» (Bureau numéro 1) à Milan qui était chargé d'encadrer les groupes d'*Arditi Rossi*, sous le contrôle direct du parti et la responsabilité de Bruno Fortichiari*. Mais la résistance au fascisme par de tels groupes était dérisoire. À la mi-1921 une soixantaine de Maisons du peuple, plus de 120 Bourses du travail, une centaine de coopératives, d'innombrables sièges de syndicats, sections socialistes et communistes ou sièges d'associations culturelles ouvrières avaient été détruits. Sans compter le nombre grandissant de morts et de mutilés[49].

Mais cette lutte militaire, toujours défensive, se fit pratiquement sans le jeune Parti communiste, disposant de très peu de moyens, lorsque se formèrent en juin 1921 les *Arditi del popolo*. Ceux-ci avaient été formés par un ancien lieutenant des troupes d'assaut, Argo Secondari[50], de tendances anarchistes, qui s'était débarrassé au sein de l'Association nationale des *Arditi* d'Italie de la tendance de droite menée par le futur hiérarque fasciste Giuseppe Bottai[51]. Il faut ajouter que beaucoup de légionnaires de D'Annunzio, de retour de Fiume, avaient décidé de rétablir l'«ordre» contre les *fasci* de Mussolini, s'étant convaincus que le programme des *Arditi del popolo* correspondait mieux au «programme social» de la régence italienne de Carnaro (Fiume), un programme corporatiste et syndicaliste élaboré par le binôme D'Annunzio–De Ambris, «dictateur» bicéphale, dont la Charte avait déclaré la musique «principe fondamental de l'État». Cette présence d'annunzienne devait conduire certains dirigeants du PCI, comme Umberto Terracini, à y voir une simple «*manœuvre de la bourgeoisie*»[52], ou à manifester un réflexe de méfiance, comme Gramsci, qui soulignait le ralliement de dernière heure de députés socialistes, dans un but de «*pure résistance*», à des «*fins strictement… syndicales*»[53].

Les groupes de combat des *Arditi del popolo* eurent en fait une action limitée dans le temps et dans l'espace. L'acmé de leur action s'étendit de juin à novembre 1921. Malgré les actes héroïques de leurs adhérents à Viterbe, Sarzana, Civitavecchia, Rome et Parme, ils ne faisaient pas le poids face au rouleau compresseur fasciste, soutenu par l'armée et les carabiniers ainsi que par la bourgeoisie industrielle et agraire : si les adhérents à l'été 1921 étaient environ 19.600, répartis en 144 sections, ils n'étaient plus que 6.500 en 1922, alors que les *fasci* regroupaient 500.000 adhérents. En 1922, le mouvement allait perdre son caractère centralisé, pour éclater en groupes locaux hétérogènes, où les communistes et les libertaires devinrent de plus en plus l'élément actif.

La politique du PC fut ambiguë. Gramsci y voyait un encourageant 'réflexe spontané' : «*Les communistes sont-ils opposés au mouvement des* Arditi del popolo *? Tout le contraire : ils aspirent à l'armement du prolétariat, à la création d'une force armée prolétarienne qui soit en mesure de battre la bourgeoisie*»[54]. Mais il ajoutait – traduction de ses conceptions ordinovistes – qu'il s'agissait aussi «*de défendre l'organisation*

---

[48] «Appello contro la reazione fascista», *Il Comunista*, 6 mars 1921, in Quaderni Internazionalisti (éd.) [Sandro Saggioro], *Storia della Sinistra. Comunismo e fascismo*, Editing, Turin, nov. 1992, p. 57-59. Un recueil très complet de textes de la *sinistra comunista*.

[49] Cf. Basile et Leni, op. cit., p. 411. Voir aussi la vision togliattienne de Paolo Spriano, *Storia del Partito comunista italiano. Da Bordiga à Gramsci*, Einaudi, Turin, 1976, p. 122-151.

[50] Argo Secondari (1895-1942) définissait ainsi le programme de résistance des *Arditi d'Italia*, qui venaient d'exclure la droite pour former les *Arditi del popolo* : «*Tant que les fascistes continueront à incendier nos maisons du peuple, les maisons sacrées des travailleurs, tant que les fascistes assassineront nos frères ouvriers, tant qu'ils continueront la guerre fratricide, les Arditi d'Italie ne pourront rien avoir de commun avec eux. Un sillon profond de sang et de décombres fumants sépare fascistes et Arditi*». (*Umanità Nova*, Rome, 29 juin 1921). Il fut sauvagement agressé le 22 octobre 1922 par les fascistes qui le brisèrent physiquement et moralement, puis l'enfermèrent 18 années durant dans un asile psychiatrique où il mourut.

[51] Eros Francescangeli, *Arditi del popolo. Argo Secondari e la prima organizzazione antifascista (1917-1922)*, Odradek, Rome, 2000.

[52] Umberto Terracini, «Les Arditi del popolo», *La Correspondance internationale* n° 4, 22 octobre 1921.

[53] Antonio Gramsci, «Gli arditi del popolo e i comunisti», *L'Ordine nuovo*, 15 juillet 1921. En français : Robert Paris (dir.) *Écrits politiques 1921-1922 par Antonio Gramsci*, Gallimard, Paris, 1975, p. 136-138

[54] Ibid.



et le développement des nouvelles forces productives engendrées par le capitalisme», autant dire l'outil de travail que devraient gérer les conseils d'usine.

Pour Bordiga et la direction du Parti, il s'agissait avant toute chose de faire respecter la discipline de parti qui prévaudrait sur celle des *Arditi del popolo* : «*On ne peut obéir à deux disciplines distinctes… le mot d'ordre du Parti communiste lancé à ses adhérents et partisans est le suivant : formation des escouades communistes, sous la direction du Parti communiste, pour la préparation, l'entrainement, l'action militaire révolutionnaire, tant défensive qu'offensive, du prolétariat*»[55].

Un appel à la discipline qui fut rarement écouté, tant était grande la rage du combat dans les rangs communistes (mais aussi anarchistes !) : «*Il est impossible de ne pas déplorer le fait que les camarades communistes se soient mis en communication avec les initiateurs romains des 'Arditi del popolo' pour offrir leurs services et demander des instructions. Se cela devait se répéter, des mesures disciplinaires plus sévères devraient être adoptées*»[56].

Puis, en quelques mois, la direction du PC d'Italie changeait d'attitude. Dans sa relation verbale (non retranscrite dans le procès-verbal officiel), Bordiga demandait aux dirigeants du Komintern s'ils étaient prêts «*à autoriser le parti italien à faire adhérer aux* 'Arditi' *(ou à d'autres organisations de ce type) tout le réseau militaire du Parti*». La réponse fut : «*Non*»[57].

Jusqu'au bout, malgré les consignes de prudence données par la direction du PC, les militants communistes et libertaires furent au premier rang. Il suffit de mentionner les barricades de Parme, en août 1922, où les travailleurs mirent en déroute les fascistes commandés par Italo Balbo. Une 'victoire' militaire moralement favorisée par le développement de la grève générale nationale organisée par l'Alliance du Travail.

Dire que la gauche 'bordiguiste' n'aurait jamais participé par sectarisme à la lutte armée contre le fascisme, en dehors ou dans les rangs des *Arditi del popolo*, est une contre-vérité[58]. Giovanni Bottaioli* et son frère à Crémone, Aldo Lecci* à Florence, Turiddu Candoli* et Romeo Neri* en Romagne, Bruno Bibbi* à Carrare, Guido Torricelli* à Parme, les frères Campeggi* à Varese, Francesco Costanzo* à Casale Monferrato, ainsi qu'Arnaldo Silva* à Rome, tous participèrent à lutte armée contre les bandes fascistes. La plupart militèrent dans la Fraction en exil, puis adhérèrent au *Partito Comunista Internazionalista* en 1945, sauf Arnaldo Silva qui fut fusillé en Russie en 1938 sur ordre de Staline.

Le point en suspens dans le Komintern restait l'analyse de classe du fascisme, afin d'évaluer la profondeur de ce phénomène historique inédit. Il appartint à Bordiga de présenter un clair rapport sur le fascisme au IVe congrès du Komintern. Ce rapport avait le mérite de rejeter tout simplisme unilatéral, en voyant dans le fascisme le produit de trois facteurs :

- La restructuration contre-révolutionnaire de l'État libéral italien, après 1919, étape par étape :

  «*L'appareil d'État qui, jusque-là, avait tout mis en œuvre pour remporter la victoire sur l'ennemi extérieur dut se transformer en un organe de défense contre la révolution… Ce fut Nitti qui créa la Garde Royale, qui n'était pas à proprement parler une police, mais bien une organisation militaire de caractère nouveau… Le ministre de la guerre Bonomi*[59] *donna son appui aux premières tentatives du fascisme en mettant à la*

---

[55] Bordiga, «Per l'inquadramento del partito», *Il Comunista*, 14 juillet 1921.

[56] «Disposizioni per l'inquadramento delle forze comunisti», *L'Ordine nuovo*, 31 juillet 1921.

[57] *Relazione del Partito comunista d'Italia al IV congresso dell'Internationale comunista* [Moscou, nov. 1922], reprint Iskra, Milan, avril 1976, p. 31, note 14.

[58] Cf. Dino Erba et alli, *Prometeo ribelle e violento. Violenza individuale e violenza di masse nella lotta politica*, All'Insegna del Gatto Rosso, Milan, 2013.

[59] Ivanoe Bonomi, ancien socialiste exclu en 1912 pour colonialisme, chef du Parti socialiste réformiste italien (PSRI), ministre de la guerre du gouvernement Giolitti, signa une circulaire (23 octobre 1920) accordant les 4/5 de leur solde aux 50.000 officiers démobilisés sous condition d'encadrer les *fasci* de Mussolini. Le gouvernement de Giolitti, en 1921, ordonna au pouvoir judiciaire de cesser toutes poursuites contre les fascistes. Après la chute de Mussolini, Bonomi devient président du



disposition du mouvement naissant des officiers démobilisés qui, même après leur retour à la vie civile, continuaient à recevoir la plus grande partie de leur solde. L'appareil d'État fut largement mis à la disposition des fascistes, et il leur fournit tout le matériel nécessaire pour se créer une armée».

- La centralisation de l'offensive unitaire du capital global (industriel, commercial et agraire) s'appuyant sur «*un parti unitaire, une organisation contre-révolutionnaire centralisées*»

«(Le fascisme) *est un grand mouvement unitaire de la classe dominante capable de mettre à son service, d'utiliser et d'exploiter tous les moyens, tous les intérêts partiels et locaux des groupes patronaux aussi bien agricoles qu'industriels… Les capitalistes de l'industrie, des banques, du commerce et les grands propriétaires terriens avaient un intérêt naturel à la fondation d´une organisation de combat capable d'appuyer leur offensive contre les travailleurs»*.

- L'enrôlement en masse de couches moyennes frustrées et avilies dans un double projet : contre-révolutionnaire et impérialiste

«*Il fallait enrôler encore des éléments autres que ceux des couches supérieures de la classe dominante. On y parvint en s´adressant à ces couches des classes moyennes que nous avons déjà mentionnées et en les persuadant qu'elles défendraient ainsi leurs intérêts. C'est ce que le fascisme a cherché à faire; en quoi, il faut le reconnaître, il a réussi. Dans les couches les plus proches du prolétariat, il a trouvé des partisans parmi ceux que la guerre avait laissés insatisfaits, parmi les petits-bourgeois, les semi-bourgeois, les commerçants et surtout parmi les intellectuels de la jeunesse bourgeoise qui, en adhérant au fascisme, et en prenant l'uniforme de la lutte contre le prolétariat, retrouvaient assez d'énergie pour se racheter moralement et qui sont tombés dans le patriotisme et l'impérialisme le plus exalté*»[60].

À la différence de Bordiga, les chefs du Komintern, comme Zinoviev et Karl Radek avaient une vision quelque peu unilatérale. Si Zinoviev voyait dans le fascisme une «*réaction féodale*», Karl Radek, au contraire, y décelait un 'pur' mouvement de la petite-bourgeoisie gagnant par les armes sa plus grosse part du gâteau bourgeois. Mais tous deux en tiraient une conclusion identique : il fallait conquérir la petite-bourgeoisie urbaine et paysanne – sans préciser avec quel 'appât' matériel –, tâche facilitée par la «*faiblesse*» congénitale du fascisme. Il fallait donc établir une stratégie politique 'gagnante', celle du 'front unique', au lieu et place de la 'puriste' guerre de classe défendue par la direction de gauche du PC d'Italie. Ce front unique serait le «***cri de libération des masses***» :

«*Les fascistes représentent la petite-bourgeoisie qui, avec l'appui de la bourgeoisie, arrive au pouvoir et sera obligée d'exécuter non pas son propre programme mais celui de la bourgeoisie. C'est pourquoi cette brillante contre-révolution est la plus faible des puissances contre-révolutionnaires d'Europe.* […] *Et ce qui est la force du fascisme sera aussi la cause de sa mort. Parce qu'il devient un parti petit-bourgeois, il ne pourra pas exécuter la politique du capital italien sans provoquer des révoltes dans son propre camp…* Si nos amis communistes italiens veulent être un petit parti de purs, je peux leur dire qu'un petit parti de purs trouvera facilement place en prison. Il y pourra exercer son esprit à la culture du purisme. *Mais si le parti communiste italien veut devenir une force, il devra mobiliser contre le fascisme les masses prolétariennes et petites-bourgeoises…* Il faut que nous soyons le cri de libération des masses»[61].

Mais, en fait, deux ans plus tard, le Ve Congrès du Komintern (juin-juillet 1924), qui avait déjà mis en place la politique du pire, comme le désastreux putsch raté de Hambourg (octobre 1923), en appelait à la stratégie blanquiste de l'insurrection. Comme celle de Reval en Estonie, menée avec l'aide d'officiers soviétiques, en décembre 1924. La «prophétie» de Karl Radek se réalisait au prix

Comité de libération nationale (CLN). Il sera plusieurs fois ministre jusqu'au 19 juin 1945, et obtint finalement les honneurs suprêmes : il fut président du Sénat de la République italienne de 1948 à sa mort en 1951.

[60] *Relazione del Partito comunista d'Italia al IV congresso dell'Internationale comunista*, op. cit.

[61] «Le triomphe du fascisme», *Bulletin communiste* n° 17, 26 avril 1923, p. 190. Il s'agit d'un chapitre extrait du rapport de Radek au IVe congrès du Komintern.

d'un affaiblissement de partis communistes totalement soumis : le Komintern menait ses adhérents non à la «libération des masses», mais au renforcement de la dictature, et ses adhérents directement en prison ou devant les pelotons d'exécution.

Cette politique aventuriste reposait sur la croyance que le fascisme était l'expression de la crise finale du capitalisme et donc l'ultime forme de la dictature de la bourgeoisie. Le fascisme allumait lui-même la mèche courte de la «révolution prolétarienne».

Mais cette politique avait surtout allumé la longue mèche stalinienne de destruction du Komintern. Boukharine, alors allié à Staline, élabore déjà la théorie du «front unique de la bourgeoisie», où fascisme et social-démocratie deviennent des «alliés naturels». En septembre 1924, le 'génial Staline' écrivait sa 'grande logique' du «social-fascisme» :

> «*Le fascisme est l'organisation de combat de la bourgeoisie qui repose sur le soutien actif de la démocratie. La social-démocratie est, objectivement, l'aile modérée du fascisme. Il n'y a pas de raison de supposer que l'organisation de combat de la bourgeoisie puisse atteindre des succès décisifs dans les batailles et dans le gouvernement d'un pays sans l'appui actif de la social-démocratie. De même, il y a peu de raisons de supposer que la social-démocratie puisse obtenir des succès décisifs dans les batailles et dans le gouvernement d'un pays sans l'appui actif de l'organisation de combat de la bourgeoisie. Ces organisations ne s'excluent pas l'une l'autre, mais se complètent mutuellement. Elles ne sont pas antagonistes mais jumelles*»[62].

Cette 'grande logique' stalinienne triompha pleinement lors du VIe congrès du Komintern en 1928, avec la politique 'puriste' de «classe contre classe», non sans avoir liquidé toutes les gauches kominterniennes.

Gardant son honneur de 'secte puriste', la fraction de Bordiga ne tomba ni dans l'aventurisme, propre à la direction Zinoviev-Boukharine-Staline du Komintern, ni dans le simplisme explicatif propre à Karl Radek, ni dans une politique de compromis-compromission à tout prix au nom du «Front unique prolétarien»[63].

L'«ultragauche infantile» de Bordiga, même mise en minorité, ne cessera de répéter, comme en septembre 1924, qu'il était vain et puéril de tout réduire à une simpliste opposition fascisme/antifascisme, pour mieux rêver d'un retour à la démocratie qui n'est pas la préoccupation majeure des «masses» :

> «*L'antithèse fondamentale n'est pas fascisme/antifascisme, la vieille antithèse reste pour nous inchangée : domination du capitalisme/domination du prolétariat. Je nie que l'orientation des masses soit vers la démocratie; les masses ont eu une double expérience : l'une celle de la démocratie, l'autre celle du fascisme, deux aspects de la dictature bourgeoise*»[64].

LA LIQUIDATION DE LA GAUCHE COMMUNISTE (1924-1927) PAR LE KOMINTERN

La liquidation de la gauche fut préparée dès 1922, en raison de sa franche réticence à accepter la décision du IVe congrès du Komintern d'une «*fusion immédiate du Parti communiste et du Parti socialiste italien. Le Parti unifié portera le nom de 'Parti communiste unifié d'Italie' (section de l'Internationale communiste)*»[65]. Ce qui signifiait reproduire la politique de fusion entre le KPD et l'USPD en décembre 1920, qui avait été rendue possible par l'exclusion préalable en octobre 1919 de sa gauche. Finalement, cette politique de former de «grands partis de masse» échoua, car seule la petite tendance des *terzini* autour de Serrati, Costantino Lazzari et Fabrizio Maffi put être intégrée.

---

62 Staline, *Pravda*, 20 sept. 1924. En anglais : «Concerning the international situation», *Works 6* (1924), Foreign Languages Publishing House, Moscou, 1953, p. 294.

63 On trouvera les textes de Bordiga sur le «front unique prolétarien» dans la publication de ses *Écrits* en neuf volumes [Luigi Gerosa (dir.), *Amadeo Bordiga, Scritti 1911-1926*, tome 6 (*Di Fronte al fascismo e alla socialdemocrazia. Il fronte unico proletario 1921-1922*), Fondazione Amadeo Bordiga, Naples, janvier 2016].

64 «Le relazione dei compagni Gramsci e Bordiga al Congresso federale di Napoli», *L'Unità*, n° 210, 15 oct. 1924, p. 1.

65 Résolution sur la question italienne, in *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste 1919-1923*, Librairie du Travail (juin 1934), reprint Maspéro, 1969, p. 204.

- **Une difficile mise au pas «bolchevik-léniniste»**

La lutte entre la gauche et le Komintern fut portée au grand jour en novembre 1922 quand Bordiga s'attaqua à la politique de front unique, et surtout à celle des «gouvernements ouvriers», qui lui sembla un total abandon des principes communistes :

> «*Parler de gouvernement ouvrier en déclarant, ou en n'excluant pas qu'il puisse naître d'une coalition parlementaire à laquelle participerait le Parti communiste, c'est nier en pratique le programme politique communiste, c'est-à-dire la nécessité de préparer les masses à la lutte pour la dictature. La situation politique mondiale ne permet pas de prévoir la formation de gouvernements de transition entre le régime parlementaire bourgeois et la dictature du prolétariat, mais plutôt celle de gouvernements de coalition bourgeois qui conduiront la lutte contre-révolutionnaire pour la défense du système avec la plus grande énergie*»[66].

La direction du Komintern qui voulait mettre fin à l'opposition de Bordiga profita de son arrestation à Rome le 3 février 1923, au sortir d'une réunion au siège clandestin du parti. Bordiga fut trouvé en possession de 3.000 livres sterling qui venaient de lui être remis par un envoyé de l'Internationale. Lors de son procès, Bordiga affirmera de façon rhétorique – ce qui n'était déjà plus son intime conviction – que «*non seulement le gouvernement russe et ses différents organes n'ont pas de pouvoir de décision en matière de mouvement communiste international, dans la mesure où seule l'Internationale peut le faire; mais la politique du gouvernement russe, dictée par le Congrès et par les organes directeurs du Parti Communiste Russe, peut être discutée et modifiée par l'Internationale*»[67].

Une gigantesque rafle opérée par le pouvoir fasciste avait arrêté entre février et avril 5.000 communistes, dont la plupart de ses dirigeants[68]. L'appareil kominternien, soumis à l'appareil d'État russe, opéra alors un véritable putsch dans le parti italien. Sous la pression de l'Exécutif du Komintern – dont le représentant pour l'Italie est le peu scrupuleux Mátyás Rákosi (dit le '*Pingouin*') – la direction du parti passe dans les mains de Palmiro Togliatti. À ce dernier, Bordiga fit parvenir de prison une lettre cinglante : « … *je déclare que mon action sera indépendante de celle des représentants de l'ex-majorité de la Centrale et que je ne collaborerai en aucun cas… au travail de la direction du parti. Je suis heureux d'être déjà exclu de l'Exécutif : je démissionne du Comité central*»[69].

Lorsque, au terme de son procès, en octobre 1923, Bordiga fut acquitté, après avoir assumé une défense pleine de panache, son aura dans le parti loin de s'être ternie avait grandi. De nouveau Togliatti dut essayer une rebuffade, lorsque le têtu Napolitain refusa fermement un siège acquis d'avance à la Chambre des députés lors des élections de mai 1924. Dans une lettre à Togliatti, il avait vertement répliqué : «*Je ne serai jamais député et plus vite vous ferez vos projets sans moi, moins vous perdrez de temps et d'énergie*»[70]. Lors du Ve congrès du Komintern, Zinoviev et Manuil'skij, présentèrent devant la Commission italienne (2 juillet 1924) une proposition de faire de Bordiga «*l'un des trois ou quatre vice-présidents* [du Komintern], *au côté du cam. Zinoviev*»[71]. Bordiga, de nouveau refusa, il refusa de se faire acheter pour le prix d'un galon doré d'apparat dans l'état-major de

---

[66] Bordiga, La tactique de l'Internationale communiste. Projet de thèses présenté par le P.C. d'Italie au IVe congrès mondial (Moscou, 22 novembre 1922), *Défense de la continuité du programme communiste*, op. cit., p. 73-80.

[67] *Il processo ai communisti italiani 1923. Gli arresti e l'istruzione. Il dibattimento e le arringhe. La sentenza*, C.E. du PCI, Rome, 1924 [Feltrinelli Reprint].

[68] *Le Figaro* du 6 février 1923 («Le gouvernement italien poursuit avec la dernière vigueur les communistes italiens», p. 3) justifia la répression en citant la note du gouvernement fasciste : «*Pour démontrer la nécessité de ces mesures, il suffira de savoir que M. Bordiga, arrêté à Rome, a été trouvé en possession de livres sterling correspondant à 240.000 lires italiennes*».

[69] Lettre de Bordiga à Togliatti, 15 juillet 1923, APC 1923, 190/9. Citée par Basile et Leni, op. cit., p. 535.

[70] Lettre de Bordiga à Togliatti en date du 2 février 1924, Fondazione Istituto Gramsci (Rome).

[71] Cité par Antonio Ca' Zorzi, *L'opposizione della Sinistra Comunista nel partito e nell'Internazionale 1923-1926*, «tesi di laurea» (sous la direction de Paolo Spriano), La Sapienza, Rome, 1984, p. 64. La proposition de Zinoviev et Manuil'skij précisait : «*Il appartiendra au Ve congrès de prendre la décision. Pour celle-ci, nous demandons au camarade Bordiga, qui a critiqué la politique de l'Internationale, de prendre sa responsabilité personnelle dans le sens de l'Internationale elle-même*».



Zinoviev.

Malgré l'ascension du courant «centriste» de Gramsci et Togliatti, appuyé par tout l'appareil kominternien, la base restait 'bordiguiste'. Elle refusait d'avaliser ce qui apparaissait comme une tentative de créer un Front national d'alliance entre prolétariat et paysannerie[72]. À Como, en mai 1924, où s'était réunie clandestinement la conférence du PCd'I, ce fut une éclatante victoire pour la gauche du parti. Trente-cinq secrétaires fédéraux sur 45, 4 secrétaires interrégionaux sur 5 approuvèrent les thèses présentées par Bordiga, Grieco (avant son ralliement à Togliatti et Gramsci), Fortichiari et Repossi. Celles-ci constataient que le parti s'était formé dans un cours défavorable; cependant, «*en battant le prolétariat,* [le fascisme] *a liquidé les méthodes politiques et les illusions du vieux socialisme pacifiste*», posant l'alternative «dictature du prolétariat ou dictature de la bourgeoisie», et non «front unique» avec les tendances de gauche de la bourgeoisie italienne pour défendre une «démocratie» que la bourgeoisie industrielle était en train de liquider[73].

La lutte contre l'offensive fasciste devenait d'autant plus difficile que, malgré l'assassinat du député socialiste Matteoti le 10 juin 1924, un meurtre commandité par Mussolini qui avait indigné jusqu'aux «démocraties», la Russie bolchevique affichait son soutien à Mussolini : «*Après le meurtre de Matteoti, la plupart des ambassadeurs étrangers en poste à Rome avaient décidé de boycotter Mussolini. Et pourtant, un mois plus tard, il était invité à déjeuner à l'ambassade russe. Les journaux publièrent une photo de Mussolini et de ses amis, assis sous un portrait de Lénine avec la faucille et le marteau, à l'ambassade soviétique à Rome !*»[74].

Autant dire que la gauche communiste se heurtait non seulement à la contre-révolution fasciste, soutenue par tout l'appareil d'État italien, mais aussi à l'insidieuse contre-révolution russe, soutenue par l'appareil international du Komintern.

En mars-avril 1925, l'Exécutif élargi de l'I.C. mit à l'ordre du jour l'élimination de la tendance «bordiguiste» à l'occasion du IIIe congrès du PCd'I. Il interdit la publication de l'article de Bordiga favorable à Trotsky («La question Trotsky»)[75]. La bolchevisation de la section italienne commença par la destitution de Bruno Fortichiari* de son poste de secrétaire de la Fédération milanaise. En réaction, en avril, la Gauche du parti, avec Onorato Damen*, Fortichiari*, Francesca Grossi*, Repossi*, Perrone* fonda un «Comité d'entente» *(Comitato d'Intesa)*, afin de coordonner une contre-offensive.

La direction de Gramsci-Togliatti attaqua violemment le «Comité d'entente» en le dénonçant comme «fraction organisée». Au début, Bordiga se refusa d'adhérer au Comité, ne voulant pas briser le cadre de la discipline imposée. C'est en juin seulement qu'il se rallia au Comité d'Entente. Il fut chargé de rédiger une «Plate-forme de la gauche», première démolition théorique de la bolchevisation du Komintern. Celui-ci imposa le 1er juillet sa dissolution pour «*activité fractionniste*». La constitution en fraction était un 'crime antibolchevik'. Lors d'une réunion du Comité exécutif du PCI (28 juin 1925), Gramsci le déclarait sans ambages : «*Les fractions sont rigoureusement interdites au sein de l'Internationale. Elles sont constituées par l'Internationale dans les seuls partis qui ne sont pas encore définitivement formés sur son propre terrain de principes et de tactique*»[76].

Le 18 juillet, le Comité d'entente s'auto-dissolvait. Un congrès du parti devait se tenir d'urgence. Gramsci, dans une lettre à Zinoviev du 28 juillet, triomphait : «*La tentative fractionniste de Bordiga n'a*

---

[72] Gramsci, dans l'*Ordine Nuovo* du 1er mars 1924, écrivait : «*La révolution se présente pratiquement comme l'hégémonie du prolétariat qui guide son allié : la classe paysanne*».

[73] Schema di tesi sull'indirizzo ed il compito del P.C. in Italia presentato dalle 'sinistra' del Partito, in *Il partito decapitato. La sostituzione del gruppo dirigente del P.C. d'It. (1923-24)*, Ed. L'Internazionale, Milan, 1998, p. 98.

[74] Angelica Balabanova, *Ma vie de rebelle*, Balland, Paris, 1981, p. 292. Le premier numéro de *l'Unità* (mardi 12 février 1924), «quotidien des ouvriers et des paysans», dirigé par Gramsci, avait célébré – en première page! – comme une victoire 'militaire' la reconnaissance de l'Union soviétique : «*L'Italia ha riconosciuto senza condizioni la Russia Sovietista*».

[75] L'article de Bordiga, «La questione Trotzky», fut finalement publié quelques mois plus tard dans *L'Unità* du 4 juillet 1925.

[76] Cité par Giovanni Somai, «Il tentativo frazionista nel Partito comunista d'Italie: Il Comitato d'intesa e il ruolo di Amadeo Bordiga», *Movimento operaio e socialista* n° 4, oct.-déc. 1979, p. 389.

pas réussi à troubler la masse du Parti. On peut dire aujourd'hui que la bataille menée par Bordiga est perdue et que cette défaite exercera une certaine influence dans toute la discussion ainsi que dans les votes du Congrès»[77]. Prudent, le Présidium du Komintern avait exigé le 20 août que la date définitive de ce Congrès soit fixée s'il s'était «(vérifié) *qu'une écrasante majorité du Parti soutenait le Comité central contre Bordiga*», en demandant d'utiliser tous les moyens nécessaires pour arriver à ce résultat[78].

Un quart de siècle plus tard, dans une lettre à Bordiga, Damen en concluait que la Gauche avait été inconséquente et timorée dans sa lutte contre la dégénérescence, au moment de la formation du Comité d'entente : «*La faute retombe plutôt sur nous, nous qui avons préféré nous faire les adeptes d'une dialectique du verbe au lieu d'une dialectique des choses*»[79].

Après l'échec du Comité d'Entente, la direction du PCI, soutenue par l'Exécutif du Komintern, pouvait proposer en juin 1925, aux partis de gauche retirés sur la colline de l'Aventin, après l'assassinat de Matteotti, tant les républicains que le Parti socialiste unitaire de Turati et le PSI, la formation d'«*une assemblée républicaine qui surgit sur la base des Comités d'ouvriers et de paysans et organise toutes les forces populaires antifascistes et antimonarchistes*». Cette Assemblée serait un «*antiparlement*» qui prendrait légalement le pouvoir[80].

C'était donc un clair appel à former une Assemblée constituante antifasciste sous la forme d'un «Front populaire». Mais cette politique prit sa première forme, 11 ans plus tard, en août 1936. Non sous la forme d'un «front populaire» des «partis démocratiques», mais celle d'un appel aux «*Frères fascistes en chemise noire*»[81], appel rédigé à Moscou par Ruggero Grieco (*Garlandi*), avec l'aval de Togliatti. Son but était clairement nationaliste : «*Pour le salut de l'Italie, réconciliation du Peuple italien !*». Le «Front populaire» était bel et bien un «Front national» : «*Donnons-nous la main, fils de la Nation italienne ! Donnons-nous la main, fascistes et communistes, catholiques et socialistes, hommes de toutes les opinions… Travailleur fasciste, nous te donnons la main car nous voulons construire avec toi l'Italie du travail et de la paix, nous te donnons la main car nous sommes, comme toi, des fils du peuple, nous sommes tes frères, nous avons les mêmes intérêts et les mêmes ennemis… Nous te donnons la main car nous voulons avec toi faire notre belle Italie forte, libre et heureuse*»[82].

En octobre 1936, la revue «théorique» de Togliatti et Grieco lançait un second appel pour «***associer le drapeau rouge et le drapeau tricolore italien***»[83]. Cette politique triomphera définitivement dans la Résistance, puis en 1946 avec le référendum populaire sur l'abolition de la monarchie, mais aussi la loi d'amnistie des fascistes élaborée par le garde des sceaux Togliatti (voir *infra*).

- **ÉPILOGUE. L'ultime résistance de la gauche communiste au Congrès de Lyon**

Quelques mois plus tard, l'ancienne direction «bordiguiste», lors du Congrès de Lyon (23-26 janvier 1926), était mise en minorité (9,2 p. 100 des votes), destituée de ses fonctions, puis exclue peu à peu du parti. Les cartes du jeu étaient biseautées dès le départ, puisque la Centrale dirigée par Gramsci et Togliatti avait décidé, avant même le congrès, que «*toutes les cartes d'adhérents pour lesquelles le vote ne serait ni pour la centrale ni pour l'opposition de gauche, seraient comptabilisées comme étant en*

---

[77] Somai, loc. cit. [Lettre manuscrite de Gramsci à Zinoviev, Fondation Antonio Gramsci, APC 209/57-60].

[78] *La liquidazione della sinistra del P.C.d'IT. (1925)*, Edizioni l'Internazionale, Milan, avril 1991, p. 32.

[79] Lettre d'*Onorio* à *Alfa*, 6 oct. 1951, in Onorato Damen, *Bordiga. Validità e limiti d'une esperienza nella storia della 'Sinistra italiana'*, epi, Milan, 1977, p. 77.

[80] «Dopo un anno dall'uccisione di Matteoti. Lettera ai partiti socialisti, reppublicano et sardo d'azione», *L'Unità* n° 132, mercredi 10 juin 1925. La veille le Comité central avait précisé que les «comités ouvriers et paysans» formeraient un «*antiparlement*» qui devrait se substituer au Parlement officiel fasciste [«Ai lavoratori italiani !», *L'Unità* n° 131, mardi 9 juin 1925].

[81] En traduction française : Palmiro Togliatti, *Appel aux fascistes*, Nautilus, Paris, 1983.

[82] Togliatti, op. cit., p. 53-59. L'Appel s'adressait aussi aux ennemis d'hier, aux «fascistes de la vieille garde», «*pour la réalisation du programme fasciste de 1919*».

[83] A. Aspettati, «Bandiera rossa e tricolore», *Lo Stato operaio*, n° 10, Paris, oct. 1936.

faveur des thèses de la centrale»[84]. Paolo Ravazzoli (*Santini*), du Comité central – futur chef trotskyste – déclarait la chasse ouverte contre Bordiga et ses partisans : «*Prends garde, camarade Bordiga ! Si par le passé la masse des camarades avait une grande sympathie pour toi, en continuant à cette allure-là, cette sympathie se transformera en antipathie… Le congrès doit dire très clairement au camarade Bordiga et aux camarades de l'extrême-gauche qu'il ne sera plus possible de porter impunément atteinte à la vie du parti*»[85].

Néanmoins, Bordiga put exprimer son point de vue, en prononçant un discours de presque huit heures défendant les Thèses de la Gauche, connues plus tard sous le nom de «Thèses de Lyon». Une partie fut d'ailleurs publiée dans le quotidien communiste[86]. Perrone, qui secondait Bordiga, prit soin de proclamer que même sans Bordiga, la lutte du prolétariat révolutionnaire italien continuerait : *«Il est certain que Bordiga représente parmi nous, du fait des qualités exceptionnelles de son esprit, le camarade qui formule le mieux les opinions de la gauche, mais il ne restera à la tête de ce courant qu'à la seule condition qu'il mette à profit les opinions qu'ont exprimé à de multiples reprises son intelligence, sa volonté, son esprit de sacrifice.* ***S'il devait toutefois changer d'avis demain, le problème de la gauche demeurerait entier et il deviendrait plus difficile pour le prolétariat italien de synthétiser ses expériences révolutionnaires, mais Bordiga serait renversé et le prolétariat mènerait ses combats de la même manière****»*[87].

À l'issue du congrès, Gramsci devenait le secrétaire général, secondé par Terracini, Grieco, Scoccimarro, Ravera, Ravazzoli et Togliatti. Ce dernier, agissant sous le nom d'*Ercoli*, représenterait désormais le parti à Moscou. Fait notable, sous la pression du représentant du Komintern Humbert-Droz et de Gramsci, Bordiga décida d'entrer, au nom de la gauche, avec Carlo Venegoni*, dans le nouveau comité central. Il avalisait ainsi les résultats d'un congrès de parti qui avait désavoué ses actes fondateurs. Onorato Damen, l'âme même du comité d'Entente, était suspendu pour un an. Ottorino Perrone*, Luigi Repossi*, Bruno Fortichiari* et Mario Lanfranchi* étaient destitués de leurs responsabilités[88].

Désormais, associé au nom de Trotsky qu'il soutenait fermement dans sa lutte contre Staline, Zinoviev et Boukharine, Bordiga incarnait une réelle menace pour le Komintern, dont la stratégie était de soumettre tous les partis communistes à la politique de l'État russe, faisant de la Révolution russe un paradigme invariant que le prolétariat des pays occidentaux démocratiques devrait reproduire en passant sous les fourches caudines de la bolchevisation.

Lors de l'Exécutif élargi du Komintern (EKKI) tenu à Moscou, en février 1926, Bordiga fit une analyse lucide de la difficulté du prolétariat occidental à désormais s'emparer du pouvoir, face à un État libéral et démocratique, infiniment plus armé que ne l'était l'autocratie tsariste. En conséquence, dans une période historiquement défavorable, de contre-révolution, la stratégie révolutionnaire était à réinventer, le Parti communiste russe ne pouvant servir d'étalon de mesure pour une révolution prolétarienne dans les pays économiquement avancés :

> «*Le développement de la Révolution russe ne nous fournit aucune expérience sur la façon dont le prolétariat peut renverser un État capitaliste libéral et parlementaire qui existe depuis des années et qui est capable de se défendre. Nous devons pourtant savoir comment attaquer un État bourgeois démocratique moderne qui*

[84] «Storia della sinistra comunista» (compte rendu de la réunion de Rome des 3 et 4 mars 1961), *Il programma comunista*, n° 12, 21 juin 1961.

[85] Arturo Peregalli et Sandro Saggioro, *Amadeo Bordiga. La sconfitta e gli anni oscuri (1926-1945)*, Colibrì, Milan, nov. 1998, p. 81.

[86] La première partie (Questions générales) put paraître dans *l'Unità* (n°s 12, 14, 23 et 26) de janvier 1926. L'intervention de Bordiga, d'environ huit heures, se fit sous le pseudonyme de *Napoli*. Pour le chef napolitain, il ne s'agissait pas de 'provincialiser' la dissidence mais bien de marquer l'origine géo-historique du premier courant de gauche dans le Parti socialiste : la Fraction communiste abstentionniste de Naples en janvier 1919. On trouvera en français les Thèses de Lyon de Bordiga (à ne pas confondre avec celles de Gramsci adoptées par le PCI !), dans *Défense de la continuité du programme communiste*, Albairete (Milan), oct. 1979, p. 106-146.

[87] Peregalli et Saggioro, op. cit., p. 80. Souligné par nous.

[88] ACS CPC busta 3876 & 1599 (15 juin et 29 août 1926), cités in Roberto Gremmo, *Gli anni amari di Bordiga. Un comunista irriducibile e nemico di Stalin nell'Italie di Mussolini*, Storia Riebelle, Biella, juin 2009, p. 6-8.

d'un côté dispose de ses propres moyens pour mobiliser idéologiquement et corrompre le prolétariat, et d'autre part peut se défendre sur le terrain de la lutte armée avec bien plus d'efficacité que l'autocratie tsariste. Le Parti communiste russe, au cours de son histoire, ne s'est jamais confronté à un tel problème»[89].

Lors de la XXe séance de l'Exécutif élargi (15 mars 1926), Bordiga alla jusqu'à proposer que l'État russe et le parti communiste russe soient soumis aux décisions d'un congrès extraordinaire de l'Internationale communiste :

> «*Je propose que le Congrès mondial soit convoqué l'été prochain, avec précisément à l'ordre du jour la question des rapports entre la lutte révolutionnaire du prolétariat mondial et la politique de l'État russe et du parti communiste d'Union soviétique, étant bien établi que la discussion de ces problèmes devra être préparée correctement dans toutes les sections de l'Internationale*»[90].

Mais Bordiga, au cours de la même séance affirme qu'il se refuse à envisager la formation de fractions dans le Komintern, que son combat sera celui d'un opposant : «*Il est souhaitable que contre le péril de droite une résistance se manifeste; je ne dis pas une fraction mais une résistance des Gauches à l'échelle internationale*»[91]. Cette résistance allait pourtant se manifester sous forme d'une Fraction de gauche autonome, hors du PCI, un an plus tard (voir *infra*).

LE LONG EXIL INTÉRIEUR DE BORDIGA (1927-1943). DU DÉSENGAGEMENT AU RÉENGAGEMENT

En novembre 1926, le fondateur et théoricien du PC d'Italie, Amadeo Bordiga, était arrêté, emprisonné, puis relégué dans les îles d'Ustica et de Ponza. Du 5 décembre 1926 au 20 janvier 1927, Bordiga et Gramsci vécurent ensemble à Ustica, en complète harmonie dans l'adversité[92]. Bordiga put bénéficier d'une libération anticipée le 21 novembre 1929.

Quelques mois auparavant, Léon Sedov, le fils de Trostky, avait confié de l'argent pour louer une vedette rapide ('motoscaphe') qui aurait permis à Bordiga de s'échapper de Ponza. Mais le Napolitain répondit : «*impossible de redresser les jambes*» [aux chiens (sous-entendu, le Komintern)][93].

C'est ce fort soutien à Trotsky qui avait valu à Bordiga de subir en février 1929 une première exclusion par le collectif communiste des relégués de l'île de Ponza. Cent deux militants avaient approuvé la résolution qui diabolisait Trotsky, devenu «*un des ennemis avérés de l'Internationale communiste*». Seuls 30 adhérents du Collectif (dont Bordiga) avaient voté contre cette résolution.

L'exclusion d'Onorato Damen, Bruno Fortichiari et Luigi Repossi suivit peu de temps après, en septembre 1929. Pour marquer les mauvais esprits dissidents, l'exclusion de Bordiga devait être rendue publique. Il le fut donc le 20 mars 1930 (*à l'unanimité !*) – lors d'une réunion du Comité central tenue à Liège en Belgique – pour «*avoir soutenu, défendu et fait siennes les positions de l'opposition trotskyste*»; enfin, pour «*avoir donné des directives et déployé une activité fractionniste de désagrégation du parti*»[94]. La motion fut rédigée par Giuseppe Berti, ancien partisan de Bordiga à Naples jusqu'en 1922. Il est symptomatique que les trois chefs de l'Opposition trotskyste italienne, Paolo Ravazzoli, Pietro Tresso et Alfonso Leonetti se prononcèrent *pour* cette expulsion[95]. Puis ce fut leur tour trois mois plus tard…

---

[89] *Protokoll der Erweiterten Exekutive der Kommunistischen Internationale, Moskau, 17. Februar bis 15. März 1926*, Hambourg-Berlin, Carl Hoym, 1926, p. 126.
[90] Ibid., p. 651.
[91] Ibid., p. 610.
[92] Voir *infra* chapitre 'bordiguisme' et 'gramscisme'.
[93] Bordiga reprendra en 1952 cette formulation dans l'un de ses articles anonymes : «Raddrizzare le gambe ai cani», *Battaglia Comunista* n° 11, 29 mai 1952. Cette expression proverbiale, utilisée par Alessandro Manzoni dans son roman *Les Fiancés*, signifie : réaliser ce qui est impossible par nature.
[94] «Risoluzione per la espulsione di Amadeo Bordiga», *Lo Stato Operaio* n° 3, mars 1930, p. 201. [cité par Arturo Peregalli et Sandro Saggioro, *Amadeo Bordiga. La sconfitta e gli anni oscuri (1926-1945)*, Colibrì, Milan, nov. 1998]
[95] Alfonso Leonetti, *Un comunista (1895-1930)*, Feltrinelli, Milan, 1977, p. 177.

Il est certain que Bordiga se méfiait en 1930 de toute forme d'opposition et de toute tentative prématurée de bâtir sur des bases confuses une nouvelle Internationale. Tout travail politique et théorique devait se faire hors de l'Italie. C'est la déposition qu'il fait, suite à une convocation policière, en date du 10 octobre 1930 :

«*En 1926, Bordiga ne croit pas encore qu'on doive se risquer à former une nouvelle Internationale. Il existe trop de confusionnisme dans le domaine théorique parmi les opposants eux-mêmes. Bordiga renonce à prendre l'initiative d'un tel travail théorique, possible seulement hors d'Italie, et il ne tente pas de s'établir à l'extérieur, bien qu'en ayant la possibilité… Après sa relégation, Bordiga se trouve en Italie et la situation italienne le porte à conclure que toute action politique est vaine.* […] *Bordiga qui est déterministe croit que l'histoire c'est la même chose sans lui, il ne croit pas à la mission des chefs, etc., etc. En tant que matérialiste, il croit au choc des intérêts et des classes, non à la fécondité du martyre et du sacrifice. Il lui semble donc inutile de se causer de graves préjudices tant pour lui-même que pour sa famille, sans aucun résultat, sinon celui de la 'belle âme' à valoriser en des temps meilleurs. Bordiga n'a pas de mal à penser – pour autant qu'il ne fasse pas dépendre l'avenir des intentions et de la volonté des hommes – qu'il peut même n'exercer aucune fonction dans le domaine politique tout le reste de son existence*»[96].

Bordiga fut largement calomnié par le parti de Togliatti dans les années 30. En 1935 le mariage d'une belle-sœur[97], dont il était le témoin à l'église, lui valut d'être accusé de défiler entre les bras levés de miliciens fascistes. L'article ne mentionna même pas que le second témoin, ami de Bordiga, n'était autre que le directeur de la clinique de Formia qui soignait avec dévouement Gramsci. Deux ans plus tard, cet événement d'ordre familial, à la mort de Gramsci, était réécrit dans le meilleur style stalinien par Togliatti, «*il Migliore*» :

«*Bordiga vit aujourd'hui tranquillement en Italie comme une canaille trotskyste, sous la protection de la police et des fascistes, haï des ouvriers ainsi que doit l'être un traître. Au début de la guerre contre l'Abyssinie, la presse italienne a fait part de sa présence à une cérémonie religieuse, il a été béni par le prêtre tout comme les soldats partant pour l'Abyssinie, et à la sortie de l'église, il est passé sous l'arc formé par les poignards d'un détachement de miliciens fascistes qui lui rendait les honneurs. Cela se passait au moment où Gramsci, prisonnier de Mussolini, luttait en prison jusqu'à son dernier souffle sous la bannière communiste*»[98].

Bordiga semblait bel et bien s'être retiré de toute activité militante, pour se consacrer à Naples à sa profession d'ingénieur-architecte, bien qu'il ait été radié d'un Ordre qui manifestait sa totale servilité au fascisme. Bordiga, devenu un «espion fasciste» pour les besoins de la propagande stalinienne, vivait à la limite de la pauvreté. C'est ce dont témoigna en 1990 sa seconde femme Antonia De Meo dans une interview à *l'Unità*, encore organe quotidien du parti communiste italien : «*Amadeo était un bon ingénieur, expulsé de l'Ordre pour raisons politiques. Il a vécu en faisant des projets qui passaient sous la signature des autres. Même les prêtres le recherchaient parce qu'ils savaient qu'il était brave et honnête. Finalement, il s'est débrouillé en faisant de petits travaux. Pendant la guerre, nous avons connu la faim… Amadeo est mort pauvre, voilà la vérité*»[99].

Surveillé très étroitement par les espions, mouchards et provocateurs de Mussolini, il comptait, en 1936-37, sur la perspective de la guerre, comme détonateur du cataclysme révolutionnaire : «*Toutes les guerres – c'est une constatation – dorénavant trouvent leur épilogue final dans le fait révolutionnaire. À la défaite succède la révolution*»[100]. Mais la révolution prolétarienne n'était pas «toute aussi certaine

[96] Déposition, 10 oct. 1930, ACS CPC, Rome (EUR), dossier Bordiga.

[97] «I bordighiani sono caduti nella vergogna et nel crimine. A. Bordiga tra i militi e i priti», *L'Unità* n° 12, 1935, p. 11.

[98] Togliatti, «Antonio Gramsci chef de la classe ouvrière itallienne», *Lo Stato operaio*, mai-juin 1937.

[99] Interwiew d'Antonietta De Meo par le journaliste Bruno Miserendino : «Chiedo più rispetto per Amadeo», *l'Unità*, mardi 24 juillet 1990, p. 17. La réponse d'Antonietta à la question du journaliste sur le «long silence obstiné» de Bordiga après 1945, fut d'une simplicité désarmante : «*Amadeo a beaucoup écrit, ses idées il ne les a pas trahies. Seulement, il ne voulait pas leur donner une signature, il disait que cela aurait été inconvenant… Il ne voulait pas se mettre en avant. Il ne voulait pas jouer la star*».

[100] Propos tenus dans la maison de son cousin, le 26 mai 1936, rapportés au chef de la police politique Di Stefano, puis à

qu'un fait déjà advenu», comme il le proclamera plus de 20 ans après[101] : «*Nous, nous ne détenons ni évangile ni livre de prophéties… Nous sommes des matérialistes. Le même Karl Marx a parlé de probabilité, non de certitudes… Quand la société capitaliste sera détruite, il est probable que le pouvoir politique soit assumé par le prolétariat : si cela s'avérait, le pouvoir devrait s'exercer sous forme de dictature… Donc probabilité et non certitude…* »[102].

Que Bordiga se tint préparé à faire face à toute éventualité révolutionnaire, on ne peut en douter. En juillet 1939, le fidèle Antonio Natangelo*, ancien délégué du parti au IVe congrès du Komintern, «*est chargé par Bordiga de porter aux amis de Milan son salut solidaire et la recommandation de rester toujours eux-mêmes sans déviation ni hésitation, afin de se tenir prêts à toute éventualité*»[103].

Lorsque la guerre fut vraiment là, la perspective d'une révolution lui sembla, en août 1940, une lointaine utopie, d'autant plus que l'URSS intervenait dans la guerre comme un rapace impérialiste : «*La Russie de Staline continue… à s'ingénier à mener une politique qui n'a rien à envier à celle de n'importe quel État bourgeois, en grappillant des territoires partout où c'est possible, profitant de la faiblesse ou de la déconfiture de ses voisins,* mais en se gardant bien de hisser le drapeau de la guerre révolutionnaire contre les «États ploutocratiques», guerre dont devrait sortir la nouvelle civilisation du travail et de la justice...[104] *Si l'occasion d'abattre le régime capitaliste sur les champs de bataille est aujourd'hui perdue, le prolétariat devra attendre encore un siècle, peut-être un temps plus long, l'aurore de son réveil et de sa libération*»[105].

Dans cet entretien fait à cœur ouvert, Bordiga semblait partager l'idée d'une possible 'guerre révolutionnaire', telle qu'elle avait été menée en juillet 1920 par l'État russe, alors «prolétarien», en direction de l'Ouest, vers Varsovie et Berlin. Une idée qui ne cessa de le hanter jusqu'à la fin de sa vie : «*Au cours de la guerre russo-polonaise de 1920, les communistes dans le juste sens du terme comptèrent sur l'action de la glorieuse Armée rouge pour intervenir en Pologne et soutenir le mouvement de ces camarades bolcheviks, parmi les plus valeureux, dressés contre l'oppression maintenue par les agents… des adoratrices des éternelles valeurs de liberté : la France et l'Angleterre*»[106].

Vers 1940-41, Bordiga interpellait en privé l'avocat socialiste Mario Paone, qui à la fois doutait de l'éventualité de la chute rapide du fascisme et plaçait ses espérances dans la démocratie américaine :

> «*Mon cher Paone, souviens-toi que fascisme et nazisme sont des expressions tout à fait contingentes et transitoires du capitalisme et de la conservation bourgeoise, que l'ennemi à battre est toujours l'impérialisme américain*»[107].

Néanmoins, quand sa belle-sœur l'institutrice Emma De Meo fut sur le point d'être révoquée par l'Éducation nationale qui la soupçonnait de dissidence, Bordiga, fit appel à l'avocat pénaliste Bruno Cassinelli (1893-1970), alors socialiste, qui l'avait déjà défendu lors de son procès en 1923. Dans son étude, il fit un portrait flatteur, en présence du 'fiduciario' Virginio Troiani, journaliste, de Hitler et Mussolini. Trop flatteur pour être honnête, cet éloge devait être lu avec des points d'ironie :

> « … *il y a deux grands et authentiques révolutionnaires dans le monde : Mussolini et Hitler. Le passé de*

Mussolini lui-même qui contresigne «Vu». [Franco Livorsi, *Amadeo Bordiga*, Editori Riuniti, Rome, nov. 1976, p. 367].

[101] Bordiga, «Il testo di Lenin su 'l'estremismo malattia d'infanzia del comunismo', condanna dei futuri rinnegati», *Il programma comunista* nos 16-21, 24-25, 21 août-25 déc. 1960 et n° 1, 14 janv. 1961.

[102] Franco Livorsi, ibid.

[103] Arturo Peregalli, in Luigi Cortesi (dir.), *Amadeo Bordiga nella storia del comunismo*, Ed. Scientifiche Italiane, Naples, 1999, p. 263. Les «amis de Milan» sont Damen, Repossi et Fortichiari.

[104] Souligné par nous.

[105] Longue conversation avec Angelo Alliotta, 24 août 1940, dont Bordiga ignorait qu'il était un «honorable correspondant» de l'OVRA (le 'fiduciario' 591). Cf. Roberto Gremmo, *Gli anni amari di Bordiga. Un comunista irriducibile e nemico di Stalin nell'Italia di Mussolini*, Storia Ribelle, Biella, 2009, p. 123-125.

[106] «Con la tresca immonda tra comunismo e democrazia tutto hanno sfasciati, i cani rinnegati», *Il programma comunista* n° 22, 3-17 novembre 1956. Article écrit à l'occasion des événements qui secouaient la Pologne et la Hongrie.

[107] Lettre de Mario Paone à Giorgio Amendola, 31 octobre 1970 [Peregalli et Saggioro, *Amadeo Bordiga*, op. cit., p. 231].

> *Mussolini démontre que le* Duce *a toujours été contre la ploutocratie et la démocratie qui paralysent la vie des nations. Mussolini sera compris quand la nation entière devra le pleurer et regretter : s'il fut dur et implacable, il le fut parce que les événements et le rêve d'une Italie forte et puissante l'exigeaient. En ce qui concerne notre guerre, il n'y a pas à s'en faire, comme le font tristement tant de nouveaux grands parleurs : la guerre sera gagnée*»[108].

Cette «déclaration» emphatique avait été faite pour être rapportée à la police fasciste. Celle-ci resta de marbre, car à la fin de l'année 1942 elle signalait l'éventualité d'une fuite de Bordiga à l'étranger, soulignant que «*Bordiga est et sera toujours un communiste bolchevik*»[109].

Fin avril 1943, peu de temps avant la chute du Duce, l'ancien chef du Parti communiste manifestait une fois de plus ses convictions sur la géopolitique des belligérants. Tous étaient mis dans le même sac :

> «*J'ai toujours pensé que stalinisme et nazisme finiraient par s'entendre. Mais stalinisme et communisme sont deux choses parfaitement distinctes… Staline en s'alliant à Londres et Washington a trahi la cause du prolétariat… Roosevelt n'est rien d'autre que le représentant du super-capitalisme qui aspire à la domination conquérante d'un impérialisme totalitaire… Les USA ont* […] *provoqué la guerre afin de devenir les maîtres absolus de toute l'économie mondiale : ce sont les magnats de New York qui veulent accroître leur opulence en faisant du monde un ramassis d'esclaves dominé et contrôlé par eux*»[110].

Comme il l'avoue lui-même, Bordiga se définissait comme un simple observateur, fidèle à ses convictions, attendant le *dies irae* qui emporterait un jour le super-impérialisme anglo-saxon : « … *Je reste à la fenêtre en observateur et chercheur; la politique active ne me dit plus rien… Je ne peux trahir mon passé et répudier tout ce que m'a enseigné ma propre expérience, je suis sans faiblir la logique de mes principes de toujours. Voici pourquoi le jour où seront défaites les démocraties anglo-américaines, même moi je sonnerai la cloche à toute volée*»[111].

Bordiga, qui préférait de loin les hommes d'Église aux francs-maçons, n'eut pas à attendre longtemps les joyeux carillons des cloches d'église. Bien des curés, ralliés à l'antifascisme, avec la chute de Mussolini, les sonnèrent à toute volée en juillet 1943. Bordiga était à Formia en septembre 1943, quand Naples, libérée des troupes allemandes à la faveur d'une insurrection populaire, fut aussitôt occupée par les troupes anglo-saxonnes.

Dans ce moment de grand flottement politique dans le Mezzogiorno, après la chute du régime, Bordiga continua à être l'objet de calomnies autant que de fausses rumeurs propagées par un camp ou par l'autre. Pour de vieux staliniens, comme Giorgio Amendola (1907-1980) – ancien secrétaire d'État dans deux gouvernements bourgeois (Ferruccio Parri et Alcide De Gasperi) en 1945-46 – il aurait souhaité dès le départ la victoire du camp nazi[112]. Ce qui lui attira en 1976 cette remarque quelque peu acerbe d'Alfonso Leonetti, ancien trotskyste devenu membre du PCI, mais qui connaissait trop bien Bordiga :

> «(le discours de Bordiga) *est avant tout 'idéologique'. Pour lui la seconde guerre mondiale était la répétition et la continuation de la première; l'impérialisme anglais lui apparaissait bien plus nocif, parce que plus hypocrite, que l'impérialisme allemand.* Cette position, mon cher Amendola, fut même partagée en 1939 par de nombreux communistes qui avaient salué comme des actes de paix les Accords de Munich et le Pacte Molotov-Ribbentrop. *Donc, on ne peut pas dire que (Bordiga) se soit* 'prononcé pour le camp de Hitler'... *De tels arguments ne peuvent que susciter l'indignation et*

---

[108] Conversation du 18 mars 1942, rapportée par le 'fiduciario' Troiani, in Roberto Gremmo, op. cit., p. 126.
[109] Note de police, 16 décembre 1942, citée par Arturo Peregalli, op. cit., p. 263.
[110] Conversation rapportée le 30 avril 1943 par le 'fiduciario' Alliotta, in Roberto Gremmo, op. cit., p. 128.
[111] Ibid., p. 132.
[112] Amendola soutenait que son oncle l'avait informé avec consternation en juillet 1943 que «*ce 'fou' de Bordiga en était arrivé à souhaiter la victoire de Hitler contre la Russie*». [Peregalli-Saggioro, ibid.]

de fait la suscitent»[113].

Pour la presse bourgeoise, libérale ou collaborationniste, Bordiga resterait toujours le chef des communistes italiens et ne pouvait que souhaiter la victoire finale des armées soviétiques, qui mèneraient une «guerre révolutionnaire» contre «*les gras bourgeois*», attendant l'heure d'une revanche exercée «*sans peur ni pitié*»[114].

Même la Gauche communiste italienne en exil, accorda quelque crédit à de telles rumeurs journalistiques[115] étant donné que Bordiga se refusait à tout contact avec elle depuis 1927.

II. Le long exil de la *Sinistra comunista* «orpheline» de Bordiga (1927-1944)

C'est sans le moindre soutien de Bordiga, retiré de l'activité politique, et en dehors de l'Italie – où les lois «fascistissimes» empêchaient toute activité politique organisée – que la Gauche communiste italienne se perpétua. Son existence se déroula dans l'exil, en France, Belgique et Luxembourg. Mais c'était un exil bénéfique qui devrait lui donner une dimension mondiale, comme les Juifs, ces grands exilés. C'est ce qu'avait souligné Bordiga, le 25 février 1926, lors du VIe Exécutif élargi du Komintern, où il n'hésitait pas à utiliser la lyre du roi David, pour ne pas succomber à la mélancolie de la défaite :

> «*Nous jouons dans un certain sens un rôle international, parce que le peuple italien est un peuple de migrants dans le sens économique et social du terme; et même, depuis l'avènement du fascisme, dans un sens politique... Notre sort est un peu celui des Juifs : si nous avons été défaits en Italie, nous pouvons nous consoler en pensant que les Juifs eux-mêmes puisent leur force non en Palestine mais ailleurs*»[116].

Mais à cette époque, pour les émigrés politiques de l'Occident capitaliste, Moscou jouait encore le rôle d'une Jérusalem terrestre communiste. On l'oublie souvent, l'URSS avait accueilli dès 1919 autant de réfugiés politiques que d'ouvriers immigrés. La gauche «bordiguiste» en URSS regroupa un certain nombre de militants ou sympathisants, tels que Francesco Allegrezza*, Ersilio Ambrogi (*Massimo*)*, Rodolfo Bernetich*, Ezio Biondini*, Alfredo Bonciani*, Luigi Calligaris (*Siciliano*)*, Renato Cerquetti*, Mario De Leone (*Topo*)*, Arduino Lazzaretti*, Emilia Mariottini*, Pompeo Nale*, Giuseppe Sensi*, Arnaldo Silva (*Ivan Monotov*)* et Virgilio Verdaro (*Gatto Mammone*)*.

---

[113] Lettre de Leonetti à Amendola, 21 janvier 1976, «La svolta del 1930 e il problema dello stalinismo», *Belfagor* n° 1, 31 janvier 1977, p. 79-92.

[114] *La Gazette de Lausanne*, 14 juin 1944, correspondance téléphonique de Chiasso (Tessin) : «Sur les fronts d'Italie. Un manifeste communiste à Rome», p. 8 : «*Le principal adversaire de la politique philo-monarchiste au sein du Parti communiste est M. Bordiga qui dirige le journal 'Bandiera rossa' («Bannière rouge»). L'organe officiel du parti est 'l'Unità' depuis que les Léninistes publient 'Prometeo'*». Le prétendu «manifeste communiste», dont il est seulement suggéré qu'il émanait de Bordiga, proclamait : «*Les gras bourgeois qui hier étaient fascistes se trompent s'ils croient qu'il suffira d'arborer une cravate rouge et de saluer le poing levé. Ils se trompent s'ils croient que les armées de la Russie versent des flots de sang pour sauver la bourgeoisie européenne. Quand l'heure sonnera, nous dirons notre mot à coups de bombes. Nous n'aurons ni peur ni pitié*». Tel était le tissu de fantaisies journalistiques que colportait le 'prestigieux' quotidien de Lausanne pendant la guerre. Bordiga n'était ni à la tête de «Bandiera rossa» ni opposé au 'léniniste' «Prometeo», l'organe clandestin du PCInt. Cette rumeur fut aussitôt reprise sur les ondes de *Radio-Paris*, la radio de la Collaboration dirigée par Philippe Henriot, qui fut abattu peu de temps après par la Résistance.

[115] La Fraction italienne à Marseille publia une prudente mise au point dans son *Bulletin de discussion* n° 7 (juillet 1944) : «*Nous ne pensons pas qu'un camarade ayant une capacité idéologique telle que Bordiga puisse exprimer une telle position qui, en dehors de la phraséologie à apparence radicale, n'exprime que la position du capitalisme international et de son allié : 'le socialisme dans un seul pays', qui a permis de jeter le prolétariat dans la guerre impérialiste. Les conditions actuelles ne nous permettent pas de pouvoir vérifier avec rapidité et précision la véracité des faits*».

[116] *Protokoll der Erweiterten Exekutive der Kommunistischen Internationale, Moskau, 17. Februar bis 15. März 1926*, Hambourg, Verlag Carl Hoym, 1926, p. 283.

La plupart devaient connaître un sort tragique : celui de l'inévitable balle dans la nuque après un jugement secret par une troïka du GPU ou du NKVD. Seuls quelques-uns purent sauver leur vie en bénéficiant *in extremis* d'une miraculeuse expulsion de l'enfer stalinien, tels Virgilio Verdaro*, Mario De Leone*, Emilia Mariottini* et Plinio Trovatelli*.

Si la gauche ne connut pas, dans les pays de «vieille démocratie», la sanglante tragédie de l'immigration dans l'URSS de Staline, celle du Goulag, celle des abattoirs de Butovo, celle des fosses communes, elle en paya aussi le prix : souvent le chômage, les expulsions pour activité politique et faits de grève, les heurts fréquents avec les fascistes et les staliniens, et finalement les arrestations en 1939 comme «étrangers suspects».

En dépit de tout, la Gauche communiste italienne sut garder en main la boussole de l'internationalisme, jusque dans son activité quotidienne. Internationalisme signifiait avant tout *ne pas trahir la cause du prolétariat mondial en soutenant un camp ou un autre des belligérants impérialistes sur tous les fronts et sur tous les continents*[117].

À LA CROISÉE DES CHEMINS : ADHÉSION À LA GAUCHE COMMUNISTE ALLEMANDE OU RETOUR À LA «VRAIE» DOCTRINE DE BORDIGA ?

Lorsqu'elle se forma dans l'exil en juillet 1927, la Fraction de gauche du PCI était loin d'être un bloc «monolithique» et «invariant». Ses positions se modifiaient au fur et à mesure de l'avancée d'un cours historique tragique qu'il fallait constamment réévaluer. Elle dut d'abord s'orienter au sein des différentes tendances de la Gauche communiste internationale et confirmer une rupture sans voie de retour avec le stalinisme triomphant.

Bordiga – comme au moment de la fondation du Comité d'Entente en 1925 – était resté très hésitant sur la conduite à tenir à l'égard des groupes qui avaient été expulsés du Komintern. Sa lettre à Karl Korsch (28 octobre 1926) était une fin de non-recevoir à la proposition du communiste de gauche allemand de poser les bases d'une nouvelle Internationale, par un regroupement des restes épars des organisations communistes ayant rompu avec le «nouvel impérialisme russe»[118]. Bordiga, qui considérait le nouvel État russe comme un «État prolétarien», conseilla de temporiser, quitte à se soumettre à la discipline la plus jésuitique (*perinde ac cadaver*) :

> «*Il ne faut pas vouloir la scission des partis et de l'Internationale. Il faut laisser s'accomplir l'expérience de la discipline artificielle et mécanique en respectant cette discipline jusque dans ses absurdités de procédure tant que cela sera possible, sans jamais renoncer aux positions de critique idéologique et politique et sans jamais se solidariser avec l'orientation dominante*».

Finalement, pour Bordiga (comme pour les trotskystes), hors du Komintern, il n'y avait point de salut : «*La situation objective et externe est encore telle qu'être chassé du Komintern signifie – et pas seulement en Russie – avoir encore moins de possibilités de modifier le cours de la lutte de classe ouvrière qu'on ne peut en avoir au sein des partis*»[119].

La Fraction du PC d'Italie en exil se trouvait confrontée à un choix quasi cornélien :

– soit rompre les amarres, en particulier avec le «trotskysme» qu'elle avait soutenu depuis 1925, et refonder sur le plan organisationnel une nouvelle perspective communiste, ce qui impliquait un travail périlleux dans un complet isolement;

---

[117] Voir, par exemple, l'éditorial de *Bilan*, «La consigne de l'heure : ne pas trahir», oct.-nov. 1936, p. 1173-1177.

[118] Pour l'échec d'un regroupement des Gauches communistes en 1926, cf. Danilo Montaldi, *Korsch e i comunisti italiani. Contro un facile spirito di assimilazione*, Samonà e Savelli, Rome, 1975; et Michel Prat, «L'échec d'une opposition internationale de gauche dans le Komintern : 1926», *Communisme*, revue d'études interdisciplinaires, n° 5, sept. 1984, PUF, p. 61-75.

[119] Reprint (en français), in *Programme Communiste*, n° 68, oct.-déc. 1975.

– soit nourrir l'espoir d'une «revitalisation» de partis communistes dégénérescents qui inévitablement se rallieraient aux positions de la Gauche communiste en expulsant le stalinisme d'un Komintern (enfin !) «régénéré», dont Trotsky deviendrait le président…

Ce premier choix fut fait par un «groupe d'avant-garde communiste» qui venait de se séparer de la Fraction au printemps 1927. Aux côtés de Michelangelo Pappalardi (*Salvador Pane*)*, un vieux compagnon napolitain de Bordiga, s'étaient regroupés les frères Bruno et Renato Pierleoni*, les frères Ernesto et Piero Corradi*, Bruno Bibbi (*Alfredo Bianco*)*, Alfredo Bonsignori (*Gracco*)*, Lodovico Rossi*, Eugenio Moruzzo* et Guglielmo Spadaccini (*Bertone*)*.

Organisés autour de *Réveil communiste/Risveglio comunista*, puis de *L'Ouvrier communiste*, ces «groupes d'avant-garde communiste», dits «ouvriéristes», s'étaient rapprochés des positions de la gauche communiste germano-hollandaise [KAPD, Groupe des communistes internationalistes (GIC).] Celle-ci avait pris naissance en 1920 à travers la fameuse *Réponse à Lénine* d'Herman Gorter[120]. Les «ouvriéristes» avaient bénéficié du plein soutien d'André et Dori Prudhommeaux[121], dont la Librairie ouvrière, au 67 boulevard de Belleville, servait de lieu de ralliement.

Pappalardi arriva en 1929 à cette conclusion : «*Gorter avait raison et Lénine tort. La ligne léniniste a mené aux pires défaites la révolution mondiale, a trouvé dans les partis communistes ses saboteurs. Aujourd'hui, il ne s'agit plus de sauver le Komintern en se cramponnant désespérément au léninisme comme le fait presque toute l'Opposition, il s'agit de condamner, à la lumière de l'expérience historique, le léninisme lui-même*»[122].

Mais faute d'une vision claire de l'organisation future (groupes locaux indépendants ou organisation internationale centralisée), les «groupes d'avant-garde communiste» se dissolvent, pour certains dans la confusion anarchiste-individualiste, voire antifasciste. Certains comme les frères Pierleoni* adhèrent à l'activisme antifasciste des 'giellistes' de *Giustizia e Libertà* dirigée par Carlo Rosselli, Emilio Lussu et Alberto Tacchiani, qui tous rêvent d'instaurer une «démocratie sociale». Mais beaucoup, comme Bruno Bibbi* et les frères Corradi* ne voulurent pas suivre ce naufrage et se rallièrent à la Fraction de gauche, dirigée par la figure charismatique d'Ottorino Perrone*. Pappalardi, malade, dut se retirer de l'action politique en essayant de survivre matériellement grâce à l'aide fournie par André Prudhommeaux, qui évoluait vers l'anarchisme.

UN SOMBRE EXIL (1927-1945), MAIS UN ÉLARGISSEMENT DE L'HORIZON POLITIQUE DE LA FRACTION DE GAUCHE

La Fraction de gauche du PC d'Italie – qui se rebaptisa, lors de son congrès de 1935 fraction de la Gauche communiste – naquit en avril 1928 à Pantin[123]. Lors de la conférence de fondation tenue dans cette petite commune de banlieue ouvrière, elle affirmait son désir de 'reconquérir' l'Internationale communiste avec l'aide de «groupes de gauche». Le Komintern devrait être placé à l'avenir sous l'autorité de Léon Trotsky, après l'expulsion des partisans du «socialisme dans un seul pays» :

La conférence décide de :

1. Se constituer en fraction de gauche de l'Internationale communiste
2. Élire un comité central provisoire
3. Publier un bimensuel qui s'appellera «Prometeo»

---

[120] Le texte de Herman Gorter a été publié pour la première fois en italien après 1968 : Silverio Corvisieri (éd.), *Gorter. Risposta all'Estremismo di Lenin*, Samonà e Savelli, Rome, 1970 [texte accompagné de ses critiques par Trotsky et Bela Kun : 'Risposta al compagno Gorter' et 'Dal settarismo alla controrivoluzione'].

[121] Cf. «André Prudhommeaux, un anarchiste hors les murs», *À contretemps* n° 42, février 2012.

[122] «Pour sortir du marais», *L'Ouvrier Communiste* n° 1, août 1929, journal publié par les «groupes ouvriers communistes» (GOC) [reprint par le Collectif Archives Autonomies : http://archivesautonomies.org/spip.php?article930].

[123] Pour l'histoire de la période de l'exil de la Fraction italienne, de 1927 à 1945, on peut encore se reporter à notre travail ancien, consacré à l'apport politique de la revue *Bilan* : La *Gauche communiste italienne*, mémoire de maîtrise, Paris-I-Sorbonne, 1980 (réédition revue, 1998 : http://www.left-dis.nl/f/index.htm).

4. Former des groupes de gauche qui auront pour objectif la lutte sans merci contre l'opportunisme et les opportunistes. Une telle lutte doit se revendiquer : du *Manifeste communiste*, des Thèses du II[e] Congrès de la III[e] Internationale, des Thèses de Rome, des Thèses de la Conférence nationale (consultative) du PCI, des Thèses présentées par Bordiga au IV[e] et V[e] Congrès mondial, des Thèses présentées par la Gauche au Congrès de Lille de la SFIC, ainsi que de tous les écrits du camarade Bordiga.
5. Se fixer comme but immédiat :

   a) La réintégration de tous les exclus de l'Internationale qui se revendiquent du *Manifeste communiste* et acceptent les Thèses du II[e] Congrès mondial

   b) La convocation du VI[e] Congrès mondial sous la présidence de Léon Trotsky

   c) À l'ordre du jour du VI[e] Congrès mondial : l'expulsion de l'Internationale de tous les éléments qui se déclarent solidaires des résolutions du XV[e] Congrès russe[124].

Exilée après 1926, la Gauche communiste «italienne» perdit de plus en plus ce qu'il pouvait y avoir d'«italien» dans ses «gènes» politiques et son cadre territorial. C'est alors, et il le demeurera, un petit groupe d'ouvriers italiens immigrés en France et en Belgique qui reprend la tradition des Congrès de Livourne et de Rome du Parti communiste d'Italie, ainsi que celle des deux premiers congrès du Komintern.

Bien que réduite en nombre (80 à 100 militants dans les années 30), elle fut l'objet d'une constante surveillance de la part de renégats devenus espions de Mussolini – tel Ugo Girone* (*Gitaschi*), qui avait fait partie du Comité d'Entente. L'OVRA affichait régulièrement aux frontières le portrait des militants de la Fraction. Les numéros de *Bilan* et *Prometeo* expédiés en Italie, interdits par simple circulaire[125], étaient saisis et leurs possesseurs envoyés en prison.

La Fraction était aussi sous la surveillance d'agents du Komintern. En 1928, la Section d'information du Komintern notait la formation d'une opposition de gauche italienne exilée en France qui «*défend l'idée que la Russie n'est pas un État prolétarien et qu'il n'y a pas en Russie de dictature prolétarienne*». L'opposition – ce qui était pure fantaisie – était «*liée à l'opposition russe, aux deux groupes d'opposition en France (Treint, Suzanne Girault et le groupe de droite), à Maslow, Fischer et le groupe Korsch en Allemagne*». Les membres de l'opposition italienne étaient «*presque tous des intellectuels*» – ce qui était rigoureusement faux. Elle avait deux ancrages : un centre à Lyon autour du journal *Réveil communiste* et l'autre en Belgique, «*à la tête duquel se trouve le Bordigien* [sic] *Perrone*». La rapporteuse, Iézerskaya, soulignait un inquiétant communiqué de *Prometeo* exigeant que «*Trotsky ait la présidence du VI[e] congrès mondial*», et chiffrait son implantation à 9 groupes en Belgique, 12 ou 13 en France[126].

Les «collègues» soviétiques du GPU faisaient de même par l'intermédiaire d'Ersilio Ambrogi (*Massimo*)*, qui surveillait la Fraction à Bruxelles, depuis sa sortie «miraculeuse» de l'URSS en avril 1936. Peut-être le faisait-il déjà aussi pour le compte de l'OVRA, puisqu'il fit allégeance au régime fasciste en 1940, avant de réintégrer le parti stalinien en 1956, après l'écrasement de l'insurrection ouvrière de Budapest.

Dans les années 1930, la Fraction exilée vécut face aux attaques physiques des fascistes et des staliniens italiens sa période la plus éprouvante, voire la plus dangereuse. C'était une période où pour vendre leur presse (*Bilan, Prometeo*), les militants devaient avoir un revolver au fond de leur poche face à des ennemis qui n'hésitaient pas à s'en servir. Un militant, comme Giulio Bertazzo* (*Pataro*), dans ces temps si obscurs, devait toujours craindre pour sa vie, allant «*revolver en poche, aussi vigilant contre les nervis de l'OVRA que contre les militants staliniens*». Ceux-ci n'hésitaient pas à

[124] «La risoluzione della Conferenza», *Prometeo* n° 1, Molenbeek-Bruxelles, 1[er] juin 1928, p. 4.

[125] Par exemple la circulaire n° 442/30458 (29 nov. 1933) du ministère de l'intérieur interdisant l'introduction et la circulation de *Bilan* et *Prometeo* dans le Royaume d'Italie.

[126] Rapports de Iezerskaya, 2 février («L'opposition italienne») et 28 juin 1928 («Reconstitution de la fraction Bordiga»), communications n° 529 et 644 [Archives Fondazione Istituto Gramsci, Rome, dossier 699 (en français)].

menacer de mort les vendeurs de *Prometeo*. C'est ainsi que *Piccino* (Otello Ricceri*), attaqué en 1931 par des staliniens, dut pour se dégager tirer en l'air. Ses assaillants du PCI le dénoncèrent à la police française qui ne manqua pas de le «tabasser», au point d'en supporter les séquelles jusqu'à la fin de sa vie.

Dans la lutte contre les agressions de nervis fascistes, payés par l'OVRA et agissant avec la logistique des consulats italiens, les membres de la Fraction reçurent toujours l'aide fraternelle des anarchistes dont ils appréciaient l'immense courage[127]. Le 26 octobre 1930, l'anarchiste Socrate Franchi (1900- ?) – accompagné d'autres libertaires italiens –, les militants 'bordiguistes' Bruno Bibbi*, Aldo Lecci* et Carlo Mazzucchelli* tiraient sur le président des *fasci* lyonnais, Giuseppe Negri di Preve Albignola, qui est blessé par balle, alors qu'il sortait de son domicile. Le chef fasciste avait envoyé le 5 octobre ses hommes de main agresser à Saint-Priest les vendeurs de *Prometeo*.

À plusieurs reprises, les membres de la Fraction intervinrent pour soutenir les anarchistes italiens détenus en URSS. Aldo Lecci, qui dirigeait la Fédération de Lyon, écrivit à plusieurs reprises des articles dans le journal *Prometeo* pour obtenir la libération de Francesco Ghezzi, interné à Souzdal, après avoir été accusé d'être un «agent de l'ambassade fasciste à Moscou».

Le moment le plus dangereux pour la Fraction fut vécu en 1935-1936 avec «l'affaire Beiso». Guido Beiso (1902- ?), militant du PCI en France, avait dénoncé l'entrée de l'URSS dans la SDN et la politique des Fronts populaires. Il s'était alors rapproché de la Fraction, dont il commençait seulement à lire la presse. Il avait été accusé d'être un provocateur fasciste dans la presse du «Parti»[128]. Déprimé, ne pouvant obtenir un démenti public sur sa prétendue 'qualité' de «provocateur», Beiso avait décidé de se venger. Il abattit à coups de revolver, le 9 août 1935, à la sortie d'un métro parisien, un important dirigeant stalinien : Camillo Montanari (*Agostino*) (1900-1935).

Condamné le 9 juin 1936 à cinq ans de bagne et à 20 années d'interdiction de séjour, Beiso n'avait été soutenu que par la Fraction. Celle-ci avait délégué comme témoin l'un de ses membres qui déplora l'engrenage de cette tragédie et s'adressa à l'avocat de Montanari : «*Beiso ne faisait pas partie de notre organisation. J'ai eu une brève discussion politique avec lui quand il vint me demander des journaux et des revues. Au cours de celle-ci Beiso, manifesta des désaccords avec la ligne politique du parti, mais d'une façon encore confuse… La richesse, le capital d'un militant, c'est la foi en ses propres idées politiques. Vous avez agi contre Beiso avec l'arme la plus vile, et en ce moment je me trouve devant deux victimes : Montanari et Beiso. La responsabilité morale et directe de tout ce qui est arrivé appartient entièrement à la bureaucratie du parti communiste d'Italie*»[129].

Mais la sentence pour les militants italiens vivant en Russie et soupçonnés de bordiguisme fut toujours la même : la mort. À l'occasion de l'«affaire Beiso», le PCI et le Komintern en appelèrent à l'élimination des *«trotskystes et bordiguistes, responsables politiques et moraux de l'assassinat* [de Montanari] *par leurs campagnes de calomnies, d'instigations, de haine contre l'URSS, contre le communisme et ses hommes les meilleurs»*[130]. Cette campagne permit de fusiller comme «chiens trotskystes» les bordiguistes réfugiés en Russie, en particulier Arduino Lazzaretti*.

En tant qu'ouvriers et immigrants, les membres de la Fraction connurent aussi un quotidien matériel très sombre. La précarité resta leur lot, toujours en bute aux licenciements et aux décrets

---

[127] Lorsque Michele Schirru (1899-1931) qui avait seulement projeté d'assassiner Mussolini fut fusillé en mai 1931, *Prometeo* publia un article d'hommage au jeune anarchiste. Schirru représentait «*le plus magnifique et héroïque exemple de sacrifice*», «*devant lequel tout révolutionnaire conscient s'incline avec un profond recueillement*» [«La fucillazione di Michele Schirru», *Prometeo* n° 53, 7 juin 1931, p. 1]. Pour la biographie de la victime, cf. Luc Nemeth, *La saison de la liberté. Mike Schirru et le projet d'attentat anarchiste contre Mussolini*, tome I, Charleston (Caroline du Sud), mai 2011.

[128] *Azione populare*, 29 juin 1935.

[129] «Beiso n'a pas été acquitté», *Bilan* n° 32, juin-juillet 1936, p. 1047-1049.

[130] «Saluto del Comitato Centrale del Partito Comunista d'Italia», *La Difesa*, organe du PCI, Paris, 17 août 1935.

d'expulsion. Leur condition était d'autant plus incertaine que presque tous étaient des «*sovversivi*» qui avaient combattu naguère les bandes fascistes les armes à la main.

Une collaboration amicale existait entre toutes les polices des «pays démocratiques» (USA inclus) et la police d'un Mussolini devenu «courtois» et «honorable». Churchill, qui n'avait pas hésité en 1919 à faire gazer les régiments bolcheviks, puis les Kurdes irakiens en 1920[131], nourrissait une immense admiration pour le Duce, qu'il venait de rencontrer à Rome en janvier 1927 : «*Je n'ai pas pu ne pas être fasciné, comme tant d'autres personnes, par le comportement courtois et simple de l'honorable Mussolini et par son attitude calme et sereine. Si j'avais été italien, je suis sûr que j'aurais été entièrement avec vous, du commencement à la fin de votre lutte victorieuse contre les appétits bestiaux et les passions du léninisme* [...]. *Sur le plan extérieur, votre mouvement a rendu service au monde entier*»[132].

Face à cette «Sainte Alliance» de tous les régimes, «démocratiques», «fascistes» ou «autoritaires», la Gauche italienne surmonta les affres de l'exil en restant ancrée dans l'internationalisme, sans jamais faire allégeance – *la main sur le cœur !* comme aux USA – à une «patrie», sa seule patrie étant le monde. Elle fut présente non seulement en France et Belgique-Luxembourg, mais aussi (dans une moindre mesure) aux U.S.A., à New York (groupe formé autour d'Amerigo Zadra*).

La Fraction communiste eut aussi des contacts jusqu'avec le lointain Mexique, grâce à l'exil politique d'un couple d'ethnologues allemands (Paul Kirchhoff* et Johanna Faulhaber), qui formèrent un noyau de la Gauche communiste avec une poignée de Mexicains dissidents du trotskysme, qui les traina dans la boue.

Échappant au phénomène de repliement sur soi, si fort dans les groupes politiques d'exilés, la Gauche communiste italienne chercha – du moins jusqu'en 1936 – une confrontation fraternelle avec tous les groupes sortis ou expulsés du Komintern : depuis l'Opposition de gauche trotskyste jusqu'aux «communistes de gauche» ayant rompu avec le Komintern dès 1921, puis avec Trotsky dès 1930, telles l'Union communiste de Gaston Davoust (*Henry Chazé*)* et la Ligue des communistes internationalistes (LCI) d'Adhémar Hennaut*, et plus tard la Revolutionary Workers Leage (RWL) d'Hugo Oehler aux USA. C'est de celle-ci que proviendront des militants comme David Atkins* qui devaient former la section américaine du PCInt après 1946.

Particulièrement cruciale fut l'expérience de confrontation avec le courant trotskyste, l'Opposition de gauche formée par Trotsky en 1929. En France, la Fraction italienne eut pendant deux ans environ des discussions avec ce courant. À l'égard de la Ligue communiste de Pierre Naville, Pierre Frank, Raymond Molinier et Alfred Rosmer, la politique de la Fraction resta toujours la même : intervenir en son sein pour clarifier les divergences. Le but recherché était double : faire connaître le plus largement possible ses propres positions et clarifier ainsi les véritables divergences. Les documents de la Fraction eurent une tribune dans le *Bulletin international de l'opposition* ainsi que dans la *Lutte de classes*[133]. À la fin de l'année 1931, la Fraction

---

[131] Lors d'une réunion au Ministère de la guerre (*War Office*), le 12 mai 1919, Churchill déclara : «*Je suis un ferme partisan de l'utilisation de gaz toxiques contre des tribus sauvages* [sic]. *L'effet sur le moral devrait être aussi bon que les pertes en vies humaines devraient être réduites. Il est inutile de faire un usage exclusif des gaz les plus mortels : ils peuvent être utilisés en causant de graves dommages et en semant une vive terreur, sans affecter sérieusement et en permanence la plupart de ceux qui les endurent*» [Martin Gilbert, *Winston S. Churchill*, Heinemann, Londres, 1976]. Les gaz, tous mortels (du diphénylaminechloroarsine), furent d'abord utilisés massivement en août et septembre 1919 contre les bolcheviks au sud d'Arkhangelsk, puis contre les Kurdes irakiens à l'été 1920. Les bolcheviks suivirent l'exemple : Toukhatchevski et Antonov-Ovseenko signèrent un ordre militaire (12 juillet 1921) très explicite visant les paysans insurgés de Tambov : «*Les forêts où les bandits se cachent doivent être nettoyées à l'aide de gaz toxiques. Ceci doit être soigneusement calculé afin que la couche de gaz en pénétrant les forêts tue quiconque s'y cache*». L'utilisation (officielle) d'armes chimiques dura tout le second semestre 1921 [B. V. Sennikov, *Тамбовское восстание 1918-1921 гг. и раскрестьянивание России 1929-1933 гг* (La rébellion de Tambov 1918-1921 et l'éradication de la paysannerie russe 1929-1933), 'Posev', Moscou, 2004]. Mussolini, en Éthiopie (oct. 1935—mai 1936), puis Saddam Hussein, le 16 mars 1988 à Halabja (Kurdistan), copièrent donc les pratiques de Winston Churchill, mais aussi celles de l'état-major «bolchevik».

[132] Conférence de presse tenue à Londres le 20 janvier 1927, in Pierre Milza, *Mussolini*, Fayard, 1999, p. 422.

[133] «Le développement de l'opposition communiste de gauche italienne», lettres de la Fraction de gauche italienne et

édita en français le *Bulletin d'information de la Fraction de gauche italienne*. Six numéros se succédèrent jusqu'en janvier 1933.

Mais la rupture avec le courant de Trotsky se précipita en octobre 1931, lorsqu'une délégation de la Fraction – composée de Virgilio Verdaro*, Ottorino Perrone*, Bruno Bibbi* et Antonio Gabassi* – fut invitée à la conférence nationale de la Ligue. Face à Raymond Molinier (1904-1994) qui demandait le retour de l'Opposition dans le giron du PCF, la Fraction constata que «*pour 'redresser' les partis, on (avait) désagrégé l'Opposition*». La Fraction, pourtant, n'excluait «pas du tout que l'on doive faire une demande de réintégration dans le Parti». Mais c'était «à la condition exactement contraire à celle que la Ligue a posée, c'est-à-dire à la condition de défendre le droit de vie de la fraction avec son organisation propre et sa presse». En effet, «*la disparition de la Fraction ne (pouvait) que coïncider avec la solution de la crise communiste; elle disparai(trait) dans le parti redressé ou elle devien(drait) le Parti*». À la différence de la Ligue, la délégation italienne ne pensait pas qu'on puisse redresser les partis, lorsque ceux-ci sont en proie à des forces ennemies qui «menacent les bases mêmes de l'organisation prolétarienne». Dans ces conditions l'alternative n'était pas ou «redressement» ou «opposition» – hypothèse valable pour un organisme sain –, mais «chute inévitable du parti» ou «son salut *uniquement à travers la victoire de la fraction*»[134].

Cette méthode, plus saine, tranchait avec celle des «raccourcis» d'un trotskysme prêt à contracter des alliances éclectiques afin de se doter d'une «base de masse» sur laquelle reposerait la future Quatrième Internationale. Cette politique conduisit Trotsky et ses partisans à former des fractions clandestines dans les PC ou à mener tambour battant l'entrisme dans la social-démocratie. Malgré toute la bonne volonté et la persévérance de la Fraction italienne, la rupture avait été décidée par Trotsky lui-même dès juin 1931. Celui-ci rajoutait de l'huile sur le feu et poussait le minuscule noyau de la Nouvelle opposition italienne à se montrer moins «indulgent» avec les bordiguistes :

> «*J'ai le sentiment que la Nouvelle Opposition italienne à l'égard des bordiguistes se comporte de façon trop attentionnée, trop douce, beaucoup trop* 'wait and see'. *Je comprends parfaitement bien qu'au début il était nécessaire d'user de beaucoup de tact pour voir s'il était possible de collaborer avec ce groupe, s'ils étaient ouverts à nos arguments, etc. Mais il me semble que la nature de ce groupe s'est pleinement dévoilée : c'est une culture de pur sectarisme, hermétiquement close, pas peu rancie par un air confiné. Un esprit hautain et sectaire, tel est le trait caractéristique de ces gens… La position de* Prometeo *est un monstrueux mélange d'anarchisme, de syndicalisme et d'opportunisme, enrobé de conservatisme sectaire…*»[135].

La politique de la Fraction infirma ce «diagnostic» du Dr Trotsky émis sous forme de condamnation sans appel. Cette attitude grossièrement arrogante montrait qu'une confrontation avec le mouvement trotskyste, un mouvement largement gangrené par la pénétration du Guépéou, n'offrait plus d'autre perspective que celle d'une capitulation sans conditions et donc d'un suicide politique. Par contre, cette persévérance modeste de la Fraction dans les discussions internationales paya. Sans céder sur ses principes, elle noua avec les groupes communistes de gauche des rapports fructueux, élargissant considérablement son horizon théorico-politique limité aux deux premiers congrès du Komintern.

La création d'une Fraction belge de la Gauche communiste (issue de la LCI en février 1937), la création du GTM (Groupe de travailleurs marxistes) au Mexique en 1938 allaient montrer un apparent élargissement de son influence, cependant plus idéologique que numérique. Désormais, la Gauche communiste italienne semblait perdre sa spécificité «italienne», au point de se rebaptiser en 1938 Gauche communiste internationale, dirigée par le Bureau international des

---

réponses de Trotsky, *La Lutte de Classes* n° 23, revue théorique mensuelle de l'Opposition communiste, Paris, juillet 1930, p. 503-526.

[134] *Bulletin d'information*, n° 3, novembre 1931, et n° 4, janvier 1932.

[135] «La ligne bordighiste», 10 juin 1931, lettre en français de Trotsky à *Mill* [Pavel Okhun (1905-1938), membre du Groupe juif, agent du Guépéou, qui joua un rôle important dans le mouvement trotskyste]. En anglais : «The Bordigist Line», *Writings of Leon Trotsky : Supplement* I, *1929-33*, Pathfinder Books, 1979, p. 84-85.

fractions italienne et belge.

PAS DE CONTINUITÉ INTERNATIONALISTE SANS REMISE EN CAUSE DES SCHÉMAS LÉNINISTES DU KOMINTERN

Paradoxalement, si la Gauche communiste italienne fut l'un des premiers courants de gauche de l'Internationale communiste, elle fut aussi l'un des derniers à en sortir, moins par sa propre volonté qu'à la suite de son expulsion. Qualifiée avec condescendance d'«ultragauche» par Trotsky en 1930, elle resta membre de l'Opposition de gauche internationale (trotskyste) jusqu'en 1932, date à laquelle elle fut franchement poussée vers la sortie.

Comme courant, la Gauche communiste «italienne» s'est maintenue non parce qu'elle aurait recherché «l'extrémisme» à tout prix, mais parce que la dure réalité la poussait à évoluer, certes prudemment, mais en remettant en cause des schémas dépassés. L'expérience russe ne pouvait être une table de la loi gravée pour l'éternité, mais nécessitait d'être soumise au feu de la critique.

Le marxisme n'était ni une bible dont les premières et dernières pages seraient celles du *Manifeste communiste* en 1848 ni un livre de recettes tactiques invariantes depuis le Second congrès du Komintern. Pas de marxisme sans un incessant enrichissement par la praxis. Pas de culte des «grands hommes», transformant le marxisme en atelier d'icônes poussiéreuses, où trôneraient pour l'éternité Lénine, Trotsky et Bordiga.

Considérant que la Révolution russe et toute la période qui la suivit devaient aboutir à un «bilan» lucide et honnête, sans préjugés ni ostracisme, la *sinistra comunista* dans la période 1926-1943 fut amenée à critiquer certaines positions de Lénine et de Bordiga, dont elle se réclamait pourtant. Que ce soit dans la question syndicale, celle des «luttes de libération nationale», ou encore la question de la période de transition pré-communiste, elle n'hésitait pas à innover, quand cela lui semblait nécessaire. C'est certainement ce «bilan» critique du passé qui permit à la Fraction de consolider ses bases théoriques et d'affronter la Seconde Guerre mondiale.

- **Une petite fraction ouvrière sans chefs charismatiques et sans «centralisme organique»**

Cette traversée du désert de la Gauche communiste italienne pendant la période la plus noire d'une contre-révolution multipolaire (libérale-démocrate, fasciste, nazie et stalinienne) ne peut s'expliquer par la seule personnalité de ses militants les plus en vue, tels Virgilio Verdaro* (*Gatto Mammone*), Jacob Feingold (*Jacobs*)*, Jean Melis (*Jehan*)*, et surtout Ottorino Perrone* (*Vercesi*) qui fut l'un des principaux démiurges de la Fraction de gauche.

Si brillant qu'il fût, Perrone a été avant tout le précipité d'une activité théorique et politique qui jaillissait de chacun des militants. Ses hésitations politiques, voire sa surprenante participation à une «Coalition antifasciste» en 1944-45 à Bruxelles (voir *infra*), montrent *a contrario* que la continuité idéologique de la «sinistra italiana» dépendait plus de l'organisation dans sa totalité que de simples individus, fussent-ils aussi charismatiques que Bordiga. Selon une formule chère à la Fraction de gauche italienne, chaque militant se retrouvait dans son organisation, comme celle-ci se retrouvait dans chacun de ses militants. S'il lui arriva d'exalter les «chefs prolétariens», à l'instar de Lénine, ce fut pour aussitôt souligner que ces «chefs» synthétisaient une riche vie organique, celle de leur parti. Dans ce sens, elle chercha autant que possible à vêtir du simple anonymat les militants les plus en vue. En cela, elle répondait au constant souci de Bordiga, dans les années 20, de faire prédominer une saine vie de parti basée non sur le «suivisme» par rapport à des «chefs», mais sur la fidélité au programme prolétarien.

S'ils furent «anonymes», tous les militants ouvriers de l'organisation donnèrent leur meilleure part, oralement et par écrit, à l'orientation politique et théorique de la Fraction. On peut mentionner, entre autres, les noms de Giulio Bertazzo (*Pataro*)*, Fernando Borsacchi (*Pieri*)*, Giovanni



Bottaioli (*Butta*)*, Turiddu Candoli (*Alfredo*)*, Giuseppe Cappelletti (*Pino*)*, Carmelo Chillemi (*Cinese*), Giovanni Consonni*, Luigi Danielis (*Gigi*)*, Antonio Gabassi (*Totò*)*, Guido Gasparini*, Aldo Lecci (*Tullio*)*, Emilio Lionello (*Giachetta*), Carlo Mazzucchelli (*Tre*)*, Balilla Monti*, Renato Pace (*Romolo*)*, Emilio Martellini (*Maremmano*)*, Ferruccio Pessotti (*Ferruccio*)*, Bruno Proserpio (*Milanese*)*, Otello Ricci (*Piccino*)*, Vincenzo Serena (*Germoglio*)*, Giovanni Sincovitch* et Giacomo Stefanini (*Luciano*)*, qui tous militèrent – le plus souvent – jusqu'à leur dernier souffle.

Certains, peu nombreux, furent exclus très banalement pour «escroquerie», c'est-à-dire indélicatesse en refusant de rembourser leurs dettes privées, tel Michele Piraino* (*Caruso*), membre pendant un an de la Fraction en Belgique. Adhérent du PCInt à Cosenza, en 1945, il fut de nouveau exclu en 1947 «*pour indignité morale*».

Certains, comme Nicola Di Bartolomeo* (*Fosco*) rejoignirent en 1931 le 'bolchevisme-léninisme' après avoir vainement tenté de constituer une fraction trotskyste dans la Fraction. D'autres, comme Severo Aldovino (*Severino, Mathieu*)* ou Giovanni Campeggi (*Gandi*)*, s'en écartèrent politiquement ou rompirent définitivement à l'automne 1936, comme Enrico Russo (*Candiani*), en adhérant au POUM*.

Ceux qui tentèrent de rentrer en Italie, au début des années 30, comme Carmine De Caro*, rédacteur de *Prometeo*, connurent prison, hôpital et mort lente. D'autres, comme Giovanni Tornielli (*Nero*)*, trésorier de l'organisation, ou Renzo Carrà*, délaissèrent l'activité militante pour une activité artisanale.

Quelques-uns comme Duilio Romanelli* et Eugenio De Luca* périrent de mort violente, n'ayant jamais renié leurs conceptions internationalistes : l'un dans un lager nazi, l'autre enlevé et froidement assassiné par des partisans staliniens.

D'autres eurent une destinée singulière. Le médecin napolitain Bernardino Fienga (*Dino*)*, ancien secrétaire de la Fédération napolitaine du PC d'Italie, réfugié en France, membre de la minorité de la Fraction partit, s'engager dans les milices du POUM, en juillet 1936. Emprisonné par le régime républicain de mai 1939 à janvier 1937, il réussit *in extremis* à se réfugier au Mexique. Il fut le seul Italien à avoir rencontré Trotsky avant sa mort. Converti au christianisme, dévot de saint François d'Assise, il revint en Italie et fit partie du pieux tiers-ordre franciscain.

Ayant une très haute idée de son organisation qui «*se retrouve... dans chacun de ses militants, qui se retrouvent eux-mêmes dans la fraction*», la Fraction italienne s'efforça toujours de favoriser l'expression des divergences politiques, pour obtenir «*le plus haut degré historique de clarté sur la période où le prolétariat est appelé à agir*»[136]. Elle tint toujours à en préserver l'intégrité, sinon à favoriser une séparation dans la plus grande clarté. C'est ce qu'elle fit en 1929-1931, lorsqu'elle ouvrit largement les colonnes de *Prometeo* à la tendance trotskyste de Nicola Di Bartolomeo* (*Fosco*). Elle décida plus tard, lors des événements espagnols, où une minorité refusait la position majoritaire (cf. *infra*) «*de ne pas brusquer la discussion pour permettre à l'organisation de bénéficier de la contribution des camarades qui ne se trouvent pas dans la possibilité d'intervenir activement dans le débat*» et de favoriser la «*plus complète clarification des divergences fondamentales apparues*»[137]. Sa Commission exécutive (C.E.) accorda une page entière de *Prometeo* aux minoritaires pour exprimer leurs désaccords. Elle était même disposée à payer l'édition d'un journal aux mains de la minorité jusqu'au congrès de la Fraction, qui devait se tenir au début de l'année 1937, mais à condition de respecter de ne pas transgresser la discipline organisationnelle[138].

- **Résolument à contre-courant des positions du Komintern et du trotskysme**

[136] «Projet de résolution sur les problèmes de la fraction de gauche», *Bilan*, n° 17, avril 1935, p. 581.
[137] «Communiqué de la Commission exécutive», *Bilan* n° 34, aout-septembre 1936, p. 1.
[138] Pour l'histoire de la fraction italienne et son attitude vis-à-vis des divergences, voir : Ph. Bourrinet, *Le courant 'bordiguiste' 1919-1999 : Italie, France, Belgique* : http://www.left-dis.nl/f/bordiguism.pdf.

Dans une période de triomphe éclatant de la contre-révolution, marquée par l'écrasement du mouvement révolutionnaire en Italie, en Hongrie et surtout en Allemagne, puis par l'instauration d'un capitalisme d'État terroriste en Russie, la *Sinistra comunista* navigua sur sa frêle embarcation à contre-courant, dès 1923-24.

Elle rejeta tout autant – après l'écrasement de la Révolution prolétarienne en Chine en 1926-1927 – le soutien aux «luttes de libération nationale» sur tous les continents, dès le moment où la bourgeoisie «indigène» en prenait la direction pour mieux forger les chaînes de l'esclavage national-capitaliste.

De façon remarquable, la Fraction rejetait les thèses de Bakou du Komintern votées au Congrès de Bakou en septembre 1920. Zinoviev y avait proclamé que «*la minute* [sic] *était arrivée où les millions d'ouvriers et de paysans d'Occident vont s'unir aux centaines de millions de l'Orient… Que chacun de nous fasse donc tout ce qu'il peut pour la conclusion de cette alliance*»[139]. Cette «alliance» fut conclue en Europe par l'adoption des politiques de Front unique et de gouvernement ouvrier et paysan. Une politique qu'avait violemment dénoncée la Gauche 'bordiguiste' face au groupe dirigeant de Gramsci et Togliatti qui l'avaient adoptée.

Dans tout l'Orient musulman, le Komintern, dès Bakou, avait appelé à «*l'organisation de la véritable guerre sainte*» contre l'oppression nationale, faisant du prolétariat local une classe inexistante ou improductive : «*La classe paysanne des pays d'Orient est l'unique classe productrice*»[140]. La politique de Bakou était lourde d'une absolution des guerres au nom du djihad ou de l'espace vital. Zinoviev n'avait-il pas évoqué ce risque, le lendemain d'une «séance ordinaire» où les participants avaient tiré «leurs poignards et leurs révolvers» : «*Nous faisons appel, camarades, à l'instinct de la lutte qui anima autrefois les peuples de l'Orient quand, sous la conduite de leurs grands conquérants, ils se lancèrent sur l'Europe… nos adversaires diront que nous faisons appel au souvenir de Gengis Khan et des conquérants, les grands califes musulmans*»[141].

Dans les années 30, face à un conflit devenu permanent au Moyen-Orient, où déjà Arabes musulmans et Juifs sionistes s'entretuaient, la Gauche communiste refusa de choisir un camp ou un autre, chacun étant condamné à rester sous l'emprise de sa bourgeoisie nationale, quel que soit son degré de développement. Virgilio Verdaro* résumait le choix conscient de tout internationaliste refusant de tomber dans les chausse-trapes nationalistes :

> «*Pour le vrai révolutionnaire, naturellement, il n'y a pas de question 'palestinienne', mais uniquement la lutte de tous les exploités du Proche-Orient, arabes ou juifs y compris, qui fait partie de la lutte plus générale de tous les exploités du monde entier pour la révolution communiste*»[142].

La Fraction italienne refusa de soutenir la «démocratie» ou le «libéralisme» contre le «fascisme» tout comme elle refusa de soutenir l'URSS contre ses ennemis. Même si elle jugeait que la Russie soviétique était un «l'État ouvrier» celui-ci «*se trouv(ait) incorporé dans le système du capitalisme mondial, en subissant ses lois, son évolution… de pôle de rassemblement du prolétariat mondial pour le renversement du capitalisme, [l'État russe] se transform(ait)e en un facteur pour l'éclosion de l'alternative opposée à la révolution : la guerre*»[143]. En conséquence, la «défense de l'URSS», qui était devenue la «patrie» du capitalisme d'État stalinien, cessait d'être valide. En cas de guerre, «*le devoir des prolétaires du monde entier sera… de mener une lutte simultanée et égale contre lui, aussi bien que contre les autres États*»[144]. Aussi ne pouvait-elle accepter la défense inconditionnelle faite par Trotsky de l'«État ouvrier» russe, qui non seulement niait la contre-révolution russe à l'intérieur mais appuyait les démocraties, si elles

---

[139] *L'Internationale communiste et la libération de l'Orient. Le premier congrès des peuples de l'Orient. Bakou 1920* [Petrograd, 1921], reprint en fac-similé, Maspéro, Paris, 1971, p. 14.
[140] *Bakou 1920*, ibid., p. 46 et 191.
[141] Ibid., p. 70.
[142] «Le conflit Arabo-Juif en Palestine (*suite et fin*)», *Bilan* n° 32, juin-juillet 1936, p. 1072-1075.
[143] «Seizième anniversaire de la Révolution russe», *Bilan* n° 1, nov. 1933.
[144] «Une victoire de la contre-révolution mondiale : les États-Unis reconnaissent l'Union soviétique», *Bilan*, n° 2, déc. 1933.

s'alliaient à l'URSS : «*Staline éliminé par les impérialistes, c'est la contre-révolution qui triomphe. Tel est le sens précis de notre défense de l'U.R.S.S. à l'échelle mondiale il s'agit là d'une orientation analogue à notre défense de la démocratie à l'échelle nationale*»[145].

Lorsqu'une nouvelle guerre devint inévitable, la Gauche communiste italienne – ainsi que les groupes proches, comme l'Union communiste et la LCI – préconisa le «défaitisme révolutionnaire» dans tous les camps belligérants. Elle défendit contre le courant la nécessité d'une révolution prolétarienne mondiale, seule solution pour un monde capitaliste – privé, «mixte», «totalitaire» ou d'État – qui semblait à l'agonie, secoué par des convulsions économiques et politiques à répétition, des guerres locales sans fin et une terreur massive, devenue le mode ordinaire de gestion du système aux lendemains du Traité de Versailles.

BILAN 1933-1939 : DE LA VICTOIRE DE HITLER AUX FRONTS POPULAIRES ET À LA GUERRE EN ESPAGNE. L'ISOLEMENT DE LA FRACTION ITALIENNE

Lorsqu'Adolf Hitler parvint légalement au pouvoir en février 1933, *Vercesi* (Ottorino Perrone) souligna la clôture de tout un cycle révolutionnaire et l'ouverture d'un cours inéluctable vers la guerre mondiale : «*La victoire du fascisme en Allemagne marque la rupture du cours révolutionnaire qui s'était déclaré en 1917, et qui pouvait se conclure dans la victoire du prolétariat mondial. Cette victoire marque aussi l'autre bifurcation vers l'issue capitaliste aux situations actuelles : vers la guerre*[146].

La Fraction italienne se résolut à publier seule une revue théorique. Elle prit le nom évocateur de *Bilan*. Son responsable légal était Gaston Davoust (*Henry Chazé*)*, de l'Union communiste[147]. En exergue, on pouvait lire : «*Lénine 1917 – Noske 1919 – Hitler 1933*». Elle se refusait tout bilan définitif : «*Notre fraction, en abordant la publication du présent bulletin, ne croit pas pouvoir présenter des solutions définitives aux problèmes terribles qui se posent aux prolétariats de tous les pays*»[148].

La Fraction navigua en permanence à contre-courant, rencontrant l'hostilité des ouvriers français et belges, dont l'immense majorité suivait les consignes du Front populaire et défilait derrière le drapeau de l'unité nationale «antifasciste», sur l'air de *la Marseillaise* ou de *la Brabançonne*. La classe ouvrière gobait les mensonges staliniens d'une Union soviétique «égalitaire», où régnaient une croissance planifiée et le «plein emploi», alors que les USA comptaient leurs chômeurs par millions.

Isolée, en proie aux calomnies staliniennes, à la persécution fasciste, aux expulsions répétées dans les pays «démocratiques», la Fraction de gauche italienne fit le choix difficile de s'isoler encore plus pour continuer à défendre sans faiblesse ses positions internationalistes contre la guerre.

Ébranlée par le resurgissement du patriotisme dans les rangs ouvriers, la gauche italienne, dans ses organes *Bilan* et *Prometeo*, en vint à douter des capacités du prolétariat à mener désormais une lutte de classe authentique contre le capital. Pour elle, «sous le signe du Front populaire», la «démocratie» était parvenue au même résultat que le «fascisme» : l'écrasement (idéologique) du prolétariat français et sa disparition de la scène historique. Ainsi, concluait Jacob Feingold*, l'un de ses dirigeants, «*le prolétariat n'existe plus, momentanément, en tant que classe, en conséquence de profondes*

---

[145] Trotsky, 4 nov. 1937 : «Une fois de plus : l'Union soviétique et sa défense. Craipeau oublie les principaux enseignements du marxisme», in *Défense du marxisme. URSS, marxisme et bureaucratie*, EDI, Paris, 1972.

[146] *Bulletin d'information de la fraction de gauche italienne*, février 1933.

[147] Gaston Davoust, mis sur le «Carnet B» de l'État français, le fit bien volontiers : «*Depuis pas mal d'années… j'avais entretenu de bonnes relations avec les bordiguistes parisiens et même avec* Vercesi *et les jeunes bordiguistes de Bruxelles où j'allais souvent. Rien donc ne s'opposait à ce que mon nom soit associé à* Bilan» [Lettre à Guy Sabatier (18 janvier 1976), citée par Robert Camoin, *G. Davoust (H. Chazé) (1904-1984) et la Gauche communiste internationaliste*, Vincennes, juillet 1992].

[148] «Introduction», *Bilan* n° 1, nov. 1933, p. 2-3. L'éditorialiste de ce premier numéro précisait : «*Notre fraction aurait préféré qu'une telle œuvre se fit par un organisme international, persuadée comme elle l'est de la nécessité d'une confrontation politique entre ces groupes capables de représenter la classe prolétarienne de plusieurs pays. Aussi serions-nous très heureux de pouvoir céder ce bulletin à une initiative internationale garantie par l'application de méthodes sérieuses de travail et par le souci* [d'engager] *une saine polémique politique*».

défaites mondiales»[149].

- **La question espagnole**

Lors de la guerre en Espagne, elle fut en France et en Belgique, ébranlée par les événements. Si elle reconnut l'importance des événements révolutionnaires espagnols, elle en souligna vite la récupération par la bourgeoisie «républicaine» et le stalinisme. Lorsque la lutte de classe menée contre la bourgeoisie se déplaça sur le front militaire contre l'armée franquiste, elle appela à la «transformation de la guerre impérialiste en guerre civile» :

> «*Au volontariat opposer la désertion.*
>
> «*À la lutte contre les 'Maures' et les fascistes, la fraternisation.*
>
> «*À l'union sacrée, l'éclosion des luttes de classe sur les deux fronts.*
>
> «*À l'appel pour la levée du blocus contre l'Espagne, les luttes revendicatives dans tous les pays et l'opposition à tout transport d'armes...*
>
> «*À la directive du solidarisme de classe, opposer celle de la lutte de classes et de l'internationalisme prolétarien*»[150].

Soutenue en cela par la minorité de la LCI de Belgique, et le GTM, un petit groupe mexicain (dirigé par Paul Kirchhoff), elle souffrit d'un isolement total. Affirmant qu'en dehors d'un parti de classe, il ne saurait y avoir de perspective révolutionnaire, appelant (comme le fit surtout Ottorino Perrone) à la «fraternisation» des armées impérialistes (mais aussi à une «aide humanitaire») sur les deux fronts de la guerre en Espagne, les positions de *Bilan* et *Prometeo* apparurent à ses anciens alliés comme purement «contre-révolutionnaires» (selon les mots d'Adhémar Hennaut). L'Union communiste en France, la LCI en Belgique, la RWL (Revolutionary Workers League) oehleriste[151] aux USA coupèrent les ponts avec la Gauche communiste italienne, qualifiée alors de «perroniste».

Ces désaccords, Adhemar Hennaut sut parfaitement les résumer :

> « *[Leur] position à propos de l'Espagne n'est pas un hasard, mais une conséquence logique de toute l'idéologie de la Fraction. Elle a son point de départ dans la conception du rôle hypertrophié – totalitaire pourrait-on dire, pour employer un mot à la mode – du parti. Si le rôle de la classe ouvrière dans la révolution se ramène en dernière analyse à s'en remettre à la sagesse du parti révolutionnaire, les possibilités révolutionnaires d'une situation ne pourront être déterminées qu'en fonction de l'existence ou de la non-existence de ce parti. Si le parti existe, la situation prend une tournure ou en tout cas peut prendre une tournure révolutionnaire. Si par contre ce parti fait défaut, l'héroïsme le plus pur de la classe, son idéalisme le plus exalté doit se dépenser en pure perte. Tel est le mécanisme du raisonnement de la Fraction et qui devait l'amener à défendre les positions contre-révolutionnaires que nous connaissons : rupture des fronts militaires, fraternisation avec les troupes de Franco, refus d'aider au ravitaillement en armes des milices gouvernementales espagnoles. Et le caractère réactionnaire de ces positions n'est pas diminué par le fait que dans le cours de la discussion ceux qui les défendaient aient été amenés à reconnaître l'application immédiate de ces positions comme impossible, remettant leur application à une époque où les travailleurs espagnols se rendraient par eux-mêmes mieux compte du caractère désespéré de leur action contre Franco*»[152].

En France, une forte minorité décida de rejoindre les rangs de l'Union communiste de Gaston Davoust (*Henry Chazé*)*, Lastérade de Chavigny* et Szajko Schönberg (*Laroche*)*. Parmi eux : Enrico Russo* et Bruno Zecchini*, les deux frères Corradi* et beaucoup d'autres, après que Mario De Leone*, l'âme de la minorité, mourut à Barcelone, terrassé par un infarctus.

Affaiblie numériquement, la Fraction de gauche en sortit tout aussi affaiblie sur le plan

[149] *Bilan* n° 29, mars-avril 1936, «L'écrasement du prolétariat français et ses enseignements internationaux».
[150] «Guerre impérialiste ou guerre civile», *Bilan*, n° 38, déc. 1936-janv. 1937.
[151] «A reply to the Open Letter of the Left Faction of Communism to the R.W.L.», *The Fourth International* n° 14, oct. 1937.
[152] *Bulletin de la Ligue des communistes internationalistes*, Bruxelles, mars 1937.

idéologique.

UN IMPORTANT ET CONTRADICTOIRE BILAN THÉORIQUE

Sur les questions «tactiques» d'intervention dans la lutte de classe, la *Sinistra comunista* maintint ses positions d'origine : antiparlementarisme de principe et non-participation aux élections; formation des cadres du «futur parti de demain» par le seul canal de la Fraction; intervention active dans les syndicats. Sur cette dernière question, la question syndicale, s'ouvrit un débat sur la participation à des organismes devenus «des piliers de l'ordre capitaliste». Giacomo Stefanini (*Luciano*)* fut l'un des rares qui aborda de front la question, en posant comme alternative la constitution d'organismes revendicatifs non syndicaux.

C'est surtout sur le plan théorique, et non celui de la «tactique», que les remises en cause de la sacralité d'Octobre 1917 se multiplièrent.

Perrone donna sa majeure contribution à propos de la question de l'État et de la violence, une contribution qui traçait une frontière idéologique avec la conception «marxiste-léniniste» ou «bolchevik-léniniste». L'État prolétarien russe était «resté un organe de coercition», «*stérilisant en les incorporant (les) organisations de classe*».

Condamnant la répression contre Makhno et les insurgés de Kronstadt, Perrone – s'exprimant au nom de son groupe – proclama (en lettres majuscules!) que «**ce n'est pas par la force et la violence qu'on impose le socialisme au prolétariat**», et qu'«***il valait mieux perdre Kronstadt que de le garder au point de vue géographique***», et que nul «parti de classe» ne pouvait «*rester au pouvoir en infligeant une défaite aux principes prolétariens*». Et il ajoutait qu'en aucun cas un parti prolétarien ne pouvait se confondre avec l'État, quel qu'il soit : «*Dictature du parti ne peut devenir... imposition à la classe ouvrière des solutions arrêtées par le parti, ne peut surtout pas signifier que le parti puisse s'appuyer sur les organes répressifs de l'État pour éteindre toute voix discordante en se basant sur l'axiome que toute critique, toute position provenant d'autres courants ouvriers est par cela même contre-révolutionnaire...* »[153]

Sur la question russe, Perrone resta quelque peu dans le flou, se démarquant à peine de l'analyse de la bureaucratie par Trotsky, en constatant qu'elle «*n'était pas* encore *(une) classe capitaliste*». En 1939, pourtant la position 'perroniste' changea du tout au tout, estimant que l'industrie russe «*pouvait fort bien se métamorphoser en* ***capitalisme d'État***».

Sur un autre plan, celui des perspectives de guerre, les réflexions théoriques de Perrone eurent un effet dévastateur. Si en 1933, Perrone avait proclamé que le triomphe du nazisme se traduirait par une guerre inévitable, en 1937 il changeait totalement de position. Lors du congrès de la Fraction italienne et lors de la fondation du «Bureau international des fractions de gauche», il fit adopter une nouvelle orientation politique sur les perspectives de guerre. Selon lui, la mise en place d'une économie de guerre tendait à fournir une «solution économique» au capitalisme international.

Cette nouvelle forme de capitalisme rendait «des contrastes inter-impérialistes» secondaires, la bourgeoisie pouvant «reporter l'échéance de la guerre mondiale». Les guerres devenaient des «guerres localisées» dont la finalité était autant un débouché pour la production d'armements qu'une tentative de «destruction du prolétariat de chaque pays».

Il s'ensuivait une «solidarité inter-impérialiste» pour, comme lors de Munich, éviter la guerre et donc la révolution, comme en 1917. Cette position défendue par *Vercesi* et *Jacobs* était minoritaire mais tétanisa l'activité des 'bordiguistes' italiens et belges. Les thèses défendues par Perrone et Jacob Feingold sur une économie de guerre salvatrice du capitalisme dans des guerres restant locales, aboutissaient à la dénégation de la guerre mondiale. La position officielle défendue publiquement après les Accords de Munich (30 septembre 1938) était sidérante : la perspective d'une guerre mondiale était écartée d'un trait de plume :

[153] *Bilan*, n° 26, janvier 1936, «Parti–Internationale–État (5e et dernière partie) : l'État soviétique».

«*Le fait qu'en septembre 1938, le capitalisme mondial eut recours à un compromis au lieu de faire appel aux armes, peut faire admettre la thèse que même dans la tension actuelle une solution même provisoire finira bien par être trouvée dans un deuxième Munich*»[154].

Il n'en était pas de même de la minorité constituée du Belge Jean Melis* et des Italiens en France (Mauro Stefanini, Giovanni Bottaioli en particulier) qui jugeait la guerre imminente. Cette dernière ne fut donc pas surprise lorsque la guerre mondiale éclata en août 1939.

Néanmoins, l'activité de la Fraction italienne organisée autour de *Bilan* et de *Prometeo*, dont la force motrice était Ottorino Perrone (*Vercesi*), a constitué une étape politique majeure, la condition *sine qua non* de la formation d'un authentique parti communiste internationaliste en 1942-43. Amadeo Bordiga rendit en 1957 un long hommage à «*Ottorino Perrone et à son courageux petit groupe de l'émigration italienne*», à leur lutte «depuis 1927 […] autour des revues *Prometeo* et *Bilan*», lutte à laquelle «*ils doivent sans aucun doute le meilleur d'eux-mêmes*»[155].

[154] Article de *Gatto Mammone* (Virgilio Verdaro), «Notes internationales», *Octobre* n° 5, août 1939. Le courant trotskyste belge dissident de Georges Vereecken soulignait cette paralysie : «*Depuis huit semaines que dure la guerre, nous ne savons pas encore ce qu'ont fait les bordiguistes pour donner leur point de vue… ils sont peut-être encore bouleversés du coup reçu par les événements, le déclenchement de la guerre, alors qu'ils disaient encore, 10 minutes avant l'entrée de Hitler en Pologne, que la bourgeoisie parviendrait à empêcher le déclenchement du conflit, exprimant par là qu'elle serait parvenue à surmonter ses propres contradictions.*» [*Contre le courant*, Bulletin du Groupe communiste internationaliste pour la construction de la IVe Internationale, n° 1, nov. 1939].

[155] Amadeo Bordiga, «Ottorino Perrone. Una pagina della battaglia rivoluzionaria», *Il programma comunista*, n° 21, 8-25 nov. 1957; «Ottorino Perrone, un monito ai giovani militanti», *Il programma comunista*, n° 2, 22 janv.-5 févr. 1958.

III. Le Parti communiste internationaliste d'Italie (1942-1952) : une existence «prématurée» ?

C'est en France, puis en Italie que va surtout se déployer l'activité communiste internationaliste. Après plus d'une année de flottement, jusqu'en 1941 elle va déployer propagande et agitation contre la guerre impérialiste, quel que soit le front militaire. À la différence des trotskystes, les internationalistes refusèrent toute défense de l'URSS. Celle-ci n'était pas un «État ouvrier dégénéré» mais un État impérialiste inséré dans la géopolitique capitaliste mondiale.

La Fraction italienne en France et en Belgique pendant la guerre

En 1940-41, la Fraction italienne s'était regroupée dans la zone non occupée, à Marseille et ailleurs, autour de Giovanni Bottaioli*, Giacomo Stefanini*, Aldo Lecci*. Progressivement, elle reprit son activité contre la guerre impérialiste, mais sans Perrone, plongé dans la clandestinité dans la Belgique occupée. Dès 1942, se forma aussi un petit noyau d'une Fraction française autour de Marc Chirik* avec Clara Geoffroy*, Robert Salama (*Mousso*)*, Suzanne Voute* et Robert Couthier* qui sortit différents bulletins de discussion internationale, ainsi que des tracts ou papillons contre toutes les puissances impérialistes belligérantes. Parmi eux aussi, l'écrivain Jean Malaquais*, prix Renaudot 1939 pour son roman *Les Javanais*, avant qu'il ne puisse gagner l'Amérique en bateau, grâce à un visa providentiel obtenu par le Centre américain de secours dirigé par Varian Fry[156].

La Fraction française, autour de Marc Chirik, son militant le plus chevronné (qui venait de l'Union communiste et de la Fraction italienne), apporta d'importantes contributions théoriques sur les questions de l'économie de guerre, la question de l'État et la perspective du communisme. Ces contributions étant régulièrement publiées dans le *Bulletin interne de discussion* publié sous la responsabilité de la fraction italienne.

La Fraction italienne fut avec les Internationalistes hollandais (Groupe des communistes internationaux), les RKD allemands de Georg Scheuer*, les communistes-révolutionnaires français (Robert Pagès* et Raymond Hirzel*) ou le Groupe révolutionnaire prolétarien (Pierre Lanneret*, Pavel Thalmann, Roger Bossière* et Maximilien Rubel), l'un des rares groupes à dénoncer la guerre impérialiste et les fronts patriotiques de résistance, pour leur opposer la nécessité d'une révolution prolétarienne antinationale balayant tous les blocs et fronts militaires. Au massacre d'ouvriers dans la guerre, elle opposa leur fraternisation, par-delà toutes les frontières. Certains de ses militants les plus formés le payèrent de leur vie, comme Jacob Feingold*, qui fut arrêté à Marseille puis assassiné à Auschwitz, ou Jean Melis*, qui arrêté à Bruxelles fut emprisonné, puis déporté dans un lager nazi où il périt.

En Belgique précisément, l'activité de la Fraction italienne fut réduite moins par la plongée dans la clandestinité et la mise en veilleuse de toute activité que par l'évolution de son principal «guide» : Ottorino Perrone. En effet, *Vercesi* ne resta pas inactif et continua à orienter le travail de la Fraction. Dans un long texte de mai 1941 («La guerre et le prolétariat»), reprenant une analyse de Lénine – «*il n'existe pas de situation sans issue pour le capitalisme*» – il appelait à ne pas perdre de vue que la guerre ne mène pas «par une sorte de fatalité immanente à l'effondrement total de la société bourgeoise». Pendant toute la guerre, sa position ne varia pas d'un iota, s'opposant à la position de la Fraction italienne en France, pour qui la chute de Mussolini en juillet 1943 signifiait

156 *«Livrer sur demande… », Quand les artistes, les dissidents et les Juifs fuyaient les nazis (Marseille, 1940-1941)*, Agone, Marseille, 2008 [Préface de Charles Jacquier & avant-propos d'Albert Hirschman].

que «*la transformation de la Fraction en Parti* (était) *à l'ordre du jour*». Ces divergences entraînèrent une détérioration des rapports entre les Fractions italienne et belge.

Cela n'empêcha pas les Fractions française et italienne de déployer une activité internationaliste contre la guerre, multipliant manifestes et tracts en toutes langues, très souvent en collaboration avec les RKD de Georg Scheuer. Lors du débarquement en Normandie, un Manifeste de la Gauche communiste internationale contre la guerre, d'une très haute tenue politique et morale, fut largement diffusé :

> «… *Prolétaires d'Europe,*
>
> Vous êtes cernés par un monde d'ennemis. Tous les partis, tous les programmes ont sombré dans la guerre; tous jouissent de vos souffrances, tous unis pour sauver de son écroulement la société capitaliste.
>
> Toute la bande de racailles au service de la haute finance de Hitler à Churchill, de Laval-Pétain, de Staline à Roosevelt, de Mussolini à Bonomi, est sur le plan de la collaboration avec l'État bourgeois pour vous prêcher l'ordre, le travail, la discipline, la patrie, qui se traduisent dans la perpétuité de votre esclavage.
>
> Malgré la trahison des dirigeants de l'État russe, les schémas, les thèses, les prévisions de Marx et de Lénine trouvent dans la haute trahison de la situation actuelle leur confirmation éclatante.
>
> Jamais la division en classes entre exploités et exploiteurs n'a été si nette, si profonde.
>
> Jamais la nécessité d'en finir avec un régime de misère et de sang n'a été si impérieuse.
>
> Avec la tuerie des fronts, avec les massacres de l'aviation, avec les cinq années de restrictions, la famine fait son apparition. La guerre déferle sur le continent, le capitalisme ne sait pas, ne peut pas finir cette guerre.
>
> Ce n'est pas en aidant l'un ou l'autre groupe des deux formes de domination capitaliste que vous abrégerez le combat.
>
> Cette fois, c'est le prolétariat italien qui vous a tracé le chemin de la lutte, de la révolte contre la guerre.
>
> Comme Lénine l'a fait en 1917, il n'y a pas d'autre alternative, d'autre chemin à suivre en dehors de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.
>
> Tant qu'il y aura le régime capitaliste, il n'y aura pour le prolétariat ni pain, ni paix, ni liberté.
>
> *Ouvriers et soldats de tous les pays,*
>
> *C'est à vous seuls qu'il appartient d'arrêter le terrible massacre sans précédent dans l'Histoire.*
>
> *Ouvriers, arrêtez dans tous les pays la production destinée à tuer vos frères, vos femmes, vos enfants !*
>
> *Soldats, cessez le feu, baissez les armes !*
>
> *Fraternisez au-dessus des frontières artificielles du capitalisme !*
>
> *Unissez-vous sur le front international de classe !*
>
> VIVE LA FRATERNISATION DE TOUS LES EXPLOITÉS!
>
> À BAS LA GUERRE IMPÉRIALISTE !
>
> VIVE LA RÉVOLUTION COMMUNISTE MONDIALE !»[157].

Au moins dès le second semestre de 1944, la Fraction italienne dans le sud de la France et le Parti communiste internationaliste (cf. infra) avaient noué de solides relations. Fin décembre 1944, un bulletin en français *Prometeo*, présenté comme le «Bulletin de la Gauche communiste italienne» sortait dans la région de Marseille-Toulon. Son premier numéro précisait : « … *Nous avons tenu bon.*

[157] Manifeste de la Gauche communiste aux prolétaires d'Europe, juin 1944, in *Bulletin international de discussion de la Gauche communiste italienne*, n° 6, juin 1944. Édition électronique : http://www.left-dis.nl/f/textesgci.htm. Il s'agit, comme cela apparaît ici ou là, d'une traduction en français d'un texte écrit originellement en italien.

La fraction a vécu pendant la guerre. Nos bases programmatiques nous ont permis de rester et de résister contre le courant qui a tout emporté : hommes, organisations et partis dans le gouffre de la guerre»[158].

Par contre, la Fraction belge fut loin de «*tenir bon*». À la Libération de la Belgique, en septembre 1944, Perrone représenta la fraction de gauche communiste dans la «Coalizione antifascista» qui défendait vis-à-vis des autorités belges et des forces alliées les intérêts de la communauté italienne. Il exerça, dans les locaux du consulat d'Italie, rue de Livourne, toutes les responsabilités consulaires avec l'aide de quelques employés. Il participa non seulement à la Croix-Rouge mais à la Coalition antifasciste de Bruxelles au côté de Louis de Brouckère, ministre d'État. Cela lui valut d'être exclu le 20 janvier 1945 par la Fraction italienne de Marseille.

Perrone continua néanmoins, avec son fidèle lieutenant Ferdinando Borsacchi*, son activité dans la Coalition antifasciste jusqu'en mai 1945, avant d'adhérer au Parti communiste internationaliste qui venait juste de sortir de la clandestinité.

LA FORMATION DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (1943-1945) ET SA LUTTE CONTRE LA GUERRE

Les premiers noyaux internationalistes en Italie s'étaient formés dès l'automne 1942 dans l'axe industriel Turin-Milan. Une plate-forme très succincte donnait une orientation anticapitaliste où était fustigée «la dégénérescence de l'État ouvrier et de l'Internationale», et réaffirmée la «nécessité d'un parti de classe», tel que formé à Livourne en janvier 1921[159].

C'est dans le sillage des grèves révolutionnaires de mars 1943 au nord de l'Italie, cause principale de la chute de Mussolini (25 juillet), que s'opère la lente «incubation du Parti» – selon les termes de Bruno Maffi. Les groupes clandestins de l'organisation, clairement définie comme «parti communiste internationaliste», présents dans les usines, mettent déjà en garde, par tracts, contre l'euphorie générale causée par la chute du tyran. L'exploitation capitaliste va perdurer. Un tract d'août 1943 souligne la nécessité immédiate d'arrêter la guerre pour poser la question du pouvoir sous forme de conseils d'ouvriers, paysans et soldats :

> «*Ouvriers, paysans, soldats, la chute du fascisme ouvre une crise qui ne peut et ne doit se limiter ni à un gouvernement militaire qui est une pâle copie du régime de Mussolini, ni à une éventuelle restauration des anciennes formes de démocratie. La bourgeoisie, la monarchie, l'Église, initiateurs et soutiens du fascisme, qui maintenant donnent au peuple Mussolini en pâture, pour éviter d'être emportés avec lui, et revêtent le costume démocratique et populiste pour pouvoir perpétuer exploitation et oppression des classes laborieuses, toutes n'ont aucun droit à la parole dans la crise actuelle. Ce droit appartient exclusivement à la classe ouvrière, aux paysans et aux soldats, éternelles victimes de la pieuvre capitaliste…*
>
> «*Formez dans les usines, les villages et les casernes vos organes naturels de bataille, les conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats, comme armes défensives et offensives contre votre ennemi de classe! Par votre lutte servez d'exemple aux ouvriers du monde entier afin qu'ils combattent avec vous contre le même ennemi*»[160].

La chrysalide de la fin 1942 s'était métamorphosée peu à peu en parti d'action, le *Partito comunista internazionalista* d'Italie. Dans un document intitulé *Prospettive*, présenté par la Délégation Nord (Turin), en date du 1er septembre 1943, on peut lire cet appel au combat dans toutes les directions de l'espace capitaliste :

---

158 «Introduction», *Prometeo*, 1er janvier 1945, p. 1 [*Prometeo. Organo del Partito Comunista Internazionalista. 1943-1945*, Reprint Edizioni Elf Biella, avril 1995].

159 «Il Convegno nazionale del partito ha riaffermato le tesi fondamentali della sinistra italiana», *Battaglia Comunista* n° 2, Rome, 23-30 janvier 1946, p. 1.

160 «1943-'45: dal nostro archivio di quegli anni», *Il programma comunista* n° 2, fin mars 1995, p. 7. Tract de la section turinoise du PCInt, août 1943.

«*Anticapitalistes, nous ne pouvons qu'être antidémocrates, de la même manière que nous sommes antifascistes; la révolution prolétarienne, en mettant à bas les régimes totalitaires, devra se confronter à la même rude bataille contre les régimes démocratiques bourgeois*»[161].

Cette déclaration de guerre contre la démocratie bourgeoise revêtait une extrême importance, car elle était, sur le fond, «***antiléniniste***», rejetant toute idée d'une guerre nationale-démocratique «juste». Lénine, pendant la première guerre, avait fait de la lutte pour la «démocratie» bourgeoise une condition de la lutte prolétarienne pour le «socialisme» : «*Ce serait une erreur capitale de croire que la lutte pour la démocratie est susceptible de détourner le prolétariat de la révolution socialiste, ou d'éclipser celle-ci, de l'estomper, etc. De même qu'il est impossible de concevoir un socialisme victorieux qui ne réaliserait pas la démocratie intégrale, de même le prolétariat ne peut se préparer à la victoire sur la bourgeoisie s'il ne mène pas une lutte générale systématique et révolutionnaire pour la démocratie*»[162].

Le premier novembre 1943, le P.C. internationaliste (PCInt) sortait le premier numéro clandestin de *Prometeo*. L'activité clandestine du PCInt dut se faire sans le noyau milanais autour de Bruno Fortichiari et Lanfranchi, qui refusèrent d'adhérer au nouveau parti, préférant tenter des manœuvres d'entrisme dans le PCI. Fortichiari reprochait à Damen et Maffi leur «refus de tout compromis», «choisissant la pure doctrine», et surtout leur non-défense de l'URSS qui restait «un État socialiste»[163].

Et en effet, Damen – dans un article anonyme intitulé «La Russie que nous aimons et défendons» – se refusait, par fidélité à l'esprit d'Octobre 1917, de défendre l'indéfendable, le stalinisme : «… *nous communistes, nous nous déclarons sans hésitation adversaires de la Russie de Staline, dans le même temps que nous nous proclamons fidèles combattants de la Russie de Lénine*».[164].

Le Parti fut immédiatement calomnié par les staliniens, comme Pietro Secchia, qui ne cessèrent d'écrire que son organe «*était publié au grand jour… avec la bienveillante tolérance des autorités nazi-fascistes et de l'éphémère petite république de Salò*». En fait, comme l'*Unità*, l'organe du PC italien, et d'autres organes «antifascistes» comme *Stella Rossa*, *Prometeo* sortait clandestinement des presses de l'imprimerie turinoise Riccio, via San Donato[165].

La coupure du pays en deux, occupé par les armées allemandes d'un côté, et anglo-américaine de l'autre, limitait sa diffusion au nord du pays. Jusqu'en 1945, le PCInt n'eut pratiquement aucun contact avec les groupes «bordiguistes» ou jugés tels qui s'étaient formés dans le Mezzogiorno.

Refusant et condamnant la guerre de partisans, car signifiant l'enrôlement du prolétariat derrière le drapeau tricolore italien ou celui de Staline et Togliatti, tout autant tâchés de sang ouvrier, le PCInt mena un combat périlleux autant contre les forces de répression nazi-fascistes que contre le fanatisme patriotique stalinien. Dès le départ, le PCInt fut dénoncé par le parti de Togliatti comme «agent de l'Allemagne et du fascisme». C'est ainsi qu'en décembre 1943, la presse stalinienne, à travers la plume du stalinissime Pietro Secchia, lançait un véritable appel au meurtre contre les 'prométéistes' mais aussi des groupes jugés «à gauche» du PC, et donc «trotskystes», comme «*Stella Rossa*» :

«*Qui a oublié les procès de Moscou de 1936 à 1938 qui révélèrent au monde les noces monstrueuses du*

[161] Cité par Sandro Saggioro, *Né con Truman Né con Stalin. Storia del Partito Comunista Internazionalista (1942-1952)*, Ed. Colibrì, Paderno Dugnano, juillet 2010, p. 34.

[162] Lénine, «La révolution socialiste et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (Thèses)», février 1916, *Œuvres*, tome 22, Éditions de Moscou, 1960, p. 155-170.

[163] Bruno Fortichiari, *Antologia di scritti*, Iniziativa comunista, Milan, 1992.

[164] «La Russia che amiamo e difendiamo», *Prometeo* n° 2, déc. 1943 [Onorato Damen, *Scritti scelti 1943-1978*, Istituto Prometeo, 2012].

[165] «Pietro Secchia ha parlato», *Battaglia Comunista* n° 30, 1er–15 déc. 1946, p. 2. *Prometeo* y fut publié jusqu'au 15 octobre 1944, date à laquelle l'imprimerie fut repérée et fermée par les nazi-fascistes… Les numéros suivants sortirent dans des lieux différents sous forme ronéotée. Le numéro 4 d'avril 1945 fut publié en France, dans le Var, comme supplément (en italien !) de l'édition française de *Prometeo*.

trotskysme et du gauchisme international avec l'aide de l'Allemagne et de la Gestapo?... Avec l'occupation teutonne [sic] *de l'Italie ont surgi quelques feuilles aux titres pompeux tels «*Stella rossa*» et «*Prometeo*», qui, usant d'une phraséologie tonitruante, maximaliste, pseudo-révolutionnaire, prétendent suivre la Voie de la ... gauche. En réalité, ils suivent la Voie de la Gestapo… L'action criminelle et infâme de ces sales individus doit être démasquée et dénoncée. Elle constitue une insulte et une trahison pour les héroïques combattants. Ils doivent être mis en quarantaine, traités comme des espions et des traîtres, comme des agents de la Gestapo. Et leur presse doit être brûlée… Aucun ouvrier ne doit plus se salir les mains avec ces torchons de la Cinquième colonne ainsi qu'avec ceux qui, consciemment ou non, sont au service de la Cinquième colonne.*»[166].

L'assimilation de «Prometeo» à «Stella rossa» était quelque peu «osée». Ce dernier mouvement, né à Turin, à l'été 1943, était une réaction de la base du PCI contre «une tendance au bureaucratisme». Ce mouvement de la base du «parti» était en fait totalement autonome, ayant son organisation propre, une presse à lui et des cartes d'adhérent. Il eut jusqu'à 2.000 militants et comptait 500 militants à la FIAT. Cette organisation, dont le principal dirigeant était Temistocle Vaccaralla*, traduisait l'hostilité à la direction du PCI qui pendant les 45 jours de semi-liberté du gouvernement Badoglio, avant l'invasion allemande, s'était ralliée au maréchal. Le communiste Giovanni Roma (1894-1962), ainsi que le socialiste Bruno Buozzi (1881-1944), avaient été nommés par Badoglio commissaires de l'Organisation des ouvriers d'industrie, l'organisation corporatiste fasciste. Roveda avait même été missionné en août à Turin pour calmer l'esprit des ouvriers grévistes, une indéniable trahison pour «Stella Rossa»[167].

«Stella Rossa» était loin de manifester une grande clarté, c'est le moins qu'on puisse dire, sur la Russie stalinienne. Au contraire, certainement sous la pression des ouvriers de base qui croyaient au mythe de «l'armée rouge» «révolutionnaire», le journal manifestait une naïveté extraordinaire, au point de s'en remettre à la 'sagesse' de Staline qui saurait distinguer entre les «vrais communistes», ceux de «Stella Rossa», et les «communistes embourgeoisés» de Togliatti :

> «*Staline, quand il aura un compte rendu de notre activité, ne pourra pas ne pas reconnaître le profond fossé existant entre le Parti communiste intégral et les communistes embourgeoisés et avilis qui paralysent l'action révolutionnaire*»[168].

Le fossé le plus important entre les internationalistes du PCInt et l'organisation «Stella Rossa» était la question de la guerre des partisans. Les militants 'intégralistes' de «Stella Rossa» sont les premiers à appeler à la lutte militaire contre le nazifascisme, à inciter les ouvriers à combattre, et à se faire plus 'garibaldiens' que le PC de Togliatti : «*Que font les communistes italiens ? Au lieu de répondre par des paroles, par de très rares inscriptions murales comme summum du courage, comme le font les communistes officiels, nous nous répondons à l'oppression bourgeoise par des actes de sabotage, des attentats et la guérilla*»[169]. Ce qui était présenté comme «une lutte anticapitaliste»[170] était en fait un appel à la lutte

---

[166] «Il 'sinistrismo', maschera della Gestapo», *La Nostra Lotta. Organo del Partito Comunista Italiano*, n° 6, décembre 1943, p. 16-19, republié dans *La Fabbrica*, organe de la fédération milanaise du PCI, janvier 1944 [reprint électronique (avec notes) : http://files.spazioweb.it/aruba27963/file/pietro_secchia_il_sinistrismo_maschera_della_gestapo_1943.pdf]. Pietro Secchia (1903-1973) représentait la «ligne dure» du stalinisme italien tant dans les maquis, comme dirigeant de la Brigade d'assaut Garibaldi, que dans les fauteuils du pouvoir, après le tournant de Salerne qui vit Togliatti devenir ministre sans portefeuille dans le gouvernement Badoglio. En 1948, il fut nommé vice-secrétaire du PCI, chargé en fait d'appliquer la ligne kominformienne dans l'appareil stalinien. C'est lui qui eut l'«honneur» de préfacer en 1953 un choix d'œuvres de Staline sur la paix : *Problemi della Pace*, Edizioni di Cultura Sociale, Rome, 1953. Il concluait sa préface par ces mots lapidaires : «***Stalin è morto ma la sua opera vive immortale***». Staline est mort, mais son œuvre demeure immortelle…

[167] «*Ces collaborateurs, ces centristes ont cessé de parler de communisme et de révolution sociale, au contraire en collaboration avec les socialistes ils exhortent la masse au calme en l'invitant à reprendre le travail… Ces communistes collaborationnistes, centristes (pourquoi ne pas plutôt les appeler socialistes unitaires ou partisans de Turati ?) ont abandonné la voie principale, les postulats du communisme intégral internationaliste*» [«Contro i centristi», *Stella Rossa*, non numéroté, nov. 1943].

[168] «La democrazia proletaria», *Stella Rossa*, nov. 1943.

[169] «Azione comunista integrale», *Stella Rossa*, nov. 1943. Un rapport des agents fascistes transmis à Mussolini en 1944 jugeait le contenu de Stella Rossa d'«un maigre intérêt», d'un «niveau bourbeux par son aspect et son contenu» : «[Stella

militaire contre «des soldats de Hitler», où il s'agissait surtout de «frapper l'ennemi» allemand sans appel à la désertion.

Le PCInt était donc hors de tout l'arc des partis traditionnels de la droite libérale à la gauche socialiste ou 'communiste' stalinienne défendant le capitalisme anglo-saxon ou le capitalisme d'État russe. Même le socialisme maximaliste de Lelio Basso[171], qui avait fondé le «Front révolutionnaire prolétarien» autour de «Bandiera Rossa» à Milan, n'échappait pas au jugement sévère des 'prométéistes', qui tout en saluant sa dissidence du socialisme officiel, le jugeaient, lui et ses amis, par leur position patriotique 'anti-allemande', «*de l'autre côté de la barricade*» de classe[172].

Les rapports faits par ses agents informateurs à Mussolini, devenu le *Duce* de la picrocholine République de Salò, donnent un point de vue plus objectif des positions de leur ennemi internationaliste. On peut lire à propos de *Prometeo* :

> «*Unique journal indépendant, idéologiquement le plus intéressant et préparé. Contre tout compromis, défend un communisme pur, indiscutablement trotskyste, et donc antistalinien…*
>
> «*Se déclare sans hésitation adversaire de la Russie de Staline, tandis qu'il se proclame fidèle combattant de la Russie de Lénine…*
>
> «*Combat la guerre sous tous ses aspects : démocratique, fasciste ou stalinien. Lutte donc ouvertement même contre les 'partisans', le Comité de libération nationale et le Parti communiste italien…*
>
> «*Il serait intéressant de connaître le réel impact du mouvement 'Prometeo'… De toute façon, la bonne foi de cette feuille extrémiste semble certaine, sans aucun doute la seule digne de quelque considération dans le chœur immonde de la subversion*»[173].

Le nouveau parti, honni par le stalinisme, qualifié d'«extrémiste subversif» – mais ennemi «digne de quelque considération» –, se plaçait nettement dans la tradition de la Gauche communiste. Ses militants les plus en vue ou les plus actifs étaient : Onorato Damen* et Bruno Maffi*, Mario Acquaviva*, Giovanni Arri* et Secondo Comune* [Asti], Attilio Formenti*, Luigi Rognóni* (un musicologue !), Gino Voltolina* [Milan], Giulio Ferradini et son fils Spartaco* [Gênes], Fausto Atti* [Bologne], Giancarlo Porrone* et Vasco Rivolti* [Turin], Guido Torricelli* [Parme], etc. Mais tant d'autres, moins connus mais non moins essentiels, comme Otello Anacoreti (*Otello*)* ou Virgilio Berretti* [île d'Elbe] – tissaient dans la clandestinité des liens solides entre les nouvelles sections du Parti, qui multipliaient les tracts et manifestes adressés au prolétariat.

Mario Acquaviva et Fausto Atti le payèrent de leur vie puisque leur meurtre fut commandité en 1945 par les instances staliniennes. Il en fut de même d'Eugenio De Luca* (voir *supra*), qui avait eu le malheur de s'engager dans une unité partisane et refusait de devenir un sicaire de bas étage : il fut enlevé et crapuleusement liquidé au fond d'un bois par trois spadassins staliniens.

Quand ce n'était pas les staliniens, c'était les nazi-fascistes qui frappaient : l'ouvrier Angelo

---

Rossa] *prêche un communisme aussi absolu qu'infantile, en mettant fortement en relief le tableau des Allemands et fascistes tués dans des embuscades subversives*». [Ercole Camurini (éd.), *I rapporti a Mussolini sulla stampa clandestina (1943-45)*, Arnaldo Forni Editore, Sala Bolognese, janvier 1974, p. 086715-16 et 086711]

[170] «Lotta anticapitalistica», *Stella Rossa* n° 18, février 1944.

[171] Lelio Basso (1903-1978), avocat, cofonda le 10 janvier 1943 le *Movimento di Unità Proletaria* (MUP). Après le 25 juillet, il rejoignit le PS, et de là le PSIUP. Il fut le créateur de «Bandiera Rossa» à Milan. Il fut en 1946 l'un des membres de la Commission chargée d'écrire la Constitution de la République italienne. En 1964, il participa à la formation du PSIUP, issu du PSI, dont il fut le président de 1965 à 1968. Outre sa participation au Tribunal Russell sur les crimes de guerre au Vietnam, il fut éditeur d'écrits de Rosa Luxemburg en italien.

[172] «Saluto a Bandiera Rossa», *Prometeo* n° 1, 1er nov. 1943, p. 3. De son côté, Lelio Basso reprochait aux 'prométéistes' de vouloir «monopoliser l'esprit révolutionnaire», en fait d'adopter «*l'attitude la plus contre-révolutionnaire qui se puisse imaginer*», dans «*une guerre mondiale qui bouleverse la vie du prolétariat international et face à laquelle l'abstention est un crime*». [«Noi e la guerra», *Bandiera Rossa* n° 1, 8 janvier 1944].

[173] Ercole Camurani (éd.), op. cit., p. 086713-15, 086766-68, 086860-63, 087016-20. Ces rapports sur la presse clandestine concernent *Prometeo* pour une courte période (mars-octobre 1944).

Grotta* fut fusillé par les fascistes pour participation aux grèves de mars 1944. Quinto Perona*, ouvrier turinois, déporté en Allemagne, fut liquidé au camp de Mauthausen-Gusen [Haute-Autriche] en juillet 1944. Il en fut de même de l'ouvrier Carlo Mantovani*, mort lui aussi à Mauthausen en mars 1945. Giuseppe Biscuola*, sans doute un sympathisant, fut fusillé en janvier 1945 par les Brigades noires de Gênes, commandées par le général Rodolfo Graziani. Ce dernier, bien que considéré comme un criminel de guerre avéré, fut rapidement «pris en charge» par l'OSS américaine et ne fit que six mois de prison après son procès tenu en 1948, pour devenir (en 1953) le président honoraire du Mouvement social italien (MSI) néofasciste.

D'autres survécurent au lager et purent après avril 1945 regagner l'Italie et continuer leur activité militante, tels Luigi Gilodi (*Barba*)* et Pierino Porta (*Piero*)*.

Fort de peut-être 3.000 militants et sympathisants actifs, ce qui était énorme dans une période de guerre et de quotidienne répression, l'organe du Parti *Prometeo* ainsi que sa littérature diffusée sous forme de tracts – comme l'avait fait le *Spartakusbund* de 1915 à 1917 – eurent un réel impact. Face aux promesses de «libertés démocratiques» affichées par tous les partis «antifascistes», *Prometeo* martelait que fascisme et démocratie n'avaient pas de contenu de classe antagonique et que si «le fascisme (était) mort» «*son héritage (était) passé à la démocratie*»[174].

> «*Comment abattre le nazisme? Pour faire sauter la machine de guerre qui opprime le prolétariat allemand, n'appelez-pas au secours une autre machine de guerre (anglo-saxonne ou russe), mais répandez dans les rangs des soldats allemands le germe de la fraternisation, de l'antimilitarisme et de la lutte de classe*»[175].

> «*À l'appel du centrisme de rejoindre les bandes partisanes, on doit répondre par la présence dans les usines d'où sortira la violence de classe qui détruira les centres vitaux de l'État capitaliste. Aux jeunes prolétaires chez qui la soif d'action est grande, nous indiquons la voie du Parti communiste internationaliste afin d'éviter de tomber dans les actions isolées du terrorisme individuel qui n'est rien d'autre qu'une manœuvre de l'ennemi pour répandre le chaos dans les rangs prolétariens*»[176].

Alors qu'en Italie se multipliaient les bombardements alliés sur les villes prolétariennes de Milan et Turin, le PCInt lança en juin 1944 un vibrant manifeste révolutionnaire adressé aux ouvriers, paysans et prolétaires communistes. Il surestimait la capacité du prolétariat italien à mettre en pratique le 'défaitisme révolutionnaire' de Lénine :

> « […] *Les bombardements massifs des agglomérations de Milan et Turin, au moment même où vous étiez engagés dans la lutte contre le fascisme et la guerre, sont la preuve accablante de l'union des groupes impérialistes contre votre volonté révolutionnaire de classe. Mais si le capitalisme a momentanément réussi à stopper votre élan révolutionnaire, il n'est pas parvenu à vous replonger dans la boucherie impérialiste.* […] *Votre attitude défaitiste a été le meilleur exemple que les masses ouvrières de tous les pays puissent suivre demain. Vous avez tenté de suivre le chemin tracé par Lénine, celui de transformer la guerre impérialiste en guerre civile, dirigée contre l'unique ennemi qui ne se trouve pas sur les fronts militaires, mais à l'intérieur, sur le front de classe : le capitalisme.*
>
> «*Vous n'êtes pas des partisans.* […] *Vous n'êtes pas des patriotes, vous ne luttez pas pour maintenir le pouvoir capitaliste même si celui-ci se dissimule sous le manteau de la démocratie.*
>
> «*Vous êtes entourés d'un monde d'ennemis. Tous sont d'accord pour sauver la bourgeoisie du désastre… L'État russe collabore avec les gouvernements de Badoglio et Bonomi pour maintenir en place la bourgeoisie italienne contre le prolétariat.*
>
> «[…]
>
> «À BAS TOUTES LES PATRIES : FASCISTE, DÉMOCRATIQUE ET SOVIÉTIQUE !

[174] «Sulla via giusta. 1. Come e dove si combatte il fascismo», *Prometeo* n° 5, 1er mars 1944, p. 2.
[175] «2. Morte ai tedeschi o morte al nazismo?», ibid., p. 3.
[176] «Sulla guerra», *Prometeo*, ibid., p. 3.

« À BAS LA GUERRE IMPÉRIALISTE ! VIVE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE MONDIALE !

« VIVE LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL ! »[177].

Le PCInt se développa rapidement en milieu ouvrier, chez les jeunes, et dès la fin de l'année 1944, il avait constitué plusieurs fédérations dont les plus importantes étaient celles de Turin, Milan et Parme. Il développa en outre une persévérante activité dans les usines en formant des «groupes d'usine communistes internationalistes», préconisant la formation de conseils d'usine au lieu et place des «commissions internes», créées sous Badoglio, et que dominait le PCI. Il se fit aussi le promoteur d'un «Front unique prolétarien» pour la lutte de classe et contre la guerre pour empêcher que «*les ouvriers soient empoisonnés par la propagande belliqueuse*».

Seuls adhérèrent à ce Front les syndicalistes-révolutionnaires et les communistes libertaires (tels *Azione libertaria* et *Il Comunista libertario*). La raison en était simple : à la guerre impérialiste, les communistes libertaires opposaient la guerre de classe contre «des bourgeois». On pouvait lire ainsi dans un numéro d'*Il Comunista libertario* : «*Leur devoir, les prolétaires le connaissent ou devraient le connaître. S'en prendre encore une fois aux bourgeois : 's'occuper' de leurs intérêts, solidement et réellement; ne pas se laisser berner par les drapeaux rouges. Fascisme, guerre, épuration, libération, simples aspects d'une lutte où l'ennemi est dans notre dos : c'est la bourgeoisie comme classe. Fauteuse de guerre avec son système. Cause de la ruine des peuples. Armant les prolétaires contre les prolétaires. Co-nationaux contre co-nationaux. Elle transforme tout à son profit, en termes de domination et de richesses*»[178].

La propagande de *Prometeo* semble avoir rencontré beaucoup de sympathie dans les usines du Nord, en particulier chez les ouvriers métallurgistes qui refusaient de joindre les groupes de partisans et ne rêvaient que d'une chose : régler dès que possible leur compte aux patrons d'usine et aux fascistes prompts à se reconvertir dans l'antifascisme pour sauvegarder la sacro-sainte propriété privée. Cette minorité irréductible d'ouvriers était peu réceptive aux discours patriotiques véhiculés par les partis antifascistes.

À partir de juin 1944, le PCInt s'orienta pourtant vers un travail d'agitation au sein des organisations de partisans non liées aux partis de gauche, particulièrement au Piémont, où des contacts suivis furent pris.

Tout en confirmant son refus d'y participer, le PCInt y diffusa ses écrits. Les militants partant à bicyclette dans les sanctuaires montagneux, essayaient de convaincre les partisans les plus radicaux de descendre de la montagne pour rejoindre le front de classe dans les usines[179]. Parfois avec succès, dans le cas de Bruno Maffi ou Mario Acquaviva qui surent en convaincre quelques-uns. Mais cette politique propagandiste devait amener *Prometeo* à manifester quelque indulgence sur la guerre de partisans, en menant des discussions suivies sur le terrain. L'un des représentants du PCInt (Bruno Maffi ou Mario Acquaviva ?) décrit ces partisans comme des «*hommes et garçons à l'expression énergique et volontaire, authentiques fils du peuple qui fixent avec hardiesse le visage de leur interlocuteur… Ils m'acceptent avec avidité et me prient ensuite de leur faire parvenir par écrit une illustration de notre programme, qu'ils auraient plaisir à faire accepter par leurs chefs* […] *Les éléments communistes croient sincèrement à la nécessité de lutter contre le nazi-fascisme et pensent, qu'une fois cet obstacle abattu, ils pourront marcher vers la conquête du pouvoir, en battant le capitalisme*». Comme le souligne le représentant du PCInt, le niveau politique reste néanmoins assez bas : «*Quand ils affirment être communistes, ils sont sincères, mais ils manquent de la moindre expérience politique et sont d'une stupéfiante ingénuité*»[180].

---

177 Tract-manifeste de la 'sinistra comunista d'Italia', juin 1944, in Archives Georg Scheuer, IISG, Amsterdam, cote 216-217.

178 «Dietro la guerra», *Il Comunista libertario* n° 1, déc. 1944. Voir aussi : Gaetano Manfredonia (éd.), *La resistanza sconociuta. Giornali anarchici della resistenza 1943-1945*, Zero in condotta, Milan, 2005.

179 «Dal fronte partigiano: un qualunque», *Prometeo* n° 10, 15 août 1944, p. 4. Ce «quidam» est probablement Mario Acquaviva ou Bruno Maffi qui tous deux se rendaient à bicyclette dans les montagnes pour ramener les brebis internationalistes égarées dans la guerre de partisans au bercail de l'usine pour préparer le *dies irae*, celui de la lutte armée contre le patronat et ses hommes de main.

180 *Prometeo*, ibid.



Le PCInt conduisait une agitation de plus en plus intense contre la guerre, dans les usines et dans les groupes d'ouvriers partisans. En juin 1944, il diffusa un «Manifeste aux ouvriers italiens» qui les incitait à la désertion de la guerre «sous toutes ses formes», et appelait à «la défense physique de la classe face à la réaction à la déportation, aux réquisitions, à l'enrôlement forcé». Sa position initiale sur les partisans devenait quelque peu ambiguë, sinon crédule, puisque le Manifeste incitait à la «*transformation des formations de partisans, là où elles sont composées d'éléments prolétariens de saine conscience de classe, en organes d'autodéfense prolétarienne, prêts à intervenir dans la lutte révolutionnaire pour le pouvoir*».

En 1944 et 1945, plusieurs militants, malgré la position officielle du Parti, se lancèrent dans la lutte partisane et l'insurrection «garibaldiste» dirigée par les staliniens et les socialistes. Vincenzo Serena*, ancien membre de la Fraction en exil, fut d'août 1944 à mars 1945 commissaire politique d'une unité de partisans dans le Frioul. Il survécut à cet engagement militaire et devint un important dirigeant local du PCInt après 1945. Ce ne fut pas le cas de l'ouvrier turinois Antonio Graziano* qui tomba au combat le 23 juin 1944.

Consciente du danger d'union «*démocratique-patriotarde*» autour de l'État du capital, à la faveur d'une insurrection «populaire», le comité central du Parti adressa à tous les militants une claire mise en garde, le 13 avril 1945. Il s'agissait d'éviter le piège mortel de l'union nationale antifasciste, dont le but était de détruire dans l'œuf toute tentative prolétarienne de renverser le capitalisme :

> «*…l'action antifasciste reste limitée, sous l'impulsion des forces politiques dominantes, à des objectifs de conservation bourgeoise et de défense patriotique, et, en visant l'élimination physique des représentants officiels de la répression fasciste, elle tend non seulement à maintenir intactes les bases sociales du fascisme (le mode de production capitaliste), mais à détourner les énergies prolétariennes dans le cours de la guerre, de la patrie, de la démocratie, au lieu et place de la révolution. Il est clair que pour nous il n'y a pas de lutte antifasciste séparée de la lutte contre le capitalisme, et que l'on ne pourra jamais parler d'éradication totale du fascisme tant que n'ont pas été éliminés les fondements historiques qui trouvent leur source dans ce mode de domination du capital. Pour la même raison, il est clair, pour nous, que la tâche historique de détruire le fascisme ne concerne que la classe ouvrière pour autant qu'elle agisse sur un terrain révolutionnaire et de classe; cette tâche ne pourra jamais être accomplie par des organismes, comme le C.L.N., qui gravitent dans l'orbite de la politique bourgeoise. D'autre part, nous commettrions le péché d'abstraction si nous ne reconnaissions pas que, lors des événements insurrectionnels auxquels nous allons assister, l'initiative sera et restera aux mains des mêmes forces qui ont dominé la scène du conflit mondial et que, dans l'état actuel des rapports de forces, ce serait un rêve romantique de songer non seulement à modifier, par notre seule intervention, le cours de l'histoire mais à transformer un mouvement démocratique-patriotard en un mouvement de classe révolutionnaire*»[181].

Luigi Danielis*, devenu secrétaire de la Fédération de Turin (la plus importante Fédération du PCInt après celle de Milan) devait remémorer – bien après, lors des débats acerbes du Congrès de Florence de mai 1948 ! –, quelle fut l'attitude des «militants de base» – une dizaine de jours après cette mise en garde –, le 25 avril 1945 :

> «*Je représentais le Parti à Turin, dans les derniers jours de la guerre. La Fédération était numériquement forte, avec des éléments très activistes, des tas de jeunes; de nombreuses réunions; des tracts; le journal; un Bulletin; des contacts avec les usines; des discussions internes qui prenaient toujours un ton extrémiste dans les divergences en général ou la guerre de partisans en particulier; des contacts avec des éléments déserteurs. La position face à la guerre était claire : aucune participation à la guerre, refus de la discipline militaire de la part d'éléments qui se proclamaient nationalistes. On devait donc penser qu'aucun adhérent au parti n'aurait accepté les directives du «Comité de libération nationale» [CLN]. Or, le 25 avril au matin, toute la Fédération de Turin était en armes pour participer au couronnement d'un massacre de six années, et*

[181] «Sulla possibile insurrezione nazionale contro il fascismo», circulare interna del Comitato esecutivo del PCInt, 13 avril 1945 : http://www.istitutoonoratodamen.it/joomla/politicasocieta/357-circolareinterna (23 avril 2015).

quelques camarades de la province, encadrés militairement et disciplinés, entraient à Turin pour participer à la chasse à l'homme. Moi-même, qui aurais dû dissoudre l'organisation, je trouvai un moyen de compromis et fis voter un ordre du jour au terme duquel les camarades s'engageaient à participer individuellement au mouvement. Le Parti n'existait plus, il s'était volatilisé»[182].

Mais ce cas de rupture de la discipline de parti concernait surtout les jeunes militants ou lointains sympathisants : Giuliano Bianchini*, partisan âgé de 19 ans, participa à l'insurrection antifasciste du 25 avril 1945 à Crémone et fut avec Rosolino Ferragni (*Malvicini*)* l'un des fondateurs de la Fédération de Crémone du PCInt. Il était appelé à devenir, avec Bruno Maffi, le chef de l'Office politique (*Ufficio politico*) du PCInt («Programma comunista»).

D'autres militants payèrent de leur vie leur participation à l'insurrection dirigée par le CLN : à Gênes, le jeune Spartaco Ferradini* , membre du PCInt, tomba le 24 avril 1945 lors des combats contre les nazi-fascistes de Gênes.

Malgré ces dévoiements d'une ligne fermement anticapitaliste, et non purement antifasciste, le Parti ne se «volatilisait» pas, comme l'affirmait Danielis, dans le cas de Turin. Le premier mai, une semaine avant la fin de la guerre, un tract imprimé fut partout diffusé, un clair appel à «la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir», une révolution qui serait une révolution des conseils ouvriers :

« *Ouvriers !*

«… *Votre lutte continue, elle continue contre la société capitaliste dont ce régime (le fascisme) était issu et qui a survécu à sa mort. C'est seulement votre révolution qui pourra occire pour toujours le monstre bicéphale de la réaction et de la guerre !*

«*Ouvriers !*

«*Unissez-vous dans vos organismes de classe, rassemblez-vous à l'intérieur de ceux qui seront, en dehors et contre l'État bourgeois, les conseils ouvriers, préparez-vous en leur sein à la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir !* »[183]

Ce tract marquait une rupture significative avec l'affirmation péremptoire de Bordiga en septembre 1919, selon laquelle seul le parti communiste incarnerait la révolution prolétarienne, les conseils ouvriers (confondus ici avec les conseils d'entreprise) étant tolérables s'ils étaient créés dans les «sections locales du parti communiste»![184] Cette insistance sur les conseils ouvriers était partagée par tout le PCInt. La question du clivage parti/conseils ouvriers devait ressurgir lors de la scission de 1952, Bordiga et Maffi représentant une pure tendance léniniste, faisant des conseils ouvriers un instrument docile du Parti (voir *infra*).

L'organisation, au nord de l'Italie, put sortir le 27 juin 1945, à Rome, le premier numéro du journal du PCInt, *Battaglia comunista.* Le choix de ce titre avait été suggéré par le Comité exécutif comme seule alternative à celui de *L'Internazionalista*. Néanmoins, l'organisation n'avait pas encore intégré les groupes internationalistes qui avaient surgi dans le Mezzogiorno depuis 1944.

INTERNATIONALISTES DU MEZZOGIORNO : FORMATION DE FRACTIONS OU UNIFICATION DANS LE PCINT ? LES HÉSITATIONS DE BORDIGA

Dans une Italie divisée en deux par les fronts militaires, les groupes internationalistes qui avaient surgi se confrontèrent à une situation doublement difficile : la résurrection du parti communiste, avec le débarquement de Togliatti à Naples (27 mars 1944), qui offre ses loyaux services aux Alliés ainsi qu'au deuxième gouvernement du maréchal Badoglio (auquel il participe), formé à

---

182 *Resoconto del Primo congresso del PCInt*, Florence, 6-9 mai 1948, intervention de Luigi Danielis (*Gigi*), p. 20-22.

183 Cité par Sandro Saggioro, *Né con Truman Né con Stalin*, op. cit., p. 50-51.

184 Bordiga, «Formiamo i Soviet», *Il Soviet*, 21 sept. 1919, in *bordiga-gramsci, dibattito sui consigli di fabbrica*, Savelli, Rome, 1973, p. 41.

Salerne le 22 avril 1944. Le jour même de ce «débarquement» à Naples, Togliatti demanda aux dirigeants locaux ce que faisait Bordiga. Comme on lui répondit : «*rien !*», *Ercoli* resta incrédule : «*Ce n'est pas possible, cherchez à comprendre*». Apprenant bientôt qu'il avait des partisans dans la scission de Montesanto, opérée en septembre 1943, et qu'il agissait manifestement en coulisses, Togliatti fut très catégorique sur le sort ultime de Bordiga : «*Avec lui, nous avons un compte en suspens, nous devons le clore*»[185]. Fort heureusement pour Bordiga, il avait quitté Naples pour Formia depuis janvier 1943.

Togliatti pouvait être inquiet. Des noyaux internationalistes, se réclamant formellement du PCI, avaient déjà surgi bien avant son retour en Italie : Danilo Mannucci*, avec Ippolito Ceriello*, avaient refondé le «Parti» à Salerne, dont la section publia son premier (et unique) numéro le 16 décembre 1943 avec le titre de : *Il Soviet*, référence transparente au titre emblématique choisi par Bordiga en 1919-21.

Diffusé sans l'autorisation des forces d'occupation alliées, et malgré un stupéfiant appel «*à nos Alliés*» (*sic*), *Il Soviet* fut interdit. Mannucci et Ceriello furent condamnés à un mois de prison avec sursis ainsi qu'à une forte amende. Alors qu'ils protestaient contre un tel déni de justice, les juges militaires anglo-saxons rétorquèrent cyniquement : «*Vous êtes des vaincus*».

Avec la proclamation de ce *vae victis* à l'intention des masses prolétariennes italiennes, avec la chasse aux internationalistes menée par le parti de Togliatti, membre de la coalition bourgeoise de Salerne, tous les noyaux d'opposition révolutionnaire durent manifester une grande prudence.

Bordiga, qui jouissait toujours d'un grand prestige, reprit progressivement son activité politique, d'autant plus que son nom était dans la bouche de tous les opposants. Beaucoup de militants du P.C.I s'en détachaient par pans entiers. La raison en était la politique du dirigeant du parti communiste à Naples Eugenio Reale[186]. Il avait proclamé le 3 octobre 1943, dans une interview au *New York Herald Tribune*, qu'il fallait créer un gouvernement d'unité nationale avec le Roi et le maréchal Badoglio. Togliatti, depuis Moscou, donna son aval à la proposition de Reale. C'est pourquoi s'était produite d'octobre au 11 décembre 1943 une importante scission du P.C.I. à Naples – dite scission de Montesanto.

Malgré la résorption de la scission de Montesanto, conduite par Eugenio Mancini[187] et l'ex-militant de la Fraction bordiguiste en exil Enrico Russo[188], dans tout le sud de l'Italie surgissaient des groupes se réclamant de Bordiga : en Calabre, dans les Pouilles, en Campanie et dans le Latium. Des sections entières du P.C.I., manifestant ainsi leur rejet de Togliatti et de Staline, étaient au bord de la scission.

Précisément, en avril 1944, s'était constituée à Rome la *Frazione della Sinistra dei Comunisti e Socialisti italiani* qui publiait *Il Proletario* à Naples, *La sinistra proletaria* à Rome, et d'autres journaux comme *Avanguardia* et *La Frazione di Sinistra salernitana* (à Salerne), autour de Ceriello* et Mannucci*. Autour d'Enrico Russo (Candiani)*, qui avait milité dans la Fraction italienne à l'extérieur

---

[185] Salvatore Cacciapuoti, *Storia di un operaio napoletano*, Editori Riuniti, Rome, p. 130. Cité par Arturo Peregalli, in Luigi Cortesi (dir.), op. cit., p. 274.

[186] Eugenio Reale (1905-1986), chirurgien, devient le représentant du PCI à Naples après le départ en exil de Giorgio Amendola. Condamné en 1932 à dix ans de prison, il est amnistié en 1937. Il part en France où il devient rédacteur de *La Voce degli Italiani*. Interné au camp du Vernet, pendant la guerre, il est extradé en Italie en avril 1943. Après la chute de Mussolini, il reprend ses activités et accueille Togliatti à Naples en avril 1944. Plusieurs fois sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères de 1945 à 1947, il fut aussi ambassadeur en Pologne en septembre 1945. Sénateur communiste jusqu'en 1953, il quittera son parti à l'occasion de l'insurrection de Budapest en novembre 1956. Il se rapproche alors des partis socialistes.

[187] Eugenio Mancini (1881-1971), né à Cosenza, était le frère du député socialiste Pietro Mancini. Il fut secrétaire régional de la fraction des terzini en 1923. Arrêté en 1928, il fut plusieurs fois envoyé en relégation. Il ne respecta pas les directives du "parti" en faisant plusieurs demandes de grâce. Élément clef de la scission de Montesanto d'octobre 1943, il rentra dans le rang. Après 1945, il ne joua plus guère de rôle de premier rang.

[188] Cf. Adriano Guerra, *Comunismi e comunisti. Dalle «svolte» di Togliatti e Stalin del 1944 al crollo del comunismo democratico*, Edizioni Dedalo, 2005.

(*Bilan* et *Prometeo*), s'était constituée à Naples une CGL 'rouge' (Confederazione Generale del Lavoro), non inféodée au P.C.I. Russo, qui était le secrétaire de la CGL «rouge», apparaissait comme le drapeau syndical de la 'Sinistra'.

Comme il fallait s'y attendre, les autorités d'occupation anglo-saxonnes, qui exerçaient la censure militaire sur chaque organe de presse, interdirent la circulation des journaux internationalistes, en particulier *La sinistra proletaria* et *Il Proletario* qui durent circuler clandestinement.

Comme il fallait s'y attendre, en mai 1944, le dirigeant stalinien Eugenio Reale dénonça au contre-espionnage britannique comme responsables d'un «journal fasciste» opérant entre Naples et Rome les dissidents d'extrême gauche : Enrico Russo*, Antonio Cecchi*, Libero Villone* et Luigi Balzano*. Le journal fasciste était *Il proletario*, l'organe de la «Fraction de gauche des communistes et des socialistes italiens» publié dès le 26 juillet 1943, où la confusion était parfois grande. Peu de temps auparavant (1940), Antonio Cecchi et Libero Villone avaient formé le groupe «Spartaco» qui estimait que la Russie était «socialiste», ce qui les avait amenés en 1942 à diffuser à 5.000 exemplaires un discours de Staline…

D'autres groupes étaient apparus dans les Pouilles autour de Romeo Mangano*. Ce dernier, qui avait fait partie du Comité d'entente en 1925, s'était d'abord rallié au noyau italien de la IVe Internationale représentée par Nicola Di Bartolomeo* (*Fosco*). Après la mort subite de ce dernier, il avait orienté son groupe vers des positions bordiguisantes antiparlementaires. Or il s'avéra que Mangano (*Violino*) avait bel et bien collaboré avec l'OVRA jusqu'en 1943, date à laquelle il s'était engagé dans le mouvement partisan. Malgré les méfiances qu'il suscitait, il put maintenir son groupe [dénommé Parti ouvrier communiste (POC)] jusqu'à 1949 environ, ayant même son propre journal, *L'Internazionale*, où furent publiés des articles de Grandizo Munis* et de Natalia Trotsky. Mais Mangano se heurta à la méfiance de Bordiga. Ce dernier se garda d'avoir le moindre contact avec lui, comme il l'avait déjà fait tant avec les agents des Américains[189] qu'avec les socialistes du PSIUP[190].

Installé à Rome depuis l'été 1944, dans l'appartement de sa belle-sœur, via Santa Croce di Gerusalemme, Bordiga était l'objet d'un incessant pèlerinage. Il voulait agir mais sans entendre parler d'une activité de parti, même si Bruno Maffi, dirigeant du PCInt, avait franchi clandestinement la ligne de front militaire pour venir l'en convaincre. À certains membres du P.C.I. qui lui demandaient que faire, s'il fallait quitter «le parti» ou repartir sur de nouvelles bases, il répondait de patienter et de rester dans «le parti». Caractéristique est cet appel, publié dans *Il Proletario* (influencé par Bordiga), en direction des militants communistes et socialistes :

> «*Cet appel ne vous est pas adressé pour vous amener à quitter ces partis. Restez même dans leurs rangs, afin qu'un travail de clarification effectué par vous puisse efficacement se dérouler dans les rangs des militants qui s'illusionnent encore sur la possibilité de redressement de ces partis*»[191].

Il s'agissait en fait, par tout un travail d'entrisme ouvert, de gagner les socialistes (de gauche) du PSIUP et les communistes sincères pour transformer la Fraction en Parti, un nouveau parti révolutionnaire que Bordiga appelait donc de tous ses vœux :

> «*Nous ne croyons pas que le PSIUP puisse jamais devenir un parti révolutionnaire… Les militants de notre Fraction qui travaillent à l'intérieur du PSIUP, quand les conditions objectives le requerront, en*

[189] Giovanni Buscemi (1902-1991), dit *Vanni Montana*, avait adhéré dès sa prime jeunesse au PSI, puis au P.C. d'Italie. Arrêté en 1923, il était devenu un 'honorable correspondant' de l'OVRA. Émigré aux USA, sous le pseudonyme de Vanni B. Montana, il était devenu un important dirigeant de la CIO, ainsi qu'un collaborateur des services secrets (OSS), pour lesquels il opéra en Italie en 1944-45 [Angela Torelli, «La doppia vita di un antifascista italo-americano. Vanni Montana da informatore della polizia italiana ad agente dell'OSS», *Nuova storia contemporanea*, n° 1, 2004, p. 81-94].

[190] Roberto Gremmo, «Bordiga a Roma nel 1944 rifiutò i soldi degli agenti segreti americani e respinsé le proposte politiche dei Socialisti», *Storia ribelle* n° 3, automne 1996, p. 281-292.

[191] «Appello ai militanti comunisti e socialisti», *Il Proletario* n° 1, 28 mai 1944 [Cité par Saggioro, *Né con Truman né con Stalin*…, op. cit., p. 67].

sortiront pour adhérer au nouveau parti, qui, libre de toute forme d'opportunisme, conduira le prolétariat italien à la révolution prolétarienne et à la destruction de l'ordre capitaliste»[192].

« … *Le travail à l'intérieur du parti [communiste] est également nécessaire : les prolétaires qui, pour la première fois sont amenés à la vie politique, surtout après 20 années de fascisme, ne sont pas en mesure d'évaluer les différences existantes entre parti et fraction… Si la fraction ne travaillait pas à l'intérieur du parti [communiste], ces éléments seraient livrés à eux-mêmes et deviendraient la proie facile de l'abêtissement et de la corruption vers lesquels ce parti les dirige. Au contraire, en y menant un travail interne, la fraction peut et doit dégrossir ces éléments, clarifier leurs idées, les conduire sagement à ces positions d'intransigeance révolutionnaire de classe, les positions mêmes de la fraction*»[193].

Si ce travail d'entrisme de la Fraction se révélait impossible, il s'agirait alors «*de se transformer en parti autonome dès que le redressement des partis existants se révèlera totalement impossible*»[194].

Sur la question de la guerre, Bordiga et la 'Frazione' furent sans ambiguïté. Ils mettaient en avant la nécessité de 'l'internationalisme prolétarien' et préconisaient la *«transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire»*. Ils attaquaient aussi 'l'antifascisme' du P.C.I, paravent de tous ceux qui *«travaillent pour l'internationalisation des méthodes nazi-fascistes»*[195]. Vis-à-vis des Comités de libération nationale (CLN) de Togliatti, la Frazione se prononçait pour une non-participation aux groupes de partisans : *«Ceux-ci représentent un compromis avec les forces bourgeoises et donc un affaiblissement de la vitalité classiste du prolétariat»*. Néanmoins, Bordiga notait que certains mouvements de partisans étaient 'authentiques', exprimant *«la tentative d'une revanche de classe, d'une manifestation autonome de forces révolutionnaires... »*[196].

Mais vis-à-vis de l'antifascisme de la seconde heure, tout autre que celui des 'partisans authentiques', la position de Bordiga fut celle du mépris pour l'ensemble de la *«classe dominante italienne»*, un mépris autant politique que moral. L'antifascisme était le «*plus misérable et pernicieux produit du fascisme*», produit de la couardise et de l'art de la falsification : «*De même qu'on a pu dire que l'antifascisme est le plus misérable, le plus pernicieux produit du fascisme – cet antifascisme que nous connaissons aujourd'hui –, de même on peut dire que la chute même du fascisme le 25 juillet 1943 a couvert de honte le fascisme lui-même – malgré ses millions de mousquets, pas une seule balle ne fut tirée pour la défense du Duce –, tandis que le mouvement antifasciste (dans ses différentes nuances) – lui qui n'avait rien tenté dix minutes auparavant – ne trouva rien de mieux que de commettre effrontément cette falsification historique : avoir eu l'entier mérite de cette chute*»[197].

C'est vis-à-vis de la Russie, que Bordiga et ses partisans de la Frazione restaient dans l'indécision. Celle-ci ne se prononçait pas contre l'URSS mais contre la politique de *«l'actuelle classe dirigeante russe, parce que nocive aux développements de la révolution prolétarienne»*. Néanmoins, la *Déclaration programmatique* la définissait comme partie intégrante de la nouvelle organisation capitaliste. Selon elle, la Russie était composée de trois classes : la classe des privilégiés et exploiteurs, alliée à celle des paysans riches et moyens, et la classe des exploités et des opprimés *«constituée encore une fois du prolétariat industriel et agricole»*. Face au stalinisme, Bordiga prêchait ni plus ni moins que la fondation d'une nouvelle Internationale communiste.

Quelques mois plus tard, en septembre 1944, la Frazione constatait qu'«*une absolue identité de vues entre la Fraction de gauche et le Parti communiste internationaliste, qui lutte au nord de l'Italie, (lui) avait été reconfirmée ces jours-ci*». Aussi, les militants de la Fraction «*dans le désir d'être au plus vite réunis avec (leurs)*

192 «Il partito socialista italiano e la rivoluzione marxista», *Il Proletario*, 30 juillet 1944 [ibid., p. 68].
193 «La Frazione di sinistra ed il partito comunista», *Il Proletario*, 15 sept. 1944 [ibid., p. 68].
194 «Il 'pericolo' della sinistra», *Il Proletario*, Rome, 15 juillet 1944.
195 *La Sinistra proletaria*, 1er avril 1945.
196 «Dichiarazione programmatica», *Il Proletario*, 28 mai 1944. Une déclaration probablement écrite par Bordiga.
197 *Alfa* (Bordiga), «La classe dominante italiana ed il suo Stato nazionale», *Prometeo* n° 2, août 1946, p. 71.

camarades du Nord attestaient aux militants du PCInt (leur) absolue fidélité dans les principes de base d'une lutte commune»[198].

À l'été 1944, se déroulèrent plusieurs réunions entre Bordiga et les dirigeants du P.C. Internationaliste, dont Bruno Maffi. Ceux-ci tentèrent vainement de balayer la résistance de Bordiga, qui ne souhaitait pas adhérer à un nouveau parti dont il jugeait l'existence «prématurée».

En janvier 1945, pour la Conférence de Naples de la Frazione (6-7 janvier 1945), Bordiga – avec Libero Villone* et Matteo Renato Pistone*, dirigeants de la 'Sinistra' – avait présenté une série de thèses : *«Pour la constitution du vrai Parti communiste»*. Ces thèses se référaient à la critique faite par la Gauche italienne du 'Front unique' en Allemagne (1923), à la critique des Fronts populaires français et espagnol et à la 'Résistance' en Europe. Admettant l'impossibilité de 'redresser' les partis socialiste et communiste, il estimait néanmoins toujours aussi nécessaire de *«développer à l'intérieur un travail continuel de clarification idéologique, moyen par lequel les éléments non encore corrompus par la dégénérescence centriste pourront retrouver leur juste voie»*. La fin de la guerre, cependant, avec l'ouverture probable d'une situation révolutionnaire *«préparait les conditions favorables pour la transformation de la Fraction en parti»*[199].

La conférence de Naples de janvier 1945 sur laquelle Bordiga avait nourri tant d'espoir avait fait faillite. Le représentant du Mouvement communiste d'Italie soutenait que la «*direction de Togliatti ne devait être combattue que pour autant elle ne reflétait pas les orientations du communisme international et de Staline en particulier* ». Cette position fut combattue par Libero Villone, le rapporteur de la Frazione. Mais ce dernier devait la quitter très vite pour les trotskystes du POC – puis ceux du groupe de Livio Maitan – tandis qu'Enrico Russo et Matteo Renato Pistone adhéraient au parti socialiste. Ils entraînèrent avec eux la majorité de la *Frazione*. La minorité bordiguiste, conduite par Ludovico Tarsia*, Natino La Camera* et Francesco Maruca* demandèrent en vain à Bordiga de se mettre à la tête du mouvement[200].

Le 29 juillet 1945 se tint à Naples, dans le cabinet médical du chirurgien Ludovico Tarsia*, une réunion au sommet entre le Nord et le Sud du Parti. Les décisions furent chirurgicales : la 'Frazione' du sud devait disparaître, et ses militants, dont Bordiga, adhéreraient individuellement au P.C. Int. Bordiga lui-même fut chargé d'écrire la Plate-forme du P.C. internationaliste qui vit le jour à la fin de l'année 1945. Anonyme, cette plate-forme portait bien la stylistique provocatrice de Bordiga, qui n'hésitait pas à parler de «*totalitarisme de parti*», un parti détenant la «*boussole politique indiquant le Nord révolutionnaire*», seul capable face aux charlatans de la démocratie post-fasciste d'opérer une «*radicale chirurgie de la révolution*»[201].

Bordiga, néanmoins, tout en donnant régulièrement des contributions écrites sous les pseudonymes d'*Alfa* et *Orso,* ne mit jamais les pieds dans les réunions et conférences de l'organisation, malgré les télégrammes répétés envoyés par l'Exécutif du Parti. Il ne devint 'militant' – on pourrait dire «extraordinaire» – du 'Parti', un parti jugé 'formel' (cf. *infra*) que lorsqu'il en eut pris le contrôle, à la faveur de la scission de 1952, avec l'aide de Bruno Maffi.

Désormais l'orientation politique du PC Internationaliste allait dépendre de plus en plus de l'apport théorique et politique de Bordiga.

---

198 «La Frazione di sinistra ed il partito comunista», ibid.

199 Frazione di sinistra dei comunisti e socialisti italiani, *Per la costituzione del vero Partito Comunista*, s.l.n.d. (Rome, déc. 1944).

200 Sandro Saggioro, *Né con Stalin né con Truman*, op. cit., p. 79-87.

201 En français, voir : *Plate-forme du parti communiste internationaliste d'Italie*, Gauche communiste internationale, 1946. Reprint de la version italienne de décembre 1945, in Sandro Saggioro, *Né con Truman Né con Stalin*, op. cit., p. 258-271

L'APOGÉE DU PCINT : 1945-1947

- **Mai 1945 : le difficile passage de l'illégalité à la légalité**

Avant même que le PCInt puisse sortir de la clandestinité, pour déployer une activité publique «légale», il recrutait ouvertement et largement, au-delà des rangs des ouvriers radicalisés par la guerre, dans les zones déjà contrôlées par les Alliés dans le Centre italien. Cette activité ne passa pas inaperçue des forces de gendarmerie, qui étaient sous administration alliée. Celles-ci, en Toscane, notaient avec inquiétude, en mars 1945, ce Manifeste du Parti diffusé à Portoferraio (île d'Elbe). Ce Manifeste avait un ton stupéfiant, étranger à toute langue de bois : accusant avec rage le PCI de refuser l'épuration des fascistes, opposant au bulletin de vote pour une énième démocratie parasitaire, il affirmait que le pouvoir se conquerrait sur les barricades, entraînant tant les prolétaires que le «*peuple entier de la Terre*» dans une «*révolution juste et concrète*» :

> «*Citoyens prolétaires, les inscriptions au Parti communiste internationaliste sont ouvertes et tous les citoyens qui désirent adhérer de ce mouvement peuvent en faire la demande auprès du Comité directeur.*
>
> «*Citoyens ! Pourquoi a surgi le Parti communiste internationaliste ?*
>
> «*La raison tient dans le changement politique du PCI qui, après 20 années de luttes et de sacrifices, trahit et renie les vrais postulats du communisme approuvés par le Congrès de Livourne, toutes les 21 conditions de Moscou. Il trahit et renie la révolution de 1917, celle de Lénine, qui s'affirma historiquement au prix du sang, des sacrifices, de la vie de tant de nos meilleurs camarades.*
>
> « *Citoyens ! Le PCI n'a jamais pensé à réclamer et à imposer une radicale épuration de la bête fasciste qui pendant quatre lustres s'est assoiffée de sang et de pouvoir : au contraire, aujourd'hui, le PCI se drape de patriotisme et attend de monter demain les marches du pouvoir. Ils rêvent d'une démocratie parasitaire, de ces démocraties qui jamais n'ont voulu comprendre les douleurs de ce peuple martyrisé par 20 années de domination fasciste, au terme de cinq années de guerre inexpiable, ce peuple avili et saigné à blanc, affamé, ils pensent le rouler et le maintenir toujours enchaîné !*
>
> « *Ces Messieurs savent bien que le Parti communiste internationaliste non seulement défendra le prolétariat italien mais le peuple entier de la Terre.*
>
> « *À nous peu nous importent les urnes, nous conquerrons le pouvoir par les barricades et mènerons une révolution juste et concrète en renversant si nécessaire tous les obstacles qui viendraient nous barrer la route.*
>
> « *Ça suffit, les masques tombent ! Le moment est venu, c'est le nôtre. À bas la lèpre honteuse qui nous recouvre le visage : abaissons les voiles derrière lesquelles on a voulu dissimuler la vraie signification de la catastrophe mondiale.*
>
> « *À bas les parasites et les flibustiers qui vivent paisiblement en marge de la production de toute la masse travailleuse.*
>
> «*Vive l'internationalisme*»[202].

Le PCInt devait se heurter – il s'y était préparé dans la clandestinité – à un tir de barrage tant du parti stalinien que des «socialistes de gauche» et des libéraux. Le PCI participait maintenant au pouvoir dans l'Italie de la Libération. Sa présence dans les gouvernements successifs dominés par la démocratie chrétienne fut massive jusqu'à mai 1947[203].

---

[202] Manifeste transcrit par les carabiniers de Portoferraio, in *Storia ribelle 18*, automne 2005, p. 1729-30. La section, créée en mars 1944 grâce au déplacement de Mario Acquaviva dans la région, était dirigée par un mineur : Virgilio Berretti*, qui échappa miraculeusement en décembre 1944 à un peloton d'exécution fasciste. C'est probablement Berretti qui rédigea le Manifeste.

[203] Par exemple, dans le gouvernement Ferruccio Parri formé le 21 juin 1945, on trouve huit ministres et sous-secrétaires d'État : Palmiro Togliatti, garde des sceaux, Fausto Gullo, ministre de l'agriculture, Mauro Scoccimarro, ministre des finances, Giorgio Amendola, sous-secrétaire à la présidence du conseil, Eugenio Reale et Celeste Negarville, sous-secrétaires aux Affaires étrangères, Pompeo Colajanni, sous-secrétaire à la guerre, Antonio Priolo, sous-secrétaire aux transports.

Dès le lendemain de la Libération, Onorato Damen s'était rendu dans le bureau du nouveau préfet de Milan, Riccardo Lombardi[204], du Parti d'Action, pour demander officiellement un local. Lombardi l'en dissuada fortement : «*car personne n'aurait pu le préserver des inévitables représailles des escouades punitives de Togliatti. Face à l'insistance de Damen qui soutenait que les internationalistes auraient défendu leur siège avec les mêmes méthodes et les mêmes armes adoptées par les staliniens, Lombardi rappela à l'ancien député communiste la demande qu'avaient faite les représentants du PCI au siège du CLN : avoir les mains libres* pour liquider *Onorato Damen et ses partisans, demande que les partis adhérant au CLN ne se sentirent pas prêts d'accepter*»[205].

En effet, tous les partis du CLN entraient dans l'ère d'une légalité qui serait républicaine après l'abolition de la monarchie. La loi devait émaner d'une Assemblée provisoire, qui remplacerait provisoirement le Parlement depuis le 25 septembre 1945, en attendant les élections de mai 1946. Une Consultation nationale était mise en place, où les 60 députés antifascistes destitués par le fascisme en novembre 1926 auraient leur siège.

Or l'ex-député communiste Onorato Damen, comme les autres députés destitués par Mussolini, avait le droit légal de faire partie de la Consultation nationale. Togliatti, en novembre 1945, en conseil des ministres affirma que le PCInt était privé de ce «droit». Il obtint l'appui unanime des ministres de la droite à la gauche. Le ministre socialiste Giuseppe Romita (1887-1958) – futur ministre de l'Intérieur ! – sifflait vénimeusement que «*Damen est un homme qui a désarmé nos patriotes et ne peut être admis à la Consultation*». Le libéral ministre Brosio (1897-1980) – futur secrétaire de l'OTAN de 1964 à 1971 –, qui avait soumis au Conseil le cas Damen, le définissait comme un «archéo-marxiste», «*désintéressé et courageux*» mais ajoutait effrontément qu'il «*collabora avec le fascisme républicain*» ! La palme de l'hypocrisie revint à l'ex-chef giellliste Emilio Lussu : devenu l'un des chefs du Parti d'action (PdA), puis ministre, il affirma que «du point de vue juridique, Damen aurait le droit de faire partie de la Consultation… mais *il se trouve condamné sur le plan politique* et ne peut donc être nommé»[206].

Faute de pouvoir assassiner en toute légalité les internationalistes, comme ils l'auraient fait à vaste échelle dans une Italie russifiée et soviétisée, le parti de Togliatti, ministre de la justice et des grâces, ne dédaigna pas l'arme de la propagande contre un parti qui semblait avoir l'oreille attentive des ouvriers dans les usines du Nord. Le PCI se devait aussi de réagir à une brochure des internationalistes du PCInt publiée clandestinement en mars 1945, mais qui avait un large écho.

Se proclamant l'héritier du Parti de Livourne, du IIe congrès du Komintern, de la lutte de la Fraction à l'extérieur après 1927, le PCInt «*(était) la gauche italienne dans sa continuité idéologique et organisative*». Le PCInt n'était pas 'gauchiste' (*sinistro*), car se réclamant du défaitisme révolutionnaire de Lénine. Il n'était pas plus trotskyste, faisant cette importante précision, qu'il vaut la peine de citer intégralement :

> «*L'étiquette de 'trotskystes' que l'on nous colle souvent n'est que polémique et donc fausse : non seulement parce que nous ne sommes liés à aucun nom, à aucune personnalité physique, quelle qu'en soit la grandeur, mais parce qu'à l'égard du 'trotskysme' ce sont de profondes divergences qui nous ont divisés et nous divisent. Ce n'est pas nous qui nierons les mérites historiques de Trotsky dans la mise en œuvre de l'Octobre russe*

---

[204] Riccardo Lombardi (1901-1984), adhérent à Giustizia e Libertà (G.L.) fut l'un des fondateurs du Parti d'Action en 1943. Après le 8 décembre fut «lieutenant-général» des brigades giellistes. Il fut ministre des transports dans le premier gouvernement De Gasperi (déc. 1945-juil. 46). En février 1946, il devint secrétaire du Parti d'Action qu'il fit confluer en octobre 1947 dans le Parti socialiste. Dans les années 70, il fut l'un des partisans les plus fervents de la loi Baslini-Fortuna sur le divorce, en date du 1er juillet 1970, et du référendum du 12 mai 1974 sur l'abrogation de la loi, où le non l'emporta largement. En 1976, il contribua à faire élire Bettino Craxi secrétaire du parti, ce qu'il devait fortement regretter.

[205] Guelfo Zaccaria, *200 comunisti italiani tra le vittime dello stalinismo*, op. cit., p. 113.

[206] Roberto Gremmo, «L'esclusione dell'ex-deputato Damen dalla 'Consulta Nazionale'», *Storia ribelle* n° 17, Biella, printemps 2005, p. 1630-1632. Voir surtout : Dino Erba, «La Repubblica nata dalla Resistenza (molto fumo, poco arrosto)», *A, rivista anarchica*, n° 375, Milan, nov. 2012, p. 59-61.

ainsi que dans les premiers et glorieux combats de l'État ouvrier. Mais nous avons été et sommes les premiers à reconnaître ô combien le 'trotskysme' porte la responsabilité de la faillite de l'État ouvrier et de l'Internationale, ainsi qu'à condamner autant sa conception de la tactique et du compromis qui devait constamment le placer sur le même terrain que le centrisme international, que sa conception de la 'défense de la patrie', fût-elle prolétarienne, qui pour nous constitue un fossé idéologique et organisatif entre lui et l'internationalisme ouvrier.

«*C'est pourquoi, alors que nous nous sommes maintes fois trouvés au côté de la Gauche russe dans sa lutte contre les manifestations de la dégénérescence de l'Internationale, nous n'avons partagé ni le ton âprement personnel de la polémique trotskyste ni sa tendance constante au bloquisme, et avons tenu pour prématurée et vermoulue – dans ses fondements idéologiques – la fondation de la IV*e *Internationale*».

Dans cette brochure, le PCInt dénonçait la transformation des partis communistes en partis de l'ordre bourgeois, «*tous ceux qui, en pleine guerre mondiale, se sont prononcés pour 'l'unité nationale' et pour la 'défense de la patrie'*» et qui «*aujourd'hui, alors que s'ouvre la crise la plus profonde du régime capitaliste, orientent le prolétariat vers la légalité bourgeoise et le compromis politique, au lieu de la révolution*».

En fait, clairement, le PCInt posait le problème de sa participation ou non au jeu électoral, ce qui l'aurait fait apparaître au grand jour sur les places publiques lors des élections de 1946 :

«*Nous nous prononcerons pour une participation électorale, seulement si la situation des prochains mois ne pose pas en termes de possibilité concrète la question de la révolution, mais nous nous prononcerons pour l'abstention et le sabotage de la Constituante si la situation devait évoluer vers une confrontation directe entre prolétariat et bourgeoisie et si toutes les énergies de la classe ouvrière devaient alors se tendre vers la conquête révolutionnaire du pouvoir*»[207].

C'est cette apparition du PCInt dans l'espace public que le parti de Togliatti ne pouvait tolérer[208]. Le PCI publia et diffusa tout aussi largement – quasiment *sous le même titre et le même format !* – une brochure dirigée contre le parti internationaliste dont la figure emblématique était l'ancien député communiste Onorato Damen, destitué et arrêté en novembre 1926, condamné à 14 années de prison. Il vaut la peine de sortir de l'oubli cette prose :

Définissant les partisans de Damen et Bordiga, comme «*une poignée de marginaux et de provocateurs qui veut briser le front de la classe ouvrière et de la démocratie*», la brochure affirmait – sans dire ni comment ni avec quelles 'complicités' (Gramsci, Terracini, Grieco, etc.) – que «*Bordiga à Livourne avait pu mettre la main sur la direction du Parti communiste*».

Bordiga, de toute façon, était «un petit-bourgeois prétentieux et provincial qui croyait chaque jour découvrir l'Amérique et était incapable d'amener les ouvriers sur le terrain de la lutte et de la mobilisation de masse, sur le terrain de la lutte politique pour la défense de leurs intérêts. *Toute la lutte de Bordiga et de ses partisans contre la direction du Parti communiste guidé par Gramsci et Togliatti s'est portée aussi directement contre Lénine et le léninisme, contre les conceptions de Staline qui a été le victorieux continuateur de l'œuvre de Lénine*, autant dire contre le mouvement ouvrier italien et international»[209].

Le PCI continuait à faire un amalgame volontaire entre 'bordiguisme' et 'trotskysme' pour les besoins de sa propagande :

«*C'est à bon droit que les 'gauchistes italiens' trouvent leur place dans les rangs trotskystes; et c'est pour cela que leur revient à juste titre l'étiquette de trotskystes parce que leur action comme celle de Trotsky et de tous les autres trotskystes s'est effectuée et s'effectue à l'avantage de la bourgeoisie, de la partie la plus réactionnaire de la bourgeoisie, du fascisme. Qu'ils adhèrent à la IV*e *Internazionale ou préfèrent fonder la*

[207] *Che cos'è e che cosa vuole il Partito Comunista Internazionalista*, Milan, mars 1945 [http://international-communist-party.org/Comunism/Comuni41.htm#Opuscolo].
[208] *Che cosa è? Che cosa vuole? il Partito comunista "internazionalista",* Rome, (été?) 1945.
[209] Souligné par nous. Lorsque Gramsci et Togliatti furent portés à la tête du PCI, Lénine était déjà mort.



Ve ou la VIe ou la x-ième Internationale n'a pas grosse importance»[210].

Pour les besoins de la cause, les partisans de Damen et Bordiga pouvaient même être accusés d'anarcho-trotskysme pour avoir provoqué l'insurrection de mai 1937 à Barcelone, dirigée contre les républicains staliniens : «*Ils ont été jusqu'à organiser l'insurrection de Barcelone, non contre les fascistes mais contre la République espagnole...* »

En fait, le PCInt était condamné pour son non-soutien de la guerre des partisans, ou plutôt à l'Union soviétique du «génial Staline» :

> «*Durant la guerre, ces ignobles individus n'ont pas hésité d'avantage à exercer la plus infâme des actions : ils ont dénigré la lutte des partisans, ils ont tenté de porter le découragement dans les rangs des combattants de la liberté, prétendant que les ouvriers n'avaient aucun intérêt à combattre pour battre le fascisme et devaient seulement* attendre…
>
> «*Ils se sont toujours rangés sur le front des ennemis de l'Union soviétique, dénigrant et calomniant le pays du socialisme, le Parti bolchevik, ses dirigeants,* son chef génial qui dans une situation internationale extrêmement difficile et pleine de périls a su guider les travailleurs russes vers la victoire et le renforcement de la nouvelle société socialiste, de la société dans laquelle les ouvriers sont pleinement libres et maîtres de leur destin»[211].

Le seul «argument» du PCI était la présence à la périphérie du mouvement bordiguiste de deux agents provocateurs qui avaient soutenu le Comité d'Entente d'avril 1925 : «*Les bordiguiens prof. Girone* (dans la liste des agents de l'O.V.R.A.) et Mangano*, provocateurs au service du fascisme, sont restés tristement célèbres dans les annales de la lutte antifasciste*». Mais ceux-ci étaient un cas bien isolé, à côté du nombre impressionnant d'agents de l'OVRA opérant à l'intérieur du PCI et de Giustizia et Libertà. Certains, comme Ersilio Ambrogi*, agent double Ovra/Guépéou, purent même réintégrer le «Parti». Une investigation approfondie dans les archives de police devait prouver (tardivement) qu'Ignazio Silone, dirigeant du «Parti», appelé à devenir un célèbre écrivain, avait été un «*fiduciario*» de la police secrète[212].

La conclusion hésitait entre un appel à dresser un cordon sanitaire : «*Ignorez-les, méprisez-les quand ils se présentent à vous, il ne faut pas perdre haleine à discuter avec eux... »,* et une menace de totale mise hors la loi : «*L'unique chose à faire est de les isoler comme des criminels qu'ils sont dans l'espace italien, simplement parce qu'il n'y a pas encore de lois pour les frapper et les mettre là où ils le méritent*».

Tout au long de l'année 1945, le PCInt fut régulièrement sous surveillance des carabiniers qui soutenaient que «de développement organisatif du parti serait efficient et disposerait d'une certaine quantité d'armes». Les carabiniers (royaux jusqu'au référendum sur la République en juin 1946) définissaient la ligne du parti comme une «*théorie trotskyste en nette opposition avec celle de Lénine*»[213]. Le PCInt – *horresco referens* – prêchait «*l'athéisme*», «*l'amour libre*», «*la souveraineté du peuple sans Dieu, sans famille, sans patrie*». Une manière de le rattacher à une forme d'anarchisme radical et

---

[210] Cette assimilation du bordiguisme au trotskysme fut une constante du stalinisme italien. On pouvait lire encore en pleine guerre froide : «*Le bordiguisme devient un instrument de désagrégation du mouvement ouvrier dans les mains de la bourgeoisie réactionnaire, aux mains du fascisme il se lia étroitement aux trotskystes, lesquels étaient devenus à leur tour un courant contre-révolutionnaire au service de l'impérialisme étranger et se proposaient d'anéantir et de détruire l'État soviétique. À cette époque comme par la suite, bordiguisme et trotskysme se sont unis en un front unique d'agents de la bourgeoisie et du fascisme, de traîtres et d'espions*» [Giuseppe Berti, «La natura controrivoluzionaria del bordighismo», in Paolo Robotti et Giovanni Germanetto, *Trent'anni di lotte dei comunisti italiani*, 1921-1951, Edizioni di cultura sociale, Rome, 1952, p. 60-63].

[211] Souligné par nous.

[212] Franzinelli Mimmo, *I tentacoli dell'OVRA. Agenti, collaboratori e vittime della polizia politica fascista*, Bollati Boringhieri, Turin, 2000.

[213] Une note de la questure de Milan, concernant Damen, en date du 19 mai 1949, le définit comme «*un tenace défenseur des doctrines trotskystes*» [ACS CPC busta 1599 (Onorato Damen), n° 29844]. Faut-il en déduire que les rapports de police sur le PCInt étaient rédigés par des agents du PCI ?

«terroriste»[214]. Aussi, dès le début de 1946, la police assurait que le PCInt «*de tous les partis existants… est le plus dangereux*». Selon elle, il s'agissait d'une «*organisation terroriste*», qui préconisait «*la liquidation des aristocrates, des capitalistes, des prêtres et des hauts responsables de l'armée*»[215].

- **L'affaire du massacre de Schio (8 juillet 1945)**

De façon répétée, le PCInt, malgré la répression et les pertes qu'il avait subies sous la domination nazi-fasciste, dut endurer les coups tordus du parti de Togliatti au pouvoir, qui l'accusa de «pousser les partisans à la violence» gratuite, alors qu'*Il Migliore* (titre officieux de Togliatti) préparait une loi d'amnistie pour les cadres fascistes.

Dans la nuit du 7 au 8 juillet 1945, un groupe d'ex-partisans garibaldiens et d'agents de la police partisane, tous liés au PCI, s'étaient introduits par ruse dans la prison de Schio (Vicence). Ils avaient, au hasard, abattu 54 «fascistes» réels ou supposés, dont 14 femmes (souvent ouvrières), et en avaient blessé 17. L'opération était conduite par un important membre de la section locale du PCI, ancien brigadiste international et commandant d'un bataillon Garibaldi : Igino Piva[216].

Ce massacre, qui eut un grand retentissement sous le nom de massacre de Schio (*eccidio di Schio*), survenait dans un contexte où la population avait enduré de sanglantes représailles de la part des brigades noires de la République de Salò et de l'armée allemande. Le 30 avril, après une attaque de partisans contre une colonne allemande, de féroces représailles s'étaient exercées : à Pedescala et ses environs, 82 civils avaient été sauvagement assassinés par des troupes SS ou de la Wehrmacht (dont un bataillon russo-ukrainien) et des bandes fascistes républicaines, qui toutes battaient en retraite. Les habitants de la région de Schio, choqués aussi par l'annonce que peu de déportés avaient survécu aux lagers nazis, avaient tenté de se faire justice eux-mêmes, et seule l'intervention du commandement allié stoppa cette soif de vengeance[217].

Peu après le massacre de Schio, un journaliste de *l'Unità*, Vita Pandolfi[218], chargé de la rubrique théâtrale, dénonça le PCInt à travers un de ses membres comme étant l'auteur du massacre :

---

[214] Roberto Gremmo, «La schedatura poliziesca del '*Partito Comunista Internazionalista*' dalle fine della clandestinità alla scissione del 1952», *Storia ribelle* n° 18, Biella, automne 2005, p. 1729-1756. Gremmo a exhumé des archives de la police quelques tracts du PCInt.

[215] Gremmo, ibid.

[216] Igino Piva (1902-1981), dit *Romero, Quinto, Ferruccio, Battista*, ouvrier à Lanificio Rossi (fabrique lainière) à Schio, membre du PC en janvier 1921 et combattant des «Arditi rossi» avait émigré en Amérique du Sud en 1923. En 1936, après une rentrée forcée à Schio, il émigra en Yougoslavie, puis se rendit en Espagne pour combattre dans les Brigades internationales. Interné en France, il fut livré aux autorités fascistes et relégué. Après septembre 1943, il assure d'importantes charges militaires dans la résistance, comme commandant d'un bataillon Garibaldi. Une fois découverte sa responsabilité dans la tuerie, il fut recherché puis condamné à mort par contumace par un tribunal allié. Il put s'enfuir en Yougoslavie, où avec d'autres responsables du massacre, il s'engagea dans la «milice populaire» de Tito. Après la rupture de 1948, lui et ses compagnons se réfugièrent à Prague, via la Hongrie. Son engagement stalinien demeuré intact l'amena à poursuivre son activité à Cuba, sous le régime de Castro. Amnistié en 1969 par Giuseppe Saragat, élu président de la République, il retourna en Italie en 1974, pour aussitôt adhérer à la section communiste de Schio. Les 'mémoires' de Piva ont été publiés après sa mort sous le titre : «I. Piva, Memorie di un internazionalista», in *Comunisti! Autobiografie e memorie dei rossi in una regione bianca*, Venetica, 2000, p. 59-71.

[217] On peut encore lire (en juillet 2013) sur un site d'un des restes du Parti communiste italien, s'affichant comme «Linea Rossa. Antifascismo e Resistenza» (Ligne rouge. Antifascisme et Résistance), cette apologie de la tuerie 'antifasciste' : «*Le 'carnage' de Schio ne fut pas un carnage, mais une juste représaille de partisans contre les monstres fascistes qui ont trahi, martyrisé, vendu et tué le peuple italien*» [http://linearossa45.blogspot.fr/2013/07/lo-chiamavano-eccidio-per-noi-fu-giusta.html]

[218] Vito Pandolfi (1917-1974), avait fait ses études à l'Académie d'art dramatique de Rome, ce qui l'obligea à prendre sa carte à la section étudiante du PNF. Il fut arrêté le 13 octobre 1943 pour avoir signé un manifeste antifasciste paru dans *La Nazione* de Florence après la chute de Mussolini. Pendant l'interrogatoire, il se jeta par la fenêtre, ce qui le handicapa pour toujours d'un bras. Il entra alors dans la Résistance. Membre du PCI en 1945, il était chargé de la rubrique théâtre, une rubrique qu'il tint jusqu'en 1947. Devenu célèbre comme directeur de théâtre et théoricien, il a laissé une grande *Histoire du théâtre* en cinq volumes publiée en français dans la collection Marabout Université [Voir aussi : *Dizionario Biografico degli Italiani*, vol. 80, 2014].

«Depuis quelque semaine, nous ont dit nos camarades, des représentants d'un prétendu parti internationaliste sont en train de développer parmi les masses ouvrières et les partisans une active propagande de type trotskyste-bordiguiste. Il semble que le principal propagandiste en soit un certain Salvadori. Salvadori fut membre de notre parti jusqu'en 1929. Arrêté, il eut un comportement de poltron qui lui valut le mépris de nos camarades. Durant ses années de prison, il fut tenu à l'écart par nos camarades. Ayant purgé sa peine, il garda une solide rancœur contre notre parti et en France fit partie des groupes trotskystes. Rentré à Schio, Salvatori s'est introduit dans quelques milieux partisans et a exploité leur état d'esprit pour les pousser à la violence»[219].

Riccardo Salvador* (et non Salvadori !) était en fait un sympathisant du Parti communiste internationaliste de Damen et Maffi. Libéré de prison, Salvador n'avait jamais pu aller en France, à son grand dam, pour rejoindre la Fraction à l'extérieur, comme il l'écrira dans une lettre ouverte au journaliste Pandolfi, mais il noua des rapports suivis avec Onorato Damen.

Retourné à Schio à la fin de la guerre, il avait cherché à organiser les syndicats dans les usines et avait été élu par les commissions internes secrétaire de la Bourse du travail de Schio en mai 1945. Il constituait une notable exception, car les secrétaires de bourse du travail étaient choisis par les partis (Démocratie chrétienne et partis socialiste et communiste).

Accusé d'assassinat, Salvador se rendit chez les carabiniers pour se mettre à leur disposition ; Ceux-ci le renvoyèrent au capitaine britannique Baker, chef de la police alliée à Vicence. Celui-ci, par ses informateurs dans les rangs partisans, savait déjà exactement qui avait exécuté les prisonniers.

Salvador rédigea une lettre ouverte «au communiste Vito Pandolfi» qui fut largement diffusée et placardée sur les murs de Schio[220]. Le maire communiste de Schio le convoqua pour lui exprimer «son dégout» du massacre et surtout de «suspendre l'affichage du manifeste», «*pour ne pas ruiner la réputation du Parti à Schio*»[221].

Quelque temps après, trois des chefs partisans responsables du massacre furent reçus au Ministère de la Justice par le secrétaire particulier de Togliatti Massimo Caprara. Dans un entretien d'à peine 10 minutes, le garde des sceaux chargea la direction du «Parti» d'apporter de l'aide aux partisans, co-auteurs de la tuerie et de les exfiltrer vers la Yougoslavie, puis à Prague après le divorce entre Tito et Staline. Plus tard, ceux-ci, durant une visite officielle de Togliatti et Caprara dans la capitale tchécoslovaque, purent en toute sérénité les rencontrer pour les «remercier de leur aide»[222].

Un tribunal allié condamna à mort le 14 septembre 1945 cinq des participants à la tuerie, ils furent ensuite condamnés à la prison à vie, puis à 10 ou 12 ans d'emprisonnement. La nouvelle des condamnations à mort avait provoqué des grèves retentissantes dans les usines, qui ne furent pas étrangères à l'obtention de la grâce des condamnés.

---

219 «Si fa luce sull'eccidio di Schio», *L'Unità*, 12 juillet 1946. Reprise de l'article, modifié, dans l'édition romaine de L'*Unità*, le 14 juillet : «Provocatori trotzkisti all'opera».

220 «Lettera aperta al comunista Vito Pandolfi», *Battaglia Comunista* n° 4, 28 juillet 1945. Lettre ouverte reproduite dans la brochure «Lo scontro degli internazionalisti con lo stalinismo e le sue vittime», *Quaderni di Battaglia Comunista* n° 7, Milan, 1995.

221 Riccardo Salvador, *Ricordi di un militante*, All'Insegna del Gatto Rosso, Bergame, juillet 2012, p. 85-100.

222 Massimo Caprara, *L'inchiostro verde di Togliatti*, Simonelli, 1996. Caprara (1922-2009) fut secrétaire de Togliatti de 1944 à 1964. Cofondateur du groupe qui publiait le quotidien *Il manifesto,* il fut exclu du PCI en 1969 avec les autres adhérents de ce mouvement. Il embrassa la foi catholique, accusant Togliatti de «manque d'humanité».

DANS LE 'MOUVEMENT' ET À CONTRE-COURANT (1945-1947)

- **La Conférence de Turin (28 déc. 1945 – 1er janvier 1946) et ses conséquences**[223]

C'est dans ces conditions, que se réunit à Turin le 28 décembre 1945 et le premier janvier 1946, la première conférence nationale de l'ensemble du Parti. Au même moment se déroulait à Rome, du 29 décembre 1945 au 6 janvier 1946, le Ve congrès du PCI, parti de masse de 1,8 million d'adhérents dirigé par le «camarade-ministre» Togliatti.

Dans une salle couverte de drapeaux rouges, il revint à Onorato Damen de prononcer l'hommage de Fausto Atti et Mario Acquaviva tombés sous les balles du PCI, qu'il associa au souvenir de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg assassinés sur ordre du social-démocrate allemand Gustav Noske en janvier 1919.

Cette conférence brillait par l'absence de Bordiga qui jusqu'en 1949 ne sera pas membre du parti, tout en lui apportant des contributions majeures dans la revue *Prometeo*. C'est Bordiga qui écrivit la plate-forme du PCInt entre l'hiver 1944 et le printemps 1945 qu'il envoya directement au Comité central. Après quelques corrections, celle-ci devait être acceptée par le congrès. Bordiga, à cette époque et après, n'avait aucun préjugé contre la formation du PCInt, en tant que «*partitino*» («petit parti») : «*Nous ne sommes pas à l'époque ou s'écrivent les* Que Faire ? […] *Alors le parti en Italie ? On ne devait pas le former ! Un moment ! Précisément, ce n'était pas urgent car, en 1943-45, la renaissance de classe était invisible*». Mais puisque le *partitino* était là, il fallait en faire un instrument qui ne soit pas pure théorie, mais aussi praxis : «*Je ne veux pas dire que pendant des décennies le petit parti ne doit rien faire*»[224].

En fait, en 1945, Bordiga estimait que le nouveau parti dans son programme peinait à trouver la véritable «orthodoxie» dans toutes les questions importantes : «*Les textes préparatoires sur les questions syndicale et internationale sont insatisfaisants.* […] *le principal défaut est qu'ils ne suivent pas une ligne orthodoxe mais oscillent entre orthodoxie et quelques nouvelles formulations qu'on peut caractériser – pour éviter le terme brûlant de révisionnisme –d'improvisations peu élaborées et insuffisamment vérifiées. Depuis un siècle, nous n'avons pas besoin d'inventions et de découvertes et ne visons pas à découvrir la bombe atomique sociale. Contre les saturnales du révisionnisme, nous affirmons la nécessité de DEVELOPPER le marxisme dans le sens de la dialectique historique et en utilisant les apports des expériences nouvelles, mais en refusant de le REVISER* »[225].

Pour Bordiga, il s'agissait de revenir à la tradition de Livourne, sans remettre en cause les positions du Deuxième congrès du Komintern. Or, c'est précisément ce qu'avait fait la Fraction italienne autour de *Prometeo* et *Bilan*, en commençant à «réviser» certaines questions : comme le soutien aux luttes de libération nationale et la nature des syndicats à l'époque impérialiste. Il s'agissait donc, dans ce congrès, de marquer si la période de la Fraction italienne devait servir de base politique et théorique pour le PCInt. Trancher cette question le fut finalement en 1952 lorsque Bordiga et Maffi, appuyés par Perrone, proclamèrent l'«invariance du marxisme depuis 1848» (cf. *infra*).

Le rapporteur sur l'organisation Bruno Maffi souligna, au contraire, tout l'apport décisif de la Fraction en France et en Belgique qui a donné une incontestable «tradition historique» au PCInt : «*En 1927* [226]*, se crée à Pantin la Fraction de gauche. Dès lors, c'est celle-ci qui incarne la continuité historique de la Gauche italienne jusqu'à l'éclatement de la 2e guerre mondiale. Le Parti naît vers la fin de 1942 sur la base de cette tradition historique précise*».

Après avoir rappelé le dur travail clandestin du Parti pour «immuniser le prolétariat contre le

---

[223] «Il convegno nazionale del partito ha riaffermato le tesi fondamentali della sinistra italiana», compte-rendu synthétique du congrès, *Battaglia Comunista*, 2e année, n° 2 (double), Rome, 28-30 janvier 1946, p. 1-4.

[224] Lettre de Bordiga à Perrone, 2 avril 1950, Fonds Ottorino et Amadeo Perrone (Groupe d'histoire du communisme, ULB, Bruxelles). Cité par Sandro Saggioro, *Né con Truman né con Stalin*, op. cit., p. 107-108.

[225] Texte de Bordiga, sans mention de destinataire, déc. 1945 (ULB).

[226] Dans son intervention, par erreur, Bruno Maffi donne comme date de fondation : 1927, au lieu de 1928.

poison de la psychologie de guerre, de la solidarité nationale, de la défense de la patrie, de la démocratie», Maffi souligna que la crise du capitalisme ouvrait une perspective «*imposant une intervention dans la lutte pour la canaliser vers des objectifs de classe*». Il souligna tout autant le risque de poursuivre des chimères «révolutionnaires» : «*Nous ne nous sommes pas nourris d'illusions, nous n'avons pas eu l'illusion que pourrait surgir un cours précipité des événements vers la révolution, ni que le chemin serait aisé et rapide vers une solution de classe; nous avons, au contraire, dénoncé comme réactionnaire la situation créée par la fin du conflit. Nous nous sommes au contraire efforcés de renforcer les cadres existants et d'en créer de nouveaux*».

Signe que, malgré tout, le parti «*faisait sentir* [son] *poids dans l'agitation ouvrière*», Bruno Maffi donna un intéressant bilan de son développement : 11 fédérations régionales constituées, 3 en formation en Italie septentrionale et centrale; 47 sections constituées et 25 en formation. Aucun chiffre n'était donné sur les effectifs du Parti qu'on peut situer raisonnablement dans une fourchette de 2.000 à 3.000 militants. De même, le rapport financier final, présenté par Luigi Rognóni*, qui succédait à Mario Acquaviva, assassiné, ne donna aucun détail sur l'état des finances et l'apport des contributions.

Le très important discours d'Onorato Damen sur «la situation générale et les perspectives» était en lui-même une véritable «bombe». Il mettait carrément «des pieds dans le plat» et s'attaquait, de façon voilée, à certaines conceptions de Bordiga et de *Vercesi*.

Il affirma que la question de la guerre était centrale dans la théorie du parti, car la «*phase des guerres coloniales était close*», et « [la période] *des guerres entre les blocs des puissances impérialistes commençait*». Cette affirmation sous-entendait que les positions du Komintern de soutien aux «luttes de libération nationale» (Congrès de Moscou et de Bakou en 1920) étaient obsolètes. Et de fait, jusqu'à la scission de 1951-52, à aucun moment le PCInt ne donna un quelconque appui à ces mouvements nationaux, a fortiori pendant la guerre de Corée.

Citant favorablement le texte ancien – d'esprit «lénino-substitutionniste» ! – de Bordiga «Parti et classe»[227], Damen en critiquait de façon voilée ce qui allait devenir une table de la loi du mouvement «programmiste», le «centralisme organique» ou «antidémocratique». Ce concept tout à fait nouveau, par rapport au «centralisme démocratique» traditionnel, se trouvait défini au point 11 de la Plate-forme du PCInt écrite par Bordiga : «*Les normes d'organisation du Parti… ne reposent pas sur des règles juridiques et réglementaires; elles sont un dépassement du fétichisme des consultations majoritaires*».

Damen, influencé par la lecture de Rosa Luxemburg, mit en garde contre le danger de cette conception, surtout en cas de prise de pouvoir par le prolétariat : «… ***la garantie ne réside pas dans la forme d'organisation, dans le centralisme organique ou dans quelque autre expédient organisatif,*** *mais seulement dans la permanence agissante des forces saines du prolétariat au sein des organismes essentiels de la direction de la dictature.* […] *Au contraire, le centralisme – qu'il soit organique ou au mieux juste organique – aiderait ceux qui l'exercent* [cette dictature de fer] ***à étouffer toute instance de classe et toute poussée révolutionnaire***»[228].

Damen s'attaqua plus particulièrement aux conceptions de *Vercesi*, et en premier lieu au pessimisme et à l'esprit de démobilisation incarné par lui (mais aussi par Bordiga), sans jamais les nommer : «*La défaite du prolétariat russe, le ralentissement, la stagnation qui ont pesé sur la possibilité de réalisations révolutionnaires, tout cela a provoqué* – **même chez les meilleurs**[229] – *un état d'esprit pessimiste qui a débouché sur une* ***inactivité politique et une inertie théorique qui, dans des cas extrêmes, les a portés à une conception négative et délétère de liquidation du Parti***[230]».

---

[227] «*La classe présuppose le parti, car pour exister et se mouvoir dans l'histoire, la classe doit posséder une doctrine critique de l'histoire et un but final à réaliser dans l'histoire. La véritable et unique conception révolutionnaire de l'action de classe réside dans la délégation de cette action à la direction au parti*» [«Partito e classe», *Rassegna Comunista* n° 2, 15 avril 1921].

[228] Souligné par nous.

[229] Souligné par nous.

[230] Idem.



Damen affirma aussi que la lutte idéologique ne suffisait pas qu'un «parti qui se livre à la critique et à la démolition idéologiques de l'adversaire n'accomplit qu'une seule partie des fonctions qui lui sont propres». Le parti devait avoir aussi «*un programme d'action*», un programme qui devrait être élaboré après la Conférence.

Il continua ses attaques indirectes contre *Vercesi*, qui avait transformé, à la fin des années 30, sa conception de l'économie de guerre en une théorie de la « disparition du prolétariat» : «*Il est impropre pour nous de parler d'économie de guerre, à laquelle succéderait une économie de paix*»; même «dans la phase de guerre», «*l'énorme effort productif… atténue mais n'élimine pas la lutte de classe*».

Damen mettait en garde sur les possibilités d'un retour à l'état de paix, avec la reconstruction : «*L'économie qui se reconstruit sera caractérisée par la nécessité de continuer de produire (et intensivement) pour les besoins militaires*». En fait, «*un cours nouveau de l'histoire du capitalisme s'était ouvert qui conduirait l'humanité vers la troisième guerre mondiale. Il s'agit d'ouvrir le cours nouveau de l'histoire de la lutte du prolétariat*».

Damen qui représentait ici la tendance «orthodoxe» du parti, s'en écartait diamétralement lorsqu'il envisageait une participation aux élections, que la Gauche italienne avait toujours rejetée, sauf lorsqu'elle s'était pliée, sous la contrainte, à la discipline de l'Internationale entre 1921 et 1926 : *«Nous restons partisans d'une participation électorale même si nous demeurons irréductiblement antiparlementaires, mais le sens du concret qui anime notre politique nous fera repousser tout* a priori *abstentionniste»*.

Reprenant le fil du discours de Maffi sur la «*continuité historique*», Aldo Lecci (*Tullio*), figure majeure de la Fraction à l'extérieur – et non Ottorino Perrone, mouillé dans l'affaire du Comité antifasciste de Bruxelles – avait été chargé de présenter son œuvre constructive dans la formation idéologique du PCInt. En en retraçant l'histoire, il insista sur le maintien de ses positions intransigeantes pendant la guerre en Espagne : «*Notre Fraction bien qu'isolée est la seule à maintenir une ferme position de classe face à cette première manifestation de l'évolution du capitalisme vers la guerre; en son sein devaient surgir des dissensions relatives à la participation ou non à la guerre d'Espagne.* […] *La crise espagnole a prouvé que la bourgeoisie, à certains moments, affronte les masses non par la réaction, mais par le piège de la* 'guerre révolutionnaire*', et c'est seulement une nette position de défaitisme qui peut préserver le prolétariat des manœuvres bourgeoises. Forte de cette tradition plus que décennale, la Fraction à l'extérieur a affronté la Seconde guerre mondiale pour finalement se rattacher au Parti*»[231].

C'est justement *Vercesi* qui devait présenter un rapport sur le «PCInt et les rapports internationaux» après ce rattachement de la Fraction au Parti. Directement propulsé à la direction du PCInt, il échappa ainsi à une remise de comptes sur son activité dans le Comité antifasciste de Bruxelles. Il avait surtout pris soin partout, en France comme en Italie, d'affirmer en privé qu'il avait changé : sa production théorique ancienne était juste «un apport dans la discussion et rien de plus» et sa participation dans le Comité antifasciste «une bêtise»[232]…

Vercesi, sans le dire ouvertement, pensait que la création du PCInt avait été prématurée et qu'il fallait exclure «*la perspective d'un développement du Parti, tel qu'il se réalisa dans la période préfasciste, c'est-à-dire d'une extension de notre influence dans la situation actuelle*». Il continuait à défendre aussi l'idée que la «crise de l'économie de guerre» amenait aujourd'hui à une «économie de paix». Il avait cependant fait acte implicite de contrition sur son activité antifasciste à Bruxelles : «*Nous ne sommes pas des*

---

[231] Dans une résolution vraisemblablement rédigée par Aldo Lecci et Giovanni Bottaioli, la Conférence de la Fraction, tenue à Marseille en août 1943, avait proclamé que «*le cours de la formation du Parti s'est ouvert en Italie; la transformation de la Fraction en Parti est à l'ordre du jour*» [*Bolletino interno della Frazione italiana* n° 2, février 1944; archives Sandro Saggioro]. *Vercesi* et la Fraction belge s'étaient opposés à cette résolution.

[232] Lettre de Gaston Davoust à Adhemar Hennaut, 26 novembre 1945, à propos d'une discussion avec Perrone en route pour la Conférence de Turin : «*Avant de partir en Italie, Perrone a abandonné toute sa production théorique des dernières années.* 'Il faut considérer cela comme un apport dans la discussion et rien de plus'. *Nous en avons pris bonne note et nous tâcherons d'aller de l'avant*». Voir aussi la lettre de Davoust à Hennaut du 9 juin 1946 : «*Je t'assure que Lastérade et moi rigolions doucement lorsque Perrone vint l'année dernière nous expliquer cette bêtise de participation au fameux Comité. Ce sacré Perrone aura fait bien des écarts. Comme nous le disions avec Lastérade, notre évolution fut plus rectiligne, peut-être plus lente, mais combien plus sûre !* » [Archives Henri Simon].

'antifascistes', mais des prolétaires qui combattons le capitalisme sous toutes ses manifestations sociales». Il ne pensait pas que la nouvelle période soit révolutionnaire, dominée par les illusions de la «démocratie» et de la «liberté» : «*...les conditions d'une affirmation victorieuse de la classe prolétarienne n'existent pas. En conséquence, on ne peut qualifier la période actuelle que de réactionnaire… Le capitalisme qui est sorti de la Seconde guerre impérialiste est l'antithèse absolue de l'idéologie de démocratie et de liberté que le capitalisme a suscitée pour donner vie au mouvement partisan*».

C'est sur la nature des syndicats et une éventuelle participation du PCInt en leur sein que la conférence se divisa le plus. Soutenu par Danielis, le rapporteur sur la question syndicale, Giacomo (*Luciano*) Sefanini souligna l'incohérence du parti : «*D'un côté on reconnaît la dépendance des syndicats vis-à-vis de l'État capitaliste; de l'autre côté on invite les ouvriers à lutter de l'intérieur pour les porter sur une position de classe*». Au contraire, Stefanini affirmait que «*le syndicat actuel ne pourra pas changer sa physionomie d'organe d'État, sinon avec la destruction définitive de cet État lui-même... La prétention d'obtenir des positions dominantes dans les actuels organismes syndicaux dans le but de les transformer doit être définitivement liquidée*». Ce fait, affirmait-il, était le produit de la «décadence du capitalisme».

Le rapport se heurta à l'opposition de la majorité des délégués. Pour Aldo Lecci (*Tullio*), il s'agissait «*...non de détruire le syndicat ni lui substituer d'autres organisations... mais (de) lutter pour démolir la superstructure qui étouffe le syndicat, comme toutes les superstructures de l'État capitaliste*». Telle était d'ailleurs la position de *Vercesi*, qui lut longuement le point 12 de la Plate-forme du Parti communiste internationaliste, rédigée par Bordiga et adoptée, sans opposition, par la conférence. Pour Bordiga et Perrone, «*le mouvement syndical italien doit retourner à ses traditions de plein et strict appui au parti prolétarien de classe, en s'appuyant sur la renaissance de ses organismes locaux, les glorieuses Bourses du travail... qui furent… les acteurs de grandes luttes ouvertement politiques et révolutionnaires*».

Un point capital ne fut pas développé : la question agraire, alors que se développaient de vastes mouvements sociaux dans les campagnes du Mezzogiorno. Alors que le fascisme était tombé et que les troupes anglo-américaines occupaient l'Italie du Sud, les révoltes des communautés paysannes contre le pouvoir central et les grands propriétaires faisaient tache d'huile. Ces communautés s'opposaient à l'État italien de Badoglio à De Gasperi, comme aux Alliés qui le soutenaient. À Calitri (Avellino), en Campanie, le 29 septembre 1943, la population proclama son indépendance, rebaptisant son territoire «République de Battocchio», et occupa les terres en jachère. Le même scénario se reproduisit en Sicile et en Sardaigne, s'accompagnant d'occupations des terres en friche des latifundiaires, aristocrates ou membres de l'Église catholique.

Ce vaste mouvement fut vite maté par les carabiniers soutenus par les troupes alliées. À Calitri, les terres occupées furent rendues à leurs anciens propriétaires. À Oniferi (Nuoro), en Sardaigne, une bataille rangée avec les «forces de l'ordre» dura deux jours, faisant un mort et de nombreux blessés. En Calabre, où les internationalistes autour de Maruca* et La Camera* avaient une forte présence, se forma le 6 mars 1945 une «République rouge de Caulonia» sous le signe de la faucille et du marteau. Les insurgés, soutenus par le PCI (et même par Staline !), furent vite isolés et désarmés. Ils furent sévèrement réprimés. 365 d'entre eux furent jugés en juin 1947 pour «constitution de bandes armées, extorsion, violence contre des particuliers, usurpation de charges publiques et homicide».[233]. Si le procès connut un dénouement pacificateur par des mesures d'amnistie, des dizaines de paysans furent bastonnés par les hommes de main des latifundiaires. Quatre ouvriers, torturés, moururent de leurs blessures.

Ippolito Ceriello* qui devait faire un rapport sur l'état de l'organisation dans le Mezzogiorno ne vint pas. En son absence, Maffi présenta les thèses sur la question agraire[234] rédigées par le tout jeune Giuliano Bianchini*, âgé d'à peine 20 ans. Les thèses votées mettaient en place une Section agraire, qui n'aurait qu'un «caractère d'étude», ses directives étant «élaborées par le Comité

[233] Cf. Keith Lowe, *L'Europe barbare 1945-1950,* Éditions Perrin, coll. Tempus, nov. 2015.

[234] Les thèses agraires avaient été préalablement publiées dans *Battaglia Comunista* du 21-31déc. 1945 («Le tese agrarie presentate per la discussione al Convegno nazionale del Partito», p. 3 et 4).

exécutif du Parti». Il s'agissait de développer les luttes des *braccianti* (ouvriers agricoles) et d'encadrer syndicalement les petits paysans ou les métayers.

La Conférence de Turin devait se conclure par une apparente unanimité, autour du souvenir de Mario Acquaviva et Fausto Atti, nouveaux spartakistes du deuxième après-guerre. De façon étonnante, *Vercesi* termina en rappelant les phrases de Rosa Luxemburg lors de la fondation du Congrès du KPD en décembre 1918 : «… *Plus lourde est notre tâche, plus nous devons rassembler toutes nos forces. Nous ne l'oublions pas : la révolution sait accomplir son ouvrage avec une incroyable rapidité. Je ne me risquerai à prophétiser la durée nécessaire à ce processus. Qui attend de nous un calcul ! Qui se soucie que notre seule vie suffise pour en venir à bout ! Il importe seulement de savoir avec clarté et précision ce que nous avons à faire; et ce que nous avons à faire, j'espère vous l'avoir, avec mes faibles forces, exposé à peu près dans ses grandes lignes*»[235].

Toutes les divergences sur la question de la fonction du parti, sur le «centralisme organique», sur la question syndicale et l'activité du Parti dans la lutte de classe demeuraient.

Seule fut réglée la question de la participation du Parti aux élections de juin 1946. Elle fut décidée quelque temps après par le Comité central et non par le Congrès.

Dans les coulisses, Bordiga critiqua sévèrement cette conférence, avant même sa clôture, refusant cependant de voir ses positions critiques propagées, et sans doute mésinterprétées, par ses propres partisans : «*Toute ma prise de position a été soit incomprise soit comprise et rejetée. Je ne considère pas utile que quelque camarade parle ou du moins se fasse l'interprète de mes critiques tant aux thèses qu'à la méthode suivie dans l'organisation du Congrès… Je tiens pour un résultat négatif que les conditions pour la construction du parti d'ores et déjà fassent défaut. Ce manque de cristallisation peut être dû à l'inadéquation de la plate-forme*»[236].

Pourtant, cette fameuse plate-forme, avec son point 11, sur le «centralisme organique» fut bel et bien adoptée. Elle devait être remplacée par un Schéma de programme soumis au prochain (et premier) congrès de 1948. En 1946, furent publiés d'autres documents de la main d'*Alfa* (Bordiga), non-membre du Parti, mais de plus en plus actif comme «guide spirituel» : le *Tracciato di impostazione* (Traité de mise en forme des positions du Parti), remis à Vittorio Faggioni*, et «Les perspectives de l'après-guerre relativement à la Plate-forme du Parti»[237].

Le résultat le plus tangible de la Conférence fut la mise sur pied d'un Bureau international. La question avait été abordée avec prudence : son «centre» devant être situé en dehors de l'Italie, comme l'exigeaient certains intervenants du congrès. Il devait s'interdire tout rapport avec des organisations («*trotskystes compris*») qui auraient abandonné pendant la guerre le drapeau de l'internationalisme. En second lieu son rôle serait purement directif, afin «d'orienter théoriquement et politiquement» le milieu politique existant, et de «*favoriser un original développement idéologique dans tous les pays afin de former le Parti de classe*». Quelques mois plus tard, Gaston Davoust (*Henry Chazé*) en devenait le secrétaire à Paris, chargé de développer les contacts internationaux. Ne pouvant obtenir un visa pour l'Italie, il restait en contact avec Bruno Maffi, qui effectuait de fréquentes visites. Il fut décidé que la revue de ce Bureau aurait sa rédaction à Milan et son site d'impression à Bruxelles.

Ce Bureau international, aidé par le travail persévérant de Gaston Davoust, avait tissé un vaste réseau de correspondance et d'échange de matériel politique : en Europe, avec le POUM (par

[235] *Rosa Luxemburg, Rede zum Programm gehalten auf dem Gründungsparteitag der Kommunistischen-Partei Deutschlands (Spartakusbund) am 29-31 Dezember 1918 zu Berlin*, Verlag 'Rote Fahne', Berlin, 1919, p. 26. Traduit de l'allemand par nos soins.

[236] Lettre de Bordiga à un inconnu (Faggioni ?), 26 déc. 1945 (ULB, Bruxelles).

[237] «Tracciato di impostazione», *Prometeo* n° 1, juillet 1946, p. 1-16; *Alfa*, «Le prospettive del dopoguerra in relazione alla Piattaforma del Partito», *Prometeo* n° 3, 1946.

l'intermédiaire de Rebull), les communistes de conseils hollandais (par l'intermédiaire de Henk Canne-Meijer)[238], le Parti socialiste de Grande-Bretagne.

Depuis la fin de l'année 1946, le Centre milanais avait commencé à élargir son aire d'activité à une partie de l'Europe orientale, au point d'envisager d'établir à la frontière de la Yougoslavie un sous-bureau d'information : «*Je crois qu'on peut envisager la constitution d'un petit Bureau d'information et de propagande à Trieste pour les pays de l'Europe sud-orientale. J'ai déjà envoyé la Plate-forme en français et régulièrement «l'Internationaliste»*[239]. En effet, des liaisons suivies avaient été établies avec l'Autriche et la Hongrie, où des éléments isolés semblaient être en accord avec le programme du PCInt.

En Amérique du Nord, Chazé mit un soin particulier à tisser des liens : le cercle d'Alex Primeau[240] au Québec, celui autour de Paul Mattick à Boston, le groupe «Labor Views» dirigé par Ross, issu de la Revolutionary Workers League (RWL), mais aussi l'ancien trotskyste oehlerite Russell Blackwell (*Rosalio Negrete*)[241].

Les contacts avec l'Amérique du Sud, particulièrement avec le Mexique, étaient attentivement suivis par le Centre milanais, Damen et Maffi. Les textes de Grandizo Munis et Benjamin Péret ne passèrent pas inaperçus, notamment le *Manifeste des exégètes* de *Peralta* (Benjamin Péret) publié à Mexico en septembre 1946, qui critiquait vivement le *Programme de transition* trotskyste[242].

Davoust travailla surtout à consolider la minuscule section américaine de la Gauche Communiste Internationale, animée à New York par l'Italien Amerigo Zadra*. Par un échange de lettres avec ce dernier, il discuta la question de l'admission du «Cercle Feldman», anciens de la RWL. Ceux-ci, présents à Philadelphie et Boston, en tout une vingtaine de membres, prétendaient adhérer aux positions du «Parti». Leur élément moteur, E. Feldman avait soutenu, contre Hugo Oehler, la position «défaitiste révolutionnaire» des bordiguistes en Espagne[243]. Mais leur vision était plus léniniste que luxembourgiste aussi bien sur la question syndicale que sur la question coloniale[244], questions qui devinrent cruciales dans le courant bordiguiste.

---

[238] Dans une lettre à *Chazé* (15 décembre 1947), Canne-Meijer jugeait que le Spartacusbond hollandais avait sa place dans le Bureau international, mais pas les communistes de conseils : «*Une adhésion de Spartacus à votre Bureau International ne serait pas fou. Votre organisation est très proche de Spartacus sur la question du parti. C'est justement les communistes de conseils en Hollande qui ne sont pas d'accord avec Spartacus*» [Robert Camoin, op. cit., juillet 1992].

[239] Lettre de Bruno Maffi à *Chazé*, 25/04/1947 [Robert Camoin, op. cit., juillet 1992].

[240] Photographe et chauffeur de taxi à Montréal, proche du Parti socialiste du Canada puis des milieux anarchistes et pacifistes, Alex Primeau assurait la diffusion du *Libertaire*, mais aussi de *l'Internationaliste*, au Québec. Il accueillit chez lui Pierre Lanneret (*Camille*), ancien de la FFGCI, passé au groupe «Socialisme ou barbarie», qui émigra en 1951 au Canada.

[241] Russell Blackwell (1904-1969), jeune communiste américain, avait été envoyé au Mexique pour y mettre sur pied l'organisation de la jeunesse communiste. Passé au trotskysme, il est exclu du PC et rejoint le Workers Party où il milite sous le nom de *Rosalio Negrete*. En 1935, il suit la scission menée par Hugo Oehler contre l'entrisme dans les partis sociaux-démocrates et participe à la fondation de Revolutionary Workers League (RWL). En 1936, il est envoyé en Espagne où il milite dans la gauche du POUM. Très actif dans les événements de mai 1937 (où il est blessé), en contact avec les anarchistes radicaux *Los amigos de Durruti*, il plonge dans la clandestinité. Arrêté, il devait être expulsé vers la France; mais il est enlevé par les staliniens, détenu dans une prison clandestine et torturé. Jugé pour trahison, il est acquitté et rejoint les États-Unis. En mars 1937, la RWL et l'Union communiste, le GIC hollandais représenté par Canne-Meijer et la LCI de Hennaut participèrent à Paris à une conférence internationale sur la guerre d'Espagne. Blackwell y fut délégué. Plus ou moins retiré de la politique, à son retour aux USA, il maintint ses contacts internationaux d'avant-guerre. Il fonda en juillet 1954, à New York, l'Union libertaire (*Libertarian League*), secondé par Sam et Esther Weiner (pseudonyme de Dolgoff).

[242] Bruno Maffi nota, dans une lettre adressée à *Chazé*, le 23 janvier 1947 : «*Ces camarades – dont Munis – sont contre la défense de l'URSS, les nationalisations, l'appui aux gouvernements 'ouvriers' et le front unique avec les partis soi-disant prolétariens, le programme transitoire, et, bien qu'ils aient une conception insuffisante de la lutte révolutionnaire, ils sont près de nous dans l'évaluation de certains des phénomènes les plus marquants de l'après-guerre*» [Robert Camoin, ibid.].

[243] Lettre de E. Feldman à Chazé, 27 février 1947 : «*Avant 1940, lui* [Feldman] *et la plupart de ses camarades furent exclus du groupe trotskyste d'Oehler parce qu'ils adoptèrent le point de vue du défaitisme révolutionnaire concernant la guerre d'Espagne. En prenant cette position… Feldman fut incendié comme bordiguiste*» [Robert Camoin, ibid.].

[244] Dans une lettre à Zadra du 6 mars 1947, *Chazé* estime qu'«*ils en sont encore à croire au 'droit des peuples à disposer d'eux- mêmes', cela quand le monde est partagé entre deux Grands et trois moyens impérialismes*» [Robert Camoin, ibid.].

Tant que Gaston Davoust resta dans le PCInt, le travail du Bureau international, bien que limité dans ses résultats, put se poursuivre, montrant un réel esprit d'ouverture, qui tranchait avec le sectarisme viscéral d'un Bordiga, trop attaché à un passé révolu[245].

- **L'influence sociale réelle du PCInt en 1946-1947**

Malgré des braquages médiatiques ponctuels sur le PCInt, comme l'affaire de San Polo qui aurait pu avoir de graves conséquences (voir *infra*), le parti, tant en Italie qu'en France, soutint le choc de la «remise en ordre démocratique». L'intégration des partis communistes dans le jeu parlementaire et jusqu'au sommet de l'appareil d'État [Maurice Thorez, vice-président du Conseil (26 janvier 1946–4 mai 1947); Palmiro Togliatti, ministre des Grâces (*sic*), garde des sceaux (10 décembre 1945–13 juillet 1946)], autant de facteurs favorables à un écho des positions internationalistes tant en Italie qu'en France.

Il connut, de façon réduite en France, mais très fortement en Italie, une réelle progression dans les centres industriels, en particulier à Milan et Sesto San Giovanni. La fréquence des dénonciations des internationalistes de 1945 à 1947, par les dirigeants staliniens comme Luigi Longo[246], montre que le PCInt avait une réelle implantation dans les gros centres industriels. En mai-juin 1945, les groupes d'usine du parti à Milan, portés par la vague de mécontentement ouvrier, purent publier temporairement une feuille d'agitation : *I Consigli di Fabbrica*.

Les représentants du PCInt furent souvent élus dans les commissions internes des grandes entreprises sidérurgiques, comme la Falck, la Breda et la Marelli, ainsi que la Société italienne de résines (SIR) de Sesto San Giovanni[247]. Comme il fallait reconnaître l'autorité du CLN (Comité de libération nationale), des militants élus comme Giacomo (*Luciano*) Stefanini* furent promptement exclus.

Dans le Haut-Milanais, la région de Varese, où les grèves étaient particulièrement nombreuses de 1945 à 1946, les ouvriers internationalistes furent souvent «à la tête des luttes dans quelques usines importantes», comme l'ORLA (aéronautique) à Laveno, la manufacture de coton Maino de Gallarate. En avril 1947, le groupe internationaliste y obtint la majorité absolue lors des élections à la Commission interne[248].

Dans le Piémont, le PCInt avait d'importantes bases ouvrières : à l'Eternit de Casale Monferato, la Way Assauto d'Asti. À Turin, les groupes d'usine internationalistes formaient des noyaux solides dans les différents ateliers de la FIAT. Aussi, pendant un certain temps, la Fédération turinoise publia un journal local : l'*Internazionale*.

À Forlì, en Émilie-Romagne, le PCInt disposait d'un fort noyau ouvrier autour de Balilla Monti*, un ancien membre de la Fraction italienne en exil, qui fut l'organisateur d'une grève fameuse à l'usine sucrière Eridania qui lui valut d'être licencié.

[245] Dans une lettre à Robert Camoin du 24 juillet 1984, *Chazé* exprime sa très forte estime rétrospective pour Onorato Damen : «*Bordiga. Tu sais combien de temps il lui a fallu pour comprendre qu'en URSS régnait le capitalisme d'État. Heureusement qu'il y a eu Damen et ses camarades. C'est ce qui nous permit en 1946 (nous les rescapés de l'ex-Union Communiste» d'adhérer à l'organisation où nous retrouvions les camarades bordiguistes venus à l'Union Communiste*» [Robert Camoin, ibid.].
[246] Salvatore Vento, in AA.VV., *Il triangolo industriale tra ricostruzione e lotta di classe 1945/1948*, Feltrinelli, Milan, 1974.
[247] Équivalent des comités d'entreprise. Les commissions internes avaient été reconnues pour la première fois en 1906, dans la métallurgie turinoise, afin de «résoudre toutes les controverses et tous les conflits quelle qu'en soit la nature». Supprimées en octobre 1925 par le fascisme, elles ressurgirent en septembre 1943 sous le gouvernement Badoglio. Un accord entre les confédérations de syndicats d'industrie et la confédération patronale – le Pacte Buozzi–Mazzini du 2 septembre 1943 – attribuait à ces commissions le droit de signer des contrats collectifs dans l'entreprise. L'accord, ratifié en octobre 1944 par la CGIL unifiée, prévoyait la participation de tous les travailleurs, aux élections des commissions internes. Avant 1925, seuls les cotisants des syndicats avaient le droit de participer à ces élections.
[248] «Il significato di une votazione», *Battaglia Comunista* n° 2, 6 juillet 1945.



Dans la région de Naples, à Bagnoli et Torre Annunziata, les internationalistes, tel Ferdinando *, étaient particulièrement actifs dans le groupe sidérurgique ILVA. Les militants du PCInt subirent maintes fois les menaces du PCI, allié à la direction, qui les accusait de sabotage de la production[249].

Dans les Pouilles, à Tarente, les membres du PCInt travaillaient dans les chantiers navals Franco Tosi, appartenant au groupe Falck, qui embauchaient 2.000 ouvriers. Un secteur stratégique puisqu'il construisait et réparait les navires de guerre, dont le directeur était un ex-fasciste… En novembre 1947, les ouvriers du chantier naval Tosi chassèrent leur directeur qui n'avait pas tenu les engagements signés en termes d'emploi et d'échelle des compétences. Les membres du PCI et de la CGIL condamnèrent l'action, firent rentrer le directeur, prêts à accepter le licenciement des responsables des «troubles». La «questure» empêcha la section locale du PCInt d'afficher un manifeste de solidarité avec les travailleurs du chantier naval.

Les militants internationalistes ne se contentaient pas de distribuer des tracts et de participer à des élections aux commissions internes ou aux structures syndicales de base. Dès qu'ils le pouvaient, ils formaient des fractions syndicales dans la CGIL. Et si la situation s'y prêtait, ils passaient à l'«action» pendant les grèves dans l'usine et dans la rue.

C'est dans la région de Trévise (Vénétie), que s'illustra le plus la section ouvrière du parti, menée par Vittorio Comunello*. En mars-avril 1946, s'étaient déroulées à Trévise d'importantes manifestations contre le chômage et la misère. Comunello, l'un des meneurs fut arrêté. Les manifestants occupèrent alors la préfecture pour le libérer, faisant proclamer la grève générale le 18 avril, qui engloba les employés d'État qui ne touchaient plus leur salaire. La préfecture de police émit alors un mandat d'arrêt contre Comunello et deux autres membres du comité directeur de la grève. Libéré, agressé physiquement par les staliniens, il fut à nouveau arrêté en novembre 1946, étant accusé d'être «l'instigateur et le meneur des grèves». Il lui était demandé de signer un engagement «*de ne pas donner lieu à des remontrances pour son attitude politique, de ne pas intervenir dans les manifestations de partis et les grèves, et tous autres actes hostiles à l'Autorité*»[250].

Les internationalistes, dans le Mezzogiorno, furent actifs dans les campagnes parmi les ouvriers agricoles, particulièrement en Calabre (Cosenza et Catanzaro) et dans les Pouilles[251]. À la différence de leur politique syndicale, ils préconisaient la constitution d'organismes de lutte autonomes : les conseils, indépendants des partis politiques. De son côté, le PCI s'évertuait à canaliser le mouvement des paysans pauvres vers des occupations de terre, tant qu'elles restaient dans la légalité, c'est-à-dire dans le cadre des décrets du ministre communiste Fausto Gullo[252] qui visait à redistribuer les terres non cultivées à des coopératives paysannes, surtout dans des desseins électoralistes.

Autant dire, que l'action du PCInt fut vite limitée à son activité dans les grandes concentrations industrielles d'un Mezzogiorno encore agricole qui s'industrialisait très lentement.

Suivant le rythme des luttes sociales, les adhésions se multiplièrent jusqu'en 1947. À partir de cette date, se multiplièrent les défections, voire les exclusions sous des motifs divers : «indignité politique», «abandon d'activité», «lâcheté», «inconséquence», etc. À cela s'ajoutaient les décès

[249] Il battagliero dell'Ilva, «Ci accusano di sabotaggio», *Battaglia Comunista* n° 22, 1er-7 oct. 1947 [Cité par Dino Erba, *Nascità e morte di un partito rivoluzionario. Il Partito Comunista Internazionalista 1943-1952*, All'Insegna del Gatto Rosso, Bergame, janvier 2012].

[250] «Calendario della democrazia progressiva», *Battaglia Comunista* n° 29, 15-30 nov. 1946 [Cité par Dino Erba, *Nascità e morte…*, op. cit., p. 182].

[251] Dino Erba, *Nascita e morte di un partito rivoluzionario. Il Partito Comunista Internazionalista 1943-1952*, All'Insegna del Gatto Rosso, Bergame, janvier 2012, p. 187-195.

[252] Fausto Gullo (1887-1974), avocat, avait soutenu dès le départ la Fraction abstentionniste de Bordiga. Député du PC d'Italie en 1924, membre du Comité d'Entente en 1925, s'était vite rallié à la direction de Gramsci-Togliatti. Il fut deux fois ministre : ministre de l'agriculture du 22 avril 1944 au 13 juillet 1946 ; ministre des Grâces et de la Justice du 14 juillet 1946 au 1er juin 1947. De 1946 à 1968, il fut député PCI de Calabre.



fréquents de militants usés par la guerre, les privations, le travail et les maladies professionnelles : la rubrique «*lutti*» (deuils) enregistrait les pertes prématurées dans chaque numéro de *Battaglia Comunista*.

Mais surtout, régulièrement, la direction du Parti, rappelait ses principes «léninistes», ceux d'une sévère sélection des cadres de la «révolution de demain». Lors du Congrès de Florence de mai 1948, et face à des accusations assez gratuites d'«activisme», Aldo Lecci – membre de la Commission exécutive – rappela la politique suivie : «***Recrutez avec prudence, procédez à des radiations chaque fois que vous rencontrez des incompréhensions politiques; peut-être devrons-nous réduire encore*** [nos effectifs]***; la situation ne permet pas un développement du Parti de classe; il s'agit de former les cadres, l'ossature du parti de demain***»[253].

Bien des adhésions s'étaient faites sur des bases peu claires, celle d'une «voie moyenne révolutionnaire», comme devait le souligner la direction du Parti, par le biais d'un pseudonyme, celui de *Berto* (cf. *infra*).

On retrouvait parfois en son sein d'anciens partisans qui n'avaient pas exercé une critique idéologique de leur action passée et recherchaient surtout de «d'action». Le «relâchement idéologique» était aussi favorisé par des tendances locales très affirmées, particulièrement dans le Mezzogiorno, où sous la direction de Francesco Maruca*, Mario Soluri* et Nicola Turano*, la Fédération de Calabre avait son propre organe local hebdomadaire *L'Internazionale Comunista* à Catanzaro, d'abord hebdomadaire, puis mensuel. Celle de Crémone avait aussi sa vie propre, publiant, sous la direction de Rosolino Ferragni*, son propre journal : *L'Eco dei comunisti*.

Pour un tout petit parti, de 2.500 à 3.000 militants, qui peinait déjà en 1946 à sortir son organe hebdomadaire *Battaglia Comunista*[254], ces efforts immenses au niveau de la presse locale paraissaient démesurés et épuisants pour un écho ouvrier de plus en plus étouffé dans l'atmosphère suffocante de la Guerre froide.

Néanmoins, que ce fut avant ou après la scission de 1952, le type d'adhésion au PCInt resta bien de tradition communiste anticapitaliste et jamais «antifasciste».

- **L'affaire de San Polo (septembre 1946) : un révélateur**

Cette affaire mit les projecteurs de l'actualité en plein jour sur certains cercles de sympathisants du PCInt, après la loi d'amnistie de Togliatti, qui cherchaient à assouvir leur ardeur vengeresse contre les symboles du fascisme qui avaient repris leur place aux «affaires».

Le 9 septembre 1946, en fin d'après-midi, le jeune Ilario Filippi* abattit de plusieurs coups de revolver le marquis Lapo Viviani della Robbia, ancien secrétaire du *fascio* de San Polo qui mourut peu après.

L'Unità du 11 septembre 1946 se risqua à affirmer que le marquis «*ne voulait plus entendre parler du* fascio *après le 25 juillet*», et même que «*pendant la période du mouvement partisan il accueillit favorablement dans sa villa di San Polo les éléments de diverses formations qui agissaient dans cette zone*». Ce qui attira un démenti des habitants de San Polo : «*La villa de Viviani était pleine d'Allemands* […] *Personne n'oublie tout ce que chacun a dû endurer de violences causées par l'ancien hiérarque*»[255].

---

[253] Fortement souligné dans le compte rendu du Congrès de Florence [Documenti della Sinistra italiana 2, *Resoconti: convegno di Torino 1945. Congresso di Firenze '48*, Ed. Prometeo, 1974 ?, p. 16-17].

[254] Gaston Davoust dans une lettre à Adhemar Hennaut du 27 janvier 1946, donne 3.000 militants, en précisant les forces réelles du *partitino* : «*En gros, voici : le parti a maintenant plus de 3.000 membres et se développe toujours. Les plus fortes sections se trouvent dans le Nord. Dans le Sud, il n'y a que de petits groupes. La* 'Battaglia Comunista' *paraît toutes les semaines. Seul le manque d'argent empêche de la transformer en quotidien. D'après les rapports et discussions, la situation n'est pas révolutionnaire*». [Archives Henri Simon].

[255] *L'Unità*, 14 septembre 1946.



Toute la presse se déchaina contre la «jeune délinquance politique». La droite présenta le PCInt comme un «*mouvement de délinquants qui se cachent sous l'habit de soi-disant léninistes*». Cette contre-offensive des partis de droite et d'extrême droite avait été favorisée par la loi d'amnistie promulguée par Togliatti, garde des sceaux, le 22 juin 1946, qui permettait de gracier et libérer les chefs fascistes.

La presse du parti de Togliatti embouchait les mêmes trompettes : «*Un groupe de jeunes exaltés et corrompus a armé la main de l'assassin âgé de 19 ans*» et concluait : «*Ayant grandi au cours de ces années tragiques de guerre où les valeurs humaines étaient foulées au pied ou détournées, suffoquées par les instincts les moins nobles de la nature, ce sont de pauvres types qui croient que dans ce monde tout peut se résoudre à coups de revolver*»[256].

Bien qu'Ilario Filippi, ait déclaré fermement avoir agi seul, quatre autres jeunes internationalistes de la section de Florence furent arrêtés comme complices. Présentés comme les «instigateurs», les responsables de la Fédération toscane : Giacomo (*Luciano*) Stefanini* et sa compagne Maria Antonietta Falorni* durent se réfugier en France pendant plus d'un an.

La Fédération de Florence du PCInt, dans un tract vite distribué dans les usines et les quartiers ouvriers, clarifia sa position : «*Par ses positions programmatiques et doctrinales un parti marxiste s'interdit d'utiliser les méthodes terroristes et l'action individuelle comme système de lutte politique*». Le 26 septembre, le PCInt réaffirmait cette position : «*Notre ligne politique, strictement marxiste, exclut tout recours à la violence individuelle, mais vise l'unification des mouvements de masse du prolétariat pour la conquête révolutionnaire du pouvoir*».

L'incarcération d'innocents, comme Orlando Piazzesi, Oscar Valoriani, Alfredo Secci et Sergio Salvadori*, sur simple présomption, leur valut une grande sympathie, en particulier dans les rangs anarchistes et ceux du Parti d'Action (PdA). Le PCInt fit appel à la «solidarité prolétarienne»[257] et mit en place un comité de soutien («Pro vittime politiche») qui recueillit jusqu'à la scission de 1952 des fonds aussi bien dans les usines qu'auprès d'intellectuels[258].

En 1948, les quatre jeunes militants furent condamnés à des peines oscillant entre 13 et 20 années de prison, une peine confirmée en Cassation un an plus tard, à la cour d'assises de L'Aquila[259]. Sergio Salvadori subit, avec Ilario Filippi, la peine la plus lourde. Le jeune Salvadori devait mourir en prison en 1950 faute de soins médicaux. Il était «*tombé sous les coups de son ennemi, celui contre lequel il avait voulu lutter sans compromis*», laissant à ses camarades «*la volonté de combattre contre l'oppression et l'injustice*»[260].

Cette affaire survenait dans une période charnière, celle de la récupération par le PCI de Togliatti des fascistes et ex-fascistes, compagnons de la reconstruction de la «patrie» et de la nation italienne. En août 1947, un quotidien romain *La Repubblica d'Italia* publiait une interview de Togliatti[261], où il défendait les anciens fascistes recyclés dans les «partis de gauche». Il faisait un notable appel au «dialogue» : «*Nous ne nous opposons pas, surtout de la part de jeunes qui furent fascistes, à ce que soient présentées et discutées leurs idées ainsi que leurs propositions concernant les solutions à donner aux problèmes nationaux. Cela est d'autant plus nécessaire que nous savons que sous le fascisme existaient des courants de pensée, autant sur le plan politique que social, qui étaient parfois bridés par le fascisme et parfois estampillés du*

---

256 *L'Unità* 13 septembre 1946.

257 «Solidarietà proletaria per gli arrestati di S. Polo», *Battaglia Comunista* n° 26, Milan, 28 sept.-5 oct. 1946, p. 1.

258 Maurizio Lampronti, *L'altra resistenza, l'altra opposizione. Comunisti dissidenti dal 1943 al 1951*, Antonio Lalli, Florence, 1984. Selon l'auteur, «*les milliers de signatures de solidarité, les nombreux dons recueillis par le PCInt démontraient que le prolétariat italien maintenait sa solidarité de classe avec les camarades frappés par la répression bourgeoise*».

259 «La Cassazione respinge il ricorso», *Battaglia Comunista* n° 31, 3-10 août 1949.

260 «Sergio Salvadori tragicamente morto nel carcare di Parma», *Battaglia Comunista* n° 19, 4-18 oct. 1950, p. 2.

261 Interview de Togliatti par Esule Sella, dans *La Repubblica d'Italia* du 14 août 1947. Esule Sella (1916-2010), journaliste, participa en 1939 à la fondation du Parti socialiste-révolutionnaire italien, ce qui lui valut d'être arrêté à Rome en 1942 et emprisonné plusieurs mois à la Regina Coeli. Il fut de 1946 à 1948 éditorialiste de ce quotidien, avant d'entrer à la RAI, où il resta plus de 35 années.

sceau officiel; ils avaient au contraire leur originalité et ont encore une possibilité de développement autonome. Ces courants ont le droit, et dirai-je, le devoir de se manifester même aujourd'hui : en eux, nous pouvons trouver d'utiles contributions à la Cause de la reconstruction nationale». Togliatti appelait à une collaboration étroite dans un esprit 'patriotique' : «*Nous, nous n'avons jamais rejeté quiconque – par le seul fait de venir vers nous – ferait la démonstration de vouloir collaborer à la construction d'une Italie rénovée politiquement et socialement. Nous ne cachons pas d'ailleurs notre sympathie pour ces ex-fascistes, jeunes ou adultes, qui sous l'ancien régime appartenaient à ces courants où se manifestait le souci de découvrir de nouveaux horizons sociaux*».

L'affaire de San Polo, qui aurait pu briser le parti dans une autre période, avait démontré que la solidarité avec le PCInt reposait moins sur ses positions que sur une réaction à la politique de la « main tendue aux fascistes » de Togliatti, et d'approbation d'actes antifascistes «radicaux».

Mais son activité réelle dans la lutte de classe dans différents pays, en Italie, comme nous l'avons vu, mais aussi en France, reposait clairement sur des principes internationalistes qui n'avaient rien à voir avec l'idéologie «antifasciste».

- **Le cas de la France et de la Belgique**

L'hégémonie du PCInt, tant politique que théorique, avait entrainé la dissolution de la Fraction italienne en France et en Belgique. La plupart de ses militants s'intégrèrent individuellement au nouveau parti. Dans l'enthousiasme de leur adhésion au PCInt, auréolé de la présence de «chefs» aussi prestigieux que Bordiga, Damen, Bruno Maffi, mais aussi Ottorino Perrone, bien des divergences du passé avaient été soudainement oubliées. Au contraire, bien des «vocations» soudaines s'alimentèrent de l'espoir de voir enfin reconstitué le Parti de Livourne, le Parti des «Thèses de Rome» de 1922.

Ce sentiment d'avoir pour la première fois une assise numérique poussa le PCInt à nourrir une défiance sectaire vis-à-vis de groupes issus des gauches communistes germano-hollandaise, tant en Europe qu'aux USA (groupe de Paul Mattick). Seule la présence des anciens de l'Union communiste dans les rangs de la ramification française, influencés par le communisme des conseils, vint un temps tempérer ces réflexes sectaires.

Ce cours à la formation du parti révolutionnaire avait été proclamé par la Fraction italienne en France dès août 1943. L'exécutif de cette Fraction, constitué d'Aldo Lecci*, Giovanni Bottaioli*, Otello Ricceri*, Turiddu Candoli* et Marc Chirik*, avait été unanime : «*Avec le nouveau cours qui s'est ouvert avec les événements d'août en Italie, le cours de la transformation de la Fraction en parti s'est ouvert*»[262].

D'ailleurs, en mai 1945, une conférence de la Fraction italienne en France décida son autodissolution et l'intégration individuelle de ses membres dans le PCInt lors de leur retour en Italie. Cette dissolution fut combattue avec acharnement par Marc Chirik, qui demandait le maintien de la Fraction jusqu'à plus ample vérification des positions politiques du nouveau parti.

La naissance du PCInt en Italie et l'influence de *Vercesi,* très hostile à la FFGC qui avait été intransigeante contre lui, débouchèrent sur une scission dans la Fraction française. Deux militants de sa Commission exécutive, Suzanne Voute (*Frédéric*)* et son compagnon Albert Masó (*Albert Véga*)*, un ancien du POUM espagnol réfugié en France, prirent contact avec *Vercesi* à Bruxelles. Ils furent moins convaincus par son argumentation qu'éblouis par l'existence même du PCInt, dont ils constatèrent par eux-mêmes l'impact dans les grands centres ouvriers italiens. Le 4 novembre 1945, une décision du Comité central du PCInt leur donnait raison. Le CC non seulement refusait de reconnaître l'expulsion de Vercesi par le groupe de Paris de la Fraction en janvier 1945, mais ne reconnaissait qu'une seule Fraction française, la «fraction dissidente» s'exposant «*à des mesures disciplinaires pour sanctionner des manquements aux principes communistes dans la vie de l'organisation*».

[262]«Bavardage révolutionnaire ou activité méthodique continue», *Bulletin intérieur de la Fraction italienne de la Gauche communiste* n° 2, février 1944.

Au cours de cette même réunion du C.C. du PCInt, l'attitude du groupe de Paris, représenté par Aldo Lecci, qui avait voté l'expulsion de *Vercesi*, était condamnée. Le C.C. vota à l'unanimité une résolution proclamant que : «*les mesures disciplinaires à l'égard du cam. Vercesi ne correspondent pas à la réalité des faits, parce qu'elles étaient dues à des nouvelles qui se sont révélées par la suite inexactes*». En conséquence, «*la participation du groupe belge au Comité antifasciste… n'a pas constitué une rupture de principe avec les positions idéologiques du Parti*»[263].

Un an plus tard (30 nov. 1946), le C.C. du PCInt – tout en condamnant fermement toute adhésion au Comité antifasciste formé en partie par la Fraction belge – lançait son ultime condamnation contre la fraction française «dissidente» [GCF (Gauche communiste de France)], dénonçant «*la tentative de faire passer l'action des camarades de la Fraction belge comme un acte d'adhésion à la guerre impérialiste ou à la politique des fronts nationaux*», invitant les «*camarades français et belges à démasquer cette indigne campagne* [de dénigrement]»[264].

L'ex-minorité de la Fraction française, dirigée par Suzanne Voute et Albert Masó, appuyée par le PCInt italien, formait donc la FFGC officielle, seule détentrice de la légitimité de la Gauche communiste. Ce qu'elle fit en reprenant le titre du journal *L'Étincelle*, alors que la G.C.F. la publiait sans discontinuité depuis janvier 1945. Pendant plus d'une année, il y eut donc deux journaux portant le titre *L'Étincelle* avant que la FFGC officiellement reconnue par le PCInt ne changeât le titre pour celui de *L'Internationaliste*. De son côté, la GCF publia jusqu'à 1950 environ son organe théorique mensuel : *Internationalisme*.

Les deux «fractions» avaient attiré des militants qui venaient d'horizons politiques singulièrement différents.

La FFGC proprement dite avait attiré les «cadres» politiques de l'Union communiste, tels Gaston Davoust (*Henry Chazé*)*, qui s'occupa activement des relations internationales, et Lastérade de Chavigny*. Tous deux y avaient adhéré en dépit de leurs sérieuses réticences sur le «bordigo-léninisme» véhiculé naguère par *Bilan* et *Prometeo*. Le surgissement du PCInt en Italie, avec de nouveaux éléments, plus jeunes, plus sensibles à une vision spontanéiste de la révolution, avait alimenté leur espoir de voir disparaître le vieux sectarisme «bordiguiste», incarné par Ottorino Perrone.

Comme l'expliquait Gaston Davoust (*Chazé*), dans une lettre à Hennaut, les choses avaient changé, permettant la reconstitution de l'Union communiste, et un 'mariage de raison' sans le 'vercesisme', qui permettrait d'attirer des jeunes : «*C'est l'ancienne Union Communiste qui s'est reformée en s'adjoignant les cinq ou six membres de la Fraction de gauche. Et puis, la formation du parti italien est quelque chose de si différent de ce que pouvaient nous laisser supposer les conceptions vercesistes ! Enfin, la situation nous offre des perspectives de croissance et non de stagnation. Nous avons fait ce mariage en gens d'âge mûr. Et nous garderons les portes de la maison ouverte, car nous sommes assez sûrs de nous pour accueillir les jeunes des petits groupes détachés du trotskysme*»[265]. L'enthousiasme d'*Henry Chazé* pour le nouveau parti était sincère : en octobre 1946, dans un article publié dans *l'Internationaliste*, il avait appelé «des travailleurs d'avant-garde les plus conscients» à former le plus rapidement possible le Parti en France[266].

D'autres venaient d'horizons non internationalistes : Jacques Gautrat* et Jacques Signorelli* avaient adhéré un temps aux FTP, à la différence de Raymond Hirzel*, Pierre Lanneret* qui s'étaient totalement engagés dans une activité pour le «troisième camp», celui de la révolution prolétarienne.

---

[263] Réunion du Comité central du 4 novembre 1945 (Fonds Perrone, ULB, Bruxelles).

[264] In Sandro Saggioro, *Né con Truman né con Stalin*, Colibrì, Paderno Dugnao (Milan), juillet 2010, p. 92-93. La fraction belge, à l'époque, ne comptait guère plus de 15 militants.

[265] Lettre de Davoust à Hennaut, Choisy [le-Roi], 26 novembre 1945 [Archives Henri Simon, bientôt en ligne sur le site du Collectif Archives Autonomies : http://archivesautonomies.org/].

[266] «La formation du Parti de classe hier, non; aujourd'hui, oui», *L'Internationaliste* n° 13, oct. 1946.

La GCF portée sur les fonts baptismaux par Marc Chirik comprenait de jeunes et brillants intellectuels : son gendre Philippe Dehan (*Philippe*)*, Robert Salama (*Mousso* ou *Sadi*)*, Serge Bricianer (*Polo*)*, Pierre Bessaignet (*Morel*)*, Louis Évrard (*Cardan*)*. À ceux-ci, s'était associé un compagnon de route très actif, l'écrivain Jean Malaquais (*Antoine*)*, qui avait connu la gloire littéraire du Prix Renaudot 1939[267].

Organisée autour de la revue *Internationalisme* (1945-1952)[268], la GCF s'affirma de plus en plus comme un trait d'union entre l'ancienne Fraction italienne (*Bilan*) et le communisme des conseils hollandais et belge. Avant tout regroupement, la GCF avait pris l'initiative de proposer la tenue d'une première conférence des groupes internationalistes du deuxième après-guerre : la Conférence internationale de Bruxelles de la Pentecôte 1947 (24-26 mai). Celle-ci se tint avec les restes du RKD de Georg Scheuer*, des éléments dissidents ou en marge du PCInt – tel Giovanni Boero* (*Jober*), représentant la Fédération autonome de Luigi Gilodi* (*Barba*) –, les communistes de conseils hollandais (Henk Canne-Meijer, Aaron Ben Sijes, Stan Poppe), mais aussi Robert Couthier (*Lucain*), de la Fraction belge.

La GCF, tout comme la FFGC, jouèrent chacun de leur côté, un rôle non négligeable dans la grande grève des usines Renault à Boulogne-Billancourt (février-mai 1947), qui affronta la CGT, bras armé du PCF au pouvoir qui proclamait : «*la grève, c'est l'arme des trusts*» (Maurice Thorez). L'un des acteurs emblématiques de cette intervention internationaliste fut l'ouvrier André Claisse* (*Goupil*)[269] qui rompit avec le groupe trotskyste de Pierre Bois et resta «bordiguiste» jusqu'à la fin de son existence.

La guerre froide et la perspective d'une guerre mondiale au travers de la guerre de Corée entrainèrent sa désagrégation. Animés par une vision léniniste de «sauvegarde des cadres de la révolution», les principaux animateurs de la GCF, Marc Chirik et Robert Salama quittèrent le continent européen. Les éléments qui restèrent en Europe, comme Serge Bricianer*, furent autant attirés par l'expérience nouvelle de «Socialisme ou Barbarie» que par la remise en cause des 'schémas léninistes' par le groupe communiste de conseils animé par Ngo Van et Maximilien Rubel[270].

L'ENTRÉE EN CRISE : DU PREMIER CONGRÈS (6-9 MAI 1948) AU DEUXIÈME CONGRÈS DE MILAN (2–4 MAI 1952). SES CONSÉQUENCES INTERNATIONALES

Quelques années après la Libération, le nouveau parti en Italie entrait en crise profonde, avec des démissions et expulsions en cascade. Le parti voyait ses effectifs fondre et devenait une petite organisation de militants qui continuait néanmoins à se proclamer parti, bien qu'elle n'en eût ni la forme ni les moyens, dans une période où elle restait profondément isolée.

Malgré ses faibles forces, le PCInt décida de se présenter aux élections du 18 avril 1948, où s'affrontaient la Démocratie chrétienne, d'un côté, et le Front démocratique populaire (PCI + PSI), de l'autre. À cette élection de guerre froide, le PCInt opposait ses propres mots d'ordre :

---

[267] Pour l'activité de la Gauche communiste de France («Internationalisme»), voir Michel Roger, *L'Enfer continue. De la guerre de 1940 à la guerre froide. La GCF parmi les révolutionnaires 1942-1953*, Textes à l'appui, «Ni patrie ni frontières», Marseille, 2013.

[268] Le dernier numéro d'*Internationalisme* (n° 46) date de 1952. Face à la tendance de Chirik-Salama, qui se préparait à quitter l'Europe face à la guerre «inéluctable», d'autres comme Serge Bricianer et Louis Evrard s'y refusaient absolument : «*Ces camarades pensent… que, même sur ce plan de guerre 'imminente', la nécessité ne se fait pas encore ressentir de quitter un continent, où si réduite soit elle, il subsiste une Avant-Garde*». Marc Chirik affirmait dans le même numéro : «*La guerre généralisée est inévitable. Mais ceci ne veut pas dire que la révolution soit inéluctable, et moins encore son triomphe*» [Cf. la mise en ligne d'*Internationalisme* sur le site Archives Autonomie (déc. 2015)].

[269] «La grève de Renault», *Internationalisme* n° 22, Paris, 15 mai 1947 [reprint «La Vieille Taupe», Paris, 1972].

[270] Ngô Văn, *Avec Maximilien Rubel, Combats pour Marx, 1954–1996 : une amitié, une lutte*, L'Insomniaque, Montreuil-sous-Bois, 1997 : http://chatquipeche.free.fr/Brochures/Rubel.pdf

«*contre l'impérialisme anglo-américain*» représenté par la droite de De Gasperi, «*contre l'impérialisme de l'État russe*» représenté par l'union des partis de Togliatti et Pietro Nenni; «*contre la guerre, l'insurrection armée du prolétariat*»[271].

Le Parti s'était présenté dans quatre circonscriptions du Nord; il avait obtenu 12.000 voix dans celle de Milan-Pavie, son score maximal. C'était dérisoire à côté des 12,7 millions de votes pour la Démocratie chrétienne et des 8,1 millions du «Front populaire», qui chiffrait ses pertes en millions de voix.

Le PCInt avait diffusé à des dizaines de milliers d'exemplaires un Manifeste avec ce mot d'ordre stupéfiant pour un parti 'électoraliste' : «*NE VOTEZ PAS, ne votez pour aucun parti, pour aucun front, ce serait voter pour la guerre et pour un nouveau triomphe du capitalisme*». Le manifeste se terminait par cette incantation : «*Vive la révolution prolétarienne*»[272].

- **Un congrès de parti ou de fractions ?**

Ce congrès devait être le congrès de la décision, étant donné la position d'isolement dans lequel se trouvait le parti. Un militant, *Berto*, mettait en garde autant contre l'opportunisme que contre l'inactivisme. Il laissait entendre que le Parti avait accepté l'adhésion d'un certain nombre d'ex-partisans ou de «syndicalistes» au nom d'une «position révolutionnaire intermédiaire». Ce que certains critiques opportunistes appelaient «sectarisme» était synonyme de fidélité aux 'positions communistes'[273] :

> «… *le Parti n'a pas pu s'insérer – et servir de guide au prolétariat – dans les luttes que celui-ci a menées en ordre dispersé, guidé et encerclé par les forces du compromis. Cette constatation confortera ces camarades et sympathisants qui depuis plus de deux ans ne font que répéter que la politique suivie par le Parti dans cet après-guerre a été sectaire, excessivement rigide et déterminée par des critères mécaniques d'évaluation du développement des événements, affirmant que c'est le résultat de notre isolement.* […] *Nos critiques nous ont en substance suggéré que l'activité du Parti – autant sur le terrain politique que syndical – devrait s'adapter* ***à la psychologie et à la mentalité*** *prédominant dans la masse ouvrière, ce qui pratiquement revenait à se plier et accepter (comme position révolutionnaire intermédiaire) l'idéologie partisane, à valoriser les élections comme méthode de lutte prolétarienne, ainsi qu'à dissimuler aux masses que leurs organisations syndicales avaient désormais assumé une fonction corporatiste et contre-révolutionnaire. Eh bien! Si nos critiques appellent sectarisme le fait d'avoir eu le courage de dire la vérité dans une phase où tous les regroupements politiques déforment les faits et dénaturent la fonction des organismes de masse, moi je soutiens que notre position a été la seule digne du nom de communiste.* […] *Le Congrès devra aussi répondre aux camarades – peu nombreux en vérité – qui désiraient que l'activité du Parti s'enfermât dans un cercle de chercheurs enregistrant les défaites prolétariennes, en leur opposant leurs propres schémas théoriques, et arguaient – vu la situation réactionnaire – de l'inutilité de gaspiller les meilleures énergies du prolétariat par une activité négative*».

Les débats du congrès de Florence, qui se déroulèrent à la Maison du peuple Matteotti, furent suivis par au moins une soixantaine de délégués[274]. Malgré l'importance des enjeux, il n'y eut pas le moindre compte-rendu sténographique, mais une simple «*reconstruction approximative sur la base des notes des différents intervenants*», envoyées après le Congrès à la demande du Comité exécutif[275]. Bien que présents, les délégués français (Raymond Hirzel et Suzanne Voute) et belge (Evelyne

[271] «Il Partito di fronte alle elezioni», *Battaglia Comunista* n° 6, 11-18 février 1948.
[272] Manifeste du Comité exécutif du PCInt., in *Battaglia Comunista* n° 9, 3-10 mars 1948.
[273] «Preludio al Congresso», *Battaglia Comunista* n° 7, 19-26 février 1948, p. 1-2. *Berto* est peut-être le pseudonyme d'un ou plusieurs membres du Comité exécutif ou du Comité central, qui ne voulaient pas l'engager.
[274] *Resoconto del Primo congresso nazionale del Partito comunista internazionalista* (parte prima e parte seconda), 1948. Reprint in *Documenti della sinistra italiana* n° 2, ed. Prometeo, Milan, s.d. (1974?), p. 1-39.
[275] Cité par Sandro Saggioro, *Né con Truman né con Stalin*, op. cit., p. 142.

Jans), soit n'intervinrent pas soit virent leur désaccords disparaître avec le compte rendu qu'ils en firent et qu'ils publièrent ailleurs que dans la presse du PCInt[276].

Ces faits même traduisaient la légèreté avec laquelle avait été organisé ce premier congrès du Parti, le «congrès des décisions».

Comme pour la conférence de Turin, c'est Damen qui donna l'orientation politique du PCInt. Il ne chercha nullement à dissimuler que la période lui était hautement défavorable, une période marquée par «*le renforcement du capitalisme, la nature fasciste de son organisation économique et politique, l'asservissement du prolétariat à travers la politique de trahison du national-communisme et l'entrainement de l'humanité vers la troisième guerre impérialiste… pour la domination unitaire et totalitaire du monde*».

Même si la guerre éclatait, «*il y aurait encore une petite minorité révolutionnaire, une petite poignée de combattants qui se confronterait à cette troisième expérience de sang et de destruction, comme force d'érosion de la guerre… dont la tâche est de transformer la guerre impérialiste en guerre de classe*».

Constatant que le «parti de classe» avait «tenu bon», malgré les efforts de Togliatti de le liquider tant moralement que physiquement, il affirmait qu'il était impensable «*de faire régresser le Parti à la fonction qui est proprement celle de la Fraction, en la réduisant au seul travail de la préparation théorique et de la postulation seulement rhétorique de la formation des cadres*».

En conséquence, Damen concluait sur le renforcement des cadres de l'organisation où la théorie ne serait pas le fruit de quelque grand homme, faute de quoi triompherait le «verbalisme révolutionnaire» en vase clos : «*Le sort futur de notre Parti est lié à notre capacité de nous doter d'un centre de direction où prévaut non la personnalité, mais l'effort unitaire, tenace, inflexible dans l'élaboration de la théorie révolutionnaire, une théorie qui tire son origine et sa validation dans la praxis révolutionnaire et non dans le trop facile extrémisme révolutionnaire de la phrase*».

Sans que leur nom soit prononcé, mais nul ne fut dupe, Bordiga et Perrone apparaissaient en transparence sous le voile de la «personnalité».

Après Damen, dont le discours fut accompagné d'«*applaudissements nourris*», intervint Ottorino Perrone, qui fit un véritable contre-rapport, en forme de douche glacée. Il mettait en cause «*l'orientation opportuniste de la politique du parti*», s'étonnant que «des camarades applaudissent» l'orientation donnée par Damen. Pour *Vercesi*, le cours historique, traité «*avec désinvolture*» par le Parti, serait un cours révolutionnaire, un «schéma valide pour le cycle précédent» du capitalisme. Traduit en clair, *Vercesi* laissait entendre que son parti voyait surgir la révolution prolétarienne au bout de la petite autostrade italienne, où «*l'Italie se trouverait être aujourd'hui la tête de pont d'un processus de luttes révolutionnaires dans le monde entier*». Le parti avait failli : «… ***le Parti a été dévié de ses bases fondamentales. Un redressement est impossible. Il ne s'agit pas de procéder à sa liquidation**, mais à la liquidation d'une prise de position politique qui ne correspond pas aux intérêts de la révolution prolétarienne*»[277].

Mais le plus frappant pour les congressistes fut d'entendre que les grèves ouvrières pouvaient être antagonistes à la lutte de classe; que le mouvement révolutionnaire de 1943 en Italie avait conduit inévitablement à la guerre de partisans : «*Il est faux et indigne de marxistes de supposer que*

[276] Un certain *Bernard*, qui ne pouvait être que Raymond Hirzel, avait fait un compte rendu du Congrès très hostile, jugeant que «*tant que le Parti demeurait entre les mains de Damen*», ce serait «*la paralysie des forces du Parti*», et qu'il n'y aurait pas «*d'autre voie que la scission et la création d'un nouveau regroupement politique qui aurait comme tâche fondamentale la recherche et la formulation des bases idéologiques pour la formation du vrai Parti de classe*». Ce «compte rendu», qui jetait de l'huile sur le feu, fut publié dans l'organe de la Gauche communiste de France (GCF), *Internationalisme* n° 35, juin 1948, sous le titre : «Le Congrès du P.C. Internationaliste d'Italie». Il entraina la colère de Bordiga : «*Cet article agaçant et acide sur votre congrès de parti… soulève quelques questions : pourquoi avez-vous invité certains idiots à la bile hypercritique ? Pourquoi n'avez-vous pas su éviter que dans le Congrès affleure un désaccord qui n'est même pas une opposition aux orientations ? … Je ne peux comprendre que l'on ait pu passer d'un optimisme erroné à un pessimisme tout aussi exagéré*» [Lettre circulaire de Bordiga, 13 juin 1948, in Sandro Saggioro, *Né Truman Né Stalin*, op. cit., p. 150].

[277] Souligné par nous.



l'intensification du degré des mouvements de travailleurs puisse conduire à l'apparition du dilemme de classe : la forme la plus accentuée de la grève et son extension croissante ne sont pas la lutte du prolétariat, mais la guerre de partisans, si ce n'est directement la guerre impérialiste». C'était une invitation à liquider les bases du surgissement du PCInt à l'automne 1943.

Pour Morrone, délégué de Torre Annunziata, le discours de Perrone avait fait l'effet d'une «*véritable bombe atomique*»[278], car «*il n'avait pas noté qu'existassent des divergences au sein de notre Parti, ni que le cam. Vercesi les ait jamais exprimées par écrit ou sous une autre forme*».

C'est surtout Aldo Lecci qui, en deux interventions, releva les retombées politiques de la «bombe Vercesi». Celui-ci revenait à ses anciennes positions sur la «disparition du prolétariat» (cf. *supra*), où il avait prêché «*la dissolution de l'organisation* [Fraction] *de gauche, car, pendant la guerre, non seulement il n'y avait rien à faire, mais tout ce qui se faisait portait de l'eau au moulin de la bourgeoisie ».* *Vercesi* voulait en quelque sorte «*réduire le Parti à un club de surhommes, de prétendus savants ès marxisme*». Balayant d'un revers de phrase le prétendu «optimisme» que Perrone voyait chez Damen et Lecci, ce dernier rappelait qu'il s'agissait «*d'un dur travail de longue haleine*», comparable à celui mené, dans l'isolement «par le Parti bolchevik de 1903 à 1917».

Dans une deuxième intervention, Lecci rejetait l'idée que «*la classe ouvrière soit aujourd'hui l'alliée du capitalisme*», autre paradoxe défendu par *Vercesi.* Au contraire, même «*une phase réactionnaire est toujours suivie de périodes de lutte et de défaite prolétariennes*». Quant à envisager la possibilité de la dissolution du Parti et d'un retour à la Fraction, dont *Vercesi* avait été le dirigeant dans les années 30, c'était proprement inimaginable, car «*les fractions se forment ou se dessinent uniquement quand il y a rupture des principes. Ceci se démontre par des éléments factuels ou des réfutations théoriques, non par de simples affirmations*».

L'intervention de Bruno Maffi, qui refusait de se prononcer soit pour Damen soit pour Perrone, se concentra sur la question électorale qui demandait une immédiate résolution. Ce fut Maffi qui dénonça avec le plus de conviction «d'électoralisme» : «*Le parlementarisme est aujourd'hui plus qu'hier la serre chaude de la corruption politique; les campagnes électorales se déroulent dans le cadre d'une planification bourgeoise qui étouffe et déforme la voix prolétarienne. Participer aux élections même avec le mot d'ordre de sabotage de l'électoralisme veut dire, aujourd'hui plus que jamais, embrouiller les idées déjà confuses chez les prolétaires*». Maffi fut appuyé par La Camera (*Natino*), chef de la Fédération de Cosenza, qui se rangeait derrière un bon sens pragmatique. Aussi, «*non pour des raisons de principe, mais pour des considérations pratiques contingentes*», La Camera, appuyé par Maffi, proposa une motion abstentionniste :

> «*Dans l'attente des conclusions de la discussion qui se tiendra dans le Parti sur la question de la participation et de l'abstentionnisme, le Congrès décide que le Parti ne participera à aucune élection*».

Le congrès s'y rallia unanimement, ainsi que Damen[279], mais aussi *Vercesi* qui avait proposé juste auparavant que le «*parti participe aux meetings électoraux dans le seul but de boycotter le Parlement*».

Il ne fut plus jamais question de parlementarisme révolutionnaire ou de participation aux élections avant comme après la scission du PCInt, en particulier pour la tendance de Damen, accusée d'opportunisme et d'activisme électoraliste par Bordiga et ses partisans[280].

---

[278] Intervention du délégué Morrone de Torre Annunziata. Il s'agit d'une référence à des propos tenus par *Vercesi* à Paris, le 6 octobre 1945, devant ce qu'il nommait les «chapelles» : des bordiguistes de l'exil aux RKD-Communistes révolutionnaires et aux anciens de l'Union communiste de *Chazé*. Perrone avait tâché d'expliquer les buts du Comité antifasciste dont il avait «pris l'initiative» : «assistance; culture; dénonciation des fascistes». Volcanique comme à son habitude, fort mal à l'aise, il concluait que, si nécessaire, il prendrait «le maquis», emportant avec lui «*une bombe atomique avec laquelle je puisse désintégrer vos cerveaux*».

[279] Damen, à la fin du Congrès, soutint publiquement cette motion : « … *Non seulement j'ai accepté, mais j'ai fait mienne la proposition de non-intervention du Parti dans les élections avec sa propre liste tant qu'un débat sur le problème de l'abstentionnisme n'aura pas indiqué au Parti la voie à suivre*».

[280] La tendance «bordiguiste», abstentionniste, modifia dans les années 70 sa position du tout au tout. En Italie, elle appela à

Danielis, qui ne se reconnait dans aucune intervention tant de Damen que de Perrone, note avec perspicacité que le terrain est libre pour la formation d'une fraction : «*Je vous le dis en toute sincérité : pour moi, au sein du Parti la Fraction a déjà pris forme*». Ce coup de révolver verbal, resta sans écho, car nul ne savait quelles réelles divergences pointaient à l'horizon.

Damen concluait par un appel à resserrer les rangs dans l'unité de son Centre : alors que «*le monde chemine inexorablement vers la guerre… le devoir du Centre du Parti est de défendre avec perspicacité et fermeté le travail lent, pénible et difficile de la formation de ses cadres de combat*».

Il soulignait néanmoins la singularité et la dangerosité de la position politique de Perrone qui jugeait contre-révolutionnaires les grèves ouvrières : «*S'il pense que les grèves, comme toute autre expression des masses ouvrières, sont des manifestations de la politique impérialiste, nous devrons dire ouvertement aux ouvriers, non seulement de ne pas faire grève, mais de saboter les grèves*»[281].

Au terme de ce congrès, il serait hasardeux de déceler les germes d'une scission inévitable entre deux positions qui se «*trouveraient, objectivement, aux deux côtés opposés de la barricade*», comme l'affirme dans un de ses ouvrages Sandro Saggioro[282].

Bordiga à l'époque n'avait aucune velléité de scission et n'avait nulle autre intention que de contribuer anonymement à la presse du Parti. Il ne jugeait pas que Perrone exprimât sa «vraie» pensée. Dans une lettre circulaire[283], écrite après le Congrès, Bordiga analysa le congrès comme «*le passage d'un optimisme erroné à une non moins exagération pessimiste*». Il se livrait surtout à une attaque en règle contre les positions de *Vercesi* – qu'il ne nommait pas ! – qui incarnait cette «exagération» : «*De là à proclamer dans une déclaration solennelle que le prolétariat n'existe plus comme classe, ou plutôt que la classe ouvrière est l'élément cardinal de la reconstruction capitaliste, etc., etc.* »

Surtout, Bordiga, implicitement critiquait la position «indifférentiste» et «négativiste» de ses partisans qui prêchaient une non-intervention dans toute structure syndicale ou autre : «*… ne pas travailler dans les syndicats actuels, désormais organe de la bourgeoisie et de l'État; ne pas fonder par la scission un autre syndicat avec le mot d'ordre d'autonomie; ne pas entreprendre la démolition du syndicat. Tout cela a été formulé de façon désordonnée pour culminer dans la proclamation de l'indifférence. Mais l'indifférence ne se proclame pas : qui est indifférent, se tait, voilà tout…* »[284]

- **Les lendemains du Congrès, de l'attentat contre Togliatti au début de la guerre de Corée : «lutter» ou ne pas «lutter» ?**

Une fois clos le Congrès, le PCInt allait se trouver confronté à deux événements majeurs : l'attentat contre Togliatti, le 14 juillet, et la grande scission syndicale, trois semaines plus tard.

Togliatti, quittant un débat au Parlement sur les cartes d'alimentation, est attendu à la sortie par un jeune étudiant sicilien inscrit au Parti libéral, Antonio Pallante, qui le blesse grièvement de quatre balles de revolver. L'attentat crée un choc dans les centres ouvriers. À Naples, Rome et Tarente, des foules en colère affrontent la police. À Turin, Milan et Gênes, se multiplient grèves, émeutes, barricades, assauts contre les préfectures et les commissariats ainsi que les sièges des partis de droite et d'extrême droite. À Gênes, le préfet imposa l'état de siège du 13 au 15 juillet. À Abbadia San Salvatore (Sienne), les mineurs exaspérés coupent les communications

---

voter non au référendum du 12 mai 1974 sur l'abrogation de la loi sur le divorce. En France, l'organisation fit campagne pour exiger le droit de vote pour les immigrés (Voir *infra*).

[281] À la mort d'Ottorino Perrone, la revue *Prometeo* (n° 10, mars 1958), de la tendance d'Onorato Damen, publia un numéro entier d'articles de *Bilan*, écrits par Vercesi, et traduits du français à l'italien. Damen dans sa présentation soulignait en quoi il avait été «avec Vercesi» quand il représentait la *Sinistra italiana*, et «contre Vercesi» pendant la guerre et après.

[282] Sandro Saggioro, *Né con Truman né con Stalin*, op. cit., p. 144. Un compte rendu critique de cet ouvrage a été fait par la tendance de Damen (Tendance communiste internationaliste). Cf. Fabio Damen, «Alcune considerazioni sul libro di S. Saggioro *Né con Truman Né con Stalin*», *Prometeo* n° 5, mai 2011.

[283] Lettre de Bordiga, Naples, 13 juin 1948, adressée à Tarsia, Covone, Perrone et d'autres, dont on ignore le nom [Fonds Perrone, ULB, Bruxelles].

[284] Ibid.



téléphoniques entre le Nord et le Sud, deux policiers y laissant leur vie. Les affrontements qui durèrent deux jours firent une vingtaine de morts et des dizaines de blessés, jusqu'à ce que Togliatti, de son lit d'hôpital, transmettre l'ordre à Secchia et Longo de ne «pas faire de folies».

Staline envoie aussitôt un télégramme à Togliatti, manifestant un soutien appuyé «à notre bien-aimé camarade», exprimant l'indignation du «parti communiste bolchevik» pour «*l'infâme attentat perpétré par des déchets du genre humain contre la vie du chef de la classe ouvrière et de tous les travailleurs d'Italie*»[285]. Surtout, le télégramme publié deux jours après par *l'Unità* condamnait la mollesse des chefs du PCI : «*Le Comité central du Parti communiste bolchevik est attristé par le fait que les amis du camarade Togliatti n'ont pas réussi à le préserver de ce vil attentat accompli traitreusement*».

La tension retombe surtout, lorsque le cycliste italien Gino Bartali remporte une étape du Tour de France dont il sera finalement le vainqueur. Dans un bel élan patriotique, staliniens, démocrates-chrétiens et policiers s'embrassent sur les places publiques, tandis que le pape Pie XII exalte Bartali, «*parfait athlète chrétien*»…

Le PCInt resta assez ambigu sur la nature de ce mouvement insurrectionnel. Certains de ses militants y foncèrent tête baissée. Otello Anacoreti*, qui dirigeait la section de Piombino (Livourne) participa aux émeutes et fut arrêté et emprisonné, accusé de violences contre les «agents de l'État». Il fut condamné – en même temps que 24 ouvriers – à trois ans et trois mois de prison, et son nom fut même mentionné par *l'Unità* parmi les victimes de l'anticommunisme de la droite.

Pour le PCInt, il s'était agi d'un mouvement spontané, échappant au contrôle du PCI. Aldo Lecci*, de l'Exécutif du PCInt, écrivait avec quelque exagération : «*Les masses s'insurgent, unies, compactes, surprenant par leur action le gouvernement bourgeois et les chefs du parti. Tout l'échafaudage de la collaboration semble s'effondrer, plus d'hymnes nationaux, plus d'*«unité de tous les Italiens». *La situation se dévoile telle qu'elle est : une nette division en classes antagonistes – la bourgeoisie alignant ses forces de police pour défendre ses privilèges; le prolétariat qui croit l'heure venue d'en finir avec un régime d'esclavage et de famine*»[286].

Mais le PCInt avait pris soin, dès le départ, de mettre en garde contre toute illusion : «*Peut-être le prolétariat, en reprenant déçu le travail pourra… commencer à comprendre que les partis qui dominent ses propres organisations sont des partis non de sa classe, mais de la légalité bourgeoise, de la démocratie capitaliste. Il pourra peut-être commencer à comprendre que… le sombre événement de l'attentat contre Togliatti n'était pas un maillon de plus dans la chaîne des luttes entre bourgeoisie et prolétariat, mais s'insérait dans la chaîne de la guerre; que* la querelle entre démocrates-chrétiens et national-communistes est une querelle au sein des forces bourgeoises entre deux pôles de l'impérialisme; *que, pour les ouvriers, c'est une voie sans issue sous leur direction et sur leur terrain. Le prolétariat s'est mis en marche, avec un esprit de bataille impétueux,* sous des drapeaux qui ne sont pas les siens; *il a une fois encore – et ce ne sera pas la dernière – manifesté sa croyance dans la démocratie et les partis parlementaires*»[287].

Mais la question la plus grave restait celle d'une activité syndicale alors que la guerre froide faisait son œuvre, le mouvement syndical étant clivé en deux, «suivant deux pôles de l'impérialisme», comme l'avait analysé le PCInt. Les émeutes qui suivirent l'attentat contre Togliatti permirent au groupe syndical démocrate-chrétien, mené par Giulio Pastore (1902-1969) et 10 autres chefs syndicaux, de sortir de la CGIL dans le but de créer (avec l'argent américain)[288] une «Force ouvrière» catholique : la Libre CGIL (*Libera* CGIL), qui prit en 1950 le nom de CISL

---

285 Maurizio Caprara, *Lavoro riservato: i cassetti segreti del Pci*, Feltrinelli, 1996, p. 50.

286 *Tullio* [Aldo Lecci], «La dura lezione dello sciopero», *Battaglia Comunista* n° 26, 27 juillet-4 août 1948.

287 «Bilancio tragico», *Battaglia Comunista* n° 25, 20-27 juillet 1948. Reproduit in Sandro Saggioro, Né con Triuman né con Stalin, op. cit., p. 314-316.

288 À partir de 1947, la CIA et le syndicat AFL collaborent pour soutenir la formation de «syndicats libres» non liés aux partis communistes, en particulier en Europe, en France et en Italie. Dans ce pays, les Américains donnèrent une enveloppe de 200.000 dollars, une moitié pour les syndicalistes laïcs et social-démocrates, l'autre moitié pour la Libre CGIL (LCGIL) de Pastore [Ronald L. Filippelli, *American Labor and Postwar Italy, 1943-1953*, Stanford University Press, 1989].



(Confédération italienne des syndicats de travailleurs). Puis ce fut le tour en mai-juin 1949 des «laïcs» et social-démocrates qui fondèrent la FIL (Fédération italienne du travail). Cette dernière, refusant, malgré la pression américaine, de fusionner avec le syndicat catholique, prit le nom d'UIL (Union italienne du travail) en mars 1950.

Contrairement aux groupes trotskystes et anarcho-syndicalistes qui comme en France prirent positions pour l'un ou l'autre camp (entre Force ouvrière et la CGT), le PCInt refusa de se prêter à ces manœuvres de scission syndicale : «*La fraction* [syndicale du PCInt] *exclut toute possibilité de se solidariser avec l'une ou l'autre des forces qui s'opposent, déclare que les deux morceaux de l'organisation syndicale font partie intégrante du déploiement de forces des deux impérialismes*»[289].

Bien que la majorité des grèves se déroulât dans le cadre de l'affrontement idéologique entre Est et Ouest, le Comité exécutif envisageait «*de baser son action sur une participation active à toutes les batailles se déroulant dans le cadre du syndicat ou de l'usine*»[290].

À côté de cette incitation à un travail dans les syndicats, le PCInt, affirmait que désormais le processus révolutionnaire se ferait à l'aide des conseils et non des syndicats : «*Les syndicats désormais ne disent plus rien aux consciences des masses, plus rien aux luttes du travail et ils disparaîtront de même que tous les organes oppressifs de l'État sous les coups de l'assaut révolutionnaire du prolétariat*». Et cette déclaration était faite en juin 1949, lors du II[e] congrès de la Fédération syndicale mondiale à Milan où les internationalistes adressaient en quatre langues (anglais, allemand, français et italien) «leur salut aux délégués de la FSM», ceux-ci apparaissant du coup comme des «délégués prolétariens» ! [291]

Cette position entre deux chaises devenait intenable au moment où se déclenchait en Corée une guerre qui menaçait de se généraliser au monde entier. La plupart des grèves en Italie devenaient politiques, mais suscitées par le camp stalinien au bénéfice de l'impérialisme russe. Elles avaient pris le nom de «grèves Molotov» (*scioperi Molotov*)[292]. Les internationalistes devaient-ils y participer ? Ou clairement s'abstenir, au risque d'être traités de «briseurs de grève» par une base suivant massivement les directives du PCI ?

En janvier-février 1951, alors que Séoul était reprise par l'Armée populaire de Mao, et que MacArthur menaçait de lancer des bombes atomiques sur la Mandchourie, des grèves politiques éclataient dans les usines italiennes. À la Wai-Assauto d'Asti, lors d'une grève politique contre la guerre de Corée, ou plutôt contre le seul camp de l'«impérialisme yankee», deux membres du PCInt, soutenus par une dizaine de camarades du département de nettoyage, proclamèrent devant une assemblée de 300 ouvriers leur boycott résolu : «*Les internationalistes ne sont ni pour Truman ni pour Staline, mais pour la voie de la révolution prolétarienne, ils ne sont pas prêts à manifester ni pour le capitalisme oriental ni pour l'occidental, mais uniquement contre les deux*». Les staliniens, dont le directeur d'usine était un conseiller communal du PCI, inscrivirent sur leur tableau mural tous les noms des non-grévistes[293].

Cette position entraina néanmoins une mise en garde de Damen et de responsables comme Luciano Stefanini, Giovanni Bottaioli et Aldo Lecci. Pour ce dernier, dans une lettre adressée au Comité exécutif, dont il faisait partie, le boycottage favoriserait inévitablement le camp adverse :

---

289 «L'evoluzione del sindacato e i compiti della Frazione sindacale comunista internazionalista», *Battaglia Comunista* n° 6, 11-18 février 1948.

290 Ibid.

291 «Il saluto degli internazionalisti ai delegati della Federazione sindacale mondiale», *Battaglia Comunista* n° 26, 29 juin-5 juillet 1949.

292 À la Conférence de Paris (27 juin 1947), Molotov, le ministre des affaires étrangères, avait rejeté le Plan Marshall d'aide à l'Europe, dont le but était de mettre fin à la domination soviétique en Europe orientale. Seul un coup d'État stalinien (25 février 1948) empêcha la Tchécoslovaquie de rejoindre l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), chargée de répartir les fonds du Plan Marshall.

293 «Non cediamo l'arma dello sciopero ai dominatori di Oriente e di Occidente», *Battaglia Comunista* n° 3, 1[er]-14 février 1951 [Reproduit intégralement par Sandro Saggioro, in *Né con Truman, né con Stalin*, op. cit., p. 328-330].

«*À ces formes de grève* [gauche pro-stalinienne], *le bloc occidental oppose ou tente d'opposer son arme classique : l'antigrève… Dans la situation actuelle, grève et antigrève rentrent toutes deux dans le cadre des forces impérialistes agissantes et existantes sur le terrain international… Aujourd'hui, la grève dirigée par les impérialistes de gauche, qu'elle soit politique ou revendicative, n'est plus une arme de poing prolétarienne : elle le fut à l'origine, et le redeviendra sous la direction d'un parti politique de classe. Alors que l'antigrève – sous quelque époque, dans quelque phase que ce soit, peu importe les circonstances – a été, est et restera une arme propre au capitalisme et à ses serviteurs*».

Aldo Lecci mettait surtout en cause non seulement la section d'Asti, mais le Comité exécutif qui suivait de plus en plus la ligne de Maffi et Bordiga : «*Le fait que vous vous êtes arrogés le droit de patronner une position aussi opportuniste au nom du Parti démontre clairement que vos conceptions politiques ne vont pas au-delà de la scolastique de* [Benedetto Croce]*, où il suffit de renverser les termes du problème pour avoir la réponse*»[294].

En fait, à côté de ces grèves politiques se déroulaient des grèves syndicales contre les restructurations industrielles et agricoles qui se traduisaient par des milliers de licenciements, les grèves touchant plus le secteur agricole qu'industriel[295]. Aussi, dans les centres industriels où travaillaient les ouvriers internationalistes, la dénonciation de l'«antigrève» fut vigoureuse comme à Turin, Milan, Torre Annunziata et Tarente. Dans la section de Cassano Magnago (Milan)[296], au printemps 1951, un ancien de la Fraction en exil, Carlo Mazzucchelli (*Tre*), qualifiait de «jaunes» (*Krumiri*[297]) ses propres camarades d'Asti. Il adressa une lettre à la Commission exécutive affirmant que ceux-ci, «*s'ils s'étaient trouvés à* [Cassano Magnago], *leur action aurait reçu une leçon méritée : il aurait été beau de voir des internationalistes frapper d'autres internationalistes*»[298].

Face à cette levée de boucliers, le Comité central dirigé par Bruno Maffi, dénonçait «un ouvrage pernicieux de polémiques stériles, de critiques gratuites et de désagrégation politique et organisative» chez Damen et ses partisans, dénonçait une travail fractionniste visant à «*jeter les bases d'une organisation dans l'organisation*», et en conséquence «*infligeait un blâme écrit aux susdits camarades*», «*en donnant pouvoir au Comité exécutif de prendre éventuellement les mesures drastiques qui … s'avéreraient par la suite nécessaires*»[299].

- **Que ne pas faire ? ou Que faire ? La scission de 1951-1952**

Si l'«affaire d'Asti» avait allumé une mèche, d'autres étaient déjà bel et bien allumées depuis 1949 : question syndicale, question du parti, question des «révolutions bourgeoises» et question de l'impérialisme (cf. *infra*).

Toutes ces questions explosives avaient délimité lentement mais sûrement deux tendances : celle

---

[294] «Ai Compagni della Commissione Esecutiva», *Bolletino per la preparazione del II° Congresso del Partito Comunista Internazionalista*, p. 27-31 [Lettre d'Aldo Lecci au Comité exécutif, mars 1951].

[295] Cf. Dino Erba, *Nascita e morte di un partito rivoluzionario…*, op. cit., p. 230-231 et 255.

[296] En 1952, la trentaine d'ouvriers inscrits à la section de Cassano Magnago, dont Silvio Bernasconi*, se déclarèrent partisans de Damen [A. Pellegatta, *Chronache rivoluzionarie in provincia di Varese (1945-1948). Il Partito Comunista Internazionalista, gli anarchici e i dissidenti libertari nel periodo della ricostruzione postbellica*, Quaderni di pagine marxiste, avril 2009].

[297] Le terme de *krumiri* ou *crumiri* fut introduit à l'occasion d'une grande grève des dockers de Marseille (en majorité italiens) qui dura du 28 février au 8 avril 1901. Au cours de cette grève, les patrons remplacèrent les Italiens par les Arabes (Krumirs, du nom d'une tribu de pillards tunisiens). Le sens de «briseur de grève» fut consacré quelques mois plus tard lors d'une grève des charbonniers à Gênes, où fut formé un «syndicat jaune» catholique (*Lega cattolica di lavoro*, 12 juin 1901), dans le but de fournir des travailleurs durant les grèves. Puis le terme de *krumiri* acquit son acception actuelle de non-grévistes ou de sous-prolétariat prêt à offrir ses services au patronat pour faire baisser les salaires.

[298] *Bolletino per la preparazione del II° Congresso…*, op. cit., p. 31. Mazzucchelli, dans ce texte de mars 1951, comparait l'attitude d'Asti à celle de Korsch qui avait proclamé en 1926 que «*tout était à refaire et qu'il fallait sortir en masse* [de la Troisième Internationale et des syndicats]».

[299] «A tutte le sezioni. Deliberazione del C.C.», 1er juillet 1951 [Archives Perrone, ULB, Bruxelles]. Cité par Sandro Saggioro, *Né Stalin né Truman*, op. cit., p. 191-192.

de Bordiga, Perrone et Maffi et celle de Damen, Lecci, Stefanini et Bottaioli. Le triomphe de la tendance de Bordiga fut largement assuré sous couvert d'anonymat, avalisé par les organes centraux (comité exécutif et comité central).

– le péril de l'anonymat : «*Je suis l'alpha et l'oméga*» [300]

Depuis janvier 1949, Bordiga n'intervenait plus épisodiquement par des contributions ponctuelles, transmises par des «intermédiaires» – signées *Alfa* ou *Orso* – mais dans tous les numéros du journal *Battaglia Comunista*, sous la rubrique «Il filo del tempo» (le Fil du temps). La singularité de cette réapparition au grand jour tenait dans le mot mythique d'anonymat. Tous les textes du «grand absent» des congrès n'étaient jamais signés, donnant l'impression qu'ils étaient l'alfa et l'oméga de l'organisation. Dès 1950, signe que l'audience d'*Alfa* avait l'oreille de tous les organes centraux (comité central et Commission exécutive), les articles politiques – sauf exceptions, comme celle de *Gieffe* (Gennaro Fabbrocino*) – devenaient anonymes, écrits par Bordiga ou Bruno Maffi. Jamais ils n'étaient signés sous pseudonyme, ou collectivement sous celui de la rédaction. Il ne pouvait donc plus y avoir de tribunes libres exprimant la diversité d'opinions divergentes ou simplement en recherche.

En fait dès le début de l'année 1950, la rédaction de *Battaglia Comunista* était progressivement passée dans les mains de Bruno Maffi. Damen est obligé d'abandonner la direction politique du journal[301]. En mesure de protestation, il démissionne du Comité exécutif en juin, bientôt suivi par Bottaioli. Il met en demeure le C.E. de ne pas transformer le parti en un «*cercle d'amis*» dévoué corps et âme à Bordiga. Il fallait éviter que les membres du Parti «*ne tiennent compte que de la seule contribution intellectuelle de Bordiga et sous-évaluent ou feignent d'ignorer les devoirs d'un actif engagement révolutionnaire, dont personne, et encore moins Bordiga, ne doit se sentir exonéré*»[302].

La systématisation de l'anonymat par Bordiga créait une sorte de perversion politique. L'anonymat exaltait une pensée politique «totalitaire» (terme employé par Bordiga dans le projet de plate-forme écrit en 1945 qui ne fut pas adopté). L'anonymat du chef, dont la pensée ne pouvait jamais être remise en cause, confortait le monolithisme et l'esprit de secte. Tout acte de contestation était sacrilège.

De même que Bordiga devait créer en 1952 le Catéchisme du «Parti» (voir *infra*), il ne pouvait qu'être le médium d'une histoire pluri-millénaire du communisme cheminant souterrainement, à la façon de l'Esprit hégélien, dans les «*livres de guidance tels que les Védas, le Talmud, la Bible, le Coran ou la Déclaration des droits de l'homme*», jusqu'au *Manifeste du parti communiste* de 1848[303].

Bordiga, sous le masque de l'anonymat, perdait son enveloppe humaine, géo-historique, «pour devenir… l'incarnation chamaniste du parti»[304], une sorte de pythonisse dévoilant la Vérité dans la nouvelle Delphes napolitaine : «*Ce n'était pas lui, Amadeo, qui parlait : c'était la conscience du parti, c'était l'expérience historique de la Gauche qui s'exprimait par sa bouche*»[305].

Porteur du bâton du prophète, Bordiga était inaccessible à la moindre critique théorique, qui serait apparue comme un coup de révolver dans une salle de concert : «*Il était convaincu, comme tous*

---

[300] Le pseudonyme d'*Alfa* choisi par Bordiga péchait par un indéniable défaut d'humilité. Il sortait directement de la *Bible*. On peut ainsi lire dans le chapitre de l'Apocalypse : «*Je suis l'alpha et l'oméga, dit le Seigneur Dieu, celui qui est, qui était, et qui vient, le Tout-Puissant*». Toutes les contributions de Bordiga dans sa rubrique «fil du temps», de 1949 à 1955, étaient rythmées par les adverbes d'un temps «mystique» d'attente de la parousie : «*Hier, aujourd'hui, demain*».

[301] À partir du n° 18, 21 sept.-4 oct. 1950, le nom de Damen, «direction politique», est effacé; seul apparaît le nom de Bruno Maffi en tant que «directeur responsable».

[302] Lettre de Damen au Comité exécutif, juin 1950, citée par Sandro Saggioro, *Né con Truman né con Stalin*, op. cit., p. 168.

[303] (Bordiga) «L'Invariance historique du marxisme» [1952], *Programme communiste* n° 53-54, oct. 1971-mars 1972, p. 1-14.

[304] Fabien Le Roux, *Ébauche d'une sociologie du suffixe –isme : Le cas du bordiguisme*, DEA (Frédérique Matonti, dir.), Département de sciences sociales de l'École normale supérieure / École des hautes études en sciences sociales Paris, sept. 2002. Reproduit par François Langlet (éd.), *Tempus fugit* n° 2, fév. 2005, p. 513.

[305] «Il y a 25 ans mourrait Amadeo Bordiga», *Le Prolétaire* n° 432, juil.-sept. 1995, p. 3.

ceux qui se considèrent les messagers de l'Histoire, de l'essence exceptionnelle et infaillible de ses capacités critiques. Il usait d'une ronde éloquence, celle des prédicateurs, ornée de malédictions et prophéties apocalyptiques. Il croyait pouvoir diviser le cours historique, comme Moïse a séparé les eaux de la mer Rouge. Il détestait la discussion… Aucun de nous n'osait, je ne dis pas de le critiquer mais de penser qu'il fût critiquable. Pour nous, Bordiga ne pouvait être critiqué que par un autre Bordiga, dans un combat de Titans. Il nous était seulement permis de l'écouter comme on écoute Mozart ou Beethoven. Dans le silence et le recueillement»[306].

Selon Jacques Camatte*, la théorisation de l'anonymat correspondait à une volonté (louable) de mettre 'modestement' dans l'ombre l'apport de l'individu Bordiga au profit du «corps mystique» du parti, qui serait l'«anticipation de la société communiste». Le militant devait renier toute propre personnalité critique et ânonner, lors de messes périodiques (les réunions générales), le «catéchisme révolutionnaire» : «*Bordiga attribue tout au parti, rien à ses membres qui, non seulement n'existent que par sa médiation, mais sont des éléments interchangeables sans aucune substance si ce n'est celle que leur alloue le parti – le centre du parti diront plus tard les épigones… Cela mène à un psittacisme d'autant plus idiot que le nombre de militants-perroquets est plus grand*»[307].

Au moment de la scission, les débats avaient été faussés par le poids écrasant de la personnalité de Bordiga, au point de balayer le moindre doute. Comme le relève Sandro Saggioro, «*Bordiga était aimé et idolâtré par la majeure partie des camarades*», tout en n'étant «ni compris ni entendu». Et pour cause ! À la tendance de Bordiga faisait défaut «l'exercice de l'esprit critique», «un exercice qui encourait la défaveur», car il était «*interdit de penser avec sa propre tête*»[308].

L'opposition entre Damen et Bordiga n'avait fait que s'amplifier depuis le congrès de Florence de 1948, et Damen se trouvait progressivement isolé par la direction de Bruno Maffi et Vittorio Faggioni, à Milan, qui suivaient aveuglément Bordiga, dont le personnage historique et la «ronde faconde» napolitaine fascinaient plus d'un, éteignant toute étincelle critique.

– deux conceptions du parti : «centralisme démocratique» ou dictature de l'«automate programmatique»

Après le «blâme écrit» qui mettait hors du parti Damen, Lecci, Stefanini et Bottaioli, pour faire entendre leur voix et surtout préparer un congrès public des véritables orientations du PCInt, l'opposition sortit quelques mois plus tard (sept. 1951) un Bulletin pour la préparation du IIe congrès du Parti communiste internationaliste», dans la «continuité de la gauche italienne». La présentation était anonyme, signée «Sinistra italiana». La signature engageait les sections de Milan, Sesto San Giovanni, Cassano Magnago, Crémone, Turin, Rome, Catanzaro, Parme[309].

Le texte introductif constatait que «*le Parti est divisé, en particulier sur le problème de la politique syndicale ainsi que sur les rapports entre parti et masse*». L'origine de cette division était clairement soulignée : «*Le cam. Perrone et les 'perronistes' soutiennent désormais ouvertement la sortie des syndicats contre lesquels ils lancent le mot d'ordre de boycottage. Pour ces camarades, les syndicats sont devenus des instruments de la classe ennemie : le prolétariat encadré ou subissant leur influence est tombé dans le piège qui l'entraîne dans la contre-révolution, il doit être considéré comme mort… Les camarades de l'actuel Exécutif de notre parti sont des 'perronistes' déclarés ou tendanciels; pour eux, dans la phase actuelle d'une domination totalitaire du capitalisme, il n'y a rien à faire pour le Parti qu'ils prétendent 'guider', sinon de publier la presse ou quelque circulaire*».[310]

En fait le Parti était divisé en trois : la tendance de Damen, pour la constitution de fractions syndicales internationalistes lors des élections de commissions internes; celle de Perrone, Maffi et

---

[306] Selon l'ancien collaborateur de Bordiga, Gennaro Fabbrocino (*Gieffe*), «Bordiga geniale ma pigro», *La Voce della provincia*, Torre Annunziata, 18 nov. 1994. Souligné par nous.

[307] Jacques Camatte, «Bordiga et la passion du communisme», janvier 1972 [http://revueinvariance.pagesperso-orange.fr/passion.html].

[308] Sandro Saggioro, ibid., p. 221.

[309] *Bolletino* – per la preparazione del II° Congresso del Partito Comunista Internazionalista, s.l.n.d. Ce Bulletin de 36 pages était vendu publiquement au prix de 200 lires. Il était donc externe.

[310] Ibid., préface : «Continuità della Sinistra italiana».

Faggioni (Comité central) qui incitait à «déserter» le terrain syndical, exactement comme sous le fascisme[311]; et la tendance de Bordiga, d'abord ultraminoritaire, qui affirmait l'exact contraire : «*le Parti ne peut ni ne doit : proclamer le boycottage des syndicats organes d'entreprise et d'agitation ouvrière; proclamer la présence en tout lieu et en tout temps la participation aux élections d'entreprise des syndicats, etc., etc., avec ses listes propres… Dans la majorité des cas, abstention pratique et non boycottage*»[312].

La sortie du *Bulletin* et l'étalage des divergences permit à la Commission exécutive dirigée par Maffi et Faggioni, d'utiliser des mesures de rétorsion. Le 5 octobre 1951, une lettre circulaire de la C.E. annonçait l'expulsion de ses rangs de Damen, ainsi que de Lecci, Stefanini et Bottaioli[313]. Elle sera prolongée peu de temps après par la dissolution des Fédérations milanaise, turinoise et romaine qui suivaient la tendance de Damen, interprétant dans un sens 'extensif' des statuts qui n'avaient prévu que le cas des sections, et non celui des fédérations : «*Le Comité central du Parti et le C.E. confédéral peuvent à n'importe quel moment dissoudre une section pour des motifs disciplinaires et politiques*»[314].

Il est vrai que le 18 octobre s'était tenu à Milan, fief 'daméniste', une conférence d'urgence, la «conférence de défense du Parti à l'instigation de la Gauche italienne du PCInt», une conférence qui traduisait la peur d'une imminente troisième guerre mondiale. Contrairement à Bordiga qui croyait au triomphe pacifique du dieu Dollar jusqu'en URSS[315], la tendance de Damen, mais aussi la C.E. du parti, croyait à l'imminence de la guerre mondiale, où «*la mobilisation sera faite au nom de la défense de la démocratie contre la tyrannie communiste, avec un retour aux idéaux et à la violence de la guérilla des partisans sous la direction des prétendus communistes de Staline*»[316].

À la grande surprise de Maffi et de Bordiga, qui tenaient désormais, avec Faggioni, les rênes du Parti, Ottorino Perrone éleva une vive protestation contre cette expulsion qui faisait remonter chez lui des relents de chasse aux opposants, du temps de la stalinisation des partis communistes : «*… en notre sein, on inaugure le système du 'fait accompli'…* C'est la pire des manœuvres… *Si indiscutablement Damen est sorti de la route, même vous, vous n'empruntez pas le sentier nous conduisant vers la reconstruction du Parti. La position de principe à adopter est très simple : on expulse qui transgresse les principes; dans le moment présent, nous n'avons pas de principes tactiques permettant d'exclure.* Donc, pas d'expulsion. *Si malgré tout on expulse, c'est la preuve que l'on ne suit pas l'orientation qui permettra de rétablir ces principes…* »[317].

Mais les jeux étaient déjà faits. Les 8 et 9 décembre se tenait à Florence, pour la première fois en présence de Bordiga, une conférence qui avalisait les positions d'*Alfa*. Celles-ci étaient gravées

---

311 «Fuori e contro i sindacati dell'imperialismo, le lotte operaie», *Battaglia Comunista* n° 16, 23 août-6 septembre 1950 : «*La lutte ouvrière ne passe plus comme jadis à travers les organisations syndicales pour grimper à un niveau plus élevé : elle passe – exactement comme dans le cas des corporations de l'impérialisme fasciste – par leur désertion*».

312 «Sulla questione sindacale», lettre de Bordiga, 5 janvier 1951, publiée dans le *Bolletino*, op. cit., p. 16-17.

313 «A tutta l'organizzazione», in Luigi Gerosa, *Archivio della Fondazione Amadeo Bordiga*, Fondazione Amadeo Bordiga, Formia, déc. 2013. Reproduite par Sandro Saggioro, *Né con Truman Né con Stalin*, op. cit., p. 340.

314 Lettre circulaire de l'Exécutif, en date du 23 octobre 1951 [Archives Perrone, ULB, Bruxelles]. Les Statuts du PCInt de 1946, art. 40, permettaient ces dangereuses 'mesures d'exception' dans le Parti, mais n'évoquaient pas la possibilité de rayer des fédérations entières, a fortiori celles qui étaient la base même de la formation du Parti.

315 *Alfa*, «America», *Prometeo* n° 7, mai-juin 1947, p. 297-300 : «*… le dollar, avec toute son organisation mondiale d'anticipation…, part à la conquête de l'Europe bien au-delà de l'Oural, et en planifie le succès sans recourir ni aux circuits des ogives nucléaires ni aux aéronefs d'invasion par la voie polaire*».

316 Motion approuvée le 18 octobre par la Conférence d'urgence de Milan, in *Bolletino per la preparazione del II° Congresso del Partito Comunista Internazionalista* n° 2, s.l.n.d. (nov. 1951), citée par Sandro Saggioro, *Né con Truman Né con Stalin*, op. cit., p. 200.

317 «*Puntare i piedi*» [Mettre le holà !], lettre de Perrone, Bruxelles, à Maffi, 12 oct. 1951, in Archives Perrone, ULB, Bruxelles. Souligné par nous. Partisan de l'exclusion de Damen et de ses partisans, en 1951, Bordiga fit marche arrière lorsque se multiplièrent les oppositions dans son «parti» : «*L'exclusion est l'ignoble bagage du démocratisme politicien… Une pratique bureaucratique d'exclusion est caractéristique des temps anciens. En aucun cas cela ne devrait se produire pour des motifs non politiques, moraux. Nous serions hors sujet, car le marxisme est amoral*». Mais Bordiga, ajoutait parfois à propos de dissidents, jugés «amoraux», et expulsés du «Parti» : «*Nous nous sommes débarrassés d'un autre beau morceau de merde*». [Lettre à Romeo Ceglia, 18 sept. 1960, site n + 1, http://www.quinterna.org/archivio/carteggi/19600918_bordiga_ceglia.htm].

dans un texte qui resta sous le nom significatif de Catéchisme (*Catechismo*). Comme au temps glorieux du PC d'Italie, Bordiga parla huit heures d'affilée pour «*faire carrément le catéchisme*», tandis que le jeune Giuliano Bianchini* en dressait le procès-verbal[318]. Un résumé en fut donné quelques mois plus tard, publié anonymement[319]. Le «Catéchisme» se mua en *Thèses caractéristiques du parti*, publiées intégralement en 1962, bien après la scission[320].

La messe était dite, et quiconque se refusait d'en faire son missel, encourait l'excommunication. Bordiga avait prévenu : «*Échanges d'idées, marchandages, réunions plus ou moins solennelles, rien ne parviendra à me convaincre de changer la moindre virgule. Qui ne l'accepte pas se met hors du Parti*»[321].

Ce Catéchisme, intangible et invariant, marquait un net recul par rapport aux positions d'un parti qui, en 1945, s'était réclamé explicitement de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht[322], avait appelé à la formation de conseils ouvriers, seule forme de pouvoir prolétarien. Dans le «Catéchisme», les conseils ouvriers avaient disparu dans les oubliettes de l'histoire. Le «parti communiste» au pouvoir disposait de tous les pouvoirs de substitution, comme au temps du parti unique de Lénine : «***Le parti communiste… représente, organise et dirige*** **sans partage** ***la dictature du prolétariat***»[323]. Ce parti était «totalitaire» – un terme souvent repris par Bordiga – dans le sens où il niait toute possibilité de conscience individuelle chez les ouvriers : «***il n'est pas possible que chaque prolétaire parvienne à la conscience et à plus forte raison à la maîtrise culturelle de la doctrine de classe***». La conscience ne pouvait résider que dans «*l'unité organique du parti*», les «*chefs ne constituant aucune garantie*»[324].

Cette conception d'un parti-automate programmatique, sans chefs ni individus, s'accompagnait naturellement d'un absolu dogmatisme : «***Aucune révision des principes originels de la révolution prolétarienne***» (sous-entendu depuis le *Manifeste communiste* de 1848). Le parti devenait un sismographe de la réalité sociale : «***Le parti accomplit aujourd'hui un travail d'enregistrement scientifique des phénomènes sociaux afin de confirmer les thèses fondamentales du marxisme****… Il répudie l'élaboration doctrinale qui tend à fonder de nouvelles théories ou à démontrer l'insuffisance du marxisme à expliquer les phénomènes*»[325].

La liberté de pensée dans le parti était soumise à un permanent état d'exception, comme au temps de l'interdiction des fractions dans le parti bolchevik en 1920 : «… ***le parti interdit la liberté personnelle d'élaborer (ou mieux d'élucubrer) de nouveaux schémas et explications du monde social contemporain : il proscrit la liberté individuelle d'analyse, de critique et de perspective pour tous ses membres, même les plus formés intellectuellement, et il défend l'intégralité d'une théorie qui n'est pas le produit d'une foi aveugle, mais la science de classe du prolétariat…*** »[326].

En conséquence, ce parti s'affirmait comme une monade politique, calquée sur celle de Leibniz[327] : «*Le parti s'abstient … de lancer et d'accepter des invitations, des lettres ouvertes ou des mots d'ordre d'agitation en vue de constituer des comités, des fronts et des ententes avec d'autres mouvements et organisations politiques, quels*

---

318 Lettre de Bordiga à Perrone, 16 déc. 1951, Archives Perrone, ULB, Bruxelles.
319 «Base per l'organizzazione 1952», *Battaglia Comunista*, n° 5, 6-20 mars 1952, p. 3-4.
320 «Tesi caratteristiche del partito (dicembre 1951)», *Il programma comunista* n° 16, 8 sept. 1962. Thèses reproduites par Sandro Saggioro, ibid., p. 341-364.
321 Lettre circulaire de Bordiga, Naples, 15 déc. 1951, Archives Perrone, ULB, Bruxelles. [cf. Saggioro, ibid., p. 365-367].
322 La référence à la «Révolution allemande» était bien présente dans *Battaglia Comunista* sous la forme des caricatures de George Grosz [Georg Ehrenfried Groß], féroce contempteur de la République bourgeoise de Weimar.
323 *Défense de la continuité du programme communiste*, Thèses caractéristiques du parti, 1951, Ed. Programme communiste, oct. 1979, p. 168. Souligné par nous.
324 Ibid., p. 170.
325 Ibid., p. 189. Souligné par nous.
326 Ibid., p. 189-190. Souligné par nous.
327 «*La monade… n'est autre chose qu'une substance simple… ; simple, c'est-à-dire sans parties… Les monades n'ont point de fenêtres, par lesquelles quelque chose y puisse entrer ou sortir*» [Gottfried Leibniz, *Monadologie*, 1714].

qu'ils soient»[328].

Alors que le Congrès officiel du Parti devait se tenir à Milan en mai 1952, la tendance de Bordiga avait donc passé le Rubicon, en rompant violemment avec celle de Damen, en fait avec ses principes de 1945. Ignorant toute l'histoire du PCInt, elle se considérait, depuis sa réunion à Florence en décembre 1951, comme l'unique héritière du Parti de Livourne en janvier 1921 : «*Le Parti Communiste Internationaliste est constitué sur la base des principes…, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti communiste d'Italie (section de l'Internationale communiste)*»[329]. Aucune mention n'était faite au travail de la Fraction italienne autour des revues *Prometeo* et *Bilan* de 1928 à 1938[330]. Elle ne considérait comme «*solide base doctrinale*» que les seuls apports de Bordiga, Bruno Maffi et Ottorino Perrone publiés dans *Prometeo* après 1945[331], mais aussi l'*ABC du communisme* de Boukharine et Preobrajenskij[332]. Tout le «reste» – en fait la période cruciale du combat internationaliste du PCInt de 1943 à 1945 – était tout juste «*un effort généreux mais confus*»[333]…

La tendance de Damen avait fait tout pour maintenir un *modus vivendi*, rappelant les «principes léninistes» d'un congrès de tout le parti pour tout changement programmatique de la plate-forme : «*Pour un parti révolutionnaire, les engagements pris à un congrès sont tout, alors que tout ce qui se trame en dehors du congrès et contre lui est de la manœuvre qui – par le fait même d'échapper au contrôle et au jugement des militants du parti – est… un sûr tremplin de méthodes et de desseins de franche facture opportuniste. Les points de ta plate-forme, dont le but est de se substituer aux décisions du Congrès de Florence, ne sont rien d'autre que des 'manœuvres'… Ils bafouent ce que le parti devra décider lors de son prochain deuxième congrès*»[334].

Mais Bordiga avait déjà fait le choix dès décembre 1951 de refuser le cadre – pour lui «parlementaire» – d'un congrès public, avec un Comité d'organisation (C.O.) qui aurait résolu le «cas Bordiga» : « … *Damen propose le C.O., le Congrès et, dans quelque temps, on en appellera à une Assemblée constituante, avec vérification des mandats; je serai, c'est évident, viré*»[335].

Les cartes avaient été déjà battues dans les coulisses, par des échanges épistolaires privés avec

---

[328] *Défense de la continuité du programme communiste*, ibid., p. 190-191. Cette politique d'isolement se révéla catastrophique. Aussi Bordiga lui-même rédigea-t-il un Appel international en 1953. Mais celui-ci éliminait tout le milieu internationaliste non «programmiste» puisqu'il partait en croisade contre «*les positions 'antibarbares', 'antiterroristes', antidictatoriales*». Sur la Russie, Bordiga se contentait d'affirmer qu'«*elle tendait vers le capitalisme*» [«Parti communiste internationaliste : Appel pour la réorganisation du mouvement», Bulletin intérieur du groupe français de la Gauche communiste, juin-septembre 1953, p. 4-14].

[329] *Défense de la continuité du programme communiste*, ibid., p. 147. La note introductive aux thèses, non signée, précise que le PCInt «*se constitua en 1943 lorsqu'il fut* ***désormais devenu évident*** *que les 'partis' communistes officiels étaient* ***définitivement passés*** *au réformisme, au légalisme, au social-nationalisme, bref à la contre-révolution*» [souligné par nous]. Cette introduction suggérait donc que les partis staliniens étaient – de façon «évidente» – passés à la contre-révolution par la seule la dissolution du Komintern (15 mai 1943), et non depuis 1925-1927 avec le triomphe du «socialisme dans un seul pays». [À noter que le nom originel de «Parti communiste internationaliste», utilisé dans ces thèses de 1951, a été subrepticement remplacé par celui de «Parti communiste international» depuis 1964-65, et repris par les différents schismes].

[330] Sandro Saggioro, *Né con Truman Né con Stalin*, op. cit., p. 195, note que c'est 10 ans après la mort de Bordiga, à la veille de son éclatement, que la tendance «programmiste» de Bruno Maffi organisa une réunion générale, les 1er-2 nov. 1980, sur l'«histoire de la Fraction à l'extérieur jusqu'en 1935».

[331] Dès 1947, sont considérées comme «thèses de la Gauche» (*tesi della Sinistra*) les seuls textes de Bordiga publiés dans la revue *Prometeo* (numéro 1 à 8), ainsi que l'étude historique d'Ottorino Perrone sur l'Internationale communiste : «La tattica del Comintern», *Prometo* nos 2 à 6 et 8. Suivront, écrits par *Orso* (Bordiga) : «Forza, violenza, dittatura nella lotta di classe», *Prometeo* nos 2 et 4, 1946, nos 5 et 8, 1947, nos 9 et 10, 1948; puis «Proprietà e capitale. Inquadramento nella dottrina marxista dei fenomeni del mondo sociale contemporaneo», *Prometeo*, série I, 1948-1950, nos 10 à 14; série II, 1950-1952, nos 1, 3 et 4.

[332] N. Bucharin & E. Preobragenski, *L'A.B.C. del comunismo (sviluppo e decadenza del capitalismo)*, Edizioni Prometeo, Milan, 1948, 168 p.

[333] *Défense de la continuité du programme communiste*, ibid., p. 147.

[334] Lettre de Damen à Bordiga, 23 mars 1952, citée par Sandro Saggioro, *Né con Truman Né con Stalin*, op. cit., p. 384-385.

[335] Lettre d'Amadeo Bordiga à Bruno Maffi, 2 janvier 1952, site quinterna.org, revue *n + 1* (carteggi) : http://www.quinterna.org/archivio/carteggi/19520102_bordiga_maffi.htm. Traduction complète en français dans Bordiga. Textes 1915-1966, *(Dis)Continuité* n° 5, déc. 1998, p. 231-234.

Bruno Maffi. Face au Comité d'organisation, Bordiga proposa de donner tout le pouvoir exécutif à un «commissaire unique», à «*Bruno [Maffi] … seul de l'exécutif qui se tue sérieusement au travail; les autres font la roue comme le dindon*»[336].

En conséquence, faisant fi des secrètes «manœuvres des corridors de Montecitorio», pratiquées par Bordiga, Damen annonçait qu'il publierait leur échange de correspondance. Dans un esprit de «*loyauté et de correction*», il s'engageait à transmettre la presse et les communiqués internes de son organisation à Bordiga[337].

Orso (ours en français), l'autre pseudonyme de Bordiga, répondit avec un mépris grossier, à peine tempéré par sa théâtralité napolitaine : «*Tu me connais de par le passé, tu sais combien mes décisions de mettre un terme et de liquider sont **totalitaires** et irrévocables… **Tu es en état d'invalidité** et s'il est encore possible de te donner de fraternels conseils, l'unique remède serait d'accorder à ton cerveau au moins six mois de vacances… Publie ce que tu veux : je te prie seulement de ne plus rien m'envoyer, presse ou autre, et de faire comme si tu ne possédais plus mon adresse… Dans le matériel que vous êtes en train de faire circuler, il n'y a pas la moindre contribution : je n'y prêterai pas attention, de toute façon, d'où qu'il vienne. J'arrête donc là et te salue*»[338].

La correspondance entre Damen et Bordiga s'interrompant brutalement, la tendance qui avait formé le PCInt des origines était donc formellement exclue, ou plutôt déniée d'existence. La tendance de Bordiga-Maffi ne pouvant «reconnaître» l'existence d'une tendance opposée, et donc «ennemie», continua à publier de février à octobre 1952 – sous la direction de Bruno Maffi, «directeur politique» – *Battaglia Comunista*. Le groupe de Damen donna à son organe le même titre, mais à un rythme bientôt mensuel, avec une têtière différente : la faucille et le marteau entrecroisés encadrés d'une couronne d'épis de blé sur fond de soleil levant, avec le vieux mot d'ordre : «*Prolétaires de tous les pays unissez-vous !*». Les deux «Battaglia» émanaient du même parti : le PCInt !

Mais, pour mieux souligner que le parti de Damen n'était plus de ce monde, Maffi tenta de changer le nom du propriétaire inscrit au Tribunal de Milan, en s'adressant audit tribunal. Le propriétaire légal était Giovanni Bottaioli*, vieux membre de la Fraction en exil, exclu de la C.E. par Maffi. La manœuvre ayant échoué, la tendance bordiguiste continua à publier de février à septembre 1952 son propre *Battaglia Comunista*, qui était en fait la continuation de l'ancien, puisqu'il sortait de la même imprimerie milanaise. La manchette proclamait un retour à «Livourne 1921», qui niait la fondation réelle du parti en 1943 : «*CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la ligne de Marx à Lénine, à Livourne 1921, à la lutte de la Gauche contre la dégénérescence de Moscou, au refus des blocs de partisans; l'œuvre difficile de restauration de la doctrine et de l'organe révolutionnaire, au contact de la classe ouvrière, en dehors de la politicaillerie personnelle et électoraliste*»[339].

La tendance de Damen obtint par décision du Tribunal de Milan le séquestre des titres *Battaglia Comunista* et *Prometeo* qui redevenaient sa propriété légale[340]. Après avoir hésité entre les titres *Il bolscevico* (titre suggéré par Perrone et vite rejeté), *Il Comunista*, *Lotta comunista*, *Rivoluzione proletaria* ou *Contro Corrente* (suggérés par Maffi), s'imposa finalement le titre d'*Il programma comunista*,

---

[336] Idem.

[337] Lettre de Damen à Bordiga, 23 mars 1952, ibid.

[338] Réponse de Bordiga à Damen, 28 mars 1952, ibid., p. 386. Souligné par nous en gras. Le courtois «*Caro Onorato*» utilisé naguère dans la correspondance avait disparu de l'en-tête de la lettre.

[339] *Battaglia Comunista* n° 5, 6-20 mars 1952. Cette manchette, à peine modifiée, est encore utilisée par les deux actuels Parti communiste international–PCI (*Il programma comunista*, Milan, et *Il Partito Comunista*, Florence). L'un des avatars du PCI bordiguiste (*Le Prolétaire* en France et *Il Comunista* en Italie) a rajouté, depuis 2005, une longue diatribe «*contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de 'lutte armée'; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste*».

[340] Le Bureau exécutif, dirigé par Maffi, adoubé «Commissaire unique» par Bordiga en janvier 1952, fit le commentaire suivant : «*Nous dirons : la bourgeoisie s'est emparée de 'Battaglia', de 'Prometeo', du nom du Parti. Gardez-les*» [Circulare dell'Ufficio Esecutivo a tutta l'Organizzazione, 18 sept. 1952, in Sandro Saggioro, op. cit., p. 214].

soutenu par Bordiga. Le sobre design du titre en minuscules fut l'œuvre de Bruno Munari[341], connu internationalement, qui était un ami de Bruno Maffi. Le titre, avec ce design inchangé, s'est perpétué jusqu'à nos jours (en 2015).

– les Thèses du PCInt 'daméniste', dites «Tendance du Congrès», 31 mai-2 juin 1952

La tendance de Damen adopta le nom de «Tendance du Congrès», pour signifier que tout changement dans le programme et l'activité d'un parti prolétarien passait nécessairement par le processus démocratique du congrès et non par des échanges de missives privées entre «chefs» du Parti.

Pour la «tendance du Congrès», les congrès de parti étaient le seul réel rempart contre le péril sectaire, l'arbitraire et les manœuvres au sommet : «*Le congrès est le seul instrument que la tradition révolutionnaire confie aux militants du parti pour passer au crible en toute connaissance et conscience critique les expériences passées et tracer les directives de l'action future… Là où il n'y a plus de contrôle de la base, là où sont rompus les liens avec son centre de direction, on a :* ***la secte, l'arbitraire de dictatures personnelles; l'opportunisme aujourd'hui et la contre-révolution demain***»[342].

Lorsque le Congrès se tint à Milan en mai 1952, il n'était plus qu'une ancienne fraction du PCInt, ayant à peine eu le temps de s'organiser. La direction de celui-ci, ralliée à Bordiga et à Perrone, avait expulsé environ 30 à 40 p. 100 des adhérents, la grosse majorité ayant fait allégeance à la direction de Maffi et Faggioni, soutenus totalement par Bordiga.

Le programme adopté répondait à l'accusation d'«activisme» portée contre Damen. Bordiga (sans le nommer), en s'appuyant sur la prose de Lénine et… la sienne, avait accusé Damen de sénilité électoraliste : «*L'activisme fanfaron prétend faire tourner la roue de l'histoire avec des tours de valse en se déhanchant sur des airs de symphonie électorale. C'est une maladie infantile du communisme, mais elle se développe à merveille même dans un service de gériatrie, là où végètent… les retraités du mouvement ouvrier. Qu'ils reposent en paix…*»[343]. Ce à quoi Damen répondit sur un ton grinçant : «*Le titre correct de votre journal devrait être Réminiscences communistes* (Ricordi comunisti)», sous-entendu des années 20[344].

Face à une vision qu'elle jugeait digne d'une «secte de carbonari», incapable de peser le «possible» et le «nécessaire», la Tendance du Congrès refusait de «*se limiter à une politique de tranquille prosélytisme et de propagande en transformant ses tâches en celles d'une fraction, sinon d'une secte; cette conception… implique la liquidation de l'organe de la lutte révolutionnaire*»[345].

Mais ce parti, bien qu'il fût fait toujours référence à Lénine, était plus luxembourgiste que léniniste dans sa conception. Le sujet de l'histoire était toujours le prolétariat et non le parti monolithe : «*Le prolétariat ne cesse à aucun moment et pour aucune raison d'exercer sa fonction antagonique;* ***il ne délègue à aucun autre sa mission historique ni ne délivre des procurations générales, pas même à son parti politique***»[346].

Sur la question de la tactique électorale, la Tendance de Damen semblait donner raison à Bordiga, en caressant la possibilité, en des «temps meilleurs», d'utiliser la «tribune parlementaire» : «*Le parti décidera chaque fois du problème de sa participation, selon l'intérêt politique de la lutte révolutionnaire et à condition qu'il soit possible de mobiliser autour de cette intervention une partie, même modeste, de prolétaires*

---

[341] Le Milanais Bruno Munari (1907-1998), futuriste dans sa jeunesse, avait fondé en 1948 le MAC (Mouvement d'art concret). Il était peintre, sculpteur, dessinateur, designer, ainsi qu'auteur et illustrateur de livres pour enfants. Plusieurs de ses livres sur le design ont été traduits en français.

[342] «II° Congresso Nazionale sotto il segno dell'unità del partito», *Battaglia Comunista* n° 6, 1er avril 1952. Souligné par nous.

[343] (non signé) «Dizionarietto dei chiodi revisionistici: Attivismo», *Battaglia Comunista* n° 7, 4-17 avril 1952, p. 3. Dans sa «réponse» contre l'inactivisme de Bordiga, Damen nommera plaisamment son auteur le *miles ignotus* (le soldat inconnu).

[344] Onorato Damen, «Inattivismo», *Battaglia Comunista* n° 10, 31 mai 1952.

[345] Cf. en français : «Les thèses du P.C.I. d'Italie», *Socialisme ou Barbarie* n° 12, août-sept. 1953, p. 89-96, traduites par Véga. Dans le numéro précédent («La crise du bordiguisme italien», n° 11, nov.-déc. 1952, p. 26 et suiv.), *Véga* (Albert Masó) avait entrepris une critique de Bordiga.

[346] Ibid., p. 92. Souligné par nous.

conscients»[347].

Sur la question syndicale, on ne voyait guère ce qui pouvait séparer les deux tendances, sinon que celle de Bordiga en proclamait la reconquête volontariste, alors que celle de Damen affirmait que «*l'adhésion des ouvriers n'était pas volontaire mais imposée*», que cependant «*ses militants devaient rester dans les syndicats tant qu'ils n'en auraient pas été expulsés en raison de leur activité*»[348].

L'opposition la plus nette entre les deux tendances concernait la question de la prise de position dans les conflits entre les deux blocs impérialistes.

La tendance de Damen ne faisait pas de différence, comme le courant trotskyste, entre les deux blocs. En URSS, «*le capitalisme d'État n'est qu'une forme du capitalisme et ne diffère pas par sa nature… de tout autre capitalisme, y compris le plus avancé, le plus concentré, le plus monopoliste : celui des USA*»[349].

Ce n'était nullement le cas de la Tendance de Bordiga. Lors de la Réunion de Naples du parti, le 25 octobre 1951, Bordiga avait longuement disserté sur le danger de «l'impérialisme US, ennemi numéro 1»[350]. Une position qui se rapprochait nettement de celle du courant trotskyste.

Au contraire, la Tendance de Damen n'établissait aucune gradation. Pour elle, la position de Lénine sur le «cassage» des «maillons les plus faibles de l'impérialisme» demeurait plus que jamais actuelle : «*La différence de niveau de développement n'entraîne pas ni ne justifie l'établissement d'une hiérarchie de responsabilités et de dangers, selon laquelle on devrait éliminer les centres du capitalisme suivant l'ordre établi par cette hiérarchie : d'abord le centre n° 1, les USA, ensuite les autres capitalismes. La révolution… cherchera à frapper et frappera là où le capitalisme est le plus faible*»[351].

Au moment de la scission, le PCInt avait jusque-là, comme au temps de la Fraction italienne à l'extérieur, soutenu la position de Rosa Luxemburg contre les luttes de libération nationale manipulées par l'un ou l'autre des impérialismes antagoniques. Bordiga venait juste de remémorer, en février 1951, les thèses des Congrès de Moscou et Bakou (juillet et septembre 1920) préconisant une alliance des communistes avec «*des mouvements qui se tiennent sur le terrain de l'insurrection armée*», et donc «*nationalistes révolutionnaires*»[352], avec une exception surprenante pour le régime stalinien de Mao-Tsé-Toung[353]. Progressivement, sa tendance se ralliait progressivement à une politique de soutien sans conditions aux mouvements nationaux dans les pays soumis au colonialisme.

Au contraire, la Tendance du Congrès, au point 9 de ses Thèses, déclarait close la période de soutien à des mouvements nationaux. L'«anti-impérialisme» ne pouvait déboucher que sur la trahison de l'internationalisme : «*Le Parti estime définitivement close la période des mouvements nationaux. Ceci est également valable pour les pays coloniaux possédant une structure économique essentiellement précapitaliste…* ***Le Parti rejette les alliances révolutionnaires avec les bourgeoisies d'Occident ou d'Orient (y compris l'Asie) et la participation aux guerres de formation***

347 Ibid., p. 93.
348 Ibid., p. 93.
349 Ibid., p. 95.
350 «Vita di partito», *Battaglia Comunista* n° 21, 1er-13 nov. 1951, p. 4. Le compte rendu de l'intervention de Bordiga à Naples fut publié dans le *Bolletino interno* n° 1, 10 sept. 1951 [Archivio Mauro Stefanini, busta 2, fascicolo 9].
351 Ibid., p. 95
352 *Alfa*, «Oriente», *Prometeo* n° 2, IIe série, février 1951, reproduit in Amadeo Bordiga, *I fattori di razza e nazione nella teoria marxista*, iskra edizioni, Milan, juin 1976, p. 137-147. Dans l'article «Comunismo e questione nazionale», publié dans *Prometeo* n° 4, 15 avril 1924, Bordiga soutenait *grosso modo* la politique du Komintern dans cette question, mais dans un sens purement communiste : «*La révolution dans les colonies, dans son premier stade, ne peut pas être une révolution communiste, mais si dès son début, la direction est aux mains d'une avant-garde communiste, les masses ne seront pas égarées et dans les différentes périodes du mouvement leur expérience révolutionnaire ne fera que grandir*» [Thèses et additions sur les questions nationale et coloniale, IIe Congrès du Komintern, thèse 9].
353 «*L'appui donné en temps de guerre au régime de Mao-Tsé* (sic) *est aussi réactionnaire que l'était celui apporté à Roosevelt, et comme le fut – à l'époque de Lénine – le soutien dans la guerre à l'Empire du Kaiser ou à la République française*» [*Alfa*, «Oriente», op. cit., p. 145].

nationale; il rejette également la fausse conception dialectique selon laquelle le Parti devrait lutter pour la victoire des révolutions bourgeoises sur le régime féodal afin de favoriser l'avènement de la révolution capitaliste. Il estime que, dans tous les cas, cela signifierait lutter pour le triomphe d'un impérialisme sur un autre impérialisme»[354].

*

*   *

La crise de 1952 n'éclata pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. La fin des luttes de classe au lendemain de la guerre, l'emprise du parti stalinien, le développement de la guerre froide mirent l'organisation complètement à contre-courant.

Cette crise n'était pas un phénomène italien. Elle s'étendait partout : aussi bien aux USA où le noyau new-yorkais, formé autour de David Atkins*, disparut vers 1949, qu'en Belgique, où la même année l'organe *L'Internationaliste* cessait de paraître.

En France, ce fut une véritable hémorragie. Toute l'organisation, sauf exceptions [Suzanne Voute*, Lucien Laugier*, Daniel Dumartheray*, André Claisse*, les Italiens du groupe] passèrent entre 1950 et 1952 au groupe «Socialisme et Barbarie». Et non des moindres : Gaston Davoust (*Henry Chazé*)*, Raymond Hirzel*, Jacques Gautrat (*Daniel Mothé*)*, Pierre Lanneret*, Roland Eloy (*Néron*), Jacques Signorelli*, Martine Vidal* et Albert Masó*. C'est ce dernier qui dans la revue *Socialisme ou Barbarie* se chargea de traduire les thèses du PCInt du courant d'Onorato Damen[355].

Les rares qui, comme Suzanne Voute, étaient restés dans la mouvance bordiguiste se sentaient trop inexpérimentés pour comprendre le sens réel de la scission de 1951-52, dont ils n'avaient eu que des échos étouffés, filtrés par le Commissaire unique Bruno Maffi qui leur avait soutenu que la tendance de Damen voulait revenir au «parlementarisme révolutionnaire», tandis que celle de Bordiga incarnait le retour à la «pureté des principes» : «*La scission de 1951 entre 'Programma' et 'Battaglia' nous a surpris. Tout ce que l'on savait, c'est que les types* (sic) *de 'Battaglia' voulaient revenir au 'parlementarisme révolutionnaire' et aucun de nous ne les a donc regrettés. Nous étions trop inexpérimentés pour déceler à travers la presse la présence de graves divergences, ou peut-être était-ce le fait que, dans les réunions générales* [du parti] *il n'y eut pas de discussions ouvertes qui puissent donner une réponse à notre étonnement ? Dans tous les cas, ce qui se produisait alors dans le PCInt nous semblait flotter dans des sphères inaccessibles, créant chez nous un pénible malaise*»[356].

Bien que les deux courants restassent internationalistes, en n'ayant jamais choisi de capituler devant aucun des deux camps de la Guerre froide, le fossé de haines personnelles ou de rancœurs ne pouvait être comblé. Bordiga, pour justifier sa quasi-prise du pouvoir, affirma jusqu'au bout que Damen avait succombé à «*un stupide narcissisme carriériste*»[357]. Damen représentait surtout une forme de «mécanisme démocratique» qu'il haïssait sans complexe : «*Moi, j'espère abolir – tout comme la démocratie à la Damen – le mécanisme des votes*», l'assimilation militante devant être automatique, comme dans une école primaire : «*une compréhension spontanée devant générer discipline et centralisme*»[358].

Du côté, des partisans de Damen, les blessures restèrent ouvertes entrainant des réactions peu politiques. La Fédération de Turin, dirigée par Aldo Lecci (*Tullio*), adressa le 5 avril 1952 une lettre à l'«*ex-camarade Amadeo Bordiga*», accusé d'opportunisme et de pusillanimité, d'aplatissement

---

[354] Ibid., p. 90 (Problèmes généraux, point 9). Souligné par nous.
[355] Ibid.
[356] Interview (inachevée) de Suzanne Voute, janvier 1993, par Sandro Saggioro, *Né con Stalin Né con Truman*, op. cit., p. 96-97.
[357] Lettre de Bordiga à Maffi, 19 mars 1966, Archives Bordiga, Formia, citée par Sandro Saggioro, op. cit., p. 226-227.
[358] Ibid., p. 227.

devant «*les masturbations cérébrales chroniques d'Ottorino Perrone*», tandis que Maffi était accusé d'avoir succombé au «*carbonaro-maçonnisme*» napolitain. Bordiga était comparé au «Petit père» (*Piccolo Padre*) des peuples, chef d'une bonzocratie : «*Tu t'es comporté comme le plus sectaire des sectaires de la catégorie des bonzes; tu as cru pouvoir devenir le chef indiscuté de ce qui n'existait plus… Nous avons appris par toi et continuerons sans toi, contre tes 'nouvelles orientations'. Sois en certain*»[359].

Les seuls rapports qui existèrent entre les deux frères ennemis furent soit le mépris du silence sectaire – dans le cas des «programmistes» – soit le va-et-vient des dissidents, surtout vers le courant daméniste, jugé «non sectaire», et surtout plus «luxembourgiste» que «léniniste». Celui-ci fit siennes ces paroles de Rosa Luxemburg qui visaient en fait tous les chefs charismatiques : «*La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement. Non pas par fanatisme de la 'justice', mais parce que tout ce qu'il y a d'instructif, de salutaire et de purifiant dans la liberté politique tient à cela et perd de son efficacité quand la 'liberté' devient un privilège*»[360].

- **Le courant d'Onorato Damen (1953-2015)**

Au moment de la scission, la tendance de Damen maintint une présence importante dans certaines grandes villes industrielles (Turin, Crémone, Milan, Rome, Catanzaro), ainsi que dans d'autres localités, du Frioul à la Sicile. Selon un partisan de la tendance Bordiga, Riccardo Salvador*, dans le grand centre prolétarien de Milan et Sesto San Giovanni, la situation était catastrophique pour la tendance de Bordiga : «*À Milan [les partisans de Bordiga] étaient quelques poignées, même pas des ouvriers : ils étaient boutiquiers ou vendeurs ambulants. Les ouvriers étaient avec Damen*»[361].

Le courant de Bordiga possédait néanmoins une puissante section ouvrière à Torre Annunziata, près de Naples. Animée par Gennaro Fabbrocino*, qui écrivait depuis 1948 sous le pseudonyme de *Gieffe*, elle dénonça la dictature de Bordiga et Maffi, son esprit aristocratique de loge maçonnique («*l'aristocratie idéologique*»), par un article – non contrôlé par Maffi, en vacances en Suisse – qui fit l'effet d'une bombe : «*Dans la classe ouvrière – parallèlement au déploiement de l'activité néfaste de l'opportunisme – il existe une autre 'aristocratie' contre laquelle le mouvement révolutionnaire doit lutter, s'il veut mener jusqu'au bout la lutte contre le capitalisme… Il s'agit concrètement de l''aristocratie idéologique'… Le militant révolutionnaire n'est pas un 'aristocrate idéologique', séparé des masses laborieuses. Il recherche le lien avec les masses et l'obtient à coup sûr s'il y travaille avec patience et modestie…* » La section de Torre Annunziata adhéra au groupe de Damen en 1960-61, faisant une féroce critique des canons invariants du 'bordiguisme'[362]…

Après 1952, le PCInt qui publiait *Battaglia comunista* et *Prometeo*, dont il avait conservé la propriété légale, pouvait se considérer comme le seul continuateur du PC Internationaliste fondé en novembre 1943. Vidé de la plupart de ses éléments intellectuels, il connut de grandes difficultés à maintenir la qualité de sa presse, et surtout à entreprendre une activité théorique d'ampleur. Il dut en grande partie à la plume de Danilo Montaldi* les apports d'ordre historique et théorique qui furent publiés tant dans *Battaglia Comunista* que dans *Prometeo*.

Le groupe de Damen rechercha toujours les contacts internationaux, même les plus éclectiques («Socialisme ou Barbarie» de Castoriadis et Lefort, «News and Letters» de Raya Dunayevskaya aux USA, les communistes-libertaires italiens, le groupe de Grandizo Munis et Benjamin Péret, voire les trotskystes italiens de Livio Maitan).

---

[359] «Lettera aperta a l'ex-compagno Amadeo Bordiga della federazione torinese», 5 avril 1952, in *Un chiaramento. Fra le ombre del bordighismo e dei suoi epigoni*, Edizioni Prometeo, Milan, nov. 1997, p. 50-55.
[360] Rosa Luxemburg, *Zur russischen Revolution, Gesammelte Werke,* Band 4, Berlin, 2000, p. 362.
[361] Riccardo Salvador, *Ricordi di un militante*, op. cit., p. 109.
[362] Cf. Sandro Saggioro, *In attesa della grande crisi. Storia del Partito Comunista Internazionale «il programma comunista» (dal 1952 al 1982)*, Edizioni Colibri, août 2014, p. 81-106.

Après la scission de janvier 1952 du PCInt, Damen – épaulé par Giacomo (*Luciano*) Stefanini*, Aldo Lecci* et Giovanni Bottaioli*, tous anciens dirigeants de la Fraction en exil – est le réel moteur du PCInt maintenu *(Battaglia comunista* et *Prometeo*). Actif dans ce parti jusqu'au 14 octobre 1979, date de sa mort à Milan, Onorato Damen fut un journaliste politique prolifique, mais aussi un clair théoricien des «problèmes du marxisme» soumis à un large débat international.

Il fut – de 1945 à sa mort en 1979 – un partisan résolu de discussions-confrontations entre groupes marxistes internationalistes issus ou non de la gauche communiste italienne. Il n'eut de cesse de maintenir de solides contacts internationaux, en particulier avec Grandizo Munis au Mexique[363], puis en France (Fomento obrero revolucionario), le groupe «News and Letters» de Raya Dunayevskaya[364] aux États-Unis, «Socialisme ou Barbarie» en France, le Spartacusbond aux Pays-Bas[365], et «Azione comunista» de Bruno Fortichiari en Italie.

En mars 1953, le PCInt (*Prometeo*) fut l'un des promoteurs d'un appel international en direction des «groupes révolutionnaires» («Indirizzo internazionale del P.C. Internazionalista»). Cet appel se traduisit par des conférences tenues la même année (Milan et Foggia) avec des «groupes de la gauche révolutionnaire», tels les GAAP (Groupes d'action anarchistes prolétariens) et le POC de Romeo Mangano*. Ce dernier, malgré son passé trouble, fut même accepté comme membre du Comité de rédaction de *Prometeo.*

Lorsqu'en décembre 1956 Bruno Fortichiari* et Giulio Seniga (*Nino*)[366], qui dirigeaient le groupe dissident «Azione comunista» – dans l'euphorie de la «Révolution hongroise» – proposèrent un projet de fusion avec le GAAP anarcho-communiste et les GCR (Groupes communistes révolutionnaires) trotskystes de Livio Maitan, le PCInt de Damen se montra intéressé et tint même une réunion commune à Milan. Cette alliance, finalement contre nature, attira les sarcasmes de Bordiga qui la compara à un *quadrifoglio* (trèfle à quatre feuilles)[367].

La rupture se fit vite lorsqu'ils eurent refusé les critères d'adhésion du PCInt, tels la «*reconnaissance de l'URSS comme une société capitaliste*» et la définition du Parti communiste «*comme parti bourgeois*».

D'autre part, le courant d'Onorato Damen ne céda pas à l'euphorie de cette déstalinisation par la lutte armée en Hongrie, où l'apparition des conseils ouvriers ne suffisait pas à donner un sens révolutionnaire à cette lutte sans l'apparition d'un réel organe politique : «*La direction et l'organisation de classe ont fait défaut aux insurgés hongrois*»[368]. Comme il l'avait déjà souligné à propos du soulèvement de Poznán de juin 1956, si «*pour les ouvriers polonais la voie du socialisme est celle de l'insurrection armée*»[369], encore fallait-il qu'il existât pour le moins des «minorités révolutionnaires».

C'est au niveau international, que le groupe de Damen, qui continuait à s'appeler PCInt, chercha à nouer des contacts internationaux. Si les liens se maintinrent avec «News and Letters» et «Correspondence» aux USA, mais aussi le groupe «Spartacusbond» aux Pays-Bas et «Socialisme ou Barbarie» de Castoriadis-*Chaulieu*, ce fut sans résultat. La conférence prévue à Milan en 1957

[363] Cf. Marxists' Internet Archive Grandizo Munis : https://www.marxists.org/archive/munis/index.htm

[364] Cf. le site web de news and letters : http://newsandletters.org/raya-dunayevskaya-en-francais/

[365] Pour les archives de la gauche communiste hollandaise, cf. le site multilingue de l'Association de Archives Antonie Pannekoek (A.A.A.P.) : http://www.aaap.be/Pages/Frontpage.html. Ce site de publications en néerlandais, allemand et anglais est déjà gigantesque.

[366] Giulio Seniga (1915-1999) était le collaborateur et ami de Pietro Secchia, qui voulait maintenir une structure paramilitaire du parti, hostile à la «voie démocratique» de Togliatti. Il quitta brusquement le «Parti» d'*Il Migliore*, en juillet 1954, emportant avec lui des documents ultra-sensibles ainsi qu'une partie des fonds secrets fournis par le PCUS (environ 421.000 dollars). Cette documentation brûlante lui permit de publier un livre édifiant : *Togliatti e Stalin. Contributo alla biografia del segretario del PCI*, Milan, Sugar, 1961. Après l'échec d'Azione comunista, Seniga se rapprocha dès 1962 du PSI de Pietro Nenni. Quant à Secchia, devenu le bouc émissaire de l'«affaire Seniga», ce fut la fin de sa 'carrière' de dauphin stalinien. L'«affaire Secchia» est à mettre en parallèle avec l'«affaire Lecœur» en France [cf. Marc Lazar, *Maison rouges. Les Partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Aubier, Paris, 1992, p. 80-88].

[367] [Bordiga] «Microfonie diarroiche – Il quadrifoglio intervistato alla Radio», *Il programma comunista* n° 5, 2-16 mars 1957.

[368] *Battaglia Comunista* n° 11, 25 nov.-11 déc. 1956, p. 2.

[369] «Per gli operai polacchi la via del socialismo è quella dell'insurrezione armata», *Battaglia Comunista* n° 6, 25 août 1956.

n'eut jamais lieu. Néanmoins, le milieu à gauche du PCI put lire des textes pour la discussion qui furent publiés dans la revue *Prometeo*.

Lorsque se créèrent des groupes internationalistes, hostiles aux luttes de libération nationale, comme en Amérique latine, le courant «daméniste» les traduisit et les publia. Ce fut le cas des contributions du groupe vénézuélien «Internacionalismo», fondé par Marc Chirik, son fils Marc Geoffroy, Raoul Victor* et de jeunes lycéens vénézuéliens[370].

Depuis l'origine, la tendance de Damen avait toujours rejeté, elle aussi, les luttes de libération nationale, comme champ de manœuvre de l'impérialisme. Particulièrement remarquable fut sa position internationaliste, dans les années 70 et après, sur les conflits du Moyen-Orient autour de la question palestinienne. Elle ne varia guère : «*C'est sur les luttes des ouvriers arabes et israéliens que repose l'espoir révolutionnaire, dans la mesure où les communistes du monde entier sauront coordonner d'abord, puis unifier ensuite les efforts de délimitation d'une formation de classe capable de guider les luttes prolétariennes dans les pays capitalistes avancés et d'en faire un point de référence pour les luttes d'émancipation des exploités du monde entier. Hors de ce cadre général, il n'y a aucune solution possible au problème palestinien, comme il n'y a point d'autre solution possible pour tous les pays du tiers-monde*»[371].

Toujours dans les années 70, le PCInt-Battaglia se lança dans des activités tous azimuts. En premier lieu il organisa l'activité de ses «groupes d'usine communistes internationalistes» dans les syndicats[372], mais il s'investit aussi considérablement dans des secteurs spécifiques, comme l'école, où il préconisait une «action de classe»[373].

Près de 10 ans après le mouvement de Mai 1968, se tint une conférence des groupes de la «sinistra comunista internazionale». À cette conférence, organisée à Milan les 30 avril et 1er mai 1977, participèrent seulement deux organisations, celle d'Onorato Damen et celle de Marc Chirik*, le CCI (Courant communiste international), le FOR de Grandizo Munis s'étant désisté[374].

Il est notable que ce lieu de confrontation politique se heurta au sectarisme congénital des deux groupes «programmistes» (Milan et Florence), ennemis irréductibles de toute démocratie prolétarienne[375]. Tous deux se refusèrent à participer à la seconde conférence de novembre 1978, tenue à Paris[376]. Pour le groupe «Il programma comunista», participer à un lieu ouvert de débats relevait de l'antiléninisme, «*dans toutes ses versions infantiles, spontanéistes, antiparti, illuministes et **bourgeoises** du point de vue idéologique*». De telles confrontations s'apparentaient à des joutes entre «enculeurs» (*fottenti*) et «enculés» (*fottuti*), où chacun tenterait de «baiser» amicalement l'autre[377]. Plus significative était l'attitude du groupe florentin «Il Partito Comunista», encore plus

---

[370] «Da Internacionalismo», *Prometeo* n° 9, janvier-juin 1967, p. 31-36; «Schema di Piattaforma politica del gruppo venezuelano *Internacionalismo*», *Prometeo* n° 10, déc. 1967.

[371] Mauro Stefanini junior, «Mondo arabo e lotta di classe», *Prometeo* n° 26/27, Milan, 1976, p. 5-16.

[372] Cf. *I comunisti internazionalisti e la questione sindacale*, brochure n° 4, s.l.n.d. (vers 1975). L'organisation de Damen disposait d'un bulletin à l'intention des ouvriers d'usine : Lotta di classe, d'abord «Bulletin politico-syndical du PCInt», puis «organe des groupes d'usine communistes-internationalistes».

[373] *Per una impostazione di classe del problema scuola, per una azione di classe nella scuola!*, brochure n° 3, s.l.n.d. (vers 1975).

[374] Testi e Resoconto della Conferenza internazionale organizzata dal Partito Comunista Internazionalista a Milano il 30 Aprile e 1° Maggio 1977, *Prometeo* n° 28-29 (edizione straordinaria), Milan, sept. 1977.

[375] Cf. l'article de *Lotus*, in *Prometeo* («Demorazia, dittattura e nuovo ordine sociale» n° 13, juin 2015, p. 14-19). Cet article rappelle ce qui a toujours été la position du courant daméniste : «*une réelle et pleine démocratie prolétarienne*» dans chaque expression du processus révolutionnaire.

[376] À cette conférence participèrent (entre autres) Paolo Turco* (Cividale), Fabio Damen, Franco Migliaccio*, Mauro Stefanini*, Giorgio Paolucci*, Raoul Victor* et Marc Chirik*. Ce dernier fit un compte rendu de la conférence dans la revue du CCI : «Seconde Conférence internationale des groupes de la Gauche communiste – Paris, nov. 1978», *Revue internationale* n° 16, 1er trimestre 1979.

[377] «Chi vincerà alla 'seconda conferenza internazionale"? La lotta tra fottenti e fottuti» [Qui l'importera à la 'seconde conférence internationale? Une lutte entre enculeurs et enculés], *Il programma comunista* n° 15, Milan, 22 juillet 1978, p. 2 et 5. L'organisation de Maffi, très pointilleuse sur ses quatre quartiers de noblesse léniniste, ajoutait qu'elle ne voulait pas voir souiller «*sa belle étiquette*» par du 'sperme antiléniniste'.

extrémiste dans le sectarisme. Il constatait avec horreur que «*le 'dialogue' et la 'confrontation' sont maintenant à la mode*» et rejetait l'idée même d'aller s'humilier, faire Canossa, «*à Paris patrie de* la politique d'abord*, du «mai» étudiant et de la démocratie*». Ce qui était en jeu n'était rien d'autre que le «centralisme organique» dans la version de Bianchini. Les prétendus «cousins» partisans d'un débat sans tabous étaient prévenus : «*Qui s'oppose ou n'accepte pas cette discipline programmatique et organisative est hors du camp de la Gauche*»[378].

À la suite d'autres conférences internationales (en particulier celle de 1981, tenue à Milan), naquit en 1984 le Bureau international pour le parti révolutionnaire (BIPR), composé du PCInt lui-même et de la Communist Workers' Organisation (CWO) de Grande-Bretagne[379]. Ce résultat fut en grande partie le résultat de l'infatigable énergie militante de Mauro (junior) Stefanini*.

Sur le plan théorique, Damen lui-même fut l'initiateur d'une redécouverte de la *Révolution russe* de Rosa Luxemburg critique du bolchevisme, critique ignorée en Italie. Dans cette traduction de l'allemand, il donnait dans son introduction un point de vue moins mythifiant du «léninisme» qu'il essayait de tempérer par le luxembourgisme. La révolution serait marquée par *«la synthèse de l'autorité et de la liberté, le développement des rapports de démocratie ouvrière toujours plus actifs dans le cadre de la dictature du prolétariat*»[380]. Lui et son organisation insistèrent aussi sur le fait que «*les 'conseils' [ouvriers] sont, certes, la plus haute expression organique de la lutte ouvrière et de sa conscience révolutionnaire, mais que en l'absence du parti de classe elle pourra parvenir à l'insurrection, mais en aucun cas à la révolution socialiste*»[381]. De même, il essaya de donner une image moins mythique de Bordiga en montrant «la validité et les limites d'une expérience».

En 2009, le nom de BIPR a cédé la place à celui de Tendance communiste internationaliste (TCI). Celle-ci dispose de sections en Italie et au Royaume-Uni et de très modestes noyaux au Canada, en France et en Allemagne. L'organisation en Grande-Bretagne, la Communist Workers' Organisation (CWO), continue à publier la revue théorique *Revolutionary Perspectives*.

Le courant «prométéiste» a connu l'usure du temps avec son lot habituel de départs surtout dans les années 2000-2010. Une scission, survenue en avril 2009 a donné naissance à l'Istituto Onorato Damen à l'instigation de la section calabraise (Catanzaro), qui publie la revue théorique *D-M-D'*[382]. Mais beaucoup de départs ont été surtout individuels, traduisant soit des «erreurs de trajectoire»[383], soit surtout une tentation de s'engager dans un militantisme activiste, dont le contrecoup est la dépression morale.

Comme l'ensemble du «milieu internationaliste», qu'il soit issu des gauches germano-hollandais ou italienne, le PCInt-Battaglia comunista et la CWO ont dénoncé le phénomène de la putréfaction idéologique représenté par le «négationnisme». Suite à des articles publiés dans la presse quotidienne française, assimilant peu[384] ou prou[385] «négationnisme» et l'«ultragauche», le

---

[378] «Miserie di facitori del partito» [Misères des faiseurs de parti], *Il Partito Comunista* n° 48, Florence, août 1978, p. 7. L'article concluait par ces mots : «*Il est pénible de devoir assister périodiquement à de telles misères*».

[379] *1943-2013 Settant'anni contro venti e maree. Storia documentaria del Partito Comunista Internazionalista dalle origini al nostri giorni*, vol. II, Edizioni Prometeo, mai 2014, p. 759-838.

[380] Rosa Luxemburg, *Die Russische revolution* [traduction de l'allemand et introduction par Onorato Damen], Ed. Prometeo, Milan, 1957.

[381] Onorato Damen, «Le rapport dialectique entre le parti et les conseils ouvriers», *Prometeo* n° 2 /3, janvier 1961 (encart en français : *Bulletin*, organe du Centre international de correspondance, p. II-VII).

[382] www.istitutoonoratodamen.it/

[383] Voir, par exemple, les notices consacrées à Armando Parlato (*L'Ortodosso*)* et Franco Migliaccio*.

[384] Anne Duchemin, «La querelle du négationnisme rebondit à l'ultragauche», *Le Monde*, 8 juin 1996. Ce dernier article faisait référence à la guerre qui venait d'éclater dans «*la petite communauté des écrivains de romans policiers*», entre Didier Daeninckx (naguère membre du PCF), d'un côté, et Serge Quadruppani et Gilles Dauvé*, de l'autre. L'article, bien informé, faisait la distinction entre l'«ultragauche» et la revue *La Guerre sociale* à laquelle avaient collaboré Serge Quadruppani et Gilles Dauvé. Le premier battait sa coulpe : «*Je n'écrirais plus de cette manière-là*», tandis que le second, qui «*s'était éloigné de la politique*», n'avait pu répondre aux questions de la journaliste, demeurant «*injoignable parce que dans un état dépressif*».

PCInt prit position, mais en prenant position sur le fond, en particulier sur Bordiga, accusé d'être à l'origine du «négationnisme».

Un article de Celso Beltrami précisa clairement la position de la *Sinistra comunista*, à laquelle il regretta que le courant «bordiguiste» ne se soit pas associé, par pur sectarisme : «*La Gauche communiste* **n'a jamais nié** *l'existence des camps d'extermination nazis dans lesquels ont aussi disparu nos camarades… Si l'antisémitisme a revêtu des dimensions inimaginables dans son exécution par la bourgeoisie allemande plutôt que par la bourgeoisie polonaise, aux traditions antisémites non moins enracinées, cela s'explique par le degré plus élevé de développement du capital allemand par rapport au capital polonais. Mais mettre à nu les raisons historiques qui ont contraint le capital germanique à ouvrir formellement les hostilités de la Seconde guerre mondiale, avec son cortège de massacres à l'échelle industrielle… ne signifie nullement atténuer la responsabilité du capitalisme à la sauce teutonne, et encore moins absoudre l'autre camp impérialiste : la Russie stalinienne et les 'démocraties' occidentales, tout aussi responsables du massacre mondial*».

Et de fortement souligner : «*Les Alliés… n'ont pas remué le petit doigt pour sauver du génocide au moins une partie du peuple juif, avant comme pendant la guerre… La France et la Grande-Bretagne ont édifié leur puissance impériale en violentant les peuples de la moitié du monde, tandis que les USA sont devenus 'la plus grande démocratie du monde' en réalisant le premier génocide de l'époque capitaliste…* »[386].

En 2004, des éléments de la mouvance «Antifa Block», à Parme, ont dénoncé sur Indymedia – un réseau mondial de «médias alternatifs» – «la secte bordiguiste Battaglia comunista», l'accusant d'être dans le même camp que les éditions Graphos, dirigées par Corrado Basile* et donc de «propager les thèses négationnistes (du génocide juif) et philofascistes». Ni 'bordiguiste' ni 'négationniste', l'organisation n'eut aucun mal à répondre que cette forme d'«antifascisme» reposait sur l'usage «*de la diffamation et de la calomnie dans le but de préparer, peut-être, de véritables agressions, ce qui a toujours été le style du stalinisme*»[387].

---

[385] Renaud Dely et Pascal Virot, «La lente insinuation des révisionnistes. Quand l'ultragauche remet en cause la réalité du génocide juif», *Libération*, 21 août 1996. Les deux journalistes, qui tracent l'itinéraire de Quadruppani et Dauvé de *La Guerre sociale* à *La Banquise*, parlent de la brochure de Martin Axelrad*, «Auschwitz ou le grand alibi», comme d'un «libelle inspiré de Bordiga», visant la politique d'Israël. L'historien René Monzat, cité, dut faire une mise au point (*Libération*, 29 août) : «*La contestation ou l'approbation de la politique de l'État d'Israël n'ont pas le moindre lien avec la destruction des juifs d'Europe. Par ailleurs, Amadeo Bordiga, communiste italien ultragauche, n'a, à ma connaissance, pas écrit une ligne en rapport avec la destruction des juifs d'Europe; le qualifier d''ancêtre du négationnisme' revient à commettre un excès de langage*».

[386] Celso Beltrami, «Il nazismo ha fatto milioni di morti. I suoi avversari anche. Il mostro è il capitale», *Battaglia comunista* n° 10, oct. 1996.

[387] «Calunnie a Parma», http://www.leftcom.org/it/articles/2004-01-01/calunnie-a-parma, janvier 2004.

IV. L'attente passionnée de la parousie de 1975. Avant l'écroulement de la Baliverna (1952-1982)

Le courant «programmiste», fondé en 1951-1952, fut marqué totalement par la personnalité de Bordiga, pour le meilleur et pour le pire. Bordiga donna le meilleur de lui-même en revenant aux sources du marxisme, en particulier à l'étude du *Capital* de Marx, pour comprendre les lois qui devaient conduire à la disparition de la loi de valeur, base même du système capitaliste. Même pour ceux qui devinrent ses adversaires politiques, tel Umberto Terracini, Bordiga était un puits de marxisme : « (il) *connaissait avec une grande précision le marxisme. Je crois qu'il avait lu tout ce qui avait été publié autour de Marx par des auteurs en divers langages*»[388].

Pour certains de ses meilleurs spécialistes, comme Liliana Grilli*, «*Bordiga a été* ***le théoricien communiste révolutionnaire, selon nous, le plus contemporain****, et même* ***trop en avance sur son époque****, proposant des solutions théoriques et politiques inacceptables aux yeux de la quasi-totalité de ses contemporains et en partie aussi de ceux de notre temps*»[389].

Les ouvrages écrits par Jacques Camatte* sur le communisme bordiguien[390] ainsi que l'excellent livre de Liliana Grilli* (non encore traduit) sur la théorie bordiguienne du «capitalisme soviétique» et du communisme donnent une idée de son apport personnel. Dans cette quête des sources du marxisme, sous forme critique, Bordiga fut notablement aidé non seulement par ses collaborateurs – qu'il appelait ses «nègres» – mais aussi par des contributeurs de premier plan, comme Jacques Camatte, auteur d'une étude approfondie sur un chapitre inédit du *Capital*[391], mais aussi Roger Dangeville*[392], germaniste, et Suzanne Voute, traductrice de Marx dans la collection «La Pléiade»[393], sous la direction de Maximilien Rubel.

Bordiga fut aussi un excellent connaisseur des problèmes agraires sous le capitalisme, laissant des contributions majeures sur la question de la rente foncière[394]. Il insista surtout sur le processus de révolution sociale à la campagne, montrant qu'une collectivisation dépendrait uniquement de l'état de développement de l'industrie. Dans un pays encore agraire (et latifundiaire) comme l'Italie, l'«*État prolétarien (proclamerait) : la terre échoit à ceux qui la travaillent, l'exploitation agricole revient au paysan*». Il démembrerait les latifundia, redistribuant la terre, abolissant toutes les dettes et hypothèques pesant sur le paysan, en attendant que vienne le jour de la «collectivisation», à condition que surgisse une grande industrie moderne[395].

Ses solutions politico-économiques dans une période de transition où dominait encore à la campagne la petite propriété privée agricole étaient évolutives, contre toute forme de violence

---

388 Umberto Terracini, *Quando diventammo comunisti*, Rizzoli, Milan, 1981 [M. Pendinelli, dir.].

389 Liliana Grilli, *Amadeo Bordiga: capitalismo sovietico e comunismo*, coll. Controeconomia, La Pietra, Milan, mai 1982. En annexe, une bibliographie complète des écrits de Bordiga de 1945 à 1970.

390 Jacques Camatte, *Bordiga et la passion du communisme*, Spartacus–René Lefeuvre, Paris, oct. 1974.

391 Jacques Camatte, *Capital et Gemeinwesen : le sixième chapitre inédit du Capital et l'œuvre économique de Marx*, Spartacus–René Lefeuvre, 1978.

392 Roger Dangeville, «Succession des formes de production et de société dans la théorie marxiste», *Fil du temps* n° 9, Paris/Ixelles, juillet 1972.

393 Participation à la traduction du livre troisième du *Capital*, au côté de Michel Jacob et Maximilien Rubel, Marx, *Œuvres Économie II*, Gallimard, Paris, 1968.

394 Bordiga, *Mai la merce sfamerà l'uomo. La questione agraria e la teoria della rendita fondiaria secondo Marx*, Milan, Iskra, 1979.

395 Bordiga, *La questione agraria. Elementi marxisti del problema*, Rome, Casa del Popolo, 1921. Les articles rédigés par Bordiga sur cette question en 1954, dans le cadre de ses «Fil du temps», sont consultables dans un reprint sous la responsabilité de la section de Schio : *Sul Filo del Tempo*, vol. 7, Ed. Programma Comunista, Schio (Vicenza), oct. 1991.



(collectivisation forcée). D'où cette étonnante réhabilitation de Boukharine, en 1956, qu'il vaut la peine de signaler amplement :

«*Boukharine défend, comme la gauche, la nationalisation juridique et n'est pas pour la propriété libre. Cette dernière est une position de sauvegarde pour ne pas retomber dans le passé et ne pas perdre le pouvoir. Mais il comprend que pour la grande industrie il faut le grand capital. Il voit que l'industrie peut difficilement se mettre à produire des biens de consommation manufacturés (en plus de la production de biens à usage militaire, nécessaires au conflit à venir, pour lui «offensif» – son rêve rejeté par Lénine à l'époque de Brest-Litovsk), au maximum elle peut produire des biens d'équipement pour élargir l'industrie elle-même, mais pas pour transformer l'agriculture. Sa formule est que la terre reste à l'État mais que le capital agraire se forme à l'extérieur de lui.*

Le commerce et la N.E.P. ont déjà donné lieu à une accumulation de capital, mais dans les mains des commerçants, des spéculateurs qui ne sont plus légalement des contrebandiers mais des Nepman, haïs par les paysans, mais surtout en raison de l'attachement réactionnaire de ces derniers à la gestion parcellaire. Ce capital, menacé tout autant socialement que politiquement, est stérile du point de vue de la production et de l'amélioration de son potentiel technique.

Boukharine, dont son maître Lénine se moquait souvent, sait son Capital à la perfection, il sait que l'accumulation primitive classique est née du fermage agraire, comme en Angleterre et ailleurs, et c'est de cette origine que les « bases » du socialisme sont nées. Il est nourri d'autres thèses correctes : que c'est de la folie de penser avoir un commerce en expansion formidable, de traiter en forme mercantile, comme Trotsky le justifie, la production industrielle elle-même, et de ne pas voir croître les formes capitalistes, étatiques ou privées, mais toujours capitalistes. Si dans l'industrie passer des formes privées aux formes étatiques représente un progrès, à la campagne, s'il n'existe pas de capital, ni privé, ni d'État, il est risible de penser que l'on puisse avoir non seulement le socialisme mais même tout simplement l'étatisation du capital.

Boukharine est en règle non seulement avec Marx mais également avec Lénine. À la campagne il faut passer… de la petite production mercantile paysanne au capitalisme privé.

La terre reste à l'État, et le paysan riche «de terre» disparaît (il est faux que Boukharine et les siens aient défendu le koulak), mais c'est le «fermier de l'État» qui apparaît et ce dernier, avec son capital d'exploitation et ses salariés (dans des formes qui ne sont pas radicalement différentes du salariat des usines contrôlées puis étatisées), produit sur sa propre terre une très grande masse de produits pour l'économie générale, et il paie une rente à l'État et non plus à l'ancien propriétaire terrien»[396].

Toutes ces contributions, que nous ne pouvons analyser en détail dans le cadre d'une préface, restent à l'actif politique et théorique de Bordiga, mais elles ne peuvent se soustraire à l'«arme de la critique», principe même de tout marxisme vivant.

Toute histoire du mouvement bordiguiste ne peut être que critique (utilisation du criticisme comme instrument d'élucidation), si l'on veut éviter de tomber soit dans l'hagiographie soit dans la rancœur des zélotes déçus. On doit, aussi, par honnêteté intellectuelle, souligner le rôle négatif joué par Bordiga lui-même, *nolens volens*, dans le processus de désagrégation de son «Parti» au terme de 30 années d'histoire de 1952 à 1982.

Le «Parti» fut marqué par la récurrence de crises, de mini-schismes qui le laissèrent presque moribond après l'implosion de 1981-1982. Comme le souligna le Napolitain Lilio Vallillo*, dans une lettre privée à Bruno Maffi, il ne s'agissait plus de se rassurer avec les mantras usuels, comme «*la base granitique de nos principes*», l'«*inexorable développement du Parti historique*» : la scission «*ne représentait plus une élimination normale de scories liée à la croissance et au développement de notre mouvement*». Le mal devenait mortel, avec «*l'émergence d'un processus pathologique s'enracinant dans un temps plus ou moins long*»[397].

---

[396] «Struttura economica e sociale della Russia d'oggi», *Il programma comunista* n° 25, 14-21 décembre 1956, p. 3 et 4. Voir en français la traduction et l'édition par François Bochet de la *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui*, in *(Dis)continuité* n°s 22 et 23, nov. et déc. 2004.

[397] Lettre de Livio Vallillo à Bruno Maffi (18 nov. 1982), citée par Sandro Saggioro, In attesa…, op. cit., p. 332. Quelque temps



Aucun des protagonistes du drame ne fut en mesure de découvrir la véritable origine du «processus pathologique». C'aurait été remettre en cause toute la doctrine «fidéiste» élaborée par Bordiga et laisser la place libre à un véritable questionnement politique au-delà d'un sommaire «matérialisme dialectique».

La pathologie n'était-elle pas le résultat inévitable d'un détournement du «marxisme» transformé en science religieuse invariante ? De la création d'une sainte Trinité (une seule Classe, un seul Parti, un seul Dogme) par le Messie napolitain, dont la Parole enveloppait régulièrement les fidèles de certitudes doctrinales antimodernistes lors de grandes messes dénommées «réunions générales du Parti» ? Cette pathologie ne se propageait-elle pas l'étouffement volontaire de la vie interne du «Parti», où la Congrégation pour la doctrine de la foi, incarnée par le «Commissaire unique» Bruno Maffi, interdisait tout écart «doctrinal» avec le Dogme, imposant que toute publication d'article se fasse suivant le principe «*nihil obstat et imprimatur*» en usage dans l'Église catholique?

INVARIANCE, DOGME ANTIMODERNISTE ET SCIENTISME CHEZ BORDIGA

Chez les meilleurs théoriciens du «marxisme», une étiquette que Marx rejetait catégoriquement[398], jamais il ne fut question de transformer une méthode déjà complexe en science exacte, et encore moins de le «restaurer» comme on rafistole tant bien que mal une œuvre d'art ou une maison de famille subissant les outrages du temps.

Rosa Luxemburg, dans un article fameux sur «arrêt et progrès du marxisme»[399], avait déjà défini ce que pouvait être la théorie de Marx : non un Dogme ou une Science mais une méthode, qui demandait de savoir lire (et donc critiquer) Marx, dont la richesse, comme une mine de diamants, restait souvent inexploitée : «*Si nous sentons maintenant dans notre mouvement un certain arrêt des recherches théoriques, ce n'est donc pas parce que la théorie de Marx, dont nous sommes les disciples, ne peut se développer, ni parce qu'elle a «vieilli», mais au contraire parce que nous avons pris toutes les armes intellectuelles les plus importantes dont nous avions besoin jusqu'ici pour notre lutte à l'arsenal marxiste, sans pour cela l'épuiser. Nous n'avons pas 'dépassé' Marx au cours de notre lutte pratique; au contraire, Marx, dans ses créations scientifiques, nous a dépassés en tant que parti de combat. Non seulement Marx a produit assez pour nos besoins, mais nos besoins n'ont pas encore été assez grands pour que nous utilisions toutes les idées de Marx*»[400].

Mais Rosa Luxemburg allait bien au-delà de cette idée d'une bonne exploitation du patrimoine marxiste. Toute son œuvre, de la réévaluation de la question des luttes de libération nationale au phénomène de l'accumulation du capital sous l'impérialisme signifiait un enrichissement dans la théorie. Il ne pouvait y avoir de Dogme rigide dans une histoire en marche, agie par l'action du prolétariat.

Avant le triomphe du bolchevisme, Lénine ne disait pas autre chose : «*Notre doctrine, disait Engels de lui-même et de son célèbre ami, n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action. Cette formule classique souligne avec force et de façon saisissante cet aspect du marxisme que l'on perd de vue à tout instant. Dès lors, nous faisons du marxisme une chose unilatérale, difforme et morte; nous le vidons de sa quintessence, nous sapons ses bases théoriques fondamentales – la dialectique, la doctrine de l'évolution historique, multiforme et pleine de contradictions; nous affaiblissons son lien avec les problèmes pratiques et précis de l'époque, susceptibles de se modifier à chaque nouveau tournant de l'histoire*»[401].

---

après, Vallillo choisissait de se rallier au «parti» schismatique de Florence («Il Partito Comunista»), refusant de faire un bilan clinique de cette pathologie présente *ab ovo*.

398 «*Tout ce que je sais, c'est que je ne suis pas marxiste*» [Lettre de Friedrich Engels à Conrad Schmidt du 5 août 1890, in *Œuvres choisies de Marx-Engels,* éd. du progrès, tome III, p. 510].

399 Rosa Luxemburg, «Stillstand und Fortschritt im Marxismus», *Vorwärts*, 14 mars 1903 [*Gesammelte Werke*, vol. 1/2, Berlin-Est, 1970, p. 363 et suiv.].

400 Traduction en français : https://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1903/rl19030000.htm

401 «De certaines particularités du développement historique du marxisme», 23 déc. 1910, in Lénine, *Articles sur le marxisme*, Éditions du Progrès, Moscou, 1967. Lors du VIe congrès du POSDR (26 juillet–3 août 1917), Lénine souligna : «*Il existe un*

Il fallut la bolchevisation du Komintern, pour que s'opère un retour à l'idée confuse de doctrine immuable, considérée comme un système clos, voire une croyance religieuse[402]. Boukharine, dont le courant «programmiste» diffusait l'*ABC du communisme*[403], avait donné en 1924 cette définition du «progrès» apporté par Lénine dans le domaine du marxisme. Celui-ci avait créé une nouvelle «mathématique» : «*…ce qu'il y a de plus grand, de plus majestueux dans l'apport théorique et pratique du camarade Lénine au trésor du marxisme peut être formulé de la façon suivante : Marx nous a donné principalement l'algèbre du développement du capitalisme et de la pratique révolutionnaire, Lénine, c'est cet algèbre et c'est aussi l'algèbre des phénomènes nouveaux (dans l'ordre du destructif et dans l'ordre du positif) et aussi leur arithmétique. En un mot, c'est lui qui nous a permis de déchiffrer la formule algébrique dans une optique concrète, et plus pratique encore*».

Rendant hommage à Lénine, en février 1924, Bordiga, affirmait pour la première fois l'idée d'une restauration de la «doctrine» falsifiée par ce qu'il qualifiait d'«opportunisme» : « *À Lénine, nous devons donc la restauration de notre 'programme', en plus de celle de notre critique du monde en général et du régime bourgeois en particulier, restaurations qui dans leur ensemble complètent l'élaboration théorique de l'idéologie propre au prolétariat moderne*»[404].

L'utilisation par Bordiga du concept d'idéologie, d'ailleurs dans un sens idéaliste (science des idées), était fort éloignée de la position des fondateurs du marxisme qui la concevaient comme une «fausse conscience» : «*L'idéologie est un processus que le soi-disant penseur accomplit sans doute consciemment, mais avec une conscience fausse. Les forces motrices véritables qui le mettent en mouvement lui restent inconnues, sinon ce ne serait point un processus idéologique*»[405].

La «reprise en mains» du PCInt, par l'expulsion de la tendance de Damen, se traduisit par un retour appuyé à la position «restauratrice» du Bordiga de février 1924. La réunion de Milan du «Parti» en septembre 1952, où Bordiga présente ses Thèses sur l'invariance du marxisme[406], est un feu d'artifices dogmatique.

Bordiga introduit dans le corpus «programmiste» l'idée que les «innovateurs» sont les ennemis jurés du «programme de classe». Ils sont, certes, «*les disciples déclarés de la doctrine et de la méthode révolutionnaires»*, mais *«cependant attribuent l'abandon actuel de celles-ci de la part de la majorité du prolétariat à des lacunes et à des défauts originels de la théorie qui devrait donc être rectifiée et modernisée*». Pour Bordiga, *«ces derniers sont les pires*».

Ainsi, le marxisme (revu et corrigé par Bordiga) pourrait triompher comme doctrine «*organique et monolithique*». Prétendre que le «*marxisme (est) en continuelle élaboration historique et se modifie avec le cours et la leçon des événements*», «*c'est la justification invariable de toutes les trahisons dont les expériences se sont accumulées et de toutes les défaites de la révolution*». Dans le meilleur des cas, c'est un vice architectural qui met en danger la solidité de tout l'édifice «*par des apports nouveaux, véritables rapiéçages et raccommodages*».

Le «marxisme» devenait une Bible, où tout était écrit depuis la Création du Monde. Celui-ci commençait en 1848 avec le *Manifeste communiste*, dont chaque phrase devrait être lue, commentée et assimilée comme un dogme invariant. Il ne pouvait donc y avoir un second *Manifeste communiste*,

---

marxisme dogmatique et un marxisme créateur. Je m'appuie sur ce dernier». Bordiga et toutes les sectes qui se réclament de lui, si friandes de citations de Lénine, ne citent jamais cette condamnation sans appel du dogmatisme.

[402] *Doctrina*, dans la Vulgate de l'Église, a le sens d'enseignement religieux; chez Augustin d'Hippone : règle de foi chrétienne. Au XVII[e] siècle, la Doctrine chrétienne était la congrégation instituée pour catéchiser le peuple plongé dans l'ignorance.

[403] Boukharine et Preobrajenskij, *L'A.B.C. del comunismo (sviluppo e decadenza del capitalismo)*, Prometeo, Milan, 1948.

[404] Conférence prononcée le 24 février 1924 à la Maison du peuple de Rome : «Lenin nel cammino della rivoluzione», *Prometeo* n° 3, Naples, 15 mars 1924, p. 47-60; traduction française : *Programme Communiste* n° 12, juillet-septembre 1960, p. 6-37.

[405] Lettre d'Engels à Mehring, 14 juillet 1893, in Friedrich Engels – Karl Marx, *Études philosophiques*, Éditions sociales, Paris, 1977.

[406] En français : «L'Invariance historique du marxisme», *Programme communiste* n° 53-54, oct. 1971-mars 1972, p. 1-14.

adapté à la marche même de l'histoire[407]. Toute innovation au nom de la modernité devenait un crime contre la «doctrine», et chaque militant du «Parti» devait se soumettre ou se démettre.

Cet antimodernisme viscéral n'est pas sans rappeler celui de l'Église catholique. Déjà, en 1910, le pape Pie X avait fulminé la Doctrine, en imposant un «*serment antimoderniste*» qui devait être juré et signé chaque année par les enseignants, les supérieurs religieux, les prêtres, en fait toute l'Église militante[408].

Chez Bordiga, aucun *aggiornamento* n'était possible, au risque de fissurer le monolithe granitique du «Programme». Il s'agissait de «*suivre une doctrine et une méthode qui restent stables et qui soient fixes dans un programme monolithique*». Aucun fait nouveau ne pouvait contredire la théorie. Aussi, la recherche des faits devait être une simple reconfirmation des dogmes, la seule boussole étant la praxis du «Parti» : «*Le Parti recherche les faits confirmant la justesse de sa théorie; si un militant n'est pas en état d'interpréter un fait, qu'il passe tranquillement son chemin en se fiant à la praxis du Parti*»[409].

Si Bordiga concède que le marxisme est «une 'science' positive», «*elle a toutefois besoin d'une formulation stable de ses principes et de ses règles d'action, qui joue le rôle et ait l'efficacité décisive qu'ont eue dans le passé les dogmes, les catéchismes, les tables, les constitutions, les livres de guidance tels que* ***les Védas, le Talmud, la Bible, le Coran ou la Déclaration des droits de l'homme***»[410].

Malgré cette mention de la Déclaration des droits de l'homme, la doctrine bordiguienne est bien une anti-philosophie des Lumières, hostile à la philosophie du criticisme, comme celle de Kant, où la Critique est l'antithèse du Dogme. Chez Bordiga et ses partisans, les fulminations contre l'«illuminisme» du Siècle des lumières restent une constante jusqu'à l'obsession. Tout criticisme ne peut être qu'une remise en question de la «*Doctrine*» marxiste.

Peut-être par défi à Staline, qui dénonçait inlassablement «les talmudiques, les dogmatiques», la répétition «talmudique» du Dogme lui donnait l'illusion de posséder une thériaque contre toute forme de trahison : «*Talmudiques peut-être, mais ni maquereaux ni renégats*»[411].

Bordiga semblait préférer le «mythe» à la «science», car la religiosité du mythe est porteuse de l'indestructible principe de l'«invariance» : «*Tous les mythes expriment ce principe d'invariance, et surtout ceux des demi-dieux ou des sages qui s'entretinrent avec l'Être suprême*»[412].

Comme dans toute Église, il ne pouvait y avoir de débats sur le Dogme. Il s'agissait de «*laisser de côté une fois pour toutes les discussions de commères et de pédants*» (sic), sous peine d'exclusion, purifiant régulièrement le «Parti» de ses «scories». D'ailleurs, depuis les années 20, Bordiga n'avait cessé de répéter dans le «Parti» cette parole de l'Évangile : «*qui n'est pas avec nous est contre nous*»[413].

---

[407] Convaincus qu'il était vital d'enrichir le *Manifeste communiste* de 1848, après un siècle d'histoire tumultueuse, Grandizo Munis et Benjamin Péret, publièrent en 1965, chez Losfeld : *Pour un second manifeste communiste*. Le texte, datant de 1961, fut écrit à Milan, en étroite relation avec Onorato Damen, chez qui Munis logea pendant plusieurs mois.

[408] Ce serment antimoderniste, qui ne fut supprimé qu'en 1967, avec l'*aggiornamento* de Vatican II, proclamait l'infaillibilité de la doctrine catholique : «*Moi, N..., j'embrasse et reçois fermement toutes et chacune des vérités qui ont été définies, affirmées et déclarées par le magistère infaillible de l'Église, principalement les chapitres de doctrine qui sont directement opposés aux erreurs de ce temps*». [Article «modernisme», in Christophe Dickès (dir.), *Dictionnaire du Vatican et du Saint-Siège*, Robert Laffont, 2013, p. 669-672].

[409] Lettre d'Amadeo Bordiga à Bruno Maffi, 2 janvier 1952, mentionnée *supra*.

[410] «L'«invariance» historique du marxisme», *Programme Communiste* n° 53, oct. 1971. Souligné par nous.

[411] Dans ce «Fil du temps» de 1953, Bordiga remémorait cette piquante anecdote, lors d'un de ses séjours à Moscou : «*Une fois une camarade israélite nous confia le soin de lui trouver une copie du* Talmud *en hébreu. Nous en avons déniché un exemplaire sur un étal napolitain et l'avons payé à très bon compte vu sa rareté : nous l'avons ramené à Moscou, mais nous nous sommes sentis quelque peu stupides, incapables que nous étions d'en déchiffrer le moindre caractère*» [«Prospetto introduttivo alla questione agraria», *Il programma comunista* n° 21, 19 nov.-3 déc. 1953, p. 3; en français : *Bordiga. Sul filo del tempo 1953*, *(Dis)Continuité*, n° 6, janvier 1999, p. 157].

[412] «L'«invariance» historique du marxisme», ibid.

[413] *Bible*, Matthieu, 12, 30 : «*Celui qui n'est pas avec moi est contre moi, et celui qui n'assemble pas avec moi disperse*». Cet anathème est toujours lancé dans la presse «programmiste», même dans des groupes réduits à quelques dizaines de

Cette conception anathémisante s'apparente bien trop souvent au «monolithisme catholique» (mais *aussi* stalinien), où la doctrine est considérée, comme une architecture parfaite, d'un seul bloc, quasi immuable. Tout doit tendre à la formation d'un «*parti compact et puissant*»[414], un parti hologramme, tamisé par un filtre léniniste sorti directement de la Science des rêves : «*Voilà, comme disait Lénine, à quoi il nous faut rêver*»[415].

Ce «parti» était en totale phase avec l'idéologie «bolchevik-léniniste», mise en place entre 1920 et 1924, où le parti devait rester «infaillible» par sa «discipline d'acier». Il n'est pas surprenant que certains militants aient été attirés par cette sorte de «marxisme-léninisme» fidéiste, au point même que quelques anciens dirigeants «programmistes» se soient enthousiasmés pour le maoïsme[416], partant en guerre contre le «*révisionnisme*» et l'«*antidogmatisme*» de Khrouchtchev[417].

On peut conclure par cette analyse lucide d'Onorato Damen, qui était peut-être «luxembourgiste», mais certainement pas «bordiguiste»[418] :

> «*Il a manqué à Bordiga une juste appréciation de la dialectique, car le soubassement de son éducation a été surtout fondé sur l'élément scientifique, ce qui l'entraînait à voir le monde et la vie sur un plan de développement rationnel, alors que la réalité de la vie sociale et de la lutte révolutionnaire l'a souvent placé devant un monde qui obéit pour une bonne part à des pulsions irrationnelles. La méthodologie fondée sur l'élément mathématique, qui est le propre de la science, ne concorde pas toujours avec la méthodologie fondée sur la dialectique, qui est mouvement et contradiction*»[419].

Cette appréciation n'est que partiellement juste, si l'on considère que la pensée de Bordiga est loin de se plier à une vraie cohérence scientifique. L'élément mathématique a surtout servi que d'alibi à une attente messianique de la crise révolutionnaire finale, prévue comme «*un fait déjà advenu*»[420]. La pensée bordiguienne est avant tout un fidéisme dogmatique à peine tempéré par le vieux scientisme, qui rêvait de tout mettre en équations et crut trouver une confirmation de ce rêve dans les équations d'Einstein. En 1955, à la mort du physicien de la relativité, Bordiga put affirmer avec la conviction d'un néophyte de la théorie de la relativité : «*Les coordonnées sûres de la révolution communiste sont écrites en tant que solutions des lois démontrées, dans l'espace-temps de l'histoire*»[421].

Bordiga faisait ainsi entrer la révolution communiste dans la poésie des sphères du cosmos, mais en la faisant sortir du monde sub-lunaire, monde soumis – selon Aristote – à la génération et à la corruption, le monde céleste éternel et increé demeurant *incorruptible*[422], tout comme le monde parfait de la mathématique, langage dans lequel est «écrit» l'univers[423].

---

militants. Cf. (entre autres), cet article du schisme florentin : «Chi non è con noi è contro di noi», *Il Partito Comunista* n° 8, avril 1975, p. 6 et 7.

[414] Le terme de « parti compact et puissant » s'impose chez les programmistes en 1976-77 au moment où en France comme en Italie ils atteignent leur taille maximale. Cf. «Sulla via del 'partito compatto et potente' di domani" , *Il programma comnista* n° 18, 1er oct., n° 19, 15 oct., n° 20, 29 oct. 1977, n ° 22, 26 nov. 1977.

[415] «Sur la voie du parti compact et puissant de demain», *Programme communiste* n° 76, mars 1978. Version électronique : http://www.sinistra.net/lib/upt/prcomi/ropo/ropodtebef.html#u3

[416] Voir la notice consacrée à Gennaro Fabbrocino*, dit *Faber*, qui adhéra à la fin des années 60 au mouvement maoïste «*Servire il popolo*».

[417] Un éditorial de la revue bordiguiste française datant de 1962 opposait «*la vérité et la force de notre propre* 'dogme' *marxiste*» à «*l'antidogmatisme (c'est-à-dire l'antimarxisme) khrouchtchevien*» («Kennedy est grand et Khrouchtchev est son prophète», *Programme Communiste* n° 22, janvier-mars 1962, p. 4.

[418] *Robert Paris*, site «Matière et Révolution», fait un total contre-sens en qualifiant le courant d'Onorato Damen de «bordiguiste». S'il fallait inscrire un *-isme* sur la casquette politique d'*Onorio,* celle de «luxembourgisme» serait beaucoup plus pertinente [«L'invariance de Bordiga ou l'ossification du marxisme», 16 janvier 2016 : http://www.matierevolution.fr/].

[419] Onorato Damen, «Zone di irrazionalità nel mondo della sovrastruttura», in *Bordiga. Validità e limiti d'une esperienza nella storia della 'sinistra italiana'* [1971], epi, Milan, 1977, p. 159.

[420] «Il testo di Lenin su l'estremismo, 'malattia di infanzia del comunismo'», *Il programma comunista* n° 19, 14 oct. 1960.

[421] «Relatività e determinismo (In morte di Alberto Einstein)», *Il programma comunista* n° 9, 7-21 mai 1955, p. 4.

[422] Aristote prétend dans son *Traité du Ciel* que le «*Ciel est éternel car il est incorruptible et increé*».

[423] Pour Galilée, «*l'Univers est écrit en langage mathématique, et les caractères sont des triangles, des cercles, et d'autres figures géométriques, sans lesquelles il est impossible d'y comprendre un mot*» [*Il Saggiatore*, 1624].



PRINCIPE ANTIDÉMOCRATIQUE, CENTRALISME ORGANIQUE ET REJET DE LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE

Dans ce monde sublunaire, l'une des principales causes de la corruption, qui entravait la génération de «communistes authentiques»[424], résidait – selon Bordiga – dans le bacille de la démocratie qu'il jugeait entièrement responsable de la défaite de la vague révolutionnaire de 1917-1923. Sa sainte horreur de la «démocratie», libérale ou «populaire», le conduisit toute sa vie à en considérer la forme comme une pure scatologie, un égout à ciel ouvert, en dénonçant inlassablement les «*idéologies pestilentielles du monde libre, de la démocratie parlementaire et des démocraties populaires (pour nous idéologies fausses et vouées à la faillite dès l'origine)*»[425].

L'antidémocratisme de Bordiga ne datait pas de sa «reconquête» du PCInt en 1951, mais remontait à 1922, date à laquelle il avait publié un long article théorique intitulé «Le principe démocratique»[426]. Cette contribution aurait pu tout aussi bien porter le titre antonyme : «Le Principe antidémocratique». En effet, selon Bordiga, «*le principe démocratique n'a aucune valeur intrinsèque. Ce n'est pas un 'principe' mais plutôt un 'mécanisme' d'organisation répondant à cette supposition banale que la majorité a raison et la minorité tort*».

Il en découlait que «LA RÉVOLUTION N'EST PAS UN PROBLÈME DE FORME D'ORGANISATION»[427]. Si le contenu programmatique du parti est une finalité qui peut se libérer des entraves formelles, la vie dans l'organisation pouvait être soumise à la dictature permanente d'un programme qui n'admettait pas de remise en cause. Le «centralisme» dans l'organisation ne pouvait être autre chose qu'une «*continuité du parti dans l'espace… (et dans) le temps, c'est-à-dire la continuité historique de la lutte*». La «démocratie» n'étant qu'un «*élément accidentel*», et «*non une plate-forme indispensable*», le terme de «centralisme démocratique» devait ère remplacé par celui de «*centralisme organique*». Et Bordiga de conclure à propos du terme mille fois honni de «démocratie» : «*Nous bannirons ce terme… cher aux pires démagogues, mais entaché d'ironie pour tous les exploités, les opprimés et les lanternés*»[428].

Une démocratie dans le parti, où jaillirait une réelle *créativité* dans les débats, était impensable. Il fallait interdire toute remise en cause «démocratique» des Lois du «Parti» par l'instrument pernicieux de la créativité : «*La théorie du parti est le système des lois qui régissent l'histoire passée et future. La garantie que nous proposons est donc la suivante : interdiction de revoir ou même d'enrichir la théorie.* ***Pas de créativité***»[429].

Ce système de lois «intangibles» ne pouvait être examiné que dans les réunions générales du Parti. Celles-ci se situaient à mi-distance entre un colloque universitaire, où seul le directeur scientifique *unique* (Bordiga) avait droit de parole et un concile où se réunissaient les clercs pour enregistrer les nouveaux dogmes qui devaient s'intégrer dans le «Catéchisme» de Bordiga. D'avril 1951, à Rome, à mars 1966, à Milan – en Italie plus qu'à «l'étranger» [Paris (1957 et 1963), Marseille (juillet 1964), Bruxelles (déc. 1963)] –, Bordiga fut le chef omniprésent et omniscient de l'orchestration du Dogme, un dogme de plus en plus léniniste, jusqu'à la caricature[430].

[424] Dans son roman *La Varsovienne*, Catherine Axelrad rebaptise le PCI 'programmiste' M.C.A., Mouvement des communistes authentiques.

[425] «Ai due vertici 'scatologici'» [Deux sommets scatologiques], *Il programma comunista* n° 15, 3-17 sept. 1959, p. 1.

[426] «Il principio democratico», *Rassegna Comunista* n° 18, 28 février 1922, p. 870-889 [Reprint, revue *n + 1*, Turin, sept. 2004]. En français, *Le principe démocratique*, éd. programme communiste, Paris, 1971, p. 7-22.

[427] Souligné par Bordiga.

[428] Ibid, p.22.

[429] Bordiga, «Dialogo coi morti (il XX congresso del Partito comunista russo», *Il programma comunista* n° 5, 3-17 mars, n° 6, 17-30 mars, n° 7, 30 mars-13 avril 1956, n° 8, 13-27 avril, n° 9, 27 avril-5 mai, et n° 10, 6-18 mai 1956. Ce *Dialogue avec les morts* est issu d'une réunion de parti, tenue à Turin, qui, à la façon d'un colloque universitaire, comporta trois journées. L'ordre du jour, digne d'un Feldwebel, «***Pas de créativité !***», est souligné par Bordiga lui-même.

[430] Cf. Jacques Camatte (éd.), *Bordiga et la passion du communisme*, Spartacus-René Lefeuvre, Paris, oct. 1974, p. 226-230. La réunion générale de Catania d'août 1963 est placée sous le signe d'une sanctification de la brochure de Lénine : *La Maladie infantile du communisme*, clairement orientée contre le communisme de gauche (KAPD et Fraction communiste

Jacques Camatte, dans une préface à un recueil de textes de Bordiga, a bien analysé les implications de cette vision qui tend à réduire les militants et les prolétaires à l'état moléculaire, sans cesser d'être soumis au Capital. Bordiga a eu le tort de «ne pas tenir compte» du phénomène totalitaire, «*niant les individus avec exaltation de quelques chefs nécessaires, sorte d'équivalents généraux spectaculaires pour les hommes esclaves du capital qu'ils doivent diriger*». Une telle théorie est une négation de l'humain appelé à se dissoudre dans l'«espèce» :

> «… *[cette négation] sanctifie en quelque sorte la perte d'énergie de tous les individus qui devraient se soulever contre le capital. La révolution communiste, il est vrai, poussera à bout la négation de l'individu… mais ne sera pas pour mettre à la place l'homme collectif qui existe déjà sous forme de l'ouvrier collectif… Si l'on nie les hommes au travers des individus, qui fera la révolution, puisque même dans le parti ces hommes individus demeurent des nullités ? l'entité parti opérateur alchimiste capable de transformer une somme de zéros en architecte de la révolution !*
>
> «*Le danger chez Bordiga c'est qu'il maintient sa thèse de la négation de l'individu jusque dans le communisme; en niant finalement l'homme en tant qu'unité, le communisme apparaît dès lors uniquement comme le triomphe de l'espèce*»[431].

Jusque dans les années 60, Bordiga se refusa d'envisager le moindre changement dans l'organisation. Les individus ne pouvaient trouver sens à leur existence moléculaire qu'à travers le «centralisme organique», antithèse radicale du «centralisme démocratique». Il n'y aurait donc jamais de congrès de parti et jamais d'élection de comité central et/ou commission exécutive, la «base» restant une somme de zéros dont les mouvements browniens devaient absolument être contrôlés par le «Centre», incarné par le Commissaire unique.

En 1961, Bordiga résumait sa position, inébranlable : «*Donc, l'*église (sic) *dont tu parles… continuera à fonctionner dans les bornes actuelles. Tant que le mouvement n'aura pas de dizaines de milliers d'adhérents, le Commissaire unique suffira, et il n'y aura ni directions ni comités centraux ou autres facéties* (sic). *Même avec ces dizaines de milliers, un petit exécutif suffira – sans lui donner de nom bureaucratique –, composé de camarades, tous du centre milanais. Peut-être, avec 20.000 inscrits, le cas se poserait de convoquer de temps à autre les camarades, de toute l'Italie ou d'Europe, pour un petit* sanhédrin[432] *ou groupe de contact. Jamais, de mon vivant, il n'y aura de discussions pour approuver ou désapprouver le 'centre anonyme' ou faire des élections à des postes*»[433].

Il fallut attendre l'éclatement du «parti» à l'automne 1982 pour que prenne fin cette forme de centralisme organique : une «discipline» réduite à du «*caporalisme*» et à des sermons religieux, tuant dans l'œuf non seulement les débats internes mais toute motivation militante[434]. L'élimination de Bruno Maffi de la direction mit fin à ce caporalisme. Néanmoins, si elle permit un retour au vieux «centralisme démocratique» ce fut une pure formalité, car aucun des problèmes engendrés par la scission de 1952 ne fut franchement examiné (cf. *infra*).

Mais quel sens pouvait avoir le rétablissement du «centralisme démocratique» dans un parti qui, par principe, rejetait toute idée d'un cadre légal pour la classe ouvrière face à son «État ouvrier», et pire toute démocratie (pouvoir décisionnel dans ses assemblées, les conseils) au sein de la classe ouvrière elle-même ? Dans un de ses nombreux textes sur la question russe, de la

abstentionniste). Bordiga, pourtant cible de Lénine en 1920, intitula son exposé sicilien : «*L'extrémisme de Lénine : un crachat sur les charognes*» (*sic*).

431 Jacques Camatte (éd.), op. cit., p. 27 (préface).

432 Le Sanhédrin, siégeant à Jérusalem, était l'assemblée législative d'Israël mais aussi son tribunal suprême. Ce terme, qui dérive du grec συνέδριον (synedrion), a été repris par Napoléon Ier lorsqu'il convoqua en 1807 le «Grand Sanhédrin» qui allait devenir le Consistoire israélite de France.

433 Lettre de Bordiga à Bruno Bibbi*, 8 avril 1961, citée par Sandro Saggioro, *In attesa…*, op. cit., p. 297-298. Souligné par nous.

434 Section de Torre Annunziata (Naples), Travail de préparation et de clarification théorique, été 1982 : « … *la discipline devient un fait formel et la fonction dirigeante dégénère en 'caporalisme'* »… «*Vous pensez que les difficultés se dépassent par des sermons mortifiants et vides sur les sacrifices, la disponibilité et l'enthousiasme ?*» [Document interne en traduction française].

révolution à la contre-révolution, Bordiga jugeait que la démocratie prolétarienne était une «*superstition*», qui mettrait en danger le programme du «parti historique» et «totalitaire» : «*Nous nous moquons d'une constitution et d'une démocratie à l'intérieur de la classe ouvrière : si nous l'admettions, nous devrions effacer tout notre programme historique, qui est la disparition de la classe…* »[435].

RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION : LA QUESTION RUSSE DE LÉNINE À STALINE. LE BUT ET LES MOYENS

La théorie bordiguienne de la révolution, élaborée dès 1951, a surtout été une théorie de la contre-révolution. Pour Bordiga, le fascisme avait finalement triomphé à la faveur de la guerre. Il était parfaitement utopique d'attendre une nouvelle vague révolutionnaire. L'occupation de l'Europe par les armées américaine et soviétique avait démontré «*l'inutilité pratique d'un rapport de forces favorable entre classe prolétarienne et État défait par la guerre, ainsi que l'impossibilité d'un rapide passage de l'adhésion ou de la résignation à la guerre au défaitisme (révolutionnaire)*»[436].

Pour Bordiga, «*la Doctrine de la révolution, le marxisme est aussi, dès ses premiers écrits, une théorie des contre-révolutions… Prévision de la révolution socialiste unitaire et mondiale, le marxisme est aussi, dès le premier instant, une attente assurée et sans crainte de contre-révolutions en séries, répétées, se répandant et se croisant dans l'espace et dans le temps*»[437].

Cependant, le prophète napolitain ne put jamais expliquer le processus de la contre-révolution qui se déroula en Russie dès Lénine, et dont le résultat le plus visible fut l'instauration du capitalisme d'État. Pour Bordiga, qui, comme souvent, joue au paradoxe, s'il y eut une contre-révolution, elle fut «pacifique», sans sang versé, le phénomène ne pouvant surgir que de l'extérieur :

«*Si à la révolution d'Octobre et de Lénine* ***a succédé une contre-révolution apparemment non sanglante*** *– il n'y eut pas d'invasions restauratrices, ni de changements formels au pouvoir et au gouvernement bien que ce soit un fait établi qu'une série de purges terribles ont frappé des masses de militants ouvriers et du parti, du courant radical*»[438].

De façon tout aussi paradoxale, Bordiga qui ne cessa jamais de considérer la Révolution d'Octobre comme «prolétarienne», voulut prouver son sens «constructif», capitaliste. Il qualifia paradoxalement Lénine de «grand bourgeois»[439]. Il conceptualisa, sur le mode hégélien, une ruse de l'histoire, qui aurait transmué la révolution prolétarienne d'Octobre en une révolution capitaliste. Le résultat, certes négatif, aurait eu son côté positif : «*Le prolétariat russe a fait la révolution; il a tenté avec Lénine de la faire pour lui, mais en fin de compte, il l'a faite pour le capitalisme*»[440].

Dans un article de l'été 1946 publié sous le pseudonyme d'*Alfa*, Bordiga affirmait qu'il y avait bien eu quelques traits socialistes visibles dans l'économie soviétique, dans le secteur de la redistribution sociale. Il soutenait que cette ébauche de «socialisme» mise en place au moment du communisme de guerre s'était évanouie avec le recul de la révolution mondiale et l'adoption de la NEP[441]. Pour lui, sans s'étendre sur le processus, il y avait eu «*une involution qui (avait) détruit progressivement les caractéristiques et les conquêtes révolutionnaires*»[442].

La tendance inévitable au capitalisme d'État dans tous les pays avait finalement triomphé : «*La définition de l'économie russe actuelle n'est pas celle du socialisme, mais celle d'un vaste et puissant capitalisme*

---

[435] Bordiga, *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui*, éditions de l'oubli, mars 1975, p. 330.
[436] (Bordiga) «*Sul filo del tempo*. Raddrizzare le gambe ai cani» [Redresser les jambes aux chiens], *Battaglia Comunista* n° 11, 29 mai 1952.
[437] (Bordiga) «*Sul filo del tempo*. La controrivoluzione maestra», *Battaglia Comunista* n° 18, 13 août-12 sept. 1951, p. 3 et 4.
[438] Ibid. Souligné par nous.
[439] «*Lenin gran borghese*», cité dans la brochure (en ligne) du courant daméniste, datant de 1995 : *Il PC Internazionalista e il bordighismo del secondo dopoguerra* (http://www.leftcom.org/files/2014-05-01-bordighismo.pdf).
[440] Ibid.
[441] *Alfa* (Bordiga), «La Russia Sovietica dalla rivoluzione ad oggi», *Prometeo* n° 1, Milan, juillet 1946, p. 24-38.
[442] Ibid.



d'État, avec une distribution de type privé et mercantile, limitée par les contrôles dans tous les secteurs de l'appareil bureaucratique central, ainsi que par les restrictions de la guerre; elle a donc des caractères convergents… avec ceux de la moderne économie mondiale d'intervention de l'État dans les grands pays bourgeois. Le modèle le plus rationnel du point de vue de la convergence de ces économies est celui mis en place en Allemagne par le national-socialisme, qui, en période de paix comme de guerre, a fourni un très haut rendement dans l'utilisation de toutes les énergies»[443].

Et de conclure : «*Le processus de dégénérescence et de régression dans la transformation de la Russie soviétique en celui du capitalisme d'État actuel, pose un important problème historique à résoudre, nouveau dans l'application de la théorie marxiste*»[444].

C'est en revenant sur ce processus de «dégénérescence» que Bordiga développa sa théorie des «révolutions doubles». Dans les zones arriérées, il y avait coexistence de deux types de révolution, bourgeoise (février 1917) et prolétarienne (octobre 1917), par la prise du pouvoir politique par un parti de type léniniste. La disparition de ce pouvoir politique prolétarien, incarné par le seul parti, laissait la place à un développement révolutionnaire, celui de la «forme capitaliste de production» :

«*La Russie, du moins dans sa partie européenne, a aujourd'hui un mécanisme de production et d'échange déjà pleinement capitaliste, dont la fonction sociale se reflète politiquement dans un parti et un gouvernement qui a expérimenté toutes les stratégies possibles d'alliance avec les partis et les États bourgeois de l'aire occidentale. Le système politique russe est un ennemi direct du prolétariat et toute alliance avec lui est inconcevable, mais en affirmant fermement qu'avoir fait vaincre en Russie la forme capitaliste de production est un résultat révolutionnaire*»[445].

La Révolution russe avait donc été, dans la conception de Bordiga, toujours révolutionnaire, aussi bien dans son aspect prolétarien que bourgeois capitaliste. Le stalinisme devenait ainsi un agent révolutionnaire en instaurant le capitalisme d'État dans la Russie arriérée, en particulier dans le secteur industriel, tandis que le secteur agricole, dans son cadre juridique et social (kolkhozes), restait un «secteur privé».

Sur le personnage de Staline, la position de Bordiga resta donc plus qu'équivoque, réduite à des boutades qui résonnaient comme autant de réhabilitations de Staline, «grand constructeur du capitalisme» dans l'empire de l'ours russe[446]. Staline lui apparaissait ainsi comme un «*révolutionnaire romantique*[447]. En assurant la transition économique vers le capitalisme en Russie, «*capitalisme jeune et puissant*», Staline devenait un clone russe de Robespierre et de Napoléon. Staline *in fine* aurait été «*le plus grand démocrate (du siècle)*», en laissant la voie libre à ce tumultueux développement du capitalisme[448]. Sur cette «démocratie» du goulag et les victimes de la Grande terreur, Bordiga ne souhaita jamais s'épancher…

Bordiga fut plus qu'ambigu dans la définition d'un authentique pouvoir prolétarien. Comme ce pouvoir, pour lui, était la parfaite antithèse de la démocratie des conseils ouvriers, le pouvoir prolétarien ne pouvait exister que dans et par le parti-État. Du moins tant que celui-ci était membre d'une Internationale communiste émancipée de la tutelle de l'ours russe.

Considérant que Lénine gouvernait la Russie suivant les principes prolétariens, Bordiga approuva et la mise en place de la terreur rouge et la répression à Kronstadt. Il alla même fort loin, considérant les oppositions de gauche dans le Parti bolchevik comme «*anarchistes*», voire des «*agents provocateurs clandestins*» : « … *il est indubitable qu'existaient parmi les marins et les citoyens en révolte de multiples* ***agents provocateurs clandestins****, des* ***éléments anarchistes*** *et que* **quelques-uns de**

---

[443] Ibid.
[444] Ibid.
[445] Les révolutions multiples. Réunion générale de Gênes, 26 avril 1953 *[Per l'organica sistemazione dei principi comunisti]* : http://international-communist-party.org/BasicTexts/Francais/53Organi.htm
[446] (Bordiga), «L'orso ed il suo gran romanzo», *Il programma comunista* n° 3, 5-19 février 1953, p. 3 et 4.
[447] (Bordiga) «*Sul filo del tempo*. Fiorite primavere del capitale», *Il programma comunista* n° 4, 19 février-4 mars 1953, p. 4.
[448] Bordiga, *Structure économique et sociale de la Russie aujourd'hui*, Éditions de l'oubli, Paris, mars 1975.

leurs émules se trouvaient à l'intérieur du Parti bolchevik»[449].

Bordiga ne vit jamais d'autre issue, pour conserver tout autant le «pouvoir prolétarien» – incarné par le «parti de classe» – non seulement la «pureté» des «principes léninistes», mais aussi celle de la «terreur rouge», une terreur sur laquelle Bordiga avait eu de vives réticences en janvier 1921[450]. Néanmoins, la «terreur rouge» apparaissait pour le Bordiga des années 50 une impeccable sage-femme, «*accoucheuse de l'histoire*»[451].

TERREUR, TERRORISME ET VIOLENCE DE CLASSE

La quasi-totalité des groupes «programmistes» se revendiquent d'un léninisme intégral, basé sur le parti unique, la soumission totale des conseils ouvriers à l'«État prolétarien», l'instauration de la «dictature rouge», la revendication de la terreur, y compris contre le prolétariat. Celle-ci se trouva très tôt codifiée par Boukharine dans son *Programme des communistes (bolcheviks)*, publié en 1918, comme précondition de l'apparition de «l'homme communiste» : «*La coercition, la coercition prolétarienne sous toutes ses formes, à commencer par les exécutions [...], voilà la méthode qui permettra de façonner l'homme communiste dans le matériau humain de l'époque capitaliste*»[452]. Elle fait partie de la définition du «*bon communiste*» léniniste, car «*le bon communiste est aussi un bon tchékiste*»[453].

En cela, les «programmistes» ne se distinguent guère des positions de Trotsky, en particulier sur la nécessité d'une «terreur rouge» érigée en mode de gestion courante de la nouvelle société révolutionnaire[454]. Mais surtout, ils reprennent de Trotsky cet appel à la «vengeance de classe», opposé à la «vengeance individuelle» : «*Quoi que puissent dire les eunuques et les pharisiens de la moralité, le sentiment de vengeance a ses droits… Ne pas éteindre le sentiment de vengeance inassouvi du prolétariat, mais au contraire l'attiser encore et encore, le rendre plus profond, et le diriger contre les causes réelles de toute l'injustice et de la bassesse humaine – c'est là la tâche de la social-démocratie. Si nous nous opposons aux actes terroristes, c'est seulement que la vengeance individuelle ne nous satisfait pas… Apprendre à voir tous les crimes contre l'humanité, toutes les indignités auxquelles sont soumis le corps et l'esprit humain, comme les excroissances et les expressions déformées du système social existant, dans le but de diriger toutes nos énergies en une lutte contre ce*

[449] Ibid., p. 67. Souligné par nous.

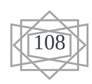
[450] «*Tandis que sous la dictature des Soviet russes, **languissant sous la dictature même et subissant encore les horreurs de la terreur rouge**, la classe qui est considérée l'ennemie de la cause du prolétariat, c'est la classe des exploiteurs, privée de ses anciens droits et privilèges, qui cherche à passer à la trappe les conquêtes de la révolution.* Dans ces pays, c'est la dictature, c'est l'exercice de la violence, c'est l'usage de la terreur, contre les prolétaires, contre les communistes». Souligné par nous [Intervention de Bordiga au Congrès du PSI (Livourne, 15-21 janvier 1921), in *Resoconto stenografico del XVII Congresso Nazionale del Partito Socialista Italiano*, Ed. Avanti!, Milan, 1921.].

[451] Engels, *Anti-Dühring* [1878], Éditions sociales, Paris, 1950, p. 216 «*La violence joue encore dans l'histoire… un rôle révolutionnaire, que selon les paroles de Marx, elle soit l'accoucheuse de toute vieille société qui en porte une nouvelle dans ses flans; qu'elle soit l'instrument grâce auquel le mouvement social l'emporte et met en pièces des formes politiques figées et mortes...* ». Engels prend soin de souligner que cette violence ne peut être qu'un moyen transitoire et jamais une fin comme dans la terreur.

[452] Boukharine, *Программа коммунистов (большевиков)*, imprimerie coop. Volna, Moscou, mai 1918, cité par Michel Heller, *La Machine et les rouages*, Calmann-Lévy, Paris, 1985, p. 17.

[453] Lénine, «Discours sur les coopératives, 3 avril 1920», *Œuvres* (sept. 1919-avril 1920), tome 30, Éditions du Progrès, Moscou, 1975.

[454] Trotsky, *Terrorisme et communisme (L'anti-Kautsky)* [1920], Prométhée, 1980. Avec une introduction de Jean-Louis Dumont, disciple de Bordiga. Ce dernier fait de ce pamphlet de circonstance (dirigé contre Karl Kautsky) «*l'un des textes les plus magnifiques de Trotsky, l'un des plus clairs, des plus tranchants (sic) et des plus puissants…* » Et le préfacier, sans-culotte frustré rêvant de guillotines tranchantes, d'enchainer : «*Ivresse sanguinaire ! s'écrient tous les philistins. C'est exactement le contraire… Hésiter, tergiverser, vouloir fixer des codes de conduite, vouloir éviter l'affrontement inévitable, apporter la moindre restriction à la marche implacable de la révolution, c'est **l'affaiblir**; ce n'est pas épargner des vies humaines, c'est préparer, dans le meilleur des cas, des bains de sang supplémentaires, c'est, dans le pire, préparer des désastres – combien de centaines de milliers de vies prolétariennes, depuis la Commune de Paris jusqu'à la répression au Chili, cette vérité n'a-t-elle pas coûté !*».



système – voilà la direction dans laquelle le désir brûlant de vengeance doit trouver sa plus haute satisfaction morale»[455].

Le groupe «bordiguiste» français, très perméable à cette idéologie de la vengeance, encensa le recours à la pure loi du talion : « … *la lutte de classe doit revendiquer le principe des représailles contre les flics, mouchards, garde-chiourmes et autres chiens de garde, à plus forte raison quand il s'agit d'assassins d'ouvriers et de militants du mouvement prolétarien. Le seul problème qui peut se poser est un problème de force…* ». Néanmoins, l'article remémorait, en guise de remord, la position classique du marxisme contre l'anarchisme individualiste : «(concernant) *les formes anarchistes (de réactions violentes contre cet ordre infâme), les communistes combattent évidemment les théorisations du 'terrorisme excitatif' et de l'héroïsme individuel qui sont de pâles substituts de la lutte de classe*»[456].

Mais, surtout, la violence sous sa forme terroriste reçut de grands coups d'encensoir. Ainsi, en 1975, un discret petit encart du *Prolétaire*, évidemment non signé, accorda 'généreusement' sa «sympathie» au groupe de *pistoleros* de *Carlos*, qui avait perpétué des attentats à l'aérodrome d'Orly, tout en s'indignant de la «curée» antiterroriste : «*De tous les États, de tous les partis officiels, de toutes les forteresses de la conservation sociale, un seul cri contre les terroristes d'Orly et leurs camarades : «À mort !». Ceux qui revendiquent la violence – fût-elle plébéienne contre la chaîne mondiale de l'ordre établi – méritent la sympathie du prolétariat*»[457].

En mai 1976, Baader et de ses camarades de la Rote Armee Fraktion (RAF) étaient célébrés comme de «*valeureux éclaireurs solitaires de la lutte ouverte contre la Saine Alliance de l'Ordre capitaliste*»[458]. Mais en octobre 1977, Baader et plusieurs membres de la RAF étaient «suicidés» par l'État ouest-allemand dans la prison de Stammheim (Stuttgart). Ils furent célébrés par *Le Prolétaire* en tant que «*martyrs du terrorisme bourgeois*». Il était fait silence sur leurs actions terroristes au profit du FPLP et des États arabes, voire du bloc soviétique[459]. Pour les journalistes parisiens du *Prolétaire*, à travers les «suicides» de Stammheim, c'était «l'idée» même de la «*violence de classe*» qui avait été vaincue par celle de «démocratie» : «*C'est la démocratie qui a vaincu ! Parce qu'elle parvient à faire croire aux opprimés que les coups des terroristes sont dirigés non contre l'ordre établi mais contre la société toute entière… le terrorisme individuel, s'il n'ouvre nullement la voie de la reprise prolétarienne, n'en est pas moins le rappel de la nécessité de la violence pour la lutte prolétarienne*». Et de condamner non la violence terroriste aveugle, exercée aussi contre des ouvriers d'usine (comme en Italie), mais «*l'infamie*» de «*prétendus révolutionnaires» qui «dénoncent le mal que feraient les terroristes à la lutte prolétarienne en Allemagne pour condamner au fond toute violence*»[460].

Comme la plupart des «intellectuels de gauche» (Sartre, Deleuze et Gattari, Michel Foucault, etc.), *le Prolétaire* défendit l'avocat ouest-allemand Klaus Croissant (1931-2002), avocat de la RAF, réfugié

---

455 Trotsky, «Über den Terror», *Der Kampf*, Vienne, 1911, vol. 5, cahier 2.

456 «Violence, terrorisme et lutte de classe», *Le Prolétaire* n° 242, 23 avril-6 mai 1977, p. 2.

457 «La curée», *Le Prolétaire* n° 189, 27 janv.-9 fév. 1975, p. 3. Deux attentats à la roquette furent perpétués par le groupe de *Carlos*, à l'aéroport d'Orly (12 et 19 janvier 1975), contre des avions de la compagnie israélienne El Al. Le Vénézuélien Ilich Ramírez Sánchez, dit *Carlos* ou *Le Chacal*, qui assassina la même année deux inspecteurs de la DST, était un mercenaire terroriste du FPLP et de différents États arabes, comme l'Irak, la Syrie, la Libye, etc. En 1982-83, il est responsable de multiples attentats : train Capitole Paris-Toulouse (29 mars 1982), affaire de la voiture piégée devant le siège du journal *Al-Watan al-Arabi* (22 avril 1982), rue Marbeuf à Paris-VIIIe, train TGV et gare Saint-Charles de Marseille (31 décembre 1983). Tous ces attentats firent de nombreuses victimes. Condamné à la prison à vie en France, *Carlos* est, comme Jean-Marie Le Pen, le parrain d'une des filles du chanteur antisémite Dieudonné.

458 «Ulrike Meinhof», *Le Prolétaire* n° 220, 15-28 mai 1976, p. 1

459 En juin 1970, plusieurs membres fondateurs de la RAF s'entraînèrent dans des camps du Front populaire de libération de la Palestine en Jordanie. En octobre 1980, la RDA hébergea huit membres de la RAF en fuite, qui menèrent une existence paisible jusqu'à la réunification de 1989. Par la suite, la RAF s'allia au groupe français Action directe puis aux Brigate rosse italiennes.

460 «Andreas Baader et ses camarades, martyrs du terrorisme bourgeois», *Le Prolétaire* n° 252, 22 oct.-4 nov. 1977, p. 1 et 6. Dans un encart, intitulé «Chez les philistins», le journaliste du *Prolétaire* fulminait contre «Révolution internationale» [n° 42, oct. 1977], qui dénonçait les terroristes comme un «*appendice de l'appareil politique du capital*» : «*méprisables philistins petits-bourgeois*».

en France, qui fut finalement extradé. La mobilisation préconisée par le groupe se présentait comme une «lutte» répondant «*au besoin de mettre en œuvre, contre la répression bourgeoise et l'Internationale des flics, la solidarité de classe par-dessus les frontières*»[461].

À la décharge du PCI français, ce genre de positions filandreuses étaient aussi propagées par des *aficionados* (critiques) de la «gauche communiste italienne», dans un style parfaitement philistin : «*On est révolutionnaire, lorsqu'on cherche à bouleverser ce qu'on a devant soi (et le reste). Baader cherchait à réveiller le prolétariat allemand… Une minorité infime peut faire des actions violentes positives, lorsqu'elle s'intègre à un mouvement social…*»[462].

Peu avant l'explosion de l'automne 1982, l'organisation «programmiste» française ne perdit pas une occasion d'appuyer l'«esprit de révolte» du terrorisme. Celui-ci était alors incarné par Action directe, dont l'esprit et l'expérience devaient inspirer les «révolutionnaires», tout en brandissant la férule d'une douce «sévérité» critique : «*Affirmer sa solidarité avec ces militants et s'inspirer de leur esprit de révolte ne saurait cependant aller sans la critique la plus sévère des positions d'A.D.*»[463]. Et d'en appeler à une «rupture» avec cette *expérience désinvolte* (sic) de «lutte», afin d'exercer leurs vrais «talents» d'artificiers (ou de mineurs-démineurs ?) de la lutte de classe : «*Les militants révolutionnaires qui ont touché du doigt le caractère désastreux de cette expérience, doivent savoir que* ***de telles méthodes de lutte*** *et* ***une telle désinvolture*** *doivent être bannies s'ils veulent faire davantage que 'témoigner de leur révolte' :* ***se rendre utile à la lutte prolétarienne, en l'organisant,*** **en lui dédiant leurs élans et leurs talents**»[464].

Les «bordiguistes» français étaient, en fait, quelque peu contaminés par l'idéologie des maoïstes au côté desquels ils luttaient pour la cause des ouvriers immigrés dans les foyers Sonacotra (voir *infra*).

De leur côté, les «programmistes» italiens, scandalisés par le fait qu'on réduisît leur orthodoxie léniniste à celle des exactions de la «pensée Mao-Zedong» lors de la Révolution culturelle[465], furent beaucoup plus prudents, voire intransigeants dans leur condamnation du terrorisme. Et pour cause ! Le terrorisme était d'abord celui de l'extrême droite depuis l'attentat à la Banque d'agriculture, piazza Fontana à Milan, le 12 décembre 1969. La violence terroriste était l'œuvre de services secrets cultivant une stratégie de tension préparant un éventuel coup d'État[466].

Le terrorisme, celui de l'«extrême gauche», avait pris un essor foudroyant depuis 1970 avec la formation des Brigades rouges dans de grandes usines comme la Pirelli, Siemens et Olivetti. Celles-ci, liées à Potere operaio et surtout à Lotta continua (mao-spontanéiste), se radicalisent après les luttes ouvrières de 1973 à la FIAT de Turin, et passent progressivement à la vitesse supérieure : séquestrations, enlèvements, puis assassinats. En 1976, les B.R. sont concurrencées

---

461 «Contre l'extradition de Klaus Croissant ! Contre l'internationale des flics ! Lutte de classe internationale du prolétariat», *Le Prolétaire* n° 254, 19 nov.-2 déc. 1977, p. 1. En 1992, l'activité de Croissant pour la Stasi fut rendue publique : l'«honorable agent» toucha plus de 71.000 DM.

462 *Jean Barrot*, «La guerre civile en Espagne. Violence et mouvement social», *Le Mouvement communiste* n° 6, octobre 1973.

463 «Action directe, une expérience (*sic*) désastreuse», *Le Prolétaire*, n° 359, 30 avril-13 mai 1982, p. 2.

464 Ibid., p. 3. Souligné par nous.

465 «Il 'mao-bordighismo' spauracchio per i gonzi» [Le 'mao-bordiguisme', bête noire des nigauds], *Il programma comunista* n° 1, 11 janvier 1973, p. 1. Indigné d'être assimilé au groupe operaïste-militariste et mao-léniniste «Avanguardia operaia» par les trotskystes de *Bandiera rossa*, le «parti» italien donna une leçon de léninisme aux «extrémistes infantiles» mis dans le même sac que les rejetons de Trotsky : «*Trotskystes et* Linkskommunisten [les Gorter et Pannekoek] *n'ont en fait jamais pleinement compris* Les deux tactiques [de la social-démocratie] *de Lénine de 1905, un des livres les plus cités et les moins lus (nous ne disons même pas étudiés). De même qu'il n'existe aucune convergence entre l'extrémisme infantile et nos positions, de même toute assimilation de celles-ci au néo-stalinisme chinois, ultime rejeton du révisionnisme, est seulement une preuve de manque de discernement de la part de ceux pour qui la définition de 'bordiguisme' (sectarisme, dogmatisme, etc.) joue le rôle de l'indéterminé 'où la nuit toutes les vaches sont noires'…*».

466 Parmi les attentats perpétrés par l'extrême droite et/ou les services secrets, mentionnons : l'attentat de l'express *Italicus* (4 août 1974), celui de la gare de Bologne (2 août 1980) et celui du train Naples–Milan (23 déc. 1984). Le nombre des victimes se chiffre par quelque centaine de morts.

par le groupe armé Prima linea, constitué d'anciens de Lotta continua, ouvriers et étudiants, qui se lance dans de sanglants attentats. Comme le notent Guigou et Wajnsztejn, la composition et l'impact des BR et de Primea linea étaient tout autres que celle de la RAF ou d'Action directe : «*… ce sont justement des ouvriers qui ont poussé à des lignes dures et qui ont même composé la majorité sociologique des deux formations armées les plus importantes et organisées*»[467].

Mais, surtout, ce «parti armé», dès l'origine était gangrené par l'idéologie national-partisane antifasciste et le marxisme-léninisme maoïste. Un chef des BR déclarait ainsi en 1971 : «*Nos points de référence sont le marxisme-léninisme, la Révolution culturelle chinoise et l'expérience des mouvements de guérilla métropolitaine*». Choisissant comme emblème l'étoile des guérilleros tupamaros, il ajoutait : «*Nous raisonnons véritablement en termes de marketing*»[468].

Dès 1969, le groupe italien prit soin d'assimiler le spontanéisme mao-opéraïste, développé en particulier par Lotta continua, à de l'anarchisme antiparti «extérieur à la classe». Sans un parti, il ne pouvait y avoir de spontanéité ouvrière, la seule authentique étant celle dirigée par le vrai «parti de classe» :

> «*Cette minorité, le parti, n'est pas quelque chose d'extérieur à la classe,* et c'est grâce à lui que la classe existe en tant que classe, *lui seul peut intégrer toutes les luttes partielles et spontanées de la lutte historique pour le communisme. À tous ceux qui jacassent sur la «spontanéité», nous répondons :* **la vraie spontanéité historique du prolétariat, c'est le parti**»[469].

Tout au long des «années de plomb», tous les groupes programmistes s'acharnèrent à critiquer la «fausse tactique» du «parti armé», représenté par les Brigades rouges, les GAP (Groupes d'action partisane) et Prima Linea. En particulier, en 1978, *Il programma comunista* fait une longue suite d'articles sur la question du « parti armé» dont le dernier proclame «l'incompatibilité entre marxisme et terrorisme individualiste». Cet article rejetait – comme Lénine l'avait fait dans son *Que faire ?* – le blanquisme «*dans son côté négatif*» ainsi que l'idéologie du «camarade P38»[470], si funeste pour de jeunes ouvriers cultivant la violence immédiate : « … *dans cet acte de mettre à nu l'inconsistance du 'côté négatif' du blanquisme terroriste, de* **toute variante** *de ce côté négatif, nous appelons les jeunes prolétaires à lutter avec ténacité contre les illusions pestilentielles du gradualisme réformiste mais en dehors de tous les rêves stériles et vains du terrorisme individuel afin que la 'substance révolutionnaire du marxisme retourne au grand jour…* »[471].

Au début des années 80, le «parti armé» vit sa base sociale disparaître. Les ouvriers d'usine, préoccupés par la lutte contre les licenciements et le chômage, rejetèrent massivement les vaines actions de sabotage et de terrorisme : «*Ces courants-là ont vraiment causé d'énormes dégâts, étant donné que les formes de sabotage idiotes (incendies, etc.) ne peuvent qu'effrayer les ouvriers et favoriser la logique réformiste qui consiste à centrer le débat ouvrier sur la question de la violence terroriste et non sur celles des patrons*»[472]. Aussi les militants du «parti armé» succombèrent à la répression, appuyée par la collaboration des «repentis».

Pour les «programmistes» officiels ou schismatiques, le phénomène propre aux années 1973-78 n'avait pas de substance ouvrière. Le «camarade P38» était le pur produit de la décomposition des «classes moyennes», «*matrice petite-bourgeoise, démocratique, anti-ouvrière et anti-communiste, et par*

---

[467] J. Guigou & J. Wajnsztejn, *Mai 1968 et le Mai rampant italien*, L'Harmattan, mai 2008, p. 332.

[468] Marc Lazar et Marie-Anne Mattard-Bonucci, *L'Italie des années de plomb*, coll. Mémoire n° 152, Autrement, 2010, partie «antifascisme au présent».

[469] «Spontaneità e partito di classe», *Il programma comunista*, n° 6, 1er avril 1969, p. 1.

[470] Le P38 était l'arme fétiche des «militants armés» – B.R., Primea linea, certains groupes de l'Autonomie ouvrière – qu'ils sacralisaient sous le nom de camarade (*compagno*).

[471] «Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe», *Il programma comunista* n° 11, 27 mai 1978, p. 4. Les programmistes republieront en juillet de la même année sous forme de brochure cette série d'articles (supplément au n° 15 de P.C.).

[472] Cosimo, «Le singulier rôle du P.C.I.», *Spartacus. Socialisme et liberté*, n° 96, Paris, juillet-août 1978, p. 7.

conséquent réactionnaire»[473]. Cette «matrice» non dans les usines du nord de l'Italie mais dans la *méprisable* «petite bourgeoisie» :

> «*Le phénomène terroriste actuel, qui a explosé dans les pays hautement industrialisés, est, selon nous, le fruit exclusif du radicalisme immédiatiste, typique de la petite-bourgeoisie, de l'intelligentsia et de couches tombées dans la marginalisation sous-prolétarienne : les classes moyennes méprisées par les marxistes. Elles sont destinées, de par l'évolution capitaliste, à être toujours plus comprimées et poussées dans le camp des sans-réserves : le prolétariat, tandis que, de leur côté, elles luttent de toutes leurs forces pour maintenir les privilèges dont elles avaient joui précédemment*»[474].

Ces sans-réserves devenus des multitudes, le «parti» bordiguiste les vit surgir dans la lutte des «peuples de couleur» et dans les immigrés victimes du racisme dans les grandes métropoles.

Perspectives de révolutions bourgeoises et «lutte des peuples de couleur» contre l'impérialisme

C'est en 1953 que Bordiga impose, sans aucune discussion, un retour aux thèses de Lénine sur la question nationale. Bordiga veut liquider les positions luxembourgistes de Damen, mais aussi celles des Belges qui (tels Perrone et Heerbrant) restaient fidèles aux positions de *Bilan*. Jusqu'à la scission de 1952, les positions du PCInt furent tacitement dans la lignée de Rosa Luxemburg, du moins tant que la tendance de Damen l'emporta, jusqu'à 1949, date des premiers «Sur le fil du temps» de Bordiga.

Les thèses luxembourgistes avaient été particulièrement développées par le groupe français, qui se trouvait au premier rang dans la lutte contre son propre impérialisme lors des guerres coloniales de l'après-guerre.

Face à la situation algérienne, marquée par le massacre de Sétif du 8 mai 1945, l'organe du groupe français, *L'Internationaliste*, fut particulièrement net :

> «*Nous sommes communistes internationalistes : notre sympathie et notre solidarité vont aux esclaves coloniaux du Capital. Mais nous disons que leur véritable émancipation comme la nôtre ne pourra être accomplie que par la révolution prolétarienne… En supposant qu'un État algérien se détache même de la France, ce sera pour passer sous le contrôle économique indirect, l'exploitation des indigènes se perpétuant toujours sous l'ombre du drapeau national algérien… Pour l'Algérie, nous nous refusons de soutenir un nationalisme algérien contre un nationalisme français, une bourgeoisie indigène contre une bourgeoisie métropolitaine. La seule classe progressiste en Algérie, c'est le jeune prolétariat indigène qui, avec l'appui de la paysannerie pauvre et l'aide du prolétariat français, pourra seul faire cesser l'ignoble exploitation colonialiste*»[475].

Lors de la guerre en Indochine, le PCInt eut la même position de dénonciation du national-capitalisme en gestation. Le mouvement annamite était conduit par les «couches bourgeoises» – sous la houlette de Ho-Chi-Minh – qui «*veulent… non seulement acquérir une liberté formelle, mais surtout mettre en valeur leur pays à leur profit, sur une base capitaliste*»[476].

Cette position, accusée d'être «indifférentiste» par les partisans de Bordiga après 1952, ne l'était nullement. L'organe français du PCInt appelait à lutter énergiquement contre toute guerre coloniale : «*Les travailleurs français doivent se mobiliser contre l'envoi de troupes et de matériel de guerre pour arrêter la boucherie, pour faire échec aux capitalistes et à leur gouvernement*»[477].

---

[473] «Sinistra comunista e terrorismo», *Comunismo* n° 5, Florence, sept. 1980.
[474] Ibid.
[475] *Camille* (Pierre Lanneret*), «L'impérialisme français en Afrique du Nord», *L'Internationaliste* n° 1, sept. 1946.
[476] *Duval*, «Les travailleurs annamites trahis par leurs chefs», *L'Internationaliste* n° 2, oct. 1946, p. 4.
[477] «En Indo-Chine, le sang coule au profit du capital», *L'Internationaliste* n° 5, 1er février 1947, p. 1.

Bordiga, après avoir éliminé la tendance luxembourgiste représentée par Damen, put en 1953 reprendre entièrement les positions de Lénine sur la nécessaire révolution démocratique bourgeoise dans la sphère asiatique[478].

Bordiga développa toute une théorie cherchant à déterminer les zones géographiques où les « luttes de libération nationale» étaient encore possibles. Il fallait, en premier lieu, mettre de côté les zones de capitalisme développé, où la bourgeoisie cessait d'être «progressive» : *«Depuis 1871, dans toute l'aire euro-américaine, les marxistes radicaux refusent toute alliance et tout bloc avec des partis bourgeois, sur quelque terrain que ce soit».*

Bordiga mettait à part la révolution russe qui aurait été «double», une hybridation bourgeoisie-prolétariat qui conduisait à l'instauration (progressive) du capitalisme d'État : *«La Russie d'après 1917 : double victoire insurrectionnelle des bourgeois et des prolétaires (février et octobre), défaite sociale de la forme socialiste, victoire sociale de la forme capitaliste».*

Dans les pays d'Asie, mais aussi d'Amérique latine, il s'agissait de «*provoquer deux révolutions et donc lutter également pour les tâches de la révolution capitaliste»*. En Asie, néanmoins, le prolétariat devait encore lutter pour la forme «progressive» capitaliste contre le «féodalisme», une différence de taille avec l'Europe orientale :

«Tandis que dans l'aire européenne de l'Orient on peut aujourd'hui considérer la substitution du mode de production et d'échange capitaliste au mode féodal comme achevée, dans l'aire asiatique la révolution contre le féodalisme et contre des régimes encore plus anciens bat son plein; elle est menée par un bloc révolutionnaire de classes bourgeoises, petites-bourgeoises et travailleuses.

«Dans les pays d'Asie où domine encore l'économie locale agraire de type patriarcal et féodal, la lutte, y compris la politique des «quatre classes» [de Mao Zedong], *est un facteur de victoire dans la lutte communiste internationale, même si elle aboutit dans l'immédiat à l'instauration de pouvoirs nationaux et bourgeois : tant par la formation de nouvelles aires où seront à l'ordre du jour les revendications socialistes, que par les coups que ces insurrections et ces révoltes portent à l'impérialisme euro-américain*»[479].

De cette analyse, il en ressortait que la Chine de Mao était bien capitaliste, mais demeurait «progressiste» historiquement, véritable «*facteur de victoire dans la lutte communiste*» face au grand Satan américain.

Bordiga alla cependant plus loin. Il édifia une truculente théorie basée sur la couleur de peau, celle des peuples de couleur qui devaient – dans le sillage des peuples de l'Orient à Bakou en septembre 1920 – réveiller le prolétariat d'Occident endormi.

> «*Il suffit de constater que dans les pays d'outre-mer vivent d'immenses collectivités humaines* **jaunes, noires et olivâtres**, *réveillées par le fracas du machinisme capitaliste : elles semblent ouvrir le cycle d'une lutte pour la liberté, l'indépendance et la patrie, comme celle dont s'enivraient nos grands-parents, mais elles constituent en fait un facteur majeur favorisant l'antagonisme des classes que la société actuelle porte en son sein, et qui éclatera demain avec d'autant plus de force ardente qu'il aura été trop longtemps étouffé*»[480].

En effet, plus que la Chine, dont la révolution bourgeoise de 1949 avait fait place nette pour l'instauration d'une classique économie de marché[481], il appartenait à l'Afrique noire de donner le

---

[478] Lénine, La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, *Œuvres*, tome 22 (déc. 1915-juillet 1916), Éditions en langues étrangères, Paris-Moscou, 1960.

[479] (Bordiga) «Le rivoluzioni multiple», rubrique «sul filo del tempo», *Il programma comunista*, mai 1953. Compte rendu de la réunion de Gênes du 26 avril 1953.

[480] (Bordiga) «Pressione 'razziale' al contadiname, pressione classista dei popoli colorati» [Pression raciale sur la paysannerie, pression de classe chez les peuples de couleur], *Il programma comunista* n° 14, 23 juillet-24 août 1953, p. 3 et 4. Republié sous le nom de l'auteur : Amadeo Bordiga, *I fattori di razza e nazione nella teoria marxista*, Iskra Edizioni, Milan, juin 1976. Cette suite de textes est le produit de la réunion des 30 et 31 août 1953 du «Parti» à Trieste, où Bordiga intervint longtemps sur la question raciale et nationale. (En gras : souligné par nous.)

[481] «*La 'construction du socialisme' en Chine n'a d'autre signification possible que l'accumulation du capital et l'extension d'une économie de marché*» [«Confluenza della unitaria dottrina storica internazionalista dei grandi apporti delle lotte

signal d'une maturation communiste par une «croissante prolétarisation». C'était aussi un devoir «moral» pour un prolétariat blanc bénéficiant d'un niveau de vie «basé en grande partie sur les larmes et le sang du salarié colonial ou ex-colonial»[482] :

> «… *montrer aux prolétaires européens quelles raisons ils ont de suivre – avec une sympathie qui devrait se traduire par une solidarité active dans la lutte de classe – le mouvement d'ascension de la classe ouvrière noire : un gigantesque potentiel humain auquel les lient une commune exploitation et un même intérêt historique et vers lequel ils ont une responsabilité d'autant plus grande qu'ils possèdent une tradition idéologique et de lutte de plus d'un siècle, et en ce que,* **malheureusement, ils bénéficient d'un niveau de vie basé en grande partie sur les larmes et le sang du salarié colonial ou ex-colonial.** *La grande couche de croissante prolétarisation qui court verticalement à travers l'Afrique noire peut devenir demain quelque chose de semblable à ce qu'est et sera la grande couche vers une industrialisation élevée de la Rhénanie et de la Ruhr en Europe. Là le parti révolutionnaire doit ouvrir les yeux avec la certitude que l'évolution de la société capitaliste fait mûrir les prémices d'une révolution communiste dans laquelle les protagonistes ne seront plus les seuls sans-réserves blancs mais, à leurs côtés, mais les exploités avec une peau seulement différente de la leur et sur laquelle s'abat le fouet de l'ennemi commun. C'est une des grandes clefs du futur révolutionnaire communiste de la classe laborieuse du monde*»[483].

LA QUESTION DU RACISME ET DE L'«ANTIRACISME DE CLASSE»

Bordiga accorda une grande importance jusqu'à la fin de sa vie à la lutte contre le racisme perpétué par la classe dominante blanche, dès les premiers symptômes de révolte de la population noire aux discriminations raciales et sociales. Du 11 au 17 août 1965, les jeunes Noirs du quartier de Watts, à Los Angeles, élevèrent des barricades, brûlèrent des magasins, des entrepôts et des bus, attaquèrent à coups de cocktails Molotov la police, tandis que l'armée imposait le couvre-feu contre 'l'ennemi intérieur'. Les émeutes firent 34 morts. Bordiga ne se trompa pas sur le sens historique de la révolte de Watts :

> «*Les Noirs de Californie ont crié au monde, sans en avoir la conscience théorique, sans avoir besoin de l'exprimer dans un langage bien élaboré, mais en le clamant dans le vif de l'action, la simple et terrible vérité que l'égalité juridique et politique n'est rien tant que subsiste l'inégalité économique; et qu'il n'est possible d'en finir avec celle-ci, non par des lois, des décrets, des prêches ou des homélies, mais seulement en renversant* **par la force** *les bases d'une société divisée en classes*»[484].

Peu avant Mai 1968, l'assassinat de Martin Luther King, le 4 avril, embrasa Chicago, Baltimore et une centaine de villes américaines. Onze Noirs périrent, tués par la police. La presse bordiguiste n'accorda aucun soutien au Black Power et se garda de faire une apologie de l'émeute, opposée à

---

rivoluzionarie nei paesi moderni. Tesi sulla questione cinese», *Il programma comunista* n° 2, 24 janvier 1965, p. 3]. Ce passage est extrait d'un rapport sur la réunion de Marseille des 11-13 juillet 1964, à laquelle participa Bordiga.

[482] Cette idée d'une «aristocratie blanche» bénéficiant de toutes les rapines du capital impérialiste chez les peuples de couleur fut exprimée en premier, en 1915, par William Edward Burghardt Du Bois (1868-1963), sociologue noir américain, militant pour les droits civiques, panafricain et sympathisant de la Russie et de la Chine «socialistes» à l'époque de Bandoeng : «*On a demandé à l'ouvrier blanc de partager le butin de l'exploitation des 'chinetoques et des négros'. Ce n'est plus seulement le prince-marchand ou l'aristocratie monopoliste, ou même la classe des employeurs qui exploite le monde : c'est la nation, une nouvelle nation démocratique basée sur l'union entre capital et travail*» [«The African Roots of War», 1915, in *W.E.B. Du Bois : A Reader*, New-York, 1970].

[483] «Richiami alla questione dei popoli coloniali e semicoloniali», *Il programma comunista* n° 19, 20 oct. 1961, p. 4. En gras : souligné par nous. Une reproduction récente de ces textes est disponible : *Scritti sulla questione nazionale e coloniale nel secondo dopoguerra (raccolta di articoli tratti da 'il programma comunista'*, nucleo comunista internazionalista, Stregna/Srednje (Udine), nov. 2012.

[484] (Bordiga) «La collera 'negra' ha fatto tremare i fradici pilastri della 'civiltà' borghese e domocratica' [«La colère 'nègre' a fait trembler les piliers vermoulus de la 'civilisation' bourgeoise et démocratique»], *Il programma comunista* n° 15, 10 sept. 1965, p. 1 [*Le Prolétaire* n° 515, mars-mai 2015].

la «violence prolétarienne». Elle rejetait aussi toute idée de «racisme noir révolutionnaire» : «*L'apport indéniable du mouvement noir est qu'il a su retrouver, sous des formes encore infantiles, les méthodes violentes, méthodes qui seront celles de la révolution prolétarienne… Il est … ridicule d'opposer à un racisme blanc réactionnaire un racisme noir révolutionnaire ! Leur nature et surtout l'idéologie qui les secrète sont identiques*»[485].

Par la suite, les «programmistes», après 1973, auront tendance à s'opposer à l'idée d'un front de classe ouvriers blancs-ouvriers noirs dans des pays comme l'Afrique du Sud, dominée par l'apartheid. Le prolétariat blanc était jugé totalement vendu à la bourgeoisie blanche au point d'être considérés comme des mercenaires. On pouvait ainsi lire dans *Le Prolétaire*, avant la chute du régime de l'apartheid : «*Il faut… repousser la méthode de ceux qui appellent de façon abstraite à l'unité entre prolétaires blancs et noirs et qui en font la condition pour qu'on puisse parler de lutte de classe en Afrique du Sud. Cela reviendrait à repousser sine die une bataille de classe… (le prolétariat blanc) doit être considéré comme un ennemi non seulement du prolétariat noir mais de la lutte de classe elle-même dans toute la région*»[486].

Il n'en fut pas de même pour les schismatiques florentins qui maintinrent un discours plus orthodoxe sur la lutte de classe dans les pays où prédominait une séparation raciale au sein de la classe ouvrière elle-même, soigneusement entretenue par la bourgeoisie blanche mais aussi la petite-bourgeoisie noire qui se préparait à accéder au pouvoir, avec l'appui de la bourgeoisie anglo-saxonne : «… *plus les tensions sociales s'aggraveront, plus se profileront les dangers d'un déchainement de lutte de classe qui transcende les divisions raciales, plus les organisations de la petite-bourgeoisie noire, ANC ..., chercheront une solution négociée avec la bourgeoisie sud-africaine, l'impérialisme américain et anglais… Seule la révolution communiste permettra de résoudre les vrais problèmes économiques et sociaux de l'Afrique du Sud, en développant une société multiraciale, non seulement sans oppression de race, mais* ***sans classes***»[487].

En France, l'organisation ne cessa de dénoncer les crimes racistes perpétrés contre les Maghrébins, surtout dans le Sud. Elle insista autant sur l'«auto-défense prolétarienne» que sur l'égalité des droits pour tous les ouvriers et la fin du contrôle de l'immigration[488]. Mais elle resta dans un discours orienté surtout vers les émigrés censés être moins contaminés par l'idéologie bourgeoise qu'une classe ouvrière nationale, où dominait l'«aristocratie ouvrière».

De fait, les bordiguistes – sauf pour le Moyen-Orient – où ils crurent trouver dans les fédayins palestiniens la lave qui ferait sauter la marmite impérialiste de cette région, comptèrent de plus en plus sur les crises périodiques du capital qui causeraient son effondrement final.

Mais, la plupart du temps, ils vécurent dans l'attente mystique de la crise finale prévue vers 1975-1980.

L'ATTENTE DE LA PAROUSIE DE 1975 : SCIENCE DE LA CRISE ET NÉGATION DE LA SCIENCE MODERNE CHEZ BORDIGA

Bordiga, qui toujours exaltait le génie de Lénine, défendait l'idée d'une révolution sans messies, sans prophètes, aussi certaine qu'un phénomène volcanique : «*Les ouvriers vaincront s'ils comprennent que nul (Maître) ne doit revenir. L'attente du Messie et le culte du génie, imaginable pour (saint) Pierre et Carlyle, ne sont pour un marxiste de l'an 1953 qu'une misérable couverture d'impuissance. La révolution se lèvera terrible et anonyme*»[489].

Le seul vrai Messie, anonyme, dont le retour était inévitable, c'était la grande crise du capital dont la violence terrible embraserait l'univers capitaliste. En 1957, en effet, Bordiga calculait l'échéance

---

485 «Violence sans théorie et théorie sans violence», *Le Prolétaire* n° 54, mai 1968, p. 1 et 4.

486 «L'Afrique du Sud dans la perspective marxiste», *Le Prolétaire* n° 394, déc. 1987-janv. 1988, p. 6 et 7.

487 «Nuovi sindacati operai in Sud Africa per un fronte interrazziale contro il Capitale», *Il Partito Comunista* n° 152, avril 1987, p. 6.

488 «Antiracisme» et «Crimes racistes : qui arme le bras des tueurs?», *Le Prolétaire* n° 385, 14 déc. 1985-28 février 1986, p. 1 et 2.

489 [Bordiga], «Sul Filo del tempo. Fantasime carlailiane» [Fantasmes à la Carlyle], *Il programma comunista* n° 9, 7-21 mai 1953, p. 4.

de la crise fatale à la fin des années 1970, précisément vers 1977, soit 60 ans après Octobre 17 : «*Une récente étude d'économistes bourgeois américains sur la dynamique mondiale des échanges établit un point critique à l'actuelle course à la conquête des marchés, fondée sur le puritanisme tordu de la secourable Amérique après la fin du second conflit mondial : 1977. Vingt années nous séparent encore du jaillissement de la nouvelle flamme de la révolution permanente conçue dans le cadre international...*»[490].

Et cette crise toucherait le capital yankee, mais peut-être pas la zone russe du capitalisme mondial. En effet, en 1957, l'année du Spoutnik ('compagnon de route'), Bordiga saluait dans le lancement du premier satellite artificiel de la Terre une victoire du «capitalisme d'État russe» : «*Le capitalisme d'État russe a joui de plein droit de l'avantage d'être riche de vigueur organique et de l'expérience des autres, et de l'avantage fondamental d'être économiques et politiquement totalitaire. Si la forme Dictature a gagné une partie, nous saluons aussi ce fait… Et tant pis pour le démocratisme*»[491].

Ce préjugé favorable à la science russe le conduisait à mettre en doute les avancées immenses du capitalisme américain, **d**ont il avait tendance à nier la capacité immense de résistance et d'innovation.

Bordiga se comptait parmi «*les réactionnaires et les adversaires de la philosophie des Lumières*»[492]. Il ne voyait dans les voyages dans l'espace aucune révolution majeure dans l'histoire de l'humanité. Il s'agissait d'un produit de la société du spectacle : «*un bordel publicitaire, la plus grande honte de ce monde en putréfaction*»[493]. Il pensait, en 1964, toujours mu «*par (son) opinion réactionnaire*», en dépit de l'avancement du programme Apollo, qu'on «*n'enverra pas d'homme vivant sur la Lune et que la chose la plus sage est de continuer les recherches avec des observateurs inanimés, c'est-à-dire des robots*»[494]. «Buté et sectaire», comme il l'avouera lui-même (voir *infra*), il donnait «*pour certaine la thèse historique du bobard astral, fièvre de la putride société bourgeoise*»[495].

L'«opinion» scientifique «réactionnaire» de l'Anonyme de Naples se heurta au criticisme de quelques trop rares opposants, Martin Axelrad*[496], physicien, et surtout de Salvatore Padellaro* (*Turi*). Ce dernier n'hésita pas à présenter, en mai 1961, des thèses contre ces assertions fantaisistes : «*La décadence d'une classe n'implique pas nécessairement la régression de sa pensée scientifique*», donnant comme «exemples : la relativité d'Einstein et la théorie des quanta». Padellaro dénonçait la double erreur de Bordiga (jamais nommé) : affirmer que «*(le lancement de satellites artificiels) n'a pas de valeur scientifique authentique*» et «*nier absolument que l'homme puisse voyager un jour dans l'espace…* ». Cette aveugle double négation ne faisait qu'exprimer « … *une position anti-évolutionniste*»[497], ignorant la dialectique entre science et technique, soulignée en 1894 par Engels[498]. L'anti-évolutionnisme bordiguien était la conséquence de sa vision apocalyptique de l'histoire.

Jusqu'à la fin de ses jours, Bordiga ne douta jamais que le capitalisme occidental, reposant sur un

[490] «7 Novembre 1917-1957. Quaranta anni di una organica valutazione degli eventi in Russia nel drammatico svolgimento sociale e storico internazionale», *Il programma comunista* n° 21, 8-25 novembre 1957, p. 1-2.
[491] (Bordiga) «Triviale regurgito di illuminismo», *Il programma comunista* n° 20, 23 oct.-6nov. 1957, p. 2 [traduction en français, in *(Dis)Continuité* n° 2, sept. 1998, *Bordiga. Textes sur la 'conquête spatiale' 1957-1967*, p. 10].
[492] (Bordiga) «Il primo assaggio dello spazio extraterrestre», *Il programma comunista* n° 8, 21 avril 1961. Tous les textes bordiguiens sur la «conquête spatiale» ont été republiés par le groupe «Quaderni Internazionalisti» sous le titre : *Scienza e Rivoluzione*, tome II (Sbornia di ballistica spaziale), Turin, avril 1999.
[493] Ibid.
[494] (Bordiga) «Vicende delle imprese spaziali», *Il programma comunista* n° 5, mars 1964.
[495] (Bordiga) «Niente allunaggio morbido, solo allunaggio bluffistico», *Il programma comunista* n° 18, oct. 1965. La traduction des textes en français sur la conquête spatiale a été réalisée par Jean-Pierre Laffitte dans la revue *(Dis)Continuité* n° 2, sept. 1998.
[496] Cf. L'échange de lettre, très diplomatique, entre Axelrad et Bordiga : «Uno scambio tra Bordiga e Martin Axelrad», Paris, 9 et 14 mai 1961, Sandro Saggioro, *In attesa della grande crisi*, op. cit., p. 426-429. Très prudemment, Axelrad donna à Bordiga une leçon (bien méritée) de physique sur le champ gravitationnel et le champ d'inertie.
[497] «Tesine relative alla 'questione spaziale'», in Sandro Saggioro, op. cit., p. 424-425.
[498] «*Si la technique… dépend en très grande part de l'état de la science, celle-ci dépend encore plus de l'état et des besoins de la technique. Lorsque la société a des besoins techniques, elle impulse la science plus que ne font 10 universités*» [Lettre d'Engels à Wilhelm Borgius, 25 janvier 1894, *Karl Marx Friedrich Engels Werke* (MEW), vol. 39, Berlin-Est, 1968, p. 205-206].

«bluff» économique et scientifique, complètement «putréfié», serait mis à bas par la «grande crise» de 1975. Une certitude pour lui, la révolution serait menée par un seul parti, une seule classe, dans tous les pays, totalement étrangère à la jeunesse étudiante, dans laquelle il ne voyait que mortelle «moisissure».

Dans une lettre privée adressée le 4 mars 1969 à son ancien camarade Umberto Terracini – signataire de la Constitution républicaine de 1947, sénateur «de droit et à vie» – il manifestait sa quasi-certitude d'une pure parousie prolétarienne : «*Quant à moi, j'attends,* ***toujours buté et sectaire****, que – comme je l'ai toujours prévu – notre révolution vienne au monde en 1975, une révolution plurinationale, monopartitiste et monoclassiste, c'est-à-dire avant tout* ***non entachée de la pire moisissure interclassiste, celle de la jeunesse dite*** **étudiante**»[499].

Il n'est donc pas étonnant que le courant «programmiste» soit resté en grande partie à côté de l'histoire et n'ait pas su répondre aux problèmes nouveaux de la période, sinon par des scissions ou un activisme de plus en plus en effréné pour rester «en contact avec les masses».

UN DOMINO ORGANISATIONNEL : SCISSIONS-EXPULSIONS ET SCHISME DANS LE «PROGRAMMISME» ITALIEN (1960-1974)

Faire l'histoire du «programmisme» laisse souvent l'impression que celui-ci pourrait se résumer à ses scissions. Nous nous contenterons d'en mentionner les plus importantes[500], celles qui traduisent une réelle orientation activiste, mâtinée parfois d'académisme ultradogmatique, à laquelle devait finir par succomber l'organisation mère «programmiste» (voir *infra*).

– «Rivoluzione comunista» (1964)

Ce groupe, purement milanais à l'origine, est la création d'un seul homme, le bouillant Calogero Lanzafame*, à peine âgé de 27 ans lors de la scission. Ce volcan sicilien avait adhéré au début des années 60 à «Programma comunista»; il en devient vite, à Milan, l'étoile ascendante.

En désaccord avec l'immobilisme dogmatique, il est le moteur de la scission milanaise qui entraîne sa majorité sur des positions d'intervention activiste. De cette scission naît en novembre 1964, le groupe «Rivoluzione comunista». Son chef avait été expulsé *manu militari*, en présence de Bordiga, au cours d'une réunion tumultueuse à Florence. *Rivoluzione comunista* devint l'organe du Parti communiste internationaliste, totalement centré sur «une activité pratique d'intervention». Les «programmistes» furent vite changer d'étiquette et s'appelèrent dorénavant «Parti communiste international».

Le groupe programme son retour au bolchevisme, celui de *Que faire?* et de *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* de Lénine et de l'*ABC du communisme* de Boukharine. Peu nombreux (une trentaine de militants), le groupe créé par Calogero Lanzafame* se lança dans un activisme tous azimuts jusqu'au début des années 1980, multipliant les feuilles d'agitation : *Lotte operaie* (1968-1977), à l'intérieur des syndicats; *Donna proletaria* (1973-1984), en direction des femmes prolétaires; et *Agitatore comunista* (1968-1979), organe des étudiants adhérant au «Parti». De 1977 à 1985, le groupe lança même une édition spécifique de *Rivoluzione comunista* pour le Mezzogiorno.

Malgré cet activisme qui épuisa des générations entières de militants[501], surtout au niveau de l'agitation parasyndicale, le groupe n'est pas sorti d'un cadre purement italien. Idéologiquement léniniste, sa pratique, à une échelle plus modeste, peut se comparer à celle de l'activiste

---

[499] Franco Livorsi (éd.), *Scritti scelti di Amadeo Bordiga*, Feltrinelli, 1975, p. 262-263. Souligné par nous.

[500] Pour un historique complet des scissions ou schismes au sein du mouvement bordiguiste, on se reportera au livre de Sandro Saggioro, *In attesa…*, op. cit., p. 81-343.

[501] Dans un courriel du 18 février à l'auteur, Dino Erba* donne une idée précise des effectifs du groupe de Lanzafame, vers 1975 : «*15 à 20 ouvriers, 7 ou 8 étudiants, 3 ou 4 autres. Lors d'événements publics (manifestations de rue), au maximum 100. Aujourd'hui, ils sont 10, pas de travailleurs, pas de jeunes*». Il précise que son «*activisme est inversement proportionnel au nombre de militants*», à la différence de l'activisme du groupe «programmiste» français qui avait vu ses effectifs quadrupler entre 1969 et 1976.



organisation britannique SWP (Socialist Workers' Party) qui publie *International socialism*.

– le schisme florentin d'octobre 1973 : «Il Partito Comunista», duplication «programmiste»

Le groupe toscan «programmiste», dirigé par Giuliano Bianchini* était depuis les années 1960 à la tête du Bureau syndical central du PCInt («Programma comunista») dont le slogan était la «reconquête du syndicat de classe» (CGIL) afin de le transformer en authentique «syndicat rouge» : une uchronie de l'histoire du Profintern[502]. C'est à Florence que fut imprimée la feuille d'«agitation syndicale» du parti : *Il sindacato rosso*, de juillet 1968 à octobre 1973.

Après la mort de Bordiga en 1970, Giuliano Bianchini se heurta frontalement à Bruno Maffi, considéré lui-même comme l'un des «dauphins» possibles d'*Alfa*, bien que Bordiga en 1964 ait choisi explicitement Maffi comme successeur. Bianchini fait néanmoins partie du «duo organique» qui veillait sur la prétendue «pureté» de l'héritage de la «Sinistra comunista». Il combattit violemment l'influence des positions antisyndicalistes du KAPD[503], dont la section scandinave (Carsten Juhl* et Gustav Bunzel*) venait d'achever l'étude. Lors de la réunion générale de Marseille des 4 et 5 septembre 1971 il représenta avec Maffi le «Centre» qui combattait les thèses «kapédistes» défendues lors de cette réunion par Carsten Juhl*, membre danois du Parti.

Il est le principal artisan de la scission toscane qui donna naissance en septembre 1974 à une petite organisation regroupée autour du journal *Il Partito comunista* et de la revue théorique *Comunismo*. Le fossé entre les deux frères ennemis de Milan et de Florence n'avait fait que se creuser à l'occasion du référendum du 12 mai 1974 sur l'abrogation de la loi sur le divorce (cf. *supra*). L'organisation de Maffi appela à voter contre. La tendance de Bianchini y vit la preuve tangible de la «dégénérescence du vieux parti».

Aucune opposition de principe n'existait en fait entre les deux micro-partis, sinon le choix du «pape» (le «commissaire unique») du «Parti». Pour la première fois, le PCI était touché non par une scission ou une hérésie causée par une interprétation du Dogme, mais par un schisme, sur la seule question du choix du *primus inter pares*. Un article d'une encyclopédie (critique !) de théologie établit une claire distinction entre schisme et hérésie : «*Sur le plan conceptuel, le schisme peut être distingué de l'hérésie ou de l'apostasie en ce qu'il n'implique en principe aucune erreur dogmatique ni aucune rupture délibérée avec la foi. Mais, en pratique, on ne peut guère tracer de séparation entre le schisme et l'hérésie, le primat du pape étant considéré dans l'Église catholique comme un principe dogmatique*»[504].

Toutes proportions gardées, le schisme de 1973, qui mit fin au «commissariat unique» bicéphale, pouvait se comparer à la division de 1054 entre Église de Rome et Église de Byzance, où chacune des deux parties proclamait son autorité infaillible dans l'interprétation du dogme primitif.

Le groupe de Bianchini décida, sans réelle justification, de s'auto-coller l'étiquette de «Parti communiste international», dès le premier numéro de son organe *Il Partito Comunista*. Le PCI *bis* pouvait d'ailleurs se réclamer à la lettre de Bordiga qui avait élevé le schisme au rang de vertu cardinale : «*Les schismes naquirent du respect de la Doctrine d'une part, de la rupture révolutionnaire avec cette dernière, d'autre part… La voie de la nouvelle humanité se trouve dans la révolution.* ***Le schisme donne naissance à la révolution***»[505].

---

[502] Internationale syndicale rouge (ISR) ou Rote Gewerkschafts-Internationale (RGI) fondée à Moscou en juillet 1921. Les trois secrétaires en étaient : les Russes Solomon Losovsky et Michail Tomski, le Catalan Andreu Nin, futur dirigeant du POUM en 1936, enlevé et assassiné en juin 1937 sur ordre Staline.

[503] En pleine lutte de classe en Italie (de l'«Automne chaud, 1969, à 1977), où les ouvriers se heurtaient au front patronat/syndicats, le PCI confessait ingénument : « … *en 'formes' d'organisation, c'est au… syndicat que nous donnerions la préférence*». Rompre avec les syndicats, pour les bordiguistes, était «*une faiblesse*» [«Gorter, Lénine et la Gauche», *Programme communiste* n[os] 53-54, oct. 1971-mars 1972, p. 78].

[504] Jean-Yves Lacoste (dir.), *Dictionnaire critique de théologie*, PUF, Paris, 1998, p. 1068-1069.

[505] «Tempo di abiuraturi di schismi», *Il programma comunista* n° 22, 20 déc. 1965, p. 1. Souligné par nous. Cette prise de position de Bordiga intervenait à l'occasion de l'achèvement du concile œcuménique Vatican II.

La renaissance du courant bordiguiste en France (1951-1968). La scission de 1966 : Fil du temps et Invariance

Avant que la majorité de la Fraction française de la Gauche communiste n'adhère formellement à Socialisme ou Barbarie (cf. *supra*), il y eut un an de colloques de groupe à groupe. Suzanne Voute, qui représentait l'organisation bordiguiste française dans ces discussions, s'entretint avec Chaulieu lui-même jusqu'à l'été 1950 pour initier un processus de fusion[506]. Mais les jeux étaient déjà faits. Vidée par le passage de la majorité de ses militants au groupe «Socialisme ou Barbarie», l'organisation ne réémergea qu'en 1951.

Modestement, l'ancienne «Fraction française» réduisit son appellation à celle de «groupe français de la Gauche communiste internationale». Cédant au bluff, elle signait parfois «Bureau politique de la GCF» (Gauche communiste de France). Le groupe publia en septembre 1951 un *Bulletin intérieur du groupe français de la Gauche communiste internationale*, qui prit plus tard le nom de *Travail de groupe*. Dans un article écrit avec l'aide de Lucien Laugier[507], Suzanne Voute estimait que le groupe «Socialisme ou Barbarie» était un «*cercle d'intellectuels 'marxistes' et non un groupe politique*». Dans un autre texte, elle soulignait que le 'barbarisme' «*avait eu un certain mérite en repensant certains problèmes de la théorisation du socialisme*», comme dans l'article de Castoriadis-Chaulieu «Les rapports de production en Russie»[508]. Néanmoins, la critique des positions de Chaulieu basées sur la dyade «dirigeants-dirigés» fut le point de départ du groupe dans sa tentative de se doter d'une armature théorique par la réappropriation des écrits de Marx[509].

À partir de 1954, la Fraction française s'investit dans la publication de brochures qui reflétaient sous le nom de Travail de Groupe les discussions menées en interne sur les révolutions russe, chinoise et hongroise en 1956.

C'est en fait après les événements d'octobre 1956 en Hongrie que le groupe commença à prendre un certain essor, tout comme d'ailleurs «Socialisme ou Barbarie». Mais à la différence de ce dernier, le groupe bordiguiste parlait non de révolution mais de révolte prolétarienne par l'arme de la grève générale, sans citer une seule fois la formation des conseils ouvriers. Il insistait aussi (à juste titre) sur les faiblesses : «*la lutte des ouvriers hongrois s'est obscurcie de revendications non prolétariennes et d'une idéologie nationale-démocratique*», celle des «*nations opprimées*»[510]. Néanmoins, les bordiguistes, avec un ton très sorélien, exaltaient la grève générale insurrectionnelle : «*Les faits hurlent. Car si le mouvement hongrois s'est bien déclenché et développé comme une RÉBELLION CONTRE L'URSS, s'il a été donc un mouvement politique non pas PROLÉTARIEN, mais INTERCLASSES, 'national', c'est cependant dans la grève générale, arme spécifiquement prolétarienne, qu'il a puisé et puise sa principale force de choc*». Et de se livrer à une littéraire prosopopée des ouvriers insurgés, dont la «grande voix» est un glorieux appel à la violence : «***En Occident, vous luttez contre l'impérialisme avec des mots ! Nous nous luttons par la grève générale, l'insurrection, la VIOLENCE***»[511].



[506] Lucien Laugier, *«Socialisme ou Barbarie» et l'écroulement du groupe parisien* [in *La critique de «Socialisme ou Barbarie»*, Les éditions du pavé, s. l., février 2003 (Préface : G. Mangiavillano; avant-propos : J.-L. Roche]. Suzanne Voute dans une lettre à Albert Masó, juillet 1950, relate une réunion de travail avec Chaulieu, où elle envisage la possibilité d'une organisation unique : «*Nous n'envisageons qu'une seule sorte de discussion de groupe à groupe : celle que l'on engage à un degré suffisant d'affinité politique pour la constitution d'une organisation unique. Rejetons discussions académiques ou de simple information, leur préférant le travail intérieur*». Elle conclut : «*L'important est qu'ils soient revenus de ce que nous leur reprochions surtout : la prétention de constituer une tradition à partir de leur scission de 1949 avec le trotskysme*» [Archives Lucien Laugier].

[507] «Deux ans de bavardage», *Bulletin* n° 1, p. 3-15. L'avertissement à nos lecteurs (p. 1 et 2) était signé d'un pompeux «Bureau politique de la G.C.F.».

[508] Ibid. Article de Chaulieu, in *Socialisme ou Barbarie* n° 2, 1949.

[509] Cette critique de «Socialisme ou Barbarie» fut surtout l'œuvre de Lucien Laugier : *La critique de «Socialisme ou Barbarie»*, op. cit.

[510] «De quelques réactions politiques aux événements de Hongrie», *Travail de groupe*, janvier-février 1957, p. 46.

[511] «L'insurrection hongroise», ibid., p. 5.



Après 1956, le groupe est constitué de deux sections, l'une à Paris, et l'autre à Marseille. Cette dernière, où militaient deux ouvriers des postes (Lucien Laugier et François Gambini), de jeunes étudiants (Christian Audoubert et Jacques Camatte), fut longtemps la plus nombreuse quand vint la rejoindre Suzanne Voute, mutée dans la région marseillaise. Le groupe eut au départ presqu'autant d'Italiens que de Français, tels Otello Ricceri* (*Piccino*), Bruno et Ida Zecchini*, Giulio Bertazzo* (*Pataro*), Ferruccio Pessotti* (*Ferruccio*), etc.

À Paris, outre Suzanne Voute, un temps parisienne, la section comprenait le couple de Suisses romans Daniel et Marianne Dumartheray*, mais aussi Martin Axelrad (*Jean-Pierre*)* ainsi que Serge Demianiw (depuis 1958)*. Après 1956, puis au début des années 60, Roger Dangeville*, Jacques Angot, André Claisse* (*Goupil*) et Claude Bitot* renforcèrent la petite section parisienne.

La vie du groupe se déroula avec une bonne dose d'autonomie par rapport au centre italien. En 1957, un éditorial de *Programme communiste*, première expression publique du courant bordiguiste, faisait de l'organisation italienne une simple «organisation sœur» : «*Nous nous contenterons de signaler au lecteur que ce* (sic) *Parti Communiste Internationaliste d'Italie que* **nous considérons comme une organisation-sœur** *a été constitué vers la fin de la guerre par le même courant qui avait fondé en janvier 1921 la section italienne de l'Internationale communiste*»[512].

Quand commença à paraître la revue *Programme communiste* en 1957, imprimée à Marseille, elle fut «*reconnue et encouragée par Bordiga*», selon Suzanne Voute qui était l'âme de cette revue trimestrielle. Elle ne dissimula pas tout ce que la nouvelle revue devait à Ottorino Perrone, qui venait de décéder. Dans deux lettres à Christian Audoubert* (oct. 1957), elle soulignait l'immense apport de la revue *Bilan*, rédigée en grande partie par Ottorino Perrone et Virgilio Verdaro : « … *nous ne pouvons oublier que sans* Bilan *nous n'existerions probablement pas, nous, en France…* Bilan *a été le refus de la défense de l'URSS; le refus d'envoyer les prolétaires français, belges, hollandais, etc., s'immoler pour défendre la république bourgeoise espagnole – et préparer ainsi les sacrifices de masse de la guerre impérialiste. Cela a été l'affirmation de l'idée de* **fraction**, *au sens historique, sinon organisatif du mot*»[513].

Si le travail théorique s'organisa autour de la revue *Programme communiste*, le travail politique d'agitation fut en grand partie marqué par la question de la guerre d'Algérie. Sur cette question, la position du groupe s'orienta vers une totale remise en cause de la position de Rosa Luxemburg sur les «luttes de libération nationale».

Un article, écrit par Suzanne Voute, soutenait intégralement, à propos de l'Algérie, la position de Bordiga sur la «lutte des peuples de couleur» : «*Il s'agit d'inculquer aux masses de travailleurs que* **la nation**, *carcan de la conservation sociale dans les pays développés,* **peut être un ferment révolutionnaire dans les pays arriérés et opprimés** *et qu'il faut donc l'y soutenir, alors que la classe ouvrière, entrainée par l'opportunisme, a, par deux fois, renversé l'orden de ces valeurs : se sacrifiant à la nation bourgeoise là où elle est un fait historique accompli, garant de l'exploitation capitaliste, lui refusant son appui là où sa constitution, par les mouvements révolutionnaires qu'elle suscite,* **contribue puissamment à la maturation des conditions internationales future du socialisme** *: extension des formes économiques et sociales modernes, accroissement qualitatif et quantitatif du prolétariat mondial*»[514].

À partir de 1962, après la fin de la guerre d'Algérie, qui avait attiré un certain nombre de sympathisants et lecteurs autour de la revue, la question se posa de sortir rapidement un journal mensuel qui devrait permettre la construction de l'organisation, et donc passer du «parti historique» au «parti formel».

---

[512] Présentation de la revue *Programme communiste* n° 1, Marseille, sept-.nov. 1957, p. 9. L'éditorialiste (anonyme) était Suzanne Voute.

[513] François Langlet (éd.), *Lucien Laugier, Textes I. «Les deux crises du PCI». Matériaux pour une histoire de la Gauche italienne*, vol. I, tome I, Orsay, 2001.

[514] (Suzanne Voute), «L'«Avant-garde» et l'Algérie», *Programme communiste* n° 5, oct.-déc. 1957, p. 66-67 [souligné par nous]. Cet article est une polémique contre «Socialisme ou Barbarie», qui pourtant soutenait la «révolution algérienne», au point de se transformer, comme Jean-François Lyotard, en «porteurs de valises» pour le compte du FLN.

La conception du journal était tout à fait dans la ligne léniniste : «*Le journal ne borne pas… son rôle à la diffusion des idées, à l'éducation politique et au recrutement d'alliés politiques.* ***Il n'est pas seulement un propagandiste collectif et un agitateur collectif; il est aussi un organisateur collectif****. On peut à cet égard le comparer à l'échafaudage dressé autour d'un bâtiment on construction; il ébauche les contours de l'édifice, facilite les communications entre les différents constructeurs, à qui il permet de répartir la tâche et d'embrasser l'ensemble des résultats obtenus par le travail organisé. Avec l'aide et à propos du journal se constituera d'elle-même une organisation permanente…* »[515].

Suzanne Voute fut véritablement l'âme de ce tournant. *Le Prolétaire*, dont le numéro 1 sortit en 1963, fut vraiment «son enfant». Elle jeta toute son énergie dans la balance pour imposer ce que nombre de militants, en particulier Jacques Camatte, jugeaient prématuré ou non viable. En cela, elle fut aidée considérablement par Lucien Laugier* et Christian Audoubert, mais aussi par Martin Axelrad, à Paris*, et le «centre» italien de Bruno Maffi.

Cette conception léniniste du journal, comme «organisateur collectif», devait inévitablement encourager des tendances activistes latentes. Comme le remarque Jacques Camatte, ce centrage sur la vente du *Prolétaire* se heurtait à la dure réalité concrète :

> «*La plupart des activistes se lancèrent frénétiquement dans la petite agitation que la situation leur accordait en pensant qu'elle était absolument nécessaire pour préparer le parti. Elle n'eut pas beaucoup d'écho : aucun ouvrier n'achetait* Le Prolétaire *qui, pour être diffusé, devait être donné*»[516].

Mais à partir de 1965 s'était opéré un tournant dans la vision du parti, et chez Bordiga lui-même[517]. Celui-ci distingue le «parti historique» du «parti formel». Ce dernier, réduit à une petite poignée de militants, doit continuer à défendre l'invariance du programme communiste. Le «parti historique», sorte d'Esprit hégélien de la Révolution, s'exprime par la continuité programmatique avec le passé d'Octobre 17. Pur esprit, il traverse de longues périodes pendant lesquelles son influence sur les ouvriers est dématérialisée. En conséquence, en période contre-révolutionnaire (comme en 1965), l'activité des communistes devait se concentrer exclusivement sur le travail théorique. Mais c'était un travail que Bordiga lui-même ne confondait pas avec l'académisme.

À partir de 1966, l'événement majeur dans l'organisation française fut la scission de Roger Dangeville et Jacques Camatte, qui tous deux avaient été les «nègres» très appréciés de Bordiga. Tous les deux avaient une vision plutôt académiste de l'organisation, se faisant les chantres d'une «lutte contre l'activisme», représenté par la publication d'un journal ouvrier, qui ne l'était même pas[518].

La scission de Camatte et Dangeville de 1966 revêt une grande importance, sur le plan tant politique que théorique, car elle posait, avant mai 68, la question d'une intervention dans un cours qui «restait défavorable».

Cette scission fut considérée par le «centre» de Maffi comme une simple «désertion», voire une «pathologie contre-révolutionnaire» : «*Dans un parti comme le nôtre, les crises et les scissions sont toujours le produit de luttes réelles et nous nous refusons à considérer comme telles les désertions survenues… Il s'agit plus de fugues qui respectent la pathologie contre-révolutionnaire que de scissions ayant une signification politique quelconque*»[519].

---

[515] Lénine, «Par où commencer», *Œuvres*, tome 5 (mai 1901-février 1902), Éditions en langues étrangères, Moscou, 1976, p. 13-20 (Article publié dans le journal mensuel *Iskra* n° 4, mai 1901). Souligné par nous.

[516] Jacques Camatte, «Scatologie et résurrection», *Invariance* n° 1 (série II), supplément, Savone, oct. 1975.

[517] *Considerazioni sull'attività organica del partito quando la situazione generale è storicamente sfavorevole* [Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation est défavorable], 1965.

[518] Lucien Laugier, jugeait «*nébuleux et impalpable*» le *gemeinwesen* de Jacques Camatte. Cependant, lui-même «*percevait bien aussi ce qu'il y avait d'absurde et d'humiliant d'aller proposer un journal intitulé* 'Le Prolétaire' *à des salariés qui ne voulaient même plus être considérés comme des ouvriers*» [«Dix ans de solitude. Réflexions sur la petite crise interne de 1964-66», *(Dis)continuité* n° 13, août 2001, p. 111-137].

[519] Lettre circulaire de Bruno Maffi en date du 24 mars 1967, citée par Lucien Laugier, in *(Dis)continuité* n° 13, ibid.

Cette «désertion» en forme de «fugues» joua un grand rôle dans les années 1970, la première «fugue» prenant corps autour de la revue *Le Fil du temps* de Roger Dangeville l'autre autour de la revue *Invariance* de Jacques Camatte.

Roger Dangeville, plus marxologue que militant, était un gloseur né du marxisme depuis 1848. Convaincu par les théories de l'invariance codifiées par le prophète de Naples, il ne sortit jamais des sentiers battus et, bien souvent, se contenta de plagier le «maestro»[520]. Il fut aussi l'agent actif d'un pur académisme qu'il communiqua jusqu'aux Belges, qui, comme Henri Heerbrant, étaient sortis du «parti». Il en résulta de longues études scholastiques sur la «question belge», dès la publication du premier numéro du *Fil du temps*[521].

Néanmoins, il devait après 1968, pendant presque 15 années, entreprendre un travail éditorial remarquable, très utile pour les jeunes militants marxistes de la génération des années 1970, qui recherchaient des recueils de textes choisis de Marx et Engels non passés par le crible «national-communiste» de Moscou ou de Pékin.

Dangeville fut un magicien de l'herméneutique bordiguienne, sous forme de gloses additionnelles aux textes sacrés. Dans les réunions publiques de son «Parti», il officiait tel un théologien du marxisme, en «*exégète, blanchi à déchiffrer la Bible, [qui] allait droit au tome et à la page concernés*». Très attaché aux dogmes d'un «léninisme» puriste, adepte d'une «dictature du prolétariat» terroriste («*terreur rouge*»), il affirma toujours, sans jamais se démonter, que le marxisme ne supportait pas l'innovation, et que Lénine lui-même ne «*pensait qu'à restaurer le marxisme tout court*»[522].

Il en fut tout autrement de Jacques Camatte. Son travail de «parti» fut d'abord, comme celui de Dangeville, académique[523]. Il manifesta, cependant, une grande audace critique qui permit de donner un réel écho à la gauche communiste allemande (KAPD)[524], maudite par les idéologues du PCI de Maffi et Bianchini. Persuadé que s'ouvrait la perspective d'une nouvelle période, il publia dès 1967 la revue *Invariance*, dont la particularité fut de rejeter, à travers ses diverses séries (1967-2003) toute ombre d'invariance, tout en apportant, globalement, un certain oxygène théorique, celui de la «discontinuité». Critique vis-à-vis de Bordiga, dont il souligna toujours «*la passion du communisme*», il se distancia néanmoins du marxisme, estimant que l'avènement de la *Gemeinwesen*, représentée par le prolétariat, ne pourrait surgir que de l'effondrement du système, et non de groupes politiques sectaires qu'il qualifia vite de «*rackets activistes*».

Lorsque Camatte prit son tournant négateur de la doxa bordiguiste, il ne fut pas suivi par d'autres comme Philippe Leclercq* (*Fabien*) qui formèrent le groupe communiste mondial (GCM), adepte d'une scholastique ultrabordiguiste, proche de celle de Roger Dangeville.

La scission de Camatte fut donc bien plus significative que celle de Dangeville (et Jacques Angot), totalement «académicienne». Elle eut, cependant, peu d'impact sur l'organisation, du moins jusqu'à 1971-72 (cf. *infra*).

L'organisation «programmiste» française restait encore en 1968 centrée sur la cité phocéenne, qui

---

520 On en jugera par ces numéros du *Fil du temps* publiés de 1968 à 1970 : *Le marxisme et la question agraire*, n°s 2, 6 et 7; ou bien *Facteurs de race et nation dans la théorie marxiste,* n° 5. Le seul numéro original (de la plume de Dangeville) fut celui consacré à *La crise économique et sociale de mai-juin*, n° 3, oct. 1968. Dangeville annonce la fin de la prospérité : «*cette prospérité de la classe ouvrière n'est jamais que passagère et annonce déjà la crise*».

521 *Le Fil du temps* n° 1, déc. 1967, *La nation et l'État belge produits de la contre-révolution*; n° 4, janvier 1969, *L'État et la nation dans la théorie marxiste* (Belgique). À la fin des années 70, Dangeville, Henri Heerbrant et Anne Manne publièrent un livre sur la même question : *Karl Marx, Friedrich Engels. La Belgique : État constitutionnel modèle*, éd. Fil du temps, Ixelles.

522 Roger Dangeville (édition, notes et introduction), *Karl Marx et Friedrich Engels. La dictature du prolétariat* http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_Marx/dictature_du_proletariat/dictature_du_proletariat.html (inédit datant de 1979).

523 Camatte concevait le «parti» prolétarien comme «*un **havre de repos** pour le prolétaire, le lieu où s'affirme sa nature humaine, de telle sorte qu'il puisse mobiliser toutes ses énergies contre son ennemi de classe*».

524 «Le K.A.P.D. et le mouvement prolétarien», *Invariance* n° 1, année IV, série II, Brignoles, 1971. Voir aussi : Carsten Juhl, «La Révolution allemande et le spectre du prolétariat», *Invariance* n° 5, année VII, série II, Naples, 1974, p. 25-32.

demeurait le pôle le plus vivant du courant bordiguiste. Si Paris prit un fulgurant essor après 1969, la section de Marseille restait le centre théorique du noyau français. Elle était aussi la section la plus libre par le sain esprit de compagnonnage cultivé par Lucien Laugier :

> «*… Contrairement à* [la section] *de Paris, pas de sectarisme, pas de chefs 'officiels', pas de protocoles ni de posters au-dessus de nos têtes. Lucien Laugier était l'âme de ce* **groupe sans chef***… il symbolisait le révolutionnaire idéal, celui qui tentait en permanence de vivre la théorie et le quotidien (travail/famille) sans contradiction*»[525].

La fin de cette liberté de ton et l'avènement du «caporalisme», enrobé du pire sectarisme, allaient vite faire sentir leurs effets dans une organisation qui se mit à pousser comme un champignon après 1969.

GRISERIE DE L'INTERVENTION ET «MARXISME-LÉNINISME» (1968-1982). VERS LE KRACH DE 1981-1982

Jusqu'à 1968, le risque d'activisme dans le PC International fut minime. La visibilité du «parti» était insignifiante. La fièvre activiste qui s'était manifestée en 1964 en Italie par l'importante scission du groupe milanais «Rivoluzione comunista» avait épargné le «Parti» en France. Après 1969-71, elle gagna progressivement l'ensemble de la mouvance internationale d'autant plus que l'activité se déroulait dans un contexte favorable d'expansion des luttes ouvrières.

Dans les années 1970, le PCI bénéficia de la formation de petits noyaux dans différents pays européens ou proches (Allemagne, Espagne, Portugal et Algérie), tant sur le territoire national que dans l'émigration. De façon notable, il put s'«implanter» au Moyen-Orient (Liban)[526] et en Amérique latine (Venezuela et Brésil). Les noyaux pouvaient se réduire à une individualité : ceux d'origine grecque et turque consacraient l'essentiel de leur activité au seul travail de traduction.

Cet essor se traduisit par la mise en place de différents bureaux nationaux centraux, tous coiffés par le Bureau central international (BCI), dirigé par Bruno Maffi, qui dut abandonner sa fonction de Commissaire unique. Le monarchique Bureau central italien se transforma en triarchie composée d'Alberto Clima (*Armando*)*, Renato De Prà (*Ettore*) et Graziella Bronzini (*Veronica*).

Dans la pratique, ce corps en pleine croissance avait deux têtes, l'une en Italie, et l'autre en France qui prenait de plus en plus d'importance.

- EN FRANCE

Il est incontestable que le 'bordiguisme' français rencontra un certain écho dans le milieu étudiant, mais aussi ouvrier radicalisé par le mouvement de Mai 1968. À côté des groupes 'gauchistes' très activistes, dont les militants étaient le plus souvent dénués de tout bagage marxiste, de la moindre culture historique, la cohérence théorique du 'bordiguisme' interloquait, puis séduisait les néophytes. Le populisme obsédant des groupes maoïstes, rattachés solidement à une tradition contre-révolutionnaire, était un puissant vomitif qui leur faisait évacuer rapidement le poison du stalinisme. Alors chacun des néophytes pouvait se rattacher à une véritable continuité organique avec le mouvement révolutionnaire des années 1917-23. Gérard Mangiavillano, un militant de Marseille formé par Lucien Laugier* résume très bien cette foi révolutionnaire indestructible donnée par les tables de vérité du 'bordiguisme' :

> «*Les militants bordiguistes étaient un peu les dépositaires de générations humiliées, écrasées, persécutées, de la Commune aux spartakistes de (Rosa) Luxemburg, des mutineries de 1917 à Octobre rouge, de la sauvagerie de la contre-révolution stalinienne, du gangstérisme du PCF, de ses fausses épopées, de son histoire truquée… On hurlait la vérité. Elle nous rendait indestructibles. La Gauche italienne, le P.C.I.,*

[525] Gérard Mangiavillano, «Lucien Laugier 'hors du troupeau'», in François Langlet (éd.), op. cit., p. VII-X.

[526] Il s'agissait d'ouvriers palestiniens vivant dans des camps au Liban, hostiles à tous les partis (OLP, FPLP, etc.), dont la répression contre les opposants fut particulièrement féroce.

l'histoire de la Révolution était en nous»[527].

L'organisation française, dans la foulée d'un Mai 68 que Bordiga allait rejeter avec une sainte horreur (cf. *infra*), connut une brusque croissance, qui culmina entre 1971 et 1976. Selon Lucien Laugier, «après Mai 68, les effectifs quintuplèrent», voire sextuplèrent. L'organisation passa de 70 adhérents en 1966 à 200 ou 300 membres en 1975, actifs dans quelque 22 villes[528]. En 1970, *Le Prolétaire* connut une diffusion renforcée : de mensuel il devint bimensuel. Un an plus tard, l'organisation tenait une permanence à Paris deux fois par semaine. En 1979, malgré la chute brutale des effectifs, des permanences se tenaient encore à Aix-en-Provence, Angers, Arles, Avignon, Besançon, Caen, Grenoble, Le Havre, Le Mans, Laval, Lille, Lyon, Nantes, Nîmes, Paris, Rouen, Roubaix, Strasbourg, Toulon, Toulouse et Valence, mais aussi à Bruxelles et à Lausanne, rattachées au «centre» français[529]. La section de Reims, éphèmère, disparut rapidement. Mais, comme le note Benjamin Lalbat, «*cette profusion de sections n'est qu'illusoire puisque, comme nous le montre l'étude des chiffres des souscriptions, elle cache une défection progressive, de plus en plus de militants quittant le parti de manière désordonnée*»[530].

Si le centre du «parti» en France avait longtemps été Marseille, où siégea le comité de rédaction jusqu'en 1972, il passa définitivement en région parisienne. La section de Paris, la plus nombreuse, était divisée en quatre sections qui avaient leur propre local, comme la «Vercesi», la «Laura Lafargue», la «Barbato»[531] et la «Mario Acquaviva». À ces quatre sections, s'était ajoutée une minuscule section : la «Rosa Luxemburg», surtout tournée vers le Moyen-Orient, alors que la «Barbato» était tournée vers le Maghreb[532], dirigée par un membre d'El-Oumami[533].

Contrairement à l'Italie (cf. *infra*), la base militante du «Parti», surtout à Paris, était beaucoup moins prolétarienne de tradition, les «militants ouvriers» étant surtout postiers, agents hospitaliers, techniciens, chercheurs ou enseignants. Parmi ces derniers, Martin Axelrad (*Jean-Pierre*)*, physicien, maître de conférences, et une normalienne reçue première à l'agrégation de lettres classiques : Annie Prassoloff* (*Laurence*).

À certains moments, l'organisation fut bien plus qu'un simple regroupement léniniste d'«intellectuels révolutionnaires» appliquant les recettes du *Que Faire ?* dans la vie du «Parti»[534]. Il

---

527 Gérard Mangiavillano, ibid.

528 Benjamin Lalbat, *Les bordiguistes sans Bordiga. Contribution à une histoire des héritiers de la Gauche communiste italienne en France. Des racines de Mai 68 à l'explosion du PCI (1967-1982)*, Université d'Aix-Marseille, master 2, sept. 2014, p. 61-66.

529 *Le Prolétaire* avait un supplément mensuel pour la Suisse, depuis octobre 1974, et un autre pour la Belgique (puis les Pays-Bas), depuis 1977. Sa boîte aux lettres se trouvait à Angleur (Liège).

530 Lalbat, ibid.

531 Nicola Barbato (1856-1923), psychiatre socialiste sicilien, dirigea les *fasci* de travailleurs (1892-94). Il fut condamné à 12 ans de prison pour «*conspiration contre les autorités de l'État et incitation à la guerre civile*». Amnistié en 1896, il fut élu en 1900 membre de la direction du Parti socialiste. Perdant sa clientèle bourgeoise palermitaine, il dut émigrer en 1904 aux USA. Menant un combat acharné contre la religion, il publia un ouvrage sur Science et Foi (*Scienza e Fede*). Lors de son procès, en 1894, il avait fait un éloge de l'insurrection : «*Moi, obscur militant du socialisme, je m'honore d'appartenir à la phalange des révolutionnaires; c'est-à-dire que je ne crois pas que le phénomène des insurrections armées peut être évité lors de la plus grande et plus humaine des révolutions de mon espèce*».

532 «Sur l'état des sections parisiennes» (juillet 1982). Le rapport, signé *Éliane*, note (avant l'explosion d'octobre) : «*Dans l'ensemble, on a une situation de désagrégation… Les sections elles-mêmes ont du mal à se diriger, l'activité elle-même n'est plus contrôlée et incombe soit à de mini-organes quasiment autonomes, soit même à des individus*» [Fonds : archives privées d'ex-militants].

533 Un Algérien, dénommé *Sami,* dirigeait le travail vers le Maghreb et s'occupait de l'édition en langue arabe. Dans les années 90, sous son vrai nom, il publia à Alger un livre imprimé par les presses gouvernementales. Ce simple fait laisse soupçonner toute une pénétration des services secrets algériens, particulièrement après 1974, dans le sillage de la grève des foyers Sonacotra.

534 Cf. cette interprétation romanesque de Catherine Axelrad, op. cit., p. 47 : « … l*es camarades qui eux-mêmes, dans les hôpitaux où ils étaient médecins, les laboratoires où ils étaient ingénieurs et les universités où ils enseignaient essayaient vainement de vendre* Lutte de classes *à leurs collègues*» [Pour brouiller les pistes, l'auteure a transformé le journal *Le Prolétaire* en *Lutte de classe*, ce qui était une solution «romanesque» fort malheureuse : l'organisation trotskyste «Lutte ouvrière» [anciennement : «Voix Ouvrière»] publiait un mensuel de ce nom depuis 1960].

attira un certain nombre d'ouvriers, comme ceux qui rompant avec «Lutte ouvrière» constituèrent la section de Lille. De même, une brève période, tout un groupe de jeunes ouvriers de Renault se rattacha au «parti», croyant qu'une intense activité à l'intérieur de l'usine «créerait» la Révolution… Comme le note un ancien bordiguiste, dans une interview : tous «étaient volontaristes». Pour les 'occuper', le Commissaire unique Bruno Maffi aurait alors adopté «*cette stratégie du syndicat rouge pendant un temps*»[535].

Pour d'anciens militants, comme Luc Thibault (*Dominique*)*, ce fut surtout «*l'entrée en masse dans les années 70 d'ex-soixante-huitards*» qui eut «*un rôle négatif*»[536]. Elle connut aussi un fort afflux de militants d'origine maghrébine (surtout algérienne), dont l'internationalisme se réduisait à des mots d'ordre 'anti-impérialistes', voire nationalistes-arabes.

Comme cela est rarement mentionné par les témoins de l'époque, l'organisation connut un afflux d'ex-militants maoïstes (Gauche prolétarienne et autres), désirant «aller vers le peuple», tout à fait l'aise dans une politique «anti-impérialiste» orientée vers les immigrés. Certains, dans leurs interventions, n'hésitaient pas à pratiquer la «politique du bleu de chauffe»[537].

Ces éléments, du moins à Paris[538], ne purent être vraiment assimilés : «*En France et, surtout à Paris, la situation prit une mauvaise tournure, avec l'arrivée de quelques jeunes issus du Maghreb et du Moyen-Orient, chez qui,* **malgré un fort radicalisme anti-impérialiste**, *restait prégnante la tentation nationaliste, avec tout ce qui s'ensuivait. Notre organisation, selon moi, a eu une bonne dose de responsabilité dans cette débandade, en n'ayant pas su donner à* **ces jeunes anti-impérialistes** (sic) *une approche de classe, sur le plan théorique et donc sur le plan pratique…* »[539].

Au début des années 1970, le groupe bordiguiste français va progressivement passer d'une activité de type syndical, calquée délibérément sur celle de l'organisation sœur italienne (formation de «syndicats rouges»), à une activité «mouvementiste»[540], axée de plus en plus sur la catégorie des travailleurs immigrés et les précaires, en particulier dans les postes. Conjointement, le «parti» se lança dans une activité moins économique, axée sur l'antimilitarisme.

En 1968, le groupe mène une politique syndicale, peu différente de celle du PCF-CGT. Dans un tract diffusé à la gigantesque manifestation du 13 mai 1968 à Paris, il oppose, comme le PCF et la CGT, les étudiants aux ouvriers : «***Vous travailleurs, vous savez bien que ce mouvement n'est pas le vôtre; il traduit en réalité la réaction de la petite-bourgeoisie devant la perte croissante de ses privilèges***»[541]. Dans un autre tract, il tient un langage peu différent de celui des organisations staliniennes, dénonçant pêle-mêle «*tous les faux révolutionnaires, des pro-chinois aux anarchistes en passant par les trotskystes et les étudiants*»[542].

Dans un tract du 22 mai 1968, le «parti» colle au PCF et à la CGT, en avançant des «*revendications unificatrices : … augmentation générale des salaires… réduction générale de la durée de travail, dans l'immédiat 40 h payées 48… l'intégration des primes dans le salaire de base… le paiement intégral des journées de*

535 Lalbat, op. cit., annexe 25, p. 25-28, entretiens avec B.C., ancien du groupe de Marseille, vers 2013-14. Comme il est indiqué *infra*, cette stratégie du «syndicat rouge» date de bien avant Mai 1968.

536 Luc Thibault, «Da Parigi a Schio», in Riccardo Salvador, *Ricordi di un militante,* Bergame, 2012, p. 159-162.

537 Un ex-G.P. (Gauche prolétarienne), d'origine juive (Marc T.), dit *Coluche*, correcteur d'épreuves, se présentait aux meetings de la Sonacotra en bleu de chauffe. Après la scission de 1982, il suivit un temps le groupe «El-Oumami», créant ès qualité une imprimerie qui publia *Que Faire ?* et *Octobre* du groupe «marxiste-lénininiste» algérien, qui appelait à la destruction d'Israël.

538 À Marseille, Suzanne Voute et Lucien Laugier formèrent au marxisme un certain nombre de jeunes d'origine algérienne (souvent kabyle) qui ne tombèrent jamais dans le nationalisme «anti-impérialiste».

539 Luc Thibault, ibid. Souligné par nous.

540 Après l'explosion de l'automne 1982, la nouvelle direction du «parti» en France crut déceler la cause de tous les maux dans le 'mouvementisme', défini comme la tendance «***à ne voir que le mouvement en cours****, auquel en pratique on s'abandonne*» [«Mieux vaut moins, mais mieux !», *Le Prolétaire* n° 367, 12 nov.-10 déc. 1982, p. 3]

541 Brochure Le Prolétaire n° 24, *Mai-Juin 1968. La nécessité du parti politique de classe*, Lyon, juin 2002.

542 Tract non daté émanant du PCI, cité dans le numéro spécial des *Cahiers de discussion pour le socialisme des conseils* : Conseils ouvriers et utopie socialiste, nov. 1968, p. 36.

grèves…»[543].

Dans un autre tract (24 mai 1968), le prolétariat français était considéré comme battu d'avance : «*Seuls contre tous, nous avons prévu et proclamé dès le début que [le réveil du prolétariat] n'aboutirait dans l'immédiat qu'à des résultats très limités. Car non seulement le prolétariat désorganisé est incapable de prendre le pouvoir, mais il ne peut même pas soutenir sur le plan économique une lutte frontale et unitaire contre la bourgeoisie*». La conclusion était logique : seule la conquête de la CGT pour la transformer en «école du communisme» était à portée de main : «… *le prolétariat doit lutter sur le terrain économique pour s'unifier et s'organiser,* ***faire de son syndicat l'école du communisme****. Ainsi la CGT, redevenue Syndicat rouge, opposera aux revendications réformistes ses revendications unitaires*»[544].

Ce slogan n'était guère différent de celui adopté par les divers groupes maoïstes de l'époque qui en appelaient à la fondation d'une «*CGT de lutte de classe*», trahie par les dirigeants syndicaux «bureaucrates et révisionnistes»[545], une qualification que les «programmistes» remplaçaient par celle, plus douce, d'«opportunistes».

À la fin du mouvement de Mai 68, avec une stupéfiante inconscience et/ou une morgue sectaire décomplexée, le «parti» en appelait à la transformation des syndicats en instruments soumis au «parti communiste mondial» (*id est* le PCI…). Il fallait «***imprégner les organisations syndicales de l'idéologie communiste pour en faire la courroie de transmission de l'organe de direction politique, le Parti***», et donc «***se (regrouper) derrière le drapeau du Parti***»[546].

Dans les années 70, le groupe français hésita entre une activité qui, par la force des choses, devenait antisyndicale – sous la pression d'une base ouvrière révoltée et exaspérée par la collusion syndicats-patronat – et une activité de plus en plus centrée sur la lutte des travailleurs immigrés.

Depuis la fin des années 1960, et même bien avant, les grèves sauvages se multipliaient en Europe du Nord[547]. Dans ce qui devenait «L'Europe sauvage», celle qui eut le plus de retentissement fut celle des ouvriers de la plus grande mine de fer du monde, dans la petite ville suédoise de Kiruna, sur le cercle polaire. 5.000 mineurs s'affrontèrent pendant 54 jours (déc. 1969-janvier 1970) non seulement à l'État social-démocrate, mais aux syndicats, ses courroies de transmission.

Depuis plusieurs années, la presse du «parti» signalait, d'ailleurs avec une certaine réticence, ces «grèves sauvages» antisyndicales[548]. Elle ne mentionna pas celle de Kiruna, pas plus que les grèves sauvages en Scandinavie (Danemark), Grande-Bretagne (Ford, février 1969) et Allemagne de l'Ouest (Sarre, Ruhr, aciéries et chantiers navals de Kiel, été 1969)[549]. Malgré la force du phénomène antisyndical, l'organisation française continuait à publier (depuis juillet 1969) une

---

543 *Manifeste du Parti communiste international sur la grève générale*, juin 1968 (supplément au n° 55 du «*Prolétaire*»).

544 *Mai-Juin 1968 : la nécessité du parti politique de classe*, brochure «Le Prolétaire» n° 24, Lyon, juin 2002. Mentionnée par Benjamin Lalbat, op. cit., p. 75-78. En gras : souligné par nous.

545 Virginie Linhart, *Volontaires pour l'usine. Vies d'établis 1967-1977*, Le Seuil, mai 2010, p. 33-34. L'auteure rappelle qu'aux Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP), fief de la CGT la plus stalinienne, les ouvriers anticégétistes prenaient un malin plaisir à accrocher sur le panneau syndical une photo du «grand dirigeant» Roger Lancry, participant à une conviviale partie de chasse au côté du «grand patron de presse» Robert Hersant. Roger Lancry, ès qualité de «collaborateur de classe», devint officier de la Légion d'honneur et fut décoré, en 2009, de la médaille Grand Vermeil de la Ville de Paris.

546 *Manifeste…*, ibid. En gras : souligné par nous. L'utilisation des termes «*idéologie communiste*» laisse entendre que le communisme serait une pure idéologie.

547 Cf. Claude David et Jacques Olivier (éd.), *Livre Journal : L'Europe sauvage*, s.l.n.d. Le collectif éditant ce «journal» signalait, parmi les grèves sauvages des années 50, celles de Nantes-Saint-Nazaire en 1955, les grèves des dockers britanniques en 1954-55, celles aux chantiers navals de Hambourg et Brême en 1955. En Grande-Bretagne, où existe un fort mouvement de shop stewards, «***l'illégalité s'avère monnaie courante*** *: dans les années 50, entre 80 et 90 p. 100 des arrêts de travail débutent par des grèves non officielles au niveau de l'atelier*».

548 «Lettre de Belgique : la grève 'sauvage' des dockers gantois», *Le Prolétaire* n° 5, déc. 1963; «Les grèves 'non officielles' en Angleterre», *Le Prolétaire* n° 29, fév. 1966; «Grève sauvage en Hollande», *Le Prolétaire* n° 90, 10 oct.- 1er nov. 1970.

549 Il fallut attendre l'automne 1973 pour que *Le Prolétaire* (nos 159 et 160, «Syndicats 'civilisés' et grèves 'sauvages'», oct.-nov.) signale la vague de grèves sauvages en Allemagne occidentale.

feuille mensuelle intitulée *Syndicat de classe* qui claironnait : «*Formons des groupes du Parti communiste international dans la C.G.T. !* »

Il appartint à la section scandinave du PCI, dirigée par Carsten Juhl et Gustav Bunzel, de mettre sur le tapis la question de l'antisyndicalisme de classe, mis en pratique par le mouvement révolutionnaire allemand (KAPD et Unions ouvrières) au début des années 20. Un travail des sections scandinaves [Aahrus, Copenhague (Danemark), et Malmö (Suède)], présenté lors de réunions régionales, de mai 1970 à août 1971 fut présenté à la réunion générale de Marseille, en présence de Suzanne Voute et des dioscures du «parti» Giuliano Bianchini et Bruno Maffi, en septembre 1971[550]. Ce travail fut considéré comme une hérésie majeure visant à saper les bases programmatiques de la «Gauche italienne» et à anéantir tout le travail syndical mené dans la CGT et la CGIL.

Peu de temps après, une attaque en règle contre la politique de «redressement syndical» parut en première page du *Prolétaire*, imprimé à Marseille : l'article «*Régler les comptes avec le syndicat*» [551] reprenait la phrase d'un conducteur de la RATP en colère, prononcée devant les caméras de télévision. À cette phrase de François Mitterrand exigeant des «*syndicats très puissants*», pour maintenir «l'obéissance sociale», la rédaction marseillaise opposait une lutte de classe passant par «***la destruction du syndicat dégénéré***» et la formation de «*comités de grève responsables devant les seuls grévistes*». La conclusion ne pouvait être plus claire : «*Il nous incombe, à nous révolutionnaires, d'anticiper sur ce processus et d'en faire un objet de propagande… Notre rôle, pensons-nous, est de dénoncer les syndicats* ***pour ce qu'ils sont*** *et d'appeler les ouvriers à combattre leurs directives, à s'émanciper de leurs mots d'ordre défaitistes, à s'organiser indépendamment d'eux et* ***contre eux***»[552].

Face à l'offensive du «centre», réaffirmant l'invariance du marxisme et la nécessité du «syndicat rouge», les sections font sécession l'une après l'autre de décembre 1971 à janvier 1972 : Saint-Etienne, avec Georges Calmette et Jean-Pierre Laffitte, des individualités comme Lucien Laugier*, Gérard Mangiavillano, Jean Berg à Marseille, Daniel Dumartheray* (Georges), à Lausanne. Puis ce fut le tour au début de 1972, des sections de Lyon, Bourg-en-Bresse et Le Mans, Caen et Besançon[553], soit une trentaine de membres[554]. Des contacts sont alors noués entre Lucien Laugier, Jean-Pierre Laffitte et Carsten Juhl[555], puis avec Jacques Camatte, autour de la revue *Invariance*.

Mais devant la situation italienne, où s'affirme un fort antisyndicalisme, où s'accumulent les grèves sauvages, où prolifèrent toutes sortes d'organismes antisyndicaux, le centre de Maffi, s'appuyant sur Suzanne Voute, fait machine arrière en Italie, et réévalue son intervention dans un sens plus «mouvementiste» (cf. *infra*).

Alors qu'avait éclaté au Portugal la «révolution des œillets» du 25 avril, menée par de jeunes officiers comme Otelo de Carvalho et Ernesto Melo Antunes, l'armée française était ébranlée depuis l'automne 1974 par la contestation des jeunes conscrits. La LCR avait lancé une active campagne antimilitariste, en appelant à la formation de comités de soldats (puis de «syndicats de

---

[550] Kommunistisk Program, *La Gauche allemande et la question syndicale dans la IIIe Internationale*, 11 janvier 1972. Texte interne, cette brochure fut vendue à l'extérieur après la scission.

[551] «'*Régler les comptes avec le syndicat*'», *Le Prolétaire* n° 114, Marseille, 1er–14 nov. 1971, p. 1 et 4. L'article est probablement de Lucien Laugier, lui-même postier à Marseille, à moins qu'il ne soit de Christian Audoubert.

[552] Ibid., souligné en italiques par l'auteur de l'article.

[553] Lalbat, op. cit., p. 122-123.

[554] Lettre de Lucien Laugier, Camps La Source, adressée au professeur Werner Cohn (Vancouver), 8 juin 1988. Ce dernier, spécialiste des Roms, s'en était pris vivement à Noam Chomsky qui en 1980 avait soutenu Robert Faurisson. Laugier démontra dans sa longue date que la gauche italienne n'avait rien à voir ni avec les négationnistes ni avec Chomsky.

[555] Le fruit de ces contacts se trouve dans la publication en français de «textes de travail à l'occasion de la scission dans le Parti communiste international», de sept. 1971 à janvier 1972, distribués par Kommunismen au Danemark. Les thèses sur la question syndicale sont sans appel : «*La destruction des syndicats contre-révolutionnaires apparaît comme historiquement nécessaire*».

soldats»[556]) dans les casernes[557].

Un tract, signé par les «groupes syndicaux du PCI» – et non par le «parti» lui-même ! – fut diffusé en novembre 1975[558]. Il appuyait une initiative de soldats du 19e régiment de Besançon, revendiquant le «droit des soldats à l'organisation». Surtout, il appelait au «soutien de (leurs) revendications», dans le but de combattre «*le militarisme bourgeois et ses valets dirigeants réformistes*» et de réaliser l'«*unité de classe des prolétaires de l'usine et de la caserne*».

Or le gouvernement – dont Jacques Chirac était le premier ministre – prit la décision de réprimer violemment les organisations qui menaient un travail antimilitariste parmi les soldats. Le tract du «Prolétaire» valut l'inculpation de deux militants parisiens (Roger Le Scour, instituteur, et Anne Duperray, médecin), arrêtés au local de l'organisation parisienne, rue Jean-Bouton. Cette inculpation leur fut notifiée par le juge d'instruction auprès de la Cour de sûreté de l'État pour «*démoralisation de l'armée*». François Gambini, responsable des publications, fut perquisitionné et arrêté à son domicile, puis relâché sans être inculpé, les 5 et 6 décembre 1975[559]. En tout, 47 personnes d'extrême gauche (PSU et LCR surtout) furent inculpées et plusieurs dizaines de soldats mis aux arrêts.

Le résultat de cette répression fut que le PCI déclara non prioritaire l'agitation antimilitariste, où d'ailleurs il n'avait fait que suivre celle de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Il en résulta aussi un total cloisonnement de l'organisation, où aucune section, aucun militant ne pouvait communiquer sans passer par le filtre de responsables désignés par le «centre» parisien, incarné par Martin Axelrad. L'activité antimilitariste ne fut reprise que 10 ans plus tard, en Italie, par le groupe dissident «Combat», contre l'action de l'Armée italienne au Liban (voir *infra*)[560].

La priorité fut donnée aux immigrés, peut-être par le fait que le «parti» disposait d'un fort noyau de langue arabe à Paris. Les immigrés, tant maghrébins que noirs-africains, étaient considérés comme potentiellement plus révolutionnaires que les ouvriers des pays développés :

> « … *les ouvriers immigrés, surtout non européens, possèdent un atout : celui d'appartenir à un prolétariat jeune, non corrompu par les miettes que la domination impérialiste et le boom de l'après-guerre ont octroyées aux couches supérieures de la classe ouvrière 'autochtone', non soumis au départ à l'influence paralysante des partis et syndicats social-chauvins et réformistes qui entrave depuis plusieurs décennies le prolétariat des pays 'd'accueil' et empreint au contraire, dans certaines de ses couches, de la* ***tradition de combativité héritée des luttes anticoloniales***»[561].

Mais, avec un sursaut de lucidité, l'organisation française notait qu'«*inversement, l'influence de la démocratie et du nationalisme peut pénétrer chez eux par d'autres voies : celles précisément de la lutte anti-impérialiste qui les a vus combattre aux côtés des jeunes bourgeoisies nationales*… »[562]. Cet appel à lutter

---

[556] Le FSMAR (Front des soldats, marins et aviateurs révolutionnaires), une organisation satellite de la LCR dans l'armée, créée le 1er oct. 1972, avait lancé un appel pour un «syndicat de soldats», «*un syndicat de classe, un syndicat ouvrier*» (*Rouge*, 7 mars 1975).

[557] Robert Pelletier et Serge Ravet, *Le mouvement des soldats : les comités de soldats et l'antimilitarisme révolutionnaire*, François Maspero, Paris, 1976. Les deux jeunes auteurs appartenant au 19e régiment d'artillerie de Draguignan furent condamnés en janvier 1975 à un an de prison, dont huit mois avec sursis. En tout, une centaine de comités de soldats furent créés dans les casernes.

[558] «Solidarité de classe avec les soldats en lutte !», *Le Prolétaire* n° 207, 15-28 nov. 1975, p. 1 et 4. Un tract du 10 novembre 1975 en appelait à la solidarité avec les soldats de Besançon.

[559] «Les perquisitions et interpellations contre notre journal», numéro spécial du *Prolétaire*, mardi 9 déc. 1975.

[560] Une grande affiche de ce groupe (24 avril 1984) en appelait à une manifestation à Gênes, le 14 mai, pour bloquer «l'exposition de la mort» de la marine nationale ainsi que «les appétits de l'impérialisme italien» au Liban [*Combat* n° 2, Milan, avril 1984]. «Combat» s'était associé à l'action d'un «Comitato promotore» contre «l'exposition de la mort», visant à vendre des navires de guerre tant à l'Iran qu'à l'Irak. La force multinationale à Beyrouth fut créée en septembre 1982 par l'ONU et dissoute en mars 1984, après le sanglant double attentat contre les contingents français et américain.

[561] Le Prolétaire, *Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration*, brochure n° 12, janvier 1980, p. 39 (refonte de la brochure de sept. 1975)

[562] Ibid.



contre le nationalisme resta vaine, d'autant plus qu'elle était encouragée par les éléments de la section algérienne. On peut ainsi lire dans la brochure consacrée en 1981 à la lutte des ouvriers immigrés contre la hausse des loyers le bilan suivant, où l'antisionisme affiché est encensé comme «formidable levier» pour mobiliser les travailleurs : «… *à la suite de la guerre du Kippour d'octobre 1973,* ***un noyau de résidents combatifs a commencé au foyer Romain-Rolland de Saint-Denis à organiser les travailleurs en vue de prévenir et riposter à toute action de représailles venant de la part de commandos sionistes*** *agissant souvent avec la bénédiction de la police française. Il va sans dire qu'****un tel travail d'organisation a puissamment contribué à la préparation de la grève des loyers et a constitué un formidable levier pour la mobilisation des travailleurs***»[563].

De janvier 1975 à décembre 1979, le groupe français s'investit totalement dans la lutte de travailleurs immigrés, autant dans celle des foyers Sonacotra que dans celle des nettoyeurs du métro parisien[564], alors qu'est stoppée l'immigration et qu'est adoptée la loi Stoléru visant à expulser du territoire français un million de travailleurs, clandestins ou non[565], souvent en proie à des pogroms racistes[566].

Pendant cinq années, en France, le «parti» intervint dans la lutte, au coude à coude avec les organisations maoïstes [PCML, OCF (ml) et UCF (ml)] et le Mouvement des travailleurs arabes (MTA), proche du pouvoir algérien[567] et adepte du nationalisme arabo-palestinien. Il n'hésita pas à signer des appels en commun avec les maoïstes, les trotskystes et le PSU[568]. Le résultat de cette politique «élastique» fut que certaines sections du PCI firent campagne pour demander le droit de vote pour les immigrés, laissant au vestiaire ses principes anti-électoralistes[569].

À côté de cette intervention activiste vers les immigrés, le «parti» était impliqué, depuis 1974 dans la lutte des postiers[570]. Actif dans les centres de tri, le «parti» y intervint lors de la grève de janvier-février 1978, en région parisienne (Créteil, Trappes, Bobigny, Nanterre, etc.), un conflit en réaction à la précarisation des «vacataires». Son intervention se limita au centre de Créteil, où il diffusait un «Bulletin PTT»[571].

Mais, dans l'ensemble, l'intervention du «parti» fut beaucoup moins ouvrière par le ton que dans l'Italie de 1969 à 1978.

- EN ITALIE

Le mouvement de reprise internationale des luttes dans le sillage de Mai 1968 fut particulièrement intense dans ce pays. Ses prémisses datent du 1er mars 1968, lorsque les étudiants romains affrontèrent violemment la police[572].

---

563 Le Prolétaire/El-Oumami, *Foyers de travailleurs immigrés. Enseignements de six années de lutte*, brochure n° 14, février 1981, p. 11. Souligné par nous.

564 Le Prolétaire, *La grève des nettoyeurs du métro. Leçons et bilan*, brochure n° 7, juillet 1977.

565 La brochure du PCI de 1975 et 1980, déjà citée, lance une campagne d'affiches : «***Non au contrôle de l'immigration ! Non aux refoulements et aux expulsions ! Droits égaux pour les travailleurs***».

566 Des ratonnades visant les Algériens installés à Marseille firent, à l'été et à l'automne 1973, plus de 50 morts et 300 blessés. Cf. l'article «Face à la répression contre les travailleurs immigrés, une seule arme, la lutte des classes !», *Le Prolétaire* n° 156, 10-23 sept. 1973, p. 1 et 2.

567 Le MTA avait lancé les 3 et 14 septembre 1973 le mot d'ordre de «*grève générale des travailleurs arabes*» dans les usines, en particulier à Marseille.

568 Cf. Lalbat, op. cit., p. 160-164.

569 «Sur la question du droit de vote pour les travailleurs immigrés», *Le Prolétaire* n° 262, 11-24 mars 1978, p. 2. De façon gênée, l'article soutient que « … *refuser les discriminations entre travailleurs face au* ***droit*** *de vote ne signifie, nullement pour nous, qu'ils* ***doivent****, qu'ils ont* ***intérêt*** *à voter*». Souligné par le rédacteur de l'article.

570 En 1974, 3.101.826 journées de grève sont officiellement comptabilisées dans les postes. En 1974, Lucien Laugier, militant dans les postes à Marseille, avait fortement critiqué l'attitude du PCI lors des grèves, «*se payant de mots*» en se contentant de dénoncer «l'opportunisme» des directions syndicales [*Le Gauchisme et la grève des P.T.T.*, mars 1975, supplément au n° 6 d'*Invariance*, série II, p. 28-35].

571 Le Prolétaire, *Postiers en lutte (La grève de janvier-février 1978 à Créteil et dans les centres de tri)*, brochure n° 10, 1979.

572 Cf. Jacques Guigou et Jacques Wajnsztejn, *Mai 1968 et le Mai rampant italien*, L'Harmattan, Paris, avril 2008, p. 208-220.

Bordiga, de son côté, exprima un total rejet, se refusant à faire en profondeur la moindre analyse de ce phénomène nouveau, qui vit naître une myriade de groupes «gauchistes», plutôt tiers-mondistes et «autonomistes». Beaucoup de ces étudiants, après quelques années de vaine agitation, durent se prolétariser, le capital ne leur offrant pas les postes «mirifiques» dont avaient bénéficié les «couches moyennes» lors de la Reconstruction.

Bordiga n'avait cessé de partir en guerre contre les «couches moyennes». Elles étaient la «bête noire» du «Parti». Celles-ci ne pouvaient avoir comme mots d'ordre que les fétiches de «Peuple», «Nation», «Patrie», «Démocratie», «Liberté», «Pacifisme», auxquels Bordiga aurait pu ajouter «Race» et «Terre des Morts», dans la synthèse de Maurice Barrès, qui n'était cependant ni «démocrate» ni «pacifiste»[573]. L'anonyme de Naples, déchainé, concluait immuablement par : «*Guerre à la classe moyenne, mort à la classe moyenne, merde à ses maudits idéaux !*»[574].

Dans un article, qui fut sans doute le dernier publié deux ans avant sa mort, il laissait une «note élémentaire sur les étudiants et le marxisme authentique de gauche»[575]. Le vieux chef napolitain constatait en prémisse que «*les mouvements des étudiants ne peuvent présenter une histoire ou une tradition historique*».

Bordiga s'attaquait en fait à la politique du PC italien qui, à la différence du PC français, essayait de récupérer le mouvement au nom d'une unité étudiants-ouvriers, qui se trouvait en conjonction avec sa politique d'unité nationale entre le Nord et le Mezzogiorno[576].

L'organisation «programmiste» disposait en Italie d'une centaine de militants[577], soit moins que l'organisation sœur en France, qui socialement était moins «prolétarienne».

Il est vrai que sur le terrain, la concurrence était vive avec le groupe «Lotta comunista» qui, dans les années 70 et 80, connaissait une rapide croissance dans le milieu étudiant, mais aussi ouvrier. Ce groupe, formé par Arrigo Cervetto* et Lorenzo Parodi*, des ouvriers passés par l'anarchisme et devenus ultraléninistes, se présentait comme la «continuité de la Gauche communiste italienne» en mettant en avant la figure emblématique de Bruno Fortichiari*. Il réussit progressivement à former nombre de cadres étudiants et à gagner des pans entiers de la CGIL en Ligurie.

L'organisation «programmiste» avait toujours été active dans la lutte de classe, y compris dans les années 60. Elle avait établi des liens avec les cheminots en lutte, publiant un bulletin d'opposition syndicale : *Il Tranviere Rosso*[578]. Elle publiait aussi depuis 1962 le bulletin mensuel *Spartaco*, à destination de ses militants inscrits à la CGIL.

Fort modeste, l'organisation fit parler d'elle en 1962-66 à l'occasion de l'«affaire» MARCHI BARALDI* (Zeffirino). Celui-ci, membre du PCInt avait diffusé en septembre 1962, un tract contre la fermeture de la manufacture de tricots LIBEA de Rovereto sul Secchia (Modène), dénonçant la passivité de la Bourse du travail et du PCI face au licenciement de toutes les ouvrières. Le tract se terminait par un vibrant : «*Classe contre classe! Rouge contre tricolore!*». Cela valut à ce militant de base une inculpation sur la foi de l'article 272 du Code pénal italien qui punissait toute incitation à la lutte de classe, «*propagande visant à détruire ou à affaiblir la Nation*». La sentence

[573] Pour Maurice Barrès, écrivain incarnant bien le nationalisme de ces «classes moyennes» à la «Belle époque», il s'agissait de «*raciner* (sic) *les individus dans la terre et dans les morts*», tout en veillant au «*respect de l'armée nationale*» dont les soldats peuplaient les cimetières du «terroir», «*un terroir qui nous parle et collabore à notre conscience nationale, aussi bien que les morts*» [*La Terre et les Morts (sur quelles réalités fonder la conscience française)*, La Patrie française, Paris, 1899].

[574] «La mezza classe, nostra bestia nera», *Il programma comunista* n° 15, 4 août 1963. En français, *Invariance* n° 9, juin 1994, p. 164-167.

[575] (Bordiga) «Nota elementare sugli studenti ed il marxismo autentico di sinistra», *Il programma comunista* n° 8, 1er – 15 mai 1968, p. 2. En français, in *Invariance* n° 9, série IV, juin 1994, supplément, p. 223-228.

[576] Le mot d'ordre «*Nord e Sud uniti nella lotta*» sera scandé dans toutes les manifestations de la CGIL au cours des années 70.

[577] Courriel de Dino Erba, 18 février 2016.

[578] Le cheminot rouge, «Bollettino dei Tranvieri Comunisti Internazionalisti aderenti alla CGIL», 67 numéros, du 23 novembre 1961 au 10 octobre 1963.

n° 87 de la Cour constitutionnelle (6 juillet 1966) jugea pleinement licite l'application de l'article 272, semblant revenir au temps de la juridiction fasciste.

«Programma comunista» était présent dans certaines usines d'Ivrea, au nord de Turin, en particulier aux usines Olivetti – fondées par Adriano Olivetti, passé du fascisme «de gauche» à l'antifascisme catholique[579]. La base «programmiste» était déjà ancienne, formée bien avant 1968. Cette année-là, le groupe d'usine avait lancé un vibrant appel pour une transformation de la CGL en «syndicat rouge», invitant les prolétaires à lire et diffuser le journal, à côté de «revendications transitoires» telles que : «*réduction de la journée de travail sans perte de salaire, augmentation générale des salaires de base, salaire intégral pour les chômeurs*»[580].

La présence ouvrière «programmiste» fut toujours tenace : leurs militants étaient connus et appréciés dans le travail revendicatif quotidien. En 1977, huit d'entre eux furent expulsés du conseil d'entreprise (*Consiglio di fabbrica*) Olivetti, car ils avaient refusé de signer une déclaration d'allégeance contre le «terrorisme»[581]. Mais en 1978, des militants de programme étaient de nouveau élus au conseil d'entreprise[582].

Les «programmistes» avaient d'autres «bases ouvrières», en particulier dans la pétrochimie à Mestre Porto-Marghera[583], près de Venise, la sidérurgie, comme à Italsider à Bagnoli (Naples). Dans des secteurs des services, comme les hôpitaux, dans les transports ferroviaires, mais aussi les «travailleurs de l'école», précarisés, ils jouèrent un certain rôle dans les grèves qui se multiplièrent au cours des années 70.

Généralement, les militants de «programma comunista» faisaient de la propagande, plus que de l'agitation, spécialité du groupe «Rivoluzione comunista», très activiste[584]. C'est ce qui leur évita – mais parfois, c'était une question de ne pas être au mauvais endroit au mauvais moment – dans ces années de feu et de plomb, de tomber martyrs de l'«honneur communiste». Le 12 décembre 1970, Saverio Saltarelli*, étudiant-ouvrier, membre de «Rivoluzione comunista» fut tué par la police, une heure et demie après avoir quitté la bibliothèque universitaire milanaise où il étudiait. Il participait avec son organisation à une manifestation interdite, organisée par les anarchistes pour exiger la libération de Pietro Valpreda, Emilio Borghese et Roberto Gargamelli, accusés mensongèrement du massacre de la Piazza Fontana à Milan (12 décembre 1969). Il succomba à un tir de grenade lacrymogène qui le toucha en plein cœur.

C'est sans doute ce qui évita que la répression contre l'organisation italienne fût aussi acharnée que celle menée contre les militants de l'Autonomie ouvrière. Néanmoins, au début de l'*Autunno caldo*, Bruno Maffi, le directeur des publications, fut accusé par l'État italien de «*propager la haine entre les classes*». En décembre 1969, il fut condamné par le tribunal de Florence à six mois de prison avec sursis pour un article paru dans la feuille mensuelle d'agitprop syndicale *Il Sindacato Rosso* (n° 10, avril 1969), diffusé dans et devant les usines[585].

---

579 «Due giorni caldi alla Olivetti d'Ivrea», *Il programma comunista* n° 5, 9 mars 1974, p. 1 et 2.

580 «Nostre battaglie alla Olivetti di Ivrea», *Spartaco* n° 3, 15-29 février 1968. Ce supplément à *Il programma comunista* portait en sous-titre : «Page de prise de position programmatique et de bataille des militants du Parti communiste international inscrits à la Confédération générale du travail».

581 Le groupe d'usine «programmiste» à Olivetti publiait un bulletin : *Spartaco*. Le numéro 5 de décembre 1977 relate les menaces pesant sur eux.

582 «Si scatenano contro di noi gli apostoli della democrazia», *Il programma comunista* n° 22, 26 nov. 1977, p. 1 et 6; «Ancora sull'espulsioni dal sindacato alla Olivetti», *Il programma comunista* n° 3, 4 fév. 1978, p. 5 et 7.

583 «L'azione del Partito nelle lotte operaie: A Mestre Porto Marghera, per gli operai del ACNIL», *Spartaco* n° 9, 16-31 mai 1968; «Voci dei nostri gruppi: L'agitazione dei lavoratori degli appalti telefonici ed elettrici – Al Petrolchimico di Porto Marghera – In margine al contratto dei tessili», *Il programma comunista* n° 14, 1973; «Nostri interventi: Petrolchimico di Porto Marghera», *Il programma comunista* n° 19, 1973.

584 Cf. PCInt–La Rivoluzione comunista, *La linea internazionalista nelle lotte operaie. Atti e documenti della I conferenza operaia*, Milan, 1972.

585 L'article qui entraina l'inculpation était un «appel à la potentialisation et à l'extension des luttes revendicatives, pour la renaissance du syndicat de classe». Il affirmait que «*la place des révolutionnaires, des ouvriers conscients, des communistes*

À partir de 1968, alors que la lutte dans les usines devenait nettement antisyndicale, les groupes de l'autonomie ouvrière, des «collectifs étudiants-ouvriers», jouèrent un rôle grandissant dans la formation d'une opposition non plus interne mais *externe* aux appareils officiels, d'ailleurs très affaiblis dans les usines. En juin 1968, un groupe d'ouvriers de la Pirelli à Milan, rattachés à Avanguardia Operaia, formèrent un Comité unitaire de base (CUB) autonome pour continuer la lutte dans l'usine. La victoire de la CUB à la Pirelli eut un énorme effet d'entrainement, qui porta à la création de nouveaux CUB un peu partout. Mais ceux-ci jouèrent vite un rôle parasyndical, celui d'un «syndicalisme de base». Comme le soulignent Guigou et Wajnsztejn, ils «*occupent souvent le vide laissé par l'absence d'initiative syndicale, mais ils ne se substituent pas au syndicat*». L'action des CUB «a finalement profité aux syndicats», «*(se posant) en force parallèle au syndicat, dans le but plus ou moins avoué de le tirer vers la gauche*»[586].

Le «parti» bordiguisme, lors de l'Automne chaud, essaya de se convaincre que l'avant-garde ouvrière du Nord de l'Italie (FIAT, Montedison, Pirelli, Olivetti, Siemens, etc.) le suivait, qu'il avait même réussi «***à se lier aux avant-gardes ouvrières***». Avec une confondante assurance, le «parti» proclama que «***lui seul****… est intervenu dans les luttes de manière décidée et réelle*», «*pour la généralisation des luttes*», indiquant comme unique «***voie pour vaincre : la lutte contre l'opportunisme à l'intérieur de la CGIL***»[587]. Les «programmistes» furent vite contraints de tenir un autre langage que celui d'une énième invite à «*reconquérir le syndicat de classe*» en adhérant au «parti». Face à de jeunes ouvriers radicalisés, rendus enragés par la collaboration syndicats/patronat/État et dont le mot d'ordre était «*vogliamo tutto*» («Nous voulons tout»)[588], la pure rhétorique «programmiste» sonnait parfaitement creux. Elle sonnait d'autant plus creux qu'une forte minorité de jeunes ouvriers ne voulaient aucunement être représentés par des délégués quels qu'ils fussent – dans les syndicats officiels, dans les «conseils de zone»[589] ou dans les CUB. Le mot d'ordre était : «*Siamo tutti delegati*» (Nous sommes tous des délégués), en réponse au système de conseils d'usine mis en place par les syndicats à la FIAT Mirafiori, avec un «*consiglione*» (méga-conseil) formé de 800 délégués…

En 1972, un article donna – au passage, car il répétait les anciennes positions – de nouvelles directives dans la question syndicale. Il ne s'agissait plus d'ignorer le phénomène des grèves sauvages antisyndicales et celui de la spontanéité ouvrière s'exprimant sous la forme (vite dévoyée) de comités unitaires de base (CUB) ou de comités de grève indépendants : «*(Le Parti) non seulement ne peut condamner les épisodes de grèves sauvages, de formation de comités de grève ou de «base», etc., – phénomènes d'ailleurs récurrents (à part le nom) dans l'histoire du mouvement ouvrier – ni s'en désintéresser car ils ne rentrent pas dans le schéma harmonieux d'une bataille organisée centralement et étendue sur tous les fronts, mais y voit le symptôme d'une réaction instinctive du prolétariat à l'état d'impuissance dans lequel les syndicats réduisent leurs luttes revendicatives... Les militants ouvriers du Parti ne se soustraient pas à la responsabilité de codiriger de tels comités ou organes temporaires…* »[590]. Et d'ajouter, tant devait être forte la pression antisyndicale de la base ouvrière, qu'adhérer à «tel ou tel» syndicat ne signifiait pas «*(faire) des concessions*» ou «*(donner) un brevet classiste*» à celui-ci…

était dans les syndicats ouvriers pour en chasser les traîtres, les réformistes, la cinquième colonne du capitalisme»; que «*sans le parti, il était impossible de sauver les syndicats ouvriers de la dégénérescence opportuniste*».

[586] Guigou et Wajnstejn, op. cit., p. 268-272.

[587] «Bilan de l'automne chaud en Italie», *Programme communiste* n° 47, janvier-mars 1970, p. 74-78.

[588] Ce mot d'ordre de jeunes ouvriers influencés par le maoïsme fut repris en France par l'organisation anarcho-maoïste «Tout», dont l'organe, publié de septembre 1970 à l'été 1971, était : *Tout ! Ce que nous voulons : tout !*

[589] La CGIL 'piciste' avait lancé en 1970-71 un appel à former des «conseils de zones», structures larges ouvertes aux chômeurs, aux jeunes, aux étudiants, surtout dans le Mezzogiorno, formant des coordinations prêtes à encadrer tout ce qui bougeait, en particulier à Naples [Guigou & Wajsnstejn, ibid., p. 274].

[590] «Il partito di fronte alla 'questione sindacale'», *Il programma comunista* n° 3, 1972. L'article a probablement été écrit par Bruno Maffi et Suzanne Voute, très remontés contre la position des «Florentins».

Une sévère condamnation de l'Office central syndical (UCS) dirigé par Bianchini et la section toscane, restés fidèles au vieux mot d'ordre de transformation de la CGIL en «syndicat rouge», fut publiée dans la presse du «parti»[591]. Elle entraîna bientôt le schisme florentin de l'été 1973 (voir *infra*).

Comme ses camarades français, le groupe «programmiste» italien céda à la tentation mouvementiste. En 1974, il y alla d'un retour au «parlementarisme révolutionnaire» par la petite porte : il appela à voter contre l'abolition de la loi permettant le divorce, abolition demandée par l'Église catholique. Il sortit opportunément une citation de Lénine qui faisait du divorce «*une revendication directe du socialisme*» et, dans la volée, condamnait «*le placide indifférentisme de 'révolutionnaires' se comportant en millénaristes chrétiens*» (sic)[592]. Ce tournant fut suivi par un appel du PCI en Suisse à voter non face à une initiative xénophobe lancée en 1974[593].

Cette volte-face électoraliste correspondait à un tournant «bolchevik-léniniste». Vers le milieu des années 70 s'affirmaient des tendances trotskystes qui finirent par se traduire par des scissions. Le chef de la section de Belluno Marcello Braccini* rompt avec son organisation et s'engage dans une activité trotskyste. Il en est de même de Corrado Basile* à Gênes-Savone et surtout de Fernando Visentin*, en octobre 1974, pressenti dauphin de l'organisation. Visentin, avec l'appui de Bruno Maffi, écrit de nombreux articles consacrés à «*la crise de direction du prolétariat*»[594]. Cette orientation conduisit à la décision de retirer de la vente la brochure publiée en français contre Trotsky et le trotskysme[595]. Malgré la défection des éléments trotskystes, dont l'orientation fut rejetée par l'ensemble de l'organisation, sa presse multiplia les articles sur les «mots d'ordre transitoires», allant dans le sens du *Programme de transition* de Trotsky[596].

Néanmoins, l'organisation fit machine arrière à partir de 1978, rediffusa les textes programmatiques sur la vacuité des élections et de l'activisme «transitoire» et répondit par une activité renforcée dans les usines, alors que le reflux commençait à gagner. C'est sur ce reflux et la démoralisation entrainée par la montée du chômage que comptait la CGIL dirigée par Luciano Lama – dirigeant du PC italien – pour imposer une politique de sacrifices aux travailleurs italiens[597].

À la fin des années 70, profitant de l'hystérie antiterroriste entretenue autant par les médias que par les syndicats et le parti communiste dirigé par Enrico Berlinguer (1922-1984), la répression s'était considérablement durcie dans les usines et se traduisait par des milliers de «licenciements

[591] «Marxisme et question syndicale», *Le Prolétaire* n° 128, 29 mai-11 juin 1972, p. 4. Le texte (rédigé probablement par Maffi), définissait comme «incorrectes» les positions florentines : « 1° *Appel en vue de la constitution de* ***Comités de défense du Syndicat de classe*** *en réponse à la tendance à la fusion entre les trois centrales existantes qui se dessinait en Italie ;* 2° *Annonce d'un mot d'ordre de boycott du nouveau syndicat assorti d'un appel à la reconstitution du syndicat de classe au cas où cette fusion s'effectuerait*». Souligné par nous.

[592] «Diciamo la nostra sul divorzio», *Il programma comunista* n° 7, 6 avril 1974. Ce changement de «tactique» créa un malaise qui transparaît dans l'article : «Le oche capitoline», *Il programma comunista* n° 9, 4 mai 1974, p. 1. Le groupe dissident de Florence, qui ne publiait encore que des tracts, dénonça le tournant parlementariste d'«Il programma». Les adversaires, internes ou externes, de ce tournant furent traités d'«*oies capitolines*» ou d'«*anarchistes infantiles*».

[593] «Après le référendum en Suisse : égalité totale des droits pour les travailleurs immigrés», *Le Prolétaire* n° 184, 18 nov.-1er déc. 1974, p. 3. Le «parti» fait campagne pour «*la liberté de circulation*» et l'«*égalité totale des droits*» pour les immigrés, «*une condition* ***sine qua non*** *pour souder les rangs du prolétariat international*».

[594] «Crisi e rivoluzione», *Il Programma comunista* n° 14, 13 juillet 1974.

[595] Après le départ de Visentin, Bruno Maffi, au nom du Centre, envoya une lettre circulaire («À propos du trotskysme. Lettre aux rédacteurs», 3 déc. 1974) critiquant le n° 57 (oct.-déc. 1972) de *Programme communiste* consacré entièrement à une critique du trotskysme. La lettre-circulaire affirmait que cette brochure «*suit une méthode qui n'est pas la nôtre*». Peu de temps auparavant, le journal avait fait une apologie des mots d'ordre transitoires.

[596] «Le rivendicazioni transitorie nel quadro della tattica comunista», *Il programma comunista*, n° 23, déc. 1976 et nos 1, 2, 3, 4 et 5, 1977.

[597] Il s'agit du tournant du palais des congrès de l'EUR, à Rome (*svolta dell'EUR*), où Luciano Lama (1921-1996), en février 1978, demande des sacrifices aux travailleurs pour permettre au patronat d'accumuler tout le capital nécessaire à de «bons investissements».

économiques», en fait largement politiques, dont les victimes devaient pointer à la *Cassa integrazione*[598]. De nombreux travailleurs licenciés tentèrent alors de travailler à leur compte, comme artisans ou dans des «petits boulots».

La répression se poursuivit contre les militants les plus engagés dans une action quotidienne de «défense des intérêts de classe», tel Guerrino Golfetto* qui travaillait à la Carman à San Donà del Piave (Vénétie) et fut licencié. Les militants ouvriers furent harcelés particulièrement à la fin des années 70, au moment où les «luttes» étaient à l'étiage.

D'autres proches de la mouvance opéraïste autonome[599] et de la *sinistra comunista*, avec *Azione rivoluzionaria*, comme Mauro Guatelli* furent emprisonnés et jugés, pour des liens supposés avec les Brigades rouges, alors qu'il s'agissait de machinations montées par tel ou tel général des carabiniers ou des services secrets travaillant en symbiose avec les néofascistes.

C'est seulement à la fin des années 70 que – alors que les luttes tendaient à diminuer devant l'offensive conjointe du patronat et des confédérations syndicales – l'organisation «programmiste» prit une orientation plus «opéraïste» et «autonome» à l'égard de la structure syndicale. Cette orientation devenait indispensable, pour ne pas se rendre complices de leur politique. Les confédérations, en septembre 1978 avaient signé un «code de bonne conduite» pour «auto-réguler» les grèves. Dans un article de décembre 1978, intitulé «le syndicat contre la grève», l'organisation tenait un langage inouï : «***La vraie grève doit être sans préavis ! … La grève ne doit respecter rien d'autre que les intérêts de la classe ouvrière en lutte… La grève pour être efficace doit être dure, s'étendre et se généraliser le plus possible sans limites de temps préétablies****… (La classe ouvrière) doit rendre coup pour coup, par des grèves surprises, violentes et à outrance… La classe ouvrière ne peut compter que* ***sur elle-même****… Que les ouvriers les plus combatifs… commencent* ***à s'organiser****…*»[600].

Ce langage préconisant l'auto-organisation à travers les grèves sauvages aurait pu passer pour du «communisme de conseils» ou du 'kapédisme'…

Mais dès le début des années 80, les militants ouvriers «programmistes» les plus conscients cessèrent de se voiler la face. La capacité d'intervention, même si celle-ci était plus radicale, s'était réduite, faisant face à une véritable crise du militantisme «radical» en Italie : «*… l'état de profonde désagrégation de notre organisation est la conséquence d'une crise générale qui, depuis longtemps, investit tout le milieu de la gauche, y compris les partis ouvriers bourgeois, et qui détruit, plus ou moins radicalement, diverses organisations politiques, comme par exemple Lotta Continua, Lotta Comunista, Avanguardia Operaia, les soi-disant pro-Chinois, l'autonomie, les groupes de la lutte armée et des formations analogues à l'étranger…* »[601].

Le mouvement de la radicalité ouvrière italienne s'était en fait achevé par une profonde défaite idéologique. Le capitalisme italien, incarné par la famille Agnelli patronne de la FIAT, avait repris totalement les choses en mains. Fiat n'était plus le fer de lance de cette radicalité jaillie en 1968 à Turin[602], mais le symbole de la fin de toute une époque ardente : le 14 octobre 1980, 20.000 cadres et employés de la FIAT étaient venus soutenir Agnelli face à la grève en cours contre les licenciements. Une longue litanie de licenciements, concertés entre patronat et syndicats, frappa

---

[598] La ***Cassa integrazione guadagni*** (CIG), mise en place entre 1947 et 1951, est une structure d'aide financière aux travailleurs réduits au chômage partiel. Cet organisme permet aux patrons de suspendre temporairement le paiement des salaires des travailleurs mis en chômage technique, pour une durée de 13 semaines à 12 mois, voire 24 mois. L'indemnité compensatoire correspond à 80 p. 100 des heures non travaillées, en fait beaucoup moins, par un jeu de plafonnements fixé par l'Institut national de prévoyance sociale (INPS).

[599] L'opéraïsme s'était développé au début des années 60 autour de la revue *Quaderni Rossi*, puis autour de *Classe Operaia*, dirigée par Mario Tronti et Toni Negri. Les opéraïstes italiens prônaient le refus du travail, comme précondition du communisme. En 1969, le courant opéraïste se scinda en deux groupes lénino-gauchistes : *Potere Operaio* et *Lotta Continua*, d'où est issue l'*Autonomia operaia*.

[600] «Il sindacato contro lo sciopero», *Il Programma comunista* n° 24, 16 déc. 1978, p. 5.

[601] Document de rupture de la section de Torre Annunziata, 20 déc. 1982, envoyé «aux camarades de Naples» et à d'autres, comme ceux de Marseille.

[602] Diego Giachetti et Marco Scavino, *La FIAT aux mains des ouvriers. L'automne chaud de 1969 à Turin*, Les Nuits rouges, 2005.

alors toute la classe ouvrière italienne. La faillite totale des syndicats, que le PCI programmiste avait prétendu «reconquérir», laissa la place au phénomène du «syndicalisme de base», celui des CoBas[603], dans les années 80 et 90, auquel se rallièrent la plupart des groupes bordiguistes ou léninistes[604].

Face à ce reflux très net en Italie, les «programmistes», en particulier en France, ignorèrent les signaux en témoignant, préférant écouter les sirènes de l'«anti-impérialisme» qui leur semblèrent plus fascinantes.

FACE AUX «LUTTES DE LIBÉRATION NATIONALE» (MOYEN-ORIENT, AFRIQUE ET ASIE), LA TENTATION DU POPULISME 'ANTI-IMPÉRIALISTE'.

Face au conflit permanent qui opposait depuis 1948 les États arabes à l'État d'Israël, le courant de Bordiga demeura internationaliste, insistant toujours sur le facteur «lutte de classe internationale». Dans un article de juin 1948, on pouvait lire : «*En Palestine, ce ne sont pas la liberté, l'indépendance, quelque principe éternel qui sont défendus : ce qui est en jeu, c'est le régime international de l'exploitation, de l'impérialisme et de la guerre. C'est seulement par la rupture révolutionnaire de ce régime que les prolétaires arabes et juifs obtiendront la liberté et la paix*», mettant ainsi fin à leur «esclavage»[605].

Cette position fut encore défendue lors de la Guerre des Six jours de juin 1967. L'organisation, dirigée par Bruno Maffi, dauphin de Bordiga, fut extrêmement claire dans l'article portant comme titre : «*Il n'y aura pas de paix au Moyen-Orient ni ailleurs tant que régnera partout en maître le Capital*»[606]. On notera que dans cet article, il n'était nullement question de soutenir le «camp arabe» ni d'assimiler les prolétaires israéliens à des «pieds-noirs» :

> «*Les prolétaires arabes et israéliens ont contre eux le même ennemi : ou ils lutteront* ENSEMBLE *pour le déstabiliser, et les prolétaires des grandes métropoles impérialistes – qui ont bâti avec leur chair leur propre fortune – seront* LES PREMIERS *à donner l'exemple d'une bataille qui ne connaît pas de frontière de race, d'État et de religion; ou bien il y aura encore la guerre, là-bas comme partout, aujourd'hui comme demain*»[607].

En fait, dès 1972, le ton commence à changer, d'abord théoriquement. *Il Programma comunista* republie un vieil article de Bordiga, «Oriente», puis exhaustivement les thèses de Bakou d'appel à la «guerre sainte» contre l'impérialisme anglo-saxon, les déclarations de Zinoviev et d'autres[608]. Puis, en octobre, après le massacre d'athlètes israéliens à Munich par le groupe palestinien «Septembre Noir» et la riposte militaire «musclée» de l'État israélien[609]. Le groupe français rejette

---

603 Le premier comité de base (COBAS) fut celui des enseignants «maîtres auxiliaires» en lutte contre la précarité, né à la fin des années 70. Il devait rejoindre par la suite les *Comitati di lotta* (Comités de lutte) du secteur hospitalier et de l'énergie (ENEL). Les actuels COBAS-SLAI (Syndicat des travailleurs auto-organisés) regroupent des comités «basiques» surtout implantés dans les usines. Produits de la vague de grèves de 1992, ils ont fait leur l'expérience de l'Alfa Roméo de Milan, où une dissidence de la CGIL a fini par se constituer en COBAS. C'est de fait un nouveau syndicat, majoritaire avec 45 % des délégués d'usine de 6.000 ouvriers.

604 PCInt-La Rivoluzione comunista, *Avanguardie e Cobas. Come e per che cosa organizzarsi*, Milan, 1987.

605 «Per chi scannano i proletari ebrei ed arabi», *Battaglia Comunista* n° 19, 3-10 juin 1948, p. 1.

606 «Non vi sarà pace né nel Medio Oriente, né altrove, finchè regna sovrano dovunque il capitale», *Il programma comunista* n° 11, 14-28 juin 1967, p. 1. Cet éditorial est probablement de Bruno Maffi qui était le rédacteur en chef.

607 Le journal français *Le Prolétaire* n° 45, juillet-août 1967, par contre, soulignait que la «*fondation d'Israël est la fausse solution d'un problème social*». Le groupe du PCI en Algérie, composé au départ de bon nombre de coopérants français, en appelait au rejet de tout patriotisme et à la fraternisation par-delà les fronts militaires : «*À vous prolétaires palestiniens, arabes et israéliens, nous disons :* **Fraternisez, jetez les armes, mieux encore, retournez-les contre vos exploiteurs**... *Vive la lutte de classe des travailleurs contre la guerre de la bourgeoisie. Vive la lutte pour la révolution sociale*».

608 «Le tesi sulla questione nazionale e coloniale al primo congresso dei popoli d'Oriente (Baku, 1920)», *Il programma comunista* n° 12, 10 juin 1972; «Il discorso Zinoviev al primo congresso dei popoli d'Oriente», *Il programma comunista* n° 14, 8 juillet 1972; «Le tesi sulla questione nazionale e coloniale al primo congrosso dell'Internazionale comunista», *Il programma comunista* n° 16, 29 août 1972, p. 2.

609 «Filisteismo della non violenza» [Philistinisme de la non-violence], *Il programma comunista* n° 18, 27 sept. 1972, p. 1. Voir

les deux camps, mais sans condamner explicitement «Septembre noir», en soulignant que la violence terroriste est essentiellement bourgeoise et institutionnelle : «*Ce que le monde bourgeois réprouve donc, ce n'est pas la violence et la terreur en soi, mais la violence et la terreur illégales, tandis qu'il se résigne comme à une de ses lois indestructibles (quand il ne l'exalte pas cyniquement) à la terreur étatique et militaire sanctionnée par la loi et le droit international*». Aux luttes de libération nationale auxquelles ils concèdent un peu de «sympathie», les «programmistes» opposent l'«*harmonie*» de la «dictature prolétarienne universelle» :

> «*La politique prolétarienne ne nie pas les problèmes nationaux, mais la possibilité de les résoudre dans le cadre du capitalisme. Elle ne refuse pas toute sympathie aux minorités nationales opprimées en révolte, mais ne leur accorde son appui que pour faire triompher l'entente internationale des travailleurs... Aux solutions bâtardes de l'impérialisme, elle oppose les* ***solutions harmonieuses*** (sic) ***de la dictature prolétarienne universelle***».

L'expulsion de la tendance de gauche autour de Lucien Laugier et de Carsten Juhl qui défendaient les positions kapédistes accéléra la régression des «programmistes» vers les thèses national-populistes défendues au Congrès de Bakou en septembre 1920.

Lors de la guerre du Kippour, en octobre 1973, la réponse était déjà moins «classiste», et donc moins bordiguienne. Le prolétariat du Moyen-Orient avait disparu sous l'étiquette très populiste de «*masses rurales et urbaines*», une manière d'escamoter l'importante classe ouvrière d'Égypte et d'Israël. «… *il n'y aura pas de paix au Moyen-Orient tant que l'impérialisme mondial, et avec lui les bourgeoisies locales et les classes dominantes étroitement liées… n'auront pas été renversés par une gigantesque vague de classe unissant enfin les prolétaires des métropoles capitalistes de l'Ouest et de l'Est* ***aux masses rurales et urbaines*** *aujourd'hui encore jetées par leurs exploiteurs les unes contre les autres au nom du sang, de la race ou de la religion*»[610].

Une position, il faut le souligner bien plus internationaliste que celle des trotskystes qui en appelaient au soutien des bourgeoisies arabes, sans que soit mentionnée l'existence de prolétaires juifs et arabes :

> «*Si les révolutionnaires prolétariens* ***doivent être résolument pour la victoire des États arabes*** *parce qu'une victoire d'Israël renforcerait la domination impérialiste au Proche-Orient, ils ne doivent pas pour autant laisser croire que la lutte anti-impérialiste passe par la guerre contre Israël et qu'elle peut être menée par les bourgeoisies arabes*»[611].

Cette position trotskyste, le PCI va la faire sienne progressivement, prenant ouvertement parti pour les combattants des milices palestiniennes, les fédayins, «*véritables victimes*»[612]. Guerre était déclarée à Israël : «*les masses exploitées du Liban et de Palestine … doivent faire face à l'État 'pied-noir' d'Israël*», finalement comparé à l'Algérie coloniale française. Les ouvriers israéliens et palestiniens étaient jetés à la trappe, pour mieux encenser les «*magnifiques élans des masses plébéiennes exploitées et pauvres*».

De fait la guerre du Kippour marquait un tournant, qui fut souligné par la revue du groupe «Révolution internationale» dès janvier 1974[613].

---

aussi : «De l'attentat de Munich à la guerre du Liban», *Le Prolétaire* n° 135, 2-15 oct. 1972.

610 Souligné par nous. «Ancora il Medio Oriente», *Il programma comunista* n° 19, 11 oct. 1973, p. 1; «Le Moyen-Orient en flammes», *Le Prolétaire* n° 159, 22 oct.–4 nov. 1973. La version italienne avait ajouté comme 'ennemi de classe' : «l'ignoble sanhédrin [tribunal religieux et civil] de leurs propres exploiteurs». Ce membre de phrase a disparu de la version française.

611 «Le conflit du Proche-Orient : pourquoi les révolutionnaires sont dans le camp des pays arabes», *Lutte de classe* n° 14, nov. 1973 [Mensuel de l'organisation trotskyste française «Lutte Ouvrière»]. Et d'ajouter : «***La lutte d'émancipation des pays du Moyen-Orient, dans le contexte actuel de la domination impérialiste, passe peut-être par la guerre contre Israël****. Mais la guerre contre Israël n'est pas un moyen d'abattre et de détruire l'impérialisme*» [Souligné par nous].

612 «Face sanglante du Moyen-Orient, cynisme d'une guerre, cynisme d'une paix», *Le Prolétaire* n° 160, 5-18 nov. 1973.

613 Cf. l'article de *Chardin* : «Misère de l'invariance», qui soulignait «*l'abandon du terrain de classe*» du Moyen-Orient au Chili. Cet article brocardait les «*petits écrivains du* Prolétaire *qui réclament des mouvements 'audacieux', 'despotiques' de 'jacobins'*

Le PCI «programmiste» tint de moins en moins une rhétorique prolétarienne au point de soutenir, parfois dans un langage maoïste («marxiste-léniniste») les luttes de libération nationale au Moyen-Orient, en Afrique Noire et les «révolutions paysannes» dans la péninsule indochinoise, dont les États-Unis venaient de se dégager après la visite de Nixon en Chine.

Dans un article intitulé «*Honneur à Luanda et aux prolétaires d'Afrique noire*»[614], l'organisation bordiguiste française passait allégrement d'une vision marxiste, fondée sur la lutte des classes, à une vision anti-impérialiste et racialiste de l'histoire. *Le Prolétaire* se félicitait de l'intervention des troupes cubaines encadrées par des conseillers russes pour repousser les troupes sud-africaines et consolider le nouvel État angolais : «*La victoire de la jeune république d'Angola et la débandade des troupes adverses sur tous les fronts est un événement d'une portée considérable… Aujourd'hui, puissamment aidé par un fort contingent cubain et par un apport imposant de matériel et de conseillers russes, le MPLA* [Mouvement populaire de libération de l'Angola][615] *a mis en déroute non seulement l'inconsistant FNLA et refoulé au Zaïre les troupes de Mobutu et les mercenaires, mais il a aussi repoussé la colonne d'intervention sud-africaine...* ».

Même si l'article du *Prolétaire* soulignait les appétits impérialistes d'une Russie qui peut «*ainsi se placer sur la route du pétrole et des minerais qui vont de l'océan Indien vers l'Europe et même l'Amérique*», les bordiguistes s'enthousiasmaient pour cette victoire du MPLA et des Cubains jugée «*historique*». Il s'agissait d'une victoire aussi bien «raciale» que morale, et même «prolétarienne» :

> «*Cette victoire du MPLA sur l'Afrique du Sud… dépasse de loin l'importance somme toute limitée de l'engagement militaire proprement dit.* ***Elle est déjà un encouragement formidable à la lutte des exploités et des opprimés dans toute cette partie de l'Afrique****, la plus industrielle et en même temps la plus explosive du continent.* ***C'est une victoire du mouvement d'émancipation de la race noire contre l'oppression séculaire perpétrée par la race blanche****. Le succès militaire devient ainsi une* ***victoire morale*** *qui doit faire souffler sur toute l'Afrique opprimée* ***un vent libérateur****, qui atteindra d'ailleurs tôt ou tard l'impérialisme russe lui-même… Mais il y a une autre chose dont le prolétariat international a mille raisons de se réjouir : ce sont les premiers pas faits sur la scène politique par le jeune prolétariat de Luanda et des autres villes par les prolétaires et semi-prolétaires des plantations et par toutes les masses exploitées…* »[616].

Et de conclure par un hymne africaniste, où sont convoqués tous les martyrs «prolétariens» de la lutte «anti-impérialiste» : Patrice Lumumba et l'UPC (Union des populations du Cameroun)[617], définitivement «vengés». Le Congrès de Bakou des «peuples de l'Orient» (septembre 1920) est

---

et de 'sans-culottes'», qui «*substituent la guerre des races à la guerre des classes*» et s'accrochent, en mauvais acrobates, à «*une invariance mythique d'un programme invariant qui n'a jamais existé*». L'auteur lâchait *in fine* un 'mot de Cambronne' : «*à force d'être con, on devient odieux*» [*Révolution internationale* n° 8, Paris, mars-avril 1974, p. 10-16].

[614] «Honneur à Luanda et aux prolétaires d'Afrique noire», *Le Prolétaire* n° 214, 21 février-5 mars 1976, p. 1-2.

[615] Issu du Parti communiste d'Angola, le MPLA avait été fondé en décembre 1956. Établissant son siège à l'extérieur de l'Angola portugaise autant à Alger qu'à Conakry, il reçut l'appui de la Russie, tandis que le mouvement rival le FNLA recevait celui de la Chine, du Congo-Kinshasa de Mobutu et des USA. De 1975 à 1992, le MPLA, soutenu par la Russie et Cuba, gouverna le pays, sous forme de parti unique. En 1976, le MPLA et les troupes cubaines (*Operación Carlota*) contraignirent l'armée sud-africaine à se retirer du territoire angolais, laissant ses rivaux l'UNITA et le FNLA sans autre appui que celui des Américains et des Chinois. Sous la présidence de Reagan (1981-1989), les Sud-Africains reçurent tout l'appui américain pour pénétrer militairement en Angola. Appuyés par le FNLA, ils furent défaits par l'armée cubaine, qui comprenait plus de 30.000 hommes, à la bataille de Cuito-Canavale (12-20 janvier 1988). Dans le contexte de l'effondrement du bloc soviétique et du régime raciste d'apartheid en 1991, la guerre froide prit fin. Un gouvernement d'union nationale avec l'UNITA et le FNLA se forma, où ils ne jouèrent qu'un rôle fantôme. Le MPLA est aujourd'hui membre de l'Internationale socialiste. La guerre civile, en fait une guerre entre grandes et petites puissances impérialistes, où intervinrent toutes les grandes puissances, laissa un million de morts. Le seul «honneur des prolétaires africains», célébré par le PCI en 1976, fut celui d'avoir été massacrés pour une cause et des intérêts qui n'étaient pas les leurs.

[616] Ibid. Souligné par nous.

[617] L'UPC, parti nationaliste camerounais, avait été fondé en 1948. Soutenu par Pékin, il s'insurgea contre le pouvoir colonial français dès 1955 puis contre les nouveaux dirigeants camerounais soutenus par la France. L'un des chefs de la guérilla UPC, Félix-Roland Moumié, fut empoisonné à Genève par les barbouzes français en octobre 1960. Un autre dirigeant, Ernest Ouandié, fut fusillé le 15 janvier 1971 sur ordre du dictateur Ahmadou Ahidjo, qui conserva le pouvoir jusqu'en novembre 1982.

alors transposé en Afrique noire : «*Une ère nouvelle s'ouvre pour l'Afrique 'arriérée' qui vient de donner une leçon à l'Europe et à l'Amérique 'civilisées'.* ***Honneur à l'Afrique***»[618].

Même position chez les schismatiques du groupe florentin *Il Partito Comunista*. Celui-ci, invite en février 1976 à constituer des «*noyaux communistes révolutionnaires*», «***participant,*** *de façon organisée, et sur leur propre terrain de classe,* ***d'abord à la guerre de libération anti-impérialiste****, puis à la révolution communiste anti-bourgeoise*»[619].

Quelques mois plus tard, le PCI allait même plus loin dans son anti-impérialisme, lorsque les Khmers rouges soutenus par la Chine entrèrent à Phnom-Penh qu'ils vidèrent de sa population, déportée dans des camps de travail et des camps de la mort. Ils saluèrent la «terreur révolutionnaire» massivement appliquée par les «sans-culottes» khmers :

> «*Tout révolutionnaire et militant anti-impérialiste sincère ne peut pas ne pas sentir comme un* ***devoir élémentaire la solidarité avec la révolution indochinoise****, et en particulier* ***avec la terreur révolutionnaire avec laquelle la composante la plus radicale du mouvement indochinois défend et poursuit au Kampuchéa des bouleversements économiques, politiques et sociaux*** *qui, dans leurs manifestations les plus extrêmes, évoquent les mouvements nationaux-révolutionnaires que l'Internationale de Lénine se proposait de soutenir, de propulser et de diriger dans les aires arriérées*»[620].

Le «Parti» soutient «*la terreur révolutionnaire… contre laquelle se déchaine, avec un sûr instinct de classe, la presse au service de l'impérialisme, parce qu'elle sait qu'il n'y a pas de révolution victorieuse sans dictature,* ***ni de dictature consolidée sans terreur***»[621].

En 1979, l'invasion du Cambodge par l'armée vietnamienne révéla l'étendue du génocide commis par le régime khmer rouge. Mais le PC International considéra que c'était une simple «tragédie», au même titre que la Révolution russe. Néanmoins, la marche en avant de la «révolution bourgeoise» devait être «*saluée et favorisée*», «*en tant que prémisse de la naissance d'un prolétariat moderne*»[622].

Les schismatiques florentins du PC International (*Il Partito Comunista*), qui de 1975 à 1979 avaient fait silence à propos de la «question cambodgienne», ne tinrent pas un autre langage, absolvant à leur tour les khmers rouges. Tous les paysans khmers étaient identifiés aux khmers rouges, et c'est donc eux qui avaient perpétué un massacre mis sur le compte de la «révolution agraire» et d'un 'reliquat' de «communisme primitif» :

> «*En combattant seuls, les paysans khmers ont réalisé leur révolution radicale, une révolution agraire qui comme toutes les précédentes dans l'histoire humaine se caractérisa par sa violence et sa férocité, par la haine de la civilisation urbaine, … par un naïf égalitarisme ayant encore en mémoire les formes de communisme primitif dans l'exploitation de la terre… Ce n'était pas le socialisme mais l'action d'un État s'appuyant sur des bases socio-économiques agraires – de plus – arriérées, c'était des mesures d'urgence nécessaires à la survie même du nouvel État, intrinsèquement fragile.* ***Les bourgeois et les opportunistes, y compris les Vietnamiens, se scandalisent de la terreur et de la férocité qui se sont manifestées au Cambodge, alors qu'au contraire une telle férocité était nécessaire, proportionnée aux abus et à l'oppression que les paysans khmers avaient subis pendant les longues années d'exploitation coloniale et impérialiste****, d'une part, et de l'isolement et de la trahison de la même bourgeoisie vietnamienne qui se prétendait révolutionnaire… Nous croyons que – alors que tous ont condamné* ***le radicalisme social des khmers rouges, funeste***

[618] Ibid. Souligné par nous.
[619] «Angola: independenza nazionale tra il fuoco incrociato del imperialismo», *Il Partito Comunista* n° 18, Florence, février 1976, p. 2-3; «Angola: La borguesia nazionale rinuncia alla rivoluzione», *Il Partito Comunista* n° 6, février 1975 : «Guerre sainte contre l'impérialisme». Souligné par nous.
[620] «La LCR et le Kampuchéa révolutionnaire, une caricature d'internationalisme», *Le Prolétaire* n° 225, 24 juillet-3 sept. 1976, p. 4. Souligné par nous.
[621] Ibid. Souligné par nous.
[622] «Le socialisme est internationaliste et international ou il n'est pas», *Le Prolétaire* n° 286, 24 mars-6 avril 1979, p. 1.

présage pour les bourgeois de révoltes agraires dans toute l'Indochine** – tous (Chine incluse) ont **poussé un soupir de soulagement quand les troupes vietnamiennes sont entrées au Cambodge et se sont révélées être les meilleurs garants du statu-quo social»[623].

La réalité sanglante de l'oppression, qui fut aussi bien sociale que raciale[624], recouvra toute cette logorrhée anti-impérialiste. Néanmoins, aucun des deux tronçons du Parti communiste international n'osa battre sa coulpe sur cet appel à la «terreur rouge» qui fut mis en pratique sur le territoire khmer. Il aurait fallu conjointement une réflexion approfondie sur le phénomène génocidaire qui dépassait un entendement plongé dans le formol sectaire, une réflexion aussi sur ces «bourreaux ordinaires» dont la motivation n'était pas la «revanche sociale»[625].

Dans un ultime sursaut, avant la crise finale de 1982, une réunion générale du PCI «programmiste» de l'automne 1979 put proclamer «*la fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le tiers-monde*», et donc la vacuité des «*révolutions doubles*»[626].

Elle concluait par un rejet de facto des thèses de Bakou préconisant « l'union des centaines de millions de paysans d'Orient avec les prolétaires d'Occident ». Désormais, un nouveau cycle mondial s'ouvrait aboutissant «*à l'union des centaines de millions de prolétaires des vieux et nouveaux mondes entrainant derrière eux, dans la lutte contre les forteresses impérialistes et toute la chaine mondiale des États bourgeois, les masses aussi nombreuses de paysans pauvres et exploités des continent dominés*»[627].

L'insurrection de la Pologne ouvrière contre le capitalisme d'État amena le mouvement «programmiste» à publier en différentes langues un Manifeste. Reconnaissant que «*s'épuisait le cycle des révolutions anticoloniales*», il affirmait que «*la société (était) archimûre pour le communisme*» et que «*c'est vraisemblablement en Europe centrale que se gagnera après une série de batailles menées sur tous les continents la première manche décisive de la prochaine vague révolutionnaire*»[628].

À la fin des années 90, devant la montée en puissance du capitalisme chinois, les «programmistes», fort affaiblis, proclamaient la fin des révolutions «national-bourgeoises» : elles devaient s'incliner devant la «jeune taupe» de la mondialisation[629]. Le processus communiste triompherait par «*l'institution despotique d'un* plan unique mondial *qui, en violant les lois du marché, mettra à la disposition de l'ensemble du monde, l'ensemble des richesses aujourd'hui accumulées dans une poignée de pays hyperprivilégiés aux dépens de l'immense majorité des pays économiquement dominés*»[630].

---

[623] «Nella guerra d'Indocina affonda il mito del socialismo vietnamita», *Il Partito Comunista* n° 54, Florence, février 1979, p. 2. Souligné par nous.

[624] Cf. Ben Kiernan, *Le Génocide au Cambodge, 1975-1979. Race, idéologie, et pouvoir*, Gallimard, 1998.

[625] On peut lire ce compte rendu clinique d'un psychiatre français, en contact avec des réfugiés khmers : « *(Les bourreaux) ignorent la dialectique et ne sauraient faire la différence entre un crime politique et un assassinat crapuleux. Ils n'ont pas été formés à l'école du parti* (sic). *Nombreux viennent des campagnes et furent avant tout de bons riziculteurs, de bons voisins aussi, partageant leurs maigres revenus avec leurs proches… sans haine, ni passion, sans désir de revanche sociale, sans plaisir non plus, ils tuent bien plus d'hommes, de femmes, d'enfants et de vieillards que leur mémoire ne leur permet aujourd'hui de comptabiliser. Approximativement deux mille de ses propres mains, dira l'un d'entre eux… En fait, il ne sait pas, le nombre, il a oublié*». Quant à la classe dirigeante khmère rouge, dirigée par Pol Pot, elle «*ne considérait les vivants destinés à la destruction que comme des cadavres en puissance*» [Richard Rechtman, «Faire mourir et ne pas laisser vivre. Remarques sur l'administration génocidaire de la mort», *Revue française de psychanalyse*, PUF, mars 2016, n° 1, tome LXXX, p. 137-148].

[626] «La fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le 'Tiers Monde'», *Programme communiste* n° 83, juillet-septembre 1980, p. 23-58.

[627] Ibid.

[628] Brochure n° 17, *De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale. Manifeste du Parti Communiste International. 1981* (supplément au n° 332 du *Prolétaire*, 20 mars-2 avril 1982). Ce Manifeste devait être publié en 10 langues, dont le farsi, l'arabe et le turc.

[629] C'est ce que souligna avec force dans les années 90, l'organe «programmiste» italien : «E' al lavoro la talpa della 'globalizzazione' capitalistica», *Il programma comunista* n° 11/12, déc. 1997. En français : «La taupe de la 'globalisation' capitaliste est au travail», *Cahiers internationalistes* n° 5, Milan, printemps 1998, p. 1-3.

[630] Ibid.

Cette conclusion, anticipée par le Manifeste de 1981, se trouvait en pleine contradiction avec la politique «national-révolutionnaire» défendue jusqu'ici par le «Parti» à propos de la question palestinienne.

LA QUESTION PALESTINIENNE ET ARABE, DÉCLENCHEUR DE L'EXPLOSION DE 1982

Il est incontestable que l'existence d'une section algérienne créée sur des bases «national-communistes arabes» et «antisionistes» a joué un rôle désagrégateur dans l'explosion finale de 1982. Pourtant, compte tenu de la nature de cette section, cela ne pouvait être une surprise.

En contact avec un noyau de jeunes militaires algériens, dirigé par Rabah Benkhallat*, la direction éditoriale du *Prolétaire* avait sorti à Paris en octobre 1978 le premier numéro d'*El Oumami* (L'internationaliste). Celui-ci parlait d'entrée de jeu de «*la tragédie de la révolution palestinienne et arabe*» luttant contre «*le monstre sioniste*».

Mais Rabah Benkhallat et ses six camarades étaient arrêtés le 9 novembre 1978 par la Sécurité militaire algérienne, pour possession de «journaux subversifs». La section française du PCI créa en 1981 un comité RIPRA (Riposte à la répression en Algérie), une organisation de type frontiste. Celui-ci occupa le journal *Le Monde* le 5 octobre «pour dénoncer le silence criminel de la presse bourgeoise» face à la torture subie par les prisonniers. Il organisa le 21 novembre devant l'ambassade d'Algérie à Paris un rassemblement de 200 personnes. Toute cette agitation se fit sur le mot d'ordre «*pour la défense des mots d'ordre démocratiques*», que le «bordiguisme» avait toujours rejetés comme «interclassistes» et «contre-révolutionnaires».

«El Oumami», qui se vendait fort bien dans l'immigration algérienne en France, se fit très vite le héraut de la «Révolution arabe». Un numéro de mai 1980 appelait «des communistes révolutionnaires» à concrétiser leur «*devoir impérieux*» de manifester une «*solidarité inconditionnelle avec la lutte de libération menée contre l'État d'Israël*», qualifié d'«*État pied-noir*».

À l'occasion du conflit au Liban et de l'intrusion de l'armée israélienne en juin 1982 l'éditorial du numéro 26 de juillet-août d'*El Oumami* portait comme titre : «*La lutte des combattants palestiniens et libanais est la nôtre*».

La direction centrale du PCI nota tardivement l'évolution d'«El Oumami» vers le «nationalisme arabe» sous couvert de «cause palestinienne», et qu'elle avait elle-même encouragée par un soutien implicite à l'OLP[631]. Bien plus, la section française avait encouragé cette dérive en participant elle-même à un Comité de solidarité internationale Liban-Palestine, «contre l'État d'Israël», à la suite d'un meeting parisien du «parti» (12 juin). Ce meeting avait été suivi d'une manifestation d'une centaine de personnes (dont Martin Axelrad) au métro Barbès[632].

Vers le 20 juillet 1982, Bruno Maffi, le «commissaire unique» de l'organisation internationale «bordiguiste» martèle : *«... le problème n'est plus celui des rapports d'une 'ethnie' avec l'État d'Israël; c'est celui des rapports d'une masse déracinée et déshéritée avec tous les États de la région et avec les bourgeoisies auxquelles ils appartiennent... La 'nation arabe' s'est révélée une illusion; l'auto-décision du peuple palestinien un attrape-nigaud»*[633].

---

[631] «Remarques sur notre propagande concernant l'OLP dans la situation présente», *Le Prolétaire* n° 363, 25 juin-15 juillet 1982, p. 2. L'article laissait entendre que l'organisation ne devait pas « se couper » de l'immigration arabe : «*... dans les tragiques événements d'aujourd'hui, il* ***est indispensable de partir non de la critique de l'OLP,*** *mais du besoin de solidarité instinctive avec la résistance des combattants et des masses exploitées au Liban.* ***On peut aujourd'hui partir sur ce terrain du besoin ressenti par une frange significative de prolétaires immigrés de riposter à l'attaque sioniste****...* ». Souligné par nous.

[632] «Liban-Palestine. Axes d'un soutien militant», *Le Prolétaire* n° 363, 25 juin-15 juillet 1982, p. 2. Dans le même numéro, on peut lire «*... tant que l'État mercenaire d'Israël sera debout, existera non seulement l'oppression au Moyen-Orient, mais aussi le principal pilier de l'ordre bourgeois et impérialiste dans la région*» [«La lutte des combattants palestiniens et libanais est aussi notre lutte !», ibid., p. 2].

[633] (Bruno Maffi) «Dal Libano al Golfo Persico si annuncia una storica svolta: dalle lotte per obiettivi borghesi e democratici

En cela, il était soutenu par une grande partie de l'organisation italienne. La section locale de Torre Annunziata avait été plus loin, dénonçant les atermoiements de toute l'organisation, à travers son Manifeste central à propos des événements au Liban[634], un soutien de fait à l'OLP : «*Le* Manifeste *ne met pas en évidence la politique qui instrumentalise les Palestiniens dans le contexte des antagonismes inter-impérialistes... Parler de 'lutte pour le renversement de l'État sioniste' signifie tendre au renversement de quelque chose de différent du pouvoir de la classe bourgeoise. N'est-ce pas justement la position de l'OLP ? … l'éclectisme sur ce point… confond les position du parti avec celles de l'OLP*». La conclusion de la section de Torre Annunziata était impitoyable : «***non le développement du parti, mais sa désagrégation***»[635].

En réponse, le groupe «El Oumami» quittait en août l'organisation et, dans son organe mensuel de septembre, reprenait les mots d'ordre des organisations nationalistes palestiniennes : «*Palestine vaincra !*». Il en appelait à la destruction complète du «*cancer greffé sur le corps arabe qu'est l'entité sioniste*». Utilisant un ton très «plébéien», qui assimilait Israël à l'Algérie «pied-noire» de 1954, le mensuel lâchait le couperet final : «*les masses pauvres du monde entier* […] *ont intérêt à la destruction de l'État pied-noir d'Israël*». Finalement, tout «*défaitisme révolutionnaire*» en cas de conflit entre États «sioniste» et «arabes» était «*pire» (que) l'indifférentisme*». Ce qui augurait d'un engagement militaire de ses militants au côté des fédayins et des «nations arabes».

La diffusion du mot d'ordre «anti-impérialiste» et carrément nationaliste : «*Palestine vaincra !*» fut largement responsable de l'implosion du PC International. Le groupe algérien en France, une grosse partie des responsables et «militants de base» français, allemands, espagnols, grec et turc, portugais, le secteur d'Amérique latine, une partie de la matrice italienne quittèrent le «parti» pour des raisons très souvent opposées, certains soutenant l'organisation algérienne d'autres démissionnant en protestation contre ce qu'ils considéraient comme le début d'une gangrène gauchiste «anti-impérialiste».

Et de fait, l'avatar «communiste-léniniste» du groupe «El Oumami», alla jusqu'au bout de son gauchisme maoïste. Il n'hésita pas (en 1985) à faire un quasi-éloge funèbre du chef stalinien albanais Enver Hodja, véritable parangon de vertu, «***né dans une famille musulmane****… ayant embrassé très jeune les idées communistes*», garant de l'indépendance «anti-impérialiste» et de la «liberté collective» de «son peuple» :

> «*Pour nous,* ***Enver Hodja symbolise avant tout la volonté farouche d'un peuple qui a réussi à sauvegarder son indépendance*** *dans un monde où de toutes parts les pressions économiques, politiques et culturelles impérialistes se font sentir.* ***Que la liberté collective d'un peuple*** (sic) ***n'ait pu se réaliser qu'au prix de l'écrasement de la liberté des individus qui la composent, la responsabilité en incombe d'abord et avant tout à l'impérialisme mondial.*** *Le peuple ouvrier et paysan d'Albanie s'est battu jusqu'ici tout seul. L'indépendance à laquelle il tient tant risque d'être progressivement mise en cause par la bureaucratie qui a déjà commencé à parler du besoin de «modernisation économique» et de l'ouverture à l'étranger.* ***Pour sauvegarder la liberté collective*** (sic), ***pour que celle-ci se confonde avec la liberté de chacun,*** *pour instaurer la société socialiste, il a besoin de la solidarité active du prolétariat révolutionnaire des autres pays*»[636].

Dans le cas d'«El Oumami», il était difficile d'affirmer vaguement, comme le Napolitain Livio Vallillo*, qu'il s'agissait, lors de cette grande débandade du «parti», de «*l'amputation d'une partie*

---

alla lotta di classe proletaria», *Il programma comunista* n° 15, 24 juillet 1982.

[634] Il est contenu dans la brochure spéciale en italien : Partito comunista internazione (Il programma comunista), *Il nemico delle masse sfruttatte palestinensi è anche il nostro !*, Milan, juillet 1982.

[635] Lettre de Torre Annunziata à l'UCI (Bureau central italien), 20 juillet 1982 (en traduction française).

[636]«Enver Hodja», *Que Faire?* n° 7, avril 1985 [organe central de l'Union des Communistes-Léninistes d'Algérie]. Souligné par nous.



notable de lui-même, réputée jusqu'à ce moment valide et saine»[637]. On pourrait détourner le texte de Trotsky, «D'une égratignure au danger de gangrène» où il critiquait toute remise en cause de la «défense de l'URSS»[638]. Dans le cas de la scission d'«El Oumami», il s'agissait d'une incontestable gangrène nationaliste qui conduisait ce groupe à rallier, au nom du «léninisme», les positions tiers-mondistes du maoïsme et du trotskysme.

La sortie volontaire d'«El Oumami», en août 1982, ne fut rien d'autre qu'une auto-amputation, le Centre du parti ayant réagi bien tard face à cette résistible montée de ce «marxisme-léninisme» à la sauce maoïste.

LES RELIQUES DE BORDIGA APRÈS LE DÉSASTRE DE 1981-1982. CONTINUITÉ ET DISCONTINUITÉ. UN BILAN IMPOSSIBLE ?

Le groupe algérien national-arabe «El Oumami» avait été l'épicentre du séisme de 1982, car il était largement soutenu par la section de Paris, qui avait la haute main sur les publications françaises et arabes. Le cloisonnement absolu de l'organisation, où seuls se connaissaient réellement les «responsables» de section, avait démultiplié les effets du séisme.

Les chefs de la section de Paris, tel Martin Axelrad (*Nicolas*), placés brusquement devant le gouffre béant, décidèrent de dissoudre la section, en la quittant. Ils emportèrent les fonds et les archives, qu'ils ne souhaitaient pas (semble-t-il) laisser tomber en de mauvaises mains.

Des sections entières, comme celles d'Allemagne[639], d'Espagne et d'Amérique latine[640] sombrèrent. Celle d'Allemagne, très marquée par l'activisme (anti-nucléaire) suivit un temps le groupe «El Oumami» avant de couler. Des éléments individuels essentiels pour les traductions en turc[641] et en grec[642] disparurent un certain nombre d'années.

Le naufrage généralisé laissa émerger quelques noyaux qui continuèrent une activité organisée.

- *Quaderni internazionalisti – n + 1* et *Cahiers du marxisme vivant*

Les groupes d'Ivrea et de Turin – dont le responsable était l'ouvrier Walter Manfredo* (*Alessandro*) – avaient tenté en mars 1981 de discuter des problèmes de l'organisation avec la section de Marseille, dirigée par Suzanne Voute. Face aux menaces, il avait répondu au Centre de Maffi : «*Nous n'avons pas peur : les faits se frayent leur chemin, les anathèmes se lancent le temps qu'ils se donnent, les silences et les mystifications sont de véritables boomerangs qui se retournent contre ceux qui les ont propulsés*»[643].

Le Centre décida de dissoudre la section de Turin en avril, les militants en accord avec la ligne officielle devant se réinscrire individuellement. Bientôt, ce fut le tour, en juin, des sections du Sud de la France (Marseille, Aix-en-Provence, Avignon et Toulouse). Il s'ensuivit que la section d'Ivrea et la majorité de celle de Turin, avec la section Sud de la France, trouvèrent un terrain d'entente qui s'exprima par la publication du premier et unique numéro de *L'Internazionalista* en octobre 1983. Ce dernier faisait remonter la cause de la désagrégation du «Parti» à 1967, qui aurait

[637] Lettre de Livio Vallillo à Bruno Maffi, publiée par Sandro Saggioro, op. cit., p. 332.
[638] Publié avec le sous-titre : «Défense du marxisme», 24 janvier 1940, 62 pages.
[639] Le centre du groupe allemand qui publiait le journal *Proletarier* (1978-1982) et la revue *Kommunistisches Programm*, se trouvait à Berlin. Un militant d'origine française vivait à Hambourg. Dans les années 2010 a surgi sur le web le groupe «Alter Maulwurf» («Vieille Taupe»), strictement «programmiste» bordiguiste : http://alter-maulwurf.de/homepage/kurze-einfuehrung (introduction d'Elena et Reimund, 2016).
[640] Le PCI, sous l'autorité de son Bureau international milanais, publiait en espagnol le journal *El Proletario*, le bulletin *Espartaco* pour le Venezuela, la revue théorique *El programa comunista*. En portugais-brésilien, fut publiés la revue bimestrielle *Proletário*. Pour la Bolivie, le PCI publia, quelques mois avant son effondrement, la brochure *La Epopeya del proletariado boliviano. La lucha de clases en Bolivia hasta 1981*, Cuadernos de *El Proletario* n° 1, SARO, Paris, janvier 1982.
[641] Un militant turc du PCI publiait (probablement en Suisse) le bulletin *Enternasyonalist Proleter* (Prolétaire internationaliste).
[642] *Kommunistiko Programma*, revue théorique.
[643] Lettre de la section de Turin au Centre, 30 mars 1981, citée par Sandro Saggioro, *In attesa*..., op. cit., p. 310.

totalement sombré dans le «*marxisme-léninisme*» kominternien et le «*syndicalisme révolutionnaire*»[644], c'est-à-dire l'activisme syndical.

C'est à la suite de cette réflexion commune que sortit à partir de 1991 les *Cahiers du marxisme vivant*, mais le petit noyau autour de Suzanne Voute resta isolé, peinant à sortir neuf numéros en 14 années, tentant un bref bilan sur la sectarisation du «parti» par le «marxisme-léninisme» (cf. *infra*), mais restant surtout sur le terrain de l'analyse des crises («Marxisme et crises»).

Le départ d'autres sections, comme à Ariano Irpino, Torre Annunziata, puis Schio[645] et Bénévent, incitèrent le groupe de Walter Manfredo, autour des *Lettere ai compagni* (premier numéro en oct. 1981), à poursuivre un travail théorique sur de nouvelles bases. Ce fut d'abord les *Quaderni Internazionalisti* (1984-1999), puis, enfin, la revue *n +1*, qui poursuit sans à-coups son activité théorique.

- *Le Prolétaire* et *Programme communiste* (1982-2015)

En France, après l'effondrement d'octobre 1982, la section de Paris s'étant évaporée, ce sont les sections de Lyon et de Strasbourg qui reprirent le flambeau. *Le Prolétaire* put reparaître, mensuellement, tandis que la revue «théorique» *Programme communiste* subissait une longue éclipse[646].

Le Prolétaire, qui était devenu un pur journal d'agitation, ne put cacher l'étendue des dégâts[647]. Le désastre était mis sur le compte de la «rage militante» et d'un activisme : «***Le juste besoin*** *d'exprimer une véritable solidarité envers les puissants mouvements de la périphérie – Maghreb, Pologne, Palestine entre autres – conduisit, avec une rage impatiente dictée par un esprit militant sur lequel* nous ne cracherons pas (sic) *conduisit l'ancienne direction sortante en France et en Allemagne à éluder les difficiles questions nées sur le terrain du travail élémentaire de l'organisation prolétarienne au profit du développement d'une activité peu encadrée politiquement, en direction de '*tout ce qui bougeait*'…* ». Cette 'bougeotte' militante activiste fut baptisée par la suite maladie «mouvementiste», une maladie qui chez d'autres groupes 'gauchistes' ou 'libertaires' activistes fait office de thérapeutique[648].

Certains responsables, comme Roland Laffitte (*Paul*), avaient tenté *post festum* de tirer les leçons du désastre en pointant la sectarisation, qui «*transforme la théorie en catéchisme et les leçons du passé en recettes, fossilise l'organisation du mouvement en une secte apolitique*». Néanmoins, aucune critique n'était faite du syndicalisme et de la *politique* «anti-impérialiste» de l'organisation qui sous-tendaient ce militantisme 'mouvementiste' : «*Le PCint n'a pu tenter de sortir de la situation de* ***secte totalement fermée*** *que grâce à l'activité syndicale, permise pas sa conception économiste-ouvriériste de la maturation de la conscience de classe, en liaison avec les reflets de la vague de 1968 sur son organisme, notamment à partir de 1972-74, ainsi que grâce aux* **efforts réalisés pour se placer sur un terrain anti-impérialiste** *– qui est bel et bien politique – des forces poussées par cette vague sociale vers les vérités marxistes (sic) contenues dans sa doctrine même si elles sont déformées; et ces deux mouvements ont fourni la base et le ressort matériel de sa structuration organisative et de son effort pour apparaitre comme une organisation militante*»[649].

---

[644] «Basi di adesione», *L'Internazionalista*, Turin, oct. 1983. Cette revue portait le même nom que celle publiée par le Groupe communiste internationaliste autonome de 1975 à 1990 à Milan. Ce groupe provenait d'une scission (1965) du PCInt – *Rivoluzione comunista* de Calogero Lanzafame*.

[645] Riccardo Salvador*, retraité, avait fondé la section de Schio en 1966, à son retour de Suisse. Dans les années 80, il fit sécession puis revint au «parti» de Maffi. En 1987, une partie du groupe fit défection. En 2005, une partie de la section fait de nouveau sécession et publie le bulletin *Partito Comunista Internazionale. Sul filo rosso del tempo*. Alessandro Mantovani* et Luc Thibault* (*Dominique*) participèrent aux activités de la section de Schio.

[646] Le numéro 89 de la revue reparaît en mai 1987, presque cinq ans après le numéro 88, avec comme mot d'ordre : «*Nous aurons les lendemains que nous aurons su préparer !* »

[647] «Face à la crise du parti, notre bataille politique continue!», *Le Prolétaire* n° 367, 12 nov. – 10 déc. 1982, article dont l'amorce est : «*À la fin des années 70, notre optimisme militant s'est heurté à la complexité des faits historiques*».

[648] En France, l'Organisation communiste libertaire (OCL), qui publie depuis 1979 *Courant alternatif*, se définit comme «*mouvementiste*».

[649] Un militant ayant rompu avec le PCInt [Roland Laffitte, dit *Paul*], *Après l'éclatement du PCint (Programme communiste),*

Le ton restait finalement «marxiste-léniniste», voire maoïste («*le juste besoin*»)[650], de ton et de contenu. La Pologne, où se déroulait la plus puissante grève de masse depuis 1968, était reléguée dans la périphérie du capitalisme, placée sur le même plan que le Maghreb ou les camps de fédayins palestiniens dispersés dans les pays arabes.

Il fallut un long processus de décantation[651] mené en symbiose avec le groupe milanais «Il Comunista», ayant une optique plus 'prolétarienne', pour que le groupe français s'éloigne de ce «marxisme-léninisme» maoïsant, au prix d'une «longue marche» de plus de 20 années, qui laissa plus d'un perdu dans le désert.

On notera la différence sur la question du Moyen-Orient. En mai 1984, *Le Prolétaire* titre : «*Un objectif central, la destruction de l'État d'Israël*»[652]. En 2012, le journal, fixé à Lyon, revenant sur la question du Moyen-Orient, à l'occasion de la guerre de Gaza, renouait avec ses anciennes positions internationalistes de 1967-71 : «*Seul un* ***bouleversement révolutionnaire*** *de toute la région, renversant* **tous les États bourgeois** *et* **unissant les prolétaires de toutes nationalités et religions** *pour faire disparaître cette oppression, pourra mettre fin à l'interminable calvaire des masses palestiniennes, comme à celui de tous les opprimés du Moyen-Orient*»[653].

- Les morceaux épars de *Programma comunista* (1983-2015)

D'innombrables groupuscules ont surgi de l'éclatement de 1982, se maintenant sur des positions le plus souvent dogmatiques et ultraléninistes. On mentionnera, entre autres[654], pour son intérêt politique le «Partito Comunista Internazionale»-*Bolletino*, qui, à la suite du départ de militants en novembre 1982, publia jusqu'à juin 2005 29 numéros d'un bulletin, ainsi que la revue en français *Pour la défense du programme communiste*. Leur 'bolchevik-léninisme' culmina dans une apologie de la brochure de Trotsky *Terrorisme et communisme*, soutenant la répression de Kronstadt[655]. Ce groupe exprima un total rejet des principes du PCInt de 1943, fondé par Damen, qui avait nettement condamné la répression anti-ouvrière de Kronstadt : «*De la violente répression perpétuée contre les authentiques révolutionnaires de Kronstadt jusqu'à la liquidation physique de toutes les oppositions à la politique nationaliste de Staline, il est évident que, dans l'État ouvrier, … tous, révolutionnaires ou non, ont de fait contribué à armer les milices de la plus impitoyable réaction anti-prolétarienne qui devait étrangler la Révolution d'Octobre, et avec elle ses meilleurs combattants*»[656].

---

revenons au marxisme révolutionnaire!, 24 février 1983. Souligné par nous.

[650] Cf. le discours de Mao-Tse-Toung, tenu en période des «Cent-Fleurs» : «De la juste solution des contradictions au sein du peuple», où l'on peut lire : «*Il arrive souvent qu'au début ce qui est juste et bon ne soit pas reconnu pour une 'fleur odorante', mais considéré comme une 'herbe vénéneuse'… il nous faut entreprendre un travail d'explication parmi notre peuple, et en premier lieu parmi les cadres, afin de les aider à comprendre les contradictions de la société socialiste et de leur apprendre à les résoudre par des méthodes justes*» [*Quotidien du peuple* (人民日报), 19 juin 1957].

[651] En 1987, l'adresse de Strasbourg disparaît; elle est remplacée par celles de Lyon et Lausanne. Cf. «L'expédientisme contre le Parti», *Le Prolétaire* n° 390, mars-avril 1987.

[652] *Le Prolétaire* n° 377, Paris, mai 1984. L'article croit utile de préciser, dans une trop courte parenthèse (p. 5) que «*lutter pour sa destruction totale…* ***ne signifie évidemment pas l'élimination de la population juive*** *comme l'affirme la propagande sioniste*».

[653] «Trêve à Gaza: L'impérialisme ne connaît que des trêves entre les guerres. Seule la révolution prolétarienne internationale pourra apporter la paix au monde», *Le Prolétaire* n° 505, Lyon, nov.-déc. 2012, p. 1 et2.

[654] Partito comunista internazionale-*Sul filo del tempo*, Schio, depuis 2005 : http://www.sinistracomunistainternazionale.it/; *La freccia nel tempo* (La Flèche du temps), qui se dédie, entre autres, «**à la reconstruction de la mémoire du parcours millénaire du Parti des origines à 1848**» (*sic*) et au bilan de la crise interne de 1982 : http://www.sinistracomunistainternaz.it/; Nucleo comunista internazionalista, qui provient du groupe «programmiste» du Frioul, dirigé par Paolo Turco*, qui fit sécession en 1977 : http://www.nucleocom.org/

[655] «3-18 marzo 1921 – Kronstadt: una tragica necessità», *Bolletino* n° 28, février 2000. L'article reprenait celui de *Programme communiste* paru presque 20 ans auparavant (n° 88, mai 1982), p. 41-52 qui assimilait les événements, dont les grèves de Petrograd, à «*une contre-révolution petite-bourgeoise*». Cette vision continue à être reprise par le PCI (Le Prolétaire/Il Comunista) : «À propos de Cronstadt. Violence, terreur, dictature, armes indispensables du pouvoir prolétarien», *Le Prolétaire* n°s 458 et 459, 2001. La conclusion est très claire : «***il ne peut y avoir abandon volontaire du pouvoir***», si un «parti prolétarien» dirigeant «l'État prolétarien» affronte le prolétariat qu'il est censé «représenter».

[656] «Le tesi di Roma, 1922». – «Schema di programma del Partito Comunista Internazionalista presentato dal C. C. (Nov.

Plutôt que de faire un recensement exhaustif (et impossible) de tous les prétendants au titre de «parti communiste international», il nous semble plus judicieux de nous concentrer sur les principaux «éclats» du «parti» qui ont survécu en conservant un impact international, même très réduit.

À Milan, la course pour le pouvoir s'engagea pour prendre la direction du groupe italien, Bruno Maffi étant déjà «mort et enterré». Des responsables du Centre italien comme Renato De Prà* (*Ettore*), appuyés par la masse des militants, tentèrent de sauver ce qui pouvait l'être. Bruno Maffi fut évincé du Bureau central international (BCI) ainsi que de la direction politique du journal *Il Programma comunista*, dont il était directeur rédactionnel depuis trente années. Le «centralisme démocratique», impliquant tenue de congrès et nomination d'un Comité central, fut rétabli en juin 1983. Les nouveaux comitards vont alors donner naissance à une organisation très activiste «Combat» qui réussit d'abord à s'emparer du journal *Il programma comunista* (n°s 7 à 10). La situation dura jusqu'en février 1984, date à laquelle Bruno Maffi obtint par jugement des tribunaux le droit de «*reprendre le combat*» en gardant la pleine propriété du titre[657].

Les tenants de la ligne activiste du groupe «Combat» publient alors leur journal éponyme, qui précise en sous-titre : «*giornale per il partito comunista internazionale*» jusqu'à la fin de 1987. Ils mettent les raisons de la faillite d'octobre 1982 sur le compte d'un «vice d'origine» de la *sinistra comunista*.

Ceux qui s'opposent à cette liquidation publient alors, dès février 1985, *Il Comunista*, en tant qu'«organe du parti communiste international», malgré leur taille microscopique. Le journal a pour rédacteur en chef de fait Renato De Prà (*Ettore*). Sous sa direction, l'organisation commença un travail de remise à flot des sections française, suisse et grecque, intégrant tous ceux qui quittaient définitivement «Il programma comunista» et «Combat»[658].

Il est remarquable que Bruno Maffi, presqu'octogénaire, ait confessé la nécessité de «*recommencer de zéro*», pointant des scissions sectaires n'ayant aucune justification politique. Mais, peu porté à battre sa coulpe, jamais il n'émit la moindre critique du désastreux 'centralisme organique', qu'il avait assumé pendant près de trente années, ne remettant jamais en cause la dogmatique bordiguienne :

> «*Il est certain que* 'Il Comunista' *dit pratiquement la même chose que nous, et j'ai souvent dit à Renato [De Prà] que je ne comprends pas pourquoi ils doivent exister sous forme de groupe séparé… Nous de* 'Programma'*, nous avons mille défauts et nous ne fanfaronnons pas, mais au moins nous sommes les seuls à chercher à interpréter les faits du monde capitaliste… Les Renato nous accusent d'être de 'purs propagandistes'… une partie adverse nous accuse d'être trop peu théoriques, et ne sait faire rien d'autre que de remâcher les choses qui ont déjà été dites mille fois et en mieux. Aucun n'a l'humilité de comprendre (et d'agir en conséquence) que* **nous devons recommencer de zéro***, avec l'énorme avantage de travailler* **sur la base de points programmatiques définis une fois pour toutes** (sic)… *Tout ceci laisse un goût très amer, mais* **je ne vois pas comment on peut y remédier**. *C'est l'histoire qui décidera de la vie ou de la mort de tel ou tel regroupement…*»[659].

Ainsi, tous ces micro-groupes attendaient le jugement final de l'Histoire, sans se rendre compte qu'ils jouaient la même pièce depuis 1952 : chacun des protagonistes se proclamait haut et fort le «parti» authentique et jouait sans fin le rôle de prétendant à la succession de Bordiga.

Il n'est donc pas surprenant qu'un réel bilan sans complaisance du naufrage final, tant politique que théorique, en remontant à la source (1952, prise du pouvoir par Bordiga), fût pour chacun des petits diadoques une incongruité.

Sur la question clef de l'utilisation des luttes de libération nationale par les divers impérialismes,

---

1944)», Ed. Partito comunista internazionalista, 1945, 32 pages.

[657] «Riprendendo il cammino», *Il programma comunista* n° 1, 8 fév. 1984.

[658] Sandro Saggioro, *In attesa*…, p. 333-342.

[659] Lettre de Bruno Maffi à Riccardo Salvador, 31 mai 1987, ibid., p. 343. Souligné par nous.

question déjà posée par Rosa Luxemburg et combattue par Lénine, chacun de protagonistes restait léniniste. C'est ainsi que, sur la question de l'internationalisme au Moyen-Orient, tant le groupe «Il Comunista» qu'«Il programma comunista» ont toujours laissé planer leurs ambiguïtés sur la question nationale, pourtant censée être transcendée par la mondialisation capitaliste depuis la «réunion générale du Parti» de 1979 (cf. *supra*). Tandis que «Il Comunista» continuait à défendre un «palestinisme» mou, moins goudronné de nationalisme arabe [660], les «programmistes» s'enflammaient pour la «question kurde» et le «kurdisme». Après la «déception» causée par les le terrorisme aveugle des fédayins, le PKK [661] apparaissait (enfin !) comme une «avant-garde», remplaçant peu à peu la mythique keffieh de «Palestiniens» transformés en professionnels de la kalachnikov, mercenaires de tous les impérialismes régionaux :

> «*Les communistes doivent, quant à eux, œuvrer et faire en sorte que se détache une pointe avancée de la seule force politique kurde qui se bat de façon conséquente contre l'oppresseur – le PKK – , et que, dépassant les limites de la lutte de résistance nationale, elle se place à l'avant-garde de la lutte prolétarienne et communiste pour le renversement de tout l'appareil de domination bourgeoise dans tout le Moyen-Orient*»[662].

En un remord marxiste, *Il programma comunista* confessait que l'enjeu était en fait ailleurs : «*C'est le capitalisme qui doit être abattu : dans le cas contraire, la chaîne des martyrologues nationaux se prolongera indéfiniment*»[663].

Cette flamme «kurdiste» conduisit l'ancienne dirigeante du «Parti», chargée du secteur syndical, Graziella Bronzini* (*Veronica*), à s'engager totalement dans la nouvelle cause, surtout dans le domaine humanitaire[664].

Quelques années plus tard, les mêmes «programmistes» italiens mettaient officiellement fin à leur «palestinisme» en déclarant clos le cycle des luttes de libération nationale : «*Alors qu'aujourd'hui le cycle des luttes et des mouvements purement nationaux tant pour la Palestine que pour le Moyen-Orient est définitivement privé de toute perspective historique, il n'existe pour les masses palestiniennes qu'une seule solution, qui contient aussi la possibilité d'un dénouement de l'oppression et de la discrimination nationale : la lutte pour la révolution prolétarienne internationale, à partir du renversement de tous les États de la région, d'Israël aux diverses républiques et émirats arabes, et de l'expulsion des différents brigands impérialistes qui contrôlent politiquement et économiquement les masses du Moyen-Orient… »*[665].

- *Il Partito Comunista* toscan

Toujours nostalgique des "syndicats rouges" des années 20 (soumis d'ailleurs au stalinisme), le PCI toscan publia *Per il sindacato rosso*, supplément à *Il Partito Comunista*, de 1979 à 1987. Néanmoins, le groupe dut vite constater son échec dans la «revitalisation» des syndicats

---

660 La tendance «Il Comunista»-«Le Prolétaire», sans citer l'existence d'un capital israélien et mondial, affirme que «*ce sont les Israéliens qui oppriment la population palestinienne*» [«Les variations d'*Il Programma Comunista* sur la 'question nationale'», *Programme communiste* n° 99, fév. 2006]. D'où l'on peut déduire que la 'macédoine' des ouvriers israéliens (qui sont aussi arabes, d'origine russe, yéménite ou éthiopienne, etc.) oppriment la «population palestinienne» et cessent d'être exploités par le capital mondial…

661 Parti des travailleurs du Kurdistan (Partiya Karkerên Kurdistan) dont l'idéologie d'origine était le «marxisme-léninisme». Pendant la bataille de Kobané (2014-2015) contre Daesh, les miliciens du PKK et du PYD (Parti de l'Union démocratique) ont reçu l'aide de groupes anarchistes et socialistes de Turquie, qui ont rejoint ses rangs en Syrie. Après avoir longtemps considéré comme terroristes les peshmergas, les USA donnaient tout leur appui : en octobre 2014, ils ravitaillaient par air en armes, munitions et matériel médical les YPG (Unités de défense populaire kurdes), proches du PKK.

662 *Il programma comunista* n° 1, 1994. Texte en anglais (*Internationalist Papers* n° 8, printemps-été 1999) sur le site web sinistra net : The Kurdish Question (http://www.sinistra.net/lib/upt/intpap/pitu/pituccocie.html). En français : «Quelles sont les perspectives d'émancipation pour le peuple kurde martyr ?», *Cahiers internationalistes* n° 1, Paris, mai 1994, p. 32-37.

663 Ibid.

664 «Ivrea. Appello per l'emergenza umanitaria in Kurdistan», 18 août 2014 : http://12alle12.it/ivrea-appello-per-lemergenza-umanitaria-in-kurdistan-86464. *Veronica* était devenue auparavant conseillère «verte» à Ivrea.

665 «La questione palestinense e il movimento operaio internazionale», *Il programma comunista* n° 9, Milan, 20 oct. 2000, p. 12.

«ouvriers» : *«Aujourd'hui, nous pouvons* […] *certainement exclure toute possibilité de reconquérir la CGIL. Cela veut dire que la renaissance des syndicats de classe ne pourra se produire que par le surgissement de nouvelles organisations ouvrières et le vidangeage concomitant des actuels syndicats tricolores»*[666].

Malgré la mort prématurée de Giuliano Bianchini en 1980, la tendance «Il Partito Comunista» (Parti communiste international), a toujours maintenu une présence politique régulière en Toscane. Elle est présente aujourd'hui (2015) en Italie (Gênes, Turin, Florence, Bolzano), en Grande-Bretagne (Liverpool), mais aussi dans le Venezuela ouvrier (à Ciudad Guyana).

Cette tendance continue à publier sa revue théorique *Comunismo*, traduite un temps en français (*La Gauche Communiste,* 1981-1997). Son activité éditoriale s'est élargie à l'anglais (*Communist Left*, *The Communist Party*), et à l'espagnol (*La Izquierda Comunista*)[667].

De façon très notable, le PCI toscan a proclamé la fin des luttes de libération nationale. Dans sa revue *Comunismo* de 1992, il proclamait – à propos du PKK d'*Apo* (Abdullah Öcalan) – que «*le mouvement nationaliste du Kurdistan n'a aucune possibilité de rejoindre sa finalité historique, la création d'un État kurde indépendant, et il représente ainsi, même dans ses expressions les plus radicales, un mouvement rétrograde, sinon réactionnaire. La situation actuelle pose en fait à l'ordre du jour, pour le prolétariat et les masses pauvres de toute la région moyen-orientale, la question de la prise du pouvoir politique*».

Puis, dans un article de 1999, le groupe lançait un énième appel à lutter dans les syndicats et à rejoindre l'«***unique parti communiste international***» et son «**programme unique**» c'est-à-dire celui de Florence : «*Les prolétaires 'kurdes et turcs', en dehors de la Turquie comme à l'intérieur, doivent se doter des mêmes organisations, doivent lutter au coude à coude dans les mêmes syndicats de classe, doivent se rattacher à l'unique programme et à l'unique parti communiste internationale! C'est la seule perspective que leur offre l'histoire*»[668].

Une perspective peu réjouissante pour d'hypothétiques éléments turcs et kurdes radicaux, déjà aguerris pour avoir affronté des structures syndicales organisées comme de véritables gangs...

Après les attentats de Paris du 17 novembre 2015, les schismatiques toscans ont exprimé une position internationaliste sans ambiguïté : «*Non, ce n'est pas une guerre. Il s'agit de sa préparation, alors que les grands États d'Amérique, d'Europe, de Russie et d'Asie sont déjà en train de chauffer les moteurs. Le 'terrorisme' comme la 'guerre au terrorisme' représentent l'anticipation de la guerre qui arrive.* ***Ce n'est pas la guerre de l'État islamique contre l'Occident, c'est la guerre des impérialismes entre eux.*** *Si les exécuteurs de cet énième acte de terreur sont de jeunes fanatiques, les organisateurs résident dans les palais des puissances étatiques du monde entier. L'État islamique n'est pas l'expression des classes déshéritées des pays arabes, et il n'en défend pas les intérêts… L'unique 'guerre au terrorisme' possible est celle qui se fera contre ce système social pestilentiel, l'unique guerre qui a donc pour but final la révolution communiste*»[669].

Comme on le voit, la question du Moyen-Orient a joué un rôle considérable dans l'histoire du courant «programmiste», au point d'entretenir souvent de grosses ambiguïtés sur son internationalisme vis-à-vis des ouvriers israéliens et palestiniens. Mais jamais ces ambiguïtés n'ont poussé le courant «programmiste» jusqu'à une négation du génocide juif.

LE MYTHE DU 'NÉGATIONNISME' BORDIGUIEN OU *AUDACITER CALOMNIARE, SEMPER ALIQUID HAERET*[670]

Nous ne pouvons terminer l'introduction à ce *Dictionnaire*, où il est souvent question du mythe de

666 «Fuori e contro gli attuali sindacati», *Il Partito Comunista* n° 64, Florence, 1979.
667 http://www.international-communist-party.org/ItalianPublications.htm
668 «Caso Ocalan», *Il Partito Comunista* n° 265, février-mars 1999, p. 1 et 4.
669 «Dopo gli attentati di Parigi : terrorismo borghese», *Il Partito Comunista* n° 374, nov.-déc. 2015, p. 1.
670 Proverbe latin médiéval : «*Calomnier effrontément, il en restera toujours quelque chose*». Ce proverbe acquit une renommée universelle grâce au philosophe anglais Francis Bacon qui en dénonça la perversité dans son ouvrage *De dignitate et augmentis scientiarum* (De la dignité et de l'accroissement des savoirs) où il préconise une méthode empiriste de la connaissance.



l'invariance, sans détruire un mythe, infiniment plus pernicieux. Il s'agit du mythe du négationnisme antijudaïque qu'aurait initié le courant «programmiste».

Il faut rappeler que, au début des années 1980, s'était développée toute une idéologie nommée d'abord «révisionniste», puis «négationniste». Propagée dès les années 50 par Paul Rassinier – ancien socialiste devenu anarchiste et proche de la mouvance fasciste de Maurice Bardèche – et Robert Faurisson, elle trouva son principal zélote dans le personnage de Pierre Guillaume, ex-patron de la librairie parisienne «La Vieille Taupe»[671]. Certains, plus ou moins séduits par la Gauche communiste italienne, mais aussi par goût gratuit de la provocation, tel Gilles Dauvé* (*Jean Barrot*), se laissèrent entrainer, au point de caresser un temps les thèses faurissoniennes, avant de s'en mordre (trop tardivement) les doigts.

Les anciens de la «Vieille Taupe», Pierre Guillaume et Gilles Dauvé, dans les années 70 et 80 avaient promu un article de *Programme communiste* consacré à l'extermination des juifs, en particulier à Auschwitz[672]. Cet article se voulait une dénonciation de l'«antifascisme», mais surtout une réaction à une «*affiche du M.R.A.P. attribuant au nazisme la responsabilité de la mort de 50 millions d'êtres humains dont 6 millions de Juifs*». L'article n'avait pas été écrit par Bordiga[673], philosémite jusque dans la reconnaissance d'Israël (cf. *infra*), mais par un jeune physicien français, membre en vue du «parti» bordiguiste, Martin Axelrad (*Jean-Pierre*), juif autrichien réfugié en France, qui avait échappé à l'extermination pendant la guerre.

Le texte d'Axelrad se voulait une dénonciation de tous les idéologues du capitalisme pris comme un tout, qui se défausse de ses crimes en les rejetant sur la perversité des «uns ou des autres» : «*Refusant de voir dans* le capitalisme lui-même *la cause des crises et des cataclysmes qui ravagent périodiquement le monde, les idéologues bourgeois et réformistes ont toujours prétendu les expliquer par* la méchanceté *des uns ou des autres. On voit ici l'identité fondamentale des idéologies (si l'on ose dire) fascistes et antifascistes : toutes les deux proclament que ce sont les pensées, les idées, les volontés des groupes humains qui déterminent les phénomènes sociaux*».

De négation du Grand Massacre, il n'était nullement question. Martin Axelrad dénonçait la complicité universelle de toutes les bourgeoisies, et en premier lieu celle de la bourgeoisie anglo-saxonne, qui avait refusé toute transaction avec les nazis en 1944 pour échanger la vie de 400.000 Juifs hongrois contre des camions.

Surtout, Axelrad soulignait que l'horreur nazie était une horreur sans fin qui se perpétuait jusque dans la démocratie capitaliste, en transformant tout prolétaire en marchandise promise à une mort déshumanisées. La barbarie nazie ne devait pas faire oublier la barbarie quotidienne de la reconstruction capitaliste dans la chair de l'homme vivant, transformé en marchandise : «*Les expériences des médecins S.S. doivent faire oublier que le capitalisme expérimente en grand les produits cancérigènes, les effets de l'alcoolisme sur l'hérédité, la radio-activité des bombes 'démocratiques'. Si on montre les abat-jour en peau d'homme, c'est pour faire oublier que le capitalisme a transformé* l'homme vivant *en abat-jour. Les montagnes de cheveux, les dents en or, le corps de l'homme mort devenu marchandise doivent faire oublier que le capitalisme a fait de l'homme vivant une marchandise. C'est le travail,* la vie même de l'homme*, que le capitalisme a transformé en marchandise. C'est cela la source de tous les maux. Utiliser les cadavres des victimes du capital pour essayer de cacher la vérité, faire servir ces cadavres à la protection du capital c'est bien la plus infâme façon de les exploiter jusqu'au bout*».

Martin Axelrad, collant à la lettre à la *Dialectique de la Nature* d'Engels, coulait son «explication» de

---

671 Celle-ci avait été fondée avec l'aide de François Cerutti, dit *François Martin*, qui collabora au *Mouvement communiste* de Gilles Dauvé, puis rejoignit les Cahiers Spartacus de René Lefeuvre. Cf. son témoignage : *D'Alger à Mai 1968. Mes années de révolution*, Spartacus, juin 2010 [Avant-propos de Mohammed Harbi].

672 «Auschwitz ou le grand alibi», *Programme Communiste* n° 11, avril-juin 1960 (publication électronique sous le nom de Bordiga, puis celui de Martin Axelrad) : https://www.marxists.org/francais/bordiga/

673 C'est la thèse défendue par le professeur libertaire Alain Bihr dans la revue suisse en ligne *À l'encontre*, dans un article intitulé : «Les mésaventures du sectarisme révolutionnaire» (http://www.breche.ch/print/NegatioBihr07_10.html).

la Shoah dans le moule réducteur d'un matérialisme naturaliste, auquel il réduisait le marxisme, niant du même coup l'autonomie des superstructures idéologiques[674]. Il donnait une «*sinistre rationalité*» à un système suintant par tous ses pores une barbarie parfaitement irrationnelle. Cette vision économiste fut d'ailleurs régulièrement reprise par les «programmistes» italiens de 1979 à aujourd'hui[675].

Le deuxième reproche, mais venant du camp internationaliste, qui pouvait être fait à ce texte, c'est de ne pas aller assez loin dans ses conclusions qui se terminait sur le macabre des abat-jour des SS et non sur un appel à venger les millions de morts victimes du capitalisme. C'est ce qu'avait fait en juin 1945 la Gauche communiste de France, appartenant à la tradition de la Gauche communiste italienne. Sa conclusion était bien plus politique que macabre :

> « … *les millions de morts que la bourgeoisie a perpétrés dans cette guerre ne sont qu'une addition à une liste déjà bien trop longue, hélas, des martyrs de la civilisation, de la société capitaliste en décomposition*… ***Ces millions de morts réclament vengeance. Et ils réclament vengeance non sur le peuple allemand*** *qui lui continue à payer, mais sur cette infâme bourgeoisie hypocrite et sans scrupules qui elle n'a pas payé, mais profité et qui continue à narguer les esclaves qui ont faim, avec leurs mines de porcs à l'engrais.* ***La seule position pour le prolétariat n'est pas de répondre aux appels démagogiques tendant à continuer et à accentuer le chauvinisme au travers des comités antifascistes, mais la lutte directe de classe, pour la défense de leurs intérêts, leur droit à la vie, lutte de chaque jour, de chaque instant jusqu'à la destruction du régime monstrueux du capitalisme***»[676].

Des critiques mal-intentionnés de l'article d'Axelrad, relu dans le contexte idéologique du «négationnisme» faurissonien, ont prétendu que le négationnisme antijudaïque était bien inscrit dans les gènes du bordiguisme, chez Bordiga comme chez ses disciples[677].

Rien n'est plus mensonger. La mouvance issue du bordiguisme, comme *Invariance* de Jacques Camatte, dénonça la fraude négationniste dès 1980 :

> «*Leur position est grosse d'un immense danger : sous-estimer ou ignorer l'apport énorme de la communauté juive au procès de formation de l'Occident, à celui de la connaissance, à la lutte contre la domestication. Danger encore plus grave que celui d'un antisémitisme immédiatiste vers lequel ils peuvent plus ou moins facilement glisser*»[678].

La même année, en octobre 1980, l'organe du PCI *Le Prolétaire*, combattait vigoureusement le négationnisme, partant du principe, historiquement vérifiable, que le pire danger est de sous-estimer les victimes de la barbarie capitaliste. Un article anonyme (très probablement de Martin Axelrad) laissait éclater sa colère devant ce sommet de dénégation des horreurs capitalistes : «*Personne n'a besoin d''inventer' des horreurs et il est difficile d''exagérer' : le capitalisme en produit beaucoup plus que l'imagination ne saurait le faire. Le tout est de savoir quelle attitude on a devant ces horreurs.* […] *Peut-on répondre à [l']exploitation par la bourgeoisie de ses propres crimes en niant purement et simplement leur réalité ?*

---

674 Cf. Franz Jakubowsky (1935), *Les superstructures idéologiques dans la conception matérialiste de l'histoire*, EDI, Paris, 1971 (Traduction et présentation de Jean-Marie Brohm) : «*L'autonomie apparente de la superstructure est la forme la plus importante de l'idéologie*», p. 172. Cette analyse vaut pleinement pour le xx[e] siècle, avec la domination de l'idéologie totalitaire de l'État : fascisme, stalinisme, nazisme. On pourrait ajouter aujourd'hui l'«islamisme radical» porté par l'idéologie du «califat», soutenu en sous-main par les fractions bourgeoises parasitaires jouissant de la rente pétrolière.

675 On pouvait lire dans un article de 1979 : «*Les camps d'extermination, le massacre des Juifs ne sont pas le produit d'une folie criminelle, qui dédouanerait ainsi le capitalisme en tant que tel de toute responsabilité, mais la conséquence nécessaire, dans certaines circonstances spécifiques, de la* ***sinistre rationalité*** *inhérente au mode de production capitaliste. Les crimes nazis ne sont pas une exception due à la folie, mais la pointe extrême de la normalité capitaliste*» [«Leggenda e verità dello sterminio nazista degli Ebrei», *Il programma comunista* n° 12, 16 juin 1979, p. 4].

676 «Buchenwald, Maïdanek, démagogie macabre», *L'Étincelle* n° 6, organe de la Fraction française de la gauche communiste, juin 1945, p. 2.

677 Voir les sources données pour les notices consacrées à Martin Axelrad et Gilles Dauvé.

678 Jacques Camatte, «Dialogue avec Bordiga», *Invariance* n° 8, juillet 1980.

Non ! C'est débile – dans tous les sens du terme. […] *Le prolétariat ne nie pas la réalité des tortures, massacres, exterminations, même s'il n'est pas seul à les subir,* […] *mais il montre leur cause réelle*»[679].

La fille de Martin Axelrad, Catherine, qui avait eu le malheur de croiser Pierre Guillaume, soulignait qu'elle «*n'avait pas été élevée dans le culte d'Auschwitz, loin de là, mais on ne fait pas l'Histoire en la niant, ce n'est même pas la peine d'être marxiste pour le savoir…* » L'horreur que lui causait celui quelle nommait «le gros chef» lui faisait «regretter amèrement d'avoir oublié le peu de judo (qu'elle avait) appris en sixième» : «*Si j'étais ceinture noire, je pourrais lui casser la gueule…* »[680].

En fait, le négationnisme fut extrêmement minoritaire, il ne toucha en Italie que quelques «programmistes» réels ou supposés. Cette idéologie, sous sa forme «national-arabe» devait trouver, dans les années 1980-90, un terrain chez une petite poignée d'anciens «programmistes» ou trotskystes comme Cesare Saletta* et Corrado Basile*. Ceux-ci prétendaient se faire les chantres des luttes des «masses arabo-musulmanes» contre l'impérialisme américain et Israël (en 'oubliant', au passage, les États ultra-réactionnaires, comme l'Arabie saoudite et les États du Golfe).

Leur but était clair : plus que de combattre l'antifascisme, il s'agissait de soutenir le nationalisme arabe contre le «sionisme», au nom de la lutte des «peuples arabo-musulmans» contre l'Amérique, défenseuse de l'État d'Israël. Ainsi, Corrado Basile, dans une circulaire diffusée en 2015, dévoilait sans fard (et sans honte) son projet négationniste : «*La lutte contre la superpuissance américaine, un péril pour le monde entier et qui d'ici quelques années sera un péril imminent pour l'Europe – péril palpable dont Israël sera la tête de pont avancée –, est et doit être aussi une lutte contre la forme historique dans laquelle s'est cristallisé l'*establishment *d'Outre-Atlantique.* ***La défense et la diffusion du révisionnisme sur l'Holocauste font partie intégrante de cette lutte***»[681].

On peut en conclure que ce négationnisme est ici la forme national-populiste du vieil anti-impérialisme «yankee» se mettant au service exclusif de l'impérialisme «arabo-musulman», dont il n'est pas difficile de trouver les heureux 'bénéficiaires' à l'époque de Daech !

La position de Bordiga sur l'antijudaisme, le «sionisme» et l'Église catholique

L'anonymat, dans lequel s'était réfugié Bordiga, lui joua un mauvais tour au cours de ces années négationnistes. Ses véritables positions furent méconnues et des idéologues malintentionnés ou ignorants voulurent lui faire porter le chapeau d'un prétendu antijudaïsme, alors que, sans l'ombre d'un doute, il l'aurait combattu publiquement, s'il avait vécu plus longtemps.

Dans les rares articles qu'il consacra à la question de l'Holocauste comme à la «question juive»[682],

---

679 «Anti-Antifascisme infantile», *Le Prolétaire* n° 322, 31 oct.–13 nov. 1980, p. 3. L'article, probablement de Martin Axelrad (qui fait référence à son propre article de 1960, «Auschwitz ou le grand alibi»), dénonçait nommément le groupe «La guerre sociale», animé alors par Dominique Blanc, Serge Quadruppani et Gilles Dauvé, tandis que Pierre Guillaume (*Pierre Nashua*) était tapi dans l'ombre.

680 De Pierre Guillaume, Catherine Axelrad, écrivaine, a laissé le portrait d'un personnage cynique et répugnant qu'elle nomme «*le gros chef*», fidèle du «*professeur Machin*» (Robert Faurisson). Le «gros chef», animateur de *Faisons l'histoire* (*Annales d'histoire révisionniste*) est le gourou d'une bande de squatters avinés qui récitent les mêmes mantras : « *(les juifs) sont morts de maladie, pas dans les chambres à gaz qui n'ont jamais existé, 'c'étaient des douches… c'étaient tout simplement des douches !'* » [Catherine Axelrad, *La Varsovienne*, Gallimard, sept. 1990].

681 Lettre circulaire de Corrado Basile, 2 avril 2015, intitulée : «Le ribalderie e le falsificazioni del signor Dino Erba a proposito di un libro su Bordiga».

682 L'un des rares groupes bordiguistes à avoir pris à bras le corps la «question juive» est le groupe florentin «Il Partito Comunista», dans une longue et récente étude, empathique et toute en nuances. On peut lire cette conclusion : «*Ce n'est pas seulement la question juive qui trouvera sa solution dans la fin du système capitaliste de production, qui comme les précédents systèmes est venu au monde, a connu son âge adulte et devra disparaître, mais aussi la question nationale, celle de l'islam, la question catholique, en somme toutes les questions, réelles ou supposées, qui se sont présentées comme spécifiques, idéologiques, d'une façon ou d'une autre sans solution possible. Le communisme est négation dialectique, synthèse et dépassement des nombreuses particularités, que la trajectoire historique de l'humanité a générées, a su générer,*

Bordiga fut particulièrement virulent contre toute forme de racisme qu'il assimilait au crime en bande organisée. En 1960, face à une épidémie de judéophobie, il écrivit un article dénonçant «*l'explosion de délinquance raciste et de banditisme antisémite ainsi que l'épidémie de croix gammées*» [683]. Il soulignait au passage que le fascisme «*était intégralement passé en héritage au vainqueur démocratique*», le jour même de la fin officielle du conflit mondial, par le massacre à Sétif de «40.000 Algériens en 1945». Et Bordiga de souligner que «*l'Afrique du Sud ultra-raciste vis-à-vis des Noirs (n'était) en rien inférieure au modèle hitlérien*», bien que faisant «partie des Nations Unies issues du moule ultra-démocratique». C'était la «sève» même d'un système «putrescent» d'alimenter le racisme, en inventant périodiquement un bouc-émissaire : «*Lorsque les choses vont mal, on cherche le Juif et, simultanément, on canalise l'indignation des masses exploitées vers l'antijudaïsme*»[684].

Si dans un autre article – malheureusement toujours «anonyme» – Bordiga dénonce la «réapparition de la croix gammée», c'est pour mieux dénoncer les «*charognes* [staliniennes qui] *ne savent que reproposer la convergence entre prolétariat et classes moyennes sur le terrain électoral*». C'est aussi l'occasion pour le prophète napolitain de souligner que la dictature fasciste ou nazie ne «*peut être liquidée qu'au moyen d'une phase historique de contre-dictature*». Au lieu de pendre Mussolini par les pieds, «***il fallait réellement frapper la classe qui était derrière lui***»[685].

Toujours en 1960, Bordiga abordait de façon succincte la «question juive» et celle d'Israël [686]. Pour lui, il s'agissait de rappeler que, malgré le texte de Marx sur la *Question juive*, qui «*réhabilite (le juif) en bourgeois, ennemi de notre nouvelle révolution*», «*nombre (de juifs), comme le maître lui-même, furent… de vaillants compagnons de route du communisme prolétarien*», et qu'en 1917 «*les marxistes juifs furent tous avec les bolchevik*s».

Sur la question de la fondation d'Israël, Bordiga laissait entendre que «*les juifs ont résolu leur question historique après que Hitler eut été écrasé, en obtenant une terre et un État»,* mais que *«derrière tout cela, on retrouve tout le système capitaliste et mercantile de toujours*». Était-ce une reconnaissance implicite d'un «sionisme» qui aurait pu être validé s'il avait su anéantir le capitalisme ?

Bordiga laissait aussi exploser sa réaction indignée contre le stalinisme qui «*en 1944… attendit le temps nécessaire pour que les dernières forces de Hitler anéantissent le ghetto (de Varsovie) dans le sang*»[687]. Bordiga condamnait toute idée métaphysique de «peuple élu», que les juifs ont payée en «*longs calvaires*». Pour lui, la mythologie du «peuple élu» était cultivée autant dans l'idéologie du nazisme, qui «revendiquait pour lui seul le rôle de peuple élu», que dans celle des maîtres du Kremlin, «*où l'on divague à la mode nazie sur le mythe d'un autre peuple élu, où l'on recherche la mission du peuple russe dans la tradition nationale de Pierre le Grand*»[688].

De façon très curieuse, Bordiga – après avoir souligné l'efficacité du «cosmopolitisme» de l'Église catholique (supérieure à celui du 'peuple élu') – soulignait (en 1960 !) le rôle «positif» du Vatican

---

développer, consolider et formaliser dans des visions de l'homme et du monde achevées et en soi cohérentes» [«La questione ebraica oggi. Serie di rapporti presentati nelle riunioni di partito da ottobre 2004 a settembre 2007», *Comunismo* n° 60 à 64, 2006-2008].

[683] (Bordiga) «Buchenwald è il capitalismo», *Il programma comunista* n° 1, 15-29 janvier 1960, p. 1. Ce texte de Bordiga est cité par un groupe dissident bordiguiste pour démontrer la vanité de présenter Bordiga en 'négationniste' : «Bordiga 'revisionista'» ?, in «*Partito Comunista Internazionale» – Bolletino* n° 26, avril 1997.

[684] Ibid.

[685] (Bordiga) «Chi mai dietro la svastika? *Il cretinismo democratico*», *Il programma comunista* n° 2, 28 janvier-11 février 1960, p. 1. Souligné par nous.

[686] (Bordiga) «Torna la questione ebraica?», *Il programma comunista* n° 3, 12-25 février 1960, p. 1. Une traduction en français dans la revue *(Dis)Continuité*, *Bordiga Textes 1915-1966*, n° 5, déc. 1998, p. 196-197.

[687] Bordiga confond ici l'insurrection du ghetto de Varsovie d'avril-mai 1943 avec l'insurrection nationale qui se déroula du 1er août au 2 octobre 1944. Elle avait été précipitée par la résistance nationaliste (Armée de l'intérieur) qui voulait une Pologne sous influence anglo-saxonne, alors que l'Armée rouge avançait inexorablement vers l'ouest : les tanks russes n'étaient plus qu'à quelques dizaines de kilomètres de la capitale. De ces événements, Bordiga ne retint que l'extraordinaire héroïsme prolétarien des combattants du Ghetto, composés surtout de communistes et de bundistes.

[688] (Bordiga) «Torna la questione ebraica?», loc. cit.

pendant la guerre : «*Même lors de la récente vague de l'hitlérisme, la grandeur de Rome s'observa dans sa non-discrimination à l'égard de ses millénaires ennemis de Sion*»[689]. Ayant sans doute lu *Le Vicaire* (1963) de Rolf Hochhuth, Bordiga fit marche arrière et dénonça en 1965 «*l'antépénultième pontife Pie* XII *qui s'est, lors de la dernière guerre, tenu dans le camp de Hitler et de sa sanglante croisade antijuive*»[690].

Cependant, Bordiga – à l'occasion d'un discours de Noël du pape Eugenio Pacelli (1876-1958), dit Pie XII, sur la paix et l'industrialisme –, avait fait, en 1956, l'éloge de l'Église catholique. Celle-ci, malgré son «ordre moral» était «*l'une des rares organisations historiques où la sélection ne porte pas au sommet, encore et toujours, les plus opportunistes, les plus vaniteux et les plus enclins à toutes les bassesses*». Bordiga portraiturait Pacelli en «*homme de grande culture… chef spirituel de l'immense mouvement chrétien universel*» qui condamnait le «mammonisme» étasunien[691], dénoncé constamment par la papauté depuis Anatole Leroy-Beaulieu, mais – «encore et toujours» – sans condamner la richesse et les riches[692]. «Dialoguant» ainsi avec le «spirituel» Pacelli, comme il l'avait fait avec le «romantique» Staline, Bordiga ne dissimulait pas, cependant, sa passion du communisme : «*Le communisme vaincra l'individualisme, à condition que Mammon soit tué… Il meurt lorsque la loi de la valeur – elle survit selon Staline – est comptabilisée parmi les choses mortes*»[693].

Tous ces «dialogues» avec l'Église catholique, dont il suivait l'évolution à l'époque du concile Vatican II (1962-1965), témoignaient d'une profonde prégnance du catholicisme, admiré comme une préfiguration du cosmopolitisme communiste. L'individu était un néant pour Bordiga comme pour l'Église catholique, et la parousie ne pouvait triompher que par l'ascèse, celle du total mépris de soi du «communiste authentique» devant la grandeur de la finalité de l'Espèce humaine.

Il suffisait de transformer «Dieu» en «Parti», la cité terrestre en «communauté du Capital», la Cité céleste en «communauté cosmique de l'Espèce», pour renouer avec la vision augustinienne, instaurant le mythe des deux cités, où dans l'une triomphe «*l'amour de soi jusqu'au mépris de Dieu : la cité terrestre*», et dans l'autre «*l'amour de Dieu jusqu'au mépris de soi : la Cité céleste*»[694].

Entouré d'un beau-frère portant soutane (Stefano De Meo) et d'une fille médecin (la *dottoressa* Alma) maladivement bigote, Bordiga échappa de peu, lors de son agonie, à l'extrême onction, puis à un enterrement où bénédiction, chants religieux et goupillon l'auraient finalement béatifié… Sur la tombe de Bordiga, seul retentit le *Chant du Piave*, au grand scandale des présents[695].

---

689 Ibid.

690 «Tempo di abiuraturi di schismi» [Le temps des abjureurs de schismes], *Il programma comunista* n° 22, 20 déc. 1965, loc. cit. À Pie XII avaient succédé Jean XXIII et Paul VI. Des trois papes, seul Jean XXIII fut canonisé, en avril 2014, en même temps que Jean-Paul II

691 Dans le Nouveau Testament lu quotidiennement par la bourgeoisie wasp (White Anglo-Saxon Protestant), on peut lire : «*Tu ne peux pas servir et Dieu et Mammon*».

692 «*Regardez les États-Unis d'Amérique : c'est, par élection, le pays de Mammon et du Mammonisme. Quel est le souverain de la grande république, si ce n'est le roi dollar ? … S'il est inique d'imputer le mammonisme au juif et de rejeter sur les 'Sémites' nos fautes et nos vices, est-il toujours juste de s'en prendre à la richesse ? Il ne faut calomnier personne, pas même la richesse et les riches. Le coupable, force est bien de le répéter, ce n'est pas la richesse, mais l'amour immodéré des richesses*» [«Le Mammonisme et la démocratie», *Revue des Deux Mondes*, 1894, p. 721-742.]. Anatole Leroy-Beaulieu (1842-1912) fut le dernier président de la Ligue nationale contre l'athéisme (1886-1905).

693 «Sorda ad alti messaggi la civiltà dei 'quiz'» [Sourde aux messages de haute tenue, la civilisation des 'questions pour un champion'], *Il programma comunista* n° 1, 7-20 janvier 1956, p. 3. Traduction française : *Invariance*, série IV, n° 9 (supplément), juin 1994, p. 137-146.

694 Saint-Augustin, *La Cité de Dieu*, xiv, 28, «Formation de deux cités», in *Œuvres de saint Augustin*, tome 35, 5e série, Desclée de Brouwer, Paris, 1959, p. 465.

695 Cf. Sandro Saggioro, *Né con Truman né con Stalin. Storia del Partito comunista internazionalista (1942-1952)*, Colibrì, Milan, 2010, p. 200. Bordiga fut doublement enterré, au cimetière de Castellonorato, dans le caveau familial et symboliquement : un orchestre local joua la *Légende du Piave* (*Leggenda del Piave*), une chanson patriotique écrite en juillet 1918 [Témoignage de Michele Fatica, ibid.]. En 1946 et 1947, la *Chanson du Piave* fut l'hymne national (non officiel) de la République italienne. Une strophe de ce chant dégoulinait de tout le sang austro-hongrois répandu : «*Rouge du sang altier de l'ennemi, le Piave ordonna : 'Arrière, étranger!'*».

Si Bordiga échappa de peu à cette «béatification» catholique, il n'échappa pas à une «canonisation», au sein de son propre «Parti», où le culte de la personnalité se conciliait mal avec celui de l'«anonymat». Finalement, Bordiga, comme autrefois le monarque du Moyen Âge[696], incarnait le corps mystique de son «Parti» : «*Amadeo n'est pas, n'a jamais été un nom de personne, mais une ligne, un front de combat, un cœur et un cerveau qui battent de façon passionnée pour le communisme; le dernier des prolétaires qui se bat dans le Parti est Amadeo tout comme Amadeo est le dernier des prolétaires révolutionnaires. Amadeo est le Parti communiste international…*»[697].

C'est cette position mystique, de totale soumission religieuse au «parti», que les programmistes, officiels ou schismatiques, ont cultivée, prenant corps dans le 'centralisme organique' : «*(le but ultime de la communauté humaine), qui est considéré par ses adversaires et ses ennemis comme une 'utopie', est en réalité mise en œuvre du '****corps mystique'*** *pour lequel tous les mouvements d'essence communiste – en quelque sorte, tout le long des régimes sociaux antérieurs, anciens ou plus proches de nous – ont combattu… La '****mystique communiste****' n'est pas la même chose et de même nature que les autres expériences mystiques d'autres significatifs courants de pensée, tant politiques que religieux. Le centralisme organique, rocher solide sur lequel nous posons nos pieds, est avant tout une tension, une aspiration, toujours améliorée dans sa mise en pratique...* »[698].

---

[696] Thèse défendue par Ernst Kantorowicz, naguère proche de Carl Schmitt et des nationalistes allemands. Exilé aux USA en 1938, dans son ouvrage *Les deux corps du roi* (1957), il soutenait que dans le corps mortel du monarque s'incarnait le corps immortel du Royaume nécessairement transmis à son successeur.

[697] «Al lavoro compagni!», *Il sindacato rosso* n° 26, Florence, août 1970. Cet «hommage» saint-sulpicien a été très certainement rédigé par Giuliano Bianchini, dont la finesse intellectuelle «florentine» échappa toujours à Suzanne Voute et à tant d'autres.

[698] «Il 'corpo mistico' del partito di classe», *Comunismo* n° 65, Gênes, mai 1996. Souligné par nous.

QUELQUES ÉLÉMENTS DE «CONCLUSION

RETOUR À L'INTÉGRISME «LÉNINISTE» OU À LA GAUCHE COMMUNISTE ALLEMANDE?

La période de Mai 68 et de l'Automne chaud italien firent ressurgir les grandes espérances d'une «lutte finale» anéanties pendant plus de 40 années par la réaction fasciste et stalinienne, puis la seconde guerre mondiale. Les grèves sauvages antisyndicales, les organismes spontanés et autonomes (du moins au début) qui naissaient un peu partout pour disparaître après celles-ci posaient la question des organes politiques, les conseils ouvriers, bien oubliés depuis 1917-1919. Et il n'est pas surprenant qu'un peu partout dans le monde, ressurgissait le spectre de la gauche communiste allemande et hollandaise, qui les premières après 1905 avaient préconisé les «grèves de masse» révolutionnaires.

Les événements de 1969 en Italie semblaient pleinement vérifier l'analyse de Rosa Luxemburg sur 1905 en Russie, où elle imaginait ce que pourrait être un mouvement de classe dans un pays comme l'Allemagne. Si l'on remplace le mot Allemagne par celui d'Italie, la théoricienne militante anticipait la situation de l'Italie en 1969 : «*Si des grèves de masse se produisent en Allemagne, ce ne seront sûrement pas les travailleurs les mieux organisés […] mais les ouvriers les moins bien organisés ou même inorganisés […] qui déploieront la plus grande capacité d'action*»[699].

Toute cette période vit sortir de l'oubli les textes fondamentaux du communisme des conseils représenté par Pannekoek[700], Gorter[701] et le KAPD[702] allemand. Celui-ci était né de l'affrontement des tendances radicales du prolétariat allemand avec les appareils syndicaux social-démocrates, puis contre la politique kominternienne de «conquête» des syndicats et du Parlement.

La redécouverte du KAPD en France et en Italie donna lieu, dans le milieu de la Gauche communiste italienne, officielle et dissidente, à deux réactions critiques, finalement complémentaires. La première reprochait au KAPD d'avoir été «trop prolétarien» dans une phase historique de «*domination réelle du capital*», où «*le prolétariat doit… immédiatement se supprimer*». Le grand tort du KAPD, ce fut de «céder» au piège du «politique», celui de «l*a mystification du prolétariat-classe dominante*». Dans la phase historique ouverte depuis la «révolution allemande», «*le prolétariat ne peut plus avoir un rôle historique fondamental car il est intégré dans le capital*». La révolution communiste serait finalement une autonégation du prolétariat devenu «*une vaste classe révolutionnaire universelle*», englobant toute la population du monde[703]. Finalement, et là Jacques Camatte rejoignait Bordiga dans son attente de la parousie communiste, sans aucun «parti formel», se lèverait un beau matin la révolution : «anonyme» et «universelle», car le MPC (mode de production capitaliste) ne peut connaître «*non la décadence mais un écroulement*»[704].

L'autre attitude, utilisée par les disciples de Bordiga, s'est contentée de trainer dans la boue le KAPD, considéré comme le «pire ennemi» d'un bolchevisme sacralisé, dont les «programmistes» se prétendent les meilleurs derviches tourneurs. Dans un texte remarquable, sur les «deux crises

---

[699] Rosa Luxembourg, *Grève de masses, parti et syndicats* (1906), *Œuvres I*, François Maspéro, 1969, p. 135.

[700] On citera en français le recueil de textes, traduits, introduits et commentés par Serge Bricianer* : *Pannekoek et les conseils ouvriers*, EDI, Paris, oct. 1969.

[701] Herman Gorter, *Réponse à Lénine. Lettre ouverte au camarade Lénine*, Spartacus, 1979. Introduction et notes de Serge Bricianer*.

[702] *La gauche allemande. Textes du KAPD, de l'AAUD, de l'AAUE et de la KAI (1920-1922)*, Vecchia Talpa, Naples, supplément au n° 2 d'*Invariance*, Brignoles, 1973. Suivi d'un texte de Denis Authier : «Pour l'histoire du mouvement communiste en Allemagne de 1918 à 1921».

[703] (Jacques Camatte) «Le K.A.P.D. et le mouvement prolétarien», *Invariance*, série II, n° 1, Brignoles, 4e trimestre 1971, p. 5 et suiv.

[704] «Ce monde qu'il faut quitter», *Invariance*, série II, n° 5, Brignoles/Naples, 4e trimestre 1974, p. 3-22.



du PCI»[705], Lucien Laugier démontait tout un mécanisme idéologique, propre au «programmisme», qui n'hésite pas à «*recourir à l'amalgame et à la manipulation des textes pour dénaturer le 'kapédisme'*», où l'enjeu est «*moins (de défendre) Lénine comme moment historique de la révolution que le léninisme en tant qu'idéologie*», alors que devient patent «*l'écroulement historique de l'idéologie léniniste*».

Aussi «*le PCI procède à l'exécution capitale à titre posthume (du KAPD)*»[706], en affirmant que même sur le plan de l'abstentionnisme, «*la gauche marxiste et le KAPD…* ***se 'rencontrent' comme sur le champ de bataille deux armées opposées***»[707].

Le KAPD est mis d'entrée hors la Loi du «parti» unique et «totalitaire», même si la cause semble juste : «*Parce que le KAPD était étranger au marxisme sur des questions essentielles, nous refusons toutes ses critiques de l'I.C.,* ***même et surtout lorsqu'elles paraissent vraies****. Ce serait détruire toute la tradition de la Gauche marxiste d'admettre que l'on peut déduire une tactique juste de principes faux*»[708].

Aussi, le programmisme ne peut-il que cultiver «*l'esprit polémique*» où «*la passion dogmatique tient lieu d'argument*», où «*la vertu de l'incantation est le seul lien posé entre le passé et l'avenir*».

Au titre des incantations, on n'en citera que quelques-unes (la liste est infinie), toutes empreintes d'une éclatante mauvaise foi :

– le KAPD aurait été une secte de pédagogues, en soulignant le rôle de la conscience de classe : «*…Pannekoek prétend que le sort du prolétariat et, plus généralement, de la société, est déterminé par le degré d'éducation et de la conscience des problèmes sociaux des masses. 'Éduquez-vous et votre sort changera !', disent-ils*»[709].

– Pannekoek, critique du matérialisme vulgaire chez Lénine et du capitalisme d'État soviétique[710], serait «l'expression la plus achevée du matérialisme bourgeois»[711].

– le KAPD et Pannekoek auraient été des réformistes autogestionnaires du capital, des clones du gramscisme, pour avoir affirmé que «*les conseils ouvriers sont la forme d'organisation* ***propre à la période de transition*** *pendant laquelle la classe ouvrière lutte pour le pouvoir, anéantit le système capitaliste et organise la production sociale*»[712].

En fait, dans leurs basses œuvres d'«exécution» du «kapédisme», les «programmistes» sont contraints de «lâcher le morceau». Ce qu'ils nomment «lutte révolutionnaire» est un phénomène miraculeux jamais engendré par la propre conscience du prolétariat. La révolution est, selon Bordiga, un processus inconscient et purement physiologique : «*La conscience de classe vient à la fin et, de façon générale, après la victoire décisive*». Finalement, pour reprendre la formule de Bernstein, le mouvement serait tout et le but conscient rien[713] : «*Depuis des dizaines d'années, on nous reproche de vouloir une révolution d'inconscients… cela ne nous gêne pas du tout que les coups soient portés à fond par des hommes non encore conscients de l'issue de la lutte*»[714].

La révolution, selon les partisans de Bordiga, se réduirait à un processus blanquiste, celui

---

705 François Langlet (éd.), *Lucien Laugier. Textes I : Les deux crises du PCI*, Orsay, 2001, «L'antikapédisme du PCI», p. 72-140.
706 François Langlet (éd.), *Lucien Laugier. Textes I* : «Les deux crises du PCI», vol. I, tome I, Orsay, 2001, p. 140.
707 «Gorter, Lénine et la Gauche», *Programme communiste* n° 53-54, Marseille, oct. 1971-mars 1972, p. 74-82. Souligné par nous.
708 Ibid.
709 *Programme communiste* n° 56, juillet-septembre 1972, p. 21.
710 Voir notre étude sur le matérialisme de Pannekoek, in John Harper, *Lénine philosophe*, éd. Moto proprio, Paris, juin 2013, p. 6-40 et 198-210.
711 *Programme communiste* n° 56, ibid., p. 23.
712 Pannekoek, *Les Conseils ouvriers* (1942), livre I, chap. 7 [éd. Bélibaste, 1974, traduction d'Informations et Correspondance ouvrières]. Cité par *Programme communiste*, ibid., p. 30.
713 Cité par Rosa Luxemburg, préface à *Réforme sociale ou révolution*, in *Œuvres I*, Paris, Maspéro, 1969.
714 Bordiga, *Force, violence, dictature dans la lutte de classe* [*Prometeo*, 1946-1948], éd. Programme communiste, 1er trimestre 1973, p. 47.

d'une petite élite appelée à diriger par la seule FORCE les masses livrées à leurs instincts : «*La gauche marxiste italienne a affirmé de façon lapidaire que* NI LES PARTIS NI LES RÉVOLUTIONS NE SE FONT; ON LES DIRIGE»[715].

Le processus révolutionnaire se résume en quatre mots : «*Parti et État, terreur centralisée et dictature*»[716]. Parler de la conquête de la liberté pour la classe exploitée revient à faire naufrage dans les «*eaux puantes du démocratisme*» : «*Il n'existera jamais une 'liberté de la classe ouvrière', mais seulement la domination politique du prolétariat qui lui permettra de* **disparaître** *plus tard comme classe grâce à la destruction du capitalisme*»[717]. Et comme la domination du prolétariat ne peut s'exercer qu'à travers son «parti» terroriste, on devine que cette «domination» n'est que celle du pur arbitraire du «Parti-État», dont le totalitarisme est considéré par Bordiga comme une vertu cardinale[718].

L'ABSENCE D'UN RÉEL BILAN DE LA RÉVOLUTION RUSSE. LE DANGER DU NÉGATIONNISME NÉO-STALINIEN

Il y a presque vingt ans paraissait en français, puis en italien et dans bien d'autres langues, à des centaines de milliers d'exemplaires un ouvrage coordonné par un ancien maoïste, un temps disciple de la terreur stalinienne, Stéphane Courtois, s'appuyant en fait sur le travail de Nicolas Werth, qu'il chercha à détourner dans un sens «ultradroite»[719]. Que le but de Courtois fut de tuer toute idée de «communisme», entendu comme fil de la révolution sociale depuis 1848 et la Commune, était clairement affirmé : «***Le travail de deuil de l'idée de révolution telle qu'elle fut envisagée aux XIXe et XXe siècles est loin d'être achevé***». Bien entendu, le «maître d'œuvre», 'marxiste-léniniste' défroqué, ne montra aucun intérêt à aborder deux questions gênantes : le «régime communiste» russe n'était-il pas rien d'autre que du capitalisme d'État à la sauce léniniste[720]; ses anciens maîtres «communistes» n'étaient pas en train de construire la seconde économie capitaliste du monde, par un habile dosage de stalinisme et de libéralisme[721] ?

Face à cette tentative idéologique de dissimuler la totale adéquation de ce «communisme» avec le capitalisme d'État, les deux courants de la *sinistra comunista italiana* (le PCInt «Battaglia comunista» et toutes les tendances bordiguistes) se sont contentés de contorsions-dénégations à propos des faits incontestables donnés par l'historien Nicolas Werth, ceux d'une féroce répression contre la classe ouvrière, laquelle perdit très tôt le pouvoir, avec l'intégration par la force des conseils dans l'État[722]. C'est cette réalité anti-ouvrière que nous avions mise en exergue en 1999, dans un article (toujours consultable) :

«*Très tôt le 'nouveau' régime pratique une féroce répression anti-ouvrière, au cœur même du prolétariat. En mars 1919 la Tcheka prend d'assaut les usines Poutilov – symbole de la Révolution et des conseils ouvriers. 900 ouvriers sont arrêtés et 200 exécutés. Le même mois, à Astrakhan, la répression de la grève des*

[715] Ibid., p. 27.
[716] Ibid., p. 51.
[717] Ibid., p. 37.
[718] (Bordiga) «Tracciato d'impostazione», *Prometeo* n° 1, juillet 1946 : «1. … *(on revendiquera) la reconstitution, en Russie également, du parti communiste révolutionnaire* ***et totalitaire***» (souligné par nous). En français : *Éléments d'orientation marxiste*, éd. Programme communiste, Paris, 2e trimestre 1972.
[719] S. Courtois, N. Werth, J.-L. Panné, A. Paczkowski, K. Bartosek, J.-L. Margolin, *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Robert Laffont, Paris, nov. 1997. (Collaboration de : R. Kauffer, P. Rigoulot, P. Fontaine, Y. Santamaria et S. Boulouque.)
[720] Lénine, «À la colonie russe d'Amérique du Nord», 14 nov. 1922, *Œuvres*, tome 42, Éditions en langues étrangères, Moscou, 1969, p. 451 : «***L'instauration du capitalisme d'État dans notre pays n'est pas aussi rapide que nous le voudrions***. […] *si le capital étranger ne participe pas au développement de notre économie on ne peut espérer la rétablir rapidement*». Souligné par nous.
[721] Cf. Marie-Claire Bergère, *Chine. Le nouveau capitalisme d'État*, Fayard, 2013.
[722] Pour ce processus, on se reportera au travail très éclairant de Maurice Brinton, *The Bolsheviks & Workers' Control 1917 to 1921. The State and Counter-Revolution*, Solidarity (North London), Londres, 1970.

ouvriers se traduisit par l'exécution d'au moins 2.000 travailleurs. Le 12 février 1920, la Pravda écrivait (signe de «libéralisation» après la terreur?) : '**La meilleure place pour un gréviste, ce moustique jaune et nuisible, c'est le camp de concentration!**'»[723].

Et que dire des appels répétés non à une répression bien ciblée de la contre-révolution, mais à un génocide terroriste, et cela dès l'été 1918. Dans la *Pravda* du 31 août, on peut lire : «[***Travailleurs, c'est l'heure d'anéantir la bourgoisie, si nous ne voulons pas être anéantis par elle***]. *Les villes doivent être implacablement nettoyées de toute la putréfaction bourgeoise. Tous ces messieurs doivent être fichés et tous ceux qui représentent un danger pour la cause révolutionnaire [seront]* ***exterminés****…* ***À partir de maintenant, l'hymne de la classe ouvrière sera un chant de haine et de vengeance***»[724].

Que dire aussi de cette proclamation de Zinoviev, en septembre 1918, sinon qu'elle n'a pas besoin de commentaire superflu : «***Pour défaire nos ennemis, nous devons avoir notre propre*** *terreur [humanisme]* ***socialiste. Nous devons entraîner à nos côtés*** *(disons)* ***90 des 100 millions d'habitants de la Russie*** *[vivant sous le pouvoir]* ***soviétique. Quant aux autres, nous n'avons rien à leur dire. Ils doivent être anéantis***»[725].

Force est de constater que tous ces faits historiques incontestables et leur interprétation dans le sens de la reprise du pouvoir par un prolétariat qui en avait été exclu très tôt dès mars 1918, ont été soumis à la dénégation. Tout comme ont été soumises à la dénégation les vives critiques faites par les révolutionnaires bolcheviks les plus lucides, s'inquiétant de la gangrène propagée par la Tchéka, selon le rédacteur de la *Pravda* Mihail Ol'minskij (1863-1933), «*(une organisation) truffée de criminels et de sadiques… d'éléments dégénérés du lumpenproletariat*»[726].

Des deux courants, se revendiquant de la sinistra comunista italiana, seul le courant «daméniste» se revendiquait explicitement de la revue *Bilan*, aussi bien sur la question de la violence de classe que par le rejet de la répression de Kronstadt, position réaffirmée en 1945 par *Battaglia comunista*.

Nous rappellerons donc de nouveau (cf. *supra*) les articles de *Bilan*, écrits par Ottorino Perrone, où ce dernier soulignait que «**ce n'est pas par la force et la violence qu'on impose le socialisme au prolétariat**» et qu'«***il valait mieux perdre Kronstadt que de le garder au point de vue géographique***». Tout «parti de classe» authentique ne pouvait «*rester au pouvoir en infligeant une défaite aux principes prolétariens*». Et *Bilan* ajoutait : «***Dictature du parti ne peut devenir... imposition à la classe ouvrière des solutions arrêtées par le parti, ne peut surtout pas signifier que le parti puisse s'appuyer sur les organes répressifs de l'État pour éteindre toute voix discordante en se basant sur l'axiome que toute critique, toute position provenant d'autres courants ouvriers est par cela même contre-révolutionnaire***... »[727].

Or, dans un article de 1998, le courant du PCInt «Battaglia comunista» se livre à des

---

[723] Ph. B., «Du bon usage des livres noirs… », 1999 (revu en 2012) : http://www.left-dis.nl/f/werth.pdf. Souligné par nous.

[724] En russe : « Трудящиеся, настал час, когда мы должны уничтожить буржуазию, если мы не хотим, чтобы буржуазия уничтожила нас. Наши города должны быть беспощадно очищены от буржуазной гнили. Все эти господа будут поставлены на учет и те из них, кто представляет опасность для революционного класса, уничтожены. <...> Гимном рабочего класса отныне будет песнь ненависти и мести!». Traduction partielle par Nicolas Werth, la partie entre crochets n'ayant pas été traduite [«Qui étaient les premiers tchékistes ?», *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. XXXII, oct.-déc. 1991, p. 501-512]. Souligné par nous en gras.

[725] Ibid. Souligné par nous. En russe : «Чтобы успешно бороться с нашими врагами, мы должны иметь собственный, социалистический **гуманизм**. Мы должны завоевать на нашу сторону девяносто из ста миллионов жителей России под Советской властью. Что же касается остальных, нам нечего им сказать. Они должны быть уничтожены» [*Северная Коммуна* (La Commune du Nord), n° 109,19 sept. 1918, p. 2]. Nous avons corrigé la traduction de Nicolas Werth : à la place de «***terreur***», il faut lire : «***humanisme***». Contamination par la novlangue soviétique ? Ou influence du livre de Merleau-Ponty : *Humanisme et Terreur. Essai sur le problème communiste* (Gallimard, 1947) ?

[726] *Pravda*, 8 oct. 1918, citée par Nicolas Werth, dans son article «Qui étaient les premiers tchékistes ?», ibid. On apprend par cette étude qu'un collaborateur de la Tchéka «*gagne deux fois plus qu'un ouvrier qualifié*», avec «*l'assurance d'avoir trois repas par jour*».

[727] *Bilan*, n° 26, janvier 1936, «Parti–Internationale–État (5e et dernière partie) : l'État soviétique». Souligné par nous.

dénégations, qui pourraient passer pour une apologie des Kronstadt d'hier et de demain. On peut lire par exemple à propos de la répression anti-ouvrière de 1919 qu'il s'agit uniquement «*d'ouvriers embrigadés par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires… pour faire passer des mots d'ordre contre-révolutionnaires*», que de toute façon «*la classe ouvrière est révolutionnaire ou n'est rien*». Non seulement est exalté (timidement) le livre de Trotsky *Terrorisme et communisme* (1920), mais le lecteur apprend que les conseils ouvriers sont un simple «détail» du mouvement prolétarien, le «Parti» étant tout, car il ne saurait y avoir plusieurs partis prolétariens, mais rien que le parti unique : «... s'il est vrai que le **Parti sans les soviets est comme suspendu dans le vide**, il est non moins vrai que **les soviets sans le parti sont des organismes aveugles** destinés à se transformer en tragique caricature du parlementarisme bourgeois»[728].

Le PCInt «Battaglia comunista», de par ses origines (celles de 1943-45) a voulu concilier le léninisme et le «luxembourgisme», alors qu'il condamnait Kronstadt et les prétendues «luttes de libération nationale», d'un côté, et préconisait, de l'autre, la formation de conseils ouvriers, seuls instruments de la prise du pouvoir.

En cela, le PCInt «daméniste» se trouve réellement «***comme suspendu dans le vide***», en voulant concilier l'inconciliable. Comme le soulignait déjà Paul Mattick (en 1935), « … ***la position de Luxemburg est incompatible avec le bolchevisme léniniste*** *et, par conséquent, quiconque se réclame de Lénine ne saurait en même temps invoquer Rosa Luxemburg à l'appui de ses thèses*»[729].

Que, par contre, les derniers des Mohicans du courant bordiguiste continuent à répéter les mêmes mantras de «terreur rouge», «dictature du Parti» et «Kronstadt», ne surprendra guère que les naïfs. Les bordiguistes, sauf à se saborder, n'affirmeront jamais autre chose que la nécessité absolue de la terreur des «sans-culottes» prolétariens : «rouge» quand il s'agit du «Parti prolétarien» «totalitaire», et «radicale paysanne» quand il s'agit de la terreur khmère rouge (cf. *supra*). Le courant bordiguiste n'a nulle besoin d'hypocrites dénégations, il assume et assumera – s'il le peut un jour – sans état d'âme la violence terroriste contre le prolétariat qui oserait se dresser contre son «parti» autoproclamé. Violence, terreur et dictature sont les mamelles du destin promis au prolétariat :

«*Le stalinisme, avec son cortège de massacres et de répressions bestiales, était le continuateur du bolchevisme, mais aussi la démonstration que le caractère 'autoritaire' et 'anti-démocratique' du marxisme débouche inévitablement sur une dictature* **contre** *la classe ouvrière et le 'peuple' en général. Cette thèse éculée reste un argument courant des anarchistes contre les marxistes; elle est en outre répandue avec toute la puissance des organes de propagande bourgeoise (voir le fameux* 'Livre noir du communisme*' diffusé à des centaines de milliers d'exemplaires de par le monde)*»[730].

Il est inévitable et souhaitable que le 100e anniversaire d'Octobre 1917 pose la question de la «violence de classe» face à tous les États reposant sur l'exploitation et la terreur des opprimés. Répondant à la terreur de la classe dominante – qu'elle soit «communiste», «socialiste», «libérale-démocrate» ou religieuse (djihadiste sunnite, gardienne de la révolution islamique chiite, etc.), cette violence sera inévitable, dans l'hypothèse d'un surgissement d'un tsunami prolétarien mondial au XXIe siècle. Cette riposte à l'insupportable traduirait d'abord un instinct de survie d'un prolétariat désarmé face aux classes dominantes qui sont impitoyablement radicales si à leur force brute rien d'autre n'est opposé que la passivité. Se posera inévitablement la question majeure : à la terreur de l'État, les damnés de la Terre opposeront-ils nécessairement une contre-terreur radicale, en laissant un parti unique agir en leur propre nom et se substituer à leur propre volonté, celle de construire à travers leurs organes de masse (les conseils, quelle qu'en soit l'étiquette ancienne ou

[728] Celso Beltrami, «La santa alleanza de la borghesia: il libro nero del comunismo», *Prometeo* n° 15, juin 1998 [http://www.leftcom.org/it/articles/1998-06-01/il-libro-nero-del-comunismo]. Souligné par nous.

[729] Paul Mattick, «Die Gegensätze zwischen Luxemburg und Lenin», *Rätekorrespondenz* n° 12, sept. 1935, p. 1-23 [en français : *Intégration capitaliste et rupture ouvrière*, EDI, Paris, 1972, p. 5]. Souligné par nous.

[730] «*À propos de Cronstadt*. Violence, terreur, dictature, armes indispensables du pouvoir prolétarien», *Le prolétaire* n° 458, juillet-sept. 2001.

nouvelle) une société de liberté sans exploitation de l'homme par l'homme.

Dans ce «bilan» de la Révolution russe, le dénégationnisme de groupes se rattachant à la Gauche communiste sera vain : aucune économie d'une discussion sur le sens de cette révolution n'est possible, alors que l'honnêteté de l'historien révolutionnaire implique d'examiner sans tabous ni préjugés les étapes et les instruments du passage de la révolution à la contre-révolution.

Plus dangereux nous semble, depuis quelques années la montée en puissance d'un négationnisme néostalinien. Certaines maisons d'édition se sont fait une spécialité de nier les crimes du capitalisme d'État de Lénine à Staline, et tout particulièrement ceux du Petit Père des peuples[731]. Depuis une décennie, se succèdent publication après publication des «études scientifiques» tentant à montrer que la mémoire du grand chef de la guerre patriotique Joseph Staline est la victime de «honteuses» falsifications de Khrouchtchev à Gorbatchev. Ce dernier, en particulier, pour avoir laissé entrouvertes les archives les plus secrètes du pouvoir, auxquels ont eu accès d'authentiques historiens, est la cible de ces néo-staliniens.

Pour ceux-ci, les massacres staliniens de masse ne seraient que le « passé d'une illusion», construite sur des montagnes d'archives «falsifiées». La méthode de ce «négationnisme» stalinien est maintenant bien rôdée : le premier commandement est de nier l'authenticité de tous les documents prouvant la monstruosité des crimes du «socialisme dans un seul pays» depuis 1925 ; le deuxième, si cela ne suffit pas, est de s'exercer un jeu sans fin de l'hypercriticisme pour semer en permanence le doute insinuant; le troisième est de faire du doute, solidement étayé par des campagnes éditoriales, un élément de preuve «définitive» de la falsification des documents les plus authentiques.

On peut, à titre d'exemple, citer la page de garde d'un ouvrage du professeur américain Grover Furr, sur Katyn. Cette espèce de «frère jumeau» du «professeur» Faurisson, qui semble donner toutes garanties d'honorabilité[732], s'évertue, à propos du massacre de Katyn, ordonné par Béria, Mikoyan et Staline, à contredire la vérité historique : «*Après 1989-1991, le gouvernement soviétique de Mikhail Gorbatchev proclame que Staline a affectivement fait exécuter les Polonais. En 1992, le président russe Boris Eltsine remet aux Polonais des documents du fameux* 'dossier fermé n° 1' *comme preuve de la culpabilité soviétique à Katyn. Depuis 1995, de nombreux historiens russes ont affirmé que ces documents étaient des faux, destinés à dénigrer le Parti communiste soviétique et Staline en général. Tandis que les anticommunistes (et les trotskistes) les acceptaient comme 'preuve' irréfutable*». Et bien entendu, comme dans tout négationnisme : «*ce livre se veut une* ***présentation objective, scientifique et un compte rendu des éléments de preuve*** *concernant ce sujet important au plan historique et politique*»[733].

Le but est on ne peut plus clair. Tout ce qui démonte et démontre la terreur d'un État instaurant le capitalisme d'État dans la boue du Goulag et le sang de millions d'ouvriers et de paysans russes[734] se transforme – dans le monde ré-enchanté du néostalinisme – en «falsification anticommuniste». Initiée par le Rapport secret de Khrouchtchev de 1956[735], cette «falsification» aurait été mise en place dès la fin des années 80. Pour ces Merlin enchanteurs du stalinisme, il s'agit de «démontrer» que la «falsification» été parachevée par d'autres «traîtres» Gorbatchev et Eltsine, coresponsables en fait de la chute du «glorieux Empire soviétique», de la «Grande

[731] Par exemple, les éditions Delga, créées en 2004 (avec l'argent de Poutine, spécialiste de montages financiers offshore ?), à côté d'ouvrages purement staliniens, publient les œuvres de Georg Lukacs, Jacques D'Hondt, Georges Politzer, Jean Salem, Tran Duc Thao, Álvaro Cunhal (chef historique du PC portugais) et Domenico Losurdo.

[732] Grover Furr est professeur de littérature anglaise médiévale à la Montclair State University, grand admirateur de Staline au point de créer *ex nihilo* l'idéologie négationniste stalinienne. Une trajectoire qui n'est pas sans présenter des similitudes avec celle de Robert Faurisson.

[733] Grover Furr, *Le massacre de Katyn. Une réfutation de la version 'officielle' ?*, Éditions Delga, sept. 2015.

[734] Marx, *Capital*, livre premier : «Le capital vient au monde suant le sang et la boue par tous les pores».

[735] Voir le livre récent de l'historien trotskyste Jean-Jacques Marie (éd., trad., présentation), *Le rapport Khrouchtchev*, Seuil, sept. 2015.



Russie»[736].

De façon plus subtile, un philosophe «communiste», président de la société hégélienne internationale et professeur d'université, Domenico Losurdo, s'est lancé dans cette bataille du négationnisme stalinien. Dans un livre récent, il prétend réhabiliter Staline, Grand Patriote socialiste et homme d'État, dont la personnalité doit être soigneusement distinguée du régime qui porte son nom. Le point de départ est la «constatation» (pour qui ?) que l'image de Staline était plutôt «positive» dans le monde au moment de sa mort en mars 1953. C'est la diffusion du rapport Khrouchtchev qui aurait précipité «*le dieu aux enfers*» (sic). Ce rapport est d'ailleurs l'une des principales cibles de Domenico Losurdo. Selon lui, il s'agirait d'un document répondant à la seule lutte interne à la direction du PCUS. En fin de compte, la plupart des assertions portant sur Staline seraient pure invention[737].

Pour le centième anniversaire d'Octobre 1917, vont certainement couler à flots autant les mensonges néo-staliniens, pour défendre le «patriotisme socialiste» que ceux d'une «démocratie libérale» en crise. Les uns martèleront qu'il faut revenir au «modèle stalinien», les autres que toute révolution des damnés de la Terre ne peut mener qu'au totalitarisme. Dans les deux cas, les deux camps, totalement solidaires, ne livreront jamais le vrai secret du «pays du grand mensonge» : le capitalisme d'État où l'homme est considéré comme le «capital le plus précieux», un capital vite détruit pour la plus «grande gloire» de la «patrie socialiste».

PATHOLOGIE DU SECTARISME : DE LA FORTERESSE ASSIÉGÉE À L'ÉCROULEMENT DE LA BALIVERNA

Un autre piège, bien réel, a guetté et guette toujours les descendants de cette *sinistra comunista italiana* : un sectarisme solidement ancré, et rarement sinon jamais remis en cause, car basé sur une totale soumission à l'idéologie léniniste.

Il est vrai que le sectarisme est un phénomène récurrent qui «*a existé et existe encore dans tous les secteurs et expressions de la gauche communiste internationale, y compris celles qui sont les plus critiques et opposées à Lénine ou à Bordiga et leurs divers adeptes*», telles les scissions du KAPD allemand et du KAPN néerlandais dans les années 20 et 30, mais aussi chez les libertaires, les partisans fanatiques de l'Internationale situationniste de Guy Debord[738], ou de l'autre côté du miroir, dans le bouillon de culture des sectes trotskystes ou mao-staliniennes. De là à affirmer que le sectarisme serait un «invariant» de l'espèce humaine et donc totalement incurable dans tous les groupes, seulement attachés à leur identité sur le marché des «idées»[739], c'est une hypothèse qu'il serait périlleux de soutenir pour chaque période de l'histoire, sinon dans des cas (d'ailleurs fréquents) de fixation pathologique sur des schémas obsolètes. À cette vision anthropologique immuable, nous

---

[736] L'hymne martial de L'URSS, «patrie soviétique», portée par l'élan de ses tanks de Budapest à Prague, résonnait ainsi : «*Sois glorieuse, notre libre Patrie / Sûr rempart de l'amitié des peuples ! / Le parti de Lénine, force du peuple / Nous conduit au triomphe du communisme*». Les buts de l'impérialisme russe étaient clairement célébrés *pour toujours* dans la première strophe : «*L'Union indestructible des républiques libres / A été réunie pour toujours par la Grande Russie*».

[737] Domenico Losurdo, *Staline. Histoire et critique d'une légende noire*, Éditions Aden, janvier 2011 (éd. italienne publiée : 2008).

[738] Cf. l'article d'Anibal, ancien-membre du CCI (Lugo, Espagne), en réaction à notre article, qui précise plusieurs points importants. L'un, socio-historique, affirmant que «l*e sectarisme provient… de la nécessité de maintenir un état de lutte quand il n'y a pas de lutte*», l'autre, de sociologie des groupes, où de «*vieux révolutionnaires qui n'ont pas atteint leurs objectifs… tentent ainsi de renforcer les liens grégaires dans leur groupe, surtout s'ils sont dirigeants ou aspirent à l'être*», Finalement le sectarisme serait un invariant humain dans les petits groupes, «*les tendances et batailles sectaires restant à l'ordre du jour, avec tout l'épandage de merde que cela implique*». [http://pantopolis.over-blog.com/2016/04/une-reaction-d-espagne-a-propos-du-texte-pathologie-sectaire-dans-la-gauche-communiste-de-la-forteresse-assiegee-a-l-ecroulement-de].

[739] Le Syrien hellénisé Lucien de Samosate (120-180), dans son dialogue satyrique *Les sectes à l'encan* dénonce le mercantilisme des sectes philosophiques de son époque : «*Nous allons vendre à la criée des sectes philosophiques de tout genre et de toute espèce*».

préférons opposer une vision dynamique de l'histoire où le phénomène révolutionnaire se présente à la fois comme remise en question de ces schémas dépassés et élaboration constructive d'un plan pour la communauté humaine du futur.

Pour aborder la question du sectarisme, il importe de définir ce dernier par la négative[740]. Le sectarisme n'est pas synonyme d'intolérance, son antonyme signifiant en fin de compte tolérer l'intolérable. Il importe de distinguer l'intransigeance face à l'intolérable de l'attitude sectaire. Face au ventre mou de l'opportunisme et à la perte de tous les principes, l'intransigeance est toujours la faible voix qui cherche à se faire entendre en période de guerres et de révolutions, avant qu'elle ne devienne le grondement puissant des foules ouvrières se levant contre tous les pouvoirs en place.

L'intransigeance est d'abord une ligne droite, celle de la droiture et de l'honneur révolutionnaires, face à toutes les trahisons et tous les tournants opportunistes. Contre le courant ou contre vents et marées, elle exprime l'esprit de résistance de petites poignées de militants internationalistes aussi bien pendant la première que pendant la seconde guerre mondiale.

En 1974, Raoul Victor*, l'un des fondateurs de Révolution internationale (R.I.), soulignait que «*l'intransigeance de classe à l'égard des organisations de la contre-révolution n'est pas du sectarisme*», mais une mesure élémentaire de sauvegarde de la théorie et de la praxis internationalistes. Et il concluait que l'abandon progressif des principes intransigeants conduisait à la mort lente d'un organisme vivant qui se fossiliserait en Secte : «*Ceux qui ne voient dans l'intransigeance révolutionnaire que du sectarisme sont ceux que l'Histoire a définitivement condamnés à mourir dans des sectes*» [741].

On pourrait ajouter que toutes les organisations révolutionnaires qui se transforment en sectes se gardent bien de le crier sur les toits, à moins d'officialiser leur acte de décès par une prompte dissolution. Leur finalité, c'est de se maintenir envers et *contre tous*, de préférence les militants du groupe, préférant pourrir leur vie interne par la suspicion et la délation contre de prétendus «ennemis intérieurs» transformés en boucs-émissaires d'une politique opportuniste propulsée par une petite coterie manœuvrière et intrigante, n'ayant d'autre rêve «communiste» que celui de garder les rênes de leur misérable pouvoir de petit boutiquier. Et, bien entendu – terme magique dans toute société où triomphe le non-droit – elles sont toujours «**éthiques**»[742].

L'attitude ou l'esprit sectaire se développe dans des organisations organisées comme de petits corps d'armée assiégés (l'«avant-garde» ou le «parti historique»), particulièrement en période de recul du mouvement de lutte de classe. Le sectarisme se rattache à toute une très archaïque vision de l'organisation, réduite à de petits groupes «**conspiratifs**» qui n'ont d'autre sens que celui de leur propre existence et dont la structure dirigeante est prête à tout pour conserver un pouvoir despotique sur ses propres membres. La fin justifie les moyens.

La pathologie sectaire n'est donc pas une nouveauté : elle est présente dès l'origine dans le mouvement ouvrier révolutionnaire. Marx, tout particulièrement, avait démonté le mécanisme sectaire des conventicules blanquistes : «*Leur activité consiste précisément à anticiper sur le processus révolutionnaire, à l'amener artificiellement jusqu'à la crise, à improviser une révolution sans les conditions d'une révolution. Pour eux, la seule condition de la révolution, c'est l'organisation suffisante de leur conspiration. Ce sont les alchimistes de la révolution, et ils partagent le désordre mental et les idées fixes des alchimistes du temps jadis*».

D'où cette mentalité de forteresse assiégée par la 'réaction' nationale ou internationale[743], où les

---

[740] «*Toute détermination est négation*», écrivait Spinoza dans son *Éthique*.

[741] Raoul Victor, «Sommes-nous sectaires», *Révolution internationale* n° 8, février-mars 1974, p. 17-26.

[742] L'éthique est ce que les sectes foulent régulièrement aux pieds dans le secret et le mensonge de leur existence. Le CCI écrit par exemple : *« Une organisation doit avoir un ensemble de règles et de principes qui sont basés sur des* **principes éthiques**» (http://en.internationalism.org/internationalreview/201311/9278/presentation-20th-international-congress)

[743] Cette idée fut, presque 70 ans plus tard, reprise par Lénine dans sa Lettre aux ouvriers d'Europe et d'Amérique, 21 janvier 1919 : «*Nous nous trouvons comme dans une forteresse assiégée, tant que les autres armées de la révolution socialiste internationale ne viennent pas à notre secours*» [*Œuvres*, tome 28, p. 450- 458].

opposants réels ou de simples «râleurs» sont toujours soupçonnés d'être des «espions appointés par la police» : «*De là l'extrême développement du système de la suspicion dans les conspirations,* ***dont parfois les membres prennent les meilleurs d'entre eux pour des mouchards, et placent toute leur confiance dans les véritables mouchards***»[744].

La lutte contre le sectarisme, se présentant comme une alchimie de la prise du pouvoir par une minorité, fut une constante des pères fondateurs du marxisme. Engels, en 1874, ne manqua pas de souligner que la conception blanquiste débouchait *automatiquement* sur la dictature non du prolétariat, mais «d'une ou plusieurs personnes» :

> «*De l'idée blanquiste que toute révolution est l'œuvre d'une petite minorité dérive* automatiquement *la nécessité d'une dictature après le succès de l'insurrection, d'une dictature que n'exerce naturellement pas toute la classe révolutionnaire, le prolétariat, mais le petit nombre de ceux qui ont effectué le coup de main et qui, à leur tour, sont soumis d'avance à la dictature d'une ou de plusieurs personnes*»[745].

Cette vision de l'organisation comme une secte de «*révolutionnaires professionnels*» – terme remplaçant celui de «conspirateurs» – fut reprise par Lénine, dans son *Que faire ?*, dont le leitmotiv était «*Donnez-nous une organisation de révolutionnaires et nous soulèverons la Russie*». Le parti doit être dirigé comme une armée («*le secret et la discipline militaire la plus rigoureuse*»[746]), une usine capitaliste ou un orchestre soumis à la seule autorité du Chef. Il n'y est jamais question d'un «centralisme démocratique» qui viendrait corriger cette dictature. Celui-ci est d'ailleurs rejeté par les «purs et durs» du «programmisme», qui n'acceptent aucune liberté dans les discussions internes et aucune «autonomie» des sections locales sur lesquelles pèse le glaive de la dissolution. Pourtant, en 1906, Lénine, fit cette précision, qui valait comme une condamnation du «centralisme organique», en l'occurrence celui du Comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR) : «*Le principe du centralisme démocratique et de l'autonomie des organisations locales signifie précisément* ***la liberté de critique****, totale et partout, tant qu'elle ne fait pas obstacle à l'unité* ***d'une action déterminée***»[747]. Soulignons que cette concession circonstancielle à la «liberté de critique» s'exerçait dans le cadre d'un parti réunifié sous la poussée de la révolution de 1905. Lorsqu'il rédigea la 13e condition d'adhésion au Komintern, il définissait ainsi le «*centralisme démocratique*» : un parti «*organisé de la façon la plus centralisée*», où «*règne une discipline de fer confinant à la discipline militaire*»[748].

Critiquant les conceptions blanquistes conspiratives de *Que Faire ?* (reprises par tous les groupes «programmistes»), Rosa Luxemburg notait que le «*centralisme conspirateur*» voulait dire «*soumission absolue et aveugle des sections du Parti à l'instance centrale, et l'extension de l'autorité de cette dernière jusqu'à l'extrême périphérie de l'organisation*». Rappelant que le centralisme le plus despotique était souvent exercée par les intellectuels du Comité central, Rosa comparait les «comitards» à un «*habile acrobate (qui) ne s'aperçoit même pas que le seul 'sujet' auquel incombe aujourd'hui le rôle du dirigeant, est le 'moi' collectif de la classe ouvrière, qui réclame résolument le droit de faire elle-même des fautes et d'apprendre elle-même la dialectique de l'histoire*»[749].

Les craintes de Rosa Luxemburg n'étaient pas vaines. En 1920, le représentant le plus en vue de la Gauche communiste germano-hollandaise, Anton Pannekoek, avait souligné avec inquiétude

---

[744] Karl Marx, «Literatur», *Neue Rheinische Zeitung* n° 4, Hambourg, avril 1850.

[745] «Programm der blanquistischen Kommuneflüchtlinge», *Der Volksstaat* n° 73, 26 juin 1874 [texte français sur le site www.marxists.org : https://www.marxists.org/francais/engels/works/1873/06/18730600.htm]. Voir, pour l'abîme séparant marxisme et blanquisme, l'étude de Monty Johnstone, «Marx, Blanqui and Majority Rule», *Socialist Register*, Londres, Merlin Press, 1983, p. 296-318.

[746] Lénine, *Que faire ?*, Science marxiste, Montreuil-sous-Bois, déc. 2004, p. 253. Arrigo Cervetto*, principal fondateur du groupe «Lotta Comunista», oppose dans son introduction («La lutte décisive», p. 15) Lénine à Rosa Luxemburg. Pour celle-ci, «l'organisation est, en grande partie, un résultat et non une prémisse du processus révolutionnaire». Pour Cervetto, «*toute la stratégie de Lénine repose, au contraire, sur le présupposé que l'organisation est la prémisse du processus révolutionnaire*».

[747] «Liberté de critique et unité d'action», *Volna* n° 22, 20 mai 1906, in *Œuvres*, tome 10, p. 465-467.

[748] Lénine, Le 2e congrès de l'Internationale communiste, in *Œuvres*, tome 31 (19 juillet – 7 août 1920), p. 219-272.

[749] Rosa Luxemburg, «Organisationsfragen der russischen Sozial-Demokratie» (Centralisme et démocratie), in *Gesammelte Werke*, Band 1, Berlin, 1979, p. 422–446.

l'effet désastreux d'une politique blanquiste dans les organisations communistes internationalistes, qui s'érigeaient en «dictateurs du prolétariat», censés incarner totalement les intérêts du prolétariat : «*La révolution ne peut surgir et être dirigée que par les masses seules. Si le parti communiste devait oublier cette simple vérité, voulant faire – avec les forces insuffisantes d'une minorité révolutionnaire – ce que seule la classe peut faire, la conséquence en serait la défaite : sur une longue période et au prix des pires sacrifices, la révolution mondiale reculerait* »[750].

L'inévitable conséquence devait en être la sectarisation, un processus qu'a très bien résumé Herman Gorter en 1921, dans une de ses dernières lettres qu'il adressa à Lénine en 1921 : «*Vous vouliez l'organisation, vous avez le chaos. Vous vouliez l'unité, vous avez la scission. Vous vouliez des chefs, vous avez des traîtres. Vous vouliez des masses, vous avez des sectes*»[751].

La vieille question du blanquisme, réapparaissant automatiquement lors de la transformation d'une organisation révolutionnaire en secte agissant en dehors de l'histoire, ne fut même pas soupçonnée par les héritiers de la gauche communiste bordiguiste ou par ses dissidents dans la période de Mai 68 et de l'Automne chaud italien. Pour bien d'entre eux, l'organisation n'était plus une forteresse assiégée mais une *oasis communiste*, qui permettrait au moment favorable de «faire reculer le désert».

Cette euphorie de l'oasis, après Mai 68, a été très bien résumé par des anciens du Groupe communiste internationaliste (GCI) : «*Voilà que dans l'isolement auquel la contre-révolution nous avait contraints, nous prétendions maintenant, et sans rire, constituer la meilleure organisation révolutionnaire au monde. Pas une des meilleures, non, LA meilleure. Nous nous regardions en toute franchise et arrivions le plus sérieusement du monde à cette conclusion : nous n'étions pas parfaits, mais nous étions la minorité la plus révolutionnaire au monde. On observait discrètement la réaction des autres… Mais, comme personne ne prenait son téléphone pour appeler l'hôpital, on prenait nos airs les plus sérieux pour confirmer que, oui, notre petit regroupement minoritaire était bel et bien constitué des meilleurs éléments révolutionnaires évoluant sur l'entière planète*»[752].

Pour le bordiguisme officiel, Mai 68 n'avait rien changé : il suffisait de poursuivre par d'autres moyens le sectarisme institutionnalisé régnant dans le «Parti». Jacques Camatte donna à ce phénomène de sectarisation l'étiquette «rackets»[753], surtout après le souffle vivifiant de Mai 1968. Dans cette période, chaque groupe internationaliste essayait, par activisme, de recruter à tout prix en faisant la guerre à tous ceux qui semblaient empiéter sur son pré carré.

Face à la réalité d'une période de décrue du mouvement de 1968-1977 en France et en Italie, les éléments les plus conscients quittèrent le «Parti» bordiguiste pour réfléchir par eux-mêmes, loin de la surveillance exercée par le «*big brother*», le «Bureau central» ou le «Commissaire unique» Bruno Maffi. Trop prisonniers de leurs anciennes croyances dogmatiques, ils ne purent tirer l'ombre d'un bilan et abandonnèrent toute idée d'une saine refondation, pour se retirer finalement dans leur sphère privée.

Ceux qui restèrent subirent alors le syndrome de la «forteresse assiégée» et ne virent plus s'avancer que les ombres de l'«ennemi de classe» à l'extérieur. Les opposants réels de l'intérieur, les «rigides» peu aptes à se plier aux incessants tournants sur la «tactique» ou «le changement de période» à l'intérieur furent considérés comme des chevaux de Troie de la bourgeoisie. Ils furent l'objet de suspicions et finalement de délations propices à toutes les manipulations par une

[750] K. Horner [Anton Pannekoek], «Der Neue Blanquismus», *Der Kommunist*, Brême, 3 février 1920. *Der Kommunist*, publié à partir du 27 nov. 1918, était l'organe des IKD (Communistes internationalistes d'Allemagne) à Brême.
[751] Une des lettres de Gorter adressées à Lénine depuis sa fameuse *Lettre ouverte*.
[752] Texte de bilan provisoire d'anciens du GCI : «Contre la politique : pas un seul cheveu blanc n'a poussé sur nos rêves», 2015. Les militants du GCI en Belgique étaient sortis du CCI en 1977 pour publier leur organe *Communisme*.
[753] Jacques Camatte et Gianni Collu, «De l'organisation. Lettre sur les rackets», 4 septembre 1969 : http://raumgegenzement.blogsport.de/2010/05/25/jacques-camatte-et-gianni-collu-de-lorganisation-1969/

«direction» autoproclamée. Suzanne Voute, chassée comme une renégate de son organisation en 1991, a très bien résumé l'atmosphère kafkaïenne – voire «*stalino-chrétienne*» (sic) – dominant tout l'appareil du haut jusqu'en bas, où seuls triomphent «*secret et mensonge de parti*» :

> «*Campagnes de calomnies contre les opposants; secret et mensonge de parti érigés en système; dissimulation des tournants derrière une continuité de pure façade; triomphalisme alternant avec des 'autocritiques' de style stalino-chrétien; enfin généralisation de la méthode des sanctions disciplinaires, 'promotions' et 'rétrogradations' de militants plus propres à susciter l'hilarité que les conversions, et même, après ultimatum démocratique, exclusions pour délit de désobéissance à l'autorité autoproclamée du moment*»[754].

Jacques Camatte a très bien décrit les effets d'un ultra-sectarisme qui transforme d'anciens militants en «voyageurs du néant» : «*On était considérés comme morts pour le Parti*»[755]. Et l'isolement était le prix à payer pour réfléchir et se reconstruire, même si «*ce qui était difficile, c'était de sortir du Parti […] Il était pénible de quitter une foule de camarades*». Mais, bien souvent, la rupture avec le passé pour les anciens militants est définitive, «*la plupart des militants ayant quitté le PCI ne continuant pas à lire la presse du Parti*». Jacques Camatte, engagé dans la publication de la revue *Invariance*, n'apprit la mort de Bordiga que deux ans plus tard[756].

Pourtant, la réalité avait le goût de l'amertume : la fin de la décrue du mouvement de Mai 1968 laissa les petites organisations de type blanquiste dans le plus complet déboussolement. Croyant échapper à la contre-révolution stalinienne, des symptômes inquiétants apparurent dans les *oasis de communisme*. L'histoire se déroulait à l'envers :

> «L'*attachement à la révolution a glissé vers le respect des chefs et la valorisation de l'esprit de subordination, typique des partis et organisations politiques dont nous prétendions être les irréductibles ennemis… L'activité militante, réduite à des réunions, des rapports, des interventions, n'était plus qu'un grand tract permanent justifiant la perpétuation de l'organisation… La critique du sectarisme se limitait à affirmer haut et fort qu'on était conscient de son existence et qu'il fallait lutter contre, rien sur le «comment». Et faisons confiance aux chefs ! … Un point de non-retour fut certainement franchi lorsque, par souci de pureté théorique, nous avons commencé à réécrire les textes que nous avions publiés 15 ans plus tôt. D'expulsions en abandons, de polémiques en polémiques, d'écritures en réécritures, l'uniformisation de la pensée a pris toute la place… D'organisation vouée à la critique du stalinisme, nous nous étions transformés en un véritable tout petit État, une sorte de caserne nano-stalinienne avec son cortège d'insultes et de grands gestes accusateurs, avec ses coups bas, ses justifications, avec ses procès, ses pseudo-traîtres et ses vrais procureurs, dans la plus pure des traditions orwelliennes… Nous avions même notre propre dictateur*»[757].

Le même scénario sectaire se reproduisait, mais toujours en pire. Une micro-secte, comme le «Courant communiste international» (CCI), fondé en 1975, s'érigea dès le début des années 1990 en Tribunal de la foi militante, en Sainte-Inquisition pourchassant les prétendus «hérétiques» ou «francs-maçons» de la classe ennemie. Le «jugement» de ce tribunal, camouflé en «commission d'éthique», était toujours le même : soumets-toi comme un cadavre, *perinde ac cadaver*[758]. Qui ne s'humiliait pas, face contre terre, était condamné invariablement comme «*parasite*», «*provocateur*», «*clanique*», «*agent de la bourgeoisie*», «*menteur et calomniateur*», «*obscène*» (*sic*), «*voyou et mouchard*», voire d'«*égorgeur*»[759], digne clone de «Jack l'Éventreur». Il va de soi que les opposants réels ou supposés

---

[754] «Les leçons d'un éclatement (Brève histoire du Parti communiste international dit 'bordiguiste')», *Cahiers du marxisme vivant* n° 2, Toulon, 1994.

[755] Benjamin Lalbat, op. cit., annexe 23, entretien avec Jacques Camatte, Bélaye, 7-10 juillet 2014, p. 20.

[756] Benjamin Lalbat, op. cit., p. 60-61.

[757] «Contre la politique : pas un seul cheveu blanc n'a poussé sur nos rêves», ibid.

[758] La locution latine *perinde ac cadaver* (comme un cadavre) représentait l'idéal ascétique du monachisme du désert, celui d'une totale soumission à la volonté divine. Au XIIIe siècle, le successeur de François d'Assise, Bonaventure de Bagnoregio rapporta l'anecdote suivante : «*Un jour on demanda à François qui peut être vraiment appelé obéissant. Il répondit en donnant le cadavre comme exemple : 'Prends le cadavre et laisse-le là où tu veux : il ne te contredira pas et ne murmurera pas*» [S. Bonaventura, *Vita di S. Francesco di Assisi*, Amoni, Rome, 1888].

[759] «Courant communiste international», 2 juin 2006, «La FICI dans ses œuvres : mensonges et comportements de voyous»

tuaient leur temps à exercer un «*travail policier*»[760]. Ce luxe de qualificatifs ubuesques reste plus dans la tradition stalinienne que dans celle, toute littéraire, d'Orwell[761].

Mais, surtout, ces éruptions répétées de haine gratuite sont un révélateur chimique de la dialectique qui en rythme la vie politique interne, la dialectique schmittienne «*ami* »/«*ennemi*»[762] . Ce manichéisme, où le génie du Bien incarné par quelque apprenti dictateur lutte en permanence contre le génie du Mal de la dissidence, n'a d'autre fonction que de colmater les brèches béantes qui déstabilisent le risible pouvoir d'une petite camarilla dépourvue de toute base sociale.

Comme l'observe Raoul Victor*, un des fondateurs du CCI, dans un diagnostic clinique daté de mai 1997 : «*Comme toute secte, [il s'agit de réserver] ses pires attaques contre les éléments qui l'ont quittée… Ceux qui l'ont quittée ont procédé à un 'suicide politique'… En dehors… il n'y a que mort et 'parasitisme'*» Ou bien le «traître» est mis en quarantaine comme un pestiféré; il est soumis au dilemme «*to be or not to be*», joué sur les planches pourries d'un cabaret dadaïste en ruines : «*Si tu refuses de devenir un compagnon de route, tu deviendras un parasite ou un cadavre*»[763].

De tels propos augurent de ce que pourrait être le «traitement» politique des «parasites», un traitement prévu par Lénine, dès décembre 1917, et mis bientôt en pratique par une Tchéka qui s'efforça de détruire non seulement les «parasites bourgeois», mais les opposants ouvriers dans les usines. Ceux-ci étaient d'abord humiliés (port du «*carton jaune*» et «*corvée de latrines*»), puis fusillés[764].

Il suffit de rappeler ce texte de Lénine en appelant à utiliser tous «*les* moyens *pour éliminer et mettre hors d'état de nuire les parasites (les riches et les filous, les incapables et les* ***commères hystériques de la gent intellectuelle****, etc.)… On mettra en prison une dizaine de riches, une douzaine de filous,* ***une demi-douzaine d'ouvriers qui tirent au flanc (à la manière de voyous, comme le font de nombreux typographes à Petrograd, surtout dans les imprimeries des partis)****. Là, on les enverra nettoyer les latrines. Ailleurs, on les munira, au sortir du cachot, d'une carte jaune afin que le peuple entier puisse surveiller ces gens malfaisants jusqu'à ce qu'ils se soient corrigés.* **Ou encore, on fusillera sur place un individu sur dix coupables de parasitisme**»[765].

L'utilisation du mythe du «parasitisme», comme arme idéologique contre les opposants, n'est pas propre aux lilliputs qui veulent se faire plus grands que Gulliver. L'organisation «Il programma comunista», quelque peu démembrée depuis 1982-1984, se présente aujourd'hui, plus modestement, comme un cheval de labour... Non plus le grand trotteur de la «guerre de classe», levant fièrement l'étendard de l'Invariance, mais un solide percheron, placide, n'ayant cure de

---

(http://fr.internationalism.org/icconline/2006_ficci-ses-oeuvres).

760 Cette secte picrocholine a fait preuve d'un génie inventif en créant *ex nihilo* une luxuriante littérature spécialisée dans le «parasitisme», dont on trouvera une chrestomathie, richement illustrée, qui n'engage que son auteur : Dr. Sirius Chardin (éd.), *Chrestomathy of the ICC or the Mirror of an ideological apparatus of a postmodern neostalinist sect*, Unpopular Books, Londres, avril 2015 : http://pantopolis.over-blog.com/2015/03/chrestomathy-of-the-icc.html

761 Les très imaginatifs staliniens disposaient d'une palette d'injures bien plus riche que celle du «Courant communiste international» : «*chiens enragés*», «*vipère lubrique*», «*hyène dactylographe*», etc. Lors des procès de Moscou, le procureur Vychinsky s'était déchainé sur un mode particulièrement baroque, dénonçant «*les vils aventuriers qui ont tenté de piétiner avec leurs sales pieds les meilleures fleurs, les plus parfumées de notre jardin socialiste… ces menteurs et ces histrions, ces pygmées misérables, ces roquets et ces toutous se ruant sur l'éléphant*» [Cf. Nicolas Werth, *Les Procès de Moscou 1936-1938*, Éditions Complexe, Bruxelles, juin 2006, p. 20-21].

762 Cette distinction, et ce n'est pas un hasard, a été élaborée, par un **vrai ennemi** de la révolution prolétarienne, Carl Schmitt, pour qui «*la distinction spécifique du politique* […] *c'est la discrimination de l'ami et de l'ennemi* [*La notion de politique – Théorie du partisan*, Paris, Champs classiques, 2009, p. 64].

763 Ce texte de Raoul Victor a été republié sur le site pantopolis, sous le titre : «En marge d'un anniversaire : plus de vingt années de sectarisme néo-stalinien» : http://pantopolis.over-blog.com/2015/04/en-marge-d-un-anniversaire-vingt-annees-de-sectarisme-du-cc.html

764 Cf. Nicolas Werth : *Crimes et violences de masse des guerres civiles russes 1918-1921*, avril 2008, Online Encyclopedia of mass violence (Sciences Po, Paris) : http://www.massviolence.org/IMG/pdf/Crimes-et-violences-de-masse-des-guerres-civiles-russes-1918-1921.pdf

765 Lénine, «Comment organiser l'émulation», 6-9 janvier 1918 (calendrier nouveau style), in *Œuvres*, tome 26 (sept. 1917-février 1918), Éditions en langues étrangères, Moscou, 1958, p. 423-434. Souligné par nous.



tous les «parasites» qui se raccrochent à sa robe, mais des parasites conscients dont «*l'ego serait inversement proportionnel à leurs dimensions physiques*»[766]. Et finalement les «parasites» font œuvre utile : ils démontrent à chaque instant la grandeur du travail de labour, la ruade périodique pour les chasser faisant partie d'un jeu sans cesse recommencé :

> « … *Vous voyez le cheval qui suit son chemin ? Une nuée d'insectes l'enveloppe qui l'attaquent de tous les côtés. Que faire ? Il secoue la tête de haut en bas, agite sa crinière, sa queue, donne de temps en temps une ruade. Mais il continue à faire ce qu'il doit faire. Nous sommes comme ce cheval : nous faisons ce que nous devons faire, indifférents à la nuée des parasites qui nous tournent autour. Poux, puces et moustiques… les variétés sont nombreuses et toutes très occupées. Ils écrivent et réécrivent notre histoire – à* leur *façon, celle des parasites. Ils tombent en extase devant les 'biographies' de tel ou tel militant… Ils sont le 'courrier du cœur' (ou de la 'bile') des déçus, désillusionnés, 'trahis' et 'abandonnés'… Ils passent aux rayons X tel ou tel article, tel ou tel document et concluent que* 'nous ne sommes pas les héritiers de la Gauche communiste' *– ou bien déclarent solennellement que la Gauche communiste est à jeter. Ils poussent leurs hauts cris sur telle ou telle erreur commise dans le passé ou au présent : ils la pèsent dans la petite balance du pharmacien et finalement s'exclament, avec une joie débordante, en se mettant à danser :* 'Bien attrapés! Je les ai bien eus'. *Serrés les uns contre les autres, ils forment des cliques d'adorateurs (ou d'imprécateurs), et bourdonnent, bourdonnent. Oh! Comme ils bourdonnent ! … En somme, ils sont dessus, dessous, tout autour de nous. Mais ils ne pourront faire autrement : nous sommes leur seule raison d'exister – si nous n'existions pas, eux-mêmes n'existeraient pas. Quelle chance que nous existons. Comme le cheval* (sic), *nous, nous continuons notre chemin : patients, conscients du chemin parcouru (accidenté, non exempt d'erreurs et d'insuffisances, lacunes et manquements) et de celui à parcourir (encore bien de rudes montées sur un chemin hérissé de pièges), et tout à fait indifférents au grand bourdonnement que font autour de nous les parasites de toute espèce. Puis, parfois, nous échappe une ruade…* »[767].

Ce morceau est digne de figurer dans la meilleure chrestomathie de l'inventivité sectaire. L'ultime avatar de l'«Invariance» de Bordiga s'adonne à l'humour kafkaïen de *La Métamorphose*, en se transformant non en immense Insecte grimpant sur les murs de sa forteresse, mais en petit cheval courageux. Le mythe grandiose de l'Invariance cède la place au mythe de la Caballité du «Parti compact et puissant». Mais le petit cheval reste toujours le Centre du monde (réduit au Milanais ou à la Toscane), puisque les «parasites» se sont multipliés avec l'effondrement du «programmisme» et ne semblent éprouver aucune répulsion à s'abreuver de son sang. Le noble petit cheval – perdant son crin blanchi par l'âge – n'a nul besoin de faire son autocritique ni ne songe à abandonner un chemin balisé de rassurantes certitudes. Portant fièrement les œillères de l'Invariance, il se laisse guider vers un destin qui lui échappe, montant des côtes escarpées dont il ne sait si elles surplombent l'abîme.

Ces adeptes de l'humour sectaire auraient pu rajouter en guise d'épilogue la *Complainte du Petit cheval blanc* de Paul Fort, chantée par Georges Brassens :

> Mais un jour, dans le mauvais temps,
> Un jour qu'il était si sage,
> Il est mort par un éclair blanc,
> Tous derrière tous derrière,
> Il est mort par un éclair blanc,
> Tous derrière lui devant.

---

[766] L'insistance sur la disproportion de taille entre le gros mammifère (le «Parti») et l'animalcule (l'«opposant») avait déjà été exploitée lors des Procès de Moscou. Vychinski fulminait contre les *«pygmées misérables, les roquets et les toutous se ruant sur l'éléphant»* (Cf. note *supra*).

[767] «*Pulci, pidocchi, pappataci…*» [Poux, puces et moustiques…], *Il programma comunista* n° 4, juillet-août 2013. Cet article est partiellement cité en note dans la conclusion de Sandro Saggioro (*In attesa…*, op. cit., p. 346). Celui-ci, visiblement visé, comme historien critique du «programmisme», note que le cheval laborieux, si immunisé contre les «parasites», «*refuse de reconnaître ce qui est advenu et continue à jacasser comme si de rien n'était*».

Il est mort sans voir le beau temps,
Qu'il avait donc du courage !
Il est mort sans voir le printemps
Ni derrière, ni derrière.
Il est mort sans voir le beau temps,
Ni derrière, ni devant.

Ces flambées récurrentes de sectarisme, sous une forme scatologique néo-stalinienne ou celle de la fable bucolique, mènent inexorablement au néant.

Marx, en plein développement du mouvement ouvrier, avait souligné la nature éminemment réactionnaire des sectes, dont il était périlleux de penser qu'il s'agissait d'un épiphénomène fugace. Il s'agit bien d'un mal insidieux récurrent, quelle que soit l'époque, que le prolétariat soit encore immature ou poussé par le vent de l'histoire :

> «*L'évolution du sectarisme socialiste et celui du véritable mouvement ouvrier vont constamment en sens inverse. Tant que les sectes se justifient (historiquement), la classe ouvrière n'est pas encore mûre pour un mouvement historique indépendant. Dès que celle-ci est arrivée à cette maturité, toutes les sectes sont essentiellement réactionnaires. Cependant, il s'est reproduit dans l'histoire de l'Internationale ce que l'histoire montre partout. Le périmé cherche toujours à se reconstituer et à se maintenir au sein de la forme nouvelle*»[768].

Dans la bulle du sectarisme, le «Programme», sans cesse «retravaillé» à l'aune de la «tactique», n'est plus qu'un manteau idéologique troué et rapiécé, incapable de dissimuler le mitage opportuniste. Comme le remarquait Marx, dans ses gloses marginales au *Programme de Gotha*, le «Programme» est mutilé sur le lit de Procuste de toutes les opportunités. «*Somme toute, on abandonne le point de vue de l'action de classe pour retourner à celui de l'action de secte*»[769].

Les groupes sectaires parce qu'ils sont prisonniers de leur propre univers, autistique ou paranoïaque, celui de la forteresse assiégée, parce qu'ils cultivent assidument une pathologie qui leur donne sens, sont doublement réactionnaires. Pour Marx, était réactionnaire tout ce qui faisait obstacle à la reconstruction d'un vaste «mouvement historique indépendant», qui passe par une remise en question des *dogmes périmés*.

Dans l'attente d'une révolution «terrible et anonyme» (Bordiga), dissimulée derrière la sombre ligne d'horizon du capitalisme, les Sectariens[770] se sont volontairement enfermés dans leur forteresse qu'ils croient assiégée au milieu de leur désert idéologique, en attendant peureusement la venue de nouveaux barbares (les «prolétaires instinctifs») qui viendront briser les statues ensablées de leurs dogmes. Une attente oscillant entre l'espoir de l'Apocalypse et une mortelle angoisse, car l'issue en est la disparition finale des Sectariens prêchant et anathémisant dans une forteresse bâtie sur du sable.

Une autre espèce de Sectariens a fait le choix de fuir le désert, elle s'accroche au roc des Certitudes. Hissés dans les hauteurs sublimes de leurs dogmes, ils veulent inlassablement rafistoler l'antique forteresse édifiée sur le mont de l'Invariance : la Baliverna. Et un jour, se scelle le destin de la Baliverna, «*énorme et lugubre édifice*». Un reconstructeur grimpe de quelques mètres le long du grand portail, s'agrippant d'une main à une antique étoile rouge du Komintern protégeant la petite niche abritant la statue du saint anonyme de Naples. Elle cède. Le laborieux rafistolage soutenant l'étoile cède à son tour, entraînant la chute de la clef de voute des principes invariants. Le vieil édifice qui tenait encore debout par des poutres de soutènement, construites dans les

---

[768] Lettre de Karl Marx (Londres) à Friedrich Bolte (New York), 23 novembre 1871, *Karl Marx–Friedrich Engels Werke*, Band 33, Dietz Verlag, Berlin, 1976, p. 328.

[769] Marx-Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Éditions sociales, 1972, p. 42.

[770] Ce néologisme, calqué sur celui des Solariens de Campanella (*La Cité du Soleil*) [1623], nous semble approprié pour définir les partisans d'une secte n'ayant d'autre finalité que celle de persévérer dans leur être sectaire.

«réunions générales du Parti», s'écroule soudainement, comme un «*immense sépulcre*» :

> «*Alors la masse entière du bâtiment, y compris les murailles de l'autre côté de la cour intérieure, tout se mit lentement en mouvement, entraîné dans une irrésistible ruine*»[771].

INSTINCT OU CONSCIENCE DE CLASSE ? LA NATURE DU POUVOIR PROLÉTARIEN

La Gauche communiste italienne, celle qui descend du Comité d'Entente de 1925, de la Fraction italienne regroupée autour de *Bilan* et *Prometeo*, puis du PCInt de 1943, reste un maillon fondamental de la chaîne de l'internationalisme. Avec lucidité, mais tardivement, elle ne se considère plus comme le «Parti» mais plus modestement comme une petite Tendance, émergeant à grand peine d'un milieu «communiste internationaliste» en pleine déliquescence.

La *sinistra comunista*, se réclamant d'une Invariance mythique, nourrie (et pervertie) par le Dogme bordiguien, a toujours considéré qu'aucun «réveil prolétarien» n'était possible sans un parti «*compact et puissant*» précédant la lutte[772]. Faisant plus appel à l'«*instinct de classe*»[773] qu'à la conscience de classe (un terme rigoureusement tabou), ce courant n'a jamais abordé frontalement la question essentielle de la «*maturation*» des masses ouvrières au cours du siècle écoulé de guerres et de révolutions. Le courant «programmiste», à la différence du PCInt de 1945 à 1951, s'est toujours considéré comme un ennemi du luxembourgisme, jugé «spontanéiste» et «antiléniniste». C'est pourtant Rosa Luxemburg qui, lors de la Révolution de novembre 1918, analysa le processus de maturation avec la plus grande lucidité : «*Aucun prolétariat du monde, pas même le prolétariat allemand, ne peut effacer du jour au lendemain, d'un soubresaut, les traces d'un asservissement millénaire, les traces de ces chaînes que Messieurs Scheidemann et consorts lui ont forgées… C'est seulement au travers des combats de la révolution que le prolétariat accédera à une pleine maturité, dans tous les sens du terme*»[774].

Il est remarquable que Bordiga soit passé d'une position marxiste, basée sur le développement de la conscience prolétarienne, à une sorte de «darwino-bergsonisme» basé sur le «pur instinct», la conscience (toujours nommée révolutionnaire et jamais prolétarienne) n'existant que dans le «Parti» monolithique, «compact et puissant». Le fossé existant entre le Bordiga des années 1920 et celui de l'ère «programmiste» est considérable.

En 1926, lors d'un discours tenu le 23 février 1926 devant l'Exécutif du Komintern, Bordiga soulignait avec force la nécessité d'une conscience de classe : «*Dans toute la mesure où nous pouvons contribuer à la formation de la* ***conscience révolutionnaire*** *des masses, nous le ferons par la force de notre position et de notre attitude à chaque phase du déroulement des événements… Le parti doit rassembler autour de lui cette partie de la classe ouvrière qui a une* ***conscience de classe*** *et dans laquelle règne la* ***conscience de classe****…*»[775].

Sandro Saggioro a très bien résumé (en l'enjolivant quelque peu) la position mi-darwinienne mi-bergsonienne développée par le Bordiga des années 50-60 : «*Pour Bordiga, la révolution c'est comme*

---

[771] Le mythe du désert des barbares et celui de la Baliverna, aussi peu platoniciens que possible, sont librement inspirés du roman *Le Désert des Tartares* (1940) et de la nouvelle *L'écroulement de la Baliverna* (1954) de Dino Buzzati.

[772] Rosa Luxemburg, par contre, considérait qu'il était hasardeux de céder à l'attentisme : «*Considérer qu'une organisation forte doit toujours précéder la lutte est une conception tout à fait mécaniste et non dialectique*» [*Gesammelte Werke,* IV, Berlin, p. 397].

[773] De Bordiga à ses épigones légitimistes ou schismatiques, l'essor de la lutte classe s'est toujours résumé à une simple question d'*instinct* et non de *conscience*. On pouvait lire ainsi dans la presse 'bordiguiste' des années 70, lors de luttes de travailleurs français et immigrés dans le métro parisien : «*C'est sur ce* **[sûr] instinct [de classe]** *qu'il faudra tabler pour multiplier et vivifier les étincelles qui naissent aujourd'hui du sein de la classe ouvrière et qui sont susceptibles de converger dans des foyers de vie prolétarienne*» [La grève des nettoyeurs du métro. Leçons et bilan, supplément au n° 247 du *Prolétaire*, Paris, 9-29 juillet 1977, p. 8]. Cet instinct, sans conscience, devait parfaitement satisfaire les rédacteurs du journal bordiguiste, puisque ceux-ci s'empressaient d'écrire : «*Vite, passons au communisme…* ***vite, vite, passons à la lutte de classe à outrance !*** », inversant au passage le processus logique de la «lutte de classe à outrance» au «communisme».

[774] «Die 'unreife' Masse», *Die Rote Fahne*, Berlin, 3 déc. 1918, p. 2.

[775] «Discours de Bordiga (Italie)», *Les Cahiers du bolchevisme* n°47, 15 avril 1926, p. 944-946.



l'art, et l'art c'est l'intuition; parler d'intuition c'est comme parler d'instinct; ce ne sont pas la raison ou l'intelligence qui conduisent à la révolution, mais ***la poussée du physiologique****, l'intérêt économique lié à l'appartenance à une classe... L'intuition et l'instinct sont deux aspects de la nature humaine et ne se distinguent pas de l'autre aspect, la capacité de raisonner, l'intelligence. À l'origine, le concept d'intelligence signifiait 'comprendre avant de lire', et donc instinct et rationalité étaient une seule et même chose*»[776].

En fait, Bordiga a toujours considéré, à l'image des «masses plébéiennes» dont il encensait les puissants mouvements de révolte, que les ouvriers devaient être le moins scolarisés possibles pour libérer leur «sain instinct de classe». C'est ainsi que, dans une lettre de 1952 adressée à un militant ouvrier du «parti» (Riccardo Salvador), il affirmait : «*C'est précisément parce que (les ouvriers) échappent à la voie scolaire et qu'ils sont doués d'une méthode qui tient plus de l'instinct que du raisonnement qu'ils arrivent à leur doctrine de classe et qu'ils agissent en conséquence*»[777].

Le terme magique de «contre-révolution» a toujours servi d'alibi à une totale impuissance à se confronter, sans tabous ni préjugés, *politiquement* et *socialement* à la période historique présente, se contentant d'*analyses économiques* poussées du monde capitaliste lors de «réunions générales du Parti». Tout ce déploiement de tableaux statistiques ne faisait que le conforter dans l'attente d'une parousie inévitable : l'écroulement de toutes les idoles de la Marchandise dans le séisme final de la Grande Crise.

Dans les années 1970-80, le courant «programmiste» s'est considérablement fragilisé en soufflant dans les trompettes tiers-mondistes (le mythe des «peuples de couleur») et en opérant un périlleux retour à la tradition morte de la «révolution bourgeoise» jacobine, poussée par les flots tumultueux des «*masses plébéiennes*», au risque de sombrer corps et biens. Son léninisme inconditionnel, toujours a-critique, l'a amenée à soutenir ce qui reste la version sombre d'une Révolution russe aux abois : la terreur, dont le prolétariat commença à subir les coups dès 1918.

Pour apprécier les apports et les limites de cette *sinistra comunista*, prise au piège diabolique de l'invariance, la lumière ne peut surgir d'une interminable relecture des «saintes évangiles», qu'elles soient de Lénine ou de Bordiga, mais d'une confrontation honnête avec les positions communistes des conseils de la gauche communiste germano-hollandaise (KAPD et GIC).

La tendance «invariantiste» se condamne à une lente agonie si, en dépit de solides prises de position internationalistes[778], elle continue à s'enferrer dans un ultraléninisme aussi «périmé» (dans le sens que lui donnait Marx) que sectaire.

L'*aggiornamento* du Dogme passe par la destruction du Dogme lui-même, à savoir que «*le Parti c'est la classe*», «*la dictature du prolétariat c'est la dictature du Parti*», «*la lutte politique c'est l'absence de liberté en matière de théorie*». Il passe aussi par la disparition d'un mode d'existence autistique où l'organisation reste une monade se suffisant à elle-même, totalement imperméable à toute influence de l'extérieur, à toute confrontation et débat.

En 1926, Bordiga – avec la plus grande légèreté politique – condamnait Karl Korsch qui en appelait à une refondation du mouvement communiste, sur des bases autres que celles du

---

[776] «Scienza e politica in Amadeo Bordiga. Relazione per il Convegno di Milano del 24-25 Ottobre 2002» : http://www.quinterna.org/lavori/scienza_e_politica.htm. Le site n + 1 donne comme auteur de ce texte Arturo Peregalli, alors qu'il s'agit de Sandro Saggioro qui a publié cette étude dans les *Quaderni Pietro Tresso* n° 64, Florence, mars 2008. La citation se trouve à la page 21.

[777] Lettre de Bordiga à Riccardo Salvador (23 novembre 1952).

[778] On peut lire, à propos du conflit en Syrie, cette prise de position qui – en dehors du rituel de la célébration d'un «parti» inexistant – reste (globalement) sur le terrain internationaliste : «*La seule voie est celle de* **la lutte de classe contre toutes les oppressions***, qu'elles soient salariale, nationale, religieuse, raciale, sexuelle, contre toutes les répressions. Elle passe par l'***organisation indépendante de la lutte ouvrière** *sur le plan de la défense immédiate, par la* **solidarité prolétarienne** *de classe, par la constitution du* **parti prolétarien**, *le* **parti communiste révolutionnaire.** *Toutes les autres alternatives, démocratiques, populaires ou religieuses, ne peuvent aboutir à autre chose qu'au maintien de la domination de la bourgeoisie et du capitalisme*» [Brochure «Le Prolétaire-parti communiste international» n° 35, *La Syrie dans la perspective marxiste. De la colonisation française à la guerre civile*, Lyon, 2015, p. 66].

Komintern soumis à l'État russe. Pour le dissident napolitain, il suffisait de rester dans l'Ordre kominternien, de se soumettre à l'absurde discipline, de ne pas bouger et d'attendre des «temps meilleurs». Ce qu'il fit jusqu'en 1944, ignorant les débats dans la Fraction italienne à l'étranger, et donc les avancées théoriques accumulées dans les revues *Prometeo* et *Bilan*.

Karl Korsch, en publiant son livre *Marxisme et philosophie*, soulignait avec une grande clarté ce qui distinguait le dogmatisme du «marxisme orthodoxe» – qu'il soit social-démocrate ou bolchevik – du «marxisme vivant»[779].

Il fallait en premier lieu lutter contre tout «*système d'oppression intellectuelle*» en réaffirmant la triple racine de toute praxis révolutionnaire, dont la finalité est l'émancipation de l'esprit humain de toute entrave idéologique :

> «*Premièrement, c'est une dictature du prolétariat, non une dictature sur le prolétariat. Deuxièmement, c'est une dictature de la classe, et non du Parti ou des dirigeants du Parti. Troisièmement, et surtout, c'est une dictature révolutionnaire, un simple élément dans le processus de transformation sociale radicale, qui, avec la suppression des classes et de leurs antagonismes, crée les conditions du 'dépérissement de l'État' et en même temps la disparition de toute contrainte idéologique*… **Dans ses fins comme dans ses voies, le socialisme est un combat pour la réalisation de la liberté**»[780].

Ph. BOURRINET, 1er mai 2016.

[779] Cf. la revue fondée en juin 1991 par Suzanne Voute* et ses camarades : *Les Cahiers du marxisme vivant*. Son numéro le plus récent (n° 9, janvier 2015, p. 7) constatait : «*Après de lourdes défaites, le prolétariat tarde à s'ébranler de nouveau. Il faudra que des générations toutes différentes des anciennes s'engagent dans la lutte… Lorsque le prolétariat redeviendra* ***classe pour soi et non plus classe pour le capital, il retrouvera son internationalisme et reprendra le combat pour la société communiste***».

[780] Karl Korsch, *Marxisme et philosophie* [1923-1930], coll. «Arguments», Éditions de minuit, Paris, 1972, p. 63-64. Souligné par Korsch lui-même.



Anno XXI **Prometeo** 1 Novembre 1943

SULLA VIA DELLA SINISTRA

ALLA GUERRA IMPERIALISTA

il proletariato oppone la ferma volontà di raggiungere i suoi obbiettivi storici

LA NOSTRA VIA

La crisi scoppiata fulminea su la scena politica italiana dopo venti anni di regime fascista, ha posto in luce la gravità del malessere sociale che investiva ormai in pieno non solo la responsabilità di questo o quell'uomo politco, questo o quell'organismo, ma il sistema in ero nella sua classe dirigente, nelle sue istituzioni e nella sua struttura economica e politica. Era cioè visibile anche all'occhio meno esperto nell'analisi dei fenomeni sociali, che l'ossatura capitalistica era stata colpita a morte, mentre le sue forze politiche andavano esaurendosi ignominiosamente in una spassosissima sequela di tradimenti, di viltà e di corruzione:

Il proletariato sentiva finalmente roinare attorno a sè l'impalcatura oppressiva dell'organizzazione borghese e vedeva, soggettivo, cioè il proletariato con la sua forza fisica e la sua intelligenza e volontà di lotta, ma soltdnto perchè i rapporti di forza erano obbiettivamentetuttora in netto favore dell'avversario di classe.

Non si è voluto capire che, a somiglianza dell'episodio spagnolo, nella prima fase di questo cozzo di imperialismi il aosfascismo con una congiura di palazzo rimanendo in piedi e in casa nostra il colosso tedesco.

Ogni ripresa di classe, ogni lotta per la libertà e l'emancipazione del proletariato doveva necessariamente tener conto di questa dura realtà costituita da una parte dalle forze armate tedesche con bandiera fascista e dall'altra dalle forze armate alleate con bandiera democratica. Finzione in entrambi i casi e semplice espediente tattico ne-

1916 - 1943

(Union Sacrèe - Fronte Nazionale)

La difesa della collaborazione fra le classi, la rinuncia alle idee della rivoluzione socialista e ai metodi rivoluzionari di lotta, l' adattamento al nazionalismo borghese, l' oblio del carattere storicamente transitorio delle nazionalità e delle patrie, il feticismo della legalità borghese, l' abdicazione del punto di vista di classe per paura di farsi nemica " la massa della popolazione (leggi: la piccola borghesia), queste sono incontestabilmente le basi ideologiche dell' opportunismo... La guerra ha dimostrato

Una condotta classista della lotta avrebbe dovuto condurre i partiti proletari, dopo una analisi approfondita della reale na'tura del presente conflitto, a porre sul piano ideologico e quindi politico la definizione di entrambi i belligeranti come facce diverse di una stessa realtà borghese, da combattere entrambi perchè intimamente legati, ad onta delle opparenze, alla stessa ferrea legge della conservazione del previlegio capitalista e quindi lotta a fondo, mortale, contro il vero, comune nemico: il proletariato.

Invece che cosa è avvenuto? Perfettamente il contrario. Nel momento stesso in cui più evidente l'impossibilità per la borghesia nostrana di continuare la sua guerre, e si manovrava nelle alte sfere per evitare che la crisi aperta spingesse in primo piano il proletariato, ecco provvidenziale il blocco dei partiti antifascisti quale fattore decisivo per tre quarti consapevole, della

Prometeo n° 1, novembre 1943, organe clandestin du Parti communiste internationaliste, en Italie du Nord. On peut lire : «Sur la voie de la Gauche» : «À la guerre impérialiste, le prolétariat oppose la ferme volonté d'atteindre ses objectifs historiques. Notre chemin».



19 Febbraio 1945 — "I proletari non hanno patria" — Prezzo L. 4

La Sinistra Proletaria

Organo della Frazione di Sinistra dei Comunisti e Socialisti Italiani

A Yalta gl'imperialismi "democratici" ribadiscono le catene della schiavitù capitalistica all'Europa "partigiana" internazionalizzando i metodi del nazi-fascismo

La spartizione dell'Europa in zone d'influenza è l'equivalente inconfondibile del piano hitleriano degli spazi vitali.

L' OPPOSIZIONE DI SINISTRA PERICOLO PUBBLICO

Stigmatizzando ai Comuni l'atteggiamento intransigente e classista dei *trotzkisti* greci, Churchill, Premier britannico e Capo dell'*Intelligence Service*, ha denunziato la formula albionica: « Aspetta e vigila ». Difatti i vari Plastiras dell'Europa dei capitalisti non aspettano e non vigilano più. Ormai essi agiscono. Ed agiscono per conto dei nuovi padroni così come essi agirono per conto dei capoccia prussiani, coi metodi più tipicamente fascisti, per sommuovere l'Europa dei proletari.

E' così che pennivendoli nostrani dal cervello d'oca e dalla zampa d'asino hanno preso posizione *illic et immediate* contro l'Opposizione di Sinistra, dichiarandola, nell'editoriale del *Tempo*, n. 21, « Pericolo Pubblico ».

Ma pericolo di che, pericolo per chi, Signor R. Jacobby?

L'*assoluta intransigenza rivoluzionaria* che voi concedete (bontà vostra!) a questa *sinistrissima* che, *contando su vari partitelli nonchè su numerose associazioni cosiddette partigiane* (la frase è vostra), agogna alla *realizzazione immediata attraverso un atto d'insurrezione della dittatura del proletariato*, non può essere di certo una prerogativa di quei rivoluzionari... *in prosa da lapin* che legano, togliattianamente, i propri compiti alle contingenze della politica borghese.

Gl'internazionalisti rivoluzionari hanno resistito alla più gran[illegible]

La spartizione dell'Europa in tre zone d'influenza, decisa a Yalta dai tre *big men* degli imperialismi vincitori, traduce in pratica il disegno hitleriano della spartizione del mondo secondo la teoria degli spazi vitali. Ecco il significato recondito della democrazia progressiva propugnata indefessamente dal *compagno* Togliatti: addormentare il più possibile le masse affinchè il giuoco degli imperialismi concorrenti della Germania Capitalista possa riuscire senza eccessivi sbalzi e senza troppi urti. Oggi come oggi, dopo sette anni di guerra, il proletariato europeo si trova inna[illegible] mostruosa macchina[illegible] capitalismo abbia m[illegible] danni del proletariat[illegible] Agendo dietro al pa[illegible] l'antifascismo, che a[illegible] non il retro di quell[illegible] cui i soliti padroni d[illegible] vano pomposamente messo l'effigie del Duce e del Führer, gli uomini più rappresentativi del Direttorio anglo-russo-americ. tentano di rimettere in piedi una nuova Santa Alleanza, una Santa Alleanza a lunga scadenza garantita dal *Patto Tripartito* di Dumbarton Oaks e concepita non tanto contro i criminali di guerra (che sono stati e saranno, comunque e sempre, dei briganti imperialisti) quanto contro i proletari di Europa e del mondo intero, chiamati non solo a fare le spese della guerra, ma anche a sottostare alle leggi che i vincitori crederanno utile imporre nelle rispettive zone d'influenza. E così, per esempio, che gli operai italiani dovrebbero [illegible] ... in questa [illegible] mosa conferenza di Mosca che mi[illegible] ... bliraneggianti e americanizzanti del Conte Sforza. E' così che pur avendo oggi tutte le possibilità per gettare le basi di una confederazione europea, il direttorio anglo-russo americano si guarda bene dal pronunziare la parola di Stati Uniti d'Europa, relegata nel dizionario hitliano delle parole pericolose o per lo meno inutili. V'ha che la borghesia ha oggi veramente paura di mettere in agitazione le masse. Un qualsiasi movimento popolare potrebbe degenerare in rivoluzione. L'ELAS ammonisce. Però i militanti marxisti sanno che oggi, dopo l'espediente fascista, la dittatura della borghesia poggia [illegible]nato. Un passo verso il preci[illegible] ... Sinistra non [illegible] ... bile passo fals[illegible] lare il corpo a[illegible] ... capitalismo, permettendo ai rivoluzionari d'inalberare la bandiera di Lenin nell'Occidente europeo.

A Palmiro Togliatti

Signor Ministro,

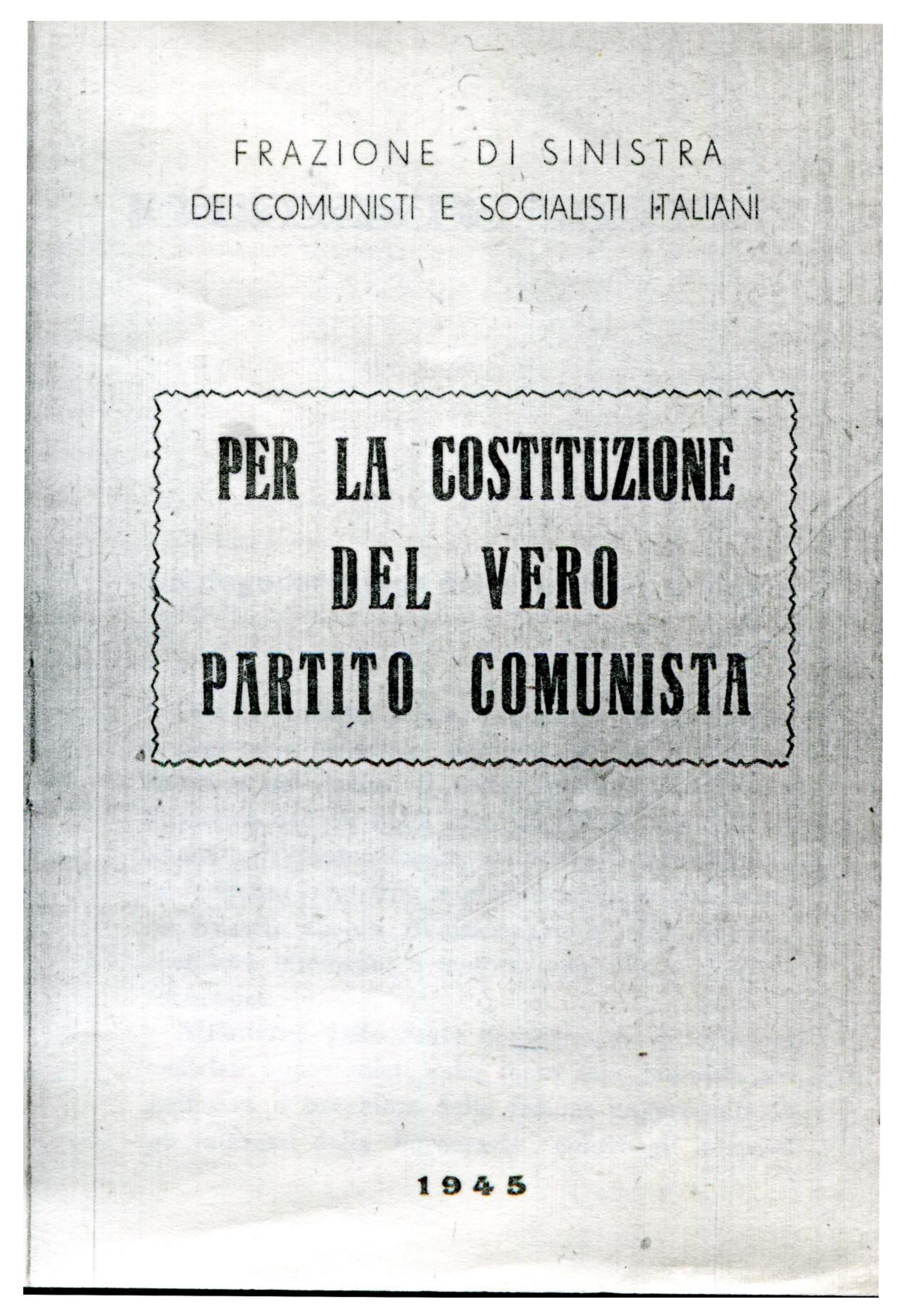
dal 1926 lei è stato il rappresentante a Mosca del Partito Comunista Italiano, membro del Comitato Esecutivo dell'Internazionale Comunista, Segretario di questo Esecutivo per i paesi latini, incaricato di missioni di fiducia in Spagna, e godette della piena fiducia del governo russo. In un modo inevitabile, lei doveva collaborare con il Commissariato degli Interni di Russia, ossia con la Polizia politica di quel Governo. Era a lei che, dal fondo delle carceri in cui si trovavano, si rivolgevano i rifugiati italiani perseguitati dalla G.P.U., mandandole preghiere completamente inutili. Lei è stato testimonio delle persecuzioni di cui sono stati vittime da quindici anni i suoi compatriotti antifascisti italiani rifugiati nella URSS. Lei non può ignorare il numero di quelli che furono fucilati, e di coloro che tuttora soffrono nelle carceri, e che oggi ancora potrebbero essere salvati. Riconosciamo che, a Mosca, a giudicare dalle alte funzioni che lei occupò, poco o nulla poteva fare per salvarli e per attenua[illegible]

Conosciamo molti nomi, ed abbiamo archivi.

Che è stato del vecchio militante della « Unione Sindacale Italiana », l'operaio milanese FRANCESCO GHEZZI, che nel 1921 si rifugiò a Mosca, che fu detenuto senza processo dal 1929 al 1931, che fu posto in libertà grazie alle proteste internazionali ed alle domande di intellettuali liberali (Romain Rolland, Georges Duhamel, Henri Barbusse, Boris Souvarine, Leon Werth, Magdeleine Paz, Henry Mann, e molti altri) e che scomparve di nuovo nelle carceri della GPU nel 1937?

Che è stato del toscano OTELLO GAGGI, condannato a 30 anni di carcere nel 1921 dal Tribunale di Arezzo per aver difeso il suo paese contro le bande fasciste, che si rifugiò nell'URSS nel 1922, che fu detenuto senza conoscenza di causa nel 1935 e che nel 1936 sollecitò inutilmente di andare a combattere in Spagna? Joaquim Ascaso, Delegato della Milizia e Campo, Emilian Mosca Durati, Delegato della Colonna Durati, [illegible]

La Sinistra Proletaria, organe de la Fraction de gauche des communistes et socialistes italiens, Rome, 19 février 1945 : «À Yalta, les impérialismes 'démocratiques' imposent les chaînes de l'esclavage capitaliste à l'Europe 'partisane', en internationalisant les méthodes du nazi-fascisme. La partition de l'Europe en zones d'influence n'a pas d'autre équivalent que le plan hitlérien de créer des espaces vitaux».



FRAZIONE DI SINISTRA
DEI COMUNISTI E SOCIALISTI ITALIANI

PER LA COSTITUZIONE
DEL VERO
PARTITO COMUNISTA

1945

Brochure de la Fraction de gauche des communistes et socialistes italiens, janvier 1945, Naples : *Pour la constitution du vrai parti communiste.* Les trois auteurs (anonymes) sont : Amadeo Bordiga, Matteo Renato Pistone et Libero Villone.



Logo du P.C. internationaliste d'Italie, 1946, qui publie *Battaglia Comunista* et *Prometeo*.

PRIMO MAGGIO

OPERAI!

Questo Primo Maggio si è schiuso con la quasi raggiunta fine della guerra e con il crollo ignominioso del più mostruoso regime di reazione borghese: il fascismo. Ma la vostra battaglia continua: continua contro la società capitalistica da cui quel regime era nato e che è sopravvissuta alla sua morte. Solo la vostra rivoluzione potrà uccidere per sempre il mostro a due teste della reazione e della guerra!

OPERAI!

Unitevi nei vostri organismi di classe, stringetevi intorno a quelli che saranno, fuori e contro lo stato borghese, i Consigli operai, preparatevi in essi alla lotta rivoluzionaria per la conquista del potere!

Viva il Primo Maggio!

Viva l'unità classista e rivoluzionaria del proletariato!

[Tract du Premier mai 1945 du PC Internationaliste. On peut lire : «… *votre lutte continue, elle continue contre la société capitaliste dont le régime fasciste est issu et qui a survécu à sa mort. Seule votre révolution pourra occire pour toujours le monstre de la réaction et de la guerre ! Ouvriers unissez-vous dans vos organismes de classe, regroupez-vous à l'intérieur de ceux qui seront, en dehors et contre l'État bourgeois,* ***les conseils ouvriers, préparez-vous à l'intérieur de ceux-ci à la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir !*** »]

Anno I - N. 1 - Prezzo L. 4 Milano, 27 Giugno 1945

BATTAGLIA COMUNISTA

Giornale del Partito Comunista Internazionalista

Alla classe operaia s'impone la scelta fra democrazia progressiva e rivoluzione proletaria

Gli operai e le operaie che in questi giorni hanno dimostrato in tutti i centri industriali dell'Alta Italia contro l'aumento vertiginoso dei prezzi e contro il blocco dei salari, hanno implicitamente affermato di non voler continuare a far le spese di una guerra che ha arricchito i capitalisti e seminato la morte, la fame e la disoccupazione fra chi lavora. Che si istituisca un rigoroso controllo sui prezzi, che si adeguino i salari al costo della vita, che non si proceda a licenziamenti, che si organizzino mense e spacci aziendali, è il minimo che l'operaio possa chiedere dalla pace.

Ma nella coscienza degli operai vi è anche la sensazione che agitare queste sacrosante parole d'ordine è, finchè dura il regime di produzione capitalistico, muoversi in un vicolo cieco, e che, senza rivoluzione proletaria, le spese della guerra e della pace ricadranno inevitabilmente, in un modo o nell'altro, sulle spalle dei lavoratori. E, mentre chiedono pane e lavoro, guardano più lontano: non mendicano l'elemosina padronale, ma vogliono — perchè sanno di averne il diritto — tutto il potere. Noi siamo con loro.

CRISI NEL REGIME

Abbiamo rivisto l'Italia

Lotte operaie nel mondo

Lo sapevamo...

Notizie ghiotte per i borghesi

ROSA LUXEMBURG

Battaglia comunista, 27 juin 1945. En gros titre : «*Un seul choix pour la classe ouvrière : ou bien la 'démocratie de progrès' ou bien la révolution prolétarienne*». À «l'expérience démocratique du centrisme», à «l'opportunisme», le journal du PCInt oppose dès son premier numéro l'intransigeance : «défendre les positions de classe».



battaglia comunista

organo del partito comunista internazionalista

"Tempeste" nel P.S.L.I.

Noi non marceremo
nè con Truman nè con Stalin

VISCINSKI

E' di scena lo scandalo

Sempre America

Ieri

SUL FILO DEL TEMPO

Oggi

«*Nous ne marcherons ni avec Truman ni avec Staline*», *Battaglia comunista* n° 10, 9-16 mars 1949.
Sous la rubrique régulière «Sul filo del tempo» (Au fil du temps), toujours anonyme, se cache le «grand absent» des réunions du Parti : Amadeo Bordiga.



Caricature au temps de la guerre de Corée, *Battaglia Comunista* n° 6, 23 août–6 septembre 1950 :
«Leur étendard : *Prolétaires de tous les pays,* MASSACREZ-VOUS».

NOTICES BIOGRAPHIQUES

Mario Acquaviva et Fausto Atti, assassinés par des tueurs du P.C. de Palmiro Togliatti en 1945.

ACQUAVIVA (Mario), dit PAOLO : né le 27 juin 1900 à Acquapendente (Viterbo – Latium), dans une famille d'ascendance napolitaine, installé très jeune à Asti. Comptable. En 1921, il adhère à la Fédération de la jeunesse communiste et en 1924 il est à la tête de la Fédération d'Asti du PC d'Italie. Il est arrêté en 1926 et condamné par le Tribunal spécial fasciste à huit années de détention. Bénéficiant de la loi décennale d'amnistie du 10 novembre 1932, il est libéré et s'oppose immédiatement au stalinisme triomphant et donc à son beau-frère Felice Platone (1896-1962), dit *Gamba*, appelé à jouer un rôle important dans l'appareil électoral stalinien (maire d'Asti en 1945, sénateur «de droit» en 1948).

À Asti, où il travaille comme comptable, *Paolo* tisse des liens avec le prolétariat local, qui lui permettent de reconstituer le réseau de la gauche communiste. En janvier 1943, il prend contact avec le groupe internationaliste constitué autour d'Onorato Damen et Bruno Maffi.

En novembre 1943, il est membre du comité central du Parti communiste internationaliste, qui vient d'être fondé dans le Nord de l'Italie. Il assume le secrétariat de la Fédération du Piémont. Arrêté après la chute de Mussolini par le gouvernement républicain de Badoglio, qui pourchasse les éléments révolutionnaires, il est souvent arrêté et n'est relâché qu'en octobre 1944. Il se consacre entièrement à son activité de propagandiste dans tout le Piémont, prenant contact avec des groupes de partisans en désaccord avec le parti communiste. Très respecté par les ouvriers du Piémont, le PCI de Togliatti, qui le traitait publiquement par tract d'«agent de la Gestapo et de l'OVRA» décida finalement de le liquider. En avril 1945, son beau-frère Felice Platone avait déjà mené la campagne contre lui et ses partisans dans un grand délire d'adjectifs : «*provocateurs, saboteurs, fascistes, délinquants, tenanciers de cabarets et de tripots clandestins, spéculateurs de marché noir et héros de brigandage nocturne*».

Mario Acquaviva fut assassiné de six coups de revolver le 11 juillet 1945, alors qu'il terminait sa journée de travail, dans une rue de Casale Monferrato (Alessandria), après avoir été menacé quelque temps auparavant de meurtre par les dirigeants locaux du PCI à Asti.

Dans un hommage rendu dans sa presse deux ans plus tard, le PCInt rangeait Mario Acquaviva et Fausto Atti parmi les meilleurs révolutionnaires tombés victimes des nationaux «socialismes» et «communismes», au côté de Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Trotsky, et des victimes du stalinisme à Barcelone en mai 1937. En 1979, la municipalité de gauche d'Asti proposa de donner son nom à une rue de la ville, ce que dénonça l'organisation programmiste, soulignant qu'il s'agissait d'en faire «non un champion du communisme révolutionnaire», luttant «pour la république mondiale des soviets», mais un «champion de l'antifascisme démocratique».

Le romancier Gianpaolo Pansa, né à Ascoli Piceno, marqué par cet assassinat, alors qu'il avait 10 ans, a publié en 2000 un roman où il rend hommage à l'«idéaliste ingénu» Mario Acquaviva.

Sources : ACS CPC, busta 14. – Felice Platone, «Vecchie e nuove vie della provocazione trotzkista», *Rinascita. Rassegna di politica e di*

cultura italiana (sic), n° 4, avril 1945, p. 99-101. – *Battaglia comunista* n° 14, 6-19 juillet 1947, «Nel ricordo di Acquaviva e Atti». – Partito comunista internazionalista, *Un comunista di meno: lo stalinismo ha ucciso Mario Acquaviva*, Ed. Prometeo, Milan, mars 1979. – "Giu le manacce dal compagno Mario Acquaviva!", Il programma comunista n° 3, 10 février 1979, p. 6. – Gianpaolo Pansa, *Romanzo di un ingenuo*, Sperling & Kupfer, Milan, 2000.

ALDOVINI (Severo), dit SEVERINO, MATHIEU, maçon, menuisier, tourneur : né à Cappella de Picenardi (Crémone), en 1902. Membre du Parti communiste, exilé en France, il adhéra vite à la fraction bordiguiste. Avec Antonio Gabassi, Bruno Proserpio, Giovanni Tornielli, Giovanni Boero et onze autres opposants, il adressa au Comité exécutif du Komintern le 3 janvier 1927, un document protestant contre l'exclusion de la gauche. Membre fondateur de la fraction à la Conférence de Pantin d'avril 1928, il la quitta – avec son ami Giovanni Campeggi (*Gandi*) – pour opérer un regroupement de la gauche communiste, issue ou non du trotskysme. En 1933, trois numéros du bulletin *Pour le redressement communiste* furent publiés à Paris.

Avec Albert Treint, Simone Weil, Paul et Gina Bénichou, Jean Rabaut, Nelly Rousseau, et Giovanni Campeggi, au nom de son groupe «Pour la renaissance communiste», il signa (1er juillet 1933) une déclaration commune affirmant que «*le devoir actuel des militants conscients est de rompre moralement avec la Troisième Internationale bureaucratique comme ils ont rompu avec la Deuxième Internationale embourgeoisée; ils pensent qu'il faut dès maintenant travailler à préparer un regroupement des révolutionnaires conscients, qui se fasse en dehors de tout lien avec la bureaucratie d'État russe*».

Sources : ACS CPC busta 56. – *La Bataille ouvrière*, n° 1, Paris, 1er juillet 1933, «Déclaration à la séance du 22 avril 1933 de la Conférence d'unification des groupes de la gauche communiste». – Fausto Bucci et Rossano Quiriconi (avec la collaboration de Claudio Carboncini), *La vittoria di Franco è la disfatta del proletariato… Mario De Leone e la rivoluzione spagnola*, La Ginestra-Comitato pro ex Ilva, Follonica, 1997.

ALLEGREZZA (Francesco), dit Franco (ou Mario) VISCONTI, Andrea BERTO, Ezio CESARINI, typographe : né à Corinaldo (Ancône, Marches), le 31 décembre 1898; secrétaire de la fédération communiste d'Ancône, est arrêté en 1925, mais libéré quelques mois plus tard au bénéfice d'une amnistie. Le 5 février 1926, de retour de Milan, il est interrogé par la police à Corinaldo. À partir d'avril 1926 il plonge dans la clandestinité. Le 27 novembre 1926, alors qu'il est en fuite, il est condamné à cinq années de relégation. En 1927 le Tribunal spécial lance plusieurs mandats d'arrêt contre lui pour activité communiste. Il quitte définitivement l'Italie en septembre 1927 pour rejoindre l'URSS.

En 1927, résidant à Berlin, Luigi Longo, dirigeant du PCI, lui remet un faux passeport et, sous le nom d'Ezio Cesarini, passe en France d'où il rejoint l'URSS. À Moscou, il fréquenta les écoles kominterniennes, d'abord la KUNMZ, puis, à partir de septembre 1931, l'École léniniste internationale. Depuis 1929, il était membre du PCR (bolchevik). La même année, étudiant à la KUNMZ, il reçoit un blâme sévère pour indiscipline et «incompréhension du trotskysme». En décembre 1932, il doit interrompre ses études à l'École léniniste et travailler comme linotypiste d'abord à l'école Mospoligraf, puis à l'imprimerie des éditions 'Inostranny Rabochij' («L'ouvrier étranger»). En 1934, il est nommé directeur des archives de la photographie aérienne près le Commissariat du peuple à l'agriculture. En mars 1936, il doit prendre la citoyenneté soviétique.

Entre 1936 et 1937, les dirigeants du PCI qui travaillent auprès de la Section des cadres du Komintern 'examinent' à plusieurs reprises son 'cas'. Ceux-ci montent un scénario d'accusation : Allegrezza serait responsable de l'arrestation en Italie en 1927 (durant une brève entrée clandestine dans le pays) d'un « groupe de camarades avec lesquels il avait déjà travaillé»; la tâche indélébile de son blâme de 1929, en URSS, pour «incompréhension de la vraie nature du trotskysme»; ses liens signifiants avec d'autres éléments de l'émigration italienne considérés comme suspects : Aldo Gorelli, Spina Ribelle et Emilia Mariottini. En 1937, il est chassé du Parti communiste pour ses liens supposés avec «l'ennemi du peuple» Renato Cerquetti. Arrêté fin 1937, sous la torture, il «avoue» lors de l'interrogatoire du 5 janvier 1938, que depuis 1933 il est «*membre d'une organisation bordiguiste contre-révolutionnaire qui se livre à des activités d'espionnage contre-révolutionnaire en URSS*», dans laquelle est impliqué l'Italien Carlo Masi, professeur d'économie politique à l'École léniniste.



Toujours sous la torture, Allegrezza avoue que durant son travail au Service de la photographie aérienne du Commissariat du peuple à l'agriculture, il a «livré à Renato Cerquetti, lui aussi membre de cette organisation «bordiguiste», du «matériel photographique de ponts, aérogares, terrains militaires dans la province de Gorkij et d'Ivanov». Bien plus, il reconnaît être «membre d'un groupe terroriste armé créé pour tuer Staline» dont font partie, outre lui-même, Renato Cerquetti, Vincenzo Baccalà et Arnaldo Silva.

Il est arrêté dans la nuit du 9 au 10 décembre 1937 en tant que «membre d'une organisation terroriste contre-révolutionnaire», puis condamné à mort le 14 mars 1938 par le collège militaire du tribunal suprême de l'URSS sur la base des articles 58-6, 58-8 et 58-11 du Code pénal, sous le chef d'accusation de «participation à une organisation terroriste contre-révolutionnaire». Il est exécuté le jour même non loin de Moscou, à Kommunarka, lieu d'exécutions de masse (30.000 exécutés environ). Il a été «réhabilité» le 14 juillet 1956.

Sources : ACS CPC busta 70. – GARF, f. 8409, op. 1, d. 59; d. 113; d. 116; d. 1699; GARF, f. 10035, op. 1, d.;P-31289; d. P-59874; d; P-24265; Archiv Glavnoj Voennoj Prokuratury; RGASPI, f. 513, op. 2, d. 69; CA FSB RF, sled. delo n° 961644. – Fondo Istituto Gramsci (FIG) : APC, 1921-1943, fasc. 1517; Fondo Robotti.



Carte de service (n° 398) d'Ambrogi lui donnant un droit d'accès à la salle des réunions du VIIe Plenum élargi de l'Exécutif du Komintern (Moscou, nov.-déc. 1926). En-tête, en caractères minuscules : «Prolétaires de tous les pays unissez-vous !»

AMBROGI (Ersilio, Paolo, Giuseppe), dit MAXIMO ou MASSIMO : né le 16 mars 1883 à Castagneto Carducci (Livorno), fils d'un médecin communal catholique; avocat. Il se révolte contre son éducation et adhère au PSI en 1901, où il déploie, à son aile gauche, en 1904 une activité antimilitariste. Lors d'une grève générale à Sestri Ponente (Gênes), il est condamné à 11 mois de prison. Il se réfugie après sa libération en Suisse en 1905, puis en France et en Allemagne où il fréquente activement les milieux anarchistes. Rentré en Italie, il contribue à la naissance du groupe anarchiste «Pietro Gobi», fort de 70 adhérents. Il obtient en 1912 son diplôme de droit (jurisprudence) à l'université de Bologne. Il est emprisonné pendant la guerre pour antimilitarisme et «défaitisme».

À la fin de la guerre, il abandonne ses positions libertaires et adhère à la tendance maximaliste du Parti socialiste, dont il est député en novembre 1919. Il est maire de Cecina (Livourne) à la fin de 1920, puis président de l'administration provinciale de Pise.

Membre du PC d'Italie dès 1921, il est destitué de ses charges en février, puis arrêté pour «homicide» dans des affrontements avec les fascistes. Il sort de prison en mai 1921, quand il est élu député. Condamné à 21 années de prison, il dut quitter le pays. Il est délégué à l'Exécutif du Komintern à Moscou avec Gramsci en 1922-1923. Jusqu'en 1924 il représenta auprès du KPD le parti italien. Il est délégué par la centrale du PCI au côté de Bordiga, Gramsci, et de Graziadei (qui représente la minorité), au IVe congrès du Komintern. Il réside à Moscou, en 1924, où il travaille comme traducteur pour le GPU qui le nommera général de division. Présent en 1926 au VIe plenum de l'Exécutif du Komintern, au côté de Bordiga.

Défenseur des positions bordiguistes, il tenta avec Virgilio Verdaro, Mario de De Leone, Arnaldo Silva et d'autres de créer un petit noyau en contact avec la Fraction italienne en France et Belgique. Le fait était déjà patent en 1929, puisque l'ambassadeur italien à Moscou écrivait à ses chefs : «*Le groupe de la gauche aurait comme tête le déjà connu Ambrogi, dit 'l'avocat', Verdaro, De Leone, Sensi, De (Di) Vittorio, Pizzirani, Garlandi (Grieco). Le groupe de la gauche, en dehors du fait qu'il est le plus*

nombreux, est aussi le plus batailleur, et dans ses composantes on ne peut nier d'incontestables marques d'intelligence, de culture et de résolution. C'est dans ce groupe que l'on observe l'essentiel de l'activité politique et c'est ce groupe qui voudrait une organisation tenace, intense et énergique du Parti communiste italien, en l'encadrant militairement, en développant des services de propagande et d'espionnage». L'ambassadeur se trompait néanmoins sur deux noms : Ruggiero Grieco, passé au stalinisme… et Giuseppe Di Vittorio (1892-1957), représentant de la CGIL dans le Profintern (Internationale syndicale rouge), et seulement hostile au «tournant social-fasciste» imposé par Staline depuis 1928…

Les liens avec la Fraction «bordiguiste» en France et en Belgique furent découverts, à l'occasion d'une fouille de la valise de Silva, à la frontière russe. Cela lui valut, ainsi qu'à Verdaro et Silva, d'être convoqués le 23 février 1929 devant un véritable tribunal (la commission de contrôle du CC du PCR), présidé par Iemelian Iaroslavski (1878-1943) et Aron Sol'ts (1872-1945), membre de la Commission de contrôle du Komintern. Avec Virgilio Verdaro et Arnaldo Silva, qui le soupçonna plus tard de l'avoir «donné», il est exclu du PCR le 10 mai 1929. Il continue néanmoins à travailler pour le GPU, et bien que soupçonné de «fractionnisme» et de «trotskysme», il est envoyé par son employeur à Berlin de 1930 à 1932, où il reste sous surveillance. Il est pourtant actif dans la Fraction et a des contacts avec l'Opposition trotskyste allemande, en particulier avec le groupe de Wedding (quartier rouge de Berlin) et Kurt Landau, mais aussi Andreu Nin, présent à Berlin. Il est rappelé par le GPU à Moscou en 1932. Relégué avec sa famille, il «capitule» officiellement en mai 1934 et fait acte d'allégeance au stalinisme, «pour l'unité du parti». Toujours agent du GPU, il prend contact avec les autorités fascistes pour gagner la Belgique et surveiller la Fraction italienne.

Il obtient de l'ambassade italienne à Moscou l'autorisation de passer ses archives par la valise diplomatique et quitte l'Union soviétique le 10 avril 1936. Le 7 septembre, le ministère de l'intérieur italien communique aux autorités belges des renseignements favorables sur son compte. À Bruxelles de 1936 à 1940, la Fraction italienne refuse tout contact avec lui. Selon Dante Corneli, il fut très tôt un agent stalinien, un espion fasciste qui avait fourni à la police italienne «d'importants renseignements sur l'activité clandestine que le Parti (communiste) déployait en Italie». En 1940, il fait dans un journal belge l'éloge du fascisme mussolinien. Il rentre en Italie au début de l'année 1942, où il est acquitté en mars par la cour d'assises de Padoue pour ses activités antérieures. D'octobre 1943 à mai 1945, ne bénéficiant plus de la protection des autorités fascistes, il est déporté en Allemagne. Retourné en Italie, il reprend sa profession d'avocat. Il ne sera pas réintégré dans le PC en 1945.

De 1956 à sa mort, il est à nouveau membre du PCI. Il est décédé à Campiglia Marittima (Livorno) le 11 avril 1964. Le PCI, auquel appartenait son fils Ellenio, fera son éloge public en passant sous silence tout un trouble passé. La ville de Cecina a donné son nom à l'une de ses rues.

Sources : ACS CPC, busta 92. – ACS, M. Int., PS, AGR, 1929, busta 196, cat. Kl.B, «Propaganda e organizzazione comunista. Russia». – Recueil de documents (Ambrogi, Smilga, Radek, Trotsky, comptes rendus de réunion) d'Ersilio Ambrogi (en russe, 1922-1934), BDIC Nanterre (cote : F Δ Res. 455). – «Un equivoco dissipato: Massimo raggiunge il fronte della controrivoluzione centrista (Alla Commissione di controllo presso il Comitato Centrale del V. K. P. C.)», *Prometeo* n° 102, 15 avril 1934. – «Uno dei fondatori del PCI: La morte del compagno Ersilio Ambrogi», *L'Unità,* 16 avril 1964. – Anne METTEWIE-MORELLI (éd.), *Documenti inediti dal fondo di Ersilio Ambrogi (1922-1936)*, *Annali 1977*, Fondazione Giangiacomo Feltrinelli, Milan, 1977. – Giovanni Somai (éd.), «Quattro lettere da Mosca di Gramsci e Ambrogi», *Il Ponte*, XXXIV, 9, sept. 1978. – Dante Corneli, *Lo stalinismo in Italia e nell'emigrazione antifascista*, vol. 3, Tivoli, 1979, p. 32. – Agustín Guillamón, «Rapporti e corrispondenza tra Andrés Nin ed Ersilio Ambrogi, 1930-1931», *Laboratorio Storico*, n° 1, Gênes, mai 1992. – Konstantin A. ZALESSKIJ (Залесский), *Империя Сталина. Биографический энциклопедический словарь* («L'Empire de Staline. Dictionnaire biographique encyclopédique»), Moscou, Vetche («Вече»), 2000. Maurizio ANTONIOLI, Giampietro BERTI, Santi FEDELE, Pasquale IUSO, *Dizionario biografico degli anarchici italiani*, «Ambrogi, Ersilio», BFS edizioni, Pisa, 2003, p. 32-33. – Nazario Sauro Onofri, *Paradiso infernale. Gli antifascisti bolognesi assassinati e incarcerati nell' URSS di Stalin*, Sapere, Rome, 2007 (2e édition).

ANACORETI (Otello), dit OTELLO, facteur : né à Piombino (Livourne), « il avait été l'âme d'un des tous premiers groupes internationalistes qui s'étaient constitués fin novembre 1943 en Italie centrale». En 1945, il est le responsable de la section de Piombino (Livourne) du PCInt. Il fut arrêté et emprisonné trois ans plus tard, suite aux émeutes qui suivirent l'attentat contre Palmiro

Togliatti (14 juillet 1948), accusé de violences contre des «agents de l'État». Il fut condamné – en même temps que 24 ouvriers – à trois ans et trois mois de prison, un fait qui fut mentionné par *l'Unità*, malgré son statut d'opposant «ennemi du parti communiste» togliattiste. Il est amnistié en 1952. Il suit alors la tendance Bordiga-Maffi qui lui rendit un vibrant hommage lors de son décès survenu le 22 décembre 1961 au terme d'une longue maladie.

Sources : Alessandro Pellegata, Cronache rivoluzionarie a Portoferraio (1944-1949). I comunisti internazionalisti e la lotta degli operai elbani contro la chiusura degli altiforni, in *Pagine marxiste* n° 8, mai-juin 2005. – «Il processo di Piombino. Nuova ingiusta sentenza per i fatti del 14 luglio: 24 condanne e 17 assoluzioni, nove dei condannati per 5 mesi ancora in carcere», in *L'Unità*, vendredi 16 juin 1950. – «Otello Anacoreti condannato», *Battaglia Comunista*, 12-26 juillet 1950. – «Vita del partito», *Il programma comunista*, n° 12, 25 juin-8 juillet 1953. – «Otello», *Il programma comunista* n° 1, 4 janvier 1962, p. 4.

ARRI (Giovanni), dit ERNESTO, artisan, peintre d'enseignes : né à Asti (Piémont) en 1917, il prit contact à la fin des années 30 avec Mario Acquaviva. Il adhéra alors aux positions de la gauche communiste et au PCInt formé dans le Piémont autour de 1942-1943. Après l'assassinat de Mario Acquaviva, dont il entretiendra toujours la mémoire, il est l'un des principaux responsables de la section d'Asti. Le parti, lors des élections de mai 1946, le présenta dans la circonscription de Cuneo-Alessandria-Asti. La section d'Asti fut toujours très hostile à l'«électoralisme révolutionnaire». Avec lui et Secondo Comune, elle suivit majoritairement la tendance Maffi-Bordiga lors de la scission de 1952.

Lors de sa mort, son organisation en laisse un portrait de communiste exemplaire : «*souriant, ironique, toujours batailleur, toujours prêt à défendre et à soutenir le parti malgré les ennuis de santé et l'âge, animé d'une conviction sereine et inébranlable*», plein d'un «*enthousiasme qui pour les plus jeunes a été… une source constante d'exemple, d'exhortation, de confiance*».

Sources : Giovanni Arri, *Mario Acquaviva. Un ricordo*, Mémoires inédits. – «Un altro compagno della vecchia guardia ci ha lasciato», *Il programma comunista* n° 7-8, 20 sept. 1999, p. 2. – Dino Erba, *Sovversivi. Incontri e scontri sotta la falce e il martello. Dizionario biografico dei comunisti 'italiani' 1912-2012*, All'Insegna del Gatto Rosso, Milan, oct. 2015.

ATKINS (David), dit DAVE (1920 ?-1980 ?) : venu du trotskysme, membre de la fraction dissidente d'Hugo Oehler (1903-1983) [Revolutionary Workers League], qui avait rompu progressivement avec le trotskysme américain entre 1935 et 1937. Atkins quitte à son tour la tendance «oehlerite» (Hugo Oehler) après 1945 et adhère, avec son petit groupe, au *Left communist international current* (Courant communiste international de gauche), autrement dit à la *sinistra comunista internazionale*, en 1945. Après avoir fusionné avec le minuscule groupe italien local, il dirige – après le départ d'Amerigo Zadra pour l'Italie (1948) – la section bordiguiste new-yorkaise qui publie d'abord un *International Bulletin*, puis *The Internationalist* jusqu'au début des années 1950.

Sources : Correspondance de Zadra (New York) avec *Henry Chazé*, mars-août 1947 [Archives Marc Geoffroy]. – Robert Alexander, *International Trotskyism: A Documented Analysis of the World Movement*, Durham, Duke University Press, 1991.



Fausto Atti, vers 1925.

ATTI (Fausto), dit FAUSTO : fils d'Alfonso Atti et de Giuseppina Guglielmi, né le 26 mai 1897 à Castel d'Argile (Bologne), ouvrier agricole. Fausto Atti adhère en janvier 1921 au PCd'I, lors de son congrès de fondation à Livourne. Il subit de nombreuses peines d'emprisonnement sous le fascisme et se revendique de l'opposition «bordiguiste» à partir de 1925. Il fut déféré devant le Tribunal spécial – avec quatre autres communistes de Modène et Bologne –, pour avoir diffusé, durant les élections plébiscitaires de mars 1929, des tracts appelant à «voter contre le fascisme». En juillet de la même année, il réussit à gagner la France où il milite dans les rangs de la Fraction italienne à Paris.

Expulsé de France, il s'installe à Bruxelles-Saint-Gilles, où il participe jusqu'à la guerre à toutes les activités de la Fraction dirigée par Ottorino Perrone. Il s'opposera à celui-ci sur la question de l'enrôlement de membres de la Fraction dans les milices du POUM pendant la guerre en Espagne. Le 1er août 1936 à Bruxelles, lors d'une réunion de la Fraction, Fausto Atti se déclare (avec la majorité) favorable à une proposition des trotskystes italiens d'intervenir militairement dans la péninsule ibérique en envoyant des «légions révolutionnaires», tandis que Virgilio Verdaro et Ottorino Perrone repoussent cette possibilité. Il est arrêté en 1940 par la police allemande et déporté d'abord en Allemagne, puis en Italie.

Au moment de l'occupation allemande et de la chute du gouvernement Badoglio – lequel se réfugie avec le roi à Pescara et Brindisi pour se placer sous la protection des troupes alliées débarquées au sud de Naples le 8 septembre –, il s'engage dans l'activité clandestine. Il prend contact avec le noyau internationaliste autour d'Onorato Damen, Mario Acquaviva (assassiné par le stalinisme le 11 juillet 1945) et de Bruno Maffi. Il est l'un des fondateurs du PCInt en novembre 1943, dont il devient le responsable en Émilie-Romagne. Il tentera de dissuader les ouvriers de rejoindre les organisations de partisans pour se consacrer à lutte politique et sociale «contre le capitalisme sous toutes ses formes».

Le 17 mars 1945, tombé malade, il est lâchement assassiné dans son lit à Trebbo di Reno (Bologne), par un commando du PCI, qui essaya de présenter son assassinat comme «un règlement de comptes entre fascistes». Ses anciens camarades de Bruxelles, dont Ottorino Perrone, menèrent une campagne contre le stalinisme sur le thème : «*Noi fummo assassinati perché restammo sempre fedeli alla nostra classe*». («Nous avons été assassinés, parce que nous sommes toujours restés fidèles à notre classe»).

Fausto Atti eut deux fils, Ovidio et Riccardo, qui tous deux contribuèrent à la fondation de la section de Trebbo di Reno (Bologne) du PCInt en 1945. En 1952, tous deux suivirent la tendance Bordiga-Maffi-Perrone.

Sources : ACS CPC busta 202. – Archivio della Questura di Bologna. Gabinetto, Persone pericolose per la sicurezza dello Stato (A8) – Il processo di formazione e la nascita del Partito comunista internazionalista, *Quaderni di Battaglia comunista* n° 6, Ed. Prometeo, Milan, 1993. – Agustín Guillamón Iborra, *Los Bordiguistas en la Guerra Civil Española*, Balance, Barcelone 1993. – «In ricordo di Fausto Atti», *Battaglia Comunista*, n° 4, mai 2005.

AUDOUBERT (Christian), né à Marseille en 1935, enseignant. Il adhère, encore élève de terminale au lycée Saint-Charles au groupe bordiguiste en 1953. Avec Jacques Camatte son condisciple, François Gambini et Lucien Laugier, il devient vite un des piliers de la section phocéenne. Étudiant, il sera directeur de la revue *Programme communiste* de 1957 à 1958. De 1959 à 1961, il est contraint d'accomplir son service militaire en Algérie. À son retour, il est intégré dans le comité de rédaction, dirigé de fait par Suzanne Voute et Lucien Laugier, qui publie *Programme communiste*, puis le journal *Le Prolétaire* à partir de juillet 1963.

Il exprima des désaccords sur la stratégie syndicale du PC International, qui en appelait à la formation de «syndicats rouges et de classe» à l'intérieur des syndicats officiels. Dans le numéro 114 du journal *Le Prolétaire* (nov. 1971), publié par le secrétariat de rédaction de Marseille, dont il était membre, l'article «*Régler les comptes avec le syndicat*» était une condamnation explicite de cette stratégie de reconquête des syndicats préconisée par Bruno Maffi et Giuliano Bianchini, ainsi que par la section parisienne : «Notre rôle, pensons-nous, est de dénoncer les syndicats *pour ce qu'ils sont* et d'appeler les ouvriers à combattre leurs directives, à s'émanciper de leurs ordres défaitistes, à s'organiser indépendamment d'eux et *contre eux*». Bien plus, cet article, rédigé en binôme par Audoubert et Laugier, en appelait au soutien de «*toute tentative d'organisation autonome de lutte, comme, par exemple, les comités de grève responsables devant les seuls grévistes*».

La réponse du «Centre» (lettre du 7 nov. 1971) par la plume de Bruno Maffi ne se fit pas attendre : «*Il faut sortir de l'hypnose rénovatrice qui a saisi comme une poussée de fièvre des sections entières. Nous essayons*



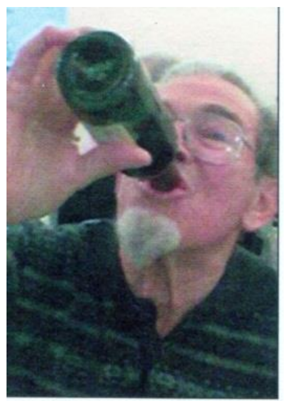
de toutes nos forces de la combattre : cette tentative ne doit pas être réduite par **notre** *presse elle-même; sinon, nous devrions la considérer comme étrangère et hostile*».

Christian Audoubert dut alors remettre sa démission du secrétariat de rédaction du journal, qui fut vite repris en mains par le «centre» de Paris.

Un an après, en 1972, il quittait le PC International après la sortie ou l'expulsion de Carsten Juhl, Lucien Laugier, Jean-Pierre Laffitte, Georges Calmette, etc., ainsi que de différentes sections (Saint-Etienne, Bourg-en-Bresse, Aix-en-Provence). Il était personnellement très affecté par l'étouffement de la vie interne du «Parti» par la commissarocratie bicéphale du «Centre» italien, incarné par le «commissaire unique» milanais Bruno Maffi, assisté du Florentin Giuliano Bianchini.

Retiré à Aubagne, il a rompu tout lien politique avec ses anciens camarades.

Sources : *Lucien Laugier, Textes I. «Les deux crises du PCI». Matériaux pour une histoire de la Gauche italienne*, vol. I, tome I, François Langlet (éd.), Orsay, 2001. – Benjamin Lalbat, *Les bordiguistes sans Bordiga. Contribution à une histoire des héritiers de la Gauche communiste italienne en France. Des racines de Mai 68 à l'explosion du PCI (1967-1982)*, Université d'Aix-Marseille, master 2 (dir. : Isabelle Renaudet), sept. 2014, 320 p.





Martin Axelrad : *Alpboïm*, écrivain, buvant à la santé de l'«existence de Dieu», et *Enguerrand*, sculpteur, vers 1990-2000.

AXELRAD (Martin) dit *Jean-Pierre*, *Nicolas*, *Maki, Mackie*, *Enguerrand*, *Max Aplboïm*, physicien : né le 28 mai 1926 à Vienne (Autriche), mort le 14 août 2010 à Rome (Italie). Réfugié en France en mars 1939 après l'Anschluss. Martin Axelrad dut abandonner enfant toute sa famille d'origine juive et son pays natal après l'Anschluss. Pris en charge par l'OSE (Œuvre de secours aux enfants), destinée à secourir les enfants et à fournir une assistance médicale aux Juifs persécutés (présidée un temps par le physicien Albert Einstein), il put gagner la France en mars 1939. Il entra au lycée de Grenoble «où il familiarisa avec les grands classiques français» du roman policier : Gaboriau, Maurice Leblanc, etc. Mais la guerre le contraignit à vivre dans la clandestinité la totalité de la guerre, de Clamart à Grenoble en passant par Moissac (Tarn-et-Garonne) et Le Chambon-sur-Lignon (Haute-Loire). À Moissac, clandestin, il était connu de ses camarades sous le pseudonyme de *Maki*.

En effet, dès l'instauration du régime de Vichy, une loi du 4 octobre 1940 déclarait sans ambages que «des ressortissants étrangers de race juive peuvent être internés dans des camps spéciaux» et donnait aux préfets tous pouvoirs dans ce sens. Pendant cette période périlleuse, Martin Axelrad découvrit la vie en communauté, bénéficiant de l'accueil fraternel de la communauté cévenole protestante du Chambon-sur-Lignon. Il fut durablement marqué par ses éducateurs, dont certains avaient connu la guerre d'Espagne. En 2006, dans un «roman policier» à fortes touches autobiographiques, il rappela avec émotion cette période de solidarité, notant cependant qu'il s'était opposé très jeune aux « (tentatives) *de faire pression sur moi… pour que je 'sois juif'* » : «*Quand on est jeune et que cette pression est exercée par des gens qui s'occupent de vous sauver des persécutions et de la mort, parfois au risque de leur vie, il n'est pas facile de lui résister*».

Vers 1946-1949, au moment où il entamait des études de physique à la Sorbonne, il milita dans les rangs des Jeunesses communistes internationalistes, auquel succéda le Mouvement révolutionnaire de la jeunesse (MRJ), organisation rattachée au Parti communiste internationaliste (PCI). Passionné depuis son enfance viennoise par le roman policier, il écrivit une nouvelle qui obtint la «mention honorable au Grand Prix de la Nouvelle policière 1953»). Ayant achevé ses études de doctorat en physique, puis entré au CNRS, et de plus en plus actif politiquement, il mit entre parenthèses cette passion pour le roman policier. Ayant obtenu la nationalité française (décret du 5 mars 1954), il put s'engager plus ouvertement dans une activité «communiste internationaliste». Il avait déjà adhéré ou du moins sympathisé activement vers 1953 au groupe de Paris de la gauche communiste internationale (GFGCI), suivant son épouse Magda sur cette voie. Il y milita en compagnie de Bruno Zecchini, Daniel Dumartheray, André Claisse, un des principaux protagonistes de la grève de Renault d'avril-mai 1947, Jacques Angot et Roger Dangeville. Il dédia trente ans de sa vie au marxisme, une vie dont le «fil rouge» fut – selon certains de ses anciens camarades – de «*former les jeunes militants, animer les réunions publiques* [de son] *parti, organiser une action politique contre le colonialisme et le néocolonialisme, défendre l'égalité des droits français-immigrés, lutter contre l'illusion électoraliste, pour la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière, contre la mystification stalinienne et la politique de l'État d'Israël*».

Le premier texte d'importance qu'il écrivit pour la presse de son «parti» fut une brève contribution intitulée : *Auschwitz ou le grand alibi* (revue *Programme communiste*, 1960); ce court texte répondait au besoin qu'il ressentait de démontrer que le marxisme était le seul cadre adéquat pour déterminer, derrière le travestissement idéologique de l'antisémitisme, les causes économico-sociales du génocide juif. Toute sa famille étant originaire de l'ancien Empire austro-hongrois, le génocide restait chez Martin Axelrad, rescapé de l'Anschluss, une blessure qu'il tenta de cicatriser avec l'outil du « matérialisme dialectique».

Cet article, traduit dans plusieurs langues, acquit plus de résonance sous forme de brochure. Il se voulait une réponse politique, en pleine guerre d'Algérie, à une affiche du MRAP, «attribuant au nazisme la responsabilité de la mort de 50 millions d'êtres humains dont 6 millions de Juifs». Elle se proposait de combattre une «campagne bourgeoise» dont l'objectif était de dissimuler que c'était le «capitalisme lui-même» qui était «la cause des crises et des cataclysmes qui ravagent périodiquement le monde». Elle ne niait aucunement la monstruosité de la «solution finale» nazie – une «extermination», une «gigantesque entreprise de destruction») –, mais refusait que le «capitalisme lui-même», de nouveau, se «jette sur les cadavres des Juifs», une humanité doublement assassinée, corps mourant dans les camps de travail, puis corps mort devenu marchandise sous forme d'empilements de «montagnes de cheveux, de dents en or».

La brochure donnait du phénomène de l'extermination un double décryptage : économique et social, qui mettait de côté le rôle moteur des «superstructures idéologiques». La Shoah serait le produit de la récurrence de la «guerre impérialiste» dont la finalité jumelle serait «la destruction massive d'installations, de moyens de production et de produits » permettant «à la production de redémarrer», et la «destruction massive d'hommes» pour remédier ainsi à «la 'surpopulation' périodique qui va de pair avec la surproduction». Surtout, socialement, la petite-bourgeoisie allemande aurait «'inventé' l'antisémitisme». Elle aurait voulu – «en sacrifiant une de ses parties» – «sauver et assurer l'existence des autres». Ainsi, la «haine des Juifs» ne serait pas «la raison a priori de leur destruction», le racisme n'étant qu'une forme de «réaction petite-bourgeoise à la pression du grand capital», celui-ci pouvant alors «*liquider une partie de la petite bourgeoisie avec l'accord de la petite-bourgeoisie». Mais cette liquidation ne fut rendue possible que par «la défaite… du prolétariat allemand*».

En dernier lieu, l'article se centrait sur le refus du capitalisme international d'accepter l'immigration des juifs, fait dont l'explication était exclusivement économique : il n'y avait pas un seul «pays capable d'absorber et de faire vivre quelques millions de petits-bourgeois ruinés». Seule «une faible partie de Juifs a pu partir» tandis que la plupart seraient «restés, malgré eux et malgré

les nazis». Sur ce point l'article hésitait dans ses conclusions à définir les rapports entre déterminisme et indéterminisme, et donc la transgression de toute idée de fatalité. D'un côté, il soulignait que le «capitalisme… (avait) 'organisé' leur mort», massacrant «ceux qui ne pouvaient plus travailler, puis ceux dont on n'avait plus besoin» comme force de travail. De l'autre côté, il s'attardait sur la «mission de Joël Brand», dirigeant d'une organisation de Juifs hongrois, qui, au printemps 1944, fut chargé par Eichmann de prendre contact avec les Anglo-Américains pour «échanger» un million de ces Juifs contre 10.000 camions. Ce maquignonnage échoua – non par mauvaise volonté des SS, qui croyaient eux, aux idéaux de l'Occident! » – mais par le refus inhumain de Londres et Washington, inévitable parce que «c'est le capital qui est inhumain».

L'article d'Axelrad se terminait par un «J'accuse» passionné contre le capitalisme international tentant d'«utiliser les cadavres des victimes du capital pour essayer de cacher la vérité, faire servir ces cadavres à la protection du capital», et ainsi de «*la plus infâme façon de les exploiter jusqu'au bout*».

La position défendue par Axelrad et son organisation en 1960 n'était d'ailleurs pas exceptionnelle, dans le sens que même le courant trotskyste (dont Axelrad provenait) pouvait user d'un déterminisme économique réducteur. Ernest Mandel, le théoricien de la IVe Internationale, parlait d'une «rationalité» partielle du travail forcé dans les camps nazis, les crimes de l'«impérialisme allemand» devant être placés sur le même plan que les «crimes du colonialisme à l'époque du commerce africain d'esclaves et de la conquête espagnole des Amériques», ce qui tendait à gommer la dimension qualitativement nouvelle du phénomène génocidaire au XXe siècle.

Physicien de profession, sa connaissance du sujet alliée à son adhésion totale au « matérialisme dialectique» le qualifiaient particulièrement pour rapporter lors de réunions générales de son organisation (Parti communiste international – PCI) sur le thème «Marxisme et science bourgeoise» (Turin, 6-7 avril 1968). Sa compétence même – il fut maître de conférences de physique à l'université d'Orsay – l'avait déjà amené à nouer, depuis 1957, une correspondance avec Bordiga qu'il ne manquait pas de «corriger» scientifiquement, surtout à propos de la «conquête spatiale».

Dès le début des années 60, il fut l'un des principaux dirigeants de cette organisation internationale, insistant sur la nécessité d'un «parti réel» d'intervention. Il fut aussi un vulgarisateur du «matérialisme dialectique», que certains, comme Jacques Camatte, militant du «parti» jusqu'en 1966, trouvaient fort sommaire dans ce culte mystique de l'anonymat : « …l'article anonyme a odeur de banalité à la Axelrad !». Par exemple Martin Axelrad – dans une critique «matérialiste» de l'«idéalisme» de Sartre (1966) – lâchait cet aveu : «*Que le lecteur se rassure : nous ne sous sommes pas infligé la lecture des 800 pages de M. Sartre. Qu'il ne s'indigne pas : nous ne ferons pas la critique de ce livre que nous n'avons pas lu*». Axelrad resta néanmoins toujours un lecteur attentif de Sartre dont il avait lu à fond en 1949 *L'Être et le Néant*, puis les recueils philosophiques (*Situations*).

L'utilisation de l'outil «matérialiste dialectique» dans la science contemporaine passait, selon lui, par un retour à la philosophie de Lénine exposée dans *Matérialisme et empiriocriticisme* (1908), selon laquelle même la «gnoséologie» (= épistémologie) est traversée par « une lutte de parti» opposant le «matérialisme dialectique» et les «tendances et l'idéologie des classes ennemies de la société contemporaine». Politiquement et organisationnellement, Martin Axelrad essaya toujours de suivre une ligne prudente.

Ses camarades après 1982, date du séisme qui désagrégea tout le courant international «bordiguiste», jugèrent qu'il avait sa «part de responsabilité dans les erreurs et les faiblesses qui conduisirent finalement à la grave crise politique qui culmina dans le parti». Cette crise avait en effet commencé avec l'affrontement entre la direction de son «parti», dont il était le principal dirigeant, et le groupe de Marseille, mené par Suzanne Voute, qui s'opposait à un activisme de type « marxiste-léniniste», comme dans les foyers d'immigrés Sonacotra, ou de suivisme à l'égard des « mouvements de libération nationale» en Afrique (Angola, Mozambique). Le groupe de Marseille, dont le responsable légal était François Gambini*, fut exclu en 1981. Pourtant, au cours



de cette crise, il fut à un moment donné – selon ses anciens camarades – «le seul dans la direction internationale du parti à s'opposer franchement aux « dérives scissionnistes» de certains éléments parisiens d'*El-Oumami* [«L'Internationaliste»], section algérienne du Parti communiste international, qui voguaient «vent en poupe» vers le nationalisme arabe et palestinien. Pour d'autres «anciens» (Lucien Laugier), au contraire, l'idéologie du «palestinisme» («Palestine vaincra!») avait depuis longtemps opéré son œuvre de désagrégation. Une note de bas de page (anonyme) rajoutée et insérée dans une réédition de «Auschwitz ou le grand alibi» en 1978 affirmait que les «masses palestiniennes… *ferment révolutionnaire* [souligné dans le texte]… constituaient l'élément moteur de la lutte de classe au Moyen-Orient qui devrait s'intégrer à la lutte du prolétariat mondial», en raison de leur lutte contre l'«État colonial» d'Israël. Hostile au «cours liquidateur qui devenait manifeste, il n'eut cependant pas la force de faire plus que de démissionner». Dans une lettre circulaire du 23 septembre 1982 adressée à toutes les sections, il exprima pour la première fois son point de vue, tout personnel : cette crise était «*comme un échec personnel. Tous les matériaux ont leur «point de rupture» et cassent sous une tension trop forte. J'ai été cassé par cette crise, et un militant cassé ne se recolle pas*».

Après 1982, il se retira du «militantisme politique actif», se consacrant de temps à autre à des activités de réflexion sur le matérialisme aujourd'hui à l'occasion de colloques scientifiques.

Cette période de crise dans son «parti» coïncida avec la tentative de détournement par Pierre Guillaume (1940) – actif un temps dans «Socialisme ou Barbarie» puis dans «Pouvoir ouvrier» (1960-1968) – la brochure «Auschwitz ou le grand alibi de Bordiga» (écrite vingt ans plus tôt par Axelrad !). Ami du mystificateur négationniste Robert Faurisson (1929) et du pornographe néonazi Michel Caignet (1954), Pierre Guillaume, qui venait de créer les «Éditions de la Vieille Taupe» (1979), prétendit «prouver» que «des Juifs étaient morts de faim et de froid» et qu'en conséquence la principale arme du crime (les chambres à gaz) n'avait jamais existé. La rapide évolution vers l'extrême droite de Pierre Guillaume, dès 1985, démontra qu'il fit le choix de composer avec une certaine extrême droite (celle de Brasillach et Bardèche) qui avait jadis trempé dans la collaboration avec le nazisme, jusqu'à l'aider dans son entreprise d'extermination des Juifs.

Selon Lucien Laugier – dans une lettre de réponse adressée (8 juin 1988) au professeur canadien Werner Cohn (1926) –, s'il était parfaitement clair qu'il «*n'y a jamais eu de rapports individuels ou organisationnels entre les 'bordiguistes' et les militants de la 'Vieille Taupe'*» et que le «reprint» sauvage par Gilles Dauvé, puis par Pierre Guillaume – à plusieurs reprises à partir de 1969 – «n'a fait l'objet d'aucune consultation des gens du PCI», il n'en demeurait pas moins que ceux-ci «*n'ont aucunement désapprouvé, y trouvant au contraire une certaine satisfaction d'amour propre politique*».

Valérie Igounet, puis Christophe Bourseiller, ont tenté – souvent avec mauvaise foi – de démontrer qu'«Auschwitz ou le grand alibi» était le «*texte fondateur*» du «négationnisme de gauche». Didier Daeninck, écrivain-militant stalinien, qui ne l'avait probablement pas lu, a continué à affirmer que le texte d'Axelrad était une «*banalisation du génocide*». Ou pire, l'ex-militant mao-stalinien (U.J.C.M.L.) Daniel Lindenberg ira jusqu'à écrire que «*ce sont les bordiguistes en 1960 qui 'inventent' ce qui va devenir le 'négationnisme' spécifique de l'ultra-gauche, et avant tout celui de la librairie* La Vieille Taupe *('Auschwitz ou le grand alibi',* Il Programma comunista, *1960*)».

Néanmoins, malgré sa rupture avec son organisation, Martin Axelrad s'exprima publiquement (mais trop tardivement) dans les colonnes du *Prolétaire*, non sur les protagonistes de l'«Affaire Guillaume-Faurisson», mais sur une « diabolisation » de son écrit de parti, catalogué de «négationniste» par un « mouvement de résistance et de vigilance antifasciste» (plus ou moins proche de la LCR), qui prenait l'étiquette de «Ras l'Front » (= Ras le bol du Front national). Ce mouvement, qui, soulignait Axelrad, n'avait même pas lu son article parlant très clairement «*de l'extermination des juifs, des camps de la mort, des fours crématoires et de la barbarie nazie en général, comme un fait avéré, d'une évidence criante*».

Sous la pression des événements, Axelrad donna son 'testament politique' par un texte rendu public (non signé, mais daté : mai 2001) dans *Le prolétaire* : «Auschwitz ou le grand alibi. Ce que nous nions et ce que nous affirmons», écrit pour répondre à une campagne de presse où le «bordiguisme» était accusé d'être un mouvement «rouge-brun», l'incarnation même de la «perversion négationniste» niant la réalité du génocide juif.

Sous une forme didactique, voire scolastique (nous nions… nous affirmons…), Axelrad abordait la question politique de la lutte contre le fascisme (y inclus le Front national). Il niait avoir «'renvoyé dos à dos'… les nazis et les autres impérialismes, la démocratie et le fascisme», appelait au contraire «*à combattre les uns et les autres, sur la base des exigences immédiates et historiques propres au prolétariat et en dehors de toute alliance contre nature*», seule façon d'«*entraîner certaines couches petites-bourgeoises dans une vraie lutte contre le racisme, contre le fascisme et la domination bourgeoise en général*». Dans ce cadre-là, une «*propagande antifasciste* … (ne pouvait) *se faire que sur la base d'une sérieuse propagande anticapitaliste»,* sans dissimuler *«les crimes des États démocratiques*». L'extermination des Juifs d'Europe ne pouvait en aucun cas «*servir d'excuse à quelque racisme, oppression ou massacre que ce soit*», y inclus en Israël. Il rappelait que les «États démocratiques», en dépit de leur «croisade» contre «le dragon nazi, fasciste ou nippo-impérial» «*avaient [auparavant] toléré et aidé à la prise du pouvoir par les nazis*».

Comme Martin Axelrad le répéta souvent, s'il avait «*physiquement échappé aux camps nazis*», il «*n'y avait pas échappé politiquement*».

Par sa brochure, il aura néanmoins suscité internationalement un large débat sur la validité d'une approche «économiste» par le marxisme du phénomène génocidaire : la Shoah, d'abord, mais aussi les autres génocides (arménien, khmer, tutsi, etc.), qui ne répondent à aucune espèce de «rationalité» économique. Pour Enzo Traverso, le génocide juif a été par nature «anti-économique», sans aucune «rationalité» capitaliste. Son caractère «unique», «dans un contexte plus large de crimes et de violence racistes», correspond à une volonté nouvelle d'éliminer un «groupe humain pour des raisons de biologie raciste». Auschwitz témoignerait que le «progrès économique et industriel» du capitalisme «n'est pas incompatible avec une rétrogression humaine et sociale». Pour l'universitaire américain Alan Milchman, le fondement d'une causalité dialectique passe par un «rejet du modèle base/superstructure» propre au «marxisme orthodoxe» ainsi que de «toute tendance prononcée au déterminisme économique». Auschwitz exprimerait les «tendances immanentes du capitalisme décadent» à «biologiser et racialiser l'Autre». Pour lui, le «récit de l'Holocauste ne peut pas être écrit au passé, tant que le monde créé par la domination réelle du capital reste intact» : un monde d'absolue domination par la science et la technologie, où la surpopulation et l'exclusion par le profit démultiplient «le racisme et la haine envers l'Autre».

L'écrivain-militant communiste de gauche Loren Goldner affirme que toute assimilation du texte de Martin Axelrad à du «négationnisme» à la Pierre Guillaume serait à mettre en parallèle avec la tentative d'écrire l'équation simpliste communisme = nazisme – comme dans *Le Livre noir du communisme*. Son «objectif serait de convaincre» qu'«il n'existe pas d'alternative à la spirale descendante dans laquelle nous entraîne le capitalisme mondial».

Peu de temps avant sa mort, Martin Axelrad s'adonnait encore à la peinture et surtout à la sculpture sous le nom d'*Enguerrand*. Ses premières expérimentations picturales, influencées par le surréalisme, dataient de 1948. Il avait eu le coup de foudre pour les mobiles d'Alexander Calder et ses sculptures douées de mouvement. Après avoir réalisé des œuvres à la façon de Calder il créa un type inédit de sculptures mobiles, obéissant aux lois de la physique.

Artiste dans l'âme, il s'adonna à l'écriture. Il publia sous le pseudonyme de *Max Aplboïm* deux ouvrages. Le premier était un roman policier et d'espionnage intitulé *Un jambon beurre pour le rabbin*, un *divertimento* sur la question sans réponse de l'essence du «peuple juif». Marqué par l'œuvre du philosophe britannique J. L Mackie consacrée au «miracle du théisme» (Axelrad se faisait alors appeler *Mackie*), il publia un recueil de lettres philosophiques, dédié à Engels – *Dieu n'existe pas* –, dirigé contre la conception spiritualiste d'un «dessein intelligent» dans le mouvement de la matière.

Martin Axelrad est mort à Rome le 14 août 2010, au terme d'une longue maladie, déjà veuf de sa compagne et épouse de toute une vie Magda (1930-2003).

Sa fille, Catherine Axelrad, professeure d'anglais, et romancière de talent (Gallimard), a tenté de faire revivre dans son roman *La Varsovienne* (1990) le militantisme de ses parents ('Christian' et 'Eva') au sein du «*Mouvement des communistes authentiques*», pour «le vrai communisme», celui qui «*abolirait les frontières, les drapeaux nationaux et les guerres fratricides*». Dans son roman, elle avait pris soin de définir le négationnisme comme l'action de ceux qui «ne cessent de tuer les morts».

Œuvre : (anonyme) «Auschwitz ou le grand alibi», n° 11 de la revue *Programme Communiste*, avril-juin 1960 : (sous le nom d'Axelrad : https://www.marxists.org/francais/bordiga/works/1960/00/bordiga_auschwitz.htm. – (anonyme) «Matérialisme ou idéalisme ? (À propos de la « Critique de la raison dialectique » de J.-P. Sartre)», *Programme Communiste*, n° 36, juillet-septembre 1966, p. 38-56. – (anonyme) «Marxisme et science bourgeoise», *Programme communiste,* n° 43-44, janvier-juin 1969, p. 77-95. – (anonyme) Sur «Le Hasard et la Nécessité» : Comment Monsieur Monod terrasse la dialectique, *Programme communiste*, n° 58, avril 1973. – (anonyme) «À propos de la polémique sur notre texte 'Auschwitz ou le grand alibi' : Ce que nous nions et ce que nous affirmons», *Le Prolétaire*, mai 2001. – Martin Axelrad : «Déterminisme et Univers», *Fundamenta Scientae*, vol. X, n° 2, 1989, p. 171-180. – (*Max Aplboïm*) *Un jambon-beurre pour le rabbin*, Portaparole, Rome, 2006. – *Dieu n'existe pas*, Portaparole, Rome, 2008.

Sources : *Le Monde* du 13 octobre 2010, nécrologie, p. 25. – Témoignages écrits et oraux d'anciens membres du Parti communiste international (2013). – Archives d'État de Genève : «Personnes enregistrées à la frontière genevoise durant la Deuxième Guerre mondiale» : Martin Axelrad. – *Ellery Queen Mystère-Magasine*, n° 68, sept. 1953 (Notice sur Martin Axelrad, p. 49). – *Journal officiel* du 11 avril 1954 (décret n° 7034x53-75 du 5 mars 1954). – Jacques Camatte, «Scatologie et résurrection», *Invariance*, Brignoles, nov. 1975. – Lettre de Lucien Laugier à Werner Cohn, Camps-la-Source, 8 juin 1988 (Archives Lucien Laugier). – Catherine Axelrad, *La Varsovienne*, Gallimard, Paris, oct. 1990. – Stéphane Courtois (dir.), Nicolas Werth, Jean-Louis Panné, Karel Bartošek, Jean-Louis Margolin, Andrzej Paczkowski et alii*, Le Livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Robert Laffont, Paris, 1997. – «Nouvelles attaques contre 'Auschwitz ou le grand alibi'», *Le prolétaire*, n° 454, juillet-août 2000 : http://www.sinistra.net/– Didier Daeninck, *La Mémoire longue. Textes et images, 1986-2008*, Le Cherche-Midi, Paris, 2008. – Daniel Lindenberg, «À gauche de la gauche», in *Histoire des gauches en France*, vol. 2, La Découverte, Paris, 2004. – *Le prolétaire*, n° 497, juillet-octobre 2010, «Martin Axelrad». – *Lutte de classe*, n° 130, 24 septembre 2010 : http://www.lutte-ouvriere.org/docum.... – *Il Comunista*, n° 118, Milan, oct. 2010, «Martin Axelrad». – «Lutte Ouvrière, les 'bordiguistes' et Auschwitz ou le grand alibi : à propos d'une 'mise au point'», *Le Prolétaire*, n° 500, mai-septembre 2011.

BALZANO (Luigi), ouvrier à l'ILVA (Naples) : né en 1900 à Naples, membre de la jeunesse socialiste en 1918, il adhéra au PC d'Italie en 1921. Après la chute de Mussolini, dans la zone sud, sous occupation anglo-américaine, il contribue à la formation d'une CGL rouge à dans le Sud, puis au printemps 1944 à la formation du Centre marxiste d'Italie, qui publiait à Naples *Il Pensiero Marxista*. Avec Cecchi, Libero Villone, Enrico Russo, Ludovico Tarsia et d'autres, à la fin de 1944, il participa à la mise en place du journal *Il proletario*, organe de la «Fraction de gauche des communistes et des socialistes italiens», influencée par Bordiga. De 1945 à sa mort le 6 juillet 1954 à Torre Annunziata, il fut un membre très estimé du PCInt, de la tendance de Bordiga.

Source : «È morto Luigi Balzano, esemplare figura di militante», *Il programma comunista*, n° 14, 23 juillet-6 août 1954. – Dino Erba, *Dizionario*..., op. cit., 2015.

BASILE (Corrado), éditeur, traducteur, né en 1943 à Rome, établi depuis 1960 à Gênes : Il entre en 1960 à «Programma comunista» et devient quelques années plus tard responsable des sections «programmistes» de Ligurie. Il quitta en 1974 le «parti», avec sa compagne Renata Bruzzone (1943) (Savone) et Bruno Da Boit (Belluno). Cette scission fut très importante car, simultanément, la majorité de quatre sections sortit de «Programma comunista» : Gênes, Savone, Belluno et Padoue (soit environ 40 militants).

Lorsque Ferdinando Visentin – considéré pourtant comme le «dauphin» de Bruno Maffi – fut expulsé du «parti», Corrado Basile, lors d'une réunion tenue à Milan, affirma qu'«*expulser quelqu'un avec une simple circulaire était une méthode incorrecte et que les positions de Visentin posaient des problèmes politiques qui devaient être traités politiquement et non par des mesures disciplinaires*».

En fait, Corrado Basile justifia sa scission par la nécessité d'un prompt «retour au léninisme» – reprenant en cela la critique trotskyste du «centrisme» : «*Au cours de l'année 1974, quand – après d'innombrables tentatives – nous nous rendîmes compte de l'impossibilité d'orienter vers le léninisme le* Partito comunista internazionale *et avec lui toute la mouvance bordiguiste, il devint inévitable que nous le quittions*



sur les mêmes positions de critique radicale du centrisme, auquel les groupes bordiguistes ont fini par être partie intégrante… »

Il adhéra au groupe trotskyste «Il Militante» [organe du groupe bolchevik-léniniste italien (GBL)] dont faisait partie un autre dissident trotskyste du PCInt Ferdinando Visentin. Ce « léninisme intégral» ne put coexister dans le GBL et se coula dans la Coordination «Falcemartello» à l'été 1975. «Falcemartello» fut le creuset d'où sortit en 1977 la Lega Leninista, dont Corrado Basile fut le moteur.

Au milieu des années 1980, démoralisé (semble-t-il) par son expérience néo-trotskyste, il revint plus ou moins à la matrice «bordiguiste». En 1991, il fonda à Gênes les éditions Graphos qui ont publié des ouvrages essentiels sur la Gauche communiste, tels ceux d'Arturo Peregalli et Christian Riechers, et plus tard deux tomes de *Scritti* (Écrits) d'Amadeo Bordiga (1996 et 1998).

Tout ce travail éditorial, au début honorable, a été très fortement pollué et contaminé par la publication dans la seconde moitié des années 1990 d'ouvrages d'idéologie «négationniste» (Saletta), voire antisémite/antisioniste (Paul Rassinier, Pierre Guillaume, Robert Faurisson, Roger Garaudy, Serge Thion), ce qui facilita largement l'assimilation polémique du «bordiguisme» avec le «négationnisme». [Pour mémoire, l'auteur de ce *Dictionnaire* vit publier (sans contrat *moral* d'auteur) sa thèse sur la Gauche communiste hollandaise, publication plus que regrettable.]

Corrado Basile, après quelque prudent silence imposé par le scandale de ses positions négationnistes, reprit son bâton de pèlerin «antisioniste de gauche», parfois sous couvert de la «sinistra comunista italiana». En 2003, lors de la Guerre en Irak, il soutint le «camp anti-impérialiste» de Saddam Hussein. En 2005, dans un livre publié sous son nom, et modestement intitulé *Appunti sulla sinistra comunista italiana, sull'«economicismo imperialistico» e sulla questione dell'Europa* [Réflexions sur la gauche communiste italienne, sur l''économisme impérialiste' et sur la question de l'Europe], il en appelait à la formation d'«***un mouvement populaire contre la politique atlantique***». Dans un élan «national-européen», que ne désavoueraient ni Vladimir Poutine ni certains cercles d'extrême droite ou «nationaux-bolcheviques», il se donnait comme «noble objectif» de «***s'attaquer*** *aux liens de la grande bourgeoisie européenne avec les États-Unis et l'État d'Israël*». Sans préciser s'il s'agissait d'un ennième et platonique appel à un boycott commercial ou d'un soutien militaire pur et simple au bloc impérialiste des États arabo-musulmans contre l'État d'Israël, jugé plus impérialiste que les autres.

En 2009, il mit fin à l'«expérience» de Graphos, officiellement pour «raisons de santé», en fait pour l'indignation que ses prises de position négationnistes ont partout suscité.

En septembre 2014, Corrado Basile a publié en duo avec Alessandro Leni une «somme» sur Bordiga. Une «somme» qui donne ici et là des informations inédites mais s'apparente bien plus à une compilation de textes d'anthologie «bordiguienne» qu'à une étude réflexive sur la pensée de Bordiga. On cherchera en vain une histoire du courant internationaliste après 1945, puis après 1953.

Dans une «réplique» (d'avril 2015) à l'écrivain-militant communiste de gauche Dino Erba, Corrado Basile a clairement indiqué dans quel camp il se situait aujourd'hui : «*La lutte contre la superpuissance américaine, un péril pour le monde entier et qui d'ici quelques années sera un péril imminent pour l'Europe* – **péril palpable dont Israël sera la tête de pont avancée** *–, est et doit être aussi une lutte contre la forme historique dans laquelle s'est cristallisé l'*establishment *d'Outre-Atlantique.* ***La défense et la diffusion du révisionnisme sur l'Holocauste font partie intégrante de cette lutte***» [Souligné par nous].

Sources : «Origini della Lega leninista», *Falcemartello*, rivista teorica della Lega leninista, n° 1, Savone, juillet-sept. 1977, p. 1 à 48. – Interview de Corrado Basile accordée à la revue d'extrême droite *Orion* : in A. Cucchi, *A colloquio con le Edizioni Graphos*, *Orion*, n° 119, 1994. – Yurii Colombo, *Il movimento trotskista in Italia durante la stagione dei movimenti sociali (1968-1980)* : http://www.giovanetalpa.net/movtrot.htm – Corrado Basile, «Revisionismo olocaustico. Bailamme per un libro della Graphos alla Calusca di Milano», *Il resto del siclo* n° 1, janvier 2004 : http://www.revurevi.net/resto/rs0401.pdf . – Sandro Saggioro, *In attesa della*



grande crisi, op. cit. – Courriel de Paolo Casciola à Sandro Saggioro (5 octobre 2011). – Lettre circulaire de Corrado Basile, 2 avril 2015 : «Le ribalderie e le falsificazioni del signor Dino Erba a proposito di un libro su Bordiga».

Œuvre : *Problemi della rivoluzione tedesca, 1918-1923,* introduction : 'Germania 1923: la mancata rivoluzione', di Victor Serge, Graphos, Gênes, 2003. – *Appunti sulla sinistra comunista italiana, sull'«economicismo imperialistico» e sulla questione dell'Europa*, Graphos, Gênes, 2005. – (avec Francesco Aloe) (éd.), Karl e Hedda Korsch, *Lettere a Michelangelo Pappalardi (1926-1929)*, Florence, mai-juin 2005. – «La lotta di Lenin contro lo sciovinismo grande-russo 1917-1923», in *Roman Rosdolsky, Friedrich Engels e il problema dei popoli 'senza storia'*, Graphos, Gênes, 2005. – (co-auteur avec Alessandro Leni), *Amadeo Bordiga politico. Dalle lotte proletarie del primo dopoguerra alla fine degli anni Sessanta*, Colibrì, 2014. – Note introductive à Amadeo Bordiga, «Communismo e guerra», *Il Lavoratore,* Trieste, samedi 13 janvier 1923 [reprint oct. 2014]; «La lotta di Lenin contro lo sciovinismo grande-russo (1917-1923)», mai 2015, tous deux sur le site «Associazione Petro Tresso» http://www.aptresso.org/storia-di-classe. – *L'"Ottobre tedesco" del 1923 e il suo fallimento. La mancata estenzione della rivoluzione in Occidente*, Colibrì, avril 2016, 170 p.

BASSO (Pietro), enseignant-chercheur à l'Université Ca' Foscari de Venise, né en 1951 : il déploya très jeune, dès 1969, une activité militante dans les premières luttes ouvrières de l'Alfa Romeo à Pomigliano d'Arco (Naples), usines installées par l'État italien pour promouvoir l'emploi dans le Mezzogiorno. Il participa aussi au mouvement des chômeurs organisés du de Banchi nuovi à Naples. À la fin des années 1970, il fut l'un des promoteurs du Centre d'initiative marxiste (CIM) de Naples, qui publia bientôt la revue *Che fare* (n° 1, mars 1980), ayant une orientation proche de la *sinistra comunista italiana*. Après le tremblement de terre du 23 nov. 1980, il mena, avec les militants du CIM, une lutte pour reloger les sans-abri, qui se traduisit par un mouvement d'occupation des maisons. Le 24 février 1981, il fut arrêté sur ordre des autorités et incarcéré.

Au milieu des années 80, il fut partie prenante du processus de regroupement entre les Nuclei leninisti internazionalisti de Milan et le Nucleo comunista internazionalista du Frioul. De ce regroupement naquit l'Organisation communiste internationaliste (OCI) qui fit de la revue *Che fare* son organe.

En 2010, il rompit avec l'OCI et constitua avec d'autres militants le Centro di iniziativa comunista internazionalista qui intervient dans la zone industrielle de Venise-Porto Marghera. Depuis 2012, le centre d'initiative publie la revue *Il Cuneo rosso* (Le Coin rouge).

À côté de cet engagement social, Pietro Basso s'est fait connaître par plusieurs livres consacrés à l'exploitation de la main-d'œuvre, en particulier immigrée.

Dans un livre consacré à la durée du temps de travail dans l'histoire du capital, Pietro Basso montre que la tendance n'est pas à la diminution du temps de travail, basée sur une élévation de la productivité, par extraction de la plus-value relative. Au contraire, surtout dans la période post-fordiste, le capitalisme tant dans les États centraux que dans les États périphériques (délocalisations) s'évertue à accélérer l'extraction de plus-value absolue, valorisant le capital par le maintien et même l'augmentation de la durée du temps de travail.

Dans un livre qu'il a coordonné en 2010, consacré au «*racisme d'État*», il estime que «*la guerre livrée aux immigrés… a été le* leitmotiv *de tous les gouvernements de ces dernières 25 années*». Ceux-ci se sont employés à «*socialiser la peur*» et à promouvoir «*le racisme de masse*».

Partisan du syndicalisme de base (CoBas), et engagé dans la lutte contre le racisme, il estime que dans la question de l'immigration, il appartient «*aux organisations syndicales réellement de classe… de lutter contre tout type de discrimination envers les travailleurs immigrés*», bien que les syndicats officiels soient «*de plus en plus profondément gagnés par le nationalisme et pour cette raison de plus en plus soumis aux pouvoirs constitués*».

Sources : Pietro Basso, *Razze schiave e razze signore. Critica dei fondamenti sociali del razzismo*, vol. 1, Franco Angeli, Milan, 2000; *Temps modernes, horaires antiques. La durée du travail au tournant des millénaires*, Page deux, Lausanne, 2005; et alii : *Razzismo di Stato: Stati Uniti, Europa, Italia*, Franco Angeli, Milan, 2010. – Dino Erba, *Dizionario…*, op. cit., 2015. – Pietro Basso, «Les émigrations sont toujours des émigrations forcées», *Révolution permanente*, site du Courant communiste révolutionnaire du NPA, 19 et 21 oct. 2015. – Site cuneo rosso : https://pungolorosso.wordpress.com/tag/cuneo-rosso/

BELFIORE (Fulvio), traducteur, né à Milan en 1938 : militant du PCInt («il programma comunista»), en 1964, il suit – avec sa compagne la traductrice Anneliese Wolf – la tendance de



Calogero Lanzafame. Il prend la direction de l'organe du nouveau «parti», qui publie *La Rivoluzione comunista*. Au bout d'un an, le groupe d'opposants dont lui et sa compagne font partie est exclu, en total désaccord avec l'orientation ultraléniniste de cette organisation.

Il s'est illustré comme traducteur d'ouvrages freudo-marxistes, ceux de Wilhelm Reich (en collaboration avec Anneliese Wolf), comme (entre autres) *La psychologie de masse du fascisme*. En 1972, il contribua à la fondation des éditions «Il Formichiere» à Milan, puis à celle des Éditions Gottardo à Lugano (Tessin).

Sources : Luigi Gerosa, *Archivio della Fondazione Bordiga,* op. cit., – «Comunicato», *La Rivoluzione Comunista*, oct. 1965, p. 6. – Dino Erba, *Dizionario…*, 2015.

Œuvre : roman *Un po' di idealismo*, Il Formichiere, Milan, 1973.

BELLO (Luigi), mécanicien, assureur : né à Castellammare di Stabia (Naples) le 16 janvier 1894. Durant la guerre, il est enrôlé dans la marine comme canonnier. Le 12 décembre 1918, il est condamné par le tribunal maritime de La Spezia à deux ans de prison pour refus d'obéissance. Amnistié, il retourne à Castellamare où il travaille à l'ILVA. Licencié, il se consacre au syndicat des fabricants de pâtes et de meunerie. Le 31 octobre 1920, il fut élu conseiller socialiste de la commune. Suite à des affrontements avec les fascistes soutenus par les carabiniers, qui perdent un des leurs, il fait plus d'un an de prison.

En décembre 1922, il doit – avec Michelangelo Papparlardi – fuir le pays pour l'Autriche, où il s'installe à Vienne, début 1923. La même année, tous deux assistent, à Berlin, au fiasco du prétendu «Octobre allemand» mené sous la houlette du Komintern. Bello s'installe alors en France et travaille à Marseille comme ouvrier aux Aciéries du Midi («La Roberty») et à la Société française de peintures et vernis. Il est actif dans le noyau de la gauche communiste organisé au sein du PCF. À partir de 1927, il s'associe à Pappalardi pour publier les journaux «communistes ouvriers» *Le Réveil communiste* et *L'Ouvrier communiste*. Après l'échec de cette tentative de créer un courant proche des positions du KAPD, il fonde à Marseille (toujours avec Pappalardi) un Bureau de contentieux accidents et assurances.

Le 10 juin 1940, suite à la déclaration de guerre de l'Italie à la France, il est arrêté et interné au camp de Saint-Cyprien (Pyrénées-Orientales). Il est de nouveau arrêté le 11 juillet 1941 à la frontière italienne et déporté aux îles Tremiti, puis à Palata (Campobasso, Molise).

Sources : ACS CPC Roma, busta 461. – Antonio Barone, *Piazza Spartaco : il movimento operaio e socialista a Castelammare di Stabia, 1900-1922*, Editori Riuniti, Rome, 1974. – Dino Erba, *Ottobre 1917–Wall Street 1929. La Sinistra Comunista italiana tra bolscevismo e radicalismo: la tendenza di Michele Pappalardi*, Quaderni di pagine marxiste, Milan, mai 2010.

BELLONE (Franco) : né vers 1940, fils du député communiste (1924) Giuseppe Bellone, proche des positions de la gauche communiste en 1924. Franco Bellone adhéra à la section milanaise de «programma comunista» au début des années 1960, puis la quitta en 1962, avec Vito Capuzzone – qui passera longtemps après au groupe «Lotta comunista» – et Mario Spoladori, portant sur les fonts baptismaux une autre micro-scission organisée autour d'Octobre rouge (*Ottobre Rosso*). Avec Spoladori, il créa l'Editoriale Contra qui, en 1966, publia *Struttura economica e sociale della Russia d'oggi* sous les prénom et nom de son anonyme auteur : Bordiga. Celui-ci dénia en être l'auteur et prétendit que c'était l'œuvre de sa sœur Amalia, écrivaine et journaliste.

Vers 1968-69, avec d'autres «dissidents» du PCInt, Franco Bellone créa le cercle du «corso Garibaldi» qui, en 1973, prit le nom de Groupe communiste internationaliste autonome, auquel adhèrent, entre autres, Cesare Saletta et Giancarlo Tacchi qui avaient quitté le PCInt («programma comunista»). De 1973 à 1991, il publia en commun à Milan la revue *L'Internazionalista.*

À l'heure actuelle (2015), Franco Bellone est conseiller scientifique de la Fondation Amadeo Bordiga, créée à Formia en décembre 1995.

Sources : Luigi Gerosa, *Archivio della Fondazione Bordiga,* op. cit. – Sandro Saggioro, *In attesa della grande crisi*, op. cit. – Sandro Saggioro, *In attesa*…, op. cit.



Photo du jeune Giovanni Bellussich insérée dans le dossier d'accusation du NKVD.

BELLUSSICH (Giovanni), transcrit BELLUSICH en russe : né à Rovigno-Rovinj (Pola, Istrie), surnommée la «petite Venise croate», le 25 novembre 1902. Émigré très jeune, il travaille comme chauffeur à Leningrad. Non inscrit au parti, il conserva sa citoyenneté italienne. En 1933 les dirigeants du PCI qui travaillent à la section des cadres du Komintern le dénoncent pour son comportement contre-révolutionnaire et pour des liens supposés avec des «éléments trotskystes».

Il est arrêté à Moscou entre décembre 1934 et janvier 1935, après l'assassinat de Kirov, soupçonné d'être membre d'«une organisation trotskyste contre-révolutionnaire». Arrêté en même temps que Bernetich, Luigi Calligaris et l'anarchiste Otello Gaggi, il est condamné à trois années de déportation le 4 mars 1935 par le comité spécial du NKVD pour «activité trotskyste contre-révolutionnaire».

Tandis qu'il purgeait sa peine, il est de nouveau arrêté et condamné à cinq années de camp le 7 juin 1936, toujours avec le même chef d'accusation. Envoyé au camp d'Uchtinsko-Pečorskij (Vorkuta), il est condamné à la peine capitale le 15 février 1938 par une troïka du NKVD de la région d'Archangel'sk sur la base de l'article 58-10 du code pénal stalinien. Fusillé le même jour. «Réhabilité» en 1956.

Sources : ACS CPC, busta 471. – GARF, f.10035, op.1, d.P-48027; CA FSB RF, sled. d. n. 216243. – Archiv Glavnoj Voennoj Prokuratury. – Simonetta Fiori, «Quegli Italiani vittime di Stalin con la benedizione del PCI», *La Repubblica*, 4 sept. 2003.

BENELLI (Giulio), dit DEMETRIO : Important militant de la tendance de Bordiga dans le PCInt, de 1945 à la fin des années 1950. Membre de la rédaction de *Battaglia comunista*, il était membre de la Commission exécutive de ce parti au moment de la scission de 1951-52.

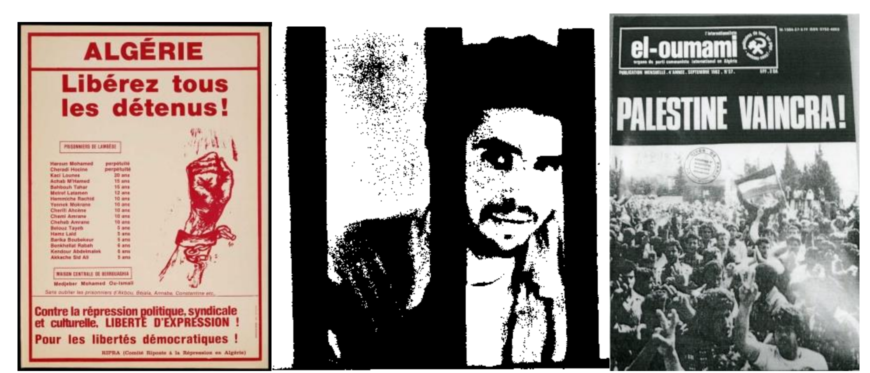
En 1951 et jusqu'à la fin du processus de scission, il fait partie avec Bruno Maffi et Vittorio Faggioni du nouveau Comité exécutif du Parti (tendance Bordiga-Perrone) qui devait avaliser en octobre l'expulsion d'Onorato Damen, Luciano Stefanini, Aldo Lecci et Giovanni Bottaioli, membres de la direction.

Il exprima ses réserves sur la scission, se rapprocha de la tendance de Damen sans jamais y adhérer. À la fin des années 1950, handicapé par une poliomyélite, il s'était éloigné de l'activité militante. Mais, dans les années 1960-70, il était devenu dirigeant commercial de la Motta à Milan.

Il est mort en 1984 à Milan.

Sources : Sandro Saggioro, *Né con Truman, né con Stalin. Storia del Partito Comunista Internazionalista (1942-1952)*, Ed. Colibrì, Milan, 2010; *In attesa della grande crisi*…, 2014. – Textes, articles : «Apologia», 31 janv 1952, in Saggioro, op. cit., 2010, p. 372-383. – *Dunque, non avevamo torto* ..., *Battaglia Comunista*, n° 10, 1er oct. 1953.





À gauche : affiche du RIPRA (1981) «Libérez tous les détenus !», «Pour les libertés démocratiques !». Au milieu : photo de R. Benkhallat derrière les barreaux, 1980. À droite (sept. 1982), le virage nationaliste du groupe algérien «El Oumani» : «Palestine vaincra !»

BENKHALLAT [BENKHELLAT] (Rabah), dit AMMI : né en 1958 à Akbou (Petite Kabylie), militaire algérien, membre du PC International.

Depuis le début des années 1970, le PCI avait pu constituer de petits noyaux en Algérie. Le plus important était composé de jeunes militaires, mais antimilitaristes, à l'académie interarmes de Cherchell (Tipaza). Tous provenaient de l'«École des cadets de la Révolution» créée peu avant 1962 par l'ALN «pour prendre en charges les enfants de *chouhadas*, de maquisards et d'handicapés de guerre». Ils avaient dû supporter dès l'enfance «la vie de caserne et le despotisme hiérarchique», sans avoir signé le moindre engagement dans l'armée algérienne.

En juillet 1976, Benkhallat avait été arrêté une première fois pour «lectures interdites», dénoncé par des «frères musulmans», puis relâché. En contact avec un noyau de jeunes militaires, la direction éditoriale du *Prolétaire* avait sorti à Paris en octobre 1978 le premier numéro d'*El Oumami* (L'internationaliste). Celui-ci, à tonalité très trotskyste, parle de «la tragédie de la révolution palestinienne et arabe» en lutte contre «*le monstre sioniste*».

Rabah Benkhallat est arrêté le 9 novembre 1978 par la Sécurité militaire, avec six autres de ses camarades pour possession de «journaux subversifs». Là encore, la sécurité militaire fut aidée largement par les «frères musulmans» très présents dans l'académie militaire. Tous les membres du noyau «bordiguiste» sont secrètement internés et soumis à la torture, jusqu'à leur procès devant le tribunal militaire de Blida le 27 décembre 1980.

Avant le procès, l'affaire avait déjà été jugée par le juge Boussis. Le témoignage qu'en donne Benkhallat montre que tout l'appareil d'État était déjà aux mains des intégristes islamiques : «*Boussis était une espèce d'illuminé, convaincu de défendre non pas l'État mais la cause de Dieu. Il menaçait Rabah de l'abattre en lui faisant remarquer qu'*"Allah serait certainement content de voir crever un chien communiste'».

Courageusement, Benkhallat, en présence d'avocats algériens et français, n'hésita pas à dénoncer les tortures subies, sans oublier celles d'une injustice sociale subie quotidiennement par «des masses travailleuses sous le capitalisme», en soulignant que «dans le socialisme il ne peut y avoir ni exploitation ni chômage».

Rabah et ses camarades avaient bel et bien été arrêtés pour les opinions marxistes qu'ils avaient à l'époque. L'écrivain Mezioud Ouldamer, dans son livre *Offense à Président* témoigne : «*À* [leur] *procès, les documents retenus contre eux étaient les œuvres de Marx, d'Engels et de Lénine. On en amena une pleine brouette dans la salle d'audience. Et c'est principalement sur la base de ces documents que fut prononcée la condamnation* ».

Tous, sauf un qui avait été jugé par contumace, furent condamnés à des peines de 2 à 6 années de prison. Ils furent internés soit à Berrouaghia soit au pénitencier de Lambèse, célèbre pour les sévices endurés par les prisonniers politiques. Benkhallat, à Lambèse, fut régulièrement torturé à l'électricité (paralysie de l'épaule droite et de l'appareil génital, langue complètement déchirée, etc.).

La section française du PCI créa en 1981 un comité RIPRA (Riposte à la répression en Algérie). Celui-ci occupa le journal *Le Monde* le 5 octobre «pour dénoncer le silence criminel de la presse bourgeoise» face à la torture subie par les prisonniers. Il organisa le 21 novembre devant l'ambassade d'Algérie à Paris un rassemblement de 200 personnes. Toute cette agitation se fit sur le mot d'ordre «pour la défense des mots d'ordre démocratiques», que le «bordiguisme» avait toujours condamnés comme «interclassistes».

L'agitation menée par le Comité autour du cas des condamnés de Blida finit par attirer l'attention d'Amnesty International, qui dans son rapport publié en 1982 souligna l'ampleur du viol des droits les plus élémentaires des prisonniers politiques, dont les «bordiguistes» condamnés au procès de Blida.

Benkhallat est finalement libéré avec ses camarades fin juillet 1982, à l'occasion du vingtième anniversaire de l'indépendance algérienne, sans que l'on sache si les libérés furent contraints ou non de faire allégeance à l'État algérien en échange de leur libération.

Mais depuis 1980, «El Oumami» manifestait un net «changement de jalons». Après tout un discours sur la nécessité de «construire un parti communiste mondial», l'utilisation récurrente d'une rhétorique radicale dénonçant «les pleurnicheries démocratiques et pacifistes» de l'Opposition, soulignant que «l'État bourgeois [algérien] n'est pas à démocratiser mais à détruire», «El Oumami» se fit le héraut de la «révolution arabe». Un numéro de mai 1980 appelait «des communistes révolutionnaires» à concrétiser leur «*devoir impérieux*» de manifester une «*solidarité inconditionnelle avec la lutte de libération menée contre l'État d'Israël*», qualifié d'«*État pied-noir*».

À l'occasion du conflit au Liban et de l'intrusion de l'armée israélienne en juin 1982 l'éditorial du numéro 26 de juillet-août d'*El Oumami* portait comme titre : «*La lutte des combattants palestiniens et libanais est la nôtre*».

La direction centrale du PCI nota tardivement l'évolution très nette d'El Oumami vers le «nationalisme arabe» sous couvert de «cause palestinienne». En juillet 1982, Bruno Maffi, le «commissaire unique» de l'organisation internationale «bordiguiste» martèle : *«... le problème n'est plus celui des rapports d'une 'ethnie' avec l'État d'Israël; c'est celui des rapports d'une masse déracinée et déshéritée avec tous les États de la région et avec les bourgeoisies auxquelles ils appartiennent... La 'nation arabe' s'est révélée une illusion; l'autodécision du peuple palestinien un attrape-nigaud.»*

En réponse, le groupe «El Oumani» quittait immédiatement l'organisation et dans son organe mensuel de septembre 1982 reprenait les mots d'ordre des organisations nationalistes palestiniennes : «*Palestine vaincra !*». Il en appelait à la destruction complète du «*cancer greffé sur le corps arabe qu'est l'entité sioniste*». Utilisant un ton très «plébéien», qui assimilait Israël à l'Algérie «pied-noire» de 1954, le mensuel lâchait le couperet final : «*les masses pauvres du monde entier […] ont intérêt à la destruction de l'État pied-noir d'Israël*». Finalement, tout «*défaitisme révolutionnaire*» en cas de conflit entre États «sioniste» et «arabe» était «pire» que l'«indifférentisme». Ce qui augurait d'un engagement militaire de ses militants au côté des «nations arabes».

La seule publication du titre de «*Palestine vaincra !*» fut en large partie responsable de l'éclatement du PC International. Le groupe algérien en France, une grosse partie des responsables et «militants de base» français, allemands, espagnols, grecs, portugais, le secteur d'Amérique latine, une partie de la matrice italienne quittèrent le «parti» pour des raisons parfois opposées, certains soutenant l'organisation algérienne d'autres démissionnant en protestation contre ce qu'ils considéraient comme un début de gangrène gauchiste «anti-impérialiste» dans le «parti».

En février 2006, la revue *Programme communiste*, qui avait reparu en 1987 de façon irrégulière, fit le bilan suivant de la politique de la «section algérienne» :

«*En juillet 1982, le groupe de camarades organisés autour du journal* El Oumami *quitta le parti* sur des

positions au fond nationalistes *(avec l'illusion de pouvoir influencer le mouvement social en Algérie – en particulier le mouvement berbère – et au Liban, grâce à la résistance nationaliste palestinienne); ils accusaient le Parti d'être incapable de devenir un «parti d'action» révolutionnaire et de ne pouvoir être qu'un «parti programme», ne faisant que la «propagande des principes»…* Le parti communiste révolutionnaire devait et pouvait influencer de manière déterminante le prolétariat algérien, libanais, palestinien en s'appuyant sur les fractions «de gauche» des organisations nationalistes révolutionnaires armées existant dans ces différents pays. *Sur cette pente, certains militants de notre parti d'hier allèrent jusqu'à soutenir qu'il fallait s'appuyer sur les formations les plus radicales de l'OLP afin de «saisir l'occasion historique» de la lutte palestinienne au Liban comme une occasion d'étendre l'incendie révolutionnaire à tout le Moyen-Orient!* » [Souligné par nous]

L'évolution politique des condamnés de Blida demeure inconnue. Certains sembleraient même avoir délaissé le «marxisme» pour une certaine forme d'islamisme, un «islam en toute liberté», tel qu'il s'exprime sur le site www.oumma.com créé en 1999.

Rabah Benkhellat, revenu dans son village natal d'Akbou, en Petite Kabylie, semble être devenu chef de l'Organisation algérienne des patriotes (OPA) de sa région. Cette «organisation non gouvernementale» (sic), créée en 1991, est liée au régime militaire. La presse algérienne annonçait en février 2015 qu'il «*avait été blessé par balle, au cours d'un accrochage avec un groupe terroriste … au col de Chellata, situé à la lisière des wilayas de Béjaïa et de Tizi Ouzou*».

Sources : *El Oumami* (L'internationaliste) n° 13 (spécial), janvier 1981, «Le procès de Blida. Algérie. Libérez Benkhallat et ses camarades !», supplément au *Prolétaire* n° 327, Paris. – n° 18, sept.-oct. 1981, «Solidarité avec ceux de Lambèse». – Amnesty International Report 1981, Londres, 1982, p. 317. – «Dal Libano al Golfo Persico si annuncia una storica svolta: dalle lotte per obiettivi borghesi e democratici alla lotta di classe proletaria», *Il programma comunista* n° 15, 24 juillet 1982. – «Palestine vaincra !», *El Oumami* n° 27 sept. 1982. – *Le Prolétaire* n° 367, 12 nov.-10 déc. 1982, «Benkhallat et ses camarades sont libérés! ». – *Prolétaire* n° 369 et 370, «Les tribulations palestiniennes d'El Oumami», 21 janv.-17 fév. et 18 fév.-17 mars 1983. – n° 372, 22 avril-19 mai 1983, «La lutte nationale en Palestine : combattre l'indifférentisme et le suivisme». – Islam et luttes de classes, Paris, *Cahier d'El-Oumami* n° 1, 1983, 14 p. – La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires, Paris, *Cahier d'El-Oumami* n° 2. – Mezioud Ouldamer, *Offense à président*, Ed. Gérard Lebovici, 1986. – *Le Prolétaire* n° 402, juillet-septembre 1989, «Palestine vaincra ?». – «Matériaux pour un bilan des crises du parti. En mémoire de Bruno Maffi», *Programme communiste* n° 99, février 2006. – Benjamin Lalbat, *Les bordiguistes sans Bordiga. Contribution à une histoire des héritiers de la Gauche communiste italienne en France. Des racines de Mai 68 à l'explosion du PCI (1967-1982)*, Université d'Aix-Marseille, master 2 (dir. : Isabelle Renaudet), sept. 2014, 320 p. – «Suite à un accrochage avec des terroristes, un chef de Patriotes blessé au col de Chellata», *Liberté Algérie* du 25 février 2015.

BERGOMI (Paolo) : né le 8 juillet 1908 à Camisano (Cremona), ouvrier conducteur de la Falck Unione, Milan, membre du PCInt, arrêté le 24 avril 1944 en raison «de la diffusion du journal *Prometeo*»; déporté de Milan il arrive le 1er juillet au camp de Mauthausen; le 26 juillet il est déporté du travail à Walsrode (Basse-Saxe), puis à Krefeld (Rhénanie du Nord).

Survivant du système concentrationnaire, il reprit contact avec ses camarades, écrivant en juin 1947 dans *Battaglia Comunista* un article sur la lutte des «camarades de la Falck», où il continuait à travailler. Malgré cela, une brochure publiée par le PCInt (*Battaglia comunista*) en 1993 le présente comme un des morts du Parti, «disparu dans un camp».

Après 1952, il semble avoir suivi la tendance daméniste.

Sources : P. Bergomi, «I compagni della Falck insegnano come si lotta», *Battaglia comunista* n° 12, 7-27 juin 1947. – Il processo di formazione e la nascita del Partito comunista internazionalista, *Quaderni di Battaglia comunista*, n° 6, Ed. Prometeo, Milan, 1993. – Laura Danese, Maria Paola Del Rossi et Edmondo Montali, *La deportazione operaia nelle Germania nazi. Il caso di Sesto San Giovanni*, Ediesse, Rome, 2005. – Giuseppe Valota, *Streikertransport. La deportazione politica nell'area industriale di Sesto San Giovanni, 1943-1945*, Guerini e Associati, Milan, 2007.

BERNASCONI (Silvio) (1900-1957), ouvrier d'une fabrique de balances, ouvrier de manufacture de coton : militant de la province de Varèse, il participa aux luttes de 1919-1922. Son frère Pietro fut blessé d'une balle de révolver au poumon tirée par un fasciste à Cavaria, le 5 février 1922. Il émigra en France de 1923 à la fin de la guerre.

En 1945 et jusqu'à sa mort il est militant du PCInt., membre de la section de Cassano Magnago (Varèse), forte au début d'une bonne centaine d'inscrits, à laquelle participaient Carlo Mazzucchelli, l'un des fondateurs de la Fraction en France, et son frère Luigi. La section était



entièrement ouvrière, dont beaucoup d'ouvriers de la célèbre filature de coton Maino de la commune attenante de Gallarate. Il resta fidèle à la tendance de Damen après 1952.

Il est mort à Cassano Magnago en février 1957. Ignorant le véto de leur propre fédération provinciale, deux cellules du PCI (Cassano Magnago et Bolladello) virent avec leur drapeau honorer le cortège funèbre.

Sources : *Battaglia comunista* n° 2, 25 février 1957. – *Cronache rivoluzionarie in provincia di Varese (1945-1948). – Il Partito Comunista Internazionalista e i dissidenti libertari nel periodo della ricostruzione post-bellica*, Varèse, 1999.

BERNETICH (Rodolfo), «petit propriétaire» (*sic*) [selon la police fasciste], ouvrier : né le 18 août 1897 à Maresego (Capodistria, Istrie), il adhère en 1921 au PCI. Il est arrêté le 6 décembre 1926 pour activité communiste et condamné à cinq années de relégation, d'abord à Favignana puis à Ustica. Sa peine est amnistiée le 21 décembre 1927. Il réussit à quitter clandestinement l'Italie en juillet 1929 et se rend en France, où il s'inscrit au PCF. Deux ans plus tard, il gagne l'URSS en tant qu'émigré politique. Installé à Moscou, il y travaille comme stucateur.

Arrêté à Moscou en 1935, après l'assassinat de Kirov accusé de participation à une organisation «trotskyste contre-révolutionnaire». Il est jugé en même temps que Bellussich, Biondini, Calligaris, et les anarchistes Otello Gaggi et Gino Martelli.

Condamné à trois ans de déportation au Kazakhstan le 4 mars 1935 par le comité spécial du NKVD sur la base des articles 58-10 et 58-11. Tandis qu'il purgeait sa peine au Kazakhstan, le 11 octobre 1937 il est de nouveau arrêté avec le même chef d'inculpation et condamné à la peine capitale par une troïka du NKVD de la région d'Aktiubinsk (Kazakhstan). Fusillé le 25 novembre 1937. «Réhabilité» le 31 juillet 1956.

Sources : ACS CPC, busta 538. – GARF, f. 10035, op. 1, d. P-48027; CA FSB RF, sled. d. n. 216243. – RGASPI, f. 513, op., 2, d., 69. – Archiv Glavnoj Voennoj Prokuratury; APC, 1921-1943, fasc. 1517.

BERRETTI (Virgilio), mineur, chaudronnier : né à Sassetta (Livourne) le 30 septembre 1891, il adhéra au PC d'Italie en 1921. Il fut toujours fiché comme «dangereux subversif» et «communiste déterminé et très actif. Ses pérégrinations militantes le menèrent à Piombino, où il fut vite licencié pour son esprit communiste, puis en Ligurie, et en Toscane à Massa Marittima, où il travailla comme mineur. En 1931, il gagne l'île d'Elbe où il est chaudronnier à l'ILVA, s'établissant à Portoferraio, où il se marie et devient père de cinq enfants. Il n'échappa jamais à la vigilance de la police. En novembre 1940, arrêté, il est conduit à Piombino puis à la prison d'Orvieto. Il fut miraculeusement libéré le 18 décembre 1943, échappant de peu au peloton d'exécution auquel on l'avait destiné. De retour à Portoferraio, secondé par Francesco Bolano et Fernando Tonghini, il anima le groupe de communistes de gauche qui formèrent la section locale du PCInt, dont il devint naturellement le secrétaire.

Il mourut le 13 février 1946, accidentellement, en tentant de déminer, sur ordres, une zone située à proximité de Portoferraio. *Battaglia comunista*, lui rendit hommage en soulignant qu'il était l'«énième victime prolétarienne de la maudite guerre impérialiste».

Sources : ACS CPC, busta 54. – Alessandro Pellegatta, *Cronache rivoluzionarie a Portoferraio (1944-1949),* supplément à *Pagine marxiste* n° 8, mai-juin 2005. – Dino Erba, *Sovversivi incontri & scontri sotto la falce e il martello. Dizionario biografico dei comunisti «italiani» 1912-2012* (à paraître : automne 2015).

BERTAZZO (Giulio), dit PATARO, ouvrier agricole, mineur, paysan : né en 1902 dans la région de Padoue, fils d'ouvrier agricole, il devient à 13 ans chef de famille lorsque son père est mobilisé. Il gagna son nom de bataille Pataro («petite monnaie» ou «ouvrier qui plante les patates») dans les luttes contre les fascistes. Il participa à une longue grève contre la baisse des salaires, les propriétaires se servant des fascistes pour imposer leur volonté. Très jeune, il cache les déserteurs de l'armée italienne qui dorment la nuit dans les granges. En 1918, il adhère aux Jeunesses socialistes (FGCI), et passe très vite au communisme en 1921. Laissé pour mort lors d'une manifestation contre les grands propriétaires fonciers soutenus par les fascistes, il est incarcéré, puis de nouveau subit les assauts des bandes noires qui matraquent à mort l'un de ses camarades.

Obligé de fuir l'Italie vers 1922-23, la région padane étant totalement dominée par les squadristes, il s'enfuit en France et en Belgique. Dans ce dernier pays, il travaille dans les mines de la région de Charleroi. Il fut pris en charge politiquement par Ottorino Perrone, qui le forma. C'est tout naturellement qu'en avril 1928 il adhère à la Fraction communiste «bordiguiste», constituée en banlieue parisienne à Pantin.

Migrant en France, il travaille de nouveau dans les mines, au Creusot (Saint-Etienne), puis à Marseille dans différents établissements. À Marseille, puis à Toulon où il réside, il diffuse les organes de la Fraction «bordiguiste» : *Prometeo* et *Bilan*, «*revolver en poche, aussi vigilant contre les nervis de l'OVRA que contre les militants staliniens*».

Pendant les événements d'Espagne, il se prononce pour la majorité autour de Perrone et Verdaro qui condamne l'enrôlement dans les milices du POUM.

Pendant la guerre, dans la région de Marseille-Toulon, il aida (avec sa compagne française), ainsi qu'Aldo Lecci et Turiddu Candoli, Jacob Feingold, militant juif de la Fraction belge, poursuivi par les nazis. Il cacha aussi des «soldats allemands, anciens militants du KPD» qu'il confia au réseau trotskyste du sud de la France. C'est chez lui encore que se tinrent en 1943-44 des réunions de la fraction italienne, auxquelles participa la jeune étudiante française Suzanne Voute.

À la fin de la guerre, il retourne en Italie militer dans le nouveau parti surgi en 1943, le PC Internationaliste d'Onorato Damen et Bruno Maffi. Mais il préfère bientôt reprendre «dans le sud de la France sa vie de paysan». Il continua à être actif jusqu'à la fin de sa vie dans l'organisation «bordiguiste» de Marseille, constituée autour de Lucien Laugier (jusqu'à son départ en 1971) et de Suzanne Voute jusqu'en 1981.

Il est mort très âgé vers 1995, sans bruit, «comme un grand chêne qu'on abat», «résonnant très fort dans le cœur de ceux qui ont eu la chance de le connaître». Il resta jusqu'à la fin convaincu de la nécessité d'un «vrai parti de classe», le parti étant «*un édifice où tout le monde doit apporter sa pierre, humbles militants ou brillants théoriciens; tous sont aussi indispensables aux uns qu'aux autres et au parti dans son ensemble*».

Sources : Fausto Bucci et Rossano Quiriconi (avec la collaboration de Claudio Carboncini), *La vittoria di Franco è la disfatta del proletariato… Mario De Leone e la rivoluzione spagnola*, La Ginestra-Comitato pro ex Ilva, Follonica, 1997. – «En mémoire de deux révolutionnaires», *Les Cahiers du marxisme vivant* n° 3, nov. 2005.

BESSAIGNET (Pierre, Octave, Henri), dit MOREL, PIERRE. Né à Cannes (Alpes-Maritimes) en 1914, mort à Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes) le 29 septembre 1989. Économiste, ethnologue et sociologue, rédacteur de la *Revue internationale*, revue théorique d'extrême gauche (1945-1951); militant de la Gauche communiste de France (1945-1952).

Pierre Bessaignet, issu d'une famille aisée (son père était rentier), obtint un diplôme de philosophie à Paris, tout en suivant l'enseignement de l'ethnologue Marcel Mauss à l'École pratique des hautes études. En 1940, il quitta la France et suivit un enseignement aux universités de Yale et de Harvard, tout en acquérant une solide formation économique, sous la direction de Joseph Schumpeter. Revenu en France en 1945, il travailla dans le secteur économique officiel, centré sur la reconstruction, et suivit simultanément aux Langues orientales un enseignement sur la langue canaque de Houaïlou (Nouvelle-Calédonie).

Dans sa jeunesse, marqué par les idées de l'Opposition trotskyste, dont il avait connu les ténors, il s'engagea après-guerre dans une activité théorique visible, marquée à l'extrême gauche, en contribuant avec Pierre Naville (1904-1993), David Rousset (1912-1997), Gérard Rosenthal (1903-1992), Gilles Martinet (1916-2006), Maurice Nadeau (1911-2013) et Charles Bettelheim (1913-2006), notamment, à la fondation de la *Revue internationale* en décembre 1945, mise en place par d'anciens membres de l'Opposition trotskyste.

Peut-être par l'intermédiaire de Jean Malaquais qu'il avait connu aux États-Unis, Pierre Bessaignet, s'engagea dans une activité de réflexion révolutionnaire autour de la Gauche communiste de



France (GCF) – groupe d'extrême gauche, situé entre le bordiguisme et le communisme des conseils, qui publia dans la revue mensuelle *Internationalisme* plusieurs de ses articles qu'il signait du pseudonyme de *Morel*. Il défendit l'idée d'une évolution graduelle de la société capitaliste vers le capitalisme d'État, ouvrant une «perspective de barbarie», y compris aux USA, dont la «société managériale» (théorisée par Burnham) correspondait à cette phase.

Dans le cadre de son évolution théorique, Pierre Bessaignet se trouva en désaccord théorique avec les membres de la *Revue internationale*, qui définissaient la «bureaucratie» soviétique comme «ouvrière» et non capitaliste. En 1948, il rendit publique son hostilité à l'évolution de certains de ses rédacteurs vers le Parti socialiste unitaire (Pierre Naville et Gilles Martinet) et le RDR (David Rousset), voire le PCF (dans le cas de Charles Bettelheim). Limitant progressivement sa collaboration à la revue, il la quitta finalement.

Il continua une activité informelle de discussion autour de la revue *Internationalisme*. Il fut de ceux qui en 1952, au moment de la guerre de Corée, constatèrent la mort du petit groupe «ultragauche» GCF, lorsque son fondateur Marc Chirik décida de quitter l'Europe, pessimiste sur l'avenir d'une Europe menacée d'holocauste nucléaire.

Pierre Bessaignet maintint quelques contacts intellectuels avec le cercle de discussion de Maximilien Rubel, mais en s'éloignant de toute forme d'activité politique. Déjà reconnu comme ethnologue de terrain, il entra au CNRS en 1949 en tant qu'attaché de recherche. Il obtint en 1954 une mission de recherche sur les Indiens Iroquois du Sud-Dakota. Installé aux USA, il fut nommé professeur à l'université Hobart de l'État de New York.

En 1956, l'UNESCO le chargea d'établir le département de sociologie de l'université de Dacca (Pakistan oriental), où il devint professeur, tout en menant de front des recherches sur la civilisation Bengali. En 1959 il poursuivit les travaux de l'ethnologue norvégien Frederik Barth (né en 1928 à Leipzig) initiés en Iran à la demande de l'UNESCO et enseigna à l'Institut d'études et de recherches sociales de Téhéran, nouvellement créé, où il mit en place le département d'études anthropologiques.

Pierre Bessaignet obtint un poste à l'Université de Nice en 1965, il y mit en place le Centre d'étude des relations interethniques tout en dirigeant le laboratoire d'ethnologie de cette université de 1967 à 1983.

Il manifesta toujours un vif intérêt pour la problématique du métissage, seule voie pour combattre le racisme. Ce racisme, il l'avait déjà dénoncé en 1948 dans *Internationalisme*, à propos du régime sud-africain du field marshal et premier ministre Jan Smuts. Selon Bessaignet, dans un article publié dans l'*Encyclopedia Universalis* : « *…une humanité qui résulterait d'une fusion des peuples qui la composent serait… mieux apte aussi à s'accommoder des bouleversements que, sur le plan social, l'époque lui réserve, voire à les susciter. Par leur situation à l'écart des cadres établis, les groupes issus des mélanges ont toutes les chances d'être à la pointe des grandes mutations…* »

Sources : Gaillard (Gérald), *Dictionnaire des ethnologues et des anthropologues*, coll. Cursus, Armand Colin, Paris, 1997. –BDIC, Nanterre, fonds Rubel. – Lettres de Pierre Bessaignet à Pierre Naville, 1945-1960, Archives Pierre Naville, Musée social, 5, rue Las Cases 75007 Paris. – Elisabeth Malaquais et Geneviève Nakach (éd.), *Jean Malaquais. Correspondance Norman Mailer*, 1949-1986, Éditions du Cherche-Midi, Paris, 2011.

Œuvre : (en collaboration avec) Charles Bettelheim, Gilles Martinet, Pierre Naville, Le Corbusier et Jacques Hardy, *La crise française*, Paris, Le Pavois, 1945. – *La Revue internationale*, n° 18, oct. 1947, «Réponse à une théorie de la bureaucratie nouvelle». – *Internationalisme* : n° 36, juillet 1948, «La fin de Smuts»; n° 37, sept. 1948, «Cent ans de *Manifeste communiste* et la perspective du socialisme»; n° 38 et 39, oct.-nov. 1948, «Drames littéraires et drames sociaux» ; n° 40, déc. 1948, «À propos de la *Revue internationale*»; n° 42, fév. 1949, «La perspective de barbarie»; n° 43, juin-juillet 1949, «La phase du capitalisme d'État» (articles signés du pseudonyme de *Morel*). – *Coopération et Capitalisme d'État. L'expérience suédoise de coopération agricole*, Paris, Presses Universitaires de France, 1953. –*La pseudo-monnaie primitive*, thèse de doctorat d'État, Paris, Sorbonne, 1957. – *Tribesmen of the Chittagong Hill Tracts*, Asiatic Society of Pakistan, Dacca, 1958. – *Méthode de l'anthropologie*, Université de Téhéran, 1961. – *Principes de l'ethnologie économique (une théorie de l'économie des peuples primitifs)*, thèse complémentaire, Paris, LGDJ, 1966. – *Croissance urbaine et mélanges ethniques*, faculté des Lettres et sciences humaines, section de sociologie, 1969. – «Monnaie primitive et théories monétaires», in *Revue européenne des sciences sociales (Cahiers Vilfredo Pareto)*, n° 21, Librairie Droz, Genève, 1970. – *Identités collectives et relations interculturelles*, Ed. Complexe, Bruxelles, 1978 (co-auteur, ouvrage collectif). – *La jeunesse, la fête et l'école. Fêtes, jeunesse et institutions communales dans la Provence d'hier et d'aujourd'hui,* Éditions d'aujourd'hui, Nice 1982 (co-auteur et éditeur, ouvrage collectif, université de Nice). – «Le métissage», article, in *Encyclopedia Universalis*, DVD, 2007.





Giuliano Bianchini, dans un groupe de jeunes partisans, en haut de la charrette, 2e à partir de la gauche, Usseglio (Turin), 1944 (Source : ANPI)

BIANCHINI (Giuliano) : né en 1926 à Florence, mort à Florence le 6 novembre 1980. À 16 ans, il est arrêté par les fascistes, mais réussit à quitter sa ville natale pour se réfugier à Crémone. Il passe à la résistance et combat avec les partisans dans le Piémont (Usseglio) en 1943-1944. Il participe aussi à l'insurrection antifasciste du 25 avril 1945 à Crémone. En mai-juin 1945, tout comme son frère Giuseppe, il est l'un des fondateurs de la Fédération de Crémone du PCInt, avec Rosolino Ferragni et Giovanni Bottaioli. Sa nécrologie indique qu'«il avait adhéré à la fin de 1948 [au PCInt] après avoir subi quelques années de prison démocratique». En fait, Giuliano Bianchini, est arrêté le premier septembre 1949, en même temps que six autres anciens partisans de Crémone (Leonardo Dossena, Mario Giussani, Enrico Novasconi, Ernesto Riolon, Giordano Marzano, Luigi Cappelletti), tous suspectés d'avoir tué le 18 mai 1945 Settimo Catenacci, bras droit du hiérarque fasciste Roberto Farinacci (1892-1945) et responsable de violences contre les ouvriers. Tous sont condamnés à des peines de prison.

Retourné à Florence, il s'affirme comme un important dirigeant du Parti communiste international («Programma comunista»), en Toscane comme au niveau national.

Bianchini fut dans les années 1960 le responsable du Bureau syndical central du PCInt («Programma comunista») qui préconisait la reconquête de la CGIL pour la transformer en un «syndicat rouge». C'est à Florence que fut précisément imprimée la feuille d'agitation syndicale du parti *Il sindacato rosso*, de juillet 1968 à octobre 1973. Il était peu apprécié dans le «parti» : Domenico Ferla le jugeait tyrannique (*prepotente*) et Calogero Lanzafame bureaucratique (*burocrate*).

Après la mort de Bordiga en 1970, il commence à s'affronter à Bruno Maffi, étant considéré comme l'un des «dauphins» possibles d'*Alfa*. Il fait néanmoins partie du «duo organique» qui veille sur la pureté de l'héritage de la «Sinistra comunista», en particulier contre l'influence des idées antisyndicalistes de la Gauche communiste allemande dont la section scandinave (Carsten Juhl et Gustav Bunzel) venaient de faire l'étude. Lors de la réunion générale de Marseille des 4 et 5 septembre 1971 – où il est présent (mais n'intervient pas, faute de maîtriser le français) – il représente avec Maffi le «Centre» qui fait le procès des thèses kapédistes défendues lors de cette réunion par Carsten Juhl.

Il est le principal artisan de la scission toscane qui donna naissance en septembre 1974 à une petite organisation regroupée autour du journal *Il Partito comunista* et de la revue théorique *Comunismo*, présentée de la façon suivante : «*Contraints de prendre acte de l'existence de deux organisations, ce que nous n'avons ni voulu ni provoqué, nous n'avons à écrire sur notre drapeau rien d'autre qu'une complète adhésion et fidélité à la tradition de Marx, de Lénine, de la Gauche communiste, telle que codifée en corps de thèses : les Thèses de Rome, les thèses de Lyon, les thèses caractéristiques de 1952, les thèses sur le centralisme organique de 1964-1966... c'est seulement sur ces bases intangibles et non modifiables que naît, se developpe et doit vivre et prendre corps le parti communiste international.*»

Le fossé entre les deux frères ennemis de Milan et de Florence n'avait fait que se creuser à l'occasion du référendum du 12 mai 1974 sur l'abrogation de la loi sur le divorce. L'organisation de Maffi appela à voter contre. Elle argua qu'il s'agissait non d'abandonner les « principes antiparlementaristes» en retournant sur la scène du «cirque électoral» mais de «défendre les intérêts communs des prolétaires». La tendance (ou fraction) de Bianchini y vit la preuve tangible de la «dégénérescence du vieux parti».

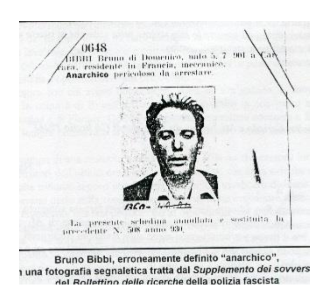
Son organisation continua à publier après sa mort une feuille mensuelle d'agitation syndicale : *Per il sindacato rosso*, supplément à *Il Partito Comunista*, de 1979 à 1987. Néanmoins, cet aveu final d'échec de la «revitalisation» des syndicats «ouvriers» était déjà sous-jacent dans un article de Bianchini publié en 1979 : *«Aujourd'hui, nous pouvons … certainement exclure toute possibilité de reconquérir la CGIL. Cela veut dire que la renaissance des syndicats de classe ne pourra se produire que par le surgissement de nouvelles organisations ouvrières et le vidangeage concomitant des actuels syndicats tricolores. »*

Grand fumeur (une addiction que Bordiga avait déjà reprochée à Ottorino Perrone), il meurt brusquement d'un infarctus chez lui à Florence, le 6 novembre 1980. Le directeur responsable fut après sa mort le jeune journaliste Lazzaro Guadagni (né en 1949).

La tendance «Il Partito Comunista» (Parti communiste international), présente aujourd'hui (2015) en Italie (Gênes, Turin, Florence, Bolzano), en Grande-Bretagne (Liverpool) et au Venezuela, a publié un temps en français (*La Gauche Communiste,* 1981-1997) et continue à publier tant en italien qu'en anglais (*Communist Left*), et en espagnol (*La Izquierda Comunista*).

En 2000, l'organisation mère florentine a connu une scission donnant naissance au petit groupe «Materialismo Dialettico» qui publie sur la Toile des «textes de parti et anonymes».

Sources : International Communist Party (Partito comunista internazionale) : http://www.international-communist-party.org/. Materialismo Dialettico : http://digilander.libero.it/materdial/ – «Sulla strada di sempre», *Il Partito Comunista* n° 1, Florence, sept. 1974. – «Fuori e contro gli attuali sindacati», *Il Partito Comunista* n° 64, 1979. – «Il compagno Giuliano Bianchini è morto», *Comunismo* n° 5, Florence, déc. 1980. – «Il compagno Giuliano è morto», *Il Partito Comunista*, n° 75, Florence, déc. 1975. – Sandro Saggioro, *Né con Truman, né con Stalin. Storia del Partito Comunista Internazionalista (1942-1952)*, Ed. Colibri, Milan, 2010. – Giuseppe Azzoni, «Danilo Montaldi e il PCI cremonese», www.anpi.cremona.it/testi/Azzoni-Brevi-5-Montaldi.pdf. – Luigi Gerosa, *Archivio della Fondazione Amadeo Bordiga*, Fondazione Amadeo Bordiga, Formia, déc. 2013 (mentionne l'échange de lettres entre Bianchini et Bordiga). – Sandro Saggiorio, *In attesa della grande crisi. Storia del partito comunista Internazionale («Il Programma comunista») dal 1952 al 1982,* Ed. Colibrì, Milan, oct. 2014.



Bruno Bibbi, défini dans le Bulletin de recherches fasciste comme «anarchiste dangereux, à arrêter».

BIBBI (Bruno), dit ALFREDO, ou BIANCO, dit PAJASSE : né le 15 juillet 1901, à Avenza di Carrara. Son père avait été le premier abonné de Carrare à l'*Avanti*. En 1915, à 14 ans, il entre aux jeunesses socialistes. En 1918, il travaille comme tourneur aux chantiers navals de l'Ansaldo à La Spezia. Il est très bagarreur : en 1918, il fait dix jours de prison pour rixe, de nouveau en avril 1920. Plus tard, la police de Mussolini le considérera comme très courageux, et qu'à «le regarder on (avait) l'impression qu'il (était) toujours sur le point de se battre». En 1919, il fonde à Avenza une section du PSI et adhère dès Livourne au PCd'I. Il fait partie des groupes armés du parti *(squadre d'azione),* chargés de résister et riposter aux attaques des bandes armées fascistes. Il est attaqué physiquement par les fascistes, ce qui lui laissera des cicatrices au visage. Il doit s'enfuir en 1922 en France et s'installe à Marseille. Communiste autodidacte, il est très sensible aux idées anarchistes, qu'il fréquente assidûment par la lecture. Il travaille sur les chantiers navals de La



Ciotat. Avec Borsacchi, il contribue à la formation d'une section communiste à La Ciotat. Membre d'abord de la «Federazione dei comunisti italiani», il passe aux Groupes communistes de langue italienne du Parti communiste français, en 1924. Il est le responsable d'une «centurie prolétarienne», hostile à la bolchevisation en 1924. Il est exclu du parti communiste en 1925, après de violents heurts (et des coups de poing) avec Ignazio Silone. Avec Michelangelo Pappalardi, il déménage à Paris, et avec ce dernier est l'un des fondateurs du Comité d'entente parisien, qui soutient Bordiga contre Gramsci et Togliatti.

Sous le prénom de Bruno, il est en 1926 en contact épistolaire avec Bordiga, qui recommande «une ligne d'action d'attente», pour ne pas dire «attentiste», où il s'agit d'éviter «de se faire mettre à la porte». À la fin de l'année 1926, il est définitivement expulsé du parti communiste. Lors de la Conférence de Pantin en avril 1928, il est élu membre du comité central et secrétaire du Comité exécutif de la Fraction italienne. Très actif dans la Fraction, Bruno Bibbi est maintes fois arrêté et expulsé par les polices d'Europe : figurant en bon rang dans le «Bulletin des recherches» *(Bolletino delle ricerche)* de la police fasciste, il est arrêté à Paris, sous le motif d'avoir fabriqué de faux passeports; il est expulsé de France le 26 juin 1928; en avril 1929, il est expulsé cette fois de Belgique; il s'établit au Luxembourg, d'où il sera à nouveau expulsé. Vivant et travaillant à Paris clandestinement, depuis la fin de l'année 1929, il fera partie de la délégation de la Fraction communiste italienne qui interviendra au congrès de la Ligue communiste trotskyste en octobre 1931. Bruno Bibbi est très hostile à la collaboration avec le groupe trotskyste italien de la NOI, et se prononcera pour le départ de la Fraction de *Fosco* (Nicola di Bartolomeo), qui rejoindra le groupe trotskyste italien. La police fasciste, très vigilante, note tous ses déplacements : il est signalé en mars 1931 à Lugano (Suisse), puis à Lyon en août, comme chargé de la distribution de *Prometeo* et des souscriptions.

En avril 1933, au nom de la même Fraction italienne, il prend la parole à Paris dans la conférence d'unification des groupes d'opposition de gauche, qui devait donner naissance à l'Union communiste. Selon la police italienne, en 1936, Bruno Bibbi fréquente les groupes libertaires français. Cependant, lors des événements d'Espagne, Bibbi prend le parti de la majorité, qui est hostile à l'engagement dans les milices et préconise une politique de défaitisme révolutionnaire dans les deux camps en présence. En 1937, il est encore expulsé de France.

Malgré son énergie militante indomptable et son activité débordante, Bruno Bibbi sera pourtant soupçonné en 1938 d'être un espion aux mains de l'OVRA. Il sera expulsé de la Fraction italienne. Arrêté par les Allemands au début de la guerre, il est déporté en Allemagne, puis en Italie. Il est relégué à Carrare, où il est en contact avec le milieu anarchiste. Après la guerre, il adhère au PCInt de Damen, Maffi et Perrone. Lors de la scission de 1952, il suit la tendance autour de *Programma comunista* (Bordiga et Maffi).

Jusqu'à sa mort survenue à Carrare, dans la nuit du 20 au 21 décembre 1978, il est membre actif du groupe «bordiguiste» dirigé par Bruno Maffi, *Il Programma comunista*. Cela ne l'empêcha pas de prendre des contacts et de dialoguer avec d'autres groupes politiques de la mouvance libertaire et «ultragauche». Ses camarades le considéraient comme le type même de l'autodidacte, «humain, généreux et plein de bonne volonté», «*critique quand c'était nécessaire, enthousiaste toujours*». De tempérament, il se situait à mi-chemin entre le communisme et l'anarchisme.

Sources : ACS CPC, busta 634 (dossier 9410), Rome. – AN/F7/13252, 13455, 13456 (Paris). – Lettre de Bordiga à Bruno Bibbi, du 22 juin 1926 (Archivio Corradi, Follonica). – Témoignage oral de Marc Chirik. – «Nostri lutti», *Il Programma comunista* n° 2, 27 janvier 1979, p. 6. – Philippe Bourrinet, *La gauche communiste italienne,* mémoire de maîtrise, Paris I, juin 1980. – Fausto Bucci et Rossano Quiriconi (avec la collaboration de Claudio Carboncini), *La vittoria di Franco è la disfatta del proletariato… Mario De Leone e la rivoluzione spagnola*, La Ginestra-Comitato pro ex Ilva, Follonica, 1997. – Fausto Bucci et Paolo Casciola (éd.), Amadeo Bordiga: Lettere a Bruno Bibbi, Piero Corradi, Eugenio Moruzzo, Michelangelo Pappalardi e Lodovico Rossi (1925-1926), *Quaderni Pietro* Tresso, Florence, 1998.



Ettore Bielli, début des années 1950, l'*Umanità nova* roulée dans la main gauche.

BIELLI (Ettore), décorateur : né le 20 janvier 1908 au Brésil, à São Paulo, où s'était installée sa famille originaire de Vénétie Julienne. Retourné à Rome avec ses parents, deux ans après sa naissance, il adhère au parti communiste clandestin vers la fin des années 20. En 1930, il reçoit un avertissement de la police fasciste «pour apologie des actions terroristes commises par les antifascistes slovènes en Vénétie julienne».

En 1931, il est déféré devant le Tribunal spécial fasciste, mais relaxé un an après pour insuffisance de preuves. Il fut constamment persécuté jusque pendant son hospitalisation au sanatorium de Prasomaso (Valtelline).

Le 21 mars 1939, il est arrêté, puis relégué à Ponza, Ventotene puis à Sala Consilina (Salerne). 1941 Il est déféré en 1941 devant le Tribunal spécial, sous l'accusation de coller des papillons hostiles à Mussolini et Hitler. Bielli est relâché pour insuffisance de preuves, mais envoyé en relégation avec sa femme et son fils.

Libéré le 17 septembre 1943, il reprend l'activité politique et syndicale dans le PCI ainsi que dans la nouvelle CGL, s'associant à Danilo Mannucci, devenu son ami.

Expulsé du PCI, il milite en 1944-45 à Salerne – avec Ceriello et Danilo Mannucci – dans les rangs de la «Frazione di sinistra dei socialisti e dei comunisti». Après la fusion entre les groupes internationalistes du Nord et du Sud, il déploie son activité dans la section salernitaise du PCInt, mais il en est expulsé, avec son ami Mannucci, le 11 avril 1946, «*pour immoralité politique*».

Bielli adhéra alors au mouvement anarchiste, fondant le groupe local «Vincenzo Perrone». Il apporta désormais sa plume au journal *Umanità Nova*.

Il est mort à Sala Consilina (Salerne) le 3 avril 1972. Ses obsèques furent l'occasion d'un déploiement de drapeaux rouges et noirs.

Sources : ACS, CPC busta 639. – «Espulsioni», *Battaglia Comunista* n° 22, 21 juillet-3 août 1946, p. 2. – AA.VV., *Dizionario biografico degli anarchici italiani*, BFS, Pise, 2003, vol. I, p. 185. – Sandro Saggioro, *Né con Truman, né con Stalin*, 2010, op. cit. – Dino Erba, *Dizionario...*, op. cit., 2015. – Istituto Galante Oliva, «Scheda figure di antifascisti: Bielli Ettore» : http://www.istitutogalanteoliva.it/wp-content/uploads/2013/08/scheda-bielli-ettore-pdf.pdf

BIONDINI (Ezio), dit Giovanni MERINI : né le 25 décembre 1907 à Udine (Frioul), mécanicien. Le jeune Biondini s'engagea très jeune dans le mouvement communiste clandestin. Le premier mai 1924, il hissa au sommet du château d'Udine, sur la statue de l'Ange, un énorme drapeau rouge, que les fascistes ne purent enlever que trois jours après. Il endura en Italie la prison et la relégation «pour propagande antifasciste chez les militaires de la province d'Udine», de novembre 1926 au 26 novembre 1930. Au début de l'année 1931, il se réfugia en France, puis de là partit pour la Russie à la demande du parti pour étudier à l'École léniniste internationale. Il travailla bientôt dans la production comme dessinateur à l'usine d'automobiles Staline de Moscou.

Il avait des rapports amicaux avec Dante Corneli, Alfredo Bonciani, Rodolfo Bernetich, Luigi Calligaris, Aldo Gorelli, Sensi, tous ceux que Paolo Robotti, le cousin de Togliatti, définissait comme des «*trotskystes justes bons à être expédiés en Sibérie*». Ce fut pour son prétendu «bordiguo-trotskysme», en fait ses liens d'amitié avec Calligaris, qu'il fut expulsé fin 1934 du PCd'I. Immédiatement après, en janvier 1935, il est arrêté par le GPU. Condamné à cinq années de



relégation par un comité spécial du NKVD, le 4 mars 1935, il est envoyé à Syktyvkar (capitale de la République komie), où il travaille comme mécanicien dans le trust forestier Komiles. Le 19 septembre 1937, sa peine est alourdie : il est condamné à dix ans de camp par décision du Tribunal suprême de la République des Komis.

Libéré en 1946, il vit quelques années à Norilsk, sur le cercle polaire arctique. Il put rejoindre Moscou seulement en 1950 et se rendit à l'ambassade italienne pour obtenir son visa de rapatriement. Il aurait aussi fortuitement confié son long martyre, au théâtre à Moscou, à Giancarlo Pajetta (1911-1990) qui était à la tête d'une délégation officielle du PCI. Surveillé par la police, il est arrêté le 16 août de la même année, pour être condamné à 25 ans de travaux forcés. Envoyé au camp de Krasnoïarsk, il y mourut en 1952 sous les coups de hache d'un ou de plusieurs détenus. On sait que dans les camps du Goulag, les truands qui régnaient en maîtres commettaient des assassinats crapuleux de zeks (prisonniers politiques) avec le soutien bienveillant des autorités staliniennes.

Il a été «réhabilité» le 9 juin 1957.

Sources : ACS CPC, busta 660. – GARF, f. 10035, op. 1, affaire P-31289; RGASPI, 513 2 69; CA FSB RF, affaire n° 216243; Archiv Glavnoj Voennoj Prokuratury; Fondo Istituto Gramsci (FIG) : APC, 1921-1943, fasc. 1517; et Fonds Robotti. – Guelfo Zaccaria, *A Mosca senza ritorno. Duecento comunisti italiani fra le vittime dello stalinismo*, SugarCo Edizioni, Milan, 1983. – Dantsig Baldaev, *Gardien de camp. Tatouages et dessins du Goulag*, Éditions des Syrtes, Genève, oct. 2013 (Publié sous la direction d'Elisabeth Anstett et Luba Jurgenson).



Giuseppe Biscuola, peu de temps avant sa mort.

BISCUOLA (Giuseppe), dit MILAN, technicien électricien; mécanicien à l'Ansaldo de Gênes : né le 28 mai 1904 à Ferrare. Socialiste en 1920, ayant joué un rôle dans le mouvement d'occupation d'usines, il devint membre du PC d'Italie vers 1924. En 1932 ou 1936, il est dénoncé au Tribunal spécial fasciste et condamné à 10 ans de prison pour appartenance au PCI. Libéré, il aurait été exclu du PCI pour «trahison». Amnistié, il reprit l'activité clandestine en utilisant une petite typographie clandestine installée dans le quartier de San Fruttuoso. Arrêté en 1938 pour avoir brocardé en public le régime fasciste, il fut relâché et continua l'activité clandestine dès 1941 non plus dans le PC mais, selon l'ANPI, en «lien avec les antifascistes de San Fruttuoso».

Il fit partie de l'Escouade d'action patriotique (Squadre d'Azione Patriottica) «Pinetti», créée à l'été 1944, d'orientation «garibaldienne» (proche du PCI), opérant à Gênes contre les troupes nazi-fascistes du général Kesselring et de Mussolini. Arrêté, tiré de prison, il est exécuté publiquement le 14 janvier 1945 sur la via Bonifacio à Gênes par les brigades noires du général Rodolfo Graziani (1882-1955). Ce dernier, bien que considéré comme criminel de guerre, fut «pris en charge» par l'OSS américaine, et ne fit que six mois de prison après son procès ouvert en 1948; il devint en 1953 le président honoraire du MSI.

Giuseppe Biscuola aurait été membre du Parti communiste internationaliste depuis novembre 1943, mais s'était pourtant engagé dans la «Résistance patriotique». Une plaque commémorative a été déposée via Bonifacio par la section de Marassi de l'ANPI (Association nationale des partisans italiens) : «Ici a été assassiné le partisan BISCUOLA Giuseppe le 14/1/1945 – Souvenir éternel – ANPI, Marassi».



Sources : ACS CPC, busta 664. – *Quaderni di Battaglia comunista 6*, «Il processo di formazione e la nascità del Partito comunista internazionalista», edizioni Prometeo, déc. 1993. – «Nuestra conmemoración de los 50 años del final de la segunda guerra imperialista», *La Izquierda Comunista* n° 3, nov. 1995, p. 47-49. – Giorgio Gimelli, *La Resistenza in Liguria. Cronache militari e documenti*, 2 vol., Carocci, Rome, 2005.

BITOT (Claude) : né le 19 octobre 1937 à Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine), chaudronnier, puis traceur dessinateur industriel. Claude Bitot, d'origine vendéenne, dont la mère avait travaillé avant-guerre dans une maison bourgeoise et le père était chauffeur de maître, suivit une formation d'ouvrier chaudronnier. Il s'orienta politiquement à la fin de la guerre d'Algérie : il adhéra quelques mois au PSU, en 1961, puis au PC en 1962, pour peu de temps, juste au moment de la manifestation du métro Charonne à laquelle il participa (8 février), où neuf personnes trouvèrent la mort : «*Je me souviens qu'on a attaqué à coups de pierres un car de flics qui nous fonçait dessus et j'ai évité de justesse qu'il ne me renverse*».

Il est alors contacté par le groupe «Voix ouvrière» (ancêtre de «Lutte ouvrière»), mais cherche sa voie ailleurs. C'est en effet la lecture de la revue *Programme communiste*, trouvée en kiosque, qui l'amène à prendre contact avec le groupe bordiguiste, où il entre à la fin de 1962, quatre ans après Serge Demianiw. Accompagné de Roger Dangeville, il rencontre pour la première fois Bordiga, en mars 1963, lors d'une réunion générale à Milan.

Lors de la scission de 1966, qui voit le départ de Roger Dangeville, des «deux Jacques» (Angot et Camatte), il prend fait et cause pour la direction du «Parti». Il quitte le groupe «programmiste» parisien, au début de 1968, en même temps que Serge Demianiw. Il envoie «à tous les camarades» une longue lettre qui constate la totale faillite du «programmisme», sans se faire d'illusion sur son impact : «*Disons simplement que le parti – c'est-à-dire la grande majorité des camarades qui en font partie – souffre d'une sclérose généralisée qui reflète dans la pratique son incapacité théorique à comprendre les faits et le mouvement prolétarien. La bureaucratisation du Centre – qui n'admet aucune critique, aucune discussion sérieuse avec la périphérie – les crises périodiques qui secouent le parti, les pirouettes incessantes de la direction, l'indifférence et l'apathie de la base… ne sont que les signes révélateurs du vide théorique dans lequel nage le parti*… Le parti a rompu totalement avec le marxisme… *L'avenir n'appartient pas aux organisations du passé, aux débris de feue la Troisième Internationale… Le futur appartient aux organisations où le présent domine le passé*».

En 1968-1970, il prend contact informellement avec le cercle de discussion autour de la revue *Révolution internationale*, mais sans s'y engager. En juillet 68, il se rend en Italie, avec Marc Chirik, pour convaincre le groupe de Damen («Battaglia Comunista») de prendre l'initiative d'une conférence des groupes de la Gauche communiste. Ce fut un total échec. Tous deux rencontrent le groupe milanais «Rivoluzione Comunista» de l'avocat Lanzafame. Une autre tentative de contact avec d'anciens membres de la Fraction belge de la gauche communiste échoue, aussi bien avec le groupe très sectaire «Le Fil du temps» de Roger Dangeville et Henri Heerbrant qu'avec le noyau «Bilan» autour d'Anne Manne, plus chaleureuse.

Il cesse le contact avec le noyau de «Révolution internationale», estimant «qu'ils n'étaient pas assez clairs en ce qui concerne le parti» et le jugeant «*conseilliste*». Restant «bordiguiste», il rejette le «mouvement étudiant comme purement petit bourgeois», et crée, en mai 1972 avec Philippe Leclercq et Marie-Hélène Louis, la revue *Parti de classe*, qui n'eut qu'un numéro. Sa couverture portait deux marteaux entrecroisés, éliminant ainsi la faucille, et donc la paysannerie comme «classe révolutionnaire». Il considéra à posteriori que «*la révolution serait désormais purement prolétarienne, avec pour premier modèle celle qui s'était initiée en Allemagne en 1918-19, avec rejet du parlementarisme dit 'révolutionnaire' et des syndicats, un peu comme l'avait fait le KAPD, mais en mettant plus l'accent sur le Parti*».

En fait, la tonalité de *Parti de Classe* restait totalement «bordiguiste» accentuant même le rejet traditionnel du KAPD et du communisme des conseils par les disciples de Bordiga : «*Si le KAPD est un parti confusionniste, le conseillisme, lui, est un abandon total de la théorie marxiste de la lutte des classes… De nos jours, le conseillisme n'est qu'une réaction* petite-bourgeoise *au stalinisme, réaction qui n'est que*

l'expression de cette idéologie des couches moyennes modernes toutes imbues d'une mentalité démo-classiste, gestionniste et individualiste et qui croient stupidement que le socialisme c'est la démocratie pour tous et la liberté pour chacun ! »

Bien plus, Claude Bitot et sa revue estimaient qu'«*entre le conseillisme et le communisme, il y a indubitablement une barrière de classe*».

Après un long silence de presque vingt ans, pour raisons personnelles, Claude Bitot a publié depuis 1995 plusieurs ouvrages sur le «projet du communisme» pour «dépasser le capitalisme». Dans une brochure publiée en 1999, une «enquête sur le capitalisme dit triomphant», il affirmait que «*ce n'est pas vers un 'nouveau 1929' que le capitalisme se dirige[ait], mais bien vers quelque chose qui ressembler[ait] à une crise finale*», où la seule illusion du passé n'est pas le «communisme» (selon François Furet), mais «dans un avenir plus ou moins proche, le capitalisme lui-même».

S'éloignant d'une forme de marxisme «industrialiste», il juge que «le prolétariat n'a pas été cette classe à même d'abattre le capitalisme». La perspective communiste existerait mais resterait fragile, alors que le système «se dirige tout droit vers son auto-effondrement». Selon lui, la crise écologique de la planète ne permet d'espérer, suite à cet «auto-effondrement», qu'«*un communisme de la survie, avec lequel l'austérité sera de rigueur, strictement égalitaire, qui devra faire avec les moyens du bord confronté qu'il sera à la pénurie*». Ce nouveau type de «révolution communiste», née dans le chaos, serait finalement une sorte de «révolution populaire» qu'il qualifie de «*non-classe*». Celle-ci serait guidée une fois de plus par le Parti, mais un parti élitiste, de type «léniniste», sur le modèle de l'ancien parti bolchevik, «*avec un nombre restreint de militants mais bons, capables d'être des passeurs d'idées, des éveilleurs de consciences*; … *une avant-garde*».

Œuvre : *Le Communisme n'a pas encore commencé,* Spartacus, Paris, 1995. – *Enquête sur le capitalisme dit triomphant*, Échanges et Mouvement, janvier 1999. – *Quel autre monde possible ? Retour sur le projet communiste*, Colibrì, Milan, mars 2008. – *Repenser la révolution : quelle voie pour dépasser le capitalisme ?*, Spartacus, Paris, 2013. – *Un Manifeste communiste pour le XXIe siècle*, 2016 (à paraître).

Sources : *Parti de classe* n° 1, Paris, mai 1972. – *Sandro Saggioro, In attesa della grande crisi. Storia del Partito Comunista Internazionale 1952-1982*, Edizioni Colibrì, oct. 2014, p. 186.



Giovanni Boero vers 1920, avec la légende : «*barbe coupée pour ne pas être reconnu des fascistes*».

BOERO (Giovanni), dit BARBA, JOBER, JEAN, ouvrier vernisseur; électricien : né le 15 (le 4, selon l'acte français de décès !) septembre 1878 à Villanova d'Asti (Piémont); mort à Ivry-sur-Seine (Seine) dans la nuit du 15 au 16 mai 1958.

Dès son plus jeune âge, Giovanni Boero travailla entre Turin et Marseille, où en 1899 il contribua au journal d'extrême gauche socialiste : *L'Emigrato,* destiné aux ouvriers italiens émigrés, fondé un an auparavant par Luigi Campolonghi (1876-1944). Il retourna à Turin deux ans plus tard, pour bientôt s'établir en Suisse de 1904 à 1909. À la fin de ce séjour, lui naquit une fille, Léonie, qui à son âge adulte comme lui fut prolétaire (décolleteuse).

De retour à Turin, en 1910, il est l'un des principaux porte-parole de la section turinoise du PSI, se situant à l'extrême gauche, porte-parole de la tendance 'intransigeante'. Réformé pour le service militaire, il put militer activement dans la section de Turin et participa avec Luigi Gilodi (1883-1963) à l'agitation contre la guerre en août 1917 à Turin où l'armée tira sur la foule.



En 1918 il est élu secrétaire de la Fédération de Turin du PSI et au XVe Congrès, de Rome (1er-5 septembre), il exigea que le PSI quitte la Deuxième Internationale. Au début de 1919, il s'orienta vers l'abstentionnisme, et il vota pour la motion abstentionniste de la fraction de Bordiga au XVIe congrès national du PSI à Bologne (5-8 octobre 1919). Mais Boero qui avait des positions «conseillistes» se différenciait de Bordiga – qui en minimisait l'importance – en appuyant le mouvement d'occupation des usines à Turin. Il fut un important contributeur de la revue de Gramsci *L'Ordine Nuovo*. En octobre 1920, après l'échec du mouvement d'occupation des usines, sa tendance abstentionniste à Turin exigea une rupture définitive avec le PSI – une proposition alors rejetée par Bordiga. Lors du congrès du PSI à Livourne en janvier 1921, Boero choisit la minorité dirigée par Bordiga, et compte donc parmi les fondateurs du PC d'Italie. Il se présenta aux élections, mais ne réussit pas à se faire élire.

En avril 1923, il se réfugia en France, continua à être membre du PC, mais s'opposa à la stalinisation. Il envoya au Comité exécutif du Komintern le 3 janvier 1927, un document de protestation, signé également par Antonio Gabassi et d'autres militants «bordiguistes». Chassé du PC italien en 1930, il prit part en France à la formation de la NOI (Nouvelle Opposition italienne), dont il fut l'un des leaders avec Alfonso Leonetti (*Feroci*), Paolo Ravazzoli (*Santini*), Pietro Tresso (*Blasco, Julian*) et Mario Bavassano (*Giacomi*).

En France, son métier le fit migrer d'une région à une autre, ce qu'il mit à profit pour son activité politique et syndicale : Reims, Sucy-en-Brie, Ivry-sur-Seine, jusque dans le sud. En 1931, «Jean» Boero semble avoir été secrétaire du syndicat (CGT) des électriciens de Menton (Alpes-Maritimes).

En octobre 1933, il adhéra à l'*Union Communiste* – organisation dissidente de l'Opposition de gauche – avec Mario Bavassano et sa compagne Teresa Recchia (1899-1934), qui avaient rompu avec la NOI. Mais il se rapprocha de l'organisation trotskyste italienne en 1936, et en 1938 il adhéra au PSI maximaliste, collaborant à la *Nuova Avanti!*. Durant la guerre, son activité politique à Ivry fut très réduite, mais il se retrouva sur les barricades lors de la libération de Paris en août 1944.

En 1945, il adhéra au Parti communiste internationaliste d'Onorato Damen et Amadeo Bordiga, à l'instigation de son vieil ami de jeunesse Luigi Gilodi, de la Fédération turinoise du Parti communiste internationaliste (PCInt). En 1945-46, entre Ivry, Paris et des déplacements au Piémont, il fut très actif dans le milieu internationaliste constitué autour du PCInt, écrivant plusieurs articles pour son organe *Battaglia Comunista*, s'affrontant même physiquement aux staliniens lors d'une conférence tenue à Perosa Argentina (Turin). Son adhésion au PCInt avait été accélérée par le choc de l'assassinat par des sicaires staliniens (11 juillet 1945) de Mario Acquaviva (1900-1945), près d'Asti à Casale Monferrato, peu de temps après celui de Fausto Atti.

Au nom de la Fédération autonome de Turin du PCInt, ou plutôt de Luigi Gilodi, il participa officiellement à la Conférence de Bruxelles des 25 et 26 mai 1947, sous le pseudonyme de *Jober*. Cette conférence réunissait des groupes communistes de conseils néerlandais (Spartacusbond et Groupe des communistes internationalistes), le groupe «bordiguiste» français dissident «Internationalisme», animé par Marc Chirik, ainsi que des individualités comme Georg Scheuer, dirigeant des RKD (Revolutionäre Kommunisten Deutschlands) et CR (Communistes-révolutionnaires) pendant la guerre. Dans une lettre à Marc Chirik (juin 1947), il s'étonnait que la participation de son groupe n'ait pas été mentionnée. Bien que n'ayant «aucun mandat impératif», lui – au nom de son groupe – «(avait) *suffisamment souligné la nécessité de l'action directe intransigeante de classe, unique chemin pour le redressement du mouvement révolutionnaire du prolétariat*».

Après un dernier article sur la grève des mineurs français (Pas-de-Calais, oct.-nov. 1948) publié par *Battaglia comunista*, l'organe du PCInt, il adressa en 1949 des articles théoriques (sur l'Internationale ouvrière et le marxisme) au journal *L'Internazionale*, organe du Partito Operaio Comunista (POC), dissident de la IVe Internationale, qui avait des contacts avec le groupe de



Grandizo Munis et Natalia Trotsky. Mais, dans les années 1950, avec le délitement des organisations révolutionnaires en France et en Italie, Boero tomba dans un découragement, qui le mena au suicide. Selon Alfonso Leonetti, «écœuré et désillusionné, il se suicida par le gaz à son domicile le 16 mai 1958... à Ivry-sur-Seine», «pour protester contre le stalinisme et le gaullisme, deux formes de dictature issues du même moule, celui de la contre-révolution». Dans son testament, il demanda d'être enterré recouvert du drapeau rouge.

Sources : ACS CPC, busta 691. – Arch. Nat. F7/13030, Rapports mensuels des préfets et des commissaires spéciaux, Alpes-Maritimes, 2 octobre 1931. – Fondo Giovanni Boero 1926-1952, Centro studi Piero Gobetti, Turin. – *Battaglia comunista* n° 7, 1-15 avril 1947. – [Georg Scheuer] *Spartakus* n° 1, octobre 1947, «Die internationale Versammlung in Brüssel, Pfingsten 1947». – (Bruno Maffi et alii), *Storia della sinistra comunista*, vol. II, «Dal Congresso di Bologna del PSI al Secondo Congesso dell'Internazionale Comunista», ed. Programma comunista, Milan, 1973. – Franco Andreucci et Tommaso Detti, *Il Dizionario biografico del movimento operaio italiano 1853-1943*, 6 vol., Ed. Riuniti, Rome, 1975-1979. – Alfonsi Leonetti, *Belfagor*, vol. 32, n° 1, 31 janvier 1977. – Roberto Massari (éd.), *All'opposizione nel PCI con Trotsky e Gramsci. Bollettino dell'Opposizione comunista italiana, 1931-1933*, Controcorrente, Rome, 1977 (préface d'Alfonso Leonetti). – Massimo Novelli, «Il comunista senza partito di Villanova», *La Repubblica*, 18 juillet 2013.

Œuvre : «Grido d'allarme», *Avanti!*, n° 73, 13 mars 1919. – «Dove stanno i rinnegati? (Fronte rosso di classe contro il Fronte Popolare)», *Bollettino d'Informazione*, «edito dai Bolscevichi-Leninisti Italiani aderenti alla IV Internazionale», n° 1, 25 juin 1936. – «Rafforziamo la base», *Battaglia Comunista* : n° 18, 2-15 juin 1946; «Vita di Partito. Dalle Sezioni», n° 24, 1-7 sept. 1946; «L'episodio della Caproni», n° 26, 28 sept.-5 oct. 1946; «Barba, Una lezione terribile», n° 43, 7-14 déc. 1948. – *Jober* (G. Boero), «Rectificatif. Autour de la conférence internationale de contact», *Internationalisme* n° 24, 15 juillet 1947. – Gilodi et Boero (Jober), «Marxismo. Dottrina del proletariato», 1948, 22 p., in Archives Georg Scheuer, IISG, Amsterdam. – «L'internazionale operaia», in *L'Internazionale* n° 4, 16 sept. 1949 et n° 6, 16 oct. 1949; «Marxismo?», n° 7, 7 nov. 1949.

BONCIANI (Alfredo), dit GRANDI né en 1905 à Florence, mécanicien, membre du PCI clandestin en Italie. Il semble avoir émigré en URSS en 1929, à l'instigation de la direction de son parti. Il aurait été «exfiltré» pour avoir avec deux autres membres de son parti supprimé un «espion fasciste». Il fréquenta l'École internationale Lénine, puis la KUNMZ (Université communiste des minorités nationales d'Occident). Marié, il avait laissé une fille en Italie. Comme Luigi Calligaris, il travailla à l'usine de tampons à la sphère «Kaganovitch» à Moscou, centre connu des oppositions de gauche.

Au cours de l'année 1933, il fut expulsé du parti sous l'accusation de «trotskysme», en raison de sa participation au cercle de la gauche communiste animé par Arnaldo Silva et Luigi Calligaris. Il avait alors demandé aux dirigeants du PCI à Moscou de favoriser son départ d'URSS. Sans réponse, il se rendit à l'ambassade italienne de Moscou et demanda à être rapatrié. Sans succès non plus. Le 10 décembre 1933, il fut convoqué à l'hôtel Krasnij Mayak («Le Nouveau phare») par trois staliniens italiens : Giovanni Bertoni (1906-1964), appelé à un «brillant avenir» de lieutenant-colonel de l'OGPU en Espagne et en Uruguay, Anselmo «Pera» et Luigi Capanna (1884-1938 ?). Ceux-ci le tabassèrent au point qu'il mourut cinq jours plus tard à l'hôpital. Cet assassinat déguisé, connu de toute la communauté italienne, était un clair avertissement à tous ceux qui voulaient vite quitter «la patrie du socialisme».

Les assassins, «jugés» pour la forme, furent condamnés à quatre années de prison, mais furent libérés trois mois plus tard. Giovanni Bertoni, pours «services rendus», fut envoyé se reposer en sanatorium en Crimée et promu agent du GPU.

Sources : ACS CPC, busta 582 (Giovanni Bertoni, né à Faenza en 1906). – ACS CPC busta 1022 (Luigi Capanna, né à Figline Valdarno, Florence, en 1884). – Dante Corneli, *Il dramma dell'emigrazione italiana in Unione sovietica, quarto libro*, déc. 1980, p. 38-41. – Elena Dundovich et Francesca Gori, *Italiani nei lager di Stalin*, Laterza, Rome/Bari, 2006. – Saturno Carnoli, *L'avventurosa vita del faentino Giovanni Bertoni Tenente Colonnello del KGB*, Edizioni Artestampa, Ravenna, 2008.

BONITO (Antonio), dit DINO, cireur de meubles, enseignant : né le 12 août 1890 à Cerignola (Foggia, Pouilles). Il est fiché comme anarchiste en 1910 et organise des manifestations de paysans dans l'après-guerre. Signalé à Berlin avec Pappalardi, membre du Secours rouge international, il est considéré en 1925 comme un «socialiste dangereux». Il fait partie ou sympathise fortement avec la tendance de Michelangelo Pappalardi à la fin des années 20 à Lyon. Il rentre en Italie en février 1934. Arrêté, il est amnistié après deux mois de prison. Il demeura sous surveillance policière jusqu'en 1943. Il assuma la fonction provisoire de maire de Cerignola

du 28 avril 1945 au 14 août 1946, plus ou moins sous l'étiquette du PCI. Celui-ci le fit expulser comme prétendu «collaborateur de l'OVRA».

Sources : ACS CPC, busta 737. – ACS CPC n° 441, fasc. 030600. – Notice «Bonito, Antonio», in Quaderni dell'ANPPIA, *Antifascisti nel casellario politico centrale*, vol 4, 1992. – Dino Erba, *Ottobre 1917 – Wall Street 1929,* op. cit.

BONSIGNORI (Alfredo), dit GRACCO, ALFONSO : né le 28 janvier 1895 à Cecina (Livourne), menuisier; mécanicien. Conseiller communal de Cecina en 1920, socialiste en 1921 il adhère au PCI. Arrêté le 20 mars 1922 pour complicité dans le meurtre du fasciste Dino Leoni, il est condamné à 10 ans et trois mois de prison à Nisida. Amnistié, il est libéré le 14 août 1926, retourne à Cecina mais il est contraint par les fascistes de quitter Livourne et de se cacher à Rome et Milan, avant d'émigrer clandestinement en France à Lyon.

En 1927, il n'adhère pas à la Fraction, mais aux Groupes d'avant-garde communistes (GAC), constitués par Michelangelo Pappalardi, autour du Réveil Communiste/Risviglio comunista. Bonsignori suivit l'évolution du groupe, qui partant de Bordiga et de Korsch, sympathise en 1929 avec les positions du KAPD, et constitue les Groupes ouvriers communistes (GOC), organisés autour du journal *L'Ouvrier Communiste*.

Mais il se rapprocha progressivement des anarchistes. Le 14 décembre 1930, il participe à une réunion du Cercle Sacco et Vanzetti de Lyon, avec Socrate Franchi, Primo Lastrucci et Gusmano Mariani . Pour la police fasciste, en 1932 il était passé à l'anarchisme. Pour cela il est inscrit à la rubrique des frontières.

Arrivé en Espagne à l'été 1936, il est signalé à Barcelone en mars 1937 comme combattant de la Colonne italienne à Monte Pelato. En octobre 1937 il rentre en France. Pendant la guerre, en 1943-1944, il est actif dans la «résistance lyonnaise». Après 1945, il retourne quelque temps à Cecina, mais rentre peu de temps après à Lyon où il meurt le 3 avril 1976.

Il maintint toujours des contacts avec Carlo Mazzucchelli (*Tre*), malgré les divergences politiques.

Sources : ACS CPC, busta 742. – Gracco, «La frazione e il partito», *Prometeo* n° 76, 19 juin 1932. – Adriano Del Pont, *Antifascisti nel Casellario Politico Centrale*, ANPPIA, Rome, 1988-1995, 19 vol. – *Dizionario biografico degli anarchici italiani*, vol. I, BFS Edizioni, Pise, 2003. – F. Bucci, S. Carolini, A. Gregori et G. Piermaria, *«Il Rosso», «Il Lupo» e «Lillo». Gli antifascisti livornesi nella guerra civile spagnola*, La Ginestra, Follonica, 2009.


BORDIGA
(Croquis de H.-P. Gassier)

Maintenant que notre camarade délégué par l'Exécutif au Congrès de Marseille a pu dépister, au retour comme à l'aller, la meute des policiers français, nous pouvons sans inconvénient publier le portrait très ressemblant qu'en a dessiné H.-P. Gassier.



Bordiga, 31 décembre 1921, délégué du Komintern au congrès de Marseille du PCF // nov.-déc. 1922, IVe congrès de l'I.C. à Moscou.

BORDIGA (Amadeo Adriano), dit ALFA, dit ORSO : né le 13 juin 1889 à Resina (Naples, Campanie), ingénieur-architecte; mort à Formia (Latina) le 23 juillet 1970. Amadeo Bordiga était fils d'un professeur d'économie agraire de Portici (région de Naples, à côté d'Herculanum), monarchiste d'origine piémontaise, et de Zaira degli Amadei, descendante d'une famille aristocratique florentine. Son oncle Giovanni Bordiga était mathématicien, expert en géométrie projective, enseignant à l'université de Padoue; il fut l'un des fondateurs de la Biennale de Venise, exposition d'art international inaugurée en 1895 en présence du roi.

À l'âge de 18 ans, son professeur de physique l'influença durablement dans le sens du marxisme. Un marxisme qu'il n'oublia jamais, même pendant ses études d'ingénieur à l'École polytechnique de Naples qu'il acheva avec succès en 1912.



Il adhéra au PSI en 1910, où il se situa immédiatement à gauche. Membre de la Jeunesse socialiste, il fut en 1912 l'un des adversaires les plus décidés de la droite colonialiste lors de la guerre de Libye. Il créa à Naples le premier avril 1912 – avec d'autres jeunes comme Ruggero Grieco (1893-1955) et sa future épouse Ortensia De Meo – le «Circolo socialista Carlo Marx», par la scission d'avec la section locale dominée par les réformistes.

Il était animé par une fougueuse foi en la révolution, où il voyait déjà une algèbre : «*Nous croyons à la Révolution, non comme le catholique croit en Dieu, mais comme le mathématicien croit dans les résultats de ses recherches*» (*L'Avanguardia* n° 253, 11 août 1912).

En octobre de la même année, au congrès de la Jeunesse socialiste, il s'opposa au courant dit «culturaliste» d'Angelo Tasca (1892-1960) qui estimait que la tâche la plus urgente chez les jeunes socialistes était l'éducation et l'étude. Ce à quoi Bordiga répondit : «*La nécessité de l'étude, c'est à un congrès d'enseignants, non de socialistes, de la proclamer*».

Adversaire déterminé de la guerre et du réformisme, il devient progressivement antiparlementariste, condamnant «des illusions électoralistes» et la politique des «blocs électoraux» préconisée par les réformistes. Suite à son rapport contre le «bloquisme» au Congrès socialiste d'Ancône (26-29 avril 1914), un changement d'orientation se fit dans le PSI. À Naples, le PSI quitta l'Union socialiste locale, ce qui entraîna la formation d'une section purement socialiste. Bordiga en fut le leader incontesté, assumant en même temps la direction du périodique *Il Socialista*.

Lorsque la guerre éclate, Bordiga dénonce dans *Avanti* du 16 août un article intitulé «À notre poste» dans lequel il s'en prend aux «sympathies» pro-Entente d'une majorité de socialistes, et condamne toute distinction entre «guerres défensives» et «guerres offensives». Il dénonce la trahison de Mussolini, qui le 18 octobre, dans un article de l'*Avanti* («De la neutralité absolue à la neutralité active et opérante») proclame son interventionnisme au côté de l'Entente; le 22 octobre, Bordiga publie un article dans *Il Socialista* qui se prononce «*Pour l'antimilitarisme actif et opérant*», autrement dit pour une lutte contre toutes les armées impérialistes en présence.

Pendant la guerre, il travailla aussi à l'organisation de la *Camera del Lavoro* (bourse du travail) de Naples. En 1917 il participa à la création de la Fraction intransigeante socialiste adversaire de la direction maximaliste (Serrati et autres). Lors de son congrès clandestin tenu à Florence le 18 novembre 1917, Bordiga affirme la nécessité d'une action révolutionnaire à court terme : «*Il faut agir. Le prolétariat est fatigué, mais il est armé. Nous devons agir*».

En décembre 1918, il donne une impulsion décisive à la sortie du journal *Il Soviet* qui devient l'organe de la Fraction communiste abstentionniste, fraction de gauche du PSI.

Au Congrès de Bologne d'octobre 1919, Bordiga souligne les tâches immédiates du prolétariat italien : «*conquête révolutionnaire du pouvoir, insurrection et dictature du prolétariat*».

Représentant du courant communiste italien au IIIe Congrès de l'IC en 1920, il contribua à la rédaction de la 21e condition d'adhésion. Abstentionniste, il accepta que le futur parti participe aux élections, par discipline. Hostile aux positions de Gramsci *(Ordine nuovo),* il s'en rapprocha en 1920, pour travailler à la fondation d'un véritable parti communiste (conférence d'Imola, décembre 1920).

En janvier 1921, il est à la tête de la nouvelle section de l'IC, après la scission de Livourne, dont il est le maître d'œuvre. Il est corédacteur des Thèses de Rome, avec Terracini, lors du IIe congrès du PCd'I tenu à Rome. À partir de 1921, Bordiga s'oppose à la politique de «Front unique» de l'IC, puis à sa politique «antifasciste» lors du IVe congrès de l'IC. Hostile à l'entrée des «terzini» de Serrati et Fabrizio Maffi dans le parti, il se plie néanmoins à la discipline de l'Internationale.

À cette époque, tant ses partisans que ses adversaires reconnaissent l'exceptionnelle capacité de leader de Bordiga, tant sur le plan intellectuel que simplement humain. Angelo Tasca, son

adversaire de «droite», devait reconnaître dans les années 30 qu'il avait «*connu peu de personnes qui possèdent la fraîcheur de la culture, la vivacité de l'intelligence, le sens des nuances et des subtilités, en somme la richesse 'humaine', de Bordiga. Il avait une exubérance de vie, un sens de l'humour, une capacité d'observation de premier ordre*».

Il est arrêté par le gouvernement fasciste de février à octobre 1923, la direction «bordiguiste» étant remplacée par celle de Gramsci et Togliatti, soumise à Zinoviev. Bien qu'expulsée par l'IC des organes dirigeants du parti, la tendance de gauche de Bordiga resta majoritaire jusqu'au congrès de Lyon en 1926, où elle sera mise en minorité (9,2 p. 100 des mandats). Face à la tendance dite «centriste» de Gramsci et Togliatti, Bordiga adhéra en 1925 au Comité d'entente formé par Onorato Damen, Bruno Fortichiari, Luigi Repossi, Carlo Venegoni et Ottorino Perrone. Selon Jules Humbert-Droz, «l'œil de Moscou», «*Bordiga s'est résolu, sous la menace de l'expulsion, à dissoudre la fraction qu'il avait formée. Mais il recule momentanément pour pouvoir continuer à désagréger le Parti…* ».

Après le congrès de Lyon, où il mène une bataille désespérée au nom de la Gauche en présentant les «Thèses de Lyon», il combat Staline à Moscou lors du VIe Exécutif élargi (février-mars 1926) et prend contact avec Trotsky. La rupture était déjà effective entre la Gauche et le Komintern. Lors de la XXe séance (15 mars 1926), Bordiga proposa une motion exigeant rien moins que l'État russe et le parti russe, l'ensemble de leur politique soient soumis à la politique révolutionnaire de toute l'Internationale communiste : «*Je propose que le Congrès mondial soit convoqué l'été prochain, avec à l'ordre du jour précisément la question des rapports entre la lutte révolutionnaire du prolétariat mondial et la politique de l'État russe et du parti communiste d'Union soviétique, étant bien établi que la discussion de ces problèmes doit être préparée correctement dans toutes les sections de l'Internationale*». Cette motion, qui traduisait une certaine naïveté politique, fut, bien entendu, rejetée.

Il refusa (28 octobre 1926) la stratégie proposée par Karl Korsch de fonder une nouvelle Internationale et de nouveaux partis communistes ayant rompu avec le «nouvel impérialisme russe». Bordiga conseilla de temporiser, quitte à se soumettre à la discipline la plus absurde : «*Il ne faut pas vouloir la scission des partis et de l'Internationale. Il faut laisser s'accomplir l'expérience de la discipline artificielle et mécanique en respectant cette discipline jusque dans ses absurdités de procédure tant que cela sera possible, sans jamais renoncer aux positions de critique idéologique et politique et sans jamais se solidariser avec l'orientation dominante*».

Finalement hors du Komintern, il ne pouvait y avoir de salut : «*La situation objective et externe est encore telle qu'être chassé du Komintern signifie – et pas seulement en Russie – avoir encore moins de possibilités de modifier le cours de la lutte de classe ouvrière qu'on ne peut en avoir au sein des partis*».

Arrêté fin 1926 en Italie, il est relégué à Ustica puis à Ponza avec Gramsci, dont il demeure l'ami en dépit des divergences politiques. Libéré en 1929, il est exclu du PCI en mars 1930 pour «trotskysme».

Dans ces «années obscures», il se consacre alors à son activité professionnelle à Naples, et refuse tout contact avec la Fraction italienne exilée en France, tout en gardant intactes ses convictions politiques. Selon Ignazio Silone, Boris Souvarine, en voyage dans le nord de l'Italie en septembre 1936, se rendit secrètement à Naples pour parler avec Bordiga des perspectives du conflit mondial. Bordiga soutint que «*du point de vue des développements de la révolution prolétarienne la victoire de Hitler et la défaite de l'Angleterre, place forte du capitalisme, auraient été la meilleure solution*».

Bordiga fut largement calomnié par le parti de Togliatti dans les années 30. En 1935 le mariage d'une belle-sœur, dont il était le témoin à l'église, lui valut d'être accusé de défiler entre les bras levés de miliciens fascistes. L'article ne mentionna pas que le second témoin, ami de Bordiga, n'était autre que le directeur de la clinique de Formia qui soignait Gramsci. Deux ans plus tard, cet événement d'ordre familial, à la mort de Gramsci, était réécrit dans le meilleur style stalinien par Togliatti : «*Bordiga vit aujourd'hui tranquillement en Italie comme une canaille trotskyste, sous la protection*

de la police et des fascistes, haï des ouvriers ainsi que doit l'être un traître. Au début de la guerre contre l'Abyssinie, la presse italienne a fait part de sa présence à une cérémonie religieuse, il a été béni par le prêtre tout comme les soldats partant pour l'Abyssinie, et à la sortie de l'église, il est passé sous l'arc formé par les poignards d'un détachement de miliciens fascistes qui lui rendait les honneurs. Cela se passait au moment où Gramsci, prisonnier de Mussolini, luttait en prison jusqu'à son dernier souffle sous la bannière communiste».

Bordiga semblait bel et bien s'être retiré de toute activité militante, pour se consacrer à Naples à sa profession d'ingénieur-architecte, bien qu'il ait été radié d'un Ordre qui manifestait sa totale servilité au fascisme. Bordiga, devenu un «espion fasciste» pour les besoins de la propagande stalinienne, vivait à la limite de la pauvreté. C'est ce dont témoigna en 1990 sa seconde femme Antonia De Meo dans une interview à *l'Unità*, encore organe quotidien du parti communiste italien : «*Amadeo était un bon ingénieur, expulsé de l'Ordre pour raisons politiques. Il a vécu en faisant des projets qui passaient sous la signature des autres. Même les prêtres le recherchaient parce qu'ils savaient qu'il était brave et honnête. Finalement, il s'est débrouillé en faisant de petits travaux. Pendant la guerre, nous avons connu la faim… Amadeo est mort pauvre, voilà la vérité*».

Surveillé très étroitement par les espions, mouchards et provocateurs de Mussolini, il comptait, en 1936-37, sur la perspective de la guerre, comme détonateur du cataclysme révolutionnaire : «*Toutes les guerres – c'est une constatation – dorénavant trouvent leur épilogue final dans le fait révolutionnaire. À la défaite succède la révolution*». Mais la révolution prolétarienne n'était pas «toute aussi certaine qu'un fait déjà advenu», comme il le proclamera plus tard : «*Nous, nous ne détenons ni évangile ni livre de prophéties… Nous sommes des matérialistes. Le même Karl Marx a parlé de probabilité, non de certitudes… Quand la société capitaliste sera détruite, il est probable que le pouvoir politique soit assumé par le prolétariat : si cela s'avérait, le pouvoir devrait s'exercer sous forme de dictature… Donc probabilité et non certitude…* ».

Alors que l'Allemagne semblait triompher sur tous les fronts au début de la guerre, que Staline se comportait comme un « brigand impérialiste » qui abandonnait la «guerre révolutionnaire», il estima (dans une discussion privée du 13 août 1940 rapportée à Mussolini) que la perspective de la révolution disparaissait pour un siècle entier : «*Si l'occasion d'abattre le régime capitaliste sur les champs de bataille est aujourd'hui perdue, le prolétariat devra attendre encore un siècle, peut-être un temps plus long, l'aurore de son réveil et de sa libération*».

Vers 1940-41, néanmoins, Bordiga interpellait en privé l'avocat socialiste Mario Paone,, qui à la fois doutait de l'éventualité de la chute rapide du fascisme et plaçait ses espérances dans la démocratie américaine : «*Mon cher Paone, souviens-toi que fascisme et nazisme sont des expressions tout à fait contingentes et transitoires du capitalisme et de la conservation bourgeoise, que l'ennemi à battre est toujours l'impérialisme américain*».

Lorsque le régime de Mussolini tomba trois ans plus tard et qu'apparut dans le Nord le PC Internationaliste, il reprit ses activités politiques. En 1944, il prit la tête de la Fraction des communistes et socialistes italiens de Naples. En juillet 1945, celle-ci dut se dissoudre, chaque militant adhérant individuellement au PCInt dirigé par Onorato Damen et Bruno Maffi. Sous les pseudonymes d'*Alfa* et *Orso*, il donna de nombreuses contributions programmatiques au PCInt créé par Onorato Damen et Bruno Maffi en novembre 1945 dans le Nord de l'Italie.

Il orienta en fait le nouveau parti dès juillet 1946 par son important *Tracciato d'impostazione* (Éléments d'orientation marxiste) qui dénonce l'intégration des partis staliniens dans le jeu bourgeois de la collaboration nationale. Ces positions communistes internationalistes devaient être les suivantes :

> « 1. **Rejet** de la perspective selon laquelle, après la défaite de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon, se serait ouverte une phase de retour à la démocratie… [L]a fin de la guerre entraîne une transformation des gouvernements des États vainqueurs dans un sens fasciste, avec des méthodes fascistes…

« 2. … **Le régime russe a perdu tout caractère prolétarien**. Une régression progressive a conduit les formes économiques, sociales et politiques russes à reprendre des structures de caractère bourgeois.

« 3. **Refus** de tout type de participation à la solidarité nationale des classes et des partis, sollicités hier pour combattre l'Axe et aujourd'hui pour reconstruire l'économie d'après-guerre.

« 4. **Refus des manœuvres et tactique du front unique**, c'est-à-dire sortie de toute coalition gouvernementale pour passer à une opposition d'unité prolétarienne.

« 5. **Lutte contre toute mobilisation de la classe ouvrière dans des fronts patriotiques**, ce qui conduit à une nouvelle guerre impérialiste, que ce soit pour soutenir le camp russe ou le camp anglo-saxon. »

Néanmoins, Bordiga se tint à l'écart de l'activité du PCInt, jusqu'en 1949, hostile à la proclamation d'un parti, qui restait pour lui «formelle». Avec Maffi et Perrone, il entra en conflit ouvert avec la tendance dirigée par Damen jusqu'à la scission de 1952. Le clivage fut la question de la lutte contre l'impérialisme mondial, sous toutes ses formes. Pour Bordiga et ses partisans, il y avait désormais «un capitalisme n° 1, les États-Unis d'Amérique, et un capitalisme n° 2, l'URSS», celui-ci étant «moins périlleux» pour le prolétariat. Cette classification était, pour ses adversaires, grosse d'un «anti-impérialisme à sens unique», tel que pratiqué par les trotskystes.

Dans le Parti communiste internationaliste [renommé en 1965 Parti communiste international] constitué autour du journal *Il programma comunista* en Italie, et de la revue *Programme communiste* en France, il contribua de façon décisive à l'orientation de son courant vers une sorte de «néoléninisme», se revendiquant intégralement de la politique des bolcheviks («terreur rouge», répression de Kronstadt) et appuyant les luttes de libération nationale des «peuples de couleur», dans la tradition du Congrès de Bakou (septembre 1920). Il fut actif dans son organisation qu'il orienta idéologiquement jusqu'en 1966 et s'étendit internationalement (France surtout, pour des raisons historiques liées à l'immigration politique italienne). Auteur, entre autres ouvrages, du tome I de la *Storia della sinistra comunista* (Histoire de la gauche communiste en Italie) anonyme et de nombreux autres textes : *Propriété et capital, Dialogue avec Staline, Dialogue avec les morts*, *Facteurs de race et de nation*, etc.

Amadeo Bordiga de 1945 à 1965 mena une lutte publique acharnée, à l'intérieur de l'Ordre des ingénieurs et architectes de Naples, contre la défiguration de la cité parthénopéenne et la corruption mafieuse institutionnalisée incarnée pendant plus de trente ans par l'armateur et sénateur-maire monarchiste Achille Lauro (1887-1982).

Diminué par la maladie, il conservait une foi intacte dans la révolution dont il guettait depuis 1964 le séisme imminent, «terrible et anonyme»; il confiait dans une lettre privée à Terracini envoyée le 4 mars 1969 cette quasi-certitude d'une pure parousie prolétarienne : «*Quant à moi, j'attends, toujours buté et sectaire, que – comme je l'ai toujours prévu – notre révolution vienne au monde en 1975, une révolution plurinationale, monopartitiste et monoclassiste, c'est-à-dire avant tout non entachée de la pire moisissure interclassiste, celle de la jeunesse dite* étudiante».

Il meurt près de Naples le 23 juillet 1970. Il échappa de peu à des funérailles religieuses : son épouse Antonietta dut fermement écarter sa bru la *dottoressa* Alma Bordiga, très croyante, et son propre frère Stefano de Meo, prêtre, qui voulait lui administrer l'extrême onction.

Son adversaire politique, lors de la scission de 1952, Onorato Damen sut lui rendre un très sincère hommage : «*Même dans l'erreur, Bordiga a tenu constamment à se placer sur le terrain de classe, avec comme perspective la fin catastrophique du système par le biais de la révolution prolétarienne*».

Les archives de Bordiga auraient dû être classées et conservées par la Fondation Feltrinelli, mais la veuve de Bordiga, Antonietta de Meo (décédée en 1994), et sœur de sa première épouse Ortensia,

s’y est opposée. Par testament, elle a exprimé le vœu que soit mise sur pied une fondation Amadeo-Bordiga. Celle-ci a été créée en 1998, avec l’appui de Bruno Maffi et d’universitaires italiens; elle a publié en 17 années cinq tomes des «œuvres complètes» de Bordiga, qui devraient en comprendre huit.

Une rue à Naples et à Formia porte aujourd’hui le nom d’Amadeo Bordiga.

Sources : ACS CPC, busta 747. – Archivio Angelo Tasca, Fondazione Giangiacomo Feltrinelli : Cahiers (Quaderni) 1927-1940, n° 28. – Intervention de Bordiga contre Pierre Sémard, 7 juillet 1924, *Bulletin communiste*, 22 août 1924. – «Risoluzione per la espulsione di Amadeo Bordiga», *Lo Stato Operaio*, 3 mars 1930. – Spriano Paolo, *Storia del Partito comunista italiano*, vol. I, *Da Bordiga a Gramsci*, Einaudi, 1967. – P. Lanzana, «Un colloquio con Silone su Amadeo Bordiga», *Il Mondo*, 9 août 1970. – Jules Humbert-Droz, *De Lénine à Staline. Dix ans au service de l’Internationale communiste 1921-1931*, La Baconnière, Neuchatel, 1971. – Andreina De Clementi, *Amadeo Bordiga*, Einaudi, 1971. – Edek Osser, «Una intervista ad Amadeo Bordiga», *Rivista di storia contemporanea*, 1973. – Amadeo Bordiga et Jacques Camatte, *Bordiga et la passion du communisme : textes essentiels de Bordiga et repères biographiques*, René Lefeuvre, coll. «Spartacus», 1974. – Franco Livorsi, *Amadeo Bordiga*, Editori Riuniti, 1976. – Onorato Damen, *Bordiga. Validità e limiti d’una esperienza nella storia della ‘Sinistra Italiana’*, EPI, Milan, 1977. – Philippe Bourrinet, La *Gauche communiste italienne*, mémoire de maîtrise, *Paris-I-Sorbonne, 1980* (réédition revue, 1998 : http://www.left-dis.nl/f/index.htm). – Liliana Grilli, *Amadeo Bordiga: capitalismo sovietico e comunismo*, La Pietra, Milan, 1982. – Luigi Agnello, article «Bordiga», *Dizionario biografico degli italiani*, vol. 34, Istituto dell’Enciclopedia italiana, 1988. – Arturo Peregalli et Sandro Saggioro, *Amadeo Bordiga 1889-1970, bibliografia completa*, Colibrì, Milan, 1995. – Roberto Gremmo, «Bordiga a Roma nel 1944 rifutò i soldi degli agenti secreti americani e rispense le proposte politische dei Socialisti», in *Storia Ribelle* n° 3, Elf, Biella, automne 1996, p. 281-292. – Arturo Peregalli et Sandro Saggioro, *Amadeo Bordiga, la sconfitta e gli anni oscuri*, Colibrì, Milan, 1998. – Luigi Cortesi et alii, *Amadeo Bordiga nella storia del comunismo*, Edizioni Scientifiche Italiane, 1999. – Augustin Guillamón, *Chronologie d’Amadeo Bordiga* : http://www.left-dis.nl/f/chrobor.htm. – Roberto Gremmo, «Gli anni amari di Bordiga dal confino di polizia alla libertà vigilata», *Storia Ribelle* n° 8, Elf, Biella, hiver 2000, p. 720-735. – Luigi Gerosa, *L’ingegnere ‘fuori uso’. Vent’anni di battaglie urbanistiche di Amadeo Bordiga Napoli 1946–1966*, Fondazione Amadeo Bordiga, Formia, 2008. – Roberto Gremmo, *Gli anni amari di Bordiga. Un comunista irriducibile e nemico di Stalin nell’Italia di Mussolini*, Storia Ribelle, Biella, 2009. – Sandro Saggioro, *Né con Truman né con Stalin. Storia del Partito comunista internazionalista (1942-1952)*, Colibrì, Milan, 2010. – Corrado Basile & Alessandro Leni, *Amadeo Bordiga politico. Dalle lotte proletarie del primo dopoguerra alle fine degli anni Sessanta*, Colibrì, Paderno Dugnano, août 2014.

Œuvre : Franco Livorsi (éd.), *Scritti scelti di Amadeo Bordiga*, Feltrinelli, Milan, 1975. – Luigi Gerosa (éd.), *Amadeo Bordiga, Dalla guerra di Libia al Congresso socialista di Ancona, 1911-1914*, Graphos, Gênes, 1996; *La guerra, la rivoluzione russa e la nuova Internazionale, 1914-1918*, Gênes, Graphos, 1998; *Lotte sociali e prospettive rivoluzionarie del dopoguerra 1918-1919*, Fondazione Amadeo Bordiga, Formia, 2010; *La Frazione comunista del PSI e la Terza Internazionale (1920-1921)*, Fondazione Amadeo Bordiga, Formia, 2011. – *La ‘Maladie infantile’, condamnation des futurs renégats. Sur la Brochure de Lénine La maladie infantile du communisme,* in «Les textes du Parti communiste international» n° 5, «programme communiste», 1972. – *Russie et révolution dans la théorie marxiste*, Cahiers Spartacus, Paris, 1978. – *Espèce humaine et croûte terrestre*, Payot, Paris, 1978. *Facteurs de races et de nation dans la théorie marxiste*, Éditions programme, 1978. – *Développement des rapports de production après la révolution russe*, Cahiers Spartacus, 1985, Paris. – Recueil de textes et d’articles sur le site marxists.org : http://www.marxists.org/francais/bordiga/ (jusqu’il y a peu, le site attribuait à Bordiga le texte «Auschwitz ou le grand alibi» (1960), en fait de Martin Axelrad).



Ferdinando Borsacchi (portant des lunettes, caché derrière l’épaule droite de Perrone), 15 mars 1942, lors d’un repas au domicile d’Alfredo Morelli (portant une barbe noire). Carmelo Chillemi (debout à droite) est adossé à la porte (archives Anne Morelli).

BORSACCHI (Fernando), dit PIERI; Bruno GALANTI; RINTINTIN : né à Florence le 13 décembre 1902, mécanicien automobile. Il adhère au PSI en 1917, puis au PCd’I en 1921. Travaillant à Turin, il habitait la même maison que Gramsci, piazza Carlina. Condamné à deux années de prison pour antimilitarisme, il émigra en France clandestinement, en mars 1923, travaillant d’abord à La Ciotat où il était membre de la section communiste locale. Puis il migre à Paris, où il travaille aux usines Renault. En 1925 – avec Bruno Bibbi, Michelangelo Pappalardi, Giovanni Bottaioli – il fait partie du Comité d’entente parisien, qui soutient les positions de

Bordiga et Damen contre la direction «centriste» de Gramsci et Togliatti. Un an après, il présenta la plate-forme de Bordiga au congrès de Lille du PCF (20-26 juin 1926). Il aurait eu à Paris des contacts avec Préobrajensky et Kamenev. Il est nommé membre du comité central de la Fraction italienne lors de la Conférence de Pantin (avril 1928). «Perroniste», il suivra toujours les positions de *Vercesi*.

Expulsé de France en 1929, Borsacchi s'installa à Bruxelles. Il fut typographe au journal *La Dernière heure,* créé en 1906. Lors de la guerre d'Espagne, après quelque hésitation, il se rallia aux positions défendues par Ottorino Perrone, Virgilio Verdaro et Jacob Feingold. Pour lui, il s'agissait non d'aller en Espagne s'enrôler dans les Milices, mais de rejeter sans aucune ambiguïté le P.O.U.M. et les anarchistes et «tous ceux qui ont cherché un armistice avec la bourgeoisie démocratique». Il se prononçait contre toute idée d'une «guerre en deux temps» (d'abord contre Franco, puis contre Companys), parce qu'il s'agissait d'une orientation qui avait mené, en 1926-27, à la «catastrophe chinoise», et dont la finalité en Espagne était de sauver «l'édifice chancelant de l'État capitaliste».

Avec Perrone, il participa d'octobre 1944 à avril 1945 – et au nom de la «Fraction italienne de la Gauche communiste» – à la Coalition antifasciste de Bruxelles (dont l'organe était *L'Italia di domani*).

Après la guerre, il continua son activité dans le mouvement «bordiguiste» officiel jusqu'au décès de Perrone en 1957. Il est mort à Bruxelles en 1992.

Sources : ACS CPC, busta 768, dossier 21972. – AN, Paris, F7/13455, rapport de police du 23 mars 1923, P/1230. – «La nostra Frazione di fronte agli avvenimenti di Spagna», *Prometeo* n° 136, 20 sept. 1936. – (Pieri) «Per una posizione di classe in Ispagna», *Prometeo*, n° 137, 11 octobre 1936. – Anne Morelli, «Le bordighisme en exil autour d'Ottorino Perrone», in *Actes du colloque sur l'Internationale communiste. Centenaire de Jules Humbert-Droz*, La Chaux de Fonds (Neuchâtel), 1992, p. 263-277.

BOSIA (Sandro), né en 1919, membre du PC Internationaliste après 1945, travaillant entre la Suisse et l'Italie, actif syndicalement, victime d'un accident du travail, il est tombé, en 1962, «sous la roue du miracle économique» de la Reconstruction.

Source : «Lutti nostri: Sandro Bosia», *Il programma comunista* n° 6, 22 mars 1962.

BOSSIERE (Roger) [1922-2006], dit RÉGOR, LEVER, FERNAND, ajusteur, technicien : fils d'agriculteurs devenus épiciers, il assista enfant, en mars 1932, aux obsèques de l'ancien communard Zéphirin Camélinat dans sa ville natale [Mailly-la-Ville (Yonne)]. Très tôt, il fut attiré par l'anarchie et écrivit, sous le nom de *Régor*, des articles dans le *Révolté*, organe de la Fédération nationale des jeunesses libertaires, et dans *Terre libre*, organe de la Fédération anarchiste de langue française. Sa rencontre avec Maximilien Rubel dès avant la guerre le marqua intellectuellement pour la vie.

Pendant l'Occupation, il fut internationaliste, participant – avec Jean et Anne Justus, Pavel et Clara Thalman, Maximilien Rubel –, à la création du Groupe révolutionnaire prolétarien (GRP), groupe qui publiait le bulletin *Le Réveil prolétarien*. Roger Bossière quitta le GRP à l'automne 1943 et se rapprocha du mouvement trotskyste. Avec Marcel Pelletier et Raymond Hirzel, il créa une fraction clandestine opposée à la défense de l'URSS au sein du PCI. Il représenta le groupe «Octobre» à la direction régionale parisienne d'avril à juillet 1944, sous le nom de *Lever*. La fraction prit le nom de «Contre le courant». Mais au moment de la Libération, Bossière, qui avait pris le pseudonyme de *Fernand*, fut exclu pour six mois de la fraction, suite à des soupçons injustifiés : un adolescent ayant affirmé l'avoir vu sortir du terrain militaire allemand de l'île Saint Germain, il avait été arrêté par des policiers français FFI, puis finalement libéré. Mais l'affaire faillit très mal se terminer pour lui (procès à huis clos et condamnation à mort *in absentia*). Cinq jours après ce «procès» ubuesque, un comité de quatre militants (1 RKD et 3 CR) cassa la sentence et l'excluait pour six mois.

Fernand ne participa donc pas à la création de l'Organisation communiste révolutionnaire (OCR) en octobre 1944. Il fut de nouveau admis à l'OCR au printemps 1945 où il resta un an environ,



jusqu'à la dissolution du groupe au cours de l'année 1946.

Bossière milita à partir de 1947 au Mouvement laïque des Auberges de jeunesse, puis au Mouvement indépendant des auberges de jeunesses (MIAJ), scission libertaire au sein de la Fédération unie des auberges de jeunesse en 1951.

Dans les années 50 et 60, il s'associa au Groupe communiste de conseils de Ngo Van et Maximilien Rubel. Plus libertaire que communiste des conseils, il rejoignit en 1974 le cercle de la *Révolution prolétarienne* et adhéra finalement, en 1991, à «Alternative libertaire», dont il resta un militant très actif jusqu'à fin 2000.

Sources : Archives Georg Scheuer (IISG, Amsterdam). – Maitron en ligne. – *Alternative libertaire*, 11 octobre 2006 : http://www.alternativelibertaire.org/?Necrologie-Roger-Bossiere



Giovanni Bottaioli, «Butta», vers 1956.

BOTTAIOLI (Giovanni), dit PERI, dit BUTTA (1900-1959), fils d'un ouvrier agricole, conseiller communal socialiste, né à Pieve d'Olmi (Crémone – Lombardie); maçon-plâtrier. Il adhère au PSI en 1919. Communiste dès janvier 1921 il participe activement avec son frère Benedetto à la lutte armée contre les chemises noires dirigées par le *ras* de Crémone Roberto Farinacci (1892-1945). Il doit quitter Crémone en 1923 pour rejoindre la France, à Marseille. Il est membre du PCF, et dans la même cellule que Thorez en 1926, où ce dernier soutient Staline. Il s'ensuit une mémorable altercation entre les deux. «Butta», qui accuse Thorez d'être «antiprolétarien», est interrompu par «Maurice» par ces mots : «*Rappelle-toi, Jean, que je suis mineur !*». Jean Bottaioli lui réplique du tac au tac : «*Rappelle-toi, Maurice, que je suis maçon*». Il est exclu du PCF en 1927 pour «bordiguisme». Il est tout naturellement un membre fondateur de la Fraction communiste italienne («bordiguiste»), formée en avril 1928, et il fait partie de la C.E. de la Fraction. Lors de la conférence de fondation de l'Opposition de gauche le 6 avril 1930 à Paris, il représente – sous le pseudonyme de *Peri* – la Fraction. Il la représentera encore, lors des conférences de 1933 de l'opposition de gauche qui donnera naissance à l'Union communiste, animée par Gaston Davoust, Jean Lastérade de Chavigny et *Laroche* Schönberg). Pendant la guerre, à partir de 1942, il joua un rôle important – avec Aldo Lecci, Turiddu Candoli, Balilla Monti et Giulio Bertazzo – dans la revitalisation de la Fraction italienne à Marseille.

Il retourne en août 1945 en Italie, pour contribuer au développement du nouveau parti, le Parti communiste internationaliste (PCInt), fondé au printemps 1943. Militant responsable et actif du parti, il fait de nombreuses conférences publiques à travers toute l'Italie, de 1946 à 1948. La section de Crémone qu'il anime avec l'avocat Rosolino Ferragni jouit d'un incontestable rayonnement dans le prolétariat local, au point d'être – avec la section de Catanzaro (Calabre) – la seule à publier un bimensuel local : *L'Eco dei Comunisti*. En 1951-1952, il suit naturellement la tendance d'Onorato Damen regroupée autour du journal *Battaglia comunista* et de la revue *Prometeo,* dont il est le responsable légal. Il fut habilité à mener une action en justice pour que les deux titres ne soient pas repris par l'organisation «programmiste» de Bordiga et Bruno Maffi.

Doté d'une bienveillance naturelle, opposé autant au sectarisme qu'à l'intellectualisme, il a une influence décisive sur l'évolution du futur sociologue et historien du mouvement ouvrier Danilo

Montaldi, vers des positions communistes de gauche, qui animera dès 1957 à Crémone un groupe de réflexion : le «gruppo di unità proletaria» (GUP), groupe de propagande socialiste-révolutionnaire, en contact avec «Socialisme ou Barbarie».

Giovanni Bottaioli sera actif dans le PCInt, membre de son comité central, jusqu'à sa mort accidentelle survenue en mai 1959 à son domicile de Crémone. Danilo Montaldi, qui lui devait beaucoup politiquement, lui dédia son livre consacré aux «militants de base» : *Militanti politici di base*.

Sources : *Battaglia comunista*, n° 3, avril-mai 1959. – *Azione comunista* n° 45, 16 mai 1959. – Danilo Montaldi, *Militanti politici di base*, Einaudi, Turin, 1971. – Damien Durand, *La naissance de l'Opposition de gauche internationale, de l'exil de Trotsky à la première conférence (février 1929-avril 1930)*, thèse de doctorat, vol. I et II, Grenoble, 1984. – Danilo Montaldi, *Bisogna sognare Scritti 1952-1975*, Colibrì, Paderno Dugnano (Milan), 1994. – Alessandro Pellegatta, «Un fiore per Butta», *Pagine Marxiste* n° 23, déc. 2009.

BOVI (Claudio) (7 juillet 1931-20 avril 2011), ouvrier spécialisé. Claudio Bovi, membre de «il programma comunista» depuis de début des années 60 travailla aux Officine Meccaniche (OM) de Milan, aux usines chimiques Luigi Stoppani de Cogoleto, dans la pétrochimie de Priolo (Siracuse, Sicile), et l'ex-Yougoslavie.

Il incarne le prolétaire de base du bordiguisme italien, où la pratique n'est pas séparée de la bataille théorique : «*C'était un prolétaire combatif, toujours prêt à affronter des adversaires politiques dans les discussions et dans les réunions publiques, avec énergie et un sourire narquois sur les lèvres*».

Sources : «Saluto a un proletario», *Il programma comunista* n° 4, juillet-août 2011, p. 6.

BRACCINI (Marcello) : né au milieu des années 1940, membre et animateur de la section de Belluno (Vénétie) de «programma comunista». Il quitte avec sa section l'organisation programmiste à la fin de 1973 pour s'engager dans le mouvement trotskyste, celui des GCR (gruppi comunisti rivoluzionari). Tout le groupe de Belluno adhéra à la Frazione marxista rivoluzionaria (FMR) de Roberto Massari (1946). Expulsé de ce groupuscule, Braccini adhéra alors à la Spartacist League en 1975, dont il fut la boîte postale italienne à partir de 1976. Il publia deux numéros de *Il programma trotskista* de 1977 à 1979, appartenant à une microsecte qui ne comportait que trois adhérents.

Il fréquenta à partir de 1979 Dante Corneli, revenu miraculeusement des camps soviétiques, dont le contact l'incita à travailler sur les «victimes communistes du goulag stalinien». Mais au même moment, Braccini, sur les conseils du groupe de Ted Grant, groupe entriste du Labor Party, entra au PSI de Craxi. Comme ce parti, il en partagea toutes les positions sionistes (de droite) et antipalestiniennes.

Braccini ne fait plus de «politique» mais se définit – au terme de son sinueux parcours – comme anticommuniste et social-démocrate, tout en se reconnaissant dans la «gauche libertaire de George Orwell». Aussi a-t-il publié un bulletin intitulé *La fattoria degli animali* [La Ferme des animaux] – codirigé avec Roberto Gremmo jusqu'en 1988. À partir de décembre 1990 on trouve souvent des proclamations en faveur de l'État israélien : «*Che viva Israele*», expliquant que le slogan «*Vive Israël est un témoignage de l'union idéale* (sic) *qui lie les victimes du stalinisme au peuple de l'Holocauste*».

Il a aussi publié en 1986-87 dans *Critica sociale*, revue socialiste «antitotalitaire», revue «théorique» du PSI.

Dans la revue *Orwell*, nom que prenait parfois *La fattoria degli animali*, Braccini publia (printemps 1996) des extraits de l'*Antisemitism World Report 1995*, concernant l'Italie, où il était question (entre autres) des éditions Graphos et de Cesare Saletta.

Tout son travail d'historiographie est aujourd'hui consacré au goulag, mais dédié aux seules «victimes italiennes du stalinisme».

Au prix de considérables contradictions, Braccini se défend d'être devenu totalement social-démocrate : «Je conserve par contre l'internationalisme des trotskystes et des bordiguistes» (*sic*).



Un oxymore politique pas très différent de celui de Corrado Basile, le négationnisme en moins.

Sources : *La Fattoria degli animali*, Rivista di studi e d'informazione contro il totalitarismo, hiver 1985 (n° 1)- ?. – *Critica sociale*, 1986-87. – Sandro Saggioro, *In attesa*…, op. cit. – Courriel de Paolo Casciola à l'auteur en date du 28 mars 2015.

BRÉMOND [ou BRÉMONT ?] (Raoul), dit DIONYSIOS (ou *Dionysos*), BASSO : cet intellectuel, auteur d'un roman de science fiction («Par-delà l'univers», 1931), très lié à André Prudhommeaux, avait collaboré à la revue anarcho-conseilliste *Correspondance internationale ouvrière* (1932-1933), parfois sous le pseudonyme de *Dyonisyos*. Ce «communiste libertaire», qui estimait que «*là où il y a intellectualité il y a en général exploitation de l'homme par l'homme*», devint membre de la Fraction italienne à Marseille-Aubagne à partir de 1935. Il la quitta en novembre 1937 en désaccord avec «son idéalisme hégélien» (*sic*) à l'occasion de la guerre en Espagne. En juin 1938, il publia à Marseille une brochure sur la Communauté. Elle retrouva une nouvelle fraîcheur en 1975 quand elle fut republiée dans la collection «Petite Bibliothèque bleue» des Éditions de l'oubli, proches du «Mouvement communiste» et de la première «Vieille Taupe» [*Jean Barrot* (Gilles Dauvé) et *Pierre Nashua* (Pierre Guillaume)].

Brémond semblait adopter une «nouvelle» théorie, celle de la communauté humaine a-classiste (*Gemeinwesen*), inspirée du jeune Marx, qui sera reprise dans les années 1970 par Jacques Camatte : «*Son mérite* [à Brémond] *fut d'affirmer la 'communauté marxiste' au moment même où les nazis faisaient triompher leur idéologie de la* Volksgemeinschaft *(communauté du peuple). Il se fonde sur les textes de jeunesse de Marx; il tend à une vision a-classiste tout en conservant le schéma classiste. Ceci découle des difficultés qu'il rencontre lorsqu'il essaie de cerner ce qu'est exactement le prolétariat de son époque. Il semble bien que c'est justement parce qu'il ne peut plus proposer une théorie purement classiste qu'il en arrive à affirmer la communauté. D'ailleurs, il s'adresse non pas aux ouvriers ou aux prolétaires, mais aux producteurs.*»

En fait, Brémond critiquait la conception de la conscience de classe représentée par «la Gauche communiste, celle des bolcheviks» qui mènerait «droit au capitalisme d'État, au stalinisme, au fascisme rouge». Derrière cette théorie de la 'Communauté' pointait en fait un individualisme stirnérien, comme on peut en juger : «***Il faut se servir et non plus servir !*** Ce ne seront ni les églises, ni les partis, ni les syndicats, ni même les conseils qui feront la révolution, ***ce sera l'individu***, quand la société bourgeoise sera décomposée jusque dans ses bases les plus profondes… Prise directe et personnelle des produits du travail collectif. SE SERVIR ET NON PLUS SERVIR!» Une apologie du pillage et de la récupération individuelle ?

Vers 1946-47 et après, il fut un militant de la Fédération anarchiste dans la région d'Aubagne-Marseille.

Sources : Archives Georg Scheuer (IISG, Amsterdam). – Archives Henri Simon : 0020/3 (Union Communiste), BDIC (Nanterre) : Thèse. Individu et société, prolétariat intégrité, finalisme révolutionnaire. À tous les producteurs. Contre le fatalisme de la gauche communiste, contre l'opportunisme de la Ligue des communistes internationalistes. Coup d'œil sur les groupements enregistrés promoteurs du mouvement prolétarien par un militant communiste indépendant (fin mai 1938). Documents théoriques pour servir à la valorisation de la malheureuse expérience espagnole. Mise au point aux «réflexions sur la révolution sociale» du P.C. – Raoul Brémond, «Le Mouvement à Marseille», *Correspondance internationale ouvrière* n° 5, Nîmes, 25 février 1938, p. 80. – *La Communauté Thèse* (1938), Éditions de l'Oubli, Paris, 1975. – Jacques Camatte, «Marx et la Gemeinwesen», *Invariance*, oct. 1976 : http://revueinvariance.pagesperso-orange.fr/gemeinwesen.html. – Raoul Brémond, «Par-delà l'univers» [1931], in Serge Lehman, *Chasseurs de chimères, l'âge d'or de la science-fiction française*, Omnibus, 2006.



Serge Bricianer (à gauche), Henk Canne-Meijer (debout) et son épouse Geesje Hoogland (Amsterdam, 1960)
[coll. A.A.A.P., archives Clara et Marc Geoffroy]

BRICIANER (Serge), dit Georges COUSIN, POLO ou PAULO : né le 15 février 1923 à Paris, mort le 12 juin 1997 au Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis); ouvrier fourreur, puis traducteur et correcteur; écrivain. Son père Henry, Juif roumain, né le 8 mars 1885 à Botosani, tirait son nom du village moldave de Briciani, situé alors dans l'Empire austro-hongrois, près de la frontière avec l'Empire russe. Il en garda une curiosité jamais démentie sur les rapports entre idéologie religieuse et champ politique, en particulier dans l'islam, dont il étudia l'impact sur le mouvement social iranien de 1978 à 1980.

Son origine «moldavo-roumaine» n'est pas étrangère aussi à l'attachement de Serge Bricianer pour le surréalisme, en particulier le surréalisme roumain, dont le représentant en France fut le poète Ghérasim Luca (1913-1994), son ami pendant un demi-siècle. Ayant le goût de la révolte insolite, allergique viscéralement à toute idée de patrie, il fréquenta le poète, peintre et sculpteur surréaliste Jean-Pierre Duprey (1930-1959), qui pour protester contre la guerre d'Algérie urina en 1958 sur la tombe du Soldat inconnu et fut emprisonné et passé à tabac.

Serge Bricianer naquit dans une famille bourgeoise aisée, au point que son jeune frère fut victime d'une tentative d'enlèvement contre rançon à la fin des années 1920. Il eut d'abord une enfance heureuse et reçut une excellente formation intellectuelle. La crise de 1929 provoqua la faillite de l'entreprise de couture de son père, qui dut vendre tout ce qui lui restait de biens. Cette crise le marqua à jamais et ne fut pas étrangère à son intérêt pour les théories de Paul Mattick et Henryk Grossmann portant sur l'origine des crises périodiques du capitalisme et les causes de son effondrement final.

La Grande Crise le contraignit à travailler très tôt comme tailleur-fourreur (dans un atelier, puis à domicile, payé misérablement à la pièce), le privant d'une formation universitaire. C'est seulement dans les années 1960 qu'il devint un « ouvrier de la pensée », traducteur, essentiellement pour la maison Gallimard, puis correcteur d'épreuves, et travailla, entre autres, à l'Encyclopaedia Universalis (1977-1978) et aux dictionnaires Le Robert. Son ami Christian Lagant, fondateur de la revue *Noir et Rouge*, dut intervenir de nombreuses fois pour le soutenir contre la hargne des petits chefs du syndicat des correcteurs «*qui ne voyaient pas d'un bon œil la présence parmi eux de quelqu'un catalogué comme 'antisyndicaliste'*».

En 1940, au moment de la «Drôle de guerre», Serge Bricianer se sentait proche des Jeunesses communistes, pour leur appel à la «fraternisation prolétarienne» dans le «conflit interimpérialiste». Il se rapprocha ensuite des anarchistes. Pendant l'Occupation, pour échapper aux rafles antijuives, il se cacha à Marseille et à Nice; puis se réfugia en Suisse en 1943-44, avant de revenir s'installer à Paris.

C'est à Marseille qu'il entra en contact avec les petits noyaux internationalistes qui appelaient à «transformer la guerre impérialiste en guerre de classe» dans tous les pays, URSS incluse. Il semble avoir rencontré l'anarchiste russe *Voline*, peu avant sa mort, et noua surtout des liens avec le groupe de Marc Chirik («Fraction française de la Gauche communiste internationale»), qui

travaillait avec les bordiguistes italiens réfugiés en France et en Belgique. Autour de ce groupe gravitait l'écrivain Jean Malaquais, qui laisserait un témoignage romancé sur l'atmosphère du Marseille des sans-visas et des sans-patrie (*Planète sans visa*, 1947).

De 1945 à 1952, Serge Bricianer participa au groupe de la «Gauche communiste de France» de Marc Chirik, qui s'était éloigné du «bordiguisme» et publiait le bulletin mensuel *Internationalisme*. Autour de ce bulletin ronéotypé, se regroupaient en cercle de discussion (mais aussi d'intervention, comme lors de la grève de Renault de 1947) surtout de jeunes intellectuels, tels le mathématicien Robert Salama («Mousso») – oncle de l'économiste trotskyste Pierre Salama –, le gendre de Marc Chirik, Philippe Dehan («Philippe»), le sociologue et ethnologue Pierre Bessaignet («Morel») et Louis Évrard («Cardan»), futur traducteur et directeur de collection chez Gallimard.

Sous le pseudonyme de «Cousin» ou de «Paulo» il fut l'une des principales plumes de cette petite revue internationaliste, de plus en plus influencée par le communisme des conseils hollandais et allemand. Par l'intermédiaire de Gaston Davoust (*Henry Chazé*) et Szajko Schönberg (*Laroche*), de l'ancien groupe Union communiste, il prit contact avec Henk Canne Meijer, qui l'introduisit auprès d'Anton Pannekoek. De celui-ci, le groupe «Internationalisme» publia une traduction en français du livre *Lénine philosophe* (1938), qui est une critique philosophique des fondements théoriques du léninisme, considéré comme une expression idéologique d'une «révolution bourgeoise» culminant en capitalisme d'État.

Dans son groupe, qui s'était difficilement détaché du bordiguisme, des clivages ne tardèrent pas à apparaître : fallait-il revenir à une forme d'organisation directive, telle qu'elle fut développée par Lénine, ou adhérer pleinement à la vision plus libertaire du communisme des conseils en appelant à la révolte spontanée de la base ouvrière contre tous les appareils ? La politique internationale, dominée par la guerre de Corée, vécue comme le prodrome de la troisième guerre mondiale entre les deux blocs, faisait planer de sombres nuages sur l'activité du groupe auquel appartenait Serge Bricianer.

Marc Chirik, Szajko Schönberg, mais aussi Robert Salama – qui, grâce à de faux papiers, avaient tous échappé aux rafles antijuives et estimaient, que «si la Gestapo ne les avait pas eus, la Guépéou les aurait» – décidèrent d'émigrer, loin de l'Europe, en Amérique du Sud (Venezuela et Pérou) et à l'île de la Réunion. Il s'agissait en fait de préserver les «cadres de la future révolution mondiale», qui pourrait survenir à l'issue d'une troisième guerre jugée inévitable.

Refusant d'entrer dans une logique de «parti dirigeant» jugée trop léniniste, et donc trop pessimiste à son goût, Serge Bricianer tira un bilan sévère de la Gauche communiste de France : «*La GCF à sa fondation apparaît comme une organisation du type bolchevique classique*». Il resta à Paris, développa des contacts avec le communisme de conseils hollandais et s'intégra dans des groupes de discussion informels ou plus formalisés, où se retrouvaient des éléments communistes de conseils et libertaires, tous «internationalistes du troisième camp». Un petit noyau communiste des conseils s'était formé autour de Maximilien Rubel, expert en «marxologie» – il soutint en 1954 sa thèse de doctorat : *Karl Marx. Essai de biographie intellectuelle* – et de Daniel et Rina Saint-James (fille de Slajko Schönberg), un couple de physiciens.

L'activité de ce noyau resta inséparable de celle du groupe dominé intellectuellement par Maximilien Rubel, qui avait formé un cercle de discussions «socialiste des conseils», avec des militants issus de l'Union ouvrière internationale (UOI). Ce dernier groupe constitué en 1948 avait regroupé (entre autres) l'instituteur, et ancien trotskyste, Jacques Gallienne, Grandizo Munis et Benjamin Péret. En 1954, avec l'éclatement de l'UOI, Serge Bricianer côtoya des militants déjà riches d'un passé politique, tels Sophie Moen (l'ex-épouse de Jacques Gallienne), l'ancien trotskyste vietnamien Ngo Van, l'Espagnol (et photograveur) Agustín Rodríguez, Sania Gontarbert (1916-2000), le mathématicien d'origine gréco-turque Isaac Kapuano, et beaucoup d'autres qui affluaient refluaient au rythme des événements sociaux. C'est dans ce cercle que

Serge Bricianer développa ses idées sur l'opposition entre «communisme de parti», vecteur historique du «capitalisme d'État» à la russe, et «communisme des conseils antiautoritaire» pendant la Révolution allemande (1918-1923).

À cette époque, les réunions du groupe socialiste des conseils étaient fréquentées par beaucoup de gens nouveaux, dont le sociologue Benno Sarel, de «Socialisme ou Barbarie», le sinologue Étienne Balasz (1905-1963), Jean Malaquais, ou le jeune surréaliste Louis Janover, qui deviendrait le plus proche collaborateur de Rubel.

Sous l'impact de l'insurrection ouvrière de Hongrie en octobre-novembre 1956, qui avait ébranlé les certitudes des défenseurs inconditionnels de l'URSS, Serge Bricianer assista aux réunions du groupe «Socialisme ou Barbarie», qui connut alors son apogée, sous l'autorité de Cornelius Castoriadis. Celui-ci semble avoir peu apprécié que Bricianer se fasse le porte-parole des conceptions anti-autoritaires des communistes de conseils hollandais et allemands. Lors de la scission de 1958, qui donna naissance au groupe ILO (Information et Liaisons ouvrières), autour de la personnalité de Claude Lefort. Avec Daniel Saint-James, il suivit le minuscule groupe (une dizaine de personnes), mais s'en écarta rapidement, par peur d'un autre écueil autoritaire, celui de tomber de Castoriadis en Lefort.

Serge Bricianer s'éloigna aussi du cercle de Maximilien Rubel, qui lui paraissait quelque peu «académique», loin du «mouvement prolétarien». Il s'opposait, avec Daniel Saint-James, à l'idée qu'un mouvement prolétarien indépendant pourrait surgir dans les pays sous-développés ou colonisés, tels le Vietnam et l'Algérie. Il s'associa à un texte, rédigé par son ami Saint-James, sur le «Nationalisme au XXe siècle». S'il y avait dans les pays sous-développés et ex-colonisés un développement industriel indépendant, les possibilités d'un véritable mouvement prolétarien en étaient absentes. En désaccord avec Rubel, qui estimait que la révolution future faisait partie «*des coups de hasard dont l'histoire est capable*» et restant «communiste», il démissionna en mai 1959 de ce cercle, véhicule – selon lui – d'un «pessimisme 'pur', héroïque et désabusé» : «*Je ne veux plus me mêler de votre carnaval de l'amertume. Amusez-vous bien et lisez Simone Weil !*»

Malgré cette rupture avec Rubel, Serge Bricianer continua à collaborer au travail de Rubel, en tant que traducteur, lors de l'édition du premier volume de l'œuvre de Marx dans la collection «La Pléiade».

Commença sa période la plus intense politiquement et fructueuse intellectuellement. Tout en contribuant épisodiquement à la revue «Socialisme ou Barbarie», dont il décelait les faiblesses congénitales dans un «sociologisme excessif» et une théorie abstraite de la «bureaucratisation», Serge Bricianer ne tarda pas à rejoindre le Regroupement interentreprises, qui en juin 1960 avait pris le nom d'«Informations et correspondances ouvrière» (ICO), titre éponyme de la revue. Le nouveau groupe, quelque peu ouvriériste, attira des militants venus d'horizons libertaires et «antiautoritaires», qui se firent l'écho des vives réactions de la «base ouvrière» dans les «boîtes», avant 1968. Le groupe, dont les piliers étaient Henri Simon – un ancien de «Socialisme ou Barbarie» – et Pierre Blachier (?-1997), un ouvrier anarchiste de Renault-Billancourt, responsable de la publication, était souvent un groupe passerelle pour de jeunes éléments libertaires, mais il convenait aussi à toutes les nuances du «noir» au «rouge vif» chez des militants aguerris : à côté de Serge Bricianer, Ngo Van (1913-2005), Agustín Rodríguez, Jeannine Morel (1921-1998), Paco Gomez, Rina [Rose] Schönberg (1927-2015) et Daniel Saint-James, le correcteur d'imprimerie Christian Lagant (1926-1978), du groupe «Noir et Rouge».

Au début des années 60, Serge Bricianer, d'abord par l'intermédiaire du traducteur Louis Évrard, développa toute une correspondance politique avec Paul Mattick portant notamment sur l'évolution sociale des pays sous-développés. Les liens avec Mattick, qui vint régulièrement en France, se firent plus étroits. Serge Bricianer rencontra aussi tout un réseau : divers amis de Paul Mattick – tel l'historien américain Gabriel Kolko, qui participa au tribunal de Bertrand Russell contre les crimes de guerre américains au Vietnam –, prenaient des positions radicales contre la



'sale guerre' dans la péninsule indochinoise, ainsi que le célèbre linguiste structural Zellig Harris, maître de Noam Chomsky, la 'conscience critique' du gauchisme 'radical' américain. C'est d'ailleurs Chomsky, (superficiellement) séduit par les théories de Pannekoek, qui fut à l'origine, en 2003, d'une réédition en anglais des *Conseils ouvriers* du théoricien hollandais.

Quelques années avant Mai 1968, Serge Bricianer vécut essentiellement de traductions, souvent mal payées. Un travail souvent alimentaire, mais en prise avec l'actualité : il fut le traducteur attitré en français d'Andrei Sakharov, qui avait réussi à faire passer ses textes de contestation politique aux USA. Dans son travail de traducteur, il fut secondé par Béatrice Rochereau de La Sablière, l'ex-compagne de son ami poète Ghérasim Luca. Cohabitation difficile, puisqu'au cours d'une crise, sa compagne détruisit une bonne partie de ses manuscrits politiques et théoriques, dont certains étaient consacrés à la question de l'État.

Pendant les « événements de Mai 68 », Serge Bricianer se trouva totalement plongé dans l'activité politique quotidienne. Le groupe «ICO» connut une audience considérable dans le milieu de la contestation la plus radicale, y compris dans le Mouvement du 22 Mars (tels Yann Moulier et Jean-Pierre Duteuil qui y adhérèrent). Une réunion peu après le 13 mai 1968, au cœur de la plus grande grève générale qu'ait connue la France, vit affluer plus de cent personnes (dont Castoriadis), venues chercher jusque dans les facultés occupées – en particulier celle de Jussieu, où enseignait Daniel Saint-James – des informations directes sur la «situation réelle dans les boîtes», qui étaient alors «verrouillées» par les syndicats. Peu après, il participa à la rédaction d'une brochure collective, avec Henri Simon et d'autres, sur les «événements» de Mai 68 : ce sera *La Grève généralisée en France*, qui reste l'une des sources les mieux informées, sur le mouvement des grèves de mai-juin 1968, dans une optique résolument «à la base».

Après la défaite du «Mouvement de Mai», Serge Bricianer – avec des historiens du mouvement ouvrier comme Robert Paris, qui fit des cours sur le fascisme –, tenta de tirer, avec du recul, les «leçons de Mai» devant les étudiants de la faculté de Jussieu, transformée en «université d'été»; il tint ainsi une conférence sur la Révolution allemande de 1918-1923.

Le rapide (et relatif) 'succès' du groupe «ICO» – qui drainait, selon lui, trop d'éléments activistes, surtout étudiants, trop préoccupés de «questions annexes», telles que la «révolution sexuelle» et la radicalisation immédiate de la vie quotidienne» – le laissa très perplexe. Il constata, dans une lettre à Henri Simon (déc. 1972), qu'ICO était devenu «*une réunion diffuse de groupes d'activités*». Néanmoins, pour lui, «*le seul modèle concevable à l'heure actuelle (restait) le groupe d'affinités, celui du mouvement anarchiste en son âge d'or*», aux antipodes du «*mouvement contestataire… flou, inarticulé*». Une conception que ne partageait pas le 'conseilliste' Cajo Brendel, de Daad en Gedachte, qui, défendant un point de vue marxiste, fit part de son point de vue «hérétique» à Serge Bricianer (fév. 1974) : «*À mon avis, la révolution prolétarienne ne vient pas parce que les ouvriers la veulent, elle vient parce qu'avec leurs revendications matérielles ils se heurtent à toute la structure économique et politique de la société existante*».

Si Serge Bricianer se retira avec fracas d'ICO, il participa à l'édition de la brochure *Principes fondamentaux de la production et de la distribution communistes*, qui reprenait le texte publié dans les années 1930 par les communistes de conseils Jan Appel et Henk Canne Meijer.

Il se consacra en fait à un travail essentiellement «idéologique», celui de l'édition, de l'introduction politique et de la traduction de textes majeurs du théoricien du communisme de conseils allemand et hollandais, souvent inconnus et inédits en France : son livre *Pannekoek et les conseils ouvriers*, publié en 1969, «d'une actualité incontestable» dans l'immédiat après-Mai 1968, devait rester son travail majeur. Il présentait la théorie mal connue de «l'action de masse, devenue, à l'occasion de la première grande crise révolutionnaire du XX[e] siècle, l'idée des conseils ouvriers».

Serge Bricianer participa en 1972, avec quelques autres (*Charles Reeve*), à la courte expérience de la revue de critique idéologique *Mise au point*, qui produisit notamment un cahier sur Wilhelm Reich

et une critique des positions de Gilles Deleuze. Il avait d'ailleurs auparavant collaboré à la publication, dans le bulletin d'«ICO», de certains textes de Reich, ainsi qu'à leur critique.

Dans les années 1970, Serge Bricianer rédigea son deuxième livre majeur, sur la philosophie et la politique de Karl Korsch (1975), «penseur militant», dont il avait traduit le *Karl Marx* en français peu de temps auparavant. Chez Korsch, Bricianer décelait la critique la plus radicale du «principe jacobin», c'est-à-dire la «forme historique et politique la plus achevée du pouvoir bourgeois». Il réalisa plusieurs traductions de l'œuvre du communiste des conseils germano-américain Paul Mattick, sous forme d'un recueil de textes – *Intégration capitaliste et rupture ouvrière* (préfacé par Robert Paris) – mais aussi de livres : *Marx et Keynes* (1972) et *Crise et théories des crises* (1976). Il se rendit en avion, qu'il détestait absolument, pour rencontrer Paul Mattick à Boston quelque temps avant la mort de ce dernier (1981), au terme de plus de vingt années d'une longue correspondance politique.

Serge Bricianer se retira de plus en plus, malgré la grande grève des ouvriers polonais en août 1980, lassé des guerres picrocholines agitant le milieu parisien «rouge et noir». Passeur réservé et solitaire, d'une immense culture, mais peu porté vers la sociabilité des réseaux militants, et refusant résolument la «reconnaissance institutionnelle», il suivit, néanmoins, avec intérêt le projet de René Lefeuvre de créer un collectif destiné non seulement à publier de nouveaux «Cahiers Spartacus» – comme celui consacré à Herman Gorter, dont il introduisit et édita en 1979 la *Lettre ouverte au camarade Lénine* (1920) –, mais aussi la revue mensuelle *Spartacus* (1976-1978), qui attira diverses plumes, dont parfois la sienne, de la «mouvance ultragauche».

«Ami du doute», comme il aimait à se définir lui-même, il suivit de loin en loin les discussions de cercles libertaires et 'conseillistes', qui publièrent la revue *Les Cahiers du doute* (1986-1989), et se consacra, entre autres, à l'étude des événements d'Iran de 1978-1979, qui fut l'objet d'un livre publié par ses amis après sa mort. Selon lui, ces événements avaient montré l'émergence sociale des travailleurs iraniens organisés en «conseils autonomes», lesquels se transformèrent vite en courroies de transmission du pouvoir religieux. De façon claire, il soulignait le danger d'un «mythe des conseils ouvriers iraniens» : « *[Ces] organisations… ne représentent pas une tentative d'organiser le pouvoir de la classe ouvrière sur la société. Les intérêts autonomes des prolétaires qu'elles représentaient restèrent subordonnés aux buts limités et même réactionnaires de la révolte*».

Serge Bricianer est mort prématurément d'un cancer du poumon.

Le nom de Serge Bricianer reste lié de façon indéfectible à celui de Pannekoek et de sa théorie des conseils ouvriers, comme théorie d'émancipation du prolétariat.

Ses archives, déposées à la BDIC de Nanterre, contiennent de nombreux manuscrits politiques et historiques inédits qu'il avait accumulés durant deux décennies.

Œuvre : «Le mouvement pour les conseils ouvriers en Allemagne», *ICO*, n° 42, août-sept. 1965, 35 p. – *Pannekoek et les conseils ouvriers*, EDI, Paris, 1969, 302 p. [Trad. américaine : *Pannekoek and the Workers' Councils*, Saint-Louis (Missouri), Telos Press, 1978] – «Psychanalyse et mouvement social », *Mise au point*, n° 1, Paris, oct. 1972, 45 p. – *Karl Korsch, marxisme et contre-révolution*, Seuil, Paris, 1975, 283 p. [Choix de textes introduits, traduits et commentés] – *Une étincelle dans la nuit : islam et révolution en Iran 1978-1979*, Ab Irato, Paris, 2002, 75 p. (Avec une postface de Charles Reeve sur S. Bricianer, p. 71-75.)

Sources : Archives Serge Bricianer (BDIC, Nanterre) : http://www.bdic.fr/pdf/Rubel.pdf – Ngo Van Papers, IISG Amsterdam : http://www.iisg.nl/archives/en/files/n/ARCH03247full.php#descgrp. – Archives Marc Geoffroy (fils de Marc Chirik). – Archives Sania Gontarbert et Paul Mattick (IISG, Amsterdam) – Archives Henri Simon. – «Nationalisme et socialisme. Le bilan d'une discussion 1958-59», *Socialisme des conseils*, 1960. – (Henri Simon), *I.C.O. : un point de vue* (Paris, 1973) – Lettre à Henri Simon du 10 déc. 1973. – Lettre de Cajo Brendel à Serge Bricianer du 6 février 1974. – *Antoine* (Jean Malaquais, «La dissolution de la Gauche communiste de France», 20 octobre 1955. – Charles Reeve [Jorge Valadas], «Serge Bricianer, des nuances du noir et du rouge vif», *Oiseau-tempête*, n° 2, Paris, automne 1997, p. 15-16 – « À propos de Serge Bricianer », *Échanges*, n° 85, Paris, sept.-déc. 1997, p. 44-45 – Gianni Carrozza, Daniel Saint-James *et alii*, «Serge Bricianer : note biographique et bibliographique», juin 2001, 15 p. (Inédit.). – Michel Roger, *L'enfer continue. De la guerre de 1940 à la guerre froide. La Gauche communiste de France parmi les révolutionnaires 1942-1953*, «Ni patrie ni frontières», Marseille, nov. 2013.

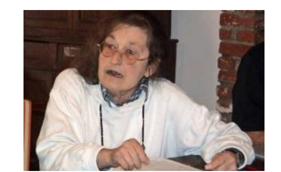
BRIGANTI (Giandomenico), enseignant, né en Toscane en 1942, mort le 21 avril 2008 à



Cortona (Arezzo) d'une longue maladie. Entré à «Programma comunista» à la fin des années 60, il suivit la tendance «Il Partito Comunista» de Florence, lors de la scission de 1973.

«D'une intelligence brillante, hors du commun», «il a mis ses dons et l'intégralité de sa culture au service de la cause du communisme, en militant de la révolution internationale de la classe ouvrière. Pendant presque 40 années, il a mis sa propre existence à la disposition du parti et consacré ses compétences et sa passion à l'étude méthodique de l'histoire, de la doctrine, de ces enseignements qui sont indispensables au prolétariat pour s'émanciper de l'esclavage salarié».

Source : *Il Partito comunista* n° 328, Florence, mars-avril 2008, p. 3.



Graziella Bronzini, Ivrea, Parti des verts

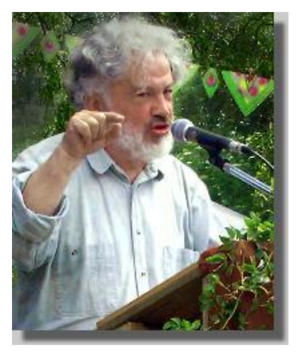
BRONZINI (Graziella), dite VERONICA : originaire d'Ivrea, elle commença à militer à «programma comunista» à la fin des années 60, elle fut chargée à Ivrea du travail syndical et à ce titre intégrée dans un «commissariat politique» *quadrifoglio* (trèfle à quatre feuilles), dont l'unique soliste Bruno Maffi devait désormais jouer en *quattuor*.

Lors de la crise de l'automne 1982, elle brilla par son absence et quitta son organisation. Dans les années 1990 elle adhère au groupe vert de la mairie d'Ivrea et se consacre à diverses œuvres aussi bien caritatives (aide aux immigrés et aux enfants victimes de guerres) que politiques en faveur du «peuple kurde». À ce titre, elle est devenue présidente du comité de jumelage d'Ivrea et de Qaladiza, au Kurdistan irakien, près de la frontière iranienne.

Sources : Sandro Saggioro, *In Attesa della grande crisi*…, op. cit. – «Ivrea. Appello per l'emergenza umanitaria in Kurdistan», 18 août 2014 : http://12alle12.it/ivrea-appello-per-lemergenza-umanitaria-in-kurdistan-86464

BULLO (Piero), technicien : né vers 1902 à Trieste, il adhéra au Parti communiste en 1921. Il travailla pendant près de 35 années dans l'usine de constructions mécaniques San Andrea sur les chantiers navals de l'Adriatique. Chef d'atelier dans le second après-guerre, très respecté des ouvriers, il refusa de jouer un rôle de garde-chiourme et fut destitué de son poste. Membre après 1944 du PCInt à Trieste, lui et ses camarades de parti (Sustersich, Sincovich et Jakus) fournirent des témoignages précis sur les massacres ethniques perpétrés par les troupes de Tito dans le massif karstique en 1945, où les cadavres furent jetés par milliers dans des fosses (*foibe*). Il resta un militant fidèle du PCInt jusqu'à sa mort survenue à Trieste à l'été 1953.

Sources : «È morto a Trieste il comp. Piero Bullo», *Il programma comunista* n° 14, 23 juillet–24 août 1953, p. 4. – Sandro Saggioro, *Né con Truman né con Stalin*..., juillet 2010, op. cit.



Gustav Bunzel, «Ville libre de Christiania», Copenhague, juin 2009.

BUNZEL (Gustav), né en 1943 à Copenhague, historien et économiste à l'Université d'Aarhus. Ses parents et grands-parents sont social-démocrates. Après des études d'histoire aux universités de Copenhague, il fait partie en 1962-1968 du Frit Forum (organisation d'étudiants social-



démocrates). Adhérent à une organisation trotskyste en 1968, il en est exclu en 1969. Il devient bordiguiste en 1969, mais aussi un partisan des thèses de la Kapitallogik (structure logique du *Capital* de Marx) en 1971-1973. Il quitte l'organisation bordiguiste en 1973 et copublie avec Carsten Juhl la revue *Kommunismen*.

En 1972-1988, il dédia des séminaires et des conférences à l'étude du «Capital» de Marx. Mais on peut considérer que Bunzel à la fin des années 70 s'était retiré de tout engagement marxiste.

Il cofonda en août 1977 à Aahrus, avec le comédien Jacob Haugaard (sorte de Coluche danois), le SABAE (*Sammenslutning af Bevidst Arbejdssky Elementer*), le Rassemblement d'éléments consciencieusement rétifs au travail qui réclamait le «droit à la paresse» (Paul Lafargue). Il assiste Jacob Haugaard lors des élections de septembre 1979. Ce parti de la bouffonnerie électorale se présenta aux élections de 1994, avec comme programme une journée de travail consistant en «8 heures de temps libre, 8 heures de repos et 8 heures de sommeil». Haugaard lui-même fut élu au Parlement en 1994, pour quatre ans.

Bunzel s'investit alors de plus en plus dans des mouvements qui tentant de courcircuiter le jeu politique classique se présentaient comme les «porte-parole des minorités». Membre de l'exécutif fédéral de l'Organisation nationale des chômeurs, il s'investit de 2000 à 2007 (date de sa dissolution) dans le Parti minoritaire (*Minoritetspartiet*), sorte de parti populiste antipopuliste prétendant représenter les chômeurs, les sans-abri et les immigrés, rejetant aussi bien le «libéralisme» que le «socialisme».

Source : http://www.gustavbunzel.dk/

Œuvre : «Kritiske elementer til en marxistisk statsteori» [Éléments critiques d'une théorie marxiste de l'État], *Den Jyske Historiker*, n° 3, 1975. – *Revolution og klasser* [Révolution et classes], Aalborg Universitetscenter, 1977. – *Elementer til rekonstruktionen af den kapitalistiske produktionsmådes almene udviklingslogik* [Éléments de reconstruction de la logique générale du développement du mode de production capitaliste], *Den Jyske Historiker*, n° 16, 1979. – *Teser om kommunismen* [Thèses sur le communisme], in S. E. Johansen et G. Bunzel (éd.), *Økonomi og Utopi* [Économie et utopie], Ariadne forlag, Bergen (Norvège), 1984.



Luigi Calligaris, anthropométrie «soviétique», dossier NKVD, 1934.

CALLIGARIS (Luigi), dit Luigi SICILIANO : né à Fogliano di Monfalcone (Gorizia – Frioul) le 15 juin 1894; fusillé le 14 septembre 1937 au camp de Severo-Vostočnyj (Magadan, Kolyma).

Mécanicien, socialiste avant 1914, Luigi Calligaris adhère au PCd'I en 1921. Entre 1922 et 1925, il est plusieurs fois arrêté et condamné pour propagande et lutte armée contre le fascisme. Rédacteur du quotidien communiste *Il Lavoratore* di Trieste, dirigé par Ottorino Perrone, partisan de Bordiga, il est arrêté le 21 novembre 1926 et condamné à cinq ans de relégation aux îles de Favignana, Ustica et Ponza. Dans cette dernière île était relégué Bordiga, et Calligaris fit partie des 49 irréductibles qui soutenaient l'ancien chef du parti communiste.

En 1930-1931, il se lia d'amitié avec le jeune Leo Valiani [Leo Weiczen] (1909-1999), récemment condamné, qui ne l'oublia jamais. Libéré le 18 février 1932, il retourna à Trieste, s'échappa d'Italie et gagna clandestinement la France pour émigrer en URSS sur l'ordre de son parti. Auparavant, il avait eu des discussions avec deux responsables parisiens de la Fraction qui tentèrent de le dissuader de partir pour l'URSS, et lui proposèrent de plus amples échanges politiques : «*Le camarade Calligaris… nous déclara être d'accord avec nos positions, mais n'envisageait pas – chose commune à quasiment tous les camarades qui viennent d'Italie – de se détacher du Parti*».

Les chefs du PCI accélérèrent alors le départ de Calligaris. En fait, comme le résuma plus tard *Prometeo*, l'organe de la Fraction bordiguiste en exil (France et Belgique), «Calligaris ne s'était pas

prononcé sur la question de la Russie…» «(*Il) pouvait partir pour la Russie où la suggestion d'une vie facile, commode, la considération pour l'émigré auraient enfin raison de sa droiture politique, et où il prêcherait lui aussi le 'socialisme dans un seul pays'*».

À Moscou, il étudia à l'École léniniste internationale, fondée par le Komintern en 1926. Il était appelé ainsi à devenir un cadre du Komintern s'il se pliait aveuglément à l'«orthodoxie» stalinienne. Il fut vite destitué de toute responsabilité politique, pour avoir renoncé à suivre les cours de l'Université léniniste, en raison de son «bordiguisme» avéré.

Il présida dès le départ le Club des émigrés de Moscou, lieu de débats politiques intenses à l'intérieur de la communauté des expatriés de toute origine. Ce cercle, bien entendu, était étroitement surveillé par le GPU qui y plaçait provocateurs et espions. En participant à ses réunions, il put former un groupe de la gauche communiste avec Alfredo Bonciani (*Grandi*), Ezio Biondini (*Merini*), Rodolfo Bernetich, Giovanni Bellussich, Arnaldo Silva, Giuseppe Sensi ainsi qu'avec les anarchistes Otello Gaggi (1896-1945) et Gino Martelli (1897-1938).

Il travailla comme ferronnier, d'abord à Kharkov – dans une usine de turbines – à partir de novembre 1932, puis à Moscou en 1933 dans l'usine de tampons à la sphère «Kaganovitch». Dans cette usine, travaillaient beaucoup d'émigrés italiens, dont le communiste (et mémorialiste des victimes italiennes du stalinisme) Dante Corneli (1900-1990).

À la fin de 1933, pour «excessive sympathie à l'égard de Bordiga», il fut exclu du Parti communiste. Comme tous ses camarades, il avait été dénoncé au NKVD par Paolo Robotti (1901-1982), beau-frère de Togliatti, qui présidait le Club des émigrés politiques de Moscou. C'est d'ailleurs ce qu'il avoua lui-même dans un document déposé dans ses archives : «*Mon devoir à partir de 1933 consistait à mettre l'activité des émigrés politiques en conformité avec les directives du Parti, et donc à contrôler les éléments qui les sabotaient : bordiguistes, trotskystes, espions fascistes, anarchistes, social-démocrates, provocateurs*». Sans doute Robotti fut-il aidé dans sa tâche de dénonciateur par l'agent du NKVD Vittorio Vidali (1900-1983), fonctionnaire du Secours rouge international, agent du Komintern en Amérique latine. Il avait déjà montré des «talents particuliers» en assassinant le 10 janvier 1929, à Mexico, le cofondateur du Parti communiste cubain Julio Antonio Mella (1903-1929), rallié au trotskysme. Il fut impliqué en 1937 dans l'assassinat d'Andreu Nin et Camillo Berneri, puis dans la tentative d'assassinat de Trotsky le 24 mai 1940.

Dès décembre 1933, le «cas Calligaris» commença à être connu à l'extérieur, à travers les colonnes de la presse «bordiguiste», et jusque dans la presse fasciste, qui s'empara de l'affaire «*dans le but de montrer aux ouvriers italiens que le 'paradis soviétique' ne valait pas mieux que 'l'enfer fasciste'*», pouvait écrire *Prometeo*.

En 1934, Calligaris et les membres de son groupe communiste réussirent à faire parvenir une lettre à la revue *Prometeo* – l'organe de la Fraction «bordiguiste» à Bruxelles – avec laquelle ils avaient su maintenir le contact, dénonçant la situation en URSS et dans le parti bolchevik.

Calligaris fut arrêté à Moscou le 28 décembre 1934 – peu après l'assassinat de Kirov – sous l'accusation de «participation à une organisation trotskyste contre-révolutionnaire». Interrogé, il fut torturé pour lui extorquer des aveux. Il fut en fait arrêté peu après la parution d'un article dans *Prometeo*, vite signalé au GPU par un espion – vraisemblablement Ersilio Ambrogi.

Un procès commun s'ouvrit en février 1935 contre Luigi Calligaris, Ezio Biondini, Rodolfo Bernetich, Giovanni Bellussich, Otello Gaggi et Gino Martelli – mais aussi l'anarchiste Francesco Ghezzi (1893-1942), arrêté en janvier 1935, qui fut l'objet d'une vaste (mais vaine) campagne internationale pour sa libération.

Calligaris fut condamné à trois années de déportation à Chenkoursk (oblast' d'Archangelsk) le 4 mars 1935 par le Comité spécial du NKVD pour «activité antisoviétique» sur la base de l'article 58 (par. 10 et 11) du Code pénal soviétique de 1934. Tuberculeux, il réussit à informer de son sort,

par le biais de l'ambassade italienne, sa femme et son fils adolescent restés à Trieste ainsi que la Croix-Rouge internationale.

La fraction «bordiguiste» en France et Belgique continua sa campagne internationale pour la libération de Calligaris et sa sortie d'Union soviétique. Le journal du parti communiste italien *La Difesa* du 13 juillet 1935 publia une prétendue lettre de Calligaris adressée à Giovanni Germanetto – un apparatchik du Komintern résidant à Moscou –, un vrai morceau d'anthologie de «confession soviétique» : «*J'ai été frappé à cause de mon attitude contre-révolutionnaire. La condamnation ne m'aurait pas touché si elle était venue de la part de mon ennemi de classe... Mais elle est venue des organes attachés à la défense de la révolution et aux conquêtes du prolétariat. […] Pour mes fautes politiques, j'ai payé cher; je me suis ravisé et t'écris non pour demander de l'aide, mais afin que, une fois ma peine purgée, je puisse revenir la tête haute au milieu de ma classe, à cette classe que moi, par ignorance, par entêtement et incompréhension, j'ai trahie en me mettant en liaison avec des groupes contre-révolutionnaires de l'étranger.*»

En fait Calligaris, dans la dernière lettre adressée en 1936 à son épouse confessait, son réel désespoir d'être inévitablement assassiné par ses propres «frères de classe» : «*Ce n'est pas mon testament politique… mais le cri désespéré d'un homme qui, après avoir vu la mort sur les champs de bataille de la guerre impérialiste, et au cours des luttes politiques de l'après-guerre, ne se sent pas en état de succomber à un trépas sans gloire de la main de ses propres frères*».

Tandis qu'il purgeait sa peine, le 27 mai 1936, il fut condamné à cinq autres années de camp pour «trotskysme». Il fut alors transféré au camp de Severo-Vostočnyj, «camp de redressement par le travail» dans l'enfer de la Kolyma dont Varlam Chalamov se fit le chroniqueur dans ses *Récits*. Le 14 septembre 1937, il est condamné à mort par une unité spéciale du NKVD au service du Dal'stroj – trust géant exploitant les mines d'or de la Kolyma – sous l'accusation d'«activité trotskyste contre-révolutionnaire», participation aux grèves de la faim et donc «organisation de sabotage contre-révolutionnaire». Son exécution eut lieu le jour même.

La Fraction «bordiguiste» avait mené en vain (de 1935 à l'automne 1937) campagne pour Calligaris. Lorsque resurgit dans le sud de l'Italie une fraction «bordiguiste» en 1944, elle publia une lettre de Victor Serge adressée à Togliatti, ministre sans portefeuille du gouvernement Ivanoe Bonomi formé le 18 juin. Victor Serge exigeait publiquement des détails sur le sort ultime de Luigi Calligaris et de l'anarchiste Francesco Ghezzi : «*Ont-ils été exécutés ? Quand ? Comment ?*». Togliatti se garda bien de répondre à ces questions gênantes.

Luigi Calligaris fut «réhabilité» *post mortem* le 12 septembre 1956. Selon Dante Corneli, communiste italien de Tivoli qui réchappa de l'enfer de Vorkouta et l'avait bien connu, «*Luigi Cornelis fut l'une des plus belles figures du mouvement révolutionnaire italien du premier après-guerre*».

Sources : ACS (EUR/Roma) CPC, busta 954. – GARF (Archives d'État de la Fédération de Russie), f. 10035, op. 1, d. P-31289, f. 8409, op. 1, d. 1485; CA FSB RF, dossier d'instruction n° 216243; RGASPI, 513 2 69 Archiv Glavnoj Voennoj Prokuratury. – FIG, Fondo Robotti. – Gatto Mammone (Virgilio Verdaro) et autres, *Bilan* n° 3, 4 et 5, janvier-mars 1934, «Le cas Calligaris»; n° 17, mars-avril 1935, «Au sujet de Victor Serge et de Calligaris»; n° 19, mai-juin 1935, »Calligaris en Sibérie»; n° 20, juin-juillet 1935, «Calligaris»; n° 21, juillet-août 1935, «Et voici le cas Calligaris», n° 22, août-sept. 1935, «Nous Calligaris et le centrisme»; n° 30, avril-mai 1936, «1er mai (à propos de Calligaris)»; n° 31, mai-juin 1936, «Calligaris toujours déporté en Russie, sauvons-le!»; n° 44, oct.-nov. 1937, «Et Calligaris?». – Lettre de Victor Serge adressée «A Palmiro Togliatti, ministro» (signée «redazione di Mundo», Mexico, nov. 1944), *La Sinistra proletaria*, Rome, 19 février 1945. – Victor Serge, «Que deviennent les réfugiés italiens en U.R.S.S.?» (nov. 1944), in *Le nouvel impérialisme russe*, Cahiers Mensuels n° 13, janvier 1947, p. 46-48. – Dante Corneli, *Lo stalinismo in Italia e nell'emigrazione antifascista. Elenco delle vittime italiane dello stalinismo (Dalla lettera «A» alla «L»)*, Tivoli, oct. 1981, p. 80-84. – Guelfo Zaccaria, *A Mosca senza ritorno. Duecento comunisti italiani fra le vittime dello stalinismo*, SugarCo Edizioni, Milan, 1983. – Anonimo, Rinascista. Elenco dei comunisti italiani vittime delle epurazioni staliniane, Nautilus (proche de Raoul Vaneigem), Turin, 1985. – M. B. Smirnov (éd.), *Система исправительно-трудовых лагерей в СССР: 1923-1960: Справочник* (Le système des camps de redressement par le travail en URSS – 1923-1960. Manuel), Sven'ja, Moscou, 1998. – E. Dundovich, F. Gori et E. Guercetti, *Reflections on the Gulag, with a Documentary Appendix on the Italian Victims of Repression in the Ussr*, Milan, Fondazione Giangiacomo Feltrinelli, 2003 (*Annali*, XXXVIII, 2001). – Giancarlo Lehner et Francesco Bigazzi, *La tragedia dei comunisti italiani. Le vittime del PCI in Unione Sovietica*, Mondadori, Milan, 2006.



Jacques Camatte, vers 2003.

CAMATTE (Jacques), dit OSCAR : né le 18 février 1935 à Cannes, professeur de Sciences de la Vie et de la Terre (SVT) à Toulon, Brignoles, puis Rodez.

Jacques Camatte est entré, sans aucune expérience politique antérieure, directement dans le groupe de Marseille de la FFGCI en 1953 où militaient déjà Lucien Laugier, Otello Ricceri («Piccino») et Christian Audoubert et dont Lucien Laugier était le secrétaire du groupe.

C'est Christian Audoubert, son condisciple en philosophie au lycée Saint-Charles de Marseille, qui lui fit découvrir les «thèses de Bordiga». Il fut alors marqué par la certitude de Bordiga, formulée à cette période, que «la révolution viendrait autour de 1975».

Jacques Camatte a rencontré Roger Dangeville en Italie à la réunion internationale de Cosenza en 1956, Dangeville étant entré dans le groupe de Paris la même année, et Jacques Angot peu après. Il publia très jeune ses premiers textes théoriques (accumulation capitaliste, critique de l'existentialisme) dans le bulletin ronéotypé *Travail de groupe* dès 1957.

Il fut très marqué par la personnalité de Suzanne Voute. En effet, en 1957 le groupe de Marseille sortit la revue *Programme communiste*, et c'est Suzanne Voute qui descendit de Paris pour s'installer dans le Sud et en prendre la direction idéologique de fait.

À la différence de Suzanne Voute, il semble ne pas avoir partagé les positions de *Bilan* sur la question nationale et coloniale, celles d'un non-soutien aux «révolutions bourgeoises» dans les colonies ou semi-colonies. Il publia dans *Programme communiste*, de 1959 à 1961, divers articles sur les «révolutions anticoloniales», et en particulier sur l'Algérie, l'un d'eux portant le titre significatif de «Bien creusé vieille taupe !» (n° 14, 1961).

En 1963, Camatte fonda le groupe de Toulon, mais un an plus tard il déménagea (et quitta donc le groupe de Marseille) pour Paris et s'intégra au groupe local. Il s'opposa à ce qui lui apparaissait comme de l'«activisme trotskyste» : impression de «cartes du parti», formalisme des réunions présidées par un «responsable du parti», comme au temps du Komintern, activité d'agitation autour du journal *Le Prolétaire*, agitation pour un syndicat «rouge» de classe. Enseignant, il dut adhérer à la FEN, pour suivre la «politique syndicale» de son organisation. Il la quitta sans regret en 1967 après sa sortie du «Parti».

Politiquement, c'est dès 1961 que Camatte joua un rôle grandissant dans le Parti communiste international, ouvrant un véritable échange intellectuel avec Bordiga lui-même. Son texte «Origine et fonction de la forme parti» publié en 1962 montrait une convergence certaine avec Bordiga qui en imposa la parution dans *Programma comunista*. Pour ce dernier, il était important d'opérer une différence entre «parti formel» (parti réel organisé) et «parti historique» (le groupe porteur d'un programme historique communiste). Le jeune Camatte en s'appuyant sur Bordiga, visait l'activisme à l'intérieur du Parti communiste international («Programme communiste»). Malgré son «léninisme» officiel, Bordiga fuyant tout activisme, proclamait que la théorie de Marx était d'abord la théorie du prolétariat.

Pour Camatte, le parti historique était un organe matérialisé dans une organisation formelle du prolétariat, quelle qu'en soit la taille. Le «Parti» était un havre de communisme pour le prolétaire épuisé par sa vie d'esclave salarié. L'organisation était «*un havre de repos pour le prolétaire, le lieu où s'affirme sa nature humaine, de telle sorte qu'il puisse mobiliser toutes ses énergies contre son ennemi de classe*».

Mais, en période contre-révolutionnaire, comme avant Mai 1968, les «internationalistes» ne



devaient pas tomber dans le piège de l'activisme, mais surtout développer le programme communiste, en se concentrant en premier lieu sur la critique de l'économie politique effectuée par Marx.

C'est à ce travail que s'exerça Camatte en publiant dans les années 1960 plusieurs articles consacrés au «VIe chapitre inédit du capital et l'œuvre économique de Marx» (un travail très apprécié de Bordiga), où était développée l'idée du passage de «la domination formelle à la domination réelle du capital», celui de la soumission totale et universelle du Travail au Capital. Camatte s'intéressa très tôt à la question de la transition du règne du capital à la *Gemeinwesen*, communauté humaine unifiée dans la société communiste.

En 1966, il cosigna un texte intitulé «Bilan» (texte initialement rédigé par Roger Dangeville), dont la deuxième version, intégrait les remarques de Camatte. La scission devenait inévitable dans le petit «parti» comptant environ 80 membres. L'atmosphère était devenue si détestable que Suzanne Voute fut l'une des plus acharnées à demander l'exclusion de Camatte et Dangeville, en faisant pression sur Bordiga lui-même, qui rejetait par principe «toute chasse aux sorcières».

Avec Roger Dangeville, Jacques Angot et lui-même le «Parti» perdit, lors de la scission de 1966, sept militants à Florence (dont Nicola La Porta), un à Turin (Ubaldo Tedesco), ainsi que «deux camarades portugais» (Julio et Ramiro).

Cette scission fut douloureuse, car comme le rappelle Camatte dans une interview donnée à Benjamin Lalbat, «*celui qui quitte le Parti est considéré comme mort par les membres du Parti*», et certains couples de militants se brisèrent. Et elle ne se fit pas en «douceur» : Camatte, dépositaire des périodiques en France du PC International, dut se barricader pour les conserver chez lui. Mais il décida, selon lui «pour montrer qu'il n'était pas un académicien», de détruire tous les numéros ne comportant pas des articles de Bordiga, même s'il s'agissait des siens propres. Bordiga, selon plusieurs témoignages, qualifia cette pratique «d'acte de gangstérisme».

En 1967, éclata l'incompatibilité de positions (et d'humeur) entre Camatte et Dangeville. Camatte fonda la revue *Invariance* sur des positions de plus en plus critiques vis-à-vis du 'bordiguisme' puis du marxisme classique, jusqu'à une rupture totale qui se confirma de série en série. Il y eut en tout cinq séries d'*Invariance*, tantôt ronéotées, tantôt imprimées : série I (1967-1969), série II (1971-1975), série III (1975-1983), série IV (1986-1996), série V (1997-2002).

Cette revue de la «radicalité intellectuelle» post-68 attira de nombreux collaborateurs : Philippe Leclercq [futur initiateur du «groupe communiste mondial», bordiguiste], Gianni Collu [ancien de «Rivoluzione comunista» qui devient catholique en 1985], Nicola La Porta à Florence, Giorgio Cesarano (1928-1975), Henri et Claudie Bastelica, Jean-Louis Darlet, Saïa Voldman et sa fille Danièle [articles «À propos du Vietnam» et «Juifs, sionisme, Israël», enfin dans la dernière série (1986-1996) François Bochet. Ce dernier, au terme de désaccords avec Camatte, publie depuis 1998 la revue *(Dis)continuité*, dont l'orientation est fort loin de la «gauche communiste italienne».

Invariance rencontra un certain succès : la première série fut tirée pour chaque numéro à 500 exemplaires, mais la série II tira à 4.000 exemplaires. *Invariance* attira l'attention de tout un milieu à gauche de trotskysme, tant en France qu'en Italie. Toni Negri, en prison, semble avoir lu *Invariance*. Certains groupes marginaux italiens (Ludd, Comontismo) prétendirent même s'en inspirer dans des actions de «récupération».

Invariance était bien fille du mouvement de 68 en lequel, Camatte voyait «la fin de la phase de contre-révolution… *Mai 68, ce n'est pas la révolution, c'est son émergence*». Une émergence qui, selon lui, avait été préparée par «*la guerre du Vietnam, la crise monétaire internationale…, la lutte des guérilleros en Amérique latine, et surtout celle du mouvement ouvrier noir, provoquée par les conséquences de l'automation*».

Comme d'autres groupes à gauche du «gauchisme» (ICO, «Révolution internationale», et même le PCI «programmiste »), *Invariance* affirmait que la période de contre-révolution était achevée, son



aspect quarante-huitard n'étant que la partie émergée de l'iceberg : «*Le Mouvement de Mai n'avait de la révolution que la foi lyrique, enthousiaste et populiste (***alors que demain elle sera classiste***). Par là il signifiait la fin de la phase de la contre-révolution* », concluant prudemment : «*Mai 1968, ce n'est pas la Révolution, c'est son émergence*».

Mais Camatte et *Invariance* rejetèrent très tôt le concept «classiste» de prolétariat. Le futur «Parti» de demain était «une force impersonnelle au-dessus des générations» et des classes, car *«il représente l'espèce humaine, l'être humain qui a été enfin trouvé. C'est la* ***conscience de l'espèce***». Et toute tentative de constituer des organisations artificielles, comme le faisait le PCI et d'autres groupes « ultragauches », était assimilable à une «bande» ou «racket» («Lettre sur les rackets», sept. 1969).

Vers 1973-1975, au terme d'une rapide évolution, Camatte définissait la lutte contre le mode de production capitaliste (MPC) comme une lutte souterraine des «hommes» contre un système d'exploitation plurimillénaire visant à instaurer une *Gemeinwesen* (collectivité humaine). Cette collectivité surgira lorsque le MPC tombera de lui-même comme un fruit mûr :

> « *…le MPC (Mode de Production Capitaliste) ne disparaîtra pas à la suite d'une lutte frontale des hommes contre leur oppresseur actuel, mais par un immense abandon qui implique le rejet d'une voie empruntée désormais depuis des millénaires. Le MPC ne connaîtra pas de décadence, mais un écroulement*» («Ce monde qu'il faut quitter», *Invariance*, série 2, n° 5, août 1974).

Il s'agissait donc de quitter le monde de la production, un «monde où domine le capital devenu spectacle», et trouver d'autres modes de vie hors du Capital : «*Les gens qui abandonnent tout et s'en vont sur les routes expriment leur volonté de sortir du cercle vicieux des luttes actuelles*» («Contre la domestication», *Invariance* n° 3, Savone, 1973), dans l'espoir que «dans cinq ans commencera la révolution effective».

Même si Camatte faisait des adieux publics à une certaine forme de marxisme scholastique et à un «parti de classe» autoproclamé, ses tentatives de publier des textes de Bordiga avec ses propres introductions se fit dans l'indifférence apparente du «Parti». Un important pot-pourri de Bordiga, préfacé et annoté par lui, parut en 1974 (sous le titre *Bordiga ou la passion du communisme,* Spartacus). Dans la foulée, parut aux Éditions de l'oubli en 1975 la *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui. Développement des rapports de production après la révolution bolchevique*, une traduction et édition de la deuxième partie du livre italien assurée par Camatte, Denis Authier (traducteur professionnel et ami de Gilles Dauvé) et Jacques Colom.

Lorsque Camatte voulut publier en 1975 un autre recueil de textes sur la *Russie et la contre-révolution*, avec un contrat d'édition chez Christian Bourgois (coll. 10/18), un éditeur ayant pignon sur rue, il se heurta à une contre-offensive «musclée» des «programmistes» français. Camatte représentait en effet le parangon du «traître» ayant trahi son parti, et de plus prétendant «dépasser le marxisme». Sous une forme fort peu théorique, Martin Axelrad (anonyme) mit en garde son ancien camarade : «*Qu'il n'essaye pas d'éclabousser le marxisme avec sa merde*». Camatte répondit quelques mois plus tard à l'anonyme par un article intitulé «Scatologie et résurrection».

Mais c'est surtout la direction italienne du PC International, basée à Milan, qui employa l'outil de la guerre juridique. Bruno Maffi, le directeur de *Programma comunista*, envoya une missive demandant la suppression de la préface de Camatte et surtout exigeant un total «droit de regard» sur toute édition des œuvres de Bordiga. Sans le «*non obstat*» du Centre milanais, toute édition ne pourrait être qu'une *édition pirate* de Bordiga : «*Nous vous informons que nous sommes les uniques dépositaires du droit de reproduction de tout article ou série d'articles parus dans notre organe, et que votre projet d'édition a été entièrement mené à notre insu…* » Afin de «mettre un coup d'arrêt aux éditions 'pirates'», la direction d'*Il programma comunista* menaça Bourgois d'un procès, que ce dernier aurait certainement perdu. Bourgois laissa tomber, alors que l'ouvrage commençait à sortir des presses. René Lefeuvre, à la tête des éditions Spartacus, racheta alors le travail qui fut finalement publié en 1978.

Peu après éclatait un autre scandale, cette fois infiniment plus grave, celui du «négationnisme». La «Vieille Taupe», puis Pierre Guillaume, qui en avait repris l'estampille, avaient en leur temps publié anonymement l'article «Auschwitz ou le grand alibi», attribué à Bordiga, en fait écrit par Martin Axelrad. Lorsqu'il s'avéra que Pierre Guillaume et Serge Thion défendaient sur la place publique des positions «négationnistes», proches de l'extrême droite antisémite, Jacques Camatte dénonça vigoureusement cette dangereuse idéologie :

> «*Leur position est grosse d'un immense danger : sous-estimer ou ignorer l'apport énorme de la communauté juive au procès de formation de l'Occident, à celui de la connaissance, à la lutte contre la domestication. Danger encore plus grave que celui d'un antisémitisme immédiatiste vers lequel ils peuvent plus ou moins facilement glisser.*» («Dialogue avec Bordiga», *Invariance*, juillet 1980).

Poursuivant une évolution zigzagante au terme de plusieurs séries d'*Invariance*, Camatte arrive à la conclusion que le capitalisme a bien réussi à modeler l'humanité à son profit et que donc toute possibilité de «révolution» devenait impossible; que la classe ouvrière n'est rien de plus qu'une expression du Capital (comme capital variable), incapable de modifier son sort. Aussi tout mouvement révolutionnaire futur ne serait rien d'autre que la lutte entre l'humanité globale et le capital global lui-même, plutôt qu'un affrontement de classes sociales. Le Capital, en devenant totalitaire dans sa structure, ne laisse personne à l'extérieur du cercle d'une entreprise parachevée de domestication. Ce pessimisme à propos de la perspective révolutionnaire s'accompagne de l'idée que nous pouvons 'quitter le monde' (capitaliste) et vivre au plus près de la nature (symbolisée par l'Arbre), et préparer seulement le destin des générations futures «en arrêtant de nuire aux enfants» et de «déformer leur esprit naturellement raisonnable».

Malgré cela, pour Camatte, la perspective «communiste» reste une potentialité, mais reportée à un temps indéfini : «*La société humaine ne peut survivre que si elle se transforme en* Gemeinwesen *(communauté) humaine. Le prolétariat n'a plus à accomplir de tâche romantique mais son œuvre humaine*».

Au terme d'un parcours sinueux, dès son engagement militant déterminé par l'attente messianique d'une soudaine crise finale, Camatte, inspiré peu ou prou par la pensée utopique, mais toujours fidèle à Marx et Bordiga, jette à l'échelle cosmique les dés d'un pari pascalien sur l'apparition d'une autre espèce humaine : «l'émergence d'*Homo Gemeinwesen*, l'espèce qui succèdera à *Homo sapiens.* Elle sera en continuité avec la nature, avec le cosmos».

Sources : (Martin Axelrad), «Mise au point à propos de certains dépasseurs du marxisme», *Programme communiste* n° 67, juillet 1975. – Jacques Camatte, «Scatologie et résurrection», *Invariance*, n° 1, série II, oct. 1975. – «Vers la communauté humaine», *Invariance*, série III, n° 3, Milan, mai 1976. – *Dialogando con la vita*, Colibri, 2000 (avec une interview de J. Camatte par Piero Coppo). – Francesco 'Kuki' Santini, *Apocalisse e sopravvivenza. Considerazioni sul libro* Critica dell'utopia capitale *di Giorgio Cesarano e sull'esperienza della corrente comunista radicale in Italia*, Centre de documentation Luca Rossi, Milan, 2005. – Revue *Temps critiques,* «Quarante ans plus tard : Retour sur la revue *Invariance*», sept.-déc. 2012. – Benjamin Lalbat, *Les bordiguistes sans Bordiga. Contribution à une histoire des héritiers de la Gauche communiste italienne en France. Des racines de Mai 68 à l'explosion du PCI (1967-1982),* Université d'Aix-Marseille, master 2 (dir. : Isabelle Renaudet), sept. 2014, 320 p.

Œuvre : revue *Invariance*, séries I à IV, 1967-1996, série V (1997-2002), électronique depuis. – *Bordiga et la passion du communisme : textes essentiels de Bordiga et repères biographiques*, 1974. – *Verso la comunità umana. Scritti dal 1968 al 1977*, Jaca Book, Milan, 1978. – *Capital et Gemeinwesen : le 6e chapitre inédit du capital et l'œuvre économique de Marx*, 1978; *Forme et histoire*, Colibrì, Milan, 2002. – *The Selected Works of Jacques Camatte*, CreateSpace Independent Publishing Platform, oct. 2011. – Édition électronique de textes de Jacques Camatte sur le site «Revue Invariance» : http://revueinvariance.pagesperso-orange.fr/serieV.html. – Chap. 12 de *Émergence de Homo Gemeinwesen* : « Le mouvement du capital », 24 déc. 2014 : http://revueinvariance.pagesperso-orange.fr/mouvementcapital.html

CAMPEGGI (Giovanni), dit GANDI, forgeron : né à Porto Valtravaglia (Varèse) le 23 avril 1901. Dès 1917, Giovanni Campeggi s'inscrit à la Fédération des jeunesses socialistes, et s'engagea dans une intense activité antimilitariste, qui lui valut en septembre 1920 plusieurs mois d'emprisonnement. Il adhère naturellement au Parti communiste constitué à Livourne en janvier 1921, en même temps que son frère Carlo (1905-1995) et sa sœur Carolina (1898-1944). Déployant une intense activité, il préside le 27 avril 1921 le congrès provincial des jeunesses communistes à Como. Il se prononce sans ambiguïté pour un rejet du «parlementarisme révolutionnaire» : «*Nous jeunes communistes avons le devoir de porter le parti à l'abstention, convaincus que les*

instruments d'oppression et d'exploitation de la domination bourgeoise – État, communes et administration publique – ne peuvent d'aucune manière se muer en organismes de libération du prolétariat». Ce sera lui et ses frère et sœur qui hébergeront à l'automne 1922 Bordiga et Giuseppe Berti, revenant clandestinement de Moscou, où ils avaient participé au IVe Congrès du Komintern.

Il dut s'exiler en France en 1924, prenant le pseudonyme de *Gandi*. Il se rallia vite à l'opposition bordiguiste, et est l'un des fondateurs, à la Conférence de Pantin en avril 1928, de la Fraction italienne de la gauche communiste. Avec Severo Aldovini (*Mathieu*), il est vite en désaccord avec le groupe «prométéiste» d'Ottorino Perrone sur la nature de l'URSS qu'il qualifie de capitalisme d'État. Il fait sécession vers 1931 et adhère aux thèses d'Albert Treint qui préconise l'unification de la gauche communiste en dehors du cadre du Komintern. En 1933, il est corédacteur, avec l'aide de son camarade Aldovini, du bulletin *Pour la renaissance communiste*. Avec Albert Treint, Simone Weil, le normalien Paul Bénichou (1909-2001) et sa femme Gina Labin, Jean Rabaut, Nelly Rousseau, au nom de son groupe «pour la renaissance communiste», il cosigna (1er juillet 1933) une déclaration commune se démarquant du trotskysme, mais soulignant aussi les faiblesses de la gauche communiste en France. Après l'échec des «conférences d'unification», il abandonne toute activité politique.

En 1936, il retourna à Germignaga (Varèse), la commune de son enfance, mais il fut arrêté et libéré seulement en novembre 1943. À cette date, avec ses frère, sœur et cousin, il organisa l'exfiltration vers la Suisse de Juifs et persécutés politiques. Il refusa d'adhérer aux actions de partisans et entra en contact avec le Parti communiste internationaliste fondé dans le nord de l'Italie en novembre 1943. En 1945, il fut l'un des initiateurs de la constitution de la section locale de ce parti à Luino (Varèse). Après la scission de 1952 entre la tendance de Damen et celle de Bordiga, il adhéra aux positions «programmistes» et dirigea le groupe de Germignaga jusqu'à sa mort survenue en avril 1967.

Sources : ACS CPC, busta 983. – *Pour la renaissance communiste*, 1933, n° 1 à 3, Paris, «bulletin publié sous la responsabilité des camarades Mathieu et Gandi, militants de la Gauche communiste italienne». – *La Bataille ouvrière*, n° 1, Paris, 1er juillet 1933, «Déclaration à la séance du 22 avril 1933 de la Conférence d'unification des groupes de la gauche communiste». – *Il programma comunista* n° 9, 12-26 mai 1967, «Giovanni Campeggi». – Alessandro Pellegatta, «Cronache rivoluzionarie in provincia di Varese, 1945-1948: il Partito comunista internazionalista e i dissidenti libertari nel periodo della ricostruzione postbellica», Milan, *Pagine marxiste*, 2004. – Dino Erba, *Il Gatto Mammone. Virgilio Verdaro tra le guerre e le rivoluzioni del Ventesimo secolo*, Milan, 2011.

CANDOLI (Turiddu), dit ALFREDO, serveur; ouvrier boulanger : né à Cervia (Ravenne, Émilie-Romagne) en 1900, il est mobilisé en 1917-1918. Il adhère au Parti socialiste en 1918. Il semble avoir combattu en Hongrie dans les rangs de l'Armée rouge créée par Bela Kun en avril 1919. En 1921, le Parti communiste nouvellement créé l'intègre dans les groupes de combat chargés de stopper l'offensive militaire fasciste. Il est activement recherché tant par la police que par les fascistes. Selon un rapport de la préfecture de Ravenne, en 1922 : «Il est jeune, violent et audacieux, capable de commettre, en particulier dans les opportunités de désordres, n'importe quelle action violente». Bastonné par les fascistes, arrêté et dénoncé pour «constitution de bande armée», il dut se réfugier à Aulla (Massa-Carrara, Toscane) et de là à Rome, où il reprit la lutte contre le fascisme armé. Il travailla à Rome environ deux ans comme courrier interne à l'Ambassade russe (1925-1927), où il connut Kamenev, nommé un an ambassadeur, de janvier à décembre 1927.

Vers 1927-1928, il émigre en Suisse, puis en France. Il était actif à Toulon quand en 1931 il fut expulsé du PC italien. Il adhéra aussitôt à la Fraction italienne à Marseille. En juillet-août 1936, toujours à Marseille, il se range derrière les positions de la nouvelle majorité, qui se prononçait contre un enrôlement de ses militants dans les milices du POUM. Envoyé en Espagne, en même temps qu'Aldo Lecci et Jacob Feingold («Michel»), il prit contact autant avec la minorité qu'avec le POUM et les anarchistes italiens.

Pendant la guerre, membre de la Commission exécutive, il poursuivit le travail politique de la Fraction contre la guerre. Il hébergea Jacob Feingold entre 1940 et 1943, avant que ce dernier ne

soit arrêté par la Gestapo et conduit au camp d'extermination de Birkenau. Retourné en Italie en 1946, il fut un actif militant du Partito Comunista Internazionalista (PCInt). Après la scission de 1952, il suit la tendance «Programma comunista» formée autour de Bordiga et Bruno Maffi. Il est mort à Cervia le 30 mars 1983.

Sources : ACS CPC (EUR/Roma), busta 998. – «Una pagina di storia nella nostra frazione all'estero (1927-1943)», *Battaglia Comunista*, n° 8, 10-30 avril 1974. – «Nostri lutti», *Il programma comunista*, n° 6, 4 juin 1983. – Fausto Bucci et Rossano Quiriconi, avec la collaboration de Claudio Carboncini, *La vittoria di Franco è la disfatta del proletariato… Mario De Leone e la rivoluzione spagnola*, La Ginestra – Comitato pro ex Ilva, Follonica, 1997, p. 79-80.



Emilio Canziani

CANZIANI (Emilio), ouvrier : Né à Cassano Magnago (Varèse) en 1920. Il fut mobilisé pendant la guerre comme motoriste d'avion. Démobilisé après le 8 septembre 1943, il gagna la zone de Berbenno (Bergame), région de Valteline (Lombardie). En juin 1944 il s'engagea dans la brigade de partisans Riccardo Rinaldi, en qualité de vice-commandant du bataillon Moro. Retourné à la fin de la guerre dans sa ville natale, il adhéra au PC de Togliatti jusqu'à l'insurrection hongroise de 1956. Il milita alors au PCInt (Battaglia comunista). Il est mort à Cassano Magnago (Varèse) au printemps 2003.

Sources : Alessandro Pellegatta, «Ricordi i lutti», in *Nuova Resistenza Unita,* Verbania, février-mars 2003, p. 8. – Dino Erba, *Sovversivi incontri & scontri sotto la falce e il martello. Dizionario biografico dei comunisti « italiani» 1912-2012. Dizionario…*

CAPPELLETTI (Giuseppe), dit PINO (1902-1965), menuisier : né à Gossolengo-Piacenza (Émilie-Romagne); d'abord syndicaliste-révolutionnaire, il adhéra au PCd'Italie et dut s'exiler en France. Vers 1927, il adhéra à la Fraction italienne. Après la guerre, il s'intègre dans le groupe bordiguiste français. Il meurt, en mars 1965, toujours membre de la section «bordiguiste» parisienne.

Sources : ACS CPS, busta 1043. – *Le Prolétaire*, n° 19, mars 1965.

CAPPELLINI (Francesco), vernisseur : né à Settala (Milan), le 30 décembre 1904, membre du PCInt depuis 1943, habitant Sesto San Giovanni et travaillant à la Breda. Pour faits de grève (1er mars 1944), il fut arrêté chez lui de nuit, incarcéré à la caserne San Fedele, puis à la prison San Vittore, et enfin à la caserne Umberto I de Bergame. De là il est déporté le 17 mars, et arrive à Mauthausen le 20 mars, sous le matricule 58768. Il est mort à Hartheim (Mauthausen) le 21 septembre 1944.

Sources : Il processo di formazione e la nascita del Partito comunista internazionalista, *Quaderni di Battaglia comunista*, n° 6, Ed. Prometeo, Milan, 1993. – Giuseppe Valota, *Streikertransport. La deportazione politica nell'area industriale di Sesto San Giovanni, 1943-1945*, Guerini e Associati, Milan, 2007.

CARRÀ (Renzo) : né le 29 mai 1900 à Portogaggiore (Ferrara) [Émilie-Romagne], mécanicien; tailleur. Il s'expatrie en France en 1928, d'où il est expulsé en 1932 après avoir purgé une peine de prison pour «infraction au décret d'expulsion». Installé à Bruxelles, il est membre de la Fraction et à ce titre est surveillé par la police politique de Mussolini. Grâce au socialiste Luigi Lazzarelli (1892-1940), il est employé à la fabrique d'automobiles Minerve. Il se marie en 1937 au consulat italien de Bruxelles avec Linda Gagliardi, en présence d'Ersilio Ambrogi et d'Alfredo Morelli, qui sont ses témoins. En juin de la même année, il exprime son intention au même consulat de Bruxelles de s'établir avec sa famille en Italie.

En mai 1940, il est arrêté par la police belge et transféré au camp de concentration de Gours, où il réussit «à être transféré dans le secteur où se trouvaient exclusivement des Italiens de sentiments nationaux». Il obtient de la Commission allemande de retourner en Belgique; et semble (d'après le

dossier de police) avoir demandé de s'inscrire au parti fasciste, mais il est arrêté et livré par la Gestapo à la police italienne au col du Brenner. À la tête d'une affaire de confection, il exprime le vœu de retourner à Bruxelles pour liquider ses affaires et retourner en Italie.

Remis en liberté le 18 novembre 1940, il demeure à Consandolo di Argenta (Ferrare). Il est arrêté en août 1943, s'évade et se réfugie dans les montagnes chez les partisans. Il semble avoir été blessé à la jambe lors d'une sortie contre des unités allemandes. Il retourne en Belgique le 10 octobre 1946 et meurt à Bruxelles en 1957.

Sources : ACS CPC, busta 1110 (n° 24568). – ACS, Polizia politica, pacco 17, C4/1, 4 janvier 1934. – Anne Morelli, *La participation des émigrés italiens à la résistance belge* (avec une préface du président de la République italienne Sandro Pertini), Ministero affari esteri, Rome, 1983.


Antonio Cecchi

CECCHI (Antonio), dit ANTONIO GUIDO SARNICO, ANTEO ROCCIA, professeur de lettres, de philosophie et de droit : né à Scafati (Salerne), 23 avril 1895, mort à Naples le 1er octobre 1969. Il se rapproche du socialisme en 1910 par le truchement de la Bourse du travail (*Camera del Lavoro*) et du Cercle socialiste sis dans le bâtiment même où il logeait. C'est là qu'il connaît Amadeo Bordiga, dont il gagne l'amitié.

En novembre 1912 il s'installe à Castellammare di Stabia, où il adhère au cercle révolutionnaire intransigeant Carlo Marx, fondé à Naples par Bordiga. Il fréquente le groupe qui s'est constitué autour de la revue socialiste de Castellammare : *La Voce*. Il s'investit beaucoup dans le groupe qui part à la conquête de la Bourse du travail. Son activité le fait ficher par la police comme «subversif».

La guerre entraîne la suspension de son activité politique, mais en mars 1919 il refonde à Castellamare di Stabia la Bourse du travail, et au terme d'un vote en devient le 25 avril le secrétaire général

En octobre 1919 il participa au XVIe Congrès du PSI, à Bologne, où il se prononça pour la formation de la Fraction communiste abstentionniste.

En avril 1920, il devient, à l'issue d'un vote, secrétaire de la Bourse du travail de Naples. Les 8 et 9 mai, il participa à la conférence de la Fraction à Florence, où il est élu à son comité central.

En mars 1922, il abandonne la direction de la «Camera del Lavoro» napolitaine suite à son attitude conciliatrice dans les polémiques avec les socialistes, qui selon Ortensia de Meo, l'épouse de Bordiga, montrait trop de mollesse.

Il est arrêté le 8 novembre 1926 et déporté à l'île de Lipari, puis à Ponza. Il écrivit à Mussolini en 1927 pour se plaindre de ses conditions de détention, alors qu'il avait cessé toute activité politique. Il fut finalement élargi et revint à Naples en décembre 1929. Malgré ses succès universitaires, il vécut difficilement de quelques maigres leçons particulières.

Aussi, le 20 septembre 1935, il écrivit une lettre au Duce, pleine de bassesse, où il demandait du travail «à son service», en adhérant au PNF : «Depuis six années, j'ai vécu une situation de privations et de misère. Un diplôme de maître d'école, une maîtrise de droit et une autre en philosophie n'ont pu me donner plus de sécurité, celle du pain *[…]. C'est vous,* Duce*, qui m'avez*

éclairé et je m'adresse à vous à cœur ouvert et avec une foi intacte […]. Ce n'est pas la carte [du Parti] que je vous réclame […]. Je me suis tourné vers vous qui exprimez le droit, l'honneur et la force de rénovation de l'Italie […]. Je suis à votre service pour n'importe quel poste et n'importe quelle charge. »

Sous le pseudonyme d'*Antonio Guido Sarnico*, il eut la faculté de publier en 1938 un ouvrage dont le titre était tout un programme : *L'idéal éducatif et la formation spirituelle de l'instituteur de l'Italie nouvelle*.

Vivant de quelques maigres leçons particulières et «per necessità familiale» (PNF), il fit le 23 mars 1940 une demande d'adhésion au PNF (Partito Nazionale Fascista), en qualité d'ancien combattant. Convoqué plus tard par un bureau du régime fasciste, celui-ci donna en février 1941 un avis favorable : *«Vu que Cecchi a donné d'indubitables preuves de son repentir politique et compte tenu aussi du fait que lui-même a demandé son adhésion au PNF en qualité d'ancien combattant, notre bureau propose sa radiation du Casier politique central…»* Le 18 mars, le Ministère de l'intérieur décidait de radier Cecchi de «la liste des subversifs».

Mais, cette «conversion» n'était pas sincère, car la même année, il constituait avec Libero Villone, Luigi Villani et Pietro Trompino le groupe «Spartaco», dans le but de «*mettre les masses ouvrières en situation de réagir à l'inutile politique de massacres et de destructions, démontrée par la guerre, voulue et imposée par le fascisme* … » Le groupe de Cecchi considérait que la Russie était «un État socialiste», ce qui l'amena en 1942 à diffuser à 5.000 exemplaires un discours de Staline…

Avec quelques expulsés du PC italien et quelques socialistes, il fut un élément moteur du *Centro Marxista d'Italia* (centre marxiste d'Italie), créé en mai 1944, peu après le «Tournant de Salerne». Tout en dénonçant la collaboration des partis bourgeois, PC inclus, au sein du CLN, ce centre jugeait qu'il était «*de notre devoir de combattre l'ennemi commun [nazi-fasciste] pour aider les camarades russes* ».

Son organe, *Il Pensiero Marxista* [La Pensée marxiste], estimait nécessaire de développer une activité autonome du prolétariat. Ses liens avec le marxisme étaient lâches, le groupe développant une sorte de «socialisme libertaire». Ses membres devaient travailler à l'intérieur de la *Confederazione Generale del Lavoro*, dirigée par Enrico Russo. Elle refusa de se fondre dans la *Confederazione Generale Italiana del Lavoro* (CGIL), constituée en juin 1944 à Rome par la trinité PCI, Parti socialiste et démocrates-chrétiens.

Après cette aventure du «pensiero marxista» et de la fondation d'une CGL «rouge», l'itinéraire de Cecchi reste mal connu. Même s'il se targuait d'être «l'ami de Bordiga», il a été tenu à l'écart du PCInt, dont les sections du Nord et du Sud venaient de fusionner en juillet 1945.

En mai 1954, Cecchi écrivit à Bruno Maffi pour lui demander la permission de diffuser des exemplaires d'*Il programma comunista*. Après un premier courrier prudent et dilatoire adressé à Cecchi par Maffi, ce dernier avertissait Bordiga (11 juin 1954) qu'il fallait rester très prudent : «*En ce qui concerne Cecchi, je m'en tiens à ce que j'ai dit : qu'il vende donc le journal, mais pour le reste nous le tenons à bonne distance*».

Sources : ACS CPC, busta 1219. – Antonio Guido Sarnico, *L'ideale educativo e la formazione spirituale del maestro della nuova Italia*, Edizioni La Corrente, 1938. – *Anteo Roccia* [Antonio Cecchi], «L'attività del gruppo Spartaco contro il fascismo», *Il pensiero marxista* n° 4, Bari, 10 juin 1944. – Arturo Peregalli, *L'altra Resistenza. Il PCI e le opposizioni di sinistra 1943-1945,* Graphos, Gênes, 1991. – Pierluigi Battista, «Napoli' 44, un bidone stalinista. Dai diari di un ex ufficiale inglese», *La Stampa*, 25 juin 1993. – Raffaele Scala, «Antonio Cecchi: storia di un rivoluzionario», *Cultura e Società*, n° 2, Castellammare di Stabia, 2008. – Sandro Saggioro, *In attesa della grande crisi. Storia del Partito Comunista Internazionale 1952-1982*, Ed. Colibrì, oct. 2014.

CEGLIA (Romeo) : Né à Cerignola (Foggia) en 1903, il adhéra au PC d'Italie après 1921, partageant toujours les positions de Bordiga. Membre du PCInt en 1945, il vécut à Valfenera (Asti) et Nichelino (Turin). Il fut l'un des plus importants correspondants de Bordiga au temps de «Programma comunista», notamment lors d'une mise au point de Bordiga (nov. 1964) sur le «centralisme organique».

Sources : ACS CPC, busta 1229. – Lettres d'Amadeo Bordiga à Bruno Maffi (18 nov. 1964) et à Romeo Ceglia (25 nov. 1964)



sur le centralisme organique (http://www.quinternalab.org/). – Sandro Saggioro, *In attesa della grande crisi*, op. cit. – Dino Erba, *Dizionario*..., op. cit.



Ippolito Ceriello, vers 1940 (archives de sa fille Luciana)

CERIELLO (Ippolito Vittorio) : né à Laviano (Salerne) [Campanie] le 6 août 1899, avocat. Volontaire pendant la guerre, il adhère au PSI en 1919, puis en 1922 au Parti communiste, alors que deux de ses frères étaient fascistes. Diplômé en droit, en 1924 il devient l'administrateur légal de *Prometeo*, revue coordonnée par Bordiga dont il fut l'ami de toute une vie. En 1926, il est arrêté. En 1927 envoyé quelque temps en relégation à Lipari, il est arrêté pour activité communiste, et transféré à Ponza où il reste jusqu'à fin novembre 1929. Rentré à Laviano, il exerce comme avocat, sans rechercher le moindre profit, restant sous la surveillance permanent de la police. Il est arrêté du 30 décembre 1929 au 11 janvier 1930 jugé suffisamment dangereux pour troubler les noces du prince héritier Umberto. Arrêté en 1938 pour outrage à magistrat, il est de nouveau arrêté en avril 1943, emprisonné à Istonio Marina (Abruzzes), avant de s'enfuir, avec sa famille et d'autres, dans les montagnes en septembre.

Établi à Salerne, il se consacra à l'organisation du Parti communiste en en devenant le secrétaire provincial. En novembre 1943, il publie le journal *Il Soviet*, qui sera vite interdit par les autorités militaires anglo-saxonnes, malgré un «*fraternel salut*» «*à nos alliés*» (sic). Il contribue à la fondation de Bourse du travail de Salerne, en décembre 1943. Lorsque se déroule le premier congrès de la Fédération salernitaine du PCI (10 janvier 1944), dont Danilo Mannucci est l'organisateur et le rapporteur, il en devient le secrétaire.

Il est vite expulsé du PCI, en raison de son total désaccord avec «de tournant de Salerne», celui de l'adhésion au gouvernement Badoglio décidée par Staline et avalisée par Togliatti. Le 7 avril 1944, la délégation du PCI pour l'Italie méridionale, sur décision de Togliatti, décide de dissoudre la Fédération de Salerne, dirigée par Ceriello et Mannucci. «Le citoyen Ceriello» est exclu en juillet lors du second congrès de la nouvelle fédération en tant qu'«*ex-bordiguiste, véreux même du point de vue moral*» (sic). En fait, Ceriello est exclu («par applaudissements») lors de ce second congrès le 27 ou le 28 août 1944. Il cessa d'être rédacteur dans le journal salernitain du CNL *Libertà*, ce qu'il fut de mai à août 44, encore considéré comme «représentant du PCI».

Ceriello et Mannucci décident alors de constituer en septembre 1944 la «Frazione di sinistra dei comunisti e socialisti italiani» de Salerne qui prend contact avec la Fraction napolitaine de Bordiga et publie son propre organe *L'Avanguardia*, vite interdit. La Fraction de gauche de Salerne adhéra au Partito Comunista Internazionalista en mai 1945 par fusion des groupes internationalistes du Nord et du Sud. Ceriello s'en éloigna, exclu du parti le 11 avril 1946, ayant décidé de travailler pour l'administration de Laviano, son lieu de naissance, dont il sera le maire jusqu'à la fin des années 60, tout en restant fidèle à Bordiga et à sa tendance.

Ottorino Perrone ironisa sur ce paradoxe qui avait permis à Ceriello d'être «*à la fois abstentionniste et maire*». Il meurt à Laviano en 1974. Sa commune a donné son nom à l'une de ses rues.

Sources : ACS CPC, busta 1252. – Ippolito Ceriello, «Opera nazionale dopolavoro», *Libertà*, Salerne, 5 juin 1944. – «Teoria del nazionalcomunismo», *L'Avanguardia*, 3 mai 1945 et *Battaglia comunista*, 3 sept. 1945. – Massimo Mazzetti, *Salerne, capitale de l'Italie*, Salerne, 1971. – Fausto Bucci et Paolo Casciola (éd.), «Amadeo Bordiga, lettere a Bruno Bibbi, Piero Corradi, Eugenio Moruzzo, Michelangelo Pappalardi e Ludovico Rossi (1925-26)», *Quaderni Pietro Tresso*, n° 14, novembre 1998. – Sandro Saggioro, *Né con Truman, né con Stalin. Storia del Partito Comunista Internazionalista (1942-1952)*, Ed. Colibri, Milan, 2010. – Notice biographique écrite par Giuseppe Mannucci (à paraître en italien, à Gênes), 2016.





L'ingénieur Renato Cerquetti, sa fillette et sa poupée, vers 1934 (RGASPI, Moscou)

CERQUETTI (Renato), employé; ingénieur géodésiste : né à San Severino Marche (Macerata, Marches) le 26 janvier 1898, Renato Cerquetti était d'origine bourgeoise, et s'inscrivit en 1916 aux Jeunesses socialistes. En 1921, il adhéra au PCd'I et, en 1923, put quitter légalement l'Italie pour émigrer en Allemagne. En 1924 il s'installe en URSS, d'abord à Moscou, où il travaille comme dessinateur et topographe. En 1925 il dut prendre sa carte au P.C. panrusse (bolchevik). En 1927, il participe à une expédition géologique en Asie centrale, et travaille comme géomètre-topographe dans la zone de Turksi et d'Alma-Ata; il continue cette activité en 1929 dans des régions de l'Ouzbékistan, en 1930 dans la province de Bukharsk. En 1931, de retour à Moscou, il est interprète du Komintern. Il fréquente l'Institut de géodésie de Moscou. En 1936 il doit prendre la citoyenneté soviétique, est vite expulsé du parti et perd son travail en raison de «son passé bordiguiste». En 1937, il retrouve un travail comme ingénieur géodésiste pour le compte de l'Administration des terres de la région de Moscou. En 1936, les dirigeants du PCI, comme Giovanni Germanetto, qui travaillent à la section des cadres du Komintern, examinent attentivement son cas. Dans un premier temps, ils le désignent comme un «élément sûr», mais changent vite d'opinion en constatant les liens qu'il maintient avec les éléments dissidents comme Arnaldo Silva et Giuseppe Sensi, catalogués comme «bordiguistes». Arrêté à Moscou le 23 octobre 1937, en même temps que Giuseppe Sensi, Arduino Lazzaretti et Arnaldo Silva, il est accusé d'«*espionnage bordigo-trotskyste*». Il est condamné à mort le 9 février 1938 comme «membre d'une organisation terroriste contre-révolutionnaire». Il est exécuté d'une balle dans la nuque le 10 février 1938 au polygone militaire de Butovo, près de Moscou. «Réhabilité» le 14 juillet 1956.

Sources : ACS CPC, busta 1258. – Fondo Istituto Gramsci (FIG), Rome, APC, 1921-1943, fasc. 1517; Fondo Paolo Robotti (depuis 1996). – GARF, f. 10035, op. 1, d. P-24265, d. P-24884, d. P-25698, d. P-31289 CA FSB RF, dossier d'instruction n° 961373. – Archiv Glavnoj Voennoj Prokuratury.



Arrigo Cervetto, vers 1953.

CERVETTO (Arrigo), ouvrier sidérurgiste, publiciste, chercheur en histoire sociale, permanent d'organisation. Arrigo Cervetto est né le 16 avril 1927 à Buenos Aires, de parents originaires de Savone (Ligurie), une région qui donna beaucoup d'émigrants à l'Amérique latine. Rentré en Ligurie, il travaille très jeune (1941), comme apprenti à l'ILVA (Hauts-fourneaux et Aciéries d'Italie) de Savone. Âgé de 16 ans, il prend part en juillet 1943 aux manifestations qui suivent la destitution de Mussolini par le Grand conseil fasciste. Après le 8 septembre 1943, début de l'occupation allemande, pour échapper aux «rafles du travail en Allemagne», il passe au mouvement de partisans, contrôlé par le PC, dans les langhes piémontaises. Il prend le nom de

bataille de *Staline*, comme tant d'autres de sa classe d'âge gagnée par le «patriotisme antifasciste». Blessé en juillet 1944, il fut plus tard décoré de la «croix du mérite militaire».

Il s'inscrit au PCI de Togliatti une année (25 avril 1945-printemps 1946), comme ses amis Piero Parisotto et Antonio Bogliani (1927-1973). Le premier de tendance libertaire se suicidera en 1953, l'autre fera de nombreuses années de prison pour avoir repris le maquis contre le nouveau régime, où Togliatti est devenu garde des sceaux. L'ex-partisan «Staline» rompt avec le stalinisme. Savone étant un haut lieu de l'anarchisme, il devient le disciple du dirigeant anarcho-syndicaliste Umberto Marzocchi (1900-1986), membre de la rédaction de l'hebdomadaire l'*Umanita nova* ainsi que de la direction nationale d'associations d'anciens partisans (ANPI, ANPPIA et AICVAS) et du syndicat CGIL (lié au PCI). Il est actif dans le groupe «Ni dieu ni maîtres» de Savone, une section d'un anarchisme italien – la Fédération anarchiste (FAI) – déjà en crise comme en France.

En 1948, il forme un «noyau libertaire» avec l'intellectuel toscan Pier Carlo Masini (1923-1998), ancien partisan expulsé du PCI en 1944 pour opposition au «tournant de Salerne» de Togliatti et l'ouvrier Lorenzo Parodi (1926-2011), travaillant à l'Ansaldo. Le premier est rédacteur à l'*Umanita nova* et lance le slogan «Ni Washington ni Moscou». Le second est son camarade de lutte de la FAI à *Lotta comunista*. En 1950, Cervetto et Masini sont les promoteurs d'un comité de coordination anarchiste qui publie *l'Impulso*, tiré à 1.500 exemplaires. Ce dernier affirme que «d'idéologie de la classe ouvrière... est la somme des expériences de la classe ouvrière elle-même... élaborées, organisées, formulées par la minorité révolutionnaire».

Au cours de ces années, Arrigo Cervetto, ouvrier autodidacte, lit beaucoup et sans ordre de Bakounine à Lénine, de Malatesta à Bordiga. Il est surtout influencé par le communisme libertaire propagé en France par Georges Fontenis (1920-2010), qui critique «d'anarchisme du sentiment et de la phrase», préconise de «récupérer les apports théoriques du marxisme» et exige d'abandonner définitivement la vieille action de propagande pour une «activité constante et organisée dans la classe ouvrière».

Après décembre 1950, après l'expulsion des dissidents de la FAI à son congrès d'Ancône, naissent les Groupes anarchistes d'action prolétarienne (GAAP), dont le premier congrès se déroule les 24 et 25 février 1951 à Genova-Pontedecimo. L'organisation est composée aux deux tiers d'ouvriers et d'un tiers d'étudiants et cherche à créer un courant anarchiste dans la CGIL. Cervetto, qui joue déjà un rôle majeur, collabore au *Libertario* de Milan qui de mai 1950 à mai 1951 publie 21 de ses articles sur les thèmes de la guerre froide et de la décolonisation, tandis que *L'Impulso* (1950-1957), l'organe des GAAP publie ses articles sur la nature impérialiste de l'URSS. Loin d'être déjà «léniniste», Cervetto se déclare en accord avec «la technique du communisme anarchiste».

Tout en lisant *L'imperialisme, stade suprême du capitalisme* de Lénine, qui deviendra sa bible, Cervetto suit avec attention l'affrontement entre Damen et Bordiga sur la nature de l'impérialisme. À la différence de Bordiga, qui parle d'un «impérialisme n° 1» (celui de Washington), Damen soutient que le capitalisme international doit être «saisi dans sa réalité unitaire, même si celle-ci est graduée différemment sous l'effet du développement inégal du capitalisme». Cervetto développe alors sa théorie de l'«impérialisme unitaire» et de l'impérialisme russe en amalgamant Lénine, Bordiga et Damen...

En décembre 1950, toujours ouvrier sidérurgiste, Cervetto est licencié de l'ILVA de Savone et en mai 1951 il retourne en Argentine où il séjourne jusqu'en mai 1952. Le retour à Savone en fait un permanent d'organisation, impliqué aussi bien dans la recherche historique et théorique que dans la tentative de former «un noyau de cadres révolutionnaires».

Cervetto, fort de son expérience d'ouvrier vécue de l'intérieur et reconnu pour ses qualités rédactionnelles, reçoit la proposition de la Bibliothèque Feltrinelli d'établir une bibliographie du mouvement ouvrier de Savone. Aidé par ses camarades, Cervetto peut se consacrer pleinement



entre 1954 et 1958 à la recherche sur le mouvement ouvrier ligure. Il publie trois études : «Les luttes ouvrières dans la sidérurgie de Savone, 1861-1913», «La crise du mouvement ouvrier savonais et l'activité de G. M. Serrati en 1912» et «L'après-guerre rouge et l'avènement du fascisme à Savone», tout en travaillant à une étude sur la Résistance à Savone.

Par la suite, Cervetto définira cette période très théorique, comme le «moment de la formation du parti», par l'approfondissement de la «lutte pour l'internationalisme». Cet approfondissement, en plein isolement, le conduit – avec Parodi – à multiplier les contacts internationaux, non seulement avec les communistes libertaires, mais avec les internationalistes italiens. En octobre 1953, se tient à Milan une première rencontre informelle de groupes hétéroclites : le PCInt, représenté par Damen et Bottaioli, un porte-parole du groupe «Programma comunista» de Bordiga, des représentants du GCR trotskyste, et les GAAP.

En juin 1954, les GAAP, dont Cervetto et Parodi sont le moteur, avec la Fédération communiste libertaire de Georges Fontenis, le Mouvement libertaire nord-africain (MLNA), le groupe espagnol «Ruta» et les Britanniques de «Direct Action», un groupe exilé bulgare tentent de former une fantomatique Internationale communiste libertaire qui disparaît un an après.

En juin 1956, suite à la déstalinisation, naît au sein du PCI le mouvement autour de la revue *Azione comunista*. Parmi les initiateurs on trouve Luciano Raimondi (1916-1996), ancien partisan et professeur de philosophie, Giulio Seniga (1914-1999), ancien adjoint du chef stalinien Pietro Secchia, qui quitta le «parti» en 1954, après avoir récolté beaucoup de documents compromettants, et surtout Bruno Fortichiari, qui cherche à rassembler sous le signe de l'œcuménisme toutes les composantes disparates autour de son mot d'ordre de «*retour à Livourne 1921*».

Lorsque la tentative de Fortichiari, en décembre 1956, de rassembler autour d'Azione comunista, les GCR de Livio Maitan, le PCInt de Damen, et les GAAP échoue, seuls ces derniers décident de s'agréger à cette tentative. En janvier 1957, ils décident de s'auto-dissoudre et de se fondre dans le mouvement «Azione Comunista», afin de former une «Sinistra comunista» qui unisse dissidents du PCI et de la FAI. Cervetto y voit l'occasion d'y créer «un marxisme non dogmatique».

L'extrême hétérogénéité d'Azione comunista se traduit d'abord par le départ de l'anarchiste Pier Carlo Masini et de l'ex-stalinien Giulio Seniga, lesquels adhèrent bientôt au PSI.

À la première conférence nationale du Mouvement de la Gauche communiste tenue les 3 et 4 novembre 1957 à Livourne, Cervetto et Parodi, devenus nettement léninistes, présentent leurs «Thèses sur le développement impérialiste, sur la durée de la période contre-révolutionnaire et sur le développement du parti de classe». Ces thèses excluaient la possibilité d'une crise mondiale à brève échéance et se donnaient comme priorité «la formation du parti de classe à partir d'un profond et passionné travail théorique». C'était un acte de foi inconditionnel à la théorie et à la politique léninistes.

Simultanément, le groupe de Cervetto et Parodi prend une visibilité politique toujours plus grande. Le groupe gênois de Cervetto et Lorenzo Parodi prend alors de l'importance et entre en 1959 au comité national d'«Azione comunista». Ils collaborent avec la revue du PCInt de Damen : *Prometeo*. Parodi, toujours ouvrier, y écrira en mars 1959 un important article théorique sur «l'ouvrier dans les engrenages d'un grand complexe industriel», et Cervetto sur l'Algérie et «l'opportunisme colonialiste de la gauche française».

En 1963, Cervetto et Fortichiari transportent la rédaction d'*Azione comunista* à Gênes. À partir d'avril 1964, Cervetto publie une série d'articles, visant à «*clarifier les lignes fondamentales de la conception léniniste du parti*». Cette série publiée en 1966 sous forme de brochure est appelée à être la bible du militant de «Lotta comunista». L'«action politique léniniste» était la solution enfin

trouvée «*aux problèmes laissés sans réponse par les tendances à l'objectivisme d'Amadeo Bordiga et au subjectivisme de Trotsky*».

En décembre 1964 les divergences accumulées tous azimuts mènent à des ruptures spectaculaires. Luciano Raimondi (1916-1996) et les autres anciens du PCI admirateurs de la Chine maoïste s'affrontent violemment avec les thèses de Cervetto qui caractérise la «révolution chinoise» comme une simple révolution démocratique-bourgeoise et l'État de Mao comme une expression du capitalisme d'État. Raimondi, propriétaire du titre, transforme *Azione comunista* en une revue maoïste, organe de la Fédération marxiste-léniniste.

En décembre 1965 Cervetto, mettant fin à la collaboration avec Fortichiari forme une nouvelle organisation centrée sur le journal *Lotta Comunista* dont le premier numéro sort à Gênes. Fortichiari se retrouve seul jusqu'au début des années 70, mais le groupe de Cervetto fera constamment appel à lui pour évoquer dans des conférences la formation du Parti communiste d'Italie à Livourne en 1921.

Cervetto et son *alter ego* Parodi avaient au tout début regroupé autour d'eux, surtout à Gênes et Savone, une dizaine de militants, marginalisés, dans le but de «*préparer le parti léniniste pour les futures luttes ouvrières*». Cette marginalisation entraîne d'ailleurs un très fort localisme, puisqu'en octobre 1966 Cervetto décréta «*Gênes pointe avancée de la stratégie révolutionnaire*».

Cette «stratégie» localiste dura jusqu'aux événements de 1968-69 en Italie. Dans une option strictement «léniniste», Cervetto pousse à recruter dans le mouvement étudiant afin d'apporter la «conscience de l'extérieur» au prolétariat : «*Les agitations d'étudiants peuvent être une phase préparatoire à la formation de cadres révolutionnaires pour le développement du parti léniniste de classe*». Une décision qui entraîna la sécession du groupe romain. Marginalisée pendant l'automne chaud, l'organisation léniniste recrute massivement à partir de 1970 à Gênes et à Milan. Une visibilité qui conduisit à des affrontements violents avec les organisations maoïstes étudiantes qui expulsèrent de l'université de Milan les militants de «Lotta comunista» aux cris de «*Vive Staline!*».

Sous l'impulsion de Cervetto, «Lotta comunista» essaya constamment de louvoyer dans sa «stratégie». Pour recruter des ouvriers, il fut décidé d'envoyer les étudiants travailler en usine, en mettant en place une «stratégie de cercles ouvriers», et de suivre une politique de «porte à porte» à l'exemple des Témoins de Jéhovah. Ce qui valut aux zélotes de l'organisation le plaisant sobriquet de «*Testimoni di Genova*» (Témoins de Gênes).

Après mai 1978, Cervetto opéra un autre «tournant stratégique», celui de «la retraite en bon ordre pour la défense de classe». Il s'agissait de «fixer la sphère d'influence conquise et de former plus de cadres». Retirant beaucoup des ex-étudiants prolétarisés, l'organisation de Cervetto décida de les transformer en cadres à plein temps rémunérés. Selon d'anciens militants de «Lotta comunista» (Giorgio Amico et Yurii Colombo) se créait ainsi «une nouvelle identité organisative centrée sur le mythe de l'infaillibilité du parti-science et de son leader [Cervetto] ainsi que sur un très fort sens d'appartenance des militants...», permettant de survivre mais au prix «*d'une quasi-renonciation à l'action politique, remplacée par la recherche théorique (et la vente du journal), considérée en soi comme forme privilégiée d'action*».

Cervetto serait ainsi devenu le «théoricien professionnel» du «parti-science».

Il est mort à Savone le 23 février 1995.

Pour nombre d'anciens de «Lotta comunista», le bilan théorique de Cervetto, riche en textes, demeure ambigu : «*une pensée s'articulant sur des schémas dépassés, qui relève beaucoup d'une vision scientiste post-positiviste, en continuité avec le marxisme classique de la Deuxième Internationale, et qui avant tout se montre incapable de prendre ses distances avec le paradigme léniniste crise-guerre-révolution de la première moitié du 20e siècle*» (Yurii Colombo), un «corpus théorique» incapable d'atteindre «la grandeur visionnaire du dernier Bordiga critique de la modernité capitaliste». Le «cervettisme» se distinguerait

finalement du «volontarisme trotskyste» et de l'«attentisme bordiguiste» seulement par la «prétendue scientificité» de sa «méthode» léniniste, réduite à une herméneutique des «*opere complete*» de Lénine transformé en icone byzantine portée à l'adoration de ses fidèles.

En Italie, comme en France – autour du Bulletin l'*Internationaliste* et de sa maison d'édition à Montreuil (Seine-Saint-Denis) –, et timidement en Russie, les Éditions Science Marxiste se proposent de «fournir des armes théoriques à la bataille révolutionnaire pour le communisme». «Lotta comunista», la «maison mère», a édité les 40 volumes des œuvres de Lénine mais aussi reproduit l'ouvrage de Bordiga sur «la structure économique et sociale de la Russie aujourd'hui». En Russie, les éditions Prometej publient en russe les ouvrages de Cervetto et Guido Barbera, l'actuel leader du groupe, ainsi que le bulletin *Интернационалист* («L'Internationaliste»). Depuis 2014, est publié à Saint-Pétersbourg le mensuel *Пролетарский интернационализм* («Internationalisme prolétarien»), centré sur l'histoire passée, la crise financière mondiale, suffisamment «neutre» pour ne pas parler des «questions explosives» (l'Ukraine par exemple).

Sources : Arturo Peregalli, «Le dissidenze comuniste tra Lenin e Mao. 'Azione comunista' (1956-1965), *Classe. Quaderni sulla condizione e sulla lotta operaia* n° 17, juin 1980, Dedalo Libri, p. 137-150. – *Raccolta di Lotta comunista 1965-1982*, Lotta comunista, Milan, 1983. – Giorgio Amico et Yurii Colombo, *Un comunista senza rivoluzione*, Bolsena, Massari, 2005. – *Raccolta di Lotta comunista 2004-2010*, Lotta comunista, Milan, 2011. – Nicola Capelluto, *La crisi delle relazioni globali*, Lotta comunista, Milan, 2010. – Guido La Barbera, *Lotta comunista Il gruppo originario 1943-1952*, Lotta comunista, Milan, 2012. – http://www.sciencemarxiste.com/textes.php. (Science marxiste) – http://www.edizionilottacomunista.com/ (Lotta comunista) – http://noviyprometey.org/ (en russe, Novij Prometej).

Œuvre : «La questione algeriana e l'opportunismo colonialista della sinistra francese», *Prometeo* n° 1, mars 1960. – *Lotte di classe e partito rivoluzionario*, Lotta comunista, Rome, 1966. – *La controrivoluzione indonesiana*, Lotta comunista, Rome, 1969. – *La teoria maoista del fronte unito*, Lotta comunista, Gênes, 1971. – *L'Imperialismo unitario*, Milan, 1981. – *Il ciclo politico del capitalismo di Stato, 1950-1967*, Lotta comunista, Milan, 1989. – *La contesa mondiale*, Lotta comunista, Milan, 1991. – *L'ineguale sviluppo politico, 1968-1979*, Lotta comunista, Milan, 1991. – *L'involucro politico*, Lotta comunista, Milan, 1994. – *Il mondo multipolare, 1990-1995*, Lotta comunista, Milan, 1996. – *La difficile question des temps* (1990), Science marxiste, Montreuil-sous-Bois, 1997. – *Metodo e partito scienza*, Milan, 1998. – *Lutte de classe et parti révolutionnaire* (1966), Science marxiste, Montreuil-sous-Bois, 1998. – *Ricerche e scritti: Savona operaia dalle lotte della siderurgica alla Resistenza*, Lotta comunista, Milan, 2005. – *L'impérialisme unitaire* (1981), Science marxiste, Montreuil-sous-Bois, 2010. – Archivio Internet Arrigo Cervetto : https://www.marxists.org/italiano/cervetto/index.htm

CHIARADIA (Giovanni) [John], professeur d'université, Université de New York : né en 1926 à Udine (Frioul), il émigra à la fin des années 20 aux États-Unis, son père étant menacé de mort par les fascistes. Engagé dans l'armée américaine à l'âge de 17 ans, il connut les derniers jours de la terrible bataille d'Okinawa. Soldat dans la 7e division d'infanterie, il fut affecté à l'automne 1945 dans les forces d'occupation de la Corée du Sud.

Après la guerre, il put entreprendre, comme ancien combattant, des études universitaires. Dans les années 60, il s'approcha des positions de la gauche communiste italienne. En 1972, il soutint une thèse sur Bordiga dans le mouvement socialiste et communiste italien : *The Spectral Figure of Amadeo Bordiga: A Case Study in the Decline of Marxism in the West, 1912-26*. Sa thèse ne fut publiée qu'en 1988, subissant, selon lui, l'ostracisme de la «mafia universitaire gramscienne». Comme il tient à le préciser, c'est «à partir de sources russes et italiennes», qu'il «*découvrit et rappela comment l'action de Gramsci et Palmiro Togliatti détruisit la Gauche révolutionnaire italienne*».

Œuvre : John Chiaradia, Amadeo Bordiga and the myth of Antonio Gramsci : http://bthp23.com/Chiaradia.pdf



Carmelo Chillemi, dit «*Il Cinese*», «Le Chinois», 1931.

CHILLEMI (Carmelo Antonio), dit IL CINESE, SHANGHAI, ouvrier tailleur, couturier : né le 6 décembre 1894 à Limina (région de Messine, Sicile). D'abord socialiste, Carmelo Chillemi



adhéra avec enthousiasme au PC d'Italie en janvier 1921. Avant comme après l'avènement du fascisme, son atelier de couture fut le lieu de rendez-vous de tous les «subversifs» notoires de Messine, ainsi que le lieu de référence (et de conférences clandestines) pour les irréductibles provenant d'autres localités de Sicile, et même de Calabre. Dans son atelier étaient imprimés manifestes, brochures et tracts expédiés dans des ballots d'étoffes.

En août 1924 à Limina, localité qui comportait nombre de communistes, il fut l'un des initiateurs d'une manifestation contre les assassins de Matteotti. Une perquisition de la police en septembre de la même année saisit 100 cartes d'adhérent au parti qu'il devait distribuer.

Le 10 mai 1926, il était à nouveau incarcéré, mais fut relâché pour insuffisance de preuve de confection et diffusion de tracts pour le premier mai. Pour peu de temps, puisque le 22 novembre 1926 il était de nouveau arrêté pour les manifestations organisées contre l'assassinat de Matteotti et son activité communiste. Il fut condamné à la relégation le 22 novembre 1926, et envoyé successivement aux îles de Lipari, Ustica et Favignana (Trapani, Sicile). Il fut libéré le premier février 1930 suite à un acquittement.

Il fut l'un des principaux collaborateurs de l'ancien député communiste (1924) Francesco Lo Sardo (1871-1931), un anarchiste passé au socialisme, puis au communisme, arrêté en novembre 1926 et condamné en 1928 par le tribunal spécial à la relégation. Mort en relégation, il est considéré comme le «Gramsci sicilien». Chillemi s'occupait plus particulièrement des liens avec le Secours rouge international.

Il décida d'émigrer à la fin de l'année 1930 en Belgique. C'est là qu'il adhéra jusqu'en 1939 à la Fraction «bordiguiste», écrivant dans *Prometeo* sous le pseudonyme transparent de «Shangai». Pendant la guerre, il fut arrêté par les Allemands sur demande des autorités italiennes et envoyé en Allemagne, d'où il fut rapatrié en Belgique en mai 1945. Il fit un séjour à Messine en 1945 qui lui permit de fonder rapidement une section du Parti communiste internationaliste. Il fut fidèle à la tendance de Bordiga et Perrone après la scission de 1952. Il est mort à Bruxelles le 12 octobre 1957, quelques jours avant la disparition d'Ottorino Perrone.

Sources : ACS CPC, busta 1304. – MSP et *Italia di Domani,* 6 janvier 1945. – «Chillemi», *Il Programma comunista*, n° 21, nov. 1957. – «In ricordo di Chillemi Carmelo, antifascista di Limina (Me)», *NuovoSoldo.it*, 16 oct. 2012.



De gauche à droite, quatre membres de la Gauche communiste de France (GCF) : Marc Chirik (M.C., dit *Marc*); Serge Bricianer, dit *Cousin*; Robert Salama, dit *Mousso* ou *Sadi*); et Louis Évrard, dit *Cardan* [Paris-18e, rue de l'Évangile, vers 1945-47]

CHIRIK (Mordkhai), ou CHIRIK (Marc), dit MARC LAVERNE; CHIRIKOS, MARCO; JUAN M., MARC, M.C. : né le 13 mai 1907 à Kichinëv (ou Chisinau) (Empire russe, capitale de la province de Bessarabie). Mort à Paris le 20 décembre 1990. Marc Chirik était le plus jeune des cinq enfants qu'eurent ses parents Joseph (Chirik) et Tsipa Stemporeis. La ville de Kichinëv s'était fait



connaître au monde entier en 1903 et 1905 par ses sanglantes «émeutes» antisémites suscitées par la police tsariste. Ces émeutes engagèrent le prolétariat socialiste juif à constituer des groupes d'autodéfense et à développer l'internationalisme entre toutes les nationalités de l'Empire russe. Le Bund proclame alors que «*seul le combat commun du prolétariat de toutes les nationalités détruira les racines qui ont permis de tels événements*».

Le père de Marc Chirik, né en 1872, était un rabbin éclairé et ouvert aux idées socialistes. Ses frères et sœurs furent tous des militants socialistes (mencheviks ou bolcheviks), puis communistes, après 1917. Certains réchappèrent aux grandes purges staliniennes et purent vivre en Russie jusqu'au début des années 1990. Lui-même vécut «très intensément» avec sa fratrie la Révolution russe, mais à sa périphérie, à Kichinëv, où les soldats et ouvriers russes, avec le prolétariat local, plus juif, gagaouze ou ukrainien que «bessarabien» (roumain-moldave), avaient formé des conseils, qui s'opposaient au «Soviet du pays» («*Sfatul tarii*»), nationaliste moldave, s'appuyant sur la paysannerie et les intellectuels moldaves.

En janvier 1918, l'armée roumaine occupait Kichinëv. Le soviet du pays proclama en avril 1918 l'union de la «République moldave» avec la Roumanie. L'absorption de la Bessarabie par la Roumanie livra la région à une vague de répression antibolchevik et antisémite, menée conjointement avec le rouleau compresseur de la roumanisation de l'enseignement.

Dans ces conditions, en 1919, Marc Chirik et toute sa famille, partirent pour la Palestine via Constantinople et Beyrouth. Ses frères et sœurs militèrent aussitôt dans les groupes socialistes juifs (*Mifleget Poalim Sotsialim*, ou Parti socialiste ouvrier), qui allaient donner naissance au Parti communiste palestinien (PCP). Certains revinrent plus tard en Russie.

Au début de 1921, Marc Chirik participa à la fondation des Jeunesses communistes du PCP. Les débats sur la question nationale provoquèrent une scission; la minorité, à laquelle il appartenait, rejetait sa prise en considération. Il fut suspendu en septembre 1922 jusqu'à la réunification du parti en juillet 1923. Jusqu'à cette réunification, il y avait depuis septembre 1922 deux partis communistes : le PCP et un parti, très antisioniste, hostile à toute collaboration avec le Poale Sion, qui était «sioniste prolétarien» : le Komunistishe Partey fun Palestine (KPP), qui s'appuyait sur les nouveaux immigrants d'origine russe, et s'était séparé du PCP. Marc Chirik était un adversaire des luttes de libération nationale, et adoptait une position luxembourgiste, rejetant aussi bien une lutte de libération juive qu'une lutte de libération arabe. L'un de ses frères, resté en Palestine, devait être «tué dans une embuscade» lors de la guerre israélo-arabe de 1948.

L'impossibilité d'attirer des travailleurs arabes, le climat délétère créé par les affrontements entre Juifs et Arabes rendaient difficile la perspective internationaliste (révolution mondiale ouvrière) en Palestine. Pour Marc Chirik, le centre d'une révolution ouvrière était l'Europe.

En 1924, il vint en France, avec une partie de sa famille, et s'intégra à la section juive du Parti communiste, en même temps que Michel Mazliak (*Félix*) (1900-1943) et Élie (*Émile*) Rosijanski (1902-1981), avec qui il milita jusque dans l'Union communiste d'Henry Chazé (pseudonyme de Gaston Davoust). Au moment de la crise du communisme russe, Marc Chirik prit position en faveur de l'Opposition de gauche et, en 1927, participa à la constitution du groupe d'Albert Treint et Suzanne Girault, l'Unité léniniste, groupe «zinoviéviste» fondé en janvier 1928.

Exclu au début de 1928, il participa ensuite au Redressement communiste d'Albert Treint avant d'adhérer à la Ligue communiste, avec sa compagne Sarah Safir-Lichnewsky, en 1930. Avec Treint, il fut élu à sa commission exécutive, lors de la conférence nationale d'octobre 1931. Tous deux défendirent les mêmes positions, notamment dans le débat syndical où ils avançaient l'idée d'un congrès de fusion des deux confédérations. En mai 1932, Marc Chirik quitta la Ligue avec Albert Treint, dont il était alors le fidèle disciple Après son départ, il participa à la constitution de la Fraction communiste de gauche, dite Groupe de Bagnolet, avec Henri Barré.

En 1933, il y eut une nouvelle rupture, cette fois-ci avec Treint, lorsque fut tenue une conférence des groupes d'opposition qui donnera naissance à l'Union communiste. Marc Chirik, avec le groupe de Bagnolet, y adhéra pleinement. Il côtoiera le poète surréaliste Benjamin Péret, membre de l'Union communiste jusqu'en 1934.

Marc Chirik resté en relation avec la Fraction de gauche italienne (bordiguiste), quitta l'Union communiste en désaccord avec son attitude vis-à-vis de l'État républicain espagnol et du POUM. Russe d'origine et communiste, il est plusieurs fois expulsé de France. Le ministère de l'intérieur ordonna son expulsion le 11 août 1934. Il figurera toujours dans l'état signalétique des «étrangers expulsés de France», jusqu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Dans des conditions d'existence difficiles, il vécut comme travailleur manuel, parfois comptable, pratiquant toutes sortes de métiers, dans une multitude d'entreprises (dont Citroën); souvent licencié pour ses opinions communistes et son activité dans la CGTU. Il affirma toujours avoir été un simple ouvrier, non sans manifester un ouvriérisme qui jurait avec sa très forte culture politique et théorique. Au début de 1938, il fut intégré individuellement à la Fraction de gauche italienne. Sans avoir de responsabilités dans «Bilan», sinon celle de trésorier pour la diffusion et les abonnements (André Gide fut un temps abonné; et même Jacques Doriot, pour quelques mois…), il fut un adversaire résolu des positions d'Ottorino Perrone sur l'économie de guerre, comme remède aux contradictions du capitalisme. Bien qu'apatride de fait, Marc Chirik est – comme son ami Jean Malaquais – bon pour mourir pour la patrie en septembre 1939. Fait prisonnier, il s'échappe d'un camp allemand, près d'Angers.

Il se retrouve en août 1940 à Marseille, où il travaille bientôt, avec d'autres apatrides, juifs et «politiques» [comme Vlady Kibaltchich, le fils de Victor Serge, Benjamin Feingold, Josep Rebull], au Croque-Fruit, rue des Treize-Escaliers, une coopérative ouvrière de fruits confits [dirigée par le brillant metteur en scène (et trotskyste) Sylvain Itkine (grand ami des surréalistes)].

Avec son ami Jean Malaquais, il dénonça vite les « cadences capitalistes » dans la coopérative ouvrière, mais dont les effectifs (environ 70) travaillaient en brigades, lorsque grimpèrent les chiffres de vente des «fruits mordorés». Pour tous deux, cela tenait de «la coopérative, de l'association égalitaire et fraternelle, mais déjà l'exploitation en bonne et due forme y pointe».

Il dut prendre son compte. Sous le pseudonyme de *Marc Laverne*, Chirik devint le héros principal du grand roman de Jean Malaquais publié en 1947 : *Planète sans visa*. *Stepanoff*, l'autre héros du roman, était le Russe Victor Serge, en attente d'un visa pour le Mexique. Smith était l'Américain Varian Fry (1907-1967), se dévouant sans compter pour sortir de la nasse marseillaise tous les réfugiés, juifs et non juifs, promis aux camps de concentration vichystes et hitlériens.

Marc Chirik vécut avec de faux papiers. Il changea son état civil pour celui de *Markos Chirikos*, né à Smyrne, ville grecque jusqu'en 1922, et dont les archives avaient brûlé au moment de l'entrée des troupes de Mustafa Kemal.

Il travailla dans diverses entreprises, comme ouvrier ou comptable, et tenta, avec la section locale de son courant, de reconstituer la Fraction italienne et de reprendre contact avec le groupe d'Ottorino Perrone à Bruxelles, sans succès. Lors d'une première conférence, en 1941, il fut élu membre de la nouvelle commission exécutive, avec Giovanni Bottaioli, Otello Ricceri, Aldo Lecci, Turiddu Candoli. Marc Chirik est à l'origine du noyau français de la Gauche communiste internationale, constitué en 1942, auquel adhérèrent Suzanne Voute, Robert Couthier, Robert Salama, Lucien Laugier, Clara Geoffoy, et en 1944 Alberto Masó March. Refusant l'antifascisme, les mouvements patriotiques de résistance et la défense de l'URSS, ce noyau mena une activité clandestine anti-impérialiste, sous forme de recrutement d'éléments jeunes et de diffusion de tracts. Marc Chirik noua des contacts fructueux avec les Revolutionäre Kommunisten Deutschlands (RKD) et Communistes-Révolutionnaires (CR), dont le principal animateur était l'Autrichien Georg Scheuer. Des tracts en plusieurs langues furent rédigés en commun et diffusés clandestinement, pour la «transformation de la guerre impérialiste en guerre de classe».



Cela n'alla pas sans de gros risques : outre le danger de la Gestapo, qui avait déjà saisi et tué des militants des RKD, il y avait le risque d'être exécuté par la Résistance patriotique : Marc Chirik qui transportait en août 1944 des tracts internationalistes dans une sacoche fut arrêté et fouillé par des FTP. Il échappa à une menace d'exécution, devant la vie non seulement à l'indulgence d'un commissaire gaulliste de Marseille, hostile aux méthodes de liquidation staliniennes, mais au fait que sa compagne Clara Geoffroy était engagée dans un Fonds de secours aux enfants juifs.

Les problèmes qu'il rencontra furent ensuite d'ordre interne : ses rapports avec la fraction italienne se détériorèrent. L'exclusion de la Fraction italienne d'Ottorino Perrone, pour antifascisme, qu'il exigea et obtint de la Commission exécutive, en janvier 1945, apparut pour les militants bordiguistes un «sacrilège», d'autant que Perrone était devenu l'un des principaux responsables d'un Parti communiste internationaliste (PCInt), fort d'environ deux milliers de militants. Lorsque La Fraction italienne en France décida de s'auto-dissoudre, pour inciter les militants à s'intégrer en Italie dans le nouveau Parti communiste internationaliste de Damen et Maffi, il démissionna de la Commission exécutive (mars 1945), et fut finalement lui-même exclu du courant bordiguiste pour «réflexes trotskystes».

Le noyau français constitua en mai 1945 la Gauche communiste de France qui publia pendant un an le journal *L'Étincelle*, et surtout jusqu'en 1952 la revue mensuelle *Internationalisme* (n° 46). Rompant avec une vision bordiguiste du parti, comme «dictateur de la classe», le groupe semblait s'orienter vers le communisme des conseils, orientation que n'avait sans nul doute pas souhaitée Marc Chirik, attaché à la révolution russe, que jusqu'à la fin de sa vie, il caractérisa comme une «révolution prolétarienne», à défendre «inconditionnellement». Le groupe, qui se qualifiait de «prolétarien», attira moins des ouvriers que des éléments intellectuels, souvent brillants : Serge Bricianer, futur communiste des conseils, Louis Évrard, qui devint éditeur chez Gallimard, le futur ethnologue Pierre Bessaignet, l'écrivain Jean Malaquais (en tant que sympathisant), ou l'étudiant en mathématiques Robert Salama.

Marc Chirik acquit le 9 juin 1950 la nationalité française, grâce à l'intervention personnelle du socialiste Daniel Mayer, ministre du Travail et de la Sécurité sociale de 1946 à 1949, particulièrement sensible aux cas d'apatridie.

Lors de la Reconstruction, il continua à vivre comme un «révolutionnaire professionnel», assurant son pain quotidien par des emplois d'ouvrier mal payé, et risquant toujours le licenciement pour son esprit subversif, parfois sur la demande des délégués du parti communiste.

Devant «les menaces d'une nouvelle guerre généralisée» avec le conflit coréen, Marc Chirik partit en Amérique du Sud, en 1952. Il avait essayé d'immigrer aux USA, mais il ne put jamais y obtenir un visa, même de courte durée, étant fiché comme «dangereux communiste». Des éléments comme Serge Bricianer, en total désaccord avec l'orientation léniniste que voulait donner Marc Chirik, préférèrent adhérer à *Socialisme ou Barbarie*.

Après quelques années de découragement et d'indécision, Marc Chirik recommença une seconde vie militante au Venezuela, avec sa compagne Clara Geoffroy. Il tenta d'établir des contacts avec les éléments de gauche du trotskysme latino-américain, en particulier en Argentine et au Chili, mais sans résultats. Le début des guérillas au Venezuela, comme dans de nombreux pays d'Amérique latine, le convainquirent qu'il fallait reconstituer un groupe politique internationaliste pour placer comme alternative la révolution prolétarienne mondiale aux «révolutions nationales anti-impérialistes». En 1964, il participa à la formation du groupe *Internacionalismo* au Venezuela, sous le pseudonyme de *Juan M*. Sous le couvert d'une école française (Jean-Jacques Rousseau), à Caracas, dont il était le jardinier, il anima un groupe de jeunes lycéens réunis dans un cercle de réflexion. De ce noyau résulta un groupe, qui ne se voulait ni « bordiguiste » ni communiste des conseils, tout en rejetant le capitalisme d'État russe, les syndicats, le parlementarisme et les luttes de libération nationale. Ses éléments agirent dans une stricte clandestinité, face à la répression policière féroce dans ce pays, et aux éléments de la guérilla qui se firent particulièrement

menaçants. Cela n'alla pas sans affronter des dangers extrêmes : en 1968, une perquisition de la police dans l'école et la découverte de matériel politique permirent à la presse d'agiter l'épouvantail du «complot révolutionnaire international».

Le groupe que Marc Chirik avait constitué au Venezuela ne réussit pas à vraiment se développer au Venezuela et en Amérique latine, ni à se faire reconnaître comme un interlocuteur valable par le courant bordiguiste officiel *(Programme communiste),* mais il put nouer des contacts avec le groupe américain de Raya Dunayevskaya, le groupe franco-espagnol de Grandizo Munis (groupe Alarma), et le groupe italien d'Onorato Damen *(Battaglia comunista).* Mai 1968 le fit revenir en France, d'abord à Banyuls-sur-Mer (Pyrénées-Orientales), chez Josep et Teresa Rebull, puis à Paris, où il contribua à la formation du groupe *Révolution internationale*, après avoir travaillé avec le groupe Informations et correspondance ouvrières d'Henri Simon. Pour lui la période de la « contre-révolution » était terminée et s'ouvrait une nouvelle perspective révolutionnaire en Europe. Il finit par quitter définitivement le Venezuela et s'installa à Paris, joua un rôle clef dans le regroupement d'organisations communistes des conseils (*Cahiers du communisme des conseils* de Robert Camoin à Marseille, Organisation conseilliste de Clermont-Ferrand de Guy Sabatier) autour du noyau de *Révolution internationale* (R.I.) à Toulouse, en 1972. Cela mena à une rupture et avec la mouvance *Informations et correspondance ouvrières* de Henri Simon, dont RI avait été partie prenante, et avec le groupe de Grandizo Munis (*Fomento obrero revolucionario*).

Le groupe R.I. fut à l'origine de la fondation, à Paris, en janvier 1975, du Courant communiste international (CCI), par l'amalgame de groupes en Grande-Bretagne, USA, Italie, Espagne. En partie grâce au travail infatigable et au très fort charisme de Marc Chirik, le CCI s'affirma comme une «micro-internationale», avec des sections dans 10 pays (Europe et Amérique). Là commença sa troisième vie militante, sous le prénom de Marc, ou le pseudonyme affectueux du « Vieux » (comme Trotsky…), bien qu'il se considéra comme le «plus jeune des militants» par la vivacité de son esprit toujours en éveil. Lors des conférences internationales tenues avec des groupes de la « gauche communiste internationale» (comme le Parti communiste internationaliste de la tendance Damen, la Communist Workers' Organisation ou le groupe de Munis), entre 1977 et 1981, lors de la fondation de sections du CCI, Marc Chirik apparaissait comme le «vieux sage», dont la parole avait toujours un impact sur les jeunes militants venant à la politique, mais c'était toujours politiquement, contre ses adversaires, «une main de fer dans un gant de velours».

Jusqu'à la fin de sa vie Marc Chirik aura été le leader incontestable et rarement contesté (sauf lors de brutales scissions du CCI, en 1979, 1981 et 1985), fort de sa longue expérience organisationnelle, de ce courant, jusque dans la moindre de ses activités quotidiennes. Pour Jean Malaquais, l'ami de toute une vie, Marc Chirik incarnait une désuète figure de «prophète» politique, cherchant toujours à prouver et à se prouver qu'il ne «s'était jamais trompé».

Marc Chirik mourut à Paris le 20 décembre 1990, ayant exprimé comme dernières volontés que son corps soit donné à la science.

Ceux qui aujourd'hui ont survécu au courant que Marc Chirik avait constitué entre 1972 et 1975, dans un esprit de saine confrontation, ont patiemment miné son héritage politique à coups d'explosifs néo-staliniens. Leurs dissidents depuis plus de 20 ans revêtent – *sub specie aeternitatis* – la livrée des «*traîtres*», l'uniforme des «*policiers*», le tablier et les gants des «*francs-maçons*», le bleu de chauffe des «*voleurs*» (de l'Organisation), la combinaison spatiale des aliens «*parasites*», ou plus 'bourgeoisement' la redingote d'intellectuels «*salopards… vendus corps et âme à la classe dominante*».

Œuvre : articles divers sous la signature de Marco, Marcoux, Juan, M. ou M.C. – Jean-Louis Roche (éd.), *Marc Laverne et le Courant Communiste International, une conception classique de l'organisation révolutionnaire*, 1970-1990, Châtillon, 1998. – Articles dans la revue *Internationalisme* (1945-1952), ainsi que dans la revue *Internacionalismo*, Caracas, n°s 1 à 15 (déc. 1964–oct. 1970), sur le site archives autonomies (2016).

Sources : *Journal officiel*, décret de naturalisation n° 16124-48 du 9 juin 1950. – AN/F7/14657 et 14796 (Archives nationales, CARAN, Paris). – Fonds TREINT (CERMTRI). – Archives Georg SCHEUER (IISG d'Amsterdam). Jean MALAQUAIS Papers 1939-1996 (2009-2011), IISG, Amsterdam – *La Vérité*, 1930-1931. – Bulletin interne de la LCI, 1931. – *Bulletin interne de la fraction*



italienne de la gauche communiste, 1942-1945. – *Internationalisme*, 1945-1952. – «Lettres de loin», 1952. – *Internacionalismo* (Venezuela), 1964-1968. – *Révolution internationale*, 1972-1990. – *Bulletin d'études et de discussion*, 1972-1974. – *Revue internationale*, 1976-1991, en particulier les nos 65 et 66 (1991), « Marc ». – R. HIRSCH, *Le Mouvement trotskyste en France de 1929 à 1933*, mémoire de maîtrise, Paris I – Sorbonne, 1974. – MUNIS, «Trayectoria quebrada de Revolución Internacional », Alarma, Paris, 1974. – Henry CHAZÉ (Gaston Davoust), Union Communiste 1933-1939, préface à *Chronique de la Révolution Espagnole*, éditions Spartacus, 1979. – Philippe BOURRINET, *La gauche communiste italienne (1926-1950)*, mémoire de maîtrise (sous la direction de Jacques Droz), Paris-I Sorbonne, juin 1980. – Jean-Michel GOUTIER, *Benjamin Péret*, Éditions Henri Veyrier, Paris, 1982. – Lettre de Marc Chirik à Claude Pennetier, 31 juillet 1979. – Sondra MILLER RUBINSTEIN, *The Comunist Movement in Palestine and Israel, 1919-1984*, Westview Press, Boulder and London, 1985. – «The Question of Parasitism Letter (edited) to Ingram of March 1996 recalling the ICC 1981 burglaries against oppositionists»; «Open Letter to the International Communist Current», INGRAM, 1997: libcom.org/history/open-letter-international-communist-current. – Raoul VICTOR, Prise de position sur le 'CCI', mai 1997 : http://pantopolis.over-blog.com/2015/04/en-marge-d-un-anniversaire-vingt-annees-de-sectarisme-du-cc.html – Jean MALAQUAIS, *Journal de guerre, suivi du Journal d'un métèque 1939-1942*, Phébus, Paris, 1997. – Jean-Louis ROCHE (éd.), *Marc Laverne et la Gauche Communiste de France*, années 1920 à 1970, Châtillon, 1998. – Jean Malaquais, *Planète sans visa*, Phébus, Paris, 1999. – Juan MCIVER, *Escaping a paranoid cult. A selection of texts from the 1981 splits unmasking the ICC's Stalinist fabrications against Chénier*, Breakdown Notes, Londres, 2e édition, 1999. – Cercle de discussion de Paris, «Que ne pas faire?», chapitre «Sur la crise de 1993-96 : Pourquoi nous sommes sortis du Courant Communiste International», Paris, juin 2000, cercledeparis.free.fr/indexORIGINAL.html. – (Michel ROGER), *La Gauche communiste de France*, Paris, CCI, 2001. – Christophe Bourseiller, *Histoire générale de l'ultra-gauche*, Denoël, Paris, 2003, p. 470-475. – (Michel ROGER), *La Ligue Communiste et la Fraction de Gauche (Treint-Marc) 1930-1932*, Paris, 2005. – Aurélien DURR, *Albert Treint : Itinéraire politique (1914-1939)*, thèse de doctorat d'histoire contemporaine, sous la direction de Jacques Girault, Paris-13, 2006, 804 p. – Geneviève NAKACH, *Malaquais rebelle, éditions du Cherche-Midi*, Paris, nov. 2011. – «Courrier de lecteur : le marxisme et les intellectuels», *Révolution internationale* n° 450, Paris, janvier-février 2015, p. 6. – Sirius CHARDIN, *Chrestomathy of the ICC (International «communist» current)… a postmodern neo-stalinist sect*, Unpopular books, Londres, mai 2015 : http://pantopolis.over-blog.com/2015/03/chrestomathy-of-the-icc.html


André Claisse, vers 1992.

CLAISSE (André), dit RENARD, dit GOUPI ou GOUPIL : né à Paris le 16 juillet 1918. Très vite orphelin, André Claisse travailla en usine. Il adhéra à la Confédération générale du travail unitaire (CGTU) en 1933 et devint membre des Jeunesses communistes en 1934. Il fut tout d'abord enthousiasmé par le Front populaire, et participa aux grèves de mai 1936. Il devint ensuite cheminot. Fait prisonnier lors de la Débâcle de mai 1940, il ne resta prisonnier que trois mois, car les autorités allemandes renvoyaient trois catégories de travailleurs indispensables à l'économie du pays occupé : les cheminots, les postiers et les infirmiers. Il devint alors gardien de passage à niveau. Pendant l'Occupation, il rencontra Pierre Bois (1922-2002), qu'il avait déjà connu sur les bancs de l'école. Comme lui, il adhéra au groupe trotskyste l'Union communiste (U.C.) – ancêtre de l'organisation trotskyste «Lutte Ouvrière» (LO) – où il fit la connaissance de son dirigeant *Barta* [David Korner]. L'un de ses camarades les plus chers, Mathieu Bucholz, dit *Pamp*, est enlevé, torturé, puis assassiné par des membres du PCF à l'âge de 22 ans, le 11 septembre 1944. Après la Libération, l'U.C. l'envoya travailler chez Citroën. Il n'y restera que six mois, puis il se fit embaucher à la Radiotechnique, à Suresnes. «Renard» ou «Goupil» est surtout connu pour son rôle dans la grande grève chez Renault d'avril 1947, à côté de Pierre Bois. Comme devait le souligner *Barta*, *Goupi* «avant Bois, était l'élément principal parmi quelques six militants (très dévoués et actifs) entrés dans l'usine». Lors de cette grève, il est, avec Pierre Bois, un court moment, l'un des moteurs du comité de grève mené par la petite poignée de trotskystes de l'U.C. dont il est encore membre. Mais rapidement il ne peut plus participer à ce comité à cause de ses divergences sur l'orientation de la grève, qu'il jugeait «localiste». À la porte de l'usine Renault, il entra en contact avec les vendeurs du journal l'*Étincelle* : Marc Chirik et Robert Salama, membres du petit noyau de la Gauche communiste de France (GCF), qui publiait la revue *Internationalisme*. Les discussions dans les cafés environnants le convainquirent que l'issue positive

de la grève était l'extension du mouvement. Il estimait qu'il ne fallait pas limiter la protestation ouvrière aux seules usines Renault. Il s'opposa à Pierre Bois, qui avait fondé un nouveau syndicat : le SDR (Syndicat démocratique Renault), auquel il refusa de se joindre. Ce syndicat s'étiolera pendant trois ans avant de disparaître. Convaincu d'une action à long terme, s'appuyant sur de solides bases théoriques, *Goupil* resta membre de la GCF jusqu'en 1952, date à laquelle cette dernière disparut. Il adhéra alors en 1953, à la Fraction française de la Gauche communiste (FFGC) animée par Suzanne Voute, qui publia à partir de 1957 *Programme communiste*, puis *le Prolétaire*, organe du Parti communiste international (PCI), à partir de 1963. Il resta membre de l'organisation jusqu'en 1971. À l'époque, atteint par un premier cancer qui l'empêche de poursuivre toute activité militante, il maintient des liens informels avec la mouvance «bordiguiste». Lorsque ce mouvement international, ancré surtout en Italie et en France, éclata en plusieurs fractions suite à sa crise de l'automne 1982, il se retrouva très isolé. En 1990, il contacta le Courant communiste international (CCI), qui publiait le journal *Révolution internationale*, après avoir assisté à plusieurs de ses réunions publiques. Ce groupe lui parut plus conforme à ses positions politiques. Il en devint membre en 1998, et en démissionna rapidement en 2000, rejetant tout esprit de secte. Malgré son grand âge, il fut l'un des fondateurs d'une petite revue révolutionnaire, *Bilan et perspectives*, avant de la quitter en 2002. De nouveau atteint d'un cancer, il mourut à Troyes le 26 septembre 2006, sans avoir renoncé à son activité militante, dans la mouvance de la «Gauche communiste italienne».

Sources : «La grève de Renault», *Internationalisme* n° 22, Paris, 15 mai 1947 [reprint «La Vieille taupe», Paris, 1972]; Barta, «Lettres à un jeune camarade», GET (Groupe d'étude trotskyste), s.d., Fontenay-aux-Bois. – «Goupil ci ha lasciati», *Battaglia Comunista* n° 11, nov. 2006, p. 4. – «Goupil», *Le Prolétaire*, n° 482, oct.-déc. 2006, p. 8. – Pierre Hempel [Jean-Louis Roche], «Notre camarade et ami 'Goupil' n'est plus», *Le Prolétariat Universel* n° 145, Montrouge, oct. 2006. – Michel Olivier [Michel Roger], «André Claisse», *Notes internationalistes*, n° 7, Paris, déc. 2006.

Œuvre : *Renard* in *Internationalisme* : n° 26, 15 sept. 1947, «De l'échéance de juillet à la conférence du Palais-Royal, où se trouve la lutte de classe»; n° 27, 15 oct. 1947, «Perspectives de guerre dans la situation internationale» ; n° 28, 15 nov. 1947, «À propos de la grève générale» ; n° 29, 10 déc. 1947, «La signification des grèves et la position de la FFGC» – *Goupil* in *Internationalisme* : n° 29, 10 déc. 1947, «Le congrès trotskyste», n° 30, janvier 1948, «Unité et scission syndicale».

CLIMA (Alberto), dit ARMANDO CONTICINI : né au début des années 1940, il milita dans la section milanaise de «Programma comunista» au début des années soixante. De 1976 à 1982, il dirigea les Éditions Iskra qui publièrent sept livres de Bordiga, rompant ainsi avec la sacralité de l'anonymat. Ses présentations se firent sous divers pseudonymes, dont celui d'Armando Conticini.

Source : Sandro Saggioro, *In attesa della grande crisi*…, op. cit.

COMUNE (Secondo), dit GUNDIN : cordonnier, vitrier, vannier : né en 1902 à Asti, membre du PC d'Italie en 1921. Il était le correspondant de l'*Unità* avant 1926. Il passe six années en prison entre 1926 et 1932. En 1943, avec Mario Acquaviva il est l'artisan de la formation du PCInt dans le Piémont. Après l'assassinat de Mario Acquaviva, il est responsable de la section de Casale Monferrato. Il se présente à Asti sur les listes électorales de son parti aux élections du 2 juin 1946.

Après la scission de 1952, il adhère à l'organisation «programmiste» de Bordiga-Maffi. Il est mort à Casale Monferrato le 30 septembre 1976.

Sources : ACS CPC, busta 1433. – «Per le elezioni politiche», *Battaglia comunista*, n° 14, 27 avril-3 mai 1946. – Dino Erba, *Sovversivi incontri & scontri sotto la falce e il martello. Dizionario biografico dei comunisti « italiani» 1912-2012*, automne 2015. – «Nostri lutti», *il programma comunista*, n° 18, 27 sept.-9 oct. 1976.

COMUNELLO (Vittorio) (1901-1964), serveur, ouvrier : né à Trévise (Venise) en 1901. Socialiste en 1919, il adhère en 1921 au PC d'Italie; la même année (18 juillet), il est sévèrement bastonné par des squadristes fascistes. Après l'assassinat de Matteoti, il doit s'exiler en France, où il adhère en 1927 à la Fraction italienne.

Expulsé de France en 1929, il s'installe en Belgique. Arrêté par la police allemande, en 1940, il est livré au fascisme et déporté dès son entrée en Italie. Libéré le 24 août 1943, il doit rester dans



l'illégalité jusqu'au 25 avril 1945. Il adhère aussitôt au PCInt, participant à toutes les luttes sociales, en particulier celle des chômeurs de Trévise en avril 1946, qui se conclut par l'occupation de la préfecture. Pour cette action, il fut plusieurs fois arrêté, et jeté en prison. Libéré, il fut agressé physiquement par les staliniens en juin.

Lors du congrès de Florence de 1948, il ne se prononce ni sur la ligne Damen, ni sur celle de Perrone. Il suit, néanmoins, la tendance de Bordiga après la scission de 1952 jusqu'à sa mort survenue le 5 juillet 1964 à Trévise.

Sources : ACS CPC busta 1433. – «Violenzia antiproletaria», *Battaglia comunista* n° 20, 29 juin-6 juillet 1946. – «Carte in tavola!» (autobiographie de Comunello en réponse aux calomnies des staliniens à son égard), *Battaglia comunista* n° 23, octobre 1947. – «Un indomito militante scomparso: Vittorio Comunello», *Il programma comunista* n° 15, Milan, août 1964. – Dino Erba, *Nascità et morte di un partito rivoluzionario…*, op. cit., janvier 2012.

CONSONNI (Antonio), dit NINO : né en 1931, après une courte adhésion au PCI, avec son frère Sergio, il adhéra à la section «programmiste» milanaise. En 1964, il suit la scission qui donne naissance au groupe «Rivoluzione Comunista». Il en fut exclu au début des années 1970, et anima le groupe de la via Sigieri, à Milan. Plus tard, le groupe transféra son local corso Garibaldi et en 1973, commença à publier la revue *L'Internazionalista* (1973-1991), organe du Gruppo comunista internazionalista autonomo (groupe communiste internationaliste autonome). Il est mort prématurément à Milan en mars 1983.

Sources : «Comunicato organizzativo», *La Rivoluzione Comunista*, janvier-mars 1966, p. 2. – Luigi Gerosa, *Archivio della Fondazione Bordiga,* op. cit. – «Il compagno Nino», *Il programma comunista*, n° 4, 9 avril 1983, p. 5. – Dino Erba, *Sovversivi incontri & scontri sotto la falce e il martello. Dizionario biografico dei comunisti « italiani» 1912-2012. Dizionario…*

CONSONNI (Giovanni) (1892-?) : né le 24 décembre 1892 à Osnago (Como) : fut membre du Parti socialiste jusqu'à son émigration en 1921 en France. Il adhère à la Fraction «bordiguiste» en 1928. Il est rapidement expulsé vers la Belgique, où il demeura. En août 1936, il se prononce pour la participation de la Fraction aux milices du POUM. Il semble par la suite avoir «décroché». Il est arrêté à Lille pour contrebande en 1942 et est condamné à une amende. Mort à Bruxelles à une date inconnue.

Source : ACS CPC, busta 18465.

CORRADI (Ernesto, Emilio), marchand de volailles, puis mécanicien : né à Paris le 1er juillet 1909, il adhéra très jeune au PCd'I, en 1924, dont il fut exclu en 1927. Membre du «groupe ouvriériste» de Pappalardi, il adhéra à la Fraction de gauche en 1929. En 1933, il est couché par la préfecture de Parme sur la liste des «auteurs d'attentats». Il fit partie en juillet 1936 de la «minorité» préconisant l'engagement dans les «milices de la Révolution espagnole». En 1937, comme son frère Pietro, il rejoint l'Union Communiste. Après 1945, il demeure en France, bien qu'ayant décliné la nationalité française à sa majorité en septembre 1930. Il est mort à Paris en 1991, sans poursuivre un engagement militant, mais en restant toujours l'ancien, le «camarade de la gauche communiste».

Source : ACS CPC, busta 1479.



Piero Corradi, Paris, à la fin des années 40.

CORRADI (Pietro), dit PIERO, ALPINESI : né le 28 mai 1906 à Paris dans une famille

originaire de Pellegrino Parmense (Parme), où son père Luigi, travaillait comme commerçant. Ouvrier métallurgiste, puis chauffeur de taxi (sa dernière profession jusqu'à sa retraite). Rentré en Italie avec sa famille au début de la guerre, le jeune Piero retourna en France le 21 juillet 1923, avec son frère Ernesto. Dans la capitale française, il adhéra en 1924 aux Groupes communistes de langue italienne du PCF qui étaient dirigés par Mario Lanfranchi et Francesco Zanardi (1894-1944) (alias *Francesco Macchi*). Opposé à la «bolchevisation», il participa en 1925 à la fondation du Comité d'entente parisien, avec Ludovico Rossi, Giovanni Tornielli (*Nero*), Bibbi (*Bianco* ou *Alfredo*), Fernando Borsacchi (*Pieri*), Giovanni Bottaioli (*Butta*) et Michelangelo Pappalardi, lequel était déjà hors du PCd'I, étant donné qu'il en avait démissionné à Marseille en 1923. Corradi est exclu du PC italien en 1927. Il décline la nationalité française le 16 décembre 1927. Il adhéra (avec Guglielmo Spadaccini, Renato et Bruno Pierleoni, Alfredo Bonsignori, Ludovico Rossi et Guido Checchi, dit «Mostaccino») au «groupe ouvriériste» de Michelangelo Pappalardi, *Il Risveglio comunista/Réveil communiste*.

S'étant détaché en 1929 du groupe de Pappalardi, car en désaccord avec la condamnation du léninisme parue dans les colonnes de *L'Ouvrier communiste*, il devint, avec son frère Ernesto, membre effectif de la Fraction de gauche. Lié à l'anarchiste Emilia Buonacosa, il avait à Paris un petit atelier où il travailla pendant quelque temps avec Duilio Romanelli. Il fut inclus en 1933 parmi «les révolutionnaires fauteurs d'attentats» de la préfecture de Parme, avec son frère Ernesto et Luigi Melli. À la fin de cette année-là, il publia dans *Prometeo* en le signant *Alpinesi* l'article : «La lutte de classe en Allemagne et l'incendie du Reichstag». Signalé pour son assiduité aux manifestations antifascistes, il signa en 1935, avec Russo et Verdaro, au Congrès de la Fraction, une résolution où, ayant pris acte que la «dégénérescence centriste» avait désormais conduit à la trahison ouverte véhiculée activement par l'État russe dans une des constellations impérialistes qui débouchent sur un nouveau massacre mondial les prolétaires étaient invités à sortir des partis stalinisés «passés au service du capitalisme mondial». En conséquence, «*Il est entendu que… nous ne pouvons plus nous appeler fraction d'un parti passé définitivement dans les rangs de l'ennemi*». On devait prendre «la dénomination de fraction italienne de la gauche communiste».

À l'été 1936, il est le principal représentant en France de la «minorité» de la Fraction et il exprima son total désaccord avec les positions de la C.E. sur la question espagnole. Pour lui, «*le prolétariat espagnol ne se bat pas pour défendre la république bourgeoise mais sa vie et ses organisations de classe. La lutte contre Franco, c'est la lutte pour son émancipation, c'est la lutte pour la révolution sociale*». Fondateur le 27 septembre 1936 du «Comité de Coordination», il quitte la Fraction au début de 1937, et adhère ensuite à l'Union communiste d'*Henry Chazé* jusqu'à l'automne 1939.

Il fut déporté du travail dans le Reich, car en 1942 il était affecté au parc de véhicules de l'armée allemande [Heereskraftfahrpark (HKP)], en Pologne. Après la guerre, il devint membre du groupe «bordiguiste» français (Fraction française de la gauche communiste internationale) reconnu par le PCInt. Après la scission de 1952, il suivit la tendance de Bordiga, qu'il quittera au début des années 1960. Il meurt le 6 août 1995 à Paris-V^e^. Il légua ses précieuses archives à la Biblioteca communale de Follonica, dirigée par Fausto Bucci.

Sources : ACS CPC, busta 1480. – *Plateforme de la gauche. Projet de thèses présenté par un groupe de «gauchistes» (bordiguistes) à l'occasion du Ve congrès du Parti communiste français*, Imprimerie spéciale de la Librairie du Travail, 1926. – Résolution Candiani, Gatto, Piero, «Le Congrès de la Fraction italienne de la Gauche», *Prometeo* n° 123, 13 oct. 1935. – «La nostra frazione di fronte agli avvenimenti di Spagna», *Prometeo*, n° 136, 20 septembre 1936. – *L'Internationale*, n° 27, 10 avril 1937. – Michel Roger, *Histoire de la «gauche» italienne dans l'émigration, 1926-1945*, Thèse de 3e cycle, EHESS, 1981. – Fausto Bucci et Rossano Quiriconi (avec la collaboration de Claudio Carboncini), *La vittoria di Franco è la disfatta del proletariato… Mario De Leone e la rivoluzione spagnola*, La Ginestra-Comitato pro ex Ilva, Follonica, 1997. – Notice de Michel Prat, dans le Dictionnaire Maitron.

COSTANZO (Francesco), dit CICHIN, ouvrier : Né en 1902 à Casale Monferrato (Alessandria), il adhéra au PC d'Italie dès janvier 1921. Le 6 mars de la même année, il fut au premier rang pour défendre la Bourse du travail (Camera del Lavoro) attaquée par les fascistes. Il fut toujours volontaire pour se battre contre les escouades fascistes. Habitué aux conditions de lutte clandestine, il fut l'un des militants les plus expérimentés qui fondèrent en novembre 1943 le

PCInt, auquel il ne cessa d'adhérer. En 1952, il suivit jusqu'à sa mort la tendance Bordiga-Maffi. Il est mort à Casale Monferrato en octobre 1979.

Source : «Nostri lutti», *Il programma comunista* n° 20, 27 oct. 1979.

COTOGNI (Benito), ouvrier, agent commercial : Né à Florence en avril 1934, il a vécu très jeune les bombardements de la guerre, et l'esclavage du travail de l'après-guerre sous ses mille facettes dès l'âge de 13-14 ans. N'ayant pu étudier, sa vive capacité intellectuelle et son riche vécu de prolétaire lui permirent d'acquérir une grande culture personnelle. Adhérent au PCI, il rompit avec ce dernier en 1963 et adhéra au PCInt «programmiste». En 1973, il adhéra aux positions du groupe sécessionniste toscan «Il Partito Comunista», dont il fut l'un des points de référence. Il est mort à Florence le 1er octobre 2009, suite à un accident de la circulation.

Source : «In morte di Benito Cotogni», *Il Partito comunista* n° 337, sept.-oct. 2009, p. 3.

COUTHIER (Robert) : né à Bruxelles en 1913, Robert Couthier adhéra à l'opposition trotskyste dissidente formée par le Bruxellois Georges Vereecken (1896-1978) et son fidèle lieutenant liégeois Lucien Renery (1897-1942) [mort à Dachau]. À la fin de l'année 1936, Vereeken et Renery avaient formé le Parti Socialiste Révolutionnaire (PSR). Celui-ci avait rompu avec Trotsky en 1938 suite à des divergences persistantes sur la guerre et la révolution en Espagne. Vereeken, Renery et leurs partisans, dont Robert Couthier, quittèrent le PSR pour fonder le groupe Contre le Courant/*Tegen de stroom* qui prit par la suite le nom de Groupe communiste trotskyste avant de disparaître en 1945.

Contre le Courant/*Tegen de stroom* s'était surtout opposé en 1938 à la fondation d'une IVe Internationale. De façon remarquable, en 1939 et en 1941, ce petit groupe avait dénoncé le «social-patriotisme» des trotskystes officiels, maintenant des liens avec le Marx-Lenin-Luxemburg-Front (MLL-Front) de Henk Sneevliet qui appelait au «défaitisme révolutionnaire» dans les deux camps impérialistes, URSS incluse.

Après septembre 1939, et particulièrement en mai 1940, nombre de militants belges, dont Robert Couthier se réfugièrent à Paris, puis à Marseille, cité de repli pour nombre d'internationalistes, en attente d'un hypothétique sauf-conduit pour une planète sans visa.

Robert Couthier entra en contact avec le noyau «bordiguiste italien» de Marseille où militaient Aldo Lecci, Giovanni Bottaioli, Otello Ricceri, Turiddu Candoli, Jacob Feingold, ainsi que Marc Chirik. C'est ce noyau qui dès l'été 1940 reprit progressivement l'activité de l'ensemble de la Gauche communiste internationale tombée en léthargie. Sous l'impulsion de Marc Chirik, se constitua en 1942 le Noyau français de la gauche communiste internationale auquel s'agrégèrent des éléments comme Suzanne Voute, Robert Salama et Robert Couthier, et (semble-t-il) Lucien Laugier. Par l'intermédiaire de Robert Couthier, le Noyau prit contact avec les RKD de l'Autrichien Georg Scheuer, qui connaissait bien le groupe de Georges Vereeken. Les RKD, qui avaient contribué à la naissance d'un groupe français de C.R. (communistes-révolutionnaires), menèrent avec le Noyau français une propagande active contre la guerre, y compris auprès des soldats allemands pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre de classe contre tous les États.

Le Noyau français dans lequel militait Robert Couthier se transforma en décembre 1944 en Fraction française de la gauche communiste internationale (FFGCI). Toutefois, la Conférence de mai 1945 de la FFGCI, suite à la constitution officielle du PCInt en Italie du Nord et à la réapparition publique de Bordiga dans le Sud, décida de dissoudre la Fraction italienne et invita ses membres à adhérer individuellement au nouveau parti. C'était d'ailleurs la procédure normale qui était utilisée au même moment en Italie, lorsque Damen et Maffi, dirigeants du PCInt, exigèrent en juillet 1945 à Naples des membres des fractions «bordiguistes» du Mezzogiorno, dont Bordiga, qu'ils adhèrent individuellement au parti.

Marc Chirik s'opposa à cette modalité arguant qu'il «ignorait tout des positions du PCInt». Aussi le Noyau français se vit refuser son adhésion comme fraction de la gauche communiste internationale, alors que le noyau autour de Suzanne Voute, Raymond Hirzel («Bourt» ou «Gaspard») et Albert Masó («Albert Vega») s'y intégra. De même, la Fraction belge autour d'Ottorino Perrone, Evelyne Jans, Henri Heerbrant, Albert et Anne Manne, s'agrégea au PCInt de Damen et Maffi. Les articles publiés sous le pseudonyme de *Lucain* étaient probablement de la main de Robert Couthier.

Après mai 1945, Robert Couthier retourna en Belgique. En désaccord avec la scission de la GCF, il adhéra à la Fraction belge, tout en maintenant des liens surtout personnels avec Marc Chirik. Il publia probablement quelques textes sous le pseudonyme de *Lucain*, où il polémiquait autant avec la GCF qu'avec le trotskysme, tout en soulignant la nécessité de la «reconstitution du Parti» en 1943-45. Le groupe en Belgique restait fidèle aux positions de *Bilan* et avait donc des divergences avec le PCInt, sur certains points (participation aux élections, luttes de libération nationale). Ce fut surtout Robert Couthier qui, en 1946, demanda des explications sur la non-admission de la GCF comme Fraction de la gauche communiste internationale (GCI).

Comme membre de la Fraction belge de la Gauche communiste internationale (GCI), ou comme minoritaire, Robert Couthier participa en mai 1947 à la Conférence internationale de Bruxelles appelée par le Communistenbond Spartacus des Pays-Bas, des groupes belges liés à ce dernier, la GCF, les Communistes-révolutionnaires (CR) («Le Prolétaire»), les RKD représentés par Georg Scheuer, le groupe «Klassenkampf» (Suisse) et le «Groupe autonome de Turin» du PCInt, représenté par l'Italien de Paris Giovanni Boero («Jober»).

En 1950-52, lorsque la GCF (*Internationalisme*) se désagrégea, Robert Couthier maintint des contacts épistolaires très réguliers avec Marc Chirik exilé au Venezuela, lui fournissant toutes précisions sur l'état politique réel des groupes internationalistes.

Après la mort d'Ottorino Perrone en 1957, le groupe belge du PCInt («Programma comunista») se désagrégea. Robert Couthier continua à participer au cercle d'études marxistes et à la revue *Le Fil du Temps* de Roger Dangeville, auxquels collaborait Henri Heerbrant. À travers son ancien camarade Marc Chirik, il prit contact avec le groupe *Révolution Internationale* en France à la fin de 1968, qui se transforma en Courant communiste international (CCI) en 1975, en intégrant différents petits groupes en Europe et en Amérique.

De 1975 à au moins 1994, il maintint des contacts constants avec ce courant, en dépit de désaccords politiques. Il est mort à Bruxelles le 28 décembre 2003.

Sources : *Lucain*, «La formation du parti de classe est-elle prématurée ?», *L'Internationaliste* n° 15, Bruxelles, 15 mars 1946. – *Lucain*, «L'accessorio e l'essenziale», *Prometeo* n° 9, avril-mai 1948, p. 416-419. – Catherine Legien, «A contribution to the History of the Belgian Trotskyists 1928-1935», in *Revolutionary History*, vol. 7, n° 1, Socialist Platform, Londres, 1998. – «Hommage au camarade Robert», *Révolution internationale* n° 346, mai 2004. – Michel Roger, *La gauche communiste internationale. La gauche communiste belge (1921-1970)*, Paris, 2005 (http://www.quinterna.org/pubblicazioni/tesietesti/om_gauche_communiste_belge.pdf)

COVONE (Alfonso) : né en 1885 à Naples (Campanie), mort à Rome en 1966; commerçant. Membre du parti socialiste avant 1914, il adhère au PC d'Italie en janvier 1921. En 1945, il est l'un des membres les plus en vue de la section de Rome du PCInt. où il est l'un des principaux correspondants de Bordiga. Après 1951, à Rome, il suit la tendance de Bordiga jusqu'à sa mort survenue en 1966.

Sources : ACS CPC, busta 1521. – «Una nostra grave perdita: Alfonso Covone», *Il programma comunista*, n° 10, 1966. – Sandro Saggioro, *Né con Truman, né con Stalin. Storia del Partito Comunista Internazionalista (1942-1952)*, Ed. Colibrì, Milan, 2010.

D'AGOSTINO (Filippo), cheminot : Né à Gravina di Puglia (Bari) le 15 mars 1885. Installé à Naples en 1914 il fit partie de la section socialiste locale. Hostile à l'intervention dans la guerre, il est élu en janvier 1915 membre du comité exécutif de la section, au côté d'Amadeo Bordiga, Antonio Cecchi* et d'autres. Fin mars 1916, au côté de Bordiga, il fait partie du



comité de propagande. Les 23-27 juillet 1917 il est délégué de la section napolitaine à la réunion de Florence de la Direction élargie du PSI qui décide de convoquer le congrès du parti socialiste. Établi de nouveau à Bari, il épouse le 30 juin 1918 Rita Majerotti, tous deux devenant le centre du processus de formation du Parti dans les Pouilles.

Adhérent du Parti communiste d'Italie en janvier 1921, il écrit des articles pour la presse du parti, tout en déployant une activité auprès de la Bourse du travail de Bari. En mai 1923, avec son épouse il se cache à Rome, puis en Belgique et finalement en France à Marseille. De retour en Italie, trois ans plus tard, tous deux furent arrêtés à Milan. D'Agostino fut alors condamné par le Tribunal spécial fasciste à quatre ans d'emprisonnement. Relégué à Ustica, il retrouva Bordiga.

Arrêté le 19 décembre 1943 à Rome, il est enfermé à la prison de Regina Coeli, avant d'être déporté le 4 janvier 1944 au camp de Mauthausen. Il organisa avec quelques détenus un comité clandestin, mais son plan d'évasion fut découvert. Bastonné et à demi-mort, il fut gazé le 14 juillet 1944 et incinéré au crématorium du château d'Hartheim.

Sources : ACS CPC, busta 1573. – Lettre de Bordiga à Gramsci, Ustica, 13 avril 1927, in Amadeo Bordiga, *Scritti scelti*, Feltrinelli, Milan, 1975 (A cura di Franco Livorsi). – Amadeo Bordiga, *Scritti 1911-1926*, vol. II, *La guerra, la rivoluzione russa e la nuova Internazionale 1914-1918*, Graphos, Gênes, 1998 (Sous la dir. de Luigi Gerosa). – Tommaso Detti, *Serrati e la formazione del Partito comunista italiano*, Editori Riuniti, Rome, 1972. Giacomo Massimiliano Desiante, *Filippo D'Agostino eroe di un altro tempo*, Edizioni del Sud, Bari, 2014. – Dino Erba, *Sovversivi incontri & scontri sotto la falce e il martello. Dizionario biografico dei comunisti « italiani» 1912-2012*, 2015.



Onorato Damen, vers 1921.

DAMEN (Secondo, Onorato), dit ONORIO : né le 4 décembre 1893 à Monte San Pietrangeli (Ascoli Piceno) [Marches], professeur de lettres; mort le 14 octobre 1979 à Milan. Onorato Damen adhère directement à l'aile gauche du PSI en 1910. Engagé volontaire, avec le grade de sergent, il est dégradé en 1917 et emprisonné pendant deux ans pour «incitation à la désertion», en fait pour propagande contre la guerre. Remis en liberté en 1919, il reprend son poste dans le parti socialiste en collaborant à *La Lotta* de Fermo (Marches). Très vite il adhère à la Fraction communiste abstentionniste de Bordiga. En 1921, il est nommé secrétaire de la Camera del Lavoro (bourse du travail) de Pistoia (Toscane) et directeur du journal communiste *L'Avvenire*. Accusé de l'assassinat d'un fasciste, lors d'un affrontement armé, il est arrêté, et bien que reconnu «non coupable», il est condamné à trois ans de prison qu'il subira à la prison Murate de Florence.

En mars 1924, la direction du Parti communiste italien l'envoie à Paris (muni d'un faux passeport !), pour prendre la direction du travail politique en direction des émigrés italiens et assurer l'édition hebdomadaire de *L'Humanité* en langue italienne, tiré à 11.000 exemplaires. Il participait alors à toutes les séances du Bureau politique du PCF, en étroite relation avec Mátyás Rákosi et Jules Humbert-Droz, qui résidaient alors à Paris, épaulé par les jeunes Mario Lanfranchi, principal responsable des Centuries prolétariennes en France, et Ignazio Silone. La police de Mussolini l'accuse en mai 1924 d'avoir été un agent actif «dans toutes les grèves, comme dans la récente grève métallurgique de Citroën» et d'y avoir organisé «la participation des ouvriers étrangers et des orateurs communistes étrangers».

Revenu en Italie à la fin de 1924, il avait été élu *in absentia* le 6 avril député de la circonscription de

Florence. En avril 1925, avec Bruno Fortichiari, Carlo Venegoni, Ottorino Perrone et Luigi Repossi, il est le moteur du Comité d'entente *(Comitato d'Intesa)*, qui lutte contre la «bolchevisation» imposée par Gramsci et Togliatti. Dans ce combat, il est secondé par sa compagne, militante de toute une vie : Francesca Grossi.

Arrêté, comme tous les députés communistes, en novembre 1926, il fut relégué à Ustica, puis emprisonné à Florence. Condamné à 12 années de réclusion, il dirigea la révolte des prisonniers de Civitavecchia en 1933. Amnistié à la fin de 1933, il est de nouveau arrêté en 1935 – année de son expulsion officielle du PCI comme «traître» –, puis en 1937, «pour propagande communiste» et «diffusion de matériel de propagande de l'opposition internationale contre la politique du Komintern et contre le stalinisme en Espagne». Il est de nouveau arrêté en 1940. Il est finalement amnistié et libéré en 1943 lors de la constitution du gouvernement Badoglio.

Il est le principal fondateur et animateur – avec Bruno Maffi, neveu du député communiste Fabrizio Maffi – du Parti communiste internationaliste fondé en novembre 1943, actif dans les usines du Piémont et de la Lombardie, qui appelle au renversement du capitalisme dans les deux blocs impérialistes en présence. Dans un article de décembre 1943 (évidemment anonyme), intitulé «La Russie que nous aimons et défendons», Damen affirmait la nécessité d'un retour à la pureté révolutionnaire d'octobre 1917 : « *… nous communistes, nous nous déclarons sans hésitation adversaires de la Russie de Staline, dans le même temps que nous nous proclamons fidèles combattants de la Russie de Lénine*».

Après mai 1945, il resta avec Bruno Maffi longtemps le principal dirigeant du nouveau parti qui comporta jusqu'à 3.000 militants, et dont l'organe central était *Battaglia comunista*. Le PCInt disposait même d'une presse locale : *l'Eco dei Comunisti* à Crémone et *l'Internazionale comunista* à Catanzaro.

Bien qu'ancien député démis de ses fonctions par le fascisme, et à ce titre membre obligatoire de la nouvelle chambre de la République, les communistes de Togliatti, qui l'avaient secrètement condamné à mort et avaient demandé la mise hors la loi de son parti, obtiennent de De Gasperi que Damen soit déchu de ce droit, avec l'approbation des PCI, PSI et Parti d'action (Emilio Lussu était ministre du gouvernement). Le «cas Damen» fut discuté deux fois en conseil des ministres, le 29 août et le 21 novembre 1945. Togliatti affirma froidement que Damen «était un collaborateur du fascisme» qui «organisa des groupes qui brisèrent la Résistance». Seul le ministre libéral Manlio Brosso – au nom du libéralisme ! – défendit sa cause : «*Damen est un homme qui certainement manifesta une attitude désintéressée et courageuse et qui incarne un type de marxiste de l'ancienne école*».

Orateur remarquable et doté d'une plume nette, il fit campagne pour son parti lors des élections de 1946 et 1948. Redevenu enseignant du secondaire en 1945, il publia un ouvrage de pédagogie sur l'enseignement du latin au lycée, mais aussi des ouvrages de vulgarisation sur les sources du marxisme (babouvisme).

Une note de la questure milanaise du 19 mai 1949 le considère comme «un tenace défenseur des doctrines trotskystes» et constate que son «mouvement est en lente régression». Damen entre progressivement en conflit avec la tendance de Maffi, Bordiga et Perrone, sur différentes questions politiques et organisationnelles, mais aussi sur la question syndicale et l'appui aux luttes de libération nationale, où il développe des positions luxembourgistes à l'opposé du retour aveugle à Lénine préconisé par Bordiga.

Damen se heurta en premier lieu à Perrone sur la question d'une action organisée en parti, ce dernier affirmant dans une lettre adressée à l'Exécutif (C.E.) du PCInt que «*les conditions pour la formation du parti ne se sont pas présentées en 1945-1946 et n'existent pas plus aujourd'hui*».

Il s'ensuivit qu'en janvier 1951, le C.E. décida majoritairement l'abandon du «travail syndical» et de toute participation à des grèves où dominerait le PCI. Suite à ce nouveau tournant, les quatre

représentants de la minorité «non bordiguiste» dans le Comité central, Bottaioli, Stefanini, Lecci et Damen démissionnèrent des organes centraux pour exprimer leur désaccord. Damen responsable légal de *Battaglia comunista* fut éliminé au profit de Bruno Maffi. Damen et la minorité autour de lui demandèrent la tenue d'un congrès extraordinaire du parti, obtenant comme réponse la dissolution des trois fédérations où la minorité était majoritaire.

Une autre raison majeure d'une scission devenue inévitable était le refus par Damen et ses partisans de la nouvelle théorie de l'impérialisme élaborée par Bordiga lui-même, selon laquelle *«il n'existe plus un seul capitalisme mondial qui étouffe la classe ouvrière mondiale et qui doit être combattu en bloc, mais un capitalisme n° 1, les États-Unis d'Amérique, et un capitalisme n° 2, l'URSS; ainsi tous les efforts devraient se concentrer à démolir le capitalisme n° 1… Une telle attitude … conduirait à substituer à notre mot d'ordre 'Ni Staline ni Truman', celui de 'Avec Staline contre Truman' pour finir par se ranger du même côté que les trotskystes»*.

La scission se fit dans une totale confusion. Une partie de l'organisation, menée par Maffi et Perrone, avait «exclu» par une circulaire du 5 octobre 1951 («A tutta l'organizzazione») Damen, Lecci, Stefanini et Bottaioli, qui constituaient le comité chargé de préparer le futur congrès du parti. Mais plus de la majorité de l'organisation était «dameniste». Sous la direction de Damen, en janvier 1952, se constitua un nouveau «Comité du Congrès», qui organisa un Deuxième congrès national (Milan, 2-4 mai 1952), boycotté par la majorité «bordiguiste» qui avait formé sa propre organisation. Il s'ensuivit la naissance de deux organisations, portant la même étiquette «P.C. Internationaliste», l'une autour de Damen («Battaglia Comunista») et l'autre autour de Bordiga, Maffi et Perrone («Programma Comunista»).

Après la scission de janvier 1952 du PCInt, Damen – épaulé par Giacomo Stefanini, Aldo Lecci et Giovanni Bottaioli – est le réel moteur du PCInt maintenu *(Battaglia comunista* et *Prometeo*). Actif dans ce parti jusqu'au 14 octobre 1979, date de sa mort à Milan, Onorato Damen fut un journaliste politique prolifique, mais aussi un clair théoricien des «problèmes du marxisme» soumis à un large débat international.

Il fut – de 1945 à sa mort en 1979 – un partisan résolu de discussions-confrontations entre groupes marxistes internationalistes issus ou non de la gauche communiste italienne. Il n'eut de cesse de maintenir de solides contacts internationaux, en particulier avec Grandizo Munis au Mexique, puis en France (Fomento obrero revolucionario), le groupe «News and Letters» de Raya Dunayevskaya aux États-Unis, «Socialisme ou Barbarie» en France, le Spartacusbond aux Pays-Bas, et «Azione comunista» de Bruno Fortichiari en Italie.

En mars 1953, il fut l'un des promoteurs d'un appel international en direction des «groupes révolutionnaires» («Indirizzo internazionale del P.C. Internazionalista»). Cet appel se traduisit par des conférences tenues la même année (Milan et Foggia) avec des «groupes de la gauche révolutionnaire», tels les GAAP (Groupes d'action anarchistes prolétariens) et le POC de Romeo Mangano. Lorsqu'en décembre 1956 Fortichiari et son groupe «Azione comunista» – dans l'euphorie de la «Révolution hongroise» – proposèrent un projet de fusion avec le GAAP anarcho-marxiste et les GCR (Groupes communistes révolutionnaires) trotskystes de Livio Maitan, Damen et son groupe se montrèrent intéressés, mais rompirent vite lorsqu'ils eurent établi leurs critères d'adhésion, tels la «reconnaissance de l'URSS comme une société capitaliste» et la définition du PCI «comme parti bourgeois».

Il donna son adhésion pleine et entière, 20 ans plus tard, à la conférence des groupes de la «sinistra comunista internazionale» organisée par son parti à Milan les 30 avril et premier mai 1977. À cette conférence participèrent réellement deux organisations, celle d'Onorato Damen et celle de Marc Chirik, le CCI (Courant communiste international), le FOR de Grandizo Munis s'étant désisté.

Sur le plan théorique, Damen fut l'initiateur d'une redécouverte de la *Révolution russe* de Rosa

Luxemburg critique du bolchevisme, critique ignorée en Italie. Dans cette traduction de l'allemand, il donnait dans son introduction un point de vue moins mythifiant du «léninisme». Lui et son organisation insistèrent aussi sur le fait que «*les 'conseils' [ouvriers] sont, certes, la plus haute expression organique de la lutte ouvrière et de sa conscience révolutionnaire, mais que sans la présence du parti de classe elle pourra parvenir à l'insurrection, mais en aucun cas à la révolution socialiste*». De même, il essaya de donner une image moins mythique de Bordiga en montrant «la validité et les limites d'une expérience».

Décédé à Milan le 14 octobre 1979, Damen reçut un bel hommage de ses adversaires «programmistes», un hommage certainement rédigé par Bruno Maffi : «*Le 14 de ce mois est mort à Milan le cam. Damen… Onorato Damen mit à la disposition du parti de l'après-guerre, beaucoup plus petit et faible [que celui de Livourne], le meilleur de lui-même, de sa propre formation politique, de sa propre expérience. Ce n'était pas suffisant, à notre avis; mais cela n'était pas peu : il fut l'un des très rares à se donner sans hésitations ni réserves. Par-delà les divergences, du reste dénuées de tout aspect personnel, qui conduisirent à la scission de 1952 entre nous et* 'Battaglia comunista'*, notre salut et notre souvenir s'adressent au militant révolutionnaire resté jusqu'au bout sur la brèche*».

Son fils Fabio Damen demeure l'un des principaux artisans de la Tendance communiste internationaliste (TCI) qui dispose depuis 2009 de quelques ramifications internationales, notamment avec la Communist Workers' Organisation (CWO), qui publie en Grande-Bretagne la revue *Revolutionary Perspectives*.

Un Istituto Onorato Damen a été fondé le 30 avril 2009 par la section dissidente calabraise (Catanzaro) du PCInt, qui publie la revue théorique *M-D-M'*.

Sources : APC CPC, busta 1599, dossier n° 29844. – Archives de la Préfecture de police de Paris (P. Po. B/A/1711), «Au sujet de l'activité politique des Italiens résidant en France», 15 oct. 1924. – «Risoluzione sui rapporti internazionali», *Battaglia comunista*, n° 11, 15 juin 1952. – «Indirizzo internazionale del P.C. Internazionalista», *Prometeo* n° 4-5, mars 1953. – 2° Convegno dei gruppi della sinistra rivoluzionaria (27-12-1953)», *Battaglia comunista* n° 1, janvier 1954. – «Lettera aperta al Comitato della S.C. [Sinistra comunista]», *Battaglia comunista* n° 2, 25 février–25 mars 1957. – «Tesi e Reseconto della Conferenza internazionale organizzata dal Partito Comunista Internazionalista a Milano il 30 Aprile e 1° Maggio 1977», *Prometeo* n° 28/29, sept. 1977. – *Battaglia comunista*, n° 14, oct. 1979 (tout le numéro). – (Bruno Maffi) «In morte di O. Damen», *Il programma comunista* n° 20, 27 oct. 1979, p. 6. – Istituto nazionale per la storia del Movimento di liberazione in Italia (fonds Stefanini Mauro – Partito comunista internazionalista) : http://www.insmli.it/parrimilano/. – «The internationalists: Internationalist Communist Tendency» : http://www.leftcom.org/en. – La scissione internazionalista del 1952. Documenti, *Quaderni di Battaglia comunista* n° 3, Edizioni Prometeo, Milan, oct. 1992. – Il processo di formazione e la nascita del Partito comunista internazionalista, *Quaderni di Battaglia comunista* n° 6, Milan, Edizioni Prometeo, décembre 1993. – *Prometeo* : organo del Partito comunista internazionalista. 1943-1945, reprint, Elf, Biella, 1995. – Lo scontro degli internazionalisti con lo stalinismo e le sue vittime, *Quaderni di Battaglia comunista* n° 7, Edizioni Prometeo, Milan, mars 1995. – Roberto Gremmo, «L'esclusione dell'ex-deputato Damen dalla 'Consulta Nazionale'», *Storia Ribelle* n° 17, Elf, Biella, 2005, p. 1630-1632. – «Contro venti e maree – Per i 70 anni del PC Internazionalista», *Prometeo* n° 9, juin 2013. – Istituto Onorato Damen (Catanzaro) : http://www.istitutoonoratodamen.it/

Œuvre : *Come eviterai gli errori di latino: Le difficoltà più frequenti che si presentano agli studenti delle scuole medie secondarie*, A. Minuziano, Milan, 1945. – «Autorità e libertà nel pensiero di Rosa Luxemburg», *Battaglia comunista* n° 9, 25 sept. – 25 oct. 1956. – Introduction à Rosa Luxemburg, *Die Russische revolution*, Ed. Prometeo, Milan, [1957]. – «I problemi della rivoluzione socialista», *Battaglia comunista* n° 8/9, 1957. – *Bordiga, validita e limiti d'una esperienza nelle storia della sinistra italiana*, Milan, 1971 et 1977. – *Gramsci tra marxismo e idealismo*, Edizioni Prometeo, Milan, 1988. – *Scritti scelti 1943-1978*, Prometeo, Milan, 1999. – Recueil de 46 articles sur le site web de l'Institut Damen : www.istitutoonoratodamen.it/joomla/onorato-damen-scritti/raccoltascritti.

D'AMICO (Emanuele), ouvrier, puis artisan charcutier : né à Canosa di Puglia (Bari) en 1898, il adhéra au PC d'Italie en 1921. Arrêté en 1933 à Canosa, avec d'autres membres du PC, il fut amnistié, faute de preuves. Il adhéra après 1945 à la section milanaise du PCInt et fut toujours d'accord avec les positions de Damen. En 1950-1952, il est un partisan résolu de la tendance de Damen qu'il suit jusqu'à sa mort survenue en 1962. Il tenait une charcuterie dans le centre de Milan, via Ravenna.

Sources : ACS CPC, busta 1603. – Katia Massara, *Il popolo al confino. La persecuzione fascista in Puglia*, Archivio centrale dello Stato, Rome, 1991. – Sandro Saggioro, *Né con Truman né con Stalin*, op. cit. – Dino Erba, *Dizionario...*, op. cit.





Roger Dangeville, à droite, au premier plan. À gauche : Bruno Maffi, Amadeo Bordiga et Natino La Camera (lunettes teintées et panama), dirigeants du mouvement «bordiguiste». Au deuxième rang, tête inclinée vers sa droite, Ludovico Tarsia (20-21 septembre 1958, réunion de Parme) [Source : Sandro Saggioro, *In attesa della grande crisi. Storia del Partito Comunista Internazionale 1952-1982*, Edizioni Colibrì, oct. 2014]

DANGEVILLE (Roger Pierre), dit ROGER I : né le 1er juin 1925 à Hayange (Moselle), mort le 3 septembre 2006 à Mérindol-les-Oliviers (Drôme); germaniste; militant communiste «bordiguiste».

Roger Dangeville, fils de Pierre Dangeville, ouvrier, et de Catherine Siegler, est né dans cette partie de la Lorraine qui avait été annexée au Reich de 1870 à 1919. Hayange (Hayingen en allemand), ville sidérurgique de la Lorraine «cœur d'acier», avait vu la naissance en 1769 des premiers haut-fourneaux à coke du continent européen.

Il possédait dès l'enfance parfaitement l'allemand. Élevé dans une famille prolétarienne, il aurait été «déporté à l'âge de 16 ans» avec son père, «communiste lorrain», un membre de sa famille, René Dangeville (1921-?) ayant péri en déportation.

Il devint, dès le début des années 1950, un collaborateur du marxologue Maximilien Rubel, qui avait alors des contacts avec toute la mouvance marxiste radicale (communistes des conseils et «bordiguistes»). Il rejoignit en 1956 le groupe de Paris de la Fraction française de la gauche communiste internationale (FFGCI), noyau formé par le courant «programmiste». Formé par Suzanne Voute, il milita en compagnie de Daniel Dumartheray, Jacques Angot, *Goupil* (André Claisse, un des acteurs de la grève de Renault de 1947) et des militants italiens. Pendant dix ans, il fut en contact étroit avec Amadeo Bordiga, avant de quitter le groupe en 1966 en compagnie de Jacques Camatte et de quelques autres militants, comme Jacques Angot. Jacques Camatte devait animer la revue *Invariance*, tandis que, de son côté, Roger Dangeville produisait la revue *Le fil du temps*, qui tirait son nom de la rubrique tenue par Amadeo Bordiga dans la presse «bordiguiste» italienne (*Battaglia comunista*, puis *Il Programma comunista*) de 1949 au début de l'année 1955 : «Sul filo del tempo» (il y eut aussi un unique numéro d'une revue éponyme en 1953). 14 numéros de la revue française *Le fil du temps* parurent, d'abord sous forme ronéotypée, puis sous forme offset, ce qui causa un problème financier rapidement insurmontable; la publication s'arrêta en 1977 (le n°14, non daté, portait sur l' «État modèle» belge). En Belgique, justement, Dangeville avait su attirer un petit cercle autour de sa revue, grâce notamment à l'aide d'Henri Heerbrant (*Hilden*).

Parallèlement à l'édition de la revue *Le fil du temps* et à son travail de traducteur – remarqué en 1970 pour sa traduction de la *Dialectique du concret* du philosophe tchèque et marxiste dissident Karel Kosik (1926-2003) –, Roger Dangeville publia entre 1966 et 1968 chez Anthropos : *Formes antérieures à la production capitaliste* (*L'Homme et la société* n° 1, 1966) et sa propre édition des volumes des *Grundrisse* de Marx, sous le titre *Fondements de la critique de l'économie politique*. Cette traduction sous son nom entraîna une rupture avec Maximilien Rubel qui en contestait la validité et la scientificité.

Roger Dangeville fut surtout le traducteur, le compilateur et l'éditeur critique de nombreux textes et recueils de textes de Marx et Engels (dont certains inédits) : *Écrits militaires* aux Éditions de l'Herne (1970), et tout particulièrement, dans les collections de poche Maspero ou 10/18 : *La guerre civile aux États-Unis* (1970), *La Commune de 1871* (1971), *Le syndicalisme* (1972), *La Chine* (1972), *Le parti de classe* (1973), *Le Mouvement ouvrier français* (1974), *La Russie* (1974), *La Social-démocratie allemande* (1975), *Critique de l'éducation et de l'enseignement* (1976), *Les Utopistes* (1976), *Utopisme et communauté de l'avenir* (1976), *Critique de Malthus* (1978).

Tout ce travail éditorial, considérable, devint vite une mine de références pour un certain nombre de jeunes militants marxistes de la génération des années 1970, qui recherchaient des recueils de textes choisis de Marx et Engels non passés par le crible des partis communistes officiels, à Moscou ou à Pékin. Néanmoins, sous couvert d'anonymat de textes sortis tout armés du Parti «historique» marxiste, Roger Dangeville enrichissait surtout par des contributions d'Amadeo Bordiga (sans le mentionner) ses préfaces et gloses aux textes de Marx et Engels.

À la même époque, sortirent sous sa direction cinq numéros en allemand de la revue *Der Faden der Zeit*, de 1973 à 1977, éditée à Berlin, ainsi que quelques numéros de *Sul filo del tempo*, à Turin, en Italie, où il garda un solide réseau de contacts avec la mouvance «bordiguiste». Sous sa direction, fut fondée dans la capitale piémontaise la maison d'édition 19/75, qui de 1978 à 1982 édita un certain nombre de ses textes traduits en italien, accompagnés de textes de Bordiga, dans l'attente de la «crise révolutionnaire» mondiale.

En octobre 1968, Roger Dangeville avait annoncé dans sa revue *Le Fil du temps* la fin de la « phase de prospérité» et l'explosion d'une crise mondiale vers 1975, favorable à la perspective d'un nouveau cours de «révolution mondiale», selon les prédictions formulées par Bordiga dans les années 1950. Après l'éclatement, en 1982, du Parti communiste international (PCInt) «bordiguiste», tant en France qu'en Italie, mais aussi l'échec du mouvement social en Pologne, Roger Dangeville – après une décennie marquée par une activité éditoriale exceptionnelle – délaissa toute activité politique.

Dangeville fut considéré même par ses anciens camarades d'organisation comme un «marxologue» dogmatique, aussi bien sur le plan théorique que pratique. Lors de la scission de 1966, qui avait donné naissance à son groupe «Fil du temps», il avait affirmé que le «*marxisme interdisait toute initiative sur le plan de l'organisation*». Il possédait, néanmoins, une connaissance de Marx – longuement perfectionnée par des séjours à l'Institut d'Histoire sociale d'Amsterdam –, stupéfiante. Dans les réunions publiques de son «Parti», il officiait comme un théologien du marxisme, tel «*un exégète, blanchi à déchiffrer la Bible, il allait droit au tome et à la page concernés*». Très attaché aux dogmes d'un «léninisme» puriste, il affirma toujours que le marxisme ne supportait pas l'innovation, et que Lénine lui-même ne «*pensait qu'à restaurer le marxisme tout court*».

Cet attachement viscéral à un «bolchevisme» intégral et intégriste le conduisit à défendre une vision d'une révolution 'communiste' placée sous le signe de la «terreur rouge». Selon lui, l'accès à un «communisme supérieur» ne serait «*possible qu'au moyen de mécanismes de coercition et d'oppression à la tête desquels se trouvent la dictature, la terreur rouge, la guerre civile en permanence, organisées par l'avant-garde des ouvriers, le parti communiste*».

Dans les vingt dernières années de sa vie, il s'était retiré en Provence, à Mérindol-les-Oliviers (Drôme), où il mourut le 3 septembre 2006. Sa veuve et deuxième épouse Eva Maria Wiehl, traductrice, a donné l'autorisation, en décembre 2010, au site canadien «Les classiques des sciences sociales» (http://classiques.uqac.ca/classiques/) de republier électroniquement les contributions de Roger Dangeville.

Œuvre : «Marx et la Russie», suivi de «Lettres de Marx à Vera Zassoulitch», *L'Homme et la société* n° 5, juillet-août 1967, p. 150-179. – «La crise économique et sociale de mai-juin», *Le fil du temps* n° 3, Paris, oct. 1968. – «Succession des formes de production et de société dans la théorie marxiste», *Le fil du temps* n° 9, Paris, juillet 1972. – «Le marxisme et la question militaire», *Le fil du temps* n° 10, Paris, sept. 1974, et 11, mars 1975. – *La crisi storica del capitale drogato*, Edizioni 19/75, Turin, 1978. – *Critica della corrotta prassi dei sindacati*, 2 vol., Edizioni 19/75, Turin, 1979. – *Le forme di produzione successive nella teoria marxista*, Edizioni 19/75, Turin, 1980. – *Decidera la guerra o la rivoluzione ?: schieramento di forze gigantesche in urto nell'attuale crisi*, Edizioni 19/75, Turin, 1981. – *Economia e strategia della rivoluzione proletaria*, Edizioni 19/75, Turin, 1982. – *La guerra civile in Polonia*, Edizioni 19/75, Turin, 1982. – Présentation, traduction, notes (inédit datant de 1979) : Karl Marx et Friedrich Engels : *La dictature du prolétariat* http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_Marx/dictature_du_proletariat/dictature_du_proletariat.html. – Anthologie inédite de textes de Karl Marx et Friedrich Engels (1979), *La société communiste*, éd. électronique, 2015 : http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_Marx/societe_communiste/societe_communiste.pdf

Sources : État civil. – Michel Olivier [Michel Roger], «Roger Dangeville», *Notes internationalistes* n° 7, déc. 2006. – Robert Camoin, «Roger Dangeville», *Présence marxiste* n° 53, s.l., déc. 2006. – Félicie Pastorello-Boidi, http://fpbmc.wordpress.com/category... 2011 – «Roger Dangeville», *Programme communiste*, n° 101, août 2011.



DANIELIS (Luigi), dit GIGI : né le 23 avril 1901 à Palmanova (Udine – Frioul), cordonnier. Membre du PC d'Italie en 1921, il s'exile en France, à Lyon, en 1927 et adhère à la Fraction italienne en 1928. Il est membre de la Commission exécutive de la Fraction. Dans la nuit du 22 au 23 septembre 1933, il est arrêté avec presque tous les membres parisiens de la Fraction par la police à Saint-Denis, à la sortie d'une réunion avec Virgilio Verdaro de Bruxelles. Il est plusieurs fois expulsé de France, considéré par le fascisme comme un «communiste propagandiste à arrêter».

Lors de la guerre d'Espagne il appuie résolument les positions majoritaires défendues par Perrone, Feingold et Verdaro contre la minorité dirigée par Piero Corradi. Il prend la tête de la Fédération de Paris, après l'expulsion de Bruno Bibbi en 1938, dont il avait dénoncé l'«idéalisme» à l'intérieur de la Fraction.

Lors de la déclaration de guerre de septembre 1939, il cherche à rentrer clandestinement en Italie, mais il est arrêté à Bardonecchia (vallée de Suse), et emprisonné jusqu'à la chute de Mussolini. Installé à Palmanova, il gagne Milan en décembre 1943, lors de la formation du PCInt.

Dès 1944, il est responsable de la Fédération de Turin du Parti communiste internationaliste (PCInt) clandestin. Il critique (avec retard) en mai 1948 la participation de la Fédération de Turin à l'«insurrection nationale» dirigée par le CNL en avril 1945 : «*On devait penser qu'aucun inscrit au parti n'aurait accepté les directives du 'Comité de libération nationale'. Or le 25 avril au matin, toute la Fédération de Turin était en armes pour participer au couronnement d'un massacre de 6 années, et quelques camarades de la province, encadrés militairement et disciplinés, entraient à Turin pour participer à la chasse à l'homme…* »

Membre du comité central du parti, il fait de nombreuses tournées de propagande, comme orateur-conférencier. Il se rapproche de Bruno Maffi et attaque Damen sur les questions de l'électoralisme et de l'intervention dans les luttes lors du congrès de Florence de mai 1948. Il annonce que le PCInt est en train de donner naissance à une fraction en son sein en raison de la fracture observée entre deux visions contradictoires (Damen et *Vercesi*) qu'il critique au même titre. Il choisira deux ans plus tard la vision de Bordiga et de Vercesi. En 1952 il adhère totalement à la tendance bordiguiste «Il Programma comunista». Il resta «programmiste» jusqu'à sa mort survenue le 29 octobre 1968, à Palmanova, formant des générations de jeunes militants du Frioul.

Sources : ACS CPC, busta 1613 (n° 39902). – «Le origine della ex-minoranza», *Prometeo* n° 131, 24 janvier 1937. – (Gigi), «Idealismo o materialismo», *Il Seme comunista* n° 5, février 1938. – *Il Programma comunista* n° 19, 15 nov. 1968.






Gilles Dauvé – *Jean Barrot* (photos sur la Toile)

DAUVÉ (Gilles), dit JEAN BARROT, professeur d'anglais de lycée professionnel (L.P.) retraité, traducteur, écrivain : Né à Paris en 1947, il est le fils de Guy Dauvé, policier sous Pétain, qui fut commissaire des Renseignements généraux sous De Gaulle, et dont la dernière mission fut de harceler Coluche afin d'éviter qu'il ne vienne perturber le «cirque électoral» présidentiel en 1980. Son fils, révolté très jeune contre le pétainisme policier de son père, prit le pseudonyme de *Jean Barrot*, pour dissimuler ses activités d'extrême gauche.

En 1965, il adhère au groupe «Pouvoir Ouvrier» (P.O.), fondé par Albert Masò (*Albert Véga*), ancien membre de «Socialisme ou Barbarie». Il quitte P.O., en septembre 1967, en même temps que huit adhérents, dont Pierre Guillaume et Jacques Baynac. Avec ces derniers, il fonde la librairie «La Vieille Taupe». Autour de la librairie, se forme un groupe, fortement influencé par la gauche italienne de Bordiga, les revues *Invariance* de Jacques Camatte et *Le Fil du temps* de Roger Dangeville*, et surtout l'Internationale situationniste de Guy Debord, dont il reprend avec délectation le goût de la provocation. Pour Dauvé, ce fut «*un lieu de passage de divers fils, avec une dominante anti-léniniste*». En mai 1968, le groupe informel de la Vieille Taupe participe au Comité d'action étudiants-ouvriers, puis, avec la fin du mouvement, au groupe inter-entreprises du centre universitaire Censier à Paris.

Les 14 et 15 juin 1969, Gilles Dauvé participe à la rencontre de Taverny, organisée par «Informations et correspondances ouvrières» (ICO), le groupe d'Henri Simon, où convergent une centaine de «camarades isolés ou de groupes d'un peu partout». Il y présente un texte «Sur l'idéologie ultragauche», qui sera repris dans le recueil *Communisme et question russe*. Il s'y élève contre les 'constructeurs de parti' et donne sur le sujet sa «réponse de Normand» : «*Le parti n'a ni à être créé, ni à ne pas l'être : il est pur produit historique. Le révolutionnaire n'a donc besoin ni de construire le parti ni de craindre de le construire.*»

Dauvé s'attaque surtout à «l'idéologie de l'ultragauche» qu'il tend à assimiler à la Gauche allemande (KAPD), «conseilliste» et «autogestionnaire», donnant sa préférence intellectuelle (avec des réserves) au courant de Bordiga :

> «***Le socialisme, c'est la gestion ouvrière. Cette conception est restée au centre des idées ultragauches***. *Ainsi, la critique du Parti se relie-t-elle à la critique du socialisme russe. Au parti, instrument de prise du pouvoir et de gestion de la société socialiste, les ultra-gauches substituèrent les conseils ouvriers* ».
>
> «***Les ultra-gauches remplacèrent ainsi le fétichisme du parti léniniste par celui des conseils ouvriers***. *On peut donc dire que le courant ultra-gauche n'a pas vraiment dépassé le léninisme*»
>
> «*Refusant la théorie de la gestion ouvrière, le bordiguisme a fait une des analyses les plus profondes de l'économie russe, mettant au premier plan… les rapports de production. La révolution ne peut consister, explique la presse bordiguiste, qu'à détruire la loi de la valeur et de l'échange. En revanche, la gauche italienne, bien qu'elle comprenne le parti comme produit de la société, reste attachée aux thèses de* Que faire ?*, d'où une grande confusion théorique*».

Mais cette «*grande confusion théorique*» se manifeste en premier lieu au sein de la «Vieille Taupe» (V.T.). Au début de l'année 1970, la V.T., ou plutôt la «chose» de son gérant Pierre Guillaume, connaît ses premières hémorragies : Jacques Baynac quitte Guillaume et sa V.T. «*muée en charogne contagieuse*» qu'il «*faut détruire*», car elle «*se chargerait de jeter le discrédit sur les théories que nous essayons de mettre au point*». La librairie «La Vieille Taupe» annonçait, modestement, *urbi et orbi*, la fermeture de ses portes le 15 décembre 1972.

Lors de l'enterrement de Pierre Overney (4 mars 1972), qui rassemble 200.000 manifestants, le groupe «Vieille Taupe» avait distribué un tract qui permit de focaliser la révolte de jeunes ouvriers. De nombreux contacts permirent la sortie du bulletin *Le Mouvement communiste*, dont Gilles Dauvé fut le principal rédacteur, aidé par son ami François Cerutti (*François Martin*). Ce bulletin fut diffusé à 1.000 exemplaires, notamment à l'usine Renault de Boulogne-Billancourt, mais l'enthousiasme retomba vite quelques mois après. La tentative de fusion avec le bulletin *Négation* (qui publiait aussi le journal *Le Voyou*) d'Alain Ajax et Nicolas Will resta sans lendemain. Sous le nom de *Jean Barrot*, Gilles Dauvé venait de publier en août chez Champ Libre – maison influencée par le situationnisme de Debord – son premier livre : *Le Mouvement communiste*. Le livre ne faisait que reprendre les textes de sa revue ronéotée *Le Mouvement communiste*, où ici et là émergeaient les positions de la revue *Invariance* de Jacques Camatte.

En 1973, dans l'avant-dernière revue du «Mouvement communiste», Dauvé avouait l'isolement de son groupe et l'échec des «activités spectaculaires contre la politique», comme le sabotage d'une réunion sur Léon Blum. Au lieu de se consacrer à la critique des groupes politiques – «ultra-gauches» inclus, tous étiquetés comme «*rackets*» –, l'activité devait dorénavant s'affirmer comme un «mouvement pratique», voire activiste «subversif» : «*Toute communauté d'idées ne peut exister que comme communauté* pratique *incluant nécessairement à un moment ou à un autre la violence révolutionnaire*».

Cette «violence révolutionnaire», Dauvé et ses amis crurent la retrouver dans une action de récupération effectuée par Puig Antich (1948-1974) et d'autres militants du MIL qui furent arrêtés en octobre 1973. Le MIL (Mouvement ibérique de libération), qui s'était auto-dissous en août 1973 pour se transformer en «*groupes autonomes de combat*», demanda au *Mouvement communiste*, avec lequel il était en contact depuis plusieurs années, de les aider à organiser une campagne de «solidarité révolutionnaire», surtout pour empêcher l'exécution du jeune homme impliqué dans la mort d'un garde civil franquiste. Gilles Dauvé et ses amis du *Mouvement communiste* prirent contact avec l'historien Pierre Vidal-Naquet* (1930-2006) et d'autres intellectuels afin d'empêcher l'exécution du jeune Puig Antig. Ils créèrent le comité «Vérité pour les révolutionnaires espagnols» dont l'adresse postale était l'adresse privée de l'historien. Ce Comité devait fusionner avec celui mis en place par les libertaires de l'ORA (Organisation révolutionnaire anarchiste). Ni Vidal-Naquet ni le Comité ne parvinrent à arrêter le garrot de Franco.

Dauvé essuya les feux de la critique. Divers groupes proches, mais perplexes sur son activisme («Révolution internationale» et «Pour une intervention communiste»), soulignaient «*son opportunisme tous azimuts caractéristique de son empirisme anti-organisationnel*» ou bien une fébrile agitation «*sous la pire forme de l'individualisme petit-bourgeois*».

Gilles Dauvé refusa toute critique, estimant – et ce sera toujours un «invariant» comportemental chez lui – que : «*C'est encore être victime du capital que de s'attarder sur les faiblesses des autres*». *«Il est donc exclu de juger des individus ou des groupes».* Il tenta néanmoins de faire le bilan de la campagne de solidarité, mais aussi une critique du MIL, dans sa brochure *Violence et solidarité révolutionnaire.*

Au début de ces «années de plomb», Dauvé avait donné un soutien quelque peu filandreux à la «bande à Baader» : «*On est révolutionnaire lorsqu'on tend à bouleverser ce qu'on a devant soi (et le reste).* Baader cherchait d'abord à réveiller le prolétariat allemand… *Une minorité infime peut faire des actions violentes positives, lorsqu'elle s'intègre à un mouvement social… L'action subversive n'a pas besoin de se réfugier au sein des masses et ne tente pas non plus de les secouer par des actes exemplaires*». En 1977, lorsqu'Andreas Baader, membre de la Fraction armée rouge (RAF), fut retrouvé avec trois de ses compagnons «suicidé» dans sa cellule de Stammheim, Gilles Dauvé et plusieurs anciens du *Mouvement communiste* firent un coup d'éclat quasi-'situationniste' : ils parviennent à sortir un faux numéro du *Monde diplomatique*, tiré à 2.000 exemplaires, largement diffusé, qui dénonçait l'État policier ouest-allemand.

À la même époque (1976), *Jean Barrot* (avec l'aide de Denis Authier), publie un livre qui connaît un certain succès : *La Gauche communiste en Allemagne (1918-1921)*, un livre qui nuance ses précédentes attaques contre le «conseillisme autogestionnaire», devant donner – selon lui – une image du KAPD «*bien plus énergique, dictatoriale et 'dirigiste'* [?!] *que les conseillistes actuels*». Ici et là transparaissent les idées de Barrot, recyclées à partir de la revue *Invariance* : «*La gauche communiste a été l'expression de la* crise du prolétariat». De façon plus ambiguë, il fait du phénomène national-bolchevik de Laufenberg et Wolffheim, exclus du KAPD en août 1920, «*une prise de conscience de la tendance capitaliste à dissoudre les classes moyennes et le prolétariat dans un ensemble de 'travailleurs' salariés*», bref une «*classe universelle*» et «non-classe». Il se fait aussi le théoricien d'une marginalité assumée du «Mouvement communiste» : «*Il n'y a plus …* [de] *groupe radical implanté en milieu ouvrier, en dehors d'une période révolutionnaire*».

En 1979, Dauvé publie un important recueil de textes, consacré aux positions de la Gauche italienne sur la guerre en Espagne : *«Bilan». Contre-Révolution en Espagne* 1936/1939. Ce recueil est

précédé d'une longue et intéressante préface. Mais les premières lignes résonnent ainsi : «*Les horreurs du fascisme n'étaient ni les premières, ni les dernières, ni, quoi qu'on en dise, les pires. Elles n'avaient rien à envier aux massacres 'normaux' des guerres, famines, etc.* » Dans un texte de 1996, il dut battre sa coulpe : «*La première phrase de ma préface à* Bilan 1936-1939… *contient une énorme perle… J'y dis que* 'les horreurs nazies ne sont pas les pires' *alors que jamais la barbarie capitaliste n'a atteint de tels sommets*».

En fait – «*the last straw on the camel's back*» – on dénichait une autre «perle», une note de glose faisant un discret éloge d'ouvrages 'négationnistes' de l'ex-PCF et SFIO Paul Rassinier (1906-1967), dont l'éloge funèbre avait été prononcé par l'idéologue nazi-fasciste Maurice Bardèche (1907-1998). Dauvé, qui semble alors l'ignorer, dut rebattre sa coulpe en 1983 : «[Rassinier] «*n'est pas gêné d'écrire en 1963-64 dans un torchon comme* Rivarol *où s'étale à longueur de colonnes le racisme le plus graveleux*».

En 1979, Pierre Guillaume fait un 'comeback' dans le rôle de 'gourou' mégalomane, provocateur et manipulateur. Il recrée – après plusieurs années de disparition «dans la nature» – une «Vieille Taupe», version 2, qui n'est plus une librairie mais une maison d'édition. Et pas n'importe laquelle ! Le 'gourou' republie, non seulement la plaquette *Auschwitz ou le grand alibi* (1960) de Martin Axelrad – qu'il est impossible de faire passer pour un texte 'négationniste' –, mais *le Mensonge d'Ulysse* de Paul Rassinier, compagnon de route de l'extrême droite fasciste. Pierre Guillaume apporte son total soutien à Robert Faurisson et publie en avril 1980 le brulot négationniste de Serge Thion : *Vérité historique ou Vérité politique ? Le dossier de l'affaire Faurisson, la question des chambres à gaz*. C'est le début de la longue 'saga' d'un authentique aventurier politique qui s'enfonce dans le marécage de l'extrême droite : des *Annales d'histoire révisionniste* (1987-1990) – diffusées par la librairie néo-nazie Ogmios – à la publication en 1995 des *Mythes fondateurs de la politique israélienne* sous la plume de l'ex-doctrinaire stalinien Roger Garaudy (1913-2012), nouveau catéchumène de l'islam. Un livre qui deviendra un 'best-seller' en arabe dans les milieux islamistes, où l'antisémitisme tient lieu de fonds de commerce idéologique.

Gilles Dauvé, qui commence à «s'intéresser» à Rassinier, se laisse fasciner par le discours du nouveau Messie du 'révisionnisme', puis se laisse glisser sur la pente savonneuse du 'négationnisme'. Le Messie du faurissonnisme va instrumentaliser la revue *La Guerre sociale*, dont le premier numéro sort au printemps 1977 (à 1.500 exemplaires, vite épuisé), sans mention du nom des auteurs. Son principal contributeur est d'abord Dominique Blanc (*Dominique Karamazov*), qui provient du mouvement «Quatre millions de jeunes travailleurs» (PSU) et a sorti un numéro unique de *King-Kong international* un an auparavant. Une grande partie des articles est consacrée à «l'avenir du communisme», à l'«abolition du travail salarié», à la critique de l'idéologie écologiste, à une violente dénonciation du «féminisme», mais aussi à l'actualité comme le *golpe* polonais du 13 décembre 1981 du général Jaruzelski.

En juin 1979, Gilles Dauvé, «conseillé», «encadré» et «relu» par Pierre Guillaume, publie dans *La Guerre sociale* «De l'exploitation dans les camps à l'exploitation des camps». Mais il demeure fort prudent, ne voulant pas «démontrer l'inexistence des 'chambres à gaz'», se limitant à «*voir comment s'est établie une vérité officielle*». Moins floue est sa mise en exergue d'un possible retour d'un «racisme d'État», avec le surgissement de la crise : «*Si malheureusement une situation semblable à celle de l'Allemagne, qui s'est retrouvée au paroxysme de la crise avec sept millions de chômeurs, se reproduisait sans qu'il y ait de possibilité d'abattre les rapports de production capitalistes, il y a toutes les chances qu'un fort racisme et même un racisme d'État renaîtrait*».

En mars 1980, le groupe se divise sur le soutien à apporter à l'universitaire négationniste Robert Faurisson qui depuis 1978 tisse patiemment sa toile d'araignée pour semer le doute sur l'existence des chambres à gaz et la réalité du génocide. Pierre Guillaume, engagé dans des opérations «coups de poing» médiatiques, parfois au sens propre, essaye de convaincre ses anciens camarades de soutenir Faurisson. Mais il fait aussi du porte-à-porte auprès de petits groupes 'ultragauches', peu critiques et crédules, prêts à se lancer tête baissée dans un activisme tous azimuts au nom de la

lutte contre le «mythe antifasciste» des camps nazis. Et donc proies faciles pour le 'gourou' Guillaume.

C'est ainsi que le micro-groupe «Pour une intervention communiste», qui publie la revue *Jeune Taupe* utilise, en octobre 1980, le terme de *«Religion de l'holocauste»* et apporte son petit caillou à l'édifice du négationnisme : «*Ce chiffre de six millions n'est certainement qu'une pure fantaisie (et il constitue même une quasi impossibilité matérielle) et* […] ***la volonté d'«extermination» qu'il recouvre est très discutable***». Après le sanglant attentat antisémite contre la synagogue de la rue Copernic (3 octobre 1980), la «Guerre sociale» et «Jeune Taupe», ainsi que d'autres groupes de sensibilité 'libertaire' [«Le Frondeur», «Commune de Kronstadt», «Amis du Potlach» (*sic*), etc.], avaient diffusé à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires un tract intitulé «Notre royaume est une prison» où l'on pouvait notamment lire : «***La* rumeur *des chambres à gaz,*** rumeur *officialisée par le Tribunal de Nuremberg, a permis d'éviter une critique réelle, profonde du nazisme...* ***Les déportés qui ne sont pas revenus sont morts du fait de la guerre***» [souligné par nous].

Après avoir soutenu de nouveau (en 1983) Faurisson dans la *Révolution sociale*, au point de vouloir l'«*aider pour faire face à tous* [ses] *frais de justice»*, les «jaunes-taupistes» battirent leur coulpe et réécrivirent en septembre 1987 l'histoire : «***En ce qui nous concerne, nous n'avons jamais été ni révisionnistes, ni compagnons de route du révisionnisme...*** ». C'était la voie du 'dénégationnisme' que Dauvé mit beaucoup plus de temps à emprunter, ne voulant pas toucher au mythe de son «invariance» personnelle, mythe qu'il reprenait du bordiguisme.

Or, de manière très significative, ce bordiguisme 'invariant', fantasmé par Dauvé, condamna très fermement, en octobre 1980, dans son organe *Le Prolétaire*, le négationnisme, estimant qu'on a toujours tendance à SOUS-ESTIMER les victimes de la barbarie capitaliste : «*Personne n'a besoin d'«inventer» des horreurs et* ***il est difficile d'«exagérer» : le capitalisme en produit beaucoup plus que l'imagination ne saurait le faire***. *Le tout est de savoir* ***quelle attitude*** *on a devant ces horreurs. (…) Peut-on répondre à [l']exploitation par la bourgeoisie de* ***ses propres crimes*** *en niant purement et simplement leur réalité ?* ***Non ! C'est débile*** *– dans tous les sens du terme.* […] ***Le prolétariat ne nie pas la réalité des tortures, massacres, exterminations, même s'il n'est pas seul à les subir,*** […] ***mais il montre leur cause réelle***».

Gilles Dauvé, ainsi que Jean-Pierre Carasso et Serge Quadruppani, mal à l'aise dans le soutien de Faurisson en qui ils voient un «huluberlu» «de l'autre bord», quittent alors la «Guerre sociale». Celle-ci publiera un faire-part nécrologique (encadré de noir), le premier avril 1985, précisant : «*Nous ne sommes ni morts ni enterrés*». Dominique Blanc reprendra le flambeau de la résurrection en 1991 dans l'éphémère (deux numéros) *Maintenant le communisme,* revue à laquelle collabore le négationniste Serge Thion mais aussi Pierre Guillaume (*Pierre Natan*).

Dauvé et Quadruppani, de leur côté, créent la revue *La Banquise* (1983-1986), ce qui leur valut le doux qualificatif de «pingouins». *La Banquise* marque une certaine rupture avec le faurissonnisme, mais en tapinois. Selon Quadruppani, en 1983, il «n'avait pas d'opinion sur les chambres à gaz», confessant naïvement que si «*quelqu'un* [Faurisson] *tape dessus, il ne doit pas avoir tout à fait tort*» (conférence de presse, 25 juin 1996). Pour un ancien de la «Guerre sociale», comme Bernard Ferry, la différence entre les deux revues était mince. Il s'agissait d'une «querelle entre faurissoniens» : d'un côté du ring, les «*intransigeants, intégristes* (*La Guerre sociale*)», de l'autre les «*critiques, méfiants, peu enthousiastes, mais en désaccord fondamental avec le révisionnisme*».

Dans un long texte intitulé, dans un style freudien, «Le roman de nos origines», Dauvé se livre (au printemps 1983) à un règlement de compte contre l''ultra-gauche' 'bordiguiste', 'situationniste' et 'conseilliste' en «décomposition» : «*Au lieu de définir la 'dictature du prolétariat' à partir de la communisation,* [Bordiga] *enferme celle-ci dans une dictature politique qui en fait d'abord une question de pouvoir* […] *La gauche italienne* […] *a compris la nature du communisme mais a privé le prolétaire de sa mise en œuvre pour la confier à un parti gardien des principes, chargé de l'imposer par la force*». […] *l'IS secoua l'ultra-gauche. Mais sa théorie du spectacle la conduisit dans une impasse : celle du conseillisme… l'IS avait contribué comme*



[Bordiga] à la synthèse révolutionnaire qui s'ébauchait vers 1968». Mais «*chacun fut désormais à la 'recherche' du groupe particulier où il trouverait ses racines 'naturelles' (féminisme, régionalisme, identité homosexuelle, etc.). Toutes les idéologies furent revitalisées, le léninisme comme l'anarchisme*».

Mais Dauvé ne manque aussi aucune occasion – dans ce style inimitable d'adolescent péri-situationniste (mais 'nourri' de La Rochefoucauld et de Chamfort…) – d'enfiler d'autres «perles», dures à 'avaler' : «***Le camp nazi figure l'enfer d'un monde dont le paradis est le supermarché.*** […] *L'homme moderne juge particulièrement horrible et barbare le numéro tatoué sur le bras des déportés.* ***Il est pourtant plus facile de s'arracher un lambeau de peau que de détruire un ordinateur.*** […]».

Dauvé avec Quadruppani quittent *La Banquise* et créent l'antonyme : *Le Brise-glace* (1988-1990), plutôt libertaire. Quadruppani, après sa rupture avec Dauvé, publiera la revue satirique libertaire *Mordicus* (1990-1994). En 1997, il s'engagea dans la mouvance «antifasciste radicale», en publiant des articles dans la revue *No pasaran*.

Un an auparavant, en 1996, Dauvé et Quadruppani étaient contraints de revenir sur leur passé, mais ès qualité d'auteurs de «polars». Dauvé vit son manuscrit refusé – sur intervention du romancier (venant du PCF) Didier Daeninckx – par les éditions «La Baleine». Tous deux étaient accusés d'être aussi bien des «crapules négationnistes» que des «pédophiles», tout comme, par la suite, Gilles Perrault qui publiait quelques mois plus tard le livre *Libertaires et «ultra-gauche» contre le négationnisme* (1996). Gilles Perrault fut accusé par Daeninckx d'être un «agent de la DST», et un «homosexuel»…

Dauvé, dans ce dernier livre, dut dresser un bilan de la «galère faurissonienne» et décrire (en citant élogieusement Pierre Vidal-Naquet) le mécanisme infernal du négationnisme : «*Le révisionnisme consiste à récuser chaque preuve proposée du génocide, à en exiger chaque fois une nouvelle, au point de dissoudre morceau par morceau la réalité de l'extermination : il ne vise en effet pas autre chose que cela*». Cette juste description du mode opératoire utilisé pourrait aussi bien s'appliquer aux théories du complot, autre forme de négationnisme...

Certains de ses anciens amis, comme Bernard Ferry, soulignèrent, néanmoins, le «*jésuitisme écœurant*» (et tardif) de Dauvé, dû tant à la faiblesse de son caractère qu'au caractère nébuleux de son «idéologie» : «*Gilles Dauvé aurait tout simplement reconnu qu'il s'était fourvoyé dans ce guêpier par ignorance, par aveuglement idéologique ou tout simplement par amitié avec Pierre Guillaume, personne n'aurait trouvé à y redire… Dauvé vient d'inventer une nouvelle variante au négationnisme : le dénégationnisme. Au sens freudien du terme*».

D'autres 'ultragauches', comme «Échanges et mouvement» (ex-ICO) d'Henri Simon, ont été encore plus durs envers Dauvé et ses anciens compagnons d'armes ès faurissonnisme («Jeune Taupe») : «*Le fil conducteur, à mon avis, dans ce cercle d'intellectuels, c'est le besoin d'activisme 'révolutionnaire' et de trouver un thème porteur de cet activisme.* […] *Faute de 'sujet' de lutte au début des années 80, ils se lancèrent dans cette défense de Faurisson dans un combat contre la 'pensée unique' politiquement dominante autour de la Résistance, pour la 'liberté d'expression'.* […] *Ce fut la base d'une dérive dont certains – dont Dauvé, S. – se retirèrent quand ils comprirent que* 'ça sentait mauvais' *(clairvoyance politique? …). Aucun des protagonistes suscités n'a jamais tiré vraiment la leçon de cette dérive. Au contraire, les rares fois où j'ai tenté directement de l'expliquer par leur conception 'révolutionnaire' d'activiste, les réactions furent très violentes et de rupture*».

Dauvé a mis fin, à la fin des années 1990, à sa propre «errance», à son «activisme» idéologique dilettante, riche en provocations adolescentes, «guéri» – semble-t-il – de la «*maladie infantile*» du «mouvement communiste». Avec Karl Nesic et d'autres, il a animé le site web *Troploin*, publiant des articles sur le déclin du double modèle capitaliste d'État et keynésien d'accumulation.

Dans le domaine de l'actualité à caractère historique, comme le 11 septembre 2001, son analyse – mais aussi celle de Karl Nesic (1945-2016) et Jean-Pierre Carasso (1942-2016)[781] – demeure floue. Proclamant que «*la troisième guerre mondiale n'est pas pour aujourd'hui mais pour après-demain*», il estimait, à l'époque, que «*l'islamisme lui-même connaît un net déclin en tant que projet historique*».

Critiquant le sens de la lutte «révolutionnaire» kurde, associant drapeau rouge et nation, en 2014-2015, il a critiqué toute comparaison déplacée avec l'Espagne révolutionnaire de 1936.

En collaboration avec Karl Nesic, Gilles Dauvé a porté l'essentiel de sa réflexion sur la «communisation», une 'non-utopie' inéluctable qui s'opérerait dès le premier jour comme 'insurrection créative', sautant l'étape de la 'période de transition' : «*La 'Communisation' c'est quelque chose de tout à fait direct, c'est une révolution qui commence à changer immédiatement les relations sociales. Elle s'étendra sur des années, probablement des décennies, mais dès le premier jour elle commencera par supprimer le travail salarié, le profit, la productivité, la propriété privée, les classes, les États, la domination masculine, etc. Il n'y aurait pas de 'période de transition' dans le sens marxiste du terme, pas de période où 'les producteurs associés' continuent de favoriser la croissance économique pour créer les bases industrielles d'un nouveau monde. Communisation veut dire : insurrection créative qui impulserait le communisme, non ses prémices*».

Gilles Dauvé, auteur d'un roman (*La Fileuse*, 1988), est traducteur de l'anglais (en collaboration) : Franz Neumann : *Béhémoth. Structure et pratique du national-socialisme 1933-1945* et Edward P. Thompson : *La formation de la classe ouvrière anglaise*.

Sources : Jean Barrot : «Révolutionnaire ? Notes sur la subversion» et «Nouvelles du front», *Le Mouvement communiste* n° 4, mai 1973. – «La guerre civile en Espagne 1973. Violence et mouvement social», *Le Mouvement communiste* n° 6, oct. 1973. – Pour une intervention communiste (PIC), «L'Affaire Puig Antig. Certains se démasquent», *Jeune Taupe* n° 1, février 1974. – Chardin, «À propos de la brochure de Jean Barrot : *Violence et solidarité révolutionnaire. – Les procès des communistes de Barcelone*», *Révolution internationale* n° 15, mai 1975. – Gilles Dauvé, «De l'exploitation dans les camps à l'exploitation des camps», *La Guerre sociale* n° 3, juin 1979. – «Faurisson, Holocauste et les chambres à gaz», *Jeune Taupe* n° 28, oct.-nov. 1979, p. 17-19. – [Martin Axelrad] «Anti-Antifascisme infantile», *Le Prolétaire* n° 322, 31 oct.–13 nov. 1980, p. 3. – «Qui est le juif ?», *Jeune Taupe* n° 31, avril-mai 1980. – «Dossier sionisme-fascisme. Correspondance Faurisson-Jean Daniel», *Jeune Taupe* nº 34, nov.-déc. 1980. – Dauvé (et Quadruppani), *La Banquise* n° 1, printemps 1983, p. 23-31; et «L'horreur est humaine», p. 23-31. Dauvé (et Quadruppani), «Le Roman de nos origines», *La Banquise* n° 2, 1983, p. 3-60. – Louis Janover, *Nuit et brouillard du révisionnisme*, Paris-Méditerranée, 1996. – Florent Brayard, *Comment l'idée vint à M. Rassinier : naissance du révisionnisme*, Paris, Fayard, 1996 [préface : Pierre Vidal-Naquet]. – Gilles Dauvé, «Bilan et contre-bilan», in *Libertaires et «ultra-gauche» contre le négationnisme,* Paris, Réflex, 1996 [Préface de Gilles Perrault]. – Alain Bihr, «Les mésaventures du sectarisme révolutionnaire», in *Négationnistes : les chiffonniers de l'histoire*, Golias/Syllepse, 1997. – Didier Daeninckx, *Le jeune poulpe contre la vieille taupe*, Bérénice/Valmont, 1997; *Le Goût de la vérité*, Verdier, 1997 – Valérie Igounet, *Histoire du négationnisme en France*, Seuil, Paris, mars 2000. – Sergi Rosés Cordovilla, *El MIL: una historia política*, alikornio ediciones, Barcelone, 2002. – Christophe Bourseiller, *Histoire générale de l'ultra-gauche*, Denoël, 2003. – Pierre Vidal-Naquet, *Les Assassins de la mémoire. «Un Eichmann de papier», et autres essais sur le révisionnisme* [1985], Seuil, 2005. – Guy Dardel, *Le martyr imaginaire*, No Pasaran, 2005. – Fabrizio Bernardi, Dino Erba et Antonio Pagliarone, *Gilles Dauvé* [Jean Barrot]. Le Roman de nos origines. *Alle origini della critica radicale,* Quaderni di Pagine Marxiste, Milan, 2010. – François Cerruti, *D'Alger à Mai 68. Mes années de révolution*, Spartacus, Paris, 2010 [Avant-propos de Mohammed Harbi]. – Michel Dreyfus, *L'antisémitisme à gauche, histoire d'un paradoxe*, La Découverte, 2011. – Valérie Igounet, *Robert Faurisson, portrait d'un négationniste*, Denoël, 2012. – Collection digitalisée des revues : *Jeune Taupe* (1974-1981), *La Guerre sociale* (1977-1985), *Le Frondeur* (1980-1982), *La Banquise* (1983-1986), *Le Brise-Glace* (1988-1990), *Mordicus* (1990-1994), sur le site autonomies : http://archivesautonomies.org/. Lettre d'Henri Simon à l'auteur, 8 nov. 2015. – Biographie de Didier Fernand Daeninckx, par Hugues Lenoir, *Dictionnaire des Anarchistes*, site Maitron : http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article154898 (30 avril 2014).

Œuvre : Jean Barrot : «Le 'renégat' Kautsky et son disciple Lénine», in Karl Kautsky, *Les trois sources du marxisme. L'œuvre historique de Marx*, Spartacus, mai 1969, p. 57-64 [revu et publié en brochure par la Vieille Taupe, en avril 1970]. – «Sur l'idéologie ultragauche», *Informations et correspondance ouvrières* n° 84, août 1969, p. 28-37. – *Communisme et question russe*, La Tête de feuilles, 1972. – *Le Mouvement communiste*, Champ Libre, 1972. – «Les révolutionnaires et le Front populaire», in *La légende de la gauche au pouvoir. Le Front populaire*, La Tête de Feuilles, 1973; [& François Martin (*alias* de François Cerutti)], *Eclipse and Reemergence of the Communist Movement*, Black & Red Press, Detroit (Michigan), 1974; *Violence et solidarité révolutionnaire. Les procès des communistes de Barcelone*, Éd. de l'Oubli, 1974; *Pour une critique de l'idéologie antimilitariste*, Éditions de l'Oubli, 1975; (& Denis Authier), *La Gauche communiste en Allemagne, 1917-1921*, Payot, 1976. – *Bilan, Contre-révolution en Espagne 1936-1939*, Paris, U.G.E. 10/18, 1979. – *Banlieue molle*, HB Éditions, 1997. – *Quand meurent les Insurrections*, ADEL, Montréal, 1999. – Denis Authier et Gilles Dauvé, *Ni parlement, ni syndicats : Les conseils ouvriers!*, Les Nuits rouges, 2003. – Karl Necic et Gilles Dauvé, *Au-delà de la démocratie*, L'Harmattan, 2009. – Dauvé & Nesic, *Communisation*, troploin, Compiègne, 2011. – Gilles Dauvé, *From crisis to communisation*, PM Press, oct. 2015. – Site trop loin (http://www.troploin.fr/) : «Communisation», 2011; (avec T.L.), «Kurdistan ?», 2015. – Réseau 'No pasaran' : http://nopasaran.samizdat.net/?page=sommaire

[781] À Jean-Pierre Carasso, récemment disparu, grand traducteur devant l'Éternel, est associé son livre *La Rumeur irlandaise*, Champ libre, 1970, où il démolissait le nationalisme antiprolétarien de l'IRA.



Gaston Davoust (*Henry Chazé*), gérant de *Bilan* de 1933 à 1936; ici en 1946,
Secrétaire du Bureau international du PC Internationaliste d'Italie.

DAVOUST (Gaston, Emile), dit HENRY CHAZÉ (lieu de sa naissance), ingénieur : né le 23 février 1904 à Chazé-Henry (Maine-et-Loire), Gaston Davoust était le fils d'un père cheminot et d'une mère culottière-giletière, il s'immergea très jeune dans la marmite bouillonnante de la politique. À l'âge de 9 ans, en juillet 1913, il assista avec son frère, son père et sa mère à un meeting, où Jaurès dont il «ne voyait de son visage que sa barbe qui s'agitait» tonnait contre la guerre, un meeting où les gardes à cheval chargèrent les pacifiques manifestants.

Dès l'âge de treize ans, il fut de toutes les manifestations d'opposition au capitalisme. À 15 ans, il fut renvoyé de l'école Jean-Baptiste-Say, à Paris-16e, pour propagande révolutionnaire. Quand il devint élève-ingénieur au Conservatoire national des Arts et métiers (CNAM) de Paris, il s'orienta naturellement dans le sens de la constitution d'une structure présyndicale de ce milieu jusqu'alors inorganisé. Il participa à la création de l'Union générale des élèves techniciens puis de l'Union générale des élèves-enseignants. De cette époque datèrent à la fois ses contacts avec l'Union syndicale des techniciens, ingénieurs, cadres et assimilés (USTICA), créée en mars 1919, dont il devint plus tard un responsable, et son engagement au Parti communiste.

Durant son service militaire, qu'il accomplit après avoir obtenu son diplôme d'ingénieur en 1925, il mit en pratique les mots d'ordre antimilitaristes du PC en retardant de plusieurs heures une escadre. Il était en liaison avec Raymond Guyot, responsable des activités antimilitaristes des JC qu'il rencontra le 3 avril 1926 à Paris. Revenu à Brest avec du matériel de propagande, Davoust reçut le 10 avril la visite de la police dans la chambre qu'il avait louée en ville. La perquisition permit la saisie de lettres à des journalistes communistes américains, de cours de l'école de Bobigny et de brochures. L'armée lui infligea quatre-vingt-dix jours de prison et le garda pendant deux mois supplémentaires.

Devenu ingénieur aux aciéries d'Hirson (Aisne), ses liens avec l'USTICA se relâchèrent. Celle-ci, de tendance social-démocrate, devint en décembre 1928 l'UST (Union des Syndicats de Techniciens), enfin, en 1932, l'USTEI (Union des Syndicats de Techniciens et d'Employés de l'Industrie). Davoust milita alors activement au PC et à la Fédération sportive du travail à laquelle il appartenait depuis 1918. Il collaborait au journal de la Région Nord-Est du PCF : *L'Exploité*. De retour dans la région parisienne, en 1928, il devint chimiste de production chez Pathé puis, de 1928 à 1932, secrétaire appointé de l'USTE. Sensibilisé aux luttes internes du PC, il eut l'occasion de lire *L'Unité léniniste* dirigée par Albert Treint dont il refusa d'ailleurs de voter l'exclusion. Il devint, peu à peu, plus critique vis-à-vis de la ligne officielle du Parti et, militant dans le 15e rayon (Puteaux, Suresnes, Nanterre, Courbevoie) et membre de son bureau, il organisa un groupe d'oppositionnels qui fut finalement exclu en août 1932.

Gaston Davoust, à la tête des opposants, essaya de se faire entendre à la conférence du rayon le 30 octobre avant de voir son exclusion confirmée. Le groupe dit de la banlieue ouest tenta alors un regroupement qui donna naissance, en avril 1933, à la Fraction de la gauche communiste. De cette organisation et d'une scission de la Ligue communiste naquit, en novembre, l'Union communiste dirigée par lui-même, Lastérade de Chavigny et Szajko Schönberg. Il fut le responsable légal de *L'Internationale*, son organe mensuel, et de la revue *Bilan*, organe de la fraction italienne de la gauche communiste depuis 1933.



Parallèlement à cette évolution politique, Gaston Davoust milita activement sur le plan syndical. Alors qu'il était licencié de chez Pathé, à la fin de 1929, il devint secrétaire administratif et trésorier permanent de l'USTICA pour une période de trois ans. À cette époque l'Union rompit avec la Confédération des travailleurs intellectuels et adhéra, en 1936, à la CGT réunifiée, se transformant en Fédération des techniciens. Bien qu'ayant quitté, en 1932, son poste de permanent, Gaston Davoust resta membre de la commission exécutive fédérale jusqu'à la guerre. Il entretint avec Alfred Bardin une action oppositionnelle et participa notamment aux tentatives de regroupement des oppositions syndicales autour des journaux *L'Avant-garde syndicale*, en 1935, et *Le Réveil syndicaliste*, en 1937. Durant cette période fortement marquée par la guerre d'Espagne, Gaston Davoust eut des relations avec la CNT anarchiste et se rendit plusieurs fois à Barcelone.

Arrêté pendant l'Occupation, il séjourna, du 10 octobre 1941 au 19 avril 1943, aux prisons de Fresnes et d'Angers, puis, du 21 avril au 8 mai 1943, aux camps de Royallieu et de Compiègne. Le 10 mai 1943, il entrait au camp de concentration d'Oranienburg-Sachsenhausen (matricule 66.373, commando Heinkel, usine d'aviation), à 30 km au nord de Berlin. Le camp fut évacué vers l'ouest le 21 avril 1945. Au cours de cette «marche de la mort» de deux cents kilomètres, qui prit fin le 30 avril à l'orée d'un bois, une importante proportion des quelque 30.000 détenus avaient trouvé la mort, environ 30 p. 100.

Gaston Davoust fut évacué dans un car britannique et gagna, en plusieurs étapes, la frontière hollandaise. Un train conduisit au centre d'accueil d'Arras. Le 24 mai 1945, il arriva à Paris dans un état d'épuisement extrême : il pesait alors seulement 39 kilos. Durant les mois suivants, il fut accueilli par son frère au Mans, puis par des camarades de différentes régions afin de se rétablir de la terrible épreuve à laquelle il avait échappé. Durant les premières semaines, il ne put que manger et dormir, reprenant trois kilos par semaine, puis, petit à petit, il retrouva des forces et reprit des activités physiques. Auprès de ses amis, il était avide de savoir ce qui s'était passé durant ses années d'emprisonnement et de déportation. Il s'intéressait particulièrement aux «maquis révolutionnaires» car lui-même avait un moment envisagé de les rejoindre avant son arrestation, étant «contre le chauvinisme et la collaboration de classe de la «Résistance».

Il passa aussi plusieurs semaines chez Josep et Teresa Rebull, des militants de la gauche du POUM. Il se rendit ensuite à Besançon chez Marcel Ducret, ancien communiste d'opposition de la fédération communiste indépendante de l'Est. Celui-ci, après avoir participé au mouvement de résistance «Libération», dirigeait alors l'hebdomadaire *Franche-Comté Libération* où il avait ouvert une rubrique de discussion sur « la responsabilité du peuple allemand dans les crimes nazis». À sa demande, Gaston Davoust y publia en octobre-novembre 1945, sur trois numéros, un article intitulé : «Le crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il co-responsable ? » Il écrivait : «*En ce qui concerne les crimes nazis, il faut se rappeler que si Hitler a pu prendre le pouvoir, c'est parce qu'il était l'homme des Krupp et autres magnats allemands, parce que sa démagogie nationaliste et sociale a pu tromper une partie de la population qui souffrait du marasme économique issu des conséquences du traité de Versailles et de la crise mondiale, parce qu'Hitler fut soutenu par les capitalistes étrangers, français compris, qui voyaient en lui l'homme capable de mâter le prolétariat allemand et européen, parce que les dirigeants des organisations ouvrières, politiques et syndicales, trahirent les travailleurs qui avaient confiance en eux pour diriger la lutte contre la peste brune. Dans ces conditions, peut-on rendre responsable le peuple allemand en général ? Évidemment, non.*»

Matériellement, Gaston Davoust devait retrouver du travail pour reprendre son activité politique. Après une tentative infructueuse chez Citroën, il fut embauché en janvier 1946 à la MIOM (Manufacture d'Isolants et Objets Moulés), une usine de moulage de matières plastiques de Vitry où il resta durant sept ans. Mais, à la fin de l'année 1952, il fut licencié. Avec sa compagne, il décida alors de quitter la région parisienne et de trouver un point de chute sous des cieux plus cléments. En novembre 1953, il acheta une maison abandonnée dans le hameau de Bergerette (Commune de Grasse, Alpes-Maritimes) qu'il commença à aménager pour la rendre habitable. En attendant, durant une année, il prit en gérance un petit restaurant pour routiers, sis boulevard de la Madeleine à Nice, puis il travailla quelque temps aux « Plastiques Français », toujours à Nice,

avant son rachat par la MIOM. Il avait aussi entrepris des démarches pour obtenir une pension de « déporté politique » qu'il finit par obtenir avec un taux d'invalidité de 85 % malgré les lenteurs administratives. Il faut noter à cet égard que, malgré ses difficultés financières, il refusa le statut de «déporté résistant», beaucoup plus avantageux, jusqu'à ce que les deux soient alignés à la fin de sa vie.

Alors que Jean Lastérade de Chavigny souhaitait reconstruire l'Union communiste, Gaston Davoust préféra y renoncer car seule une infime partie de ses effectifs d'avant 1939 aurait répondu présent.

Il opta pour l'organisation bordiguiste française officielle, la Fraction française de la gauche communiste internationaliste (FFGCI) où il retrouva les bordiguistes parisiens passés à l'Union communiste de 1936 à 1939. Pour lui, « l'essentiel était que cette organisation [...] considérait la société russe comme 'capitalisme d'État'». Il refusa tout travail en commun avec le groupe rival, la Gauche communiste de France de Marc Chirik et Robert Salama. Dans une lettre à Guy Sabatier de 1975, il exprimait une vive méfiance personnelle à l'égard de ce qui lui apparaissait comme un nouveau prurit sectaire : «*Je connaissais Marc Chirik depuis 1928, mais il fallait qu'il soit toujours le* number one *voué à la secte*».

Il donna quelques articles au journal de la Fraction, *L'Étincelle*, puis *L'Internationaliste*. Son état de santé étant précaire, il se chargea surtout de la correspondance internationale du groupe. Parmi les individus et organisations avec lesquels il entretiendra des contacts plus ou moins suivis, il faut mentionner pour l'immédiat après-guerre : pour l'Angleterre, Guy Aldred, Marie-Louise Berneri, The Anarchist Federation of Great-Britain et Freedom Press; pour l'Amérique du Nord, *Labor Views* (Chicago), la Leninist League de Marlen [pseudonyme de George Spiro (1892-1981)], Paul Mattick, *Politics*, la revue de Dwight Mac Donald, Ruth Fischer, le Socialist Party of Canada; pour l'Australie, le Workers' Litterature Bureau de Dawson à Melbourne; pour la Belgique, la Fraction belge de la Gauche communiste internationaliste, mais aussi le cercle d'Adhémar Hennaut; pour le Chili, l'anarcho-conseilliste Laín Diez; pour la Hollande, Henk Canne Meijer, Anton Pannekoek et le Spartacus-Bond de Stan Poppe et Cajo Brendel. Lors de son passage à SOB à partir de 1953, puis surtout dans les groupes ILO et ICO, après 1958, Davoust poursuivra assidûment ce travail de correspondance internationale.

Mais, à la suite d'une violente polémique sur la nature du régime social de l'URSS et la question de la démocratie ouvrière, la majorité de la FFGCI, se rapprocha puis adhéra à SouB. Davoust comme Lastérade refusèrent d'y militer. En 1955, Davoust rencontra Henri Simon à Grasse. Ils allaient devenir, l'expression d'une minorité de SouB qui refusait la conception majoritaire de l'organisation, mal «décrottée du trotskysme», selon eux, et se réclamait de l'expérience du communisme de conseils germano-hollandais.

Lors de la crise du groupe, en 1958, Davoust se retrouva logiquement parmi ceux qui le quittèrent pour ILO (Information et liaisons ouvrières), devenues ICO (Informations correspondance ouvrières). À partir de janvier 1960 (*ILO*, n° 18), Gaston Davoust assura des années durant la rubrique des «notes de lecture».

Malgré son éloignement de Paris, où se déroulait l'essentiel des activités de SouB, puis ICO, Davoust était tenu en permanence informé de la vie de ces groupes par de nombreuses lettres, en particulier celles d'Henri Simon. Il recevait aussi régulièrement lettres et journaux de correspondants étrangers, comme, par exemple, Pierre Lanneret aux États-Unis, les groupes conseillistes hollandais (Spartacusbond, Daad en Gedachte), des amis australiens, etc. Tout au long de l'année, Gaston Davoust recevait des visiteurs venus en voisins de Nice et des environs (ses vieux amis suisses Pavel et Clara Thalmann, Louis et Nicole Évrard, Raymond Hirzel, etc.) ou de Marseille (Nicole et Robert Camoin, Roland Simon).



Davoust entretenait aussi des contacts, sans préjugé aucun, avec de jeunes militants de la région ouverts à la discussion sur une base de classe et désireux de profiter de son expérience et de sa culture, qu'ils soient anarchistes, PSU ou trotskystes JCR. Avant 1968, il voyait régulièrement un groupe d'étudiants trotskistes de Cannes qui publiaient un bulletin intitulé *La Méthode*. Durant l'été de nombreux visiteurs passaient à Bergerette, notamment ses amis parisiens d'ICO comme Henri Simon ou Claude Lastérade de Chavigny, le fils de Jean. Il reçut la visite d'historiens du mouvement ouvrier (Pierre Broué, Jacqueline Pluet, Jean Rabaut), de Jean Malaquais, et même d'Herbert Marcuse, installé aux USA.

En 1968, les événements de mai en France et d'août en Tchécoslovaquie avaient ébranlé le PCF et les bureaucraties syndicales tout comme «le mythe de l'URSS», attestant de la reprise de luttes ouvrières radicales à l'Est comme à l'Ouest. Il analysait pour l'un de ses correspondants la manière dont il fallait désormais se définir comme communiste de conseil : «*Ce qu'il faut montrer aux jeunes intéressés de nos jours, c'est comment les opinions de Pannekoek sur la lutte ouvrière se sont formées sous l'influence directe de cette lutte elle-même, comment pour lui «la théorie» n'a jamais été «un programme que la réalité devait suivre», mais au contraire une analyse profonde de cette réalité à l'aide de la méthode de Marx – pour la mieux comprendre – et comment par conséquent, les résultats d'une telle analyse ont été différents selon la période dans laquelle elle fut faite et selon les formes de la lutte que les travailleurs adoptaient...* » [Lettre à Robert Camoin, 26 novembre 1968].

Parallèlement à ICO, Gaston Davoust collabora activement aux *Cahiers du communisme de conseils* (Marseille) animés par Robert Camoin (1969–1972, 12 numéros), ancien anarchiste qui plus tard adhéra à différents groupes d'obédience «léniniste». Dans cette période, il était partisan de créer autour d'ICO une fédération de groupes communistes de conseils et s'opposait aussi bien à la pure contestation prosituationniste qu'à l'adhésion au groupe «Révolution internationale» de Marc Chirik, jugé «léniniste à 120 %» (*sic*).

Après la fin d'ICO, il suivit les efforts d'Henri Simon et du réseau «Échanges et mouvement» qui ne rencontraient que peu d'échos en France. À partir de 1975, il entra en contact avec le groupe « Pour une intervention communiste » qui publiait la revue *Jeune Taupe* dont il se sentait proche et qu'il aida de son mieux, y compris financièrement. La revue republia plusieurs articles – ou extraits d'articles – tirés de *L'Internationale*, le journal de l'Union communiste d'avant-guerre, sur le Front populaire, l'Espagne, etc., et de *L'Internationaliste* (FFGCI), ainsi que celui de *Franche-Comté Libération* sur les camps nazis. En 1979, les Cahiers Spartacus publièrent *Chronique de la révolution espagnole 1936–1939*, un recueil de ses articles dans *L'Internationale* et il revint longuement dans sa préface sur le bilan qu'il tirait de ces dramatiques événements. De la même manière, il avait en projet une *Histoire de l'Union communiste* qu'il ne put mener à bien.

À la demande de Jean Maitron, il écrivit son autobiographie (1980-1981), manuscrit qui fut publié par son vieil ami Henri Simon d'«Échanges et Mouvement» en mars 2004.

Atteint d'une gangrène de la jambe droite, il décéda à Grasse le 28 septembre 1984. Ses cendres ont été dispersées dans sa vigne de Bergerette.

Œuvre : Gaston Davoust, *Le crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il co-responsable*, Franche-Comté Libération, 1945. – H. Chazé, *Chronique de la Révolution espagnole. Union communiste 1933–1939*, Spartacus–René Lefeuvre, 1979. – Militantisme et responsabilité, *Échanges et mouvement*, Paris 2004. Présentation d'Henri Simon.

Sources : *La Vérité*, 15 août, 22 sept. et 15 déc. 1932. – *L'Internationale*, 1933–1936. – Jean Rabaut, *Tout est possible !*, Paris, 1974. – Guy Sabatier, «Gaston Davoust ou le refus de parvenir», *Les Animaux de la Ferme*, brochure n° 3 de *Révolution sociale*, 1986. – Robert Camoin, G. *Davoust (H. Chazé) et la Gauche communiste internationaliste (1904–1984)*, postface de Guy Sabatier, Paris, hors commerce, Vincennes, juillet 1992 (sur ce travail, cf. *Échanges*, n° 75, février-mai, n° 76, juin-décembre 1993). – Philippe Gottraux, *«Socialisme ou Barbarie». Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot, 1997. – Lettres de Robert Camoin, Guy Sabatier, Henri Simon, Roland Simon (*Théorie communiste*). – Correspondance Gaston Davoust–Robert Camoin (1968–1984). – Correspondance entre Gaston Davoust et Guy Sabatier (1975–1984), Institut international d'histoire sociale (IISG), Amsterdam, Guy Sabatier Papers : http://search.socialhistory.org/Record/ARCH03335/ArchiveContentList

DE CARO (Carmine), arpenteur : né à Castel San Giorgio (Salerne, Campanie) le 23 septembre 1895, déploya en 1918 une activité antimilitariste. Adhérent du PCd'Italie en 1921, il fut très tôt



en étroit contact avec Bordiga. Il fut arrêté en 1925, condamné à la relégation en 1926, mais put se réfugier en France, où il participa à la fondation de la Fraction italienne de la gauche communiste à Pantin, en avril 1928. Il fut pendant deux ans l'un des principaux rédacteurs du journal *Prometeo* à Bruxelles.

Rentré en Italie en 1930, il est arrêté à la frontière et envoyé à Ponza. Il fut libéré en 1938, en complet état de délabrement physique. Il mourut de tuberculose à l'hôpital de Mercato San Severino (Salerne) le 30 août 1939. Son nom avait déjà été donné à une rue de sa commune de naissance, lorsqu'une délibération de la junte municipale l'attribua à une salle du conseil en 2009.

Sources : ACS CPC, busta 1645, busta 3724 («Componenti la Frazione di sinistra del PCI», 22 déc. 1929). – Fausto Bucci, Simonetta Carolini, Andrea Tozzi et Rodolfo Bugiani, *Gli antifascisti grossetani nella guerra civile spagnola*, La Ginestra, Follonica, 2000. – Commune di Castel San Giorgio, Deliberazione di giunta municipale n° 95, 18 juin 2009 : http://www.comune.castelsangiorgio.sa.it/allegati/2854.pdf.

DEHAN (Philippe), dit PHILIPPE : né à Paris en 1924, il semble avoir rejoint la Gauche communiste de France vers 1944-1945, après avoir sympathisé avec le trotskysme. Marié un temps à Rose Chirik, la fille de Marc Chirik, il fut un prolifique rédacteur de la revue *Internationalisme*, organe de la GCF, sous le nom de plume de *Philippe*. Il fut chargé par son groupe, en partie avec Robert Salama, de faire dans cette revue en 1947-1948 une critique très «léniniste» dans son orientation du livre d'Anton Pannekoek *Lénine philosophe*.

Il quitta vers 1950 le groupe «Internationalisme» de plus en plus séduit par les positions «antistaliniennes» de la social-démocratie. Il adhéra alors à la SFIO (Parti socialiste) de Guy Mollet et fut délégué fédéral à la propagande de ce parti de 1956 à 1959. Il continua son odyssée dans le Parti socialiste de François Mitterrand. Dans les années 1970 et 1980, il collabora (une seule fois) aux *Cahiers de marxologie* de Maximilien Rubel, et régulièrement à la «revue universitaire de recherche socialiste» *L'Ours* de 1973 à 1984.

Il a légué à l'O.U.R.S. un fonds composé de la revue *Bilan*, de bulletins de la GCF et de documents concernant son activité de permanent dans la SFIO.

Sources : L'Office universitaire de recherche socialiste (O.U.R.S.), Fonds Philippe Dehan (1930-1959), 12, cité Malesherbes, 75009 Paris. – Anton Pannekoek (John Harper), *Lénine philosophe*, introduction, postface et notes de Ph. Bourrinet (à paraître, 2016).

Œuvre : (*Philippe*), *Internationalisme* : n° 5, juillet 1945, «Le problème du Moyen-Orient»; n° 15, nov. 1946, «Le lucanisme en France» ; n° 18, février 1947, «La question espagnole et la Fraction belge»; n° 27, 15 octobre 1947, «Perspective de guerre dans la situation internationale»; n° 30, 15 janvier 1948, «Le marxisme et la guerre impérialiste»; n° 30 à 33, janvier-avril 1948, «Politique et philosophie de Lénine à Harper» ou une critique de l'œuvre de Harper «Lénine philosophe»; n° 36, juillet 1948, «Les bases sociales, économiques et historiques de l'État capitaliste et les conditions de son évolution politique»; n° 37, sept. 1948 «Petits aspects d'un grand problème»; n° 40, déc. 1948, «Wallace et la paix». – Philippe Déhan : «Engels fondateur?», *Études de marxologie*, janv.–fév. 1978, p. 217-238. – *L'O.U.R.S.* : n° 39, avril-mai 1973, «Nature et anthropologie chez Marx», p. 116-125; n° 139, mars 1983, «Le Jeune Marx et Épicure», p. 7-78; n° 152, juin-juillet 1984, «Marx et l'État»; n° 145, décembre 1983, «Quel syndicalisme?».



Mario de Leone, «Topo», vers 1933 (dessin à partir d'une photo)

DE LEONE (Mario), dit TOPO, ou TITO : né à Naples le 19 juillet 1889, adhère au PSI vers 1910, puis au PCd'I en 1921. Il doit se réfugier en mars 1922 en Autriche, puis en Allemagne, et finalement dans la région de Moscou, où il s'établit et gère une coopérative agricole. Il retrouve



Ersilio Ambrogi, Arnaldo Silva et Virgilio Verdaro. En juin 1925, comme la plupart des communistes italiens réfugiés en Russie, il soutient le Comité d'entente formé en Italie par Ottorino Perrone et d'autres pour soutenir l'opposition de Bordiga. De fin juin 1925 à fin octobre 1925, il put retourner à Naples pour raisons familiales et épouser Giuseppina Minieri.

De retour en URSS, il participa à la formation de la Fraction de gauche du PCR, subissant vexations et sanctions multiples.

Il quitte la Russie en novembre 1929, accompagné d'Alfredo Morelli (1897-1977) – sympathisant de la fraction bordiguiste et ami d'Ersilio Ambrogi. Il s'installe d'abord en Suisse, à Genève, où il fréquente le milieu révolutionnaire italien. Faute de permis de séjour, qui lui est refusé, il doit s'installer en France voisine, en 1930 à Annemasse–Ambilly où il tient un commerce d'épicier-laitier; puis à Marseille en 1932, où sa nouvelle activité de représentant en biscuits Savoy ne lui permet pas de sortir de ses difficultés matérielles. Il subit l'une des plus noires périodes de son existence, lorsque meurt en 1935 son épouse Giuseppina, et qu'il est contraint d'envoyer ses deux fils en bas âge chez leurs grands-parents à Naples.

En juillet 1936 il entre en dissidence devenant le principal porte-parole de la minorité. Il part pour Barcelone avec ses camarades de la minorité, qui s'engagent dans les milices du POUM et de la FAI-CNT. Son camarade de la minorité, le médecin Bernardino Fienga (*Dino*) prend en charge les services sanitaires du POUM.

Usé physiquement, il meurt soudainement d'un infarctus dans une chambre d'hôtel de Barcelone, le 5 novembre 1936.

Sources : ACS CPC, busta 1673. – Archives de police françaises, CARAN, Paris, sous-série F/7/14745, «Italiens en France», cartons nos 30 à 40 sur les antifascistes. – «El grupo de Barcelona de la fracción de la Izquierda comunista italiana: 'El camarada De Leone'», n° 87, 11 nov. 1936, in *La Batalla* (POUM, Barcelone). – «La morte improvvisa del compagno Di Leone», *Avanti!* n° 17, 15 nov. 1936. – «In memoria di Mario De Leone», *Prometeo* n° 139, 22 nov. 1936. – Anne Mettewie-Morelli, *Documenti inediti dal fondo di Ersilio Ambrogi (1922-1936)*, *Annali 1977*, Fondazione Giangiacomo Feltrinelli, Milan, 1977. – Fausto Bucci et Rossano Quiriconi (avec la collaboration de Claudio Carboncini), *La vittoria di Franco è la disfatta del proletariato… Mario De Leone e la rivoluzione spagnola*, La Ginestra-Comitato pro ex Ilva, Follonica, 1997. – Notice de Paolo Casciola, déc. 2014 : http://files.spazioweb.it/aruba27963/file/paolo_casciola_mario_de_leone_1889-1936.pdf



De Luca (Eugenio), communiste. Photo anthropométrique de la police fasciste, 1941.
Exécuté par deux partisans staliniens en novembre 1944.

DE LUCA (Eugenio), maçon, mineur : fils de Vittorio De Luca et de Maria Passudetti, né à Ampezzo (Udine, Frioul) le 10 décembre 1896. Ayant affronté physiquement les fascistes, il doit émigrer en Belgique en novembre 1921.

Sa vie est celle d'un prolétaire changeant constamment de lieu de travail et de pays, allant là où le travail l'appelle dans une Europe du Nord ravagée par la guerre. Il travaille à la fin de l'année 1921 dans le bassin charbonnier de Gilly (Charleroi) comme mineur, un bassin qui connaîtra plusieurs drames (comme celui des emmurés vivants en 1927). Puis il migre en 1922 à Marchienne-au-Pont (Charleroi – Hennaut) et au Luxembourg, où il travaille comme maçon dans les travaux publics. Il semble être revenu clandestinement en Italie et en être parti définitivement en 1925.



Il semble avoir adhéré vers 1929-1930 à la Fraction «bordiguiste», formée autour d'Ottorino Perrone et Virgilio Verdaro. Celle-ci possédait précisément une section importante à Marchienne-au-Pont, où il travailla aux côtés de Bruno Proserpio et d'autres militants ou sympathisants 'bordiguistes'. En 1930, il passe clandestinement en France, travaillant à Châlons-sur-Marne, puis sur la ligne Maginot en construction. En 1931, expulsé de Belgique, sans doute pour participation répétée à des grèves, il s'établit au Luxembourg, à Esch-sur-Alzette et Dudelange, où il travaille comme maçon. Puis il s'installe de nouveau en Belgique, vers 1932, à Forchies-la-Marche (Hainaut). En 1935 et 1936, la police fasciste, qui le «trace» depuis 1928, note sa présence à Bruxelles dans les réunions de la Fraction «bordiguiste».

Arrêté en janvier 1941 à Charleroi par la Gestapo, il est livré aux autorités italiennes. Interrogé, il déclare (pour cacher son véritable engagement politique) qu'il est «anarchiste» : «*Je ne reconnais aucun parti, aucun régime ni aucune loi d'État, mes convictions sont anarchistes*».

Le 27 mai 1941 la Commission provinciale fasciste d'Udine décidait sa relégation pour cinq ans à l'île de Ventotene, mais il fut libéré en août ou septembre 1943 après la chute de Mussolini. Retourné à Ampezzo, De Luca voulut s'engager dans le mouvement partisan, et constitua même au début de 1944 le Comité de Libération (CLN) local, qui tomba sous le contrôle de staliniens enrôlés dans la Brigade Garibaldi du Frioul. Ceux-ci décidèrent qu'il était un «élément nocif et désagrégateur», parce que – comme en témoigna sa compagne – «*il n'admettait pas que se commettent certaines actions, qu'il y ait des exécutions sommaires sans aucun procès régulier*».

Le 14 novembre 1944, il fut enlevé à son domicile par des partisans de la Brigade Garibaldi et forcé de monter dans une camionnette. Il fut exécuté sur une route boisée près de Fontanafredda di Socchieve. Pour des raisons mystérieuses, la fiche de la police fasciste note qu'il est mort le 28 juillet 1944.

La découverte de ses restes dans un trou à l'intérieur d'un bois à la fin de la guerre entraîna l'ouverture d'une enquête criminelle pour déterminer qui étaient les véritables responsables de l'assassinat.

Quelques années plus tard, s'ouvrit en novembre 1950 un procès d'assises à Udine, où étaient jugés trois partisans accusés d'avoir assassiné Eugenio De Luca, pourtant défini par *Il Messagiero Veneto* comme «un vieil élément antifasciste, émigré en France et en Belgique», connu pour son «rejet des méthodes violentes».

Ce procès tardif d'après-guerre levait un voile sur les «crimes dans les maquis» – dont avaient été victimes ailleurs (en France) Pietro Tresso et trois autres trotskystes fusillés le 27 octobre 1943 par des staliniens italiens et français, après leur évasion d'une prison vichyste.

L'enquête et un coup de théâtre au procès révélèrent qu'un «tribunal populaire» garibaldien avait décidé de liquider De Luca. Ce «tribunal» était dirigé par Mario Foschani (1912-1945), dit «Guerra», un stalinien réfugié en URSS en 1934, ancien brigadiste en Espagne, interné en France et en Italie, qui était devenu «commissaire politique» au Frioul et ne pouvait plus «témoigner», car tué en avril 1945. Les trois ou plutôt les deux assassins – Amilio Colussi, dit «Bois» suivait dans une voiture; Angelo Cucito, dit «Tredici» et Piero Liva, dit «Inglè» utilisèrent des mitraillettes – avaient «exécuté les ordres».

Suite à ce procès, le PCInt, dans son organe *Battaglia comunista*, exprima sa douleur immense «*d'avoir perdu pour toujours un lutteur comme De Luca que les internationalistes à l'extérieur connurent dans leurs rangs, ferme et tenace sur les positions de la Fraction de gauche, menant une lutte acharnée contre les centristes d'alors, les traîtres actuels du national-communisme*».

Le PCInt d'Onorato Damen, dénonçant la «farce du procès d'Udine», lançait «*un cri d'alarme afin que ne se répète plus jamais le fait que des militants comme Eugenio De Luca, certainement portés par une irrésistible volonté d'action et aveuglés dans leur capacité critique, se précipitent à la suite de millions de prolétaires*



dans le guet-apens tendu par l'ennemi de classe et tombent sous les balles et sur le terrain de l'ennemi. Que dans un dernier souffle de rébellion, ils ne coupent pas le fil de leur vie précieuse et que soit ainsi simultanément frappée l'idée qui est à la base de la victoire de classe : le parti».

En août 2013, un site néofasciste, portant le nom très transparent d'inilossum (Mussolini en verlan) (http://www.inilossum.it/) eut l'impudence de comptabiliser Eugenio De Luca parmi les «victimes du communisme» et donc de feue la République sociale italienne (RSI).

Sources : ACS CPC, busta 1709 (Eugenio De Luca). – ACS CPC 2133 (Mario Foschiani). – «Era stato un antifascista per la pelle eppur lo stesso è stato ucciso. Colpo di scena alle Assise con improvvisa incriminazione di uno dei principali testi», *Messaggero Veneto*, 24 nov. 1950. – «Il monito che sale dalla tragica fine di un militante», *Battaglia comunista* n° 24, 15-30 déc. 1950. – Giannino Angeli et Natalino Candotti, *Carnia Libera. La repubblica partigiana del Friuli (estate-autunno 1944)*, Udine, Del Bianco, 1971. – Pierre Broué, Raymond Vacheron et Alain Dugrand, *Meurtres au maquis*, Bernard Grasset, Paris, 1997. – Maurizio Antonioli, Giampietro Berti, Santi Fedele, Pasquale Iuso (éd.), *Dizionario biografico degli anarchici italiani*, BFS Edizioni, Pisa, 2003, vol. I, p. 516. – Roberto Gremmo, «Il comunista internazionalista Eugenio De Luca ucciso dai partigiani a Fontanafredda di Socchieve», in *Storia Ribelle* n° 34, Biella, hiver 2012/2013, p. 3256-3263.



Antonietta De Meo et Bordiga, Formia, vers 1964

DE MEO (Antonietta), épouse BORDIGA (Amadeo), née à Formia (Latina), décédée à Formia (Latina) le 11 décem bre 1994. Sœur d'Ortensia, elle épousa Amadeo Bordiga en 1965.

À la mort de ce dernier, elle se considéra comme la seule dépositaire des archives Bordiga qu'elle ne voulut pas confier à la Fondation Feltrinelli qui souhaitait en assurer le classement et la conservation.

Par disposition testamentaire, elle créa une fondation Amadeo Bordiga qui vit le jour à sa mort et fut reconnue légalement en 1998. Le centre d'archives et la bibliothèque se trouvent dans sa maison de Formia, 11, rue privée (*via privata*) Amadeo Bordiga.

Sources : interview d'Antonietta De Meo par le journaliste Bruno Miserendino, «Chiedo più rispetto per Amadeo», *L'Unità*, mardi 24 juillet 1990. – «Lutti», *Il programma comunista* n° 1, fin janvier 1995, p. 8.

DE MEO (Ortensia), épouse BORDIGA (Amadeo). Née à Formia (Latina), le 11 janvier 1883, institutrice. Déménageant à Naples, où elle enseigna, elle s'inscrivit au PSI en adoptant les positions les plus intransigeantes, au côté de sa sœur Anna, elle aussi institutrice, qui mourut très jeune en 1913. En 1912, elle contribue tout comme Amadeo Bordiga à la mise sur pied du «Circolo Carlo Marx», en s'investissant dans le travail en direction des femmes. Le 9 janvier 1914, elle épousa Amadeo Bordiga dont elle partagea désormais toute l'activité politique. Le couple eut deux enfants, une fille Alma (née en 1915), qui devint médecin, et Oreste (né en 1917).

En juin-juillet 1920, elle participa au II[e] congrès du Komintern et refusa ostensiblement de serrer la main de Marcel Cachin. Son intransigeance contre l'opportunisme lui valut le qualificatif de Sylvia Pankhurst italienne.

En janvier 1921, elle fit partie du comité central du PC d'Italie. Avec Camila Ravera (1889-1988), Rita Montagnana (1895-1979), elle dirige l'organisation féminine, qui publie de 1922 à 1926 le bimensuel *Compagna*. Le 18 février 1922 à Naples, elle lance cette diatribe contre les «opportunistes» : « …*Nous ne pouvons tolérer, si tant est qu'il y en ait, les opportunistes, les chasseurs de*

revenus, les transhumants à la recherche de bonne fortune, qui presque toujours font passer avant les intérêts du parti leur propre utilité pratique, leur propre carrière économique et politique… » En novembre-décembre 1922, elle participa au Quatrième Congrès du Komintern au côté de son époux.

Fragile psychiquement, éprouvée par les épreuves (luttes internes, répression fasciste), elle tomba dans un état de dépression chronique, dont elle ne put guérir. Elle décéda le 7 avril 1955.

Sources : ACS CPC, busta 1722. – «Moniti e propositi di Ortensia De Meo Bordiga », *Il Soviet* 18 février 1922. – Oreste Lizzadri, «Ricordo di Amadeo Bordiga», *Il Ponte*, n° 1, 31 janvier 1973. – Arturo Peregalli & Sandro Saggioro, *Amadeo Bordiga. La sconfitta e gli anni oscuri (1926-1945)*, Colibrì, Paderno Dugnano (Milan), 1998. – Franca Pieroni Bortolotti, *Femminismo e partiti politici in Italia 1919-1926*, Editori Riuniti, Rome, 1978. – Sandro Saggioro, *In attesa della grande crisi*, Ed. Colibrì, oct. 2014.

DEMIANIW (Serge), dit SERGE : né en 1929 à Is-sur-Tille (Côte-d'Or), mort à Dijon en 1985. Aide chercheur au CNRS Paris, informaticien au Centre de calcul de l'Université de Dijon.

Fils d'un père d'origine ukrainienne et d'une mère bourguignonne, son frère Harry Auguste (4-9-1919 – 14-11-1944), entré dans la Résistance, avait été déporté de Besançon à Dachau le 24 juin 1944, où il était mort quelques mois plus tard à Flossenburg, subissant le travail forcé au chantier souterrain d'Hersbruck.

Serge Demianiw, recruté par Martin Axelrad, rejoignit «Programme communiste» vers 1958, où il prit le pseudonyme de *Serge*. Il est désigné par le «Centre» milanais responsable administratif de la section de Paris (Martin Axelrad étant le responsable politique), ce qui l'amena à participer aux réunions du «Parti» en Italie et à rencontrer Bordiga. Il entra en désaccord avec Bordiga vers1964, à propos de distinction faite entre «parti historique» et «parti formel». Il donna sa démission en 1966, alors que se développait l'opposition de Jacques Camatte et Roger Dangeville dans la section de Paris, en faveur du «parti historique». Sa démission fut refusée par le «Centre» milanais de Bruno Maffi.

Il quitta finalement son organisation, avec Claude Bitot, peu avant mai 1968. Il cessa bientôt tout engagement organisé et resta longtemps dans un état d'incertitude tant morale que professionnelle. Vers la fin de sa vie, il était informaticien au Centre de calcul de l'Université de Dijon. Il mourut brusquement, probablement des suites d'une longue maladie.

Sources : témoignage de Claude Bitot (déc. 2014). – «di Milano del 2-3 aprile 1966 : Tesi supplementari a quelle di Napoli sul compito storico, l'azione e la struttura del partito comunista mondiale», *Il Programma Comunista* n° 7, Milan, avril 1966.



Perrone, Bordiga et De Nito, Naples, 1949
(Photo : Fonds Perrone, ULB, Bruxelles)

DE NITO (Giuseppe), dit PEPPINO, dit BEPPE : né en 1895 à San Francisco (Córdoba, Argentine), mort à Naples le 11 mai 1959. Professeur de médecine et pharmacologie à la Faculté de médecine de Naples. Il fut avant 1914 membre de la Jeunesse socialiste napolitaine. Il adhéra avec enthousiasme en 1919 à la Fraction communiste abstentionniste, puis au PC d'Italie en 1921. Très proche de Bordiga et de Ludovico Tarsia, il appartint au Comité exécutif de la Fraction des communistes et socialistes de Naples en 1944; il devient membre du PCInt après la dissolution de celle-ci en juillet 1945. Il demeura fidèle jusqu'à sa mort à la tendance de Bordiga («Il programma comunista»). Peu avant celle-ci, il publia ses *Lezioni de farmacologia* (Pironti, Naples, 1958).

Sources : ACS CPC, busta 1729. – «Un altro compagno ci ha lasciato: Giuseppe De Nito», *Il programma comunista*, n° 9, 17-31 mai 1959.

DE PRÀ (Renato), dit ETTORE : Militant «programmiste» depuis le début des années 70, il fit partie dans la seconde moitié de la décennie du Bureau central italien (Ufficio centrale italiano – UCI), composé d'Alberto Clima (*Armando*) de Milan, responsable des Éditions Iskra, de Graziella Bronzini (*Veronica*) d'Ivrea, chargée de l'activité syndicale, et de Bruno Maffi (*Battista*). L'UCI se substituait au «centre unique», dirigé jusqu'ici par son «commissaire unique» Bruno Maffi.

Après l'implosion du «parti» en 1982, il se rallia à l'expérience de *Combat*, en en devenant le directeur responsable, lorsque le groupe de Maffi réussit à récupérer par voie de justice le titre «programma comunista». Le groupe organisé autour de *Combat* cessait de se proclamer parti, mais plus modestement s'affirmait *«Per il Partito Comunista Internazionale»* (pour le Parti communiste international). Pro-palestinien, et assez activiste, *Combat* organisa des manifestations antimilitaristes, surtout en Vénétie, et participa en 1984 à des protestations contre l'installation de missiles en Sicile et contre la vente de navires militaires tant à l'Irak qu'en Iran, alors en conflit. Le groupe «Combat» cessa d'exister en 1987.

De «Combat» s'était déjà détaché en février 1985 le groupe organisé autour du mensuel *Il Comunista*, se revendiquant de la tradition de la «sinistra comunista». *Ettore* y mène une lutte contre le «mouvementisme». C'est à ce noyau «antimouvementiste» que se rattachent en France le journal *Le Prolétaire* et la revue théorique *Programme communiste*, *El Proletario* et *El Programa comunista* en Espagne et *Proletarian* en Grande-Bretagne.

Renato De Prà continue à être le rédacteur en chef de la tendance «Il Comunista», qui se proclame fièrement «organe du Parti communiste international».

Sources : Sandro Saggioro, *In attesa della grande crisi*, op. cit. – *Il Partito comunista internazionale nel solco delle battaglie di classe della Sinistra comunista e nel tormentato cammino della formazione del partito di classe*, vol. I, «Il comunista», Milan, 2010 : www.pcint.org/18_publication/pcint%20nel%20solco/breve-storia_A4_complet.pdf – Site PCInt «Il Comunista» : http://www.pcint.org/



Nicola Di Bartolomeo (*Fosco*),
début des années 20.

DI BARTOLOMEO (Nicola), dit FOSCO, EMILIANI VIGO, ROLAND, métallo : né à Resina (Naples) le 12 mars 1901, il adhère en 1915 aux Jeunesses socialistes, puis au Parti communiste en 1921, En 1922 il fut condamné à cinq années de prison pour antimilitarisme. Libéré en juin 1926, il dut se réfugier en France, où il dirigea en 1927 les groupes communistes italiens de la région Sud. Après sa libération, il s'était prononcé pour les thèses de la Fraction de Bordiga-Perrone soutenues au Congrès de Lyon de février 1926. Après son expulsion du PCI en 1928, il adhéra à la Fraction de gauche dite «perroniste», mais manifesta vite ses désaccords sur la question du Front unique et surtout la question russe.

En 1931, déjà en contact avec la Nouvelle opposition italienne (NOI), il tenta de former une fraction trotskyste au sein de la Fraction. Celle-ci lui ouvrit largement ses colonnes dans *Prometeo*, malgré les désaccords. Il put ainsi développer les thèses de Trotski sur la révolution permanente, encensant ce dernier comme «restaurateur du marxisme», sans rejeter le rôle historique de Bordiga : «*Le rôle dirigeant du* Soviet *de Naples, sous la direction du cam. Bordiga, dans la fondation de notre parti, est indéniable. Notre fraction est historiquement le seul courant politique communiste qui eut durant la*

guerre une position de combat classiste et révolutionnaire contre la guerre». Cependant, il affichait, au nom du léninisme, un appui aux luttes 'anti-impérialistes', estimant que «*notre fraction fait preuve d'un doctrinarisme aride, où manque une analyse marxiste des conditions historiques des luttes ainsi que de leur dynamique*».

Mais, manœuvrant de concert avec le secrétariat de l'Opposition de gauche, tout en étant membre de la Fraction, Di Bartolomeo adhérait le 20 août 1931 à la NOI, sur la base de son texte «Nous et la Fraction de gauche bordiguiste». En conséquence, en septembre de la même année, la Commission exécutive de la Fraction dut communiquer la résolution suivante : «… *le cam. Fosco est devenu un pion des manœuvres du Secrétariat de l'Opposition internationale. Au sein de ce secrétariat, le cam. Fosco a finalement déclaré ouvertement son passage à la Nouvelle opposition*». La Conférence de la région parisienne prit une décision unanime (sauf une voix contre et une abstention) à l'égard de Di Bartolomeo, qui rejetait la Plate-forme de la gauche 'bordiguiste' de 1926 : « … *le cam. Fosco est exclu de la Fraction*». Malgré son recours auprès de la C.E. de la Fraction, celle-ci rendit le verdict final : «*Le cam. Fosco est considéré comme définitivement exclu de la Fraction de gauche*».

Membre de la Ligue communiste, Fosco fut encore exclu en 1933, tout comme Pietro Tresso, de la Nouvelle Opposition italienne, décision annulée par Trotski. Il fonda finalement son propre groupe, autour de la revue *Nostra Parola*, qui se perpétua jusqu'en 1935. Il rejoignit alors le Parti socialiste italien de l'émigration, faisant même partie de son Conseil national. Une nouvelle fois, il affronta l'exclusion, avec ses camarades, pour «*fractionnisme trotskyste*».

Sans papiers et poursuivi par la police française, il se réfugia en avril 1936 à Barcelone avec sa compagne Virginia Gervasini (*Sonia*) (1915-1993). Arrêté à Barcelone, il fut libéré grâce à une campagne publique de la CNT anarchiste et du POUM. Au flanc de ce dernier, il participa aux combats du 19 juillet 1936. Le POUM, sur une suggestion d'Andreu Nin, le nomma 'délégué politique' pour la direction des groupes étrangers, sans même adhérer à ce parti. En contact avec le PCI (Parti communiste internationaliste) de Pierre Frank et Raymond Molinier, il se heurta aux trotskystes étrangers arrivés en Espagne. Il anima une petite organisation, qui en février 1937 publia le bulletin *Il Soviet*.

À son retour en France en janvier 1938, il rallia officiellement le PCI de Pierre Frank et Raymond Molinier, collaborant à son journal *La Commune*. En décembre 1938, il adhéra avec son organisation au Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) de Marceau Pivert. Ce dernier le fit exclure le 3 juin 1939 ainsi que ses camarades des Jeunesses socialistes de la Seine.

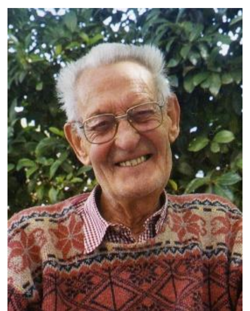
Il ne put se réfugier en Grande-Bretagne, où il comptait poursuivre son activité. Il fut arrêté en septembre 1939 à Lille et interné au camp du Vernet. À l'été 1940, il fut remis aux autorités italiennes, et condamné le 30 septembre à cinq années de relégation aux Îles Tremiti, où il organisa un groupe d'une quinzaine de trotskystes. Libéré le 22 août 1943 il reprit son activité dans le parti socialiste, le PSIUP.

Il s'investit alors dans la CGL «rouge» formée par des communistes d'opposition, dont il devint un dirigeant avec Enrico Russo et Libero Villone. Il fut aussi élu à la Commission exécutive de la Bourse du travail de Naples qui comptait 26 ligues et 15.000 adhérents. Au congrès de Salerne de la CGL, en février 1944, il fit voter une motion «*pour la transformation radicale de la société à travers la socialisation des grands moyens de production et d'échange*». Partisan de l'unité syndicale à tout prix, il ne pouvait que soutenir la «réunification» syndicale de juin 1944, souscrite – avec la bénédiction des Alliés – par le PCI, les socialistes et la démocratie-chrétienne («Pacte de Rome»). C'était la fin du rêve d'une CGL «rouge» qui dut laisser tout le terrain syndical à la CGIL.

En contact dans le Sud avec des trotskystes américains et anglais sous l'uniforme, il avait recruté dans les Jeunesses socialistes et l'opposition du PCI. En juillet 1944, il avait pris contact avec le groupe de Romeo Mangano qui dirigeait la Bourse du travail de Foggia. Membre de la *Frazione dei comunisti e socialisti*, il s'en était vite détourné. Exclu du PSIUP, il se tourna vers le POC de

Mangano, qui publiait le journal *Il Militante*. Le POC demanda l'adhésion officielle de la section italienne à la IVe Internationale, une adhésion qui fut acceptée. Il en fut avec Mangano le principal dirigeant jusqu'à sa mort brutale (à la suite d'une infection) survenue le 10 janvier 1946 à Resina (Naples).

Sources : ACS CPC busta 1768. – *Fosco*, «Per l'unità internazionale delle sinistre», *Prometeo* n° 49, 4 avril 1931; «Discussione. Le rivoluzioni coloniali e il proletariato», *Prometeo* n° 52, 17 mai 1931. – «Risoluzione della C.E.», *Prometeo* n° 60, 27 sept. 1931. – Nicola di Bartolomeo, *Sindacalismo*, Ciccarelli, Naples, 1944; *Affermazioni sui principi dell'Unità sindacale e Politica e pratica scissionistica documentata*, Ciccarelli, Naples [1945] – Notice de Pierre Broué et Rodolphe Prager dans le Dictionnaire Maitron : http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/. – Paolo Casciola, «Appunti di storia del trotskismo italiano (1930-1945)», *Quaderni del Centro Studi Pietro Tresso. Studi e ricerche* n° 1, mai 1986, p. 35-43. – Arturo Peregalli, *L'altra Resistenza*, op. cit. – Francesco Giliani, *Fedeli alla classe. La CGL rossa tra occupazione alleata del Sud e la 'svolta di Salerno' 1913-1945*, A.C. Editoriale, Milan, 2013.



Georges Dumartheray, sept. 2003 (photo de Claudine Pelletier)

DUMARTHERAY (Georges, Alfred, Jean), dit DANIEL (1922-2008), ouvrier horloger : Né le premier octobre 1922 à Lausanne (Suisse), il vient travailler très jeune à Paris, où il rencontre avant la guerre Raymond Hirzel (*Gaspard*), comme lui d'origine suisse et ouvrier horloger chez Jaz, une entreprise française fondée à Paris en 1919.

Après 1945, il fut un sympathisant proche de la Fraction française de la gauche communiste internationale (FFGCI). Mais en 1950, à la différence de *Gaspard* et de la majorité de la FFGCI, il n'adhère pas à «Socialisme ou Barbarie», mais suit Suzanne Voute dans ce qui reste de la section de Paris. Après 1956, il anime la section de Paris jusqu'à son retour à Lausanne, où il crée, avec sa compagne Marianne Rheinhold, un groupe et même un bulletin local pour la Suisse francophone.

Il quitte son parti en 1972, en même temps que Lucien Laugier. Après l'éclatement du PC international en 1982, il renoue les contacts avec les anciens. Selon Alberto Masó (*Albert Vega*), il fut «de coordinateur du bordiguisme, pas le théoricien, mais le coordinateur» en France comme en Suisse.

Après s'être retiré avec sa compagne Marianne sur les hauteurs du village de Pignans (Var), il était revenu vivre à Paris (18e) où il est mort le 20 août 2008.

Sources : Marie-France Raflin (1949-2012), «*Socialisme ou barbarie» : du vrai communisme à la radicalité*, thèse Sciences Po, 3 vol., Paris, 2005. – «I nostri lutti», *il programma comunista*, n° 5, Milan, sept.-oct. 2008 : http://www.partitocomunistainternazionale.org/archivio/PC-05-2008.pdf – Benjamin Lalbat, *Les bordiguistes sans Bordiga. Contribution à une histoire des héritiers de la Gauche communiste italienne en France. Des racines de Mai 68 à l'explosion du PCI (1967-1982)*, Université d'Aix-Marseille, master 2 (dir. : Isabelle Renaudet), sept. 2014, 320 p. – Sandro Saggioro, *In attesa della grande crisi. Storia del Partito Comunista Internazionale – «il programma comunista» (dal 1952 al 1982)*, Edizioni Colibrì, Paderno Dugnano (Milan), oct. 2014. – Témoignage de Claudine Pelletier (mars 2015).

ERBA (Dino), né en 1948, écrivain militant. C'est à 15 ans qu'il aborda la politique à travers la lecture du journal *il programma comunista*. En 1968, il participa à la contestation étudiante dans la région de Turin, en adhérant aux groupes opéraïstes agissant à la FIAT, tel que «Potere operaio»). Étudiant à l'université publique de Milan, il fréquenta la même année, brièvement (trois mois), les maoïstes de «Servire il Popolo», fondé à Rome le 4 octobre. Durant l'Automne chaud (1969), grâce à Saverio Saltarelli, il adhère à l'internationalisme «militant», incarné selon lui par le PCInt («La Rivoluzione Comunista»), scission de «Il programma comunista» (1964). Il y adhère jusqu'en



1978, date à laquelle il en sort pour se livrer à une réflexion critique sur la «Sinistra comunista «italiana» et sur «l'ultragauche». Il travaille en liaison étroite avec Arturo Peregalli.

Dans les années 1980, il participa à des initiatives du CCI (Courant communiste international) sur divers thèmes (Gauche communiste italienne, conscience de classe, crise économique), mais il abandonna vite : «*Ils étaient plus léninistes que Lénine!*», note-t-il.

Très brièvement il participa avec Arturo Peregalli et d'autres à la revue *La Contradizione*, autour de la question de la nature économique et sociale de l'URSS.

Pendant cinq années environ, il collabora à «Operai Contro», un groupe d'ouvriers déjà âgés, sortis du «Parti communiste marxiste-leniniste» italien (ex-«Servire il Popolo»), présents surtout dans les grandes usines de Sesto San Giovanni (Breda, Falck, Marelli) et de Milan/Lambrate (Innocenti/Innse). Ce fut l'unique regroupement ouvrier se revendiquant du marxisme qui survécut au mouvement de 1968-69.

Poursuivant des recherches sur des personnalités de la gauche italienne (Michelangelo Pappalardi, Virgilio Verdaro, etc.), mais aussi son histoire en Italie (le PCInt), il a donné vie aux éditions *All'Insegna del Gatto Rosso*. Il participe à des recherches sur le cours nouveau des luttes sociales ainsi qu'à toutes les formes de luttes sociales «par le bas».

Sources : correspondance avec Dino Erba (mai 2015). – Revue contradizione : http://www.contraddizione.it/ . – Site Operaio contro : http://www.operaicontro.it/

Œuvre : *Ottobre 1917-Wall Street 1929. La Sinistra comunista italiana tra bolscevismo e radicalismo: la tendenza di Michelangelo Pappalardi*, Centro d'Iniziativa Luca Rossi – Colibrì, 2005. – *Il Gatto mammone. Virgilio Verdaro tra le guerre e le rivoluzioni del ventesimo secolo*, 2011. – *Nascita e morte di un partito rivoluzionario. Il Partito Comunista Internazionalista 1943-1952*, Colibrì, 2012. Dino Erba et alii, *Prometeo ribelle e violento. Violenza individuale e violenza di masse nella lotta politica*, All'Insegna del Gatto Rosso, Milan, 2013.

ÉVRARD (Louis), dit CARDAN. Né le 24 mars 1924 à Nice, traducteur et éditeur. Diplômé de lettres classiques, de philosophie et d'histoire des religions.

De 1945 à 1952 environ, Louis Évrard participa aux activités du groupe «Internationalisme» sous le nom de «Cardan». Après la dispersion du groupe, il conserva des liens amicaux et politiques, dans des cercles informels de discussion, avec Maximilien Rubel. Il prit contact dans les années 1960 avec Paul Mattick dont il traduisit plusieurs textes.

Il collabora, sous la direction de Maximilien Rubel, avec Suzanne Voute, Claude Orsoni,Malaquais (Jean), Janover (Louis), Roger Dangeville à des traductions de Marx en Pléiade.

Louis Évrard fut surtout le traducteur de nombreux ouvrages de l'anglais pour des grandes maisons d'édition. Il fut le directeur littéraire aux Éditions du Rocher jusqu'en 1966, où il assura en 1956 l'édition de la *Correspondance* et du *Journal intime* de George Sand (1834). Il fut surtout le directeur littéraire des Éditions Gallimard pour les sciences humaines et l'histoire. Il collabora, au côté de Pierre Nora, à l'édition des collections «Bibliothèque des Sciences humaines», «Bibliothèque des Histoires» et «Bibliothèque des Idées».

Auteur d'une importante œuvre de traduction, il établit la version française de nombreux textes anglais chez Gallimard, tels : *L'Évolution de la pensée politique* (1958) de Cyril Northcote Parkinson, en 1965; *Ma conception du monde* (1959) de Bertrand Russel, en 1962; *La vie sexuelle dans la Chine ancienne* de Robert Van Gulik (1962), en 1977; la célèbre *Théorie de la classe de loisir* (1899) de Thorstein Veblen, en 1978; *Le «David» de Michel-Ange* de Frederick Hartt, publié en 1988; *Au tribunal de l'opinion : essais sur l'imaginaire politique au XVIIIe siècle* (1990) de Keith Michael Baker, en 1993.

Il reste l'éditeur incomparable du livre de Boris Nicolaïevski et Otto Maenchen-Helfen : *La Vie de Karl Marx l'homme et le lutteur*, Gallimard, 1970. Il assura aussi l'édition des *Écrits de guerre 1939-1944* d'Antoine de Saint-Exupéry (préfacés par Aron (Raymond)), Gallimard, 1982 et 1994.

Louis Évrard est mort à Nice en juin 1994, ayant maintenu jusqu'à la fin, avec son épouse Nicole,



des liens amicaux avec la mouvance «communiste des conseils», en particulier avec Serge Bricianer.

Sources : Fonds Louis Évrard, IMEC. – Henri Van Hoof, *Dictionnaire universel des traducteurs*, Slatkine, Genève, 1993. – Ngo Van, *Avec Maximilien Rubel… Combats pour Marx 1954–1996 : une amitié, une lutte*, Les amis de Maximilien Rubel, 1996. – Michel Roger, *L'Enfer continue. De la guerre de 1940 à la guerre froide. La Gauche communiste de France parmi les révolutionnaires 1942-1953*, éd. 'Ni patrie ni frontières', Marseille, 2013.

FABBROCINO (Gennaro), dit GIEFFE, FABER (1920-2011), enseignant scientifique : né à Torre Annunziata, il connut Bordiga vers 1948. Il adhéra au PCInt et écrivit de nombreux articles de fond dans Battaglia Comunista sous le pseudonyme de *Gieffe*. Il suivit la tendance «bordiguiste» après la scission de 1952.

Devenu un familier de Bordiga et de sa nouvelle épouse Antonietta De Meo, il fut l'un des principaux collaborateurs («nègres») de Bordiga. Celui-ci, néanmoins, jugeait que ce «cher fils» était doté d'un «sang [qui] ne contient pas même un globule rouge».

Écrivant continuellement dans *il programma comunista* (jusqu'à deux articles par journal), il manifesta une nette adhésion aux positions de Bordiga sur le soutien aux «luttes de libération nationale», appelées «luttes des peuples de couleur». Dans un article de juin 1957, le ton était même carrément tiers-mondiste : «… *nous affirmons le caractère révolutionnaire de la période anticolonialiste bien que nous sachions que la direction d'un tel mouvement est entre les mains de la bourgeoisie indigène* ».

À la mi-juillet 1960, il put publier un article dans *Programma comunista* sur «La modestie révolutionnaire», sans passer par le «filtre» de Bruno Maffi en vacances en Suisse. Cet article mit le feu aux poudres : Fabbrocino attaquait indirectement son organisation, affirmant qu'il «*existe une autre 'aristocratie' contre laquelle le mouvement révolutionnaire doit lutter, s'il veut conduire jusqu'au bout la lutte contre le capitalisme… Il s'agit d'une 'aristocratie idéologique'…* ». L'attaque contre Bordiga et Maffi, le «centre» 'divin' était plus que transparente : «*Le militant révolutionnaire n'est pas un 'aristocrate idéologique', séparé des masses laborieuses. Il recherche le lien avec les masses et l'obtient à coup sûr avec patience et modestie, ayant foi dans ses propres principes, dans la vitalité inépuisable de la classe, dans la montée continue de la force historique des prolétaires…*»

Répondant à une lettre envoyée simultanément le 19 juillet par la section de Torre Annunziata, Bordiga souligne que celle-ci ne peut donner lieu à une discussion interne et externe : «*La forme et le langage sont trop ceux d'activistes du PCI et les formules sont dans le style habituel et très ancien de diffamation de la Gauche… Je stigmatise en particulier la prétention que le parti se dote d'une architecture galonnée. Convient et conviendra parfaitement la formule actuelle avec un centre anonyme, excellemment assumé par Maffi pour l'organisation et le journal…Vous m'avez affligé, mais je ne peux que cautériser la plaie*».

Fabbrocino, avec l'ensemble de la section de Torre Annunziata, passa au PCInt «daméniste». *Battaglia Comunista* et *Prometeo* publièrent une série d'articles critiques sur les affrontements avec Bordiga (dont une de ses lettres), qui parut une année entière sur 11 numéros.

Mais les contributions de Fabbrocino et de sa section cessèrent fin 1964. Fabbrocino défendait en fait une sorte de «marxisme-léninisme» avant la lettre sur la «question nationale et coloniale», positions rejetées par le PCInt d'Onorato Damen. La section de Torre Annunziata prit alors ses distances et en 1966 ne souscrit plus à *Battaglia comunista* et à *Prometeo.*

En cette période, *Faber* retourna à ses études scientifiques, mais il tourna bientôt casaque, en s'engageant dans la mouvance maoïste à travers l'Union des communistes italiens (marxistes-léninistes), «*Servire il popolo*», créée en octobre 1968.

Vers le milieu des années 70, au moment de la constitution du PC «marxiste-léniniste», qui continue l'UCML, il se retire dans sa sphère privée, rompant totalement avec le marxisme, étudiant le cours de la «vraie histoire», celle de l'*homo sapiens*, et la physique des quantas.



Depuis les années 1990 et au début des années 2000, Fabbrocino a continué à publier dans un quotidien de Torre Annunziata *La voce della provincia.* Dans un article, le vieux scientifique continuait de régler ses comptes avec le «Père», Bordiga : «*Qui était l'homme Bordiga ? Un dictateur privé. Il régnait sur un micro-parti qui sous tous les angles était une association de fans d'Amadeo Bordiga. Seul lui faisait défaut, l'*instrumentum regni *: l'État, la police secrète, les pelotons d'exécution… Il était convaincu, comme tous ceux qui se considèrent les messagers de l'Histoire, de l'essence exceptionnelle et infaillible de ses capacités critiques. Il usait d'une ronde éloquence, celle des prédicateurs, ornée de malédictions et prophéties apocalyptiques. Il croyait pouvoir diviser le cours historique, comme Moïse a séparé les eaux de la mer Rouge. Il détestait la discussion… Aucun de nous n'osait, je ne dis pas de le critiquer mais de penser qu'il fut critiquable. Pour nous, Bordiga ne pouvait être critiqué que par un autre Bordiga, dans un affrontement de Titans. Il nous était seulement permis de l'écouter comme on écoute Mozart ou Beethoven. Dans le silence et le recueillement.* »

Fabbrocino confessa à la fin de sa vie dans une lettre à Sandro Saggioro sa nouvelle foi : «*Le prolétariat n'existe plus. L'Homo sapiens vit sa phase finale, la Super-Histoire. La Super-Histoire est le prologue d'une migration cosmique de l'*Homo sapiens».

Il est mort à Torre Annunziata le 13 septembre 2011.

Sources : [Fabbrocino], «Questioni storiche dell'Internazionale Comunista», *Il programma comunista*, n° 6, 1954, p. 2, et n° 7, avril 1954, p. 2; «L'imperialismo delle portaerei» [L'impérialisme des porte-avions], *Il programma comunista* n° 2, 18 janvier-1er février 1957; «Fisionoma sociale delle rivoluzioni anticolonialiste», *Il programma comunista* n° 12, 6-21 juin 1957, p. 4; «La modestia rivoluzionaria», *il programma comunista* n° 14, 22 juillet–7 août 1960; Lettre de Bordiga du 23 juillet 1960, *Battaglia comunista* n° 2, février 1961; «L'eredità della Rivoluzione d'ottobre» ; «Per una critica rivoluzionaria del 'bordighismo'», série d'articles*,* du n° 5, mai 1961, au n° 4, avril 1962. – *Prometeo*, n° 4, janvier 1962, p. 4-10; «Il limite inferiore della rivoluzione proletaria», *Prometeo*, n° 5, janvier 1963, p. 4-10. – «Bordiga geniale ma pigro», *La Voce della provincia*, Torre Annunziata, 18 nov. 1994. – Sandro Saggioro, *Né con Truman, né con Stalin. Storia del Partito Comunista Internazionalista (1942-1952)*, Ed. Colibrì, Milan, sept. 2010. – *In attesa della grande crisi...,* op. cit.

FACCHIELLI (Russo) (1898- ?), dit MONTONE, maçon : né le 3 octobre 1898 à Grosseto. Neveu d'anarchistes, il suit la voie socialiste. Après avoir combattu dans les tranchées, il participe activement au *bienno rosso*. Il est élu en en 1920 secrétaire politique de la Fédération de la Maremme toscane des cyclistes rouges, une association qui regroupait de nombreux adhérents et jouait un rôle essentiel dans l'activité «conspirative».

Il adhère au PC d'Italie en janvier 1921, après la scission de Livourne. Il en devient l'un des courriers. Facchielli est en effet en contact avec les dirigeants nationaux du Parti communiste, comme le prouve la découverte de son nom dans les documents codés saisis à Gênes au siège clandestin de l'Exécutif du PC d'Italie.

Il émigre au Brésil au milieu de l'année 1922, après la conquête de la province de Grosseto par les squadristes. Sur son compte, la préfecture de la Maremme souligne, au début de 1923, quand il vivait à Grosseto il était de bonne moralité et était un «communiste engagé».

Facchielli resta peu de temps en Amérique latine, retournant vite en Europe. En février 1923, il travaille dans le bassin minier de Charleroi, où travaillaient maints proscrits originaires de Grosseto. En 1924, il réside à Montignies-sur-Sambre (Charleroi), où il donne, par deux fois, de petites contributions au Comité anarchiste pour la défense des persécutés antifascistes.

Vers 1929, Facchielli adhéra à la Fraction italienne de la gauche communiste, à Bruxelles. Probablement expulsé, il s'établit vers 1933-34 à Saint-Romain-de-Popey (Rhône), puis, en 1935, il réside à Lyon, où il s'agrège au groupe local de la Fraction, dont font partie Carlo Mazzucchelli («Tre») et Aldo Lecci («Tullio»). Le 4 décembre 1936, le consulat lyonnais fait un rapport sur son compte, d'où il ressort qu'il propage ouvertement des «idées communistes» et qu'il est le promoteur de manifestations contre le fascisme. Le 24 juin 1939 la préfecture de Grosseto demande la confirmation de son inscription à la «Rubrique des frontières» afin de l'arrêter, mais il reste en France. C'est seulement en août 1943, que Facchielli demanda à être rapatrié.

Sources : A.C.S. C.P.C., busta 1918. – Fausto Bucci, Rodolfo Bugiani et Claudio Carboncini, *Il partito comunista a Grosseto dalle origini al 1944*, Arci, Grosseto, 1993. – Banchi, Aristeo (*Ganna*), *Si va pel mondo. Storie di fornai ee ciclisti, di disertori e navigatori improvvisati, di poeti e volontari di Spagna, di badilanti e partigiani* : http://www.radiomaremmarossa.it/



FAGGIONI (Vittorio) (1918-2005), dit MONTONE, avocat depuis 1947 : Vittorio Faggioni naît le 11 novembre 1918 à Carrare où il demeure jusqu'à la fin de ses études secondaires, pour déménager ensuite à Pise. À 18 ans, encore à Carrare, il entre en contact avec Ruggero Zangrandi (1915-1970) qui lui permet d'écrire dans *Il Mattino* de Livorno qui à mots couverts critique le fascisme. Vittorio Faggioni adhéra au Partito Socialista Rivoluzionario fondé en 1939 par Ruggero Zangrandi, dont la plupart des membres adhéreraient au PCI après 1945.

Il décide, encore étudiant, de faire son service militaire ; il est d'abord envoyé à Turin, puis à Milan où il entre en contact avec Bianca Ceva (sœur d'Umberto Ceva, militant de Giustizia e Libertà, « suicidé » en prison en 1930), Ugo La Malfa et Bruno Maffi. Vers 1941, il adhère aux positions internationalistes. Bruno Maffi le met alors en contact avec Onorato Damen déporté à Cantù alors que Faggioni faisait son service militaire au même endroit.

Vittorio Faggioni est arrêté au printemps 1943 en raison de ses liens passés avec Zangrandi et le P.S.R. qui venait d'être démantelé avec l'arrestation de son leader. La police ignore alors ses liens politiques avec Damen et Maffi avec lesquels, une fois relâché après le 25 juillet, il reprend contact. Après les 8 et 9 septembre – capitulation de l'armée italienne, invasion du nord de l'Italie par l'Allemagne nazie, et débarquement des Alliés à Salerne –, il se réfugie dans le sud. Après un séjour à Rome où il rencontre Amadeo Bordiga, il gagne Naples où il prend contact avec la Frazione di sinistra dei comunisti e socialisti italiani collaborant à la publication *Il Proletario*. Il est en contact étroit avec Enrico Russo. Libero Villone, Renato Matteo Pistone, Eduoardo Magnelli et Ludovico Tarsia. Avec eux, il participa à l'activité de la Fraction.

Après la dissolution, en juillet 1945, de la Fraction et l'adhésion de ses militants au Parti communiste internationaliste, Faggioni retourna à Milan chargé de la publication de la revue *Prometeo*. C'est dans le premier numéro de la revue que, en juillet 1946, sortira le texte «Lignes d'orientation» (*Tracciato di impostazione*) de Bordiga, qui le lui remit lui-même lors d'un séjour à Milan.

Vittorio Faggioni participa activement à la vie et à l'activité du parti tant à la Conférence de Turin de décembre 1945 qu'au Congrès de Florence de mai 1948.

Lorsque se manifestèrent les divergences entre la tendance de Damen et celle de Bordiga et Bruno Maffi, il choisit cette dernière. En 1951, il fait partie avec Bruno Maffi et Giulio Benelli (*Demetrio*) du Comité exécutif du parti qui valida l'exclusion d'Onorato Damen, Giacomo (*Luciano*) Stefanini, Aldo Lecci et Giovanni Bottaioli. En fait, cette exclusion de la moitié de l'organisation et de sa direction conduisit à la naissance de deux organisations se proclamant toutes deux Parti communiste internationaliste.

Il continua une collaboration amicale avec Maffi dans l'organisation «programmiste» à Milan. Celle-ci connut bientôt deux importantes scissions : *Ottobre rosso* en 1962, et surtout *Rivoluzione comunista* en 1964, qui préconisait une intervention active, sinon activiste, dans chaque aspect de la «vie quotidienne des prolétaires».

Il se consacra à un métier d'avocat où il brilla par ses succès. Il fut parfois amené à mettre son talent au service de ses camarades. En décembre 1969 il défendit Bruno Maffi dans un procès où ce dernier était accusé de propager «la haine de classe» dans le supplément syndical de *Programma comunista*.

En 1998, il fut l'un des initiateurs de la Fondazione Amadeo Bordiga. Il mourut en août 2005.

Sources : Vittorio Faggioni, «Panorama d'oggi», *Prometeo* n° 1, juillet 1946. – Ruggero Zangrandi, *Le long voyage à travers le fascisme*, Robert Laffont, Paris, 1963. – Aldo Grandi, *Fuori dal coro. Ruggero Zangrandi. Una biografia*, Baldini Castoldi Dalai editore, Milan, mai 1998. – (Sandro Saggioro), «Vittorio Faggioni (1918-2005)», www.avantibarbari.it/news.php?sez_id=7&news_id=180. – Sandro Saggioro, *Né con Truman, né con Stalin. Storia del Partito Comunista Internazionalista (1942-1952)*, Ed. Colibri, Milan, 2010.

FALORNI (Maria Antonietta), dite MARIUCCIA : née le 21 septembre 1910 à San Polo di Rubbiana (Florence) dans une famille antifasciste. Son père Antonio était chef de poste à San

Polo, contrée dominée par un grand propriétaire foncier, l'hiérarque fasciste Lapo Viviani della Robbia. Maria Antonietta s'inscrivit en 1928 alla l'École supérieure Vito Fornari de Florence et en 1930 elle réussit le concours d'institutrice. C'est dans cette période qu'elle noua ses premiers contacts avec les cercles antifascistes, d'abord à travers son cousin Raffaello Ferruzzi. Celui-ci était un collaborateur de la revue antifasciste *Becco giallo*, interdite en Italie en 1925, refondée à Paris en 1926, et bientôt lié au mouvement Giustizia e Libertà des frères Rosselli.

Au temps du fascisme triomphant, la famille Falorni était entrée dans la ligne de mire des hiérarques fascistes : Maria Antonietta Falorni fut renversée par l'automobile conduite par Lapo Viviani della Robbi, marquis et secrétaire de *fascio*. Elle fut alors arrêtée en novembre 1930 pour activité antifasciste – confection de tracts contre la venue de Mussolini à Florence – en même temps que son amie Renata Gradi (1910-) : le 18 avril 1931, toutes deux sont condamnées par le Tribunal spécial à cinq années de réclusion, tandis que l'imprimeur était condamné à huit années de prison. Après avoir purgé sa peine, elle migra à Milan. C'est là qu'elle connaît Giacomo Stefanini, son futur mari et communiste internationaliste. Après Mai 1945, tous deux font partie du Partito comunista internazionalista.

En septembre 1946 Antonietta Falorni et Giacomo Stefanini sont accusés d'être les commanditaires du meurtre de l'ancien hiérarque fasciste Lapo Viviani della Robbia, accompli par le jeune Ilario Filippi, qui venait juste d'adhérer au parti. Le couple dut s'expatrier pendant plus d'un an pour échapper à la prison. Tous deux furent reconnus non coupables, et purent rentrer en Italie en 1948 et poursuivre leur activité dans le PCInt, puis après 1952 dans l'organisation constituée autour du journal *Battaglia comunista* et de la revue *Prometeo*. C'est à cette époque que naquit leur fils Mauro Stefanini. Maria Antonietta Falorni, qui continua de militer après la mort de son compagnon, mourut à Milan le 4 février 1982.

Sources : *Tribunale Speciale per la Difesa dello Stato. Decisioni emesse nel 1931*, Ministero della Difesa, Stato Maggiore dell'Esercito (édité par le Ministère de la défense, État-major de l'armée, Service historique, Rome, 1985). – Giovanni De Luna, *Donne in oggetto. L'antifascismo nella società italiana 1922-1939*, Torino, Bollati Boringhieri, 1995. – Lo scontro degli internazionalisti con lo stalinismo e le sue vittime, *Quaderni di Battaglia comunista* n° 7, Milan, Ed. Prometeo, mars 1995.



Jacob Feingold et Aldo Lecci, 1931

FEINGOLD (Benjamin Jacob), dit JACOBS, JACOB ou MICHEL : D'origine juive polonaise, né à Garvolin (Empire russe, Pologne annexée) le 2 juin 1899. Juif polonais exilé, probablement tailleur ('Schneider'), Jacob Feingold s'était établi à Anvers. Il semble avoir adhéré au Parti communiste belge, puis l'avoir quitté pour adhérer à l'Opposition (Adhémar Hennaut, Léon Lesoil, Charles Plisnier, War van Overstraeten, Georges Vereecken et Lucien Renery) en 1928.

Depuis 1930 environ, par l'intermédiaire d'Ottorino Perrone, il était en contact avec la Fraction de gauche italienne du PCI, aux activités de laquelle il participa très activement. En même temps, il appartint à la Ligue des communistes internationalistes (LCI) d'Adhémar Hennaut, qui avait rompu en 1931 avec la fraction trotskyste de Lesoil, et dont le premier congrès se tint les 20 et 21 février 1932 à Bruxelles. Bien que considérant «la révolution russe comme leur révolution et l'U.R.S.S. comme le bien commun de tous les travailleurs», les militants de la LCI voulaient lutter «d'une manière complètement indépendante des partis communistes officiels pour le triomphe du communisme». *Jacobs* collabora régulièrement à la revue *Bilan* d'Ottorino Perrone à Bruxelles.

Dans la LCI, au côté de Jean Melis (1892-1945) [*Mitchell* ou *Jéhan*]*, du jeune artiste Henri Heerbrant [*Hilden* ou *Juventus*], et d'autres, il défendit par écrit dans son *Bulletin* le point de vue 'bordiguiste', sans doute sous le pseudonyme assez transparent d'*Exil*. En juillet-août 1936, l'engagement d'une forte minorité de la Fraction de gauche italienne dans les milices du POUM entraîna une grave crise du mouvement 'bordiguiste'. Il fit partie de la délégation officielle de la Commission exécutive – au côté d'Aldo Lecci et Turiddu Candoli – envoyée en septembre 1936 en Espagne afin de discuter avec les minoritaires, mais aussi de leur faire accepter la résolution de la C.E. leur demandant de quitter les milices, sans succès aucun. Contact fut pris avec Julián Gorkin (1901-1987) de la direction du POUM, mais cela faillit mal se terminer pour eux. Seule l'entrevue avec le professeur anarchiste Camillo Berneri (1897-1937) eut plus de résultats. Jacob Feingold, nourri de son expérience sur le terrain, écrivit sur la guerre d'Espagne des articles qui furent publiés dans *Prometeo*.

Rentré à Bruxelles, Jacob Feingold joua – avec Jean Melis (*Jéhan*), Henri Heerbrant, Evelyne Jans, Anne et Robert Manne – un rôle majeur dans la scission du groupe de Bruxelles de la LCI d'Adhémar Hennaut. Celle-ci, effective le 21 février 1937, avait été provoquée par la guerre en Espagne, mais aussi de réelles dissensions théoriques. Tandis que la LCI de Hennaut évoluait vers des positions «communistes de conseils» et travaillait de concert avec l'Union communiste d'*Henry Chazé*, la nouvelle Fraction belge de la gauche communiste internationale s'engagea dans une orthodoxie 'bordiguiste'. Membre de la Commission exécutive de la Fraction italienne de la gauche communiste, puis du «Bureau international de la gauche communiste internationale», il y fut chargé des relations internationales avec les groupes révolutionnaires dissidents du trotskysme dans le monde anglo-saxon. Il fit partie à l'automne 1937 – avec Jean Melis («Mitchell»), Virgilio Verdaro («Gatto Mammone») et Perrone («Vercesi») – du Bureau international des Fractions de la Gauche communiste, qui publia en 1938-39 la revue *Octobre*. Il contribua peut-être anonymement à la revue *Communisme* (avril 1937-août 1939), l'organe mensuel de la Fraction belge, dont l'imprimerie appartenait à Albert Manne, militant du groupe.

Surpris par la guerre, dont les 'bordiguistes' en Belgique avaient considérablement minimisé la possibilité au moment de Munich, Jacobs dut quitter la Belgique en mai 1940. Il gagna, avec sa compagne toscane *Hermonia* [peut-être l'anarchiste Armida Prati (1918- ?) qui adhéra à la Fraction à Bruxelles en 1939], la zone Sud de la France. Il aida Clara Geoffroy à libérer son compagnon Marc Chirik d'un camp allemand de prisonniers, tout près d'Angoulême.

Il fut emprisonné un moment à La Seyne-sur-Mer, mais réussit à s'évader. Il se réfugia alors à Marseille où il put renouer les contacts avec la Fraction italienne. Au cours des mois suivants, il intervint dans les réunions clandestines de la Fraction à Toulon et à Marseille, avec Aldo Lecci, Giovanni Bottaioli, Turiddu Candoli, Balilla Monti et Giulio Bertazzo («Pataro»). Il fut hébergé par Aldo Lecci, Candoli et *Pataro* qui habitaient déjà Marseille et Toulon–La Seyne-sur-Mer. Il travailla au Croque-Fruits de Marseille – 3, rue des Treize-Escaliers –, la coopérative ouvrière fondée en 1940 par Sylvain Itkine, jusqu'à sa fermeture en décembre 1942. Politiquement, il était en accord avec les positions de Perrone sur la «disparition sociale du prolétariat dans la guerre» et prit quelque distance avec la reprise d'activité de ses camarades italiens et français à Marseille.

Vers octobre 1943, il est arrêté à Marseille par la police, muni de papiers grossièrement confectionnés (le nom de Feingold apparaissait en français sous celui d'Orfin). Interrogé par la Gestapo, il fut envoyé à Drancy et de là à Auschwitz. Le Mémorial de la déportation des juifs de France (Beate et Serge Klarsfeld, Paris 1978) indique qu'il a été déporté (transport 64) le 7 décembre 1943 de Drancy à Auschwitz sous le prénom de «Georges». Un arrêté gouvernemental du 24 juillet 1991 paru au *Journal officiel* précise qu'il est «mort en déportation», «décédé le 12 décembre 1943 à Auschwitz (Pologne) et non le 7 décembre 1943 à Drancy (Seine).»

Sources : (pseudonymes de 'Jacobs' et 'Michel') *Bilan*, Bulletin théorique mensuel de la Fraction de gauche du Parti communiste italien, Bruxelles-Paris : n° 22, août-sept. 1935, «Projet de résolution sur le problème des liaisons internationales»; n° 23, sept.-oct. 1935, «Compte rendu du Congrès de la fraction – Résolutions adoptées» (Interventions et motions de 'Jacobs'). – n° 26, janv. 1936,

«L'échec des premières discussions avec le groupe 'Communist Class Struggle'». – n° 27, janv.-fév. 1936, et n° 28, fév.-mars 1936, «L'écrasement du prolétariat français et ses enseignements internationaux», 1re et 2e partie. – *Michel* ('Jacobs'), *Il Seme comunista*, n° 5, fév. 1938, «I sindacati e la guerra imperialista». (Articles anonymes sur la guerre en Espagne, publiés en italien, attribués à plusieurs auteurs) *Prometo* nos 135 (29 août 1936) à 153 (3 avril 1938). http://www.avantibarbari.it/ Témoignages divers : Aldo Lecci (en 1974); Turiddu Candoli; Clara Geoffroy (1917-2006). – Adhémar Hennaut, *Le Communiste*, 1er nov. 1932, «Comment l'Opposition s'est-elle scindée?», p. 15-16. – *Bulletin de la Ligue des communistes internationalistes*, n° 3, mars 1937, «La fin d'une alliance». – *Communisme* n° 1, Bruxelles, avril 1937, «Résolution sur la guerre en Espagne». – Site web : http://lesmortsdanslescamps.com/monde.html. – (Loi n° 85/528 du 15 mai 1985 sur les actes et jugements déclaratifs de décès des personnes mortes en déportation, art. 1er) *Journal officiel de la République française*, 17 sept. 1991, p. 12189, Secrétariat d'État aux anciens combattants et victimes de guerre, arrêté du 24 juillet 1991 relatif à l'apposition de la mention «Mort en déportation» sur les actes de décès. – Biographie d'Henri Heerbrant : http://www.heerbrant.be/Henri%Heerbrant/index.html

Ouvrages : *Jéhan* (Jean Melis), «Le problème de la guerre. Contribution à une discussion», in *Cahiers d'étude de la Ligue des communistes internationalistes*, n° 2, janv. 1936. – Fausto Bucci, Rossano Quiriconi et Claudio Carboncini, *'La vittoria di Franco è la disfatta del proletariato'... Mario De Leone e la rivoluzione spagnola*, La Ginestra, Follonica, 1997. – Agustín Guillamón, *Espagne 1937 : Josep Rebull, la voie révolutionnaire*, Spartacus, Paris, juin 2014.

FERLA (Domenico), dit NICOMEDE FOLAR, bibliothécaire, né en 1939 à Turin. Il adhéra à «Programma comunista» vers 1963 et fut l'un des «nègres» de Bordiga. C'est lui qui rédigea un texte important sur la «structure organique du programme», qui résumait les positions du courant bordiguiste sur l'organisation et le «centralisme organique», opposé à toute forme de «centralisme démocratique».

Il quitta le «parti» à la fin des années 1960. Il adopta un temps les positions de Jacques Camatte sur la «gemeinwesen» et traduisit et préfaça son long travail sur le VIe chapitre inédit du *Capital* de Marx.

Sources : Sandro Saggioro, *In attesa*…, op. cit.

Œuvre : «La struttura organica del Partito è l'altra faccia della sua unità di dottrina e di programma», *il programma comunista* n° 22, 30 déc. 1965 et n° 1, 15 janv. 1966. – «Amadeo Bordiga: la fine del movimento operaio», 1973 : www.avantibarbari.it/(site Avanti Barbari). – *Nicomede Folar* et Giovanni Dettori (traducteurs), Jacques Camatte, *Il capitale totale*, 1976, Dedalo [D. Ferla, Note sur la traduction]. – *La casa di Arimane. Non avere più niente da perdere più niente da sperare più niente da temere*, Erba Voglio, 1979. – «Divagazioni su alcune tematiche bordighiane», Bologna, juin 1996 : www.avantibarbari.it/.

FERNÁNDEZ Y GRANDIZO (Manuel), dit GRANDIZO MUNIS, écrivain, traducteur, journaliste. Né le 18 avril 1912 à Torréon (Mexique), mort le 4 février 1989 à Paris; de nationalité espagnole. Manuel Fernandez Grandizo y Martinez, plus connu sous le nom de Grandizo Munis, appartenait à une famille politisée. À l'âge de deux ans il quitta le Mexique pour l'Estrémadure espagnole, où il resta jusqu'en 1923, date à laquelle il retourna au Mexique. Très jeune, dès 1927-1928, il contribua à la fondation clandestine de l'opposition trotskiste. Mais arrêté pour participation à un meeting, il dut retourner en Espagne en 1928. Il intervint activement dans les grèves des ouvriers agricoles de Llerena. Il fut l'un des fondateurs de l'opposition communiste de gauche. Il collabora à la presse de la Izquierda comunista (trotskiste) espagnole, qui publia *La Antorcha (la Torche), El Soviet, Comunismo.*

En 1932 et 1933, il était membre du groupe d'*Henri Lacroix* (Francisco Garcia Lavid). Début 1934, alors qu'il accomplissait son service militaire, il fut nommé représentant de la gauche communiste à l'Alliance ouvrière (Alianza Obrera) de Madrid. Il fut jeté en prison au moment de l'insurrection ouvrière d'octobre 34. Partisan de la politique de Trotsky d'entrisme dans les Jeunesses socialistes, il suivit la tendance dite de *Fersen* (Enrique Fernández Sendón) et Esteban Bilbao. Mais cette politique échoua complètement lorsque fut décidée la fusion des jeunesses socialistes et communistes.

Au début de 1936, Munis était au Mexique. Dès l'annonce des événements révolutionnaires de juillet, il s'embarqua par le premier bateau chargé d'armes pour l'Espagne, qui arriva à Cartagena à la fin d'octobre. Avec ses camarades, il participa aux combats des milices socialistes sur le front de Madrid. En novembre, Munis avec ses camarades fonda une nouvelle organisation : la Section bolchevik-léniniste d'Espagne. Il y avait, malgré le petit nombre de partisans de Trotsky, deux groupes trotskistes : «El Soviet» et «La Voz leninista». C'est à ce second groupe qu'appartint Munis, qui publia son *Boletín*. À ce groupe militaient Jaime Fernandez Cid, Hans David Freund



(*Moulin*), Benjamin Péret, les Italiens Domenico Sedran (*Adolfo Carlini*) et Lionello Guido (1901-1945), le poète surréaliste cubain Juan Brea et le Danois Åge Kjelsø.

À partir d'avril 1937, le *Boletín* du groupe de Grandizo Munis prit le nom de *Voz leninista* et critiqua la CNT et le POUM pour leur collaboration avec le gouvernement républicain. Il proposa la formation d'un Front ouvrier révolutionnaire pour prendre le pouvoir, accomplir la révolution et gagner la guerre contre les forces nazi-fascistes.

Lors des événements de mai 1937, le groupe de Munis et Péret fut le seul avec *Los amigos de Durruti* (les amis de Durutti) à lancer des tracts proposant la poursuite de la lutte contre le gouvernement républicain socialo-stalinien.

La chute du gouvernement Caballero, la mainmise totale de l'appareil stalinien signifièrent la mise hors-la-loi non seulement du POUM mais aussi des trotskistes. Au moment où étaient assassinés Andreu Nin, Camilo Berneri, Kurt Landau, des militants du groupe de Munis tombaient victimes de la même répression : Hans David Freund («Moulin») [1912-1937], l'ex-secrétaire de Trotsky Erwin Wolf («Braun» ou «Nicolle») [1902-1937], et Carrasco, un ami personnel de Munis.

Munis avec la majorité de ses camarades fut emprisonné à la mi-février 1938. Ils étaient accusés dans la tradition des procès de Moscou de sabotage et d'espionnage au profit de Franco, et de tentative d'assassinat sur la personne de Juan Negrin, Indalecio Prieto, la Pasionaria (Dolores Ibárruri Gómez), etc. Munis et ses amis étaient accusés en outre d'assassinat sur la personne du capitaine russe Leon Narvitch (né en 1911 en Ukraine), agent du NKVD infiltré dans le POUM (liquidé le 10 février 1938 par Albert Masó et Lluis Puig). Munis fut jugé avec ses compagnons à huis clos par un tribunal semi-militaire, et au début sans avocat. Le procureur exigea la peine de mort contre Munis, Domenico Sedran («Carlini») et Jaime Fernández. Les pressions internationales, la volonté des autorités de dissocier ce procès de celui du POUM, retardèrent le jugement jusqu'au 26 janvier 1939.

Jaime Fernández fut interné dans un camp de travail dont il réussit à s'échapper en octobre 1938 grâce à une erreur bureaucratique. Munis fut incarcéré dans la forteresse de Montjuic, dans le quartier des condamnés à mort, et réussit à s'évader au dernier moment, alors qu'un ordre avait été donné d'exécuter tous les prisonniers politiques révolutionnaires avant la chute de Madrid. Domenico Sedran, clandestin dans la Barcelone tombée aux mains des franquistes, réussit à passer en France où il fut interné dans un camp de concentration.

Réfugié en France, Munis publia son témoignage dans *La lutte ouvrière* (trotskiste) des 24 février et 3 mars 1939. À la fin de l'année, Munis s'embarqua pour le Mexique. Il devint ami de Trotsky et de Natalia Sedova. Trotsky lui confia la direction de la section mexicaine. En mai 1940, il prit un rôle actif dans la «Conférence d'alarme de la IVe Internationale».

Lorsque Trotsky fut assassiné, Munis lui rendit un vibrant hommage lors des funérailles. Il se chargea de représenter la partie civile contre l'assassin Jaime Ramón Mercader. Il affronta les parlementaires staliniens qui l'accusaient ainsi que Victor Serge, Julián Gorkin et Marceau Pivert, d'être des agents de la Gestapo, et leur demanda de renoncer à leur immunité pour s'affronter à lui devant un tribunal.

À partir de 1941, avec Benjamin Péret, exilé lui aussi au Mexique, et Natalia Sedova, il se livra à une critique du Socialist workers party (SWP) aux États-Unis qu'il accusait d'être tombé dans l'antifascisme pour mieux soutenir un « camp impérialiste », celui des démocraties en guerre.

Le groupe trotskiste espagnol de Munis critiqua aussi avec vigueur les groupes français et anglais, appuyés par la direction de la IVe Internationale, qui étaient favorables à une participation dans les mouvements de résistance nationalistes. Munis et ses amis dénoncèrent la qualification de l'URSS comme « État ouvrier dégénéré », qui était en fait selon eux un système capitaliste d'État

et impérialiste. Leur mot d'ordre était la transformation de « la guerre impérialiste en guerre civile » sur tous les fronts.

Bien que minoritaires, Munis et ses amis rencontrèrent quelque écho dans des sections de la IVe Internationale : le Partito operaio comunista (POC) de Romeo Mangano en Italie ; en France la tendance de Marcel Pennetier et Jacques Gallienne du Parti communiste internationaliste ; la majorité des sections anglaise et grecque. Le groupe espagnol de Munis au Mexique édita deux numéros de *19 de julio* («Le 19 Juillet»), et à partir de février 1943 la revue théorique *Contra la corriente*. En mars 1945 lui succéda une nouvelle publication : *Revolución*. La direction de ces publications qui dénonçaient le stalinisme et l'État russe était assumée conjointement par Munis et Péret (sous le pseudonyme de Péralta).

À partir de juin 1947, Munis, Péret et Natalia Sedova commencèrent leur rupture avec la IVe Internationale. Furent publiés des textes importants : «Lettre ouverte au communiste internationaliste, section française de la IVe Internationale» ; «la Quatrième Internationale en danger», en vue du IIe congrès mondial de celle-ci.

En 1948, alors que Munis et Péret étaient établis en France, survint la rupture brutale avec la IVe internationale qui proclamait la «défense inconditionnelle de l'URSS» et son caractère d'«État ouvrier dégénéré».

À l'hiver 1948, Munis fut cofondateur avec Benjamin Péret, Jaime Fernández, Paco Gomez, Sania Gontarbert, Sophie Moen, Edgar Petsch, Agustín Rodriguez et Maximilien Rubel de l'Union ouvrière internationale. Le groupe, qui comportait aussi un petit noyau de militants vietnamiens, comptait une cinquantaine de militants tant à Paris qu'en province. Il publia un bulletin ronéotypé, *La bataille internationale*.

Simultanément, Munis avec ses amis espagnols fondait le Grupo comunista internacionalista de España, qui avait des ramifications à Barcelone et diffusait la littérature du groupe en pleine clandestinité. En mars 1951, le groupe diffusa des appels révolutionnaires contre le franquisme et le stalinisme lors d'une grève spontanée des traminots de Barcelone. Munis, très actif lors de la grève, fut emprisonné en même temps que ses camarades. Il resta en prison jusqu'en 1958.

Munis reprit aussitôt son activité politique en France avec Benjamin Péret et Jaime Fernández. Se constitua alors en 1958 le Fomento obrero revolucionario (FOR – Ferment ouvrier révolutionnaire) auquel Munis contribua jusqu'à sa mort par le biais des revues *Alarma* et *Alarme*.

En 1960, le gouvernement français expulsa Munis du territoire comme menaçant l'ordre public. Il se réfugia à Milan et entra en étroit contact avec le Parti communiste internationaliste d'Onorato Damen, qui l'hébergea plusieurs mois et avec lequel il eut de très longues discussions. Les thèses de Munis furent défendues aussi par le groupe italien «Azione comunista» de Bruno Fortichiari, mais de façon confuse. C'est à Milan, chez Onorato Damen qui l'hébergea, que Munis rédigea – secondé par la plume de Péret – deux de ses ouvrages théoriques qui eurent une profonde influence dans le milieu radical de l'après-68 : *Les syndicats contre la classe ouvrière* et *Pour un second Manifeste communiste* (1961).

En 1962 Munis fut à nouveau autorisé à séjourner en France. Il s'occupa de mettre en place le groupe espagnol, se lançant dans une activité de révolutionnaire professionnel. Il écrivit une histoire de la révolution en Espagne : *Jalones de derrota, promeses de victoria*.

Après 1968, le groupe «Alarme» de Munis joua un petit rôle dans la réorganisation du «courant ultragauche» en France à l'occasion de conférences internationales.

Poursuivant une œuvre théorique sur la question de l'État, Munis mourut à Paris le 4 février 1989.

Œuvre : Textes choisis de Munis et de son courant, de 1936 à 1950, in Agustín Guillamón, *Documentación historica del trotsquismo espanol (1936-1948)*, Ediciones de la Torre, Madrid, 1996. – *El Socialist Workers Party y la guerra imperialista*, Editorial Revolución, Mexico, 1945. – *Los revolucionarios ante Rusia y el estalinismo mundial, editorial Revolucion*, Mexico, 1946 – Jalones de derrota, promesa de



victoria, Editorial Revolución, Mexico, 1948. – *Grupo Comunista Internacionalista : Explicación llamamiento a los militantes, grupos y sectiones de la IV Internacional*, Paris, septembre 1949. – Textes de Munis dans sa revue *Alarma*, primera y segunda serie, 1958-1976, et Fomento obrero revolucionario, réédition à Barcelone, sans date. – *Pour un second manifeste communiste* (édition bilingue, français et espagnol), Eric Losfeld, Paris, 1965. – Munis et Péret, *Les syndicats contre la révolution*, Eric Losfeld, «Le Terrain vague», Paris, 1968. – *Fomento Obrero Revolucionario : Llamamentio y exhorto a la nueva generación*, FOR, Paris, 1966. – *Trayectoria quebrada de Révolution internationale*, Alarma, 1974. – *Parti-État, stalinisme, révolution*, Spartacus, Paris, 1975. – *Analisis de un vacio. Cincuenta años después del trotskismo*, supplément à *Alarma* n° 15, Barcelone, 1983.

Sources : F. Bonamusa, *Andreu Nin y el movimiento comunista en España (1930-1937)*, Anagrama, Barcelone, 1977 – Pierre Broué, *Léon Trosky. La revolución española (1930-1940)*, Fontanella, Barcelone, 1977. – Pierre Broué, *Staline et la révolution. Le cas espagnol*, Fayard, Paris, 1993. – Andrew Durgan, *Dissident Comunism in Catalonia 1930-1936*, thèse de doctorat, Londres, 1989. – Pelai Pages, *El movimiento trotskista en España (1930-1935)*, Peninsula, Barcelona, 1977. – Agustín Guillamón, «Los bordiguistas en la guerra civil espanola», *Balance* n° 1, novembre 1993 – Agustín Guillamón, «G. Munis, un révolutionnaire méconnu», in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 50, mai 1993. – Agustín Guillamón, «Relaciones y correspondencia entre Nin y Ambrogi, 1930-1931», *Balance*, mars 1994, Barcelona. – Agustín Guillamón, *La Agrupación de Los Amigos de Durruti (1937-1939)*, Barcelona, mai 1995. – Guy Prevan (éd.), Benjamin Péret, *Œuvres complètes* tome 5, Textes politiques, Librairie José Corti, Paris, 1989 – Ngo Van, «1954-1996 : une amitié, une lutte», in *Maximilien Rubel... Combats pour Marx*, «Les amis de Maximilien Rubel», L'Insomniaque, Paris, 1997. – Archives de la IVe Internationale, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, cote Fo rés. 552 et 553, dossiers Mexique (1942-1947). – Notice de Paolo Casciola, 2010 : http://files.spazioweb.it/aruba27963/file/g.munis_1912-1989.pdf



Spartaco Ferradini

FERRADINI (Spartaco), capitaine de marine marchande, né le 6 novembre 1919 à Gênes, mort le 24 avril 1945 lors de l'insurrection de Gênes contre les nazi-fascistes. Il était à la fois partisan et membre du PCInt. Une plaque commémorative déposée à Gênes (San Fruttuoso) en fait un «*partisan… tombé pour la liberté*».

Son père Giulio (mort en 1974), secondé par son autre fils Iaris (mort en 1972), fut à la tête de la section du PCInt à Gênes après 1945 jusqu'à sa mort survenue le 16 juin 1962.

À Gênes le nom de Spartaco Ferradini a été attribué à un modeste passage (*passo*).

Sources : «Giovane sangue proletario», *Battaglia comunista* n° 2, 6 juillet 1945, p. 4. – «Lutti nostri», *Il programma comunista* n° 13, 8 juillet 1962. – Giuseppe Morabito, *Viaggio nella memoria. In ricordo dei partigiani, dei patrioti e dei caduti per la libertà della Bassa Valbisagno di Genova*, Associazione nazionale partigiani d'Italia, Marassi, et Commune de Gênes, 2005.



Réunion du PCInt à Crémone, en 1947. On distingue Rosolino Ferragni (assis à gauche, les coudes sur la table) et Giuliano Bianchini (Debout, 3e à partir de la gauche).

FERRAGNI (Rosolino, Arnaldo), dit MALVICINI : né le 4 novembre 1896 à Crémone, avocat. Il est en 1921 l'un des fondateurs de la Fédération de Crémone du PC d'Italie. Chassé de sa ville, il est employé en 1924 à l'administration de l'*Unità*, à Rome, puis secrétaire du comité milanais du Secours rouge. En 1925, il est nommé Secrétaire de la section et de la fédération milanaise. En 1926, il devient responsable du Service juridique du PC, mais en septembre de la même année, il est arrêté en même temps que Terracini. Le 20 février 1928, il est condamné par un Tribunal

spécial à 16 années de prison. Relâché en 1937, il est de nouveau arrêté en 1940 et envoyé en relégation. Il retourne à Crémone, dès la chute de Mussolini, jouant un rôle important dans le regroupement des forces révolutionnaires.

Recherché, de septembre 1943 à avril 1945, il change constamment de domicile pour échapper aux fascistes. D'abord adhérent au PCI, qu'il croyait pouvoir redresser, il en est vite exclu.

Il adhère tout naturellement à la section de Crémone du PC internationaliste, au début de l'année 1946, animant avec Giovanni Bottaioli une section de jeunes, parfois anciens partisans comme Giulio Bianchini et son frère Giuseppe. Il est le responsable et rédacteur en chef du journal local (Crémone et Mantoue) du PCInt : l'*Echo dei Comunisti.* Après la scission de 1952, il continua son activité dans le PCInt-*Battaglia comunista* de Damen jusqu'à sa mort le 26 juillet 1973. Il était membre du comité central de cette organisation et directeur responsable de *Battaglia comunista* et de *Prometeo.*

Sources : ACS CPC, busta 2004. – *Battaglia comunista*, n° 14, sept. 1973, «Fino in fondo». – Danilo Montaldi, *Bisogna sognare. Scritti 1952-1975*, 1994.



Dino Fienga, Madrid, août 1936, médecin militaire (capitaine) d'un bataillon du POUM

FIENGA (Bernardino), dit DINO, médecin, aide bibliothécaire, tertiaire franciscain : Né à Scafati (Salerne) le 27 février 1893, Dino Fienga se forma comme médecin. D'abord républicain, il se prononça contre toute forme interventionnisme. Il se rapprocha du PSI, dont la tendance de gauche était représentée à Naples par le Cercle Carlo Marx dirigé par Amadeo Bordiga. Pendant la guerre il publia deux livres qui prenaient position contre le massacre des Arméniens (1915) et pour l'insurrection irlandaise contre l'Empire britannique (1916). Il dirigea d'octobre 1917 à décembre 1918 la revue socialiste napolitaine *Il Grido,* «bimensuel de critique sociale». Il travailla comme auxiliaire dans les bibliothèques d'État d'août 1918 à juillet 1919.

Partisan de Bordiga, il adhéra en janvier 1921 au Parti communiste d'Italie et fut le premier secrétaire de la Fédération napolitaine. À ce titre, il fut candidat aux élections de 1924, où il obtint nombre de voix, mais sans être élu député.

Il ouvrit fin 1925, avec Oreste Mosca, une librairie-maison d'édition qui fut vite soumise à la vindicte des autorités fascistes.

Arrêté en novembre 1926, il est condamné en 1927 à trois années de prison et définitivement radié de l'Ordre des médecins. En 1930, il trouve refuge en France, où il est très proche de Mario De Leone (*Topo*), dirigeant de premier plan de la Fraction italienne. Membre de la Fraction, il publia dans le journal italien de la Fraction *Prometeo* plusieurs articles signés *Dino.* Durant le conflit italo-abyssin, il proposa vainement d'envoyer une mission sanitaire en Éthiopie.

À la fin de juillet 1936, partisan des positions de la minorité de la Fraction, il se rend avec Mario De Leone en Espagne, où il dirige les services sanitaires du POUM. En 1939, il put se réfugier à Mexico, où il est l'unique Italien reçu par Trotsky. Il travailla alors dans un hôpital, en maintenant des liens avec le mouvement trotskyste local.

Vers la fin de la guerre, il se convertit au christianisme, ce dont témoigne la publication, en 1944, d'un petit volume en espagnol dédié à saint François d'Assise. Retourné à Naples en 1946, il fut



longtemps aide-bibliothécaire à la Bibliothèque nationale avant d'obtenir une titularisation.

Dino Fienga publia en 1947 un livre sur Don Luigi Sturzo (1894-1959), le pionnier du «christianisme social». Devenu, la même année, laïc du tiers-ordre franciscain, il publia ses souvenirs sur la guerre d'Espagne dans la revue *Battaglia socialista* dirigée de 1953 à 1955 par Enrico Russo, ancien membre de la Fraction italienne.

Dino Fienga est mort à Naples le 11 octobre 1975.

Sources : ACS, CPC, busta 2055. – Fondo Bernardino Fienga, Istituto Campano per la Storia della Resistenza Vera Lombardi. – *Dino*, «Parliamoci chiaro. Che cosa è il fascismo», *Prometeo* n° 42, 1er déc. 1930. – «La frazione ed il segretariato», *Prometeo* n° 45, 15 janvier 1931. – Dino Fienga, *Francisco «el pobrecillo de Asís»,* Ediciones Coli, Mexico, 1944. – *Luigi Sturzo: pensiero ed azione,* Milan, De La Riviera, 1947. – *Noi i rinnegati del dio che ha fallito* (présentation d'Oreste Mosca), La Meridionale, Naples, 1951. – Dino Fienga, La guerra del '36 in Aragona. La lotta per la libertà nella Spagna reppublicana, *Battaglia socialista*, mai 1953 (http://files.spazioweb.it/aruba27963/file/dino_fienga_la_lotta_per_la_liberta_nella_spagna_repubblicana_1953.pdf.) – Raffaele Colapietra, *Napoli tra dopoguerra e fascismo*, Feltrinelli, 1962. – Luigi Musella (éd.), D. Fienga – C. Maglietta – E. Misefari, *Memoria e antifascismo: combattenti meridionali alla guerra di Spagna*, Naples, Athena, 1989. – Fausto Bucci et Rossano Quiriconi (avec Carboncini Claudio), *La vittoria di Franco è la disfatta del proletariato*, La Ginestra, Follonica, 1997. – Fulvio Tuccillo, *Il caso Fienga*, Bibliothèque nationale de Naples, Naples, 2008 (http://www.bnnonline.it/index.php?it/158/il-caso-fienga-le-testimonianze-di-una-vita-straordinaria). – Dino Fienga, *Francesco il povero di Dio,* Ed. San Paolo, Cinisello Balsamo (Milan), 1995 (traduction en italien de l'édition mexicaine de 1944). – Dino Erba, *Dizionario...*, op. cit., 2015.



Arrestation du jeune Ilario Filippi, le 9 septembre 1946. Il est enchaîné dans l'allégresse des gendarmes de l'ancien régime fasciste.

FILIPPI (Ilario) (1927-2004) : né à Montefioralle (Greve in Chianti) le 29 janvier 1927 dans une famille pauvre mais en contact très étroit avec la nature qu'il observa dès son plus jeune âge. Très jeune, il travailla comme ouvrier et s'engagea dans un groupe de partisans en 1944-45. Âgé de 19 ans, il s'était inscrit au début de 1946 dans la section florentine du PCInt.

Le 9 septembre 1946, en fin d'après-midi, le marquis Lapo Viviani della Robbia, au volant de sa FIAT «topolino», se dirigeait vers un de ses domaines non loin de San Polo, près de Florence. La «topolino» tomba en panne et fut remorquée jusqu'à sa villa. C'est à ce moment que caché, dans un bois, le jeune Ilario abattit de plusieurs coups de revolver le marquis, qui mourut peu après. Lapo Viviani, un grand propriétaire foncier, avait été un important notable fasciste sous-secrétaire du *fascio* de Florence et secrétaire du *fascio* de San Polo.

L'Unità du 11 septembre 1946 se risqua à affirmer que le marquis «*ne voulait plus entendre parler du fascio après le 25 juillet*», et même que «*pendant la période du mouvement partisan il accueillit favorablement dans sa villa di San Polo les éléments de diverses formations qui agissaient dans cette zone*».

Les habitants de San Polo, malgré l'amnistie proclamée par Togliatti, avaient une meilleure mémoire : «*La villa de Viviani était pleine d'Allemands et il était en liaison avec les différents commandants de carabiniers à l'époque même où les ratissages contre les partisans se faisaient de plus en plus fréquents […] Personne n'oublie tout ce qu'il a dû endurer de violences causées par l'ancien hiérarque.*» (*L'Unità*, 14 septembre 1946).

La presse de droite présenta d'Ilario Filippi comme un «petit délinquant» de 19 ans, ennemi des couches moyennes, manipulé par de «prétendus léninistes». C'est ainsi que le *Mattino d'Italia*



attribua au PCInt un plan concerté de «*crimes en série de façon à renvoyer au Créateur* (sic) *tous les indésirables appartenant à la classe aisée, agriculteurs petits et moyens*». Le PCInt était défini comme un «*mouvement de délinquants qui se cachent sous l'habit de soi-disant léninistes*».

Cette contre-offensive des partis de droite et d'extrême droite avait été favorisée par la loi d'amnistie promulguée par Togliatti, garde des sceaux, le 22 juin 1946, laquelle permettait la libération des chefs fascistes, absous de tous leurs crimes passés.

Depuis le début de 1946, la police exerçait une étroite surveillance du PCInt, qui «de tous les partis existants… est le plus dangereux». Selon elle, le PCInt était une «organisation terroriste», qui préconisait «*la liquidation des aristocrates, des capitalistes, des prêtres et des hauts responsables de l'armée*».

L'Unità du 13 septembre, embouchant les mêmes trompettes, titrait : «*Un groupe de jeunes exaltés et corrompus a armé la main de l'assassin âgé de 19 ans*» et concluait : «*Ayant grandi au cours de ces années tragiques de guerre où les valeurs humaines étaient foulées au pied ou détournées, suffoquées par les instincts les moins nobles de la nature, ce sont de pauvres types qui croient que dans ce monde tout peut se résoudre à coups de revolver*».

De tels discours étaient littéralement suffocants, quand l'on sait que le PCI était responsable du massacre de Schio dans la nuit du 7 au 8 juillet 1945, au cours duquel périrent dans une prison 54 présumés «fascistes» assassinés par un de ses commandos, crime qu'il voulut d'ailleurs faire endosser – sans succès – par le PCInt.

Bien qu'Ilario Filippi, ait déclaré fermement avoir agi seul sans être poussé par quiconque, quatre autres camarades de la section de Florence – Orlando Piazzesi, Oscar Valoriani, Alfredo Secci et Sergio Salvadori – furent arrêtés comme complices et deux autres furent activement recherchés comme en ayant été les instigateurs : Giacomo Stefanini et sa compagne Maria Antonietta Falorni, qui durent se réfugier en France pendant plus d'un an.

La Fédération de Florence du PCInt, dans un tract vite distribué dans les usines et les quartiers ouvriers, clarifia la position du parti : «*Par ses positions programmatiques et doctrinales un parti marxiste s'interdit d'utiliser les méthodes terroristes et l'action individuelle comme système de lutte politique*». Dans un autre texte, daté du 26 septembre, le PCInt réaffirmait cette position : «*Notre ligne politique, strictement marxiste, exclut tout recours à la violence individuelle, mais vise l'unification des mouvements de masse du prolétariat pour la conquête révolutionnaire du pouvoir*».

Ilario Filippi fut condamné en juillet 1948 par la cour d'assises de L'Aquila (Abruzzes) à 27 années de prison (réduites à 16). *Battaglia Comunista*, organe du PCInt, lança une campagne «pour les victimes politiques», qui d'un bout à l'autre de la péninsule rencontra un grand succès chez les ouvriers, quelle que soit leur appartenance politique : partisans, membres du PCI, du PSI, anarchistes, parti d'action, et même démocrates-chrétiens. La campagne dura plusieurs années.

Filippi fut libéré le 15 août 1956 de la prison de Volterra, mais son compagnon d'infortune Sergio Salvadori avait déjà péri le 27 septembre 1950 dans la prison de Parme par manque de soins médicaux.

Par la suite, dans les années 70 et jusqu'à sa mort le 27 janvier 2004, Filippi se consacra dans le cadre de sociétés savantes toscanes à l'observation de la nature (mycologie et serpentologie), écrivant un livre intitulé : «Moi et les vipères» (*Io sto con le vipere*, 1994) et nombre d'articles sur les champignons.

Sources : «Vita di Partito», *Battaglia comunista*, n° 24, 1-7 sept. 1946; «Cinque per uno, rappresaglia di classe», n° 25, 20 juillet 1948; «Sergio Salvadori, tragicamente morto nel carcere di Parma», n° 19, 4-18 oct. 1950; «La scarcerazione del compagno Filippi», n° 9, 25 sept.-25 oct. 1956. – «Appunti per la Storia della Sinistra: ruolo dei falsi comunisti nel borghese assestarsi del dopogguera italico», *Comunismo* (organe théorique du Parti communiste international, Florence), n° 42, juin 1997. – Roberto Gremmo, «La schedatura poliziesca del 'Partito Comunista Internazionalista' dalla fine della clandestinità alla scissione del 1952», *Storia Ribelle* n° 18, Elf, Biella, automne 2005, p. 1729-1756. – Alessandro Pellegatta, «Morte in carcere di un combattente proletario. 1950-2010: 60° anniversario della scomparsa del compagno Sergio Salvadori», *Pagine Marxiste*, n° 25, sept. 2010.



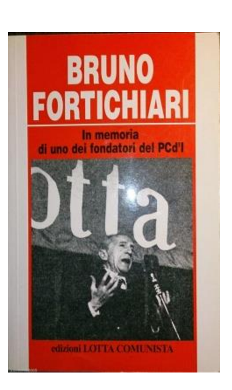
Œuvre : *Io sto con le vipere*, Ediemme editrice, Florence, 1994; Mara Fiesolani et Roberto del Buffa, *Ilario Filippi – Scritti di Micologia*, Associazione culturale Il paese sulla collina Sara Cerrini, Pontassieve (Florence), oct. 2009.

FORMENTI (Attilio Ferruccio), coiffeur pour dames : né à Villapenta (Mantoue) en 1903. Après le 8 septembre 1943, il trouva refuge en Suisse, où il fut interné – tout comme Umberto Terracini – dans le camp de réfugiés d'Adliswill, près de Zurich. Retourné à Milan, après le 25 avril 1945, il est l'un des fondateurs de la section milanaise du PCInt. Lors de la scission de 1952 il suit la tendance Bordiga-Maffi-Perrone.

Opposé à la gestion de la section milanaise, il est expulsé du «parti» en 1963, tout comme Gaetano Lombardo. Tous deux trouvèrent refuge à *Battaglia comunista*.

Sources : ACS CPC, busta 2118. – Documento di Attilio Formento et Gaetano Lombardo, *Battaglia comunista* n° 3, mars 1963. – D. C., «70 anni fa – Un ricordo dei primi compagni del PCInt», mai 2013 : http://www.leftcom.org/it/articles/2013-05-05/70-anni-fa-un-ricordo-dei-primi-compagni-del-pcint. – Dino erba, *Dizionario...*, op. cit., 2015.





Bruno Fortichiari, 1921, membre de l'Exécutif du PC d'Italie. – brochure consacrée à sa mémoire par le groupe «Lotta Comunista», en 2005.

FORTICHIARI (Bruno), dit LORIS, dit Ruggero MARTINI, employé, journaliste, correcteur, comptable, coopérateur : né le 18 février 1892 à Luzzara (Reggio-Emilia), fils d'Antonio Fortichiari, commerçant, fondateur de la section socialiste locale, et de Cleonice Marchesi, institutrice. Il fonde en 1907, à peine âgé de 15 ans, un cercle de jeunes socialistes (FGS) et écrit son premier article dans le périodique *Le giovani guardie* organe de la Fédération provinciale socialiste de Reggio-Emilia. Ce sera un an plus tard le début d'une collaboration à l'*Avanguardia*, l'hebdomadaire national des jeunesses socialistes.

L'année 1912 voit le début de la visibilité politique nationale du jeune prodige, âgé de 20 ans : il est nommé secrétaire de la Bourse du travail de Piacenza; dans le cadre de la FGS, il rencontre pour la première fois Amadeo Bordiga, le champion de la lutte contre le courant «culturaliste» dirigé par Angelo Tasca; en décembre, il est placé à la tête de la Fédération provinciale de Milan, dont il dirige l'organe *Battaglia socialista*.

Le 3 août 1914, il organisa une manifestation contre la guerre. Ce sera le début d'actions internationalistes contre la guerre et ses partisans. Le 24 novembre 1914, il fait expulser Mussolini de la section socialiste de Milan et en septembre 1915, il fait diffuser à plusieurs centaines d'exemplaires le Manifeste de Zimmerwald. Il récidive avec la diffusion du Manifeste de Kienthal en avril 1916. Cela lui vaut à maintes reprises, en 1917 et 1918, la prison et la relégation «pour haute trahison». Cette action persévérante contre la guerre bénéficia de l'immense travail déployé par Luigi Repossi et Abigaille Zanetta, une enseignante d'exception.

Les 20 et 21 juillet 1919 il organise à Milan une grève générale pour la Russie révolutionnaire. Il joue un rôle important lors du congrès de Bologne des 5-8 octobre 1919 mais se refuse de soutenir les thèses abstentionnistes de Bordiga.

Bien qu'il soit tuberculeux et interné en sanatorium, la Fédération socialiste et la Bourse du travail de Milan lui demandent en septembre 1920 de prendre la direction politique du mouvement d'occupation d'usines.



En septembre 1920, il rencontre régulièrement le bolchevik Nikolaï Liubarskij (1887-1938), dit *Nicolini*, représentant spécial de l'Exécutif de la IIIe Internationale à l'intérieur du PSI, qui lui demande d'accélérer le processus de formation d'une fraction communiste rattachée au Komintern.

Le 15 octobre 1920, il participe à Milan – avec Luigi Repossi, Bordiga, Francesco Misiano (1884-1936), Egidio Gennari (1876-1942), Nicola Bombacci, Terracini, Gramsci et Luigi Polano (1897-1984) – à la réunion qui porte sur les fonts baptismaux la fraction communiste du P.S.I. À l'unanimité, il en est élu secrétaire. En conséquence, il démissionne de ses fonctions de Secrétaire de la Fédération socialiste de Milan et s'installe à Bologne. Mais après des affrontements sanglants entre les fascistes et la population, le siège de la Fraction doit être transporté à Imola, où il devient un collaborateur direct de Bordiga.

Les 28-29 novembre 1920, il est l'un des maîtres d'œuvre de la conférence d'Imola où il est décidé, à l'unanimité, que quelle que soit la décision prise par le Congrès national du PSI à Livourne, le Parti communiste, section de l'Internationale communiste, devra être fondé.

Lors du congrès de Livourne du 21 janvier 1921, au théâtre San Marco, Bordiga lui demande de présenter la motion constituant le PCd'I et devient membre de la commission exécutive du comité central. Il dirige sous le pseudonyme de *Loris* l'organisation militaire illégale du parti.

Du 12 au 23 juin 1923, il participe à Moscou, avec Gramsci, Terracini et Scoccimarro, au IIIe Exécutif élargi du Komintern. Il s'oppose à la nomination d'une nouvelle C.E. dominée par la droite (Angelo Tasca). Il vote contre la proposition de l'Exécutif de faire rentrer les «terzini» dans le P.C. d'I. Il refuse aussi de faire partie du nouveau Comité exécutif du PC d'Italie, au côté de Togliatti, Mauro Scoccimarro, Angelo Tasca et Giuseppe Vota. Il refuse enfin de «se reposer» dans une datcha en Crimée.

Il rentre clandestinement en Italie en juillet, il démissionne le 9 août 1923 du Comité exécutif. L'Exécutif fait pression pour qu'il revienne sur sa décision.

De sa prison, Bordiga le convainc de passer en Suisse puis à Vienne pour éviter l'arrestation. À Noël 1923, il doit retourner en Italie pour réorganiser le parti en vue des prochaines élections générales.

Le 6 avril 1924, il est élu député de Milan. Il convoqua alors une réunion clandestine de la gauche milanaise qui acceptait la discipline du Komintern, mais se prononçait contre la fusion avec les «terzini» de Serrati.

Il est convoqué avec Repossi par Jules Humbert-Droz qui lui impose d'accepter la fusion avec les «terzini» et de garder ses responsabilités dans le Parti.

En mai 1924, il est nommé Secrétaire de la Fédération provinciale de Milan, mais le Centre annule sa nomination. À la conférence de Come il se déclare avec la majorité qui est à la gauche du parti contre Togliatti et contre Tasca.

En juin 1924 il s'oppose à la proposition de Gramsci de se retirer sur l'Aventin avec les députés socialistes.

Il est destitué de ses responsabilités dans le parti, en 1925, pour «bordiguisme». À la suite de cette destitution, se forma le Comité d'entente, auquel il donna son adhésion, sans hésitation.

En 1925-26, le fascisme avait mis en place son armature juridique pour briser le mouvement ouvrier. Le Parti communiste, dirigé par le «centrisme» se trouva désarmé. Son Exécutif proclama bien une grève générale après l'instauration des « lois d'exception pour la sécurité et la défense de l'État». Celles-ci suivaient la présumée tentative d'attentat du 31 octobre 1926 contre Mussolini (perpétrée par un garçon de 15 ans, Anteo Zamboni, lynché sur place). Fortichiari, avec Repossi et la gauche du parti, s'opposa à ce qui était une velléité de grève condamnée à la faillite.



Malgré la destitution de tous les députés de l'opposition et la mise hors la loi du parti, Fortichiari rentra à Milan pour être finalement arrêté le 8 novembre, comme tous les députés communistes. Après une incarcération à la prison de San Vittore, il est condamné à cinq années de relégation à Tito di Potenza, à Lipari. Il en est libéré pour raisons de santé (tuberculose) et renvoyé à Milan.

Contrôlé très étroitement par la police, il est contacté quelques semaines plus tard par Paolo Ravazzoli (*Santini*), au nom de la direction du parti, pour connaître ses réactions au Congrès de Lyon, son degré de fidélité à Bordiga et son degré de soumission en lui faisant miroiter une sûre «promotion» dans l'appareil.

Il refusa tout accord avec la direction du PCI, qui l'ostracisa. En même temps, il est condamné à la relégation, mais sa peine fut commuée en peine conditionnelle. En 1927-1928 il est employé à la représentation commerciale russe à Milan (succédant à Mario Lanfranchi), mais il en est licencié quelques mois plus tard suite à la brutale destitution de Kamenev de son poste d'ambassadeur à Rome.

Après de longues périodes de chômage (et un emploi dans la charcuterie de son père!) il trouva finalement en juin 1929 un travail stable de comptable auprès de l'entreprise Luigi Scaletti. En lisant le quotidien fasciste *Il Popolo d'Italia* du 12 juin, il apprend qu'il a été exclu du parti communiste. (Il le fut d'ailleurs une seconde fois, très «officiellement», comme «traître», dans les colonnes de *l'Unità* en septembre 1935.) Bien que soumis à une surveillance étroite par la police fasciste et le PCI, il réussit à créer un noyau solide avec Luigi Repossi, Mario Lanfranchi et Giusto Della Lucia (ancien secrétaire de la Fédération de Belluno), avec lesquels il diffuse des documents clandestins signés «Gruppo Comunista» puis «Sinistra comunista».

En 1942, il rencontre pour la première fois des communistes internationalistes qui allaient former le PCInt un an plus tard, mais aussi Lelio Basso, pour le PSIUP, qui publiait *Bandiera Rossa*, ainsi que des socialistes. Avec les frères Carlo et Mauro Venegoni, il est l'un des fondateurs du groupe *Il Lavatore*, qui publie ce titre éponyme à partir de novembre 1943. La même année, en juillet, comme Luigi Repossi, il chercha à rentrer dans le PCI, ce qui lui fut refusé.

Membre du PCI en 1945, il s'occupe du mouvement coopératif et mutualiste de Lombardie. Il quitte ce parti lors de l'écrasement de l'insurrection ouvrière en Hongrie en novembre 1956. Il donne une visibilité à son groupe qui publie *Azione comunista*, et existait déjà clandestinement dans le PCI depuis le 21 juin 1956. Fortichiari, avec la Fédération communiste libertaire (FCL), dont est membre Arrigo Cervetto, mais aussi les «Groupes communistes révolutionnaires» trotskystes de Livio Maitan et le PCInt-*Battaglia comunista*, tenta de créer en décembre de la même année un éphémère *Movimento della sinistra comunista*, qui se disloqua en février 1957. Auparavant, *Battaglia Comunista* lui avait ouvert ses colonnes.

Après l'échec de cette tentative «unitaire» Bruno Fortichiari continua avec la FCL, dont le membre le plus en vue Arrigo Cervetto évoluait vers le «pur léninisme». Victime du « mythe sentimental de l'unité à tout prix », selon certains, il essaya de louvoyer

Partisan d'une union de tous les groupes de la «gauche communiste» se reconnaissant dans les «dieci punti di Livorno 1921», il poursuivit de 1970 jusqu'à sa mort le 4 janvier 1981, cette tentative de regroupement d'abord par l'envoi de «Lettres aux camarades de la gauche communiste», puis depuis 1972 à travers la revue *Iniziativa comunista*, attirant vers lui un certain nombre de jeunes.

Son aura politique – celle d'avoir lu les «dix points de Livourne 1921» qui fondent le Parti communiste d'Italie – se maintint et se renforça dans l'après-1968. De 1972 à 1980, il participa à de nombreux débats et conférences sur invitation de groupes se réclamant de la «sinistra comunista», tels le Cercle «La Commune» et l'organisation «Lotta Comunista». En 1978, il publia à Turin un important livre de témoignage politique *Comunismo e revisionismo in Italia.*



Sources : APC CPC, busta 2128. – Bruno Fortichiari Papers, IISG, Amsterdam, 1945-1977, 2 CD-ROM, 1999 (originaux en possession de Simonetta di Sieno, Milan). – *Protokoll der Konferenz der Erweiterten Exekutive der Kommunistischen Internationale, Moskau, 12.-23. Juni 1923*, Carl Hoym, Hambourg, 1923. – «Vita del Partito. Via i traditori dalle nostre file!», *l'Unità*, sept. 1935. – *Sul 20. Congresso del PCUS: come è stato fondato il PCI*, Editrice Movimento operaio, Milan, 1958. – Intervista di Fortichiari sulla storia del Partito e del Movimento Comunista (1977) : www.marxists.org/italiano/fortichiari/. – Arturo Peregalli, «Le dissidenze comuniste tra Lenin e Mao. 'Azione comunista' (1956-1965), *Classe. Quaderni sulla condizione e sulla lotta operaia* n° 17, juin 1980, Dedalo Libri, p. 137-150. – Mirella Mingardo, *Mussolini, Turati e Fortichiari. La formazione della sinistra socialista a Milano 1912-1918*, Graphos storia, Genova, 1992. – Celso Beltrami – Iunio Valerio Maggiani, *Vita e idee di Bruno Fortichiari, La figura e l'opera del militante rivoluzionario nel corso dei diversi momenti del suo cammino politico e biografico*, Ed. Prometeo, Milan, 2000. – *Bruno Fortichiari : in memoria di uno dei fondatori del PCd'I*, Lotta comunista, Milan, 2006. – Mirella Mingardo, *1919-1923 : Comunisti a Milano. La sinistra comunista milanese di Bruno Fortichiari e Luigi Repossi dalla formazione del PCd'I all' ascesa del fascismo*, Quaderni di Pagine marxiste, Milan, 2011.

Œuvre : Bruno Fortichiari, *Lettere a te che leggi : umilissimo opuscolo per gli umili*, Avanti!, Milan, 1919 et 1920. – Bruno Fortichiari et Mario Malatesta, *Abigaille Zanetta 1875-1945*, A. Saita, Milan, 1948. – Loris (Fortichiari), «Agli insorti Ungharesi è mancata la guida e l'organizazzione di classe», *Battaglia comunista* n° 11, 25 nov.–25 déc. 1956. – Bruno Fortichiari, *Sul 20. Congresso del PCUS: come è stato fondato il PCI*, Movimento operaio, Milan, 1958. – *Comunismo e revisionismo in Italia; testimonianza di un militante rivoluzionario* (préface de Luigi Cortesi), Tennerello, Turin, 1978. – *Antologia di scritti* (a cura di *Iniziativa comunista*), Centro stampa Rozzano, 1992.



Antonio Gabassi, fin des années 30.

GABASSI (Antonio), dit TOTÒ, ANTONIO, BASSI, peintre en bâtiment : né en 1892 à Palmanova (Frioul), il adhère très jeune au PSI. En 1921, il est l'un des fondateurs du PC d'Italie à Turin, où il s'était installé. Il devient secrétaire interrégional. Arrêté en novembre 1921, sous l'accusation de complicité de meurtre d'un fasciste. Arrêté de nouveau à Milan en 1924, puis en 1926, il se réfugie en France. Il signa le 3 janvier 1927– avec 16 autres opposants – un document de protestation contre l'expulsion de l'opposition, adressé au Comité exécutif du Komintern. Il est l'un des fondateurs de la Fraction italienne qui voit le jour lors de la Conférence de Pantin d'avril 1928. Il est plusieurs fois expulsé de France, qu'il réussit chaque fois à regagner. Il s'occupe de la diffusion de la presse en italien et contribue à la rédaction de *Prometeo* sous le pseudonyme d'*Antonio*.

En octobre 1931, il fait partie de la délégation de la Fraction (Virgilio Verdaro, Ottorino Perrone, Bruno Bibbi et lui-même), qui participe à la Conférence nationale de la Ligue communiste. Avec ses camarades, il s'oppose à Raymond Molinier qui demandait le retour de l'opposition dans le giron du PCF. Lors des événements d'Espagne, il défend les positions de la majorité de non-participation aux opérations militaires dans les milices du POUM.

Pendant la guerre, il rentre en Italie où il est vite arrêté. Libéré en août 1943, il adhéra au PC Internationaliste créé par Onorato Damen, Bruno Maffi et Mario Acquaviva. Après la scission de 1952, il suit résolument la tendance de Damen *(Battaglia comunista* et *Prometeo*), s'en prenant à la tendance de Bordiga, dont les sectateurs «se masturbent la cervelle à savoir qui interprète le mieux la pensée du 'chef'». Il sera jusqu'à sa mort survenue le 17 décembre 1975, à Palmanova, fidèle à son organisation. Il avait épousé la sœur de Giovanna Costantini, une militante trotskyste italienne.

Sources : ACS CPC, busta 2210. – «Dalla lettere d'un vecchio compagno della sinistra», *Battaglia comunista*, n° 11-12, nov.-déc. 1953;

«È morto il compagno Gabassi. Une vita – una pagina di storia del Partito», *Battaglia comunista*, n° 1, 1er – 20 janvier 1976. – Paolo Casciola, *Giovanna Costantini* [Jeanne Apik] (1903-1995), *Quaderni del Centro Studi Pietro Tresso*, n° 36, sept. 1995.

GAMBINI (François) : né le 16 mars 1921 à Corte (Corse), décédé le 17 novembre 2006 à Marseille. François Gambini, postier, est né en Corse du Sud, à Corte. Il quitta l'île après 1945 pour Marseille. C'est là qu'il rencontra Lucien Laugier, déjà postier et militant de la Fraction française de la gauche communiste internationaliste. Celui-ci lui fit lire *Salaire, prix et profit* de Marx, ce qui lui permit de «faire le saut du syndicalisme à un engagement révolutionnaire». Il adhéra au groupe de Marseille de la FFGCI vers 1948.

Il fut pendant une vingtaine d'années le directeur de publication de *Programme Communiste* (dès son numéro 5 en 1959) et du journal *Le Prolétaire,* organe du Parti communiste international (PCI), dès son numéro 1 (juillet 1963). C'est à ce titre qu'il fut perquisitionné et arrêté à son domicile, puis relâché sans être inculpé, les 5 et 6 décembre 1975 lorsque le gouvernement Chirac prit la décision de réprimer les organisations qui menaient un travail antimilitariste parmi les soldats. Un tract diffusé par le PCI en novembre 1975, appuyant une initiative de soldats du 19e régiment de Besançon, en avait appelé au «droit des soldats à l'organisation» ainsi qu'au «soutien de (leurs) revendications», en combattant «*le militarisme bourgeois et ses valets dirigeants réformistes*». Ce tract valut l'inculpation de deux militants parisiens du PCI – Roger Le Scour, instituteur, et Anne Duperray,, médecin – par le juge d'instruction auprès de la Cour de sûreté de l'État pour «démoralisation de l'armée».

En 1979 François Gambini demanda à son organisation de se décharger de cette responsabilité légale, ce qui fut fait au début de l'année 1980.

Les divergences entre les sections «Nord» (Paris et nord de la France) et «Sud» (Rhône et Méditerranée), furent à l'origine de sa décision. Lors de ce premier éclatement de l'organisation, en 1981, François Gambini suivit Suzanne Voute, la principale théoricienne de l'organisation dans le Sud. Il fit partie du groupe formé autour d'elle qui en 1991 publia la revue théorique *Les Cahiers du Marxisme vivant*. Maintenant jusqu'au bout des liens avec toutes les tendances ou nuances de la mouvance 'bordiguiste', il resta jusqu'au dernier souffle «*toujours irréductiblement hostile au capitalisme et à sa société*».

Sources : *Le Prolétaire* : n° 207, 15-28 nov. 1975, «Solidarité de classe avec les soldats en lutte!»; numéro spécial, mardi 9 déc. 1975, «Les perquisitions et interpellations contre notre journal». – *Le Monde*, mardi 9 déc. 1975, p. 10 : «La Cour de sûreté de l'État a ouvert une deuxième information». – François Langlet (éd.), *Lucien Laugier. Textes I : «Les deux crises du PCI»*, Orsay, 2001. – *Le Prolétaire*, n° 483, janvier-avril 2007, «François Gambini». – *Les Cahiers du Marxisme vivant,* n° 1 (juin 1991) à 4 (février 2008), «François Gambini».

GAROTTA (Angelo) : né le 17 avril 1922 à Mediglia (Milan), ouvrier de Ponte Lambro (Como), travaillant dans une usine de la Montecatini. Partisan membre de la 38e Brigade Matteotti [proche du Parti socialiste italien d'unité prolétarienne (PSIUP)], il est tué par un sniper le 25 avril 1945. Selon d'autres sources, il fut «victime d'un incident tragique», en montant dans un camion de partisans : «*dans la confusion partit un coup du fusil qui le blessa mortellement*»

Il est toujours considéré comme ayant été membre du Parti communiste internationaliste.

Sources : «I nostri morti nella lotta», *Prometeo* (clandestin), n° 2, 1er mai 1945. – Il processo di formazione e la nascita del Partito comunista internazionalista, *Quaderni di Battaglia comunista*, n° 6, Ed. Prometeo, Milan, 1993.

GASCO (Carlo) : né le 9 décembre 1899 à Loazzolo (Asti), ouvrier maçon, communiste. Installé d'abord en France à Paris en 1927, il adhère à la Fraction, puis est expulsé de France en 1929. Il se domicilie à Bruxelles et adhère à la fraction à la fin des années 20. Noté d'abord «communiste dangereux», il s'éloigne de la Fraction après 1937 et semble avoir eu des contacts avec les milieux fascistes, en fréquentant assidûment leurs «organisations culturelles». Une note de l'OVRA du 3 février 1938 note que Gasco «fréquente la Maison d'Italie de Bruxelles et a fait une demande régulière d'admission à notre Dopolavoro». *Prometeo* avait déjà publié en janvier 1938 un communiqué de mise en garde : «*Les prolétaires doivent donc cesser d'avoir le moindre rapport avec ce*

traître». En mars 1941, se présentant au consulat italien, il affirme «ne plus s'occuper de politique», et exprime son désir de retourner en Italie avec un passeport en règle.

Sources : ACS CPC, busta 2298 (n° 34474). – «Comunicato», *Prometeo*, n° 151, Bruxelles, 10 janvier 1938.

GASPARINI (Guido), né en 1902 à Castiglion dei Pepoli (Bologne), ouvrier : réfugié en France, il était considéré comme anarchiste par la police; il était en fait «bordiguiste» et participa au congrès de fondation de la fraction de gauche à Pantin en 1928. Dans la Fédération de Paris, il était proche de Piero Corradi. Après la guerre, il retourna en Italie et devint membre du PCInt dans sa commune de naissance. Il suivit la tendance de Damen après la scission de 1951.

Sources : ACS CPC, busta 2304. – Sandro Saggioro, *Né con Truman, né con Stalin. Storia del Partito Comunista Internazionalista (1942-1952)*, Ed. Colibrì, Milan, 2010.

GAUTRAT (Jacques), dit Daniel MOTHÉ, est né le 6 décembre 1924 à Floirac (Gironde) dans une famille ouvrière, un père tapissier et une mère brodeuse qu'il perdit à l'âge de six ans. Jacques Gautrat travailla comme artisan chez son père, à Bordeaux, jusqu'en septembre 1943. Avant de devenir la «voix» quasi officielle de «l'ouvrier de Renault» dans les «médias de gauche» (*Esprit*, *Nouvel Observateur*) et sociologue au CNRS, Gautrat fit de très nombreux métiers, surtout manuels en usine.

Il s'engagea, en 1942, dans «l'organisation trotskyste» de Bordeaux, dirigée pendant un an par Marcel Baufrère (1914-1998), membre du POI (Parti ouvrier internationaliste) trotskyste, qui le «bolchevisa» avec le pseudonyme de *Mothé*. Ce groupe distribua en 1943 des tracts du «Front ouvrier» à l'intérieur d'entreprises. Selon son témoignage, contacté par l'Armée Secrète (A.S.) gaulliste, il projeta même des sabotages avant que ce projet tombe à l'eau après arrestation de ses camarades.

Il fut pendant la guerre un «militant de base» docile, autodidacte obéissant à des chefs plus nombreux que les simples militants : «*… je devais être un rare militant de base. Nous avions proportionnellement beaucoup de chefs… J'étais un ouvrier sans culture, pas d'études secondaires, autodidacte qui ne comprenait pas une grande partie de ce qui était écrit dans les journaux que je diffusais. J'ai suivi les scissions par affinité et par une logique très rudimentaire*».

Gautrat s'était néanmoins opposé à l'organisation trotskyste à laquelle il appartenait (POI), sur la question clef de la défense inconditionnelle de l'URSS. C'est consciemment, en 1943, à Toulouse, qu'il adhéra au groupe de communistes-révolutionnaire (C.R.) influencé par les RKD autrichiens de Georg Scheuer, devenu proche dans la pratique de la Gauche communiste italienne.

Néanmoins sa pratique réelle politique fut loin d'être placée sous le signe du «défaitisme révolutionnaire» défendu par les RKD-CR et la Gauche communiste italienne. Lors de la débandade des troupes allemandes d'Albi, il s'était intégré dans les FTP staliniens et y avait été nommé adjudant-chef. À la Libération, les FTP furent invités à signer un contrat d'engagement dans l'armée française gaulliste. Gautrat invita ses camarades à ne pas signer, déclarant que «*l'armée de la Résistance était une* armée de libération *et non une armée coloniale*». Il quitta alors l'armée et s'installa avec sa compagne à Marseille, puis à Neuilly-Plaisance, pour former une communauté où se joignirent d'autres militants, issus pour une part des Communistes-Révolutionnaires (C.R.) et des bordiguistes italiens.

Gautrat rejoignit la FFGC (Fédération Française de la Gauche Communiste) bordiguiste vers octobre 1945, en contact avec Suzanne Voute, pour laquelle il nourrissait une «grande admiration». Il écrivit pour son organe *L'internationaliste* mais aussi pour *Battaglia Comunista*, organe du PCInt. Selon son propre témoignage de 2003 (réponse à François Langlet et *Tempus fugit*), son engagement se fit par «mépris» de son milieu prolétarien d'origine devenu patriotique et recherche d'un « prestige intellectuel » : «*Je découvrais que l'on peut être primaire mais avoir du prestige si on adhère à une idéologie révolutionnaire ; ce qui sans doute pouvais me faire espérer qu'un jour je me distinguerai de ma classe sociale pour laquelle je n'avais pas beaucoup de considération. Je rappelle que le sentiment*



révolutionnaire qui m'animait était motivé essentiellement par le mépris et le dégoût des gens de mon entourage qui bien qu'appartenant au peuple étaient passés d'un patriotisme va-t-en-guerre à la soumission la plus servile devant l'occupant. Être révolutionnaire pour moi venait du mépris de mon milieu c'est-à-dire de ma classe sociale. »

Mais politiquement, Gautrat se sentit très vite isolé et devint critique à l'égard de ses camarades bordiguistes, même si ceux-ci étaient «*d'authentiques ouvriers simples, avec beaucoup d'humour, très chaleureux et sympathiques*» : «L'Internationaliste *était lu par les militants qui le distribuaient qui en étaient aussi les corédacteurs. Quant aux ouvriers à qui on le distribuait, ils ne devaient rien y comprendre tellement cette littérature était pleine de sous-entendus aux débats dans l'extrême-gauche et où les accusations de trahison fleurissaient dans chaque article. On devenait traître, renégat, bourgeois pour un oui pour un non… Les perspectives qu'on leur offrait : celle de faire la révolution ne les séduisait pas beaucoup. Ils aspiraient à la paix. Les seuls qui nous prenaient au sérieux étaient les militants communistes qui venaient nous chasser de la porte des usines où nous distribuions nos journaux…* »

Établi à Paris, il occupa différents emplois de bureau jusqu'en mai 1947. De juin à septembre 1947, Gautrat, sa compagne et un autre couple s'installèrent en Scandinavie où lui-même travailla comme plongeur en cuisine à Oslo, puis O.S. chez Siemens à Stockholm. De retour à Paris, il s'installa à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne). Après 1949, au terme d'une formation à la FPA (Formation Professionnelle des Adultes), il devint fraiseur professionnel.

En juillet 1950, Gautrat et sa compagne partirent en Yougoslavie, intégré dans la «brigade Renault» formée par les trotskystes, en solidarité avec l'«autogestion socialiste» de Tito qui venait de rompre avec l'URSS. Affecté au chantier qui construisait l'université de Zagreb, il aida, d'après son témoignage, l'interprète de l'équipe Renault à quitter secrètement le «paradis de l'autogestion» pour demander l'asile politique en France.

Tout en étant l'éditeur officiel, responsable du journal *L'Internationaliste*, Gautrat collabora avec la Fédération Anarchiste (FA) et écrivit dans *Le Libertaire Renault*, sans voir la moindre contradiction dans cette double appartenance, chacun d'eux étant « bien contents d'avoir un ouvrier qui écrit ! ». Lorsque le groupe «Socialisme ou barbarie» apparut en 1949-50, la mouvance bordiguiste française se désagrégea.

Gautrat, qui avait «conservé l'espoir révolutionnaire jusqu'en 1954», y adhéra vers cette date. Il garda en effet jusqu'au bout des contacts avec le milieu bordiguiste qui avait connu la scission de 1952 entre «partisans de Bordiga » et «daménistes». Il participa en juin 1952 (mais à titre individuel) au congrès de «Battaglia comunista» (le PCInt de Damen) à Milan, et au terme de ce congrès il se rendit chez Bruno Maffi qui en tira comme conséquence que seul le groupe de Marseille restait fidèle à la tendance de Bordiga.

Ce qui l'amena à rejoindre le groupe de Castoriadis et Lefort, était, selon lui, «*avant tout la supériorité des analyses qu'ils font par rapport à celles d'un bolchevisme primaire. Ils traitent de la société moderne sans se rapporter au passé tandis que les bordiguistes prétendent qu'il n'y a pas de modernité et d'évolution : tout est toujours pareil sous le capitalisme*». En fait pour un autodidacte comme Gautrat, qui avoua qu'il ne fut pas vraiment un «révolutionnaire», car «haïssant la violence», SOB fut sa vraie université, aiguillonné par l'espoir d'un accès au «capital intellectuel» (Bourdieu) : «*Ce qui me poussait à rejoindre S ou B était la qualité de ses intellectuels. Au fond c'était un groupe d'universitaires et non plus de militants ce qui me permettait d'ouvrir mes connaissances sur le monde. L'espérance révolutionnaire ne pouvant s'alimenter d'aucun indice de pénétration de nos idées en France ou dans le monde, j'estimais qu'il fallait comprendre pourquoi et agir avec les gens avec qui j'étais le plus proche sur mon lieu de travail. Le syndicalisme plus tard m'a permis d'entrer dans les méandres des problèmes concrets du salariat.* Les réunions de S ou B faisaient office d'université».

C'est en septembre 1950 que Gautrat fut embauché à la Régie Renault comme ouvrier fraiseur. Là il rencontra Raymond Hirzel, qui, comme lui, avait rompu avec la FGCI et adhéré à SOB. Il mena un travail d'agitation clandestin dans les ateliers des usines Renault. Avec ce dernier, et non sans des frictions (Hirzel était beaucoup plus 'charismatique'), il édita un petit journal, distribué

clandestinement dans plusieurs ateliers : *Tribune ouvrière*, qui voulait donner la parole directement aux ouvriers, en dehors des syndicats. Ce journal, dont le premier numéro date de mai 1954, était édité en collaboration avec Pierre Bois, mais les contradictions naquirent rapidement entre les deux militants de « Socialisme ou Barbarie» et les anciens militants de l'Union Communiste (tendance de *Barta*-Pierre Bois) qui voulaient en faire un journal trotskyste. La rupture fut consommée en 1956, quand Pierre Bois lança «Voix Ouvrière», l'ancêtre de «Lutte ouvrière». «Tribune ouvrière», dont l'âme avait été surtout Hirzel, continua d'exister jusqu'en avril 1962.

L'antisyndicalisme de Gautrat dura peu, car en 1957 il adhéra à Force ouvrière, poussé d'ailleurs par les militants trotskystes de l'usine qui voulaient le noyauter. Il fut élu délégué du personnel F.O. de 1962 à 1964, année à laquelle il adhéra à la CFDT «autogestionnaire». Il fut délégué du personnel de 1962 à 1972, sans interruption. Actif dans la grève de mai 1968, il publia de très nombreux tracts préconisant l'«autogestion ouvrière».

Gautrat publia de nombreuses chroniques ouvrières dans la revue *Socialisme ou Barbarie* qui furent rassemblées dans son *Journal d'un ouvrier* publié en 1958. Il commença à acquérir une notoriété «grand public» avant 1962, exprimant les positions «d'un ouvrier qui condamnait la guerre d'Algérie». Ayant la plume alerte et limpide, il devint dans la revue *Esprit*, les hebdomadaires *L'Observateur* et *L'Express* la voix du «simple ouvrier de base» militant à Renault, la «forteresse ouvrière».

Cette «reconnaissance» par les grands médias lui valut en 1966 une volée de bois vert par un de ses anciens camarades de la Fraction française «bordiguiste», Gaston Davoust : «*Allons, messieurs les patrons, comprenez donc votre intérêt. D. Mothé vous offre ses services… Il ne manque vraiment que le couplet d'un compère de la CFDT pour faire appel aux vertus chrétiennes desdits dirigeants... C'est la consécration d'une ambition. On ne joue pas les vedettes sans raison. Après avoir été «le militant de chez Renault, pour l'«Express», D. Mothé commence une carrière»*.

Edgar Morin, qui était en contact avec SOB, lui permit de percer dans le «milieu intellectuel de gauche». Lorsqu'il écrivit sur la condition militante en 1972 (*Le métier de militant*), d'un point de vue sociologique, Morin lui ouvrit les portes de l'École Pratique des Hautes Études (EPHE) où il réussit son diplôme.

Après plus de 20 ans passés à la Régie Renault comme fraiseur, Gautrat put entamer une carrière de sociologue à temps plein. Il publia sur des questions de société, telles l'autogestion, la gestion du temps libre. Il fut d'abord embauché comme chargé de recherches en sociologie en mars 1972 sur les problèmes des conditions de travail, puis devint sociologue en titre en 1975. Intégré au CNRS en 1979 comme chargé de recherche, il fonda en 1980, le CRIDA (Centre de Recherche et d'Intervention sur la Démocratie et l'Autonomie), avant de partir en retraite en 1989.

Sur le plan politique, Gautrat s'était éloigné dès 1964 du groupe «Socialisme ou Barbarie». Son évolution le conduisit à adhérer au Parti socialiste, mais six mois seulement. Il participa aux élections municipales en 1977, avec ses anciens «*camarades socialistes*» sous l'étiquette «Génération Écologie». Il est l'exemple même non d'un «désengagement militant» de SOB (thèse chère au sociologue suisse Philippe Gottraux), mais d'un clair engagement réformiste, souvent opportuniste, où la sociologie lui permit de défendre une «*nouvelle culture d'entreprise*» et un «nouveau contrat social» autogestionnaire.

Résumant son parcours politique, Gautrat confessa, avec un déconcertant accent de fausse naïveté mêlée de roublardise, que jamais la conviction révolutionnaire ne fut sa vraie boussole. Il préféra toujours les opportunités correspondant au mieux de ses options personnelles : «*Je n'ai jamais été un acteur important dans les débats de l'extrême gauche. Je me contentais de suivre les leaders en faisant bon marché dans les différents groupes et en choisissant les opportunités pour changer de maison quand les anciennes m'insupportaient*».



Œuvre : (sous le pseudonyme de Daniel Mothé) *Journal d'un ouvrier*, Éd. de Minuit, 1958. – *Militant chez Renault*, Seuil, coll. Esprit, 1965. – *Le métier de militant*, Seuil, 1972. – *Les O.S.*, Cerf, 1974. – *Autogestion et conditions de travail*, Cerf, 1976. – *L'autogestion goutte à goutte*, Centurion, 1980 – *Pour une nouvelle culture de l'entreprise*, La Découverte, 1986. – *L'utopie du temps libre*, Seuil, 1993. – *Le temps libre contre la société*, Desclée de Brouwer, 1995. – *Vers un nouveau contrat social* (ouvrage collectif avec Guy Roustang, Jean-Louis Laville, Bernard Eme, Bernard Perret), Desclée de Brouwer, 1996. – *Économie solidaire et développement local* en Haut-Entre-Deux-Mers, Langonnais CRIDA/LSCI, 2004. – Article «Agritourisme et Économie solidaire» in *L'économie solidaire, une écologie sociale*, Syllepse, 2004.

Sources : Tribune ouvrière (1954-1962) : http://archivesautonomies.org/spip.php?rubrique402 (avec une présentation du journal par Philippe Gautraux). – *Henry Chazé*, «Daniel Mothé. *Militant chez Renault*», *Information et Correspondance ouvrières* n° 51, juillet 1966. – Interview donnée par Mothé à la revue *Anti-Mythes* n° 18, juin 1976 : http://archivesautonomies.org/spip.php?article2124 – .Philippe Gottraux, *Socialisme ou Barbarie*, Payot, Lausanne, 2002. – Daniel Mothé, «Mon adhésion à S ou B n'était pas une régression», Réponse écrite aux questions de François Langlet, *Tempus Fugit* n° 1, Orsay, 1er mai 2003. – Philippe Gottraux, in Olivier Fillieule (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005. – Robert Kosmann, notice sur Daniel Mothé (biographie quasiment exhaustive), 2012 : http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/. – Steven Hastings-King, *Looking for the proletariat. Socialisme ou Barbarie and the Problem of Worker Writing*, Brill, Leiden, mai 2014. – Sandro Saggioro, *In attesa della grande crisi. Storia del Partito Comunista Internazionale «il programma communista» (dal 1952 al 1982),* Colibri, Paderno Dugnano (Milan), oct. 2014.

GEOFFROY (Clara), née le 8 octobre 1917 à Paris, enseignante : sa mère, Rebecca Grinberg, Juive originaire de Simferopol (Crimée), militante du Parti ouvrier social-démocrate russe (POSDR), avait quitté la Russie pour la France afin d'entreprendre des études de médecine, dont étaient exclus et les femmes et les Juifs.

À Paris, Rebecca Grinberg ne put mener à bout ses études de médecine mais obtint le diplôme d'infirmière. Elle se maria à Paul Geoffroy, un ouvrier syndicaliste-révolutionnaire, membre de la Confédération Générale du Travail (CGT) qui adhéra au Parti communiste français fondé à Tours (25-30 décembre 1920). En 1929, Clara Geoffroy qui venait juste de perdre sa mère, adhéra aux Jeunesses communistes. En 1934, elle se rendit à Moscou, avec son père, pour visiter sa tante «soviétique». Ce qu'elle vit et sentit fut un choc émotionnel : la terreur, les conditions de vie inhumaines pour le petit peuple, tandis que s'enrichissait sur le dos des ouvriers une impitoyable nouvelle classe dirigeante, «construisant le socialisme» pour son seul profit de couche parasitaire et criminelle. Cet éveil brutal à la réalité d'un capitalisme d'État, affublé de l'étiquette «socialiste», l'amena à rompre avec le PCF.

En 1936, elle entra en contact avec l'Union communiste (U.C.) d'Henry Chazé (Gaston Davoust). Au domicile de Szajko Schönberg (*Laroche*) qui militait à l'U.C., elle rencontra l'homme de sa vie. Vers 1937-1938 (son prénom apparaît dans les revues *Bilan* et *Octobre*, comme contributrice), elle se liait pour la vie à Marc Chirik, qui avait quitté l'U.C. et s'était engagé dans la Fraction de la gauche communiste italienne.

En 1939, son compagnon Marc Chirik, comme son ami Jean Malaquais, bien que non-Français apatride, furent jugés aptes à «défendre la patrie». En juin 1940, quand Chirik fut fait prisonnier par l'armée allemande, près d'Angoulême (Charente), Clara Geoffroy et Benjamin Feingold, se rendirent en bicyclette à Angoulême, pour découvrir qu'il était interné dans un camp allemand. En septembre 1940, tous deux réussirent à le faire évader et rejoignirent Marseille, en zone Sud vichyssoise.

À Marseille, Clara Geoffroy fut plus que la compagne d'un militant de la Fraction italienne. Personne profondément humaine et douée de réels talents diplomatiques, elle joua un rôle fondamental dans la reprise des contacts distendus par la guerre et l'occupation. Elle participa aussi à l'activité de l'OSE (Œuvre de secours aux enfants), qui sauva en France 5.000 enfants juifs. C'est cette activité qui permit à Clara et à son compagnon de ne pas être liquidés après leur arrestation par les FTP staliniens, en juin 1944, qui avaient trouvé dans une sacoche de Marc Chirik de la littérature internationaliste en français et allemand. En effet, au moment du débarquement de Normandie, toute une activité de propagande révolutionnaire en allemand (et en yiddish) avaient été développés aussi bien par Vsevolod M. Eichenbaum (Voline) que par les RKD-CR de Georg Scheuer, avec lesquels était en contact la Fraction italienne à Marseille.



Établie à Paris après mai 1945, elle vécut la scission au sein de la gauche communiste italienne en France. De cette scission naquit la Gauche Communiste de France (GCF) qui resta très vite isolée du Parti communiste internationaliste (PCInt.), fondé en Italie du Nord en novembre 1943. Son évolution politique se fit au travers de la GCF, qui publiait la revue *Internationalisme*, et se maintenait en contact autant avec le GIC de Canne-Meijer, le Spartacusbond aux Pays-Bas qu'avec le groupe parisien autour de Munis. Avec l'éclatement de la guerre de Corée, Marc Chirik, estima la troisième guerre mondiale inévitable en Europe. La GCF fut dissoute en 1952 et Marc Chirik partit pour le Venezuela, Robert Salama pour la Réunion, tandis que Jean Malaquais était déjà établi aux USA.

Clara Geoffroy rejoignit plus tard son compagnon avec son tout jeune fils Marc. À Caracas, elle enseigna le français. En 1955, avec l'aide d'un collègue, elle fonda le Collège Jean-Jacques Rousseau, qu'elle dirigea pédagogiquement tandis que son compagnon en était l'administrateur, le jardinier et le chauffeur du ramassage scolaire. Comme il existait déjà un lycée Pascal, catholique et non laïc, fondé en 1952, l'école française ne fut fréquentée d'abord que par 12 élèves, surtout des filles. Sa laïcité et la pédagogie de sa directrice attirèrent bientôt des centaines d'élèves.

En 1964, autour d'un groupe de jeunes, dont son fils Marc, se forma un petit groupe de jeunes qui publia la revue *Internacionalismo*, qui, tout en affichant un léninisme critique, tentait de concilier les positions de la gauche communiste «bordiguiste» et celles de la gauche communiste germano-hollandaise. Clara ne participa pas directement à cette activité politique, tout en subissant les contrecoups. Après que Marc Chirik eut rejoint en mai 1968 la France, l'école fut perquisitionnée, son fils arrêté et menacé de mort par la police. C'est elle qui par son aura humaine put faire sortir son fils de prison, en négociant directement avec l'ambassadeur de France à Caracas. Elle put aussi négocier la fermeture légale de l'école et le rapatriement des fonds investis par elle et son compagnon.

Clara Geoffroy quitta alors le Venezuela et rejoignit son mari d'abord à Banyuls-sur-Mer (Pyrénées-Orientales), puis à Paris. Ceux-ci étaient très liés à Josep Rebull (1906-1999) et à Teresa Rebull (1919-2015), elle-même grande amie de Clara. Son compagnon devint vite le mentor du groupe publiant dès 1968 la revue *Révolution Internationale* (R.I.), dont les jeunes membres français se situaient alors dans la mouvance communiste des conseils.

Elle s'intégra plus tard dans le groupe R.I. unifié en 1972, par la fusion avec l'Organisation conseilliste de Clermont-Ferrand (Guy Sabatier) et les «Cahiers du communisme de conseil» (Robert Camoin, avec les contributions d'Henry Chazé, Cajo Brendel, etc.) à Marseille. Elle fut toujours présente lorsqu'en 1975 se forma le «Courant communiste international», issu de la fusion de divers groupes nationaux.

Malgré l'évolution « tortueuse » (selon une expression de Munis) du groupe CCI, engagé de plus en plus dans un processus de sectarisation, Clara Geoffroy, toujours débordante d'humanité et de bienveillance, maintint les relations avec de vieux amis comme Serge Bricianer, Louis Évrard, Georg Scheuer et Jean Malaquais. Lorsque dans les années 1990, après la mort de son compagnon, son groupe auquel elle appartenait formellement s'engagea dans une politique basée sur l'anathème, la calomnie et l'exclusion, elle alla à contre-courant. Elle accueillit toujours chez elle ou en maison de repos comme ses propres enfants les anathémisés, même si ceux-ci étaient considérés comme des «parasites» ou des «voyous» par son organisation. Ce qui témoignait d'un grand courage, étant elle-même terrorisée à l'idée que son groupe apprenne qu'elle ne fermait sa porte à aucun des «enfants de la révolution».

Ses convictions de femme révolutionnaire, en dépit de tous ces pénibles aléas, demeurèrent intactes jusqu'à sa mort (15 avril 2006), pendant près de 70 années. Comme le soulignait un site web italien, «*sans femmes, il n'y a pas de révolution*».



Lors de son enterrement quand Michel Roger, ancien militant et auteur d'une thèse sur la gauche communiste italienne, voulut lui rendre hommage, l'assistance de militants du CCI se recula ostensiblement de quatre pas en arrière, suivant une pratique stalinienne solidement établie. Un passage à l'acte qui souleva l'indignation, aussi bien celle de Marc Geoffroy que celle de Geneviève Nakach, auteure d'une biographie de *Malaquais rebelle*, qui avait naguère interwiewé Clara Geoffroy.

Par un clair et ferme geste politique, son fils Marc Geoffroy, communiste des conseils, a tenu à ce que les archives politiques de ses parents ne tombent pas dans les mains du groupe «Courant communiste international», mais soient sauvegardées en lieu sûr. Grâce à cette politique de préservation, les documents des RKD et CR provenant des archives de Marc Chirik ont pu être publiés en 2016 sur le site archives autonomies.

Sources : Archives autonomies : http://archivesautonomies.org/spip.php?rubrique450. – Munis, *Trayectoria quebrada de Révolution internationale*, groupe «Alarma», Paris, 1974. – Jean-Louis Roche, *Marc Laverne et la Gauche Communiste de France (années 1920 à 1970)*, 1993, tome I, Châtillon, 492 p. – *Marc Laverne et le Courant communiste international, une conception classique de l'organisation révolutionnaire (années 1970 à 1990)*, tome II, 1998, Châtillon, 497 p. – Bricianer, Serge, 1923-1997 : http://libcom.org/history/bricianer-serge-1923-1997. – «Construction de l'organisation des révolutionnaires : thèses sur le parasitisme», *Révolution Internationale*, juillet 2005. – «Omaggio alla nostra compagna Clara», *Rivoluzione Internazionale*, n° 146, Naples, 2006. – Site web italien «Donne e rivoluzione (Senza donne, niente rivoluzione)» : Clara Geoffroy (1917-2006) : http://donneriv.blogspot.fr/2006/10/clara-geoffroy-1917-2006.html (18 oct. 2006). – Geneviève Nakach, *Malaquais rebelle*, Cherche-Midi, Paris, nov. 2011. – Michel Roger, *Les années terribles (1926-1945). La Gauche italienne dans l'émigration, parmi les communistes oppositionnels*, Paris, «Ni patrie ni frontières», Marseille, 2012, 324 p. – Michel Roger, *La Gauche communiste de France*, Paris, janvier 2013. – Agustín Guillamón, *Espagne 1937 : Josep Rebull, la voie révolutionnaire*, Spartacus, Paris, juin 2014. – Témoignages de Michel Roger, Guy Sabatier, Geneviève Nakach, etc.

GILODI (Luigi) (1883-1963), dit BARBA, cordonnier : né le 19 février 1883 à Borgosesia (Vercelli). Socialiste avant 1914, il adhéra au PCI dès le congrès de Livourne. Il continua à défendre les positions de Bordiga après le congrès de Lyon de 1926. Pendant le fascisme, il fut très impliqué dans l'aide aux prisonniers politiques, et souvent arrêté. Il subit la relégation vers 1937 dans l'île de Ventotene (îles Pontines), dont les prisonniers furent libérés le 25 juillet 1943. Après l'insurrection d'octobre 1943, il participa – malgré son âge – à la lutte armée; fait prisonnier, il fut déporté à Mauthausen, dont il revint miraculeusement après mai 1945.

Aussitôt, il adhéra au PCInt. Il fut à l'origine d'une courte sécession qui toucha la section de Turin de ce parti en 1947, laquelle se déclara «autonome», en désaccord sur la question des élections. Il fut expulsé avec Vasco Rivolti du PCInt «pour rupture de la discipline du parti». Il semble ne pas avoir participé à la Conférence de Bruxelles des 25 et 26 mai 1947, qui réunissait des groupes communistes de conseils hollandais (Spartacusbond et GIC), le groupe bordiguiste français dissident «Internationalisme», ainsi que des individus de la Fraction belge (tel *Lucain*, probablement Robert Couthier). La Fédération de Turin se fit en fait représenter à Bruxelles par l'ouvrier parisien Giovanni Boero (dit «Jober»), ancien partisan de Bordiga, ami de Gilodi, installé en France depuis 1923, devenu trotskyste dans les années 30, puis adhérent du PCInt en 1946. Luigi Gilodi agit de conserve avec *Jober*, en préconisant une politique de formation de «soviets» indépendants de «tout parti» et «tout courant syndical», anti-électoraliste, et de lutte «contre la guerre qui se prépar(ait)». Gilodi favorisa aussi une politique d'entente avec les libertaires d'Iniziativa anarchica, bien qu'en désaccord avec leur «*exaltation du mouvement partisan de libération nationale, qui est en complète contradiction avec les principes de classe et l'internationalisme*».

Après janvier 1952, il semble avoir suivi la tendance de Damen. Vers la fin de sa vie, il fut très impliqué dans les activités de l'ANPI (Association nationale des partisans d'Italie).

Il est mort à Turin le 25 mars 1963. Une rue de sa commune de naissance porte son nom.



Sources : ACS CPC busta 2413. – «Saluto a Gilodi», *Battaglia Comunista* n° 1, 27 juin 1945. – «Luigi Gilodi parla di Mauthausen e di Gusen», *Battaglia comunista* n° 6, 14 août 1945. – *Battaglia comunista* n° 7, 1-15 avril 1947. – «Die internationale Versammlung in Brüssel, Pfingsten 1947», *Spartakus* n° 1, octobre 1947. – Gilodi et Boero, «Marxismo. Dottrina del proletariato», 1948, 22 p., *in* Archives Georg Scheuer, IISG, Amsterdam. – Alfonso Leonetti, *Belfagor*, vol. 32, n° 1, 31 janvier 1977. – Associazione Nazionale Partigiani d'Italia (ANPI), 2010, http://www.anpi.it/donne-e-uomini/luigi-gilodi/. – Sandro Saggioro, *Né con Truman, né con Stalin. Storia del Partito Comunista Internazionalista (1942-1952)*, Ed. Colibrì, Milan, 2010.

GIRONE (Ugo), dit Pietro GITASCHI, Alberto COLOMBI (1897-1977) : né à Buenos Aires (Argentine) en 1897, de parents originaires de San Michele del Serino (Avellino, Campanie). Retourné à San Michele del Serino, il fut l'un des fondateurs du Parti Comuniste d'Italie, dont il fut le secrétaire interrégional pour le Mezzogiorno, à partir de 1923, et candidat à la chambre en 1924. Avec Amadeo Bordiga il est l'un des fondateurs de la revue *Prometeo*, qui n'eut qu'un seul numéro en 1924, car supprimée sur ordre de Togliatti. En 1925 il était l'un des six rédacteurs rémunérés du journal communiste *l'Unità*. Signataire de l'appel du Comité d'entente (juillet 1925) contre la «bolchevisation», il est suspendu de ses fonctions et expulsé du parti. Bordiga envoya de Naples le 12 juillet 1925 une lettre de solidarité, publiée dans *l'Unità*. Une fois le comité dissous, il fut réadmis dans le parti après que Bordiga fut intervenu auprès de Zinoviev. Il est arrêté en juin 1928, mais put s'expatrier en France en 1930, avec la possibilité de faire de nombreux allers retours vers l'Italie.

Il est expulsé du parti en 1930 comme «trotskyste». La même année dans l'organe communiste suisse italien *Falce e Martello* (Locarno/Bâle, 1925-1936), Giuseppe Berti, l'un des chefs du parti stalinisé, l'avait accusé d'être un espion fasciste, accusations auxquelles *Prometeo* (1er juin 1930) avait répondu avec indignation. L'organe de la Fraction laissa même s'exprimer sur une page entière Ugo Girone, dont elle publia la longue lettre de réponse au Secrétariat du PCI (15 juillet).

En fait, depuis 1928, Girone travaillait pour le fascisme, recensé comme «fiduciario 267» ou sous les pseudonymes de Gitaschi ou Alberto Colombi. À partir de 1930, il put donc surveiller tranquillement la Fraction «bordiguiste» à Paris et à Bruxelles, sans en être membre. En juillet 1929, il est en correspondance avec Trotsky, pour le compte de la Fraction. Il chercha à obtenir de l'argent de ses chefs à Rome pour aller à Constantinople s'entretenir avec Trotsky, comme «émissaire de la Fraction», ce qui lui fut refusé, les liens étant presque rompus entre la Fraction et le chef de l'Opposition de gauche. Jouissant de son aura d'opposant «intransigeant», il put transmettre, tous les renseignements nécessaires sur la Fraction et sur le trotskysme italien à l'OVRA. Cela finit par éveiller des soupçons plus que justifiés.

De 1936 à 1939 environ, il fut correspondant de presse et photographe en Espagne républicaine. De retour en Italie en novembre 1943 ou en 1944, il fut définitivement exclu du PCI, lorsque son passé d'informateur de l'OVRA eut été révélé. Après différentes «expériences politiques», il adhéra au Parti social-démocrate italien (PSDI), dont il fut quelque temps, en 1964, secrétaire provincial pour l'Irpinia. Il est mort à San Michele di Serino (Avellino) en 1977.

Sources : «Espulsione di Ugo Girone dal Partito», *L'Unità*, 16 juin 1925. – Amadeo Bordiga, «Per finirla con le rettifiche, Napoli, 12 luglio 1925», *L'Unità*, 22 juillet 1925. – «Prima risposta per l'affare Girone – Lettera aperta alla segreteria del partito» et «La lettera di accusa di Berti contro Girone», *Prometeo* n° 1, juin 1930. – Ugo Girone, «Lettera di un compagno di sinistra alle insinuazioni della Segretaria del Partito», *Prometeo* n° 33, 15 juillet 1930. – «Elenco nominativo dei confidenti dell'OVRA pubblicato ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 1 del R.D. Legislativo 25 maggio 1946, n° 424», in *Supplemento ordinario alla Gazzetta Ufficiale della Repubblica Italiana*, 2 juillet 1946. – Mimmo Franzinelli, *I tentacoli dell' OVRA. Agenti, collaboratori e vittime della polizia politica fascista*, Bollati Boringhieri, Turin, 2000. – Eros Francangeli, *L'incudine e il martello. Aspetti pubblici e privati del trockismo italiano tra antifascismo e antistalinismo (1929–1939),* Morlacchi, Pérouse, 2005. – Roberto Gremmo, *Gli anni amari di Bordiga. Un comunista irriducibile e nemico di Stalin nell'Italia di Mussolini*, Storia Ribelle, Biella, 2009. – «La scissione di Livorno e la nascita del Pci in Irpinia», *Corriere*, Irpinia (Avellino), 24 janvier 2011.

GOLFETTO (Guerrino) : Né à Croce di Musile di Piave, près de San Donà di Piave (Vénétie), en 1934 dans une famille paysanne. Après avoir émigré plusieurs années en Suisse et en Afrique du Sud, il retourna à la fin des années 60 en Italie. Pendant l'automne chaud de 1969, il prit contact avec le PCInt «programmiste». Avec des jeunes, il contribua à la formation du groupe de San Donà, dont le siège fut ouvert en 1976, alors que se renforçait le noyau internationaliste de la citadelle ouvrière de Mestre. En 1978, il fut embauché par la Navicolor, une entreprise qui opérait



sur les chantiers navals de Porto Marghera. C'est là que son état de santé se dégrada progressivement – en dépit des protections – sous l'effet des solvants et des fibres d'amiante, produits qui intoxiquèrent d'innombrables ouvriers de la construction navale.

Son activité militante sur les chantiers navals et toute la région lui valut la haine des patrons, mais aussi des syndicalistes de la CGIL. En ces «années de plomb», la police ne trouva rien de mieux que de l'arrêter et de le jeter au cachot sous prétexte d'un «soutien aux Brigades rouges», une baudruche qui se dégonfla rapidement.

Il était connu de tous ses camarades de travail pour ses positions intransigeantes contre le patronat et ses «restructurations» cycliques. Il fut le seul à mettre en pratique le mot d'ordre : «Non aux heures supplémentaires !». Lors de la crise de 1982-1984, il s'engagea au côté des militants sortis de «programma comunista» qui allaient donner vie à un autre PCInt en Italie («Il Comunista») et en France («Le Prolétaire»).

Il est mort prématurément (comme tant d'autres ouvriers), victime du cancer causé par l'amiante, le 14 octobre 2009.

Sources : «Guerrino, indomito compagno di lungo corso», *Il Comunista* n° 114, octobre 2009. – Dino Erba, *Sovversivi incontri & scontri sotto la falce e il martello. Dizionario biografico dei comunisti « italiani» 1912-2012*, 2015.

GRAZIANO (Antonio) : né à Turin le 9 août 1902. «Sous les drapeaux» pendant la guerre, il prend le maquis après le 8 septembre 1943 et s'engage dans la lutte partisane. Il est tué au combat le 23 juin 1944. Son nom fut donné après le 25 avril 1945 au Cercle internationaliste de Turin, lors de la fin de la période de clandestinité du PCInt.

Sources : *Prometeo*, n° 1, mai 1945. – Arturo Peregalli, *L'altra Resistenza. Il PCI e le opposizioni di sinistra 1943-1945*, Graphos, Gênes, 1991. – «Lo scontro degli internazionalisti con lo stalinismo e le sue vittime», *Quaderni di Battaglia comunista* n° 7, Ed. Prometeo, Milan, mars 1995.

GRILLI (Liliana), professeure de lycée milanaise : Née à Milan le 12 juin 1942. À la fin des années 60, étudiante, elle fréquenta le milieu «programmiste» milanais. Elle manifesta une passion pour la *Sinistra comunista* et en particulier les théories économiques d'Amadeo Bordiga. Son œuvre majeure – qui attend une traduction dans d'autres langues – reste *Amadeo Bordiga: capitalismo sovietico e comunismo* (1982).

À la fin des années 90, elle donna tout son dévouement et sa compétence à la Fondation Amadeo Bordiga.

Elle est morte prématurément à Milan le 12 mars 2006 des suites d'un cancer foudroyant.

Sources : Sandro Saggioro, «in memoria di Liliana Grilli», 22 mars 2007 (site Avanti barbari) : http://www.avantibarbari.it/news.php?sez_id=7&news_id=31

Œuvre : *Amadeo Bordiga: capitalismo sovietico e comunismo*, La Pietra, Milan, 1982. – in Luigi Cortesi (éd.), *Amadeo Bordiga nella storia del comunismo*, Edizioni Scientifiche Italiane, Napoli, 1999.

GROSSI (Francesca), dite CECCHINA ou CECCA (1901-1996), ouvrière, dactylo; considérée par la police fasciste comme une «*casalinga*», «femme au foyer» (*sic*) : Francesca Grossi est née le 19 février 1901 à Milan dans une famille ouvrière non politisée; elle eut cinq frères qui moururent jeunes tous atteints de tuberculose. Très jeune, elle participa aux premières manifestations contre la guerre. Âgée de 14 ans, elle fréquentait le siège du PSI, situé place du Duomo, faisant tout le chemin à pied, faute de moyens financiers.

En 1921, elle adhéra au P.C. d'Italie, très engagée politiquement et affrontant tous les dangers. Lors d'un voyage à Gênes où elle devait participer à une réunion du parti, elle fut arrêtée et passa trois mois dans la prison génoise de Marassi.

Alors qu'elle travaillait dans les bureaux de la mission commerciale russe, elle fit la rencontre d'Onorato Damen. Une rencontre tumultueuse, montrant un ferme caractère : à la demande de ce dernier de taper un de ses articles, elle eut cette réponse : «*Mais qui croyez-vous être! Je ne suis pas à*



vos ordres!». À la fin de l'année 1924, elle épousait Onorato Damen, envoyé en France pour organiser le travail politique parmi les réfugiés italiens, et élu le 25 avril député du PC d'Italie. Un an plus tard, en avril 1925, elle apposa sa signature au document qui donnait naissance au Comité d'entente formé pour lutter contre la «bolchevisation» du parti, opérée sous l'autorité de Togliatti et Gramsci.

Malgré son «immunité parlementaire», Damen est arrêté – comme tous les députés communistes – le 11 novembre 1926. Francesca Grossi-Damen demeure alors seule à élever sa fille Dora née un jour auparavant. Elle le fait avec la seule aide de sa mère et au prix d'immenses sacrifices. Les fascistes s'emparèrent de sa maison, jetant ses meubles sur le trottoir, la laissant avec son bébé au beau milieu de la rue. Elle put jusqu'en 1927-28 continuer à travailler comme secrétaire à la mission commerciale russe, mais en fut vite éjectée avec l'écrasement de toutes les oppositions dans le Komintern.

Pendant toute la période fasciste, sa vie se résuma aux visites des prisons où était enfermé Onorato Damen régulièrement incarcéré : Pianosa (île rattachée à l'île d'Elbe) et Ustica – où la vieille tour sarrasine transformée en prison pour «politiques» prit le nom de Villa Damen, celui-ci en étant le premier «hôte»), Vasto (Istonion, Abruzzes) et finalement la relégation à Cantù (Come) où elle resta jusqu'à la fin de la guerre.

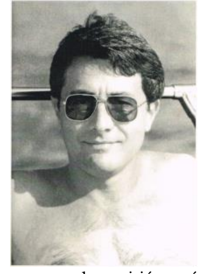
Elle fut, au même titre que son époux, Mario Acquaviva, Bruno Maffi, l'une des fondatrices du Parti communiste internationaliste à l'automne 1943, en pleine clandestinité, mettant avec foi sa vie en péril. Jusqu'à sa mort survenue à Milan le 23 janvier 1996, elle demeura fidèle à son engagement dans le PCInt.

En Italie, les internationalistes ont trouvé parfois leurs «troubadours» sous des formes musicales en vogue dans la jeunesse : à *Cecca* est dédiée une chanson du groupe GEK de Parme: *Chi mai rinunciò* («Celle qui jamais ne capitula»).

Sources : ACS CPC busta 2541. – «Contro ogni deviazione dai criteri leninisti di organizazzione del Partito», *L'Unità*, 3 juillet 1925. – Dora Damen, «In ricordo di Cecca», *Battaglia comunista*, Milan, 12 janvier 2009.

GROTTA (Angelo), jeune ouvrier travaillant à la Montecatini de Ponte Lambro (quartier de Milan), militant ou sympathisant du PC internationaliste; fusillé par les fascistes pour sa participation aux grèves de mars 1944.

Sources : «Lo scontro degli internazionalisti con lo stalinismo e le sue vittime», *Quaderni di Battaglia comunista* n° 7, Ed. Prometeo, Milan, mars 1995.



Photo, seconde moitié années 80
(Mauro Guatelli, *Scritti politici 1981-1998*, 2001).

GUATELLI (Mauro), enseignant de chimie et biologie : Né à Gênes en 1949, dans le quartier ouvrier de Cornigliano, il fut une figure emblématique du milieu politique génois, tiraillé entre anarchisme et internationalisme dans les années 60 et 70, qui essayait courageusement de se frayer un espace d'expression entre l'enclume stalinienne et le marteau léniniste de «Lotta comunista». Au début des années 1970, il participa à l'activité du groupe anarchiste Kronstadt, où militait Guido Barroero.



Quand il était étudiant, ses références furent le Cercle Rosa Luxemburg et Gianfranco Faina (1935-1981), docteur en histoire et professeur, qui devait militer à «Azione Rivoluzionaria» de 1977 jusqu'à son arrestation à Bologne le 10 juin 1979.

Vers le milieu des années 70, il entra en contact avec le groupe français «Révolution internationale», qui allait former le CCI (Courant communiste international). À maintes reprises, il aida la section italienne organisée autour de la revue *Rivoluzione internationale* à organiser des réunions publiques à Turin.

Mauro Guatelli appartenait plus ou moins à la mouvance de l'autonomie ouvrière, quand le 17 mai 1979, il fut arrêté à Gênes, pour la simple possession d'un tract du groupe «Azione Rivoluzionaria», organisation anarcho-situationniste dans laquelle militait son ami Faina, recherché par la police.

En fait, la police, dans sa chasse aux Brigades rouges de la région de Gênes, accusait les militants de l'Autonomie ouvrière – tels que lui-même, mais aussi Giorgio Moroni (coordinateur depuis 1978 de la revue *Nulla da perdere* de l'«Autonomie» gênoise), Luigi Grasso (enseignant) et Massimo Selis (ouvrier, ancien de «Lotta continua»), tous arrêtés lors de ce coup de filet du 17 mai 1979 – d'être la «structure porteuse des BR».

Accusé de «terrorisme», Mauro Guatelli fut incarcéré à la prison de haute sécurité de Novare. Durant sa détention il dut supporter non seulement l'isolement, mais la haine des « brigadistes» emprisonnés qui le considéraient comme un «mouton noir».

Pour Guatelli, Moroni et Grasso, tous étrangers aux «brigades rouges», ce fut un long chemin de croix, parsemé de procès interminables jusqu'à la Cassation.

Un procès en première instance en juin 1980 les avait d'abord relaxés. Furieux, le général des carabiniers Carlo Alberto Dalla Chiesa, qui dirigeait l'antiterrorisme, laissa échapper ces mots : «*L'ingiustizzia che assolve*» (L'absolution par l'injustice). Son acharnement entraîna la mise sur pied d'un autre collège qui transforma l'ancienne accusation en adhésion à une «association subversive». Le premier verdict était donc cassé. Guatelli, Moroni et Grasso furent condamnés à trois années de réclusion.

Mais il fallut attendre le procès en appel du 15 avril 1983, pour qu'ils soient blanchis de l'accusation de «participation à une bande armée», «car le fait est absent». Mais la Cour de cassation italienne annulait le jugement, préconisant une révision devant la Cour d'appel de Turin, qui, une fois de plus, leur infligea trois années de réclusion.

Grâce à leur avocat Cesare Manzitti, Mauro Guatelli, Grasso et Moroni purent faire la démonstration des mensonges de l'accusation, preuves qui permirent l'ouverture d'un autre procès. Tous trois firent appel auprès de la cour d'appel de Gênes. Malgré l'opposition du procureur général (manipulé par l'État), les prétendus «brigadistes» non seulement furent absous en 1993, mais obtinrent, le 10 novembre 1994, une indemnité pour les considérables préjudices subis. Le ministère des finances dut verser en dommages et intérêts 225 millions de lires à Mauro Guatelli, 250 millions à Luigi Grasso et 175 millions à Giorgio Moroni.

Mauro Guatelli, malgré la pression des «années de plomb», ne cessa jamais d'être engagé politiquement. Il partageait déjà certaines positions de la gauche communiste italienne, en particulier son internationalisme lors de la guerre d'Espagne qui fit l'objet d'un de ses articles. En relation avec le milieu internationaliste, il conserva un rapport critique avec le CCI, dont il s'éloigna vers 1985, s'affirmant toujours plus proche du communisme des conseils, au point de se distancier totalement de l'anarchisme. Il participa activement au Cercle «Ombre rosse», lieu de «libres discussions», auquel il contribua activement par ses écrits.

Mauro Guatelli est mort à Gênes le 3 août 1998, après un an d'un combat contre le cancer, et peu de temps avant d'avoir été réintégré dans sa fonction d'enseignant. Son nom a été donné



quelques mois plus tard au Centre de documentation de Gênes Pegli (ouvert en 1995), qu'il avait contribué à créer avec le cercle culturel «*Ombre Rosse*» et le centre d'archives historiques local.

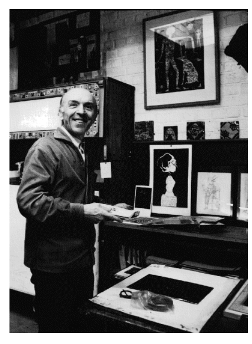
En 2001, L'Altra Storia de Gênes a publié ses principales contributions, dont on peut retenir ses critiques de l'idéologie des Brigades rouges ainsi que de celle de l'ouvriérisme («operaismo») et une étude sur la Gauche italienne et la guerre d'Espagne.

Son ancien ami politique, l'anarchiste Guido Barroero, à l'origine de ce Centre de documentation, en a donné le portrait suivant : «*Toujours rationnel, analytique et cohérent dans sa praxis, il n'était plus des nôtres, il avait adhéré aux positions marxistes-communistes des conseils, mais sa lecture de la guerre de classe était, à mon avis, encore dans le moule libertaire, et si était venu le moment de la confrontation révolutionnaire, nous l'aurions trouvé à nos côtés*».

À tous ceux qui le connurent bien, comme Raoul Victor, il laissa «le souvenir d'un camarade chaleureux, sincère et profond».

Sources : «Condannati ma non erano BR. Lo stato paga mezzo milliardo», *La Repubblica*, 11 nov. 1994. – Guido Barroero, «Mauro Guatelli», *Umanità Nova* n° 26, Parme, 13 septembre 1998. – «Mauro Guatelli», *Rivoluzione Internazionale* n° 107, 1998. – «Intervista a Giorgio Moroni», *Una città* n° 99, octobre 2001 : http://unacitta.it/newsite/intervista_stampa.asp?rifpag=homericordarsi&id=932&anno=2001. – «Forza e violenza nella lotta di classe. Combattere il militarismo bellico, la metodologia statale del terrore, con l'armamento proletario», Supplemento a *Rivoluzione comunista*, 1er mai 2005, p. 2. – Dino Erba, *Dizionario*…, 2015. – Témoignages (Dino Erba, Raoul Victor, Ph. B.)

Œuvre : «La sinistra comunista e la guerra di Spagna» : http://trucheck.it/storia/35412-la-sinistra-comunista-e-la-guerra-di-spagna.html, in Mauro Guatelli, *Scritti politici 1981-1998*, Archivio Storico e Centro di Documentazione «Mauro Guatelli», AltraStoria, Gênes, 2001.



Henri Heerbrant dans son atelier, fin des années 60.

HEERBRANT (Henri), dit *Hilden*, *Juventus*, *Hilde* : né le 29 mars 1912 à Ixelles (région de Bruxelles); architecte, peintre et sculpteur surréaliste belge. Après des études à l'Institut supérieur d'architecture Saint-Luc de Bruxelles, il travailla comme dessinateur au Bureau d'architecture de la commune d'Ixelles. Il adhère vers 1930 à la Jeunesse communiste, dont il est exclu pour «trotskysme». Il devient militant de la LCI d'Adhémar Hennaut en 1932, puis de la Fraction belge de la Gauche communiste en février 1937, après la scission de la LCI sur la question espagnole.

Pendant la guerre, il reste en contact avec Ottorino Perrone, mais est emprisonné à la prison de Saint-Gilles (Bruxelles), pour son activité internationaliste. Il sera membre du PCInt bordiguiste jusqu'en 1958. Il participa à l'activité du groupe, probablement sous divers pseudonymes, montrant un net d'esprit d'ouverture dans la confrontation politique internationale.

Après la mort de Perrone, la section est reprise en mains et sommée de se rallier à la position officielle de soutien aux «luttes de libération nationale et coloniale». Comme les autres membres, telle Anne Manne, Heerbrant refuse de se soumettre. Des années 50 aux années 80, il a des contacts avec tous les groupes se réclamant de la gauche communiste italienne, celui dOnorato Damen, comme celui de Bruno Maffi et Bordiga, et enfin après 1966 les exclus du Parti communiste international («Programme communiste»).

Dans les années 1970, il collabore avec Roger Dangeville, «bordiguiste» dissident, dont il édite la



revue *Le Fil du temps.*, Il participe notamment, avec Anne Manne, à la rédaction des numéros consacrés à la «question belge». Toujours avec Roger Dangeville, il contribue à *Filo del tempo* et aux *Edizioni 19/75* de Turin. Il participe aussi avec Anne Manne à la revue *Bilan*, publiée dans les années 80 à Bruxelles. Il est mort des suites d'un accident de la circulation à Bruxelles le 14 mai 1982.

En Belgique, il est connu et apprécié comme artiste peintre «dadaïste-surréaliste».

Sources : Hilden (Henri Heerbrant), «Le problème de la jeunesse», revue *Bilan* n° 12 à 18, octobre 1934 – avril 1935, www.collectif-smolny.org/. – Henri Heerbrant : www.heerbrant.be/Henri%20Heerbrant/index.html



Adhémar Hennaut, vers 1950.

HENNAUT (Adhémar), peintre en bâtiment, né à Jumet [Hainaut (Belgique)] le 11 mars 1899, fils de Joseph, ouvrier verrier, et de Hortense Decorte, ménagère.

En 1917, Hennaut travaille à Rotterdam en tant qu'ouvrier peintre, apprenant vite le néerlandais qu'il maîtrisa totalement. Il adhère au Syndicat des peintres de Rotterdam. En 1919, retourné à Bruxelles, il intègre le syndicat du Bâtiment et devient vite membre de son Comité exécutif. Trois ans plus tard, il est nommé secrétaire permanent du nouveau Syndicat du Bâtiment, Ameublement (fusion de l'ancien syndicat des peintres et du bâtiment).

Mais surtout, il est avec War van Overstraeten à l'origine du Parti communiste de Belgique, qui au Second congrès du Komintern (1920) vota la motion antiparlementaire présentée par Bordiga. La création du PC belge ne fut pas une création artificielle, surgissant dans un contexte de luttes sociales importantes : grèves dans la sidérurgie à Liège, grève des tramwaymen à Bruxelles, une agitation incessante à Verviers, qui avait toujours été un centre important de l'anarcho-syndicalisme.

Hennaut devint vite l'un des dirigeants ouvriers du PC belge, et en fut même quelque temps le secrétaire général. De 1923 à 1928, il fut Secrétaire fédéral et dirigeant du Parti Communiste Belge, mais aussi directeur du journal *De Roode Vaan*, l'organe en néerlandais du parti. Secrétaire politique depuis 1923, il est chargé de la «bolchevisation» du parti sur la base de cellules d'entreprises, politique avalisée au quatrième congrès du parti en 1926.

Pendant toute cette période, Hennaut resta dans la ligne du Komintern : non seulement il préconisa le front unique syndical avec les socialistes, mais soutint la participation aux élections. Lors des élections législatives et communales de 1925 et 1926, il fut tête de liste à Anvers et à Ixelles.

Avec toute l'Opposition de gauche, il en fut exclu en mars 1928 pour «trotskysme». Il cosigna (avec Charles Plisnier, War van Overstraeten, etc.) le *Manifeste de l'Opposition belge*. Ce Manifeste demandait la «réintégration de tous les exclus s'étant solidarisés avec l'opposition du PCR» dans l'Internationale et leur participation au VIe Congrès mondial (17 juillet-1er septembre 1928).

Le PC belge perdit alors la moitié de ses membres, l'Opposition étant puissante. En effet, en décembre 1928, lors d'une élection partielle communale à Anvers, la liste oppositionnelle menée par Hennaut obtient plus de voix que le PCB.

Hennaut fut l'une des principales plumes des journaux de l'opposition : *Le Communiste* et *De Communist*. Il fit partie du Bureau politique de l'Opposition, dont il fut le secrétaire administratif.

Mais, en 1929, l'Opposition se scinda en deux. Certains membres de l'opposition, dont Hennaut



et War van Overstraeten, voulaient édifier un nouveau parti. La Fédération de Charleroi de Léon Lesoil suivit la politique de l'Opposition de gauche de Trotsky qui voulait former des fractions dans les PC pour les «redresser».

La politique électoraliste suivie par l'Opposition belge mena au naufrage. Les élections de 1929 furent un désastre pour l'Opposition, dont les militants sombrèrent dans la démoralisation. Malgré cela, la Fédération de Charleroi menée par Léon Lesoil, décida en 1931 la scission avec le groupe Hennaut-Van Overstraeten, ce dernier délaissant d'ailleurs vite l'activité militante.

Adhémar Hennaut fonda – avec Lode Polk (?-1945) d'Anvers qui retourna au trotskysme – la Ligue des communistes internationalistes (LCI). Son premier congrès se tint les 20 et 21 février 1932 à Bruxelles.

Hennaut collabora alors avec le groupe «perroniste» qui publiait *Prometeo*, puis à partir de 1933 avec la revue *Bilan* à Bruxelles. Ce fut le début d'une collaboration fructueuse non seulement pratique dans la lutte de classe (comme en 1934, lors de la grève de Verviers), mais aussi théorique jusqu'à la fin de l'année 1936. Il fit en français un exposé synthétique du livre phare du communisme des conseils germano-hollandais : *Grundprinzipien kommunistischer Produktion und Verteilung*. Il exposa avec brio les positions théoriques du GIC, tant sur la révolution prolétarienne que sur la nature capitaliste d'État de la Russie stalinienne.

Ce fut sur ce point que les divergences s'aiguisèrent, *Bilan* considérant à cette époque que l'URSS était encore un «État prolétarien». Sur ce point, Hennaut souligna les contradictions d'une telle position :

> *Bilan* base également son affirmation que l'État soviétique est un État prolétarien sur le fait que la propriété collective des moyens de production y subsiste. Mais comment se fait-il, alors, que les dirigeants russes sont contre-révolutionnaires ? *Bilan* a trouvé une explication assez ingénieuse : parce que l'URSS se serait intégrée au capitalisme mondial. La bureaucratie de l'URSS est exploiteuse non par elle-même, mais du fait de sa liaison avec le capitalisme international. Les travailleurs russes se trouvent exploités – car *Bilan* admet qu'exploitation il y a – non par la bureaucratie russe, mais par le capitalisme international. D'ailleurs, l'exploitation, selon *Bilan*, se ramènerait à assez peu de chose, les conditions de vie des ouvriers russes, qui se trouvent parmi les plus avilissantes du monde entier, seraient le résultat d'une accumulation trop restreinte des forces productives pour la production des biens de consommation.

Ce furent néanmoins les divergences sur la question espagnole qui mirent fin à cette collaboration le 21 février 1937. Il vaut la peine de citer cet extrait du *Bulletin de la LCI* de mars 1937 qui donne sa version de la rupture avec *Bilan* et *Prometeo* :

> [Leur] position à propos de l'Espagne n'est pas un hasard, mais une conséquence logique de toute l'idéologie de la Fraction. Elle a son point de départ dans la conception du rôle hypertrophié – totalitaire pourrait-on dire, pour employer un mot à la mode – du parti. Si le rôle de la classe ouvrière dans la révolution se ramène en dernière analyse à s'en remettre à la sagesse du parti révolutionnaire, les possibilités révolutionnaires d'une situation ne pourront être déterminées qu'en fonction de l'existence ou de la non-existence de ce parti. Si le parti existe, la situation prend une tournure ou en tout cas peut prendre une tournure révolutionnaire. Si par contre ce parti fait défaut, l'héroïsme le plus pur de la classe, son idéalisme le plus exalté doit se dépenser en pure perte. Tel est le mécanisme du raisonnement de la Fraction et qui devait l'amener à défendre les positions contre-révolutionnaires que nous connaissons : rupture des fronts militaires, fraternisation avec les troupes de Franco, refus d'aider au ravitaillement en armes des milices gouvernementales espagnoles. Et le caractère réactionnaire de ces positions n'est pas diminué par le fait que dans le cours de la discussion ceux qui les défendaient aient été amenés à reconnaître



l’application immédiate de ces positions comme impossible, remettant leur application à une époque où les travailleurs espagnols se rendraient par eux-mêmes mieux compte du caractère désespéré de leur action contre Franco.

La LCI d’Adhémar Hennaut collabora alors avec l’Union communiste d’Henry Chazé et renforça ses liens avec le communisme des conseils germano-hollandais.

En mars 1937, Hennaut et son organisation participèrent à une conférence à Paris avec l’Union communiste, l’ex-minorité bordiguiste partie combattre en Espagne, Henk Canne-Meijer (GIC hollandais) et la RWL de Hugo Oehler. À partir de 1938, la LCI approfondit son évolution vers le communisme des conseils incarné par le GIC hollandais. Son groupe disparut en septembre 1939.

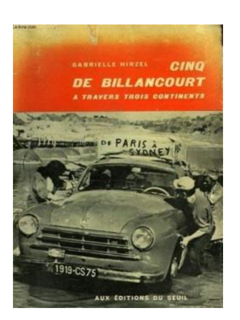
Hennaut est mort à Braine-l’Alleud (Brabant), le 26 mars 1977. Soucieux de ne pas être un fardeau pour ses proches, il s’enleva la vie en écrivant ces simples mots sur un journal : «C’est à moi seul de décider de mon propre sort».

Sans reprendre une activité organisée, il maintint toujours une attitude fraternelle à l’égard des groupes internationalistes, aussi bien les communistes de conseils que des membres de la section belge du CCI, qui publiait la revue *Internationalisme*.

Il fut l’un des premiers traducteurs en français du communisme des conseils hollandais. C’est lui-même qui traduisit les *Conseils ouvriers* [1943-45] d’Anton Pannekoek. Ce dernier, en 1947, fit lui-même ses corrections en français sur le tapuscrit de Hennaut pour la bonne concordance des versions hollandaise et anglaise. Ses archives en français (mais pas celles en néerlandais) ont été déposées au Groupe d’histoire et de sociologie du communisme de l’Université libre de Bruxelles (ULB).

Sources : «Manifeste de l’Opposition du Parti communiste belge», *Contre le courant* n° 16, 31 mars 1928 : https://www.marxists.org/francais/4int/ogi/1928/00/4int_19280000.htm – Adhémar Hennaut, «Comment l’Opposition s’est-elle scindée?», *Le Communiste*, 1er nov. 1932, p. 15-16. – «La grève de Verviers», *Bilan* n° 7, mars 1934. – «Les fondements de la production et de la distribution communiste», *Bilan* n° 19, mai-juin 1935, n° 20, juin-juillet 1935 et n° 21, juillet-août 1935. – «Les internationalistes hollandais sur le programme de la révolution prolétarienne», *Bilan* n° 22, août-sept. 1935, et n° 23, sept.-oct. 1935. – «Nature et évolution de la révolution russe», *Bilan* n° 33, juillet-août 1936. – «Démocratie formelle et démocratie socialiste», *Bilan* n° 34, août-septembre 1936. – «La fin d’une alliance», *Bulletin de la Ligue des Communistes Internationalistes*, mars 1937. – «Résolution sur la guerre en Espagne» (résolution de Jean Melis-Mitchell), *Communisme* n° 1, Bruxelles, avril 1937. – Michel Olivier [Michel Roger], *La gauche communiste belge (1921-1970)*, Paris, février 2005. – Sam Kapanci, *Entre sociologie et histoire. Parcours d’un militant communiste, Adhémar Hennaut*, ULB (mémoire de maîtrise), Bruxelles, 2013.





Raymond Hirzel, militant de la FFGCI, 1948 – Le tour du monde (Paris à Sidney) des ‘cinq de Billancourt’ en 1955-56.

HIRZEL (Raymond), dit Raymond BOURT, GASPARD, ouvrier chez Renault-Billancourt, directeur de Village d’accueil et d’animations en montagne : né à Paris (14e) le 10 août 1920, d’origine italienne et suisse allemande. Sa mère Émilie Viale (dite «Yoyo») était née à Nice en 1900, fille d’Italiens originaires d’Airole (Imperia, Ligurie). Son père Paul Charles était un Suisse allemand né à Zurich.

Toute l’enfance de Raymond Hirzel se déroula en communauté, loin de toute école et de tout signe de «modernité capitaliste», où l’on apprenait à retourner à une vie frugale, placée sous le signe de l’autonomie agricole et artisanale, mais aussi marquée par l’esthétique, celle de la danse et

du théâtre. De sa naissance à 1927-1928 environ, il vécut dans la communauté créée par le Californien Raymond Duncan (1874-1966), marié à une Grecque (Pénélope Sikelianos), frère de la danseuse Isadora Duncan (1877-1927) et fondateur de l'Akademia, située au 31, rue de Seine à Paris. Dans «un lieu ouvert à toutes les innovations en théâtre, littérature, musique et arts plastiques», il vécut, comme tous les enfants de la communauté, «vêtu d'une tunique grecque et de spartiates», «portant toujours les cheveux longs» comme une fille.

Ses parents, qui avaient quitté la communauté de Duncan, poursuivirent l'expérience à partir de 1929 en fondant leur propre communauté à Meudon, dans une grande propriété dénommée «Maison des Arts» (cédée à son père par une riche bourgeoise russe), disposant de quatre hectares de champs, vergers et jardin potager, où la famille vivait en autarcie, en adoptant le «régime végétarien», sans alcool ni tabac, et vêtue de «toges et de peaux de bêtes». C'est du moins ce que prétendait fielleusement la presse à sensation de l'époque, alors que la communauté tissait elle-même ses propres vêtements. Cette expérience communautaire, sorte de «hippisme» avant la lettre, le marqua durablement.

Mais, en pleine crise mondiale, il se trouva vite confronté aux dures réalités matérielles. En 1935 son père Paul fut expulsé de France vers la Suisse pour ses sympathies pour le mouvement communiste, sa mère restant seule quelque temps à Meudon avec ses enfants. Raymond Hirzel se retrouva très tôt chargé de famille. Il dut travailler comme ouvrier, déjà éveillé politiquement.

À partir de 1936, il adhéra aux Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR) qui étaient autonomes dans le Parti ouvrier internationaliste (POI) de Pierre Naville. En 1939-40, il rompit avec le POI en désaccord avec la caractérisation de l'URSS comme «État ouvrier dégénéré».

En septembre 1940, il rencontre Marcel Pelletier (1921-1977), dit le «grand Marcel», qui devient son grand ami. Avec ce dernier, mais aussi Roger Bossière, il déploya une intense activité internationaliste contre la guerre, y compris parmi les soldats allemands. Il travailla en Allemagne, dont il s'enfuit six mois après. Il forma avec le «grand Marcel» un groupe de discussion dans l'Indre-et-Loire, marxiste «au-delà du trotskysme». Déporté à Vienne par les nazis, il s'évada fin 1943, gagna Paris et travailla à Renault sous une fausse identité. Prenant de grands risques, il aida à la diffusion de la feuille d'agitation *Arbeiter und Soldat*. Celle-ci écrite (en partie) à Brest par des soldats allemands internationalistes (juillet 1943-juillet 1944) vit le jour grâce à l'action inlassable et à la plume du trotskyste berlinois Martin Monath («Victor » ou «Paul Widelin») [1913-1944], fusillé par la Gestapo le 22 juillet 1944 (et miraculeusement réchappé, pour être finalement pendu vers le 10 août).

Membre de la fraction communiste-révolutionnaire «Contre le courant», au sein du Parti communiste internationaliste (trotskyste), il fut pour quelques jours président d'un Comité d'usine de Renault-Billancourt du 21 au 24 août 1944. Il en fut vite destitué, le comité fut transformé en section syndicale, les staliniens «reprenant la situation en main, nous éliminant par des provocations et par l'assassinat de certains de nos amis», en fait l'assassinat le 11 septembre de Mathieu Bucholz (1922-1944), *Pamp*, membre du groupe trotskyste de David Korner (*Barta*).

Avec Marcel Pelletier, Raymond Hirzel (et quelques autres) s'éloignèrent de l'OCR – branche française des «Revolutionäre Kommunisten Deutschlands» (RKD), dirigés par l'Autrichien Georg Scheuer («Armand») – et se rapprochèrent après juin 1945 de la mouvance «bordiguiste».

Il rejoignit en décembre 1945 la Fraction française de la gauche communiste internationale (FFGCI), «bordiguiste», animée par Suzanne Voute et son compagnon Albert Masó (*Albert Vega*), et les Italiens Otello Ricceri, Giulio Bertazzo (*Pataro*) et Bruno Zecchini, etc. Il représenta – avec Suzanne Voute et Albert Masó – la FFGCI à la Première conférence nationale du Parti communiste internationaliste à Turin (28 déc. 1945 – 1er janvier 1946), parti internationaliste fondé par Onorato Damen et Bruno Maffi en novembre 1943. Il écrivit alors pour *L'Étincelle*, puis *L'Internationaliste*, les organes successifs de la Fraction française.



Hirzel ne put reprendre un travail politique d'agitation à l'intérieur de Renault qu'au début de l'année 1947, avec les militants de l'Union communiste de David Korner, dit «Barta», Pierre Bois, André Claisse, et Gil Devillard (1924-), alors membre de la CNT. Les militants «bordiguistes», dont lui-même et André Claisse («Goupil»), jouèrent un rôle certain dans la grève. Contrairement à Pierre Bois et à son groupe l'Union communiste, les militants de la Fraction française de la gauche communiste ne poussèrent pas à la formation d'un nouveau syndicat. Comme l'écrit *Albert Véga* (Albert Masó), dans le journal *L'Internationaliste* de mai-juin 1947 : «*Bien que le rôle joué par les comités de grève soit aujourd'hui fort important, la formation de nouvelles organisations de masse n'en est encore qu'au stade embryonnaire… En ce qui concerne nos propres militants, ils resteront dans la C.G.T. pour y mener un travail de clarification de la conscience des prolétaires syndiqués, de la dénonciation de la politique contre-révolutionnaire des bonzes. Mais sans se faire aucune illusion…* »

De façon plus nette qu'Albert *Véga*, Raymond Hirzel (vers janvier 1950) condamna l'action syndicaliste de Pierre Bois et de son groupe l'Union communiste ainsi que toute tentative de «renflouement» de la GGT : «*Les camarades de l''Union communiste', sans principes politiques et sans expérience, s'acharnèrent à vouloir constituer «leur» syndicat, le syndicat de leur groupe politique, en croyant pouvoir créer un syndicat à prétentions révolutionnaires. Ils sont maintenant à la remorque de la C.G.T.*»

En mai 1950, Hirzel rompit formellement avec le courant «bordiguiste», suite à quatre réunions de confrontation entre les militants de sa Fraction, dont le «champion théorique» était Suzanne Voute, et Castoriadis («Chaulieu») en personne. Convaincu, il ne s'engagea cependant qu'à moitié, participant de temps à autre au groupe «Socialisme ou Barbarie», sous une forme autant orale qu'écrite. Son premier acte politique fut d'écrire en janvier 1951 un compte rendu critique d'un séjour en Yougoslavie titiste. Il avait, en effet, participé en juillet-août 1950 à un voyage organisé par les trotskystes qui «avaient constitué chez Renault une brigade de travail pour la Yougoslavie». Il en tira la conclusion que «*les positions idéologiques du PCY depuis sa rupture* [avec Staline] *en sont restées aux positions les plus traditionnelles du stalinisme… Les militants du PCY ont tous sur leur table de chevet l'histoire du PC (b) de Staline…* ».

Raymond Hirzel, avec Daniel Mothé de «Socialisme ou Barbarie», lança l'expérience de *Tribune ouvrière*, un journal mensuel lancé en mai 1954 destiné aux ouvriers de Renault. Selon Henri Simon, ancien de S. B., il était «*un gars très individualiste, en même temps très actif, se proclamant bolchevik. C'était un animateur d'hommes… Il rassemblait chez Renault facilement trente à quarante gars… À l'époque c'était lui l'animateur de* Tribune ouvrière».

À cette expérience de créer un «journal de boîte», s'associèrent Pierre Bois et Gil Devillard vers juin 1954. *Tribune ouvrière* était conçue comme «un journal d'atelier qui puisse exprimer leurs positions sur des problèmes qui touchent la classe ouvrière», se voulant «le reflet de la vie de l'atelier». En 1956, Gil Devillard et Pierre Bois quittèrent *Tribune ouvrière*, ayant décidé de créer un nouveau bulletin : *Voix ouvrière* – diffusé alors avec l'aide du groupe de Pierre Lambert –, embryon de l'organisation connue depuis juin 1968 sous le nom de «Lutte ouvrière».

L'expérience dura jusqu'à l'avènement de De Gaulle en mai 1958. Selon Henri Simon, la fin fut officialisée en juin 58 lors d'«une réunion d'oppositionnels syndicaux qui regroupait toutes les expériences plus ou moins autonomes d'entreprise. Dans l'idée qu'une période de lutte allait s'ouvrir, une bonne partie des participants pensaient qu'il fallait développer son influence dans le prolétariat mais chacun pour sa boutique». *Tribune ouvrière* mourut de mort lente «faute de combattants», mais aussi en raison des dissensions dans «Socialisme ou Barbarie». En effet, Henri Simon, Claude Lefort et une vingtaine de membres du groupe créèrent en septembre 1958 le groupe ILO (Information et liaisons ouvrières) qui publia le bulletin éponyme *Information et liaisons ouvrières*, de tendance «communiste des conseils».

Selon Henri Simon (2013), «*Tribune ouvrière* disparut en 1962 en raison du départ de l'usine de Raymond Hirzel qui entraîna avec lui un certain nombre d'ouvriers de Renault dans la création d'un centre collectif de vacances dans les Alpes-Maritimes».



Raymond Hirzel qui s'était formé au mouvement des auberges de jeunesse se concentra de plus en plus sur des activités associatives et culturelles, «organisant… des sorties qui allaient du théâtre au ski, en passant par les randonnées le week-end ou les vacances d'été». De juillet 1955 à janvier 1956, il avait organisé le «tour du monde» de «cinq de chez Renault» (deux couples et un célibataire) sur une Frégate, avec sa femme Gabrielle Di Falco (d'origine italienne), dactylo chez Renault, qui en écrivit l'épopée. Cette aventure, totalement autofinancée par leurs économies, les mena jusqu'en Turquie, Syrie, Irak, Iran, Afghanistan et Inde, puis de Ceylan à l'Australie (Sydney).

En 1957, il découvrit les ruines du hameau de la Minière de Vallauria (col de Tende), celui d'une ancienne exploitation minière fermée en 1927, le hameau étant vendu à l'armée italienne, puis abandonné en 1943. Il conçut le projet de transformer cet ancien site militaire en un Centre international de techniques artisanales. Raymond Hirzel et sa femme Gabrielle achetèrent ensemble, pour une somme de 20.000 francs, le site de la Minière. Ils créèrent conjointement avec leurs amis l'association Neige & Merveilles, le 2 avril 1960. Son l'objet social était «de créer un village de rencontres d'hommes […] de nationalités et de milieux sociaux divers».

Le premier chantier de reconstruction put alors débuter à l'été 1961, dans l'enthousiasme du compagnonnage, grâce «au travail bénévole d'une quarantaine de personnes diverses, attirées par une formule de gestion collective».

Raymond Hirzel, qui avait démissionné de Renault, entama sa troisième existence, celle d'un retour à l'aventure communautaire de son enfance.

Désormais le nom de Raymond Hirzel s'identifia à celui de l'Association, qui peu à peu perdit ses ambitions «militantes» d'origine. En 1994 l'association devint un Village d'accueil et d'animations en montagne.

Raymond Hirzel est mort à Nice le 17 octobre 2002. Conformément à ses volontés, il a été inhumé sur le site de «Neige et Merveilles» à Saint-Dalmas de Tende (Alpes-Maritimes).

Avant de disparaître, selon la presse italienne, il aurait conçu un projet similaire à Airole (Ligurie), dont il était originaire, dans l'ancienne mine d'argent de Vallauria. Cette fois, cette réhabilitation ne se fit pas avec «ceux de Renault» : en juillet 2012 une cérémonie se déroula avec la bénédiction de l'évêque de Nice et des autorités civiles et militaires italiennes, la marine de guerre faisant don d'une cloche pour la chapelle. Cette récupération religieuse laisse de côté un fait bien réel : Raymond Hirzel fut toujours allergique aux bénédictions religieuses, surtout lorsqu'elle scellait l'alliance du sabre et du goupillon.

Sources : «La vie simple près de Paris», *Journal des Débats politiques et littéraires*, Paris, 9 octobre 1929. – Actualités cinématographiques du 27 février 1930 (http://www.cinemantik.com). – A. Véga, «Les 'redresseurs' de la C.G.T.», *L'Internationaliste*, mai-juin 1947. – «Un journal ouvrier chez Renault», *Socialisme ou Barbarie*, n° 15-16, oct.-déc. 1954. – Gabrielle Hirzel, *Cinq de Billancourt à travers trois continents*, Le Seuil, Paris, 1958. – «De la scission avec Socialisme ou Barbarie à la rupture avec I.C.O. (entretien avec H. Simon)», *L'Anti-Mythes* n° 6, Caen, déc. 1974. – Pierre Lanneret, *Les internationalistes du «troisième camp» en France pendant la Seconde Guerre mondiale,* Acratie, La Bussière, 1995. – Philippe Gottraux, *«Socialisme ou Barbarie», un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Payot, Lausanne, décembre 1997. – «Marcel et Jeannine», lettre de Raymond Hirzel à Claudine Pelletier-Benmansour, Nice, le 9 juin 1993, in Paolo Casciola et Claudine Pelletier-Benmansour (éd.), «Hommage à Jeannine Morel (1921-1998)», *Quaderni Pietro Tresso*, n° 15, janvier 1999. – Henri Simon, « Toute une génération s'en va. Raymond Hirzel », *Échanges et Mouvement* n° 103, hiver 2002, p. 73-74. – Paolo Casciola, «Raymond Hirzel (1920-2002)», in «Hommage à Louis Bonnel (1914-2002)», *Quaderni Pietro Tresso* n° 40, mars-avril 2003, Bi-Elle, Florence. – Témoignage de Josiane Antony-Hirzel, *L'écho de la Minière,* juin 2003. – «Témoignage : Gil Devillard, militant chez Renault», *Gavroche* n° 148, oct.-déc. 2006 : http://www.alternativelibertaire.org/?Gil-Devillard-Chez-Renault-militer – «Rivivono le antiche miniere d'argento di Vallauria in alta val Roya», *Sanremonews.it*, samedi 1er septembre 2012. – Henri Simon, «Des enquêtes ouvrières à Socialisme ou Barbarie et à ICO», *Échanges*, n° 144, Paris, été 2013, p. 36-43. – Témoignages écrits d'Henri Simon et de Claudine Pelletier, novembre 2013. – Site «Neige et Merveilles» : http://www.neige-merveilles.com/association/historique.

Œuvre : Raymond Bourt, «Les luttes revendicatives en France. Renault lance à nouveau le mouvement de grève», *Socialisme ou Barbarie*, n° 5-6, mars-avril 1950, p. 148-154. – «Voyage en Yougoslavie», *Socialisme ou Barbarie*, n° 8, janvier-février 1951, p. 3-30. – R. B. (Raymond Bourt), «Les réactions ouvrières au Mans», *Socialisme ou Barbarie*, n° 25, juillet-août 1958, p. 83-88.



JAKUS (Arturo) (ou IACUS), dit ARO, peintre, employé, d'origine slovène : né à Parenzo (Pola) [Croatie] en 1902. Membre du PC d'Italie, il fut arrêté sur dénonciation et condamné le 5 février 1931 à cinq années de prison. Probablement membre du PCInt en 1944. Après mai 1945, il fut expulsé, sous menace de mort, de la région de Trieste occupée par les troupes de Tito, avec d'autres camarades. Avec ceux-ci, il apporta des témoignages sur les «purifications ethniques» menées par les troupes de Tito contre les Italiens, y inclus des membres du parti communiste italien, qui furent '*infoibati*' (jetés dans des fosses karstiques).

Il publia un article sous le pseudonyme transparent d'*Aro* (contraction d'Arturo), où il décrivait le sort qui fut celui de ses camarades, persécutés par les partisans de Tito et calomniés par ceux de Togliatti : «*Beaucoup de nos camarades ont dû abandonner leur maison sous la menace, ils ont dû chercher refuge en Italie, particulièrement à Trieste, non sans avoir d'abord connu les prisons de l'occupant yougoslave qui, comme le fasciste, caresse les plus récalcitrants avec le linceul de la mort. Et c'est justement contre ces camarades, les plus aimables car les plus touchés, que s'est jetée (et continue de se jeter) la chiennerie parasitaire des authentiques artisans de la 'onzième heure', dans le but précis de les avilir et affamer en attribuant leur faute et responsabilité aux seuls accusateurs, 'origine de tous les maux'. Pour cette catégorie d'exilés, l'aide fait totalement défaut à Trieste*».

Aro continua à être militant du PCInt, puis après la scission de 1952 il adhéra à «Programma comunista» jusqu'au début des années 70.

Sources : ACS CPC, busta 2612. – Aro, «Gli sciacalli del CLN dell'Istria a Trieste», *Battaglia Comunista* n° 32, 22-29 sept. 1948. – «Disertori alla sbarra», *Battaglia Comunista* n° 43, 7-14 déc. 1948. – Sandro Saggioro, *Né con Truman né con Stalin*, op. cit. – Riccardo Salvador, *Ricordi di un militante,* op. cit. – Dino Erba, *Nella linea di faglia tra Est e Ouest. Venezia Giulia, Istria e Dalmazia. Alle radici della violenza nazionalista*, All'Insegna del Gatto Rosso, 2012; *Dizionario...*, op. cit., 2015.

JUÁREZ (Alberto) (1956-2014), dit OAXAQUEÑO, ouvrier d'usine [pseudonymes de sécurité] : Alberto, né dans un petit village de l'État d'Oaxaca au Mexique en 1956, fut contraint, ainsi que son frère Vicente et sa famille, à s'exiler à Mexico pour échapper à la vindicte sanguinaire de petits caciques locaux.

Une fois à Mexico, Alberto et son frère Vicente travaillèrent comme ouvriers d'usine, toujours prompts à s'engager dans les luttes quotidiennes contre le capital et à lutter pour la dignité morale et physique du prolétariat.

Ils participèrent à la constitution du *Grupo proletario internacionalista* (GPI) groupe oscillant alors entre national-tiers-mondisme et internationalisme.

Son groupe prit contact vers 1989 avec le «Courant communiste international» («CCI»). Suite à des rencontres avec ce dernier, les membres du GPI s'engagèrent dans un processus de discussion qui devrait les amener à la rupture avec le national-tiers-mondisme.

Parmi les quatre membres de l'organe central du GPI, Alberto, bien que «parlant peu mais posément et de manière tranchée», fut celui qui fit pencher la balance pour que son organisation s'engage dans un processus de discussion-adhésion aux positions du «CCI».

Ce processus se traduisit par une scission dans le GPI, qui permit à une vingtaine d'entre eux de fonder la section mexicaine du «CCI», dont l'organe est *Revolución Mundial*.

Lors de la crise politique de 2001 du «CCI», qui se traduisit par de nombreux départs et scissions, il rejeta résolument avec d'autres – comme Vicente, Sergio et Leonardo – «*le cours sectaire et néo-stalinien du CCI*».

Devenu membre de la Fraction interne du «CCI», organisation dissidente, il continua à y militer jusqu'à sa mort. Malgré la très grave maladie qui l'avait frappé, il diffusait toujours son *Boletín* ainsi que les tracts de son groupe dans les manifestations publiques, y compris auprès des adhérents du CCI qui l'avaient si odieusement calomnié.

Il est décédé à Mexico le 21 août 2014 au terme d'une longue maladie.



La mémoire de ce militant comme l'activité de ses camarades dissidents continuent aujourd'hui (janvier 2015) à être trainés dans la boue par le «CCI». Ce dernier proclame *ad nauseam* être la «victime» (incomprise, et donc malheureuse) d'une «*attaque policière et pogromiste*» perpétrée par ses dissidents.

Sources : Lettre de Sergio X à Michel R. (20 août 2014) annonçant le décès d'Alberto «Aux camarades». – Communiqué du Groupe international de la gauche communiste (GIGC) «Disparition du camarade Alberto» (21 août 2014) : http://igcl.org/Disparition-du-camarade-Alberto-21. – «*El GIIC arroja sus inmundicias contra la sección de la CCI en México*», groupe « *Revolución Mundial*», Mexico, 19 janvier 2015 : http://es.internationalism.org/ccionline/201501/4069/el-giic-arroja-sus-inmundicias-contra-la-seccion-de-la-cci-en-mexico. – «Le GIGC répand ses immondices sur la section du CCI au Mexique» : http://fr.internationalism.org/icconline/201502/9188/gigc-repand-ses-immondices-section-du-cci-au-mexique



À gauche : Dominique Bouchet; au centre : Carsten Juhl; à droite : Claus-Bratt Østergaard, Aalborg, 1979.

JUHL (Carsten) : né le 26 février 1946 à Copenhague, diplômé d'histoire et d'italien à l'Université de Copenhague, professeur d'esthétique, militant puis dissident de la mouvance «bordiguiste» de 1968 à 1974.

L'engagement politique de Carsten Juhl se fit à travers la rencontre d'un ancien militant danois du groupe de Munis et *Carlini* en Espagne, Aage (Åge) Kjelsø (1914-1995), internationaliste pendant la guerre d'Espagne, mais qui ayant réchappé aux staliniens espagnols avait néanmoins participé à la résistance danoise pendant la guerre et était resté trotskyste. Celui-ci avait rencontré en 1966 l'Italien Aldo Cotto, membre de la section de Savone de «programma comunista», qui séjournait fréquemment au Danemark. Kjelsø s'était peu à peu rallié aux théories «bordiguistes» sur le parti et l'antiparlementarisme.

À son tour Carsten Juhl rencontra en 1967 Aldo Cotto, de plus en plus proche d'*Invariance* de Jacques Camatte, et entra dans un «cercle de discussion». À l'automne 1967 et pendant l'hiver 1967-68, ses membres se réunirent chaque semaine pour discuter des thèses du II[e] congrès du Komintern ainsi que de la brochure de Lénine *La maladie infantile du communisme*. Cette activité du groupe de Copenhague déboucha sur la publication en avril 1968 de deux textes en danois : les *Thèses caractéristiques du parti* de Bordiga (déc. 1951) et *Moskva og syndikalismen* (Moscou et le syndicalisme, 1921) de Christian Christensen (1882-1960), communiste et syndicaliste. À l'automne 1968 les réunions du cercle se déroulaient encore chez Kjelsø.

Carsten Juhl, qui parlait parfaitement italien et français, rencontra Bordiga à trois reprises à Formia en 1968, Celui-ci lui fit une forte impression par son absence de sectarisme, puisqu'il lui demanda de saluer personnellement Jacques Camatte pour le travail de sa revue *Invariance*, malgré sa sortie du «Parti» en 1967.

Il fut partie constitutive – avec Gustav Bunzel à Aarhus – du groupe «Kommunistisk Program» qui publie le premier numéro de son bulletin éponyme en avril 1969. Kjelsö s'en éloigna alors rapidement, tout en restant abonné.

Le groupe s'étendra tant au Danemark qu'en Suède, comptant jusqu'à quatre sections. Responsable des groupes scandinaves, Carsten Juhl initie une discussion générale sur la question syndicale et l'apport de la gauche communiste allemande (KAPD) qui va s'étendre de mai 1970 à septembre 1971. C'était une innovation considérable qui allait à l'encontre d'une histoire d'une Gauche communiste, uniquement italienne, seule dépositrice des tablettes des «principes et de la

tactique communistes intransigeantes». C'était la première fois qu'était abordé l'apport de la gauche communiste antiparlementaire et antisyndicale qui s'était dressée contre l'orientation «léniniste» et «zinoviéviste» du Komintern.

À l'encontre des préjugés répandus dans le PCI bordiguiste d'une «gauche infantile», condamnée «à juste titre par Lénine» – selon Bordiga, qui y vit en 1960 la «condamnation des futurs renégats» –, le texte de Carsten Juhl montrait l'apport considérable du KAPD au «programme communiste» :

«*(La) tactique* [de la Gauche allemande] *fut tout à fait conforme à la tendance communiste du mouvement révolutionnaire prolétarien; ceci a pour nous une grande valeur aujourd'hui, non seulement en ce qui concerne la pratique 'syndicale', mais aussi la pratique antiparlementaire, puisque le KAPD fut le seul parti qui eut la possibilité de réaliser son contenu antidémocratique dans le travail quotidien… Le propre de la Gauche allemande est d'être l'expression programmatique de la révolution future, mais ses leçons ne furent jamais traitées complètement et clairement par elle-même… C'est la tâche des communistes d'aujourd'hui de tirer les leçons programmatiques et pratiques de la Révolution allemande et du travail de la Gauche allemande*».

Ces positions qui attaquaient frontalement toute idée d'un retour aveugle à Lénine et au bolchevisme (idée défendue par Bordiga et «il programma comunista» depuis 1960), l'appel à une transformation magique des «syndicats corrompus» en «syndicats rouges» – «tactique» défendue tant par Bruno Maffi que Giuliano Bianchini, les Dioscures dirigeants du «Parti», suscitèrent l'adhésion d'un certain de nombre de sections du PC international en France, en particulier celles de Saint-Étienne et du sud de la France.

L'explication finale se déroula lors de la réunion générale de Marseille, les 4 et 5 septembre 1971, où étaient présentes les «têtes» de Programme communiste : Maffi, Bianchini et Vicentin, ainsi que Suzanne Voute de Marseille. Carsten Juhl qui représentait, avec Georges Calmette de Saint-Étienne, le point de vue antisyndical du KAPD fut difficilement audible, et (semble-t-il) interrompu par Bruno Maffi et Fernando Visentin, un «chef» «programmiste» de Milan, qui devait rapidement adhérer au trotskysme.

Le résultat de ce «dialogue de sourds» entre tenants de « la reconstruction du syndicat de classe » et partisans des positions antisyndicales du KAPD fut non seulement l'expulsion de Carsten Juhl du «parti», mais la sortie en 1971-1972 d'une trentaine de «programmistes» français issus des sections de Saint-Étienne, Bourg-en-Bresse, Aix-en-Provence.

En 1972, la revue *Kommunismen* de Carsten Juhl, qui avait déjà noué des liens avec le groupe «Invariance» de Camatte, republia en allemand le texte *Die Kommunistische-Arbeiter Internationale* d'Herman Gorter, 1923, sur la nécessité de fonder une Internationale communiste-ouvrière, après la faillite du Komintern.

Par la suite, Carsten Juhl continua une collaboration avec Gustav Bunzel, publiant en 1977 une critique acerbe du régime maoïste, défini comme capitaliste d'État et antiprolétarien.

Il a délaissé le «marxisme» depuis les années 1980, au moment où il amorçait une brillante carrière universitaire marquée (en 1979) par un ouvrage sur l'*Histoire de l'Italie du Risorgimento au Compromis historique*.

Il dirige le Département «Théorie et Communication» de cette université depuis octobre 1996. Devenu professeur à l'Académie royale des beaux-arts de Copenhague dans le domaine de l'esthétique, il a publié plusieurs livres sur l'économie politique, les théories de l'art et l'esthétique; il est aussi traducteur en danois de textes philosophiques, artistiques et poétiques de Giorgio Agamben, Jean Baudrillard, Umberto Boccioni, Bordiga, Jean-Louis Déotte, Kant, Jean-François Lyotard, Marinetti, Mondrian, Eugenio Montale, Mario Perniola et Michel Serres.

Malgré cette forte reconnaissance académique et une adhésion au kantisme et à la pensée éthique d'Agamben, Carsten Juhl continue à manifester un indéfectible attachement à la figure de Bordiga,

même au prix de contradictions.

Il est aujourd'hui «*convaincu que la réflexion qui s'impose pour toute théorie critique ou révolutionnaire est une réflexion sur la fonction du tribunal révolutionnaire et par conséquent sur l'éthique d'une éventuelle révolution ainsi que sur ses normes juridiques. L'étude de cette question requiert aussi une étude sur l'État et son système punitif*». Comme Korsch, il considère «la *Critique de la raison pure* et la *Métaphysique des mœurs* [de Kant] comme le point de départ de (tout) travail» sur une éthique révolutionnaire.

Sources : *Kommunistisk Programm*, n° 1 à 14, 1969-1971. – La Gauche allemande et la question syndicale dans la III[e] Internationale, texte interne, Kommunistisk Program (Det Internationale Kommunistiske Parti), Bagsvaerd, 1971. – Jacques Camatte, «Le KAPD et le mouvement prolétarien», *Invariance*, série II, n° 1, 1971. – Textes de travail parus à l'occasion de la scission dans le Parti communiste international, Kommunismen, Bagsvaerd, septembre 1971-janvier 1972. – *Kommunismen*, n° 1 et 2, 1972. – Bordiga, La «maladie infantile», condamnation des futurs renégats – Sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme», Marseille, *Programme Communiste*, n° 5, 1972 (traduction du texte italien de 1960). – Carsten Juhl, «La révolution allemande et le spectre du prolétariat», *Invariance*, n° 5, 1974. – Gustav Bunzel, Carsten Juhl et Paul Smith, «Til kritikken af det maoistiske regime», *Antipolitik*, vol. I, Klarup, SABAE, 1977. – Carsten Juhl, «Den historiske materialisme, revolutionstaktik og historieopfattelse», in Dominique Bouchet, Carsten Juhl, Claus-Bratt Østergaard, Maximilien Rubel, *Til afviklingen af den historiske materialisme*, Aalborg, 1979, p. 94-208; *Italiens historie fra enhedsstatens oprettelse til det historiske kompromis* [Histoire de l'Italie du Risorgimento au Compromis historique], Suenson, 1979. – François Langlet (éd.), *Lucien Laugier. Textes I : «Les deux crises du PCI»*, Orsay, 2001. – «Digest for Carsten (1978)», *Tempus fugit*, 2003. – Carsten Juhl, «Amadeo Bordiga: En lille introduktion i anledning af en bibliografi», in *Arbejderhistorie*, n° 3, Copenhague, 1997, p. 10-19. – Sandro Saggioro, *In attesa della grande crisi. Storia del Partito Comunista Internazionale «il programma comunista» (dal 1952 al 1982),* Edizioni Colibri, Paderno Dugnano (Milan), oct. 2014. – Andreas Bülow & Paolo Casciola, «Aage Kjelsø (1914-1995)», Associazione Pietro Tresso per lo studio della storia e delle idee del movimento operaio italiano e internazionale, janvier 2015 : http://www.aptresso.org/storia-di-classe



Paul Kirchhoff, *Eiffel*, Musée de l'Homme (fondé par Paul Rivet), Paris, 1934

KIRCHHOFF WENTRUP (Paul), dit EIFFEL, fils de Mina Wentrup et de Richard Kirchhoff, architecte, né à Hörste (Halle, Westphalie) le 17 août 1900, mort à Mexico le 12 septembre 1972. Il vécut dans sa première enfance avec sa mère, socialiste, qui était amie de Sonia Liebknecht, l'épouse de Karl. Il fit sa scolarité à Berlin de 1907 à 1919. Il eut une éducation humaniste classique, étudiant le français, le grec, le latin et l'hébreu. Il participa certainement aux combats de janvier 1919 contre les corps francs. De 1919 à 1926, il mena des études de théologie, puis de philosophie, économie et ethnologie aux universités de Berlin, Freiburg et Leipzig, cette dernière étant le phare de l'ethnologie allemande. C'est là qu'officiait Fritz Krause (1881-1963), pionnier de l'anthropologie économique.

Depuis 1920, en parallèle, il s'engagea dans une activité communiste de gauche, qu'il ne porta jamais au grand jour, les étudiants d'université étant majoritairement acquis au nationalisme extrémiste. Il fut membre de l'AAU de Freiburg, étant responsable de la boîte postale du mouvement unioniste local mais aussi de la diffusion de *Die Aktion* de Franz Pfemfert. Il a probablement participé à Leipzig aux activités de l'AAU et du KAPD, sans que l'on sache jusqu'à quand et s'il retourna (même une brève période) au KPD.

Ses voyages de recherches et d'études dans le monde lui permirent de nomadiser et de donner une couverture à ses activités politiques. En 1928, il partit étudier aux USA où, travaillant sous la direction d'Edward Sapir (1884-1939, il demeura jusqu'en 1930, étudiant en particulier la langue navajo. En 1931, il retourna en Allemagne pour soutenir sa thèse sur l'organisation parentale des

tribus forestières de l’Amérique du Sud. En 1932, il se rendit en Grande-Bretagne pour faire une étude sur les travailleurs indigènes des mines de cuivre rhodésiennes. Le Foreign Office informé de son passé communiste, lui refusa toute entrée dans sa colonie africaine. Il en fut de même, malgré le soutien de Bronisław Malinowski, lorsqu’il voulut se rendre dans les îles Samoa, sous mandat néo-zélandais de la SDN. Il retourna en Allemagne, mais ce fut aussitôt pour gagner en 1933 l’Irlande pour effectuer une étude sur la propriété privée. En 1934, il devint le collaborateur de Paul Rivet au Musée de l’homme. En 1935-36, il obtint de pouvoir séjourner comme chercheur rattaché à l’université de Colombia, et put entreprendre une étude sur l’organisation sociale des *guarijos* (Wayuu) du Venezuela et de Colombie.

Dans cette période troublée, il s’engagea dans l’«Opposition de gauche internationale», pour finalement rompre avec elle. De 1931 à 1934, il avait été membre de l’Opposition de gauche du KPD («bolchevik-léninistes») (devenue les IKD en 1933), ainsi que du Département latino-américain de l’Opposition de gauche internationale. Dans les IKD en exil, il retrouva Arthur Goldstein (*Stahl*), ancien dirigeant du KAPD et membre des Rote Kämpfer.

En septembre 1934, il fut l’un des 4 membres (sur 7) de la direction des IKD en exil à refuser l’entrisme dans la social-démocratie. Avec Arthur Goldstein (1887-1943) et Erwin Ackerknecht (*Bauer*) (1906-1988), il qualifia cette politique de «capitulation idéologique complète devant la IIe Internationale».

Ayant rompu avec Trotsky, il devint jusqu’au début de 1937 membre du Bureau politique de la Revolutionary Workers League dirigée par Hugo Oehler. Chassé des U.S.A., il dut se réfugier au Mexique. En contact avec la RWL qu’il représentait auprès de la Liga comunista trotskyste, minoritaire, il défendit les positions de la Gauche italienne à l’intérieur de cette organisation. À propos de l’Espagne, il présenta une motion qui proclamait la faillite de la RWL : «Les événements d’Espagne ont mis chaque organisation à l’épreuve; nous devons avouer que nous n’avons pas supporté cette épreuve; ceci dit, notre premier devoir est d’étudier les origines de notre faillite.» La motion *Eiffel* s’inscrivait dans un complet processus de rupture idéologique :

> «La guerre en Espagne a commencé comme une guerre civile, mais elle fut rapidement transformée en guerre impérialiste. Toute la stratégie de la bourgeoisie mondiale et espagnole consista à réaliser cette transformation sans changer les apparences et en laissant croire aux ouvriers qu’ils combattent pour leur intérêt de classe. Notre organisation a entretenu cette illusion et soutenu la bourgeoisie espagnole et mondiale en disant : ‘*La classe ouvrière espagnole doit marcher avec le Front populaire contre Franco, mais doit se préparer à retourner demain ses fusils contre Caballero*’». (*L’Internationale*, n° 33, 18 déc. 1937, «La RWL et ses positions politiques»).

Après l’écrasement de l’insurrection de mai 1937, Paul Kirchhoff, sa compagne Johanna Faulhaber (ethnologue) et trois ou quatre militants mexicains qui venaient de rompre avec la Lega comunista formèrent le Groupe des Travailleurs marxistes [*Grupo de Trabajadores Marxistas* (GTM)], qui publia comme «manifeste» un tract imprimé dénonçant «le massacre de Barcelone». Ce manifeste, incontestablement internationaliste, dénonçait l’aide du gouvernement Cardenas, qui dissimulée sous un «faux ouvriérisme» avait contribué au massacre «de nos frères d’Espagne». Les ouvriers mexicains devaient lutter «pour un parti classiste indépendant», contre le Front populaire, pour la dictature du prolétariat. Seules «*la lutte contre la démagogie du gouvernement, l’alliance avec les paysans et la lutte pour la révolution prolétarienne au Mexique sous le drapeau d’un nouveau parti communiste*» seraient «*la garantie de notre triomphe et la meilleure aide à nos frères d’Espagne*».

En réplique, le numéro d’août 1937 de la revue *IVa Internacional* n’hésita pas à traiter de fascistes les internationalistes mexicains :

> «... les individus cités, ou plutôt le provocateur Kirchhoff, appellent à ne pas soutenir les travailleurs espagnols sous le prétexte qu’exiger plus d’armes et de munitions pour les milices antifascistes, c’est... soutenir la bourgeoisie et l’impérialisme. Pour ces gens qui se couvrent eux-mêmes du masque d’ultragauchistes, le summum du marxisme consiste...

dans l'abandon des tranchées, par les ouvriers qui combattent au front. *De cette manière l'Allemand et ses instruments Garza et Daniel Ayala se démasquent eux-mêmes comme agents du fascisme, que ce soit consciemment ou inconsciemment, peu importe, étant donné les conséquences*.» [Souligné par nous]

En septembre 1938, *Eiffel*, sa première femme Johanna Faulhaber (1911-2000), née dans la Ruhr prolétarienne à Essen, dite *Juanita*, et le petit groupe de Mexicains (dont Garza et Daniel Ayala) publièrent à Mexico le premier numéro de la revue *Comunismo*, qui compta jusqu'en mai-juin 1940 trois numéros.

En 1938 et 1939, parallèlement à ses activités souterraines dans la gauche communiste internationale, il anima chez lui, à l'intention des étudiants du Departamento de Antropología, des discussions basées sur la lecture des textes de Marx et Engels, en particulier *L'Origine de la famille, de la propriété et de l'État* et du *Capital,* cherchant une méthodologie applicable à toute recherche en anthropologie.

Le groupe d'*Eiffel* eut encore la force de publier en mai-juin 1940 la revue *Comunismo*, organe de la Lega comunista, dont ce fut probablement l'ultime numéro. Dans une proclamation de novembre 1939, le petit noyau germano-mexicain reprenait les positions de *Vercesi,* affirmant que la guerre en Espagne avait entrainé «*une destruction de la conscience de classe*», mais que la deuxième guerre mondiale en cours «*était une guerre dirigée contre le prolétariat avant d'être une guerre impérialiste*». Dans les conditions impérialistes actuelles, où l'URSS et le Komintern se transformaient «*en instruments de la bourgeoisie mondiale*», toute «défense de l'URSS» était un crime contre le prolétariat. Le groupe lançait comme mot d'ordre, comme Lénine l'avait fait en 1914, le mot d'ordre de «défaitisme révolutionnaire» dans tous les pays, belligérants et neutres (tel le Mexique) : «*De même que le prolétariat d'un pays en guerre doit rechercher la défaite militaire de sa bourgeoisie, de même le prolétariat d'un pays neutre doit lutter pour la défaite économique de sa propre bourgeoisie*». Et il concluait par un total rejet du pacifisme : «*Nous autres communistes recherchons et préparons la guerre de classe contre les exploitateurs, pour établir le communisme dans le monde entier*».

Après 1941, Paul Kirchhoff semble avoir abandonné toute activité politique pour se consacrer entièrement à l'ethnologie jusqu'à la fin de sa vie. À partir de 1938, date à laquelle il avait cofondé l'École nationale d'anthropologie et d'histoire, il se dédia à l'enseignement de l'ethnologie. Déchu de la nationalité allemande par le régime nazi, il obtint la nationalité mexicaine en 1941.

À partir de 1952, il fut promu chercheur en titre auprès de la section d'anthropologie de l'Institut de recherches historiques de l'Université nationale autonome de Mexico. Sa contribution la plus célèbre a été l'«invention» du concept de Méso-Amérique, par la publication en 1943 d'un essai intitulé *Mesoamérica, sus límites geográficos, composición étnica y caracteres culturales* [Méso-Amérique, limites géographiques, composition ethnique et caractères culturels].

Il est remarquable que, malgré toute la transparence de son activité internationaliste, Paul Kirchhoff continue à être calomnié par le trotskysme officiel mexicain qui le qualifie aujourd'hui encore d'«agent du guépéou».

Sources : Houghton Library, Harvard College Library (cotes 2205-2210), six lettres de Paul Kirchhoff à Trotsky : Brentford, 15 janvier 1932; [Dublin], 1er, 10 et 24 mai 1933; 1er juin 1933. – «La masacre de Barcelona: una lección para los trabajadores de Mexico», Mexico, DF, mayo de 1937 [Archives Henry Chazé]. – *L'Internationale* n° 34 et 39, *Communisme*, Bruxelles, n° 4 et *Bilan*, Bruxelles, n° 43, 1937. – « Los comunistas frente a la guerra imperialista », *Comunismo* n° 1, mai-juin 1940, Mexico, Ap. 10710. – Henri Lehmann, «Nécrologie de Paul Kirchhoff», *Journal de la Société des Américanistes*, tome 60, 1971, p. 275-279. – Carlos García Mora, «Paul Kirchhoff, el instigador», *Antropología y marxismo*, México, Ed. Taller Abierto, mai 1979, n° 1, p. 7-10. – Barbro Dalhgran (éd.), *Meso-America. Homanaje al Doctor Paul Kirchhoff*, Instituto Nacional de Antropología e Historia, Mexico, 1979. – Michel Dreyfus et Pierre Broué (éd.), Trotski, *Œuvres*, vol. 4 et 6, EDI, Paris, 1979. – Gérald Gaillard, *Dictionnaire des ethnologues et des anthropologues*, Armand Colin, Paris, 1997. – María Villanueva, «Johanna Faulhaber Kammann (1911-2000)», *Anales de Antropología,* vol. 34, n° 1, Mexico, 2000. – CEIP, Leon Trotsky, Mexico, «Falleció Octavio Fernández Vilchis», *Boletín* nº 4, sept. 2003 : http://www.ceipleontrotsky.org/Octavio-Fernandez-recuerda (dernière visite janvier 2015).

Œuvre : articles politiques sous le pseudonyme d'*Eiffel*. – Pour l'œuvre académique, se reporter à la bibliographie donnée par Henri Lehmann, *supra*. – Textes d'anthropologie marxiste dans un recueil de conférences : *Antropología y marxismo*, op. cit., 1979.





Fortunato La Camera (*Natino*), vers 1932

LA CAMERA (Fortunato) (1898-1972), dit ARDITO, NATINO, agent d'assurances : né à Cosenza le 4 mars 1898, il fait la guerre très jeune comme sous-officier. Victime dans les tranchées des gaz asphyxiants, il resta longtemps alité; envoyé en convalescence à Cosenza, il refusa de repartir pour le front et fut condamné pour désertion à deux années de prison et à la dégradation. Le gouvernement Nitti l'amnistia finalement en 1919.

D'accord avec Bordiga, La Camera fut l'un des fondateurs de la fraction communiste; après le congrès de Livourne, il fonda le 27 février 1921 (en présence de Ludovico Tarsia, membre de l'Exécutif du parti), la section de Cosenza du Parti communiste dont il fut le premier secrétaire. Avec Fausto Gullo (1887-1974), qui le seconde, il met en place les journaux locaux du parti : *Calabria Proletaria* et *L'Operaio*. Il est chargé aussi de l'appareil illégal en Calabre, sous le pseudonyme d'*Ardito*. En 1923, la Fédération de Calabre était la plus solide du Mezzogiorno après celle de Naples.

En mai 1924, parti de Gênes sur un cargo russe, il gagne la Crimée, pour se rendre à Moscou, où il représente son parti au Ve congrès du Komintern.

Au printemps 1925, avec les députés Onorato Damen, Bruno Fortichiari et Luigi Repossi, et Fausto Gullo, lui aussi député, il souscrit au Comité d'Entente, hostile à la bolchevisation. Fausto Gullo adhéra cependant très vite aux positions gramsciennes puis staliniennes. La Camera représenta la fédération de Calabre au congrès de Lyon du PC italien de janvier 1926, où il défendit résolument Bordiga.

Il est arrêté le 6 novembre 1926, étant rédacteur responsable du journal interdit *L'Operaio*. Il est assigné à résidence durant cinq années dans les Îles : Lampedusa, Ustica, Ponza et Lipari. Un journaliste de la *Stampa* qui l'interviewa le décrivit comme appartenant «à cette catégorie de personnes pour qui le monde n'a pas de raison d'exister s'il n'est pas *organisé*, qu'il n'y a pas de félicité possible sans une *organisation*». Il est libéré le 7 février 1932 et exclu du PCI le 8 octobre de la même année pour «incessant fractionnisme», en fait pour «bordiguisme», jouissant d'une autorité très forte sur les communistes relégués (*confinati*). En 1942, il est enfermé dans le camp de concentration de Muro Lucano.

Il participe en septembre 1943 à la reconstitution du PC à Cosenza, participant à la rédaction de son organe fédéral : *Ordine proletario*, dont son ancien camarade Fausto Gullo était le rédacteur en chef, avant de devenir, en avril 1944, ministre de l'agriculture dans le gouvernement Badoglio. La Camera est exclu du PCI, pour avoir exprimé publiquement son désaccord. Il rejoint alors la Fraction de gauche des communistes et socialistes de Bordiga.

Avec tous les groupes internationalistes du Mezzogiorno, il adhéra au PC internationaliste, fondé par Onorato Damen et Bruno Maffi. Ce parti eut un grand écho politique en Calabre, où il fut en 1946 à la pointe de la lutte des ouvriers agricoles contre les grands propriétaires fonciers. Il suivra la tendance de Bordiga après 1952, jusqu'à sa mort survenue le 6 septembre 1972 à Cosenza.

Ses obsèques furent massivement suivies, y compris par les militants du PCI qui lui gardèrent toujours un immense respect. Dans un article, Fausto Gullo, bien qu'adversaire politique,



exprima sa «fervente admiration» à un «combattant» qui «*donna tout au parti… [et] resta fidèle aux idéaux de sa première jeunesse jusqu'à la dernière heure de sa vie*».

Sources : ACS CPC, busta 2690 – «Addio Natino», *il programma comunista*, n° 17, 11 sept. 1972. – «Ricordo di Natino La Camera», *il programma comunista*, n° 19, 23 sept. 1972. – Ferdinando Cordova, *Alle origini del PCI in Calabria (1918-1926)*, Bulzoni, Rome, 1977. – Giovanni Sole, *Appunti per una biografia su Natino La Camera*, Fasano, Cosenza, 1980. – Anna Rossi-Doria, *Il ministro e i contadini: decreti Gullo e lotte nel Mezzogiorno, 1944-1949*, Rome, Bulzoni, 1983. – [Sandro Saggioro], «Natangelo La Camera», 2009 : http://www.avantibarbari.it/news.php?sez_id=7&news_id=211


MarioLanfranchi

LANFRANCHI (Mario) (1902-1959), dit FERRUCCIO, ROBERT : né à Bressana Bottarone (Pavie) le 10 février 1902. Diplômé de comptabilité en 1919, il adhère à la Fédération des jeunesses socialistes. Après avoir occupé un emploi dans la banque, il migra à Stradella (Pavie), où il est le secrétaire de la Bourse du travail (Camera del Lavoro). Il fonda de nombreux cercles socialistes et – avec Ferruccio Ghinaglia (1899-1921), plus tard assassiné par les fascistes –, il fut le principal dirigeant de la Fédération de Pavie des jeunesses socialistes. À partir du printemps 1920, il appuie totalement la fraction communiste du PSI et, après le congrès de Livourne, au Parti communiste d'Italie. À la fin de 1921, à Gênes, il est membre du Conseil central de la Fédération communiste ligure.

Persécuté par la police et le squadrisme fasciste, il se réfugia à Milan, qu'il dut quitter pour la France au printemps 1924, où il fait partie de la direction militaire des centuries prolétariennes (*centurie proletarie)* avec Francesco Zanardi et Paolo Ravazzoli (1894-1940). Il est en contact direct avec Onorato Damen pour toutes les questions de la propagande écrite dans le milieu émigré. En avril 1925, il adhère au *Comitato d'Intesa* au côté d'Amadeo Bordiga, Bruno Fortichiari, Luigi Repossi, Onorato Damen, Carlo Venegoni, Ugo Girone, Fausto Gullo, Natino La Camera, et Ottorino Perrone. Il est convoqué à Milan, comme Repossi et Damen, par Jules Humbert-Droz le 2 juillet, qui les menace d'expulsion immédiate. Le même mois, dans une circulaire signée «Robert», il dément que la formation des Centuries prolétariennes se soit faite en France sans le consentement du PCd'I et du PCF.

Il se maintient fermement sur les positions de la gauche, ce qui, après le Congrès de Lyon (1926) lui valut d'être expulsé de toutes ses responsabilités dans le parti.

Retourné en Italie, il resta sous contrôle de la police. En 1927, sous le coup d'une relégation à Lipari, sa femme écrivit à Rachele Mussolini pour obtenir sa grâce, ce qui eut un effet, puisqu'il fut gracié. Établi à Milan il est employé auprès de la délégation commerciale soviétique (arrêté, il sera remplacé par Bruno Fortichiari. Dans les années 30, il est le représentant-importateur de tracteurs du principal constructeur allemand de matériel agricole (les Frères August et Franz Claass), tant en Italie qu'en Libye. Pendant toutes ces années, bénéficiant d'un passeport, et disparaissant depuis 1934 de la liste officielle des opposants au régime (mais non des «subversifs»), il put maintenir des contacts politiques avec Bruno Fortichiari mais aussi la Fraction «bordiguiste» à l'extérieur, en particulier Piero Corradi. Selon un témoignage de ce dernier, Lanfranchi fut le «généreux mécène de la Gauche italienne», permettant «à plusieurs enfants de militants d'effectuer des études supérieures».

Il restait néanmoins surveillé par le régime en 1939. Après la chute de Mussolini, il essaye de former un noyau avec Fortichiari. En 1943-44, avec ce dernier, Giusto Della Lucia et Luigi Repossi, il écrit des articles dans le journal des frères Venegoni : *Il Lavoratore*, dont le premier numéro sort en novembre 1943. Ce journal était en fait l'expression d'un groupe ouvrier lombard, fort de 400 militants, qui en appelait à la formation d'un front uni de partis «*en créant un bloc qui n'aura pas épuisé ses tâches dans la chasse aux Allemands, mais poursuivra l'œuvre de démolition d'un régime de parasites et d'exploiteurs pour instaurer la vraie démocratie : socialiste et prolétarienne*».

À la fin de la guerre, il adhéra très peu de temps au PCI, contrairement à Fortichiari. En 1956, il collabora à *Azione Comunista* animé par ce dernier. Il est mort prématurément à Milan le 25 janvier 1959.

Sources : Archives de la Préfecture de police de Paris (P. Po. B/A/1711), «Au sujet de l'activité politique des Italiens résidant en France», 15 oct. 1924. – Bruno Fortichiari, «Ricordiamo Mario Lanfranchi», *Azione comunista*, n° 43, 5 mars 1959. – Loris Castellani, *L'émigration communiste italienne en France 1921-1928 : organisation et politique*, thèse de doctorat, I.E.P., Paris, 1986. – Fausto Bucci et Paolo Casciola (éd.), Amadeo Bordiga, *Lettere a Bruno Bibbi, Piero Corradi, Eugenio Moruzzo, Michelangelo Pappalardi e Lodovico Rossi (1925-1926)*, Quaderni Pietro Tresso, Firenze, 1998, p. 25. – Giovanna Frisoli et Amerigo Sallusti, *La 'longa' resistenza operaia contro il fascismo 1922-1947*, Essezeta/Arterigere, Varese, 2007. – Sandro Saggioro, *Né con Truman né con Stalin. Storia del Partito Comunista Internazionalista (1942-1952)*, Colibrì, Milan, 2010. – Michel Roger, *Les années terribles (1926-1945). La Gauche italienne dans l'émigration, parmi les communistes oppositionnels*, éd. 'Ni patrie ni frontières', Marseille, 2012.

LANNERET (Pierre), dit CAMILLE, Ernest RAYNER, typographe : né en novembre 1921 à Auxerre (Yonne), en Bourgogne; ouvrier typographe : Pierre Lanneret est né dans une famille prolétarienne de tendance socialiste et anticléricale. Son père, invalide de guerre, se suicida. Sa mère était femme de ménage et de forte personnalité. À quatorze ans, il dut quitter l'école muni de son certificat d'études primaires pour travailler comme ouvrier typographe.

En 1938, Lanneret devint adhérent de la Jeunesse socialiste révolutionnaire (JSR), influencé par un instituteur, membre du Parti ouvrier internationaliste (POI). Il sympathisa avec le trotskysme et milita vers 1938 aux Jeunesses socialistes révolutionnaires, organisation de jeunes du POI (Parti ouvrier internationaliste). Ses amis trotskystes d'Auxerre étaient Marcel Brocard et Pierre Giblin. Il fréquentait aussi les libertaires et participait à la Ligue des espérantistes pacifistes. Surtout, il fut en contact dès les événements de mai 1937, en Espagne, avec un jeune ouvrier de sensibilité libertaire, Roger Bossière.

Son intérêt pour l'espéranto l'amena à s'engager de plus en plus dans les activités de pacifistes espérantistes jusqu'en 1939. Il se prononça résolument contre la guerre, sans ne plus appartenir à aucun groupe ou parti.

En 1942, il fut contraint d'aller travailler en Allemagne (Service du travail obligatoire, ou STO) dans une usine. Il profita d'une permission, pendant l'été 1943, pour devenir «réfractaire», grâce à des papiers fournis par Marcel Brocard.

Avec son ami Roger Bossière, Anna et Jean Justus, Maximilien Rubel, il adhéra à Paris au Groupe révolutionnaire prolétarien (GRP), fondé par Pavel Thalmann (1901-1980). Il prit le pseudonyme de *Camille* qui lui resta. Il fut considérablement influencé par Maximilien Rubel, avec qui il sera toujours en relation. Mais, en 1944, pratiquant l'entrisme trotskyste, il entra dans la Jeunesse socialiste, comme «infiltré».

Il confirma son orientation vers les positions «ultragauches» en 1945, en rejoignant le petit groupe «Contre le courant», issu de l'Organisation communiste révolutionnaire (OCR), branche française des «Revolutionäre Kommunisten Deutschlands» (RKD), il rejoignit en décembre 1945 la Fraction française de la Gauche communiste internationale (FFGCI) animée par Suzanne Voute, Alberto Masó et Raymond Hirzel. Très activiste, il s'y sentit mal à l'aise, attiré de plus en plus par l'activité du groupe Socialisme ou Barbarie (SOB) qu'il rejoignit finalement en mai 1950, avec d'autres (Vega, Raymond Hirzel, etc.).



Mais, en avril 1951, au moment de la guerre de Corée, il décida d'émigrer au Canada avec sa femme, et son fils âgé de cinq ans, dans la crainte de voir déferler les troupes soviétiques en Europe. Il ne fut pas seul puisqu'un autre militant ouvrier de « Socialisme ou Barbarie », son proche ami Roland Eloi (dit «Néron»), l'accompagnait. À Montréal, tout en apprenant l'anglais pour s'insérer dans la vie politique en Amérique du Nord, il adhéra à la Fédération du travail du Québec (FTQ), rattachée au syndicat américain AFL. Tout en formant un groupe de discussion au Québec, avec des Canadiens et des immigrés comme lui, il resta en contact étroit avec le groupe français «Socialisme ou Barbarie».

Dans un Québec très catholique, il se sentait profondément isolé, alors qu'il manifestait un virulent anticléricalisme. Beaucoup de sa correspondance se faisait sur papier à lettres orné d'un vautour « papiste », poursuivant ses victimes, et accompagné de la légende : «Ne laissez pas les vautours de la religion vous dévorer». Plus tard, il se plut à dénoncer, coupures de presse à l'appui, les frasques de curés nord-américains dénoncés pour pédophilie.

En 1958, il déménagea avec sa famille à San Francisco où il s'adapta très vite non seulement pour la douceur de son climat mais en raison du caractère cosmopolite et intellectuel de la cité californienne. Il travailla toujours comme typographe, et envoya régulièrement ses impressions à ses amis et au *Bulletin des correcteurs* (Syndicat des correcteurs CGT de Paris et de la région parisienne). Comme au Canada, il dut s'inscrire au syndicat des typographes californiens, rattaché à l'AFL-CIO.

En 1970 il adhéra aux «International Socialists», un groupe international dissident du trotskisme qui définissait l'URSS comme un capitalisme d'État bureaucratique. Parallèlement, depuis 1968, il maintint des liens étroits avec Pouvoir ouvrier (scission de SOB), des groupes comme le Ferment ouvrier révolutionnaire (FOR) de Grandizo Munis, Informations et correspondance ouvrières (ICO) d'Henri Simon.

Il soutint activement dès 1962 les luttes des ouvriers agricoles mexicains animées par Cesar Chavez et Dolores Huerta en Californie ; il apprit d'ailleurs l'espagnol pour nouer des contacts militants avec les ouvriers originaires du Mexique et de l'Amérique centrale. C'est au cours d'expéditions pour soutenir les grèves des ouvriers agricoles «chicanos» qu'il rencontra sa seconde compagne Linda.

En 1975, il quitta «International Socialists» en désaccord avec des conceptions qu'il jugeait «bolcheviques» dans leur conception de l'organisation.

En 1976, il fut l'un des fondateurs du groupe libertaire «A World to Win», qui publiait le bulletin *Now and After*, à San Francisco, mais le groupe éclata et disparut en 1979. Par la suite, il se passionna pour le Nicaragua sandiniste, mais avoua très vite sa déception.

En 1985, Pierre Lanneret publia en anglais son témoignage sur l'activité des « internationalistes du troisième camp » pendant la Seconde guerre mondiale. Pendant la décennie des années 1980, et jusqu'à sa mort, il développa une importante activité épistolaire, de nature informative avec le syndicat des correcteurs CGT de Paris sur la profonde transformation des arts graphiques aux USA. Il resta en étroit contact politique avec le groupe communiste des conseils «Échanges et Mouvement», issu lui-même du groupe «Informations et Correspondance ouvrières» (ICO), ainsi qu'avec divers camarades des groupes auxquels il avait appartenu.

En 1987, il laissa d'importantes archives en français et anglais à la Hoover Institution de Californie.

Pierre Lanneret est mort d'un cancer le 17 mai 1993, à San Francisco.

Plus qu'un activisme tous azimuts, l'apport authentique de Lanneret se révéla après sa mort. En 1995, est publié son témoignage de militant internationaliste pendant la guerre, qui rend

hommage au courage et à l'espoir de tous ceux qui combattirent tous les camps belligérants : *Les internationalistes du «troisième camp» en France pendant la Seconde Guerre mondiale*.

Œuvre : *Les internationalistes du «troisième camp» en France pendant la Seconde Guerre mondiale,* Acratie, La Bussière, 1995. Ce livre contient l'étude de Pierre Lanneret publiée sous ce titre dans *Les Cahiers Léon Trotsky* n° 39, sous le pseudonyme d'Ernest Rayer; une biographie détaillée de Pierre Lanneret (travail collectif auquel ont participé Henri Simon et Roger Bossière). – *Internationalists in France during the Second World War,* Phoenix Press, London, 1996 (traduction de l'ouvrage en français).

Sources : Témoignages de militants d'Auxerre. – Témoignages oraux de Henri Simon; Alberto Masó. – Roger Bossière, «Souvenirs autour de Maximilien Rubel avant et pendant la Deuxième guerre mondiale», in *Avec Maximilien Rubel… Combats pour Marx*, p. 51-6. – L'Insomniaque, 1997. – *Le Réveil prolétarien*, 1943. – *Le Prolétaire*, nouvelle série de *Fraternisation prolétarienne*, 1946. – *L'Internationaliste*, 1946-1948. – *Bulletin du syndicat des correcteurs CGT*, 1980-1993. – *Now and After*, San Francisco, 1976-1979. – Arch. Pierre Lanneret (déposées en 1987, complétées en 2001) à la Hoover *Institution on War, Revolution, and Peace, Stanford* (Californie) (18 boîtes).



De gauche à droite : Calogero Lanzafame, Amadeo Bordiga,
Cesare Saletta, Domenico Ferla, Milan, vers 1963.

LANZAFAME (Calogero), dit LANZA, LANCIAFIAMME («Lance-Flammes»), avocat pénaliste (inscrit à l'ordre des avocats le 30/11/1961) : né à Catane (Sicile) en 1936, il s'engagea très brièvement (vers 1956) dans le PSI à Milan. Il adhéra alors à «Programma comunista», où il devient vite une étoile ascendante.

En désaccord avec l'immobilisme dogmatique, il est le moteur de la scission milanaise qui entraîne sa majorité sur des positions d'intervention activiste. De cette scission naît en novembre 1964, après une réunion générale à Florence, le groupe «Rivoluzione comunista», organe du Parti communiste internationaliste, centré sur «une activité pratique d'intervention».

Théoriquement, ce groupe se caractérise par un retour au bolchevisme, celui de *Que faire?* et de *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* de Lénine et de l'*ABC du communisme* de Boukharine. Dans la pratique, le groupe créé par Lanzafame se lance dans un activisme tous azimuts jusqu'au début des années 1980, multipliant les feuilles d'agitation : *Lotte operaie* (1968-1977), à l'intérieur des syndicats; *Donna proletaria* (1973-1984), en direction des femmes prolétaires; et *Agitatore comunista* (1968-1979), organe des étudiants adhérant au «Parti». De 1977 à 1985, le groupe calogériste lança une édition spécifique de *Rivoluzione comunista* pour le Mezzogiorno.

Après 1968, le groupe pendant deux années décida de sortir du cadre purement italien où il s'était enfermé pour nouer formellement (participation à des réunions, échange de presse) des «contacts internationaux». Ce fut uniquement avec des groupes trotskystes : les 20-21 novembre 1970, il intervint lors la Conférence européenne de Bruxelles organisée par la Tendance d'Ernest Mandel; les 14-16 mai 1971, il s'associa à un rassemblement organisé par Lutte ouvrière et la LCR à l'occasion du centenaire de la Commune de Paris. La même année, le 29 octobre et le 1er novembre, il s'associa à la conférence internationale promue par L.O. (Lutte ouvrière), International socialism (G.B.) et International socialists (USA).

Programmatiquement, le «parti» suivit une ligne léniniste orthodoxe. Il rejeta toute action de type «brigadiste», car «en dehors de la lutte pour la dictature du prolétariat», «*tout autre type de lutte armée est une variante de la lutte bourgeoise pour la conservation du régime capitaliste*».



Comme la plupart des groupes trotskystes et bordiguistes, le groupe, qui condamnait toute «lutte de libération» en Sicile et en Sardaigne, se rallia au mot d'ordre : «*la Palestine aux Palestiniens*», tout en «recommandant» (*sic*) de «*ne pas confondre lutte nationale et socialisme*». Mais, néanmoins, l'organisation de Lanzafame préconisa une Fédération socialiste israélo-palestinienne.

En 2014, toujours actif dans son cabinet d'avocat (où il défend le cas d'ouvriers immigrés), Lanzafame restait le directeur responsable de *Rivoluzione comunista*, sous le diminutif de *Lanza*.

Sources : site du groupe Rivoluzione comunista, http://digilander.libero.it/rivoluzionecom/ (textes de base de 1964 à 2014 inclus). – *Chi siamo et cosa vogliamo*, 18 nov. 1971. – «Lenin, i Siciliani, la nazione, l'Internationale», *Rivoluzione comunista* n° 6, 31 déc. 1988. – *Partito e violenza (Niente brigatismo, lotta proletaria)*, Ed. L'Internazionale, Milan, juillet 1975. – Rivoluzione comunista, *Storia di Rivoluzione comunista*, Milan, juillet 1999.

Œuvre : Lanza(fame), *Le questioni di organizzazione (per la riorganizzazione del partito)*, Milan, déc. 1965. – *L'internazionalismo militante (Rivoluzione Comunista 10 anni dopo la scissione di Firenze)*, 13 déc. 1974.

LASTERADE DE CHAVIGNY (Jean), dit LASTERADE, LASTE, LAST. Né le 5 janvier 1910 à Wassy (Haute-Marne), mort le 11 juin 1986 à Paris; médecin généraliste en banlieue ouvrière (Montreuil); dirigeant de l'Union communiste avec *Chazé* et *Laroche*.

Jean Lastérade était membre, en 1932, de la Jeunesse communiste et du Secours rouge international dans le 13e arr. de Paris. Alors étudiant en médecine, il fut gagné aux idées trotskystes et rallia la Ligue communiste avec laquelle il manifesta, le 11 mai 1933 devant le siège parisien de l'Office commercial du gouvernement général de l'Indochine, protestant contre les arrestations de communistes (surtout trotskystes) indochinois et les procès de Saigon qui avaient condamné à mort le 7 mai huit d'entre eux. Arrêté au cours des affrontements qui s'étaient produits, entraînant la destruction des vitrines et divers dommages, il fut inculpé, avec l'étudiant en philosophie Jean Atlan (1910-1960), de «bris de clôture» et de «dégradation de monument servant à la décoration publique». Ayant passé ainsi quinze jours à la prison de la Santé, il fut exclu de la Jeunesse communiste pour «trotskysme». Il comparut le 29 juin 1933 devant la XIIIe chambre correctionnelle qui le relaxa.

Lastérade se trouvait à Cassis, le 24 juillet 1933, pour accueillir Léon Trotsky à son arrivée en France et l'accompagner jusqu'à Saint-Palais-sur-Mer (Charente-Maritime), près de Royan. Il servit même quelques semaines durant de garde du corps de Trotsky qui résidait dans la villa «Les Embruns».

En désaccord avec la Ligue communiste (L.C.I.), qui approuvait la «Déclaration des quatre» – rédigée lors de la Conférence de Paris en août 1933 par Trotsky et Sneevliet, pour une Nouvelle Internationale, contresignée par le S.A.P. allemand, les deux groupes oppositionnels hollandais (O.S.P. et R.S.P.), tous «socialistes de gauche», et la L.C.I. – Lastérade quitta la Ligue avec l'ensemble du groupe juif. Son épouse Eugénie, née Siegel, le suivit dans cette démission. Il contribua à la fondation de l'Union communiste en octobre 1933, dont il fut le secrétaire en même temps que le gérant responsable de son organe *L'Internationale* dont le premier numéro parut le 11 novembre.

Sur mandat de l'Union communiste il participa à un congrès de fusion syndicale dont il fut le secrétaire ainsi qu'à la Conférence contre la Guerre et l'Union sacrée qui se tint à Saint-Denis les 10 et 11 août 1935. Sous l'influence de *Henry Chazé* et de *Laroche* il rejeta toute forme de syndicalisme et toute sorte de front unique avec les staliniens, qu'il dénonça inlassablement.

Il intervint dès lors dans le débat sur la nature de l'Union soviétique, écrivant fin 1935 dans *l'Internationale* : «*Staline fait la politique d'une nouvelle classe basée sur l'exploitation des ouvriers*. »

Accomplissant son service militaire fin 1936, comme officier de santé, il fournit son témoignage pour la commission d'enquête sur les procès de Moscou, signé *Lasté*. Dès l'été 1938, il put reprendre son action politique jusqu'à l'éclatement de la guerre. Sur la guerre à venir, il écrivit



dans *L'Internationale* n° 38 (juin 1938) un nuancé article théorique sur le mot d'ordre de «défaitisme révolutionnaire» lancé par Lénine :

« *La défaite d'un pays ne conduit pas… obligatoirement à la révolution… La victoire d'un pays … n'exclut pas forcément que la lutte révolutionnaire doive y être nulle*», comme le montrait l'Italie révolutionnaire de 1917-1920. En fait, «*la grande valeur du défaitisme c'est de placer la lutte contre la guerre sur le terrain de la solidarité internationale du prolétariat; la défaite d'un pays en favorisant l'action révolutionnaire a des répercussions chez le vainqueur lui-même…*

« … *Chaque geste ouvrier destiné à saboter les efforts de la bourgeoisie dans sa lutte impérialiste doit apparaître comme une émanation de la guerre civile, comme* la négation de tout nationalisme *et de toute solidarité avec son gouvernement…* »

Lastérade soutint la même année 1938 sa thèse de doctorat en médecine avec un titre en apparence surprenant : *Sur les récents résultats thérapeutiques obtenus par les applications locales d'huile de foie de morue*, en fait utiles dans le traitement de la *spina ventosa*, une tuberculose des phalanges, caractérisée par la boursouflure du corps de l'os et par l'amincissement de son tissu, une affection touchant surtout les jeunes enfants. Lastérade, en fait, ne sépara jamais son engagement militant de son engagement thérapeutique, surtout auprès des plus fragiles, comme les enfants d'ouvriers.

L'Union communiste cessa toute activité pendant la guerre, son âme Gaston Davoust (*Henry Chazé*) subissant arrestation et déportation en Allemagne dont il revint miraculeusement. Lui-même, médecin chef militaire, fut fait prisonnier en juin 1940 et interné dans le Frontstalag 101 près de Cambrai.

Les restes épars de l'Union communiste ne se reconstituèrent qu'après août 1944. Lastérade lui-même avec d'autres camarades rejoignit l'Organisation communiste-révolutionnaire (OCR) en 1944. Celle-ci comptait une quarantaine de membres qui publiait, parfois en commun avec le RKD, plusieurs revues : *Rassemblement communiste révolutionnaire*, *Pouvoir ouvrier* et *L'Internationale*.

Comme *Henry Chazé* et la plupart des anciens de l'Union communiste, *Lastérade* s'orienta vers le nouveau Parti communiste internationaliste de Damen et Maffi. Il rejoignit la Fraction française de la Gauche communiste internationale en janvier 1946, mais la quitta en décembre 1949, après avoir envoyé un projet de lettre critique au «centre» milanais (Bruno Maffi), dont il reçut une réponse qui lui sembla «faite de pédantisme arrogant et de jésuitisme».

Dans sa lettre de réponse (et de démission), il expliquait le sens de sa décision. Au refus outragé du «centre» de reconnaître une certaine continuité entre Lénine et Staline, *Lastérade* objectait que la Gauche italienne (et surtout Bordiga) n'avait jamais indiqué «de moment où les mesures économiques et sociales auraient signifié une brisure dans le cours de l'évolution de l'URSS». Le PC Internationaliste se contentait de rejeter avec mépris toute «critique ouvriériste de l'URSS», sans jamais souligner les étapes fondamentales de la déliquescence de la Révolution russe. Ainsi, le Front unique ne fut pas une «erreur» mais l'application logique de «*la défense inconditionnelle de l'État russe*», qui imposa au Komintern d'être «*le protecteur, le moyen de chantage et l'agent de propagande de l'État soviétique*».

Dans une lettre à Gaston Davoust (*Henry Chazé*), Lastérade se livrait à une impitoyable critique (et autocritique) du courant 'bordiguiste' : «*Les illusions que nous avions dans le développement organisationnel et dans la progression du point de vue politique du PC internationaliste d'Italie sont mortes. Le PCI voit désormais ses effectifs décliner en même temps que s'effacent les possibilités d'une vie politique collective fructueuse en son sein. Le PCI d'Italie me semble rapidement devenir une organisation de type de celle qui produisit autrefois* Bilan*, cette revue qui se vantait à longueur de colonnes d'être toujours et seule marxiste, et qui n'a jamais convaincu personne, pas même Vercesi dont les pirouettes à la libération ont annihilé tout le travail politique de la gauche émigrée.* Je cesse donc de participer à ce courant stérile».

Lastérade participa avec la plupart des membres de la FFGCI au regroupement autour de la revue *Socialisme ou barbarie.* Cette expérience lui semblant sans avenir et absorbé par son sacerdoce de médecin généraliste à Montreuil (Seine-Saint-Denis), il renonça à l'action militante sans jamais se désengager moralement et politiquement.

Jean Lastérade de Chavigny est mort à Paris le 11 juin 1986.

Sources : *La Vérité,* mai et juin 1933. – *L'Internationale*, du 11 novembre 1933 au 16 février 1939. – Henry Chazé [Gaston Davoust], *Chronique de la Révolution espagnole, 1933-1939*, Spartacus, 1979. – Léon Trotsky, *œuvres*, vol. 2 et 3. – [Pierre Broué] *Cahiers Léon Trotsky*, n° 27, Institut Léon Trotsky, Grenoble, sept. 1986, p. 112 : https://www.marxists.org/francais/clt/1986-1990/CLT27-Sep-1986.pdf – Notes de Louis Bonnel et Jean-Michel Brabant, maitron en ligne : http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/ – Lettre de Lastérade à Chazé, 17 nov. 1949, in Jean-Louis Roche (éd.), *Lucien Laugier, La critique de 'Socialisme ou Barbarie'*, Éditions du pavé, 2003. p. 210. – « Projet de lettre au PC Int. » de Lastérade, in François Langlet (éd.), *Tempus fugit* n° 2, février 2005, Orsay.



Lucien Laugier

LAUGIER (Lucien) (1914-1989), dit LUCIEN, agent d'exploitation depuis 1932, puis inspecteur central des Postes : né à Marseille le 16 décembre 1914, Lucien Laugier n'a pratiquement pas connu son père porté disparu sur le champ de bataille en 1918. Pupille de la Nation, sa mère obtint un emploi réservé dans une manufacture de tabac.

Postier à 17 ans, il connut vite les «joies» d'un service militaire de deux ans en 1936-37, à une époque où le PCF abandonnait son antimilitarisme. Il eut «la chance, grâce à certaines rencontres, dans (son) milieu professionnel et par des relations de famille, de connaître des éléments trotskysants» qui le poussèrent à l'extrême gauche. En contact avec ces éléments, il s'interrogea sur une adhésion au PSOP de Marceau Pivert, alors que les trotskystes s'exerçaient au jeu de l'«entrisme». Il y renonça très vite, profondément écœuré par toutes les manœuvres fractionnistes dans et en dehors du PSOP.

Marié en mai 1939 avec Yolande la compagne de toute une vie, il connaît au quotidien le stalinisme, dont son beau-père partagea les positions jusqu'en 1956. Il est bientôt mobilisé et cesse de l'être en juillet 1940. Il vécut entre Marseille et Aubagne. C'est par l'intermédiaire d'Otello Ricceri (*Piccino*) – qu'il rencontra vers 1941 – la Gauche communiste italienne. Il y côtoya Marc Chirik et Robert Salama, participant à des discussions politiques.

Postier, il se trouva vite impliqué dans les grèves qui débordaient le cadre syndical, surtout quand celui-ci était sous la coupe de chefs staliniens. À Marseille, en juillet 1946, il fit l'expérience du PCF au gouvernement, lorsqu'éclata une grève sauvage des postiers. Passant des insultes aux voies de fait, des commandos de dockers cégétistes tentèrent de déloger *manu militari* les grévistes du Central télégraphique de Marseille.

Séduit par la force de cohésion du «bordiguisme», il constitua en 1947, en tandem avec Otello Ricceri, le groupe marseillais de la FFGC. Parallèlement, suivant les consignes du «parti», il poursuivit une activité syndicale dans, puis en dehors de la CGT jusqu'en 1971. Cette activité, surtout quand elle était encadrée par l'appareil stalinien, le rendait littéralement «malade», selon ses propres termes.

Après la «crise barbariste» de 1949-51, qui siphonna la FFGC, il vécut une véritable traversée du désert dans les années 1950-1954. Les relations entre le groupe de Paris et le groupe «marseillais» restèrent difficiles. La crise «externe» en Italie, celle de 1951-52 dans le PCInt, laissa les «bordiguistes» français démunis matériellement (pas de journal, pas de revue, pas de cotisations



régulières), mais ne compte aucune défection vers le groupe «daméniste». Il faudra attendre l'arrivée de Roger Dangeville, Christian Audoubert et surtout de Jacques Camatte dans le groupe de Marseille à partir de 1954 pour que le groupe français du PCInt prenne qualitativement une dimension. Cette dimension il la perdit en 1966, lorsque Roger Dangeville et Jacques Camatte quittèrent la section parisienne.

À la fin des années 1960 et au début des années 1970, comme beaucoup de ses camarades, il s'opposa au cours «syndicaliste» de son organisation qui préconisait un travail syndical, voire la transformation de la CGT en «syndicat rouge», à une époque où se multipliaient les «grèves sauvages» nettement antisyndicales. Il estimait que s'il fallait «coller au quotidien», il ne s'agissait pas d'y «perdre son âme» révolutionnaire. C'est ce souffle de passion révolutionnaire qu'il s'efforça de transmettre dans le journal *Le Prolétaire*, dont il fut une plume prolifique.

Pour tous les jeunes militants marseillais qui le connurent à cette époque il fut, avec Suzanne Voute, le phare de «programme communiste» à Marseille jusqu'à sa démission du PCI en décembre 1971. Pour Gérard Mangiavillano et les jeunes du groupe, qui avaient 20 ans en 1968, il était l'antithèse du fanatisme, un véritable intellectuel ouvrier, sans le verbiage et la «haine froide» de «l'intellectuel révolutionnaire», passé par le moule «bordiguiste» : «*Quand Lucien nous parlait, c'était pour ce groupe de jeunes militants la conscience éclairée – avide de savoir – du prolétaire… sans cette haine froide qui caractérise trop souvent l'engagement des intellectuels, sans ce verbiage gauchiste de quelques militants parisiens sur la violence, le sang à verser, etc. Lucien Laugier n'était pas un revanchard assoiffé de sang, genre Saint-Just. Il savait que les mots pouvaient être dangereux et le mouvement révolutionnaire pouvait engendrer des comportements monstrueux et barbares. Il avait pour moi la trempe, le courage et la sensibilité d'un Victor Serge* ».

Tout comme l'intellectuel danois Carsten Juhl, qui l'influença notablement dans son travail sur le KAPD, il refusa de se prêter à des calomnies, sorties directement de l'arsenal idéologique kominternien (voire stalinien), tendant à condamner Pannekoek et la Gauche communiste allemande, comme «anarchiste» ou «syndicaliste», voire «petit-bourgeois» et «bourgeois».

Aussi Laugier collabora quelque temps au début des années 1970 à la revue *Invariance* de Jaques Camatte qui procédait à une «réhabilitation» du KAPD et de Pannekoek. Il fut aussi le témoin engagé des grèves sauvages de postiers fréquentes à cette époque. *Invariance* publia à part son bilan de la grande grève des PTT de 1974 où il dénonçait le sabotage des syndicats ainsi que l'activisme «gauchiste», venant redonner vie à des syndicats discrédités. Il dénonçait par la même occasion un certain esprit de hiérarchie militaire au sein des organisations révolutionnaires à l'égard de la «base» : «*Le véritable signe de mépris à l'égard des travailleurs et des hommes qui survivent sous l'uniforme des salariés, c'est l'opinion qui voit en eux une sorte d'infanterie sociale à la disposition d'un corps d'officiers «théoriciens» de la révolution*».

Laugier cessa sa collaboration avec *Invariance* et s'attela ensuite à un long travail de réflexion sur l'histoire du mouvement révolutionnaire. Ses derniers textes connus, s'ils montrent une certaine démoralisation, après la crise du PCI en 1981-82, révèlent un maintien de ses convictions révolutionnaires. Lucien Laugier ne cessa après novembre 1971, date de sa démission, de réfléchir sur la crise récurrente du mouvement «bordiguiste», sur le mouvement prolétarien, sur le mouvement de Mai 68.

Pendant presque 20 ans, dans son exil intellectuel militant, Laugier il se refusa de céder à un esprit de secte, la révolution n'étant la propriété d'aucun groupe labellisé Il a constamment insisté sur les apports théoriques de Pannekoek et du KAPD. Sans une constante remise en question des certitudes de secte, sans une réflexion théorique cohérente et toujours en mouvement, trouvant son prolongement naturel dans l'action quotidienne, on ne pouvait «*éviter un dessèchement académique de l'organisation (activité de cercle, psychologie de secte, etc.)*».

Jusqu'au bout, Laugier, très seul, en dehors du soutien d'anciens camarades et de son ami Carsten Juhl, resta convaincu de la force inexorable de la révolution prolétarienne : «*Pour croire en la force révolutionnaire du prolétariat, Bordiga n'eut pas besoin de le voir renaître*».

Il est mort inopinément en avril 1989 au cours d'une opération chirurgicale.

Sources : Jean-Louis Roche (éd.) (*Pierre Hempel*), *La critique de socialisme ou barbarie*, éditions du pavé, 2003. – Lucien Laugier, Premiers pas de militantisme : https://bataillesocialiste.files.wordpress.com/2009/09/laugier-premiers-pas-de-militantisme1.pdf

Œuvre : Lucien Laugier, *En guise de réponse à Programme communiste*, 1975. – *La gauche italienne dans l'émigration*. – *La critique de "Socialisme ou Barbarie"*, Les éditions du pavé, Sainte-Cécile, février 2003. – *Les deux crises du PCI*. – *La crise actuelle du PCI : bilan et perspectives*. – Lucien Laugier. *Textes I, Matériaux pour une histoire de la Gauche italienne*, vol. I, tome 1, Orsay, mars 2001. – Textes regroupés dans François Langlet (éd.), *Tempus fugit* n° 2, février 2005, Orsay.



Arduino Lazzaretti (dossier 68909), dans les archives du NKVD, vers 1936.

LAZZARETTI (Arduino), né à Lastra a Signa (Florence, Toscane) le 17 avril 1893, ouvrier, membre du PCd'I dès le congrès de Livourne, condamné par le fascisme à une peine de 30 ans de prison suite à un affrontement sanglant avec les fascistes. Réfugié en France, il gagne en 1923 l'URSS et devient automatiquement membre du PCR (b) au début de 1924. Accusé d'«activité trotskyste» depuis 1928, il est exclu du parti russe en 1931. Il doit prendre la nationalité soviétique en 1932, et est réintégré dans le parti.

En 1936, il est dénoncé comme «bordiguiste» (tout comme Sensi) au NKVD par les chefs du PCI. Dans le procès-verbal de son interrogatoire en septembre 1936, il avoue avoir tenu des réunions avec Ambrogi, Verdaro et Silva, ainsi qu'avec Francesco Misiano, le célèbre producteur de cinéma réfugié en URSS, et Giuseppe Sensi. Plus grave, il était accusé d'avoir eu des rapports avec le groupe prométéiste de Paris, dont Guido Beiso (1902-?), un opposant de sensibilité «bordiguiste» exacerbé par les calomnies staliniennes, avait tué en août 1935 leur chef à Paris Camillo Montanari (1898-1935). Le PCI et le Komintern en appelèrent à l'élimination des *«trotskystes et bordiguistes, responsables politiques et moraux de l'assassinat par leurs campagnes de calomnies, d'instigations, de haine contre l'URSS, contre le communisme et ses hommes les meilleurs»*.

Emprisonné en 1937, il est fusillé le 15 janvier 1938 au camp de travail forcé de Severo-Vostocnyj (Kolyma).

Sources : «Lazzaretti Arduino, Sensi Giuseppe» *1937-1957*, GARF, Fonds des actes d'instruction 10035, op. 1, P. 26343, cc. 27. – Memorial Italia : www.memorialitalia.it/archivio_mem/gulag/gulag/frameset_ita.html. – «Saluto del Comitato Centrale del Partito Comunista d'Italia», *La Difesa*, organe du PCI, Paris, 17 août 1935 – «L'attentato di Guido Beiso», *Prometeo*, Bruxelles, 25 août 1935.



Aldo Lecci lors d'un grand meeting électoral du PCInt à Florence, piazza Strozzi, mars-avril 1948.

LECCI (Aldo), dit MARIO MARINI, dit FRANCESCO PAOLI, dit GINO, dit TULLIO : né à Florence le 5 mai 1900, mort à Florence en février 1974. Apprenti boulanger, maçon-fumiste, forgeron, soudeur. Aldo Lecci, jeune apprenti boulanger, s'inscrivit en 1917 à la section des jeunesses socialistes de Florence, puis adhéra au PCd'I en janvier 1921. Membre des «groupes d'action communistes», il assuma le commandement de groupes armés de défense de quartiers ouvriers de Florence, en particulier celui de Santa Croce.

Aldo Lecci émigra en France, en 1923, activement recherché par les fascistes et adhéra aussitôt au PCF (une obligation pour les communistes italiens émigrés). Il défendit les positions du Comité d'entente «bordiguiste», fondé en avril 1925, contre le duo Gramsci/Togliatti. À la suite de violents affrontements avec des fascistes italiens, à Paris, il dut s'établir à Lyon, où il travailla comme forgeron. Après le congrès de Lyon de 1926, qui voit la défaite de la tendance de Bordiga, il est chassé du Parti communiste italien, lors d'une réunion très violente, ainsi que 16 autres membres.

À Pantin, en avril 1928, il fut l'un des principaux fondateurs de la fraction italienne qui le nomma à son Comité central. En 1929, expulsé de France, il se réfugia à Bruxelles. Il fut de nouveau expulsé de Belgique, après une occupation du consulat italien de Bruxelles en juin 1930 pour protester contre les exécutions de quatre communistes italiens et slovènes à Basovizza/*Bazovica* (Trieste). Retourné en France, il devint le responsable de la Fédération lyonnaise (avec Carlo Mazzucchelli). En 1933, il rentra clandestinement en Italie et eut des discussions avec Bruno Fortichiari et Luigi Repossi (initiateurs du Comité d'entente avec Onorato Damen), mais échoua – après beaucoup d'autres – à contacter Bordiga. Fin 1934, il déménagea à Marseille, où il assuma le travail de la Fraction dans la zone Sud.

En août 1936, avec Benjamin (Jacob) Feingold, dit «Michel», et Turridu Candoli, de la Fraction italienne, il se rendit à Barcelone et défendit les positions de la majorité, lors de discussions avec la minorité engagée dans les milices du POUM. Il prit contact avec les anarchistes, en particulier avec Camillo Berneri. De retour de Barcelone au printemps 1937, il réorganisa depuis Marseille – où il travaillait comme soudeur aux Aciéries du Nord (ADN) – les sections de La Seyne et de Toulon.

Pendant la guerre il s'opposa aux théories d'Ottorino Perrone, sur la «disparition du prolétariat dans la guerre», et avec Giovanni Bottaioli fut le principal animateur de la Fraction italienne à Marseille. Il fut le plus résolu à demander l'expulsion d'Ottorino Perrone de la Fraction italienne, en mars 1945, lorsqu'il apprit son adhésion à la Coalition antifasciste de Bruxelles.

Retourné en mai 1945 en Italie, il fut immédiatement nommé membre du comité central du PCInt, qui comptait alors près de 3.000 militants. Il en fut l'un des propagandistes les plus écoutés dans ses nombreux meetings publics. Secrétaire de la section de Florence, il fut incarcéré avec d'autres camarades internationalistes de Toscane, en septembre 1946, suite au meurtre du marquis Lapo Viviani della Robbia – grand propriétaire foncier du Chianti et ancien haut dignitaire fasciste – par le jeune internationaliste Ilario Filippi. Il fut vite libéré faute de la



moindre preuve. Opposé à la tendance «programmiste» autour de Bordiga, Ottorino Perrone et Bruno Maffi, il s'intégra tout naturellement, en janvier 1952, dans la tendance de Damen («Battaglia comunista»), dont il fut l'un des principaux animateurs. Il resta fidèle au PCInt-*Battaglia comunista* jusqu'à sa mort survenue à Florence, sa ville natale, en février 1974.

Sources : ACS CPC, busta 2752. – *Battaglia comunista* n° 5, Milan, mars-avril 1970. – «È morto il compagno Lecci». – *Battaglia Comunista*, n° 8, 10–30 avril 1974, «Una pagina di storia nella nostra frazione all'estero (1927-1943)». – Fausto Bucci, Rossano Quiriconi, et Claudio Carboncini, *La vittoria di Franco è la disfatta del proletariato… Mario De Leone e la rivoluzione spagnola*, La Ginestra – Comitato pro ex Ilva, Follonica, 1997.

LECLERCQ (Philippe), dit FABIEN : né en 1947 à Paris, employé à l'Institut National de Métrologie (INM), puis à l'Organisation internationale de métrologie légale (OIML). Venu du trotskysme, il milita dans la section de Paris de «Programme communiste» en 1964 et la quitta en 1966 au même moment que Roger Dangeville, Jacques Angot et Jacques Camatte. C'est ce dernier qu'il suit alors dans l'aventure de la revue *Invariance*, série I.

En désaccord avec Jacques Camatte et Gianni Collu assimilant en 1969 tout parti, même révolutionnaire, à un «racket», il quitte rapidement la mouvance «invariantiste». Avec Claude Bitot, il est à l'origine en mai 1972 de la revue *Parti de classe* qui n'eut qu'un seul numéro. En mai 1975, Philippe Leclercq forme le Groupe communiste mondial (GCM) et initie la publication de la revue semestrielle *Programme de la société communiste*, dont le dernier numéro parut en juillet 1985.

Bien que se réclamant des sept premiers numéros d'*Invariance*, série I, le GCM, comme «Programme communiste», rejette tout apport de la gauche communiste germano-hollandaise. D'une fidélité à la lettre à la Gauche communiste italienne, il maintient des liens avec le groupe de Roger Dangeville, *Le Fil du temps*, dont la finalité aussi est la «restauration intégrale du marxisme» et non un «enrichissement» jugé délétère.

Quelques jeunes intellectuels intégrés au GCM en février 1976 reprocheront au GCM son syndicalisme, voire son léninisme, par une fidélité à la lettre à Bordiga. Ils feront très vite sécession et lanceront quelques mois plus tard une nouvelle revue *Communisme ou Civilisation* (n° 1, octobre 1976) défendant «l'invariance de la théorie du prolétariat» et se prétendant la seule véritable continuatrice de la revue *Invariance*, Série I. Sa véritable «originalité», bâtie sur le paradoxe, fut de lancer *ex cathedra* l'anathème suivant : «*C'est parce que le capital fera de la défense de la civilisation son dernier rempart que nous avons choisi d'indiquer nettement le sens vers lequel ira la révolution communiste : ce ne peut être que* **contre** *la civilisation*».

Le groupe de Philippe Leclercq retrouva quelques couleurs avec l'intégration en septembre 1979 de Philippe Gauvrit (1948-2003), dit *Paul*, et de sa compagne Michèle Boix-Sabata, dite *Laura*, qui avaient publié (avec Robert Camoin) en octobre 1978 un numéro unique de *Vers le Parti de classe*. Le GCM, surtout, bénéficia de l'éclatement international du PCI bordiguiste à l'automne 1982. Des jeunes issus du PCI et habitant dans le sud de la France, puis d'autres éléments permettent la constitution d'une «section du sud» active à Toulouse et dans le Larzac, qui s'ajoute à la «section de Paris». Cet élargissement du groupe permettra en 1984 la formation d'un «Centre» dirigé par Philippe Leclercq, Philippe Gauvrit, *Laura* et *Bruno*.

Le GCM ne tarde pas à connaître des dissensions, avec en arrière-plan la vieille divergence fondamentale concernant le maintien de la perspective d'un cataclysme révolutionnaire final fixé par Bordiga en 1975. Pour le GCM, dirigé de fait par Philippe Leclercq, cette prévision restait valable sur le fond.

Le GCM suit la voie du PCI bordiguiste : celle de l'éclatement. À la fin de l'année 1986, Ph. Gauvrit et M. Boix-Sabata quittent le groupe. Quelques mois plus tard, c'est l'éclatement : les jeunes éléments de la section sud créent une nouvelle revue en février 1989 : *Le Programme de la Révolution communiste*, organe d'une sorte de GCM *bis*. Cette revue semestrielle, ancrée à Marseille, tenant le même drapeau, celui de la «*restauration programmatique du Parti communiste mondial*», cessa de paraître en janvier 2009.

Philippe Leclercq semble avoir renoncé à toute activité politique.

Sources : *Communisme ou Civilisation* n° 1, nov. 1976–avril 1977. – Michèle Boix-Sabata et Jean-Louis Roche, «Philippe Gauvrit (1948-2003), militant communiste français», février 2007 : http://www.collectif-smolny.org/article.php3?id_article=315 – Benjamin Lalbat, *Les bordiguistes sans Bordiga. Contribution à une histoire des héritiers de la Gauche communiste italienne en France. Des racines de Mai 68 à l'explosion du PCI (1967-1982)*, Université d'Aix-Marseille, master 2 (dir. : Isabelle Renaudet), sept. 2014, 320 p. – Programme de la société communiste (Groupe communiste mondial) : http://www.groupe-communiste-mondial.org/fr/sommaire/publications1.html et Communisme ou civilisation : http://www.robingoodfellow.info/. – Témoignage de Claude Bitot (déc. 2014).

LIONELLO (Emilio), dit GIACCHETTA, charpentier métallique : Né à Venise le 28 avril 1909, il adhéra en 1926 aux Jeunesses communistes. Arrêté le 23 novembre 1927, il fut condamné par le Tribunal spécial fasciste à quatre années de prison. Ayant purgé sa peine, mais soumis à trois années de surveillance administrative, il réussit à émigrer en Yougoslavie et de là en France, en 1932. Il est expulsé de France en avril 1933, sous prétexte d'avoir agressé physiquement un fasciste. Revenu à Paris, il est exclu, en 1934, du parti communiste italien, ainsi que Renato Pace. Avec ce dernier, il adhère à la Fraction italienne. En juillet-aout 1936, il se rend en Espagne et combat dans les milices du POUM jusqu'à octobre 1936. Refusant la militarisation des milices, il travaille en usine. Surpris par l'insurrection révolutionnaire de mai 1937, il est incarcéré à la prison Módelo de Barcelone, où il reste jusqu'à l'entrée des troupes de Franco en janvier 1939. Il réussit à quitter l'Espagne, dans la confusion de la fin du régime républicain. Il connut alors toutes les souffrances de l'internement dans plusieurs camps de concentration ou de travail, en France, puis en Italie et en Pologne. En 1945, libéré des camps de concentration (probablement Auschwitz), il put revenir à Venise à la fin de la guerre. Son itinéraire politique ultérieur et la date de son décès demeurent inconnus.

Sources : ACS CPC, busta 2791. – Fausto Bucci & Rossano Quiriconi (éd.) [avec Claudio Carboncini], *La vittoria di Franco è la disfatta del proletariato*, op. cit. – «Un incontro a Valeriano: "Carlini" il rivoluzionario, nella tormenta del 1900», *La Risveglia* n° 7-8, Follonica, mai-déc. 2001. – Dino Erba, *Dizionario*..., op. cit., 2015.

LONGHI (Attilio), manœuvre : né en 1897 à Seriate (Bergame, Lombardie), il adhère au PC d'Italie en 1921, et fait nombre d'années de prison avec les lois d'exception fascistes de 1926. Après avril 1945, il est membre du PCInt à Sesto San Giovanni. Il suit la tendance Damen jusqu'à sa mort survenue à Milan en janvier 1956.

Sources : ACS CPC busta 2827. – «Lutti nostri», *Battaglia comunista* n° 2, février 1956.



Bruno Maffi, vers 1936

MAFFI (Bruno), dit ALFIERE, BRUNO, BATTISTA, intellectuel, professeur de philosophie, traducteur : né à Turin le 12 avril 1909. Son père Fabio, directeur pédagogique, était socialiste et collaborateur du *Grido del Popolo*; il était le neveu de Fabrizio Maffi, chirurgien social, député socialiste maximaliste qui adhéra au PC d'Italie en 1924, comme «terzino». En 1927 il commence des études de philosophie à l'université de Pavie, interne au collège Ghislieri, qui fut l'école de tout l'antifascisme. Il devint socialiste vers 1928, et membre du comité directeur clandestin (1930) de *Giustizia e Libertà*, organisation antifasciste dirigée par Carlo Rosselli, qu'il rencontra à Paris. Il



est bientôt arrêté et le 2 septembre 1930 il est condamné à deux années de prison par le Tribunal spécial. Il est interdit d'emplois d'État. Amnistié en octobre 1932, il quitte la prison de Viterbe, et peut terminer ses études de philosophie en 1933. Chargé en 1934 de la reconstruction du centre socialiste interne de l'Italie, il collabore sous le pseudonyme d'*Alfiere* à *Nuova Avanti* et à *Politica socialista*. Il enseigne à Rome au collège international de Monte Mario. Il écrit à cette époque (mars 1935) *Appunti per una politica socialista*, exprimant une vision marxiste, celle d'«*une effective et profonde unification de la conscience de classe autour du point cardinal de la lutte pour la conquête du pouvoir*».

Arrêté en mai 1935 – après la découverte de sa correspondance politique au domicile de Cesare Pavese, arrêté sur dénonciation de l'écrivain Dino Segre, «honorable» correspondant de l'OVRA – Bruno Maffi est relégué pour trois ans à Bagnara Calabra (Reggio di Calabria). À partir de 1936-1938, il marque un net détachement idéologique de l'antifascisme et un net rapprochement avec la gauche communiste, sous l'influence d'Onorato Damen. Il semble même avoir commencé à collaborer, vers 1937, aux revues de la Fraction à l'étranger : *Prometeo et Bilan*, dont il partageait les positions sur la guerre impérialiste en Espagne.

En 1939, en collaboration avec le jeune avocat milanais Lucio Luzzatto (1913-1986), membre du Centre interne socialiste, il avait fait publier à Paris une étude sur *La politica delle classi medie e il planismo*, où il proposait d'entraîner les couches moyennes sur les positions du prolétariat, ce qui supposait «un approfondissement et une clarification de notre conscience de classe».

En 1940, il est en camp de concentration avec Damen, à Istonio (Chieti). En mars 1943, il participe à la fondation du PCInt, dont il est l'un des principaux responsables, avec Damen et Acquaviva. Il ne rencontra Bordiga pour la première fois qu'à l'hiver 1943, après avoir franchi la ligne de front militaire. Il intervient activement et physiquement (à bicyclette), avec Mario Acquaviva, pour contacter et faire retourner les partisans piémontais des montagnes «dans les usines d'où sortira la violence de classe qui détruira les organes vitaux du capitalisme» (*Prometeo*, n° 5, 1er mars 1944). Sans succès, «sauf un groupe de partisans de la région piémontaise de Rueglio», au nord de Turin, qui adhéreront au PCInt.

Après la Libération, il est l'une des pierres angulaires de la construction du Parti communiste internationaliste, qui publie la revue théorique *Prometeo* et le journal *Battaglia comunista*, auxquels il contribua régulièrement. Il est le rédacteur en chef de *Battaglia comunista* dès 1945, et directeur responsable de *Prometeo* (à partir de novembre 1950) jusqu'à la scission de 1951-52.

Pendant cette période, il se révéla aussi un remarquable orateur lors de la participation du PCInt aux élections de 1946 : il parle à Bergame le dimanche 28 avril plus d'une heure, sur la place Vittorio Veneto, devant 400 personnes, «dans un style oratoire lent, clair, incisif et imagé; un style plein de distinction, étranger à la recherche de faciles et démagogiques effets de manche», «s'adressant au cœur de l'homme qui sent et qui souffre». Devant un public, qui suit son discours «avec attention et sympathie», il «*soutient et démontre que l'actuelle politique de collaboration des partis de gauche, que la politique de Nenni et Togliatti aide et facilite la reconstruction de l'État bourgeois, que l'État bourgeois évolue inévitablement, historiquement, vers le fascisme, que le fascisme c'est la guerre*».

À partir de 1948, il s'éloigne de Damen, pour se ranger au côté de Bordiga, en désaccord avec la participation du PCInt aux élections (2 juin 1946 et 18 avril 1948), une ligne qui lui semble trop «activiste» et «immédiatiste». Il est l'un des maîtres d'œuvre de la scission de 1952. Plus que Bordiga, l'*Alpha* (c'est son surnom) théorique de Naples, Bruno Maffi représente le «Centre» (*Centro*) organisationnel, tant en Italie, que dans les autres pays (France, Belgique) où existent des sections «bordiguistes». Par la suite, il sera, après la mort de Bordiga, le principal dirigeant du parti bordiguiste en Italie *(Il Programma comunista)*. Il sera presque à lui tout seul le «centre», voire le «commissaire unique» de tout le mouvement, fonction qui lui fut disputée par Giuliano Bianchini après la mort de Bordiga.

En tant que directeur responsable des organes du PC international, il fut accusé par la justice de «propager la haine entre les classes». En décembre 1969, en pleine ébullition sociale, il est condamné à Florence à six mois de prison avec sursis pour un article paru dans la feuille d'agitation *Il Sindacato Rosso* (n° 10, avril 1969), diffusé dans les usines.

Bruno Maffi a très largement contribué jusqu'à la fin à l'édition et à la rédaction d'une monumentale histoire de la gauche communiste italienne depuis ses origines, constituée surtout de textes de Bordiga (*Storia della Sinistra comunista*, vol. II, «Il programma comunista», 1972; vol. III, «Il programma comunista», 1986; vol. IV, «Il programma comunista», 1997).

Il fut très ébranlé par la crise de 1982, qui vit la dislocation de ce courant international dont il avait été le cofondateur et le pilier. Lui-même fut éjecté de la direction du journal *il programma comunista* dont la fraction dénommée «Combat» voulut s'emparer. Il réussit néanmoins à récupérer par voie de justice le titre et en resta le directeur responsable jusqu'à sa mort.

Après la mort de Bordiga, son épouse Antonietta De Meo-Bordiga était devenue la curatelle des archives Bordiga et avait souhaité créer une fondation de recherches. Lorsqu'elle décéda en décembre 1994, Bruno Maffi présida la Fondation Amadeo Bordiga, établie à Formia, dans la maison même de Bordiga, chargée en particulier de conserver son riche fonds d'archives.

Bruno Maffi est bien connu en Italie pour sa traduction en italien du *Capital* de Marx, de l'*Accumulation du capital* de Rosa Luxemburg, du *Journal d'exil* de Trotsky, mais aussi de Keynes. Son amitié avec l'écrivain Cesar Pavese, avant et après 1945, lui avait permis de devenir un traducteur renommé de la maison d'éditions turinoise Einaudi. Il a traduit de grandes œuvres de la littérature mondiale, du français, de l'anglais et de l'allemand, dont celles de Thomas Mann.

Il mourut le 23 août 2003, à Milan. Tout au long de sa longue activité militante, il trouva toujours à ses côtés sa compagne Nina Pirini (1918 ?-1983), qui servit bien souvent de courrier au PCInt. Il était le père de l'américanologue italien Mario Maffi.

Sources : ACS CPC, busta 2911, dossier 94175. – Dino Moretti, «Abbiamo ascoltato Maffi», in *La Citadella* n° 6-7, 20 mai 1946. – Stefano Merli (éd.), *La rinascita del socialismo italiano e la lotta contro il fascismo (1934-1939). Documenti inediti dell'Archivio Angelo Tasca*, Feltrinelli, Milan, 1963. – Franco Andreucci et Tommaso Detti, *Il Dizionario biografico del movimento operaio italiano 1853-1943*, 6 vol., Ed. Riuniti, Rome, 1975-1979. – Franco Pedone, *Novant'anni di pensiero e azione socialista attraverso i congressi del PSI*, vol. II (1917-1937), Marsilio Editori, 1983. – Arturo Peregalli, *L'altra Resistenza*, Graphos Storia, 1991. – Tina Pizzardo, *Senza pensarci due volte,* Il Mulino, Bologne, 1996. – «In memoria di Bruno – Quando muore un compagno», in *Il Programma Comunista*, sept-oct. 2003, p. 1. – Maffi Archive : http://www.marxists.org/italiano/maffi/index.htm. – Sandro Saggiorio, *In attesa della grande crisi. Storia del partito comunista Internazionale («Il Programma comunista») dal 1952 al 1982,* op. cit. [Intervention électorale de Maffi, 28 avril 1946, p. 278-280].

MAFFI (Mario), fils de Bruno, professeur d'université, écrivain, traducteur, membre de l'Académie d'Europe : né en 1947 à Milan, Mario Maffi, spécialisé dans la culture nord-américaine, a enseigné à l'université de Milan jusqu'à sa retraite. Ses centres d'intérêts ont été et restent la géographie du pluri-ethnisme culturel, les cultures urbaines et immigrées et l'interaction de ces éléments dans «le processus contradictoire de formation d'une identité nationale», en particulier à New York.

Parmi son innombrable production, deux œuvres ont été primées, l'une en italien en 1975 : *La cultura underground* (Laterza, 1972), essai sur la culture des jeunes dans l'Amérique des années 60; et l'autre en 2008 : *Mississippi. Un voyage aux sources de l'Amérique* (Grasset, 2008), prix Ptolémée pour la Géographie.

Déjà professeur à l'université de Milan, Mario Maffi fit en 1982 une édition très remarquée d'*Hommage à la Catalogne* de George Orwell

Parallèlement, Mario Maffi resté fidèle aux positions politiques de son père, continue à écrire (anonymement) dans les colonnes du journal *Il Programma comunista*.

Sources : Mario Maffi homepage : http://mariomaffi.it/bio/. – Università di Milano (UNIMI), Sidera, Sezione di comparatistica : http://users.unimi.it/sidera/maffi.php

MAGNELLI (Eduardo) (1896-1970) : né le 28 juillet 1896 à Francavilla Marittima (province de Cosenza). Il est employé des chemins de fer à Bologne. Socialiste révolutionnaire, il déploya une intense propagande contre la guerre. Surveillé par la police pour «incitation à la désertion», il fut licencié des chemins de fer en octobre 1917. En avril 1919, il est élu membre de la Commission presse du congrès socialiste de Campanie. En 1920, il est secrétaire de la Bourse du travail de Scafati (Salerne). La même année, retourné à Bologne, il est arrêté par deux légionnaires de D'Annunzio qui le mènent au siège du *fascio* local pour être bastonné. Emprisonné, il est libéré en février 1921, pour adhérer aussitôt au parti communiste.

Émigré clandestinement en France à la fin de 1922 et expulsé de ce pays pour avoir participé en 1925 aux protestations contre l'attaque menée au Maroc par le général Pétain contre les insurgés d'Abd el-Krim, il trouva asile à Bruxelles et à Anvers. Chassé de Belgique et du Luxembourg, il revint à Paris en 1931, où il sympathisa puis adhéra à la Fraction de gauche et soutint *Prometeo* par de petits dons. Retrouvé par la police française en avril 1939 à Paris, où il était resté jusqu'alors illégalement, il fut condamné à 6 mois de prison par le Tribunal de la capitale et invité le 14 septembre, au moment de sa mise en liberté, à quitter la France sous 48 heures. Arrêté à Bardonecchia le 17 septembre, il fut envoyé en relégation pour 3 ans à Sant'Elia a Pianisi (Campobasso), où, dès que sa peine eut été purgée, il fut détenu à partir du 15 septembre 1942 comme «interné dangereux». La chute du fascisme ne provoqua même pas sa remise en liberté et le 25 août 1943 le préfet de Cosenza (dont dépendait Francavilla) demanda qu'il reste à Sant'Elia, parce qu'on ne considérait pas comme opportune sa présence dans cette zone militairement importante. Ce n'est qu'en décembre que Magnelli fut libéré et qu'il retourna à Francavilla et ensuite à Naples.

À l'été 1944, il devient membre de la Fraction de gauche des socialistes et des communistes de Bordiga à Naples, tout comme Ludovico Tarsia, Antonio Natangelo, Giuseppe De Nito. En juillet 1945, après la dissolution de la Fraction, il adhéra au PCInt unifié. Militant en vue, il se présente aux élections du 18 avril 1948, dans la circonscription de Napoli-Caserta. Il suivit la tendance de Bordiga jusqu'à sa mort survenue fin 1970 à Naples. Il fut un important dirigeant de ce parti après la scission de 1952, toujours très proche de Bordiga.

Sources : APC CPC, busta 2929. – «Candidati», *Battaglia comunista* n° 13, 7-14 avril 1948. – «In ricordo di Eduardo Magnelli (nota)», *Il programma comunista*, n° 1, 4 janvier 1971.

MALAQUAIS (Jean) [MALACKI (Wladimir Jan Pavel Israël Pinkus)], dit ANTOINE. Jean Malaquais – de son vrai nom Vladimir Malacki – naquit à Varsovie le 11 avril 1908 dans une famille polonaise juive mais non croyante. Son père, Morduck Malacki, professeur de lettres classiques (latin et grec), était un amoureux des livres. Sa mère était une militante socialiste du Bund juif internationaliste qui s'était développé en Pologne. Toute sa famille disparut dans les camps hitlériens pendant la deuxième guerre mondiale. Malgré ses racines juives, Malaquais refusa de se placer sous l'étoile de David, allant jusqu'à affirmer qu'il ne s'était *«jamais considéré comme juif»*.

En 1926, le bac en poche, il décida de quitter Varsovie et de partir à la découverte du monde. Il partit pour la France. C'est là qu'il rencontra pour la première fois son ami et mentor politique Marc Chirik, dans un local de la CGT à Paris où il cherchait du travail.

Malgré ses qualifications intellectuelles, il travailla comme ouvrier, notamment dans les mines de Provence. De cette expérience au milieu des étrangers parias et damnés de la terre, il tira la matière de son livre : *Les Javanais*, prix Renaudot 1939.

Il s'intéressa vite aux idées révolutionnaires. Le stalinisme le dégoûtait tout autant que l'ambiance nationaliste et xénophobe régnant en France. Il gravita autour de la Ligue communiste trotskyste dirigée par Alfred Rosmer, Pierre Frank, Pierre Naville, mais ne s'y engage pas à la différence de son ami Marc Chirik. Vers 1933, Vladimir Malacki, qui se fait appeler Jean Malaquais (comme un quai de Paris), prend contact avec les groupes révolutionnaires à gauche du trotskisme : l'Union

communiste de Henry Chazé (Gaston Davoust), les bordiguistes italiens – regroupés autour des publications *Prometeo* et *Bilan* – immigrés en France et Belgique.

Dans la dèche à Paris, il fait tous les métiers, y compris débardeur aux Halles, sans avoir de domicile fixe. À la Bibliothèque Sainte-Geneviève, où il se réfugie, il lit Céline et André Gide. Un soir de 1935, il tombe soudainement sur ces lignes de Gide : «*Je sens une infériorité de n'avoir jamais gagné mon pain*». Jean Malacki, scandalisé, lui écrit pour lui parler des conditions de ceux qui n'ont pas de toit et vivent dans la misère au jour le jour. Gide lui répond à la poste restante de la rue Cujas (Malaquais n'ayant pas d'adresse), et lui envoie 100 francs, qui lui furent retournés. Il rencontre enfin André Gide à son domicile : «*C'est toi Malacki ?*». «*C'est toi Gide ?*» Personne n'avait osé tutoyer le grand écrivain. Flairant vite un écrivain doué, passionné et riche d'une expérience de paria, Gide lui donna de l'argent qui lui servit à louer une maison en province, tout le temps nécessaire à l'écriture de son livre *Les Javanais*. Ce livre social sur l'immigration dans la France xénophobe des ligues d'extrême droite et du préfet Chiappe fut d'abord refusé par Gallimard, puis publié chez Denoël en 1939. Le livre est couronné par le prix Renaudot en 1939, devançant *le Mur* de Sartre. Il fut traduit dans plusieurs langues.

En août 1936, il part en Espagne lorsqu'éclatent la révolution et la guerre civile; il prend contact avec les milices du POUM et la colonne Lénine, dirigée par des dissidents bordiguistes italiens comme Enrico Russo (Candiani). Il rencontre Kurt Landau, trotskyste qui fut bientôt assassiné par le GPU, Andreu Nin, théoricien du POUM et autre victime du GPU, et Juan Gorkin, chef du POUM, qu'il retrouva et côtoya à Mexico pendant la guerre. Il a le malheur de se retrouver un jour face à Ilya Ehrenburg, écrivain stalinien promu chef de brigade internationale. Il fut à deux doigts d'être exécuté comme «agent fasciste» et provocateur. Il réussit à retourner en France, en septembre-octobre 1936. Il noua des liens avec Ante Ciliga et surtout Victor Serge, tous deux échappés du Goulag stalinien.

En septembre 1939 Malaquais, bien qu'apatride fut jugé suffisamment français pour se sacrifier pour la patrie. Pendant la drôle de guerre, il remplissait ses carnets de ses impressions au fil des jours, dans un style sarcastique, rebelle et iconoclaste : ces carnets deviendront ses « Carnets de guerre ». Prisonnier en mai 1940 il réussit à s'évader. Il rejoignit Marseille, avec sa compagne russe Galy Yurkevitch, où il survécut de 1940 à 1942. Dans la cité phocéenne, s'entassaient des écrivains fuyant le nazisme et en attente d'un hypothétique visa pour les Amériques : André Breton, Benjamin Péret, Victor Serge font partie du lot. Il travailla dans la coopérative le «Croque-Fruit» dirigée par des trotskistes – comme Sylvain Itkine – et fournissant un emploi à toutes catégories d'apatrides, Juifs, trotskystes et internationalistes. Avec son ami Marc Chirik, il dénonça l'exploitation dans la coopérative ouvrière. Il reçut alors son compte. Marc Laverne (pseudonyme de Chirik), qui se fit licencier avec lui, fut le héros principal de son second roman publié en 1947 : *Planète sans visa*. Stepanoff, l'autre héros du roman, a pour clef le Russe Victor Serge.

Jean Malaquais fut hébergé par Jean Giono en attente d'un hypothétique visa pour les Amériques. Ce visa il l'obtint par chance et grâce au Comité d'aide aux intellectuels. André Gide, surtout, lui arrangea un passage sur un bateau en direction du Venezuela. En octobre 1942, Jean Malaquais passa en Espagne ; il réussit avec Galy à gagner par bateau le Venezuela. Il trouva par hasard de l'aide auprès d'une riche famille catholique, philanthrope, les Schlumberger, qui contribuaient anonymement à un Fonds d'aide aux réfugiés espagnols antifranquistes, et même subvenaient aux besoins de Natalia Trotsky, sans ressources. De Caracas, il partit pour le Mexique grâce à l'aide de l'ancien consul à Marseille, Gilberto Bosques (1892-1995).

En 1943, il fut à Mexico avec Victor Serge, André Breton, Benjamin Péret, Marceau Pivert et Grandizo Munis. Il dénonça farouchement la guerre impérialiste dans les deux camps. Il rédige ses «Carnets de guerre» qui partant de la drôle de guerre dénoncent toute forme de patriotisme et de chauvinisme. Il rencontre le couple Alice et Otto Rühle avant leur suicide, et soutient l'écrivain

allemand Gustav Regler, accusé par le parti communiste mexicain – comme Munis, Serge et Gorkin – de faire partie d'une «cinquième colonne fasciste». Il donne des conférences à l'Institut Français d'Amérique Latine (IFAL), à Mexico, dont Marceau Pivert, son ami d'exil, était le secrétaire général. Il écrivit – tout comme Benjamin Péret – dans la revue surréaliste d'Octavio Paz : *El hijo prodigo*. Cependant, Jean Malaquais fit face à des attaques de Benjamin Péret et surtout de Victor Serge. Avec ce dernier, son amitié se brise : attaqué publiquement, tout comme Marceau Pivert, par Victor Serge, il rompit définitivement avec lui.

Jean Malaquais chercha à gagner New York, où ses *Carnets de guerre* furent édités par la Maison française. Le vice-consul américain à Mexico, grand amateur d'art, fit en sorte qu'il puisse gagner les USA et New York, bien que ses demandes de visa aient été rejetées. En 1946 il se vit octroyer un visa pour les USA. Il fit la connaissance de Boris Souvarine, mais n'apprécia guère son évolution politique vers la droite. Il rencontra Albert Camus, séjournant à New York. C'est aussi le début d'une longue amitié et d'une collaboration avec l'écrivain américain Norman Mailer (auteur de *Les Nus et les Morts*, roman qu'il traduisit en français), avec lequel il écrit pour un temps des scenarii pour Goldwyn Mayer.

En 1947, de retour à Paris, il rejoignit le groupe «Internationalisme» issu du bordiguisme, dirigé par Marc Chirik, groupe politique auquel participent Louis Évrard, Robert Salama, Pierre Bessaignet, Philippe Dehan et Serge Bricianer. Il y participe épisodiquement sous le pseudonyme d'*Antoine*.

Il retourna aux USA fin 1947 et y enseigna la littérature européenne jusqu'en 1968, sans être rattaché à une université et en qualité de visiting professor. On lui donna, alors qu'il se considérait fièrement comme un métèque et un apatride, la nationalité américaine, en gardant son nom de plume. Aux USA, il se lia d'amitié avec le théoricien communiste des conseils Paul Mattick, mais aussi avec Raya Dunayevskaya du groupe *News and Letters*, le philosophe allemand Herbert Marcuse. Sans être militant et en restant de tendance communiste libertaire indépendant, il demeure en contact avec des penseurs communistes des conseils européens comme Maximilien Rubel en France, Anton Pannekoek et Henk Canne-Meyer aux Pays-Bas.

Jean Malaquais fut un remarquable traducteur tant de l'anglais que de l'allemand. Il traduit Norman Mailer, *Les Nus et les morts*, mais continua son activité littéraire par un dernier roman *Le Gaffeur*, publié en 1953, qui met en scène un personnage aux prises avec la Cité : celle-ci, après l'avoir privé de son domicile, de sa femme, de son travail, va jusqu'à lui retirer sa propre identité.

Il fut aussi un traducteur de Marx, sous la direction de son ami Maximilien Rubel. Ses traductions furent publiées dans la collection de la Pléiade.

De 1954 à 1960, sous la direction du philosophe existentialiste Jean Wahl, et pour combattre l'utilisation qui en était faite par Sartre, il entreprit une thèse sur Søren Kierkegaard, allant jusqu'à apprendre le danois et à séjourner à Copenhague. Cette thèse fut partiellement publiée.

Lorsqu'il séjourna à Paris dans les années 1960, il participa aux réunions du groupe de Maximilien Rubel, centré sur les *Cahiers pour le socialisme des conseils*. C'est à cette époque qu'il rencontra sa future épouse Elizabeth Deberdt-Malaquais.

Au retour de deux années d'enseignement à l'université Monash de Melbourne (Australie), en 1967-1968, il se trouve plongé dans les événements de mai 1968 à Paris, qui l'enthousiasmèrent. Il se retrouva naturellement en discussion avec des groupes communistes de conseils ou antiautoritaires. Il retourna s'installer aux USA en 1969, non sans faire des séjours réguliers en France, qui étaient autant d'occasions de fréquenter tous les groupes antiautoritaires.

La grève de masse des ouvriers polonais en août 1980 l'incita à se rendre en Pologne, à Gdansk et Varsovie, et à discuter avec les ouvriers du nouveau syndicat Solidarnosc («Solidarité»). À partir du milieu des années 1980, Jean Malaquais s'installa à Genève avec son épouse, Elisabeth.

Il garda des contacts avec Paris, et s'y déplaça pour porter la contradiction aux certitudes de petits groupes «ultragauches», dont il adopta sinon les positions, du moins un rejet viscéral du mythe de la Russie socialiste, et de toute forme d'État. Sans appartenir à un groupe, Jean Malaquais demeura un point de liaisons dans ce qui est qualifié de courant «ultragauche».

Les années 1996-1998, après un désintérêt de l'édition française pendant presque cinquante ans pour son œuvre, furent l'occasion d'une republication de certains de ses livres, témoignage dans le siècle de la résistance d'un métèque allergique à toute forme de patriotisme. Jean Malaquais mourut à Genève le 22 décembre 1998, peu après avoir préparé la réédition de son ouvrage majeur : *Planète sans visa*.

Œuvre : *Les Javanais*, Denoël, Paris, 1939 (Réédition corrigée, Phébus, Paris, 1995 ; Phébus Libretto, 1998). – *Journal de guerre*, Maison Française, New York, 1943 (Réédition, avec un inédit : *Journal de guerre*, suivi de *Journal du métèque 1939-1942*, Phébus, Paris, 1997) – *Deux nouvelles de Jean Malaquais*, in *Les œuvres nouvelles* 2, Maison Française, New York, 1943. – *Coups de barre*, Éditions de la Maison française, New York, 1944. – *Planète sans visa*, Le Pré aux Clercs, Paris, 1947 (Réédition, Phébus, Paris, avril 1999). – *Le nommé Louis Aragon ou le patriote professionnel*, «Les Égaux», supplément à Masses, février 1947, n° 7. – Jean Malaquais, «Pour ces motifs», *Internationalisme*, n° 31, 15 février 1948. – (Antoine) «L'héroïsme et la manière de s'en servir», *Internationalisme* n° 35, juin 1948. – *Le Gaffeur*, Buchet-Chastel, Paris, 1953 [Réédition avec une préface de Norman Mailer, Phébus, Paris, 2001]. – *Søren Kierkegaard : Foi et Paradoxe*, 10/18, UGE, Paris, 1971.

Sources : Interviews, 1996-1998. – Archives Marceau Pivert (Centre de recherches d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme [CRHMSS], Paris-I. – Archives Victor Serge (Yale University Library, Series I, Correspondance). — Archives Marc Chirik, correspondance avec Jean Malaquais. – Lettres de Jean Malaquais à André Gide, Bibliothèque Doucet. – Institut d'Histoire sociale d'Amsterdam (IISG), pour la correspondance avec Victor Serge (consultable). – Léon Trotsky, «Un nouveau grand écrivain : Jean Malaquais», 7 août 1939, in *Œuvres*, avril-sept. 1939, tome 21, ILT, Grenoble, 1986 (édition et notes de P. Broué). – «Rencontre avec Jean Malaquais, le Céline d'extrême gauche, prix Renaudot 1939», *Le Nouveau Quotidien*, Lausanne, 27 février 1997. – «Jean Malaquais : «Ce qu'il y a de bien dans la vie... c'est la vie !», *Tribune de Genève*, 18 janvier 1996. – Vidéo : *Norman Mailer et Jean Malaquais*, 55 minutes, «Arte», Encounter 7, 1994. – Elisabeth Malaquais et Geneviève Nakach (éd.), *Correspondance Norman Mailer et Jean Malaquais*, Cherche Midi, 2008. – Geneviève Nakach, *Malaquais rebelle*, Cherche-Midi, 2011. – Michel Roger, *L'enfer continue, de la guerre de 1940 à la guerre froide, la Gauche communiste de France (1942-1953)*, «Ni patrie, ni frontières», Paris, 2013.

MANFREDO (Walter), dit ALESSANDRO, DIESEL, ouvrier : né en 1943, membre de «programma comunista» au début des années 60, ouvrier à l'Olivetti d'Ivrea, responsable de la section de Turin (environ une vingtaine de membres), il dut quitter son organisation en 1981, avec la majorité des membres des sections d'Ivrea et Turin. La cause en fut le dialogue noué avec la section sud de la France, animée par Suzanne Voute, qui venait d'être ostracisée.

L'expulsion forcée des sections d'Ivrea, Turin et du sud de la France par le «centre» donna l'impulsion d'un nouveau départ politique.

Ces expulsions aboutirent à des regroupements éphémères : *Lettere ai compagni* [Lettres aux camarades] (1982-1999), mais aussi *L'internazionalista* (numéro unique en oct. 1983). Dans le numéro unique de *L'Internazionalista*, les exclus d'Ivrea et Turin tiraient un bilan amer de 15 ans de pratique suicidaire depuis 1966 : «*Au cours des 15 dernières années… crises, désertions et expulsions se sont succédé en se répétant, manifestant la victoire d'une double déviation : le 'marxisme-léninisme' pour emprunter à la IIIe Internationale dégénérescente le qualificatif douteux dont elle se parait, et le 'syndicalisme révolutionnaire', se combinant entre eux dans des proportions diverses*».

L'expulsion ou le départ d'autres sections, comme à Ariano Irpino (Avellino), Torre Annunziata, puis Schio et Bénévent incitèrent le groupe de Manfredo, autour des «Lettres aux camarades», à poursuivre un travail théorique sur de nouvelles bases. Ce fut d'abord les *Quaderni Internazionalisti* (1984-), puis, enfin, en 2000, au groupe et à la revue «n+1» qui dispose d'une bonne visibilité sur la Toile.

Le projet du groupe, qui vise à une 'scientificité mathématique', est défini comme suit :

> L'expression 'n + 1' fut utilisée par la Gauche communiste en 1958 dans un article sur la succession des modes de production. Elle fait appel au principe mathématique d'induction, au cinquième axiome de Peano et au théorème de récurrence de Poincaré. Elle fut utilisée pour décrire l'unité dialectique de deux opposés :

1) la continuité matérielle dans le passage d'une forme de production à une autre : il n'y a pas de 'création' de nouvelles catégories à partir de rien;

2) la rupture totale : 'n + 1' (communisme) dépasse toutes les catégories en les transformant ou en les niant. La société future est impossible sans ces catégories mais, simultanément, elle engendre des catégories de nature contraire selon qu'elles font partie de 'n', 'n-1', etc., c'est-à-dire au capitalisme et à toutes les sociétés antérieures.

Ici, le 'programmisme' aboutirait, de l'avis de Sandro Saggioro, à une sorte de scientisme, «une apologie de la science *tout court*».

Malgré ces critiques, le groupe turinois, lieu de travail collectif, a publié une trentaine de livres en presque vingt années.

Walter Manfredo est l'auteur (anonyme) d'une étude sur le thème «science et révolution», accompagnée de textes de Bordiga sur la «conquête spatiale».

Sources : (Walter Manfredo), *Scienza e rivoluzione*, vol. I et II, Quaderni Internazionalisti, Turin, mars et avril 1999. – Sandro Saggioro, *In attesa della grande crisi*, op. cit. – site n + 1 : http://www.quinterna.org/index.htm



Romeo Mangano, vers 1925.

MANGANO (Romeo), dit GANOMAN (ACHILLE VIOLINO ou ALFA, pour l'OVRA) : fils d'Anielo Mangano et d'Antonia Macolino, conducteur de travaux publics; employé des chemins de fer; chef de gare : né à Foggia (Capitanata, Pouilles) le 27 janvier 1896. Romeo Mangano fonde en 1913 le cercle Karl Marx de la Fédération de la jeunesse socialiste (FGS) à Capitana. En septembre 1914, à 18 ans, il fonde le journal *Avanti i Giovani*. Ancien combattant, il devient le secrétaire de la fédération de Foggia des jeunesses socialistes, dont il fut en 1921 l'artisan de sa transformation en Federazione Giovanile Comunista Italiana (FGCI). Il entra dans son Comité central.

Il fut un ardent partisan de Bordiga, et soutint naturellement le Comité d'entente en avril 1925. Ceci lui valut d'être destitué de ses responsabilités politiques. Le 26 avril 1927 il fut arrêté «*pour apologie d'attentat à la vie du Duce*» et «distribution de tracts», condamné en mai à deux ans de cachot, puis libéré de prison le 23 mai «*pour motifs familiaux*» (il était père de quatre enfants); il est de nouveau arrêté peu de temps après, incarcéré pendant deux ans à la prison de Lucera (Foggia), puis déporté à Lipari jusqu'en 1931. En 1932, il est exclu du PC italien comme «agent de l'OVRA».

Réintégré comme employé des chemins de fer, il put aisément se déplacer dans les années 30 et renouer des contacts avec les anciens cercles communistes clandestins, dissidents ou non, en particulier à Milan. Certains d'entre eux furent démantelés après son passage, ce qui démontrait qu'il ne s'agissait nullement d'une simple coïncidence.

Pendant la guerre, il avait noué des contacts avec des groupes de partisans dans le Molise, sur des positions internationalistes, ce qui lui avait donné une certaine respectabilité militante. En décembre 1943, il avait avec son groupe de partisans distribué des tracts et placardé des affiches à Foggia appelant à la «fondation d'une Quatrième Internationale». Ce fait même avait attiré



l'attention du quotidien du PCI l'*Unità* du 7 janvier 1944 qui dénonçait en Mangano «d'un des derniers chevaliers errants du trotskysme», affirmant même que *Radio-Roma* voyait en lui «le seul défenseur du peuple italien».

Or en 1944 le trotskyste britannique Charlie Van Gelderen (1913-2001), qui était sous l'uniforme, eut vent d'un Manifeste pour la IVe Internationale placardé à Foggia. Il prit contact avec Nicola Di Bartolomeo, ancien de la Fraction bordiguiste passé au trotskysme fin 1931. À l'automne 1943 le groupe de *Fosco* avait décidé de faire de l'entrisme et de recruter dans les rangs du Partito Socialista di Unità Proletaria de Pietro Nenni; Di Bartolomeo lui-même était actif dans la CGT «rouge» (CGL «rossa»), où il escomptait recruter. Tous deux se rendirent en juillet 1944 à Foggia pour rencontrer Romeo Mangano, lequel – semblait-il – défendait les anciennes conceptions de Bordiga. Un accord avait été obtenu sans réelle discussion, mais qui conduisit à la formation du Partito operaio comunista (POC). Ce micro-parti donnait aux trotskystes un miroir grossissant qu'ils n'auraient guère obtenu dans le PSIUP. L'adhésion du groupe de Foggia, le plus nombreux, était censée étoffer le nouveau «parti».

Le POC publia *Il Militante* clandestinement en 1944, en raison de l'interdiction des autorités américaines d'occupation, puis légalement *4^a^ Internazionale*. Il eut des ramifications à Rome, Venise et Cosenza, et dans le nord, bien après 1946. Le mariage du trotskysme et d'un pseudo-bordiguisme était condamné d'avance. Mangano, qui contrôlait la bourse du travail de Foggia avait le plus grand nombre de partisans (une centaine). Les trotskystes perdirent de leur influence après la mort soudaine de Di Bartolomeo (*Fosco*) en janvier 1946.

Or peu après, l'ouverture des archives de l'OVRA et la publication des noms d'informateurs fascistes entre mai et juillet 1946 semblaient prouver qu'il avait établi des rapports de «confident» (*fiduciario*) pour la police secrète depuis 1929, et cela pendant plusieurs années. Connu de l'OVRA sous le pseudonyme d'*Achille Violino*, ou d'*Alfa*, il avait exercé ses «talents » surtout à Milan, lors de ses voyages de contact.

Romeo Mangano se présenta aux élections de mai 1946 sous le drapeau de la Quatrième internationale et obtint un très petit nombre de voix (979). Son organisation avait, Via Vittorio Emanuele, son siège juste un étage au-dessus de la petite Confederazione del Lavoro qu'il contrôla jusqu'au début des années 1950.

Romeo Mangano (alias *Ganoman*, son nom de plume) et sa tendance voulaient coûte que coûte rester dans la IVe Internationale, même au point de faire semblant d'accepter ses ordres. En 1947, Mangano et ses camarades, à la conférence nationale de Naples, nommèrent un nouveau «comité central» et un «bureau politique» excluant les chefs de la tendance trotskyste. La nouvelle direction rejetait tout entrisme dans les partis socialiste et communiste et mit dehors ceux qui pratiquaient cette politique. Dans son organe *4a Internazionale* le POC de plus en plus défendait des positions bordiguistes. Il considérait que seuls les deux premiers congrès du Komintern étaient prolétariens. Il rejetait, comme l'avait fait la Fraction italienne dans les années 30, tout soutien aux luttes de libération nationale; de même il considérait les partis de gauche comme des «partis de gauche de la bourgeoisie nationale» *(Bulletin of the International Secretariat,* n° 17, 1947). Enfin, il identifiait fascisme et démocratie, comme modes différents de la domination bourgeoise et soutenait que l'antifascisme «au nom de la liberté démocratique, avait la même finalité que le fascisme : immobiliser la classe laborieuse». L'antifascisme était une arme de la bourgeoisie pour favoriser le passage du fascisme à la démocratie. Enfin, Mangano qui était secrétaire de la Bourse du travail de Foggia et qui soutenait la formation d'une «CGL rossa», refusa toute proposition de fusion avec la CGIL.

Mais en avril 1948, le POC et tous ses militants [en particulier Rosa Gaudino (dite «Sara») et Renato Vassari, membres du Bureau politique du POC] furent expulsés de la Quatrième Internationale. De 1949 à 1952, le POC publia son propre organe à Foggia : *L'Internazionale*, «série II».



Après quoi le POC déclina très vite. Ses militants collaborèrent plus ou moins avec le PCInt ou le Mouvement de la Gauche communiste (MSC) lancé par Bruno Fortichiari en juin 1956. Mangano collabora parfois rédactionnellement à *Prometeo* et à *Battaglia comunista*. Il fut même un moment en 1954 – avec Arrigo Cervetto – dans le comité de rédaction de la revue *Prometeo,* sans doute en raison de ses bons contacts avec le groupe de Grandizo Munis, Benjamin Péret et Natalia Trotsky, avec lesquels le PCInt d'Onorato Damen était en étroit contact.

Mangano décida d'auto-dissoudre le POC en 1956. Il se retira de toute activité politique publique, se faisant extrêmement discret. Il est mort à Foggia, probablement au début des années 1980. Peu de temps auparavant, dans une interview accordée à l'historien Arturo Peregalli, il s'était vanté d'avoir toujours maintenu aussi d'excellents rapports avec Bordiga, faits d'estime et d'amitié. Les archives de Bordiga n'en portent toujours nulle trace.

Sources : ACS CPC, busta 2986. – F. Leone, «Per una chiara e giusta linea leninista nel nostro Partito», *l'Unità*, 5 août 1925. – Romeo Mangano, «Contro le cellule», *l'Unità*, 15 août 1925; «Partito di masse e rivoluzione proletaria», *l'Unità*, 11 déc. 1925. – «Dimmi con chi vai», *l'Unità*, 7 janvier 1944. – *IVa Internazionale*. – «Le Parti Ouvrier Communiste (Italie) et la IVe Internationale»; «Résolution sur le P.O.C. d'Italie», in *IVe Internationale*, Paris, mars-mai 1948, p. 104-111. – *L'Internazionale*, Foggia, 1949-1952. – (Mangano) «Nella stazione di Foggia», *Battaglia comunista* n° 3, 1955. – Raffaele Colapietra, *La Capitanata nel periodo fascista (1926-1943)*, Foggia, 1978. – Arturo Peregalli, *Il PCI e le opposizioni di sinistra nel Mezzogiorno 1943-45*, Milan, juin 1982. – Serge Lambert, «Notes sur l'histoire du trotskysme en Italie : le POC», in *Cahiers Léon Trotsky*, n° 29, mars 1987, p. 57-69. – Rodolphe Prager (éd.), *Les congrès de la Quatrième Internationale*, vol. 3, Paris, 1988, p. 337-351. – Paolo Casciola, «Alle origini dei Gruppi Comunisti Rivoluzionari 1947–1950: Una pagina di storia del trotskysmo italiano», *Studi e Ricerche* n° 10, Centro Studi Pietro Tresso, Foligno, 1988, p. 3–10. – Katia Massara, *Il popolo al confino. La persecuzione fascista in Puglia*, vol. 1, Ministero per i beni culturali e ambientali, Ufficio centrale per i beni archivistici, Rome, 1991. – Mimmo Franzinelli, *I tentacoli dell'Ovra*, Bollati Boringhieri, 1999-2000. – Mauro Canali, *Le spie del regime*, il Mulino, 2004. – Roberto Gremmo, «Nel 1944 l'ex informatore dell'OVRA fascista 'Violino' fondò a Foggia il primo partito trotskista italiano», in *Storia Ribelle* n° 35, Biella, printemps 2013, p. 3331-3342.





Danilo Mannucci lors d'un meeting électoral du PCInt, à Catanzaro, 2 mai 1946. – Salerne, 26 février 1949 : Danilo Mannucci à gauche, Lelio Basso, au milieu.

MANNUCCI (Danilo), dit Manlio NANDUCCI, SPIRITUS ASPER : fils de Gastone et d'Anna Peruzzi, né à Livourne le 27 août 1899, ouvrier vitrier en Italie, puis mineur en Provence; mort à Gardanne (Bouches-du-Rhône) le 20 mars 1971.

Danilo Mannucci adhéra très jeune (en 1915) à la Fédération des jeunesses socialistes de Livourne. Mobilisé en 1917-1918, il est démobilisé en 1920 et adhère aussitôt au Parti communiste fondé par Bordiga à Livourne en janvier 1921. Il est l'un des dirigeants des «Arditi del Popolo» de Livourne, qui luttent militairement contre le fascisme. Mais il doit quitter, à son cœur défendant, le mouvement sur ordre de la direction de son parti en juillet 1922. Il est plusieurs fois arrêté et emprisonné; au début de 1923 il est dénoncé «pour complot contre la sécurité de l'État». Constamment persécuté par les fascistes et la police, il n'a d'autre choix que d'émigrer en France.

Le premier mai 1923, il franchit la frontière française pour demander l'asile politique. Il s'établit en Provence, reprend immédiatement son activité politique. Il est le dirigeant des Centuries prolétariennes «Luigi Gadda» à Marseille. Il est un archétype de ces «Javanais» trimant dans les mines de Provence, chantés par Jean Malaquais, à la «gueule de métèque» et aux «permis de séjour défaillants». Ses qualités d'activiste et d'orateur en font rapidement un dirigeant reconnu de la CGTU en Provence, où il organise d'importantes actions de grève dans les mines de charbon (Gardanne) en 1933 et 1935. Après la grande grève de 8.000 ouvriers des mines de charbon du

bassin des Bouches-du-Rhône, qui en 1935 dura 50 jours. Constamment surveillé par le consulat fasciste de Marseille, objet de toute l'attention de la police française, il est expulsé de France le 4 janvier 1936, sur ordre du gouvernement Laval. Il est en fait extradé et livré *manu militari* aux autorités fascistes. Le 2 février 1936, les organisations adhérentes au Front populaire à Gardanne protestèrent «*contre les expulsions abusives d'étrangers, et notamment le militant communiste italien Danilo Mannucci*».

Transféré à la prison de Livourne, il est mis en liberté surveillée. Il réussit néanmoins à transmettre à la presse méridionale du PCF (*Rouge-Midi*) des comptes rendus sur la situation italienne. Dénoncé au Tribunal spécial, le 24 juin 1936, il est exilé intérieurement pendant sept années en Calabre, aux îles de Ponza et Ventotene, enfin à Baronissi, près de Salerne. Il dut sa libération à la chute de Mussolini.

En décembre 1943, il est l'initiateur de la refondation de la Bourse du travail de Salerne, dont il est le secrétaire. Actif dans la nouvelle CGL (Confédération générale du travail), dont le centre était à Naples, via Montesanto, il entra vite – comme Enrico Russo, son dirigeant, ancien membre de la Fraction bordiguiste – en conflit avec le parti de Togliatti, qui voulait la contrôler.

Mais surtout Mannucci, avec Ippolito Ceriello, avait refondé fin 1943 le PCI à Salerne. Mannucci lui-même en était le vice secrétaire. La Fédération salernitaine publia son premier (et unique) numéro le 16 décembre 1943 avec le titre de : *Il Soviet*, claire référence au titre homonyme de Bordiga en 1919-21. Publié sans l'autorisation des forces d'occupation alliées, et malgré un incongru appel dans le journal «à nos Alliés» (*sic*), celui-ci fut interdit. Mannucci et Ceriello furent condamnés à un mois de prison avec sursis et à une forte amende. Protestant contre ce jugement, les juges militaires anglo-saxons leur rétorquèrent : «*Vous êtes des vaincus*».

Lorsque se tint de premier congrès de la Fédération communiste de Salerne, le 10 janvier 1944, il en fut le vice-secrétaire et le rapporteur. Mais la reprise en main par Togliatti ne tarda pas. Il fut expulsé du PCI le 7 juillet 1944.

Mannucci resta néanmoins à la tête de la Bourse du travail de Salerne jusqu'au 27 août, date de la dissolution de la CGL, qui dut s'intégrer dans la CGIL, aux mains du PCI, du PSI et de la Démocratie chrétienne. Il adhéra alors à la «Frazione di sinistra dei comunisti e socialisti italiani» de Salerne, sous l'influence de Bordiga, Ludovico Tarsia et Natangelo, qui publiait à Naples *Il Proletario*. Il fut, en mai 1945, avec Ippolito Ceriello, le rédacteur en chef du bimensuel de la Frazione *L'Avanguardia* à Salerne. Il y affirmait dans un éditorial : «*Fidèles aux enseignements de Marx et de Lénine, nous serons toujours à l''avant-garde' de la foule des exploités et des affamés*».

Avec la dissolution officielle de toutes les anciennes oppositions «bordiguistes» du sud le 29 juillet 1945, il devient membre du Partito Comunista Internazionalista. Il semble l'avoir quitté (ou en avoir été exclu) en 1946 pour adhérer au PSIUP jusqu'à 1948.

Internationaliste, il maintint des contacts étroits avec le mouvement anarchiste de Salerne et de Sicile, publiant des articles dans le périodique libertaire *Umanità Nova* sous le pseudonyme de *spiritus asper*. Il fut aussi très engagé, à Foggia en 1946, en tant que responsable du mouvement de lutte des paysans et ouvriers agricoles des Pouilles et de la Basilicate. De 1946 à 1948, il travailla en étroit contact avec Fortunato La Camera.

La situation italienne devenant très instable, il se résolut à un second exil. Retourné en France en août 1949, avec sa seconde femme et ses trois enfants, après un parcours professionnel difficile, il travailla de 1953 à 1964 chez Pechiney, dans un laboratoire de recherche.

Il meurt à Gardanne, où il est enterré, le 20 mars 1971.

Son fils Giuseppe s'est attaché à défendre la mémoire révolutionnaire de Danilo Manucci, qui continue à être attaquée par des nostalgiques du stalinisme togliattien, tel Abdon Alinovi. À ceux-



ci, Danilo répondait en avance en 1945 : *«Pour l'histoire, le devoir est d'écrire la vérité. Le monde saura discerner demain qui trahit et qui sert le prolétariat !»*

Sources : APC CPC, busta 2997. – Danilo Mannucci, «Avanguardia», *L'Avanguardia*, Salerne, 3 mai 1945. – Serge Lambert, *Tradition révolutionnaire et 'nouveau parti' communiste en Italie (1942-1945)*, thèse, Institut d'études politiques, Grenoble, 1985. – Arturo Peregalli, *L'altra Resistenza. Il PCI e le opposizioni di sinistra 1943-1945,* Graphos, Gênes, 1991. – Jean Malaquais, *Les Javanais* (1939), Phébus, Paris, 1995. – «Mai 1936, le Front populaire et Gardanne», *Énergies*, n° 257, Gardanne, 12 juin 2006 (site "Métaphores" : http://www.brunocolombari.fr/Mai-1936-le-Front-populaire-et). – Ubaldo Baldi, *Prima che altro silenzio entri negli occhi, Storie di salernitani dall'antifascismo alla Resistenza: Perseguitati, Partigiani, Ribelli, e Combattenti per la Liberazione*, Quaderni dell'Istituto Galante Oliva, 2010. – Giuseppe Mannucci (fils de Danilo) : «Ricordando un'internazionalista livornese: Danilo Mannucci», *L'Internazionale* n° 119, Livourne, mai 2013; *Pagine Marxiste*, n° 33, «Ricordando un internazionalista: Danilo Mannucci», Milan, juin 2013 (www.paginemarxiste.it/) – Ubaldo Baldi*, Varcando un sentiero che costeggia il mare. L'avventurosa vita di Danilo Mannucci* (avec la collaboration de Giuseppe Mannucci), Editrice Gaia, ANPPIA, Angri (Salerne), déc. 2013. – Abdon Alinovi, *Rosso pompeiano. Mario Garuglieri, il testimone,* Città del Sole, Reggio Calabria, 2015. – Giuseppe Mannucci (en collaboration avec Paolo Casciola), *Abdon Alinovi e la malinconia nostalgica dello stalinismo togliattiano*, Gardanne, 14 avril 2016.

MANONI (Luigi), maçon : né à Ravenne (Émilie-Romagne) le 27 nov. 1900, il adhéra aux Jeunesses socialistes en 1916. Membre du PC en 1921, il sera sans cesse arrêté persécuté par le fascisme; engagé dans les Arditi del popolo, il lutte militairement contre le squadrisme. Arrêté de nouveau le 18 nov. 1926, il est condamné à 5 ans d'exil interne, déporté à Favignana (Trapani, Sicile), puis dans les îles d'Ustica et Ponza; il est libéré par anticipation en 1929. Après 1945, il adhère au PCInt et suit la tendance de Bordiga de 1952 à sa mort survenue au début de février 1962 à Ravenne.

Sources : ACS CPC, busta 2998. – «Lutti nostri: Luigi Manoni», *Il programma comunista*, n° 4, 21 février 1962, p. 4.

MANTOVANI (Alessandro), dit SANDRO, traducteur, retraité : né en 1953 à Schio, il participa dans les années 1970, encore étudiant, à l'activité de la section de Schio (Vicenza) de «programma comunista». En 1983, après l'implosion internationale du mouvement «bordiguiste», il se rallia à l'activité de la «section autonome» de Schio, dirigée par Riccardo Salvador.

Mantovani s'est consacré dans les années 1990 à une traduction de l'allemand de l'ouvrage de Zinoviev donnant une version officielle de l'histoire du Parti bolchevik, publiée à Hambourg [*Geschichte der kommunistischen Partei Russlands (Bolschewiki)*, Carl Hoym, 1923]. Il en fit une bonne édition de référence, préfacée, annotée et commentée.

Avec d'autres militants, Mantovani a maintenu son orientation «bordiguiste» jusqu'en 2005. En effet, c'est cette année-là, que la section de Schio se sépara à nouveau de «Programma comunista», auquel elle avait naguère ré-adhéré, en publiant la revue *Partito comunista internazionale – Sul filo rosso del tempo.*

Mantovani a écrit pour la revue *Partito comunista internazionale – Bolletino*, en juin 2005, un cahier consacré à la «*révolution* (nationale et populaire) *dans le monde islamique*». Il a transformé ce cahier en livre paru chez l'éditeur «négationniste» Graphos (Gênes) en 2006 : *Rivoluzione islamica e rapporti di classe. Afghanistan – Iran – Iraq.* Cet «essai» est dans la droite ligne «léniniste», celle de la «lutte des peuples d'Orient», en particulier celle des «masses musulmanes», propagée au congrès de Bakou en septembre 1920, idéologie qui reste partagée par beaucoup de groupes ex-«bordiguistes».

C'est ainsi que Mantovani fait, dans son livre de 2006, une dithyrambique apologie de la «révolte des masses islamiques» : «*La charge explosive* [des masses islamiques] *est telle qu'elle pourra* – malgré sa forme religieuse – *contribuer de façon considérable à la crise du statu quo mondial, en favorisant la future entrée en scène de la lutte internationale de la classe prolétaire. Rendre cette dernière consciente de* l'importance de cette alliance *et l'aider à* dépasser ses préjugés à l'égard du repère de l'islam*, telle est la tâche la plus immédiate des avant-gardes marxistes*».

Tout comme l'USB (Union syndicale de base) de Schio, Mantovani s'est solidarisé avec ces «*masses islamiques*», peu après l'attentat du 7 janvier 2015 contre *Charlie Hebdo* : «*Alors que la gauche réformiste s'est prosternée devant le diktat de la solidarité nationale, la gauche 'révolutionnaire'* […] *n'a pas été capable d'exprimer un seul mot de solidarité avec* les masses islamiques *tant à l'intérieur qu'à*



l'extérieur de la 'forteresse Europe', en démasquant le vrai objectif de la bourgeoisie impérialiste : la mobilisation en vue d'un plus grande implication belliqueuse… »

Après les attentats sanglants du 13 novembre 2015, Mantovani n'a pas eu le 'réflexe' de se solidariser avec les victimes de Daech – qu'il met sur un plan inférieur à celui des victimes de «l'impérialisme» dans une guerre conceptualisée comme «asymétrique». Comme «***nous*** (?!?), *avons été les premiers depuis plus d'un siècle à nous attaquer et à terroriser le monde arabo-musulman*», il faut donc absoudre le «terrorisme fondamentaliste» : «*Sans avoir PREALABLEMENT dénoncé NOTRE terrorisme, sans d'abord l'avoir contesté par tous les moyens possibles,* la condamnation du terrorisme fondamentaliste signifie se rattacher au char de la campagne militariste, liberticide et impérialiste».

Sources : [Mantovani] G. Zinoviev, *La formazione del Partito bolscevico 1898-1917* [1923], édition, traduction de l'allemand, préface, postface et notes, Graphos, Gênes, 1996. – *Rivoluzione islamica e rapporti di classe. Afghanistan – Iran – Iraq*, Graphos, Gênes, 2006. – *La concezione della rivoluzione in permanenza nella strategia e nella tattica della rivoluzione comunista internazionale*, Nucleo comunista internazionalista : http://www.nucleocom.org/chisiamo.htm. – Nucleo comunista internazionalista, *Scritti sulla questione nazionale e coloniale nel secondo dopoguerra*, nov. 2012. – Riccardo Salvador, *Ricordi di un militante,* All'Insegna del Gatto Rosso, Milan, 2012. – «Il terrore e la guerra», 26 nov. 2015. – Site web : http://www.sinistracomunistainternazionale.it/

MANTOVANI (Carlo Alessandro), ouvrier : né à Busto Arsizio (Varèse) le 26 mars 1924, peut-être membre du PCInt, il est déporté en 1944, pour appartenance à la «102e brigade Garibaldi». Il est mort le 28 mars 1945 à Mauthausen.

Ces données sont sous réserve, car les éléments fournis par le PCInt («Prometeo») sur «Mantovani ouvrier à Turin, déporté en Allemagne et mort dans un camp de concentration» restent trop vagues.

Sources : «Elenco dei deportati italiani morti a Mauthausen e nei Kommandos dipendenti ed elenco dei deportati italiani sopravvissuti», in Vincenzo Pappalettera, *'Tu passerai per il camino'*, Mursia, Milan, 1965. – Il processo di formazione e la nascita del Partito comunista internazionalista, *Quaderni di Battaglia comunista*, n° 6, Ed. Prometeo, Milan, 1993.

MARCHI BARALDI (Zefferino), ouvrier : né à la fin des années 30, membre du PCInt («il programma comunista»). Son nom fut soudainement lancé sur la place publique en septembre 1962, à l'occasion de la diffusion d'un tract du parti contre la fermeture de la manufacture de tricots LIBEA de Rovereto sul Secchia (Modène). Ce tract dénonçait la passivité de la Bourse du travail (Camera del Lavoro) et du PCI face au licenciement de toutes les ouvrières; il se terminait par la phrase : «*Classe contre classe! Rouge contre tricolore!*». Ce simple mot d'ordre lui valut une inculpation sur la base de l'article 272 du Code pénal italien qui punissait de fait toute incitation à la lutte de classe, «propagande visant à détruire ou à affaiblir la Nation».

Dans un premier temps, la cour d'assises de Modène jugea inconstitutionnel un tel article, en s'appuyant sur les articles 2 et 21 de la Constitution italienne («Liberté de pensée»). Mais la sentence n° 87 de la Cour constitutionnelle (6 juillet 1966) jugea pleinement licite l'application de l'article 272, semblant revenir au temps de la juridiction fasciste.

La décision de la Cour constitutionnelle italienne (Affaire *Marchi Baraldi Zefferino*) est restée un morceau d'anthologie de démocratie liberticide :

> Le sentiment national, qui ne doit pas être confondu avec le nationalisme politique, correspond au sentiment de la majorité de la Nation et contribue au sens de l'unité ethnique et sociale de l'État… La propagande relative n'a pas pour but de susciter de violentes réactions, comme dans l'affaire précédemment examinée, pas plus qu'elle n'est destinée à outrager la Nation ou à compromettre les obligations du citoyen envers la patrie, ou à mutiler les autres biens garantis par la Constitution.

Sources : «La sentenza n. 87 della Corte costituzionale», *La Rivoluzione Comunista*, avril-déc. 1966. – http://www.giurcost.org/decisioni/1966/0087s-66.html. – Dino Erba, *Dizionario…*, 2015.





Emilia Mariottini (dossier de police fasciste, 1925?) et vers 1940 ?

MARIOTTINI (Emilia), institutrice, traductrice et dactylo : Née à Florence le 6 mai 1897 dans une famille socialiste, Emilia Mariottini adhère au PSI en 1918, et passe vite aux positions abstentionnistes de Bordiga, adhérant avec enthousiasme au PC d'Italie à sa fondation en janvier 1921. Elle rencontre bientôt son futur compagnon Virgilio Verdaro, installé à Florence.

Persécutée par le fascisme, elle fut contrainte d'abandonner son poste de maîtresse des écoles en 1924. Après avoir enseigné dans une école de Vienne, elle rejoint l'URSS, où son compagnon Virgilio Verdaro se trouvait déjà. Comme lui, elle vit à l'hôtel Lux de Moscou dans des conditions précaires, dans une espèce de débarras. Elle enseignait l'italien classique à des militants peu scolarisés ou dont la langue était trop dialectale, aussi bien à l'École léniniste internationale qu'au KUNMZ (Université communiste pour les minorités nationales d'Occident). Mais elle en était aussi la dactylo attitrée, et si nécessaire la traductrice du russe et de l'allemand.

Dans cette période, elle fut constamment en contact aussi bien avec des opposants (Ambrogi, Silva et d'autres) qu'avec des «communistes dans la ligne du parti» (Antonio Roasio, Giovanni Germanetto, etc.). Elle était très connue des communistes italiens de Moscou : Lazzaro Spina (dit «Ribelle»), qui réussit à quitter à temps l'URSS pour la France, et qui resta un fidèle ami; Teresa Noce (1900-1980), «révolutionnaire de profession»; Antonio Roasio (1902-1986), «fils de la classe ouvrière» et bras droit de Togliatti, un authentique stalinien, qui mentionne Emilia Mariottini comme «dactylo dans le secteur italien de l'École léniniste».

Pendant la période de 1927 à 1929, Emilia Mariottini suivit, mais de loin, sans s'engager, les discussions au sein du noyau bordiguiste italien de Moscou, regroupé autour d'Ersilio Ambrogi, son compagnon Virgilio Verdaro, Arnaldo Silva et Mario De Leone.

Lorsque son compagnon Virgilio Verdaro, de double nationalité suisse et italienne, put enfin quitter en mai 1931 sain et sauf la Russie, elle n'avait pu ou souhaité, enceinte, demander un visa italien de sortie. Son mari continuant en exil ses activités révolutionnaires à Bruxelles, elle fut, en 1933, expulsée du parti, licenciée de l'École léniniste, chassée de l'hôtel Lux, mise à la rue avec son bébé Vladimiro, et privée de cartes d'alimentation, pour n'avoir pas rompu «avec un contre-révolutionnaire». Malade, sans travail, elle ne put survivre que grâce à l'aide de camarades italiens, qui, comme Francesco Allegrezza (1898-1938), le payèrent plus tard très cher.

De 1933 à 1936 elle réussit à communiquer avec son compagnon, maintenant intacte son énergie révolutionnaire; elle lui écrivait en mai 1934 : «*Ma résistance morale et physique, dans ce domaine, est inépuisable. Comme je n'ai pas plié devant la situation dans laquelle je me suis trouvée pendant les cinq mois de chômage, pendant ma maladie et celle de l'enfant, ainsi je ne plierai pas en une toute autre situation, fût-elle infiniment pire*».

En décembre 1934, elle perdait son enfant placé dans un hospice d'enfants quasiment mort de faim et en décembre 1935 elle était chassée à nouveau de son logement. En janvier 1936, Virgilio Verdaro et la Fraction se mirent en campagne pour porter à la connaissance du monde le «cas Mariottini» en danger de mort. Le cas fut repris par le *Nuovo Avanti!*, l'organe des maximalistes italiens à Paris. L'«affaire Mariottini» surgissant en pleine période de gestation du Front populaire, le représentant stalinien du PCI à Moscou, Giovanni Germanetto fut contraint de répondre à



Nuovo Avanti!. Avec cynisme, l'auteur du «best-seller» kominternien *Souvenirs d'un perruquier* (1931) – que Mariottini lui avait maintes fois corrigé et amendé! – reconnaissait qu'elle avait perdu son travail «*quand il apparut clairement qu'elle préférait les ennemis avérés du Parti au Parti lui-même*». Fait intéressant, le «Perruquier», en accord avec ses supérieurs, écrivait que : «*Madame Mariottini a toujours été et est libre de sortir d'Union soviétique, de suivre son mari et d'aller où elle veut quand elle veut. Personne ne la retient. Personne n'oppose le moindre obstacle à son départ*».

Il s'en suivait une lettre du premier février où «Madame Mariottini exprimait son désaccord avec la campagne faite par les «prométéistes» et les maximalistes : « ... *On m'a donné le plein consentement d'aller à l'Ambassade* (italienne)*; c'est moi qui ne veux pas y aller parce que ma conscience se révolte de devoir m'adresser à mes ennemis, il me semblerait ainsi porter une atteinte à mes idées. La campagne manque de base parce que personne ne me retient, personne ne m'empêche de m'en aller, et c'est uniquement mon scrupule de conscience qui me fait rester*».

Peu de temps après (23 février 1936), paraissait dans le journal du PCI *Il grido del Popolo* une lettre d'elle, où elle contredisait ouvertement l'action de Virgilio Verdaro, jugée «antisoviétique» : «*Je dois regretter que 'Gatto Mammone' ait utilisé – par un sentiment mal venu de compassion et par esprit partial – mes lettres de nature strictement familiale, écrites dans des moments de désespoir, contribuant ainsi à cette œuvre de dénigrement de l'Union soviétique, par laquelle de vulgaires politiciens espèrent se refaire une virginité politique déjà compromise à jamais. Je déclare enfin que nul ne m'empêche de quitter l'URSS et de retourner dans mon pays et que je demeure la prisonnière de mes seules idées*».

On peut s'interroger sur un accord tacite entre les gouvernements fasciste et soviétique pour «solder» le «cas Mariottini». Celle-ci put demander le 28 novembre 1936 un visa à l'ambassade italienne à Moscou afin de quitter la Russie. La situation se débloqua très rapidement pour elle : le ministère de l'intérieur, par une lettre signée M (Mussolini) lâcha un clair *non obstat*. Ce fait même montrait que le Duce – parfaitement informé par ses espions à Moscou – suivait depuis plusieurs mois personnellement l'évolution d'une affaire devenue vite retentissante.

Lorsque le passeport lui fut remis vers février 1937, elle put finalement, en toute discrétion, quitter l'URSS le 19 mars 1937, se rendit à Vienne, puis à Paris et reprit contact avec sa famille en Italie. Elle eut la surprise d'apprendre sa mort et de lire son éloge funèbre dans un article signé M (c'est-à-dire Mussolini) publié dans le *Messagero* du 12 mai, qui opposait la «disparition (de Gramsci) dans une clinique ensoleillée de (la) Rome» fasciste à sa mort certaine dans la Russie des soviets. Le 2 juillet, elle arrivait à Florence, sans chercher à revoir, ni même à contacter, son compagnon avec lequel elle semblait brouillée à mort. Interrogée par la police fasciste, elle affirmait avoir rompu avec les dissidents «bordiguistes», n'ayant pas voulu suivre son compagnon en 1931. Comme elle portait encore le nom de son époux, la police fasciste en déduisait qu'«*elle demeurait toujours fidèle à ses idées politiques*» et qu'il fallait donc «la surveiller étroitement». Jugement confirmé en mars 1938, où l'inspecteur général de la police toscane estima qu'elle restait «*une communiste convaincue et partant sujette à caution*».

À la veille de la guerre (mars 1939), d'après sa correspondance au dissident Ribelle Spina, elle découvrit *Ma Vie* de Trotsky, «*un livre à diffuser à des millions d'exemplaires pour faire connaître à tous la vérité*».

C'est seulement à la fin de la guerre qu'enfin réconciliée avec elle-même et avec son époux, elle rejoignit Virgilio Verdaro à Balerna, en Suisse, avant que ce dernier ne s'installe chez elle à Florence trois ans avant sa mort.

Dans une correspondance à Dante Corneli, survivant du Goulag, Emilia Mariottini qui avait réussi à sortir vivante de l'enfer tenta d'en atténuer les flammes, recommandant la «prudence» dans la diffusion des faits sur la réalité soviétique, laissant transparaître une certaine nostalgie : «*Que la vérité se répande aussi même chez qui ne veut pas entendre. Mais je pense que tu devras faire preuve d'une certaine prudence. En sentinelle… il y a le PCI, prêt à réagir par des démentis, mensonges et affirmations*

contradictoires pleines d'effronterie».

Emilia Mariottini, à quelques mois de sa disparition à Florence (le 26 octobre 1980), donna à l'historien internationaliste Arturo Peregall (co-auteur avec Sandro Saggioro de travaux sur Amadeo Bordiga), un résumé de sa vie : «*... à force d'être sollicitée, j'ai déjà écrit mon histoire, l'histoire d'une vie politique : elle a commencé par l'enthousiasme aveugle et s'est conclue amèrement avec des yeux et un esprit ouverts sur les erreurs et les horreurs d'une idéologie qui trahit l'homme dans ses droits les plus sacrés : la vie et la liberté*».

Sources : ACS CPC busta 3077 (Emilia Mariottini) et 5038. – «Come nella Russia dei Soviet si sta assassinando la compagna Mariottini», *Prometeo* n° 127, 26 janvier 1936; «Il silenzio centrista sul caso Mariottini», *Prometeo* n° 128, février 1936; «Giovanni Germanetto ministro di grazia, giustizia e grammatica – L'impudenza ed i falsi del cittadino Germanetto», *Prometeo* n° 129, 29 mars 1936 ; «Il caso Mariottini esiste, come esiste la perfidia centrista e la malafede socialista», *Prometeo* n° 130, 12 avril 1936; «Che cosa è divenuto della compagna Mariottini?», *Prometeo* n° 144, premier mai 1937. – (M.) «Una sparizione e una morte», *Il Messaggero*, Rome, 12 mai 1937. – Teresa Noce, *Rivoluzionaria professionale*, La Pietra, Milan, 1974. – Antonio Roasio, *Figlio della classe operaia*, Vangelista, Milan, 1977. – Dante Corneli, *Elenco delle vittime italiane dello stalinismo*, livre VI, Tivoli, 1982, p. 15-16. – Giorgio Fabre, *Roma a Mosca: lo spionaggio fascista in URSS e il caso Guarnaschelli*, Ed. Dedalo, Bari, 1990. – Romolo Caccavale, *Comunisti italiani in Unione Sovietica. Proscritti da Mussolini, soppressi da Stalin*, Mursia, Milan, 1995. – Irene Rosati, *Venezia-Mosca, andata e ritorno. Vita di Ribelle Spina*, Université Ca' Foscari, Venise, 2004. – Giancarlo Lehner et Francesco Bigazzi, *La tragedia dei comunisti italiani. Le vittime del PCI in Unione Sovietica*, Mondadori, Milan, 2006. – Dino Erba, *Il Gatto Mammone. Virgilio Verdaro tra le guerre e le rivoluzioni del Ventesimo secolo*, Al Insegna del Gatto Rosso, Bergame, 2011.

MARTELLINI (Emilio), dit IL MAREMMANO : ouvrier agricole né à Grosseto le 19 janvier 1887 et inscrit au PCd'I depuis 1921 émigra en 1924 en Belgique. Membre de la «gauche» bordiguiste, il envoya au Komintern le 3 janvier 1927, un document de protestation, signé également par Severino Aldovini, Antonio Gabassi, Bruno Proserpio, Giovanni Tornielli, Giovanni Boero et onze autres opposants («Au C.E. de l'I.C., 3 janvier 1927»). Il est l'un des fondateurs de la Fraction communiste au Congrès de Pantin d'avril 1928.

En 1936, il manifeste son accord avec la minorité conduite par Piero Corradi, Mario de Leone et Enrico Russo, qui appelle à combattre en Espagne dans les milices du POUM. Il se déclare en effet «*solidaire des camarades qui, en se sacrifiant en Espagne, tentent de sauver non seulement le prolétariat espagnol et international de la démagogie du Front populaire et de l'antifascisme, mais aussi notre Fraction elle-même du déshonneur politique vis-à-vis de ce prolétariat*».

Après-guerre, il adhère au PCInt; lors de la scission de 1952, il suit la tendance Bordiga-Maffi-Perrone jusqu'à sa mort survenue à Paris le 16 décembre 1964.

Sources : ACS CPC, busta 3094. – «Sulla situazione spagnola», in *Prometeo* n° 137, oct. 1936, p. 4. – «Un militante scomparso», *Il programma comunista*, n° 1, janvier 1965. – Fausto Bucci & Rossano Quiriconi, *La vittoria di Franco è la disfatta del proletariato… Mario De Leone e la rivoluzione spagnola*, La Ginestra, Follonica, 1997.



Francesco Maruca lors d'un meeting électoral du PCInt à Catanzaro, mars ou avril 1948.

MARUCA (Francesco) (1898-1962), dit LATINI, CICCIO, MARTEF, fils d'ouvrier; menuisier, ébéniste : né le 16 juillet 1898 à Catanzaro (Calabre); socialiste en 1915, secrétaire du cercle des jeunes socialistes de Catanzaro. Fait son service militaire en 1917-1918, «avec fidélité et honneur», selon le rapport de police. Fondateur du PCd'I à Catanzaro, partisan de Bordiga. Il devint secrétaire politique de la Fédération provinciale du PC d'Italie, et «homme de confiance» de l'Exécutif à Rome, sous le pseudonyme de *Martef*. Pour trouble à l'ordre public, il est emprisonné de février 1923 à juin 1923. En avril 1924 il se présente aux élections sur la liste communiste. Il est de nouveau arrêté en 1924 et 1925. Il avait en effet participé – à titre consultatif – en juin-juillet 1924 au Ve congrès du Komintern à Moscou; de son retour en Italie le 18 juillet il est arrêté



et jugé. Il sera l'un des plus chauds partisans du Comité d'entente fondé en avril 1925, ce qui lui vaudra d'être destitué de toutes ses responsabilités par la direction du PCI. Il s'abstient, selon la police, d'activités politiques après 1926, en fait après le Congrès de Lyon.

Après la chute de Mussolini, il dirige, comme secrétaire, à partir de septembre 1943, la fédération provinciale du PCI à Catanzaro et lance le journal *La Voce del Popolo*. En janvier 1944, il est à la tête de la délégation de sa ville qui participe au congrès des partis antifascistes qui se tenait à Bari. Accusé d'«extrémisme» et de «fractionnisme», il est expulsé du parti stalinien le 22 février 1944, entraînant avec lui une majorité de militants. Il rejoint la Fraction de Bordiga au printemps 1944 et adhère au PCInt en juillet 1945.

Très populaire, et très bon orateur, il représente son parti aux élections locales du 7 avril 1946 à Catanzaro, à l'issue desquelles il obtint 15.000 voix, ce qui lui permit d'être élu au conseil municipal. À partir de juillet 1946, il put lancer le journal *L'Internazionale Comunista*, organe du PCInt en Calabre, au moment des grandes grèves d'ouvriers agricoles. Avec Natino La Camera, il déploya une intense activité d'agitation et de propagande dans toute la Calabre.

Lors de la scission de 1951, il choisit de suivre la tendance de Damen. Il essaya de mettre sur pied un syndicat internationaliste de cheminots, tout comme il avait tenté en 1954 de publier la revue *Favilla* (L'Étincelle). Lors des discussions menées en 1956 avec le groupe de Bruno Fortichiari, «Azione comunista», il s'opposa à toute idée de «refonder le communisme» en en éliminant les «dirigeants véreux et corrompus». Il est mort à Bologne le 26 novembre 1962.

Sources : APC CPC, busta 3112, dossier 27306. – Francisco Maruca, «Per la riconstruzione del partito di classe. – Non si conquista il partito eliminando dalla dirigenza il funzionarismo bacato e corrotto», *Battaglia Comunista* n° 7-8, 25 août–25 septembre 1956. – «Ciccio Maruca è morto!», *Battaglia Comunista* n° 11, nov. 1962. – Ferdinando Cordova, *Alle origini del PCI in Calabria (1918-1926)*, Bulzoni, Rome, 1977. – Paolo Cinanni, *Lotte per la terra e comunisti in Calabria 1943-1953*, Feltrinelli, Milan, 1977. – Arturo Peregalli, *L'altra Resistenza*, Graphos Storia, Gênes, 1991. – Sandro Saggioro, *Né con Truman né con Stalin. Storia del Partito Comunista Internazionalista (1942-1952)*, Colibrì, Milan, 2010.



Hommage de la Fundació Andreu Nin à Albert Masó, militant du POUM, Barcelone, 26 avril 2013

MASÓ (Alberto), dit Albert VÉGA, R. MAILLE, Julio GIL (1918-2001), ouvrier, puis traducteur technique. –Albert Masó, plus connu sous son nom de plume Albert Véga, naquit en décembre 1918 à Barcelone. Son père était comptable et sa mère ménagère. Il commença sa trajectoire militante au Bloc ouvrier et paysan (BOC) ; âgé de seize ans il fit partie des groupes d'action du Bloc ouvrier et paysan (BOC), un petit parti d'orientation marxiste, implanté surtout en Catalogne : les GABOC. Lorsqu'en octobre 1934 éclata l'insurrection ouvrière des Asturies, il appuya à Barcelone la grève générale contre le régime de Leroux. Dès la fondation du POUM (Partido obrero de unificación marxista), en septembre 1935, il en devint militant. La guerre civile interrompit ses études.

Le 19 juillet 1936, il participa aux combats de rue de Barcelone, menés par les ouvriers et certains corps de la police catalane contre les militaires, qui soutenaient le putsch de Franco. Avec des militants du POUM et de la CNT, il partit à l'assaut de la caserne d'Atarazanas, assaut au cours duquel il est blessé. Le 24 juillet, le bras en écharpe, il décida d'aller combattre sur le front d'Aragon avec la colonne du POUM (deuxième colonne des milices antifascistes) pour combattre l'armée franquiste. Il fut de nouveau blessé en septembre sur le front de Huesca.



À nouveau, en mai 1937, il se trouva sur les barricades de Barcelone dans le quartier de Gracia, cette fois contre la police catalane et l'emprise croissante des communistes espagnols sur l'appareil d'État républicain. Le 16 juin le POUM fut mis hors la loi et subit la répression de l'État républicain et des agents du GPU russe. Son leader Andreu Nin fut assassiné par la police secrète russe. Le POUM dut se reconstituer dans la clandestinité. Alberto Véga fut arrêté en juillet par la police et enfermé à la prison Modelo de Barcelone. Grâce à l'intervention d'un juge libéral et catalaniste, il sortit de prison en novembre.

Alberto Masó retourna aussitôt sur le front militaire. Sans doute en permission à Barcelone, sur instructions de son parti, et afin de venger l'assassinat d'Andreu Nin et de tant d'autres par la police secrète russe et républicaine, il participa au commando qui «liquida» le 10 février 1938, avec l'aide de Lluis Puig (?-1939), le capitaine russo-polonais Leon Narvitch (d'origine ukrainienne), agent du NKVD infiltré dans le POUM de Madrid. Dans la capitale espagnole, Leon Narvitch avait pu photographier, sans attirer l'attention, les principaux dirigeants et militants poumistes, constituant un dossier qu'il transmit à la police politique stalinienne.

Il obtint le grade de lieutenant dans l'armée républicaine reconstituée après la militarisation des milices. Il combattit jusqu'à la défaite finale de l'armée républicaine en 1939. Entré en France avec son unité, il fut interné au camp d'Argelès-sur-Mer, d'où il réussit à s'évader. Il se réfugia à Paris. Sous l'Occupation, il vécut dans la clandestinité avec de faux papiers. De sa période espagnole, il rapporta, selon ses propres dires, de solides convictions antistaliniennes et de forts «préjugés antitrotskystes».

Pendant la guerre, Masó prit des positions internationalistes, refusant de soutenir l'impérialisme russe. Il entra en contact en 1944 avec les bordiguistes de Marseille et Paris – sur la base du rejet de la défense de l'URSS et du national-chauvinisme. Il adhéra au début de 1945 à la Fraction française de la gauche communiste internationale (FFGCI), animée principalement par Suzanne Voute, qui fut un moment sa compagne. Pourtant, il n'était guère d'accord avec les positions bordiguistes sur la guerre civile en Espagne, qu'il refusa toujours de décrire comme une guerre impérialiste entre deux camps bourgeois rivaux. Il s'opposa dès le départ aux positions bordiguistes, héritées du léninisme, sur la dictature du parti, seul « représentant de la classe ouvrière ». Toujours avec Suzanne Voute (*Frédéric*), il participa à la conférence du Parti communiste internationaliste (dirigé par Onorato Damen et Bruno Maffi), de tendance «bordiguiste», à Turin en décembre 1945. Il en tira l'impression que leur chef idéologique, créateur du Parti communiste italien en 1921, Amadeo Bordiga, était considéré comme «il Maestro» ou le «pape» de Naples par les militants du Sud de l'Italie.

Avec des militants, comme Pierre Lanneret, Raymond Hirzel, Gaston Davoust, Bruno Zecchini, Otello Ricceri, Suzanne Voute et Jacques Gautrat («Daniel Mothé»), il fut l'un des militants actifs du groupe bordiguiste français qui publia *l'Internationaliste*. Il contribua à ce journal sous la signature de Maille. Mais en 1947, il fut contraint de passer une année en sanatorium en Suisse, puis une autre année en 1948, en province, pour des raisons de travail. Après avoir exercé différents métiers (manœuvre, ouvrier électricien, aide-métreur), Albert Véga travailla désormais comme traducteur technique à Paris. Son éloignement géographique du groupe bordiguiste l'avait de plus en plus distancié des positions de ce groupe. En 1949, en opposition complète avec le «bordiguisme», influencé aussi par les positions de l'ex-tendance Chaulieu-Montal (Castoriadis et Claude Lefort), qui venait de constituer le groupe SOB, il rompit avec la FFGCI. Il en sortit en 1949, avec Gaston Davoust, Lastérade de Chavigny, Pierre Lanneret, Raymond Hirzel, Roland Eloi («Néron») et André Garros. Il considéra alors que son activité dans la mouvance «bordiguiste» n'avait été qu'un « épisode, dû en grande partie aux circonstances de l'époque ».

En mai 1950, il entra à SOB. Il se retrouva, affirma-t-il, de plain-pied avec les positions du groupe qui «préconisait un socialisme fondé sur l'autogestion et le pouvoir des conseils ouvriers». À côté de Cornelius Castoriadis, Claude Lefort, Cyril de Bauplan (*Philippe Guillaume*), *Daniel Mothé*



(pseudonyme de Jacques Gautrat), *André Garros* (Jacques Signorelli), de Jean-François Lyotard, il s'affirma vite comme l'un des principaux piliers du groupe SOB. De 1951 à 1960, il fut membre du comité de rédaction sous le nom d'Albert Véga, puis de R. Maille. De 1955 à 1963, Albert Véga fut intégré dans un Comité responsable (CE), structure permanente de décision mais révocable à tout moment par ses membres, chargé d'élaborer le travail du groupe et faisant office de secrétariat. Albert Véga fut chargé de la correspondance avec les sections de province. Il assuma aussi des tâches de correspondance et de contacts avec l'Italie. Il noua des contacts avec le groupe d'Onorato Damen (Battaglia comunista), et surtout avec le groupe d'unité prolétarienne (Gruppo di Unità proletaria), animé par le jeune sociologue (et militant) Danilo Montaldi, qui joua un rôle capital comme «passeur» des idées de SOB en Italie.

Pendant la guerre d'Algérie, alors que Jean-François Lyotard préconisait un soutien au FLN et participa à un réseau Henri Curiel, Albert Véga refusa de se rallier à un mot d'ordre d'indépendance nationale contraire à tout « contenu de classe». Il défendit avec Castoriadis la position majoritaire d'un refus d'un engagement direct au côté du FLN, comme «porteurs de valises».

L'audience croissante de SOB après la «révolution hongroise» de 1956 et en pleine guerre d'Algérie amena un changement de cap. *Véga*, avec Castoriadis, *Mothé*, *Philippe Guillaume*, et *Garros*, préconisaient un autre type d'organisation, moins intellectuel et plus engagé dans l'activité pratique d'entreprise et la lutte politique. Il insista en juin 1958 sur la nécessité d'une véritable organisation révolutionnaire « à la hauteur de la situation ». De fortes oppositions de tendances et de personnes se firent jour : certains militants craignaient la bureaucratisation du groupe. En septembre 1958, une tendance minoritaire menée par Claude Lefort et Henri Simon, quitta l'organisation pour créer le groupe Information et liaisons ouvrières (ILO). Albert Véga resta avec la majorité, avec Jacques Gautrat («Daniel Mothé») et Castoriadis. Avec ces derniers, il fut l'un des artisans de la sortie du journal d'agitation *Pouvoir ouvrier*, en décembre 1958, supplément mensuel de SOB, diffusé en milieu ouvrier. Albert Véga, au début des années 1960, défendit l'idée d'un «programme revendicatif» pour les travailleurs, et insista pour un travail dans les syndicats.

Mais rapidement, à partir de 1960, Albert Véga et d'autres militants, comme Jean-François Lyotard, s'opposèrent à Castoriadis, qui avait publié un texte d'orientation sur « le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne ». Une tendance « pour une nouvelle orientation » du groupe, regroupée autour de Castoriadis, rejetait certains points du marxisme : estimant que dans la « société moderne », le capitalisme laissait apparaître un clivage entre « dirigeants » et « dirigés », plutôt que la classique opposition entre «bourgeois» et «prolétaires», elle affirmait que le capitalisme avait réussi à surmonter ses crises et que face à la passivité du prolétariat de nouveaux acteurs apparaissaient sur la scène sociale : paysans des luttes de libération nationale, étudiants, Noirs. Avec Jean-François Lyotard et Pierre Souyri, Albert Véga refusa une révision de la théorie de SOB en particulier, et du marxisme en général. Il écrivit, dans un document interne, que «le prolétariat est la seule force révolutionnaire de la société capitaliste». Constatant en 1963 que, après presque quinze ans d'existence, SOB restait une organisation d'intellectuels, Albert Véga insistait sur le danger de voir le groupe faire une «sociologie du travail» et renoncer à son intervention militante dans les luttes de classe. La discussion comme mode d'activité de SOB ne pourrait en outre que favoriser la « prédominance des intellectuels».

En juillet 1963, conduite par *Albert Véga*, Pierre Souyri et Jean-François Lyotard, la moitié du groupe fit sécession. *Albert Véga* poursuivit une activité centrée sur le mensuel *Pouvoir ouvrier* (mensuel publié par le groupe depuis 1959 : en abrégé P.O.). Avec Jean-François Lyotard (qui quitta P.O. en 1966) et Pierre Souyri, Albert Véga fut le principal animateur du petit groupe, plus centré sur « l'intervention dans les luttes ». À l'automne 1967, il s'opposa avec le reste de P.O., à une tendance groupée autour de la librairie «La Vieille Taupe» de Pierre Guillaume et Gilles Dauvé, qui quittèrent P.O.



Albert Véga et son groupe intervinrent dans les événements de Mai 68, et attirèrent de jeunes éléments, sensibles aux théories autogestionnaires et spontanéistes, et au rejet tant des « États bureaucratiques » que des syndicats et des luttes de libération nationale (Viet Nam). À partir de mai 68, P.O., de simple bulletin ronéotypé put se transformer en journal mensuel imprimé. Cependant le groupe se saborda en décembre 1969. Albert Véga ne suivit pas les éléments qui voulurent poursuivre l'activité du groupe sous le nom de «Gauche marxiste».

En 1972, Albert Véga décida de réintégrer le POUM dans l'émigration en France, animé par Wilebaldo Solano (1916-2010), et collabora à *Tribuna socialista*, son organe, sous le pseudonyme de «Julio Gil». Après la mort de Franco, pendant la « transition démocratique », il vécut à Barcelone de 1977 à 1979 pour reconstituer le POUM en Espagne. L'échec de cette tentative le fit retourner à Paris. Il participa en 1980-1981 à des campagnes de soutien au nouveau syndicat polonais indépendant Solidarność. Il collabora à la fin des années 1980 et dans les années 1990 avec des historiens de Barcelone, tel Agustín Guillamón, travaillant sur l'histoire du POUM et la guerre civile espagnole.

Il est mort à Paris le 21 novembre 2001.

Œuvre : articles dans la revue *Socialisme ou Barbarie*, n° 9, avril-mai 1952, «La lutte des classes en Espagne»; n° 11, novembre-décembre 1952, «La crise du bordiguisme italien» ; n°13, janvier-mars 1954, «Signification de la révolte de juin 1956 en Allemagne orientale»; n° 19, juillet-septembre 1956, «Le PCF après le XXe congrès»; n° 20, décembre 1956-février 1957, «Les impérialismes et l'Égypte de Nasser» (sous le pseudonyme de *R. Maille*); n° 21, mars-mai 1957 (sous le pseudonyme de *R. Maille*), «En Espagne : de la résistance passive à la résistance active»; n° 22, juillet-septembre 1957 (*R. Maille*), «Les nouvelles réformes de Khrouchtchev» – *Pouvoir ouvrier*, articles non signés – En collaboration, «Faut-il quitter les syndicats ?», mars-avril 1968. – *Tribuna socialista*, articles sous le pseudonyme de *Julio Gil.*

Sources : Archives de Henri Simon (procès-verbaux des séances de SOB, Bulletins intérieurs, textes de débats internes, tracts ; correspondance). – Fonds Daniel Mothé (Jacques Gautrat), déposé à l'IMEC (Institut Mémoires de l'Édition Contemporaine), Paris. – Lettres d'Albert Masó, 24 avril et 8 septembre 1998; entretien 1998. – Julián Gorkin, *Caníbales políticos. Hitler y Stalin en España*, Mexico, Ed. Quetzal, 1941. – Compte rendu de la première conférence nationale du Parti communiste internationaliste d'Italie, 28 décembre 1945-premier janvier 1946 (Turin), Publications de la gauche communiste internationale, s.l., 1946, 33 p. Danilo Montaldi, *Bisogna sognare – Scritti 1952-1975*, Cooperativa Colibrì, Milan, 1994. Andrew Durgan, BOC 1930-1936, Laertes, Barcelona, 1996. – Agustín Guillamón (dir.), *Documentación histórica del trotsquismo español (1936-1948)*, Ediciones de la Torre, Madrid, nov. 1996. – Philippe Gottraux, *«Socialisme ou Barbarie», un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Payot, Lausanne, décembre 1997. – Agustín Guillamón, *Revue Balance* (Barcelona), n° 5, août 1998, «Debate de Balance (1) : El POUM y los bolchevique-leninistas en la guerra civil»; «Correspondencia de la revista *Balance* con Albert Véga a raíz de la publicación del libro Documentación historica del trotsquismo español 1936-1948». – Agustín Guillamón, «Biografía de Albert Masó («Albert Vega»)», *Balance* n° 23, Barcelone, 2002; et «Pensar «el caso Narwicz» o pedagogía del plagio» (5 mai 2011) : www.kaosenlared.net/noticia/pensar-caso-narwicz-pedagogia-plagio. – Agustín Guillamón, *El terror estalinista en Barcelona 1938*, Aldarull & Dskntrl.ed!, 2013.

MATANIA (Giuseppe), ouvrier électricien : Né à Naples en 1901, il contribua en 1921 à la fondation de la section locale du PC d'Italie. Sous le fascisme, il fut de nombreuses fois arrêté et persécuté. En 1943, à l'occasion d'une rafle, la police nazie arrêta sa mère à sa place. Il n'hésita pas à se présenter à la Questure pour la faire libérer. Déporté en Allemagne, il s'en retourna en 1946, avec une santé délabrée. Il reprit son engament politique dans le PCInt. En 1952, il suivit la tendance Bordiga-Maffi («programma comunista»). Il est mort prématurément le 12 novembre 1954.

Sources : ACS CPC, busta 3149. – «Militanti scomparsi: Giuseppe Matania», *Il programma comunista* n° 22, 3-17 déc. 1955.





Carlo Mazzucchelli, dit «Tre», sur un avis de recherche de la police (mars 1931) [Archivio Andrea Girardi, Cassano Magnago]

MAZZUCCHELLI (Carlo), connu sous le pseudonyme de TRE, maçon : né à Cassano Magnago (Varese) le 19 septembre 1902, il adhère en 1921 au PCd'Italie. L'un des fondateurs de la section locale, il est bastonné sévèrement par les fascistes en novembre 1923. Il dut s'établir à Milan, où il travailla à la propagande pour les élections nationales d'avril 1924. Il émigra la même année en France pour travailler comme maçon à Lyon. Il fut vite exclu du PCI. Il adhéra en avril 1928 à la Fraction italienne en France, constituée formellement à Pantin. Au début des années 30, à Lyon, il anime avec Aldo Lecci la Fédération lyonnaise. Il se prononce au Congrès de la Fraction de 1930 pour les thèses constatant que «*la Russie n'est plus un État socialiste*». Son combat et celui de ses camarades contre le fascisme et le stalinisme se déroule physiquement jusque dans les rues de Lyon. En 1931, avec Bruno Bibbi, Aldo Lecci, et l'anarchiste Socrate Franchi (1900- ?), il est catalogué comme «subversif dangereux» par les autorités fascistes qui le soupçonnent d'avoir tiré le 26 octobre 1930 sur le président des *fasci* lyonnais, Giuseppe Negri di Preve Albignola, qui est blessé par balle. Celui-ci, le 5 octobre avait envoyé son groupe fasciste agresser les vendeurs de *Prometeo*, la revue de la Fraction.

En juillet-août 1936, il est un partisan convaincu des positions de la minorité, «excommuniée» selon lui par la majorité : «*Il s'agit de vaincre la réaction militaro-fasciste parce que sa victoire signifierait la mort complète de tout mouvement prolétarien en Espagne. Si les rebelles triomphaient, il ne resterait aucune possibilité de construire un parti ou une fraction révolutionnaire... Ceux qui se battent contre Franco ne font pas partie d'armées de l'Union nationale, en particulier en Catalogne : ce sont des hommes libres de tout préjugé et leur but est très différent [de celui] que vous voulez bien nous décrire… Je réponds à votre excommunication des camarades de Barcelone en donnant ma pleine solidarité à ces camarades qui ont travaillé régulièrement et qui travaillent pour la Fraction et la Révolution.* »

Après les grèves de juin 1936 en France, il adhéra au syndicat lyonnais des métallos de la CGT. Contraint à une activité salariée instable, il vécut dans la précarité entre 1938 et 1941. À partir de 1942, il contribue, à Lyon et Marseille, dans la clandestinité, à la revitalisation de la Fraction italienne. Il retourne en novembre 1945 en Italie, dans sa commune de naissance, et adhère au PC internationaliste (PCInt) d'Onorato Damen.

Jouissant d'une forte audience auprès du prolétariat local, son parti le présenta dans la circonscription de Varese-Como, le 18 avril 1948, où il obtint 3.900 voix. Cette tactique électorale fut abandonnée au congrès de Florence du Parti, un mois plus tard.

Délégué en mai 1948 à ce premier Congrès du Parti communiste internationaliste, il s'opposa aux positions de Perrone et Bordiga très «tièdes» vis-à-vis de la Russie stalinienne. Il y affirmait que «*l'on ne tient pas assez compte du fait que les masses croient encore au mythe russe, et tant qu'elles ne le chasseront pas de leur esprit, … leurs perspectives d'action révolutionnaires seront bloquées*». Surtout, il s'opposa aux positions de Vercesi/Perrone d'abandon des revendications économiques «immédiates et partielles» dans un cours contre-révolutionnaire : «… *La Révolution russe trouve son origine dans une banale grève du textile, qui quelque jour après se transformait en grève générale, prenant par surprise tous les partis, y compris le Parti bolchevik*».

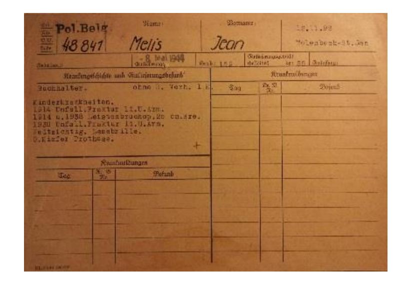
Il suivit la tendance de Damen, lors de la scission de 1952, qui scinde le parti en deux. En 1951, dans le Bulletin interne de préparation du congrès de Milan de mai 1952, au nom de la section de Varese, il attaquait la tendance de Bordiga et Perrone qui, selon lui, «*mettait le parti sur les mêmes rails que les partisans de Korsch, … en le transformant en club fermé, ce qui fatalement donne une secte… votre voie n'est pas celle de la Fraction de gauche d'avant et du Parti après, et moi (et la section), je ne vous suivrai pas*».

Toute la section de Cassano Magnago, soit trente inscrits, adhéra à la tendance de Damen.

Carlo Mazzucchelli en assura quasiment seul le travail d'organisation. En mai 1957, il écrivit une lettre au Service des pensions de guerre du ministère des finances afin d'obtenir une indemnité comme victime politique, bastonnée par les fascistes.

Il mourut à Cassano Magnago dans les années 70.

Sources : ACS CPC, busta 3192. – Archivio Andrea Girardi, Cassano Magnago. – «Risposta del compagno Tre alla risoluzione adottata dalla C.E. del 27.8.1936 sulla situazione in Ispagna», *Prometeo* n° 137 oct. 1936. – (Gruppi di Milano, Sesto San Giovanni, Cassano Magnago, Cremona, Torino, Roma, Catanzaro, Parma) *Bolletino per la preparazione del II° Congresso del Partito Comunista Internazionalista*, Lettre de C. Mazzucchelli au Comité exécutif, mai 1951. – Fausto Bucci & Rossano Quiriconi, *La vittoria di Franco è la disfatta del proletariato… Mario De Leone e la rivoluzione spagnola*, La Ginestra, Follonica, 1997. – *Cronache rivoluzionarie in provincia di Varese (1945-1948). – Il Partito Comunista Internazionalista e i dissidenti libertari nel periodo della ricostruzione post-bellica*, Archivio Operaio del Varesotto, Varese, 1999.



Jean Melis, interné n° 48841 à Buchenwald, fiche médicale de «l'usager», mai 1944, avec force détails : «fracture d'avant-bras gauche», prothèse maxillaire supérieure». La fiche ne précise pas : avant ou après interrogatoire…

MELIS (Jean, Baptiste, Albert, Léonard), dit MITCHELL (nom de sa mère), JEHAN (LA BARRE ?) : né le 12 novembre 1892 à Molenbeek Saint-Jean (Sint-Jans-Molenbeek), région de Bruxelles. Son père était teinturier-dégraisseur, sa mère s'appelait Isabelle MITCHELL. Il était devenu chef de service du Département de la comptabilité (Current Account Department) à la Westminster Bank de Bruxelles, où il travailla d'octobre 1919 jusqu'à son arrestation en septembre 1942.

Il contribua avec Adhémar Hennaut (1899-1977) à la constitution de la Ligue des communistes internationalistes (LCI), qui avait fait sécession de l'Opposition trotskyste. Selon Hennaut, sa situation financière lui permettait de soutenir fortement le groupement, ce qui permit à son *Bulletin* de sortir sous une belle forme imprimée.

En désaccord avec les conceptions proches du «communisme des conseils» de la LCI, il anima une fraction qui défendait les positions de la Fraction communiste italienne, dirigée à Bruxelles par Perrone et Verdaro.

Lors de la guerre d'Espagne, la scission était consommée. Il est l'un des principaux artisans de la création de la Fraction belge de la Gauche communiste internationale, qui publie au printemps 1937 la revue mensuelle *Communisme*. Il fut élu membre du Bureau international des fractions de la Gauche communiste «bordiguiste». Il se retrouva cependant en désaccord avec *Vercesi*, mais aussi *Jacobs* (Jacob Feingold), sur la question de l'économie de guerre.

Parallèlement à son activité politique, il eut une longue activité syndicale. Il fut membre du Syndicat des employés, techniciens et voyageurs de commerce de Belgique (S. E. T. V.), c'est-à-dire des VRP, du 29 octobre 1918 à mai 1940, «connu pour ses positions antifascistes» et collaborant à son journal syndical, le *Bulletin mensuel des délégués*, où il s'occupait de la chronique des

banques. Il écrivit, peut-être sous le pseudonyme de R.P. (comme V.R.P.), des analyses sur le problème syndical dans le *Bulletin* de la LCI.

Ses contributions dans *Bilan* – mais aussi dans la revue *Communisme* – ont été nombreuses et portent aussi bien sur la crise mondiale que sur la période de transition du capitalisme au communisme. Le pseudonyme littéraire de Jéhan pourrait bien avoir été le sien, car proche de son prénom Jean. Si ce n'est pas le cas, ce serait celui de Jacob Feingold. Il écrivit aussi abondamment dans sa revue *Communisme,* soit anonymement soit sous le pseudonyme de *La Barre*, des articles sur les problèmes du «capitalisme agonisant».

Dans un témoignage écrit du 30 janvier 1950, Hennaut assurait «qu'en 40-41, j'ai pu constater personnellement qu'il s'occupait toujours activement de (son) groupe», et que lors d'une perquisition en septembre 1942 «il n'y a pas de doute que (sa) documentation et (sa) bibliothèque très fournie sur les doctrines économiques a montré à suffisance aux Allemands à qui ils avaient à faire».

Il fut arrêté le 10 septembre 1942 par la Gestapo, à son domicile de Schaerbeek (Bruxelles) à la place de son fils unique Robert (28.10.1920- ?), «pour ses opinions politiques». Emprisonné à la prison de Saint-Gilles (Bruxelles) jusqu'au 16 mars 1943, il est ensuite enfermé au fort de Breendonk (au sud d'Anvers), transformé en centre de torture et d'exécution par les nazis, jusqu'au 6 mai 1944, puis il est expédié à Buchenwald, du 8 au 23 mai, puis à Dora, du 23 mai 1944 au 15 avril 1945 et enfin à Bergen-Belsen, où il meurt le 28 avril 1945, probablement du typhus.

Son fils Robert, typographe, qui était aussi membre de la Fraction belge, fut arrêté par la Gestapo à Bruxelles le 30 avril 1944 et déporté à Buchenwald le 8 mai 1944, sous le matricule 60329, pour être envoyé quelques semaines plus tard à Dora. Il semble avoir survécu à la guerre.

Après 1946, sa compagne française Denise Deschamps (1892- ?), qui devait se marier avec son «compagnon de vie» en 1940, dut se battre jusqu'au début des années 50 pour se voir reconnaître des droits à une pension de veuve de guerre.

Sources : Témoignage écrit d'Adhémar Hennaut devant le Commissaire de l'État belge (30 janvier 1950) (dossier de pension de guerre de la veuve Melis). – Anne Morelli, ULB, Bruxelles. – Plaques commémoratives/gedenkplaten 1914-1918 et 1940-1945, fort de Breendonk : http://www.bel-memorial.org/names_on_memorials/. – *¡Salud, Proletarios!* (www.saludproletarios.com): El proletariado y la crisis capitalista en época imperialista. Selección de textos de J. B. Melis publicados en *Bilan* (1933-1938) y *Communisme* (1937-1939), Barcelone, déc. 2013.

Œuvre : «Où va l'impérialisme français», p. 195-203, *Bilan* n° 6, avril 1934; «Crises et cycles dans l'économie du capitalisme agonisant», *Bilan* n°s 10 et 11, août et septembre 1934; «Problèmes de la monnaie», *Bilan* n°s 18 à 20, avril-mai à juin-juillet 1935; «Problèmes de la période de transition», *Bilan* n°s 28, 31, 34 et 35, 37 et 38, février-mars 1936 à janvier 1937. – *Jéhan* (Jean Melis), «Le problème de la guerre. Contribution à une discussion», in *Cahiers d'étude de la Ligue des communistes internationalistes*, n° 2, janv. 1936.

MENGONI (Costante), dit MUTELLO, paysan, ouvrier : né le 6 mars 1905 à Cis (Trentin-Haut-Adige, il émigra en août 1924 en Belgique où il travailla pendant huit ans comme mineur. Expulsé en 1932, il alla à Paris où il mena pendant quelques années une vie de «clochard». Il fut toujours un sympathisant de la Fraction de gauche. En Espagne, il combattit sur le front aragonais, d'abord dans la colonne Lénine avec Enrico Russo, Bruno Zecchini et Renato Pace, puis il passa à la colonne anarcho-giellliste (groupe «Giustizzia e Libertà»), y demeurant quelques mois avec Renato Pace. Selon son ami intime, Francesco Fortini, il avait un sang-froid inébranlable : une fois, au front, une mitrailleuse s'enraya; Mutello, sous une pluie de balles, commença à s'affairer pour la débloquer et y réussit. Revenu en France, il fut arrêté en février 1939 et interné au camp du Vernet. Livré aux fascistes en 1942, il fut relégué à l'île de Ventotene. Il fut libéré en 1943, à la chute du fascisme, mais on ignore ses engagements politiques ultérieurs. Il mourut en 1968.

Sources : ACS CPC busta 3227. – Fondo: Associazione italiana combattenti volontari antifascisti di Spagna [AICVAS, via San Marco 49, 20121 Milano, http://www.aicvas.org/index.html]. – Aicvas (éd.), *La Spagna nel nostro cuore. 1936-1939. Tre anni di storia da non dimenticare*, Milan, 1996. – «Il giorno che mi avventai su De Bono...», *La Risveglia* n° 6, «quadrimestrale di varia umanità», Grosseto, janvier-avril 2001.



MERCURIALI (Eros), né en 1933 : il fit partie depuis 1958 environ de la section milanaise du PCInt («il programma comunista»). Il en fut expulsé en 1963 en même temps qu'Osvaldo Beltrami, pour avoir diffusé en interne un document critiquant l'attitude du «centre» de Bruno Maffi.

Dans ce texte, tous deux protestaient contre l'expulsion d'Attilio Formenti et Gaetano Lombardo, soulignant que «*la question de la discipline est devenue pour ces messieurs [du Parti] non seulement une habitude sur mesure, mais un prétexte pour éluder les critiques portées politiquement, lesquelles requièrent des réponses politiques*». Ils critiquaient, comme d'autres avant eux, le centralisme organique qui se réduisait à la personne de Bruno Maffi et Amadeo Bordiga.

Ce qui justifia en fait leur expulsion fut certainement une discrète allusion (mais cinglante) à la prétention de Bordiga d'émettre des avis sur la science spatiale, montrant quelque ignorance des lois de la physique : «*Mais qu'est-ce que le centralisme organique ? Dans un texte de Bordiga, nous trouvons une explication : centralisme dans l'espace, organique dans le temps. (Pour certains cette définition a suggéré l'idée que la dénomination de notre mouvement dans le PC Intern. est insuffisante et qu'il faudrait lui substituer celle de PC Spatial)*»

Eros Mercuriali est actuellement vice-président de la Fondation Amadeo Bordiga.

Sources : [Walter Manfredo], *Scienza e rivoluzione*, vol. I et II, *Quaderni Internazionalisti*, Turin, mars et avril 1999. – Sandro Saggioro, *In attesa…*, op. cit.

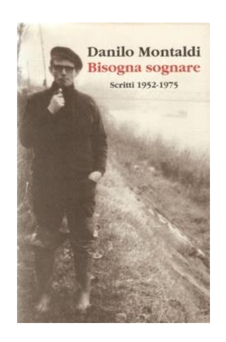
MIGLIACCIO (Franco), peintre et critique d'art, enseignant d'histoire de l'art à l'université de Brescia : Né à Tropea (Calabre) en 1947. Diplomé de l'Istituto Statale d'Arte de Vibo Valentia (Calabre) (1965) et de l'Académie des Beaux-Arts de Brera (Milan) (1972). De la fin des années 60 à la fin des années 80, il fit partie du PCInt («Battaglia Comunista»), dont il fut un des responsables à son comité central. Ses contributions théoriques dans *Prometeo* et *Battaglia comunista* portèrent aussi bien sur l'art et la révolution que sur la question du «centralisme démocratique».

Sur cette question, il a défendu les thèses léninistes classiques contre les conceptions des «programmistes» partisans du «centralisme organique» dans l'organisation, une conception s'apparentant au «fidéisme chrétien» : «*La base, vidée de ses fonctions, devrait définitivement déléguer – témoin passif des actes d'un 'chef' – son propre droit de décision révolutionnaire et être considérée comme une simple masse brute ou masse de manœuvre politique poussée à l'action révolutionnaire par les décisions d'un comité central thaumaturgique*».

Mais cette conception était un retour à Lénine qui rejetait la conception d'une «dictature démocratique» du prolétariat défendue par Rosa Luxemburg, jugée «idéaliste», «*une conception selon laquelle la dictature consiste en l'application de la démocratie et non en son abolition*».

Franco Migliaccio, qui fut nommé membre du Comité central du PCInt en 1982 (à son Ve Congrès), a quitté son organisation vers 1990 pour se consacrer entièrement à son activité artistique. Peintre d'un certain talent, il s'est cru obligé d'abaisser son art à une «entreprise alimentaire» en participant à l'«épopée» de Mouammar Kadhafi rendue sous forme de miniatures dans la série des «timbres de la Libye». En 1993, il fit le portrait de Palmiro Togliatti pour une importante revue du Parti communiste italien qui le publia en page de couverture.

Sources : «Arte e rivoluzione», *Prometeo* nos 21/22 et 23, 1974. – «Centralismo democratico cardine della concezione leninista del partito», *Prometeo* no 24-25, 1975, p. 28-35. – «Questione meridionale e industrializzazione del mezzogiorno», *Prometeo* n° 26-27, 1976, p. 17-29. – http://www.leftcom.org/it/articles/franco-migliaccio. – Site web de Franco Migliaccio : http://www.francomigliaccio.it



MONTALDI (Danilo) (Crémone, 1[er] juillet 1929 – 27 avril 1975), dit EMME, FRANCO TIRATORE, SISTO, Il SOLITO, A.D., F.T., communiste internationaliste, traducteur et sociologue. Danilo Montaldi, fils d'employé des chemins de fer, fut éveillé brutalement à la vie politique à l'âge de 12 ans par l'arrestation et l'incarcération de son père. Il adhéra en 1944 au Front de la jeunesse, organisation du PC de Togliatti, il participa donc à son entreprise de «libération patriotique». En 1945, il s'inscrit au PC, mais se trouve vite en désaccord avec le national-chauvinisme du parti, qu'il quitte très vite. Dès ce moment et jusqu'à sa mort prématurée dans un accident de montagne, Montaldi choisit le chemin de la radicalité.

Il entra en contact au fil des ans avec le milieu internationaliste européen : le Partito comunista internazionalista d'Onorato Damen, «Socialisme ou Barbarie», le Spartacusbond aux Pays-Bas – collaborant avec chacun d'eux, mais sans vouloir adhérer. Il entretint des liens privilégiés, après la scission de 1952, avec le PCInt d'Onorato Damen, dont il fut un sympathisant actif (il fut l'une de ses plumes). Il entra en contact avec les Groupes anarchistes d'action prolétarienne [Gruppi anarchici di azione proletaria (GAAP)], dirigés par Arrigo Cervetto, Lorenzo Parodi et Pier Carlo Masini. En février 1958, il collabora au journal *Azione Comunista* lancé par Bruno Fortichiari.

En 1957 il avait fondé à Crémone, avec quelques amis, le *Gruppo di Unità Proletaria* (GUP), qui se proposait de développer une propagande communiste-internationaliste dans toute la province. Il obtint toute la sympathie de Giovanni Bottaioli pour ce projet. Le groupe dut se dissoudre en 1962. Selon Montaldi, «les gens du PCI [stalinien] avaient monté la tête à la police politique contre nous».

Parallèlement, Danilo Montaldi, bien qu'ayant abandonné le lycée à 17 ans, avait collaboré très jeune à différentes revues à caractère historique et sociologique : *Discussioni*, *Nuovi Argomenti*, *Ragionamenti*, *Opinione*, *Passato e Presente* – qui dans les années 1950 et 1960 offraient un certain espace de liberté intellectuelle par rapport à l'emprise du PCI stalinien.

À partir des années 1960, Montaldi était devenu un intellectuel d'une grande visibilité, consultant et traducteur auprès de grandes maisons d'édition (Einaudi, Rizzoli, Mondadori, Il Saggiatore, et surtout Feltrinelli). Il se lie à Giangiacomo Feltrinelli, avec lequel il collabora étroitement à des projets à caractère politique. C'est Feltrinelli qui publia en 1960 son livre *Milano, Corea. Inchiesta sugli immigrati*, écrit en tandem avec Franco Alasia, sur la question des immigrés de l'intérieur à Milan.

Suivirent *Autobiografie della leggera* (1961), consacré à ceux d'en-bas, et *Militanti politici di base* (1970), dédié à la mémoire de Giovanni Bottaioli.

Cela ne l'empêcha nullement de continuer une activité militante dans les années 1960 et 1970 : en 1966, il fut à l'origine du groupe Karl Marx, composé de cheminots, d'enseignants et de quelques étudiants, auquel s'agrégea en 1970 le Comité d'action ouvriers-étudiants-enseignants.

C'est surtout après sa mort, survenue accidentellement en montagne le 27 avril 1975, qu'apparut tout l'apport de Montaldi à l'historiographie internationaliste : *Korsch et les communistes italiens* (1975), *Essai sur la politique communiste en Italie* (1976). En 1994 a été publié le recueil d'articles

publiés dans différentes revues et journaux (dont ceux parus dans *Battaglia comunista* et *Prometeo*) ainsi que quelques inédits sous le beau titre de : *La Nécessité de rêver. Écrits 1952-1975*.

Malgré tout ce que l'organisation daméniste devait au très brillant publisciste, dans les années noires 1952-1962, elle ne dissimula pas son désaccord sur la question du « partisianisme prolétarien». Montaldi, en effet, prétendait que le PCInt, malgré sa base de classe, était «*resté en dehors des événements à la différence de* Il Lavoratore*, un groupe de militants appartenant un temps à la* Sinistra *qui participèrent à la Résistance* ***parce qu'ils voulaient la porter sur les rails de la guerre de classe****, comme c'était l'intention de la 'base' partisane et communiste*». Or, la rupture avec le groupe de Bruno Fortichiari (*Il Lavorator*e) fut justement la précondition de la formation d'un parti internationaliste, le PCInt fondé en novembre 1943.

Sources : Costanza Bertolotti, *Archivio Danilo Montaldi, Inventario*, Archivio di Stato di Cremona. – Stefano Merli, *L'altra storia. Bosio, Montaldi e le origini della nuova sinistra*, Milan, Feltrinelli, 1977. – «Relazione di Arturo Peregalli presentata al Dibattito su Danilo Montaldi tenuto il giorno 1.2.1992 presso il Centro Sociale Scaldasole di Milano », http://www.avantibarbari.it/news.php?sez_id=6&news_id=439 – «Danilo Montaldi. Luci e ombre di un rivoluzionario. Ma giù le mani! gli stalinisti», *Prometeo* n° 11, juin 1996, p. 33-38.

Œuvre : *Korsch e i comunisti italiani. Contro un facile spirito di assimilazione*, Samonà e Savelli, Rome, 1975. – *Saggio sulla politica comunista in Italia (1919-1970)*, Ed. Quaderni piacentini, Piacenza, 1976. – *Bisogna sognare. Scritti 1952-1975*, Colibrì, Paderno Dugnano (Milan), juillet 1994.

MONTI (Balilla), dit BALILLA, ouvrier blanchisseur, maçon, manœuvre, tourneur : né à Forlì (Émilie-Romagne) en 1900. Communiste en 1921, il s'exila clandestinement en France en 1923. Installé à Bezons (Seine), il fut embauché comme tourneur et soutint ardemment la Gauche communiste en exil. En 1925, il fut arrêté à la frontière en tentant de rentrer en Italie. Relâché, au bout de 15 jours, il s'affronta très vite aux fascistes et dut vite s'enfuir en France. Il est membre fondateur de la Fraction de la gauche communiste à Pantin en avril 1928. Il dut souvent affronter physiquement les «cerbères staliniens», tandis que son esprit rebelle le conduisait à changer souvent d'entreprise. Pendant la guerre, il intervient dans les réunions clandestines de la Fraction italienne à Toulon et à Marseille, avec Aldo Lecci, Giovanni Bottaioli, Turridu Candoli et Giulio Bertazzo («Pataro»). Après la guerre, il retourna en Italie, adhéra au PCInt et contribua à la formation de la section de Forlì (Émilie-Romagne). Il fut l'organisateur d'une grève fameuse à l'Eridania qui lui valut d'être licencié.

«Il reprit alors le chemin de Paris, mais tous les six mois, il retournait batailler à travers les rues et les places de sa cité».

Lors du Congrès de Florence (mai 1948), il soutint le contre-rapport de Perrone (*Vercesi*). Il suivit après 1952 la tendance Bordiga-Maffi. Il est mort à Forlì le 2 août 1983.

Sources : ACS CPC, busta 3378. – «70 anni fa – Un ricordo dei primi compagni del PCInt», http://www.leftcom.org/it (gli internazionalisti, Tendenza Comunista Internazionalista). – «L'agitazione degli zuccherieri», *Battaglia comunista* n° 26, 28 sept.-5 oct. 1946. – «Compagni scomparsi», *Il programma comunista* n° 8, 1er oct. 1983, p. 5.



Jeannine Morel, Paris, 1942.

MOREL (Jeannine), dite JEANNINE, sténodactylo : Née à Paris, le 3 septembre 1921, fille d'une couturière et brodeuse, Janine Morel se retrouva orpheline de son père en 1932, lorsque

celui-ci, artisan d'un atelier de fourrure, fit faillite et se suicida victime désespérée de la Grande Crise.

En 1937, elle adhéra au Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ), fortement influencé par les anarcho-syndicalistes et les trotskystes. Elle sympathisa et collabora avec les Jeunesses socialistes révolutionnaires et le Parti ouvrier internationaliste, tous deux trotskystes.

Pendant la guerre, après la dissolution du CLAJ en décembre 1940, elle s'intégra dans un travail de diffusion des journaux clandestins trotskystes *La Vérité* et *Arbeiter und Soldat*, créé par le Berlinois Martin Monath (*Paul Widelin*).

Elle fut arrêtée le 20 août 1942, suite au démantèlement d'un réseau trotskyste de faux papiers, le groupe de Mathias Corvin (1911-1983). Détenue, elle ne fut libérée que le 31 décembre 1943.

Elle s'associa politiquement à Raymond Hirzel, Marcel Pelletier (1921-1977), son futur compagnon, et Roger Bossière, un membre du Groupe Révolutionnaire Prolétarien (GRP), formé par Pavel et Clara Thalmann, *Laroche* (Szajko Schönberg), Pierre Lanneret et Maximilien Rubel, un noyau internationaliste qui combattait tous les fronts impérialistes. Ils constituèrent une «fraction» clandestine – qui prit le nom de «Contre le courant» à l'intérieur du PCI trotskyste, lui-même clandestin. Cette fraction récusait toute idée d'État ouvrier et caractérisait l'URSS comme capitalisme d'État.

Jeanine Morel, qui était aussi en contact avec les RKD, tapait tous les textes. En octobre 1944, avec ses camarades parisiens et toulousains, elle quitta le PCI et s'intégra dans l'Organisation communiste révolutionnaire (OCR). Ce fut pour peu de temps, car elle quitta avec Hirzel et Pelletier ce groupe en reprenant le titre *Contre le courant*.

Cette micro-scission s'intégra en janvier 1946 dans la Fraction française de la Gauche communiste, bordiguiste, entité qui perdura jusqu'à mai 1950.

Avec Marcel Pelletier, son mari, elle noua des contacts indirects avec Socialisme ou Barbarie, par l'intermédiaire du travail mené à Renault-Billancourt autour du bulletin *Tribune ouvrière*, avec Raymond Hirzel, Jacques Gautrat, Pierre Blachier, mais aussi Gil Devillard et Pierre Bois (à l'origine de «Voix ouvrière», trotskyste).

Elle participa dès 1958, «avec sa modestie et sa serviabilité légendaires», à «Information et Liaisons ouvrières» (ILO), «Informations et Correspondance Ouvrières» (ICO), puis à «Échanges et Mouvement» (animés essentiellement par Henri Simon). Ce fut souvent en affrontant toutes les vicissitudes de la vie (divorce, éducation des enfants), qu'elle maintint intact son engagement pendant près de 40 années. Elle est morte à Paris le 22 janvier 1998.

Sources : «Disparitions : Jeannine Morel», *Échanges* n° 86, Paris, janvier-mars 1998, p. 52. – Paolo Casciola & Claudine Pelletier-Benmansour (dir.), *Hommage à Jeannine Morel (1921-1998)*, *Quaderni del Centro Studi Pietro Tresso* n° 15, Florence, et GET, Fontenay-aux-Roses, janvier 1999. – Ph. Bourrinet, Maitron en ligne : Martin Monath (*Paul Widelin*, *Paul Wentely*, *Victor*).

MORGANTI (Angelo), concierge, ouvrier : né à Cetona (Siena) en 1900. Agissant dans la résistance romaine, il est déporté en 1944 à Dachau. De retour en 1945, il s'établit à Bergame, où il adhère au PCInt. Il déploie une activité en direction des jeunes en 1946. Il semble qu'il ait quitté son organisation en 1947-48.

Sources : ACS CPC busta 3411. – «Vita di Partito», *Battaglia Comunista* n° 9, 24-31 mars 1946; n° 13, 20-27 avril 1946; n° 15, 4 mai 1946. – Dino Erba, *Dizionario...*, op. cit.





Eugenio Moruzzo, vers 1923 ? (Supplemento dei sovversivi del *Bolletino delle ricerche* della P.S.)

MORUZZO (Eugenio, Vittorio), mécanicien : né le 24 janvier 1898 à Romito d'Arcola (La Spezia, Ligurie), jeune adhérent au PSI, il est élu en 1920 conseiller municipal de Sarzana (La Spezia), qui fut en 1805 l'ancien chef-lieu d'arrondissement du département des Apennins. Inscrit au PC d'Italie en janvier 1921, il devient secrétaire de la section des jeunes communistes (FGCI) de la localité. En juillet 1921, à Sarzana, les fascistes rencontrent une résistance inattendue de la population laborieuse, qu'Angelo Tasca devait remémorer : « … *des groupes armés, sortant des campagnes environnantes et aidés par les paysans exaspérés donnent la chasse aux fascistes, qui laissent une dizaine de morts, pendus aux arbres ou noyés dans les marais, et plusieurs dizaines de blessés*», la force publique intervenant alors pour sauver les squadristes en déroute.

En 1922 les fascistes mirent fin à la gestion socialiste de Sarzana, le soumettant lui-même au *manganello*. Soumis à un mandat d'arrêt pour «tentative d'homicide» sur un fasciste, il dut s'enfuir en France, s'installant à Marseille en 1923. Il y assuma la charge de secrétaire administratif des communistes italiens du Sud-Est. Il travailla avec Bruno Bibbi et Luigi Bello dans le même établissement métallurgique de Marseille : les Aciéries du Nord (ADN), spécialisées dans la réparation des wagons et locomotives, créées à l'initiative de Bruno Roberty (1878-1950) qui, ne pouvant livrer sa production d'huile faute de moyens de transport, adjoint à son huilerie un atelier mécanique de réparation de wagons. Expulsé officiellement de France en 1927, il vit dans la clandestinité, travaillant au noir comme mécanicien et ouvrier agricole.

Hébergeant Michelangelo Pappalardi, alors proche de Karl Korsch, à Marseille, il en suivit les idées. De 1927 à 1930, il collabora au *Réveil communiste*, puis à l'*Ouvrier communiste*. Hébergé à Paris en 1930 par André Prudhommeaux, il retravailla de nouveau à Marseille, la préfecture fasciste de La Spezia le signalant toujours comme «communiste dangereux» et «terroriste». Très hostile aux staliniens italiens, il maintint ses convictions, et ne semble pas avoir quitté la France à la fin des années 30.

Sources : ACS CPC, busta 3433. – Angelo Tasca (A. Rossi), *Naissance du fascisme. L'Italie de l'armistice à la marche sur Rome* (1938), Gallimard, Paris, 1967. – Fausto Bucci et Paolo Casciola (éd.), Amadeo Bordiga: Lettere a Bruno Bibbi, Piero Corradi, Eugenio Moruzzo, Michelangelo Pappalardi e Lodovico Rossi (1925-1926), *Quaderni Pietro Tresso*, Florence, 1998. – Antonio Bianchi, *La Spezia e Lunigiana. Società e politica dal 1861 al 1945*, Franco Angeli, Milan, 1999.



Nale (Pompeo), photo NKVD.

NALE (Pompeo) (1901-1938), ouvrier agricole; mécanicien : né le 12 mars 1901, originaire de Zevio (Vérone), il fait son service militaire de 1919 à 1921. Il est inscrit aux Jeunesses socialistes de 1916 à 1923. Il vécut en Italie jusqu'en 1924. En septembre 1924 il est arrêté à Berlin par la police incarcéré à la prison d'Alexanderplatz, puis à celle de Spandau, près de Berlin, où il reste jusqu'à fin octobre.

Il passe alors en URSS et devient citoyen soviétique, non inscrit au PCR, résidant à Voskresensk, dans la région de Moscou. Il travaille au combinat chimique de Voskresensk, comme mécanicien du funiculaire de la mine de phosphates Lopatinskij. Inscrit au parti russe de 1927 à 1931, il est arrêté par le NKVD en 1933, puis relâché. Il sera de nouveau arrêté en 1935.

Dans le procès-verbal du 21 septembre 1937, il «avoue» avoir eu des liens avec «le centre illégal trotskyste» formé autour de «De Leone, Trovatelli et Silva (Monotov) en 1925, 1927, 1930 et 1937». La première réunion, celle de 1925, avait eu lieu à l'hôtel Lux avec Verdaro et Silva pour discuter avec Bordiga son rapport au Ve congrès du Komintern. Il s'accuse de rapports avec «l'espion De Leone» : «En 1926, travaillant dans la ville de Nikolaev sur les chantiers navals, j'ai récolté des informations sur le nombre de vaisseaux de guerre radoubés ou en construction et sur leur armement, mais aussi sur la capacité de production des chantiers navals, j'en ai référé à l'espion étranger De Leone, qui a transmis ces informations à un État étranger».

Accusé de participation à une «*organisation terroriste et d'espionnage contre-révolutionnaire trotskyste-bordiguiste*», mais aussi de préparation «d'attentats contre des membres du politburo», il est condamné à mort le 14 mars 1938, et exécuté le même jour à Moscou.

Il fut «réhabilité» par la procurature militaire de Moscou le 14 juillet 1956.

Sources : ACS CPC, busta 3478. – Dossier «Nale Pompeo», *1937-1968*, GARF, Fonds des actes d'instruction 10035, op. 1, P-26351, cc. 35. – Fausto Bucci et Rossano Quiriconi (avec Claudio Carboncini), *La vittoria di Franco è la disfatta del proletariato… Mario De Leone e la rivoluzione spagnola*, La Ginestra, Follonica, 1997.

NARDINI (Roger), dit ROGER II, enseignant, né en 1936 : Entré à «Programme communiste» en 1958, il anima le groupe de Toulon, lorsque Camatte, enseignant lui aussi, fut muté à Paris. Il quitta le «Parti» en 1966. Après l'implosion du PCI «bordiguiste» en 1982, il collabora dans les années 90 et après aux *Cahiers du marxisme vivant*, groupe de réflexion théorique fondé par Suzanne Voute.

Sources : Benjamin Lalbat, *Les bordiguistes sans Bordiga. Contribution à une histoire des héritiers de la Gauche communiste italienne en France. Des racines de Mai 68 à l'explosion du PCI (1967-1982)*, Université d'Aix-Marseille, master 2 (dir. : Isabelle Renaudet), sept. 2014, 320 p.

NATANGELO (Furio), dit TOTÒ, Antonio BELFIORE (1894-1959), métallo, tourneur : né à Barra (Naples), mort à Naples.

Cet ouvrier napolitain que Bordiga appela toute sa vie «*notre excellent camarade*», «*animé d'un sûr instinct de classe*», se fit embaucher à Turin pendant la première guerre mondiale, ayant déserté «*pour ne pas tuer ou se faire tuer pour les intérêts de la bourgeoisie*». Il changea d'identité, militant sous le nom d'Antonio Belfiore. À la fin de la guerre, de retour à Naples, il travaille comme tourneur aux Ateliers aéronautiques du Midi [Officine Aeronautiche Meridionali (OFM)], déployant une activité syndicale très vigoureuse dans la FIOM (Fédération des employés et ouvriers métallurgistes).

Jeune socialiste depuis 1912, il adhéra à la Fraction abstentionniste du PSI, dirigée par Amadeo Bordiga, en 1919. Lors des grandes grèves de 1919, il est le secrétaire de la FIOM napolitaine, et joue un rôle actif dans les occupations d'usines de 1920.

Sa rupture avec la social-démocratie fut définitive : dans un article du 24 avril 1921, il constatait que «*les social-démocrates du monde entier se placent sur le terrain de la contre-révolution. En revanche, on constate que seul le parti communiste a accompli sa tâche de guider les travailleurs de tous les pays sur la voie de la*



grande lutte pour la révolution sociale. Seuls les communistes se situent sur le terrain de la Troisième Internationale, qui ne bavarde pas mais agit par des faits».

Authentique prolétaire, partisan de Bordiga, il fut délégué officiel du parti au IVe Congrès de l'Internationale communiste (Moscou, 5 nov.-5 déc. 1922). C'est là qu'il rencontra Lénine, «soleil de la classe ouvrière», et il eut la «joie incomparable» de lui serrer la main. Cette entrée dans la «mecque du communisme » fut pour lui un éblouissement le marquant jusqu'à la fin de ses jours. À Moscou, affluaient «les représentants des travailleurs du monde entier pour étudier les moyens et forger les instruments de libération de la classe ouvrière», se pressaient «2.000 délégués, parlant les langues les plus diverses et provenant de 64 nations différentes». Et surtout, lors d'une session plénière, Lénine lui serra la main sans le connaître; alors «*Bordiga lui dit que j'étais un métallo et un communiste enthousiaste. Alors il me resserra la main et de nouveau me sourit. Même si j'avais pu me faire entendre de lui je n'aurais même pas pu lui parler. J'avais les yeux pleins de larmes. À l'intérieur de ma poitrine, mon cœur me semblait sur le point d'éclater. Je sentais renaître en moi l'enthousiasme avec lequel, quatre ans auparavant, j'avais amené une de mes sœurs à donner à sa fille née peu de jours auparavant le prénom de Lénine*». Il fut en proie à la révélation mystique du communisme : «*Je n'entendais plus, je ne voyais plus. Mes mains n'étaient plus mes mains*». Il repartit conquis par le bolchevisme russe et put dire à ses camarades prolétaires : «*Camarades, réglons nos montres sur l'heure du Kremlin!*»

En 1924, il s'installa à Milan, menant une activité syndicale et politique. Licencié, il collabora quelques mois à la rédaction de *L'Unità*, et dut regagner Naples. Il retourna en 1926 à Milan, où il fut ouvrier à l'Alfa Romeo.

Avec Ottorino Perrone, secrétaire depuis août 1925 du Comité syndical de Milan – qui publiait le journal *Il sindacato rosso* (Syndicat rouge), il combat la «bolchevisation» du Comité. Ses arguments exprimés publiquement dans *l'Unità* du 9 septembre sont lapidaires : «*La vie et la lutte communistes ne se déroulent pas seulement dans l'usine*».

Comme Perrone, il est destitué de ses responsabilités syndicales. Giovanni Germanetto, le parangon du chef stalinien, lors d'une réunion houleuse, déclara sans ambages que les partisans de la gauche, responsables syndicaux, devaient «se soumettre» s'ils voulaient continuer à être payés comme permanents, ou «se démettre». Natangelo refusa ce chantage.

Il est bientôt arrêté et condamné à la déportation interne, la relégation (*confinato*) le 9 décembre 1926, relâché puis à nouveau envoyé en relégation interne le 6 juin 1927 pour «activité syndicale communiste». Au début des années 30, il sera amnistié, peut-être en raison de ses qualifications professionnelles et pourra retravailler comme tourneur.

Toujours «sur la brèche», même surveillé par la police, fidèle à la gauche même dans la période noire des années 30, il mène une très discrète activité de contacts individuels avec les anciens de la gauche communiste à Naples et à Milan. En novembre 1937, la police fasciste constate qu'il rencontre souvent Bordiga et qu'il en «partage pleinement le point de vue». Après la chute de Mussolini, il réapparaît au grand jour : en 1944, il est un élément actif de la Frazione di sinistra dei comunisti e socialisti italiani à Naples, formée par Bordiga et d'autres. En mai 1945, celle-ci fusionnera avec le Partito Comunista Internazionalista (PCInt) créé en novembre 1943.

Furio Natangelo resta fidèle à Bordiga et au PCint, même après la scission de 1952, jouant un rôle d'autorité morale, vivante expression d'une «continuité organique» avec l'Internationale communiste du temps de Lénine.

Mort en février 1959, il était animé – selon Bordiga – d'une «impétuosité de militant trempé dans l'acier, étranger aux sentiments d'abattement et d'incertitude»; il faisait preuve d'une «fermeté toute simple», d'une «*fidélité naturelle aux principes*», d'un «*enthousiasme communicatif dans la lutte*». Même attaché indéfectiblement au mythe léniniste, il porta toujours une espèce de «foulard noir de type anarchiste». Il fut un «*semeur à défaut d'être encore un lutteur, martelant ses phrases à défaut de*

marteler l'acier, jeune, enthousiaste, fidèle, infatigable, à l'image de celui qui n'a jamais trahi, quoi qu'il lui en coûte».

Sources : ACS CPC, busta 1226, «Relazione confidenziale del numero «630», 9 nov. 1937». – Antonio Natangelo , «Ciò che pensa un operaio», *Il Soviet*, 24 avril 1921. – «Como vidi Lenin», *Prometeo*, n° 2, 15 février 1924. – «Contro o per il 'confusionismo'», *L'Unità*, 9 sept. 1925. – (Bordiga) «Antonio Natangelo, un militante esemplare», *Il programma comunista*, n° 4, 27 février-10 mars 1959. – *Paolo Spriano, Storia del Partito Comunista Italiano, vol. I, Turin, Einaudi, 1967*. – Nicola De Ianni, *Operai e industriali a Napoli tra grande guerra e crisi mondiale: 1925-1929*, Droz, Genève, 1984.

NERI (Romeo), «propriétaire» (*sic*) [selon la police fasciste], ouvrier : né à Bertinoro (Forlì, Émilie-Romagne) en 1881, adhéra en 1897 au PSI et fut l'un des plus actifs organisateurs d'unions d'ouvriers agricoles de la Romagne. Il est arrêté en juin 1914 pour sa participation à la Semaine rouge d'Ancône; il anime par la suite des mouvements de protestation contre la guerre. En janvier 1921, il adhère au PC d'Italie et s'affronte militairement à plusieurs reprises aux fascistes. Il est arrêté en 1932 pour «subversion» et en 1937 pour tentative d'émigration.

Après 1945, il adhère au PC Internationaliste et milite dans la section de Forlì, au côté de Gastone Giuliani (un ancien partisan), Turiddu Candoli (*Alfredo*) et Balilla Monti, anciens de la Fraction à l'extérieur. Lui et ses camarades participèrent ou aidèrent activement la grève de septembre 1946, à la sucrerie Eridania de Forlì. Déjà très âgé, il demeura fidèle à la tendance de Bordiga et Maffi jusqu'à sa mort survenue en août 1976.

Sources : ACS CPC busta 3525. – *Il programma comunista* n° 17, 24 sept. 1976.

NESIC (Karl) : né le 10 mars 1945 dans une famille de cheminots et de mineurs. Il adhéra vers l'âge de 16 ans à « Socialisme ou Barbarie » qu'il quitta vers 1963. Engagé dans Pouvoir ouvrier, il participa à son activité jusqu'à sa dissolution en 1969.

Toute sa vie, il participa à un «mouvement communiste», à mi-chemin des gauches communistes italienne et germano-hollandaise. Au cours d'une difficile existence de prolétaire, souvent marquée par la précarité et le chômage, il exerça différents métiers : employé de bureau, agent d'entretien, éducateur de prévention, photograveur.

Vers la fin des années 90, il participa avec Gilles Dauvé à l'expérience de troploin, publiant ensemble un certain nombre de textes consacrés au processus de sortie du capitalisme : la «communisation».

Il résuma, en 1996, son itinéraire de prolétaire communiste où il n'était «pas de ce monde» (Gracchus Babeuf, 1795), par cet appel à ne jamais désarmer face au capital :

«*Tout en étant persuadé qu'en dehors des périodes révolutionnaires la théorie communiste ne peut être que minoritaire, parcellaire et éclatée, j'ai tenté cette réflexion à la suite de tant d'autres, parce que ces problèmes et ces interrogations sont parties intégrantes d'une histoire qui est aussi la mienne. Prolétaire, et je ne tire de cette affirmation ni gloire ni vanité particulière, elle exprime simplement ma réalité sociale, j'ai participé, depuis plus de trente ans, à bon nombre de luttes, j'ai participé ainsi à tous les espoirs mais aussi à toutes les déceptions, sans pour autant sombrer dans le pessimisme qui est de mode aujourd'hui. Trente ans d'activités communistes sous des formes et dans des structures diverses ne se terminent pas aujourd'hui. Je ne suis pas chez moi dans cet univers qui n'est pas le mien et qui ne le sera jamais, je veux continuer à travailler à sa perte et à sa transformation radicale. Contrairement à tous ceux qui font preuve de réalisme et qui font de nécessité vertu, je persiste à penser que la lutte pour le communisme est la seule chose réellement digne d'intérêt. En dépit des apparences, je ne désarme pas et j'affirme qu'à tout prendre il vaut mieux vivre debout que couché par l'acceptation de cette société et de ce qu'elle tolère même par ailleurs comme critiques normatives. Abandonner l'exigence de la nécessaire transformation révolutionnaire du monde, c'est se condamner à mourir comme membre de la communauté humaine, c'est vouloir le triomphe définitif du capital. Je ne suis rien, je veux être tout*» (*Un autre regard sur le communisme et son devenir,* p. 26-27).

Karl Nesic est décédé le 14 janvier 2016.



Sources : site troploin : http://www.troploin.fr/node/86. – Karl Nesic : *Un autre regard sur le communisme et son devenir*, L'Harmattan, 1996; *Crise sociale/Mythes et réalités*, L'Harmattan, 1996. – (avec Gilles Dauvé) : *Prolétaire et travail une histoire d'amour ?*, troploin, 2002; *Communisation : un 'appel' et une 'invite'*, 2004; *Contribution à la critique de l'autonomie politique*, 2008; *Au-delà de la démocratie*, L'Harmattan, 2009; *Communisation*, troploin, 2011.

NONNI (Vittorio) : né le 5 mars 1901 à Sienne (Toscane). Syndicaliste, il adhéra très brièvement au fascisme. En 1923, il émigre clandestinement en France, et s'inscrit rapidement au PC italien. À partir de 1927, il adhère à la Fraction italienne. Expulsé de France, il vit en Belgique à Bruxelles à partir de 1929. Le 16 septembre 1941, en cherchant à rentrer en Italie par le Brenner, il est arrêté, interrogé par la police et envoyé dans un isolateur («confinato»). Il revint en Belgique après la guerre, maintenant des contacts avec Ottorino Perrone.

Sources : ACS CPC, busta 3557. – Anne Morelli, *Les «communistes de gauche» italiens en exil en Belgique*, Bruxelles, 1992.

PACE (Renato), dit ROMOLO, mécanicien : né le 18 avril 1903 à Rome, jeune apprenti, il adhère au PSI en 1918, puis au PCd'I, lors de sa constitution. Vers 1924-1926, il est secrétaire de la Fédération des jeunesses communistes du Latium. En décembre 1926, il est assigné à résidence pour cinq années. Il est arrêté en janvier 1927 lors d'une réunion clandestine. Il est déporté à Ustica, puis à Ponza. Avec Bordiga et presque 40 communistes opposants, il vote contre le document du chef stalinien Giuseppe Berti qui réclamait en 1929 la condamnation de Trotsky. Il est libéré de l'île de Ponza le premier janvier 1932 et rentre à Rome, où il est sous haute surveillance. Il est exilé de nouveau à Ponza, et lors d'une «permission» à Rome (décembre 1932) pour rendre visite à son père tombé malade, il déjoue la surveillance policière et s'enfuit en Yougoslavie. Il passe par l'Autriche et la Suisse, et rejoint Paris en mars 1933. Il est exclu officiellement du PC de Togliatti, en même temps qu'Emilio Lionello, en 1933. Là Giuseppe Berti lui propose de rejoindre le «paradis socialiste». Il refusa, ayant reçu les lettres du communiste dissident Luigi Calligaris, lui décrivant la véritable situation des travailleurs soviétiques. Il prend contact avec Piero Corradi et adhère à la Fraction communiste italienne.

Avec la minorité de la fraction, il se rend en Espagne à l'automne 1936 pour combattre dans les milices poumistes (colonne Lénine), puis anarchistes. Après la militarisation de celles-ci, il est l'un de ceux qui restent en Espagne; il travaille comme tourneur dans l'usine d'armement de Saillent. La police fasciste le surveille et en mars 1937 le définit comme «un élément violent et dangereux pour l'ordre public». En mai 1937, il se bat contre les staliniens et leur police à Barcelone. Il travaille encore en usine en Espagne, qu'il abandonne à la fin de l'année. Il adhère à l'Union communiste jusqu'à la guerre. Il est interné par les autorités françaises le 24 décembre 1941, puis remis aux autorités fascistes en mai 1942, et condamné à une relégation de 5 années.

Il est libéré en août 1943 et s'engage comme partisan dans la brigade Matteoti (organisation armée du PSIUP), qui opérait autour de Rome. Par la suite, responsable du PCInt à Rome en 1945 dont il fut membre jusqu'en 1965, date de son expulsion de la section romaine.

Sources : APC CPC, busta 3633. – «Comunicato, Scioglimento della Federazione romana», *Battaglia comunista* n° 10, octobre 1965. Fausto Bucci & Rossano Quiriconi, *La vittoria di Franco è la disfatta del proletariato… Mario De Leone e la rivoluzione spagnola*, La Ginestra, Follonica, 1997. – Dino Erba, *Dizionario*…, 2015

PADELLARO (Salvatore Libertino), dit TURI, né à Catane (Sicile) vers 1936 : très jeune, il s'engagea (vers 1956) dans les Groupes anarchistes d'action prolétarienne [Gruppi Anarchici d'Azione Proletaria (GAAP)] fondés par Cervetto et Parodi.

Il adhéra au groupe «programma comunista» à la fin des années 50, à Milan, puis partit avec sa famille vivre en Algérie d'où il revint en 1969, pour s'établir près de Venise.

Dans des thèses sur la 'conquête spatiale' (mai 1961), il critiquait une vision simpliste de la «décadence historique d'une classe» dans l'histoire, soulignant que cela «*ne comporte pas nécessairement une régression de la pensée scientifique. Celle-ci, au contraire, peut être susceptible d'évolution*».

L'erreur est double : considérer que le lancement de satellites artificiels «n'a pas de valeur scientifique authentique» et «nier absolument que l'homme puisse voyager un jour dans l'espace… ». Cette aveugle double négation exprime « … *une position anti-évolutionniste*».

Par ce dernier trait, il visait les positions de Bordiga, exprimées maintes fois dans 'programma comunista», qui niait la possibilité de vols habités, sinon par les robots.

En 1975, ayant cessé depuis longtemps d'être membre du «parti», il est l'initiateur des Edizioni sociali de Borbiago (Venise), qui mettaient fin à la religion de l'anonymat en republiant sous ses prénom et nom des travaux de Bordiga (sous forme de livre), comme le «Dialogue avec Staline» (*Dialogato con Stalin*), le «Dialogue avec les morts» (*Dialogo coi morti*), mais aussi des articles de Perrone comme *La Tattica del Comintern*.

Un an après, en 1976, et en réponse à cette initiative, naissaient les éditions Iskra (sous la responsabilité d'Alberto Clima), une maison d'édition parallèle à celle de «programma comunista», qui à son tour publia sous le nom de Bordiga des textes importants du *maestro*, restés anonymes : *I fattori di razza e nazione nella teoria marxista* [Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste] (1976), *Drammi gialli e sinistri della moderna decadenza sociale* [Sinistre roman noir de la décadence sociale moderne] (1978), *Proprietà e capitale* (1980), etc.

Sources : (Walter Manfredo), *Scienza e rivoluzione*, vol. I et II, Quaderni Internazionalisti, Turin, mars et avril 1999. –«Tesine relative alla 'questione spaziale'», mai 1961, in Sandro Saggioro, *In attesa…*, op. cit.

PAGANO (Ferdinando), dit PAGANIELLO, ouvrier; enseignant : né à Torre Annunziata (Naples) en mai 1923, dans une famille prolétarienne, il fut surnommé comme son père *Paganiello*. Son père était un militant connu du PC d'Italie, actif à la Bourse du travail de Torre Annunziata, ville dominée par les chantiers navals de l'ILVA et l'industrie chimique (Lepetit). Orphelin à l'âge de 15 ans, il dut travailler tout en fréquentant l'école. Il en fut expulsé en 1939 pour refus de faire le salut romain et d'entonner la Marche royale (*Marcia Reale*), l'hymne national du Royaume d'Italie depuis 1861.

A la fin de l'année 1939, il fonda avec une douzaine de jeunes de son âge (étudiants et apprentis), un petit groupe clandestin marxiste : le Gruppo Karl Marx, ayant pour but de faire de la propagande contre la guerre parmi les ouvriers de Torre Annunziata. Ces jeunes restèrent autonomes par rapport au Parti communiste, préconisant le défaitisme révolutionnaire et la lutte contre tout Etat bourgeois. Leur orientation ne se faisait pas encore contre l'URSS de Staline, considérée comme « phare de la révolution prolétarienne ».

Après l'incendie de la maison locale du *fascio*, il fut arrêté, passant son temps entre maison de correction et retour à la maison, sous surveillance administrative.

Enrôlé dans l'armée entre le 25 juillet et le 8 septembre 1943, il chercha à organiser une désertion collective, en gardant les armes en vue de la guerre civile qui se préparait.

Retourné à Torre Annunziata, occupée par les forces anglo-américaines, il s'impliqua dans tous les mouvements de grève de la région, une activité qui le conduisit à affronter le parti de Togliatti. Il adhéra donc au PCInt en 1945. En juin de la même année, il est licencié de l'ILVA pour son activité politique.

Il devint un point de référence de l'opposition ouvrière au parti communiste qui non seulement dénonçait les internationalistes, mais recyclait en ses rangs les anciens fascistes. A un moment donné, le service d'ordre du PCI défendit le siège du MSI (lors de l'attentat contre Togliatti) contre un groupe d'ouvriers en grève mené par *Paganiello* ! Au cours des années suivantes, il collectionna les dénonciations et procès pour ses activités politiques.

Après 1952, il suivit la tendance Bordiga-Maffi-Perrone, mais pour peu de temps. Avec Gennaro Fabbrocino (Faber), et tout le groupe local «programmiste», il entre en dissidence contre l'esprit «aristocratique» porté par le «Parti» bordiguien. Toute la section adhère en 1960 au PCInt



(«Battaglia Comunista») de Damen. Mais, comme Fabbrocino, il s'en éloigne à la fin des années 60 pour adhérer à l'organisation maoïste «*Servire il popolo*», plus « cohérente » selon eux dans la conception de la dictature du prolétariat !

Il finit par revenir à l'organisation daméniste dans les années 70. Son œuvre théorique et politique se traduisit par la publication d'une brochure en 1988, sur le thème de l'antifascisme et de l'anti-antifascisme.

D'un caractère d'acier, il réussit à entreprendre, tout en travaillant le jour, des études d'économie et de commerce qui lui permirent d'enseigner. Cette activité pédagogique lui permit de rester toujours en contact avec les jeunes, d'en connaître les tendances et les espoirs, et de mener une progagande argumentée pour l'abolition du système capitaliste.

Il est mort à Torre Annunziata en octobre 2011.

Œuvre : F. Pagano, *Antifascismo e anti-antifascismo: stessa strada anticapitalistica, due persecuzioni*, Modestino La Femina, Torre Annunziata, 1988, 152 p.

Sources : D.S., Ferdinando Pagano, detto Paganiello (Maggio 1923–Ottobre 2011), site web leftcom.org. – Sandro Saggioro, *Né con Truman né con Stalin...,* op. cit., 2010. – Dino Erba, *Dizionario*…, op. cit., 2015.



Robert Pagès, dit *Rodion*

PAGÈS (Robert), dit RODION, psychologue social : Né à Belmontet (Lot) le 25 août 1919, mort le 25 juillet 2007. Issu d'une famille paysanne occitane de tendance socialiste, Robert Pagès perdit son père en 1922. Lycéen à Cahors, il fonda en 1935 une section locale de la Ligue internationale des combattants de la paix. Pendant ses études supérieures à Toulouse puis à Paris en 1937-1939, il devint marxiste.

Très critique à l'égard du Parti communiste, il fut cependant conduit, en 1941, à y entrer par des responsables trotskystes de passage à Toulouse alors qu'il était mobilisé. Militant clandestin, il mit sur pied l'organisation régionale des étudiants communistes qui groupa une soixantaine de militants en groupes cloisonnés. En contact avec un militant trotskyste toulousain Sania Gontarbert (1916-2000), d'origine russe, qui lui transmettait *La Vérité*, organe du Parti ouvrier internationaliste, Robert Pagès eut des discussions avec des intellectuels de culture marxiste comme Lucien Goldmann (1913-1970) et Joseph Gabel (1912-2004).

La réflexion sur la nature de l'URSS stalinienne et le chauvinisme du Parti communiste le conduisirent à rompre avec le PCF en 1943 et à passer au POI (Parti ouvrier internationaliste) avec la quasi-totalité de l'organisation dont il était responsable. Outre la formation et la réflexion théorique, le groupe ainsi constitué fit une propagande « large » avec le journal *Front ouvrier* et mena une agitation en direction des soldats allemands, en coopération (conflictuelle) avec la MOI (Main-d'œuvre immigrée, organisation de la CGTU stalinienne).

La réflexion du groupe rencontra celle des RKD (Communistes révolutionnaires d'Allemagne, avec Georg Scheuer (*Armand*) et celle de militants parisiens (Raymond Hirzel). Les problèmes de la défense inconditionnelle de l'URSS et d'un « capitalisme d'État impérialiste » furent approfondis et permirent de rendre compte des distorsions et contorsions du « marxisme » stalinien et d'une « tendance mondiale longue, compatible parfois avec des mécanismes de marché secondaires ». Cette évolution se traduisit pour le groupe toulousain (dont le secteur du Tarn avec Jacques Gautrat) par la rupture avec le trotskysme. C'était là une conclusion

organisationnelle qui devait devenir un peu plus tard, sur des positions politiques voisines, celle de Claude Lefort et Cornélius Castoriadis avec *Socialisme ou Barbarie*.

La délégation toulousaine au congrès du Parti communiste internationaliste (Paris, 1944) avec Robert Pagès et Jean Porte rompit officiellement avec le trotskysme. En octobre 1944 eut lieu à Paris une Conférence de contact entre les RKD, les groupes «communistes-révolutionnaires» parisiens, toulousain et lyonnais. Cette conférence donna naissance à l'Organisation communiste révolutionnaire (OCR).

Pagès, installé dès lors à Paris, contribua à fonder et rédiger le journal *Le Pouvoir ouvrier* (14 numéros), la revue *Marxisme* (2 numéros), puis *Communisme* (11 numéros, 1 suppl. et 3 numéros spéciaux, de mars 1945 à juillet 1946), dont six numéros réalisés après le départ des RKD. Sous un nom d'emprunt, Pagès se fit embaucher comme manœuvre dans une usine métallurgique de Puteaux (Seine), d'où il fut licencié après une grève. Mais l'unité des communistes révolutionnaires se brisa net : il y eut pendant quelque temps deux *Pouvoir ouvrier* (le deuxième sans article), un groupe de Paris ayant rompu avec les RKD et leurs partisans. Des contacts furent alors noués internationalement avec le PCInt, des «luxembourgistes» et des anarchistes. Le fractionnement accéléra l'élaboration politique dans un noyau de l'OCR, groupé autour de *Rodion*, Pierre Gangnet, Goldstern (Annie), Maurice Gouarin (Yvon) avec les Toulousains.

Ce noyau réduit publia irrégulièrement de 1946 à 1949 le *Bulletin d'études révolutionnaires* tandis que l'OCR se transformait en 1947 en Groupe d'études et de coopération égalitaire (GECE).

Au cours de cette période, Rodion noua des rapports politiques avec le cercle de Paul Mattick, qui lui répondit une longue lettre politique en date du 14 août 1946. Mattick y explicitait ce que pourrait être une base d'accord : «*Le défaitisme révolutionnaire dans la guerre impérialisme est tout à fait ambigu, nous pouvons néanmoins y souscrire. La formule* 'contre le fascisme et l'antifascisme' *nous plait beaucoup. Nous ne pensons pas, cependant, que la Révolution d'Octobre ait eu un caractère prolétarien. Naturellement, nous sommes d'accord que la Russie est un État capitaliste…* (en Russie), *il y a une classe capitaliste, comme n'importe quelle classe capitaliste antérieurement*». Mattick, loin de partager les conceptions anarchisantes qui se faisaient jour dans l'OCR insistait sur la publication en français des *Questions d'organisation dans la révolution prolétarienne* de Rosa Luxemburg (1904), en réponse aux conceptions de Lénine qu'avait partagées l'OCR auparavant.

À travers la critique du marxisme-léninisme», Pagès se rapprocha de certains courants libertaires : le CLE (avec le *Bulletin du Cercle libertaire des étudiants*, Paris, avril-décembre 1949) et celui d'André Prudhommeaux.

Devenu en 1950 sociopsychologue au CNRS, il mena une activité syndicale (Syndicat national des chercheurs scientifiques de la FEN). En 1968-1969, il anima une «tendance radicale» qui fusionna avec une tendance «gauchiste». Plongé dans l'activité quotidienne, il participa à un comité d'action en mai-juin 1968.

Selon Robert Pagès, sa conception de «l'expérimentalisme social» serait dans la ligne du fouriérisme et du coopératisme de Jean-Baptiste André Godin (1817-1888), qui créa le familistère de Guise.

En 1978, il publia chez Spartacus un choix d'articles d'André Prudhommeaux, *L'effort libertaire, 1 : Le principe d'autonomie*, qu'il préfaça. Resté libertaire, il participa à la rencontre internationale anarchiste de Venise en 1984, ainsi qu'au colloque Anarchica à Lyon en 1987.

Œuvre (choix) : Collaboration aux périodiques cités dans la notice. – «André Prudhommeaux et le choix de l'autonomie (1902-1968)». Préface au recueil d'André Prudhommeaux, *L'effort libertaire,* Paris, Spartacus, 1978. – «Nouveaux savoirs, vieilles ignorances et vieilles discordances entre sexes siamois», «Amour courtois, suzeraineté fluctuante et liberté», communications pour le *colloque Anarchica* à Lyon, 1987. – «La liberté, la guerre et la servitude», in *Un anarchisme contemporain vol. 1 : Les aventures de la liberté*, Lyon, 1985.



Sources : *Bulletin de discussion*, 1945, et revue *Communisme*, 1945-46, Archives Autonomie : http://archivesautonomies.org. – Lettre de Paul Mattick à *Rodion* (14 août 1946), *Bulletin d'études révolutionnaires* n° 7. – Marianne Enckell (Dictionnaire Maitron en ligne). – J.-P. Deconchy, *Hommage à Robert Pagès* (1919-2007) sur le site www.robert-pages.com. – André Demailly, «Robert Pagès», *Documentaliste – Sciences de l'information* 2006, vol. 44, n° 4-5.

PANUNZIO (Mario), dit IL CANE (1920 ?-2000) : fils d'un militant du PC d'Italie à Catanzaro, il participa très jeune au groupe de Francesco Maruca, qui venait de publier en novembre 1943 le premier numéro de *La Voce del popolo*. Après 1945, avec Maruca et d'autres, il collabora à l'hebdomadaire de la section de Catanzaro, qui comptait 200 adhérents : *L'Internazionale comunista.*

Installé à Milan par la suite, il soutint toujours la tendance Bordiga-Maffi. Il gagna son surnom d'«Il Cane» par sa ténacité militante. Il fut pendant longtemps le «ministre des finances» de l'organisation. Lorsque la scission de 1964, conduite par Calogero Lanzafame, vida la section milanaise de sa substance, il maintint la continuité de l'activité dans d'autres locaux.

Il est mort en juin 2000, au terme d'une longue maladie.

Sources : «In ricordo di un militante della prima ora : Mario Panunzio», *Il programma comunista*, n° 5/6, 20 juin 2000, p. 8. – Sandro Saggioro, *Né con Truman né con Stalin,* op. cit.; et *In attesa…*, op. cit.

PAOLUCCI (Giorgio), chef de gare : Né à Foggia (Pouilles) le 3 mars 1946, G. Paolucci a vécu à Catanzaro (Calabre) de 1961 à 1970. C'est là qu'en 1965, il eut son premier contact avec la section du PCInt de Catanzaro fondée par Francesco Maruca. Il adhéra au PCInt en 1967, après avoir rencontré à Catanzaro Onorato Damen auquel il doit sa formation politique. De 1970 jusquà 1993 il a vécu à Milan, où il a travaillé comme chef de gare pour le compte des chemins de fer italiens. De 1970 jusqu'à 2009, il a fait partie du Comité exécutif de son parti. Dans les années 1977-1982, il a participé à toutes les phases des conférences internationales de la Gauche communiste (Milan, Paris et Londres).

La fondation de l'Institut Onorato Damen le 30 avril 2009 entraîna 10 jours plus tard l'expulsion de la section locale du PCInt. La formation de cet institut auquel la section locale de Catanzaro dédiait ses forces apparut à sa direction du PCInt comme une négation de l'intervention dans la lutte de classe. L'Institut s'est en fait formé comme une association se donnant comme but : «*l'étude, la recherche et la divulgation des principes du socialisme scientifique ainsi que celles de l'histoire du mouvement ouvrier italien et international dans le sillon d'une tradition orientée contre le stalinisme et toute forme d'opportunisme qui s'est consolidée au cours du temps, une tradition propre à la gauche communiste internationale*».

Depuis avril 2010, l'Institut publie la revue théorique *D emme D'*, dont certains numéros sont accessibles sur son site web.

Œuvre : Articles in *Battaglia comunista* et *Prometeo* : http://www.leftcom.org/it/articles/giorgio-paolucci. – *I Nodi irrisolti dello Stalinismo*, Ed. Prometeo, Milan, 1989. – *La crisi del Capitalismo – Il crollo di Wall Street*, Ed. Istituto Onorato Damen, Catanzaro, 2009.

Sources : Istituto nazionale per la storia del movimento di liberazione in Italia. Fondo : Stefanini Mauro – Partito comunista internazionalista. Battaglia comunista : www.insmli.it/parrimilano/ – NZ, "Un po' di chiarezza sulla nascita dell'«Istituto Onorato Damen», *Battaglia comunista*, septembre 2009. – Site web : http://www.istitutoonoratodamen.it/



Michelangelo Pappalardi, photos anthropométriques, 1922.

PAPPALARDI (Michelangelo), alias Salvador PANE ou IL PROFESSORE, professeur de lettres



et d'allemand : né le 11 novembre 1896 à Campobasso (Molise), dans une famille religieuse (deux de ses sœurs deviennent nonnes). Docteur en lettres, professeur d'allemand, il avait adhéré en 1918 à la Fraction communiste abstentionniste. Il est impliqué dans un heurt sanglant avec la police de Castellamare di Stabia, en janvier 1921, et arrêté comme «complice» du meurtre d'un maréchal des logis carabinier en avril 1922. Il sera relâché à l'issue d'un procès.

Il s'expatrie en France, d'où il est expulsé le 2 août 1922, il s'installe à la fin de l'année 1922 en Autriche, puis en Allemagne en 1923, où il représente le PCd'I. De retour en France, à Marseille, il démissionne du parti communiste en novembre 1923. En 1926, il est en contact avec Bordiga, dont il traduit, avec Piero Corradi, les *Thèses de Lyon* présentées au congrès de Lille du PCF.

S'étant installé à Paris, il y fonda, en 1926, un «Groupe autonome communiste», dont faisaient partie Lodovico Rossi, les frères Bruno et Renato Pierloni, ainsi que Guglielmo Spadaccini, qui tous venaient d'être exclus du PCd'I. Il noue alors des rapports étroits avec Karl et Hedda Korsch qui se prolongèrent pendant toute l'année suivante. Pappalardi, avec ses camarades de Lyon et Marseille, reste quelque temps dans la Fraction formée autour d'Ottorino Perrone.

Expulsé de France en 1927, il y revint et fonda les «Groupes d'avant-garde communiste»; il publia, jusqu'à la fin de 1929, «Le réveil communiste» (*Il risveglio comunista),* dans les pages duquel il polémiquait avec *Prometeo* sur les questions qui l'avaient amené, en juillet 1927, à la rupture avec les «perronistes» : la nature de l'URSS, le «redressement» du Komintern, les rapports entre léninisme et «marxisme occidental», la nécessité de la Fraction.

C'est à cette date qu'est formé (juillet 1927) le groupe autour du journal *Réveil communiste,* «bulletin intérieur des groupes d'avant-garde communiste», dont le premier numéro sort en novembre et dont le centre se trouvait à Lyon. Il se définissait comme un «groupe de communistes intransigeants». Une rapide évolution le mène vers le communisme de conseils. Constatant que «la dictature du prolétariat en Russie n'est plus une réalité dans le pays de la plus grande révolution de la classe ouvrière», critiquant Bordiga qui s'illusionnait «d'organiser, sur le terrain de la discipline, une résistance sérieuse à la base du Komintern», fustigeant Trotsky qui considérait comme «démocratie ouvrière cette tragique caricature de la dictature prolétarienne qu'est le gouvernement des stalinistes», Pappalardi et ses partisans se rapprochaient de Korsch.

En août 1929, paraissait le numéro 1 de *L'Ouvrier communiste*, organe des «groupes ouvriers communistes», et dont le siège était la librairie des Prudhommeaux à Paris. Il est favorable aux principes du KAPD, dont il traduit des textes en français. Rédacteur, de 1929 à 1931, de *L'Ouvrier communiste*, il écrivait dans le premier numéro : «*Gorter avait raison et Lénine tort. La ligne léniniste a mené aux pires défaites la révolution mondiale a trouvé dans les partis communistes ses saboteurs. Aujourd'hui il ne s'agit plus de sauver le Komintern en se cramponnant désespérément au léninisme comme le fait presque toute l'opposition, il s'agit de condamner, à la lumière de l'expérience historique, le léninisme lui-même*».

Avec André Prudhommeaux, il accueille Gavril Miasnikov en France, au début de 1930. L'absence de révolution, qu'il attendait de la crise de 1929, l'influence grandissante de positions anarchisantes développées par André et Dori Prudhommeaux allaient aboutir à la dislocation du groupe dès la fin de l'année 1931. Auparavant, les époux Prudhommeaux avaient démissionné (*L'Ouvrier communiste*, n° 13, janvier 1931, «Prudhommeaux et sa femme ont f... le camp, tant mieux»), suivis par Jean Dautry (1910-1968), qui deviendra stalinien pendant la guerre). Un important membre français du groupe, l'ingénieur des télécommunications Marcel Bayard (1895-1956), forma un noyau «conseilliste» qui adhéra en 1936 à l'Union communiste d'*Henry Chazé*.

Au moment de la dissolution du mouvement «L'Ouvrier communiste» en août 1931, il reprend contact avec Hedda et Karl Korsch qu'il visite une quinzaine de jours en septembre 1931. Mais le résultat en est une rupture définitive, alors que Korsch et sa femme s'orientent de plus en plus vers le communisme des conseils.

Malade, il abandonne peu à peu l'activité politique, et vit de son métier de correcteur qu'il exerce



dans la presse parisienne, hébergé par André et Dori Prudhommeaux. Lors de la dernière conversation qu'il eut avec Piero Corradi en 1936, il était d'accord avec les analyses de la «minorité» sur les événements espagnols.

En juillet 1939, il gagne clandestinement l'Argentine et s'installe chez Guglielmo Spadaccini à Buenos Aires qui le soutient jusqu'au terme de son existence. Le 8 décembre 1940 il s'éteignait usé dans la capitale argentine.

Sources : ACS CPC busta 3724. – Antonio Barone, *Piazza Spartaco : il movimento operaio e socialista a Castelammare di Stabia, 1900-1922*, Editori Riuniti, Rome, 1974. – Francesco Aloe et Corrado Basile (éd.), Karl e Hedda Korsch: *Lettere a Michelangelo Pappalardi (1926-1929)*, Quaderni Pietro Tresso n° 53, Florence, mai-juin 2006. – Dino Erba, *Ottobre 1917-Wall Street 1929. La Sinistra Comunista italiana tra Bolscevismo e Radicalismo : la tendenza di Michele Pappalardi*, *Quaderni di pagine marxiste*, Milan, mai 2010. –

Œuvre : Lettres de Pappalardi à Korsch, in Michael Buckmiller (éd.), *Karl Korsch Gesamtausgabe*, vol. 8 et 9, IISG, Amsterdam-Hanovre, 2001. – «Pour sortir du marais», *L'ouvrier communiste* n° 1, août 1929.

PARODI (Lorenzo), tourneur : né à Gênes le 24 mai 1926, mort à Gênes le 31 juillet 2011. Ouvrier à l'Ansaldo de Gênes, il fait grève au printemps 1943. En 1944, il prend le maquis. Il est partisan dans la brigade anarchiste SAP «Crosa» de Gênes Nervi.

Il adhère au mouvement anarchiste après la guerre, s'associant à Arrigo Cervetto en 1951 pour donner naissance aux Groupes anarchistes d'action prolétarienne [Gruppi Anarchici d'Azione Proletaria (GAAP)].

Il suit le même chemin que Cervetto qui le conduit du «communisme libertaire» au léninisme. Avec Arrigo Cervetto, il est le co-fondateur du mouvement «Lotta Comunista» créé en 1965.

Il fut le maître d'œuvre de la «politique syndicale» de cette organisation, forte de quelques milliers d'adhérents qui finit par diriger plusieurs syndicats dans la région ligure. L'un des militants de «Lotta comunista» fut même dirigeant régional de la FIOM (Fédération des métallos).

Il fut d'avril 1977 à mai 2011, le directeur responsable du journal *Lotta Comunista*. Celui-ci est vendu de porte à porte par des jeunes gens en costume cravate se présentant comme les cadres du «Parti léniniste» de demain.

À mi-chemin entre une secte néo-syndicaliste de type «léniniste» et une maçonnerie académique, les «testimoni di Genova» firent une démonstration de leur culte de la personnalité, lors d'une cérémonie commémorative, rassemblant plusieurs centaines de personnes, qui fut retransmise à la télévision italienne le 18 septembre 2011. Parodi était présenté comme une sorte de «leader italien de la Gauche communiste», dont les militants avaient eu la «fortune» (*sic*) de s'engager sur ses pas.

Sources : *Per la storia del movimento anarchico nel dopoguerra. Un'esperienza dell'anarchismo di classe: I Gruppi Anarchici di Azione Proletaria*, Ed. Comunismo libertario, Livourne, 2003. – Anna Marsilii, *Il movimento anarchico a Genova (1943 1950)*, Annexia Edizioni, Genova 2004. – «La vita fortunata di Lorenzo Parodi», *Lotta Comunista*, n° 491-492, juillet-août 2011.

Œuvre : *Cronache operaie*, Milan, Ed. Lotta comunista, 1974, 1987 et 1989. – *Critica del sindacato riformista*, Milan, Lotta comunista, 1987. – *Studi sullo sviluppo del capitalismo in Italia*, vol. I à III, Milan, Ed. Lotta comunista, 1998, 2007 et 2010. – *Grandi famiglie del capitale*, Milan, Ed. Lotta comunista, 2010.

PARLATO (Armando), dit L'ORTODOSSO, ARMANDO MONTI, médecin, enseignant en médecine : Né à Biancavilla (Catania, Sicile) le 28 septembre 1928, docteur en médecine, spécialisé en médecine légale. Durant la guerre, résidant à Crémone, il s'approcha des positions internationalistes et adhéra au PCInt. En 1952, il soutint la tendance de Damen. Dans *Battaglia Comunista* il se fit le critique de la théorie bordiguiste. Grâce à ses compétences en matière philosophique, il fut aussi un critique informé des racines idéalistes de la pensée de Gramsci. Ses contributions, publiées sous le pseudonyme de «L'Ortodosso» ou d'«Armando Monti», ont été republiées par Arturo Peregalli, en 1978. Il collabora aux organes du PCInt *Battaglia Comunista* et *Prometeo* jusque vers la fin des années 60. Mais peu après, il s'inscrivit au PCI, estimant possible de faire évoluer le PCI vers une sorte de social-démocratie «moderne». Désillusionné, il quitta le PCI en 1972. Au cours de cette période, d'abord comme PCI, puis comme indépendant, il fit partie du conseil provincial de Crémone.



Pendant toutes les années qui suivirent, il se consacra à l'étude du «mouvement communiste» local, ainsi qu'au fascisme et à la résistance à Crémone. Son terrain scientifique fut surtout celui de la criminologie.

Il est mort à Crémone le 17 juillet 2002.

Sources : *Alle origini nazional-popolari della criminologia italiana: la polemica Turati-Ferri-Colajanni su fattori criminogeni*, Viscontea, Pavie, 1969. – *Devianza sociale e teorie delle immagini su fattori criminogeni*, Tipografia delle Mantellate, Rome, 1969. – Arturo Peregalli (éd.), *Il comunismo di sinistra e Gramsci*, Dedalo Libri, Bari, 1978. – *Un' oasi di pace (Cremona 1944-45)*, Padana, Crémone, 1980. – *La Resistenza cremonese*, La Pietra, Milan, 1984. – *Da Cremona all'Olocausto 1920-1950*, Quaderno di Storia, Ponchielli, Crémone, 2002. – Giuseppe Azzoni, *Il PCI a Cremona dopo la Liberazione*, Cremonabooks, Crémone, 2003. – Articles d'Armando Parlato : site leftcom.org.



Arturo Peregalli, historien internationaliste

PEREGALLI (Arturo), dit LEMAN, A. P., expert-comptable, bibliothécaire : fils d'ouvriers, né à Rogolo (Sondrio, Lombardie), le 1[er] février 1948. Après une brève adhésion aux « Jeunesses communistes » (FGCI), vers 1966-67, il prend vite contact avec les internationalistes de Milan, se rapprochant des groupes de la «Sinistra Comunista» sans distinction et sans y adhérer. En contact avec Bruno Fortichiari, il collabora au *Bollettino per la sinistra Comunista*, publié par le groupe «Iniziativa Comunista» à la fin des années 1970. Peregalli, fortement déterminé dans ses choix par la lutte contre la guerre impérialiste, quelle qu'en soit l'étiquette, nourri des écrits d'Amadeo Bordiga, s'est entièrement dévoué au dévoilement de l'histoire des courants internationalistes relégués à l'arrière-plan par le triomphe de la contre-révolution. Il s'est particulièrement intéressé à la crise et à la disparition de l'URSS, tout en n'oubliant pas de sortir les «squelettes dans le placard» du passé stalinien du parti de Togliatti à Berlinguer.

Il collabora très régulièrement aux *Quaderni del Centro Studi Pietro Tresso*, de Florence, animés par Paolo Casciola, qui publia entre juin 1987 et avril 1991, dans la collection «Études et recherches», sept fascicules consacrés à *L'altra Resistenza* (L'autre 'résistance', radicalement internationaliste).

Parmi ses innombrables contributions (livres et articles), toutes importantes, on notera : *Il comunismo di sinistra e Gramsci*, 1978; *Il Patto Hitler-Stalin e la spartizione della Polonia* (Le pacte Hitler-Staline et le partage de la Pologne, 1989); *L'URSS e i teorici del capitalismo di stato* [L'URSS et les théoriciens du capitalisme d'État, en collaboration avec Riccardo Tacchinardi, 1990]; *L'altra resistenza. Il PCI e le opposizioni di sinistra in Italia 1943-1945* («L'Autre résistance. Le PCI et les oppositions de gauche en Italie 1943-45», 1991); *Stalinismo. Nascita e affermazione di un regime* (1993); une bibliographie sur Amadeo Bordiga (1995) et *Amadeo Bordiga. La sconfitta e gli anni oscuri (1926-1945)* («La défaite et les années obscures», 1998), ouvrages écrits en tandem avec Sandro Saggioro).

Au cours de ses dernières années, luttant courageusement contre le cancer qui devait l'emporter, Arturo Peregalli avait consacré ses ultimes forces au rappel de la lutte des internationalistes contre tous les camps impérialistes (démocratie, stalinisme, nazi-fascisme, Chine-Japon). Son volume au titre emblématique de *Contro venti e maree* («Contre vents et marées», posthume, 2002) est dédié à l'Union communiste internationaliste d'Aghis Stinas. Il attend toujours d'être traduit en français.

Sources : *Rivoluzione Comunista*, oct.-déc. 2001. – Sandro Saggioro, «In memoria di Arturo», in Arturo Peregalli, *Contro venti e maree. La seconda guerra mondiale e gli internazionalisti del 'Terzo fronte'*, Colibrì, Milan, janvier 2002, p. 97-111. Bibliographie, p. 113-121.

PERONA (Quinto), cordonnier : né à Graglia (Biella, Piémont) le 9 juin 1893, marié, une fille. Semble avoir adhéré au PCInt fin 1943. Il est arrêté à Turin au début de 1944. Déporté à



Mauthausen, arrivé le 20 mars 1944, il portait le matricule 59052. Mort à Gusen, où il avait été transféré, le 19 juillet 1944. Gusen, annexe de Mauthausen, était destiné aux «détenus irréductibles», condamnés à une mort rapide.

Sources : Alberto Lovatto, *Deportazione memoria comunità. Vercellesi, biellesi e valsesiani deportati nei Lager nazisti*, Milan, Angeli; Torino, Consiglio regionale del Piemonte, Borgosesia, Isrsc Bi-Vc, 1998.



Faux papiers belges d'Ottorino Perrone, pendant l'Occupation.
(Source : Anne Morelli, *La participation des émigrés italiens à la résistance belge*, Ministero affari esteri, Rome, 1983).

PERRONE (Ottorino), dit VERCESI, FILIPPO, ALPHONSE, PHILIPPE, OTTO : né le 9 mai 1897 à L'Aquila (Abruzzes) [ville fantôme depuis le séisme du 6 avril 2009], Ottorino Perrone était fils d'ouvrier. Il fit son service militaire comme sergent artilleur pendant la guerre; obligé de suivre des cours d'élève officier, il fut déclaré «inapte». Une fois la guerre terminée, il entreprit des études de droit et de commerce à Venise, où il obtint sa licence. Membre du PSI en 1920, il fut un adhérent enthousiaste du PC d'Italie fondé en janvier 1921 à Livourne par Amadeo Bordiga. En raison de son charisme, il fut désigné secrétaire de la Camera del Lavoro de Venise. En tant que tel, il joua un rôle important dans les occupations d'usine de la commune de Mira (Venise). En 1922, propagandiste et journaliste à Padoue, il fut arrêté à Venise, à la suite d'affrontements avec les fascistes. La même année, le deuxième congrès du parti à Rome (20-24 mars) le désigna à l'importante charge de secrétaire interrégional (cinq avaient été mandatés au niveau national).

En 1923, rédacteur du journal *Il Lavoratore di Trieste*, il fut chargé par le parti d'organiser les fédérations de Venise et de L'Aquila. La police fasciste le définit alors comme un «propagandiste habile et très rusé, extrêmement dangereux à cause de son intelligence, de ses relations et de sa culture». En 1924, établi à Milan, rédacteur de l'*Unità*, Perrone prépara la conférence clandestine de Como (18 mai), où la direction «bordiguiste» restait majoritaire (approuvée par 35 des 45 secrétaires fédéraux), tandis que le comité central était divisé en trois fractions : 'droite' (Angelo Tasca), 'centre' (Gramsci) et 'gauche' (Bordiga).

Il fit partie de la délégation officielle du PCI envoyée à Moscou prendre part au V[e] congrès du Komintern (17 juin-8 juillet 1924), se plaçant au côté de Bordiga, Ruggiero Grieco, Giuseppe Berti et Carlo Venegoni, Togliatti représentant le 'centre', et Angelo Tasca la 'droite'. Ce congrès de la «bolchevisation» des partis communistes, dont Zinoviev fut le chef d'orchestre, imposa la démission de l'ancien exécutif du PCI marqué à gauche : Bordiga, Fortichiari, Repossi et Grieco, qui devait bientôt passer au 'centre' de Gramsci et Togliatti. Il se soumit au «cours nouveau» qui imposait une «discipline de fer» dans tous les partis. Néanmoins Bordiga, pourtant nommé au présidium du congrès, avait averti que si le Komintern ne devenait pas «un vrai parti communiste mondial centralisé», il n'exclurait pas «la fondation d'une fraction internationale». Rentré en Italie, le 18 août 1924, par le lac Majeur, Perrone fut aussitôt arrêté par la police pour «expatriation illégale» et relégué à L'Aquila. Il profita de ce «congé» d'activité forcé pour présenter en 1925 à Venise sa thèse de doctorat (économie et droit).

En juin-juillet 1925, il est l'un des principaux initiateurs du Comité d'entente, formé en mai-juin, opposé à la bolchevisation et au «péril d'opportunisme et de dégénérescence du Parti». Ce comité regroupait entre autres Onorato Damen, Bruno Fortichiari, Luigi Repossi, Mario Lanfranchi, Carlo Venegoni. Bordiga, tout en l'approuvant, n'avait pas apposé sa signature à cet acte de

naissance d'une fraction de gauche dans le PC italien. Le Présidium de l'Exécutif du Komintern, voyant dans le Comité d'entente l'embryon d'une fraction au sein du Parti et même de l'Internationale, en exigea la dissolution. Perrone et les adhérents à ce comité, condamnés comme «communistes indignes», durent se soumettre sous peine d'exclusion.

Néanmoins, sous l'impulsion de Perrone, furent mises en place des réunions de la fraction pour préparer le futur congrès du parti. Le 18 septembre 1925, il informa le comité exécutif de la tenue d'une réunion de travail pour l'élaboration des thèses de la gauche, où se présenteraient (entre autres) lui-même, Bordiga, Damen, Repossi, Fortichiari, Venegoni, Natangelo, Lanfranchi. Il invitait un représentant de la majorité à y participer. La réponse fut un non catégorique : «*la reconnaissance du régime des groupes et des fractions dans le parti… n'est pas admissible*», mais nuancé : «*Évidemment pour le travail de rédaction vous pouvez vous rencontrer; rester en correspondance…* »

Partisan résolu de Bordiga, Perrone le seconda très efficacement au troisième congrès du PCI tenu clandestinement à Lyon (20-26 janvier 1926). Devant un congrès hostile, il n'hésita pas publiquement à proclamer Bordiga «chef de la révolution en Italie». Il s'opposa à Gramsci pour qui la solution au recul de la révolution se trouvait dans l'alliance stratégique entre le prolétariat et les paysans; il affirma, au contraire, qu'une ligne politique radicale devait s'appuyer sur le «concept de la prééminence et de l'hégémonie de la classe ouvrière dans la conduite de la révolution». Il niait, en outre, qu'il existe pour les communistes une «question méridionale» spécifique, liée au problème des paysans du Sud. Au terme de ce congrès, où la gauche fut mise en minorité (9,2 % des voix), Perrone en concluait, en privé, que la majorité avait «*pris le chemin de la contre-révolution*». À la tribune du congrès, il marqua une volonté farouche de continuer le travail politique de Bordiga : même si ce dernier était «renversé», le «prolétariat mènerait la même lutte» en poursuivant le combat de Bordiga. Perrone fut bientôt destitué de toutes ses responsabilités, même syndicales. Il était en effet secrétaire depuis août 1925 du Comité syndical de Milan – qui publiait le journal *Il sindacato rosso* (Syndicat rouge), assisté d'un ouvrier de l'Alfa Romeo (ancien délégué du parti au IVe congrès du Komintern, qui avait rencontré Lénine) : Antonio Natangelo. Giovanni Germanetto, chef déjà stalinien, lors d'une réunion houleuse, déclara sans ambages que les partisans de la gauche, responsables syndicaux, devaient «se soumettre» s'ils voulaient continuer à être payés comme permanents, ou «se démettre». Perrone rejeta «l'ultimatum» et répondit avec mépris que «*la gauche ne jouait pas sa fonction historique pour une rémunération*».

Assigné à résidence pour deux ans, il passa via la Suisse (décembre 1926) la frontière française. De Paris, il tenta de réorganiser toutes les composantes de gauche du Parti communiste italien qui étaient dispersées dans toute la France, en particulier à Lyon, Marseille et Toulon. Mais il est bientôt expulsé vers la Belgique, en août 1927. Marié à une jeune militante, Ida Zecchini (1905- ?), sœur de Bruno Zecchini, il s'installa avec elle dans la banlieue ouvrière d'Anderlecht. Employé par le syndicat des typographes de Bruxelles, il appartint à ce titre au syndicat des employés jusqu'à son expulsion pour raisons politiques en octobre 1938.

Il contribua surtout, de Bruxelles, à l'orientation de la Fraction de gauche du PCI, qui comptait en France et Belgique à peu près 70 militants lors de son congrès de fondation à Pantin en avril 1928. Il souhaitait rester dans le cadre de l'Internationale communiste et collaborer avec toute l'opposition de gauche. Il s'opposa donc à la tendance de plus en plus antiléniniste et «communiste des conseils» de Michelangelo Pappalardi, communiste radical, réfugié en France. Ce dernier qui souhaitait une rupture définitive avec le Komintern, publia à Lyon à partir de novembre 1927 la revue *Réveil communiste*, puis *l'Ouvrier communiste,* à Paris, soutenu par André Prudhommeaux jusqu'en 1930.

Avec ses camarades, Perrone fit le choix de s'intégrer dans l'Opposition de gauche internationale, sans perdre de vue les perspectives de développement de la Fraction en France, Belgique, USA, et Russie (autour de Virgilio Verdaro et Mario De Leone qui purent sortir d'URSS en 1931). Dans une lettre à Trotsky (1er juin 1930), il faisait part de son intention de traduire et publier des



ouvrages de Trotsky : la *Révolution défigurée* (ce qui échoua) et une partie de *Cours nouveau*. Mais cette collaboration se fit sans cacher les divergences (soutien à la République espagnole en 1931, «mots d'ordre transitoires antifascistes», front unique en Allemagne). L'attitude de Trotsky passa alors de l'accueil chaleureux – «*De tout cœur, je vous souhaite bonne chance et succès*» (25 sept. 1929) – à une franche hostilité. Deux tentatives d'envoi d'une délégation de la Fraction pour discuter avec Trotsky, à Prinkipo en février 1932, puis en France en août 1933 échouèrent. La fraction «perroniste» se retrouva alors face à un isolement croissant.

La vie de Perrone jusqu'à 1939 se confondit avec l'histoire de la «fraction de gauche en exil», à sa presse et à ses organes centraux. Il fut le principal rédacteur – avec Virgilio Verdaro depuis 1931 – de la rédaction de *Prometeo* (n° 1, juin 1928), et surtout de *Bilan* (n° 1, nov. 1933). La rédaction de *Bilan* était à Bruxelles, bien que le responsable légal fut à Paris Gaston Davoust [*Henry Chazé*], personnalité majeure de l'Union communiste. Sous le pseudonyme de *Vercesi*, Perrone fut aussi le principal rédacteur des prises de position de la Commission exécutive de la Fraction de gauche, au point que les partisans de la Fraction reçurent l'étiquette de «perronistes».

Le nom de Perrone est incontestablement associé à celui de *Bilan*, «Bulletin théorique mensuel de la fraction de gauche du PCI», dont l'audience alla bien au-delà de cercles militants restreints, puisqu'André Gide s'y abonna un temps, et même (quelques mois) Jacques Doriot, avant son saut dans le fascisme ... Les autorités fascistes en interdirent aussitôt l'introduction et la circulation dans le royaume d'Italie (circulaire n° 442/30458 du ministère de l'intérieur, 29 novembre 1933). Perrone contribua plus qu'aucun autre à donner sa «coloration politique» à la Fraction communiste italienne des années 30, incarnée par sa revue *Bilan*. Néanmoins, il ne fut pas le seul : en Belgique, des intellectuels, comme Jakob Feingold, dit *Jacobs* – assassiné à Auschwitz –, Jean Melis, dit *Mitchell* ou *Jéhan* – tous deux issus de la Ligue des communistes internationalistes d'Adhémar Hennaut – furent les alter egos de Perrone sur les plans politique et théorique.

Dorénavant, «loin de présenter des solutions définitives», la Fraction italienne devait tout «passer au crible de la critique», sans «aucun interdit non plus qu'aucun ostracisme», sans crainte de remise en cause de «certitudes» révolutionnaires. L'activité de la Fraction se déroulait dans une période défavorable de «contre-révolution», où l'État russe comme les partis communistes étaient devenus des «instruments du capitalisme mondial». En conséquence, selon les «perronistes», la tâche était le «maintien strict des positions principielles du communisme», même au prix de l'isolement. Chaque événement de la prise du pouvoir par Hitler à l'écrasement des ouvriers viennois et des mineurs des Asturies en 1934 jusqu'au Front populaire, sous le signe du drapeau tricolore et de la *Marseillaise*, marquait une descente vers l'enfer d'une guerre mondiale jugée inévitable.

Lorsque se produisit le soulèvement révolutionnaire des ouvriers de Barcelone en juillet 1936, une crise politique secoua la Fraction. Pour Perrone, Verdaro et Feingold, d'abord minoritaires, il s'agissait d'un «tumulte social sanglant», incapable de s'élever «à la hauteur d'un soulèvement insurrectionnel». La majorité – qui devint au fil des mois minoritaire –, sous l'autorité de Mario De Leone, Enrico Russo, Bruno Zecchini, etc. –, décida de partir pour l'Espagne s'engager dans les milices du POUM (la «colonne Lénine» où combattit George Orwell) et de la CNT. Lorsque la tendance «perroniste» devint majoritaire et qu'elle proclama qu'«au volontariat (il fallait) opposer la désertion… à l'union sacrée, l'éclosion des luttes de classe sur les deux fronts», ce fut la scission, malgré les appels à l'unité de l'organisation. Lorsque cette minorité entra en Espagne en relation avec l'organisation antifasciste 'Giustizia e Libertà', elle fut exclue «pour indignité politique» (Résolution de la C.E. du 20 décembre 1936). Après la militarisation des milices, en 1937, la minorité rentra en France et adhéra à l'Union communiste d'*Henry Chazé*.

Sans doute contrecoup des événements d'Espagne, Perrone et ses partisans décidèrent en août 1937 de faire campagne pour aider «toutes les victimes prolétariennes d'Espagne» : «fascistes», «antifascistes», «des familles de tous, les enfants de tous». Et pour cela d'établir un Fonds de



solidarité financier, sorte de Croix-Rouge, dont Perrone renouvela plus tard l'expérience (octobre 1944).

C'est pourtant, au cours de cette période de complet isolement, que Perrone donna sa majeure contribution sur la question de l'État et de la violence, une contribution qui marquait une nette rupture avec la conception «marxiste-léniniste» ou «bolchevik-léniniste». L'État prolétarien russe était «resté un organe de coercition», «stérilisant en les incorporant» les «organisations de classe». Condamnant la répression contre Makhno et les insurgés de Kronstadt, Perrone – s'exprimant au nom de son groupe – proclama (en lettres majuscules!) que «**ce n'est pas par la force et la violence qu'on impose le socialisme au prolétariat**», et qu'«*il valait mieux perdre Kronstadt que de le garder au point de vue géographique*», et que nul «parti de classe» ne pouvait «*rester au pouvoir en infligeant une défaite aux principes prolétariens*».

Sur la question russe, qui apparaissait à Albert Treint une «énigme», Perrone resta dans le flou, se démarquant peu de l'analyse par Trotsky de la bureaucratie, constatant qu'elle «n'était pas *encore* (une) classe capitaliste». En 1939, pourtant la position 'perroniste' changea du tout au tout, estimant que l'industrie russe «pouvait fort bien se métamorphoser en **capitalisme d'État**». Sur un autre plan, celui des perspectives de guerre, les réflexions théoriques de Perrone eurent un effet dévastateur. En 1937, lors du congrès de la Fraction italienne et lors de la fondation du «Bureau international des fractions de gauche», il fit adopter une nouvelle orientation politique sur les perspectives de guerre. Selon lui, la mise en place d'une économie de guerre tendait à fournir une «solution économique» au capitalisme international. Cette nouvelle forme de capitalisme rendait «des contrastes inter-impérialistes» secondaires, la bourgeoisie pouvant «reporter l'échéance de la guerre mondiale». Les guerres devenaient des «guerres localisées» dont la finalité était autant un débouché pour la production d'armements qu'une tentative de «destruction du prolétariat de chaque pays». Il s'en suivait une «solidarité inter-impérialiste» pour, comme lors de Munich, éviter la guerre et donc la révolution, comme en 1917. Cette position défendue par *Vercesi* et *Jacobs* était minoritaire mais tétanisa l'activité des 'bordiguistes' italiens et belges.

Lors de l'éclatement de la guerre, Perrone considéra que toute activité militante devenait sans objet, le prolétariat ayant «disparu socialement» en adhérant à la guerre. Après l'effondrement de mai 1940 et l'occupation de la Belgique par les troupes nazies, il dut plonger dans la clandestinité, les autorités consulaires italiennes en Belgique exigeant son arrestation par la Gestapo. Activement recherché, il resta caché pendant près de trois ans, muni d'«authentiques» faux papiers et bénéficiant de ses bonnes relations avec des chefs socialistes, comme le sénateur August Vermeylen (1872-1945) et l'ancien ministre Paul-Henri Spaak (1899-1972). Il sortit néanmoins de la clandestinité en se présentant fin juillet 1943 – au moment de la chute de Mussolini – au consulat italien de Bruxelles pour demander son rapatriement, ce qui lui fut refusé.

Pendant la guerre, s'inscrivant en faux contre les assertions de ses adversaires – en particulier Marc Chirik et l'Autrichien Georg Scheuer des RKD (Communistes-révolutionnaires d'Allemagne) – Perrone ne resta pas inactif et continua à orienter le travail de la Fraction. Dans un long texte de mai 1941 («La guerre et le prolétariat»), reprenant une analyse de Lénine – «*il n'existe pas de situation sans issue pour le capitalisme*» – il appelait à ne pas perdre de vue que la guerre ne mène pas «par une sorte de fatalité immanente à l'effondrement total de la société bourgeoise», qu'un «inévitable cataclysme social » entrait en conjonction avec des événements où «le prolétariat (interviendrait) à son tour, armé d'un parti capable de le conduire aux victoires décisives». Pendant toute la guerre, sa position ne varia pas d'un iota, s'opposant à la position de la Fraction italienne en France, pour qui la chute de Mussolini en juillet 1943 signifiait que «la transformation de la Fraction en Parti (était) à l'ordre du jour». Ces divergences entraînèrent une détérioration des rapports entre les Fractions italienne et belge, au point de se personnaliser entre Marc Chirik, d'un côté, le «pontife» de Marseille, et Perrone, qualifié d'adepte de l'«écriture automatique» et de «Picasso de la Révolution».



À la Libération, en septembre 1944, Perrone représenta la fraction de gauche communiste dans la «Coalizione antifascista» qui défendait vis-à-vis des autorités belges et des forces alliées les intérêts de la communauté italienne. La probité et le désintéressement de Perrone, reconnus par tous, le conduisirent à la tête de la Croix-Rouge italienne. Il exerça, de fait, dans les locaux du consulat d'Italie, rue de Livourne, toutes les responsabilités consulaires avec l'aide de quelques employés. C'est sa participation à la Coalition antifasciste de Bruxelles – et non à la Croix-Rouge – au côté de Louis de Brouckère (1870-1951)[782], chef du Parti socialiste belge et ministre d'État en 1945, qui lui valut d'être exclu le 20 janvier 1945 par la Fraction communiste italienne de Marseille (Aldo Lecci, Giovanni Bottaioli, Otello Ricceri, et Marc Chirik). Perrone continua néanmoins son activité dans la Coalition antifasciste jusqu'en mai 1945.

Le prestige de Perrone était trop important dans la «Sinistra comunista italiana» pour qu'une telle mesure d'exclusion, prise loin du «centre» italien – et sans passer par une commission de contrôle – lui porte ombrage. Il dut néanmoins s'expliquer publiquement à Paris (6 octobre 1945) devant ce qu'il nommait les «chapelles» : des bordiguistes de l'exil aux RKD-Communistes révolutionnaires et à l'ancienne Union communiste d'*Henri Chazé*. Expliquant que les buts du Comité antifasciste dont il avait «pris l'initiative» étaient «assistance; culture; dénonciation des fascistes», il soutenait qu'un tel comité «ne pouvait pas se rattacher à l'État» et avait réussi à «sauver les prisonniers italiens» qui auraient été envoyés «soit au front soit en camps de concentration». Volcanique à son habitude, vomissant toutes les «chapelles», il concluait que bien volontiers il prendrait le maquis, emportant avec lui une bombe atomique : «avec laquelle je puisse désintégrer vos cerveaux»…

En décembre 1945, il participa à la conférence de Turin du Parti communiste internationaliste (PCInt), formé dans la clandestinité en novembre 1943, et qui regroupait alors plus de 2.000 militants. Il défendit l'idée d'un passage rapide d'une «économie de guerre» en crise à une «économie de paix», la période étant qualifiée de «réactionnaire», ce qui excluait «une extension de notre influence». Il devint membre du comité central de ce parti, chargé des relations internationales.

Partisan déterminé de Bordiga, porte-voix du «grand absent» lors du congrès de Florence de mai 1948, il considérait que la fondation du PC Internationaliste avait été prématurée. Il s'était toujours opposé à une «tactique souple», celle de participer aux élections italiennes du 2 juin 1946 et du 18 avril 1948, politique qui fut d'ailleurs abandonnée suite à ce congrès. Il préconisa en outre de renouer avec l'ancienne tactique de participation aux activités syndicales.

C'est dans l'immédiat après-guerre qu'Ottorino Perrone donna une contribution majeure sur la dégénérescence «tactique» du Komintern – dont il voyait les prémisses dans le Comité anglo-russe de 1926, puis la liquidation en 1927 de la révolution en Russie et en Chine, pour culminer avec l'antifascisme et les fronts populaires, le coup de grâce étant la guerre en Espagne.

Il s'opposa dès le départ – soutenu en coulisse par Bordiga – à Onorato Damen, l'autorité organisationnelle du PCInt, de plus en plus jugé (et condamné) comme «interventionniste». Membre du Comité central du PCInt, dans une lettre du 14 février 1950 adressée à la Commission exécutive, il estimait que le «lien organisationnel» «ne favorisait pas, mais entravait la difficile et nécessaire œuvre de clarification» au sein de «groupes faussement étiquetés parti». Les mouvements revendicatifs restant de l'«agitation» sans lendemain, la participation des militants relevait de l'éthique personnelle : «*Participer ou non à une agitation ouvrière est un problème d'ordre*

[782] La Coalition antifasciste, en présence de Perrone, rendit un hommage appuyé à l'ancien dirigeant de la IIe Internationale Émile Vandervelde (1866-1938), dans l'*Italia di domani* n° 6, Bruxelles, 11 nov. 1944. Ce partisan de l'Union sacrée, lors d'un meeting d'hommage à la Révolution russe, convoqué par la Ligue des droits de l'homme, le 1er avril 1917, fut interdit de parole «par l'invective et les sifflets à roulette». *L'Humanité* du 5 avril 1917 traita les opposants internationalistes de «pauvres insensés» [Jean-Louis Robert, *Les Ouvriers, la patrie et la révolution. Paris 1914-1918*, Les Belles Lettres, Paris/Besançon, 1995, p. 115 et 120].

individuel, tout comme celui du soldat qui se pose la question s'il doit ou non tirer de son poste de tranchée». Aussi, contrairement à Bordiga, défendit-il l'idée qu'un «*parti révolutionnaire ne [pouvait] plus avoir de tâches syndicales*».

Il fut un artisan actif de la scission entre la tendance de Damen et celle de Bordiga en 1952. Il participa aux activités de l'organisation «bordiguiste» par ses articles en français et en italien dans l'*Internationaliste*, *Prometeo*, *Il Programma comunista*, mais ses contributions se firent de plus en plus rares. Il resta surtout, avec Bruno Maffi, l'interlocuteur privilégié de Bordiga à travers une abondante correspondance politique.

Ottorino Perrone mourut prématurément le 17 octobre 1957 à Bruxelles, laissant à ses camarades le plus proches le souvenir contrasté d'un «maître à penser» volcanique et d'un «bon samaritain», dont la droiture morale ne pouvait être contestée. Amadeo Bordiga rendit, à sa façon, un long hommage à «Ottorino Perrone et à son courageux petit groupe de l'émigration italienne», à leur lutte «depuis 1927 […] autour des revues *Prometeo* et *Bilan*», lutte à laquelle «ils doivent sans aucun doute le meilleur d'eux-mêmes».

Mais cet hommage déniait toute nouveauté à la réflexion théorique de Perrone (question de l'État, de la dictature et de la violence). Bordiga estimait au contraire que son apport avait été de maintenir l'«orthodoxie de la doctrine» : *«la fonction du militant, même le plus doué, est non pas 'd'innover' ou pis de 'réviser' mais de continuer un courant qui n'a traversé victorieusement plus de cent ans d'histoire que grâce aux orthodoxes*».

En privé, dans une lettre du 24 novembre 1957, adressée à ses collaborateurs («À tous les nègres, ou presque»), Bordiga exprimait son courroux contre son disciple qui avait stupidement abrégé sa vie militante en «*n'ayant pas su renoncer aux maudites cigarettes et au vin, qui l'ont tué*», «*restant comme un exemple d'une sensualité individuelle épouvantable chez un militant aussi passionné…*».

PRINCIPAUX ARTICLES ET RECUEIL DE TEXTES)

(Vercesi et autres pseudonymes) : (Ottorino Perrone) «L'esperienza e la bolscevisazzione», *L'Unità*, 3 décembre 1925, p. 2. – *Bilan*, Bruxelles : n° 1, nov. 1933, «Seizième anniversaire de la Révolution russe»; n° 5, mars 1934, «Parti-Internationale-État, Prémisses», p. 160-165; n° 6, avril 1934, «*idem*, I, La classe et sa signification», p. 205-209; n° 7, mai 1934, «*idem*, II, Classe et État», p. 231-238; n° 8, «*idem*, III, Classe et Parti», juin 1934, p. 286-292; n° 9, «*idem*, IV, Parti et Internationale», juillet 1934, p. 322-327; n° 12, «*idem*, V, L'État démocratique», oct. 1934, p. 426-432; n° 13, «Fascisme, démocratie, communisme», déc. 1934; n° 15, «*idem*, VI, L'État fasciste», janv.-févr. 1935, p. 517-521; n° 18, «*idem*, VII, L'État prolétarien», avril-mai 1935, p. 606-613; n° 19, «*idem*, VII (2e partie), l'État soviétique», mai-juin 1935, p. 638-646; n° 21, «*idem*, VII (3e partie), l'État soviétique», juil.-août 1935, p. 715-724; n° 25, «*idem*, VII (4e partie), l'État soviétique», nov.-déc. 1935, p. 838-844; n° 26, «*idem*, VII (5e partie), l'État soviétique», janvier 1936, p. 870-879; n° 28, «Dans la Fraction : À la recherche d'une clarification?», fév.-mars 1936, p. 947-948; n° 35, «Nature et évolution de la Révolution russe, Réponse au camarade Hennaut», sept.-oct. 1936, p. 1161-1171; n° 39, «Nos divergences avec le camarade Hennaut», janv.-fév. 1937, p. 1286-1295; n° 43, «Pour le Bureau International des fractions communistes de gauche», sept.-oct. 1937, p. 1403-1408. – *Octobre* : n° 2, mars 1938, «La question de l'État». – O. P. (Ottorino Perrone), *L'Italia di domani*, n° 9 (2 déc. 1944), Bruxelles, «La colonia et la coalizione antifascista». – *Prometeo* n° 9, avril-mai 1948, «Democrazia parlamentare e democrazia populare»; n° 10, juin-juil. 1948, «La Questione sindacale». – *La tattica del Comintern (1926-1940),* Edizioni sociali, Borbiago/Venezia, 1976. Introduction et notes de Bruno Bongiovanni [articles de *Vercesi* parus dans *Prometeo*, nos 2 à 8, Milan, août-1946-nov. 1947]. – *Rivoluzione e reazione. Lo stato tardo-capitalistico nell'analisi della sinistra comunista*, Giuffrè, Milan 1983 (textes présentés par Dino Erba et Arturo Peregalli).

Sources : APC CPC Roma, busta 3876 (Ottorino Perrone). APC CPC 382. – Police des étrangers de Bruxelles, dossier 1.490.208. – Istituto Antonio Gramsci, Rome, dossier 306, 1926. – Leon Trotsky Exile Papers 1929-1940, Houghton Library, Harvard College Library (cotes 3801-3805), 5 lettres en français de Vercesi : Bruxelles, 1.6.1929; [Paris], 1.6.1930; Bruxelles, 8.1.1932; 23.11.1932 et 20.8.1933. – Archives Perrone, Université libre de Bruxelles. – Archives Bordiga, Fondazione Amadeo-Bordiga, 11, via Amadeo Bordiga, 04023 Formia (Latina). – Georg Scheuer Collection 1940-1949, IISG (Amsterdam). – *Protokoll. Fünfter Kongress der Kommunistichen Internationale*, Carl Hoym, Hambourg, 1924, vol. I et II [Feltrinelli Reprint, Milan, 1967]. – *L'Unità,* 7 juillet 1925, «La piattaforma del Comitato d'intesa»; 18 juillet 1925, «Un documento indegno di comunisti». – *La Lutte de classes*, revue théorique mensuelle de l'Opposition communiste, n° 23, juillet 1930, «Le développement de l'Opposition communiste de gauche italienne». – *Bolletino interno della Frazione di sinistra*, n° 1 à 6 (fév. 1931–janv. 1932). – *Il seme comunista* (bollettino interno della Frazione italiana della sinistra comunista), n° 1 à 5, 1937-1938. – *Bulletin intérieur de la F.I. de la Gauche communiste*, n° 2, fév. 1942, Marco [Marc Chirik] «Bavardage 'révolutionnaire' ou activité méthodique continue». – *Internationalisme*, n° 4, juin 1945, Marco [Marc Chirik] «Quand l'opportunisme divague… Réponse à Ver. [Vercesi]». – *Resoconti : Convegno di Torino 1945*; *Congresso di Firenze '48*, Documenti n° 2, ed. Prometeo, s.l.n.d. – Amadeo Bordiga, »Ottorino Perrone. Una pagina della battaglia rivoluzionaria», *Il programma comunista*, n° 21, 8-25 nov. 1957; «Ottorino Perrone, un monito ai giovani militanti», *Il programma comunista*, n° 2, 22 janv.-5 févr. 1958; Antonio Natangelo, »Battaglie d'altri tempi», *Il programma comunista*, n° 2, 22 janv.–5 fév.1958 [http://www.avantibarbari.it/]; Arturo Peregalli, notice «Ottorino Perrone», in *Enciclopedia dell'Antifascismo e della Resistenza*, vol. IV,



La Pietra, Milan, 1981. – Jacques De Cock, Thierry Delplancq, Charlotte Goëtz, Anne Morelli, Rosa Terrizzi, *Inventaire du fonds Perrone. Le communisme 'bordiguiste' exilé en Belgique*, Groupe d'histoire et de sociologie du communisme, ULB, s.l.n.d. (Bruxelles, 1994).

Ouvrages : Philippe Bourrinet, *La gauche communiste italienne*, maîtrise, Paris-I, juin 1980 (édition revue et corrigée, 2000 : http://www.left-dis.nl/f/bordiguism.pdf). – Michel Roger, *Histoire de la «gauche» italienne dans l'émigration 1926-1945*, 1981 : www.quinterna.org/pubblicazioni/tesietesti/mr_gauche_communiste_emigration.pdf – Anne Morelli, *Fascismo e antifascismo nell'emigrazione italiana in Belgio (1922-1940)*, Bonacci, Rome, 1987. – «Le bordighisme en exil autour d'Ottorino Perrone», communication faite au Colloque sur l'Internationale communiste (Centenaire de Jules Humbert-Droz), 25-28 sept. 1991, La Chaux-de-Fonds. – Fausto Bucci & Rossano Quiriconi, *La vittoria di Franco è la disfatta del proletariato… Mario De Leone e la rivoluzione spagnola*, La Ginestra, Follonica, 1997. – Arturo Peregalli et Sandro Saggioro, *Amadeo Bordiga. La sconfitta e gli anni oscuri (1926-1945)*, Colibrì, Paderno Dugnano (Milan), 1998. – Sandro Saggioro, *Né con Truman, né con Stalin. Storia del Partito Comunista Internazionalista (1942-1952)*, Ed. Colibrì, Paderno Dugnano (Milan), 2010.

PESSOTTI (Ferruccio), dit FERRUCCIO, typographe : né en 1904 à Venise (Veneto), adhéra au PCd'Italie vers 1921-22 et se battit contre les squadristes fascistes. Il dut pour cela s'exiler et travailler en Belgique et en France, adhérant à la Fraction «bordiguiste», une fraction composée d'ouvriers migrants dotés d'une «conscience de classe d'autant plus profonde qu'elle était instinctive et, on peut le dire, organique».

En février 1935, l'OVRA note qu'il est présent à une réunion unitaire PSI-PCI qui scelle le « Front populaire», rue de Trétaigne à Paris, accompagné d'un militant bordiguiste «maigre et chauve» (très probablement Virgilio Verdaro), dont le discours entraîne la sortie indignée de chefs staliniens italiens comme Giuseppe Di Vittorio (1892-1957).

Lors de la scission de 1949-50 qui conduisit la majorité de la FFGCI à adhérer à «Socialisme ou Barbarie», il maintint, avec Bruno Zecchini, Suzanne Voute et Daniel Dumartheray la section parisienne du courant bordiguiste.

Il resta militant jusqu'à sa mort survenue à l'hôpital de Neuilly-sur-Seine le 8 octobre 1982.

Selon ses camarades du Parti communiste international (*Le prolétaire*), il était «*un type d'ouvrier fier, franc et ouvert dont toute la personnalité dégageait l'enthousiasme toujours vif pour les luttes de la classe ouvrière, la passion de la lutte pour le communisme*».

Sources : ACS CPC, busta 3895. – «In morte di Ferruccio», *Il programma comunista* n° 21, 20 nov. 1982. – «À la mémoire de notre camarade Ferruccio», *Le Prolétaire*, n° 368, 11 déc. 1982 – 20 janvier 1983. – Francesco Giasi, Fabrizio Loreto et Maria Luisa Righi, *Sotto stretta sorveglianza. Di Vittorio nel Casellario Politico Centrale (1911-1943)*, Ediesse, Rome, 2010.



Paris, le 19 juin 1937, l'enterrement de Carlo et Nello Rosselli conduit au Père-Lachaise. Dans le cortège, on reconnaît au premier plan, **Renato Pierleoni**, qui porte la bannière de *Giustizia e Libertà*, et Aldo Garosci, tenant un coussin sur lequel sont disposés chapeau et l'uniforme de milicien de **Carlo Rosselli** pendant la guerre civile espagnole. Derrière Garosci, on note : à droite **Silvio Trentin** (chapeau à la main) et à gauche, dans l'ordre, Alberto Tarchiani, **Emilio Lussu** (en imperméable clair) et Alberto Cianca (veste sombre). Derrière Tarchiani, et entre ces derniers et Lussu, on reconnaît **Bruno Pierleoni** (Archive Istoreto, fonds SIRP).

PIERLEONI (Bruno) : né le 17 mai 1897 à Florence, ouvrier; et PIERLEONI (Renato, Luigi, Giovanni), dit LEOPIERNI : mécanicien, né à Florence le 1er janvier 1902.

Jusqu'à la fin de la guerre, activité politique et collaboration au quotidien déterminent la vie de ces deux frères. Tous deux firent la guerre, le plus jeune indirectement comme radiotélégraphiste à Rome. Tous deux furent inscrits aux jeunesses socialistes, travaillèrent aux usines Galileo de



Florence, spécialisées dans les instruments scientifiques et astronomiques, et participèrent au mouvement d'occupation des usines en septembre 1920. Ils adhérèrent au PC d'Italie en janvier 1921, et durent émigrer clandestinement en France, à Lyon, en juin 1923. En 1926, les frères Pierleoni – avec Bruno Bibbi, Lodovico Rossi, Eugenio Moruzzo – forment un Groupe autonome communiste à l'intérieur du PCI. En juillet 1927, ils rejoignirent les «groupes d'avant-garde communiste», dont le mentor fut Michelangelo Pappalardi, qui publiaient *Réveil communiste* (*Il Risveglio comunista*), puis *L'Ouvrier communiste* (avec le soutien d'André et Dori Prudhommeaux).

Après 1929, les deux frères adhèrent à Giustizia et Libertà (GL) dirigée par les frères Carlo et Nello Rosselli. Bruno se chargea de faire passer la littérature clandestine en Italie. En novembre 1935, ce dernier, au côté de Carlo Rosselli et d'Aldo Garosci rencontra deux chefs du PCI à Paris, Luigi Longo et Giuseppe Di Vittorio, au siège parisien du mouvement gielliste, afin d'obtenir 300.000 lires pour des «actions» en Italie.

En 1936-37, les deux frères allèrent combattre en Espagne, s'engageant dans la Colonne italienne Rosselli. Lors des funérailles des frères Carlo et Nello Rosselli – assassinés par l'OVRA à Bagnoles-de-l'Orne (Basse-Normandie) le 9 juin 1937 –, c'est Renato qui portait la bannière gielliste.

Pendant la guerre, en 1941, ils se réfugient au Mexique, où ils travaillent étroitement avec Leo Valiani, qui voulait créer un gouvernement italien en exil et une «légion de volontaires italiens». Renato est inscrit au *Sindicato de trabajadores de Empresa* et à la Société patriotique Mazzini. Ils retournèrent en Italie, via les USA et Londres, à l'été 1943.

Renato Pierleoni, de son côté, qui avait débarqué avec les forces spéciales britanniques en Sicile en juillet 1943, s'engagea dans les formations partisanes de GL à Rome et dans le Nord de l'Italie, de décembre 1943 à avril 1945, participant à la libération de Florence. Dans l'après-guerre, il retourna au Mexique, puis revint s'installer à Rome.

Bruno Pierleoni, qui était arrivé en Italie avec Leo Valiani, joua un rôle de premier plan en 1944 à Naples où avec Dino Gentili (1901-1984) du Parti d'Action et Enrico Russo, il travailla à la formation d'une «CGT rouge» (CGL rossa). Le Parti d'action créé avec des restes de Giustizia e Libertà adhéra au gouvernement d'Ivanoe Bonomi et en juin 1945 obtint la présidence du Conseil avec Ferruccio Parri, président du parti. Il meurt en juin 1951, à Florence, après diverses expériences, dont la dernière fut l'adhésion au PSU (Partito socialista unitario).

Sources : ACS CPC busta 3961. – Bruno Pierleoni : *Per una grande politica sindacale*; et *I consigli di gestione*, Edizioni del Comitato sindacale di educazione democratica, Rome, 1944; et *Verso la costituente del lavoro*, Partito d'azione [1945?] – Antonio Alosco, *Alle origini del sindacalismo. La ricostruzione della CGL nell'Italia liberata (1943-1944)*, SugarCo, Milan, 1979. – Leo Valiani, *Tutte le strade conducano a Roma*, Il Mulino, 1995. – Francesco Giasi, Fabrizio Loreto et Maria Luisa Righi, *Sotto stretta sorveglianza. Di Vittorio nel Casellario Politico Centrale (1911-1943)*, Ediesse, Rome, 2010. – Alessandro Giacone et Éric Vial, *I fratelli Rosselli. L'antifascismo e l'esilio*, Carocci, Rome, 2011.

PIRAINO (Michele), dit CARUSO, comptable; mécanicien : Né à Cosenza (Calabre) en 1899, il adhéra au PC d'Italie en 1921. Il émigra en Belgique dans les années 20 et fut inscrit à la rubrique des frontières de la police fasciste. Il adhéra vers 1928 à la Fraction en Belgique. Il en fut suspendu, puis exclu définitivement en septembre 1929 pour escroquerie, n'ayant pas restitué une somme de 110 francs belges.

De 1945 à juin 1947, il fit partie de la Fédération salernitaine du PCInt, dont il était le trésorier, et fut exclu «*pour indignité morale*». Lui et certains de ses camarades de Cosenza avaient entamé en 1946-1947 une correspondance avec la Gauche communiste de France (GCF). Lors de la Conférence du Sud, tenue à Cosenza du 19 au 21 octobre 1946, sous la présidence de La Camera, Piraino s'en était pris à Maruca, dont il estimait les positions «*incompatibles avec celles du Parti*».

En désaccord sur des questions d'activité militante et de regroupement international, il avait adressé une lettre ouverte «aux camarades du Parti communiste internationaliste d'Italie», où il relatait les divergences politiques entre la Gauche communiste de France (GCF) et la Fraction française de

la gauche communiste (FFGCI), remettant notamment en cause la politique de *Vercesi* pendant la guerre.

Sous le titre de «gangstérisme politique», *Battaglia comunista* donna une autre version de l'«affaire Piraino», très détaillée : «*Un minuscule groupe de dissidents de la Fraction française qui publie sous l'enseigne de 'Gauche communiste de France' le bulletin périodique ronéoté* 'Internationalisme' *s'est spécialisé dans la déformation des positions politiques et des idées des autres… à les écouter nous sommes allés très loin sur la voie de la dégénérescence au point d'avoir proposé des fronts uniques politiques aux national-communistes à l'occasion des élections : nous sommes en somme… des trotskystes moins la défense de l'URSS. Et puisque le scandale politique ne suffit pas, il faut encore utiliser la plume d'un authentique escroc, Michele Piraino, qui après avoir escroqué tant Cosenza que Salerne et dévoré les fonds de la Fédération et du Parti se fait mettre à sa disposition des pages entières du Bulletin afin de passer pour une victime et répandre le soupçon que les brigands… c'est nous. Nous n'avons jamais évité la polémique, mais quand un regroupement politique se livre au gangstérisme, la polémique n'est même plus de mise. Les camarades que cette organisation bombarde périodiquement d'opuscules* à la Grand Guignol *savent au moins de quelle espèce de gens il s'agit. Et ils s'en moquent*».

Lors de son Congrès de Florence, le PCInt avait invité deux délégués français : Suzanne Voute (*Frédéric*)* et Raymond Hirzel (*Raymond*)*; ce dernier déjà en complète dissidence. Or un article fut immédiatement publié dans la revue *Internationalisme* de la GCF sous le pseudonyme de *Bernard*, qui n'était pas présenté comme un militant du groupe de Marc Chirik. Raymond Hirzel, tout comme le mystérieux *Bernard*, étaient retournés à Paris pleins d'hostilité pour le PCInt, jugeant que «*tant que le Parti demeurait entre les mains de Damen*», ce serait «*la paralysie des forces du Parti*», et qu'il n'y aurait pas «*d'autre voie que la scission et la création d'un nouveau regroupement politique qui ait comme tâche fondamentale la recherche et la formulation des bases idéologiques pour la formation du vrai Parti de classe*».

À cet appel à la scission émis par un représentant de la GCF, Marc Chirik, son leader, répondit par un tacite refus : «*Il est incontestable que le PC Internationaliste d'Italie reste à ce jour la principale organisation révolutionnaire prolétarienne et probablement la plus avancée en Italie. Tout comme après la conférence de 1945 nous estimons qu'en son sein sont rassemblés un grand nombre de militants révolutionnaires sains, et de ce fait cette organisation ne peut être considérée comme perdue d'avance pour le prolétariat*».

Après son expulsion, *Caruso* cessa de faire parler de lui.

Sources : ACS CPC busta 3995. – Archives privées Clara et Marc Geoffroi (Paris). – «Gangsterismo politico» et «Comunicato», *Prometeo* n° 22, 1er oct. 1929. – «Espulsione», *Battaglia Comunista* n° 15, 19 juillet-3 août 1947, p. 2. – *Bernard* [Raymond Hirzel ?], «Le Congrès du P.C. Internationaliste d'Italie», *Internationalisme* n° 35, juin 1948. – *Marco* [Marc Chirik], «Le Congrès du Parti communiste internationaliste d'Italie» n° 36, juillet 1948. – Sandro Saggioro, *Né con Truman né con Stalin…*, 2010, op. cit. – Dino Erba, *Nascita e morte di un partito rivoluzionario*, 2012, op. cit., p. 160. – Michel Roger*, L'enfer continue*, op. cit.

PISTONE (Matteo Renato), dit LORENZO STEFANI, STELLIO, STELVIO, JEAN OLIVIER, HENRY BENAROYA, journaliste, écrivain : né le 14 septembre 1910 à Grottole (Matera), Basilicate, il entra en contact (en 1933) avec le bordiguisme et le trotskysme en Belgique. Un an plus tard, il adhéra en France au groupe trotskyste *Nostra Parola***.** Il était membre du petit groupe autour de Pietro Tresso et du POI (Parti ouvrier internationaliste) de Raymond Molinier, quand en juillet 1936 il partit pour Barcelone, tournant dans la mouvance trotskyste et poumiste sous le pseudonyme de *Stelio*. Il retourna en France en septembre de la même année, restant membre du POI jusqu'à mai 1940.

En 1941, il utilisa une plume «facile» pour écrire dans les journaux de la Collaboration, signant ses articles du nom de *Jean Olivier*. Retourné en Italie, il déclara à la police fasciste qu'il avait collaboré avec le Bureau nazi de propagande à Melun et était prêt à collaborer.

Après septembre 1943, alors qu'il était relégué en Lucanie, il se présenta comme un «communiste dissident», établissant à Naples des contacts étroits avec la CGL rouge d'Enrico Russo et la Frazione di sinistra dei comunisti e socialisti italiani. Il est l'un des auteurs anonymes



de la brochure *Per la costituzione del vero partito comunista*, publiée en janvier 1945 en collaboration avec Bordiga et Libero Villone. En 1947, il rejoignit le Parti social-démocrate de Giuseppe Saragat. Polygraphe insatiable, journaliste parlementaire, auteur de livres et d'articles scientifiques, il obtint le titre envié de «doyen de la presse parlementaire». Il est mort à Rome le 13 mai 2010.

Sources : ACS CPC busta 4015. – Francesco Giliani, *Fedeli alla classe*..., op. cit. – Paolo Casciola, "Blasco's people" : https://www.marxists.org/history/etol/revhist/backiss/vol5/no4/casciola4.html. – Dino Erba, *Dizionari*..., op. cit.

PIZZIRANI (Pio) : né le 11 juillet 1891 à Bologne (Émilie-Romagne), ingénieur mécanicien. Après la guerre, il est l'un des militants socialistes les plus en vue. Il avait été élu conseiller de l'administration communale de Bologne Le 21 novembre 1920, il fut l'un des artisans de la résistance armée aux fascistes qui attaquaient la mairie. Alors que la foule fêtait l'élection du nouveau maire socialiste (puis communiste) Enio Gnudi (1893-1949), les fascistes pénétrèrent dans la place. Des coups de feu furent échangés et la foule se trouva prise en étau entre les fascistes et les carabiniers qui tiraient contre le palais de la mairie, et les socialistes qui répondaient aux tirs. Une bombe explosa dans la cour du palais et on dénombra au total 10 morts et 58 blessés. L'évènement tragique eut une répercussion nationale. Pio Pizzirani et d'autres durent se réfugier dans la République de Saint-Marin pour échapper à l'arrestation. Selon les journaux de l'époque, lui et deux de ses camarades quittèrent la République vers le milieu d'avril 1921, et se rendirent au terme d'un long périple en Russie.

Arrivé en Russie en même temps que Francesco Misiano, il fit partie de la Commission internationale d'aide aux affamés de la Volga. Le 3 avril 1923 il apprenait qu'il avait été condamné par contumace à une longue peine de prison.

Pio Pizzirani fréquenta les cours du soir de la faculté de mécanique et obtint un diplôme d'ingénieur mécanicien. Il travailla à l'usine de tampons à la sphère «Kaganovitch», bastion de l'opposition, où travaillaient beaucoup d'Italiens, puis à l'Aviopribor, une usine rattachée au secteur aéronautique, considérée – selon Dante Corneli – comme «une place forte de l'opposition trotskyste». Pio Pizzirani déjà considéré comme un extrémiste en Italie, pour sa participation à la lutte armée, sera considéré jusqu'à la fin comme un fervent «*bordiguo-trotskyste*».

Il meurt soudainement du typhus le 17 septembre 1932 à Odessa – à l'occasion d'un congé dans sa famille. Il échappa ainsi non seulement aux arrestations de 1933-35 mais à une exécution certaine pendant la Grande Terreur.

Sources : ACS CPC, busta 4029. – Dante Corneli, *Lo stalinismo in Italia e nell'emigrazione antifascista. Elenco delle vittime italiane dello stalinismo (Dalla lettera «A» alla «L»)*, Tivoli, oct. 1981, p. 21-22. – Nazario Sauro Onofri, *Paradiso infernale. Gli antifascisti bolognesi assassinati e incarcerati nell' URSS di Stalin*, Sapere, Rome, 2007 (2e édition).

POCE (Antonio), dit ANTONINO : électricien, né à Rome en 1890. Membre du PC d'Italie dès sa fondation, il fut chargé des groupes d'autodéfense romains contre les squadristes. En 1923, secrétaire du syndicat national des électriciens, il est membre du comité directeur de la Camera del lavoro, et membre du comité exécutif du PC à Rome. En 1926, il est condamné à la relégation, à Lampedusa, Ustica, Lipari, puis Ponza où il se lie avec Otello Terzani. Il est expulsé du collectif communiste en 1928, puis radié du parti en 1930 pour s'être solidarisé avec Trotsky. Libéré en 1932 (amnistie des 10 ans du fascisme), il n'est pas réadmis dans le PC.

En 1944, il est l'un des chefs de «Bandiera Rossa» à Rome qui contribue à la naissance de l'Armée rouge à Rome, forte de quelques milliers d'adhérents. Après la dissolution de l'Armata rossa le 4 juillet 1944, sur ordre du PCI, il prend contact ainsi que Terzani avec Bordiga à Naples. Il participe à la conférence inter-organisations de Naples des 6 et 7 janvier 1945, à laquelle assistaient Libero Villone et Bordiga. Il défend les positions bordiguistes en dénonçant les «positions anticommunistes de Togliatti».

Il n'adhéra pas au PCInt, lors de la fusion de mai 1945. Après avoir subi l'épreuve de la quarantaine, il adhéra bientôt au parti stalinien.



Sources : ACS CPC busta 4039. – Silverio Corvisieri, *Bandiera rossa nella resistenza romana*, Odradek, Milan, 2005.

PORRONE (Gian Carlo), dit FRANCESCO, avocat : né le 14 novembre 1920 à Turin, fils d'Innocente Porrone (1880- ?), avocat socialiste, est l'un des responsables du MUP (Mouvement d'unité prolétarienne) à Turin en 1943. Il est hostile à l'évolution du MUP, dont les dirigeants, ralliés au PSI puis au PSIUP, allaient encadrer les brigades Matteoti. Giancarlo adhéra dès novembre 1943 au PCInt et devint au début de l'année 1944 le secrétaire de la Fédération de Turin.

C'est lui qui représente son parti – avec *Cesare*, *Tosco* et *Paglia* (pseudonymes) – lors des discussions menées début mai 1944 avec le Parti communiste intégral («Stella Rossa»), dont le principal dirigeant, hostile au PCI et ouvert à la conception «capitaliste d'État» de la Russie, est Temistocle Vaccarella*, qui sera assassiné un mois plus tard dans un parc de Milan par trois hommes de main du PC stalinien.

Porrone quitte ou est expulsé du PCInt en juin 1945, mais il reste en contact après la scission de 1952 avec le milieu «programmiste» et «dameniste». Il publi au milieu des années 1950 une étude critique sur Benedetto Croce, dans la revue *Prometeo*, dirigée par Onorato Damen.

Il est mort à Turin le 7 mai 2003.

Sources : Riunione allargata delle Commissioni del PC Internazionalista e di «Stella Rossa», procès-verbal n° 1, 8 mai 1944, et n° 2 (? mai 1944). – «Benedetto Croce e la concezione materialistica della storia», *Prometeo* n° 7, mars 1955, et n° 8, mars 1956. – Arturo Peregalli, *L'altra Resistenza. Il PCI e le opposizioni di sinistra 1943-1945*, Graphos, Gênes, 1991. – Giancarlo Monina (éd.), *Il Movimento di unità proletaria (1943-1945)*, Annali della Fondazione Basso, Carocci, Rome, 2005. – Sandro Saggioro, *Né con Truman, né con Stalin. Storia del Partito Comunista Internazionalista (1942-1952)*, Ed. Colibrì, Milan, 2010.

PORTA (Pierino), dit PIERO : né le 8 mai 1906 à Monza (Monza-Brianza, Lombardie), ajusteur à la Falck Unione à Sesto San Giovanni (Milan), membre du PCInt. Il est arrêté le 21 avril 1944 sur dénonciation pour «distribution du journal clandestin *Prometeo*». Incarcéré à la prison de San Vittore, il est condamné le 6 juin «pour activité subversive visant à porter atteinte au sentiment national sous forme de diffusion de tracts». Il est déporté le 17 juillet au lager de Reichenau (Innsbruck), un *«camp de rééducation par le travail»* (sic) destiné aux travailleurs italiens. Il s'en évade le 26 mars 1945 et rejoint sa ville natale le 30 mars 1945.

Survivant, il semble avoir milité à Monza au PCInt, le décès de sa mère étant signalé en 1947 dans *Battaglia Comunista*, qui présente ses condoléances au «camarade Piero».

Une brochure publiée par le PCInt en 1993 le présente de façon erronée comme un des morts du Parti, «disparu dans un camp».

Sources : «Nostri lutti», *Battaglia Comunista* n° 5, 1er-15 mars 1947. – «Il processo di formazione e la nascita del Partito comunista internazionalista», *Quaderni di Battaglia comunista*, n° 6, Ed. Prometeo, Milan, 1993. – Associazione nazionale ex deportati politici, *Triangolo rosso* n° 2, avril 1997, p. 15. – Laura Danese, Maria Paola Del Rossi et Edmondo Montali, *La deportazione operaia nelle Germania nazi. Il caso di Sesto San Giovanni*, Ediesse, Rome, 2005. – Giuseppe Valota, *Streikertransport. La deportazione politica nell'area industriale di Sesto San Giovanni, 1943-1945*, Guerini e Associati, Milan, 2007.



Annie Prassoloff-Picherot, dite *Laurence*

PRASSOLOFF-PICHEROT (Annie), dite LAURENCE : née PICHEROT, à Saint-Amand-Montrond (Cher) le 31 mai 1943, décédée à Paris-XVe le 1er avril 1999, professeur de littérature, maître de conférences à l'Université Paris-VII-Denis-Diderot.



Annie Picherot s'inséra très tôt dans le *cursus honorum* menant à l'intégration dans la «noblesse d'État» (Pierre Bourdieu). Élève de l'École normale supérieure de Sèvres, de 1962 à 1966, elle fut reçue première à l'agrégation de lettres classiques (1965), faisant son mémoire de maîtrise sous l'autorité de Pierre Grimal, professeur à la Sorbonne. Obtenant une année supplémentaire de recherche à l'ENS, elle fut *Instructor* à l'Université de Chicago, USA.

Dans le feu des événements de Mai 1968, elle adhéra au Parti communiste international («bordiguiste»), dont elle devint vite une figure majeure dans la section de Paris, au côté de Martin Axelrad.

Son militantisme, sous le pseudonyme de *Laurence*, fut toujours passionné aussi bien dans son organisation que lors de meetings à l'université. Selon une de ses collègues, «*elle s'exprimait toujours au nom des principes, mais cela avec une vibration, une intensité, un emportement, qui donnait à ce qu'il est convenu d'appeler ses 'positions' une énergie hors du commun*».

Elle se maria à un militant du Parti, Boris Prassoloff, sorti d'une grande école (HEC), mais «*un militant sérieux, honnête et formé*», selon Riccardo Salvador, de la section de Schio (Vicenza). Avec son compagnon – dont elle divorça en 1979 –, elle s'occupa en 1975-76 de défendre les intérêts de son «parti» contre l'appropriation des œuvres de Bordiga (anonymes) par des dissidents du «mouvement».

À l'instigation de Bruno Maffi – le chef du mouvement «bordiguiste» en Italie – le couple Prassoloff se chargea de l'aspect juridique pour empêcher que l'éditeur Christian Bourgois, directeur des éditions 10/18, ne publie un recueil de textes de Bordiga sur la Russie, traduits, préfacés et introduits par Jacques Camatte.

La dislocation de son organisation, le Parti communiste international, entre 1980 et 1982, fut pour elle un coup sévère qui la mit au bord du désespoir.

Elle se consacra alors entièrement à ses étudiants, auxquels elle transmit sa passion de la musique dans la littérature.

Aguerrie par l'affaire des droits d'auteur sur l'œuvre anonyme de Bordiga, elle se passionna pour les liaisons dangereuses existant entre «droit et littérature», notamment sur la question de la censure. Avec Régine Dhoquois, elle publia un important dossier «Droit et Littérature», publié par la revue *Actes*, n°43-44, avril 1984.

Sous la direction de Roger Chartier elle consacra sa thèse au thème de la propriété littéraire : *Littérature en procès. La propriété littéraire en France sous la monarchie de Juillet*, Paris, 1989.

Elle ne se désengagea jamais politiquement, intervenant à l'Université sous une forme toujours abrupte. Selon ses collègues, elle «*remplacé son engagement bordiguiste par des colères explosives, parfois gênantes dans un monde soi-disant policé, contre les radiateurs froids, les locaux tristes, les chasses d'eau inopportunes ou encore l'hypocrisie ambiante dans toute institution qui ne se respecte pas*».

L'expérience de la censure politique dans son ancien «Parti» la porta à se placer sur la ligne de front contre tout oukase dans le domaine littéraire. Son amie Régine Dhoquois, avec qui elle travailla en duo, témoigne qu'Annie Prassoloff «*fut la première à Jussieu à l'origine de la première réunion contre la fatwa dirigée depuis février 1989 contre l'écrivain Salman Rushdie*».

Son «désengagement» survint probablement peu avant l'éclatement du PC international en 1982.

Sa mort soudaine, alors qu'elle allait être nommée professeure des universités, ne fut pas mentionnée par la presse de son ancienne organisation. Ce décès brutal frappa autant ses collègues que ses élèves. Elle a laissé à ses étudiants l'image d'une «Madone», à ses collègues celle d'un «*être humain vrai, chaleureuse, généreuse, fidèle à ses engagements, trop discrète dans ses désespoirs*».

Source : site http://annieprassoloff.chez.com/. – Riccardo Salvador, *Ricordi di un militante*, All'Insegna del Gatto Rosso, juillet 2012, p. 126.

PROSERPIO (Bruno), dit MILANESE : né à Milan le 14 mars 1903, il adhère au PCI en septembre 1921. En mars 1925, la police fasciste note son «caractère vivace et son intelligence éveillée», bien que «peu assidu au travail» et «ayant abandonné sa mère» (*sic*). «Actif propagandiste», «l'un des plus tenaces organisateurs des jeunes communistes», il est vite recherché par la police fasciste et doit s'expatrier clandestinement en France en franchissant à pied les Alpes. Il rejoignit Paris le 23 septembre 1926. Le PCI lui fournit un faux passeport. Il est expulsé de France en 1927. En 1929, il est l'élément le plus actif d'un petit groupe de mineurs italiens influencés par le bordiguisme, à Marchienne-au-Pont (Charleroi – Hennaut).

Expulsé de Belgique suite à une perquisition demandée par le consul fasciste de Charleroi, il doit mener une vie errante au Luxembourg, en Suisse, en France et même en Algérie, avant de rentrer illégalement en Belgique en 1938. Interné à la prison de Merksplas, il réussit juste avant la guerre à régulariser sa situation et à travailler comme mécanicien. Arrêté le 5 octobre 1942, noté par la police fasciste comme étant un «diffuseur de journaux subversifs», il est relâché.

Il garda toujours un attachement à la personnalité d'Ottorino Perrone, en soulignant son humanisme : c'était Perrone qui, en 1938, l'avait aidé à trouver un travail pendant 30 années à l'usine «La Mondiale» et lui avait fait obtenir une maison. Jusqu'à sa mort survenue à Bruxelles en 1983, il maintint des contacts avec tous les groupes révolutionnaires, du PCInt à la section belge du CCI.

Sources : ACS, APC CPC, busta 4141 (n° 57157), «Proserpio Bruno». – A.C.S., P.S., 1929, sez. I, busta 20, K1 (dossier Belgique). – Interview de Bruno Proserpio par Anne Morelli, le 23 novembre 1979.



Luigi Repossi, député du PCd'Italie, 1921-1926.

REPOSSI (Luigi), dit GIN, dit LUIGINO : né le 2 mars 1882 à Milan, tourneur; membre du PSI. En juillet 1917, il est condamné à cinq ans de prison pour avoir crié : «À bas la guerre ! vive *l'Avanti !* vive l'Autriche». Il sera interné à Potenza jusqu'à la fin de la guerre. En 1919, il adhère à la Fraction communiste abstentionniste de Bordiga. Il assumera des responsabilités importantes dans le mouvement politique et syndical : il sera conseiller provincial en 1920 et aura des responsabilités importantes dans la FIOM milanaise.

En 1921, il est chargé du travail syndical du PC d'Italie, dont il est un adhérent de la première heure. Il est le seul ouvrier parmi les cinq membres de l'Exécutif du PC d'Italie. Directeur de la *Voce comunista* milanaise en 1921-22, il est aussi responsable quelque temps de la revue



communiste *Rassegna comunista*. Il s'exposa à la répression en tant que directeur responsable de l'organe central du Parti à Rome : *Il Comunista*, de 1921 à 1922. Cela lui valut de nombreuses condamnations. Animateur du journal syndical *Il sindacato rosso*, il fit partie du Bureau parisien de l'Internationale syndicale rouge (Profintern).

Réélu député en 1924, il prononcera à la Chambre – au nom de son groupe – le 12 novembre de la même année un courageux discours d'accusation contre Mussolini, rendant hommage à Matteoti assassiné par ses sbires : «*Depuis que le monde est monde, on n'a jamais vu l'assassin rendre hommage à sa victime*». Cela lui valut d'être passé à tabac par des députés fascistes en chemise noire. Partisan de Bordiga, il contribua en avril 1925, avec Damen, Fortichiari, Perrone, etc., à la fondation du Comité d'entente. Il fut pour cela convoqué et sermonné par Jules Humbert-Droz, qui le menaça d'exclusion.

Il est arrêté le 8 novembre 1926, comme tous les députés communistes. Il sera déporté à Lipari, Siracuse et Ponza jusqu'en 1932. En 1929, il est expulsé du PCI. Il le fut, une deuxième fois, très «officiellement» cette fois – sous le nom de «Damen Operato» (*sic*) avec Fortichiari Bruno – dans les colonnes de *l'Unità* de septembre 1935, dénoncé comme «traître», coupable de «crime contre le parti et le prolétariat».

De retour à Milan, sous surveillance policière, il réussit à nouer des contacts avec Bruno Fortichiari, Mario Lanfranchi et Giusto Della Lucia, avec lesquels il écrit et diffuse des documents signés d'abord «groupe communiste» puis «Gauche communiste». Pendant la guerre, il est en contact avec Onorato Damen et Bruno Maffi à Istonio (Chieti, Piémont), où il est interné. Mais en 1944, comme son ami Bruno Fortichiari, il chercha à réintégrer le PCI de Togliatti.

Il adhéra en 1945 au PSI, devenant membre de la commission Travail à l'intérieur de la Consultation nationale. Il en démissionna rapidement, restant seulement actif dans la Bourse du travail de Milan et dans le syndicat des métallos. Déjà tuberculeux dans sa jeunesse, il mourut dans la misère, atteint de paralysie, dans un hôpital de Milan le 4 février 1957. Bordiga lui rendit hommage en célébrant «*la belle mort silencieuse de Luigino Repossi*».

Un éloge funèbre prononcé à la chambre des députés (Montecitorio) en février 1957 rappelait ses hautes qualités morales et politiques : «*Tempérament batailleur… il est le premier à dénoncer en Mussolini le responsable du crime perpétré contre Matteotti… Homme d'action,… hostile par nature au frileux bureaucratisme, … il a fait partie de l'Assemblée pendant trois législatures… Il a conclu dans une digne pauvreté une vie de sacrifices au cours de laquelle il avait donné tout le meilleur de lui-même pour la cause de sa classe*».

Ces belles paroles n'ont pas rendu à Repossi sa dignité de prolétaire, condamné à mourir silencieusement, après qu'il eut lutté des décennies durant contre un système dont continuent à tirer profit les «honorables députés».

Sources : ACS CPC, busta 4285. – *I comunisti al Parlamento: contro il fascismo e contro le opposizioni. Dichiarazione fatta alla Camera da L. Repossi il 12 novembre 1924 e discorso tenuto alla Camera da R. Grieco il 14 gennaio 1925*, Libreria del Partito comunista d'Italia, Rome, 1925. – «Vita del Partito. Via i traditori dalle nostre file!», *l'Unità*, sept. 1935. – (Amadeo Bordiga), *Il programma comunista*, 14 février-1er mars 1957, n° 4, «La bella morte silenziosa: Luigino REPOSSI». – Bruno Fortichiari, *Azione comunista* n° 11, 15 février 1957, «Ricordando Luigi Repossi». – Franco Andreucci et Tommaso Detti, *Il Dizionario biografico del movimento operaio italiano 1853-1943*, 6 vol., Ed. Riuniti, Rome, 1975-1979. – Arturo Peregalli, *Enciclopedia dell'Antifascismo e della Resistenza*, La Pietra, Milan, 1981, Vol. IV. – Alessandro Pellegatta, «Luigi Repossi, militante della sinistra comunista e dirigente rivoluzionario», *Pagine Marxiste*, IV, n° 17, juillet-septembre 2007. – *Giovanni Artero, Luigi Repossi. Vita di un operaio rivoluzionario. In appendice Anthologia di testi*, Memoria di Classe, Buccinasco (Milan), 2008.





Otello Ricceri (chiffre 6), avec Ottorino Perrone et sa compagne Ida Zecchini (photo de la Fraction, 1927) (Archives Perrone, ULB, Bruxelles)

RICCERI (Otello), dit IL PICCOLO ou PICCINO. – Né le 3 février 1905 à Bagno a Ripoli, près de Florence, Otello Ricceri acquit une formation d'ouvrier bijoutier. Il adhéra à l'organisation de jeunesse du Parti communiste italien en février 1921. Adolescent fougueux, il participa aux affrontements armés avec les milices fascistes, à Florence, dans l'escouade «Spartaco Lavagnini» (du nom du cheminot communiste assassiné à Florence le 27 février 1921 par les fascistes), et dut émigrer en France en 1922.

Otello Ricceri habita d'abord à Lyon, où il s'affronta en maintes occasions avec des partisans des «chemises noires», puis à Marseille. Dans cette ville, autour de 1934, il fut gravement blessé par les partisans du parti communiste italien. Il fut frappé de plusieurs mesures d'expulsion du territoire français. Sa petite taille, «avec une force de lion», lui valut le surnom de *Piccino*.

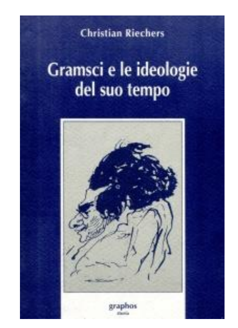
Il fut un des animateurs de la Fraction de la gauche communiste italienne, regroupée autour de *Prometeo* (1928-1938), puis de *Bilan* (1933-1938), à partir de 1928. Lors de la guerre en Espagne, il suit, dans la section de Marseille, à l'été 1936, avec conviction les positions de la majorité de la Fraction italienne, qui refuse toute adhésion aux milices et le défaitisme révolutionnaire dans les deux camps militaires. Pendant la guerre, il fit partie, dans la plus stricte clandestinité, de la Commission exécutive de la Fraction italienne de la gauche communiste, reconstituée à Marseille, dès 1941. Il rejoignit la section du PCInt en France (Fraction française de la Gauche communiste internationale, publiant *L'Internationaliste*) en 1945.

Malgré les scissions successives de son courant, il resta toujours fidèle au Parti communiste international, qui publiait *Programme communiste* et *Le Prolétaire*. Il travailla toujours comme ouvrier, exerçant différents métiers et vivant avec les moyens les plus modestes. Il fut jusqu'à sa mort, en avril 1976, à Marseille, avec Lucien Laugier et Suzanne Voute, un membre énergique et influent de la tendance regroupée autour de *Programme communiste*. Selon ses camarades, il était «un militant ouvrier comme il n'en existe plus aujourd'hui».

Lucien Laugier, dans son journal personnel du 7 mars 1976, a donné une image plus nuancé d'un être marqué par les stigmates de la «foi révolutionnaire», persuadé à la fin de sa vie que la contre-révolution dominait pour des siècles et des siècles : «*Toute cette vie, cette ténacité de conviction, cette rigueur de comportement, cette flamme jamais éteinte, pour tirer ce bilan : néant ! Même pas l'espoir de la proche résurrection du rêve ! La dernière fois que je l'ai vu, il m'a dit que nous vivions sous le règne de la contre-révolution* **pour plusieurs siècles** *! Et il pense que nous, que j'ai abandonné la 'cause' ! … Je resterai révolutionnaire, disait Piccino, alors qu'il savait bien qu'il 'ne verrait pas la révolution'…* »

Sources : ACS CPC, dossier 4298. – Archives Lucien Laugier, Camps la Source, 7 mars 1976. – «Un vieux camarade toujours jeune 'Piccino'», *Le Prolétaire* (Programme communiste) n° 219, mai 1976).







RIECHERS (Christian) : né le 2 avril 1936 à Einbeck (Basse-Saxe). Il adhère au SDS dès 1960 (secteur international), ayant fréquenté à Berlin la Freie Universität, où il est élève de Willy Huhn (1909-1970), ancien membre des *Rote Kämpfer*, et de Michael Mauke (1928-1966), auteur d'un travail important (posthume) sur «La théorie des classes chez Marx et Engels» [*Die Klassentheorie von Marx und Engels*].

De 1963 à 1971, il enseigne l'allemand à Pise et Bologne et rencontre Amadeo Bordiga et Bruno Maffi. De son expérience italienne et de sa fréquentation de Bordiga, sortira en 1967 *Antonio Gramsci, Philosophie der Praxis*, premier recueil critique de Gramsci en langue allemande, traduit et commenté par ses soins.

Sa thèse dont la rédaction finale date de 1969 est publiée en 1970, sous le titre : *Marxismus in Italien*, une thèse critique percutante sur le mythe Gramsci (jamais traduite en français). Il enseigne en 1971 à l'université de Hanovre, où il dirige en 1973 un Projet sur le mouvement ouvrier local d'un point de vue internationaliste.

Dans les années 1970 il fait connaître en allemand la pensée de Bordiga, sous la forme de six études, en particulier ses traduction et introduction à la fameuse Lettre de Bordiga à Karl Korsch (novembre 1926). Il critiqua sévèrement en italien en 1975 les positions de Jacques Camatte qui cherchait à «construire un Bordiga imaginaire».

À partir de 1978, il concentre ses recherches sur le fétichisme de l'entreprise capitaliste. Dans les années 1980, il publia de nombreux textes sur les «réformes d'entreprise», Gramsci et la critique des idéologies culturalistes ouvrières (d'un point de vue bordiguien), non encore publiées.

Atteint d'un cancer, il meurt prématurément le 14 août 1993 à Hanovre.

Source : Klaus Bochmann, «Zum Tode von Christian Riechers», *Das Argument* (Zeitschrift für Philosophie und Sozialwissenschaften) n° 201, Hambourg, sept.-oct.1993.

Œuvre : *Antonio Gramsci. Marxismus in Italien*, Europäische Verlagsanstalt, Frankfurt/Main, 1970. – «Brief von Amadeo Bordiga an Karl Korsch», in Claudio Pozzoli (éd.), *Jahrbuch Arbeiterbewegung* n° 1: Über Karl Korsch, 1973, p. 243-263. – «Bordiga immaginario», *L'Internazionalista,* n° 1 et 3*,* 1975 : http://www.avantibarbari.it – «Arbeiterbewegung und Faschismus: das Beispiel Italien», *Jahrbuch Arbeiterbewegung* n° 4, 1976, p. 90-108; «Die Ergebnisse der 'Revolution' Stalins in Rußland: romantischer Sozialismus in der Ideologie, gesellschaftlicher Kolonialismus anstelle der klassenlosen Gesellschaft. Informationen über die Entwicklung der Analyse der russischen Verhältnisse bei Bordiga nach 1945», *Jahrbuch Arbeiterbewegung* n° 5, 1977, p. 137-168. – *Gramsci e le ideologie del suo tempo*, Graphos, Gênes, 1993 (introduction d'A. Peregalli). – *Die Niederlage in der Niederlage. Texte zu Arbeiterbewegung, Klassenkampf, Faschismus* [«Défaite dans la défaite. Textes sur le mouvement ouvrier, la lutte de classe et le fascisme»], Unrast Verlag, Münster, 2009.

RIVERO (Domingo) (Venezuela), métallo, né en 1943, mort le 4 décembre 2014 à Guanare (Portuguesa), militant «bordiguiste» (Il Partito comunista).

Domingo Rivero appartenait à la classe ouvrière de Guayana, une des plus grandes concentrations ouvrières du pays, avec plus de 100.000 ouvriers travaillant dans les fabriques qui produisent et traitent le fer, l'acier et l'aluminium. Des travailleurs souvent réprimés *manu militari* par tous les régimes en place, chavistes inclus.

Dans les années 60 et après Domingo Rivero fit partie d'une de ces «innombrables organisations opportunistes et pseudo-révolutionnaires qui existent au Venezuela et dans toute l'Amérique [latine]». Selon son organisation, «son énorme instinct de classe le poussa à rompre avec les

positions opportunistes et à adhérer au Parti communiste international», celui de Florence vers 2000, où il fut un «militant intègre, actif, participant aux réunions de la section et au travail de propagande de l'organisation».

Selon son organisation, il fut jusqu'à la veille de sa mort subite «un militant combatif», nourri théoriquement des textes de Marx, donnant tout son apport «au travail collectif, anonyme et impersonnel de notre parti», vivante «mémoire historique des luttes ouvrières au Venezuela».

La gauche communiste au Venezuela, dans la tradition de la *sinistra comunista italiana*, n'a cessé de dénoncer le «chavisme» comme courant bourgeois antiprolétarien qu'elle a appelé à combattre résolument : «*Les travailleurs doivent répondre par la grève et la mobilisation aux politiques anti-ouvrières d'exploitation et de répression du gouvernement bourgeois des chavistes au Venezuela, par une politique indépendante de tous les partis qui existent par le parlement et appellent à voter élection après élection*».

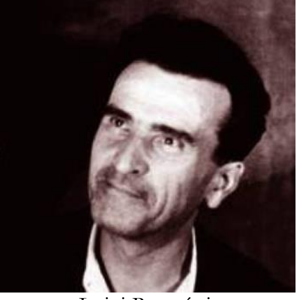
Un livre publié par l'anarchiste vénézuélien Rafael Uzcátegui a permis récemment (2011) de donner un exact compte rendu de la répression subie par les ouvriers de ce pays.

Les militants ouvriers, libertaires ou communistes «bordiguistes» vénézuéliens, ont dû apprécier à leur juste valeur les propos du publiciste américain Noam Chomsky qui en 2009 saluait personnellement «el presidente» Hugo Chavez par ces propos pleins de flagornerie : «*C'est émouvant de voir comment au Venezuela on construit ce nouveau monde possible et de rencontrer un des hommes qui a inspiré cette situation*».

Sources : Rafael Uzcátegui, *Venezuela : révolution ou spectacle? Une critique anarchiste du gouvernement bolivarien*, Spartacus, Paris, fév. 2011. – «¡Acosados, reprimidos, traicionados en Guayana, los obreros de Sidor no se amilanan!», Supplément Venezuela n° 19, *El programa comunista* n° 50, déc. 2014. – «A muerto nuestro camarada Domingo Rivero», *El Partido comunista* n° 2, janvier 2015. – «Historia de los sindicatos en Venezuela», *El Partido comunista* n° 3, avril 2015.

RIVOLTI (Vasco), mécanicien : né en 1901 à Florence. Membre du PC d'Italie en 1921. Arrêté et déporté sous le fascisme. Membre du PCInt dès novembre 1943, il dirige la Fédération de Turin après la guerre. C'est lui qui présida le 28 décembre 1945 la conférence de Turin du PCInt. En mars 1947, il est exclu du parti «pour immoralité politique», mais le Comité exécutif décide de le réintégrer en novembre 1948.

Sources : ACS CPC, busta 4349. – *Battaglia comunista*, n° 2, «I lavori del convegno», Rome, 23-30 juin 1946; n° 7, avril 1947, «Provvedimeti»; n° 41, 24 nov.-1er déc. 1948.


Luigi Rognóni

ROGNÓNI (Luigi), publiciste, musicologue, éditeur, chef d'orchestre, professeur d'histoire de la musique : né à Milan le 27 août 1913, il fut l'une des personnalités majeures de la modernité culturelle italienne du second après-guerre. Musicologue, chef d'orchestre et historien de l'esthétique musicale, il fut en rapport avec Théodore Adorno, Arnold Schönberg et d'autres représentants de la musique sérielle (dodécaphonique) qu'il contribua à faire connaître dans le pays du «bel canto».

Dès 1932, il est fiché comme «publiciste antifasciste» et sera sous surveillance jusqu'à la chute du fascisme. Il entre en contact vers 1938-39 avec des responsables de la Gauche communiste, Bruno Maffi et Onorato Damen. Il est l'un des premiers à adhérer au PCInt en 1942-43. Après l'assassinat de Mario Acquaviva, il devient responsable administratif et financier du Parti. Avec



son épouse Eva Randi, il fonde fin 1944 la maison d'éditions milanaise Alessandro Minuziano qui publie surtout des ouvrages d'esthétique. C'est lui qui, avec son épouse, crée la collection «Breviari dell'economia», qui publia la traduction du *Capital* de Marx, faite par Gabriel Deville. La traduction et l'édition en était assurée par Onorato Damen. Sa nouvelle collection publie aussi *L'accumulation du capital* de Rosa Luxemburg, résumée par Lucien Laurat, ainsi que *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* de Lénine. La maison d'édition cessa son activité en 1948.

C'est lui qui, le 31 décembre 1945, présente le rapport financier du PCInt. Il quitte le Parti au début des années 1950, mais maintiendra toujours des contacts avec le groupe «Programme communiste» de Bruno Maffi. Il est mort à Milan en 1986.

Sources : ACS CPC busta 4372 [fiché de 1932 à 1942]. – AA. VV., *Milano com'è. Inchiesta. La cultura nelle sue strutture dal 1945 a oggi*, Feltrinelli, 1962. – Amedeo Vigorelli, *Luigi Rognoni, intellettuale europeo*, Artecentro-Arsenale, déc. 1985. – Pietro Violante, «Ritratto di Luigi Rognoni l'impegno a tutto campo», *La Repubblica*, 26 avril 2011.

Œuvre : *La scuola musicale di Vienna. Espressionismo e dodecafonia*, Einaudi, Turin, 1966 [en annexe : écrits d'Arnold Schönberg, Alban Berg et Vasily Kandinsky]; *Fenomenologia della musica radicale*, Garzanti, Milan, 1974.

ROMANELLI (Duilio) (1900-1945), ouvrier électricien, et boxeur amateur : né à Rome le 4 mai 1900. Membre du PCd'I depuis 1921, arrêté en 1925 car trouvé en possession de tracts exaltant Lénine, il fut condamné le 13 février 1926 à 11 mois de réclusion pour offenses à Mussolini. Relégué à Ponza et à Lipari jusqu'en 1932, il s'expatria clandestinement et après avoir subi arrestations, détentions et expulsions, en Yougoslavie, en Autriche et en Allemagne, il put rejoindre la France en mars 1933. Inclus par la Préfecture de Rome dans la liste des auteurs d'attentats, il fut arrêté à Paris. Il vécut quelques mois à La Plaine-Saint-Denis avec un autre membre de la Fraction bordiguiste : Renato Pace.

Exclu du PCd'I à cette date, il adhéra à la Fraction de gauche. Dans la nuit du 22 au 23 septembre 1933, il est arrêté par la police à Saint-Denis, à la sortie d'une réunion, avec Virgilio Verdaro, Luigi Danielis et presque tous les membres parisiens de la Fraction. Il est plusieurs fois expulsé de France, condamné par deux fois par le Tribunal de Paris pour infraction aux mesures d'expulsion. Au début de 1934, il put combattre comme boxeur amateur sur le ring de Caen. Travaillant dans l'atelier que Piero Corradi possédait à Paris, il adressa le 16 mars 1934 une lettre à Bordiga qui résumait son sort et celui de ses compagnons d'exil : «*J'ai parcouru presque toute l'Europe et partout où je me suis approché, ils me chassent comme indésirable*».

Contraint de quitter définitivement la France, il mena à Bruxelles une vie misérable et incertaine d'ouvrier sur les chantiers. En août 1936, avec Enrico Russo, Ferdinando Borsacchi, Fausto Atti, Giovanni Consonni, il se prononça pour l'enrôlement des militants de la Fraction dans les milices poumistes ou anarchistes. Néanmoins, il ne partit pas en Espagne s'engager. Il était encore en Belgique en 1940. Déporté au mois de septembre 1940 en Allemagne avec d'autres travailleurs étrangers, il fut reconduit à Bruxelles deux mois plus tard. Arrêté par les nazis et livré aux fascistes, il fut assigné, en août 1941, pour 5 ans à l'île de Ventotene (Latina). Libéré après la chute de Mussolini, il se rendit à Rome, mais fut jeté en prison.

Il est déporté le 4 janvier 1944 de la prison romaine Regina Coeli au camp de Mauthausen (Haute-Autriche) où il arrive le 13 janvier, portant le matricule 42175. Un kommando de Mauthausen dont il faisait partie fut envoyé travailler dans une usine d'armement souterraine. C'est là qu'il est mort «officiellement» à Attnang-Puchheim (Haute-Autriche), le 29 janvier 1945. Des 200.000 déportés à Mauthausen, la moitié mourut soit dans le camp lui-même soit dans ses annexes.

Sources : ACS CPC, busta 19647. – Fausto Bucci, Rossano Quiriconi, Claudio Carboncini, *La vittoria di Franco è la disfatta del proletariato… Mario De Leone e la rivoluzione spagnola*, «La Ginestra-Comitato pro ex Ilva», Follonica, 1997. – «Elenco dei deportati italiani morti a Mauthausen e nei Kommandos dipendenti ed elenco dei deportati italiani sopravvissuti», in Vincenzo Pappalettera, *Tu passerai per il camino*, Mursia, Milan, 1960, p. 310. – Deportati dal carcere di Regina Coeli al Konzentrazionslager di Mauthausen il 4 gennaio 1944 : www.deportati4gennaio1944.it/lista.html



ROSSI (Ludovico), dit Enrico FERRANTI : né le 18 octobre 1898 à Ravenne (Romagne), manœuvre; mécanicien. Inscrit aux Jeunesses du Parti socialiste italien en 1913, il se montra un féroce ennemi du cléricalisme et un adversaire décidé des interventionnistes. Après-guerre, il est de toutes les actions révolutionnaires qui se déroulent dans la région de Ravenne, au point que les autorités le fichent le 2 septembre 1920, avant même les occupations d'usines. Le préfet de région souligne que Rossi est «politiquement dangereux», d'un caractère «violent et tyrannique» et signalait qu'en toute occasion il manifestait le «dédain» pour la force publique. Secrétaire du cercle de jeunesse 'Aurora', il est en relation avec les éléments les plus notoires de la subversion de la province de Ravenne, toujours sur la brèche, manifestant un dangereux esprit anticlérical : «Au mois de juin de cette année, il a été dénoncé aux instances judiciaires pour avoir cherché à perturber – avec d'autres éléments subversifs (dont il est le chef) – la procession du '*Corpus Domini*' dans cette ville».

Militant à la Fédération des jeunesses du Parti communiste d'Italie (PCd'I) en janvier 1921 (tout en envoyant des textes à *Umanità Nova*), Rossi déploie une vigoureuse activité «subversive», en assumant des responsabilités autant à la tête de la Fédération des jeunesses communistes (dont il est l'homme de confiance à Ravenne) qu'à celle des Arditi del popolo de Ravenne. Rossi est arrêté le 18 juillet, accusé de tentative de meurtre sur trois fascistes. Peu de jours après, le 27 juillet, il est condamné par le préteur de Ravenne à cinq mois de prison et 207 lires d'amende pour avoir perturbé (*sic*) la procession du *Corpus Domini*. Au cours de l'audience, Rossi est arrêté pour avoir crié «vive le communisme».

Libéré à la faveur d'une amnistie, le 3 novembre 1921, il se replonge dans la lutte. Devenu secrétaire des jeunesses communistes de Ravenne, il participe en janvier 1922 au mouvement de protestation en faveur de Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti. Arrêté le 30 janvier, il est incarcéré jusqu'au 11 mars 1922, puis en juin, menacé d'être inculpé pour divers actes de rébellion, il disparaît dans la nature, émigrant clandestinement en France, où il est considéré par le fascisme comme l'un des «éléments les plus dangereux».

En décembre 1923 les autorités fascistes le « pistent » à Paris, où il travaille comme ouvrier mécanicien. Partisan de Bordiga, il mena une lutte ouverte contre le «centrisme» en France. En contact avec Bordiga et Michelangelo Pappalardi, il organisa en 1925 – avec Bruno Bibbi, Eugenio Moruzzo et d'autres opposants – une réunion d'adhérents au PCd'I, tous de la tendance d'extrême gauche, pour écouter un rapport de Pappalardi, démissionnaire du parti. Les intervenants furent surpris par Ennio Gnudi (1893-1949), qui les accusa de «fractionnisme». Rossi qui assuma ses responsabilités d'initiateur fut exclu.

En 1931, il participa à Lyon à différentes réunions entre anarchistes et «dissidents communistes», déjà membres des «groupes ouvriers» de Pappalardi. En 1932, Rossi fréquente activement les milieux radicaux de Lyon et était – d'après les «fiduciaires» fascistes – le secrétaire, l'«animateur» et l'organisateur de la «fraction ouvriériste». En 1933, la préfecture de Ravenne l'inclut dans la liste des «terroristes très dangereux». Devenu (ou plutôt redevenu) anarchiste, en 1936 il participa à un cortège antifasciste à Marseille, derrière le drapeau noir anarchiste. Fin 1936, il s'occupa de fournir armes et provisions aux miliciens qui combattaient le fascisme en Espagne, faisant continuellement la navette entre Lyon et Perpignan. Au début de 1937, il fut signalé à la frontière pyrénéenne où il était chargé de faire passer des volontaires en Espagne; quelques mois après il était sur le front aragonais avec les miliciens anarchistes. Vers la fin de 1937 il était de nouveau à Lyon où, pour éviter l'expulsion, il changea d'identité pour celle d'Enrico Ferranti, ce qui lui permet de déployer une activité au grand jour dans le Comité pour la révolution espagnole.

En avril 1939, il fut interné au camp d'Argelès-sur-Mer (Pyrénées-Orientales), puis transféré dans le Pas-de-Calais pour construire des fortifications militaires. Resté en France avec sa femme Prima Poli, il retourna en Italie à la fin de la guerre. Établi à Ravenne, il milita dans les rangs anarchistes. Collaborant activement à leur presse (*Volontà* et *Umanità Nova*), il participa, à

Livourne, au troisième congrès national de la Fédération anarchiste italienne (1948). Entre 1951 et 1954, il publia lui-même quelques exemplaires du journal *Anarchia*.

Il mourut en 1968, fauché par un véhicule.

Sources : ACS CPC, busta 4450. – AN/F7/13252, 13455, 13456 (CARAN, Paris : «Activité des antifascistes en France. 1926-1933»). – Fausto Bucci e Paolo Casciola (éd.), Amadeo Bordiga, *Lettere a Bruno Bibbi, Piero Corradi, Eugenio Moruzzo, Michelangelo Pappalardi e Lodovico Rossi (1925-1926)*, Quaderni Pietro Tresso, Firenze, 1998. – Maurizio Antonioli, Giampietro N. Berti, Santi Fedele, Pasquale Iuso (dir.), *Dizionario biografico degli anarchici italiani*, Biblioteca Franco Serantini, Pise, 2004, vol. II.

ROTONDI (Pietro) : né à Genzano (Rome) en 1905, vigneron. Il milita dès 1923 dans le PC d'Italie, fut condamné à la relégation après 1928, amnistié en 1932, puis dénoncé au Tribunal spécial. Après 1945, il adhéra au PCInt.

Lors du Congrès de Florence (mai 1948), il fut l'un des rares à exprimer sa foi dans le parlementarisme révolutionnaire : «*Nous voulons détruire l'institution parlementaire, mais sa destruction est seulement possible à l'instant où surgit l'action révolutionnaire. Il est donc nécessaire que le Parti utilise le Parlement comme moyen de diffuser nos positions dans le rayon le plus large possible : les capitalistes eux-mêmes nous feront de la propagande, contraints qu'ils seront de se défendre contre nous… Une gymnastique révolutionnaire, voilà notre conception du parlementarisme. Nous sommes dans une phase où l'ensemble des forces bourgeoises utilise n'importe quel moyen pour s'allier la classe prolétarienne. Nous devons adopter aussi l'arme du vote pour immuniser le prolétariat du poison bourgeois et exploiter tous les moyens que la bourgeoisie nous permet d'utiliser. C'est seulement ainsi que nous pourrons suivre les traces de Lénine*».

Après 1951, il reste fidèle à Onorato Damen.

Sources : ACS CPC, busta 4470. – «Contributo alla elaborazione delle Tesi», *Battaglia Comunista* n° 7, 15 avril 1952 et n° 8, 15 mai 1952. – Dino Erba, *Dizionario*..., op. cit., 2015.



Enrico Russo, Naples, 1923 ? (photo d'avis de recherche de l'OVRA) // Sept. 1936, Barcelone, commandant la Colonne Lénine du POUM, (au milieu sur la photo, in Pavel et Clara Thalmann, *Combats pour la liberté, Moscou Madrid Barcelone Paris,* La Digitale, 1997).

RUSSO (Enrico), dit AMEDEO BELLINI, CANDIANI : né le 22 septembre 1895 à Naples; ouvrier mécanicien, linotypiste. Enrico Russo adhère aux Jeunesses socialistes en 1910, puis au PSI. En 1917, il est secrétaire de la FIOM de Naples, syndicat des métallos. Partisan de Serrati après Livourne, il rejoint le PC seulement en 1924 avec les *terzini* (partisans de la Troisième Internationale). Candidat sur les listes napolitaines d'Unité prolétarienne (présentées par les «serratiens» et par le PCd'I) aux élections législatives de 1924, il obtint 458 voix. Il devient secrétaire de la Bourse du travail de Naples en 1925; secrétaire du parti pour la Campanie en 1925.

Entré au PCd'I avec les «terzini», Russo était résolument antibordiguiste. Il participa le 21 avril 1926, à une réunion qui se tint via Santi Quaranta à Laviano (Salerne) pour liquider les derniers restes du bordiguisme dans l'organisation napolitaine. Russo fut jugé digne de figurer sur un «rapport de dangerosité» du préfet de Naples le 20 novembre 1926 : «*Il fait de la propagande parmi les masses ouvrières – avec de bons résultats… il est parvenu à obtenir la solidarité des ouvriers et des établissements métallurgiques dans lesquels il a travaillé, en occupant toujours une position prééminente. Il est capable de tenir des conférences*».



Condamné à trois ans et demi de relégation, il émigra clandestinement, en décembre 1926, à Marseille, où il entra au PCF. Membre, avec Mario La Rocca et Nicola Di Bartolomeo (1901-1946), du comité régional des groupes communistes de langue italienne, il fut impliqué le 19 juin 1927 dans les incidents qui éclatèrent entre socialistes (dont Pietro Nenni) et communistes à l'occasion de la commémoration de la mort de Matteotti. Il dut quitter la cité phocéenne et déménager à Paris, où il fut arrêté pour avoir parlé au meeting du 1er mai 1928.

Expulsé de France, il se rendit en Belgique. Définitivement exclu du PCd'I, il adhéra à la Fraction bordiguiste, au nom de laquelle il signa le 15 septembre 1930, le document du Secrétariat international provisoire de l'opposition communiste «Sur les perspectives et sur les tâches de la révolution chinoise», avec Paolo Ravazzoli (*Santini*) et Pietro Tresso pour la Nouvelle opposition italienne, Andrade et Gorkin pour l'Opposition communiste espagnole et d'autres. Il s'occupa beaucoup des questions syndicales : en 1931, sous le pseudonyme de *Candiani,* il écrivit un article sur la question syndicale et les conditions des ouvriers étrangers.

Membre de sa Commission exécutive, il participa en 1935 au Congrès de la Fraction, à Bruxelles, où il présenta, avec Virgilio Verdaro et Piero Corradi, une résolution, majoritairement approuvée, par laquelle le groupe abandonnait la dénomination de «fraction de gauche du PCI», s'agissant d'un «parti passé définitivement aux rangs de l'ennemi». La Fraction prenait désormais le nom de «Fraction italienne de la Gauche communiste».

Les événements d'Espagne en juillet-août 1936 le conduisent à rompre avec la Fraction. Le premier août 1936 il fait part de sa volonté de s'engager immédiatement dans les milices du POUM. Il est soutenu d'abord par une majorité, surtout en France, en particulier par Mario De Leone, qui en 1932 avait réussi miraculeusement à quitter la Russie, et Piero Corradi. Un rapport (5 décembre 1936) d'un espion fasciste sur Enrico Russo et la Fraction décrit les difficultés et la faim endurées par Russo à Bruxelles, et reflète avec objectivité sa position :

«*Il est parti pour l'Espagne en expliquant les raisons de son départ à de nombreux camarades : il leur a écrit pourquoi il n'était pas d'accord avec le Comité Central. Sa position était simple : en Espagne, le fascisme tentait de prendre le pouvoir. Il était aidé, dans cette tâche, par les fascismes italien et allemand. Il fallait mettre le fascisme en échec. Vaincre Franco, battre en même temps Mussolini et Hitler, en les frustrant de leurs espoirs et de leurs plans. Puis, dans un second temps, quand l'armée des généraux rebelles serait réduite à néant, on se serait révolté contre le gouvernement madrilène de Front populaire et on l'aurait même écrasé, en faisant triompher dans toute l'Espagne ces principes révolutionnaires qui dominaient déjà en Catalogne, où le pouvoir était entre les mains du prolétariat, de la FAI et du P.O.U.M., et où le principe de la collectivisation de toutes les industries et de toutes les entreprises était déjà en application*».

Il joua en Espagne un rôle politique et militaire majeur. À Barcelone, tous les éléments bordiguistes qui s'y étaient rendus prirent position en faveur de Russo et De Leone. Russo avait été officier pendant la première guerre mondiale. On lui confia le commandement de la colonne internationale Lénine, qui comportait une cinquantaine de miliciens, trotskystes (comme Nicola Di Bartolomeo, Domenico Sedran, Virginia Gervasini), des «bordiguistes», militants ou sympathisants (Renato Pace, Bruno Zecchini, Gildo Belfiore), anarchistes et maximalistes. Il partit pour Huesca, sur le front d'Aragon. Peu de jours suffirent pour le faire apprécier et estimer de tous. Selon ses anciens camarades, «*il était le meilleur officier du secteur; peut-être l'unique officier qui savait ce qu'était la guerre*».

Il devint très populaire en peu de temps et la Généralité lui proposa de le nommer colonel sous ses ordres, ce qu'il refusa. En effet, à l'automne 1936, à Barcelone, Russo refusa la militarisation, et il démissionna du poste de chef de la colonne internationale. Le P.O.U.M. insista pourtant pour qu'on lui fasse un passeport afin qu'il retourne en France et en Belgique, et qu'il revienne ensuite à Barcelone en tant qu'inspecteur technique des milices du P.O.U.M., ce que Russo accepta. En décembre 1936, de passage à Paris, Russo tint une conférence, où il fut vivement combattu par le représentant de la majorité de la Fraction, Bruno Bibbi (*Bianco*); mais il ne réussit pas, même à la



réunion de la section, à obtenir à nouveau la majorité.

Revenu en Belgique au début de l'année 1937, Russo avait complètement rompu avec la Fraction, et devint membre de l'Union communiste d'*Henry Chazé*, tout comme les frères Piero et Ernesto Corradi, Renato Pace et Bruno Zecchini.

En 1938 il avait pris contact avec le Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire, dit «Bureau de Londres», auquel adhéraient le POUM et le Parti socialiste italien (maximaliste). Il proposa de former des milices qui auraient combattu militairement le fascisme en Abyssinie et en Libye, en s'associant à la lutte des rebelles. Ce projet incertain qui capota au bout de quelques mois ne faisait nullement de Russo un «Che Guevara italien» avant la lettre, comme Antonio Alosco, son récent biographe (2007), s'est aventuré à l'écrire.

Arrêté le 10 mai 1939 à Bruxelles, où il vivait dans une grande misère, il fut interné dans le camp français de Saint-Cyprien, où les conditions d'hygiène étaient terribles (85 % des internés étaient atteints de dysenterie en août 1940).

Le 14 juillet 1940, il fut livré par le gouvernement de Vichy aux fascistes italiens qui le soupçonnèrent bien à tort d'avoir collaboré avec le Deuxième Bureau français. Relégué aux îles Tremiti, il fut dénoncé pour avoir dit que l'Allemagne et l'Italie allaient «mal finir» et qu'elles connaîtraient «la même fin que Napoléon».

Libéré en septembre 1943, quand quatre journées d'insurrection populaire contraignirent les Allemands à quitter Naples, il fut un des protagonistes de la scission du P.C.I. à Naples, dite scission de Montesanto, et le principal représentant de la Confédération générale du travail (CGL). Celle-ci dans la région napolitaine comptait plus de 15.000 adhérents. Avec Libero Villone (1913-1970), qui allait passer au trotskysme en 1946, il est en 1944 l'un des responsables de son organe *Battaglie sindacali*. Lors du congrès de la CGL tenu à Salerne les 18-20 février 1944, il est rapporteur sur la situation syndicale. Il souligne que «*le syndicat peut se trouver dans la situation de devoir engager une lutte précisément contre l'État*». Sur le plan politique, il émet des réserves sur la participation des ouvriers à la guerre : «*Aucun ouvrier, aucun paysan n'est disposé à aller affronter la mort, sinon pour la liberté et un meilleur avenir pour la classe ouvrière*».

Après la fin de l'expérience du PC de Montesanto, Russo est exclu du PCI «refondé». Togliatti, à son arrivée à Naples l'avait vainement rencontré (début avril 1944) et lui avait proposé un poste à responsabilité qu'il refusa, voulant jouir d'un «droit de fraction». Il fait partie à l'été 1944 de la «Frazione dei socialisti et comunisti», influencée sinon dirigée par Bordiga.

Pour cette raison, les staliniens italiens le dénoncèrent comme «fasciste» auprès des autorités militaires alliées qui demandaient les noms de prétendues «taupes fascistes». En effet, en mai 1944, le jeune sergent britannique Norman Lewis, du contre-espionnage britannique, avait demandé au dirigeant stalinien Eugenio Reale (1905-1986) les noms des responsables fascistes de la région napolitaine. Sur une feuille, Reale désigna comme «chefs fascistes» les dissidents d'extrême gauche : Enrico Russo, Antonio Cecchi, Libero Villone et Luigi Balzano. Le journal fasciste était *Il proletario*, l'organe de la «Fraction de gauche des communiste et des socialistes italiens».

Mais, en fait, Russo s'orientait déjà vers des positions social-démocrates et syndicalistes pures; il n'adhéra donc jamais au P.C. Internationaliste de Damen après la fusion en juillet 1945 des groupes du Nord et du Sud.

Autour de 1946, il adhéra au PSIUP (Parti socialiste d'unité prolétarienne), puis au début de 1947 au P.S.L.I. (Parti socialiste des travailleurs italiens) de Giuseppe Sarragat, pro-américain. Il fit partie de sa direction nationale, puis, de 1953 à 1955, il dirigea le journal *Battaglia socialista*, en essayant vainement de créer une «fraction de gauche».

Il mourut le 30 octobre 1973 dans un hospice de vieillards napolitain, dans une très grande indigence.



Sources : ACS CPC, busta 4498 (dossier n° 25124). – Archivio Documenti Federazione PCI di Napoli. – «Sulla nuova opposizione», *Prometeo* n° 37, 15 sept. 1930. – Candiani : «La questione sindacale e la mano d'opera straniera», *Bolletino interno della frazione di sinistra* n° 2, avril 1931; «Natura della Frazione», «Note esplicative sulla mozione discussa nel gruppo di Bruxelles sulla situazione italiana e sui compiti della Frazione», n° 5, sept. 1931. – *La Batalla*, Barcelone, 16 sept. 1936. – «La crise de la fraction – Ordre du jour de la Commission Exécutive», *Bilan* n° 37, nov.-déc. 1936, p. 1234-1235. – «Relazione Russo al Congresso di Salerno», *Battaglie Sindacali*, Naples, 27 fév. 1944. – Clara De Marco, «La costituzione della Confederazione Generale del Lavoro e la scissione di 'Montesanto' (1943-1944)», *Giovane Critica* n° 27, été 1971. – Antonio Alosco, *Alle origini del sindacalismo, La ricostruzione della CGL nell'Italia liberata (1943-1944)*, SugarCo Edizioni, Milan, 1979. – Arturo Peregalli, *L'altra Resistenza. Il PCI e le opposizioni di sinistra in Italia 1943-1945*, Graphos, Gênes, 1991. – Maurizio Valenzi, *C'è Togliatti! Napoli 1944: i primi mesi di Togliatti in Italia*, Sellerio, Palerme, 1995. – Fausto Bucci, Rossano Quiriconi et Claudio Carboncini, *La vittoria di Franco è la disfatta del proletariato… Mario De Leone e la rivoluzione spagnola*, La Ginestra – Comitato pro ex Ilva, Follonica, 1997. – Antonio Alosco, *Rosso napoletano. Vita di Enrico Russo il Che Guevara italiano*, Piero Lacaita Editore, Manduria-Bari-Roma, 2007. – Notice de Paolo Casciola : http://files.spazioweb.it/aruba27963/file/paolo_casciola_enrico_russo_1895-1973.pdf

SACCANI (Claudio), dit CLAUDIO, conducteur de trains, né dans les années 1940 : au début des années 60, il adhéra au PCInt «programmiste» avant de rejoindre en 1964 le groupe milanais de Lanzafame «La Rivoluzione Comunista», dont il finit par s'éloigner à la fin des années 1990, usé par l'activisme de son organisation.

En 1975-1976, il fut le promoteur des Comités unitaires de lutte des cheminots (Comitati unitari di lotta dei ferrovieri), expression d'une forme de «syndicalisme de base» en dehors des syndicats officiels. Sous le nom de *Claudio*, il a signé de nombreux articles dans *La Rivoluzione Comunista, Lotte Operaie, La voce dei ferrovieri in lotta.*

Sources : PCInt-La Rivoluzione comunista, *La linea di classe nei ferrovieri*, Milan, Ed. L'Internazionale, 1976. – «Il movimento operaio e il sindacalismo di classe dal dopoguerra ai giorni nostri. La rivoluzione proletaria è l'unica prospettiva dei salariati», *Rivoluzione comunista*, supplément du 1er décembre 2011.



Sandro Saggioro

SAGGIORO (Sandro) (1949-2015) : chirurgien urgentiste, né à Urbana (Padoue), Sandro Saggioro milita à la fin des années 60 dans le groupe bordiguiste «il programma comunista», dirigé par Bruno Maffi.

Inquiet du «tournant trotskyste», il quitta le groupe vers la fin de 1973, prenant contact aussi bien avec les anciens camarades de *Bilan* en Belgique qu'avec le groupe «Révolution internationale». Il participa à Padoue, en 1974, au premier numéro de *Rivoluzione internazionale*, qui devait être imprimée par le noyau italien à Naples. Il voyait dans cette revue sœur de *Révolution internationale*, une continuité avec l'esprit de la Fraction italienne autour de *Bilan* et *Prometeo*. Présent à la formation du Courant communiste international (CCI), lors de son premier congrès (avril 1975), il le quitta rapidement pour reprendre une activité militante dans «Il programma comunista». Au bout de quelques années, il se trouva confronté à une situation de désagrégation du «parti», qui proclamait l'ouverture d'un «*cours nouveau*» qui exigeait un travail renforcé pour le développement d'un «parti compact et puissant».

En tant que membre de la section de Schio, lui et ses camarades adressèrent au «Centre», à la fin de l'année 1982, une lettre soulignant le contexte «contre-révolutionnaire» de la désagrégation du «parti» (copie dans une lettre de fév. 1992 adressée à Ph. B.). Il n'y avait de «nouveau cours» visible et encore moins un «retard» du parti face à une situation de reflux des luttes ouvrières après 1980 :

> «*La situation mondiale se caractérise encore pour l'essentiel par la contre-révolution… Cette situation ne peut se renverser qu'à long terme et à la seule condition que les ouvriers d'industrie des grandes*



métropoles capitalistes sortent de décennies de léthargie. C'est alors seulement que deviendra possible un substantiel renforcement du Parti, dont l'absence, si elle constitue effectivement un facteur retardateur et désagrégateur pour la reprise de classe – comme l'affirme le «cours nouveau» *(du parti) – est pleinement le produit d'une gigantesque prévalence des forces adverses nationalistes, démocratiques, religieuses… Il s'agit… pour nous de rendre encore plus net et intransigeant le bilan que la Gauche a tiré des longs cycles de contre-révolution, en nous engageant avec un zèle accru et persévérant dans la défense et la restauration des principes doctrinaux, avec une vision complexe du devenir du capitalisme actuel…, face à d'énièmes attaques s'exerçant à l'intérieur même du parti, sous forme d'un volontarisme antimarxiste qui est en train de détruire le modeste, mais gigantesque et précieux travail accompli des années durant. Dans ce sens, il n'y a pas pour nous de* «nouvelles phases» *et des tâches différentes de celles que nous proposions trente ans plus tôt*».

Malgré l'éclatement du PC international à l'automne 1982, il maintint des contacts avec la section de Schio, dont il fit partie quelque temps, ainsi qu'avec d'autres petits groupes «programmistes» à Turin (*Quaderni internazionalisti*) et Milan (*L'Internazionalista*).

Dans les années 90, il travailla en étroite collaboration avec son ami l'historien Arturo Peregalli, publiant ensemble d'importantes contributions sur Bordiga et l'histoire de son mouvement. Il collabora aussi dans les années 1990 à la revue *n + 1* de Turin, éditant et introduisant un recueil d'articles de Bordiga sur le fascisme.

De 2002 à 2007, il fit partie du comité scientifique de la Fondazione Amadeo Bordiga, qui a publié plusieurs tomes des œuvres du fondateur du Parti communiste d'Italie. En 2010 et 2014, peu avant sa mort, il avait publié deux ouvrages majeurs sur l'histoire du mouvement «programmiste», tant en Italie qu'en France.

De 2007 à 2013, il consacra une grande partie de ses forces à la publication de textes et documents inédits sur et autour de Bordiga, sur son propre site web : *Avanti Barbari !*

Retraité très actif, se dédiant entièrement à l'histoire de la gauche communiste italienne, Sandro Saggioro est mort prématurément à Padoue le 17 novembre 2015.

Sources : Site web *Avanti Barbari!* : http://www.avantibarbari.it/. – Lettre (en italien) de Sandro S. à Ph. B., février 1992. – [Sandro Saggioro (éd.)], *Storia della Sinistra. Comunismo e fascismo*, Editing, Turin, nov. 1992. – Arturo Peregalli et Sandro Saggioro : *Amadeo Bordiga 1889-1970. Bibliografia*, Colibrì, 1995; *Amadeo Bordiga. Gli anni oscuri 1926–1945* (avec documentation annexe), *Quaderni Pietro Tresso* n° 3, janvier 1997; *Amadeo Bordiga. La sconfitta e gli anni oscuri (1926-1945)*, Colibrì, 1998. – Paolo Casciola et Sandro Saggioro, *Omaggio ad Arturo Peregalli (1948-2001*), *Quaderni Pietro Tresso* n° 31, sept.-oct. 2001. – Sandro Saggioro, *Scienza e politica in Amadeo Bordiga*, *Quaderni Pietro Tresso* n° 64, mars 2008; *Né con Truman né con Stalin. Storia del Partito Comunista Internazionale (1942-1952)*, Colibrì, juillet 2010; *In attesa della grande crisi. Storia del Partito Comunista Internazionale «il programma comunista» (dal 1952 al 1982)*, Colibrì, oct. 2014. – «È mancato Sandro Saggioro, stimato chirurgo dalla spiccata vocazione politica», *Il mattino di Padova*, 22 nov. 2015.

SALAMA (Robert), dit SADI, MOUSSO, professeur de mathématiques supérieures : Égyptien d'origine juive, né le 15 février 1919 à Alexandrie, Robert Salama fit ses études de mathématiques supérieures à Paris. Nourrissant dans son adolescence des sympathies très éphémères pour Mussolini (d'où le sobriquet ironique de «Mousso»), il sympathisa avec le trotskysme avant la guerre. Pendant celle-ci, il fut mis en contact avec la Gauche communiste italienne à Marseille. En 1942, avec Marc Chirik et Suzanne Voute, il est partie constitutive de la Gauche communiste de France (Noyau français de la Gauche communiste internationale). Au côté de son ami et mentor Marc Chirik, il travailla au «Croque-Fruit» qui avait son siège à Marseille – alors en «Zone libre» – et se mit en grève lorsque les directeurs de cette coopérative ouvrière de pâtes de fruit voulurent augmenter les cadences de travail.

Pendant cette période, accompagné de Suzanne Voute, il fit plusieurs voyages très périlleux en Belgique pour renouer les contacts avec les militants italiens et belges de la Gauche communiste internationaliste à Bruxelles.

En juin 1944, il distribua avec un très grand courage un tract dans les rues de Paris pour dénoncer à la fois l'occupation terroriste de l'impérialisme allemand et le débarquement des forces de



l'impérialisme américain et en appeler à la fraternité internationaliste des exploités. Il intervient dans la clandestinité sous le pseudonyme de *Mousso*.

Il fut, lors de la scission d'août 1945 de la FFGCI (Fraction française de la gauche communiste internationaliste) l'un des plus virulents pourfendeurs de Vercesi qu'il qualifiait de « renégat » pour sa participation dans le Comité antifasciste de Bruxelles en 1944. En mai 1946, en réponse à *Lucain* (pseudonyme d'un membre de la Fraction belge, vraisemblablement Robert Couthier), qui qualifiait le groupe «Internationalisme» de «dissident», il établissait une nette différence entre Perrone et Bordiga pour la clarté de la perspective de l'après-guerre : «*Que le camarade Bordiga considère que la perspective est vers une nouvelle guerre avant l'éclosion de mouvements révolutionnaires – position que nous partageons –, cette position claire et nette se tient et se comprend.* »

Membre de la Gauche communiste de France [que l'on appelait aussi le groupe M et M (Marc et Mousso)], il intervint en 1947 dans la grève des usines Renault de Billancourt où se manifestait un net rejet des syndicats. Il entretint le contact avec l'ouvrier André Claisse, surnommé *Goupil* ou *Renard* qui relate la grève sous ces pseudonymes la grève dans *Internationalisme*. *Mousso* de son côté signe aussi ses articles dans la revue sous le pseudonyme de *Sadi* (son pseudonyme «égyptien»).

Chargé des contacts internationaux, il se déplaça en Italie plusieurs fois pour rencontrer les dirigeants du Parti communiste internationaliste, dont Bordiga.

En septembre 1947, il devait constater dans un article que ce parti «*ne peut, tout au plus, être considéré que comme une minorité agissante, mais sans grande influence sur la masse des travailleurs en Italie. En certains endroits, les sections de ce parti sont devenues faméliques en militants, exprimant par là un certain affaissement de la volonté de lutte du prolétariat. Mais ce parti révolutionnaire demeure une école d'expérience et de formation des cadres révolutionnaires de la prochaine vague révolutionnaire*».

Pendant les années suivantes, jusqu'en 1952, il participa à la revue *Internationalisme*, organe de la GCF. Il partit enseigner à la Réunion, puis en Guyane. Il maintint toujours des liens épistolaires étroits avec Marc Chirik, mais jamais avec ses anciens camarades Serge Bricianer, Louis Evrard et Louis Bessaignet, échaudés par la légèreté et le dilettantisme de sa conduite personnelle.

Avec la reprise des luttes ouvrières de mai-juin 1968, un regroupement s'amorça en France et aboutit à la naissance de la revue trimestrielle *Révolution Internationale* nouvelle série (1972), puis à celle du Courant communiste international (CCI) fondée en janvier 1975. Par sa fidélité à Marc Chirik née de leur lutte commune pendant les années où il était «minuit dans le siècle» et malgré de nombreuses divergences, Robert Salama apporta sa pierre angulaire à la construction de ce courant.

Malgré cette adhésion, il afficha toujours des liens très fraternels avec l'organisation de Guy Sabatier «Pour une intervention communiste» (PIC) qui publiait la revue *Jeune Taupe* (1974-1981). En 1978, lors des mouvements sociaux à Longwy/Denain dans la métallurgie lorraine, il estima que la classe ouvrière démontrait «encore de grandes capacités de lutte face à la crise capitaliste». À cette époque, atteint par la leucémie, son état de santé se dégrada rapidement. Il mourut le 22 juin 1979, des suites d'un accident de voiture en Guadeloupe, peu de temps avant sa retraite de l'Université. Il fut enterré au cimetière de Villejuif, en présence notamment de son neveu l'économiste Pierre Salama, universitaire membre de la LCR, de Guy Sabatier, Raoul Victor, ainsi que de Clara et Marc Chirik.

Sources : *Lucain* [Robert Couthier?], «La formation du Parti de classe en Italie est-elle prématurée ?», *L'Internationaliste*, n° 15, Bruxelles, mars 1946. – *Révolution internationale*, n° 64, août 1979. – Guy Sabatier, «Mousso la vie », *Jeune Taupe*, oct.-nov. 1979.

Œuvre : *Sadi* : in *L'Étincelle,* «Honnêteté et mauvaise foi politique. Réponse à Lucain», n° 12, mai 1946. – *Internationalisme* : «Capitalisme d'État et socialisme», n° 14, oct. 1946; «Lettre à Paul Mattick», n° 17, janvier 1947; «Libres propos sur l'État», n° 18, février 1947; «La Conférence de Moscou», n° 21, mai 1947. – «Le plan Marschall, échec de la conférence de Paris», n° 24, 15 juillet 1947; «La fin de la vague de grèves», n° 25, 20 août 1947. – «La grève a passé par là», n° 30, 15 janvier 1948. – *Mousso*, in *Internationalisme* : «Les affaires d'Indochine», n° 17, janvier 1947; «Voyage en Italie», n° 26, 15 sept. 1947; «Le refus seule position de classe», n° 27, 15 octobre 1947; «Où mène l'antistalinisme ?», n° 35, juin 1948; «Perspectives de guerre dans la situation française», n° 38, octobre 1948.

SALETTA (Cesare), dit C.S., né en 1937 à Bologne. Très jeune, il s'engagea (vers 1956) dans les Groupes anarchistes d'action prolétarienne [Gruppi Anarchici d'Azione Proletaria] fondés par Arrigo Cervetto et Lorenzo Parodi, alors anarchistes.

Vers 1958-1960, il participa à l'activité du PCInt («programma comunista»), en contact étroit avec Bordiga, au point d'en être l'un des collaborateurs patentés («nègres»). Au début de 1973, tout comme la petite section de Bologne (4 militants environ), il fit sécession et participa à la formation du *Gruppo comunista internazionalista autonomo* (groupe communiste internationaliste autonome), qui s'agrégea d'autres dissidents bordiguistes milanais. Il collabora – avec Giancarlo Tacchi (1939-2001) et Bruno Lollini (B.L.) – à son organe *L'Internazionalista* (sous les initiales de C.S.), dont le premier numéro (numéro unique d'essai) parut à Milan en juillet 1973. Le titre changea dès le numéro 3 pour celui de *Quaderni de l'Internazionalista* et cessa de paraître en 1992.

Dès le début des années 1980, Saletta marqua de plus en plus un engagement pour la «cause palestinienne» qui le conduisit aux limites d'une pure négation de la Shoah.

Reprenant à son compte la littérature «révisionniste» de Paul Rassinier et Robert Faurisson, il soutenait qu'une extermination «juive» massive était «*un fait non advenu*», que cela était une création du «*capitalisme antifasciste*», «*de connivence avec le sionisme*» – finalement son frère jumeau –, pour détourner l'attention sur ses propres crimes en temps de guerre comme en temps de paix. Pour Saletta, qui se différencie ainsi des antisémites faurissonniens, il ne s'agit pas d'«une imaginaire 'conspiration juive'», mais de l'élaboration d'une propagande de guerre a posteriori. «*Dire la vérité*» (*sic*) sur l'Holocauste serait «*un acte révolutionnaire*», car les puissances victorieuses, tenteraient d'inculquer que «des vainqueurs de 1945 ont été d'une essence différente de celle des vaincus, ceux-ci incarnant le mal en soi».

Revenant sur sa «vérité», qu'il présentait comme «*l'oxygène de la révolution*», Saletta alla plus loin en août 1994 dans son soutien à Pierre Guillaume et à sa maison d'édition «La Vieille Taupe», présentée (mensongèrement) comme une «*maison d'édition de la gauche révolutionnaire*», alors qu'elle évoluait vers l'extrême droite antisémite. Il affirmait qu'on pouvait conclure «*à l'inexistence d'une quelconque intention de génocide et d'un quelconque plan d'extermination*», allant jusqu'à nier l'existence de chambres à gaz : «*une véritable absurdité du point de vue de la physique, de la chimie et de la technologie*».

Malgré une évolution plus qu'ambiguë, Saletta a maintenu un attachement sentimental à la personnalité de Bordiga, mort cependant trop tôt pour condamner les dérives négationnistes.

Âgé, il semble depuis les années 2010 surtout attaché à livrer ses «souvenirs de jeunesse» sur Bordiga et la mouvance programmiste, mais n'a fait aucune mise au point sur ses positions négationnistes passées.

Une thèse récente de Daniela Rana (Turin, 2011), intitulée «*On n'a gazé que les poux». Le radici culturali e teorico-politiche dei negazionismi tra Italia e Francia,* montre que malgré la dérive de quelques très rares ex-militants (comme Cesare Saletta), c'est un déni de justice d'écrire l'équation : «bordiguisme = négationnisme».

Sources : Cesare Saletta [C. S.], « Il caso Rassinier », in *Quaderni de L'Internazionalista*, n° 10, déc. 1980-mars 1981 : http://www.vho.org/aaargh/ital/archisaletta/SALCasoRass.html – Note rassineriane (con appendice sulla persecuzione giudiziaria di R. Faurisson), in *Quaderni de L'Internazionalista*, n° 11, déc. 1981-mars 1982. – «Sionismo e Medio Oriente», supplément au numéro 12 de *Quaderni de L'Internazionalista*. – *Per il revisionismo storico contro Vidal-Naquet* (avec en annexe un texte de Robert Faurisson, 1987), Graphos, Gênes, 1993 : http://www.vho.org/aaargh/fran/livres4/controvn.pdf. – Cesare Saletta et Gilberto Loforno, «Premessa», in *Dallo sfrutammento* nei *lager allo sfruttamento dei lager*, Graphos, Gênes, sept. 1994 (traduction d'un article de *La Guerre sociale,* n° 3, juin 1979). – Cesare Saletta (introduction de), in *Il caso Faurisson e il revisionismo olocaustico* (textes de Noam Chomsky, Robert Faurisson et Serge Thion), Gênes, Graphos, Gênes, 1997. – Daniela Rana, "*On n'a gazé que les poux". Le radici culturali e teorico-politiche dei negazionismi tra Italia e Francia,* Università degli Studi di Torino Dipartimento di Studi Politici, 2011. – Luigi Gerosa, *Archivio della Fondazione Bordiga. La biblioteca, la corrispondenza, le carte di argomento politico ed urbanistico di Amadeo Bordiga*, Fondazione Amadeo Bordiga, janvier 2013. – «Intermezzo», chapitre inséré dans le livre de Sandro Saggioro, *In attesa della grande crisi*, Colibrì, oct. 2014, p. 255-268.



Photo de Saverio Saltarelli, avec cette légende du groupe «Rivoluzione comunista» : *Onore comunista* («Honneur communiste»)

SALTARELLI (Saverio) (1947-1970), dit CARLO MARX : fils de berger, né le 25 mai 1947 à Pescasseroli (L'Aquila), il s'installa à Milan, où travaillaient ses sœurs, fréquentant le lycée Berchet, puis l'Université de droit et jurisprudence, tout en alternant études et travail multiple pour subvenir à ses besoins. À la fin de 1969 il devint sympathisant du Partito comunista internazionalista (*Rivoluzione comunista*). C'est au printemps 1970 qu'il participa très activement à l'activité de l'organisation dont il était devenu membre, aussi bien dans ses locaux que dans les manifestations de rue. Sa longue barbe fournie lui avait valu le sobriquet de «Carlo Marx».

Le 12 décembre 1970, Saverio Saltarelli fut tué par la police, une heure et demie après avoir quitté la bibliothèque universitaire où il étudiait avec un ami. Il participait avec son organisation à une manifestation interdite, organisée par les anarchistes pour exiger la libération des militants Pietro Valpreda (1933-2002), Emilio Borghese et Roberto Gargamelli, accusés du massacre de la Piazza Fontana à Milan (12 décembre 1969). Il succomba à un tir de grenade lacrymogène qui le toucha en plein cœur.

Le «massacre d'État» de la piazza Fontana, élaboré dans le cadre d'une «stratégie de la tension», avait été fomenté par des néo-fascistes, membres de la loge maçonnique P2 et des membres des services secrets liés à l'OTAN.

Le 1er juillet 1976, le responsable de la mort de Saverio Saltarelli, le capitaine des forces mobiles de police Alberto Antonetti, fut condamné à 9 mois de prison pour «homicide par imprudence», peine aussitôt amnistiée et effacée de son dossier personnel.

Sources : *L'Agitatore comunista* n° 11, décembre 1970 [organe des groupes étudiants internationalistes (Rivoluzione comunista)]. – Site Rivoluzione comunista : http://digilander.libero.it/rivoluzionecom/



Riccardo Salvador, 1976.

SALVADOR (Riccardo), dit TODERO : né à Piovene Rocchette (Vicence), le 21 novembre 1900, non loin de Schio, dans le nord de l'Italie, il fut ouvrier dès l'âge de 12 ans, et le resta toute sa vie. Faisant son service militaire de 1918 à 1922, il sympathisa avec la gauche socialiste maximaliste, puis adhéra au Parti communiste d'Italie en 1923. Il s'installa et travailla en usine à Milan. Il eut l'occasion de connaître Luigi Repossi, Bruno Fortichiari, Gramsci, Togliatti, Damen et Pietro Tresso. D'un caractère particulièrement trempé, il fut chargé d'être le « flamand rose » (*fenicottero*, courrier clandestin) du Parti en Trivénétie (Vénétie julienne, euganéenne et tridentine).

Arrêté en 1927, il est condamné le 10 novembre 1928 à 12 ans et demi de prison par les autorités



fascistes. Les prisons furent son université. Il refusa d'adresser une demande de grâce à Mussolini pour ne pas se déshonorer. Il participa alors à toutes les luttes politiques dans les prisons, organisées par Onorato Damen. Suite à deux amnisties, il fut élargi en 1936, put se marier et avoir un fils qu'il prénomma Eros. Vers la fin des années 30, retourné à Schio, il abandonna tout lien avec le parti de Togliatti. Il redémarra alors une activité une activité syndicale avec les ouvriers à Schio après septembre 1943.

Riccardo Salvador était sympathisant du Parti communiste internationaliste de Damen et Maffi, lorsque les staliniens en juillet 1945 l'accusèrent d'avoir été le responsable du massacre de détenus fascistes («de massacre de Schio» des 7-8 juillet, qui se traduisit par 54 morts (dont même pas la moitié avait été fasciste), en fait liquidés par des partisans proches ou membres du PCI, qui plus tard furent «exfiltrés» à Prague pour échapper à la justice.

Il adhéra au PCInt vers 1946. Il fut le seul militant de la gauche élu secrétaire d'un' Bourse du travail, à Piovene Rocchette, grâce aux voix des membres des commissions internes. Mais son élection ne fut pas validée par la Bourse de travail de Vicence, aux mains du PCI. Démoralisé par l'absence de perspectives d'un travail syndical autonome, il partit travailler à Winterthur (Suisse), où il organisa une section de son parti. Lors de la scission de 1952, malgré toute l'amitié qui le liait à entre partisans à Damen, il choisit de s'associer à la fraction Maffi et Bordiga, bientôt regroupés autour du journal «Il Programma comunista».

Le contexte suisse, difficile (absence de traditions de lutte sociale et politique), dans lequel Salvador militait l'amena à une correspondance suivie avec Bordiga. Salvador estimait qu'il fallait rendre «plus compréhensible» le marxisme aux ouvriers. Bordiga lui répondit (23 novembre 1952) que «*c'est précisément parce que (les ouvriers) échappent à la voie scolaire et qu'ils sont doués d'une méthode qui tient plus de l'instinct que du raisonnement qu'ils arrivent à leur doctrine de classe et qu'ils agissent en conséquence*», mais que sur le plan théorique, «*simplifier c'est toujours déformer*».

À l'âge de la retraite, Salvador revint à Schio en 1966, où il créa une section entièrement ouvrière. Riccardo Salvador fut maintes fois accusé par son propre parti de nourrir des «tendances localistes».

En septembre 1982, il s'opposa vigoureusement au «Centro» de Bruno Maffi, peu avant l'éclatement international du Parti communiste international. Il se refusait à envisager la possibilité d'actions communes sur un terrain immédiat avec des ouvriers d'autres organisations d'extrême gauche. Il s'opposa aussi à la fondation d'une section dans le gros centre industriel vénitien de Mestre-Porto-Marghera, estimant que les militants travaillant dans ce centre devaient s'organiser dans les localités d'où ils étaient originaires. Toute la section de Schio décida alors de rompre avec le «Centre» du parti et devint autonome.

Bien que vitupérant contre la «dégénérescence des programmistes» de *Il Programma comunista*, Riccardo et ses camarades revinrent dans ce qui restait du Parti communiste international «programmiste», regroupé autour de Bruno Maffi.

Jusqu'à un âge fort avancé, Riccardo Salvador demeura un militant très actif. À son instigation, la section de Schio déploya un travail considérable de réédition des textes de Bordiga des années 20, puis des années 50 et 60 («Sul filo del tempo»).

Il mourut à Schio le 31 octobre 1993. Pour ses camarades «bordiguistes», il était incontestablement un rare survivant de la vieille garde qui avait donné naissance à leur parti (PC internationaliste) en 1943. Il représentait aussi un certain type d'ouvrier communiste de gauche, très attaché à sa classe, aussi actif dans le quotidien social que soucieux d'acquérir et d'impulser une solide formation théorique.

Sources : ACS CPC busta 4543. – *Battaglia comunista* du 28 juillet 1945 et du 6 août 1945 (articles de R. Salvador). – brochures de la section de Schio de «Programma comunista» : *Materiali di lavoro*, Schio (1). – *Il Comunista* n° 39, nov. 1993-fév. 1994. – *Programme communiste*, n° 94, mai 1995, «À la mémoire d'un camarade de la vieille garde : Riccardo Salvador». – Riccardo Salvador, *Ricordi di un*

militante, Schio, 2012.



Sergio Salvadori (1922-1950), condamné arbitrairement, mort en prison.

SALVADORI (Sergio) : né à San Polo (Florence) en 1922. Il devient militant du PCInt vers la fin de 1945. En 1948 il est jugé pour complicité dans l'assassinat de l'agrarien fasciste Lapo Viviani della Robbia. Sans aucune preuve, et en dépit d'une importante campagne de soutien aux emprisonnés de San Polo, il est condamné à 20 années de prison. Il est mort, faute de soins médicaux, dans la prison de Parme le 27 septembre 1950.

Sources : «Sergio Salvadori, tragicamente morto nel carcere di Parma», *Battaglia Comunista* n° 19, 4-18 oct. 1950. – «Prezzo di una milizia», *Prometeo* n° 1, nov. 1950. – Alessandro Pellegatta, «Morte in carcere di un combattivo proletario», *Pagine Marxiste* n° 25, sept. 2010.

SANTIN (Mario), dit MARIOTTO : né à Milan vers 1928, ouvrier à la Motomeccanica. Il adhéra très jeune vers 1946 au PCInt. Lors de la scission de 1952, il soutient le tandem Bordiga-Maffi («il programma comunista»). Vers la fin de 1964, il suit la tendance de Calogero Lanzafame et adhère au groupe qui publie *La Rivoluzione Comunista*, dont il fut vite expulsé. Au début des années 1970, il est l'un des initiateurs du Groupe communiste internationaliste autonome qui publie la revue *L'Internazionalista* de 1973 à 1991.

Sources : Sandro Saggioro, *Né con Truman né con Stalin*, op. cit.; et *In attesa della grande crisi*, op. cit. – «Comunicato organizzativo», *La Rivoluzione Comunista*, janvier-mars 1966, p. 2. – Dino Erba, *Dizionario*…, 2015.



Georg Scheuer, photo, police d'État autrichienne, 5 nov. 1936. – «Armand», clandestin à Marseille, photo, 1942.

SCHEUER (Georg), dit ROTER HANSL, ARMAND, GASTON BRINON, GEORGES LAGRANGE, JACQUES HUBERT, MARTIN BUCHER, journaliste. Georg Scheuer est né le 8 décembre 1915 à Vienne (Autriche), fils de : Heinrich Scheuer (1885-1942), d'origine juive morave, rédacteur à l'agence de presse de Vienne, et de Alice Leimdörfer (1889-1942), Hungaro-Souabe de Temesvár (Timişoara), Banat. Ses parents étaient avant tout «panthéistes», pacifistes et social-démocrates.

G. Scheuer adhéra très jeune à l'Association des collégiens socialistes [Verband Sozialistischer Mittelschüler (VSM)] et à la Jeunesse socialiste ouvrière [Sozialistische Arbeiterjugend (SAJ)]. En 1930, il était chef de groupe des Faucons rouges (*Rote Falken*), social-démocrate, créé en 1925 et rassemblant les enfants «rouges» de 12 à 14 ans. Il rencontre Otto Bauer (1881-1938), Max Adler (1873-1937), Wilhelm Reich (1897-1957) – dont il retint les leçons sur la liberté sexuelle de la jeunesse – qui viennent faire des exposés.

Mais en désaccord avec la mollesse de l'«austromarxisme» face à la montée du fascisme, il passe en 1931 à la Jeunesse communiste (Kommunistischer Jugendverband). Aussitôt, il s'investit dans



une activité politique incessante, de jour comme de nuit, à la grande inquiétude de ses parents. Délégué du RMV (Association révolutionnaire des collégiens), il part pour Berlin le Noël de la même année, son premier voyage international. Il est accueilli par une militante du KPD qui le salue non par le traditionnel «Rotfront» (Front Rouge), mais par un stupéfiant «Heil Moskau». Dans une réunion de masse du KPD, l'orateur rassure : «*Le jour même où Hitler devrait entrer au gouvernement, les bataillons de l'Armée rouge seraient à la frontière de l'Allemagne*». Lorsqu'il repart, à la gare, ses camarades allemands le rassurent à nouveau : «*Lorsque tu reviendras, tu nous verras déjà au pouvoir !*».

Après l'insurrection de février 1934, à laquelle il participe à Vienne, surtout avec «des prolétaires sans-parti», Georg s'oppose fermement à ses parents, en particulier à son père qui brûle toute la littérature social-démocrate «compromettante» après l'écrasement de l'insurrection ouvrière. Ce dernier donne même des gages et rédige un opuscule où le nouveau et «vénérable» chancelier Schuschnigg (1897-1977), qui succède à Dolfuss (1892-1934) assassiné par les nazis, conduit «l'Autriche à un nouveau réveil et à une nouvelle foi en son futur», alors que l'«honorable» chancelier mène une politique de rapprochement avec l'Allemagne nazie.

La faillite commune du SPD et du KPD, sans combat en février 1933, puis celle de la social-démocratie autrichienne en février 1934, le poussent à se réorienter : il lit en bibliothèque les œuvres de Lénine et s'oriente progressivement vers le «bolchevisme-léninisme». Lors d'un voyage en Italie, à l'été 1934, il aura la grande surprise de voir en librairie en traduction italienne de *Ma Vie* de Trotsky. En 1935, avec plusieurs groupes de jeunes au sein de la Jeunesse communiste et du PC autrichiens, il participe à la formation d'une fraction trotskyste clandestine qui se transforme vite en organisation autonome sous le nom de Revolutionäre Kommunisten Österreichs (Communistes-Révolutionnaires d'Autriche). Avec son ami Karl Fischer (1918-1936), dit *Kegel* («la quille»), et la mère de ce dernier (Maria), il va en être l'élément moteur.

Les RKÖ publient leur organe illégal *Bolschewik* dès février 1936, la rédaction étant assumée par lui-même, Karl Fischer, Franz Lederer (1915-1941) et Joseph Hindels (1916-1990). Le titre qu'il propose, *Spartakus*, en hommage à Rosa Luxemburg, n'est pas accepté. Les RKÖ forment alors le «Mouvement pour la 4e Internationale», en relation avec l'un des secrétaires de Trotsky le Tchèque Jan Frankel (1906-1984). Cette «IVe Internationale» était alors représentée par le Kampfbund, groupe formé par un vieux routier de l'opposition au PC autrichien Josef Frey (1889-1957), qui considérait les RK comme des «provocateurs à la solde des staliniens».

En novembre 1936, Georg Scheuer est arrêté au domicile familial par la police qui ne trouve aucun document d'organisation. Sur dénonciation d'indicateurs, il est interrogé par la police. Malmené et traité de «chien rouge» par la police, il est emprisonné 9 mois avant d'être traduit, avec Karl Fischer et deux autres camarades, devant un tribunal en août 1937 pour «haute trahison». À la fin de ce procès qualifié par la presse viennoise de «Trotzkistenprozess in Wien» (allusion évidente aux procès de Moscou), G. Scheuer rejeta l'allégation de «haute trahison» : «*Nous sommes des marxistes, pas des putschistes… nous trotskystes d'Autriche nous aspirons à restaurer la pure théorie marxiste et les anciennes organisations ouvrières*».

Au terme de ce «Procès de Vienne», il est condamné à 18 mois de prison, son ami Karl Fischer à 14 mois, car plus jeune. Mais la cour suprême de justice, en septembre 1937, fit appel, et tous deux furent condamnés à cinq ans de forteresse, soit jusqu'à octobre 1941. C'est la menace de l'Anschluss, après un entretien orageux avec Hitler à Berchtesgaden, qui pousse le chancelier Schuschnigg, le 17 février 1938 à amnistier tous les «prisonniers politiques», les «Fazis» (nazis autrichiens) d'abord, tous les autres ensuite. Libérés, G. Scheuer et *Kegel* savent que la menace plane : Schuschnigg a nommé le chef nazi Seyss-Inquart (1892-1946) ministre de la police. G. Scheuer peut miraculeusement franchir la frontière tchèque le 11 mars 1938, dans un complet vide du pouvoir, au moment même de l'Anschluss. À temps, car son père est quelques mois plus tard révoqué, ses parents expropriés de leur maison et destinés finalement au ghetto.



Il se réfugie chez son oncle morave et retrouve certains de ses camarades, comme Josef Hindels (1916-1990), qui représenta plus tard les RK (Communistes-révolutionnaires) en Norvège. Le nationalisme qui explose dans toutes les couches de la société tchèque et slovaque, la minorité allemande des Sudètes gagnée au nazisme, et qui a pour cible les réfugiés, le pousse à vite décamper. Il obtient un visa pour la Suisse et se rend en avion de Bâle à Strasbourg, au moment même où Rudolf Klement (1908-juillet 1938), le responsable du Secrétariat international trotskyste, venait d'être assassiné par le GPU.

La rupture avec le trotskysme officiel se fit à l'occasion de la proclamation de la IVe Internationale, à Périgny (Val-de-Marne), le 3 septembre 1938, dans la maison d'Alfred Rosmer et en présence de Marc Zborowski (*Étienne*), l'espion de Staline. Se prononçant contre cette proclamation artificielle, G. Scheuer et K. Fischer sont violemment interpelés par le chef trotskyste américain Max Shachtman (1904-1972), qui coupe court à toute nouvelle prise de parole : «*Vous êtes des ultragauches!* ». Ce «qualificatif, lancé à la réunion comme une révélation, est synonyme d'anathème», devait noter Scheuer dans ses Mémoires.

Avec Karl Fischer et l'accord des militants, Georg Scheuer rebaptise alors son groupe RKD (Revolutionäre Kommunisten Deutschlands) et rompt avec le trotskysme. Au moment de la guerre, il est déjà fortement ébranlé par le témoignage d'Ante Ciliga (*Au Pays du grand mensonge*, 1938), et se prononce contre la défense inconditionnelle d'une URSS définie comme capitalisme d'État. Le RKD entre alors en contact avec les trotskystes dissidents : la Revolutionary Workers League de l'Américain Hugo Oehler (1903-1983) et le groupe belge «Contre le courant» de Georges Vereeken (1896-1978).

Avec l'éclatement de la guerre, comme tous les réfugiés allemands et autrichiens ayant fui le fascisme, il est considéré comme un potentiel «agent de la cinquième colonne». Il est interné au camp des Milles, près d'Aix-en-Provence, avec un autre responsable des RK, Gustav Gronich (6 avril 1916- 201.?), dit *Max*, déjà interné au camp de Dachau en 1938. Il y côtoie les artistes Max Ernst et Hans Bellmer, les écrivains Golo Mann et Lion Feuchtwanger, les chefs du SPD Rudolf Hilferding (1877-1941) et Rudolf Breitscheid (1874-1944), livrés plus tard par Vichy à la Gestapo. Au printemps 1940, on lui laisse comme seul choix celui de porter l'uniforme de «prestataire» (auxiliaire), un uniforme bleu-horizon datant de la première guerre mondiale. Il profite de la débâcle pour rejoindre, «en permission», à Clermont-Ferrand Melanie Berger, qui avait une couverture de secrétaire auprès d'un avocat français.

Retourné aux Milles, il tente de s'évader avec Gustav Gronich, mais tous deux sont repris par les gendarmes. Malgré la menace de leurs fusils, il réplique : «*Tu peux tirer, mais c'est toi qui est au service des 'boches', c'est vous qui venez nous prendre pour nous livrer à Hitler*». Une rageuse balle de gendarme le frôle. Ramené au camp, il est déporté en train vers le sud, où il profitera d'une faille de la surveillance, pour s'échapper à Bayonne, et gagner la nouvelle «Zone libre». À Toulouse, il rencontre des staliniens allemands, anciens des Brigades, dont le mot d'ordre soufflé par Moscou est maintenant «*heim ins Reich !*» (Retour au Reich !), slogan utilisé par Hitler lors de l'Annexion de l'Autriche en 1938.

G. Scheuer reprit contact avec ses camarades [Gustav Gronich, Lotte Israel (1920-1980), Edith Kramer (1921- ?), Karl Fischer] et s'établit à Montauban avec Melanie Berger. Très vite, lui et ses camarades doivent s'éparpiller, de Lyon jusqu'à Marseille et Grenoble, pour fuir les razzias vichystes.

Son travail politique fut le plus intense de son existence, celui d'une «autre résistance», purement internationaliste, qu'il accomplit en vrai «révolutionnaire professionnel». Il écrivit inlassablement des milliers de pages pour préparer les cadres du «nouveau parti communiste-internationaliste». Il noua des contacts innombrables avec le milieu trotskyste, d'abord celui de «La Seule voie», dirigé par Rudolf Prager (*Rudi*) [ancêtre du CCI (comité communiste internationaliste] qui répondit qu'il



«s'était trompé d'adresse». Le travail fut plus productif auprès de jeunes éléments, et cela aboutit à des scissions et à un ralliement aux RKD.

Dès 1942, ce travail aboutit à la formation des groupes de «Communistes révolutionnaires» qui à partir de 1943 dans la feuille d'agitation «Fraternisation prolétarienne» défendaient les positions des RKD. Bientôt naissait l'Organisation des communistes révolutionnaires (OCR) en octobre 1944 qui publiait *Marxisme* (remplacé par *Communisme* en mars 1945) en commun ou séparément des RKD. L'OCR compta jusqu'à une quarantaine de militants, particulièrement dans le Sud-Ouest (Toulouse, Montauban, Bordeaux). Les groupes C.R. et RKD étaient autonomes, cloisonnés par la clandestinité, avec des positions propres, bien que principiellement identiques; ils avaient leur organe propre : les CR de Toulouse publiaient en 1944-1945 «le Prolétaire»; ceux de Paris *Pouvoir ouvrier* en 1944.

La presse en allemand des RK (*RK-Bulletin* à partir de 1941, *Spartakus* de 1943 à 1945, *Vierte kommunistische Internationale*), par son rejet de la défense de l'URSS et du capitalisme d'État stalinien, montrait un réel rapprochement avec les positions internationalistes de la Fraction italienne bordiguiste. Au départ ultrabolchevik, au point de considérer chaque position de Lénine comme parole d'évangile, sa rupture avec le trotskysme l'avait fait aussi évoluer vers des positions luxembourgistes, par un rejet de tout soutien aux «luttes de libération nationale». Sous l'influence de G. Scheuer, la feuille d'agitation en allemand prit le titre de *Spartakus*, montrant des positions proches de celles des communistes de conseils, en dénonçant la répression de Kronstadt : «*La démocratie soviétique (démocratie des conseils) signifie pleines libertés démocratiques pour tous les partis des conseils se plaçant sur le terrain du pouvoir ouvrier*» (Plate-forme programmatique, 1941, point II).

G. Scheuer, comme ses camarades, menèrent un intense travail d'agitation en direction de l'armée allemande pour la «révolution mondiale et la république des conseils en Allemagne et dans le monde entier», et la fondation d'une «4e Internationale communiste». Ils invitaient les soldats à se mutiner, à fusiller leurs officiers et à former des conseils d'ouvriers et de soldats en revenant chez eux. Les RKD n'hésitèrent pas à mener des actions à haut risque. Jetant des tracts en allemand dans les casernes allemandes, dans les transports fréquentés par des soldats allemands, et même dans la rue de la main à la main.

Les événements italiens de mars 1943 et la chute de Mussolini apparurent à Scheuer et à ses camarades la promesse d'une aube révolutionnaire : «*En Allemagne, Amérique et Russie se déchaînent les luttes de classe, les grèves et mutineries : les ouvriers préparent la révolution contre leurs exploiteurs*» (*Spartakus*, juin 1944). À Grenoble, zone italienne, Karl Fischer distribua des tracts en italien auprès de soldats très amicaux.

C'est avec la Fraction bordiguiste italienne en France et son noyau français (Suzanne Voute et Marc Chirik) que se déroulèrent, à Marseille et Paris, les discussions les plus intenses, et parfois un travail commun sous forme de tracts contre la guerre. Les thèses de Bordiga sur le parti et la littérature bordiguiste fascinèrent Georg Scheuer, qui conserva de volumineuses archives du mouvement bordiguiste pendant la guerre.

G. Scheuer fut très actif aussi dans les luttes sociales des ouvriers parisiens qui cherchaient à créer des structures en dehors du nouveau cadre syndical, majoritairement stalinien. Au moment de la libération de Paris, les C.R. eurent en Raymond Hirzel – pour quelques jours président d'un Comité d'usine de Renault-Billancourt du 21 au 24 août 1944 –, un élément très actif. Avec les C.R., il mena toute une propagande pour un développement de «comités d'usine révolutionnaires» dans la région parisienne, aussi bien aux usines Berliet que chez les ouvriers du Livre et de la presse.

G. Scheuer avait traversé miraculeusement la période d'occupation. Militant aguerri, artiste de l'activité conspirative, il compta beaucoup sur la «baraka» du militant en échappant d'instinct à ses poursuivants nazis ou vichystes. Certaines imprudences auraient pu cependant lui coûter cher :

ses faux papiers d'identité étaient au nom de Lagrange, Georges, musicien, traduction littérale de ses nom et prénoms. Un sens certain de l'action chevaleresque l'amena à organiser une opération extrêmement risquée pour libérer sa compagne Melanie Berger (*Anna*), membre des RK. Celle-ci avait été arrêtée à Montauban le 26 janvier 1942, et condamnée par un tribunal militaire le 18 décembre 1942 à Toulouse à quinze ans de travaux forcés et vingt ans d'interdiction de séjour (*sic*), «pour activité communiste et anarchiste». Emprisonnée à la prison des Baumettes de Marseille, elle fut brusquement hospitalisée pour un ictère dans un hôpital. Avec un soldat allemand, prêt à déserter, et trois camarades (Lotte Israël, Gustav Gronich et Ignaz Duhl), il organise un commando. Habillés avec des uniformes SS volés, munis de faux ordres de transfert, ils réussissent à l'enlever le 15 octobre 1943 et à la mettre en lieu sûr.

Le groupe des RKD sortit de la guerre en ayant payé un prix fort pour son activité internationaliste. Si Franz Lederer (*Dieter*) mourut à 26 ans d'épuisement, Ignaz Duhl – reconnu dans la rue par un ancien condisciple en uniforme – fut arrêté, torturé et fusillé par la Gestapo en 1944 à Marseille. Arthur Streicher (*Fred*) [1917-1943] avait été arrêté en 1942 à la ligne de démarcation : il disparut dans un camp d'extermination en 1943. Une militante de premier plan, Edith Kramer (*Renée*) [1921- ?], responsable de l'imprimerie du groupe et du travail de propagande parmi les soldats allemands, fut arrêtée à l'automne 1943 par la Gestapo à Valence. Condamnée à mort à Lyon par un tribunal spécial, elle fut libérée *in extremis* par un groupe de résistants. Karl Fischer (*Émile Berger*) avait été arrêté en novembre 1943 sous son faux nom «alsacien», emprisonné à Fresnes comme «déserteur» et envoyé au camp de Buchenwald. En proie à la vindicte des staliniens qui voulaient le liquider, il fut libéré par l'armée américaine, pour aussitôt corédiger avec Marcel Baufrère et d'autres la célèbre Déclaration des communistes internationalistes de Buchenwald (20 mai 1945). Il put alors retourner en Autriche pour réanimer les restes des militants RKD qui avaient survécu.

Georg Scheuer, à la fin de la guerre, persévéra dans une activité révolutionnaire devenue moins clandestine. Très déçu par l'attitude de la gauche communiste italienne à l'égard du comité antifasciste de Bruxelles, dirigé par Ottorino Perrone, il fit dans le journal français *Le prolétaire*, continuation de *Fraternisation prolétarienne*, de féroces dénonciations de l'«opportunisme bordiguiste», et en appela à «la formation de groupes communistes-révolutionnaires, germes du futur nouveau parti du prolétariat». Lors de la scission de la gauche italienne en France au printemps 1945, il prit ouvertement parti pour le groupe de Marc Chirik, contre celui de Suzanne Voute, dont la personnalité enflammée lui apparaissait trop «hystérique».

Déboussolé par les multiples micro-scissions dans les rangs CR et RKD, abattu par l'inexistence d'une vague révolutionnaire en Europe, la perpétuation du stalinisme et l'absence du «nouveau parti bolchevik» espéré, il se retira plusieurs mois en ermite dans une montagne. Son évolution le conduisit peu à peu dans la mouvance libertaire, mais il maintint des contacts avec Ante Ciliga, vivant à Rome, et Henk Canne-Meijer, théoricien hollandais du communisme des conseils. Il fut l'un des fondateurs de la revue allemande *Freie Sozialistische Blätter*, Zurich-Amsterdam, à laquelle il contribua dès 1947. Il fut aussi l'un des collaborateurs de la revue *Spartakus*, publiée à Zürich. C'est dans cette revue qu'il rendit compte de l'enlèvement de son ami Karl Fischer par le NKVD à Linz, le 21 janvier 1947. Il adhéra à la conférence internationale de contact entre groupes révolutionnaires tenue à Bruxelles à la Pentecôte 1947, recherchant toujours la confrontation d'idées avec le milieu internationaliste.

Après 1946, il resta en France pour travailler à Paris comme rédacteur à l'AFP et correspondant de journaux allemands, suisses et autrichiens, entre autres l'*Arbeiter-Zeitung* de Vienne.

Ses liens informels avec le milieu libertaire parisien l'amenèrent à collaborer au journal *Le Libertaire*, donnant des recensions de livres sous le pseudonyme de *Martin Bucher*. Mais cela ne fit jamais de lui un anarchiste. Lorsque se fonda «Socialisme ou Barbarie», il prit contact avec

Castoriadis, mais n'adhéra pas à son groupe. Il maintint aussi des contacts avec le groupe de Grandizo Munis.

G. Scheuer resta toujours fasciné par la Révolution russe, écrivant (1957 et 1967) deux livres sur le processus de sa dégénérescence. Il suivit avec passion les événements de Mai 1968 dans lesquels il vit «la première bouffée d'air frais en Europe» après la longue nuit de la contre-révolution. Il ne cessa d'écrire sur ce qui lui paraissait initier de nouveaux espoirs prolétariens : «Mai 68 rampant» en Italie et «Révolution des Œillets» au Portugal.

Il refusa toujours de se définir comme un «résistant antifasciste», marquant nettement qu'il s'agissait d'une «autre résistance», car internationaliste, à la différence de son ancienne camarade Melanie Berger qu'il avait tirée des griffes de la Gestapo et épousa un résistant français du MUR (Mouvements unis de la Résistance).

Georg Scheuer resta toujours l'homme du refus de tout compromis-compromission : il n'adhéra pas au SPÖ, qu'il avait combattu, comme le fit Karl Fischer après 1946, pour des raisons de travail, avant d'être peu après enlevé par le NKVD à Linz et condamné par un tribunal spécial au Goulag jusqu'en mai 1955. Il ne revint jamais en arrière comme Josef Hindels (*Karl Popper*), ancien chef RK en exil en Suède, qui devint un chef syndical social-démocrate.

Il témoigna souvent sur l'histoire révolutionnaire tant en Autriche qu'en Allemagne, mais aussi en France dans les colonnes du *Monde diplomatique*. Il chercha constamment après mai 1968 à tisser des liens avec les jeunes éléments qui tant en France qu'en Autriche avaient rompu avec le trotskysme et sa conception d'un «État ouvrier dégénéré».

Il soutint en particulier les efforts du jeune groupe internationaliste viennois «Kommunistische Politik», qui publiait depuis 1977 la revue *Kommunismus*, et était en contact international avec la «Lega leninista» de Savone, dirigée par Corrado Basile, qui publiait *Falcemartello*.

Dans une interview (anonyme), à la veille du conflit en Afghanistan, G. Scheuer maintenait intact son espoir passionné en une révolution internationale, malgré le danger de conflits impérialistes généralisés : «*Dans cette période de marée basse du mouvement révolutionnaire, le danger d'une troisième guerre mondiale revient à l'ordre du jour… Cela ne signifie pas que la troisième guerre impérialiste est 'inévitable' : d'importantes luttes de classe peuvent s'élever jusqu'à un surgissement de révolutions sociales et empêcher un nouveau massacre impérialiste. Ces possibilités, nous ne devons ni les sous-estimer, ni les surestimer. En toutes circonstances, nous devons poursuivre dans tous les pays la lutte pour la révolution prolétarienne et contrer les préparatifs de guerre impérialistes, nous préparer, au cas où «toutefois» la guerre impérialiste devrait éclater, à transformer celle-ci – dans l'esprit du défaitisme révolutionnaire – en révolution prolétarienne mondiale*».

G. Scheuer passa les dernières années de son existence à Vienne, avec sa femme Christa Scheuer-Weyl (1941–2006), née à Munich, journaliste, critique et traductrice. Il mit à profit cette retraite définitive à Vienne pour écrire la première partie de ses *Mémoires*, jusqu'en 1945 (*Nur Narren fürchten nichts*, 1991) et son livre de bilan politique de la Russie révolutionnaire de 1917 à la contre-révolution stalinienne (*Vorwärts und schnell vergessen ?*, 1992). Dans ce livre consacré au bilan d'in siècle, vécu entre rêve et traumatisme, il donnait son testament politique, celui d'une lucide espérance, loin de l'illusion d'espoirs nourris par la disparition de l'Empire soviétique et la réunification allemande, ou d'une «lutte de classe [des damnés de la terre] sous la forme nouvelle d'un gigantesque affrontement Nord-Sud», dont «l'issue est incertaine» : «*L'alternative posée autrefois [Socialisme ou barbarie], en y ajoutant la catastrophe écologique globalisée, est plus pressante que jamais : réalisation de l'espérance de l'humanité proclamée au tournant du siècle dernier ou chute dans un chaos sanglant. La 'fin de l'histoire' n'existe pas. Peut-être le final d'une préhistoire barbare*».

Georg Scheuer, mort à Vienne le 15 septembre 1996, est enterré au Cimetière central (Zentralfriedhof) de Vienne, avec pour épitaphe : «*Nous vivons sur un volcan, et tu dois y aménager ton jardin de roses*», un aphorisme qu'il avait emprunté à Jan Frankel.



Les parents de G. Scheuer, Heinrich et Alice avaient été déportés le 20 mai 1942 à Maly Trostinec (Biélorussie); ils furent aussitôt assassinés à leur arrivée. Dans ce village, situé à 12 km au sud-est de Minsk, furent exterminées entre 40.000 et 60.000 personnes, la plupart juives ou supposées «judéo-bolcheviques», entre mai 1942 et juin 1944. Une cour d'immeuble à Vienne, au 39 Neulinggasse, porte depuis 2009 leur nom.

Les archives de G. Scheuer, déposées à l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam (IISG) sont une source de premier ordre pour une étude précise des organisations trotskystes dissidentes et bordiguistes pendant et au lendemain de la guerre.

Œuvre : *Von Lenin bis ...? Die Geschichte einer Konterrevolution*, Verlag nach Dietz, Berlin, 1957. – *Marianne auf dem Schafott. Frankreich zwischen gestern und morgen,* Europa Verlag, Vienne, 1966. – *Oktober 1917. Die russische Revolution*, J. H. W. Dietz Nachf., Hanovre, 1967. – *Genosse Mussolini? Wurzeln und Wege des Ur-Fascismus.* Geschichte 1915-1945, Verlag für Gesellschaftskritik, Vienne, 1985. – *Nur Narren fürchten nichts. Szenen aus dem Dreissigjährigen Krieg 1915 – 1945.* Autobiographie 1915-1945, Verlag für Gesellschaftskritik, Vienne, 1991. – *Vorwärts – und schnell vergessen? Jahrhundert zwischen Traum und Trauma*, Picus-Verlag, Vienne, 1992. – *Mussolinis langer Schatten. Marsch auf Rom im Nadelstreif.* Geschichte 1946-1996, Neuer ISP-Verlag, Cologne, 1996. – *Seuls les fous n'ont pas peur*, Syllepse, traduit par Geneviève Hess et Christa Scheuer-Weyl, Paris, 2002.

Sources : Georg Scheuer Collection, Institut international d'Histoire sociale (IISG), Amsterdam : http://search.socialhistory.org/Record/ARCH01249/ArchiveContentList#Ab8ec6ebe30. – Documents des RKD en langue française : http://archivesautonomies.org/spip.php?rubrique472. – RKD-CR (1940-1947), documents et sommaires de revues (français et allemand) : http://archivesautonomies.org/spip.php?rubrique472. – Diverses rencontres avec G. Scheuer (1978-1993). – «Die Führer der Wiener Trotskisten verurteilt», *Das Kleine Blatt*, Vienne, 14 août 1937. – «Dix années R.K.», *RKD-Bulletin*, sept. 1945. – (anonyme), «Die internationale Versammlung in Brüssel, Pfingsten 1947», *Spartakus*, n° 1, Zürich, octobre 1947. – Bibliographie des documents R.K.-C.R. («ultra–gauche»), 1938-1939, *Les Cahiers du C.E.R.M.T.R.I.*, n° 10 [1979]. – 1939-1945, *Les Cahiers du C.E.R.M.T.R.I.*, n° 11 [1979]. – Fritz Keller, «Le trotskysme en Autriche de 1934 à 1945», in *Cahiers Léon Trotsky* n° 5, janvier 1980, p. 115-133. – Philippe Bourrinet, *La Gauche communiste italienne 1926-1945*, mémoire de maîtrise, Paris-I Sorbonne, juin 1980 [édition corrigée et augmentée, Zoetermer (Pays-Bas), 2000 : http://www.left-dis.nl/f/bordiguism.pdf]. – Fritz Keller, *Gegen den Strom. Fraktionskämpfe in der KPÖ-Trotzkisten und andere Gruppen 1919-1945*, Europaverlag, Vienne, 1978. – «Der Kampf gegen den imperialistischen Krieg am Beispiel der ‚Revolutionären Kommunisten'», in *Kommunismus*, Internationationales Bulletin der Gruppe Kommunistische Politik, n° 6/7, Vienne, mai 1979. – Dokumentationsarchiv des österreichischen Widerstandes (éd.), *Österreicher im Exil. Frankreich 1938-1945. Eine Dokumentation*, Vienne, 1984. – Fritz Keller, *In den Gulag von Ost und West. Karl Fischer Arbeiter und Revolutionär*, ISP-Verlag, Frankfurt/Main, sept. 1980 – Christine Schatz, Daniel Löcker, Matthias Flödl: Auf verlorenem Posten. Georg Scheuer im Gespräch Video-Film, Lehrveranstaltung *Kommunikationswissenschaftliche Methodenlehre (Oral History)* mit Manfred Bobrowsky, Vienne, 1992. – Pierre Lanneret, *Les internationalistes du troisième camp*, Mauléon, Acratie, 1995. – Georg Scheuer, «Der ‚andere' Widerstand in Frankreich (1939-1945)», *Archiv für die Geschichte des Widerstandes und der Arbeit*, cahier n° 14, Bochum, Germinal, 1996, p. 209-232; «Genosse Unbekannt: der junge Revolutionär Josef Hindels», Vienne, Dokumentationsarchiv des österreichischen Widerstandes, 1996, *DÖW-Jahrbuch 1996*, p. 123-149. – Kurt Lhotzky, *Who was Georg Scheuer, what was the Revolutionary Workers League?*, *Revolutionary History*, vol. 7, n° 1, Londres, 1999. – François Langlet (éd.), «L'OCR & les RKD. Textes», CD-Rom, *Tempus fugit* n° 1, Marcoussis, mai 2003. – Yves Jeanmougin et alii, *Mémoire du camp des Milles 1939-1942*, Éditions Le Bec en l'air, Marseille, 2013. – «Melanie Berger : Ich wollte die Welt verändern», *Wiener Zeitung*, 11 nov. 2013. – Robert Mencherini (éd.), *Étrangers antifascistes à Marseille 1940-1944*, Éditions Gaussen, Marseille, mars 2014.

SCHÖNBERG (Szaja ou Szajko), dit LAROCHE, ABEL. Né le 26 janvier 1903 à Skała (Cracovie), d'origine juive polonaise, mort le 27 mai 1975 à Lima (Pérou) : Szaja Schönberg émigra en France en 1924. Il devint rapidement ami de Marc Chirik, lui aussi émigré. Il milita dans la section juive du Parti communiste dont il fut exclu vers 1929. Il était ingénieur-chimiste et travailla au service de recherches sur les insecticides des Établissements Truffaut à Versailles. Il adhéra à la Ligue communiste, section française de l'Opposition de gauche internationale (trotskyste) en 1930 et milita au syndicat des ingénieurs et techniciens des industries chimiques au sein duquel il défendit des thèses opposées autant au stalinisme qu'à la social-démocratie.

En désaccord avec la Ligue communiste, il la quitta le 13 octobre 1933 avec une trentaine de membres, essentiellement du «Groupe juif», pour participer dès le lendemain à la création de l'Union communiste qui édita jusqu'à la guerre le mensuel *l'Internationale,* dont Gaston Davoust [*Henry Chazé*] fut le maître d'œuvre. Il collabora régulièrement à la rédaction de ce journal et y traita beaucoup des «questions syndicales». Il professa sur ce point une opinion radicale qui lui fut propre, écrivant : «*Les syndicats sont appelés de plus en plus à trahir, à se transformer en un appareil gouvernemental auxiliaire*» (23 juin 1938). Il rencontra pour la première fois en 1936 Henk Canne Meijer du groupe néerlandais des communistes des conseils (GIC), inspiré par Anton Pannekoek. Il constata que ce groupe était le plus proche de ses idées. Il milita, néanmoins, dans l'Union communiste jusqu'à la disparition de ce groupe en septembre 1939.



Pendant l'occupation allemande, Szajko Schönberg se réfugia avec sa compagne et sa fille Rina dans le village de Monbahus (Lot-et-Garonne, Aquitaine). Il semble avoir collaboré au Groupe Révolutionnaire Prolétarien (GRP), formé par Pavel et Clara Thalmann, Pierre Lanneret et Maximilien Rubel.

À son retour à Paris en 1945, il adhéra très brièvement, à la Fraction française de la gauche communiste internationale (FFGCI) qui publiait les bulletins *L'Étincelle* et *L'Internationaliste*. Il donna ses contributions écrites sous le nom d'*Abel*. Il se rapprocha après 1947 de la Gauche communiste de France (GCF), plus proche de ses positions communistes des conseils, et traduisit de l'allemand en français pour la revue mensuelle *Internationalisme* le *Lénine philosophe* de Pannekoek.

Naturalisé français par décret le 16 décembre 1947, il décida quelques années après de quitter avec son épouse l'Europe pour le continent américain. La guerre de Corée le persuada que la guerre mondiale était inévitable et que l'armée russe occuperait l'Europe, comme l'avait fait l'armée nazie : «*Si la Gestapo ne les a pas eus, la GPU les aura*», affirmait-il en parlant des internationalistes.

Il s'établit en 1951 au Pérou, tout en maintenant des liens indéfectibles avec Henk Canne Meijer, Serge Bricianer et Marc Chirik.

Il était professeur de chimie à l'Université agraire de Lima, où il mourut le 27 mai 1975.

Sa fille Rina et son gendre le physicien Daniel Saint-James ont joué, avec Serge Bricianer et Maximilien Rubel un rôle pionnier en France dans le mouvement communiste des conseils.

Œuvre : Traduction (en français) de l'ouvrage d'Anton Pannekoek, *Lénine philosophe* [1938], Spartacus, série B, n° 34, 1971.

Sources : *La Vérité*, 26 mai 1933. – *L'Internationale*, organe de l'Union communiste, 1937-1939. – Henry Chazé, *Chronique de la Révolution espagnole, Union Communiste 1933-1939*, Spartacus, 1979. – Henry Chazé, *Militantisme et responsabilité*, Échanges et mouvement, Paris, 2004. – Michel Roger, *Les années terribles (1926-1945). La Gauche italienne dans l'émigration, parmi les communistes oppositionnels*, Ni Patrie ni Frontières, Marseille, 2012. – Notice de Louis Bonnel et Jean-Michel Brabant, Maitron en ligne : http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/

SEDRAN (Domenico), dit Adolfo CARLINI, menuisier, traminot : Né le 4 mars 1905 à Pozzo di San Giorgio della Richinvelda (Pordenone), Domenico Sedran est le cadet d'une famille de paysans pauvres du Frioul. Ses deux frères aînés, communistes, décidèrent d'émigrer en Argentine. À son tour, il décida, en 1922, d'émigrer pour travailler dans les mines du Luxembourg, mais trouva du travail en France, d'abord près de Verdun (Meuse), puis à Beaucourt (Territoire de Belfort), en qualité de menuisier. Autour de 1924, il s'installa en région parisienne à Sannois (Val-d'Oise), puis à Nanterre (Hauts-de-Seine), où il travailla dans un établissement de constructions ferroviaires.

Il fit partie du groupe de langue italienne du PCF, participant à des manifestations antimilitaristes. À l'intérieur du groupe communiste italien, il se plaça d'abord sur les positions de la gauche communiste «bordiguiste» pour combattre Togliatti et Staline, mais à partir de 1927 il adhéra aux positions trotskystes.

Ayant été expulsé de France en 1928, en raison de ses activités communistes, Sedran émigra en Belgique, à Bruxelles, où la Bourse du travail lui trouva une occupation comme menuisier. En 1929, il participa à d'importantes manifestations antifascistes suite à l'exécution (17 octobre) par le régime de Mussolini du jeune nationaliste Italo-Croate Vladimir Gortan, dont l'organisation de combat (TIGR) luttait pour le rattachement de l'Istrie, du littoral slovène et de Rijeka à la Yougoslavie.

Sedran fut alors expulsé de Belgique et s'installa, en France au tout début janvier 1930. Immigré irrégulier, il travailla à Paris, à Lyon dans une fabrique italienne de meubles, à Bastia en Corse, et enfin à Marseille, Toulon et La Seyne-sur-Mer (Var), à partir de 1931, En 1934, il est l'un des animateurs de l'organisation locale de trotskystes italiens et français : il milite aussi bien dans la



Nuova Opposizione Italiana (NOI) – fondée par Pietro Tresso, Nicola Di Bartolomeo et Alfonso Leonetti – que dans la Ligue Communiste française. En 1935, il fut délégué par le groupe trotskyste italien de Marseille pour participer à une conférence nationale tenue à Paris.

En août 1936, Domenico Sedran, prenant le nom de bataille d'*Adolfo Carlini*, partit pour l'Espagne. Accompagné de camarades marseillais, il s'agrégea au groupe de trotskystes italiens, dont la personnalité majeure était Nicola di Bartolomeo (*Fosco*) [1901-1946]. Il s'enrôla dans une milice du POUM (la Colonne internationale Lénine) après un entrainement militaire à la Caserne Lénine de Barcelone. Il ne pourra jamais adhérer, comme les autres trotskystes, au POUM qui refusait tout droit de fraction. Avec ses camarades, mais aussi la minorité «bordiguiste», sous la conduite du «capitaine» Enrico Russo (*Candiani*), il se battit victorieusement contre les troupes franquistes sur le front de Huesca, à Estrecho Quinto.

De retour à Barcelone, il participa activement en novembre 1936 à la formation de la Section bolchevik-léniniste d'Espagne (SBLE), aux côtés de Grandizo Munis, Jaime Fernández Rodríguez, le Danois Åge Kjelsø, Hans David Freund (*Moulin*) [1912-1937] et Erwin Wolf (1902-1937). Ces deux derniers devaient périr tragiquement, enlevés et assassinés par des agents de Staline, après l'échec des journées révolutionnaires de Barcelone en mai 37.

Mai 37 marque pour le groupe de *Munis*, un apprentissage difficile de l'action révolutionnaire clandestine, sur deux fronts : contre le front républicain, dominé par le stalinisme après la mise hors la loi du POUM et des minorités anarchistes radicales, et le front franquiste. *Carlini* fut un militant de premier plan du groupe, étant l'un des rédacteurs de *La Voz Leninista*, dont le premier numéro sortit en mai 1937.

Accusés faussement d'avoir assassiné, le 10 février 1938 dans une rue de Barcelone, un officier des services secrets russe et républicain (NKVD et du SIM), le Russe d'origine ukrainienne et biélorusse Léon Narvitch [Narwicz en polonais], un agent stalinien infiltré dans le POUM, et responsable indirect de l'assassinat d'Andreu Nin, tous les membres du groupe de *Munis*, dont *Carlini*, sont arrêtés. *Carlini*, *Munis* et Jaime Fernández Rodríguez sont rapidement traduits devant un tribunal semi-militaire et condamnés à mort, après avoir été personnellement torturés par Julián Grimau (1911-1963), l'«œil de Moscou» à Barcelone. Une campagne internationale bloqua l'échéance des exécutions capitales. *Carlini,* qui avait été torturé au point de chercher à se suicider, réussit miraculeusement à s'échapper de la prison Módelo, dans la confusion créée par l'entrée des troupes franquistes à Barcelone le 26 janvier 1939. Caché plusieurs mois dans la capitale catalane, il réussit finalement à gagner la frontière française et à franchir à pied les Pyrénées en août 1939. Arrêté à Perpignan par les gendarmes français, il est finalement interné dans les camps de concentration de Saint-Cyprien (Pyrénées-Orientales) et Gurs (Pyrénées-Atlantiques). Il perdit alors tout contact avec *Munis* et ses camarades.

Évacué en mai 1940, lors de l'offensive finale allemande, refusant d'être enrôlé comme travailleur forcé dans l'armée française, il est déporté en Bretagne, à Vannes. Il réussit à s'échapper et gagna Paris, puis Bruxelles, où il prit contact avec les trotskystes belges, dont le jeune Ernest Mandel. Jusqu'en 1943, il essaya de renouer, au prix de périlleux voyages, les contacts entre les sections belge et française de la Quatrième internationale.

Le développement d'une situation révolutionnaire en Italie depuis mars 1943 le poussa à rentrer en Italie. Arrêté par les carabiniers à Modane, il fut traîné de prison en prison : Susa, Turin, Novare, puis celle de Milan, dont il réussit à s'échapper. Menacé autant par les fascistes que par les staliniens, *Carlini* reprit une activité politique, cette fois dans la tendance «bordiguiste», qui connaissait un essor spectaculaire.

Du début 1944 à la fin 1945, *Carlini* fut actif dans le PCInt à Milan, dont il connaissait déjà bien les militants exilés en France et en Belgique. Cependant, en décembre 1945, à la Conférence nationale de Turin, il manifeste ses désaccords «avec l'interprétation qui présente la guerre



comme une arme contre le prolétariat et sur l'évolution de la démocratie comme véritable arme de la réaction» défendue par Ottorino Perrone; mais donne néanmoins «son adhésion à la conception qu'on ne peut constituer l'Internationale sur la base des thèses d'un seul parti».

Il resta adhérent du nouveau parti jusqu'au début de l'année 1946 et rompit une deuxième fois avec le courant «bordiguiste», revenant à ses positions trotskystes.

Carlini adhéra alors à différents groupes trotskystes : le Partito operaio comunista (POC), dirigé alors par Nicola di Bartolomeo, puis Romeo Mangano, et, à partir de 1950, les Gruppi Comunisti Rivoluzionari (GCR), dirigés par Livio Maitan (1923-2004).

Carlini s'investit aussi dès 1946 dans une intense activité syndicale à Milan. Devenu traminot, il travailla à l'ATM (Azienda Trasporti Milanesi) jusqu'en 1965, date de sa retraite. Il décida alors de revenir dans son Frioul natal, pour écrire ses souvenirs, les «Mémoires d'un prolétaire révolutionnaire», publiés en italien en 1980, par l'organe théorique des trotskystes italiens *Critica comunista*.

Carlini resta toujours dans la mouvance trotskyste, membre d'honneur des GCR, de la *Lega Comunista Rivoluzionaria* (LCR) et de l'*Associazione Quarta Internazionale* (AQI), mais décida d'adhérer en 1989 à *Democrazia Proletaria*, une coalition électorale d'extrême gauche, puis, en juin 1991, à *Rifondazione Comunista*, regroupement de *Democrazia Proletaria* et d'une minorité du Parti communiste italien qui refusait le «tournant social-démocrate» du PCI.

Installé à Pula (Istrie croate) en 1989, où il commémora le 60e anniversaire de l'exécution de Vladimir Gortan, il dut revenir en Italie, en mai 1991, lorsqu'éclata le conflit yougoslave. Domenico Sedran est mort dans son Frioul natal le 26 juin 1993 dans une maison de retraite médicalisée de Sequals (Pordenone).

Sources : ACS-CPC : dossier Domenico Sedran, *busta* 4727, *fasc.* 19277. – «Sumari n° 94, 10 de marzo 1938. Jutjat Especial n° 1 del Tribunal d'Espionatge i Alta Triació de Catalunya. Per Alta traición por complot, propaganda y asesinato del capitán León Narwitsch. Contra Manuel Fernández Grandizo, Adolfo Carlini Roca, Aege Kielso, Jaime Fernández Rodríguez, Luís Zanon Grim, Teodoro Sanz Hernández, Víctor Ondik, Baldomero Palau Millán», in Archivo Histórico Nacional, Madrid. – *Compte-rendu de la première conférence nationale du Parti communiste internationaliste d'Italie 28 décembre 1945 – 1er janvier 1946*, Publications de la Gauche communiste internationale, 1946. – Rodolphe Prager (éd.), *Les congrès de la IVe Internationale (1930-1940)*, Éditions La Brèche, Paris, 1978. – Paolo Casciola, «Some historical vignettes», in *Revolutionary History*, vol. 5, n° 4 [«The Italian Left through Fascism, War and Revolution: Trotskyism and Left Communism in Italy»], Londres, 1995. – Agustín Guillamón (dir.), *Documentación historica del trotsquismo español (1936-1948). De la guerra civil a la ruptura con la Cuarta Internacional*, Ediciones de la Torre, Madrid, 1996. – Agustín Guillamón, «El asesinato del capitán Narwicz en la calle Legalidad», in *La Barcelona Rebelde*, Octaedro, Barcelone, 2003. – Gian Luigi Bettoli (dir.), *La Guerra di Spagna attraverso gli articoli e le lettere degli antifascisti e dei garibaldini del Pordenonese,* Pordenone, 2008, « Fra Trozky e il Poum: Domenico Sedran », p. 113-117. – Dino Erba, *Nascità e morte di un partito rivoluzionario: Il Partito Comunista Internazionalista 1943-1952*, All'Insegna del Gatto Rosso, Milan, 2012.

Œuvre : *Carlini*, « Il dovere dei rivoluzionari spagnoli », in *Battaglia Comunista*, n° 3, Milan, 18 fév. 1946. – *Adolfo Carlini, « Memorie di un proletario rivoluzionario »,* in *Critica Comunista*, nos 8–9, juillet-octobre 1980, p. 143–152.



Giuseppe Sensi, (affaire) 68129, 1937, archives du NKVD.

SENSI (Giuseppe), ouvrier, ingénieur : né à Castiglione dei Pepoli (Bologne, Émilie Romagne), le 21 août 1898, ouvrier agricole, membre du Parti communiste depuis janvier 1921, Sensi dirigeait une union d'ouvriers agricoles de sa région. Il s'affronta militairement aux squadristes qui perdirent un des leurs. Il réussit à s'enfuir en France, à Marseille, où il apprit en mars 1923 qu'il était condamné par contumace à 24 années de prison. Il émigra en 1924 en URSS pour échapper en France à une extradition vers l'Italie.



En Russie, il alterne engagement politique et études d'ingénieur qu'il accomplit avec succès à la Polytechnique de Moscou. Après avoir dirigé des usines de conserverie en Crimée, il participe à la construction du métro de Moscou. Membre du Club international des émigrés politiques, il est catalogué par les mouchards du régime comme «élément bordigo-trotskyste», «partisan de Bordiga». Arrêté le 22 avril 1937 et jugé, il est condamné le 8 août 1937 à cinq ans de camp, ainsi qu'Arnaldo Silva, Arduino Lazzaretti et d'autres, comme «*membres d'une organisation d'espionnage bordigo-trostkyste*». *Prometeo*, l'organe de la Fraction «bordiguiste» essaya en vain d'attirer l'attention sur son sort en juillet 1937 et janvier 1938, dénonçant «la tragédie de l'émigration politique en Russie».

De nouveau condamné pour «propagande antisoviétique» parmi les prisonniers, il est fusillé, tout comme Luigi Calligaris, au camp de Severo-Vostočnyj (Kolyma), le 20 mai 1938. Son épouse russe, expulsée de son logement, est déportée et meurt en relégation ou dans un asile psychiatrique en 1940.

À sa famille restée en Italie qui demandait (par le canal de la Croix-Rouge internationale) les raisons de sa mort, il fut répondu qu'il était «*mort d'un infarctus le 20 mai 1939*».

Il a été «réhabilité» par la procurature soviétique le 4 juillet 1956.

Sources : ACS CPC, busta 4748, fasc. 081194. – Dossiers «Lazzaretti Arduino, Sensi Giuseppe», GARF, Fonds des actes d'accusation 10035, op. 1, P. 26343, cc. 27 (*1937-1957*). – «Vigilanza rivoluzionaria», *Prometeo* n° 146, 4 juillet 1937; Gatto Mammone, «La tragedia dell'emigrazione politica italiana in Russia», *Prometeo* n° 151, 16 janvier 1938. – Guelfo Zaccaria, *A Mosca senza ritorno. Duecento comunisti italiani fra le vittime dello stalinismo*, SugarCo Edizioni, Milan, 1983. – Romolo Caccavale, *La speranza Stalin. Tragedia dell'antifascismo italiano nell'Urss*, Valerio Levi, Rome, 1989.



Vincenzo Serena (*Germoglio*), commissaire politique de partisans, entouré de ses deux chefs de bataillon, dont (à sa gauche) son fils Spartaco Serena, dit «Commandant Agile» (Frioul, 1944).

SERENA (Vincenzo), dit GERMOGLIO, PINZANO, ouvrier, mineur : né à Pinzano al Tagliamento (Pordenone) [et non à Venise, comme l'indique la fiche de police], en 1890, Vincenzo Serena adhère en janvier 1921 au PC d'Italie dès le Congrès de Livourne; après 1926, il est exilé à Ponza pour avoir lutté contre les fascistes; amnistié en 1929, il se réfugie en Belgique, où il travaille dans le bassin charbonnier de Charleroi, et au Luxembourg (Differdange), où il travaille dans la sidérurgie. Il passe enfin en France où il adhère à la Fraction italienne. Il s'engage en Espagne en 1936-1937 dans la brigade Garibaldi, qui intervient dans les combats de Guadalajara. Il retourne en France à une date indéterminée.

Rentré en Italie après la chute de Mussolini, d'août 1944 à mars 1945, il est commissaire politique de partisans dans le Frioul (secteur d'Erto-Casso), dans le bataillon Mario Buzzi, qui compte 120 hommes, sous le nom de guerre de *Germoglio* (jeune pousse). Son fils Spartaco en est le commandant militaire. Il adhère au PCInt en avril 1945 et constitue avec d'autres camarades la section de Pinzano al Tagliamento (Udine). Dès 1947, Serena s'activa pour que les anciens combattants et les anciens partisans obtiennent une pension. Il est mort le 24 juillet 1953 dans sa commune de naissance.

Sources : ACS CPC busta 4756, fasc. 10264. – Vincenzo Serena, «Meschinerie centriste», *Battaglia Comunista* n° 1, 1-15 janvier 1947; «Pinzano», *Battaglia Comunista* n° 22, 1-7 octobre 1947. – «Vincenzo Serena», *Battaglia Comunista* n° 8, 1er août 1953. – Fausto Bucci et Rossano Quiriconi (avec la collaboration de Claudio Carboncini), *La vittoria di Franco è la disfatta del proletariato… Mario De Leone e la rivoluzione spagnola*, «La Ginestra-Comitato pro ex Ilva», Follonica, 1997. – Gian Luigi Bettoli*, La Guerra di Spagna attraverso gli articoli e le lettere degli antifascisti e dei garibaldini del Pordenonese*, Pordenone (Frioul), 2008. – «70 anni fa : Un ricordo dei primi compagni del PCInt», www.leftcom.org/it/. – Interview de son fils Spartaco Serena, au consulat italien de Genève, en 2006 : www.consginevra.esteri.it/Consolato_Ginevra/ – Dino Erba, *Dizionario*…, 2015.



SERINO (Silvio), avocat, né le 2 mars 1943 à Bénévent. Dans les années 70, il participa à Naples à la formation du Centre d'initiative marxiste (CIM), qui, sur certains points, montrait une proximité à la « Sinistra comunista ». Dans les années 80, il participa au processus de fusion avec le groupe «Leninista» de Milan et le Nucleo comunista internazionalista (qui publiait *Partito e Classe*) dont sortit en 1985 l'Organizzazione comunista internazionalista (OCI), qui eut comme organe la revue *Che fare* (un titre d'abord propre au CIM). Serino quitta l'OCI au début des années 2000, pour former avec d'autres camarades le groupe RedLink. Pendant toutes ces années, il entreprit d'importantes recherches théoriques sur la Chine.

Il est mort à Bénévent le 13 avril 2008.

Sources : «La Cina non replica l'Inghilterra», in *Pericolo giallo o tigre di carta. Perché la Cina ci interessa*, Atti del Convegno, Torino, Cascina Marchesa, 27 oct. 2007, PonSin-Mor, Gassino (Turin), 2008. – Dino Erba, *Dizionario*…, 2015.

SIGNORELLI (Jacques), dit ANDRE GARROS, né en 1921, fils d'un anarchiste italien immigré, représentant de matériel dentaire. Dans sa jeunesse, il appartint au mouvement des auberges de jeunesse où le mouvement trotskyste recruta fortement. Pendant la guerre, il s'intégra dans un groupe de résistance stalinienne, les FTP liés au PCF. Il rompit avec ce passé en 1945 et se rapprocha de la FFGC (Fraction française de la gauche communiste) à laquelle il adhéra. Il s'opposa à la ligne officielle «bordiguiste» et, comme la plupart de ses camarades, se rapprochant de plus en plus du groupe de Castoriadis et Lefort. Avec Alberto Masó, Martine Vidal et Raymond Hirzel, il rejoignit SOB en 1951.

Il insista toujours sur la nécessité de créer une véritable «avant-garde prolétarienne armée idéologiquement». Il rappela le rôle contre-révolutionnaire du PC, qui vota le 12 mars 1956 les pouvoirs spéciaux au gouvernement socialiste réprimant l'insurrection en Algérie, le PCF jouant le rôle d'auxiliaire du «noskisme» social-démocrate. Le PC visait à sa «*réintégration dans la 'communauté' nationale par le truchement d'une alliance avec les socialistes*», ce qui impliquait un jeu d'équilibriste impossible : «*se donner l'allure d'un parti ouvrier défendant des positions révolutionnaires en vue de conserver l'appui indispensable du prolétariat*».

Face aux événements de mai 1958 et à la prise de pouvoir par De Gaulle, il est partisan – comme Castoriadis, *Daniel Mothé*, Alberto Masó (*Vega*), *Philippe Guillaume* (Cyril De Bauplan) d'une «*véritable organisation révolutionnaire à la hauteur de la situation actuelle*».

Il resta dans le groupe, avec son épouse Louisette, en dépit de toutes les scissions jusqu'à la dissolution de SOB en 1965.

En 2007, avec des anciens de SOB, il participa à une anthologie d'articles de *Socialisme ou Barbarie* mise en œuvre par les éditions libertaires Acratie.

Sources : Philippe Gottraux, *«Socialisme ou Barbarie». Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Payot, Lausanne, 1997. – Marie-France Raflin, *«Socialisme ou Barbarie». Du vrai communisme à la radicalité*, thèse, IEP Paris, 26 nov. 2005 : http://spire.sciencespo.fr/hdl:/2441/53r60a8s3kup1vc9kd4rhb0q4/resources/raflin-scpo-2005.pdf – Hélène Arnold, Daniel Blanchard, Enrique Escobar, Daniel Ferrand, Georges Petit, Jacques Signorelli (éd.), *Socialisme ou Barbarie. Anthologie*, Acratie, La Bussière, 2007.

Œuvre : «Les auberges de la jeunesse», *Socialisme ou Barbarie* [SOB] n° 10, juillet-août 1952, p. 45-48. – «Les grèves en Allemagne occidentale», SOB n° 15-16, oct.-déc. 1954, p. 66-71. – «Le PC et l'Algérie», SOB n° 19, juill.-sept. 1956, p. 127-130. – «Le Congrès du Havre», SOB n° 20, déc. 1956–fév. 1957, p. 194-200. – «*La révolution qui vient* d'Yvan Craipeau», SOB n° 23, janv.-fév.1958, p. 195-201. – «L'union de la gauche socialiste», SOB n° 26, nov.-déc. 1958, p. 85-111.

SILVA (Arnaldo), dit IVAN R. MONOTOV : Confiseur, «soi-disant avocat» (sic), selon le dossier de la police fasciste; «sculpteur» et lieutenant-colonel de l'Armée rouge dans le dossier de la police soviétique, Arnaldo Silva est né le 9 octobre 1887 à Rome, et adhéra très jeune, en 1904, au Parti socialiste italien (PSI). Après avoir combattu pendant la guerre avec le grade de lieutenant, il fut l'un des éléments phares de la Bourse de travail de Rome (*Camera del Lavoro*) où il défendit des positions révolutionnaires intransigeantes. Partisan des positions communistes minoritaires au Congrès de Bologne (5-8 octobre 1919), il fut l'un des artisans du Congrès de Livourne (21



janvier 1921) qui porta sur les fonts baptismaux le Parti communiste d'Italie (PCd'I).

Non seulement, il déploya une intense activité à Rome et dans tout le Latium, mais il fut l'un des meilleurs organisateurs de la lutte politique et militaire contre le fascisme, talents qu'il déploya pendant la grève générale pour empêcher le congrès fasciste qui se tenait à Rome (7-10 novembre 1921). La grève dura cinq jours, avec construction de barricades dans le quartier populaire de San Lorenzo, au point que les squadristes affluant à Rome durent rebrousser chemin. À la suite de cela, sous l'accusation de «tentative de meurtre» lors d'un échange de tir avec les forces adverses, Arnaldo Silva fut écroué à la prison de Regina Coeli. Il s'en évada rapidement en se faisant passer pour un avocat visitant les détenus. Pendant une semaine entière, son évasion fit la joie de la presse romaine, alimentant la légende d'Arnaldo Silva, devenu une sorte de Robin Hood des faubourgs romains. Il fut condamné par contumace à 23 années et sept mois de prison.

Vers la fin de 1922, il atteignit Moscou, après un séjour clandestin en France. Il fut admis à l'Académie militaire de l'État-major de l'Armée rouge. Obtenant le grade de lieutenant-colonel, il devint un agent actif des services de renseignement militaires à l'extérieur (IV[e] Bureau), dirigé par Jan Berzin (1889-1938) (pseudonyme du Letton Pēteris Ķuzis). Il se rendit souvent dans les pays de l'Europe centrale, de Vienne à Bucarest, accompagnant Walter Krivitski (1899-1941), haut dirigeant du IV[e] Bureau. Ses séjours s'exerçaient sous couvert d'une activité artistique, celle de son frère sculpteur.

Il se montra solidaire des positions de la Gauche communiste qui se réclamait de Bordiga. Partisan du Comité d'entente en 1925, il adhéra à la fraction communiste constituée de militants italiens émigrés en URSS et (obligatoirement) inscrits au PCR(b), parmi lesquels Ersilio Ambrogi et Virgilio Verdaro.

Entre 1923 et 1929, Arnaldo Silva fit partie, à Moscou, du groupe nombreux et très combatif de «gauches communistes» agissant à l'intérieur des clubs d'émigrés politiques, organisé depuis 1923 par nationalité. Dans ce groupe communiste d'émigrés italiens, où la gauche «bordiguiste» était majoritaire, il tâchait de lutter avec Ersilio Ambrogi, Virgilio Verdaro, Mario De Leone et d'autres contre le «triomphe du centrisme» stalinien dans les partis et le Komintern. Une lettre envoyée à Ottorino Perrone à Bruxelles notait que «*la position du groupe tout entier est de plus en plus délicate et difficile : l'intolérance des staliniens ne fait que croître*».

Au début de l'année 1929, au cours d'un de ses nombreux voyages à l'extérieur, sa valise fut ouverte à la frontière soviétique; elle contenait – dissimulé dans la poignée – un document codé du groupe communiste de Moscou à transmettre à la Fraction «bordiguiste» de Bruxelles. Ce fut probablement sur dénonciation d'Ersilio Ambrogi – de l'avis même d'Arnaldo Silva dans une lettre qu'il put adresser à un proche en 1934.

Ambrogi, Verdaro et Silva durent s'expliquer devant les instances du PCR. Fermement, ils répliquèrent qu'il était de leur devoir de maintenir des contacts avec les exclus du parti, que «*la constitution d'une fraction de la part des exclus du parti était la seule forme possible par laquelle ils pouvaient démontrer leur attachement au parti*», que seule une discussion de fond dans les masses du parti, avec «un régime d'indiscutable démocratie interne» pourrait conduire à la «dissolution définitive de la fraction dans le parti».

Silva, Verdaro et Ambrogi furent convoqués devant la Commission de contrôle du C.C. du PCR le 23 février 1929. Forcés de se positionner par rapport au «trotskysme», ils refusèrent – dans un document daté du 11 mars 1929 – de donner leur opinion «sur une nébuleuse que vous qualifiez de trotskysme», se trouvant alors «dans la nécessité d'y opposer une non-connaissance ou mieux une non-existence du trotskysme». Silva et ses camarades furent exclus du parti russe deux mois après (10 mai 1929). Comme Ambrogi et Verdaro, Silva fit appel contre la procédure d'exclusion. Le 12 octobre 1929 l'ambassade italienne à Moscou communiquait à Rome que «Silva, partisan de Trotski, avait été expulsé du parti en perdant son poste dans l'Armée rouge».



Un membre en vue de la fraction «bordiguiste», Mario De Leone, qui était le secrétaire de la section italienne du Club international des émigrés, démissionna, démission qui fut refusée. Au prix des plus grandes difficultés, il put quitter la Russie en novembre 1929, suivi de Verdaro en mai 1931. Silva n'eut pas cette opportunité de fuir avant d'être balayé par les grandes «purges».

Le 12 janvier 1930, un journal du PCF rapportait qu'«Arnaldo Silva, expulsé du PC d'Union soviétique a envoyé à la Commission centrale de contrôle une déclaration, où il fait l'aveu suivant : «*Je reconnais mon erreur d'avoir emporté à l'étranger, afin de l'expédier, une lettre qui faisait référence à une activité fractionnelle et je me refuse à toute solidarité avec le contenu de cette lettre*»».

Amnistié, Arnaldo Silva était redevenu membre du parti, mais sous haute surveillance, sans possibilité de retrouver ses fonctions antérieures. Grâce à Karl Radek, il put cependant obtenir un emploi dans les services statistiques. En 1933, les autorités lui accordèrent la citoyenneté soviétique en lui établissant des papiers au nom de Monotov (Ivan Romanovitch), ce qui interdisait la récupération de son passeport auprès du consulat italien, et donc l'expulsion d'un témoin dangereux.

Malgré les espions et les mouchards du régime, Arnaldo Silva, sous l'impulsion du «bordiguiste» Luigi Calligaris, continua à être actif dans un cercle de discussion d'émigrés italiens. Il fut – avec Alfredo Bonciani (*Grandi*), Ezio Biondini (*Merini*), Rodolfo Bernetich, Giovanni Bellussich, Giuseppe Sensi et les anarchistes Otello Gaggi (1896-1945) et Gino Martelli (1897-1938) – un élément actif de ce groupe informel, mais incontestablement communiste de gauche. La plupart n'échappèrent pas à la Grande terreur.

Il semble que le «Groupe Calligaris» ait été, tout comme Arnaldo Silva auparavant, dénoncé fin 1934 par Ersilio Ambrogi, comme le laisse soupçonner le vol d'un document du groupe bordiguiste «Prometeo» à Bruxelles retrouvé dans les archives du GPU.

En 1937, Silva fut éloigné de Moscou car considéré comme «trotsko-bordiguiste» et déporté dans la région de Krasnoïarsk (Sibérie), un important centre du goulag. Il fut arrêté par le NKVD le 23 janvier 1938, accusé d'être la pièce maîtresse de la formation d'un «*centre illégal contre-révolutionnaire trotsko-bordiguiste*» à Moscou et d'avoir espionné pour le compte de l'état-major italien en lui transmettant des informations sur les objectifs militaires soviétiques. Écroué dans l'ancienne prison tsariste de Taganka à Moscou, il fut jugé secrètement par une «troïka» du NKVD le 10 mars 1938 et condamné à mort. La sentence fut exécutée le 3 juin 1938 au polygone militaire de Butovo, au sud de Moscou, par une balle dans la nuque. Pendant la Grande terreur, près de 21.000 prétendus «ennemis du peuple» y furent suppliciés de la sorte par le NKVD.

Sa femme Julia Bewern, communiste allemande née à Munich, enseignante, avait été condamnée le 14 mai 1938 à cinq ans de détention pour «espionnage présumé en faveur des services secrets italiens». Après sa réhabilitation et celle (posthume) de son mari en 1956, elle put s'installer en RDA.

Dans le même dossier du NKVD-KGB concernant le «cas Silva», le procureur militaire Sinitsyn notait (16 juin 1956), en conclusion d'un double feuillet de renseignements (*spravka*) consacré à l'ancien chef du PC italien, qu'aujourd'hui «*Bordiga lui-même est dans l'ombre. Bordiga et son parti [de communistes-internationalistes] se sont discrédités devant les travailleurs d'Italie*».

Sources : ACS CPC, busta 4805, fasc. 479. – «По делам тт. Амброджи, Вердаро, Сильва», document en russe (février 1929) concernant les «Affaires des cam. Ambrogi, Verdaro et Silva»), fonds Ersilio Ambrogi (1922-1934), BDIC Nanterre (cote : F Δ Res 455). – Dossier NKVD et KGB (Moscou) : «Monotov Ivan (Silva Arnaldo)», GARF (Archives d'État de la Fédération de Russie), Fonds des actes d'accusation 10035, op. 1, P-24265, 1938-1956, 24 feuillets (en russe) : http://www.memorialitalia.it/silva-arnaldo-monotov-ivan-roma-1887-mosca-1938/. – Gatto Mammone (Virgilio Verdaro), «L''annata del boia' nell' U.R.S.S. La tragedia dell'emigrazione politica italiana in Russia», in *Prometeo*, n° 151, Bruxelles, 15 janvier 1938. – Anne Mettewie-Morelli, *Documenti inediti dal fondo di Ersilio Ambrogi (1922-1936)*, Annali 1977, Fondazione Giangiacomo Feltrinelli, Milan, 1977. – Dante Corneli, *Lo stalinismo in Italia e nell'emigrazione antifascista. Elenco delle vittime italiane dello stalinismo (Dalla lettera «M» alla «Z»)*, Tivoli, juin 1982, p. 62-66. – Guelfo Zaccaria, *A Mosca senza ritorno. Duecento comunisti italiani fra le vittime dello stalinismo*, SugarCo Edizioni, Milan, 1983. – Fausto Bucci, Rossano Quiriconi, Claudio Carboncini, *La vittoria di Franco è la disfatta del proletariato… Mario De Leone e la rivoluzione spagnola*, La Ginestra – Comitato pro ex Ilva, Follonica, 1997. – E. Dundovich,



F. Gori et E. Guercetti, *Reflections on the Gulag, with a Documentary Appendix on the Italian Victims of Repression in the Ussr*, Milan, Fondazione Giangiacomo Feltrinelli, 2003 (Annali, XXXVIII, 2001). – Giorgio Sacchetti, notice «Otello Gaggi», in Maurizio Antonioli, Giampietro Berti, Santi Fedele, Pasquale Iuso (éd.), *Dizionario biografico degli anarchici italiani*, BFS Edizioni, Pisa, 2003, vol. I, BFS, Pise, 2003. – Elena Dundovich, Francesca Gori, Emanuela Guercietti, «Fonti relative agli italiani vittime di repressioni politiche in Unione Sovietica (1918-1953)», in *Rassegna degli Archivi di Stato*, nuova serie 1 (2005) n° 3. – Giancarlo Lehner et Francesco Bigazzi, *La tragedia dei comunisti italiani. Le vittime del PCI in Unione Sovietica*, Mondadori, Milan, 2006. – Damiano Signorini, «Comunisti italiani nei gulag di Stalin», *Prometeo* n° 15, Milan, 2007.

SINCOVICH (Giovanni), dit IL TRIESTINO, ouvrier : né à Buie d'Istria (Pola, Istrie), le 27 mai 1896. Membre du PC d'Italie depuis 1921, il s'affronta maintes fois aux fascistes qui brulèrent plusieurs fois le *Lavoratore di Trieste*, journal du parti communiste, dont le rédacteur était Ottorino Perrone. Dans un affrontement avec les fascistes, il fut laissé pour mort. Il dut s'enfuir à l'étranger, se réfugia en France, puis en Belgique, où il travailla dans la région wallonne, Charleroi et Seraing. Il adhéra à la Fraction «bordiguiste» en Belgique autour de 1928-1929.

Entré en désaccord avec la position de *Bilan* et *Prometeo* sur la guerre civile en Espagne, il partit s'engager dans les milices ou les brigades internationales en 1936-1937.

Rentré en Italie après mai 1945, il adhéra immédiatement au PCInt. Avec Saverio Sustersich, il fut l'un des fondateurs de la section de Trieste. Après la scission de 1952, il demeura fidèle à la tendance de Bordiga qu'il suivit jusqu'à sa mort survenue à Trieste au début de l'année 1961.

Sources : ACS CPC, busta 4828, fasc. 009150. – Associazione italiana combattenti volontari anfifascisti di Spagna (AICVAS), *I volontari antifascisti italiani in Spagna (dattiloscritto),* archives Aicvas, Milan, busta 4 fasc. 16, «Elenco combattenti». – «Giovanni Sincovich», *Il Programma comunista* n° 2, 1961. – Sandro Saggioro, *Né con Truman, né con Stalin. Storia del Partito Comunista Internazionalista (1942-1952)*, Ed. Colibrì, Milan, 2010.

SPADACCINI (Guglielmo), dit FRANCESCO BERTONE : chaufournier, boquillon : né en 1898 à Sarzana (La Spezia, Ligurie), réfugié en France vers 1923-24. En 1926, il constitua – avec Bruno Bibbi, Lodovico Rossi, Eugenio Moruzzo, les frères Pierleoni –, un Groupe autonome communiste à l'intérieur du PCI. Il se rallia par la suite à la tendance dite «ouvriériste» (*Risveglio comunista*, *L'Ouvrier communiste*) formée autour de Michelangelo Pappalardi.

Installé à Buenos Aires vers 1939, il hébergea Pappalardi. C'est lui qui envoya le 8 décembre 1940 une lettre de faire-part de décès de ce dernier à ses amis en France et Italie.

Sources : ACS CPC, busta 4887, fasc. 38869. – Dino Erba, *Ottobre 1917–Wall Street 1929. La Sinistra Comunista italiana tra Bolscevismo e Radicalismo : la tendenza di Michele Pappalardi*, Quaderni di pagine marxiste, Milan, mai 2010.

SPERDUTO (Elio), dit VASCO : Né en février 1921, Elio Sperduto commandait le train ferry des Chemins de fer de l'État (*Ferrovie dello Stato Italiane*) pour le transbordement Messine-Reggio de Calabre. Avec son frère Marino, il adhéra vers 1945 au PCInt et soutint l'orientation Bordiga-Maffi. Pendant un demi-siècle, il fut un contributeur infatigable tant sur le plan théorique qu'organisatif. Il fut en effet l'un des principaux «nègres» de Bordiga. Il fit partie du conseil d'administration de la Fondation Bordiga.

Il est mort à Gaète (Latina) le 4 mai 2004.

Sources : Sandro Saggioro, *Né con Truman né con Stalin*, op. cit. – Luig Gerosa, *Archivio della Fondazione Bordiga…* – Sandro Saggioro, *In attesa dellagrande crisi*, op. cit. – «Nostri lutti», *Il programma comunista* n° 3, mai-juin 2004.



Giacomo (*Luciano*) Stefanini, Florence, autour de 1952.

STEFANINI (Giacomo), dit LUCIANO, dit MAURO : né le 7 mai 1903 à Palmanova (Frioul), d’origine ouvrière. Vers 1920, il migre à Turin et travaille comme fraiseur à la FIAT. Adhérent du PC dès janvier 1921, il fait partie du Comité fédéral de Turin. Dans la clandestinité, il joue le rôle de courrier entre les différents organes du parti. Arrêté à la gare de Pise le 28 août 1926 pour «activité subversive», il est condamné par le Tribunal spécial (en même temps que Gramsci, Scoccimarro et Terracini) à 15 années de prison, et sera libéré à la faveur d’une amnistie à la Noël 1933. Il se réfugie en France en 1935 et adhère à la Fraction communiste italienne (*Prometeo* et *Bilan*), en adressant une lettre de rupture au PCI, dont il dénonce «le travail de destruction du mouvement ouvrier». Il défend dès 1937 de nettes positions antisyndicales dans le bulletin interne de la Fraction, *Il seme comunista*.

Retourné en Italie fin 1939, il est arrêté à la frontière. Libéré en novembre 1940, il est de nouveau arrêté en 1942 et 1943.

Il contribua activement à la fondation du PCInt dans le nord de l’Italie, en novembre 1943, et devint membre du comité central de son parti. Il défend à la conférence de Turin (1945) la non-participation aux syndicats, position minoritaire. Il se maria à Maria Antonietta Falorni (1910-1982), institutrice et militante du parti dès sa création. Le couple fut accusé en septembre 1946 d’être responsable de l’assassinat du marquis di Lapo Viviani delle Robbia, un riche propriétaire terrien, ancien hiérarque fasciste, abattu à San Polo (Florence) par le tout jeune adhérent du parti Ilario Filippi. Tous deux durent s’expatrier en France jusqu’en 1948, date de la délivrance d’un non-lieu par la cour d’assises de L’Aquila (Abruzzes).

Membre du comité central du PCInt depuis le début, Giacomo Stefanini le resta jusqu’à sa mort survenue le 25 août 1970 à Florence. Il adhéra en effet pleinement – lors de la rupture avec Bordiga en 1951-52 – à la tendance d’Onorato Damen, regroupée autour du journal *Battaglia comunista* et de la revue théorique *Prometeo*.

Sources : *Il Partito comunista d’Italia davanti al Tribunale speciale fascista: testo della sentenza di rinvio della Camera di Consiglio del Tribunale speciale per la difesa dello Stato*, Partito comunista italiano, Edizioni del P.C.I., 1928. – (Luciano) «Adhesione a la Frazione», «Alla segretaria politica del Partito comunista italiano», *Prometeo* n° 121, 25 août 1935. – (Luciano), *Il seme comunista*, n° 5, février 1938, «Contribute alla discussione sul rapporto Vercesi (*seguito*)». – *Battaglia comunista*, n° 9, septembre 1970. – «La scissione internazionalista del 1952», *Quaderni di Battaglia comunista* n° 3, Ed. Prometeo, Milan, octobre 1992. – «Il processo di formazione e la nascita del Partito comunista internazionalista», *Quaderni di Battaglia comunista* n° 6, Ed. Prometeo, Milan, déc. 1993. – «Lo scontro degli internazionalisti con lo stalinismo e le sue vittime», *Quaderni di Battaglia comunista* n° 7, Ed. Prometeo, Milan, mars 1995. – Giovanni di Luna, *Donne in oggetto : l’antifascismo nelle società italiana 1922-1939*, Bollati Boringhieri, Turin, 1995. – «La schedatura poliziesca del Partito comunista internazionalista dalla fine della clandestinità alla scissione del 1952», *Storia Ribelle*, n° 18, Biella, automne 2005. – Dino Erba et Renzo Priante (éd.), *Riccardo Salvador : Ricordi di un militante*, All’Insegna del Gatto Rosso, Milan, 2012.



Mauro Stefanini, *Mauro Junior*

STEFANINI (Mauro), dit MAURO Junior, enseignant, journaliste : né le 9 janvier 1948 à Milan, mort à Milan le 2 mai 2005. Enseignant et journaliste, fils de Giacomo Stefanini, de la Fraction communiste italienne, et de Maria Antonietta Falorni, condamnée en 1931 à cinq mois de prison par le Tribunal spécial fasciste. Comme ses parents avaient milité dès 1945 dans le Partito Comunista Internazionalista, Mauro junior était né directement dans le parti.

Impliqué très jeune dans l’activité de son organisation, il devint rapidement, des décennies durant, la cheville ouvrière d’une activité intense entièrement au service de la défense des positions

internationalistes dans tous les conflits, de la défense des positions de classe dans la lutte ouvrière quotidienne, mais aussi de regroupement et de discussion dans tout le milieu communiste internationaliste, comme en témoigne l'hommage qui lui fut rendu à sa mort :

«*Membre éminent du Partito Comunista Internazionalista en Italie, animateur infatigable du Bureau international pour le parti révolutionnaire (BIPR), le camarade Mauro était certainement le militant le plus visible et certainement l'une des personnalités les plus engageantes de notre courant*».

Décédé au terme d'une longue maladie, le lendemain du 1er mai 2005, l'hommage rendu à sa mémoire fut l'occasion d'un rassemblement de délégations de deux continents :

«Une commémoration fut tenue le 28 mai, à librairie Calusca, à Milan. Environ une centaine de camarades, jeunes et vieux, ont tenu à se souvenir ensemble» [avec les] «contributions de la Communist Workers Organisation (Royaume-Uni), de Bilan & Perspectives (France), du Gruppe Internationaler SocialistInnen (Allemagne), du Gruppe Internationalistische Kommunisten (Autriche), du Circolo Communista Internacional (Argentine), de la Fraction interne du CCI (France et Mexique), du CCI, de Workers Voice (USA), de *Rivoluzione Comunista* ainsi que de *Pagine Marxiste* (toutes deux d'Italie)».

Mauro Stefanini a laissé de remarquables contributions théoriques, dont certaines ont été publiées sous forme de livre (2006 et 2015).

On peut illustrer son internationalisme intransigeant par l'article qu'il publia en 1976 à propos du «monde arabe» et de la lutte de classe, dans la revue *Prometeo* :

> «*C'est sur les luttes des ouvriers arabes et israéliens que repose l'espoir révolutionnaire, dans la mesure où les communistes du monde entier sauront coordonner d'abord, puis unifier ensuite les efforts de délimitation d'une formation de classe capable de guider les luttes prolétariennes dans les pays capitalistes avancés et d'en faire un point de référence pour les luttes d'émancipation des exploités du monde entier. Hors de ce cadre général, il n'y a aucune solution possible au problème palestinien, comme il n'y a point d'autre solution possible pour tous les pays du tiers-monde*».

Sources : Istituto nazionale per la storia del movimento di liberazione in Italia (Milan), Fondo Stefanini Mauro Partito comunista internazionalista. – «In ricordo di Mauro che così presto ci ha lasciati», *Battaglia comunista*, juin 2005. – Fausto Bucci, «Mauro Stefanini (1948-2005)», in Sandro Saggioro, *Gli ultimi anni di Victor Serge (1940-1947)*, *Quaderni Pietro Tresso* n° 57, Florence, juin 2006, p. 54-55.

Œuvre : «Mondo arabo e lotta di classe», *Prometeo* n° 26/27, 1976, p. 5-16. – *Appunti e spunti. Criticando Negri. Per una critica marxista del pensiero di Antonio Negri* [Préface de Celso Beltrami], Ed. Prometeo, Milan, 2006. Bibliographie, in Andrea Torre (éd.), *L'archivio Mauro Stefanini – Partito comunista internazionalista. Uno strumento per la storia della sinistra comunista*, Istituto nazionale per la storia del movimento di Liberazione in Italia, Milan, 2009. – *Le radici spezzate – Il percorso ideologico della controrivoluzione in Italia*, ed. Prometeo, 2015.

SUSTERSICH (Saverio, Francesco), dit SASU, mécanicien : d'origine slave (slovène), né en 1894 à Trieste, dans une famille ouvrière. Avant 1914, il avait adhéré à la Jeunesse socialiste. Il est communiste en 1921, et fait partie des *Arditi del popolo*, malgré les ordres contraires de sa direction. Il est l'un des rédacteurs du *Lavoratore* de Trieste, aux côtés d'Ottorino Perrone et de Luigi Calligaris. Il est de nombreuses fois arrêté par les fascistes. Il participe le 17 avril 1926 à une conférence des fédérations du Veneto et de la Vénétie julienne où il est souligné qu'«*à Trieste et dans sa province les communistes ont beaucoup d'influence sur la classe travailleuse, spécialement dans la zone slave où nous comptons un fort courant communiste*».

En 1945, il adhère au PCInt et fonde la section de Trieste de ce parti. À la fin de la guerre, il avait échappé aux règlements de compte perpétués par le PCY titiste qui se traduisirent par des milliers de victimes tuées et jetées dans les *foibe* (cavités ou grottes karstiques). Il écrivit des articles dans *Battaglia comunista,* l'un pour dénoncer ces massacres, l'autre pour dénoncer la «prostitution» national-stalinienne véhiculée par le «nouveau» *Lavoratore*, auquel il avait participé dans sa jeunesse.

Partisan de Bordiga, il adhère à «Programma comunista» après la scission de 1952. Il meurt en mai 1959 à Trieste.



Sources : ACS CPC, busta 4989 (fasc. 20032). – Archives Institut Gramsci, Rome, dossier 455 (1926). – «Trieste : Lettera aperta al 'Lavatore'», *Battaglia comunista* n° 10, 10-25 mai 1947. – «Saverio Sustersich», *Il Programma comunista*, n° 10, 3-17 juin 1959. – Piero Panizon, «L'organizzazione clandestina e l'attività del PC a Trieste 1923-1935», in *Italia contemporanea*, n° 121, déc. 1975, p. 27-58. – Eros Francangeli, *Arditi del Popolo*, Ed. Odrarek, Rome, 2000. – *Foibe. Il macabro trionfo dell'ideologia nazionalista*, Ed. Prometeo, Milan, 2006. – Dino Erba, *Nella linea di faglia tra est e ovest Venezia Giulia, Istria e Dalmazia: alle radici della violenza nazionalista*, All'Insegna del Gatto Rosso, Milan, février 2012.

TACCHI (Giancarlo), médecin : né à Bologne en 1939, il passa sa jeunesse à Rimini, puis fit ses études de médecine à Bologne. Cardiologue, il exerça sa spécialité en milieu hospitalier, à Varese. Vers 1965, il devint membre du PCInt («programma comunista»). Au début de 1973, avec la section de Bologne, à laquelle appartenait Cesare Saletta, il fait sécession et s'engage dans l'activité du *Gruppo comunista internazionalista autonomo*, contribuant abondamment à *L'Internazionalista* (sous les initiales de G.T.) jusqu'en 1991.

Sur la question des libérations nationales, il ne se distinguait guère du bordiguisme officiel qui les soutenait avec enthousiasme en Afrique, au point de titrer : «Honneur à Luanda et aux prolétaires d'Afrique noire !». On pouvait lire dans un article de mai 1976, signé *G.T.*, un appel à un soutien au MPLA angolais : «*Nous communistes défendons toutes les libertés politiques non opposées aux intérêts 'généraux' du prolétariat et donc aussi le droit des peuples à l'auto-détermination, c'est-à-dire à la formation d'un État national, s'il existe un territoire et une langue communs; nous défendons donc le droit du peuple angolais à l'indépendance politique. La victoire du MPLA a conduit à la formation d'un État politiquement indépendant; pour cette raison nous avons soutenu le MPLA*».

À la fin de sa vie, il écrivit deux livres majeurs publiés chez Graphos, le dernier publié après sa mort : *De Staline à Gorbatchev – Classes sociales et État dans la Russie soviétique* (1999) et *Les minorités révolutionnaires de la crise de 1929 à la veille de la guerre* (2003), tous deux de très bonne facture.

Il est mort dans sa ville natale en 2001.

Œuvre : «Lotta di classe in Cile», *L'Internazionalista* n° 2, déc. 1973. – «Limiti e sviluppo della lotta di classe in Africa», *Quaderni de L'Internazionalista* n° 1 et 2, 1974-1975. – «Sugli avvenimenti portoghesi», *Quaderni de L'Internazionalista* n° 3, oct. 1975. – «Honneur à Luanda et aux prolétaires d'Afrique Noire !», *le prolétaire*, n° 214, 21 fév.-5 mars 1976. – «Ancora sugli avvenimenti portoghesi», «Angola e lotte di liberazione nazionale», «Limiti e sviloppo della lotta di classe in Sud-America», *Quaderni de L'Internazionalista* n° 4, mai 1976. – «*Da Stalin a Gorbacëv. Classi sociali e stato nella Russia sovietica*, Graphos, Gênes, 1999. – *Le minoranze rivoluzionarie dalla crisi del 1929 alla vigilia della guerra. Lineamenti di uno studio critico*, Graphos, Gênes, 2003.

TARDITI (Francesco), ouvrier : né en 1898 à Savone. Membre du PCI, il en est expulsé pour avoir souscrit à la presse du PCInt. Il adhère alors à ce dernier et milite dans sa section de Gênes. Il travaillait à l'ILVA de Savone.

Membre de la tendance de Damen après la scission de 1952, il mourut prématurément à Savone le 5 septembre 1954.

Sources : ACS CPC, busta 5030, fasc. 139467. – *Battaglia comunista* n° 25, sept. 1946; n° 7, sept. 1954. – Dino Erba, *Nascita e morte di un partito rivoluzionario. Il Partito comunista internazionalista 1943-1952*, op. cit.



Ludovico Tarsia (au milieu, 2e à partir de la droite), chirurgien au Brésil,
entouré de ses collègues italiens, maison de santé de São Paulo Sur, vers 1931.

TARSIA IN CURIA (Ludovico), dit L. D., VICO : né le 2 octobre 1876 à Naples, dans une noble famille remontant au XVIe siècle. Docteur en médecine en 1899, il se spécialisa en chirurgie, obtenant les grades les plus élevés en 1909 et en 1913. En 1899, il s'inscrit à l'Union socialiste napolitaine.

Lors du tremblement de terre de Messine de décembre 1908, qui coûta la vie à 100.000 habitants, il fut le premier médecin italien à rejoindre les hôpitaux de fortune installés dans le port par les médecins-majors de la flotte russe qui croisait non loin de Messine. Pour communiquer avec les médecins russes, il dut utiliser le latin!

En 1914, Tarsia, avec Bordiga, il combattit les «blocardistes» qui étaient sortis du PSI à Naples pour entrer sur une liste de «Bloc populaire». Mais, lors de l'entrée en guerre de l'Italie en 1915, il était encore loin des positions de la Gauche communiste. Au sein de l'Union socialiste napolitaine, il fut «interventionniste» au côté de l'Entente. C'est la Révolution russe qui lui fit changer radicalement de position, devenant «défaitiste révolutionnaire», et ses anciens alliés d'hier se transformèrent en ses plus féroces ennemis.

Radicalement, Tarsia passe au communisme abstentionniste. Dans son organe *Il Soviet* il signe ses articles soit de ses initiales L. D., soit de ses prénom et nom. Dans un article au titre significatif de «Contre l'intervention dans la bataille électorale» (16 février 1919) il est au diapason de Bordiga : «*La révolution socialiste ne se réalise ni en utilisant le bulletin de vote, ni en élisant des députés, ni en pratiquant une sérénité législative de façade.* […] *On ne peut abattre le pouvoir bourgeois sans en renverser les propres organes, en tout premier lieu l'Assemblée législative. Il y a une opposition inconciliable entre conquête révolutionnaire des pouvoirs par le prolétariat – par le biais de son organisme politique, le Parti socialiste – et mécanisme électoral : l'une exclut l'autre*».

En octobre 1919 il fait partie du comité central de la fraction communiste abstentionniste du PSI au côté de son ami Bordiga et de Rodolfo Fobert, Tommaso Borracetti et Antonio Pisacane.

De façon remarquable il notait dans un article consacré aux «idées des Indépendants allemands» (25 avril 1920), l'évolution de l'Internationale vers l'opportunisme, sous la pression de l'État russe : «*Elle est donc poussée à adopter la tactique consistant à obtenir la reconnaissance officielle de la part des puissances de l'Entente, sur la base de l'engagement réciproque à ne pas s'ingérer dans leurs affaires intérieures, à établir par conséquent des relations avec elles comme un État qui ne serait pas différent du leur si ce n'est par son organisation interne. Elle cherche donc à inciter les différents partis de la IIIe Internationale à faire pression indirectement sur les gouvernements bourgeois à travers l'influence qu'ils peuvent exercer dans les assemblées législatives. C'est la raison pour laquelle elle conseille l'utilisation des moyens légaux, et surtout l'exploitation de l'action parlementaire.*».

Tarsia était présent à Livourne à la fondation du PC d'Italie, et fut nommé à son Comité central. Après avoir entendu son rapport le 29 janvier 1921, la section socialiste se transforma en section



communiste. Tarsia, doté d'une forte autorité morale, en assuma une direction qui n'eut pas à se confronter à des oppositions.

Dans la section napolitaine, les médecins furent au nombre de quatre, dont trois Mario Mastropaolo, Giuseppe De Nito, Ludovico Tarsia restèrent toujours liés à Bordiga jusqu'à sa mort et toujours actifs dans la section napolitaine du PCInt («Il programma comunista»).

Même communiste, Tarsia resta passionné de culture, même la plus éloignée idéologiquement du mouvement prolétarien, celles d'un Gabriele D'Annunzio et d'un Richard Wagner.

Communiste convaincu, Tarsia dut et sut se plier à la «discipline tactique internationale» du Komintern de participation aux élections. Il fit partie des 17 candidats que le Parti communiste d'Italie présenta à Naples, où l'on trouvait des noms comme ceux de Francesco Misiano (1884-1936), futur producteur de cinéma (et dissident) communiste, Michelangelo Pappalardi et Luigi Repossi.

À la mi-1921, il participa à Naples à l'activité de l'Institut de culture prolétarienne, tenant des conférences régulières sur différents thèmes chers à la gauche communiste, tels «Le réformisme et sa fonction contre-révolutionnaire».

Tarsia s'opposa au cours dégénérescent du PC d'Italie dès 1924; mais il resta discret, s'éloignant et refusant tout poste de responsabilité dans le parti. Après la victoire du fascisme, lui et son frère Antonino sont les organisateurs et dirigeants du «Secours rouge». Ludovico Tarsia pour cela se retrouva deux fois en prison, en 1924 et 1925. Il en profita pour écrire en collaboration un traité de chirurgie à destination des étudiants. Cela lui servit plus tard de viatique pour quitter l'Italie fasciste.

Il émigra en effet au Brésil de 1928 à 1936, où il travailla dans une clinique du sud de São Paulo comme chirurgien «pour représenter la médecine italienne» (sic), seul motif crédible pour quitter la péninsule. Il fut toujours étroitement surveillé par d'autres médecins italiens de la clinique qui renseignaient avec zèle les autorités fascistes sur sa bonne ou sa mauvaise conduite. Tarsia évita donc soigneusement de prendre part à l'activité de la communauté italienne, et a fortiori toute prise de position politique qui pourrait apparaître comme une critique du régime. Après un rapport d'«honorabilité» du consul italien à São Paulo, il fut radié le 4 mai 1933 de la liste des «subversifs», par simple décision ministérielle. Mis à la retraite, il reprit contact avec Bordiga à son retour du Brésil en 1936. Une lettre de la Divisione Polizia politica du 20 juillet 1939 notait qu'il était en contact avec Bordiga et exerçait une «*grande influence sur la jeunesse étudiante antifasciste*».

Pendant la seconde guerre mondiale, il fut médecin-chef, avec le grade de colonel, de l'hôpital Abbazia de Trieste. Après la chute de Mussolini, il retourna à Naples, où était politiquement actif son frère.

Du 27 au 30 septembre 1943, le peuple napolitain s'attaqua aux forces nazies qui occupaient la ville. L'armée allemande fut mise en déroute et négocia avec les insurgés son repli. Naples fut la première grande ville italienne à se soulever contre l'occupant nazi (et reçut pour cela la Médaille d'or de la valeur militaire). Son frère aîné, le professeur Antonino Tarsia in Curia (1873-1957), depuis le lycée Jacopo Sannazaro, fut le leader de cette insurrection antinazie, connue sous le nom des Quatre journées de Naples («Quattro giornate di Napoli»). Le 30 septembre, il prenait en charge les pleins pouvoirs civils et militaires. Il établit, entre autres, des règles strictes à propos des heures d'ouvertures des commerces. Le premier octobre 1943, les premiers blindés alliés entraient dans Naples.

À la différence de son frère Antonino, Ludovico se préoccupa d'abord de retisser les liens rompus entre les communistes de la tendance de Bordiga, afin de poser les bases d'une nouvelle organisation révolutionnaire. Au côté de celui-ci et de Giuseppe De Nito, il fut un des promoteurs de la «Frazione di sinistra dei comunisti e socialisti italiani» et du journal *Il Proletario*.

Le 29 juillet 1945, dans son cabinet médical à Naples, en présence de lui-même, de Bordiga et De Nito, d'Onorato Damen et Bruno Maffi, de Fortunato La Camera et Otello Terzani, la 'Frazione' du sud était dissoute. Tous ses militants, dont Bordiga, adhéraient individuellement au Partito Comunista Internazionalista. Tarsia participa à la première Conférence du P.C. Internationaliste tenue à Turin (28-31 décembre 1945).

À plusieurs reprises Tarsia essaya de tempérer l'enthousiasme du nouveau parti qui semblait s'aveugler sur les «potentialités révolutionnaires» après 1946.

En 1948, il s'opposa à la participation du parti aux élections et préconisa un retour à l'abstentionnisme de la Fraction abstentionniste de 1919-1920. Sa position contribua à l'abandon de la tactique de «parlementarisme révolutionnaire», avalisé lors du Congrès de Florence de mai 1948.

Il manifesta toujours un indéfectible attachement à l'orientation politique donnée par Bordiga, contre vents et marées : «*Avec Amadeo, nous sommes sûrs*», même s'il manifestait parfois quelque doute. C'est donc sans surprise qu'il se rangea au côté de Bordiga, Perrone et Maffi lors de la scission de 1951. Il insistait sur la nécessité d'une politique syndicale, la forme syndicale étant «invariante» quelle que soit son étiquette : «*Si un groupe de salariés se forme et s'occupe de ses propres intérêts, autrement dit salariaux, ce sera* de facto *un syndicat. Les organisations fascistes l'étaient parce qu'elles menaient des actions syndicales*». Une position qui était assez proche de celle de Trotsky dans les années 30.

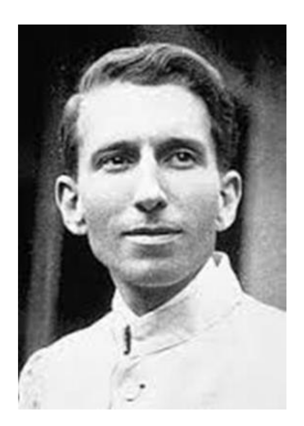
Comme Bordiga, il participa aux réunions de l'organisation, vivante expression d'une « continuité organique» avec la Fraction communiste abstentionniste, et cela jusque vers 1965-1966.

Âgé de 91 ans, il publia en 1967 un opuscule intitulé «Comment se forme la pensée» qui manifestait une fougue révolutionnaire toute juvénile : «*Camarades, prolétaires, je me suis attaché à l'élaboration du présent ouvrage dans le seul but de vous mettre en mains une arme qui vous soit utile pour combattre l'idéologie bourgeoise dans un domaine où – me semble-t-il – la critique marxiste n'a pas encore suffisamment exercé son action de démolition et qui constitue une des chaînes les plus solides que vous devrez briser, comme toutes les autres, par une lutte armée libératrice*».

Quand Bordiga devint hémiplégique et se retira à Formia, Ludovico Tarsia fut l'un des rares à lui rendre encore visite. Voyant mourir toute une époque, il choisit librement de quitter l'existence quelques mois avant Bordiga.

Sources : ACS CPC, buste 44017 e 5037, fasc. «Tarsia in Curia Ludovico». – Antonino Tarsia in Curia, *La verità sulle quattro giornate di Napoli*, Genovese, Naples, 1950; *Napoli negli anni di guerra*, Istituto della Stampa, Einaudi, Turin, 1954. – Raffaele Colapietra, *Napoli tra dopoguerra e fascismo*, Feltrinelli, Milan, 1962. – «Un filo che non si è mai spezzato sull'arco di quasi un secolo di storia. In memoria del compagno Ludovico Tarsia (Articoli da *Il Soviet* 1919-1921)», *Il programma comunista* n° 8, 1970. – Arturo Peregalli, «Ludovico Tarsia», *Enciclopedia dell'antifascismo e della resistenza*, vol. VI, La Pietra–Walk over, Crémone, 1989. – Arturo Peregalli, *L'altra Resistenza. Il PCI e le opposizioni di sinistra 1943-1945,* Graphos, Gênes, 1991. – Luigi Cortesi, «Comunisti, Resistenza e Quattro Giornate», in Gloria Chianese (éd.), *Mezzogiorno 1943. Le scelte, la lotta, la speranza*, Esi, Naples, 1995. – Sandro Saggioro, «Ludovico Tarsia (1876–1970)», www.avantibarbari.it/news.php?sez_id=7&news_id=264.

Œuvre : «Contro l'intervento alla battaglia elettorale», *Il Soviet* n° 16 fév. 1919. – «Prendere la fabbrica o prendere il potere?», *Il Soviet* n° 7, 22 fév. 1920. – «Il pensiero del partito indipendente tedesco», *Il Soviet* n° 12, 25 avril 1920. – «La Frazione astensionista e il congresso di Mosca», *Il Soviet* n° 22, 5 sept. 1920. – «La disciplina nell' Internazionale», *Il Soviet* n° 27, 31 oct. 1920. – «I socialisti francesi e la Terza Internazionale», *Il Soviet* n° 32, 23 décembre 1920. – «Per la costituzione del Partito Comunista», *Il Soviet* n° 1, 6 janvier 1921. – Giovanni Spinetti et Ludovico Tarsia in Curia, *Compendio di medicina operatoria per medici e studenti*, Vittorio Idelson, Naples, 1926. – «Vi sarà una situazione rivoluzionaria in questo dopo guerra?», *Battaglia comunista*, n° 31, 16-31 déc. 1946. – «Cristianesimo e marxismo», *Prometeo*, n° 12, janvier 1949. – «L'astensionismo», *Battaglia Comunista* n° 17 et 18, 1951. – «Partito e sindacati», in *Bollettino per la preparazione del II° Congresso del Partito comunista internazionalista*, Milan, 1951. – *Sensazioni, dolore in chirurgia: conferenza tenuta presso la Societa medica triestina l'8 aprile 1960*, Napoli, Istituto della stampa [1961?], 45 p. – *Come si forma il pensiero*, EPS, Naples, 1967, 58 p.



Otello Terzani, vers 1926

TERZANI (Otello) : fils d'ouvriers du textile, de tradition socialiste, né le 23 août 1899 à Arcidosso (Grosseto, Toscane); mort à Rome en 1992. Otello Terzani avait commencé son activité de tailleur de pierres, quand il fut envoyé au front en 1917 peu après la défaite de Caporetto.

De retour de la guerre, il adhéra à la Fraction communiste du Parti socialiste italien (PSI) et participa en 1921 à la fondation du PCd'I. Il développa une intense activité dans les centres ouvriers de Toscane, puis à Rome, affrontant plusieurs fois les assauts des squadristes. En 1923-1924, avec Amadeo Bordiga et ses nombreux partisans, il se dressa contre la direction dite «centriste» d'Antonio Gramsci et Palmiro Togliatti.

Arrêté le 15 novembre 1926, il fut relégué dans les îles de Lampedusa et Ustica, où, grâce aux cours organisés par le parti, il acquit un très bon niveau de culture. Libéré à l'automne 1929, il s'établit à Rome, se contentant d'un travail non qualifié d'ouvrier de chantier. En contact avec un petit groupe de militants communistes, il reprit l'activité politique. De nouveau arrêté à l'automne 1931 il fut envoyé aux îles Lipari, Ventotene et Ponza, jusqu'à fin octobre 1935.

Pendant toute la période de relégation, il resta inébranlable sur les positions de la Sinistra comunista, en dépit des persécutions et menaces des staliniens, qui dès 1934 avaient formé des «escouades punitives» contre les trotskystes et les bordiguistes. Au centre de Rome, il réussit à ouvrir un débit de boissons, vite fréquenté par nombre d'antifascistes.

À la chute de Mussolini, en août 1943, il prit contact avec le Movimento Comunista d'Italia (*Bandiera Rossa*), contribuant à la-mi-janvier 1944 à l'organisation de l'Armée rouge romaine (*Armata Rossa*), formation militaire indépendante des partis du Comité de libération nationale (CLN), créée sur le modèle de l'armée de partisans de Tito. Cette Armée rouge se proposait d'«*organiser les ouvriers pour contribuer le plus énergiquement possible à cette guerre de libération qui devra inéluctablement résoudre les problèmes ardus de la paix dans chaque domaine, spécialement dans le domaine social*».

Au côté de Terzani, les autres dirigeants de l'organisation clandestine étaient Antonino Poce et Filiberto Sbardella qui s'occupaient de la propagande et de la presse clandestine, ainsi que Celestino Avico et Giordano Amidani.

Quand l'armée alliée entra à Rome le 4 juin 1944, l'Armée rouge disposait d'une centaine d'adhérents, ayant payé le prix du sang (une cinquantaine de morts et une centaine de mutilés). Le PCI s'opposait à toute idée «d'armée du peuple», préférant que les combattants s'intègrent dans l'armée régulière de la Maison de Savoie. Le 4 juillet 1944, *l'Unità* annonça la fin de l'Armée rouge romaine, donnant l'acte officiel de dissolution, un acte auquel Terzani fut contraint de souscrire. *L'Unità* invitait en outre les membres de l'Armée rouge à rejoindre ses rangs. Terzani refusa et prit contact avec Bordiga, installé à Rome.

En janvier 1945, Terzani adhéra à la «Frazione di Sinistra dei Comunisti e Socialisti Italiani» et en juin, au Parti communiste internationaliste (PCInt), dont il devint le secrétaire de sa Fédération romaine.

Mal à l'aise dans le PCInt, en raison des divergences qui se faisaient jour, il abandonna l'activité militante organisée, mais resta toujours fidèle à ses convictions révolutionnaires. Il est mort à Rome en 1992.

Sources : ACS CPC, busta 5076, fasc. 16322. – Archives Otello Terzani, Biblioteca comunale della Ghisa di Follonica. – Arturo Peregalli, *L'altra Resistenza. Il PCI e le opposizioni di sinistra in Italia 1943-1945*, Graphos, Genova, 1991. – Roberto Gremmo, *I comunisti di Bandiera rossa. L'opposizione rivoluzionaria del 'Movimento Comunista d'Italia' (1944-1947)*, Elf, Biella, 1996. – Arturo Peregalli e Sandro Saggioro, *Amadeo Bordiga: La sconfitta e gli anni oscuri (1926-1945)*, Colibrì, Paderno Dugnano (Milan), 1998. – Anna Innocenti Periccioli, *Giorni belli e difficili. L'avventura di un comunista*, Jaca Book, Milan, 2001. – Vito de Meo, *Otello Terzani*, Castellina in Chianti, 2014.

Œuvre : *Ricordi di vita 1915-1950*, Arcidosso-Roma, 1977-1978 (manuscrit inédit), 169 pages.

THIBAULT (Luc), dit DOMINIQUE, chauffeur de car, mécanicien, menuisier : né à Angers (Maine-et-Loire) en 1958, installé à Schio (Vicenza) depuis 1989. Né dans une famille aisée, son engagement très jeune est exemplaire, soudainement accéléré par la vision traumatisante d'une sauvage répression de prolétaires en lutte : «*…un jour, peut-être quand j'avais 12 ans, se déroulait une manifestation dans la ville où j'habitais. J'ai assisté à une charge de police contre les ouvriers et quand l'un d'eux s'est réfugié sous une voiture, ils l'ont pris et tabassé. Cette scène m'a mis la rébellion dans le sang… en assistant à cela, je n'ai plus été en état d'accepter cette réalité*».

«Monté à Paris», il adhéra au PC international et s'occupa au début des années 80 de ses organes *Le Prolétaire*, *Programme communiste* et de la presse en diverses langues. «Jeune et plein de foi révolutionnaire», il assiste à une fragmentation de son mouvement sous les coups du «localisme» et de l'activisme. Il donnera, avec un recul de 30 années, sa propre vision de l'éclatement de son organisation en 1982 :

> «*En France et, surtout à Paris, la situation prit une mauvaise tournure, avec l'arrivée de quelques jeunes issus du Maghreb et du Moyen-Orient, chez qui, malgré un fort radicalisme anti-impérialiste, restait prégnante la tentation nationaliste, avec tout ce qui s'ensuivait. Notre organisation, selon moi, a eu une bonne dose de responsabilité dans cette débandade, en n'ayant pas su donner à ces jeunes anti-impérialistes une approche de classe, sur le plan théorique et donc sur le plan pratique… Je pense que l'entrée en masse dans les années 70 d'ex-soixante-huitards eut un rôle négatif. (Mais, comme je disais, on pensait que l'abordage de classe se ferait sur la vague de la reprise révolutionnaire.) Les positions de l'organe en langue arabe* El Oumami *en était la plus évidente démonstration; ce n'est pas un hasard si après l'éclatement international du Parti,* Que faire ? *– qui était devenu pour quelques numéros le journal de ces camarades de langue arabe –, exaltait… le «camarade Enver Hoxha» quand décéda le 'vénéré' chef du parti stalinien d'Albanie ! … Ce fut une lente agonie jusqu'au choc final de 1981*».

Les discussions avec des anciens encore vivants sur la véritable histoire de la Gauche italienne, celle de l'émigration (*Bilan* et *Prometeo*), la fréquentation assidue de Riccardo Salvador à Schio, qui discute des heures durant des positions de *Bilan*, de celles des groupes ouvriers de Pappalardi. Ces riches entretiens le décidèrent à s'établir à Schio auprès de «camarades mûrs politiquement».

Il a fait l'expérience du syndicalisme dans une coopérative ouvrière de la région de Schio : victime d'un grave accident du travail, la CGIL (CGT italienne) refusa de le défendre. Ceci l'a amené à s'engager localement dans une forme de «syndicalisme de base» représenté par l'USB (Union syndicale de base).

Sources : «Enver Hodja», *Que Faire?* n° 7, avril 1985 [organe central de l'Union des Communistes-Léninistes d'Algérie]. – «Da Parigi à Schio», in Riccardo Salvador, *Ricordi di un militante,* Bergame, 2012, p. 159-162. – *VicenzaPiù* n° 264, 26 déc. 2013 : http://www.vicenzapiubello.com/leggi/il-francese-luc-thibault-e-la-persona-dellanno-di-vicenza





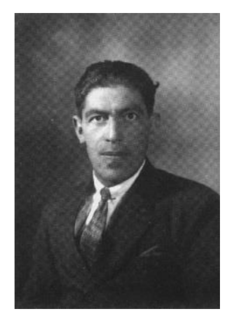
Le conseil d'usine de la FIAT, à Turin, lors de l'occupation de septembre 1920.
Giovanni Tornielli est debout, à gauche; premier à gauche, assis, Giovanni Parodi

TORNIELLI (Giovanni), dit NERO : né en 1896 à Moncalieri (Turin), ouvrier maçon, membre du PC d'Italie dès le début. Il était membre du conseil d'usine de la FIAT à Turin lors du mouvement d'occupation armée des usines en septembre 1920, tout comme Giovanni Parodi (1889-1962), alors partisan de Bordiga. Il fut élu conseiller provincial de la cité de Turin. Licencié de la FIAT, il se réfugia en France vers 1922 et s'installa à Vincennes comme entrepreneur en bâtiment. Il participa en 1925 à la fondation du Comité d'entente parisien, hostile à la bolchevisation, avec Ludovico Rossi, Bruno Bibbi, Fernando Borsacchi, Giovanni Bottaioli et Michelangelo Pappalardi. Membre de la gauche «bordiguiste», il fut l'un des signataires d'un document de protestation adressé au Comité exécutif du Komintern le 3 janvier 1927. Nommé trésorier de la Fraction communiste italienne, il est membre de sa C.E. dès le congrès de fondation (Conférence de Pantin, avril 1928). En octobre 1931, avec Perrone, Gabassi et Bruno Bibbi, il représente la fraction au Congrès de la Ligue communiste.

Au début des années 60, il tenta, selon Alfonso Leonetti, de revoir son ancien camarade de combat à la FIAT Giovanni Parodi. Celui-ci devenu membre du comité central du PCI après-guerre et secrétaire de la FIOM refusa tout contact.

Giovanni Tornielli est mort à Paris vers 1970.

Sources : ACS CPC, busta 5162. – Giovanni Parodi, *L'occupazione delle fabbriche. Fascismo e antifascismo (1918-1936)*, Milan, La Pietra, 1962. – «Un incontro a Valeriano 'Carlini' il rivoluzionario, nella tormenta del 1900», *La Risveglia*, quadrimestrale di varia umanità, n° 7-8, Grosseto, mai-août et sept.-déc. 2001.



Guido Torricelli, juin 1936.

TORRICELLI (Guido) : né en 1899 à Parme, ouvrier maçon. Membre du PCd'I en 1921, il participe en août 1922 très activement aux fameuses journées rouges de Parme. Il joue un rôle majeur dans ces journées de barricades où les jeunes ouvriers des Arditi del popolo menés par Guido Picelli (1889-1937) mettent en fuite les escadrons fascistes, menés par Italo Balbo, qui confluaient sur la ville. En 1925-1926, il prend en mains la direction de l'organisation du parti dans cette ville. En 1928, arrêté, il est relégué dans les îles jusqu'au début de 1932, arrêté de nouveau, puis amnistié en novembre 1932 (loi décennale). Il resta toujours sur les positions de la Gauche communiste. Puis, il est de nouveau relégué pendant deux années.

En 1942, avec Vittorio Adorni (1893-1971), il réanime le noyau internationaliste parmesan. Ce noyau adhère au PCInt, et Guido Torricelli sera nommé membre de son comité central, chargé de

diriger la Fédération de Parme. Il fut l'un des principaux dirigeants du PCInt pendant la guerre. L'aura personnelle de Torricelli poussa les staliniens locaux à «s'exprimer» dans leur organe *La Riscossa* (juin 1945) : «*Prometeo* est simplement le journal des trotskystes italiens (*sic*). Un journal soutenu par les fascistes et les réactionnaires dans lequel la fameuse Gestapo avait mis son grain de sel».

Il meurt d'une longue maladie le 16 juillet 1947, à Parme, où ses obsèques furent localement imposantes.

Sources : ACS CPC, busta 5168. – «Il proletariato ha perduto in Guido Torricelli uno dei suoi militanti migliori», *Battaglia comunista* n° 15, 3 août 1947. – «Le esequie i Guido Torricelli », *Battaglia comunista* n° 16, 8-24 août 1947. – «In memoria di Guido Torricelli », *Battaglia Comunista*, n° 25, 20-27 juillet 1948.

TROMBIN (Almerino), dit ROTONDINO, NINI : Originaire de Casale Monferrato (Alessandria), il avait été commandant de partisans (181e Brigade Garibaldi de la Division Piacibello) et avait été contacté par Mario Acquaviva qui tentait de propager les positions internationalistes parmi son unité.

Il avait adhéré après la guerre au PCInt, ou était resté un sympathisant. En août 1946, il fut l'un des instigateurs de la révolte qui conduisit des milliers d'ex-partisans à déterrer leurs armes et à occuper militairement la zone de Monferrato.

Présenté par la presse de droite comme «un dirigeant du Parti communiste internationaliste (trotskyste)», *Rotondino* semble n'avoir été qu'un sympathisant.

Son aventure ne fut pas avalisée par le PCInt qui condamna toute reviviscence du «partisanisme» : «*Nous devons dire aux prolétaires partisans se laissant reprendre de bonne foi par la fascination de la montagne que, s'ils ne réunissent pas à tirer les leçons politiques de cet épisode et à liquider en eux-mêmes et pour toujours l'idéologie qui a été le socle de toute leur lutte, leur destin sera de retourner à la maison avec une désillusion supplémentaire. Du moment que les revendications politiques et économiques des partisans prolétaires peuvent être propagées et satisfaites par la seule lutte au coude à coude avec les ouvriers contre le régime d'exploitation capitaliste*».

Sur son prétendu «trotskysme», le PCInt fit une intéressante mise au point dans le *Nuovo Corriere della Sera* : « … *si nous ne sommes pas en parfait accord avec Trotsky, c'est notre devoir moral de le défendre parce qu'après tout c'était un homme d'une trempe à donner, sans épargner son sang, sa contribution à la cause prolétarienne. De façon similaire, nous défendons et honorons tous ceux qui ont agi de même*».

Sources : «Reviviscenze partigiane», *Battaglia comunista* n° 24, 1-7 sept. 1946. – «Un chiarimento dei comunisti internazionalisti », Nuovo Corriere della Sera, 4 sept. 1946. – Alessandro Pellegatta, *Cronache rivoluzionarie in provincia di Varese (1945-1948)*, *Pagine Marxiste* n° 14, août-octobre 2006.

TROVATELLI (Plinio), né à Piombino (Livourne) le 20 janvier 1886, tourneur, il fut mobilisé comme civil en 1915 et réquisitionné dans le complexe sidérurgique de Savone.

Membre du Parti Communiste d'Italie (PCd'I) en 1921, il fut envoyé en mai à Moscou comme délégué du parti au IIIe Congrès du Komintern, qui examinait la «question italienne». Arrivé à Berlin il continua sur Görlitz, où il fut arrêté à la frontière polonaise. Relâché en juillet alors que le congrès avait déjà commencé, il interrompit son voyage et retourna en Italie. Il fit partie des «gardes rouges» qui assuraient la protection de la délégation russe à la Conférence internationale de Gênes (avril 1922).

En juin 1923, après une arrestation par la police de Savone, il émigre en France et y reste jusqu'en 1925, jusqu'à son expulsion du territoire. Il se rendit alors à Moscou, travaillant d'abord pour les usines Gomsa puis, plus de 6 ans, à l'institut aérodynamique Zaghi. Avec Mario De Leone, il fit partie du Club des émigrés italiens à Moscou et, fin 1929, il fut expulsé du Parti Communiste Russe sous l'accusation d'appartenance à l'«opposition trotsko-bordiguiste». Au même moment, la préfecture de Livourne le tient à l'œil : le 4 juillet 1928 une fiche sur lui est créée, en 1932 elle l'inclut dans la liste des «terroristes» de la province et, le 24 janvier 1934, le raye. En URSS, Plinio



Trovatelli s'était «mis à l'écart le plus possible», se consacrant uniquement à son travail auprès des studios Mejrabpomfilm, dirigés par Francesco Misiano (1884-1936), qui était soupçonné d'être un opposant irréductible et mourut à temps.

Le 18 décembre 1936, en pleines «purges» staliniennes, il se rendit à l'ambassade italienne de Moscou, pour obtenir passeport et visa pour la Belgique. Pendant les entretiens avec les fonctionnaires de l'ambassade, il déclara que, bien que le souhaitant, il s'en était «jusque-là abstenu non seulement en raison des conséquences éventuelles d'une telle démarche», mais parce qu'il était marié à une dame russe, Daria Balandina, dont il avait eu un fils. L'ambassadeur, bien qu'il le suspecta de vouloir rejoindre le groupe bordiguiste de Bruxelles, lui remis le passeport le 15 février 1937, indiquant à ses supérieurs que le réfugié, isolé à Moscou des autres émigrés, à l'exception d'Emilia Mariottini et de Renato Cerquetti, avait renoncé à ses «erreurs passées». Le 24 février il précisait que Plinio Trovatelli, bien que peu disposé à renier ses convictions antifascistes, avait pris l'engagement de ne pas se livrer à des activités politiques en Belgique. Trois mois plus tard, il attendait encore en Russie que sa femme et son fils soient autorisés à le suivre.

En juillet 1937, Plinio Trovatelli se présenta avec Ersilio Ambrogi à l'ambassade italienne de Bruxelles, déclarant avoir repoussé les propositions faites par les membres du Secours rouge international et par le Fonds Matteotti en Belgique. À la fin de l'année, il fut interpellé dans la rue par les gendarmes belges, alors qu'il diffusait, avec ses camarades, des publications «subversives» comme *Bilan* et *Prometeo*. En conséquence il tombait sous le coup d'un arrêt d'expulsion, qui fut bloqué grâce à l'intervention du Fonds Matteotti. Trovatelli fut contraint de réduire son militantisme à sa plus simple expression.

Au début de 1938, sa femme et son fils qui avaient pu quitter la Russie le rejoignirent. La police fasciste à Bruxelles souligna qu'il rencontrait toujours Virgilio Verdaro et fréquentait la «fraction bordiguiste». Suite aux bouleversements de la guerre, le 18 juillet 1942, il est rapatrié en Italie et s'établit à Piombino. Malade, il mourut peu après, le 24 décembre.

Sources : ACS CPC, busta 5231, fasc. 25488. – Fausto Bucci et Rossano Quiriconi (avec Claudio Carboncini), *La vittoria di Franco è la disfatta del proletariato… Mario De Leone e la rivoluzione spagnola*, La Ginestra, Comitato pro ex Ilva, Follonica, 1997.

TURANO (Nicola) : né en 1880 à San Nicola dell'Alto (Catanzaro), petite ville de langue albanaise. Mineur, il est socialiste avant le triomphe du fascisme, maire de sa commune de naissance et secrétaire de la Ligue des mineurs. Il cesse toute activité politique en 1925, qu'il reprend à la chute de Mussolini. Avec Francesco Maruca, il dirigea la Fédération de Calabre du PCInt à Catanzaro.

Source : ACS CPC, busta 5241.

TURCO (Paolo), né au début des années 40 à Cividale del Friuli (Udine). Adhérent de «Programma comunista» depuis 1963-64, il fut formé tout jeune par Luigi Danielis, qui lui communiqua revues et journaux (*Bilan* et *Prometeo*) de la gauche italienne dans l'émigration en France et en Belgique.

Vers le milieu des années 1970, il poussa constamment dans le sens d'une collaboration fraternelle avec les autres groupes de la Gauche communiste internationale, favorable à des rencontres entre les deux PCInt, «Battaglia» et «Programma comunista», mais aussi le CCI, nouvellement créé, et le FOR de Grandizo Munis.

Il fut en 1977 le moteur d'une scission qui entraîna derrière lui l'intégralité de la section de Cividale du Frioul ainsi que d'autres sections. De cette scission naquit le Nucleo comunista internazionalista (NCI). De 1977 à 1979, il publia cinq numéros de la revue ronéotypée *Partito e Classe,* «Rassegna e battaglie del marxismo rivoluzionario», qui faisait référence à *Bilan* et à la gauche italienne dans l'émigration.

Il participa à la Troisième «Conférence internationale de la Gauche communiste», tenue à Paris les 17 et 18 mai 1980, organisée conjointement par le CCI et le PCInt (*Battaglia comunista*). C'est lui qui représenta les Nuclei Leninisti Internazionalisti (NLI), qui venaient de fusionner avec le groupe local éponyme *Il Leninista*. Tout en soulignant l'apport de la *sinistra comunista italiana* dans l'émigration, qui rejetait les luttes de libération nationale, l'organe du groupe, *Partito e Classe* (nouvelle série), juillet 1981, défendait une vision léniniste de la révolution prolétarienne, matinée de tiermondisme. La vision restait en fait très proche des thèses de Bakou de septembre 1920 sur la «*lutte internationale anticapitaliste, en premier lieu dans les aires immenses des 'peuples de couleur' qui, au cours de tout cet après-guerre se sont soulevées avec la force du désespoir contre la domination impérialiste… Nous révolutionnaires d'Occident (en suivant ce que disait l'Internationale communiste dans ses thèses de Bakou), nous devons savoir évaluer et 'comprendre' la 'légitime' défiance de ces peuples envers le prolétariat métropolitain, étant donné que celui-ci apparaît aux yeux de ces peuples comme lié – et complice dans certains cas – à l'impérialisme occidental…* »

Par la suite, la fusion des Nuclei leninisti internazionalisti de Milan et du Centre d'initiative marxiste de Naples donna naissance à l'Organisation communiste internationaliste «Che fare?».

En raison de l'évolution de l'OCI, le noyau autour de Paolo Turco s'en sépara en reprenant en 2007 l'appellation originelle de NCI.

La divergence qui nécessitait une séparation était une fois de plus la «question nationale» dans le «monde arabo-musulman» telle que représentée par différentes tendances léninistes.

L'OCI a titré en janvier 2015, dans son organe *Che Fare ?* : «*Contre l'agression des puissances occidentales contre les masses laborieuses du monde arabo-islamique!* » et «*Palestine vaincra !*».

Il en va tout autrement du NCI, qui le 16 février 2015, reprenait les *Thèses sur les tâches de la social-démocratie* de Rosa Luxemburg, de janvier 1916 : *«La première tâche du socialisme est la libération spirituelle du prolétariat de la tutelle de la bourgeoisie, tutelle qui se manifeste par l'influence de l'idéologie nationaliste. L'action des sections nationales, tant au Parlement que dans la presse, doit avoir pour but de dénoncer le fait que la phraséologie traditionnelle du nationalisme est l'instrument de la domination bourgeoise. Aujourd'hui, la seule défense de toute liberté nationale effective est la lutte de classe révolutionnaire contre l'impérialisme. La patrie des prolétaires, dont la défense prime tout, c'est l'Internationale socialiste».*

Sources : Comitato tecnico internazionale, *Bulletin de préparation de la IIIe conférence des groupes de la gauche communiste* n° 1, Milan, 1980, suppl. à *Battaglia comunista* n° 15. – CCI, *IIIe conférence des groupes de la gauche communiste Textes préparatoires*, Bulletin n° 2, Gilles Tautin, Paris, 1980, suppl. à *Révolution internationale* n° 71. – PCInt Battaglia comunista, Communist Workers Organisation (CWO), *Terza conferenza internazionale della sinistra comunista. Verbali*, Milan, Ed. Prometeo, 1980. – CCI, *IIIe conférence des groupes de la gauche communiste. Procès-verbal*, Gilles Tautin, Paris, 1981, suppl. à *Révolution internationale* n° 81. – Groupe communiste L'Éveil internationaliste, *Textes pour la 3e conférence internationale*, avril 1980. – *Partito e Classe*, Rassegna e Battaglie del Marxismo Riv., Nuclei leninisti internazionalisti, Milan, s.d. (juillet 1981). – Sandro Saggioro, *In attesa della grande crisi*, op. cit., 2014 – *Che fare ?* giornale dell'Organizzazione Comunista Internazionalista (OCI), *Che fare* n° 81, déc. 2014-avril 2015 : http://www.che-fare.org/. – Nucleo comunista internazionalista : http://www.nucleocom.org/

VACCARELLA (Temistocle), dit BIANCO, chapelier : Né à Avellino (Campanie) en 1897, déménagea à Turin à la fin de la première guerre. Militant au PSI, il se prononça en 1919 pour le communisme abstentionniste d'Amadeo Bordiga. Adhérent communiste de la première heure au Congrès de Livourne, il exerça des responsabilités dans la section communiste turinoise. Après 1926, il continue à avoir une activité dans le PCI «bolchevisé», mais en étant un opposant. Après le 8 septembre 1943, Vaccarella – avec Pasquale Rainone (*Marco*) et Luigi Cavallo (*Rossi*) – est la référence théorique pour beaucoup d'ouvriers turinois de sensibilité 'communiste' qui refusaient la politique stalinienne de front uni patriotique avec la bourgeoisie.

À l'automne 1943, il contribua à la constitution du «Partito Comunista Integrale», qui publiait le journal *Stella Rossa*, dont la diffusion touchait tout le Piémont. Vaccarella y eut un très grand rôle politique, toujours critique à l'égard du PCI. Ce dernier craignait que «Stella Rossa» devienne le centre d'un vaste regroupement de formations «dissidentes» du Nord, en particulier «Il

Lavoratore» – auquel collaboraient Bruno Fortichiari et les frères Carlo et Mauro Venegoni – et «Bandiera Rossa» à Milan, animée par Lelio Basso, avant que ce dernier n'adhère au PSIUP en mai 1944.

Dès le départ, Vaccarella fut désigné nommément par le PCI comme l'homme à abattre. Dans son organe *Il Grido di Spartaco* du 25 nov., puis du 26 déc. 1943, on pouvait lire ces très ordinaires infamies du parti stalinien : «*Le dénommé Vaccarella déjà louche par ses rapports avec les fonctionnaires de l'infame police fasciste (Ovra) se démasque aujourd'hui comme agent au service de la Gestapo. Il publie un journal* (Stella Rossa) *où l'on insulte le Parti de la Classe ouvrière…* (Stella Rossa) *voudrait passer pour les amis, les défenseurs du prolétariat pour mieux le désunir, pour semer la confusion, pour le rendre plus vulnérable aux coups du nazi-fascisme*».

Vaccarella chercha à avoir des contacts étroits avec le PCInt, en lequel il avait une totale confiance, pour la mise en place de conseils d'usine clandestins (réunion du 8 mai 1944). Lui et ses seconds étaient les plus proches des positions internationalistes sur la Russie soviétique, définie comme État capitaliste. Mais il avait dû confesser que son groupe avait «pris une position attentiste», pour ne pas heurter la sensibilité des ouvriers de la base, encore prisonniers du mythe «de l'armée russe porteuse du communisme». Par contre, l'un des représentants de «Stella Rossa», *Rossi*, autrement dit Luigi Cavallo (1920-2005), défendit le stalinisme comme patrie de l'industrialisation soviétique «indispensable à la transformation de la révolution d'acte politique en acte constructif». Il précisa que, une fois la guerre terminée, Staline saurait «se replier sur sa gauche»… Cavallo était en fait un agent double de l'OVRA et du PCI (après 1949, il se transforma en agent américain).

Le 19 juin 1944, au cours d'un voyage à Milan, où il devait rencontrer des groupes à gauche du PCI, comme le groupe «Il Lavatore» et Lelio Basso du PSIUP, Vaccarella fut criblé de balles par trois sicaires dans le parc Sempione. Le PCInt dénonça l'assassinat comme étant une décision prise au plus haut niveau du parti stalinien.

Le PCI put alors établir progressivement son contrôle sur «Stella Rossa», aidé en cela par l'arrestation successive par le fascisme de tous les partisans de Vaccarella, peut-être sur dénonciation de Luigi Cavallo. En janvier 1945, l'organisation, forte de 2.000 militants, fusionnait localement avec le PCI, qui en comptait 5.000. Pietro Secchia pouvait exulter : «(ce groupe) *orienté vers le sectarisme et le 'gauchisme' s'est dissous, il a suspendu les éditions de son journal et ses adhérents ont adhéré à notre parti*».

Sources : Raimondo Luraghi, *Il movimento operaio torinese durante la Resistenza*, Einaudi, Turin, avril 1958. – Guelfo Zaccaria, *200 comunisti italiani tra i vittimi dello stalinismo*, Azione Comune, Milan, 1964. – «Il proletariato nella seconda guerra mondiale e nella 'Resistenza' antifascista», *Il programma comunista* n° 10, 17 mai 1975, p. 3. – Arturo Peregalli, *L'altra Resistenza,* op. cit., 1991, p. 246. – Massimo Novelli, «Il provocatore [Luigi Cavallo] e le sue carte», *La Repubblica*, 8 nov. 2008, http://ricerca.repubblica.it/repubblica/archivio/repubblica/2010/11/08/. – Sandro Saggioro, *Né con Truman né con Stalin*, op. cit., p. 39-49.

VALLILLO (Livio), dit LIVIO : fils d'une mère allemande et de Lupo Vallillo (1891-1975), instituteur, qui participa en 1919, à la Fraction communiste abstentionniste (qui publiait *Il Soviet*) et, après 1945 jusqu'à sa mort, fut fidèle jusqu'au bout à Bordiga.

Livio Vallillo, né à Naples le 19 octobre 1921, s'inscrivit comme son père au PCInt. À partir de 1950, il fut le principal secrétaire de Bordiga, aussi bien professionnellement que politiquement. Il fut rédacteur de *Battaglia Comunista,* puis d'*il programma comunista* et *Le Prolétaire.*

Lors de la grave crise du mouvement bordiguiste de 1982, il tenta comme Bruno Maffi de maintenir en vie l'organisation. Dans une lettre à ce dernier (18 nov. 1982), Lilio Vallillo soulignait que cette crise «*ne représentait plus une élimination normale de scories liée à la croissance et au développement de notre mouvement, mais plutôt l'émergence d'un processus pathologique prenant racine pour un temps plus ou moins long. Le Parti a subi l'amputation d'une partie significative de lui-même, considérée jusqu'à présent comme valable et saine*».

Vers 1983-1984, il délaissa le groupe de Bruno Maffi, qui avait survécu, et participa à des réunions publiques de la section napolitaine du CCI. Fidèle à Bordiga jusqu'au bout, il adhéra finalement au groupe florentin «il partito comunista» dont à partir de 1991, il fut le directeur responsable tant pour le journal *Il Partito comunista* que pour la revue théorique *Comunismo*.

Mort à Naples le 4 mars 2005, selon ses camarades, «il fut pour le parti un travailleur infatigable, s'appuyant sur ses lectures encyclopédiques et ses propres capacités… Il avait orienté et discipliné sa vie, qui ne fut pas courte, telle que l'exigeait cette seconde moitié du XXe siècle, qui fut à la fois flasque et dure».

Sources : Luigi Gerosa, *Archivio della Fondazione Bordiga*, op. cit. – Sandro Saggioro, *In attesa della grande crisi*, op. cit. – «Il compagno Livio ci ha lasciato», *Il Partito comunista* n° 310, Florence, janv.-fév. 2005, p. 1. – «Omaggio al compagno Livio», *Rivoluzione Internazionale*, n° 141, Naples, juillet 2005.

VENEGONI (Carlo), dit ENEG : né à Legnano (Milan) le 7 mai 1902. Dès l'âge de 12 ans, il travaille dans sa ville natale comme ouvrier à la filature de coton Cantoni. En 1917, ouvrier dans une autre usine, avec son frère cadet Mauro (1903-1944), il met en place le cercle local de jeunes socialistes. En septembre 1920, il joue un rôle déterminant dans l'occupation des usines de la région de Legnano. Il est aussitôt licencié. Membre du parti communiste à sa fondation en janvier 1921, il est secrétaire de la section locale, puis chef de zone du Haut-Milanais. En juin 1924, avec Bordiga, il est délégué au Ve Congrès du Komintern où, comme Ruggero Grieco et toute la gauche 'bordiguienne', il prend position pour Trotsky. Au printemps 1925, il donne son adhésion au Comité d'Entente. En février 1926, après le Congrès de Lyon, au côté de Bordiga, il représente la Gauche dans le nouveau Comité central dominé par Gramsci et Togliatti. Il est chargé de reconstituer dans la clandestinité la CGL. Arrêté à Turin en juillet 1927, il passe de très longues années en prison et en relégation, où il contracta la tuberculose.

Après le 25 juillet 1943, sorti du sanatorium-prison de Legnano il se dédia à la réorganisation des groupes du PCI de la région de Valle Olona (Varèse). Avec son frère Mauro, il contribua, après septembre 1943, à la formation des premiers groupes de partisans garibaldiens. Autour d'eux s'était constitué un groupe de militants du PCI qui, sur les pages du journal clandestin milanais *Il Lavoratore*, opposait à la politique de "front national" la nécessité d'un «antifascisme de classe». Sur les ordres de la direction du parti de Togliatti, en juin 1944, le groupe dut saborder sa publication, condition sine qua non d'une entrée dans les rangs du "Parti".

Carlo Venegoni fut arrêté à Milan le 28 août et déporté vers le camp de Bolzano (Bozen). Mis dans le train qui l'emmenait vers la mort, au camp de Mauthausen, il réussit à s'évader. Installé à Gênes, il participa à l'insurrection finale en avril 1945.

Après la guerre, il fut député du PCI de 1948 à 1963. Il est mort Milan le 21 février 1983.

Son frère Mauro, qui avait refusé d'adhérer au PCI, connut un sort tragique. Engagé dans les brigades Garibaldi, il fut capturé par les fascistes à Busto Arsizio, atrocement torturé et exécuté le 31 octobre 1944. Son action dans la résistance garibaldiste lui valut d'être honoré – ou plutôt déshonoré, car il refusait le nationalisme du PCI – comme «patriote» : «*Ardent patriote, il fut parmi les premiers à mettre sur pied les formations de partisans dans sa zone, participant pendant plus d'une année à de nombreux combats où il se distingua toujours par ses capacités et son courage... Un exemple lumineux de sublime sacrifice et d'amour ardent de la Patrie*».

Sources : Arturo Peregalli, *L'altra Resistenza*, op. cit. – Dino Erba, *Dizionario*..., op. cit. – «Venegoni Mauro, 'Medaglia d'oro al valor militare'» : http://www.quirinale.it/elementi/DettaglioOnorificenze.aspx?decorato=13989



Virgilio Verdaro, Florence, vers 1915, et Balerna (Tessin suisse), vers 1950.

VERDARO (Virgilio), dit GATTO MAMMONE, PROFESSEUR RÜTLI. Virgilio Verdaro, citoyen suisse, naquit le 28 juin 1885 près de Balerna (Tessin, Suisse), non loin de Côme à la frontière italienne. Son père Giuseppe étant professeur de philosophie à l'université de Florence, Virgilio Verdaro fit ses études au lycée de Florence.

En 1901, âgé de 16 ans, il devint membre de la section florentine du Parti socialiste italien. Il se fit vite remarquer par sa propagande anticléricale, mais aussi antimaçonnique, en proposant en septembre 1908 (sans aucun succès) l'exclusion des francs-maçons du parti.

Ses études universitaires l'amenèrent à la licence d'histoire, matière qu'il enseigna au lycée et dans diverses écoles.

En 1909, Verdaro enseigna en Romagne (Sant'Arcangelo di Romagna) où il fit la connaissance du directeur du journal socialiste romagnol *La Lotta di classe* : Benito Mussolini. Il enseigna ensuite dans la république de Saint-Marin, où il devint l'un des phares de la petite section socialiste. Il représenta ce petit territoire au congrès socialiste de Bâle en 1912, puis il retourna en Suisse enseigner l'italien à l'école administrative (*Verkehrsschule*) de Saint-Gall.

Mais en 1915, à l'entrée de l'Italie dans le conflit mondial, il revint à Florence pour mener une vigoureuse campagne contre la guerre, ce qui lui valut d'être relégué par le gouvernement en Calabre. C'est pendant cette période «florentine» qu'il connut sa première femme, Margherita Vaselli (*Mita Vasari*) [1896- ?], qui devint cantatrice à l'opéra de Florence et dont il eut deux enfants : Alberto et Giuliana.

En août 1917, Verdaro fut condamné par le tribunal de Forlì à deux mois de prison. C'est seulement à la fin de la guerre (1918) qu'il entra en contact avec Bordiga. En 1919, il prit la tête des abstentionnistes (antiparlementaires) de Florence gagnés aux positions du Napolitain. Figure de proue de l'abstentionnisme, il fut délégué de la Fraction communiste abstentionniste au Congrès socialiste de Bologne (5-8 octobre 1919). En mai 1920, à Florence, il fut nommé à la commission exécutive de la Fraction «bordiguiste», dont il devint le secrétaire.

Délégué au congrès de Livourne en janvier 1921, il a été l'un des fondateurs du nouveau parti communiste. Citoyen suisse, Verdaro fut expulsé d'Italie quelques mois plus tard. Ne pouvant rentrer en Italie, il vécut en Autriche, à Steinach (Styrie), puis à Vienne.

En 1924, il dut se réfugier à Moscou, vivant précairement à l'Hôtel Lux. Il fut d'abord employé par l'Office de la censure, puis enseigna à l'Institut Marx-Engels, fondé par Riazanov. Il travailla avec sa seconde femme, l'institutrice Emilia Mariottini (1897-1980), à une *Histoire du mouvement ouvrier international*, qui devait être publiée en Union soviétique. Il dut séjourner jusqu'en 1928 au fameux Hôtel Lux, où la GPU surveillait à loisir les velléités de dissidence des kominterniens.

Mais, même à Moscou, Verdaro resta toujours fidèle à Bordiga et soutint en juin 1925, avec une très forte minorité de communistes italiens, la formation du Comité d'entente au sein du Parti communiste italien, qui s'opposait à la nouvelle direction Gramsci-Togliatti. En février-mars 1926, c'est lui qui – avec Arnaldo Silva – accueillit Bordiga, à Moscou, lequel se livra à une attaque en règle au Plénum élargi contre la politique du Komintern et la personne même de Staline, présent à ce plénum. Verdaro soutint totalement Bordiga qui non seulement proposa que les partis



communistes du monde entier gouvernent en commun l'Union Soviétique, mais accusa Staline d'être «le fossoyeur de la révolution».

Rapidement, avec Ersilio Ambrogi et Arnaldo Silva, Mario De Leone, il entra en contact avec la Fraction de Gauche du PCI – dirigée dès 1927, en France et en Belgique, par Ottorino Perrone –, et se montra solidaire de Trotsky. À partir de 1928, il est considéré comme «trotskyste». Mais, au nom de l'Académie communiste de Moscou, il put continuer à mener un travail de liaison et de correspondance avec les partis communistes latino-américains, Colombie entre autres.

Il est exclu – avec Ersilio Ambrogi et Arnaldo Silva – le 10 mai 1929 du Parti communiste russe. C'est à cette époque de dissidence que, dans les milieux italiens, son amour immodéré des félins lui valut le surnom ironique de *Gatto Mammone*, nom mythique d'un chat géant (et diabolique) de la culture populaire italienne. Immanquablement, lors de débats houleux, le chat de Verdaro était traité par le stalinien italien Giovanni Germanetto (1885-1959), de «maudit trotskyste».

En mai 1931, il réussit à quitter l'URSS, mais sans le manuscrit de son ouvrage sur l'histoire du mouvement ouvrier international, confisqué. Sa femme enceinte Emilia Mariottini servit alors d'otage au GPU. Elle fut expulsée du parti communiste russe en 1933 et perdit son travail ainsi que tout moyen de subsistance (cartes d'alimentation). Son fils Vladimiro mourut de faim en décembre 1934.

Arrivé en France, en juillet 1931, Verdaro se réfugia à Bruxelles, où il fut nommé Secrétaire du Comité exécutif de la Fraction de gauche du PCI, le seul à être rétribué comme permanent. En octobre de la même année, une délégation représentant la Fraction, composée d'Ottorino Perrone, Antonio Gabassi et de lui-même, participa à la conférence de la Ligue communiste (adhérente à l'opposition trotskyste internationale).

Il réussit à entrer plusieurs fois en France, pour animer des réunions de la Fraction 'bordiguiste'. À la suite de l'une d'elles, en 1933, il fut expulsé de France vers la Suisse, mais retourna rapidement à Bruxelles.

Avec Ottorino Perrone, il fut responsable de la rédaction de *Prometeo* et *Bilan*, auxquels il contribua abondamment de sa plume sous le pseudonyme de *Gatto Mammone*. Ses articles portaient essentiellement sur les questions de la guerre impérialiste qu'il jugeait inévitable depuis le conflit en Mandchourie (septembre 1931), du fascisme et de la géopolitique (Chine-Japon et Abyssinie), mais aussi de la Palestine (conflit arabo-juif). Sur ce dernier conflit devenu ouvert en 1936, il considérait que «*naturellement, il n'y a pas de question 'palestinienne', mais uniquement [celle de] la lutte de tous les exploités du Proche-Orient, arabes ou juifs compris, qui fait partie de la lutte plus générale de tous les exploités du monde entier pour la révolution communiste*».

Fidèle collaborateur de Perrone, mais sachant aussi le contester, il joua un rôle essentiel dans la Fraction, comme membre de la Commission exécutive. Lors du congrès de la Fraction de 1935, juste après l'adhésion de l'URSS à la SDN, il est de ceux qui proposent l'abandon de toute référence au parti communiste, pour prendre le nom de «Fraction italienne de la Gauche communiste». Lors des événements révolutionnaires d'Espagne en juillet 1936, il s'opposa tout comme Perrone à la minorité de la Fraction qui décida de s'engager dans les milices du POUM pour combattre l'armée franquiste; il considérait, au contraire, que la première tâche était de renforcer le «front de classe» pour «abattre le capitalisme de part et d'autre des fronts militaires».

En mai 1940, sous le coup d'une demande d'extradition du gouvernement fasciste, il abandonna la Belgique et se réfugia en Suisse, dont il était toujours citoyen. Sans son épouse Emilia Mariottini – qui put miraculeusement quitter l'Union soviétique pour Paris en janvier 1937, puis retourna à Florence –, il s'installa sans aucun bien à Balerna. Il vécut dans la plus extrême indigence jusqu'à la fin de la guerre, sans autre ressource qu'une maigre allocation communale. Fin 1945 et jusqu'en 1956, il trouva un emploi faiblement rétribué d'archiviste en histoire.



En février 1942, il adhéra à la section socialiste de Balerna, qui avait été proche dans les années 30 du mouvement antifasciste clandestin Giustizia et Libertà. Il commença à devenir un collaborateur régulier du journal local socialiste *Libera Stampa*.

C'est dans ce journal socialiste, que Verdaro avait publié en août 1940 un important article sur l'assassinat de Trotsky. S'il saluait le militant Trotksy, assassiné par Staline, il ne manquait pas de mettre en exergue les divergences politiques entre le courant «bordiguiste» et la IVe Internationale. Trotsky s'était livré à « *des tentatives prématurées de créer une Quatrième Internationale avant de se doter des prémisses idéologiques, d'en former les cadres, d'attendre l'instant objectivement favorable*». Non seulement, Trotsky avait été aveugle sur la marche inévitable vers la guerre, mais il était tombé dans le piège de l'idéologie antistalinienne : «*Son aveuglement à ne pas voir dans la prétendue 'révolution' espagnole la première phase de la guerre impérialiste, sa position erronée lors des controverses sur le problème chinois qui l'ont placé sur le terrain même du stalinisme appartiennent à cette toute dernière période… dans la question russe elle-même, la position de Trotsky s'est incarnée dans l''antistalinisme', complément obligé du stalinisme, à l'instar de l'ancienne tragédie grecque où le protagoniste ne pouvait jouer sans son opposant l'antagoniste, pour la poursuite même de l'action scénique*».

Mais, en 1946, il avait délaissé, semble-t-il, ses anciennes positions «bordiguistes», en faisant partie du comité cantonal du parti socialiste. Plusieurs années de suite (1947, 1951 et 1955), il fut candidat sur la liste socialiste pour l'élection au Grand conseil. Il semble avoir renoué quelques contacts avec les 'bordiguistes' italiens du Parti communiste internationaliste : en 1947, un article ancien de lui (1934) fut publié dans *Prometeo* («in un margine ad un anniversario»).

De 1944 à 1957, date de sa démission du Parti socialiste tessinois, il fut élu à plusieurs reprises au conseil communal de Balerna, bien qu'il fut toujours catalogué comme un dissident de gauche. Néanmoins, en 1953 et 1955, il ne s'était pas opposé à une entente avec les libéraux pour une expérience de gouvernement. Il critiqua surtout maintes fois le PS suisse pour avoir abandonné son anticléricalisme et sa lutte contre la franc-maçonnerie.

Selon son épouse Emilia Mariottini, dans une lettre écrite à un ami tessinois dans les années 60 : «*C'est seulement dans notre Suisse, qu'il a trouvé estime et compréhension et une vie plus tranquille. Ce fut pour lui sa meilleure période, parce que son Œuvre de militant a été comprise et valorisée*». Néanmoins, Virgilio Verdaro semblait étouffer dans une Suisse très marquée par la guerre froide et un viscéral «anticommunisme». Il avait de plus en plus la nostalgie de la Florence de sa jeunesse.

Il quitta la Suisse italienne en 1957 pour s'établir avec son épouse près de Florence, à Pontassieve di Firenze. C'est là qu'il mourut le 6 décembre 1960. Sur sa tombe du cimetière de Pontassieve, on peut lire : «*Justice et Liberté furent son acte de foi*».

Bordiga, de Naples, envoya une longue lettre de condoléances à Emilia Mariottini, soulignant qu'en dépit de toutes les vicissitudes, Virgilio «n'avait jamais abandonné sa foi en la doctrine communiste».

Virgilio Verdaro, sous le nom de *professeur Rütli*, inspira le romancier et ancien communiste Charles Plisnier (1896-1952), prix Goncourt (1937) qui dans son roman *Faux passeports* le décrit comme un intellectuel réfléchi totalement insensible au pathos de l'action et à la soumission *perinde ac cadaver*, marques de fabrique du stalinisme kominternien.

Sources : APC CPC, busta 3077, «Emilia Mariottini». – Police des étrangers, Bruxelles, A 1979. – Archives Ersilio Ambrogi (BDIC de Nanterre). – Archivio Cantonale di Bellinzona, Fondo Guglielmo Canevascini. – *Il Soviet*, 1920. – *Bolletino interno della Frazione di sinistra*, 1931-1933. – *Bilan*, *Prometeo* et *Octobre*, 1933-1939. – *Libera Stampa*, Balerna, n° 286, 15 déc. 1960, «Virgilio Verdaro». – *Il programma comunista*, Milan, n° 24, 25 déc. 1960, «Virgilio Verdaro: Un altro della vecchia guardia».

Ouvrages : *Resoconto stenografico del XVII Congresso nazionale del Partito socialista italiano, Livorno 15-20 Gennaio 1921, con l'aggiunta dei documenti sulla fondazione del Partito comunista d'Italia*, Edizionzi Avanti!, Milan, 1962. – Jules HUMBERT-DROZ, *Il contrasto tra l'Internazionale e il PCI 1922-1928*, Feltrinelli, Milan, 1969.– Paolo SPRIANO, *Storia del Partito comunista italiano,* vol. I, *Da Bordiga a Gramsci*, Einaudi, Torino, 1976. – Anne METTEWIE-MORELLI, «Lettres et documents d'Ersilio Ambrogi 1923-1936», *Annali della Fondazione Giangiacomo Feltrinelli*, Felrinelli, Milan, 1977. – Angela BATTAGLI, *Il movimento operaio nel territorio di Pontassieve dall'Unità d'Italia al Fascismo*, Pontassieve, 1979. – Pasquale GENASCI, *Il Partito socialista nel Ticino degli anni 40*, Fondazione

Pellegrini-Canevascini, Lugano, 1985. – Pasquale GENASCI et Bruno STOPPA, *Virgilio Verdaro (1885-1960), Il comunista eretico e il socialista controcorrente, il militante internazionalista e il balernitano*, Associazione cultura popolare, Balerna, Fondazione Pellegrini-Canevascini, Lugano, 1988. – Ruth von MAYENBURG, *Hotel Lux – Das Absteigequartier der Weltrevolution*, Piper Verlag, Munich, 1991. – Arkadi VAKSBERG, *Hôtel Lux. Les Partis frères au service de l'Internationale communiste*, Fayard, Paris, 1993. – Fausto BUCCI, Rossano QUIRICONI, Claudio CARBONCINI, *La vittoria di Franco è la disfatta del proletariato… Mario De Leone e la rivoluzione spagnola*, «La Ginestra – Comitato pro ex Ilva», Follonica, 1997. – Lazar y Victor Jeifets, «El Partido comunista colombiano, desde su fundación y orientación hacia la 'transformación bolchevique'. Varios episodios de la historia de relaciones entre Moscú y el comunismo colombiano», *Anuario colombiano de historia social y de la cultura*, n° 28, Bogota, 2001. – Peter Huber et Lazar Jeifets, *La Internacional comunista y América Latina, 1919-1943 : diccionario biográfico*, Genève/Moscou, 2004. – Charles PLISNIER, *Faux passeports*, Éditions Labor, coll. '*Espace Nord*', Bruxelles, 2005. – Irene ROSATI, *Venezia–Mosca, andata e ritorno. Vita di Ribelle Spina*, thèse, Ca' Foscari, Venise, 2005. – Giancarlo LEHNER et Francesco BIGAZZI, *La tragedia dei comunisti italiani. Le vittime del PCI in Unione Sovietica*, Mondadori, Milan, 2006. – Dino ERBA, *Il Gatto Mammone. Virgilio Verdaro tra le guerre e le rivoluzioni del Ventesimo secolo*, Al Insegna del Gatto Rosso, Bergame, 2011. – Dino ERBA, *Il Gatto Mammone : due o tre cose che sappiamo di lui.* Aggiornamenti alla biografia politica e familiare di Virgilio Verdaro. Tre inediti del 1922 : «Le correnti sociali della Cina moderna»; «La notra internazionale e le loro»; «Russia dei soviet e Vaticano», mai 2013.

Articles : *Bilan*, bulletin théorique de la Fraction de gauche du PCI, Bruxelles : n° 4, fév. 1934, p. 140-147 : «En marge d'un anniversaire »; n° 9, juil. 1934, p. 313-321 : «La Chine soviétique»; n° 10 août 1934, p. 360-363 : «La Mongolie 'rouge', convoitise de l'impérialisme japonais»; n° 13, nov.-déc. 1934, p. 446-450 : «La comédie de Mussolini : L'État corporatif en Italie»; n° 20, juin-juil. 1935, p. 662-668 : «L'impérialisme italien à la conquête de l'Abyssinie»; n° 21, juil.-août 1935, p. 703-706 : «La première et la deuxième internationale devant le problème de la guerre»; n° 23, sept.-oct. 1935, p. 767-780 : «Compte rendu du Congrès de la fraction–Résolutions adoptées»; n° 24, oct.-nov. 1935, p. 804-807 : «Le déroulement de l'aventure africaine»; n° 27, janv.-fév. 1936, p. 888-892 : «Comment, dans la Russie des Soviets, on assassine la camarade Mariottini»; n° 31, mai-juin 1936, et n° 32, juin-juil. 1936 : «Le conflit arabo-juif en Palestine»; n° 34, août-sept. 1936, p. 1114-1118 : «La boucherie de Moscou»; n° 35, sept.-oct. 1936 : « La tragédie espagnole»; n° 43, sept.-oct. 1937, p. 1408-1411 : «L'impérialisme japonais à la conquête de la Chine»; n° 44, oct.-nov. 1937 : «Le monde arabe en ébullition». – *Libera stampa* [organe du Parti socialiste tessinois], n° 182, 24 août 1940 : «Leone Trotzki 1879-1940», p. 2. – Gatto Mammone, *1936 Palestina : Il conflitto tra Arabi ed Ebrei. Appendice :* Ivo Sullam, «Palestina e Israele oggi: la tragedia del nazionalismo», All'Insegna del Gatto Rosso, Milan, oct. 2013.

VICTOR (Raoul), économiste-statisticien : né au Venezuela en 1947, il se politise au contact de Marc Chirik et de Clara Geoffroy. Il participa en 1964 à la formation du groupe «Internacionalismo» qui publia sa revue éponyme à Caracas. Le groupe, qui se développait chez de jeunes lycéens et étudiants, dénonçait les luttes de libération nationale et les guérillas, comme champ de manœuvre des rivalités inter-impérialistes.

Raoul Victor, installé en France, prendra contact en Italie en 1967-68 avec les groupes de la *sinistra comunista italiana*. L'accueil le plus chaleureux émana du PCInt d'Onorato Damen, tandis que Bruno Maffi et Giuliano Bianchini, «commissaires» du Bureau politique (*Ufficio politico*) du mouvement «programmiste» répondirent par un superbe mépris sectaire. En 1968, il participa à Toulouse à la formation du groupe qui publie *Révolution Internationale*. Le premier numéro, publié à Toulouse en décembre, est consacré au «pouvoir des conseils ouvriers», dont la problématique tient dans cette phrase : «*Qu'avons-nous à construire sur les ruines de cette société ?*». Dans les années 1970, il contribua à élaborer, par plusieurs articles parus dans *Révolution Internationale*, la théorie de la «décadence du capitalisme» depuis 1914.

À la suite de guerres picrocholines de succession, au lendemain de la disparation de Marc Chirik, en 1990, il fut poussé – ainsi que d'autres camarades du groupe – vers la porte. Une ubuesque coterie «dirigeante» auto-proclamée avait posé l'alternative suivante : la soumission ou la mort (politique) : «***Si tu refuses de devenir un compagnon de route, tu deviendras un parasite ou un cadavre***». Raoul Victor quitta donc, en 1996, une authentique «maison de fous» : «*à partir du moment où chacun d'entre nous a pu constater individuellement que le* 'combat pour l'esprit de parti' *se résumait à en réalité à de lamentables lynchages, que, circonstance aggravante, toute l'organisation faisait sienne cette gangrène et que par conséquent tout retour en arrière était impossible, nous avons préféré quitter* **cette maison d'aliénés**». Avec quelques anciens, il publia en juin 2000 une brochure synthétisant les raisons de leur rupture avec une organisation sectaire : *Que ne pas faire ?*, qui est toujours en ligne.

Depuis le début des années 2000, il consacre son activité à l'étude des nouveaux rapports de production en lien avec la «révolution Internet», ainsi qu'à tous les germes d'échanges sans argent, qui pourraient préfigurer une société communiste.

Sources : *Révolution Internationale* (1968-1976), *Bulletin d'étude et de discussions* (1973-1975); *Internacionalismo* (1964-1970) : http://archivesautonomies.org/spip.php?rubrique489. – *La decadenza del capitalismo*, Naples, 1976. – Raoul Victor, Prise de position sur le Courant communiste international (CCI), mai 1997 : http://pantopolis.over-blog.com/2015/04/e_n-marge-d-un-anniversaire-vingt-annees-de-sectarisme-du-cc.html. – (collectif) *Que ne pas faire ?*, Cercle de Paris, juin 2000 : http://cercledeparis.free.fr/indexORIGINAL.html. – Christophe Bourseiller, *Histoire générale de «l'ultra-gauche»*, Denoël, oct. 2003. – Dino Erba, *Dizionario*..., op. cit., oct. 2015.

VIDAL (Martine), dite MARIANNE ou M. V., enseignante : née à Paris en 1924, active d'abord au sein de la FFGC «bordiguiste», de 1946 à 1950, elle rejoignit le groupe 'Socialisme ou Barbarie' en 1952.

Enseignante, elle milite également à l'*École émancipée*.

Active au sein de *Socialisme ou Barbarie* jusqu'à la scission de 1963, elle adhère à *Pouvoir Ouvrier* jusqu'à son autodissolution en 1969. Elle a été la compagne de Daniel Mothé puis d'Albert Masó, l'initiateur du groupe «Pouvoir ouvrier».

Sources : revue *Dissidences*, 19 avril 2015, «Entretien (8 février 2014) avec quelques anciens membres de 'Socialisme ou Barbarie'», par Frédéric Thomas.

VILLONE (Libero) **:** né en 1913 à Naples, professeur d'histoire. Il s'inscrivit très jeune au PCI clandestin dont il fut exclu en 1938 pour avoir dénoncé les procès de Moscou. En 1940, à Naples, il participa à la formation du groupe clandestin «Spartaco», qui estimait que la Russie était «socialiste» et que l'Armée rouge de Staline restait «révolutionnaire».

Arrêté en 1943, la chute de Mussolini lui permit de reprendre son activité dans le PCI dont il fut à nouveau exclu pour avoir refusé le «tournant de Salerne». Il joua un rôle important dans la CGL «rouge» du Mezzogiorno et surtout, en 1944-45, dans la *Frazione di sinistra dei comunisti e socialisti italiani* qu'il représenta auprès d'autres groupes et lors de conférences. Il contribua à la rédaction d'articles qui parurent dans *Il Proletario* ainsi qu'à la rédaction d'une brochure «pour la constitution du vrai Parti communiste», écrite en collaboration avec Bordiga.

En juin 1945, refusant de rejoindre le PCInt, il adhéra au POC trotskyste de Nicola Di Bartolomeo et Romeo Mangano, qu'il quitta en 1948 pour rejoindre la IVe Internationale qui venait d'exclure le POC. Il fut alors un fidèle partisan de la tendance d'Ernest Mandel, travaillant en étroite collaboration avec le chef trotskyste italien Livio Maitan. Longtemps éditeur du journal trotskyste *Bandiera Rossa*, Villone est mort le 11 novembre 1970.

Sources : Frazione di sinistra dei comunisti e socialisti italiani (Amadeo Bordiga, Renato Matteo Pistone et Libero Villone), *Per la costituzione del vero Partito comunista*, Naples, janvier 1945. – Livio Maitan, *La strada percorsa. Dalla Resistenza ai nuovi movimenti: lettura critica e scelte alternative*, Massari, Bolsena (Viterbe), 2002. – «Si è spento Libero Villone. Grave lutto della IV Internazionale», *Bandiera Rossa* n° 243, nov.–déc. 1970. – Yurii Colombo, *Il movimento trotskista in Italia durante la stagione dei movimenti sociali* : http://www.giovanetalpa.net/capitolo1.htm/

VISENTIN (Fernando), dit FV, JACOPO FULVI, enseignant, né le 4 avril 1934, mort à Milan le 5 avril 2006.

Il commença à écrire dès 1959 dans *Il calendario del popolo*, un organe lancé par le PC en avril 1945 à Rome. Il adhéra au PC internationaliste d'Onorato Damen, où ses contributions sont nombreuses dans *Battaglia comunista*, ainsi que dans la revue théorique *Prometeo*, de 1965 à 1967.

Puis – ce qui est peu commun – il passa à «il programma comunista» où il bénéficia de l'aile protectrice de Bruno Maffi qui en fit quasiment son «dauphin». Il publia néanmoins dans l'organe «programmiste» de nombreux articles dont certains manifestaient une inclination trotskyste. Dans un article, il parlait même de «crise de direction du prolétariat», un *leitmotiv* chez Léon Trotsky.

En octobre 1974, il quitte «programma comunista» et s'engage avec d'autres dans la formation d'un Groupe bolchevik-léniniste (GBL), dont l'organe est *Il militante*. Cet énième groupe trotskyste en Italie est constitué non seulement de Fernando Visentin, mais de Corrado Basile et Renata Bruzzone (Savone), ainsi que d'un groupe de militants ligures issus de *Lotta Comunista* qui fusionnent deux mois plus tard par la suite avec une partie du Centre trotskyste d'Italie



(«lambertiste») dans le GBL. Leur programme est de «combattre le processus de dégénérescence de la IVe Internationale et d'offrir les prémices d'une direction du mouvement ouvrier».

Tandis que Corrado Basile constituait son propre groupe en 1975 (Coordinamento Falcemartello), le *Gruppo Bolscevico-Leninista*), actif surtout à Milan et à Gênes, dirigé par Fernando Visentin et d'autres (Franco Grisolia, Marco Ferrando) créait la *Lega Operaia Rivoluzionaria*. Ce groupe finalement conflue dans les GCR (Groupes communistes révolutionnaires) et en 1979 prend la dénomination de *Lega Comunista Rivoluzionaria – IV Internazionale*.

Au terme de cette sinuosité groupusculaire, Visentin créa une fraction trotskyste dans le Parti de la refondation communiste (PRC). Membre du PRC, «socialiste de gauche», l'un des restes du PCI, créé en 1991, Visentin fut secrétaire du cercle *Lucio Libertini* (ancien sénateur du PCI et l'un des géniteurs du PRC) de Milan-Lambrate.

Cette «tendance marxiste», issue du mouvement trotskyste britannique de Ted Grant (1913-2006) obtint au congrès de 2011 du PRC plus de 13 % des suffrages, devenant la première opposition interne du PRC, en présentant une motion intitulée *«Per il partito di classe»* (Pour le parti de classe), un mot d'ordre commun tant aux trotskystes qu'aux «bordiguistes».

À la fin de sa vie, avec ses amis trotskystes, il se consacra à la «défense du peuple palestinien» participant à de nombreuses manifestations, tout en condamnant fortement toute forme d'antisémitisme ou de négationnisme.

Sources : «A chi è rimasto in '*Programma comunista*'», *Il Militante*, n° 1, 19 oct. 1974. – «Le divergenze nel grupo bolscevico-leninista», supplément à *Rivoluzione permanente*, février 1975. – «Origini della Lega Leninista», *Falcemartello*, revue théorique de la Lega leninista, n° 1, Savone, juillet-sept. 1977. – «Note sull'archivio GBL-LCR», *Falcemartello*, «sezione italiana della Tendenza Marxista Internazionale» n° 192, 13 avril 2006, : http://www.archiviomovimenti.org/public/fondi/allegati/Archivio-GBL-LCR.pdf – Yurii Colombo, *Il movimento trotskista in Italia durante la stagione dei movimenti sociali* : http://www.giovanetalpa.net/movtrot.htm (livre en ligne).

Œuvre : (Avec Eleonora Fiorami) : «Il problema della natura nel materialismo dialettico leniniano», in *Prometeo* n° 8, janvier 1966; Fernando Visentin «Sul giacobinismo bolscevico», in *Prometeo*, n° 9, janvier-juin 1967. – «Giordano Bruno» et «Amilcare Cipriani», in Giulio Trevisani et Carlo Salinari (éd.), *Italiani per la Libertà*, Il calendario del popolo, Milan, 1967. – «Antisemitismo nelle sinistre», 27 janvier 2004, site des «jeunes communistes de Pavie», http://www.giovanicomunistipavia.org/antisemitismo-nella-sinistra

VOLTOLINA (Gino), coiffeur pour dames : il joue un rôle important dans l'activité clandestine du PCInt à Milan entre 1943 et 1945. Après 1952, il semble avoir suivi la tendance de Damen.

Source : «70 anni fa – Un ricordo dei primi compagni del PCInt» : http://www.leftcom.org/it/articles/2013-05-05/70-anni-fa-un-ricordo-dei-primi-compagni-del-pcint (5 mai 2013)

VOUTE (Suzanne), dite FRÉDÉRIQUE, FRÉDERIC, SUZANNE, ou SUZ, enseignante, traductrice, germaniste, marxiste internationaliste. Fille de Jean-Marie Voute et de Madeleine Berthelot, Suzanne Voute naquit le 12 mars 1922 à Poitiers (Vienne). Elle passa une partie de son enfance dans le département de la Haute-Marne. Elle étudia la chimie et la physique et fit ses classes préparatoires au collège de Tournon (Ardèche), le second plus vieux lycée de France. Professeur dans le secondaire, elle enseigna le français et l'allemand d'Aurillac à Marseille, et un court laps de temps l'histoire. L'essentiel de sa carrière d'enseignante se déroula dans la région de la cité phocéenne.

Douée de très vives capacités intellectuelles, excellente oratrice, elle joua très vite un rôle de premier plan dans le courant internationaliste qui lutta contre la guerre, celle de «tous les camps impérialistes». Vers 1942, elle abandonna provisoirement ses études pour rejoindre à Lyon des représentants de la gauche communiste italienne, comme Aldo Lecci, puis à Marseille, des militants comme Giovanni Bottaioli, Turiddu Candoli et Giulio Bertazzo, chez qui se tinrent de nombreuses réunions de la «Fraction communiste italienne». Elle en partage «la critique de la Russie stalinienne ainsi que celle du fascisme et de l'antifascisme démocratique». En 1942-1944, elle est un élément moteur du Noyau français de la Gauche communiste internationale, à Marseille. Dans ce petit groupe, sorti de la Gauche communiste italienne, elle entra très vite en

conflit avec Marc Chirik et Robert Salama. Sur la base d'un Appel à tous les militants révolutionnaires (mai 1945), écrit en liaison avec Ottorino Perrone, elle initia – avec Albert Masó (Albert Vega ou «L. Maille») et Raymond Hirzel («Bourt» ou «Gaspard») – la formation de la Fraction française de la Gauche communiste internationaliste (FFGCI). Elle travailla en symbiose avec la Fraction italienne qui, dénonçant «l'ambition personnelle» de Marc Chirik, l'avait exclu le 16 juin «pour indignité politique».

Elle représenta – avec son compagnon Albert Masó et Raymond Hirzel – la FFGCI à la Première conférence nationale du PCInt (28 déc. 1945 – 1er janvier 1946), et écrivit pour *L'Étincelle*, puis pour *L'Internationaliste*, publié de septembre 1946 à 1949. Ce journal de la FFGCI regroupait un certain nombre de militants de trajet et d'horizon très composites : Gaston Davoust (*Henry Chazé*), Albert Masó, Raymond Hirzel, Lastérade de Chavigny, Szajko Schönberg, à côté de Jacques Signorelli (*André Garros*) et Jacques Gautrat (*Daniel Mothé*) qui avaient transité par les FTP.

En 1949-1950, elle résista «à la vague de fond» qui emmenait l'immense majorité des militants de la Fraction française de la gauche communiste vers le groupe «Socialisme ou Barbarie». Elle discuta, en vain, avec Chaulieu-Castoriadis, pour essayer de le convaincre d'adhérer avec son groupe au PCInt. Elle ne put empêcher le processus inverse.

Après deux ans d'éclipse, en 1951, elle fut avec Otello Ricceri («Piccino»), Lucien Laugier, Dumartheray (Daniel), Christian Audoubert, Bruno Zecchini, puis Martin Axelrad (après 1954), à l'origine de la résurrection du courant bordiguiste sous le nom de «groupe français de la Gauche communiste internationale». Il eut d'abord deux sections, l'une à Paris, et l'autre à Marseille, qui fut longtemps la plus nombreuse. Le groupe publia un *Bulletin intérieur du groupe français de la Gauche communiste internationale*, dont le premier numéro sortit en septembre 1951. Dans un article écrit avec Lucien Laugier («Deux ans de bavardage»), elle estimait que le groupe «Socialisme ou Barbarie» était un «cercle d'intellectuels 'marxistes' et non un groupe politique», mais soulignait qu'il «*avait eu un certain mérite en repensant certains problèmes de la théorisation du socialisme*», comme dans l'article de Castoriadis-Chaulieu «Les rapports de production en Russie» (*Socialisme ou Barbarie* n° 2, 1949).

À partir de 1954, elle s'investit dans la publication de brochures qui reflétaient sous le nom de Travail de Groupe les discussions de son courant international sur les révolutions russe et chinoise.

Quand commença à paraître la revue *Programme communiste* en 1957, imprimée à Marseille, «revue reconnue et encouragée par Bordiga», Suzanne Voute y publia de façon anonyme, même si tous ses camarades reconnaissaient immédiatement sa touche d'une «grande netteté, tant de forme que de fond». Elle ne cacha pas ce que *Programme communiste* devait à Ottorino Perrone, qui venait de décéder. Dans deux lettres à Christian Audoubert (oct. 1957), elle soulignait tout l'apport de la revue en français *Bilan*, rédigée en grande partie par Ottorino Perrone et Virgilio Verdaro : « … *nous ne pouvons oublier que sans* Bilan *nous n'existerions probablement pas, nous, en France…* Bilan *a été le refus de la défense de l'URSS; le refus d'envoyer les prolétaires français, belges, hollandais, etc., s'immoler pour défendre la république bourgeoise espagnole – et préparer ainsi les sacrifices de masse de la guerre impérialiste. Cela a été l'affirmation de l'idée de* ***fraction****, au sens historique, sinon organisatif du mot.* »

Plus tard, présentant la revue française *Programme communiste* (n° 16, juillet 1961), elle soulignait que seul le «marxisme italien» était à même de vaincre théoriquement l'«opportunisme stalinien» du PCF : «*Cette revue se réclame des traditions du marxisme italien, faute d'avoir pu découvrir une réaction marxiste et révolutionnaire conséquente à l'opportunisme stalinien dans l'histoire du PCF.* »

Suzanne Voute, douée d'une plume remarquable, alimenta les colonnes du mensuel *Le Prolétaire*, dont le premier numéro sortit en 1963 et fut vraiment «son enfant» par sa ténacité à lui donner corps, malgré une forte opposition de militants, tels Jacques Camatte et Roger Dangeville.

Lors de nombreuses réunions publiques et contradictoires, elle savait – d'après ses camarades – «exposer avec superbe le marxisme intransigeant restauré par la Gauche communiste». Du marxisme, Suzanne Voute avait une «connaissance ample et détaillée, propre à la mettre en position de le défendre avec force».

Sa connaissance de l'économie, des théories économiques lui permirent d'écrire des études remarquées, mais toujours anonymes, sur la Révolution russe et la «Révolution chinoise», comme exemples de «révolutions doubles», prolétarienne et bourgeoise en Russie et «plébéienne et paysanne» en Chine. Passionnée par l'histoire de la Chine, elle semblerait être l'auteur de la série d'articles anonymes consacrés au «mouvement social en Chine» parus entre 1964 et 1966 dans la revue *Programme communiste*.

Elle fut très impliquée politiquement et humainement dans la lutte contre la guerre d'Algérie. Elle s'opposa en 1958 à l'attitude «molle» du groupe «Socialisme ou Barbarie», dans lequel était son ancien compagnon Albert Masó, lors du conflit algérien. Pour elle, et ce fut alors sa position, il fallait encourager le «nationalisme révolutionnaire» : «*Il s'agit d'inculquer aux masses de travailleurs que la nation, carcan de la conservation sociale dans les pays développés, peut être un ferment révolutionnaire dans les pays arriérés et opprimés et qu'il faut donc l'y soutenir…*» À Marseille, elle attira à son organisation un petit noyau de camarades algériens qu'elle forma elle-même au marxisme.

Suzanne Voute était une excellente germaniste et participa à de multiples travaux de traduction de l'allemand en français : la *Gestaltheorie* du psychologue David Katz (1884-1953), *Introduction à la psychologie de la forme* (1955), et surtout l'œuvre économique de Marx. Elle fut la traductrice du troisième livre du *Capital*, édité par Maximilien Rubel dans collection La Pléiade (1968).

Selon ses anciens camarades, Suzanne Voute se signala toute sa vie par sa défense de la «primauté du parti politique de classe sur tout autre organisme ouvrier». Elle resta «*ennemie implacable des principes démocratiques; lui parler de 'démocratie ouvrière' était le plus sûr moyen de s'attirer l'orage de sa critique*». Elle resta en fait – comme Bordiga, son maître, avec lequel elle entretint une longue correspondance – fermement «léniniste» et donc «antidémocratique», estimant que le courant communiste des conseils germano-hollandais autour du KAPD avait été justement condamné par Lénine dans *La Maladie infantile du communisme*; que bien plus le courant «bordiguiste» et le courant 'conseilliste' se rencontraient parfois «comme deux armées opposées sur un champ de bataille».

Entièrement acquise au concept 'bordiguiste' d'«invariance du marxisme depuis 1848», propagatrice d'un marxisme qu'elle plaça toujours sous le signe de la «restauration», elle «se montrait sans pitié pour les 'innovateurs', les faiseurs de 'nouvelle réalité du capitalisme'», incarnés – selon elle – par Cornelius Castoriadis, André Gorz, et Jacques Camatte. En outre, «*elle avait en horreur les chercheurs universitaires qui s'imaginent que le marxisme s'apprend à l'université et se diffuse grâce aux licences et doctorats*».

Partisane d'une organisation non «académique» et centrée sur le «journal révolutionnaire», elle mena une bataille acharnée contre Jacques Camatte. Celui-ci non seulement s'opposait (avec Roger Dangeville et Jacques Angot) depuis 1963 à la parution du journal *Le Prolétaire*, qu'il jugeait «activiste», mais critiquait toute forme d'«anathème contre qui que ce soit». Suzanne Voute fut déçue de ne pas obtenir le soutien de Bordiga pour exclure Camatte. Dans ses Thèses de Naples adoptées alors par son courant en juillet 1965, Bordiga, tout en rejetant le «centralisme démocratique» pour celui très flou de «centralisme organique», celui du «Programme du parti historique», refusa toute mesure formelle d'exclusion contre Camatte ou qui que ce soit en «dissidence». Il déclara avec force, lors de cette Conférence de Naples, qu'il était totalement exclu de se livrer à de «nouveaux procès de Moscou».

Dans la période des années 70, Suzanne Voute se dressa avec résolution contre un cours «marxiste-léniniste», copié sur la «troisième Internationale en voie de dégénérescence», qui menait

«le parti» (le Parti communiste international) à «coller aux luttes immédiates», préconiser une politique de «défense et reconstitution du syndicat de classe». Elle critiqua les appels de son organisation à participer en Italie à un référendum sur le rejet ou l'acceptation du divorce (1974) – alors que son organisation était abstentionniste par principe – et à demander un référendum pour «le droit de vote pour les immigrés». Elle manifesta son hostilité au «lancement de mots d'ordre démocratiques interclassistes», en particulier lors des grèves dans les Foyers d'immigrés de la Sonacotra. Tous ces tournants tactiques s'accompagnaient d'une délétère atmosphère «marxiste-léniniste» : «*campagnes de calomnies contre les opposants; secret et mensonge de parti érigés en système ; dissimulation des tournants derrière une continuité de pure façade; triomphalisme alternant avec des 'autocritiques' de style stalino-chrétien ; enfin généralisation de la méthode des sanctions disciplinaires, 'promotions' et 'rétrogradations' de militants plus propres à susciter l'hilarité que les conversions, et même, après ultimatum démocratique, exclusions pour délit de désobéissance à l'autorité autoproclamée du moment*». [«Les leçons d'un éclatement (Brève histoire du Parti communiste international dit 'bordiguiste'), 1994].

Elle semble cependant ne pas avoir critiqué au grand jour la politique de son organisation de soutenir inconditionnellement tous les mouvements 'plébéiens' de libération nationale, de l'Algérie à l'Angola (l'organe de son «parti» *Le Prolétaire* titrant même en 1976 : «*Honneur à Luanda et aux prolétaires d'Afrique noire!*»).

Néanmoins, elle finit à la fin des années 70 par s'opposer ouvertement et fermement à la «*dérive nationaliste arabe*» du groupe algérien «El Oumami», section du Parti communiste international. Au grand jour, elle tenta de rassembler sur des bases antinationalistes les groupes français et italiens. Elle est rétrogradée au rang de «simple militante», puis exclue en 1981 pour «travail fractionniste» du PCI, entraînant derrière elle les sections Sud (Aix-en-Provence, Arles, Avignon, Marseille Toulon et Nîmes) ainsi que les groupes de Turin et Ivrea.

Par un effet boule de neige, la section de Madrid («El Comunista»), puis celles de Schio, Torre Annunziata et Ariano Irpino suivirent le mouvement centrifuge, manifestant une hostilité ouverte à toute politique interclassiste avec des groupes ou mouvements non prolétariens (politique menée à la Sonacotra avec les maoïstes, «libération nationale», syndicalisme, etc.)

Les maigres restes de son ancienne organisation donnèrent en 2001, à l'occasion de sa mort, leur propre 'version des faits', dans leur organe *Le Prolétaire* : «*Marginalisée dans le Parti, Suzanne cessa dès lors sa participation à la presse et aux organes centraux. De plus en plus réticente à l'activité qui était menée, elle bascula dans l'opposition ouverte à la fin des années 70, quand commencèrent à se manifester les premiers signes d'une nouvelle crise politique, en accusant le Parti d'être tombé dans l'activisme et la direction de se faire l'agent d'influences opportunistes. Les divergences étaient telles qu'elles poussèrent Suzanne et les camarades qui la suivaient à constituer une sorte de groupe fractionniste à l'intérieur du Parti. L'impossibilité du travail en commun et la volonté de sa part et des militants qui partageaient ses orientations de ne pas quitter l'organisation en dépit de la rupture politique advenue dans les faits, conduisirent à la décision de les exclure en 1981*».

Après son exclusion du P.C.I., nourrissant depuis 1949 un profond intérêt pour l'Empire du Milieu, elle voyagea en Chine et se trouvait à Pékin au moment même des gigantesques manifestations étudiantes de la place Tien-an-Mien (décembre 1989).

De 1991 jusqu'à sa mort, elle anima – avec des exclus comme François Gambini – un petit cercle de discussion constitué autour de la revue *Les Cahiers du marxisme vivant* dont le premier numéro sortit peu après l'effondrement de l'Empire soviétique. Mettant en garde contre «l'activisme» qui avait miné son groupe, elle estimait que «*l'écroulement des régimes de l'Est (n'avait) infirmé ni le marxisme ni le communisme, mais seulement le mode de développement particulier des pays arriérés de l'Est européen : économie d'État, austérité planifiée, corruption clandestine, terrorisme idéologique et contrôle policier de tous les aspects de la vie sociale… Tant que les grandes puissances dicteront leur loi aux petites nations; tant que le capital dictera sa loi à toutes les classes de la société, donc tant qu'il y aura des guerres et des crises, le communisme gardera toutes ses chances historiques de triompher*».

Malgré un sectarisme fièrement affiché et parfaitement assumé, pour ses camarades, Suzanne Voute «parlait la vraie langue du communisme scientifique, ne raisonnait qu'en termes de révolution mondiale». Selon eux, elle avait une énergie morale qui «n'était pas sans rappeler celle d'un Auguste Blanqui»; «*elle transmit la flamme de sa foi ardente et ses avis précieux aux jeunes qui se rapprochaient du parti*». Bien plus, «*en dehors de l'activité politique militante, la vie n'avait aucun sens pour elle*».

Suzanne Voute représentait, toujours selon ses compagnons d'organisation, «une des toutes dernières figures de proue de la vieille garde communiste»; elle incarnait le «sérieux et une abnégation sans borne». C'est pourquoi, elle était «unanimement respectée de Marseille à Naples, d'Alger à Bruxelles – et au-delà».

Un cancer du poumon l'emporta, le 3 décembre 2001, dans une maison de repos marseillaise. Pour tous ses anciens camarades, amis ou adversaires, qui assistèrent à son incinération, elle laissait «*le souvenir stimulant d'une vie droite et l'exemple au plus haut niveau de la rectitude principielle*».

Sources : Archives Perrone, Université libre de Bruxelles. – Archives Bordiga, Fondazione Amadeo-Bordiga, 11, via Amadeo Bordiga, 04023 Formia (Latina). – Georg Scheuer Collection 1940-1949, IISG (Amsterdam). – «Le travail de regroupement», *Socialisme ou Barbarie* n° 5-6, mars-avril 1950, p. 145-147. – «Gorter, Lénine et la Gauche», *Programme communiste*, n° 53-54, oct. 1971–mars 1972. – «Honneur à Luanda et aux prolétaires d'Afrique noire!», *Le Prolétaire* n° 214, 21 février–5 mars 1976. – «Face à la crise du parti : notre bataille politique continue!», *Le Prolétaire* n° 367, 12 nov.–10 déc. 1982. – La Guerre sociale, *Lettre ouverte aux camarades du Parti communiste international maintenu*, 20 déc. 1982. – Philippe Gottraux, *Socialisme ou Barbarie*, Payot, Lausanne, 2002. – «Ricordando Suzanne Voute», *Il Comunista* n° 78, février 2002. – «En mémoire de Suzanne Voute», *Le Prolétaire* n° 461, mars-avril 2002. – Lucien Laugier, *La critique de «Socialisme ou Barbarie»*, Les éditions du pavé, s. l., février 2003 (Préface de G. Mangiavillano et avant-propos de Jean-Louis Roche). – *Les cahiers du marxisme vivant* n° 1 à 6, La Seyne-sur-Mer, puis Six-Fours-les-Plages, juin 1991 à 2011. – *Il Partito comunista internazionale nel solco delle battaglie di classe della Sinistra comunista e nel tormentato cammino della formazione del partito di classe*, vol. I, Edizione «Il Comunista», Milan, 2010. – Sandro Saggiorio, *In attesa della grande crisi. Storia del partito comunista Internazionale («Il Programma comunista») dal 1952 al 1982,* Ed. Colibrì, Milan, 2014. – Revue Invariance (2013) : http://revueinvariance.pagesperso-orange.fr/index.html – Témoignage de Claude Bitot (2013).

Œuvre (articles, brochures, toujours anonymes, sauf mention expresse) : Suzanne Voute, «Bourgeoisie et démocratie», discussion avec «Socialisme ou Barbarie», janvier 1950 : http://bataillesocialiste.wordpress.com/documents-historiques/1950-01-bourgeoisie-et-bureaucratie-voute/. – «L''Avant-garde' et l'Algérie», *Programme communiste* n° 5, oct.-déc. 1958, p. 39-67. – «Perestroïka. Les tribulations du capitalisme soviétique au sortir de sa préhistoire», *Cahiers du marxisme vivant* n° 1, juin 1991. – «Les leçons d'un éclatement (Brève histoire du Parti communiste international dit 'bordiguiste'), *Cahiers du marxisme vivant* n° 2, 1994.

ZADRA (Amerigo), ouvrier : né en 1905, à Cis, bourgade du Trentin-Haut-Adige. Émigré aux USA à la fin des années 20, il était le phare de la section new-yorkaise qui comportait une dizaine de militants ouvriers, l'immense majorité étant d'origine italienne.

Il retourne en Europe au début des années 30. Installé à Paris, dans la nuit du 22 au 23 septembre 1933, il est arrêté à Saint-Denis, tandis qu'il sortait de l'habitation de Renato Riccioni, avec Duilio Romanelli, Virgilio Verdaro, Luigi Danielis, Costante Mengoni, presque tous membres de la Fraction. Il est arrêté en Belgique en 1936 et rapatrié en Italie en 1939.

Après la guerre (1946-1947), il réside de nouveau à New York, où il est en correspondance avec Gaston Davoust, secrétaire du Bureau international du PCInt. Mais en 1948, il retourne en Italie et milite dans la section génoise du PC internationaliste.

Aux USA, après son départ pour l'Italie, la section sera dirigée par l'Américain David Atkins – chef de file d'une scission de la Revolutionary Workers' League de Hugo Oehler (1903-1983). La section américaine publia en anglais *The Internationalist* jusqu'au début des années 1950.

Son frère aîné Giovan Battista, maçon, né aussi à Cis en 1898, militait aussi dans la Fraction communiste de gauche.

Sources : ACS CPC, busta 5490, fasc. 110034 et 110035. – Correspondance Zadra (New York) avec Henry Chazé, mars-août 1947 (Archives Clara et Marc Geoffroy). – *Battaglia comunista* n° 29, 1er-7 septembre 1948. – Fausto Bucci et Rossano Quiriconi (avec Claudio Carboncini), *La vittoria di Franco è la disfatta del proletariato… Mario De Leone e la rivoluzione spagnola*, «La Ginestra-Comitato pro ex Ilva», Follonica, 1997.

ZECCHINI (Bruno), dit «IL BIONDO» («le blond»), ou ROMEO. – Bruno Zecchini est né le 14 février 1903 à Venise (Italie), «dans une famille de subversifs», selon la police italienne.



Mécanicien automobile, il adhéra au Parti socialiste italien en 1919, puis au Parti communiste d'Italie en 1921. Il est emprisonné le 18 avril 1921 à Venise, durant la grève générale. «Homme de confiance» du Comité syndical national des métallurgistes, il déménagea à Milan, où il acquit une renommée d'agitateur et propagandiste. Il est suspendu du parti six mois, en raison de son soutien aux thèses de Bordiga en 1926.

Le 27 novembre 1926, il est séquestré dans un local de la galerie Victor-Emmanuel à Milan, par les fascistes, à la recherche de son beau-frère Ottorino Perrone. Il réussit à s'enfuir en sautant d'une fenêtre, non sans se blesser. En décembre 1926, il tente en vain de s'expatrier. Il est incarcéré le premier mai 1927, soupçonné d'avoir diffusé des manifestes appelant les ouvriers à se soulever contre le fascisme. Considéré comme «communiste dangereux», il est à nouveau arrêté le 24 juillet 1927. Il est déféré devant le Tribunal spécial, mais amnistié. Il est cependant exilé par les fascistes aux îles Lipari.

Bruno Zecchini est libéré en 1932; il gagne clandestinement la Belgique rejoindre son beau-frère Ottorino Perrone, marié à Ida Zecchini. Il est exclu du PC d'Italie en février 1933, et adhère à la Fraction communiste italienne, dite «bordiguiste», qui publie *Prometeo* et *Bilan*. Il est expulsé de Belgique en 1934, et milite à Paris dans les rangs de la Fraction de la Gauche communiste italienne.

Il se trouva en désaccord avec les positions de la majorité de la Fraction de la Gauche communiste italienne, qui refuse de s'engager dans les milices républicaines et préconise le «défaitisme révolutionnaire» des deux côtés des fronts militaires. Il s'engage avec la minorité bordiguiste dans la Colonne Lénine du POUM, sur le front d'Aragon, à Huesca. Il est exclu avec la minorité de la Fraction communiste italienne «pour indignité politique». En Espagne, il refuse la militarisation des milices, faite par le gouvernement républicain.

Il quitte l'Espagne en avril 1937, et se rétablit à Paris. Avec la plupart des militants de la minorité «bordiguiste», il adhéra à l'Union communiste de Gaston Davoust (*Henry Chazé*), Lastérade de Chavigny et Szaja Schönberg (*Laroche*), jusqu'à la déclaration de la guerre. Il ne semble pas avoir vraiment milité pendant la guerre.

Lorsque se forma en mai 1945 la Fraction française de la gauche communiste internationale (FFGCI), animée par Suzanne Voute, Albert Vega et Raymond Hirzel (*Gaspard*), il en devient membre, avec *Henry Chazé*, Lastérade de Chavigny et *Laroche*. La FFGCI cessa d'exister en 1951, la plupart des militants rejoignant le groupe «Socialisme ou Barbarie».

Après la reconstitution du courant «bordiguiste» français en 1951 autour du *Bulletin* du Groupe français de la Gauche communiste internationale, puis de la revue *Programme communiste*, en 1957, Bruno Zecchini reste un membre fidèle du Parti communiste international. Très actif, il dirigea la section de Paris du Parti communiste international de 1966 jusqu'à sa mort survenue le 15 octobre 1967, à Paris.

Dans cette fonction, il fut remplacé par Martin Axelrad.

Sources : ACS CPC, busta n° 5560. – *Le Prolétaire*, mensuel du Parti communiste international, n° 48, nov. 1967. – *Il Programma comunista,* Milan, n° 20, nov. 1967, «Un militante esemplare: Bruno Zecchini». – Fausto Bucci et Rossano Quiriconi (avec Claudio Carboncini), *La vittoria di Franco è la disfatta del proletariato… Mario De Leone e la rivoluzione spagnola*, La Ginestra – Comitato pro ex Ilva, Follonica, 1997.

ZECCHINI (Ida Carmen), née en 1905 à Venise (Veneto), sœur cadette de Bruno Zecchini, épouse d'Ottorino Perrone, et membre de la Fraction italienne à Bruxelles depuis 1928. Elle tenta probablement vers 1936, peut-être sous le pseudonyme d'*Agostina* de prendre contact avec Bordiga.

Sources : ACS CPC, busta 5560, fasc. 002100. – Donna R. Gabaccia et Franca Iacovetta (dir.), *Women, Gender, and Transnational Lives: Italian Workers of the World*, University of Toronto Press, sept. 2002.



Gatto Mammone [Virgilio VERDARO]

Antonio Gramsci[*]

Antonio Gramsci, récemment décédé dans une clinique de Rome – où le fascisme l'avait fait admettre dans un état désespéré suite aux dix années de tortures physiques et morales de la réclusion – vient d'être tué une seconde fois par ses apologistes. En effet, toute la presse centriste et le Front populaire, du *Grido del Popolo* au *Nuovo Avanti* et *Giustizia e Libertà*,[783] s'est jetée sur son cadavre pour spéculer et dénaturer sa pensée et son œuvre dans un but contre-révolutionnaire. La presse centriste, qui avait depuis quelques temps laissé tomber dans l'oubli le «chef» du prolétariat italien, profite de sa mort pour accentuer sa campagne contre le «trotskisme» qui, dans la langue italienne, se traduit par «bordiguisme».

Nous avons vu Palmiro Togliatti, lors de la commémoration officielle de la mort de Gramsci, affirmer que le Parti communiste réalisa entièrement les buts que Gramsci lui avait assignés[784].

Nous, qui avons combattu de son vivant les déficiences politiques de Gramsci tout en appréciant certains traits de son caractère et de son intelligence, nous estimons que la plus digne commémoration, l'unique forme prolétarienne de commémoration, ne consiste pas dans une sorte de canonisation du disparu, en lui attribuant une infaillibilité et une sorte de clairvoyance divinatrice et prophétique, mais tout au contraire en dénonçant les erreurs et les fautes, c'est-à-dire la partie négative et caduque de son œuvre afin que celle-ci ne puisse en ternir la partie vivante et durable – qui devient partie intégrante du patrimoine du prolétariat lors de son ascension de la voie révolutionnaire.

Et les faiblesses et incompréhensions ne manquent pas dans l'œuvre de Gramsci, tant à cause de son origine sociale que de l'époque où il s'insère dans le mouvement ouvrier italien.

Intellectuel, il avait étudié la théologie et la philosophie à Turin, il avait subi l'influence culturelle de cette philosophie idéaliste de Gentile, son frère spirituel – et lui aussi victime du fascisme – dans l'utopie du libéralisme rénové et «révolutionnaire». Le marxisme n'était plus pour Gramsci la négation du positivisme et de l'idéalisme, mais une filiation de ces philosophies reniées par les idéologues du capitalisme. L'évolution du capitalisme italien où la révolution bourgeoise n'avait pu avoir les formes achevées qu'elle eût en d'autres pays, conduisit Gramsci à postuler l'hypothèse de l'insertion du prolétariat dans l'accomplissement de la «révolution libérale»[785]. Ainsi,

---

[*] *Bilan*, Bruxelles, juillet–août 1937, p. 1380–1383. Publication en ligne sur le site Smolny : http://www.collectif-smolny.org/article.php3?id_article=967 [Traduction de ce texte en italien dans le recueil d'Arturo Peregalli (éd.), *Il comunismo di sinistra e Gramsci*, Dedalo Libri, Bari, 1978, p. 81-91]. Les éditions Smolny (collectif d'édition des introuvables du mouvement ouvrier, Toulouse) devraient publier, dans un futur (pas trop lointain ?), la totalité des articles de *Bilan*, édités et annotés.

[783] Il *Grido del Popolo* était l'organe des socialistes de la région de Turin, fondé en 1892. Gramsci comme Togliatti comptèrent au nombre de ses collaborateurs pendant la première guerre mondiale. Devenu l'organe hebdomadaire des socialistes italiens en exil en France, il défend la politique du Front populaire.
Il Nuovo Avanti, Paris, était depuis 1934 l'organe des maximalistes qui avaient fait sécession avec les socialistes majoritaires. *Giustizia e Libertà* était l'organe du mouvement «Giustizia e Libertà» (G.L.), constitué en 1929 à Paris, et dirigé par le socialiste Carlo Rosselli, le républicain Emilio Lussu (Parti sarde d'action) ainsi que le libéral Alberto Tarchiani.

[784] P. Togliatti, «Antonio Gramsci, capo della classe operaia italiana», *Lo Stato operaio*, n° 5-6, mai-juin 1937, p. 273-289.

[785] Allusion au mouvement du jeune intellectuel turinois Piero Gobetti (1901-1926) qui dirigeait la revue *Rivoluzione liberale*. Ce dernier, qui y avait publié quelques articles de théâtre, avait estimé le 26 mars 1922, dans les colonnes de sa revue, que

dans le domaine politique, il avait subi l'influence, comme d'autres intellectuels de l'immédiat avant-guerre, du révisionnisme de Salvemini[786], qui voyait dans la solution du problème méridional un moyen de surmonter la crise du socialisme dans sa dégénérescence vers le réformisme parlementaire qui s'intégrait dans le capitalisme.

Et Gramsci, Sarde de naissance, opta pour le fédéralisme qu'il chercha à soutenir au sein même du Parti communiste.

Il appartint à cette génération qui est venue au mouvement ouvrier pendant la guerre – il fut même au début interventionniste, comme l'a remarqué Tasca[787], lançant la flèche de Parthe – et il chercha à se relier à la masse ouvrière, favorisé en cela par le fait qu'il habitait Turin, véritable «capitale prolétarienne» de l'Italie.

Togliatti, dans la commémoration déjà citée, affirme que «*quand éclata la révolution russe, Gramsci fut l'unique en Italie qui fut immédiatement capable d'en comprendre la véritable signification historique et le premier à propager le léninisme, la lutte contre le réformisme et le centrisme (c'est-à-dire le courant de Serrati) pour la formation du parti révolutionnaire du prolétariat. Et après la scission de Livourne, dans la lutte contre le gauchisme prédominant, ayant à sa tête Bordiga, aujourd'hui allié du fascisme. Gramsci défit politiquement Bordiga*».

Autant d'affirmations, autant de mensonges.

Le mouvement de l'«*Ordine nuovo*» pour les conseils d'usines procédait d'une négation radicale de la théorie marxiste : à la thèse communiste du parti de classe luttant pour la destruction de l'État capitaliste, était opposée l'autre de l'ébauche du nouveau monde ouvrier, du monde des «conseils» (embryons des soviets) au sein même de la société bourgeoise. Gramsci et l'*Ordine Nuovo* surestimaient le problème du contrôle ouvrier en admettant la possibilité de réaliser une forme économique socialiste, avant la prise du pouvoir et la destruction de l'appareil étatique bourgeois (tout comme c'est le cas des «socialisations» de Catalogne en 1936) et avec un parti qui resterait uni, de Bordiga à Turati. Et les bonzes réformistes de 1919-1920, ceux qui trahirent au moment de la prise des usines, étaient eux aussi pour ce contrôle ouvrier et ils se crurent, de ce fait, être

---

L'Ordine nuovo était «la seule expression marxiste révolutionnaire… qui se soit jamais exprimée en Italie (avec quelque sérieux dans le domaine des idées)». Appuyant le mouvement des conseils d'usine, Gobetti était en fait un sorélien qui appuyait le rôle des élites «prolétariennes» dans le cours d'une révolution qui serait à la fois libérale et libertaire… Par la suite, Gobetti fut le chantre d'une «révolution nationale» antifasciste qui mènerait à son terme le Risorgimento du XIXe siècle. Une idée qui fut reprise par Gramsci dans ses *Cahiers de prison*, lui qui définissait Gobetti en 1926 comme «un formidable organisateur de la culture», sans doute d'une «culture antifasciste» avant la lettre. [Cf. Paolo Spriano, «Gramsci e Gobetti», *Studi Storici*, XVII, n° 2, avril-juin 1976, p. 69-93].

[786] Gaetano Salvemini (1873-1957), après des études de lettres à l'université de Florence en 1896, enseigna l'histoire médiévale. Après avoir enseigné le latin dans un collège à Palerme, il obtint en 1901 la chaire d'histoire moderne à l'université de Messine. En 1908, le tremblement de terre anéantit toute sa famille, sa femme, ses cinq enfants et sa sœur. Enseignant à Pise et à Florence, il compta parmi ses élèves Carlo Rosselli, Ernesto Rossi, et l'anarchiste Camillo Berneri. Il adhère au Parti socialiste italien et au courant 'méridionaliste', collaborant, à partir de 1897 à la revue *Critica Sociale*. Il chercha à entrainer le mouvement socialiste sur les positions 'méridionialistes', insistant sur la nécessité de lier politiquement les ouvriers du Nord et les paysans du Sud, mais aussi sur la nécessité de créer de petites propriétés paysannes pour mettre fin au système latifundiaire. En décembre 1911, il créa le périodique *L'Unità*, qu'il dirigea jusqu'en 1920, tout en essayant de créer un nouveau parti, la *Ligue démocratique*, «méridionaliste et socialiste». En 1914, il soutint les positions interventionnistes. En 1917, il publia un livre pro-impérialiste au titre très évocateur : *Delenda Austria* (L'Autriche doit être détruite). En 1925, Salvemini, les deux frères Rosselli et Nello Traquandi fondèrent à Florence le premier journal antifasciste clandestin : *Non Mollare* (Ne pas céder). Arrêté à Rome par la police fasciste, le 8 juin 1925, il bénéficia d'une amnistie en août et se réfugia en France. À Paris, il rejoignit les frères Rosselli et fut, en novembre 1929, l'un des fondateurs du mouvement antifasciste 'Giustizia e Libertà'. Installé en Grande-Bretagne, puis aux USA, où il continua à enseigner, il tenta d'organiser un front antifasciste, anti-«communiste», anticlérical et antimonarchiste. En 1939, il créa la *Mazzini Society*, composé de membres de 'Giustizia e Libertà', de républicains et d'antifascistes. Il est l'auteur de deux livres fameux, l'un publié en 1932 en français : *Mussolini diplomate*, l'autre rédigé à Harvard en 1943, sous forme de cours aux étudiants américains : *Le origini del fascismo in Italia. Lezioni di Harvard*, Feltrinelli Economica , 1966.

[787] «Une perdita irreparabile: Antonio Gramsci», *Il Nuovo Avanti* n° 19, 8 mai 1937, p. 3. Pour la biographie d'Angelo Tasca, voir note *supra*.

aussi partisans des soviets. La première délégation italienne envoyée en Russie, était formée en majorité de ces champions qui devaient ensuite passer avec armes et bagages au fascisme.

Gramsci était alors pour l'unité du parti, y compris les réformistes, dont seulement les plus compromis et les moins assimilables devaient être exclus, cas après cas, pendant que le «*Soviet*» et la Fraction communiste (abstentionniste comme elle s'appelait alors) soutenaient la scission avec le réformisme en bloc, comme idéologie contre-révolutionnaire.

Quand nous tînmes en 1920, à Florence, la Conférence nationale de la Fraction, où Gramsci, Gennari[788] (secrétaire du parti socialiste de l'époque) et Misiano[789] étaient présents – parce qu'invités – aucune base d'accord ne fut possible pour un travail commun en vue de la création du parti.

Ce fut seulement après le Second Congrès de Moscou – auquel Bordiga fut appelé directement par l'I.C. à participer – que la base d'un accord fut trouvée et la Conférence d'Imola, de novembre 1920, créa la fraction communiste du Parti socialiste italien qui devait préparer la fondation à Livourne, en janvier 1921, du Parti communiste italien.

Et si les conditions historiques en mûrissent seulement en 1921, les conditions pour la création du parti de classe ne purent sauver le prolétariat italien de la défaite, ce fut quand même ce parti (sous la direction de la gauche) qui sut, l'arme à la main, protéger la retraite de la classe ouvrière italienne, en même temps que dans le domaine syndical, il réussissait à orienter les masses vers la constitution d'une Alliance du Travail[790] basée sur les luttes économiques, et dans les syndicats de la C.G.L., il groupait la plus grande force numérique après les réformistes.

C'est cette tactique de la gauche qui a créé la solide base prolétarienne dont a bénéficié ensuite le centrisme, en s'en prévalant et malgré la direction centre-droite imposée par Moscou en 1923, à l'insu de la base du parti qui, encore à la conférence d'organisation de mai 1924, devait se prononcer à une énorme majorité pour la gauche, et ce furent encore des «gauchistes» qui, à la tête du mouvement syndical, dirigèrent les grèves de 1925, dernier sursaut de classe du prolétariat italien.

C'est toujours cette même base qui, après 1928, s'est sacrifiée, ou mieux, qui a été sacrifiée par la bureaucratie centriste pour justifier, «in corpore vili», leurs prébendes à Moscou, alors qu'il y avait à la tête de l'appareil illégal du parti un provocateur, Vecchi[791], et d'autres qu'on n'a pas su ou

---

[788] Egidio Gennari (1876-1942), dit *Maggi*, avait été secrétaire du PSI en 1918, puis en 1920. Il est l'un des fondateurs du PC au congrès de Livourne et fait partie en 1923 du Comité exécutif du PC d'Italie, tout en dirigeant le Bureau illégal du parti. Partisan de Gramsci, il fut élu en 1924 député de Trieste. Il représenta son parti au Comité exécutif du Komintern en 1927-28, puis fut chargé d'un travail de 'réorganisation' en Amérique latine. Installé en URSS en 1940, il fut atteint d'une grave maladie qui l'emporta d'une mort rarement 'naturelle' au «pays du grand mensonge».

[789] Pour la biographie de Francesco Misiano, voir note *supra*.

[790] *Alleanza del Lavoro*. Cette Alliance du Travail constituée à l'initiative du syndicat des cheminots, fut portée sur les fonts baptismaux romains lors d'une réunion d'organisations syndicales les 18-20 janvier 1922. Elle était en fait un bloc d'appareils syndicaux : la CGL (Confederazione Generale del Lavoro), sa majorité socialiste et sa minorité communiste, les syndicalistes-révolutionnaires de l'USI (Unione Sindacale Italiana), l'Union syndicale du travail, la Fédération italienne des gens de mer. Cette Alliance, très éphémère, fut dissoute au cours du mois d'août 1922.

[791] Eros Vecchi, dit *Leo*. Né le 29 sept. 1902 à Mirandola (Modène), il s'était engagé en 1919 dans les légions de D'Annunzio à Fiume, où il fut blessé. Installé à Trieste, puis à Vérone, il était devenu secrétaire provincial des légionnaires de Fiume. Au début de l'année 1921, il avait émigré en Allemagne pour entreprendre des études d'ingénieur. En 1922, rompant avec sa famille devenue fasciste, il avait migré en Union soviétique, où il avait suivi les cours de l'Académie militaire. En juillet 1929 il fut arrêté en Belgique, où il avait pour tâche de réorganiser les communistes italiens dans l'émigration. Il s'était installé en France, où il faisait partie du groupe dirigeant, puis avait été envoyé en Italie. Arrêté brièvement par l'OVRA, puis relâché, il venait de faire tomber en juillet 1930 le mystérieux chef clandestin du parti en Italie : *Micheli*, en réalité Camilla Ravera (1889-1988), qui fut condamnée à 15 ans de prison. Eros Vecchi, fut jugé par un «tribunal spécial» du PCI dans une maison de Sartrouville. Grièvement blessé, il réussit à s'enfuir. Il émigra alors au Luxembourg, d'où il fut expulsé, puis en Allemagne. Radié du casier judiciaire central, sur ordre de Mussolini, il adhéra au parti fasciste et participa en 1935-36 aux opérations militaires en Éthiopie dans les rangs de la milice. Resté travailler en Érythrée, il mourut le 7 mars 1941 à Keren, probablement lors d'une bataille entre troupes italiennes et britanniques.

voulu identifier au Comité central. C'est cette même bureaucratie couarde et corrompue qui est à la tête du parti, quand Gramsci et Terracini[792] sont tombés dans les mains de l'ennemi de classe, pour suivre aujourd'hui la politique de trahison et qui, aujourd'hui, persécute en s'appuyant sur l'appareil étatique et policier russe, nos camarades Calligaris, Mariottini[793].

Une fois le parti créé, à Livourne, Gramsci, comme du reste aussi Togliatti, furent complètement absorbés par la forte personnalité de Bordiga et, pas même à Rome, en 1922 – quand furent votées les Thèses dites de Rome – ils ne manifestèrent un désaccord et c'est seulement ensuite qu'ils marquèrent leur opposition.

Entre-temps, les contrastes entre le P.C.I. et l'I.C. se précisaient dans l'opposition aux thèses des IIIe et IVe congrès de l'I.C. sur les questions du Front Unique et du problème des rapports entre Parti et masse, qui recelaient la dissension sur la nature du Parti vicié à l'origine par l'I.C. et les problèmes nouveaux surgis du fait de l'existence de l'État prolétarien. Ces contrastes nous mettaient en opposition avec la ligne de Zinoviev-Boukharine, c'est-à-dire, si vous le voulez, de Lénine-Trotsky. Ainsi, déjà au IVe congrès de l'I.C. en novembre 1922, la gauche reste à la tête du parti seulement pour raison de discipline et avec une ligne politique imposée, jusqu'à ce que Moscou, ayant réussi à créer un centre et une droite, puisse écarter la direction de gauche – alors en prison – et la supplanter avec le bloc centre-droite.

Gramsci qui, au début, avait opposé une résistance aux manœuvres de Moscou – il suffit de rappeler son dédaigneux refus à la proposition faite après Livourne par l'I.C. d'essayer de supplanter Bordiga – finit par se prêter à cette création d'un courant du centre qui ne reflétait en rien l'orientation du parti italien issu de la scission de Livourne.

Nous revendiquons entièrement cette scission de Livourne – cette scission «trop à gauche» – surtout aujourd'hui que les nouveaux maîtres, après 16 années et une réaction comme le fascisme, tâchent d'effacer cette scission au profit d'une «unité organique» qui nous mettrait sur le même pied que celui qui conduisit au désastre de 1919–1920 et qui compromettait dès le début le premier réveil de la classe ouvrière d'Italie.

Certes, il y avait dans le parti, et dans la direction qu'il s'était donnée, des germes d'opportunisme. Je me rappelle de mon opposition, lors de la dernière réunion de la fraction abstentionniste, pendant le Congrès de Livourne, à la liste des noms à présenter pour la direction du nouveau parti. Sur cette liste, figuraient en effet Gennari, Bombacci[794] et d'autres qui avaient jusqu'au dernier moment entravé la constitution de ce parti.

Et je ne parle pas du groupe parlementaire hérité du parti socialiste qui, par une ironie du sort, à nous anciens abstentionnistes, comprenait des éléments inutilisables.

Mais ce fut surtout le poids énorme de la Révolution d'Octobre que l'I.C. (c'est-à-dire en fait les bolcheviks russes) fit intervenir en Italie, comme dans tous les autres pays, pour faire prévaloir un processus de fondation du Parti non sur les bases qui avaient présidé à leur propre formation, mais sur des bases opposées d'un ramassis d'éléments hétérogènes. C'est cette politique qui faisait préférer Serrati à Bordiga et qui fut poursuivie plus tard au travers des accords avec les «Terzini» (partisans de la IIIe Internationale au sein du Parti socialiste), dans l'intérêt naturellement de la défense de l'État prolétarien, pour arriver ensuite à chercher cette défense chez les États impérialistes et la S.D.N., en exterminant le prolétariat pour compte de la bourgeoisie.

«Chef» du prolétariat italien, Gramsci ne le fut jamais et n'aurait jamais pu l'être. Sa volonté et son esprit de décision, qualités indispensables d'un chef, se ressentaient de son état physique ; ainsi,

---

[792] Pour la biographie d'Umberto Terracini, voir note *supra*.
[793] Voir ces noms dans le corpus de ce dictionnaire.
[794] Pour la biographie de Bombacci, voir note *supra*.

en 1921, il subit l'influence de Bordiga tout comme après 1923, celle des dirigeants de l'I.C. «après la mort de Lénine».

Le «chef» prolétarien est le produit d'une époque historique et l'expression dans une phase déterminée des aspirations et des intérêts de la classe ouvrière dans sa lutte révolutionnaire. Bordiga fut ce chef du prolétariat italien pendant la période d'après-guerre, uniquement parce qu'il sut le premier affirmer la nécessité de le doter d'un parti solidement fondé sur un programme communiste-marxiste. Mais «chef» signifie une fonction dans une phase donnée de la lutte émancipatrice du prolétariat et non une dignité acquise à vie surtout quand, au cours de cette lutte, surgissent continuellement des problèmes nouveaux qu'il faut savoir comprendre pour les résoudre. Le «chef» de la révolution italienne pourra être ou ne pas être Bordiga, mais il le fut certainement – et non pas Gramsci – de 1919 à 1921.

Ainsi Turin, ce centre objectivement le plus favorable et où la majorité de la section du parti était avec nous – les abstentionnistes – ne facilita pas à Gramsci – quoi qu'en dise Togliatti – ni la compréhension immédiate de la Révolution russe (il lui arriva d'affirmer qu'elle avait été possible uniquement parce que Lénine n'avait pas basé sa politique sur le marxisme) ni la nécessité de la constitution du parti de classe, tandis qu'à Naples, centre objectivement le plus défavorable, Bordiga soutenait cette nécessité dès le début de 1919. Et son contact avec le prolétariat fit aboutir Gramsci à cette thèse prudhommesque de la possibilité de la constitution et du développement d'organes d'État prolétariens au sein d'un État capitaliste, et à concevoir les conseils d'usine comme des embryons de soviets.

Et encore en 1924, quand Gramsci, entré au Parlement et devenu le leader politique du parti, orientait les masses, à l'éclosion de l'affaire Matteoti, vers le débouché parlementaire, vers l'opposition légale au gouvernement fasciste, pour créer le vide autour d'un parlement qui, amputé de la sécession de l'Aventin, ne reflétait plus la volonté du peuple. Et les sécessionnistes bourgeois de l'Aventin, repoussaient naturellement et la proposition de grève générale et celle du refus par les paysans de payer les taxes pour la raison que «l'antifascisme» démocratique, écrivit Togliatti, n'était pas pour une lutte décisive contre Mussolini... !

Est-ce qu'aujourd'hui le Front Populaire, surgi de l'Union de «l'antifascisme de classe» centriste et de l'antifascisme bourgeois et qui exprime un front unique, prélude à l'Union sacrée, peut lutter «sérieusement» contre le régime fasciste, c'est-à-dire pour la destruction du régime capitaliste ?

Mais de cette politique, Gramsci n'est plus responsable. Arrêté en octobre 1926, il échappa ainsi à la lourde responsabilité d'une politique dont il avait été l'un des artisans.

Et Togliatti «qui ne se décide pas ainsi qu'à son habitude» comme Gramsci lui-même le caractérisait, s'est «décidé» à devenir le chef – titre que cette fois nous ne contesterons pas – de la politique de trahison quand les Gramsci, les Terracini et les Scoccimarro[795] furent ensevelis dans les geôles fascistes. Et cela n'est pas pour nous étonner.

Le sous-chef de la bande des forbans centristes, Grieco[796], a récemment écrit dans *Lo Stato operaio* que «l'aversion de Togliatti pour Bordiga et le 'bordiguisme' a toujours été profonde, je dirais

[795] Mauro Scoccimarro (1895-1972), né dans une famille nationaliste d'Udine (Frioul), fut naturellement interventionniste en 1915, et s'engagea dans les chasseurs alpins, son sens du commandement lui valant d'être promu capitaine. Il s'inscrivit au Parti socialiste en 1917, et adhéra en 1921 au Parti communiste. Après 1924, il fut avec Gramsci le représentant du parti dans les instances du Komintern. Arrêté en 1926, il fut condamné par le Tribunal spécial à 20 ans de captivité et soumis en 1937 à la relégation. Après août 1943, il fut l'un des dirigeants majeurs du Parti. Il fut ministre des finances de 1945 à 1947. De 1948 à sa mort il fut constamment réélu sénateur.

[796] Sur le rôle peu glorieux de Ruggero Grieco (*Garlandi*) dans le fameux appel d'août 1936 aux «Frères fascistes en chemise noire», voir note *supra*. Au moment des Fronts populaires, la revue «théorique» de Togliatti et Grieco lançait un appel à l'association du drapeau rouge et du drapeau tricolore italien. Cf. A. Aspettati, «Bandiera rossa e tricolore», *Lo Stato operaio*, n° 10, oct. 1936. En traduction française : Palmiro Togliatti, *Appel aux fascistes*, Nautilus, Paris, 1983.

presque physique». Pour une fois, nous sommes d'accord avec Grieco; cette aversion est celle des agents de la bourgeoisie contre l'unique courant resté fidèle à la lutte pour le communisme.

Et nous n'hésitons pas à affirmer que Gramsci, reconnaissant complètement ses erreurs passées, unique forme de réhabilitation prolétarienne (tout comme Serrati sut se racheter de ses lourdes fautes de 1919 et 1920) se serait peut-être rallié au prolétariat révolutionnaire. Dans une lettre datant de janvier 1924, il avait reconnu l'erreur commise en 1919–1920 par son groupe de l'*Ordine Nuovo*, repoussant la proposition des abstentionnistes de passer à la constitution immédiate, à l'échelle nationale, du parti de classe du prolétariat italien[797]; et une autre lettre datée d'octobre 1926 (à la veille de son arrestation) adressée à l'Exécutif de l'I.C. [798] contenait des critiques à la campagne «antitrotskyste»[799] qui venait d'être déclenchée, les seules critiques que surent faire les centristes italiens de la première heure, les Gramsci, Terracini et Scoccimarro, – tandis qu'il appartenait aux épigones, les Togliatti, Grieco et Di Vittorio[800], de se prostituer à Staline, le «grand pilote» des défaites prolétariennes et le bourreau du prolétariat russe.

Gatto MAMMONE.

[797] Cette reconnaissance gramscienne des «erreurs» est toute relative. Lors de la refondation de la revue *L'Ordine nuovo* au printemps 1924, Gramsci ne fait nulle autocritique et prétend que son groupe a toujours été le vrai interprète du 'léninisme', dont il dégage la substantifique moelle dans le slogan du 'gouvernement ouvrier et paysan' : «Notre programme actuel doit reproduire, dans la situation qui existe aujourd'hui en Italie, la position que nous avions prise en 1919-1920. Il doit refléter la situation objective actuelle, en intégrant les possibilités qui s'offrent au prolétariat pour une action autonome, de classe indépendante : *il doit poursuivre, dans les termes politiques actuels, sa tradition d'interprète fidèle et intégral du programme de l'Internationale communiste. Le problème urgent, le mot d'ordre nécessaire d'aujourd'hui, c'est celui du gouvernement ouvrier et paysan*». (Souligné par nous) [« Le programme de l'Ordine Nuovo », 1er-15 avril 1924, in Robert Paris (dir.), *Antonio Gramsci. Écrits politiques III, 1923-1926*, Gallimard, Paris, 1980, p. 110]

[798] Lettre du 14 octobre 1926, en fait adressée au C.C. du P.C.U.S. Cette lettre qui critiquait le fâcheux impact d'image du Komintern en raison de la «scission dans le groupe central léniniste» était loin d'appuyer l'Opposition, dont Trotsky était la figure dominante. Au contraire, Gramsci affirmait que «*l'idéologie et l'activité pratique du bloc oppositionnel sont une résurrection complète de toute cette tradition de la social-démocratie et du syndicalisme qui, jusqu'à présent, a empêché le prolétariat occidental de s'organiser en classe dirigeante*». [Cf. Robert Paris (dir.), *Antonio Gramsci. Écrits politiques III,* op. cit., p. 313.]

[799] Tasca a écrit dernièrement dans le *Nuovo Avanti* que des divergences s'étaient manifestées entre Gramsci et le centre dirigeant du parti à l'étranger et a mis au défi les Togliatti et Grieco de donner une publicité à cette documentation. Aucune réponse n'a été faite par ceux qui, pour honorer Gramsci, veulent se servir de son cadavre pour valider leur politique de destruction du prolétariat révolutionnaire. Inutile d'insister sur le rôle que joue Tasca dans cette affaire. Devenu conseiller attitré du capitalisme français, Tasca cherche à profiter des dissentiments survenus entre Gramsci et Togliatti pour mieux introduire son poison social-démocrate parmi les ouvriers. (*Note de Verdaro (Virgilio)*).

[800] Giuseppe Di Vittorio (1892-1957), né à Cerignola (Foggia), syndicaliste-révolutionnaire en 1911, adhéra au PSI. En 1913, il est membre du Comité central de l'USI (Unione sindacale italiana). Pendant le conflit mondial, il fut «interventionniste révolutionnaire». Député socialiste en 1921, il fut l'un des organisateurs antifascistes des *Arditi del popolo*. C'est seulement en 1923 qu'il adhéra au Parti communiste, dont il devint l'un des députés en 1924. Arrêté en 1925, il fut condamné à 12 années de prison, mais réussit à gagner la France, où il représenta la GCIL dans le Profintern (ISR). Stalinien de choc, il organisa les brigades internationales pendant le conflit espagnol. Rentré en France en 1939, il fut arrêté par les Allemands qui le remirent au gouvernement fasciste, lequel le relégua dans l'île de Ventotene. Libéré après le 25 juillet 1943, il s'investit totalement dans la Résistance antifasciste. En 1945 il devint le tout puissant secrétaire de la CGIL, puis député à la Constituante. À partir de 1949, il fut porté à la tête de la Fédération syndicale mondiale, dirigée par l'État russe.

ICONOGRAPHIE



Moscou, 5 nov.-5 déc. 1922, la délégation italienne au IVe congrès du Komintern.

Rangée du haut, de gauche à droite : Luigi Longo (1900-1980), Smeraldo Presutti (1898-1984), Torquato Lunedei, Isidoro Azario (1884-1930), Camilla Ravera (1889-1988), Edoardo D'Onofrio (1901-1973), Aldo Gorelli (1899-1938).
Au centre, de gauche à droite : Aldo Giulianini, Amadeo Bordiga, Ugo Arcuno (1900-1953), Ortensia De Meo (épouse Bordiga), Edmondo Peluso (1882-1942), Angelo Tasca (1892-1960), Antonio Graziadei (1873-1953).
Premier rang, de gauche à droite, assis : Furio (Antonio) Natangelo (1894-1959), Pietro Tresso (1893-1943), Nicola Bombacci (1879-1945) [fusillé avec Mussolini], Anselmo Marabini (1865-1948).
(Deux photos distinctes, celle du haut a été coupée sur la droite, mais est de meilleure qualité)



Timbre soviétique de 6 kopeks en l'honneur du chef stalinien italien Luigi Longo (*Il Gallo*), 1981.
En Russie stalinienne deux délégués italiens du IVe congrès du Komintern furent fusillés : **Aldo Gorelli** et **Edmondo Peluso**.
(http://www.memorialitalia.it/)



Un autre timbre soviétique (1965), de 4 kopeks, en l'honneur du chef stalinien Palmiro Togliatti, mort lors de ses vacances en URSS. Son nom a été donné à l'ancienne ville de Stavropol-sur-Volga.



Le chef stalinien français Maurice Thorez, «fils du peuple» honoré par les postes soviétiques, 1965.

Deux délégués du Komintern présents au Congrès de Livourne qui devinrent l'instrument docile du stalinisme.



Timbre bulgare de 1988 pour le centième anniversaire de la naissance de Christo Kabakchiev (1878-1940). Représentant de l'Exécutif du Komintern à Livourne, il fut dirigeant du BKP en 1923, puis membre de l'Exécutif du Komintern avec Georgi Dimitrov. Installé en URSS en 1927, il était l'adjoint de Dimitrov. Membre de l'Académie des sciences de l'URSS, il fut arrêté en 1937 pendant les «grandes purges». Relâché en 1938, il mourut de maladie à Moscou.



Timbre émis pour les soixante ans du dictateur hongrois Mátyás Rákosi [né Mátyás Rosenfeld] (1892-1971). Arrêté en Hongrie en 1924, il est condamné à la prison à vie. Il fut l'objet d'un échange en 1940 entre Staline et Horthy : le «pingouin» fut remis à Moscou en échange de drapeaux hongrois de 1848 pris par l'armée tsariste. Chargé de la soviétisation de la Hongrie après 1945, par la «politique du salami », il était considéré comme «*le meilleur élève hongrois de Staline*». Il instaura la terreur d'État en 1949 en créant de toutes pièces la sinistre l'AVH (police politique). Après le rapport Khrouchtchev de février 1956, il dut démissionner de son poste de secrétaire général. La Révolution d'octobre hongroise le contraignit à se réfugier en Union soviétique, où il mourut.
[Bien que juif d'origine, Rákosi avait initié en 1953, sur ordres de Staline, une politique antisémite qui aurait dû culminer par des procès visant un prétendu «complot sioniste». La mort de Staline arrêta cette macabre mise en scène]

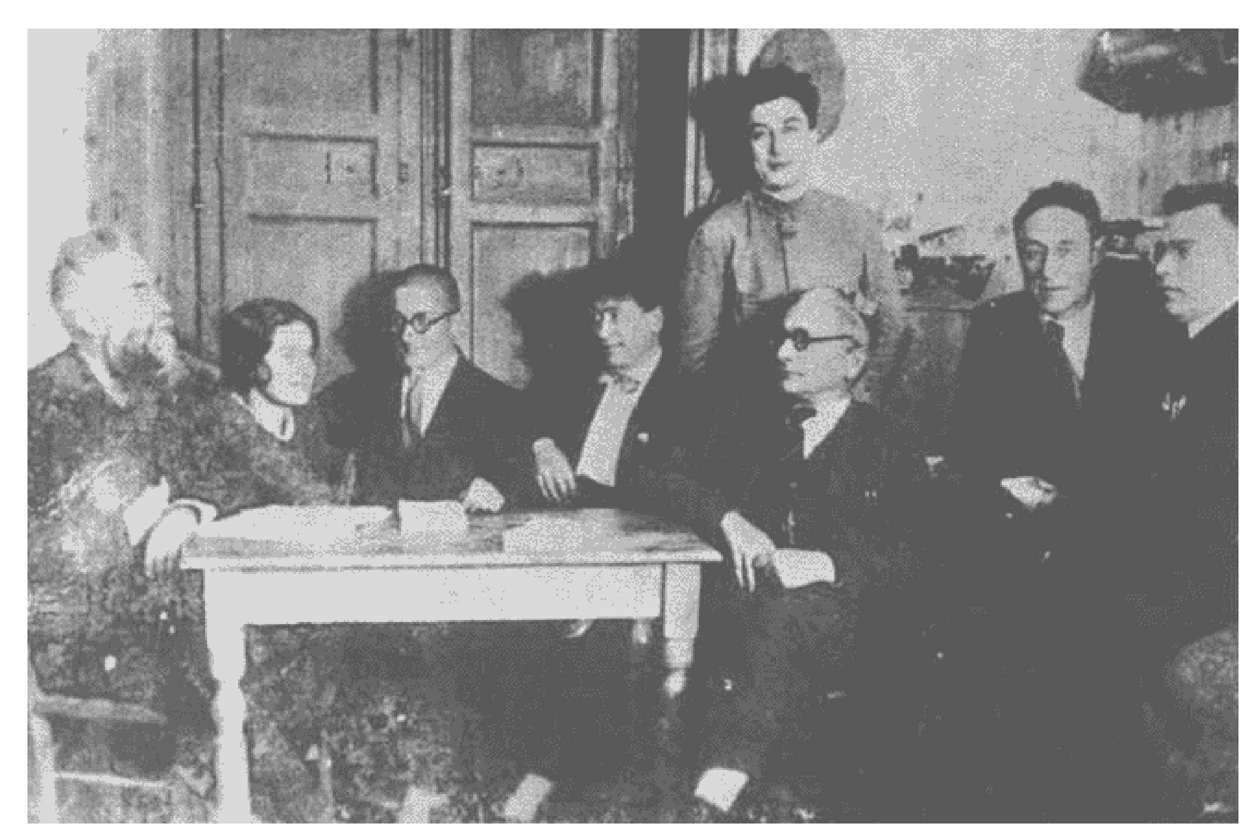




Photo d'un comité de rédaction des communistes italiens en exil, Paris, bureau du quotidien *L'Humanité,* vers avril-juin 1924, chargé d'en assurer l'édition hebdomadaire en italien (n° 1, 5 janvier 1924) ainsi que celle du journal *La Riscossa.* Onorato Damen (au milieu), responsable du comité de rédaction, participait à toutes les séances du Bureau politique du PCF, en étroite relation avec Mátyás Rákosi et Jules Humbert-Droz, qui résidaient alors à Paris. [De gauche à droite : Francesco Zanardi (1894-1944), représentant de commerce, un des responsables des Centuries prolétariennes; Onorato Damen. Debout à droite, peu visible, portant des lunettes, *Ignazio Silone* (pseudonyme de Secondino Tranquilli). L'homme appuyé sur l'épaule gauche de Dante Mandelli (1897-1945), journaliste, est Mario Lanfranchi (1902-1959), principal responsable des Centuries prolétariennes en France. Ignazio Silone (1900-1978) était chargé de publier l'hebdomadaire *La Riscossa* (n° 1, 19 juillet 1924). L'historien Dario Biocca (*Silone: la doppia vita di un italiano*, Rizzoli, Milan, 2005) affirme que la photo a été envoyée, par Ignazio Silone lui-même aux autorités fascistes, avant d'être reprise par la police scientifique pour établir des placards signalétiques d'avis de recherche aux frontières et à l'intérieur du pays.



Photo de groupe de la Fraction communiste italienne en octobre 1927, banlieue parisienne. Quelques-uns ont été identifiés : 1. Michelangelo Pappalardi («Salvador Pane»)?. 2. Pietro Corradi («Piero»). 3. Ernesto Corradi. 4. Emilio Martellini («Maremmo»). 5. Ottorino Perrone («Vercesi»). 6. Otello Ricceri («Piccino»). 7. Ida Zecchini, compagne d'Ottorino Perrone. 8. Bruno Bibbi («Bianco»). 9. Alfredo Bonsignori («Gracco», «Alfonso»). À côté de Pietro Corradi, peut-être Antonio Gabassi (avec son chapeau). Nicola di Bartolomeo («Fosco») qui fit partie de la Fraction jusqu'en 1931 est probablement sur la photo. [Karl und Hedda Korsch, *Lettere a Michelangelo Pappalardi*, Quaderni Pietro Tresso, Florence, mai-juin 2006]



Prisonniers politiques communistes et socialistes «in confini», île d'Ustica, février 1927. De gauche à droite : le chirurgien et député communiste Fabrizio MAFFI avec sa fille Bruna MAFFI (cousine de Bruno Maffi); Cesare MARCUCCI (1906-?); les communistes Ettore MADRUCCIANI (1895-?) et Oreste ACQUISTI (debout) (1894-?); l'avocat socialiste et député Giuseppe SBARAGLINI (1870-1947); l'ancien secrétaire de Bordiga : Pietro VENTURA (1886-1959), qui sera exclu du PCI en 1929 pour «trotsko-bordiguisme», et à son côté, dernier à droite et de profil : Amadeo BORDIGA. [Source : *Non a Ustica sola... Atti del Convegno Nello Rosselli storico e antifascista*, Giunti Editore, 2002]

http://www.fondazionebordiga.org/Immagini/Ustica%20_1926_p.gif; http://www.centrostudiustica.it/





Photo de groupe de la Fraction 'bordiguiste', Bruxelles, après juin 1931, date du retour d'URSS de Virgilio Verdaro. Deux militants, Jacob Feingold («Jacob») et Jean Melis («Mitchell», «Jehan») prirent part jusqu'en février 1937 aux activités de la Ligue des communistes internationalistes (LCI) qu'ils quittèrent en désaccord sur la «question espagnole».

Debout, de gauche à droite : 1. Ferdinando BORSACCHI («Rintintin»). 2. Ottorino PERRONE. («Vercesi», «Otto») 3. Luigi DANIELIS («Gigi»). 4. «Agostina» ? (compagne de Federici ?). 5. Carlo MAZZUCCHELLI («Tre»). 6. Ernesto CORRADI. 7. Jean MELIS («Mitchell» ou «Jehan»)? 8. Virgilio VERDARO («Gatto Mammone»). 9. «Bruno Brutto»? (Bruno Zecchini ou Bruno Bibbi?). 10. Jacob FEINGOLD («Michel» ou «Jacobs»). 11. Aldo LECCI («Tullio»). 12. Carlo GASCO.

Accroupis ou allongés, de gauche à droite : 13. Antonio GABASSI («Totò»). 14. Giovanni BOTTAIOLI («Butta»). 15. Giovanni CONSONNI? 16. Duilio ROMANELLI. 17. Enrico RUSSO («Candiani»), au milieu, complètement allongé. 18. Carmelo CHILLEMI («Il Cinese» ou «Shanghai»). 19. Pietro CORRADI («PIERO»).

[Source : Jacques de Cock, Thierry Delplancq, Charlotte Goëtz, Anne Morelli, Rosa Terrizzi, *Inventaire du fonds Perrone, le communisme «bordighiste» exilé en Belgique*, Groupe d'histoire et de sociologie du communisme, Université libre de Bruxelles (ULB) (1995).]



La minorité de la Fraction communiste italienne choisit en 1936-1937 de s'engager dans les milices du POUM, comme la colonne internationale Lénine, forte de 50 miliciens qui rassemblait bordiguistes, trotskystes, maximalistes et anarchistes.

Sur cette photo (août 1936), on reconnaît à gauche, debout, Mary Low (1912-2007) et derrière elle Pavel Thalmann. Le 4e, à côté de Mary Low, est son compagnon le poète cubain Juan Ramón Breá Landestoy (1905-1941). Juste devant le grand drapeau du POUM, debout avec un foulard rouge, Enrico Russo (Candiani) [Pavel et Clara Thalmann, *Revolution für die Freiheit: Stationen eines politischen Kampfes,* Trotzdem-Verlag, Grafenau-Döffingen, 1987]

TABLE DES MATIÈRES







INDEX DES NOMS







RÉSUMÉ

Publier un Dictionnaire des militants de la *Sinistra comunista italiana* dans son extension internationale, de 1915 à 2015, est l'occasion de rappeler que l'internationalisme a une histoire, un siècle traversé par deux guerres mondiales, la menace toujours présente d'une troisième guerre. Des guerres interminables du Proche et du Moyen-Orient (Irak, Iran, Israël, Liban, Palestine, Syrie, Yémen, etc.) à la guerre russo-ukrainienne, l'internationalisme est plus que jamais à l'ordre du jour dans chacun des camps belligérants, où «d'ennemi est dans son propre pays».

Le courant communiste de gauche dont la personnalité d'Amadeo Bordiga fut l'emblème jusqu'en 1926 n'a pas surgi du néant. Constitué à Naples en 1912, il s'est fermement mobilisé contre la guerre coloniale en Libye. Lors de l'éclatement de la première guerre mondiale, il fut à son poste pour lutter contre la guerre, soutenir la Révolution russe et préconiser la transformation de la guerre en révolution prolétarienne internationale. C'est autour du groupe napolitain que se constitue la Fraction communiste abstentionniste qui rejette la tactique du parlementarisme et œuvre à la constitution d'un parti communiste, libéré de ses composantes «opportuniste» et «centriste».

À la tête du Parti communiste d'Italie, constitué à Livourne en janvier 1921, la fraction «bordiguiste» tenta de lutter fermement pour le triomphe du communisme, mais dans une période hautement défavorable (triomphe du fascisme, dégénérescence rapide du Komintern mis au service de l'État russe). Elle dut s'affronter de l'intérieur à la fraction Gramsci-Togliatti, soutenue activement par la direction zinoviéviste.

Après l'arrestation de Bordiga, en novembre 1926, la fraction de gauche se reconstitua en France et Belgique, autour de militants comme Ottorino Perrone, qui publièrent *Prometeo* et *Bilan*, organes de cette fraction. Combattant aussi bien le fascisme-nazisme, que le stalinisme et la démocratie bourgeoise qui avaient en commun leur soif sanguinaire d'écraser définitivement le mouvement prolétarien, la Fraction se prépara théoriquement à la possibilité d'une nouvelle vague prolétarienne qui devrait nécessairement toucher tous les pays du monde, y compris le Moyen-Orient et l'Asie.

Estimant que la Révolution en Espagne était perdue à l'automne 1936 par la mobilisation des milices ouvrières sur les fronts militaires, elle en appela au «défaitisme révolutionnaire» dans les deux camps, fasciste et républicain. Ce qui entraina une grave crise dans ses rangs.

Son apport essentiel reste, dans une période où il était «Minuit dans le siècle», sa réflexion sur les formes de la révolution du futur, qui ne pourrait triompher sans une impitoyable critique de la politique menée par l'État russe bolchevik, surtout après janvier 1921. Résumant cette position, Ottorino Perrone put écrire : «**Ce n'est pas par la force et la violence qu'on impose le socialisme au prolétariat**», et qu'«*il valait mieux perdre Kronstadt que de le garder au point de vue géographique*», et que nul «parti de classe» ne pouvait «*rester au pouvoir en infligeant une défaite aux principes prolétariens*».

Le 5 mars 1943, en pleine guerre mondiale, une grève dirigée autant contre la vie chère que contre la guerre se généralisait, d'abord aux usines FIAT de Turin, pour gagner les autres villes industrielles, du nord jusqu'au sud du pays, touchant 300.000 ouvriers, et entrainant finalement la chute du *Duce*. C'est dans ces conditions que naquit dans le Nord de l'Italie le Parti communiste internationaliste, dirigé par Onorato Damen et Bruno Maffi, appelant à la lutte contre tous les fronts impérialistes, contre le fascisme, le stalinisme et la démocratie, contre la guerre de partisans, pour la lutte de classe dans les centres industriels pour faire triompher la révolution socialiste mondiale.

Après une période d'extension en Italie (et dans une moindre mesure en France), le PCInt connut dès 1947 un déclin, qui entraîna en 1952 une scission entre deux courants : celui de Bordiga, Perrone et Maffi autour de *Programma comunista*, et celui d'Onorato Damen, autour de *Battaglia Comunista* et *Prometeo*. Devenu un (très modeste) courant international (*International Communist Tendency*), ce dernier s'est perpétué jusqu'à aujourd'hui.

Si le courant «programmiste» (*Il programma comunista*), dirigé par Bruno Maffi et Giuliano Bianchini, a bénéficié essentiellement de l'apport théorique (et anonyme) d'Amadeo Bordiga, il connut dans la foulée des années de braise 1968-77 un certain essor international, surtout en Europe occidentale. Néanmoins, l'invariance de son sectarisme, le retour de plus en plus marqué aux thèses du Komintern, en particulier aux thèses du congrès de Bakou de septembre 1920, un «léninisme» de «communisme de guerre», son activisme «gauchiste», son soutien tiers-mondiste aux «luttes de libération nationale», autant de facteurs qui le précipitèrent à l'automne 1982 dans une crise systémique, qui faillit l'emporter.

Ce dictionnaire biographique tente de replacer les militants de ce courant dans la tumultueuse et complexe histoire d'un courant qui ne peut en aucun cas être réduit à la seule personnalité d'Amadeo Bordiga.

ISBN 979-10-94518-01-4 – **30 € –** EAN 9791094518014



